REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE,
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

UNIVERSITY OF TORONTO

XXIXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

٥٢١٢١

TOME VINGT ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1859

AP
20
R5
pér. 2
t. 21

17176
c.

ARMAND CARREL

ET LES

CONTROVERSES POLITIQUES AVANT ET APRÈS 1848.

Œuvres politiques et littéraires d'Armand Carrel, Paris 1858-1859.

Je n'oserais affirmer que les disciples qui viennent d'élever ce monument au souvenir d'un maître justement regretté aient été bien inspirés dans leur affection filiale. Cinq volumes, sur quelque sujet que ce soit, sont déjà d'une lecture difficile par le temps qui court; mais que dire de cinq volumes de polémique sur des querelles trop vieilles déjà pour allumer la moindre passion, sans l'être encore assez cependant pour exciter la curiosité des amateurs d'antiquités historiques ou littéraires? Publiez les mazarinades, à la bonne heure! les lecteurs, les acheteurs ne vous manqueront pas; nombre de belles dames voudront savoir quelles calomnies circulaient dans les rues de Paris sur les amours du rusé cardinal et de l'altière Espagnole. Les érudits aimeront à assister aux premiers ébats de la presse politique, encore dans ses langes; mais des attaques contre le roi Louis-Philippe, contre M. Périer ou M. Guizot, tout le monde croit savoir d'avance ce qu'elles peuvent contenir, et personne ne se promet ni profit ni plaisir à en recommencer l'étude. Ce n'est pas le présent, ce n'est pas l'histoire, ce n'est pas le vêtement d'aujourd'hui, ce n'est pas le costume d'autrefois : c'est la mode de l'année dernière que personne n'aime à porter.

De plus, la polémique, par sa nature, quoiqu'elle soit un genre de littérature très passionné, et précisément même parce qu'elle est passionnée, est aussi un genre essentiellement monotone. C'est le propre de la passion en effet d'attacher tant d'importance à la chose qui l'émeut, qu'elle en peut parler incessamment, et toujours dans les mêmes termes, sans se fatiguer. Tout sentiment exalté est, comme on l'a dit de l'amour, un grand *recommenceur*. De là l'impatience involontaire que la passion cause à ceux qui n'y sont pas intéressés, et qui, bien loin de s'émouvoir du spectacle qu'elle présente, redoublent au contraire de froideur à mesure qu'elle crie plus fort. Dès qu'on n'aime plus, la passion ennuie. C'est là, je le crains bien, ce que le lecteur d'aujourd'hui, moins amoureux qu'il y a quinze ans d'idées républicaines et libérales, éprouve devant les répétitions nombreuses, parfois éloquentes, mais uniformément ardentes, dont ces cinq volumes sont remplis. Y a-t-il encore quelque autre cause à cette insensibilité? Serait-ce que les griefs si chaleureusement développés par Armand Carrel contre le gouvernement de son temps, envisagés aujourd'hui sous un nouveau jour, semblent avoir perdu de leur gravité? Serait-ce que les persécutions infligées à la presse par le jury et les prodigalités d'un budget royal de quelques millions n'inspireraient plus, même aux puritains les plus austères, autant d'indignation qu'autrefois? Qui sait? En vivant, on voit bien des choses, et les comparaisons forment l'esprit. Quelle que soit la cause de l'indifférence du public, je ne me charge pas de la découvrir; je me borne à en constater l'effet.

Malgré tant de raisons de reculer devant l'entreprise, j'ose promettre à ceux qui, armés de patience, s'engageront dans la lecture de cette volumineuse publication avec le ferme propos de n'en rien passer et de la mener jusqu'au bout une source d'intérêt à laquelle peut-être ils ne s'attendent pas. C'est celle qu'on peut trouver dans la lecture d'un livre de prophéties, quand l'événement est venu en partie réaliser et en partie décevoir les prévisions de l'oracle. Pendant les dix-huit ans qu'a duré le gouvernement monarchique de juillet, la république, ce concurrent écarté, mais non désarmé en 1830, est restée constamment en éveil, tantôt avançant, tantôt refoulée, mais toujours grondant à l'horizon. La révolution, qui a fini par éclater en 1848, a été suspendue dès le premier jour sur toutes les têtes, comme une espérance pour les uns, comme une menace pour les autres. Ce que produirait une révolution nouvelle, quel serait le sort d'une république en France, quelle chance on avait d'y arriver ou d'y échapper, dans quel abîme on tomberait par là ou quelle nouvelle carrière serait ouverte, ç'a été dix-huit années durant le thème de toutes les discussions des partis. Armand Carrel

ne s'est pas fait faute d'y prendre part, et n'a pas cessé un seul jour de tracer devant ses lecteurs tous les plans de sa république en espérance. Eh bien! l'événement est arrivé : qu'a-t-il produit? quels pressentimens a-t-il trompés? A qui a-t-il donné tort? à qui a-t-il donné raison? La question, ce semble, vaut la peine d'être examinée, car la réponse ne se présente pas sur-le-champ à l'esprit sous une forme distincte. Aucun des deux partis qui luttaient alors ne peut se vanter d'avoir eu satisfaction complète. Ce n'est pas la république qui a eu raison, bien qu'elle ait triomphé, car assurément elle ne s'attendait pas à naître si brusquement pour mourir si vite. D'autre part, le gouvernement monarchique, même du fond de son tombeau, n'a pas non plus tout à fait lieu de se rendre témoignage à lui-même, car prévoir, même sous leurs véritables couleurs, les événemens que l'on craint, c'est un petit succès en politique : le succès véritable eût été de les prévenir. Dans quelles proportions se partagent donc entre les deux adversaires qui se disputaient alors le terrain l'échec et la victoire?

D'ailleurs, il faut bien se le rappeler, le débat engagé entre la république et la monarchie n'était ni le seul ni même le principal de ces temps-là : d'autres questions étaient agitées, qui excitaient de plus vives querelles encore. Toute l'assiette de la société politique était en cause dans un débat qui ne tarda pas à atteindre même les bases de la société civile. Le premier enjeu de chaque bataille par exemple, c'était toujours le droit de suffrage : il s'agissait toujours de décider quel nombre de citoyens seraient admis, et sous quelles conditions, à la participation aux affaires publiques; si la souveraineté législative resterait concentrée dans l'élite, ou serait répandue sur la foule. Cette première ligne de combat s'ouvrait de temps à autre pour laisser apparaître un autre corps d'armée lançant déjà dans l'ombre des regards ardens, derrière les prétendans au droit de suffrage, on distinguait déjà confusément toutes les convoitises et toutes les controverses que soulève le droit de propriété. Enfin de continuelles diversions à l'attaque principale étaient faites par des discussions de politique étrangère, d'alliance continentale ou maritime, d'alliance de principes et d'alliance d'intérêts, de paix ou de guerre. On sait la place que ces débats ont tenue dans nos assemblées, et l'influence qu'ils ont exercée sur nos destinées. De toutes ces questions, il en est que le temps a définitivement résolues, et d'autres qu'il a enterrées sans retour. Il en est aussi qui dorment seulement, et d'un sommeil très léger, que le moindre bruit pourrait réveiller. Il en est enfin qui survivent, comme le territoire et le drapeau, à la chute des trônes et des tribunes. C'est là le principe d'une distinction qu'il est curieux d'établir : où

en sommes-nous sur tous ces points, si passionnément discutés il y a vingt ans? Quel chemin avons-nous parcouru? quel espace nous ont fait franchir l'impulsion de 1848 et le contre-coup qui l'a suivie? Rien, ce semble, ne peut mieux nous éclairer à cet égard que l'étude rétrospective de documens parfaitement sincères, où l'on saisit sur le fait quel était, en pleine monarchie de juillet, l'état d'un esprit éclairé bien qu'emporté, très influent sur sa génération, et regardé généralement comme téméraire. Si l'on veut mesurer la distance parcourue depuis vingt ans à travers tant de mouvemens contradictoires, tant d'actions et de réactions, tant de courans et tant de marées, rien ne peut être plus utile que d'examiner le terrain où campait l'homme aventureux qui avait entrepris de mener l'avant-garde.

Le caractère personnel d'Armand Carrel prête d'ailleurs à cette recherche faite à travers ses écrits plus d'un genre d'attrait et de facilité; mais pour faire comprendre de quelle nature cet attrait peut être, et quelle originalité particulière Armand Carrel pouvait donner à ses opinions, quelques détails biographiques sont indispensables à rappeler. Ici, comme toujours, il faut connaître l'homme pour bien apprécier les idées.

I.

Après le bonheur sans égal de faire prévaloir ses convictions et d'assurer par elles la prospérité de son pays, la plus grande faveur peut-être que la Providence puisse accorder à un homme public, c'est une mort prématurée qui l'enlève dans la plénitude de sa renommée, avant qu'il ait été mis à aucune des épreuves qui auraient donné la mesure complète de sa valeur. Quand on n'a révélé qu'une partie de soi-même, et qu'on a emporté dans la tombe le dernier mot de son secret, la carrière est ouverte aux conjectures les plus favorables, bien que souvent les plus contradictoires. Quoi qu'il arrive, tout profite à ces génies inachevés que la mort a couverts d'un nuage brillant. On aime toujours à penser qu'ils ont préparé le triomphe de leur cause, ou qu'ils auraient prévenu ses revers. Tel a été le sort privilégié d'Armand Carrel, chef à peu près reconnu, au moins en espérance, du parti républicain, et qui est mort à trente-six ans, douze ans avant la proclamation de la république.

Combien de fois par exemple, pendant que la république de 1848 se débattait, dans ses angoisses, entre la dictature et l'anarchie, avons-nous entendu ceux qui l'assistaient dans son laborieux avortement invoquer avec regret la mémoire d'Armand Carrel! D'ordi-

naire c'étaient les amis de l'ordre public ébranlé qui se mettaient le plus volontiers sous la protection de son souvenir. L'ancien directeur du *National* paraissait alors l'idéal du président d'une république conservatrice, d'une république honnête et modérée, comme on disait dans le langage du temps. On se rappelait qu'il avait toujours apporté dans ses écrits quelque tempérament à la rigueur des principes démocratiques, qu'il professait un grand respect pour les traditions américaines, et un véritable culte pour la liberté individuelle, si fortement compromise par le despotisme socialiste qui courait les rues. Puis il avait été militaire, et le souvenir de la discipline avait toujours modéré sa participation aux barricades. Enfin il n'y avait pas jusqu'à ses goûts bien connus d'élégance qui n'eussent rassuré les honnêtes gens dans un moment où, à force d'être attaqué en commun avec les choses les plus saintes, le luxe avait fini par être regardé et par se regarder sérieusement lui-même comme une vertu! De quel secours aurait paru en ces jours-là à cette pauvre société française, troublée dans tous ses principes comme dans toutes ses jouissances, un républicain éprouvé ayant gagné des chevrons au service de la démocratie, mais qui aimait à porter l'épaulette et à monter de beaux chevaux! « Si Armand Carrel vivait encore, disait plus d'un garde national en prenant son fusil avec un soupir par quelque matinée de mars ou d'avril 1848, c'est lui qui saurait bien mettre le socialisme à la raison! »

Par un retour très singulier, ceux qui publient aujourd'hui les œuvres de ce même Carrel, usant aussi largement du droit qu'on a de prêter aux morts, font justement l'hypothèse contraire. Ce qu'ils regrettent que la France ait perdu dans leur ami, ce n'est évidemment pas un républicain politique, un Washington français, un général Cavaignac en habit noir; c'est au contraire l'instrument utile d'une grande rénovation sociale, c'est un socialiste modéré et pratique, dont l'influence, contenant les exagérations des partis extrêmes, aurait pu aider l'humanité à faire sans secousse un pas vers une transformation radicale. Tout le monde connaît à cet égard la manière de penser du savant estimable qui a mis son nom à la tête de cette édition, en la faisant précéder d'un avant-propos. M. Littré, on le voit clairement, attache peu d'importance aux révolutions politiques. Elles ne sont, suivant lui, que les phases successives d'un grand mouvement dont l'humanité entière est à la fois le sujet et l'acteur, d'une longue évolution qu'elle opère sur elle-même, et qui doit renouveler toutes ses conditions d'existence. La commotion de 1848 a été une de ces phases. Si Armand Carrel eût vécu assez pour y prendre part, peut-être l'ascendant de son caractère, l'habile fermeté de sa main auraient pu décider son pays à se

prêter plus aisément à l'opération chirurgicale qui accompagne presque toujours chacune de ces crises évolutoires. A la vérité, il aurait fallu d'abord qu'Armand Carrel se fût converti au socialisme, dont il avait toujours été assez éloigné. C'est bien aussi ce qu'espère M. Littré, et c'est dans cette pensée qu'il recueille avec le plus grand soin et met religieusement en lumière tous les symptômes qui lui paraissent dénoter dans les articles de son ami les préliminaires d'une conversion. M. Littré s'acquitte de cette tâche dans une série de notes explicatives très judicieusement disposées, pleines d'appréciations fines sur les événemens et modérées sur les personnes, toutes empreintes en un mot de cette honnêteté bienveillante qui reluit dans ses moindres paroles, et au moyen de laquelle il s'est acquis dès longtemps l'estime des gens les plus éloignés de lui donner raison ou de partager ses sentimens.

Entre ces conjectures opposées, nous nous abstiendrons soigneusement de présenter la nôtre. Nous déclarons avec franchise ne savoir en aucune manière ce qu'aurait fait Armand Carrel en 1848, et ne faire même aucun effort pour le découvrir. Notre raison pour ne pas entreprendre cette recherche, ce n'est pas seulement que, dans des crises de cette gravité, le rôle d'un homme, quel qu'il soit, a toujours peu d'importance; c'est surtout qu'Armand Carrel, pendant toute la durée de sa courte existence, nous paraît n'avoir jamais bien su la veille ce qu'il devait être amené à penser le lendemain. La suite de ses écrits ne nous le montre jamais au même point, et pour ainsi dire sur le même degré de l'échelle des opinions démocratiques. Il n'arriva à la position extrême où il est mort que par l'entraînement d'une situation plus forte que lui, et par une série de sacrifices faits à une passion dominante, et cette passion, étrangère au rôle qu'il a assumé par la suite, fut déterminée par la date même de sa naissance. Il était né en 1800; il avait quatorze ans quand la première armée étrangère franchit la frontière du territoire national; il en avait quinze quand une réaction momentanée livra le pouvoir aux derniers représentans du régime disparu en 89. Son âme, en s'ouvrant à la vie, fut imprégnée de ce qu'on pourrait appeler les passions de 1815, et ce fut cette première et poignante impression qui décida de toute sa destinée.

Tous tant que nous sommes, qui, sans être encore bien âgés, avons passé par deux ou trois révolutions, nous avons assisté à bien des scènes violentes, nous croyons avoir éprouvé bien des sentimens passionnés, nous nous sommes figuré souvent que nous nous haïssions cordialement les uns les autres. Eh bien! ma conviction très profonde, qui résulte de la simple lecture du *Moniteur*, c'est que qui n'a pas vécu en 1815 ne sait pas ce que c'est que la pas-

sion politique. Les inimitiés des partis eurent dans cette année néfaste une intensité et une ardeur que nous ne pouvons pas même mesurer, parce que nous n'avons pas passé par leurs épreuves et que nous ne comprenons pas leurs griefs. Il faudrait avoir été bercé au son du canon de cent victoires, et s'être réveillé un jour à la vue des uniformes étrangers paraissant sur les hauteurs de Montmartre, et d'une dynastie restaurée, rentrant aux Tuileries sous ces funestes auspices, pour se faire une juste idée du degré de haine et de souffrance dont put être atteinte alors une âme jeune et patriotique. Mais d'autre part quel est celui de nous qui a passé sa jeunesse dans l'exil à disputer à la misère une ration de pain exiguë et toute détrempée de ses larmes? Auquel de nos contemporains est-il arrivé de rentrer après vingt ans sur le sol natal pour y trouver le toit de son enfance aux mains d'un possesseur étranger, et chercher en vain dans la sépulture commune des criminels les os dispersés de ses parens? Celui-là seul aurait le droit de condamner trop sévèrement ces émigrés qui, en rentrant en 1815, regardaient à peu près toute la France comme coupable de meurtre et de vol, et en cette qualité obligée à restitution, et trop heureuse qu'on lui fît grâce. La singularité de cette triste époque, c'est que chacun des deux partis croyait avoir les meilleurs motifs de detester l'autre; aussi usaient-ils du droit sans scrupule et en pleine liberté de conscience.

« La douleur, a dit quelque part Mme de Staël en parlant des peines de cœur, fait la blessure, l'amour-propre y verse le venin. » Cela fut exactement vrai des maux de la France en 1815. La nation était blessée par le fer étranger. Une série de maladresses et d'impertinences, des rivalités assez sottes entre les vanités du nouveau régime et les prétentions surannées de l'ancien, vinrent enflammer cette plaie saignante, que cherchait en vain à panser le chef éclairé de la maison de Bourbon, et il en résulta en peu de temps une de ces irritations nerveuses, pires que les plus grands maux, qui mettent hors de sens les cerveaux les mieux constitués. Une haine violente, non-seulement de l'ancien régime, mais de son ombre et de son souvenir, une crainte de le voir renaître à peu près aussi raisonnable que la peur des revenans, des rêves constans de victoire, de vengeance et de conquêtes, et de plus l'idée préconçue que toute diplomatie pacifique est incompatible avec l'honneur français, tels furent les sentimens qui s'emparèrent de toute la jeunesse libérale, et qu'on pourrait appeler la maladie de 1815. Elle survécut très longtemps aux causes qui l'avaient produite, et j'en ai retrouvé des traces et comme des accès chez les esprits les plus posés, et qui s'en croyaient le mieux guéris. Personne n'en fut plus imprégné

qu'Armand Carrel, et n'en conserva plus profondément l'atteinte. Toutes les fois, dans le cours de sa vie, qu'une circonstance quelconque venait réveiller chez lui les images qui avaient troublé le sommeil de sa jeunesse, son âme en éprouvait un tressaillement qui contrariait les tendances naturelles de sa raison.

On put juger de la force de cette passion par la première démarche à laquelle elle l'entraîna à l'âge de vingt-trois ans. Pour obéir à des goûts militaires très prononcés, il avait quitté la profession de son père, négociant à Rouen, et était entré à l'école de Saint-Cyr. D'un commun aveu, ce jeune homme manifestait toutes les dispositions qui font le bon soldat et qui annoncent le bon capitaine, et la meilleure preuve, c'est que malgré son antipathie déjà bien connue pour les Bourbons, ses chefs, presque tous émigrés d'origine et royalistes de cœur, lui témoignaient une bienveillance qui ne se découragea qu'assez tard. Il avait donc à un haut degré les premières qualités de l'état militaire, le sentiment de la discipline et celui de l'honneur, et cependant à peine portait-il les épaulettes d'officier, que déjà il était engagé dans une conspiration militaire pour débaucher les troupes placées sous ses ordres, et moins d'un an après il quittait le sol de la France, et allait en Espagne, à la tête d'une petite troupe de réfugiés, combattre l'armée française qui franchissait les Pyrénées sous les ordres du duc d'Angoulême.

Cette étrange aberration de jugement, dont le souvenir pesa toute sa vie sur sa réputation et sa conscience, prenait sa source (chose étrange) dans l'ardeur même d'un patriotisme froissé. Dans le gouvernement qui avait pris naissance à la suite de l'invasion de 1815, Armand Carrel se refusait obstinément à reconnaître le représentant de l'honneur et de l'intérêt national. Puis l'armée française en 1823 allait coopérer en Espagne à la restauration d'une dynastie déchue. C'était donc un 1815 au petit pied qui se préparait; la France voulait faire à autrui ce qu'elle avait elle-même subi : c'était plus que n'en pouvait supporter le ressentiment du jeune officier. Il semble souvent dans les luttes civiles que les partis n'aient rien de plus pressé que d'imiter les torts les uns des autres, comme pour n'avoir plus rien à se reprocher, ce qui pourtant ne les met nullement en humeur de se pardonner. Dans sa haine pour un gouvernement issu de l'émigration, Armand Carrel ne s'aperçut point qu'il devenait émigré lui-même. Le drapeau tricolore devenait pour lui ce qu'avait été en 1792 la royauté pour la noblesse. Comme pour tout gentilhomme de l'armée de Condé là où était le roi, là était la France, la patrie sembla se transporter à ses yeux partout où l'on pouvait relever l'étendard de la révolution.

La France, on le sait, n'a jamais ratifié ni l'une ni l'autre de ces

manières de disposer d'elle sans son aveu, et de la faire voyager au gré des passions et des fantaisies de chacun ; elle préfère rester sur le sol et sous la latitude où Dieu l'a placée. Armand Carrel et sa petite troupe s'étaient très sincèrement figuré qu'à l'aspect des couleurs de la république et de l'empire tous les régimens français se débanderaient et passeraient de leur côté. A leur justification, il faut dire que c'était aussi la crainte de plus d'un sage politique d'Europe. Jamais déception ne fut plus complète. Les émigrés révolutionnaires eurent beau arborer sur leur shako l'aigle et la cocarde tricolore, ils eurent beau copier dans le moindre détail l'uniforme de la vieille garde; le poète national par excellence, Béranger, eut beau remplir leurs poches de chansons destinées à faire faire *demi-tour* aux troupes françaises sur le champ de bataille : l'armée française, qui n'aimait guère le drapeau blanc et qui se souciait assez peu de Ferdinand VII, resta fidèle à l'idée simple sans laquelle depuis longtemps il n'y aurait plus de France; elle consulta son devoir et non ses goûts, et ne déserta pas son poste. Armand Carrel, pris presque sans coup férir les armes à la main contre son pays, rentra en France coupable juste du même crime que M. de Sombreuil et réduit à invoquer le bénéfice des mêmes circonstances atténuantes.

Heureusement pour lui ce ne fut pas devant le même tribunal. Bien que traduit devant un conseil de guerre (et l'on ne peut guère douter en bonne conscience que ce ne fût la juridiction compétente pour le fait), Armand Carrel n'y comparut point sans être aidé par des avocats éclairés, et soutenu par le concours d'une publicité bruyante. Il y eut jugement, révision, cassation, tous les recours en un mot et tous les délais d'une justice bienveillante, qui, surtout en matière politique, où les passions s'éteignent si vite, équivalent à l'acquittement et d'ordinaire le préparent : à quoi il faut ajouter, d'après le témoignage de M. Littré lui-même, que le procès tout entier ne fut qu'un simulacre, vu que la grâce était promise dès le premier jour par le baron de Damas, devenu ministre de la guerre. Les choses, il en faut convenir, étaient menées plus rondement à Quiberon, et le général Hoche, d'une âme aussi humaine que le baron de Damas, n'aurait point osé faire les mêmes promesses à ses prisonniers.

Il faut croire que dans les longs ennuis de quelques mois de prison que ne troublait aucune crainte pour sa sécurité personnelle, Armand Carrel eut le loisir de réfléchir tout à l'aise sur les causes qui avaient fait échouer d'une façon presque ridicule l'entreprise pour laquelle il venait d'entamer sa bonne renommée et de sacrifier sa carrière; car, rendu peu après à la liberté et réduit à chercher

dans les lettres une réputation et des ressources que la vie des camps ne pouvait plus lui promettre, il expliqua lui-même les motifs de son malentendu avec une netteté fine et franche qui ne fit pas moins d'honneur à son esprit qu'à son caractère. Dans un article inséré par la *Revue française* et très remarqué dès lors comme la révélation d'un talent rare, il jugeait déjà en historien les événemens où lui-même il s'était lancé en étourdi. Il y analysait d'une façon piquante les dispositions du peuple espagnol et celles de l'armée française, et il faisait comprendre à merveille comment il y avait eu, dans cette brillante échauffourée, entre les vainqueurs et les vaincus une sorte d'émulation d'indifférence pour le sujet même de la guerre, et comment un peuple qui ne tenait guère à sa révolution se l'était laissé enlever presque sans mot dire par une armée qui ne tenait pas beaucoup plus à la lui prendre. Le contraste, la bigarrure des divers sentimens qui animaient les officiers français entrant en Espagne, donnaient lieu, chemin faisant, à des portraits de genre qui sont des chefs-d'œuvre. Le vieil artilleur de l'armée du Rhin braquant ses canons contre les cortès, tout en maugréant contre la royauté; les jeunes rejetons des vieilles races marchant à la croisade pour Dieu et pour le roi, tout en empruntant l'air martial des soldats de la garde impériale et le style des proclamations de Napoléon; les généraux de la république convertis en courtisans et s'essayant à parler d'Henri IV et du panache blanc avec une émotion qu'ils finissent eux-mêmes par croire sincère, tous ces types, fortement dessinés, passent devant les yeux avec une franchise d'allures qui ne permet pas de douter de la ressemblance. Armand Carrel eut même le mérite de distinguer ici et de dépeindre le premier un caractère alors tout nouveau dans notre armée, mais qui depuis a fini par effacer tous les autres : c'est celui de l'officier fils de ses œuvres, dénué de préjugés tout aussi bien que de parti, ne connaissant d'autre opinion que sa consigne et ne nourrissant d'autre espoir que son avancement, race d'hommes modeste, sobre, dévouée, mais ayant fait une fois pour toutes le sacrifice de toute pensée personnelle sur les affaires de son pays, prête en un mot à donner sa vie sans savoir et même sans se demander pourquoi.

Il fallait sans doute une rare vivacité d'imagination chez un jeune homme pour se représenter aussi nettement ce qui s'était passé au corps de garde et ce qu'on avait dit au bivouac pendant ces nuits où lui-même il errait dans les montagnes de Catalogne en aventurier de guérillas; mais ce qui frappe le plus dans ce morceau remarquable, c'est la sincérité de l'hommage rendu à la modération du généralissime qui avait su faire sortir de l'équilibre de tant de sentimens contradictoires l'unanimité de l'obéissance. Il y avait dans

ce jugement équitable une liberté d'esprit rare chez un homme animé de passions fortes, et surtout engagé dans un parti extrême. L'observateur qui prononçait ainsi gaiement dans sa propre cause n'était évidemment ni un fanatique de nature ni prédestiné fatalement à devenir un révolutionnaire. Quiconque est né avec la moindre dose d'impartialité en effet ne sera jamais qu'un révolutionnaire très insuffisant. L'impartialité est incompatible avec les qualités comme avec les défauts qui font les vrais révolutionnaires, disons mieux, avec les principes absolus, quels qu'ils soient, droit divin, pouvoir illimité ou démocratie pure. De tels principes ne subsistent et ne se défendent qu'en excommuniant de très haut tout ce qui les limite et les contredit. On ne sert bien Coblentz ou la convention qu'en croyant sincèrement que tous les libéraux sont des rebelles, ou que tous les royalistes sont des traîtres. Toute appréciation plus indulgente est déjà une connivence avec l'ennemi, et vous range, quoi que vous en ayez, dans la catégorie de ces modérés que les deux extrêmes anathématisent. Il y a ainsi des différences intellectuelles qui classent les hommes à leur insu beaucoup mieux que l'étiquette qu'ils portent sur leur chapeau ou la bannière sous laquelle ils servent. Chaque homme a reçu pour ainsi dire un tempérament d'esprit qui le destine à un parti, et s'il méconnaît cette indication de la nature, il en souffre toute sa vie. J'ai connu des membres du juste milieu constitutionnel dont l'ardeur intolérante était au supplice dans les régions tempérées où ils avaient pris naissance. Par instinct et sans le savoir, ils gravitaient toujours à droite ou à gauche vers quelque extrémité de l'horizon. Carrel était tout le contraire : c'était un esprit modéré jeté dans un parti violent. Dès qu'il goûtait un moment de calme, il tendait à s'échapper de l'étroite enceinte où l'enfermaient ses engagemens, et son intelligence à tout instant débordait ses opinions.

Mais le moment où il commença sa carrière de publiciste était celui où cette gêne dut être pour lui le moins sensible. La restauration en effet, enivrée de sa victoire, venait de si bien manœuvrer qu'il n'était plus nécessaire pour la combattre de conspirer dans l'ombre ou de rêver des révolutions. Il suffisait de parler tout haut le langage du bon sens et de la loi. Les passions de la France lui avaient toujours été fort hostiles, elle se brouillait de plus en plus avec sa raison. Par le plus singulier des calculs, elle se chargeait ainsi de fournir un masque décent aux ennemis irréconciliables qui dès le premier jour avaient juré sa mort. Du moment où elle semblait se lasser elle-même de la constitution qu'elle avait donnée, c'était à qui se ferait constitutionnel pour la combattre; il n'y avait plus ni bonapartistes ni jacobins, il n'y avait plus que des doc-

trinaires, et tout le monde parlait le langage de M. Guizot et de M. Royer-Collard. On a beaucoup accusé la duplicité de cette tactique, et je ne voudrais pas la donner pour un modèle de franchise; mais il y a dans les affaires humaines une excessive simplicité à s'étonner et surtout à s'indigner des résultats inévitables. En campagne, quand on abandonne une position, il faut bien s'attendre que l'ennemi s'en empare. La charte était la place forte à laquelle Louis XVIII avait confié la garde de sa dynastie. Quand il parut convenable à Charles X de l'évacuer sans même enclouer ses canons, il était trop évident que les assaillans viendraient se poster sur les hauteurs que leur livrait la défense.

Cette manœuvre ne fut opérée par personne avec autant de hardiesse et de promptitude que par Armand Carrel dans le journal dont il prit la direction pendant l'année qui précéda 1830. *Le National*, fondé en commun par un groupe de jeunes gens tous destinés à la célébrité, semblait en effet avoir pris pour devise de se montrer d'autant plus scrupuleusement constitutionnel que la restauration devenait en ce genre plus relâchée. C'était une œuvre strictement légale, mais d'une légalité armée et tranchante, qui pressait toutes les conséquences de la charte, comme autant de poignards aiguisés sur la poitrine du vieux roi. Quelques-uns des articles acerbes publiés par Carrel à cette époque nous ont été conservés par M. Littré. Ce sont de véritables et complètes théories de monarchie constitutionnelle auxquelles un publiciste anglais ne pourrait refuser son adhésion. Toute l'œuvre de Louis XVIII y est commentée avec rigueur : aucun article n'en est rayé, pas même l'hérédité de la pairie ou le cens électoral; nul appel n'y est fait à la souveraineté du peuple, quelquefois même l'idée en est positivement reniée; aucun fantôme de république ne plane sur cet horizon constitutionnel, dessiné d'un trait net et ferme, et très arrêté dans ses contours. C'est un portrait de la charte peint au naturel, avec un visage non pas aimable, mais respectueux pour la royauté, et c'est à peine si, aux deux coins de ses lèvres, on peut saisir quelque trace d'ironie ou de menace.

Armand Carrel a très souvent soutenu dans la suite de sa vie que ce beau zèle pour la monarchie constitutionnelle n'avait été chez lui qu'un pur stratagème de guerre; que, voyant la restauration faire effort pour s'échapper de la constitution, il avait simplement essayé de l'enfermer dans un cercle de fer, sauf à briser l'instrument quand il aurait servi. Je suis très convaincu qu'en se prêtant à lui-même ce profond machiavélisme, Armand Carrel se calomniait : c'était un mensonge nécessaire peut-être pour le rôle qu'il avait pris; mais à présent qu'il n'y a plus de rôle à jouer, tous les lecteurs

penseront comme nous et l'aimeront mieux inconséquent qu'hypocrite. La vérité, c'est qu'Armand Carrel, j'en ai la certitude, à ce moment de sa vie prenait sincèrement goût à la monarchie constitutionnelle. Tant que la charte n'avait été que la fille de Louis XVIII, il avait eu peine à lui pardonner la ressemblance et la prédilection paternelles; mais du moment où elle était devenue l'ennemie de Charles X, elle n'avait plus que des grâces à ses yeux, et aucune gêne ne l'empêchait plus d'en apprécier très justement tous les mérites. Il prenait au contraire un plaisir intelligent à s'expliquer à lui-même l'ingénieuse pondération de cette belle forme de gouvernement, à en démonter et à en faire jouer tous les ressorts devant le public. Il n'était point insensible au plaisir d'être sorti des ténèbres des conspirations pour se trouver au grand jour de la légalité, à côté de tous les hommes distingués qui composaient alors l'opposition constitutionnelle. Seulement la guerre que les uns faisaient avec regret, lui la faisait avec délices : le terrain, l'adversaire, l'armure et le combat, tout lui plaisait également. A aucune époque, son esprit et sa passion ne se trouvèrent plus complétement d'accord, et ne jaillirent de source plus naturellement dans le même sens.

Aussi jamais son talent ne s'épancha avec plus d'abondance. Ses écrits de cette époque ont un caractère, et j'oserai dire un charme tout particulier. C'est généralement l'aisance et la variété qui manquent à la manière d'écrire d'Armand Carrel. Sa phrase, qui fut dès le premier jour nerveuse et savante, est pourtant sèche et hachée; un sentiment toujours vif, mais toujours contenu, communique un peu de contrainte à son expression, et l'amertume constante du ton n'est point exempte de monotonie. Mais nulle part ces défauts ne sont moins sensibles que dans un petit nombre de morceaux de choix qui portent presque tous la date de 1830, et que M. Littré a réunis dans un dernier volume comme pour reposer l'esprit du lecteur de l'âpreté des luttes civiles, et prendre congé de lui sous une impression douce. Là brillent en effet des mérites et presque des grâces qui ne devaient plus se retrouver par la suite sous la même plume. Il y a un éclat inaccoutumé dans la peinture de la vie du soldat faite à propos des mémoires du maréchal Gouvion Saint-Cyr; il y a de l'esprit littéraire le plus délicat dans la critique de l'*Hernani* de Victor Hugo et de l'*Othello* de M. de Vigny, et une finesse de touche extrême dans le portrait de Paul-Louis Courier. Une sombre élégie intitulée *une Mort volontaire* a justement attiré l'admiration d'un maître critique par un mélange très heureux de sensibilité et de force. Le laisser-aller du désespoir qui pousse une âme jeune vers cet abîme de faiblesse morale et cet abus de courage physique qu'on

appelle le suicide, l'angoisse de la délibération suprême, l'effroi de la dernière heure sont peints avec une vivacité qui fait frémir : on entend le coup sec de l'arme, et le froid de la balle pénètre le cœur; mais l'horreur du tableau est tempérée avec un goût exquis juste au point où le frisson de l'âme se changerait en attaque de nerfs. Par un artifice qui ne fut connu que du pinceau des plus grands maîtres, la lumière semble ici sortir du sein même de l'ombre et se jouer à sa surface. Si Carrel, qui n'avait que trente ans alors, n'a plus rien produit depuis cette date qui ait réuni les mérites divers qu'il déployait alors, ce n'est pas seulement que l'ardeur politique lui ait fait négliger le soin de la forme littéraire; c'est aussi qu'à ce moment de sa vie il régnait un équilibre entre ses facultés et une paix dans son âme, véritables conditions du talent, qui, troublées peu de temps après, ne se rétablirent plus. Poursuivant un but parfaitement défini, qui satisfaisait à la fois et l'ardeur irréfléchie de ses sentimens et les vues élevées de son intelligence, en sympathie avec la généralité du public, ayant la France entière pour auditoire au *National*, il se livrait avec abandon à tous les entraînemens de sa verve, il abordait tous les points de vue et se laissait aller à toutes les inspirations. Plus tard, enfermé dans une coterie un peu étroite dont il avait tout à la fois à exciter l'ardeur, à dissiper les préjugés et à contenir l'explosion, cette diplomatie intérieure absorba la meilleure partie de ses facultés; il ne respira plus à pleine poitrine, et le souffle de son éloquence prit quelque chose de haletant et de gêné qui ne lui permit plus de vibrer avec cette puissance.

D'après les sentimens qui l'animaient alors, on peut juger de ceux que lui causa la révolution de juillet. Elle le trouva engagé dans un petit groupe d'hommes politiques qu'elle satisfaisait pleinement, et qui avaient prévu et désiré l'événement juste dans les proportions où il s'accomplit, ni plus ni moins. Tandis que des légitimistes éperdus se rangeaient derrière le trône nouvellement élevé, comme à l'abri du dernier boulevard de l'ordre; tandis que des républicains l'acceptaient comme une pierre d'attente; tandis que la plus grande partie de la France n'y voyait qu'une réponse énergique faite à un défi que l'honneur avait dû relever; tandis que le nouveau roi lui-même n'acceptait sa grandeur inespérée que comme une nécessité patriotique, les directeurs du *National* saluèrent le plein accomplissement de leurs espérances dans une secousse qui conservait la monarchie constitutionnelle en les délivrant des gens de 1815. La charte, endossée par de nouveaux auteurs et retrempée par le flot populaire, faisait complétement leur affaire.

Rien n'indique qu'Armand Carrel ait troublé ce concert de joie par la moindre défiance. Le plus pur optimisme reluit au contraire

dans tout ce qu'il publia pendant les six mois qui suivirent la révolution. Cette confiance n'est troublée ni par les tiraillemens inévitables d'une monarchie à son début, ni par les contre-coups inséparables d'un grand ébranlement révolutionnaire. Rien ne l'émeut, ni les agitations de la classe ouvrière, qui parcourt les rues de la capitale en s'enivrant des souvenirs de sa victoire, ni les souffrances de l'industrie, ni même les ombrages d'anciens conspirateurs de ses amis, qui trouvent déjà que le roi-citoyen n'a point assez complétement oublié qu'il est de famille princière. Il ne craint ni réaction ni révolution nouvelle, et répond sur un ton railleur aux alarmistes de toute nature; il a un article charmant, intitulé *les Révolutionnaires après une Révolution* (1), où il plaisante avec une malice infinie ces *spéculatifs* qui ne voient pas qu'on fait des révolutions pour des intérêts et non pour des théories, et que quand les intérêts sont satisfaits, il faut que les théories prennent patience. Il donne des conseils tout empreints de la meilleure économie politique aux ouvriers imprimeurs, pour les convaincre qu'ils serviront mieux la patrie en regagnant l'atelier qu'en chantant des hymnes patriotiques dans la rue (2); il blâme les cérémonies expiatoires faites en l'honneur des officiers conspirateurs de la restauration (3). Aux premiers et timides essais tentés par quelques théoriciens pour faire passer l'égalité des biens naturels à la faveur de l'égalité des droits politiques, il répond par cette interrogation hautaine : « Si quelqu'un voit ici une révolution non pas politique, mais sociale, qu'il le dise (4). » En un mot, le gouvernement naissant a en lui un serviteur dont le ton est parfois un peu rogue, mais dont le cœur est dévoué. Sur un seul point, il le désapprouve faute de le comprendre : il n'apprécie pas cette inspiration d'une générosité royale qui, au milieu d'une capitale en feu et avec une armée encore toute débandée, brava l'irritation populaire pour sauver la vie d'un ennemi vaincu. Carrel, comme la garde nationale de Paris, demanda la tête de M. de Polignac : « il ne voulait point, disait-il, qu'on fît la révolution niaise, sous prétexte de la garder pure. » Ainsi la soif de la vengeance, nourrie dans son cœur pendant quinze ans, n'était pas assouvie par la victoire, et Némésis ne lâchait pas sa proie. Heureusement d'autres conseils prévalurent, et le verdict de la chambre des pairs prononça dix-huit ans avant M. de Lamartine, et devant une foule plus irritée, l'abolition de la peine de mort en matière politique.

Ce ne fut point là pourtant ce qui brouilla Armand Carrel avec le

(1) Tome Ier, page 256.
(2) *Ibid.*, page 174.
(3) *Ibid.*, page 240.
(4) *Ibid.*, page 256.

gouvernement nouveau. Encore moins penserons-nous, comme on l'a beaucoup répété, que cette rupture vint du dépit de n'avoir pu trouver, par suite de quelques complications domestiques, une place à sa convenance parmi les soutiens officiels du pouvoir. Il faut chercher plus haut, et dans un motif plus simple, la cause de sa séparation. 1830 n'avait détruit, à vrai dire, que la moindre partie de l'œuvre de 1815 : l'établissement politique était tombé; restaient les legs onéreux de la guerre et de la diplomatie. Restaient ces traités de Vienne, élevés comme autant de citadelles qui présentaient à l'horizon de toutes nos frontières les bouches de milliers de canons braqués contre la France. L'héritage que la royauté nouvelle était appelée à recueillir inopinément lui arrivait grevé de ces lourdes charges. Se tiendrait-elle pour obligée de les respecter? Subirait-elle ces entraves, ou bien se lancerait-elle tête baissée, pour les rompre, en dehors du droit public européen? Question pleine d'angoisse qui s'était dressée entre les piques et les fusils sur les barricades mêmes de juillet, et que Carrel n'hésita pas à résoudre en réclamant dès le premier jour la plus complète et la plus prompte revanche de Waterloo.

Au premier moment, tous les échos semblaient répondre à sa voix. Les souvenirs de la France et ses espérances, les vieux soldats et les jeunes gardes nationaux, les poitrines sillonnées de blessures et les cœurs de vingt ans, que le son du clairon fait battre, tout s'émut, tout vibrait à l'unisson. Puis au premier signal révolutionnaire parti des tours de Notre-Dame répondaient, comme autant de fusées, les insurrections de Bruxelles, de Bologne et de Varsovie. Partout des enfans perdus de la révolution se précipitaient pour lui ouvrir les voies dans le monde, comptant bien qu'elle accourrait sur leurs pas pour les défendre. Cet élan, qui avait d'abord semblé soulever toute la France, s'arrêta tout d'un coup devant une résistance dont Carrel ne comprit jamais bien la nature. Tout entier aux sentimens de sa jeunesse, l'imagination toujours pleine de guerre ou de politique, ayant passé sans interruption des camps dans les journaux, sans faire même un instant de station dans le comptoir paternel, il ne s'était point aperçu du changement qu'avait subi le tempérament de la France, changement qui résultait pourtant du développement naturel des principes mêmes de la révolution qu'il défendait. Pendant qu'il conspirait et qu'il écrivait, d'autres travaillaient et s'enrichissaient, et autour de lui s'était formée une société laborieuse et industrielle la moins belliqueuse, encore que la plus démocratique du monde. C'était bien la fille légitime de la démocratie française de 89, ou plutôt c'était elle-même, mais devenue, comme il arrive aux gens qui emploient bien la vie, à la fois plus riche et plus raisonnable. Elle avait pris

en vieillissant le jugement plus mûr et le sang moins chaud. Elle avait gagné ce que les années donnent à ceux qui en font bon usage, des intérêts légitimes et de l'expérience; elle avait perdu ce que les années emportent, l'ardeur irréfléchie du dévouement. Du territoire morcelé par le code civil, du commerce et de l'industrie désormais émancipés, elle avait fait sortir, par un labeur opiniâtre, des capitaux très loyalement acquis, qu'elle préférait désormais à toutes les conquêtes et à tous les principes du monde, ou plutôt qu'elle considérait, non sans raison, comme une des plus nobles conquêtes dont les meilleurs principes peuvent s'applaudir. Avec cet argent si bien gagné dans sa poche, il n'y eut pas moyen de la décider à partir de nouveau, pieds nus et le sac sur le dos, pour aller faire le tour du monde. C'était folie de jeunesse qui ne convenait plus ni à sa situation ni à son âge. On eut beau lui montrer des nations insurgées qui lui tendaient les bras; elle se reculait d'un air froid, et répondait avec ce bon sens net et ce langage un peu cru ordinaires aux honnêtes gens qui ont fait fortune : « Chacun chez soi, chacun pour soi! J'ai bien su souffrir et faire mes affaires toute seule, tirez-vous d'embarras à votre tour! »

Rien ne la fit sortir de là, et voilà comment la guerre ne se fit point en 1831. Ce n'était point le compte d'un tacticien littérateur qui avait refait à plusieurs reprises la carte de l'Europe dans son cabinet, et gagné sur le papier beaucoup de batailles de Jemmapes et de Valmy. Armand Carrel ne put se résoudre à abandonner si facilement ce rêve d'une guerre européenne; il se refusa, malgré l'évidence, à croire que cette résolution de ne plus rien mettre en jeu fût l'expression sincère de la volonté publique. Pour ne pas s'en prendre à la France, il s'en prit successivement à tout le monde : aux chambres d'abord, puis aux ministres, surtout à cet homme d'état improvisé qui éleva la résistance pacifique à la hauteur de l'héroïsme. Puis, quand les chambres eurent été plusieurs fois dissoutes et réélues, et que les ministres furent changés ou morts à la peine, la paix cependant durant toujours, Carrel n'eut plus d'autre ressource que d'en imputer la faute à la seule pièce fixe de la constitution, à la monarchie, et un matin *le National* annonçait à la France que l'épreuve était faite, que toute royauté était un obstacle à l'expression de la volonté nationale, et que Carrel se faisait républicain.

Lorsqu'un homme qu'un grand talent anime, ambitieux et ardent (comme l'est toujours tout ce que Dieu a destiné à s'élever), se décide à rompre avec le gouvernement légal de son pays, et, ajournant ses espérances au lendemain d'une révolution, se résigne à ne voir triompher sa cause qu'au prix du sang et sur des ruines, un grand déchirement doit s'opérer dans son âme. Si peu que l'on

conserve de patriotisme, on tombe dans un délaissement pénible en songeant que la loi qui nous défendait hier nous condamne aujourd'hui, et qu'il faut désormais, si l'on ne veut languir oublié et enterré soi-même, lui passer hardiment sur le corps. Carrel dut ressentir d'autant plus profondément l'amertume qui suit une démarche si décisive qu'en se ralliant à la république il ne déclarait pas seulement la guerre à une institution politique en vigueur, il brisait en apparence avec la société tout entière. Telle était encore en effet, en 1833, la trace profonde et sanglante laissée par les souvenirs de 93, qu'aux yeux d'un Français ordinaire la république était moins une forme de gouvernement proprement dite que la commune ennemie de tout gouvernement régulier. Elle n'apparaissait aux imaginations qu'escortée de la guillotine et du *maximum*. Le petit noyau républicain auquel Carrel apportait l'appui inattendu de son talent, principalement recruté parmi de vieux conventionnels et de jeunes membres des sociétés secrètes, n'avait rien fait, il faut le dire, pour détruire cette formidable association d'idées. Tout son langage au contraire, parsemé d'arrogantes apologies de la terreur, de complaisances pour Danton et d'enthousiasmes mystiques pour Saint-Just et Robespierre, semblait destiné à agiter incessamment devant le public ce drapeau sanglant. Puis, bien que ces doctrines socialistes n'eussent point alors la précision et la rigueur qu'elles ont reçues depuis, bien que les idées de révolution sociale fussent encore très vagues dans toutes les têtes, il n'en est pas moins vrai que dès lors la principale préoccupation du petit parti qui se groupait sous l'étendard de la république était moins de changer les institutions politiques que d'altérer, par des mesures radicales, la distribution naturelle de la richesse entre les citoyens. L'espérance de pouvoir venir en aide à la misère des pauvres en disposant en leur faveur du superflu des riches y était hautement avouée et servait d'appui pour attirer et retenir la confiance des masses populaires. Il n'en fallait pas davantage pour qu'un républicain parût aux yeux de tous un homme qui en voulait non au trône, mais au repos domestique et aux intérêts privés de toutes les familles.

La tâche que Carrel s'imposait en acceptant ce nom suspect était donc ardue et complexe. Il fallait d'une part réhabiliter la république, lui faire reprendre au nombre des institutions régulières et dans l'estime des honnêtes gens la place qu'elle avait tenue dans les écrits de tous les publicistes de l'antiquité et du moyen âge, et que la terreur lui avait ôtée. Il fallait rompre la solidarité sanglante établie entre la république, l'échafaud et les assignats. Il fallait persuader aux Français que le jour où ils se coucheraient en république, ils pourraient encore dormir dans leur lit, qu'un républicain pouvait vivre, vendre, acheter, jouir même au besoin tout

comme un autre; mais en rassurant ainsi les intérêts et les scrupules, on devait pourtant prendre garde de trop refroidir les espérances révolutionnaires. C'eût été se priver d'une force immense que d'enlever à l'idéal républicain ce prestige de l'inconnu, cet attrait mélangé de convoitise et de chimère qui s'attache au seul nom d'un grand changement social, et qui, miroitant aux yeux de la foule, entraîne le concours de tout ce qu'il y a d'ardent, de rêveur, de mécontent, de souffrant dans une société. Il fallait donc tracer le portrait d'une république qui n'effarouchât pas les gens timides et qui pût partout exalter les têtes ardentes. Il fallait lui prêter un langage qui séduisît les électeurs censitaires sans cesser d'avoir pour écho tous les gémissemens de la misère et tous les grondemens de l'insurrection.

Comment Carrel suffit pendant quatre années aux exigences contradictoires de ce double rôle, avec quel mélange d'énergie et d'adresse, avec quelle audace tempérée par quelle réserve, c'est ce qu'on ne saura jamais bien qu'en bravant la monotonie fastidieuse des répétitions, pour étudier de près dans la publication de M. Littré la série de ses polémiques. Si peu de sympathie qu'on éprouve pour le but même qu'il poursuivait, si peu disposé qu'on puisse être à souscrire à l'injustice souvent révoltante de ses appréciations sur les hommes publics, il est impossible de ne pas prendre un plaisir d'artiste à le voir marcher d'un pas si ferme sur la crête d'un chemin si glissant. Les ressources qu'il déploie pour faire prendre successivement à sa république et à lui-même une face conservatrice et une face révolutionnaire, sans se laisser pourtant jamais prendre en flagrant délit changeant de costume, sont infinies et inépuisables. Ses argumens varient sans se contredire avec une élasticité merveilleuse, suivant qu'il répond aux scrupules de la bourgeoisie, qu'il veut rassurer et convertir, ou à l'ardeur du parti républicain, qu'il veut contenter et contenir. Il est par exemple d'une malice impayable quand il entreprend de persuader aux Français que non-seulement ils peuvent devenir républicains, mais qu'ils le sont déjà, qu'ils en ont toute l'étoffe, et que par conséquent la république ne leur demande de rien changer à leurs habitudes. Rien n'est plus plaisant et par certain côté plus juste que sa division des Français en républicains d'opinion, qui ont conscience de ce qu'ils veulent, républicains de sentimens, qui tiennent au nom de la monarchie en la dépouillant de tout ce qui l'appuie et de tout ce qui l'honore, et républicains de fait, qui, à force d'avoir servi tant de monarchies différentes, ne peuvent plus croire à aucune, et prouvent le cas qu'ils font de leur idole par la rapidité même avec laquelle ils la brisent et la remplacent. La Bruyère ne désavouerait pas les portraits piquans que chacune de ces distinctions lui suggère, et dont tout lecteur croit

avoir connu l'original. Il faut admirer aussi l'art avec lequel il tempère l'attaque la plus virulente, de manière à ménager les points sensibles chers aux intérêts conservateurs de tous les gouvernemens et de tous les partis. On dirait un chirurgien consommé qui sait exactement jusqu'où son couteau peut mordre dans les chairs sans causer au patient une de ces convulsions de douleur qui lui font repousser l'opérateur et l'instrument. Avec les impatiens de son nouveau parti, avec ceux qui en veulent moins au trône qu'à la société et demandent à la république d'établir le paradis sur la terre, il soutient du même ton une gageure d'une autre espèce. Il n'y a point d'effort qu'il ne fasse pour persuader à ceux-ci qu'un simple changement dans le pouvoir exécutif (la substitution d'un président électif à un roi héréditaire) doit suffire à lui seul pour opérer toute une révolution économique. La suppression de la liste civile, la réduction des traitemens de quelques gros fonctionnaires, quelques mesures de liberté commerciale, quelques remaniemens d'impôts, il n'en faudra pas davantage pour que la république calme par enchantement ce qu'il y a d'aigu dans la misère des classes souffrantes. Ainsi la république ne changera rien, et pourtant elle changera tout : les uns n'ont rien à en craindre, et les autres peuvent tout s'en promettre.

Mais ce qui est plus digne de remarque encore que ces tours d'artifice un peu subtils, c'est l'accent généreux et sincèrement libéral qui anime toute la polémique de Carrel. C'est par là, c'est par un goût cordial et un respect véritable pour la liberté que Carrel était vraiment novateur et s'écartait des habitudes de la doctrine républicaine. La république, on le sait en effet, n'avait jamais mis parmi nous la liberté en première ligne de ses préoccupations : sans lui refuser un culte nominal, elle lui faisait toujours prendre le pas derrière d'autres divinités plus exigeantes, derrière l'égalité d'abord, première passion d'un peuple démocratique, et ensuite derrière cette puissance mystérieuse et fatale qui habite sur des ruines et se nourrit de sacrifices humains, et qu'on appelle d'un nom vague, mais clairement commenté par les faits, la révolution. C'est au nom de la révolution et par l'organe de ses comités de salut public que la liberté avait reçu dans ses prérogatives essentielles, dans les droits d'être, de penser, de parler, de posséder, de se mouvoir, les plus mortelles blessures qui l'aient jamais atteinte. Il était de règle, il l'est encore malheureusement dans trop de cénacles républicains, que, dès que ce qu'on nomme la révolution est en cause ou seulement prend peur, elle a le droit de commander à la liberté de se voiler et de se taire. Carrel avait trop de préjugés à dissiper dans son propre esprit et à ménager dans son langage pour rompre complétement en visière avec cette tradition funeste; mais l'esprit gé-

néral et comme le souffle de toute sa discussion attestait une inspiration différente. Sa république ne se présentait pas armée de bâillons et de menottes, de lois d'exception et de lois des suspects : elle appelait au contraire et bravait la contradiction; on voyait qu'elle n'avait pas eu son berceau placé entre la place de Grève et la Conciergerie; elle aspirait à humer l'air libre qui a fécondé les vastes solitudes du Nouveau-Monde. Assez peu sensible, on le voyait, aux bienfaits tant célébrés pourtant par ses amis de la centralisation administrative, il ne craignait point de demander sans relâche de vastes libertés communales, et le gouvernement du pays par lui-même à tous les degrés. Enfin, bien qu'obligé par le *credo* de son parti à poursuivre la souveraineté du peuple absolue comme but et l'extension illimitée du droit de suffrage comme moyen, il réservait avec soin et même avec une sorte de jalousie la liberté légitime de l'individu contre le despotisme anonyme et collectif de la foule. Il se sentait trop libre, trop fort, et, tranchons le mot, trop supérieur, pour se résigner à être jamais absorbé et confondu dans la masse.

Toutes ces thèses diverses, soutenues avec persévérance et avec un talent croissant, entrecoupées par une intervention animée dans la politique quotidienne des chambres, relevées par des procès, des plaidoyers, par mille incidens dramatiques, honorées enfin par une loyauté constante, eurent bientôt fait de Carrel l'homme le plus important de la presse parisienne, et élevèrent même sa situation au-dessus de celle qui appartient ordinairement à un directeur de journal. Pour la première fois depuis le 18 brumaire, on se reprenait à estimer la république dans sa personne. Réussit-il cependant à créer autour de lui un parti républicain à sa guise et à en être le représentant véritable? Le contraire apparaît très évidemment, même dans le tableau que nous présentent ceux de ses amis qui subirent le plus directement son influence. Au fond, Carrel, après avoir pris le change lui-même, cherchait à le donner à son tour. Un fonds de sophisme perçait dans son argumentation, une dissonance insensible sur chaque motif isolé, mais perçue dans l'ensemble par l'oreille la moins exercée. La république ne pouvait être à la fois si innocente et si efficace qu'il la peignait : avec ses deux chambres, son chef unique, son sénat propriétaire, la république américaine de Carrel ressemblait trop à une monarchie, et surtout à une monarchie créée la veille, pour que personne, satisfait ou mécontent du présent, se donnât la peine de lever le doigt pour changer. Ceux qui avaient quelque chose à perdre n'étaient nullement disposés à le risquer uniquement pour le plaisir d'avoir un chef rééligible à la place de celui qu'on venait d'élire, et quant à tous ces appétits faméliques qui se groupent autour d'une révolution en espérance, douze millions de liste civile n'étaient pas, quoi

qu'on fît, une pâture suffisante à leur promettre. L'argumentation à double face de Carrel ne satisfaisait donc complétement personne et renvoyait tout le monde à vide : elle réfutait des objections plutôt qu'elle ne faisait naître des convictions, elle embarrassait des adversaires plutôt qu'elle n'enthousiasmait des amis.

Disons tout, les révélations de M. Littré nous font connaître que Carrel, estimé, apprécié, dont personne ne mettait la parole en doute et ne méconnaissait les services, n'inspirait pourtant pas de confiance à son parti; on le surveillait, on le chicanait, on le tenait en bride et en suspicion. C'est que (chose étrange) la loyauté seule ne fait pas naître la confiance dans les partis, c'est la sympathie surtout qui la produit. Les hommes ne s'abandonnent tout à fait qu'à ceux qui leur ressemblent. Il est des différences de nature qu'ils devinent très rapidement, par un instinct délicat, on dirait presque par un odorat subtil, et qui l'emportent sur toutes les communautés d'intérêt et d'opinion. Carrel, jeté dans le parti populaire, était l'homme le moins populaire du monde. Rien dans sa personne qui sentît le peuple, rien par conséquent qui l'attirât : des sentimens durables et comprimés, dans sa conduite plus de tenue que d'élan, dans son ambition plus d'orgueil que de vanité, dans ses haines plus de fiel que d'emportement, dans sa parole plus de nerf que de flamme, en un mot tout un ensemble de qualités bonnes et mauvaises, mais toujours fines et profondes, qu'est-ce que cela avait de commun avec le peuple, chez qui tout, bien ou mal, est toujours porté violemment à la surface? Carrel n'était pas un tribun, dit M. Littré. Je le crois sans peine. Un tribun parle à la foule, il en a le langage et l'accent, et par moment, quand sa voix gronde et quand sa poitrine se soulève, on ne sait si c'est lui qui parle ou elle qui répond. En lisant certaines harangues de Mirabeau ou d'O'Connell, qui ne se sent en pleine place publique? qui ne croit se sentir soulevé par les ondulations de la multitude ou assourdi par ses rugissemens? On n'a point de telles illusions en lisant les polémiques savantes d'Armand Carrel. La seule image qu'elles présentent à l'esprit est celle d'une lampe nocturne brûlant dans un cabinet. Rien même qu'à regarder le portrait très agréable qu'on nous présente en tête du second volume de cette collection, on ne s'imagine pas quel effet aurait produit à distance, sur une foule assemblée, cette figure fine, cette poitrine serrée d'où ne pouvaient sortir que de faibles sons, ces yeux voilés qui ne devaient laisser échapper que les étincelles d'un feu discret; on ne se figure pas Carrel monté sur une borne, dans la rue, pour haranguer une émeute.

Ce n'étaient pas seulement les dons ou, comme on dit au théâtre, les moyens de l'orateur populaire qui lui manquaient, c'était aussi

l'âme et les entrailles. Depuis le tribun romain dépouillant la poitrine du vieux soldat poursuivi pour dettes pour en compter les blessures en plein Forum, la grande corde de l'éloquence populaire a toujours été une compassion ardente, et au besoin même un peu amère, pour les souffrances de l'indigent. La misère, c'est l'inépuisable ressource, le plus fécond des *lieux oratoires* pour un tacticien démocratique. C'est ce spectre livide que la parole du tribun fait apparaître dans la splendeur des fêtes du riche, et qui vient à sa voix secouer en sursaut le sommeil des heureux de ce monde. Réveiller ainsi par un terrible *memento* l'enivrement ou l'indifférence des sociétés florissantes, faire arriver le cri du pauvre aux oreilles qu'assourdit le bruit des affaires ou des plaisirs, c'est le métier, c'est le triomphe, je dis plus, c'est le devoir d'une opposition démocratique. C'est là son utilité sociale et son rôle dans un pays libre. Mais pour le remplir avec succès, pour être l'organe de la misère, et lui faire tenir sa place dans le concert des voix d'une grande nation, la première condition, c'est de la connaître, et pour la connaître, sinon de l'avoir éprouvée soi-même, au moins de l'avoir vue de près, sondée à fond, d'avoir frémi à son aspect jusque dans la moelle de ses os, et de prendre à y attacher ses regards un sombre plaisir de curiosité et de sympathie. A dire le vrai, j'ai rarement rencontré dans les publications démocratiques françaises cette préoccupation sincère du sort des pauvres qui seule peut produire des peintures vives et pathétiques. Sous ce rapport, d'autres nations moins démocratiques dans leurs institutions ont, si j'ose parler ainsi, l'imagination plus populaire. Il est tel roman d'une femme pieuse ou d'un ministre dissident d'Angleterre qui fait mieux ressortir la misère dans sa réalité poignante que les pamphlets ampoulés écrits en France sur le sort des travailleurs. C'est qu'il nous est resté de nos habitudes d'éducation classique, et malgré de récentes débauches littéraires, un certain goût de noblesse constante dans les images; or la misère, la misère vraie, avec les faiblesses qu'elle engendre et qu'elle excuse, avec les souillures où elle croupit, est ce qu'il y a au fond de plus digne d'intérêt en ce monde, mais aussi ce qu'il y a de plus triste, de plus terne, de moins poétique dans la forme. La plaie que portent aux flancs nos cités populeuses n'est pas une noble blessure d'où coule un sang généreux, c'est un ulcère fétide que des haillons recouvrent. Nos tribuns sont presque tous trop bien élevés pour arrêter leurs yeux sur de tels spectacles. Carrel en particulier avait le goût bien trop délicat. Le moins romantique des hommes, il n'avait jamais compris le rôle qu'on voulait faire jouer au laid dans les arts : il portait cette pruderie d'imagination en politique. Aussi, lors même qu'il plaidait la cause du pauvre, on voyait qu'il n'avait guère vécu avec

lui. Il trouvait de bons argumens, mais pas un trait pathétique. Toutes les notes sensibles de son rôle manquaient à sa voix. Il était d'ailleurs, j'en suis convaincu, généreux et désintéressé: il donnait volontiers, et ne cherchait pas à gagner; mais il lui arrivait pourtant (comme c'est le fait de beaucoup d'âmes romanesques), en méprisant l'argent, d'aimer sans le savoir tout ce que l'argent procure. Il aimait l'élégance et le raffinement en toutes choses, en fait de meubles, de vêtemens, de repas même, et tout ce luxe de bon goût, joint à une grande réserve de manières, répandait sur sa personne un parfum aristocratique qui tenait à distance ceux qu'attiraient ses opinions.

Le résultat de cette incompatibilité d'humeur entre lui et les masses populaires était naturel, bien que singulier. Constamment chargé de les défendre, il n'acquit jamais assez d'ascendant pour leur commander. Quand on n'a pas les passions d'un parti, on peut être son avocat, on n'est pas réellement son chef. Carrel paraissait aux républicains excellent pour plaider la cause de la république devant un jury bourgeois ou devant la chambre des pairs. On lui payait ses honoraires en considération et en renommée; mais le procès fini, et le plus souvent gagné, le client disposait de sa propriété sans consulter son défenseur. A toute minute, des résolutions prises sans son aveu, des incartades inattendues, une levée de boucliers dans la rue, une manifestation de principes trop compromettante dans la presse, venaient jeter le désordre dans les manœuvres les plus savantes de sa tactique. Carrel protestait, se fâchait, se désolait, maudissait les enfans perdus qui compromettaient tout par d'imprudentes sorties, puis le lendemain se mettait à l'œuvre avec une patience infatigable pour réparer les brèches du camp. Tout ce manége, tout ce ménage intérieur d'un parti indocile, dans lequel se consumait le repos de ses nuits et se dépensaient les plus riches facultés de son talent, n'a point attendu, pour paraître au jour, la confession sincère de M. Littré. Du vivant même de Carrel, une descente faite par la police dans les papiers du *National* amena la publication d'une lettre intime, dans laquelle, poussé à bout par d'injustes attaques, Carrel traitait cavalièrement d'*imbéciles* et de *furieux* les héros mêmes d'un grand procès pour lesquels il s'escrimait dans ses colonnes. Le public, introduit ainsi dans les coulisses, se divertit beaucoup d'une petite pièce qui servait d'intermède à un grand drame. Hélas! il avait tort de rire. Le spectacle d'un grand esprit se débattant contre de mesquines passions, sur un terrain qui lui manque sous les pieds, est fait pour affliger plutôt que pour divertir. Et c'était d'ailleurs un fâcheux signe des temps de voir que dans aucun parti aucun service ne trouvait grâce devant l'implacable ostracisme de l'envie, et que nul

sacrifice ne pouvait racheter un homme du tort impardonnable d'avoir une raison qui gêne et un mérite qui offusque.

Ce qui n'est pas moins douloureux, c'est de suivre d'année en année les efforts impuissans de Carrel pour lutter contre le flot montant du socialisme et lui disputer pied à pied la langue de terre étroite où était plantée sa tente républicaine. A mesure que l'attente se prolonge en effet, que les années passent, que, la république tardant à venir, les têtes travaillent dans le vide, et que la soif allumée par de longues privations devient plus ardente et plus vive, les principes aussi se développent ou se dénaturent et étreignent dans leurs redoutables conséquences, non plus la monarchie seulement, mais la société. Il s'agit de moins en moins de détrôner un roi, et de plus en plus de déposséder toute une classe de citoyens. Le peuple qui murmure dans les associations secrètes ou qui gronde dans les ateliers réclame le pouvoir politique non plus comme un but suprême, mais comme un moyen rapide pour conquérir le bien-être. Devant ce mouvement nouveau des esprits qu'il cherche longtemps à se dissimuler à lui-même, Carrel est très visiblement contrarié et déconcerté. Il se sent à la fois supplanté et entraîné. Toutes les cordes qu'il savait toucher et qui vibraient si puissamment dans sa main, la guerre, les traités de 1815, la haine de l'ancien régime, la liberté de la presse, tout cela ne rend plus que de faibles sons. Ce sont d'autres mots dont la portée l'effraie, l'organisation du travail, l'association du capital et du salaire, qui ont maintenant seuls le secret d'aller aux cœurs populaires. Un vent qu'il ne connaissait pas s'est élevé et menace les digues posées par la main des ouvriers de 89 : le pilote est désorienté. On lui propose à souscrire des formulaires très nettement socialistes : il ne retrouve pour y répondre ni sa hauteur dédaigneuse, ni même toute sa franchise accoutumée. Il déplace les questions, il contourne les principes, il élude les conclusions. Cet embarras est visible principalement dans un long document intitulé *Dossier d'un Prévenu*, et destiné à répondre à un manifeste de la Société des Droits de l'homme, qui débutait par cette maxime de Robespierre : « Le droit de posséder est essentiellement subordonné au droit d'exister. » Carrel admet cette prémisse, qui contient en germe le socialisme tout entier; mais il se rattrape sur les conséquences : à force de déductions subtiles en effet, il en fait sortir quoi ? Une des plus solides réfutations de l'impôt progressif que nous ayons mémoire d'avoir lues. En vérité les jurisconsultes et les théologiens de Byzance n'étaient pas plus habiles à escamoter les idées, et Pascal n'a pas fait d'autre reproche à Escobar. Quand la dialectique a reçu de pareils tours de reins, c'est un instrument faussé qui ne peut plus servir. Aussi le socialisme allait son train sans s'inquiéter d'accepter ou d'admettre

les interprétations adoucies que Carrel mettait à son service, et quand il avait fait un pas, sous peine de rester seul il fallait bien le suivre. A peine d'échouer sur le bord, il fallait dériver avec le fleuve. C'est ce que M. Littré appelle le progrès de Carrel dans l'intelligence des questions sociales. Je crains qu'il n'ait pas suffisamment distingué ce qui sépare les concessions des conversions, et la différence qu'il y a entre se laisser vaincre et se laisser convaincre.

Dans cette lutte intestine, Carrel était vaincu en effet, vaincu à toute heure et sur toutes choses, non-seulement sur les idées, mais sur les actes, non-seulement sur les principes de sa cause, mais sur les moyens de la servir. Par nature, par sentiment de sa propre excellence, il aimait la discussion, il la voulait libre, presque illimitée; mais s'il n'était pas d'humeur à souffrir qu'on la supprimât par autorité, il n'éprouvait aucune impatience d'appuyer ses argumens par la force. Bien que placé par ses opinions en dehors de la légalité politique, il était resté trop libéral pour ne pas aimer la loi, et surtout pour avoir goût à l'insurrection, qui n'est, quoi qu'on fasse, que de l'arbitraire pris à rebours. En outre, il avait pour ce mode expéditif de terminer les différends une déplaisance d'imagination toute particulière qui datait de ses beaux jours de l'École militaire et de régiment. L'appendice inévitable de toute insurrection triomphante, l'humiliation de l'armée devant la rue et de l'uniforme devant la blouse, lui causait une répugnance invincible. Son cœur dans une telle lutte était, par un irrésistible mouvement du sang, du côté de l'armée. La sauvage poésie que plus d'une nature d'artiste a goûtée dans une capitale en révolte, le plaisir de briser tous les liens de la société, et de la recevoir tout entière dans ses bras, effrénée, éperdue, palpitante, l'odeur de la poudre, les cris de la foule, en un mot toutes ces fumées du vin capiteux de la sédition qui ont égaré tant de têtes le laissaient parfaitement insensible. La fusillade d'un feu de file et la vue de beaux bataillons marchant au pas le touchaient bien davantage; aussi déconseilla-t-il toujours à son parti de prendre les armes, ce qui n'empêchait pas que, sous ses yeux et contre son avis, son parti ne cessait d'y courir. On s'insurgea nombre de fois, et à chaque fois sa résistance, toujours exprimée, devenait plus faible. Il blâma tout haut dans son journal la première révolte, excusa la seconde, exalta la troisième. Hélas! un petit groupe d'insensés le força de défendre bien autre chose, et le dernier article qui clôt ses œuvres est consacré à soutenir sur la tombe d'Alibaud cette thèse étrange, adoptée depuis par toute l'Italie, que l'assassinat politique peut être un crime, mais n'est pas un déshonneur. Ce sont les dernières lignes qu'il ait tracées d'une main que la mort allait frapper, et si ses éditeurs nous avaient

épargné ce contraste, personne ne les accuserait, j'en suis sûr, d'avoir outrepassé les droits de l'amitié.

Où se serait arrêtée sur la pente du socialisme et de la révolution extrême cette descente graduelle, mais rapide? On comprend maintenant pourquoi nous ne nous permettons pas de répondre à cette question. Assurément Carrel avait l'intention de marquer son temps d'arrêt quelque part : il se proposait même très nettement, une fois la république établie, de la purger de tout alliage trop révolutionnaire. « Nous avons, écrivait-il, une monarchie à renverser : nous la renverserons, et puis il faudra lutter contre d'autres ennemis. » On ne pouvait prévoir plus juste ni de plus loin le 24 juin derrière le 24 février; mais quinze années devaient s'écouler encore avant l'accomplissement de la prédiction, et chacune de ces années aurait apporté en s'écoulant quelques concessions de paroles et quelque engagement d'honneur de plus. Et dès que Carrel avait fait un pas, que ce fût de gré ou de force, il ne reculait point. Sur quel terrain l'aurait trouvé la marée de 1848?

Un coup imprévu mit fin à ces incertitudes. Armand Carrel, blessé dans un duel contre M. Émile de Girardin, succomba à trente-six ans, le 24 juillet 1836. A la douleur de voir s'éteindre dans son plein éclat une brillante intelligence vint s'ajouter la sombre impression produite par une fin obscure et sanglante. Nul intérêt en apparence dans la cause même du combat, et à ce moment nulle renommée encore chez l'adversaire : une simple dispute de concurrence sur le prix de deux journaux. C'était peu pour le sacrifice d'une telle vie dans une telle jeunesse. Et cependant derrière ce débat insignifiant se cachait, à l'insu peut-être des deux combattans, une querelle plus importante. Destinés à demeurer l'un et l'autre les deux réputations les plus populaires de la presse parisienne, ils en représentaient deux types différens et comme deux faces opposées. Pour Carrel, la presse n'avait pas cessé d'être avant tout un instrument de parti destiné à marquer fortement une ligne politique bien tranchée. C'était un sapeur qui frayait la voie d'une armée et un héraut qui la ralliait après le combat. L'activité fiévreuse de son jeune adversaire l'avait mis sur la trace d'un usage de la publicité tout différent. Une presse qui, au lieu de s'attacher au point fixe d'aucune conviction bien définie, s'adresserait au contraire à cette partie flottante du public dont l'opinion dispose, la séduirait par l'appât de l'économie, la réveillerait par l'étrangeté des paradoxes, saurait deviner ses caprices et les devancer, tel était le rôle nouveau que le bouillonnement d'un esprit aventureux avait eu le mérite d'imaginer et se sentait capable de remplir. De ces deux manières d'envisager la presse, celle de Carrel était plus relevée sans doute, mais déjà peut-être un peu surannée. Elle supposait aux croyances une

fermeté, aux partis une consistance qu'ils ne peuvent guère prendre sur un sol comme le nôtre, tant de fois remué et rasé. Le novateur avait un sentiment plus juste de la mobilité ondoyante du flot démocratique. La presse de Carrel d'ailleurs, austère et un peu chagrine, ne sortait guère du cercle étroit des passions et des idées morales. L'autre presse, plus avenante et d'un esprit plus ouvert, devait comprendre plus aisément la place que les intérêts matériels tiennent dans la vie et dans le progrès des sociétés modernes. Tandis que l'une restait au pied de la tribune, l'autre ne devait pas faire difficulté d'entrer à la Bourse. Ainsi, dans le champ clos de Saint-Mandé, celui des deux champions qui comprenait sous son jour non pas le plus beau, mais le plus vrai, l'avenir de la démocratie nouvelle n'était pas le plus républicain. Il faut ajouter pourtant, pour compléter la bizarrerie du rapprochement, que ce n'était pas celui qui devait contribuer le moins efficacement à l'avénement de la république.

II.

On a vu ce qu'était Carrel : un libéral de nature, un républicain de circonstance, plus en sympathie sur bien des points avec le parti qu'il combattait qu'avec celui qu'il avait adopté. Cette situation, fausse en soi, qui diminuait son autorité, prête pourtant à ses écrits un genre d'intérêt particulier. D'ordinaire en effet les chefs de parti politique, engagés dans la vivacité de la lutte, parlent plus à leurs soldats pour les animer qu'à leurs adversaires pour les convertir. Sous l'empire d'une conviction très forte qui les pousse en avant vers leur but, ils ne perdent pas beaucoup de temps à lever des scrupules ou à réfuter des objections; ils ne discutent pas leurs idées, ils les imposent. Une partie de leur force vient précisément de ce qu'ils ne soupçonnent pas que, sans quelque faiblesse de cœur ou d'esprit, on puisse penser autrement qu'eux. De là aussi peu de profit que d'agrément à tirer de leurs écrits pour ceux que n'enflamme pas le même zèle. A côté d'eux, on se sent méprisé si on doute, et malmené si on réplique. Les écrits de Carrel au contraire ne sont qu'une discussion constante. Averti par ses propres incertitudes de la crainte vague que l'étiquette de son parti inspirait à l'auditoire qu'il voulait convaincre, connaissant, pour s'y être longtemps arrêté lui-même, les difficultés qui pouvaient empêcher son idéal républicain de passer à la pratique, c'est à dissiper tous ces nuages qu'il s'applique sans relâche. Il répond à toutes les objections qu'on peut lui faire, disons mieux, à celles qu'il se fait à lui-même, et ce sont ces réponses qu'il est curieux de comparer avec celles que les événemens nous ont faites. A chaque page qu'on lit,

à chaque question qui se présente, on s'arrête pour se demander : Si cet esprit, après tout clairvoyant et sincère, était rappelé aujourd'hui sur la scène, qu'est-ce que lui auraient appris les grands coups de théâtre dont nous avons été les témoins? Que penserait-il aujourd'hui lui-même de la valeur de ses argumens, du résultat de ses efforts, du fondement de ses craintes ou de ses espérances?

Chose singulière, et qui frappe d'abord dans cet examen, le point sur lequel les événemens ont jeté le moins de lumière, c'est celui qui était ou du moins qui paraissait le principal il y a vingt ans. Entre la république et la monarchie, la fortune s'est prononcée à deux intervalles si rapprochés et dans des sens si contraires, que si on n'avait que son jugement pour se décider, on courrait risque en vérité de rester dans l'incertitude. Elle semble s'être proposé le but malicieux de donner tour à tour raison et tort à tout le monde. Il y avait à l'établissement d'une république en France des difficultés pressenties par l'instinct populaire et déduites dès longtemps par la raison, et c'est précisément contre ces écueils marqués d'avance sur toutes les cartes que la république est venue solennellement échouer. Mais Carrel dénonçait dans la monarchie qu'il combattait, et même dans toute monarchie possible en France, des faiblesses très réelles et qui en rendaient l'établissement très précaire parmi nous, et il faut convenir que c'est aussi par ces côtés faibles que la monarchie a péri.

« Vous ne fonderez point la république en France, disait-on à Armand Carrel. La France n'est pas républicaine; ses goûts, ses pensées, ses souvenirs, ses sentimens, toute sa constitution sociale en un mot repousse le pouvoir collectif et appelle le gouvernement d'un seul. C'est à l'ombre d'un trône qu'elle a grandi, vécu, vieilli; son magnifique développement social n'est qu'une plante grimpante dont la fécondité enlace un seul tronc par mille anneaux. Otez le tuteur, toute cette végétation luxuriante va languir et sécher. La France vit d'une centralisation forte, d'une armée de trois cent mille hommes, d'une capitale d'un million d'âmes, d'un pouvoir exécutif debout au centre, mais rayonnant partout, et toujours à l'œuvre. Que fera votre république d'un tel pouvoir? Si elle le divise, elle l'annule, et la société s'affaisse avec lui! Si elle le concentre, ce sera sur la tête d'un homme illustré par ses talens, ou désigné par la faveur populaire. Un tel homme, porté par le génie, ou par la popularité qui supplée au génie, fort d'un suffrage à qui rien ne résiste, s'élèvera comme une menace constante pour la république elle-même, qui courra grand risque de périr de la main de son premier enfant. Ainsi ont fini toutes les brillantes démocraties de ce monde, Athènes et Florence. Seulement, avec une puissance

plus concentrée, des habitudes monarchiques et des soldats aguerris, vous aurez des Pisistrate et des Médicis plus tôt, et à meilleur marché. » Il ne semble pas que la prévision ait été trompée, ni que la république ait trouvé en 1848 le secret, vainement cherché par ses devancières, d'inspirer la piété filiale aux nourrissons engraissés du lait de ses mamelles.

A cet exemple saisissant, Carrel, très entêté de sa nature, trouverait encore pourtant quelque réponse à faire. Il tirerait de nos faiblesses mêmes, sinon de quoi nous convaincre, au moins de quoi nous embarrasser et nous mettre plaisamment en contradiction avec nous-mêmes. Il dirait, avec plus de malice encore et plus de raison qu'il y a vingt ans, qu'une nation n'est pas monarchique parce qu'elle passe son temps à couronner et à détrôner des souverains, que changer si souvent le chef de l'état, c'est faire par la force ce que la république fait par loi; c'est être républicain de fait, sinon d'apparence, républicain moins la dignité et la liberté. Il raillerait avec une satire plus mordante tous ces gens qui se croient monarchiques parce qu'ils ne peuvent pas se passer d'un maître et d'une livrée, absolument comme des mauvais sujets qui se diraient bons maris parce qu'ils ne peuvent se passer d'être en ménage, comme si le sentiment monarchique n'était pas jaloux de sa nature tout aussi bien que le sentiment conjugal, et ne comptait pas au nombre des devoirs qu'il impose la fidélité, et en certain cas l'abstinence! Il ajouterait enfin, raisonnant ici très justement, que l'essence de la monarchie réside dans l'irresponsabilité de la personne royale, parce que, l'humanité étant faillible, on ne peut accorder à un homme un pouvoir inamovible qu'en s'engageant à ne pas lui demander compte de ses fautes. Or l'exemple de Louis XVI, de Napoléon, de Charles X et de Louis-Philippe, tous appréhendés au corps pour des crimes réels ou imaginaires, prouve que l'irresponsabilité royale, quand elle ne s'appuie plus sur le prestige populaire, est une fiction difficilement respectée par la vivacité française.

Tout cela sans doute ne fera pas que la France devienne républicaine; mais c'est assez pour expliquer pourquoi chacun est resté dans sa conviction, et pourquoi la France se trouve encore aujourd'hui divisée, comme avant 1848, en deux parts très inégales, formées l'une d'un petit nombre de républicains, l'autre d'une immense majorité de royalistes inconséquens. Bien plus, la constitution qui nous régit semble avoir pris acte de ces inconséquences pour les consacrer par la loi, car, en rétablissant le pouvoir monarchique, elle n'a point supprimé celui de ses articles qui déclare le chef de l'état responsable devant le peuple français (1). Elle ne nous dit pas,

(1) Constitution du 14 janvier 1852, art. 5.

à la vérité, comment cette responsabilité s'exerce, ni surtout comment elle s'accorde avec l'essence de la monarchie, et sans doute elle a raison. De telles contradictions du caractère national ne se concilient point par des articles de loi; c'est la force des choses qui les dénoue : *Fata viam invenient.*

Une autre question que les événemens ont fait grandir, — transformée, mais non résolue, — c'est celle-là même qui minait lentement le crédit de Carrel dans son parti, et qui troubla le sommeil de ses dernières nuits. Le socialisme, naissant en 1836, a depuis tenu la grande place dans la révolution de 1848. Pendant trois longues années, c'est lui presque seul qui s'est battu par la plume, par la parole ou par les armes; il a noirci bien du papier et fait verser bien du sang. Vaincu, mais non écrasé dans cette lutte, il n'en est point sorti tel qu'il y était entré, ni tel qu'il apparut de très bonne heure à l'imagination alarmée d'Armand Carrel. Le socialisme est un phénomène complexe, mélangé de passions et de systèmes : passions anciennes comme le monde, systèmes nouveaux, ou du moins renouvelés. Ce n'est pas d'hier que l'inégale distribution des richesses, ce problème devant lequel le philosophe hésite et le chrétien s'incline, allume les ressentimens du pauvre et trouble le repos des cités. Du contact du luxe et de la misère, une flamme incendiaire a jailli de tout temps. De tout temps aussi, des rêveurs généreux ont bâti dans les airs l'édifice de sociétés imaginaires; mais presque jamais avant notre âge il ne s'était opéré d'alliance entre les systèmes des réformateurs et les passions soulevées de la multitude. Platon, Fénelon, Thomas Morus, n'ont jamais été chefs de faction; le nom de Salente ou d'Utopie n'a été inscrit sur aucun étendard d'insurrection. Ce qui a fait la force redoutable du socialisme de nos jours, c'est une forme intellectuelle et savante donnée aux éternelles convoitises du cœur humain; c'est par là qu'il a séduit de nobles cœurs et rangé sous son drapeau d'honnêtes infortunes. Quand une illusion sincère se mêle à des appétits violens, c'est un ferment qui fait lever toute la pâte. Carrel avait donc raison de redouter dans le socialisme une théorie ardente et armée.

C'est ce caractère que lui a enlevé la grande épreuve de 1848. Ce serait se flatter beaucoup d'imaginer que les passions socialistes aient cessé de souffler parmi nous parce qu'elles n'ébranlent plus les échos; elles ont reçu du vent des révolutions une trop forte impulsion pour ne pas gronder longtemps sous la main qui les comprime : 1848 a été pour les masses populaires une illusion noyée dans le sang. Jamais espoir plus inattendu ne fut suivi de plus cruelle déception. De cette fièvre d'espérances et de l'inflammation de cette blessure est restée une soif ardente qui ne saurait s'apaiser en un jour. Il y faut le temps; ce n'est pas assez : il y faut le traitement le

plus délicat et le plus tendre, l'intelligence de toutes les souffrances réelles et la recherche de tous les progrès possibles. En revanche, si les passions durent encore, ardentes bien que silencieuses, la plupart des systèmes ont péri. Je prie qu'on me dise où en sont aujourd'hui l'organisation du travail de M. Louis Blanc, le phalanstère de M. Considérant, le crédit gratuit de M. Proudhon, et l'Icarie de M. Cabet! Je ne doute pas que chacune de ces spéculations ne soit encore pieusement nourrie par son auteur ou ne reçoive l'encens discret de quelques disciples; mais on m'avouera qu'elles font beaucoup moins de bruit dans le monde qu'il y a dix ans, et se produisent avec moins de confiance d'être bien venues. Il semble même reçu parmi les écrivains qui avoisinent le plus les doctrines sociales de ne plus s'expliquer jamais d'une façon nette sur le genre de régénération qu'ils espèrent pour le monde, et de glisser à la faveur d'une obscurité mystique dans la main du raisonneur indiscret qui voudrait les serrer de trop près. Toujours aussi disposé à courir aux armes, le socialisme aujourd'hui paraît beaucoup moins pressé de discuter.

Trois années de patiens, de lumineux débats à la tribune et dans la presse, nous ont valu cet avantage. Il est, à mon sens, plus grand et doit inspirer plus de confiance pour l'avenir que la victoire momentanée des canons sur les barricades. Je fais cas de la force, cet auxiliaire indispensable du droit, dont elle a le tort pourtant d'aimer à se passer trop souvent; mais à la longue c'est l'intelligence qui gouverne le monde, et surtout qui termine les questions. Un système qui a renoncé à convaincre ne pourra pas longtemps combattre, et je place mon espérance pour la société dans la réfutation des théories plutôt que dans la déportation des théoriciens.

Si ces progrès peuvent paraître insuffisans pour le prix qu'ils nous ont coûté, il semble que nous ayons fait bien moins de chemin encore sur ces questions de politique étrangère et d'influence nationale si vivement agitées en 1831, et qui contribuèrent si puissamment à précipiter Armand Carrel dans le parti républicain. Les traités de 1815 subsistent encore, au moins au moment où j'écris, et la France ne semble pas songer à sortir de ses limites. La carte de l'Europe demeure comme elle fut tracée à Vienne par la plume de M. de Metternich. Rien n'est changé dans l'apparence extérieure des faits. J'ose dire pourtant que c'est sur ce point que s'est faite la plus pleine lumière. Le temps, par un irrévocable arrêt, a donné cause gagnée à cette politique pacifique qui fut le cauchemar d'Armand Carrel, et qui s'incarna pour lui non-seulement dans la personne royale, mais dans l'institution monarchique.

Lorsque Carrel demandait en effet à la France de 1830 de se lever brusquement pour exiger réparation des désastres de 1815, il n'oubliait qu'une seule chose, c'est qu'un événement comme Waterloo

n'est point un effet sans cause. Une nation comme la France ne tombe point dans un tel abîme par un caprice de la fortune ou par la fraude de quelques traîtres. Il y avait en 1815 toutes les trahisons qui suivent, mais aucune de celles qui causent les grands revers, et quant à la fortune que nous lassions depuis si longtemps de nos exigences, bien loin de nous traiter sévèrement, elle s'était montrée pour nous d'une bienveillance longanime. A dire le vrai, la France avait succombé devant deux ordres de passions conjurées qu'une insigne folie avait provoquées à la fois. Une politique insensée, un enivrement inoui d'orgueil, de génie et de puissance, avaient réussi à tourner à la fois contre nous et tous les préjugés monarchiques de la vieille Europe et tous les ressentimens patriotiques des peuples. L'empire succédant à la république avait, par ses victoires mêmes, doublé le nombre de nos ennemis : à tous ceux qu'inquiétait déjà la contagion de nos principes, il avait donné pour alliés tous ceux qu'indisposait l'oppression de nos conquêtes. Nous étions déjà mal vus des rois, il nous avait fait haïr des peuples, et ainsi s'était dressée sur le Rhin par le souffle d'une même haine cette étrange coalition, où figuraient côte à côte toutes les vieilles rancunes et toutes les nouvelles aspirations du monde, les seigneurs féodaux, les Cosaques et les étudians d'universités, et que venaient seconder de l'autre côté des Pyrénées de vieux capucins aidés de jeunes philosophes et des disciples d'Aranda mêlés à des conseillers d'inquisition.

Un cri, un geste, une menace de la France en 1830 aurait fait sortir du sol à l'instant et mis sur pied toute cette armée à peine débandée, dont tous les cadres subsistaient encore. Bien qu'un peu divisées par la victoire et déjà mécontentes l'une de l'autre, l'Europe monarchique et l'Europe populaire mettaient encore en commun le souvenir de leur injure et l'orgueil de leur vengeance : l'une offrait les mêmes généraux, l'autre était prête à fournir les mêmes contingens. Carrel flattait la France quand il lui faisait croire, sur la foi de quelques brouillons isolés, qu'au seul aspect de son drapeau paraissant sur les rives du Rhin, un tressaillement de liberté soulèverait partout le sol. Non, ces nobles couleurs, traînées sur trop de champs de bataille, avaient perdu leur éclat : le sang, la neige, la flamme, en avaient effacé la devise. L'empreinte de l'oppression était partout trop fraîche encore : au foyer de chaque famille, les places vides n'étaient pas remplies, les armes suspendues n'étaient pas rouillées; avant de songer à venger l'empire, il fallait laisser aux peuples le temps de l'oublier.

Dix-huit années de politique modérée ont à peine suffi pour effacer cette trace sanglante, et pendant ces dix-huit années toutes les nations de l'Europe, cessant de se raidir et de se mettre en garde,

se sont reprises de goût pour nos mœurs, pour nos principes, pour nous-mêmes. Du moment où l'Europe n'a plus eu la France à combattre, elle s'est remise, par une vieille habitude, à l'aimer et à l'imiter. A la faveur de la paix, aussi bien qu'à l'exemple de la France, une classe moyenne s'est partout élevée, laborieuse et modeste, mais aspirant à prendre dans les conseils de chaque état la place laissée vacante par le déclin des aristocraties vieillissantes. Un souffle venu de Paris n'a cessé de seconder cette marche ascendante. C'est l'essor de notre industrie, enfantée par la liberté, c'est le mouvement d'une pensée libérale, propagée par notre tribune, qui ont partout en Europe aidé une race nouvelle d'hommes d'état à gravir, sur les ruines des vieilles distinctions sociales, les degrés du pouvoir politique. Ainsi la France, sans sortir de son repos, par l'insensible et pacifique contagion de ses exemples et de ses idées, a vu croître, dans chaque nation, le nombre et l'influence de ses imitateurs prêts à devenir ses alliés; puis un jour, quand une provocation nouvelle est tombée du trône même du tsar qui avait dicté des lois à Paris, personne en Europe ne s'est trouvé pour servir de second à l'héritier d'Alexandre. Tout le monde au contraire a aidé la France à relever le gant. La coalition monarchique avait péri de vieillesse; la coalition des peuples s'était dissoute dans la sympathie des principes et la communauté des intérêts.

On aurait bien surpris Armand Carrel en lui annonçant que la paix, par sa propre force et la seule vertu de sa durée, devait enfanter de tels résultats. D'autres pourtant, et ceux-là mêmes qu'il combattait, portaient leurs regards assez loin pour discerner à l'horizon ces perspectives de l'avenir. Dès 1833, au moment même où *le National* s'escrimait le plus vivement et faisait blanc de son épée sur le Rhin, la Baltique et la Mer-Noire, un ministre des affaires étrangères associé à la politique que la France avait confiée à la sagesse du roi, interrogé par ses agens sur les difficultés naissantes qui déjà grondaient à l'orient de l'Europe, leur répondait ces paroles prophétiques : « L'essentiel ici est de gagner du temps, car si en Orient la force est pour la Russie, en Europe le flot coule pour la France. » Il a si bien coulé en effet, qu'un jour, débordant sur le Bosphore, un remous irrésistible est venu porter nos escadres jusqu'au pied des murs de Sébastopol.

C'était là ce que Carrel appelait une politique égoïste, empreinte d'un étroit esprit de famille, — si égoïste et si dynastique en vérité, qu'elle n'a triomphé que sur le tombeau du prince et après la ruine de sa race! Il avait raison pourtant, plus et autrement qu'il ne croyait. Il avait raison de penser qu'une politique qui demandait pour se développer du temps et de la patience était monarchique de sa nature, et ne pouvait s'accommoder de la précipitation républi-

caine. Les politiques à longue vue ne peuvent convenir aux pouvoirs à courtes échéances. Pour dominer l'avenir, il faut avant tout n'être pas pressé de l'escompter au profit d'une popularité présente. C'est la triste condition d'un chef de république de dépendre de l'opinion qui l'a élevé, et de ne pouvoir gouverner un jour sans la courtiser. Du haut d'un poste immobile, un roi est plus à son aise pour prévoir et attendre. Oui, sans doute, le roi Louis-Philippe, en maintenant de toute l'énergie de sa volonté la politique de la paix, songeait, en même temps qu'au bien de la France, à l'affermissement de son règne et à l'établissement de sa famille; mais c'est précisément l'excellence du principe monarchique de donner à l'exercice du pouvoir suprême quelque chose de cette perspicacité prudente qu'inspire le sentiment paternel. C'est sa vertu même de fondre si bien l'un dans l'autre l'intérêt d'un état et celui d'une famille, que le souverain et le père n'ont jamais de vœux différens à former, ni de but opposé à poursuivre. Quand de tels liens de solidarité existent entre une race et une nation, rien ne peut plus les rompre, ni le temps, ni l'exil. Les révolutions et les flots ont beau couler, rien ne peut empêcher les enfans proscrits de la grande famille d'applaudir de la rive étrangère aux fruits de la sagesse paternelle moissonnés par leurs frères d'armes.

Au dehors par conséquent et sur cette face de la politique qui regarde la frontière, j'ose le dire, c'est la monarchie qui a eu raison, et la république qui a eu tort, si bien que la république elle-même, pendant sa courte puissance, n'a pas cru pouvoir mieux faire que de suivre pas à pas les erremens de la diplomatie royale. En revanche, sur le point capital de la politique intérieure, c'est précisément le contraire qui est arrivé. La monarchie a engagé toute son existence pour maintenir dans les lois le principe de certaines restrictions apportées à l'exercice illimité des droits politiques. Ce principe a péri avec elle; mais, comme elle, il n'a pas revécu. C'est dans le principe opposé au contraire qu'un nouvel établissement royal est venu chercher appui et prendre naissance. Le suffrage universel, réclamé déjà par Carrel et proclamé par la république, demeure inscrit dans nos lois, et admis sans contestation à peu près par tous les partis. De tout ce qu'avait apporté le flux de 1848, c'est la seule chose que le reflux n'ait pas emportée. On doutait qu'il fût possible, il a marché; on doutait qu'il pût durer, il a survécu à toutes les institutions nées avec lui, et quoiqu'il soit bien jeune encore, l'enfant ne dépérit point.

Carrel ici, par conséquent, aurait pleine satisfaction, et pourtant je ne sais pourquoi j'imagine que son contentement ne serait pas sans mélange. Heureux sans doute d'avoir vaincu, je ne sais s'il aurait pour agréables tous les fruits de sa victoire. C'est que s'il n'y a

sur le champ de bataille qu'une seule manière de vaincre, il y en a deux en politique, et la moindre des deux, c'est le succès matériel. Faire prévaloir ses principes dans les lois, c'est déjà quelque chose sans doute; mais ce n'est pas même la moitié du chemin : l'essentiel, c'est qu'une fois proclamés, ces principes répondent aux espérances de leurs amis et fassent mentir les craintes de leurs adversaires. Les grandes institutions politiques n'ont vraiment fait leurs preuves que quand elles ont fait taire par leurs bienfaits ceux qu'elles ont écrasés par leur puissance. Le suffrage universel a-t-il également satisfait à ces deux démonstrations? La seconde, de sa part, il faut l'avouer, aurait encore plus de valeur que la première, car, quand on a pour soi le grand nombre, il y a moins de mérite à être le plus fort qu'il n'y en aurait à être le plus sage.

Hâtons-nous de le dire : ici encore, si on s'en tenait à l'aspect extérieur et à la surface des faits, si on jugeait le suffrage universel en le regardant passer dans la rue, il aurait pleinement gagné son procès auprès de la raison comme auprès de la fortune. Son application répétée n'a produit dans nos cités aucune des scènes violentes que l'histoire nous avait appris à redouter de la multitude. Le peuple français a convaincu les plus incrédules qu'il pouvait descendre sur la place publique sans s'y enivrer ou s'y battre. Dans l'exercice d'un droit inespéré, il a déployé un calme inattendu. Mais la crainte des désordres populaires n'était ni la seule ni la plus pressante qui fît reculer les adversaires de Carrel devant l'extension illimitée du droit de suffrage. Des motifs plus sérieux les retenaient, ceux-là mêmes qui font hésiter encore aujourd'hui la noble Angleterre, bien que ses oreilles, faites au bruit de la tempête, ne s'effarouchent point des jeux bruyans de la liberté. Leur véritable crainte, c'était que le droit de suffrage accordé au hasard, prodigué à tout être humain, au seul titre de son existence, par le seul fait qu'il vit ou qu'il respire, ne laissât tomber le dépôt des libertés publiques en des mains peu soucieuses de le conserver et pressées de s'en défaire. Il importe ici, et grandement, pensaient-ils, de distinguer entre les bienfaits que la liberté donne et les devoirs qu'elle impose. Les bienfaits de la liberté, le droit de disposer de sa personne, de jouir de son travail, d'être respecté dans sa demeure et maître dans sa famille, c'est le patrimoine humain et comme la dot que Dieu a constituée à tout homme en l'envoyant en ce monde. Nul ne peut la lui ravir, et le despotisme qui la détient ou la dérobe est un état de vol permanent, contre lequel aucune prescription ne court. Aussi nombreux, aussi importans, mais plus complexes sont les devoirs de la liberté. Veiller à l'indépendance nationale contre la conquête, à l'indépendance intérieure contre l'usurpation, prendre soin de la grandeur et de la prospérité du pays, non-seulement défendre ses

droits personnels, mais régler par la loi ceux d'autrui, c'est la tâche du citoyen, à laquelle participe quiconque, de près ou de loin, émet un vote politique. On appelle cela le droit, on a tort, c'est le devoir politique qu'il faut dire. Peut-on espérer que tout homme sans distinction et sans préparation en soit également capable, pauvre ou riche, enfant ou vieillard, ignorant ou instruit, laborieux ou fainéant, vagabond ou sédentaire? Et s'il arrivait par hasard que la société conviât à cette œuvre ceux qui n'auraient ni le loisir d'y travailler avec réflexion, ni l'intelligence assez faite pour en comprendre l'étendue, n'est-il pas à craindre qu'eux-mêmes ne prissent en dégoût un labeur ingrat et un pouvoir sans prix à leurs yeux? Ne chercheraient-ils pas quelque moyen de s'en acquitter tout ensemble et de s'en débarrasser une fois pour toutes? En général on tient peu en ce monde aux biens qu'on nous prodigue. Les hommes n'attachent de prix qu'à ce qu'ils ont peine à gagner ou chance de perdre. On sait ce qui arrive dans les pays aristocratiques à ces enfans gâtés de la fortune qui tiennent tout de leur naissance, et que la loi préserve de tous les coups du sort. Le suffrage universel est par excellence un grand seigneur qui s'est donné la peine de naître : sa première pensée pourrait bien être de chercher un intendant qui le décharge des soins de l'administration.

On ne peut nier qu'il n'y ait eu quelque vérité dans ce pressentiment, et que le suffrage universel n'ait montré chez nous beaucoup de penchant à constituer un procureur et à signer ensuite les blancs seings qu'on lui présente. Beaucoup de gens pensent que c'est à merveille, et qu'on réunit ainsi les avantages de l'intervention populaire et ceux de l'unité du pouvoir. Tout va bien en effet tant que la confiance est bien placée et pour ceux à qui le choix convient; mais ces optimistes oublient que les maîtres indolens sont assez généralement aussi des maîtres fantasques. Un propriétaire actif et qui fait ses affaires ne change ses agens qu'à bon escient, quand ils ont dévié ou démérité. Une contrariété ou un caprice suffit à un souverain fainéant pour disgracier ses favoris. Le suffrage universel, notre maître à tous, a fait, il est vrai, en rétablissant la monarchie, le ferme propos de ne céder jamais à aucun de ces retours d'humeur; mais, outre qu'on ne voit pas trop devant quel tribunal on le citerait s'il lui plaisait de manquer à ses engagemens, la loi lui réserve encore, dans l'élection des corps politiques, assez de moyens de se passer ses fantaisies aux dépens de la concorde intérieure et de l'harmonie des divers ressorts de l'état. Disons tout : la vraie, l'indispensable qualité politique, celle qui prépare tous les progrès et qui prévient tous les périls, c'est la vigilance; or vigilant, c'est précisément ce que le suffrage universel n'est pas. Veiller, c'est ce qui lui coûte le plus. Il a des léthargies profondes d'où il sort par

de brusques secousses. Quand il s'endort sur sa couche, il laisse tout échapper de ses mains; en se relevant en sursaut, il pourrait bien tout ébranler. Son sommeil est dangereux pour la liberté : c'est l'ordre que son réveil pourrait un jour mettre en péril.

Carrel lui-même ne pourrait donc se le dissimuler : si le suffrage universel a vaincu toutes les résistances, il n'a pas pour cela trompé toutes les craintes. Il lui a été plus facile d'emporter les obstacles qu'on lui opposait que d'éviter les écueils qu'on lui signalait. Ceux qui le combattaient de leurs efforts, comme ceux qui l'appelaient de leurs vœux, peuvent ainsi, chacun en certaine mesure, triompher de son résultat. Si les uns ont été meilleurs tacticiens, les autres en revanche furent meilleurs prophètes. Si les uns disent avec insolence : « Vous n'avez pas pu nous résister, et nous sommes vos maîtres! » les autres peuvent répondre avec une tristesse sardonique : « Maîtres tant qu'il vous plaira, mais singuliers maîtres qui n'ont pas su rester libres, et nous vous l'avions bien prédit! » Plaisir frivole, triomphe stérile des deux parts, et dont des âmes patriotiques ne peuvent se contenter longtemps! La joie pessimiste d'avoir raison sur des ruines communes ne peut remplir des cœurs généreux. Des adversaires que des systèmes ont pu diviser, mais que réunit aujourd'hui un sentiment également vif et également inquiet d'indépendance et de dignité, ont, ce semble, quelque chose de mieux à faire que d'échanger entre eux des défis et des récriminations. Convenir ingénument, chacun pour son compte, de ses déceptions et chercher ensuite en commun quelque moyen de parer aux infirmités dont on souffre également, ce serait, nous le pensons, une conduite plus digne d'hommes sensés et plus conforme au bien général. Puisque la souveraineté populaire existe et qu'elle règne sans tempérament par l'organe du suffrage universel, il ne s'agit plus ni de la glorifier ni de la maudire. Le temps est passé de contester sa force et de discuter son principe : c'est à régler ses écarts qu'il faut prétendre. Il faut trouver quelque moyen de couper ses fièvres intermittentes et de soutenir ses défaillances inattendues. Tel est le problème que les révolutions nous ont posé, et qu'elles nous condamnent à résoudre.

La difficulté et l'embarras pèsent juste du même poids, il faut le dire, et sur ceux qui rêvent encore la république et sur ceux qui s'en tiennent à la monarchie; car, quel que soit l'édifice qu'on ait la prétention d'élever, il y a là une base commune et nécessaire à laquelle, si l'on ne veut toujours camper sous la tente, il faut enfin donner la consistance qui lui manque. Et non-seulement le problème est le même pour tous, mais j'incline à penser que tous doivent en chercher la solution dans les mêmes voies. Ce qui me porte à l'espérer, c'est que, malgré tant de dissentimens que je ne cherche point

à dissimuler, j'ai cru plus d'une fois trouver le germe de cette solution dans quelques-unes des nobles inspirations d'Armand Carrel. C'est encore là un des fruits que j'ai tirés de cette lecture et que je recommande à l'appréciation du public. J'ai cru souvent y reconnaître comment, tout en restant fort différens sur des points capitaux d'organisation politique, d'honnêtes amis de la liberté et de la France pourraient encore, s'ils le voulaient, se rapprocher sur ce qui touche à la dignité individuelle et même aux conditions sociales du pays. Lorsque Carrel me développe ses plans de constitution républicaine, visiblement empruntés à l'Amérique, ces importations d'outre-mer, qui portent le cachet d'un autre monde, me laissent, je l'avoue, dans l'esprit une invincible défiance; mais lorsque, laissant de côté cette mécanique constitutionnelle, il en vient à établir que la démocratie n'a dû sa paisible prospérité dans les États-Unis qu'à la forte éducation civique que la race anglo-saxonne sait donner à ses enfans, je me surprends à penser comme lui, et je connais, à la douleur que je ressens, que, tout en indiquant le véritable remède, il a mis le doigt sur notre véritable plaie.

Oui, qui que ce soit qui parle, il a raison celui qui soutient que, puisque nous avons imité l'Amérique dans le principe fondamental sur lequel reposent toutes ses institutions, il faut de toute nécessité l'imiter encore dans la manière dont elle apprend à ses citoyens à le manier. Il a raison celui qui soutient qu'une fois admis le principe de la souveraineté populaire, l'unique moyen de prévenir les contre-coups étranges auxquels cette souveraineté est sujette, ce n'est pas de la garrotter et de la restreindre, mais au contraire de façonner par une pratique constante, quotidienne et sérieuse, chaque membre du souverain collectif à l'exercice du droit dont il est revêtu. Pour l'Américain, la souveraineté n'est point une décoration vaine dont il se pare dans de rares solennités; c'est une réalité qui pèse sur lui à toute heure de tout son poids. Dès qu'il a revêtu la robe virile, chacun de ses actes est un apprentissage du métier de souverain : il est souverain dans sa famille, où nulle loi ne s'ingère à lui dicter quelle éducation il doit donner à ses enfans, ni quel partage il doit faire entre eux de sa fortune. Il est souverain dans son village, dont il discute les intérêts, vote les impôts, trace les routes, sans jamais se sentir contrôlé par une administration tracassière, ou absorbé par une centralisation jalouse. Magistrat né de ses pairs, il exerce, par l'application constante du jury, le plus bel attribut de la souveraineté, le droit de justice. Il est souverain, pour son argent, dans ces grandes compagnies financières qui s'en vont, sans demander aucune subvention, ni subir aucun règlement, ouvrir de nouveaux réservoirs aux populations qui débordent et féconder le sein d'une nature vierge par le contact d'une savante industrie. C'est en souverain qu'il des-

cend sur un frêle esquif ces fleuves qui n'ont pas de bords, ou qu'il traverse la moitié du monde, porté par deux étroites voies ferrées, au travers des racines entrelacées d'arbres gigantesques. Le jour où on lui demande d'élire un président ou un congrès, on ne lui cause aucune surprise. Il y a longtemps qu'il a appris à penser lui-même, à savoir ce qu'il veut, à faire son choix et à s'y tenir, à en supporter les conséquences et à en affronter les périls. Une immense liberté individuelle, de larges franchises communales, telles sont les deux colonnes qui appuient en Amérique la souveraineté populaire, et la préservent de trop brusques ébranlemens.

Notre suffrage universel est loin de marcher si bien appuyé. Tenu soigneusement en lisière pendant les jours ordinaires de la vie, ne pouvant sans permission supérieure ni bâtir une maison, ni couper un arbre, à peine admis à donner un avis sur les intérêts de clocher, ceux pourtant qui le touchent de plus près et qu'il comprend le mieux, c'est une fois tous les quatre ou cinq ans qu'à jour fixe on vient lui demander ce qu'il pense des plus hautes questions de la politique. Les mains et les yeux débandés de la veille, il n'est pas étonnant qu'il s'avance en tâtonnant. Sa souveraineté ressemble à s'y méprendre à celle de ces petits rois de douze ans qu'on enlevait de loin en loin aux bonnes et aux précepteurs, pour leur faire tenir un lit de justice. Il dit un mot à voix basse, et prie son chancelier d'achever sa phrase. Tant que ce régime singulier durera, la souveraineté populaire ne sera qu'un jouet dangereux, car avant d'être souverain il faut être homme, et c'est l'homme que cette minorité prolongée empêche de croître. Pour les monarchies comme pour les républiques, des hommes sont pourtant un élément indispensable. Il n'y a que les dictatures qui aiment mieux se servir d'outils et ne cherchent à fabriquer que des machines; mais la démocratie en particulier est plus intéressée qu'aucune autre forme sociale à presser de toute manière cette émancipation véritable du citoyen, que Carrel appelait de tous ses vœux, car si elle nous a tous faits égaux, c'est apparemment pour nous faire arriver tous à la virilité, et non pour faire retomber dans l'enfance ceux d'entre nous qui avaient eu déjà le bonheur de perdre l'habitude d'obéir. Elle a passé le niveau, soit; mais pour Dieu! que ce soit en élevant toutes les tailles, et non en abaissant tous les fronts. Elle assurera mieux par là son honneur, et même sa durée, qu'en se complaisant dans sa force et en comptant ses victoires matérielles. Ses flots, dont rien n'a pu arrêter le progrès, ont tout couvert autour de nous; mais les torrens les plus vulgaires emportent leurs digues : ils s'écoulent et sont oubliés. Les seuls fleuves dont les peuples bénissent les noms sont ceux dont le limon salutaire fertilise les champs qu'ils inondent.

ALBERT DE BROGLIE.

LA CICOULANE

SCÈNES DE LA VIE DES LANDES.

I.

Sur les confins de l'Armagnac et du département des Landes, entre Villeneuve et Nogaro, sur le territoire de Sainte-Quitterie, il n'y avait pas en 1825 de métairie mieux tenue que celle de Jean Cassagne. Le métayer était connu dans tout le pays par sa bonne humeur et par sa probité. Il montrait avec orgueil la cédule du cheptel qui avait été confié à son arrière-grand-père en 1612, lorsque ce dernier avait pris possession de la métairie, ce qui prouvait que dans cette famille depuis deux cents ans, de père en fils, ils avaient travaillé pour le même maître, et qu'ils n'avaient jamais démérité. Jean Cassagne suivait assidûment les foires et les marchés, et quand on le voyait entrer dans un cercle, on était sûr d'entendre bientôt de bruyans éclats de rire, car il avait le don d'égayer en quelques minutes les caractères les plus revêches. Aussi pourquoi n'eût-il pas été gai? Sa situation était excellente. La métairie qu'il tenait à ferme, et qui se nommait la Grande-Borde, occupait trois paires de bœufs. Elle était située en belle position, sur un coteau dominant une vallée. Ses champs étaient bons pour le maïs et pour le blé; ses vignes produisaient une eau-de-vie renommée que recherchaient les négocians de Mont-de-Marsan. Le propriétaire de la Borde n'habitait pas le pays et ne surveillait nullement le métayer. Jean Cassagne était fort et bien portant; il avait une femme paisible qui s'occupait presque uniquement de soigner les enfans, ce qui n'é-

tait pas une légère occupation. C'est un axiome du pays que plus un métayer a d'enfans, plus il est riche, et Jean Cassagne pouvait passer pour millionnaire, car il avait une douzaine d'enfans, tous beaux et bien portans. Une fille cependant, l'aînée de toute la famille, était boiteuse; mais Cassagne s'en consolait. Elle restera dans la maison, disait-il, en qualité de tante, ou si quelqu'un veut m'en débarrasser, je lui donnerai quinze cents livres de dot, ce qui est une grosse somme dans un pays où l'argent ne circule pas abondamment.

Dans le courant du mois de novembre 1825, Jean Cassagne, qui semait alors ses blés, avait envoyé à Nogaro un de ses valets pour livrer un char de grain. La nuit était venue, et le temps, qui pendant toute la journée avait été assez mauvais, tourna à la tempête. La pluie tombait avec violence, et le vent soufflait par rafales de façon à ébranler la maison. Jean Cassagne était assis auprès du feu entouré de sa nombreuse famille. La mère et la fille filaient, les garçons, à cheval sur une bêche, égrenaient des épis de maïs. Tous étaient silencieux. Jean Cassagne était inquiet de savoir ses bœufs (de beaux *hagets* qui avaient coûté vingt-cinq louis) dehors par un temps pareil. Il s'étonnait du retard de son valet, et se promettait de le tancer de la bonne façon, lorsqu'on entendit la clochette des bœufs, et presque immédiatement le délinquant entra tout effaré dans la cuisine. L'eau ruisselait sur ses habits, et il y avait un tel effroi peint sur sa figure, que tous se levèrent instinctivement.

— Maître, maître, dit-il, venez vite! je crois que la dame est morte.

— Quelle dame, imbécile? répondit Jean Cassagne.

— Il est devenu fou, dit la métayère.

— Venez vite, s'écria le valet; venez vite, ou il y aura quelque malheur. Voilà une heure que la dame ne parle plus!

— Mais quelle dame, encore une fois?

— La dame que le courrier m'a dit de conduire ici. Venez vite!

— Il est ensorcelé, dit Cassagne.

Cependant il prit une chandelle de résine et sortit. A peine eut-il dépassé le seuil que le vent éteignit la lumière; mais il eut le temps d'apercevoir le corps d'une femme étendu dans le char. Il la prit dans ses bras, la transporta dans la cuisine, et la déposa auprès du feu, à la grande stupéfaction de la métayère et des enfans. Le bouvier ne s'était pas trompé, c'était bien une dame, toute jeune encore, mais dans un pitoyable état. Elle était pâle comme une morte, et ses cheveux blonds, détrempés par la pluie, s'échappaient d'un chapeau de paille à moitié dénoué. Sa toilette avait une élégance relative. Ce qu'il y avait de plus clair, c'est qu'elle était habillée en dame et non en paysanne.

Jean Cassagne toucha les mains de cette malheureuse femme. — Elle est morte, dit-il; nous voilà dans un bel embarras! Et qui t'a fait ce présent? continua-t-il en s'adressant au bouvier.

— J'étais sur le marché de Nogaro, répondit l'autre d'un ton pleurard, je déchargeais le grain, lorsque le courrier de Mont-de-Marsan a passé. Une dame et une petite fille descendirent de la voiture. Un instant après, l'aubergiste du *Lion d'Or* vint me demander si je n'étais pas au service de Jean Cassagne et si je ne me chargerais pas de conduire une dame et une petite fille à la Grande-Borde; j'ai répondu que je pouvais le faire.

— Et la petite fille?

— Ah! mon Dieu! je l'avais oubliée; elle doit être dans le char, à moins qu'elle ne soit tombée en route.

Cette fois ce fut la métayère qui sortit; elle revint louant Dieu de toutes ses forces et tenant une petite fille de trois ans qui paraissait morte de froid.

Jean Cassagne la vit entrer avec stupéfaction, et se tournant vers le bouvier : — Es-tu sûr qu'il n'y en a pas d'autres? lui dit-il.

— Non, non, répondit le bouvier sérieusement, une dame et une petite fille; je ne crois pas qu'il en soit monté davantage dans le char.

— *Grand Diou bibant!* s'écria le métayer avec désespoir; qu'allons-nous faire de tout ceci, et d'où sortent-elles?

Puis, reprenant son sang-froid, il donna ordre au valet de faire rentrer les bœufs, de les bouchonner avec soin, et à son fils aîné d'aller chercher un médecin. Pendant ce temps, la métayère avait approché l'enfant de la flamme du foyer excitée par une brassée de sarmens, et essayait de lui faire boire un peu de vin. Quant à la dame, Jean Cassagne la maintenait comme il pouvait sur une chaise, imposant silence à tous les enfans qui faisaient cercle autour de lui, et qui, profondément émus de ce spectacle, manifestaient leur émotion par des pleurs et des cris aigus.

Le médecin ne demeurait qu'à une petite lieue de la Borde; il était couché, et il n'avait pas été facile de le faire lever. Il pleuvait fort, et comme il s'était engagé à soigner toute la nombreuse famille de Jean Cassagne moyennant une rente de trois quartons de blé seulement, il ne se souciait pas de se déranger pour une étrangère qui n'était pas comprise dans le marché; cependant, ayant entendu parler d'une dame, il stipula intérieurement des honoraires exceptionnels et partit.

Lorsqu'il arriva à la Grande-Borde, la petite fille était si bien revenue à l'existence qu'elle remplissait la maison de ses cris et appelait en pleurant sa mère, qui, elle aussi, était revenue à la vie, mais

qui, en proie à une fièvre violente, semblait avoir perdu la raison. Le médecin essaya de l'interroger; elle répondit avec un accent étranger et inconnu dans le pays. Ses paroles étaient incohérentes : elle parlait de son mari, de la prison, de l'Amérique; elle appelait sa fille, qu'elle nommait Marguerite. On la mit au lit sans avoir tiré d'elle aucune explication. Le médecin resta auprès d'elle; mais la fièvre redoubla bientôt de violence, et au premier chant du coq elle expira sans prononcer une parole, laissant ses hôtes dans une stupéfaction qui tenait de l'épouvante.

Le médecin était fort ému lui-même de cette catastrophe rapide. Il interrogea Jean Cassagne, il interrogea le bouvier; mais ce fut inutilement. L'idée lui vint de regarder dans les poches de l'inconnue s'il ne trouverait pas quelque papier qui lui donnât la clé de ce mystère. Il trouva en effet une lettre adressée à Jean Cassagne; elle était écrite par un frère de ce dernier et datée de Paris. L'histoire de ce frère était celle de beaucoup d'ouvriers de la campagne. Il se nommait Pierre, et, sachant que la métairie était destinée à son frère aîné, il avait voulu apprendre un métier. Il était entré comme apprenti chez un charpentier du pays, et après quelques années d'apprentissage était parti pour son tour de France. Depuis cette époque, Jean Cassagne n'avait eu que des nouvelles indirectes de son frère; mais tout annonçait que les affaires de ce dernier étaient en bonne voie. Il avait appris à lire et à écrire, il avait de l'ordre et de l'économie, on ne doutait pas qu'il ne devînt patron à son tour. Pendant les dernières années de l'empire, sa carrière avait été interrompue par le service militaire; mais Jean Cassagne savait qu'après 1815 Pierre avait repris son état et s'était marié. Ces renseignemens par malheur étaient vagues, et le métayer ignorait où se trouvait son frère.

« Mon cher Jean, disait Pierre dans la lettre, je me proposais d'aller vous voir cet été avec ma femme et mon enfant. Malheureusement je me suis mis dans un complot politique qui a été découvert, et, comme vous le savez, il faut que les petits paient pour les gros. Ma vie n'est plus en sûreté à Paris. J'espère pouvoir partir aujourd'hui pour l'Amérique, mais je ne puis mener avec moi ni ma femme ni ma petite Marguerite. Je vous les confie toutes deux. J'ai un bon état qui me permettra de gagner ma vie partout. Si je réussis, je les ferai venir auprès de moi; si j'échoue, ma femme appartient à une riche famille qui prendra pitié d'elle en la voyant malheureuse, et ne la laissera pas à votre charge. D'ailleurs, je vous connais, vous ne regretterez jamais le morceau de pain que vous aurez donné à la fille et à la femme de votre frère. Cependant il ne faut pas voir les choses en noir; mon affaire peut s'arranger, et j'espère qu'avant

peu je pourrai revenir à la Grande-Borde vous remercier et vous embrasser. »

Après la signature il y avait un *post-scriptum*. « Ma femme, disait Pierre, ne parle que le français, et encore ce n'est pas le français de nos messieurs : elle est Allemande. Apprenez le patois à ma fille ; si elle vient me rejoindre sur ma terre d'exil, il me sera doux d'entendre dans sa bouche la langue de mon enfance. »

Jean Cassagne, quand il eut entendu la lecture de cette lettre, jeta un regard plein de tristesse sur la face pâle et défigurée de sa belle-sœur. En pensant à son frère, des larmes lui vinrent aux yeux, mais il les refoula avec énergie, car tous les siens le regardaient. Il prit la petite Marguerite dans ses bras et la remit à sa femme. — C'est un enfant de plus, dit-il d'un ton presque insouciant. Jean, continua-t-il en s'adressant à son fils aîné, va prévenir le maire et le curé.

On trouva dans le char un paquet assez volumineux, et au milieu des hardes qu'il renfermait un livre de messe sur lequel on lisait quelques indications relatives à la première communion de la malheureuse jeune femme, qui permirent de dresser tant bien que mal l'acte de décès de la belle-sœur de Jean Cassagne. La métayère, qui avait bon cœur, s'éprit d'une vive affection pour la pauvre petite orpheline, qu'on appela Margaride, en donnant à son nom la désinence gasconne. — C'est une petite demoiselle, disait-elle, je veux que Pierre, quand il reviendra, retrouve au moins sa fille heureuse et bien portante.

II.

Pierre ne revint pas. Jean Cassagne pria le propriétaire de la Borde, qui demeurait à Toulouse, et allait souvent à Paris, de prendre des informations sur le sort de Pierre ; mais les recherches faites ne produisirent aucun résultat. Pierre Cassagne était inconnu à Paris, même à la préfecture de police. On savait seulement que quelques individus compromis dans un grand complot, à l'époque de la disparition de Pierre, avaient fait naufrage en se rendant au Texas. Jean Cassagne n'alla pas plus loin. Il accepta sans arrière-pensée l'enfant que la Providence lui avait confié, et il résolut de l'élever comme ses autres enfans ; mais il s'aperçut bientôt que la petite Margaride ne pourrait supporter la fatigue des travaux des champs. Il était impossible en effet de rien voir de plus frêle et de plus délicat que cette petite fille à la peau blanche, aux yeux bleus couleur de pervenche, aux cheveux d'un blond qui tirait sur le blanc. Elle formait un contraste bien tranché avec les enfans du

bon métayer, qui avaient des yeux d'un noir moresque et la peau dorée et bistrée comme de jeunes Bédouins. Tous carrément charpentés, ils gagnaient en apparence deux ou trois ans sur leur âge véritable, tandis qu'à douze ans la petite Margaride ne paraissait pas en avoir plus de huit. Les enfans de Jean Cassagne étaient vifs, bruyans, emportés; la petite Margaride au contraire était d'une tranquillité qui allait jusqu'à la nonchalance. Triste et silencieuse, sa placidité avait quelque chose de maladif. On la voyait rarement pleurer, mais elle riait plus rarement encore. Elle était d'une nature timide et même craintive; un mot un peu rudement prononcé la faisait pâlir et trembler. Elle cherchait à se sauver quand on la regardait fixement. Aussi les enfans de la maison avaient-ils peu de sympathie pour cette nature si différente de la leur; ils l'avaient surnommée la *Cicoulane*. C'est le nom du petit lézard gris qu'on voit se chauffer au soleil sur les murailles, et qui au moindre bruit s'effarouche et se sauve dans la première crevasse qu'il rencontre. La pauvre enfant était en effet timide et inoffensive comme la *cicoulane*.

La vieille métayère, qui était active et vaillante, avait fini par perdre un peu de son affection pour Margaride, qu'elle trouvait trop engourdie; mais Jean Cassagne, bien qu'il la raillât quelquefois, la protégeait contre les enfans. — Ne t'inquiète pas, *Cicoulane*, lui disait-il quelquefois, tâche de devenir vaillante, et le jour où tu trouveras un garçon qui veuille de toi et de cent écus, tu lui diras de s'adresser à moi.

Cependant il fallait lui trouver un état. On ne pouvait songer à mettre une pioche et un fléau dans ces mains frêles et délicates. Nous avons dit que la fille de Jean Cassagne était boiteuse, et comme elle ne pouvait pas non plus travailler aux champs, on l'avait envoyée à Villeneuve apprendre l'état de *tailleuse* chez une ouvrière en renom. Elle devint elle-même fort en vogue dans le pays. Elle prit tout naturellement la petite Margaride en apprentissage. Elle se nommait Marioutete, mais elle était généralement connue dans le pays sous le nom de *Torte* de la Grande-Borde. *Torte* veut dire boiteuse, et en effet cette infirmité était assez prononcée chez elle. Cela était fâcheux, car Marioutete offrait un beau spécimen de la race gasconne. L'ovale de sa tête n'était pas irréprochable, son teint était légèrement cuivré, on eût pu reprocher à ses sourcils d'être trop fournis et au duvet de sa lèvre supérieure d'être un peu apparent; mais ces légers défauts étaient bien rachetés par l'éclat de ses grands yeux noirs, que ne pouvait tempérer la longueur de ses cils recourbés, par la blancheur canine de ses dents, par la régularité de ses traits, où régnait perpétuellement la bonne humeur de la force

et de la santé. Elle se coiffait suivant une mode du pays qui tend à disparaître tous les jours : elle portait une *bélitche*. La bélitche est un léger bonnet de dentelle à ailes flottantes posé sur le sommet de la tête et noué sous le cou par un ruban qui, chez les coquettes, est toujours large et d'une couleur éclatante. Ses cheveux, coupés court, séparés par une raie au milieu de la tête, lui couvraient à peine les oreilles et donnaient encore plus de hardiesse et de vivacité à ses yeux d'une beauté vraiment merveilleuse. Elle avait alors plus de vingt ans, et ne paraissait pas trop s'ennuyer de rester fille. Elle menait une vie assez joyeuse que ne respectait pas la médisance. Le fait est qu'elle avait la parole facile et le verbe haut. Une plaisanterie un peu scabreuse ne l'effrayait pas, et elle savait y répondre sur le même ton. Elle n'était pas timide; mais il ne faut point qu'elles soient timides, ces pauvres grisettes campagnardes qui, pour gagner leur vie, sont obligées jour et nuit d'errer par les chemins déserts. La paysanne est trop méfiante pour confier à la tailleuse l'étoffe qu'elle a fait tisser ou qu'elle a achetée; elle veut la voir coudre sous ses yeux : cela lui coûte huit sous! Et pour gagner ces huit sous, la tailleuse fait parfois deux lieues par des chemins à peine frayés. Il faut qu'elle franchisse des ruisseaux, qu'elle escalade des tertres, qu'elle passe à travers des haies. Le plus souvent il fait nuit quand elle se retire, parce qu'on est en hiver, ou parce que la robe appartient à quelque élégante qui veut, pour ses huit sous, être mise à la dernière mode de ce désert. La nuit est noire, la pauvre fille en se retirant passera le long de maisons gardées par des chiens hargneux, à travers des landes où se tient le sabbat, dans des bois où erre le loup-garou. S'il se présente un compagnon de route, elle l'accepte avec reconnaissance. S'il était vieux, elle l'accepterait de même; mais il arrive le plus souvent que c'est un jeune garçon qui offre la protection de son gourdin, et voilà pourquoi on médit tant dans les campagnes de ces pauvres couturières.

Marioutete ne rentrait pas toujours seule, et on lui connaissait plusieurs galans. Le fait est qu'elle avait trouvé plus d'une fois l'occasion de se marier; mais sans décourager ouvertement ses prétendans, elle avait éludé jusque-là tout dénoûment officiel. Les mauvaises langues du pays faisaient courir le bruit qu'elle avait dans le cœur un amour vrai pour un garçon que Jean Cassagne ne lui laisserait jamais épouser.

Quand Marioutete accepta la tutelle de la petite Margaride, celle-ci n'avait que douze ans. Ce n'était alors et ce ne pouvait jamais être une rivale à craindre. Elle eût pu être tout au plus un témoin gênant; mais Marioutete connaissait la timidité de sa jeune cousine, et elle espérait lui imposer facilement silence. Si la *Cicoulane* n'a-

vait montré aucune aptitude pour les travaux champêtres, elle fit preuve des meilleures dispositions pour la couture, et elle devint bientôt d'une habileté égale à celle de Marioutete, qui ne manqua pas de l'associer à toutes ses pérégrinations. Dans les métairies isolées, tout est sujet de curiosité. L'histoire mystérieuse de l'orpheline avait dans sa nouveauté occupé toutes les veillées du pays. On l'avait entrevue à la messe, et ses cheveux blonds, la blancheur de sa peau, sa timidité, avaient été parmi les filles un sujet d'étonnement et de raillerie; mais quand on la vit tout le jour occupée à son ouvrage sans qu'elle levât jamais les yeux, quand on se fut convaincu qu'elle ne répondait que par monosyllabes, qu'elle ne chantait jamais, qu'elle refusait de danser, elle fut jugée dans ce pays d'abondante conversation et d'expansion bruyante : on la déclara tout au plus bonne à faire une nonne, si toutefois elle n'était pas trop idiote pour servir Dieu.

Marioutete, bien que désormais elle ne fût plus seule pour se retirer des maisons où elle allait travailler, se laissait toujours reconduire. Le cavalier servant qui se montrait alors le plus zélé était un nommé Frix qui jouissait d'un grand crédit parmi toutes les filles de Sainte-Quitterie et des communes environnantes, mais qui était fort mal noté dans l'esprit des gens sérieux des environs, qu'ils fussent bourgeois ou paysans. Il appartenait par sa vie vagabonde et indépendante à la bohême champêtre, bohême tout aussi curieuse que celle de Paris, et qui attend son historien. C'était un enfant du pays, et par conséquent il était un peu le cousin de tout le monde. Il avait mangé en quelques mois tout ce que son père et sa mère lui avaient laissé; il avait vendu sa terre et sa maison, c'est-à-dire un demi-hectare et une vieille maisonnette. Or c'est là un crime sans rémission aux yeux de tout bon paysan. Il n'avait pas d'état fixe. Il avait appris le métier de tisserand, il travaillait aux routes. Quand la faim le pressait trop, il se mettait en condition pour quelques mois; mais le plus clair de son revenu, il le tirait du braconnage. C'était un destructeur terrible : on eût dit qu'il était dans la confidence du gibier. Il allait trouver les perdrix à leur remise et les lièvres à leur gîte, comme s'ils lui eussent donné rendez-vous. A l'aide d'un mauvais fusil à un coup tout en désarroi, il faisait un carnage effroyable et dépeuplait le canton. Il mettait surtout au désespoir les chasseurs au chien courant. Quand ils avaient bien arpenté les vallées et les monts et qu'ils voyaient leurs chiens prêts à forcer le lièvre, un coup de fusil partait soudain sur une crête solitaire, un homme sortait de derrière un tertre et ramassait le lièvre : c'était Frix, qui, averti par les aboiemens des chiens et sûr que l'animal lancé passerait par là, l'avait attendu en fumant sa cigarette. Il pêchait aussi avec un très grand succès, respectant,

disaient ses amis, les étangs et les viviers particuliers, mais dépeuplant les cours d'eau. Jusque-là, il n'y avait trop rien à dire. On peut, suivant les paysans, être honnête homme et braconnier; mais il se livrait à un autre genre de braconnage qui troubla plus d'une fois le repos des familles. Frix était joli garçon. D'une taille médiocre, large des épaules, mince de la ceinture, avec une figure pâle, presque féminine, illuminée par deux grands yeux noirs, il ne trouvait que bien peu de cruelles. Les paysans l'accueillaient avec plaisir et l'attiraient chez eux. Étant tous un peu braconniers, ils aimaient à chasser avec un chasseur aussi expert en vénerie rustique. Après la chasse, on revenait manger le gibier, on buvait et on chantait. Malheur alors au chasseur qui avait des filles dans sa maison! Frix était, à vrai dire, l'almanach chantant du pays. Rondes de l'Armagnac, des Landes et du Béarn, complaintes des illustres scélérats, chansons de soldats et de compagnons du devoir, sa mémoire avait tout retenu, son répertoire était complet. Sa voix, d'un timbre doux et agréable, allait au cœur de ces pauvres filles, qui le lendemain, toutes pensives, essayaient de répéter les refrains en piochant la terre. Et quand il avait chanté, on dansait, et il était passé maître en fait de danses. Il était si agile, il regardait si tendrement sa danseuse, il lui pressait si doucement la main! aucune n'en réchappait. D'ailleurs, eussent-elles échappé au poison de ces soirées intimes, Frix les rattrapait en plein soleil, dans l'arène de la course aux taureaux, car Frix était écarteur, et nul mieux que lui ne savait franchir d'un bond l'animal furieux, ou par une feinte habile esquiver son coup de tête et lui laisser donner son coup de corne dans le vide. Combien de filles sentirent leur courage ébranlé et maudirent leur résistance après l'avoir cru mort sous les pieds du taureau, ou après l'avoir vu traversant la place couronné de lauriers au milieu des fanfares retentissantes et sous les bravos de tous les spectateurs debout autour de l'arène!

Frix était un don Juan rustique, et il avait même sur la conscience d'assez méchantes actions. Plus d'un père de famille l'avait attendu derrière une haie avec un fusil chargé, et le braconnier avait quelquefois entendu les chevrotines siffler à ses oreilles. Aussi, lorsqu'une de ses aventures avait quelque suite fâcheuse, il prenait le parti de s'exiler dans les landes jusqu'à ce que la colère des parens fût apaisée. Il était alors le galant en titre de Marioutete, qui prétendait avoir fixé le cœur du volage Frix, et qui se vantait, devant les victimes de ce dernier, qu'elle se ferait épouser quand elle le voudrait. Ce mariage eût pu avoir lieu, car Frix commençait à être las de cette vie errante et de ces amours mêlés de coups de fusil; mais Jean Cassagne ne se souciait pas de l'avoir pour gendre. « Tu peux causer avec Frix tant que tu voudras, disait-il à Marioutete; je

vous connais trop, vous autres filles, pour ne pas savoir que tu continuerais à le voir. Or j'aime mieux que tu le voies ici que dans un bois; mais je ne veux pas d'un sauteur dans ma famille! » Ce qui ne l'empêchait pas de chasser avec lui et de plaisanter sur les victimes du galant écarteur.

Frix ne manquait jamais une occasion d'aller dans les maisons où travaillait Marioutete, et attendait qu'elle eût fini pour la ramener à la Borde. Un soir d'hiver, il alla la chercher dans une métairie éloignée, où elle travaillait avec Margaride; mais il avait beaucoup neigé dans la soirée, et les maîtres de la maison insistèrent pour que les deux jeunes filles ne s'aventurassent pas pendant la nuit dans les mauvais chemins. Frix reçut aussi un fort bon accueil, bien que la fille de la maison fût jeune et belle; mais, comme elle allait se marier le surlendemain, le père et la mère pensèrent que le danger ne les regardait plus. Que faire dans une grande chambre quand il y a trois ou quatre garçons et trois jeunes filles, et qu'on est à la veille d'une noce? On dansa. On était tellement habitué à compter pour rien la pauvre Margaride, qu'on la laissa, comme Cendrillon, au coin du feu, sans même lui demander si elle voulait danser. Elle avait seize ans alors, et pour la première fois elle sentit au cœur une secrète amertume en se voyant délaissée. Pour la première fois peut-être elle écouta, en leur donnant un sens, toutes ces rondes où l'amour, le printemps, les rossignols et les violettes jouent un si grand rôle. Elle avait passé la journée à coudre la robe de la mariée et assisté à toutes ces joies bruyantes qui précèdent une noce. Son isolement lui apparaissait alors dans toute son étendue. Elle se demandait pourquoi elle ne prendrait pas sa part de ces plaisirs qui paraissaient enivrer les autres filles; elle les regardait attentivement pour voir s'il était si difficile de savoir danser. Elle regardait surtout Frix, le chef de la danse, le coryphée, celui qui menait la chaîne et tout en chantant réglait les mouvemens du rondeau. Elle le voyait souvent à cause de Marioutete, et son imagination s'était souvent occupée de lui. Elle s'était bien des fois demandé quelle était cette puissance irrésistible qu'il exerçait sur les filles affolées jusqu'à se perdre pour lui. Elle croyait à un pouvoir surnaturel, et elle avait peur de lui comme elle avait peur du diable; mais ce soir-là, en entendant sa voix sonore et vibrante, en voyant ses mouvemens souples et agiles concorder parfaitement avec la mesure de l'air qu'il chantait, elle commença à avoir moins peur, et elle eût voulu être dans le rondeau à la place de Marioutete, qui, bien qu'elle fût boiteuse, dansait avec beaucoup d'agilité.

Quand Marioutete et l'autre fille eurent dansé pendant une heure, elles se jetèrent sur un banc, essoufflées, se plaignant de la chaleur, déclarant que la danse était un plaisir trop fatigant. Frix, qui avait

des jarrets d'acier, insistait pour que la danse continuât; mais les filles n'en pouvaient plus. — Faites danser la Margaride, — dit Marioutete. Cette opinion fut goûtée par tous. Il fallait faire danser la Margaride; mais la pauvre fille, qui deux minutes plus tôt ne désirait rien tant que de faire partie du rondeau, devint rouge jusqu'au front, et supplia Marioutete, qui voulait l'entraîner dans le milieu de la chambre, de la laisser dans son coin. Elle avait les larmes aux yeux. L'assemblée battait des mains aux efforts triomphans de la fille de Jean Cassagne. Il y avait de grosses voix qui disaient avec un gros rire : Nous allons voir danser la *Cicoulane!* Elle était déterminée à se jeter par terre plutôt que de consentir à danser; mais Frix, écartant Marioutete, prit Margaride par la main, et lui dit d'une voix qui semblait l'implorer : — Margaride, tu ne veux pas danser avec moi? — Elle se sentit alors sous l'influence du charme qui agissait sur elle un moment auparavant. Et quand il eut commencé l'air du rondeau, elle marqua la mesure et se mit à danser comme malgré elle. *Tu danseras, mignonne, mignonne,* disait le refrain de la chanson; *tu danseras mignonnement, mignonnement.* Et elle dansait mignonnement en effet. Les autres filles faisaient résonner bruyamment le sol carrelé sous leurs rudes escarpins, mais on eût dit que Margaride et son danseur ne touchaient pas la terre. C'était une danse calme et silencieuse comme la danse des ombres, et l'écolière montra tant d'aptitude et de bonne grâce, qu'à peine le rondeau fut-il fini, Marioutete reprit la main de Frix et voulut continuer à danser.

En faisant danser Margaride, Frix avait fait acte de complaisance et avait voulu amuser la société; il se serait cru déshonoré, si on eût cru un instant qu'il adressait ses hommages à une fille qui était la risée du pays. Il lui avait parlé doucement, comme on parle à un enfant effarouché; mais la pauvre *Cicoulane* avait pris la plaisanterie au sérieux. Pendant qu'elle cousait, elle pensait à Frix, le plus souvent avec une terreur profonde, mais avec une persistance qu'elle ne pouvait vaincre. C'était une idée fixe qu'elle ne pouvait chasser. Toutes les fois qu'on parlait de lui, qu'on en dît du bien ou qu'on en dît du mal, elle écoutait avec avidité. Quand elle le voyait entrer, elle rougissait et ne savait quelle contenance garder. Elle s'irritait de ce qu'il ne lui adressait pas la parole; elle était heureuse quand le regard de Frix se reposait sur elle; elle avait des reparties aigres pour Marioutete, lorsque devant lui celle-ci la traitait trop en petite fille. Elle commença aussi à se regarder au petit miroir louche devant lequel Marioutete faisait de fréquentes stations. Elle ne se trouvait pas si laide qu'on le disait, mais elle fut d'avis qu'elle pouvait tirer un meilleur parti de sa figure. Elle laissa croître ses cheveux, qui commençaient à perdre leur teinte fade et blanchâtre

et à prendre de riches reflets; elle abandonna la bélitche pour se coiffer à la mode des filles de Mont-de-Marsan, c'est-à-dire avec un soupçon de mouchoir en jaconas ou en soie placé derrière la tête. En choisissant l'étoffe de ses robes, elle s'étudia à prendre celles qui convenaient le mieux à sa figure. S'étant aperçue qu'elle avait un petit pied, elle s'exposa bravement aux rhumes en portant des souliers même pendant l'hiver. Marioutete, qui remarquait ces transformations, ne négligeait rien pour décourager Margaride. — Ma pauvre *Cicoulane*, lui disait-elle, tu as beau faire, tu seras toujours une pauvre petite laideron. Le meilleur de ton jeu, c'est d'être bonne couturière. Aucun garçon ne voudra jamais de toi. Crois-moi, entre dans une grande maison, vieillis en soignant les enfans, et on t'y gardera pendant tes vieux jours.

Marioutete ne disait pas cela par méchanceté; elle n'était que l'écho de l'opinion universelle. Cependant, au printemps qui suivit la leçon de danse, la nature vint aider les innocens artifices de coquetterie de la pauvre Margaride : sa taille s'éleva, les contours de ses épaules s'adoucirent, le bleu de ses yeux devint plus foncé et plus brillant, ses cils perdirent cette couleur fauve qui faisait l'étonnement des méridionaux, sa blancheur s'illumina de teintes d'un rose charmant, ses mouvemens eurent plus d'élasticité et plus de grâce. Elle était bien frêle encore cependant auprès de la robuste Marioutete, qui ne s'alarma pas de ce changement. Jean Cassagne fut plus perspicace. — La jeune fille dépense pour sa toilette tout ce qu'elle gagne, dit-il un soir; il y a quelque diablerie sous jeu. Après tout, pourquoi ne s'amuserait-elle pas comme les autres? — Car, nous l'avons dit, Jean Cassagne était d'humeur accommodante, sachant qu'on ne gagne rien à contrarier les filles. Quant à la ménagère de la Grande-Borde, elle pensait, comme Marioutete, que Margaride ne trouverait jamais de galant.

Marioutete et sa mère se trompaient. Frix, lui aussi, avait remarqué le changement qui s'était opéré chez Margaride, et comme il avait couru le monde, il avait des idées moins exclusives que celles de ses compatriotes. Il pensait qu'une fille blonde pouvait être jolie, et que la force et l'ampleur n'étaient pas des conditions essentielles de la beauté. Il trouvait chez la *Cicoulane* plus d'un point de ressemblance avec les dames et les demoiselles qu'il voyait autour des arènes où il risquait sa vie. De plus, il se sentait aimé, et devinait quelle différence il y avait entre le caractère de cette pauvre abandonnée et celui de l'impérieuse et turbulente Marioutete. Aussi commença-t-il à la regarder plus souvent et à lui parler le langage que les galans tiennent aux jeunes filles; mais il ne se hasardait ainsi que lorsqu'il était seul, parce qu'il avait peur des railleries. La pauvre fille, pleine de défiance, n'osait croire qu'elle fût aimée;

elle ne cessait pourtant de penser à Frix, qui lui aussi pensait à elle plus souvent peut-être que Marioutete ne l'eût désiré.

III.

Lorsque Frix vit arriver l'été, il quitta la commune pour courir les fêtes dans le département des Landes, où la course est restée un amusement national. Il n'y a dans la partie méridionale de ce département si petit village qui n'ait son arène, et lorsque vient le jour de la fête patronale, les habitans se cotisent pour attirer chez eux les plus brillans écarteurs. La course finie, on distribue des prix à ceux qui se sont le plus distingués. Il est rare que le premier prix soit au-dessous de cent francs, même dans les plus petits villages, et il atteint souvent le chiffre de cinq cents francs. Frix commençait à être connu; il avait surtout la réputation de ne pas se ménager, et d'attendre franchement les taureaux. Bien des fois il avait été renversé sanglant sur l'arène; mais ces mésaventures ne le décourageaient pas : il se relevait toujours plus hardi. Pendant cette campagne, il avait attiré l'attention des commissaires à Dax, à Mont-de-Marsan, à Grenade, à Cazères. On lui avait mis sur la tête une douzaine de couronnes de laurier, et il avait reçu un millier de francs; mais, aussi peu soucieux de la gloire que de l'argent, il avait coiffé de ses lauriers les servantes des cabarets où il avait dépensé une bonne partie de cet argent, gagné au péril de sa vie. En cela, il différait des autres écarteurs, qui, lorsqu'ils sont dans l'arène, se préoccupent peu de la gloire et des applaudissemens, mais beaucoup de certain petit champ, certaine petite vigne, certaine petite maison qu'ils espèrent gagner pendant l'été entre les cornes du taureau. Ce sont des gens positifs que ces chevaliers des arènes villageoises. Frix ne leur ressemblait pas : fidèle à ses habitudes de braconnier, il vivait au jour le jour.

Il venait d'assister à la fête d'Aire, petite ville située sur les bords de l'Adour, au pied d'un coteau pittoresque, où le maréchal Soult se mesura avec le duc de Wellington. La fête touchait à sa fin. Les écarteurs, réunis dans une auberge de la ville, fêtaient les vainqueurs et consolaient les vaincus. La table était encombrée de bouteilles. Les vins capiteux d'Armagnac et de Madiran déliaient les langues gasconnes. Quelques messieurs en habit noir, en bottes vernies, en gants blancs, déserteurs du bal communal et amateurs passionnés de ce genre de *sport*, écoutaient les récits des écarteurs. Frix, nonchalamment couché sur une chaise renversée, ajoutait la fumée de sa cigarette au nuage qui remplissait la chambre. Silencieux, il pensait peut-être à Marioutete ou à Margaride, lorsqu'il se

sentit frappé sur l'épaule, et en se détournant il aperçut un homme de Sainte-Quitterie qui le saluait en souriant.

— C'est vous, Moucadour, dit-il.

— C'est moi, répondit l'autre; j'arrive de Pau, je n'ai vu que la moitié de la course. Vous avez joliment travaillé, garçon, et on a fait une injustice en ne vous donnant que le troisième prix.

— Bah! répondit Frix avec insouciance, c'est toujours la même histoire. La vieille garde était là : on lui a payé ses chevrons.

— Oui, oui, ils ne reviendraient point si on ne leur donnait pas les premiers prix; mais ils commencent à se ménager un peu trop. Il n'y en a pas un seul qui ait osé franchement écarter *Rosalie*. Ils lui ont fait quelques coupés, mais aucun n'a eu le courage de l'attendre de pied ferme, comme vous avez fait. On dit qu'elle vous a touché le premier jour.

— Elle m'a un peu chatouillé les côtes.

— Eh bien! vous avez de la chance; je ne connais pas d'animal plus mal corné. Elle a les cornes aiguës comme des épées et plantées en avant. L'an passé, elle a tué un homme à Bahus. Elle est pleine de malice, et on dit que, quand elle en veut à un écarteur, elle court sur lui comme un chien.

— J'en ai vu de plus terribles, répondit Frix avec quelque jactance; mais, dites-moi, y a-t-il longtemps que vous avez quitté Sainte-Quitterie? Que se passe-t-il de nouveau là-bas?

— J'ai de mauvaises nouvelles à vous apprendre, dit Moucadour : on chasse sur vos terres. Je crois que vous pouvez faire votre deuil de la *Torte* de la Grande-Borde.

— Eh donc!

— Vous avez un rival contre lequel vous ne pourrez pas lutter.

Frix regarda Moucadour en riant et se mit à chanter deux vers d'une ronde du pays :

J'ai vu mon rival assis auprès d'elle;
J'ai dit : beau rival, restez auprès d'elle.

— Oh! vous chantez à merveille, dit Moucadour; mais il y a des oiseaux qui chantent mieux que vous.

— Et de qui s'agit-il donc?

— Cherchez! Mais vous ne devineriez pas; c'est Angoulin.

— Vous avez raison, je n'eusse jamais deviné; mais Jean Cassagne a donc fait un héritage, il a trouvé quelque trésor pour que le vieil usurier veuille épouser sa fille.

— Jean Cassagne est ce qu'il était, ni plus riche ni plus pauvre.

— Alors pourquoi Angoulin veut-il épouser Marioutete, si ce mariage ne doit pas lui procurer beaucoup d'argent? Il ne saurait être amoureux, il n'a d'autre passion que celle des écus. Il n'a jamais

voulu se marier de peur d'être obligé d'acheter une robe à sa femme. Il y a là-dessous quelque mystère.

— C'est ce que tout le monde dit à Sainte-Quitterie; mais ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est qu'avant de fréquenter la maison de Jean Cassagne, il a été pendant un mois absent. Au commencement du mois de juin, il est parti, laissant son fameux cheval blanc chez un de ses débiteurs. Il a emporté deux chemises et a pris le courrier. Personne ne sait où il est allé. Il est revenu un mois après avec un chapeau noir à coupe haute et une *chenille* (1). A son retour, il a commencé à fréquenter la maison de Jean Cassagne. Celui-ci n'a pas d'abord paru très content de cette assiduité. On va croire que je suis mal dans mes affaires, disait-il.

— Et Marioutete?

— Marioutete se résigne très bien à devenir la femme de l'homme le plus riche de Sainte-Quitterie.

Frix garda un moment le silence. Peut-être n'aimait-il plus Marioutete; mais il avait sa réputation à garder, et il lui était pénible d'être quitté.

— Quand retournes-tu à Sainte-Quitterie? dit-il à Moucadour.

— Demain.

— Nous partirons ensemble.

Moucadour était un homme de la montagne qui, après avoir longtemps rôdé dans le pays comme chiffonnier (2), s'était établi à Sainte-Quitterie. Il avait ouvert une auberge au chef-lieu de la commune, pauvre hameau qui comptait trois maisons. Il avait conservé son ancien métier; il était chantre, porteur de contraintes. Pendant l'été, il courait les fêtes, et, lorsque l'occasion se présentait, tenait la corde des taureaux de course. C'était un assez mauvais homme, doucereux avec ceux qu'il pouvait craindre, brutal avec les faibles, et pour gagner de l'argent capable d'une méchante action. En avertissant Frix, qu'il n'aimait pas, mais qu'il craignait, il avait voulu satisfaire sa malignité naturelle, car il avait pour Angoulin et pour Frix une dose de haine à peu près égale.

Angoulin était l'homme le plus riche de Sainte-Quitterie, et il appartenait à la classe malheureusement trop nombreuse des usuriers campagnards. C'est un type tellement répandu qu'il est devenu banal. Il avait commencé par être maquignon, brocantant des va-

(1) On appelle *chenille* dans les campagnes du Gers ce que les bourgeois du midi appellent une *lévite*, et ce que nous appelons une redingote.

(2) Le chiffonnier de nos campagnes n'a aucune ressemblance avec le chiffonnier de Paris. C'est un véritable négociant : il achète aux ménagères la plume, le tartre, la lie, les vieux chiffons, les peaux d'agneaux. Le plus souvent le marché se conclut sous la forme d'un échange dont les aiguilles et le coton à filer sont les principaux élémens. Il est rare qu'à ce trafic les chiffonniers n'acquièrent pas une assez grande aisance.

ches malades et des chevaux bons à nourrir les sangsues. Ce commerce exige un grand fonds d'improbité; Angoulin se fatigua de l'employer dans une sphère si humble et si peu lucrative. Il prêta à la petite semaine; puis bientôt, ses capitaux s'étant accrus, il prit un vol plus élevé. Il commença à prêter aux propriétaires gênés et imprévoyans; il se montrait d'abord doux et accommodant, plein de tendresse pour ses débiteurs : il attendait qu'il eût rendu leur ruine inévitable; il montrait les dents alors, et se trouvait avoir une métairie de plus. Il était d'une activité prodigieuse, furetant partout pour trouver une occasion de gain. On le voyait aux foires, aux marchés, devant les justices de paix, devant les tribunaux de première instance. On ne rencontrait que lui sur les chemins. Il était monté sur un cheval blanc, maigre, décharné, sans queue, qui néanmoins semblait doué de l'ubiquité et de l'ardeur infatigable de son maître. Ces déplacemens, qui eussent été dispendieux pour tout autre, ne coûtaient rien à Angoulin. Il avait des débiteurs partout, et pas un n'eût osé lui refuser l'hospitalité, qu'il prenait chez eux sans la leur demander. Il en était de même à Sainte-Quitterie : il avait une chambre pour la forme dans une de ses métairies, mais il prenait le plus souvent la table et le logement chez ceux de ses débiteurs qui mangeaient le plus gaiement ce qui leur restait; en dehors de ses impôts, il ne dépensait pas dix écus par an. C'était un homme de cinquante ans environ, maigre, et dont le teint jaune et vert rappelait les tons de la racine de buis. Il portait le béret national, la veste courte, et de grandes guêtres qui lui allaient aux genoux. Il parlait peu, et sa physionomie offrait un caractère complet d'impassibilité. Il avait beaucoup aidé Frix à manger son héritage, et celui-ci avait plus d'une fois manifesté le désir de se venger.

Le lendemain de la fête d'Aire, Frix et Moucadour partirent et arrivèrent à Sainte-Quitterie au commencement de la nuit. En passant devant la Grande-Borde, ils entendirent de grands éclats de rire et un tumulte qui couvraient le son nasillard de la vielle. Ils s'approchèrent et virent que le *sol* était plein de monde (dans le midi, on appelle *sol* l'aire où l'on bat le grain). Jean Cassagne avait fait une *besiao* (1). Quand un propriétaire est embarrassé par un travail devenu trop urgent, il invite tous ses voisins à l'aider. Chaque maison invitée envoie le plus jeune et le plus dispos de la famille, car il s'agit d'une fête encore plus que d'un travail, et si pendant le jour, sous les rayons ardens du soleil, il faut faner, faucher, moissonner ou battre, c'est après le travail que la vigueur des invités est le plus rudement mise à l'épreuve. Le soir, un festin gi-

(1) *Besiao* en patois veut dire voisinage.

gantesque attend les travailleurs, et après le festin vient la danse. Jean Cassagne, voyant que les vendanges approchaient, et que le pressoir où il serrait sa gerbe se vidait lentement, avait fait une *besiao*. Un veau et un mouton avaient été tués. La ménagère savait seule le compte des poules, des dindons et des canards qui avaient été massacrés. A cette occasion, le four s'était rempli de pâtisseries massives et indigestes, où les membres des pigeons et des poulets étaient mêlés à des poires cuites. Des jarres énormes destinées à recevoir de l'eau recelaient dans leurs flancs le *piquepoult* à la couleur d'ambre, seul auteur responsable des quolibets, des vantardises et des querelles de la soirée.

Au moment où Frix et Moucadour arrivaient, les invités avaient achevé le travail et le festin. Pendant une longue journée d'août, sous un soleil qui rendait la paille brûlante sous les pieds nus, ils avaient battu cinq ou six cents gerbes. Des gerbes, ils n'avaient laissé que la paille, et du repas que des miettes, des os et des cruches vides. La lune s'était levée sur des convives rassasiés. Le *sonneur* se tenait au milieu du sol, dispensant sa mélodie plaintive et traînante à cinq ou six chaînes d'individus des deux sexes qui, rangés parallèlement autour de lui, suivaient gravement la mesure.

Le tumulte extraordinaire qui s'était élevé venait des efforts que faisait Marioutete pour entraîner Angoulin dans le rondeau. Celui-ci, bien qu'un peu ivre, se défendait de son mieux, et sa face maigre, pâle et glaciale, formait un contraste risible au milieu de toutes ces figures enluminées et rayonnantes de gaieté. Le vieil usurier devinait le sort qui lui était réservé avec des danseurs de cette force. Aussi se défendait-il avec énergie. Il ressemblait assez à un hibou tombé de jour au milieu d'une bande de passereaux. Sa résistance excitait des rires frénétiques, lorsque Frix, sortant de l'ombre du bois, se montra à tous, et, saisissant Angoulin par le bras, s'écria :

— Moi, moi, je me charge de le faire danser.

Cette apparition fut un coup de théâtre qui vint encore ajouter à la gaieté générale. Marioutete lâcha la main d'Angoulin, que Frix saisit aussitôt, et, profitant de la surprise de ce dernier, il commença à l'entraîner. Tous les danseurs se mirent alors en mouvement en poussant de grands cris. Marioutete, bon gré, mal gré, avait été prise par cette chaîne joyeuse. Le sonneur, excité par l'ardeur générale, pressa la mesure, et le paisible et majestueux rondeau se changea en une farandole furieuse. Bientôt les cris cessèrent. Chacun ménagea son haleine pour que le supplice d'Angoulin durât plus longtemps. Celui-ci essaya bien de se laisser tomber, mais il fut immédiatement relevé par le bras nerveux de Frix. Au bout d'une heure, quand tous les danseurs épuisés étaient étendus

sur les liens des gerbes, collant leurs lèvres sèches au goulot des jarres, Frix entraînait encore sa victime, sautant devant le sonneur et poussant un cri glapissant semblable à celui d'un coq victorieux. Ce fut le sonneur qui se lassa. Angoulin, lâché par Frix, étourdi jusqu'au vertige, épuisé, sans haleine, tourna deux ou trois fois sur lui-même et tomba. Des applaudissemens et des rires fous saluèrent sa chute. Les rires redoublèrent lorsque Frix appela Marioutete, et lui dit d'aller relever son galant.

Jean Cassagne fut le premier à rire de la déconvenue de son futur gendre et à féliciter Frix de son retour. Cependant celui-ci paraissait inquiet. Ses yeux cherchaient quelqu'un dans les groupes éclairés par la lueur incertaine de la lune. Il errait de côté et d'autre, répondant brusquement aux félicitations qui lui étaient adressées. A une extrémité du *sol*, il y avait un petit bois de chênes noirs. Il se dirigea de ce côté et se trouva en face de Margaride, qui lui souhaita la bienvenue, et qui lui demanda s'il cherchait Marioutete.

Margaride était adossée à un arbre. Les genêts et les fougères la baignaient de leur rosée sans qu'elle y prît garde. Une autre rosée perlait à ses cils et faisait briller ses grands yeux bleus. Chaque fois qu'elle se trouvait au milieu de ces fêtes que les méridionaux savent rendre si bruyantes, elle se sentait en proie à une indéfinissable tristesse. Elle cherchait la solitude. Elle était prise par la nostalgie, la nostalgie de son pays inconnu. Elle eût voulu être morte, si son amour pour Frix ne l'eût rattachée à la vie, car, pendant les six mois qui venaient de s'écouler, son amour avait grandi. Le mariage de Marioutete avec Angoulin lui laissait quelque espoir : elle se sentait devenir belle, et pendant les longues heures de son travail silencieux, elle commentait les dernières paroles de Frix. Obéissant néanmoins à sa nature craintive, en le voyant arriver, elle avait fui vers le petit bois.

— C'est toi que je cherchais, dit Frix.

— Dépit d'amoureux! répondit-elle.

— Que le premier pain que je mangerai me serve de poison, s'écria-t-il, si tout n'est pas fini! C'est précisément la femme que j'eusse souhaitée pour Angoulin. Et eussé-je aimé encore Marioutete, que je la lui eusse cédée de bon cœur pour me venger de lui!

— Vous en aimez donc une autre? dit-elle.

— Oui, et si celle-là veut m'aimer, moi je l'aimerai toute ma vie. Margaride, dit-il en lui prenant la main, veux-tu me prendre pour galant? veux-tu de moi pour mari?

Elle voulut rire, car elle savait que c'est ainsi qu'une fille doit toujours accueillir un pareil aveu; mais la *Cicoulane* était mauvaise comédienne, et l'émotion l'empêcha de jouer son rôle. Le rire commencé se changea en sanglot. Elle était tremblante et se soutenait à peine.

— Frix, Frix, dit-elle, ne mentez pas : je suis seule sur la terre!

— Je ne mens pas, répondit Frix; depuis que je suis parti, j'ai toujours pensé à toi, et je t'aimais déjà lorsque j'ai quitté le pays. Il me tardait d'être revenu pour te le dire, et cependant j'avais peur. Beaucoup de filles ne veulent pas se marier avec un écarteur. Voudra-t-elle de moi? Voilà ce que je me disais en venant.

— Que cela ne vous inquiète pas, répondit-elle.

Elle n'apprit rien à Frix; mais l'aveu qu'elle avait fait la calma, et ils se mirent à causer comme causent les amoureux.

Elle disait qu'elle avait peur de ne pas être aimée longtemps parce qu'elle était laide, et il lui jurait qu'elle était jolie. Bien des fois dans les grandes villes il avait regardé les dames et les demoiselles placées dans les loges autour de l'arène : il y en avait qui étaient blondes comme sa petite Margaride, mais aucune qui fût plus blanche et plus mignonne. Les filles de Sainte-Quitterie, de Panjas et de Maupas étaient de grossières paysannes bonnes à défricher la terre, à battre le blé, à lever un sac, d'ailleurs noires comme des taupes, criardes comme des oies, bêtes comme leurs brebis; mais Margaride, avec sa peau blanche, sa voix douce, son regard timide, avait l'air d'une petite demoiselle, de la fille d'un sous-préfet.

Margaride écoutait ces louanges avec avidité; elle ne sentait pas qu'elle était sous l'influence de ce charme qu'elle redoutait tant. C'était là toute la magie de Frix. Le sortilége, présenté sous cette forme, n'épouvantait pas la pauvre *Cicoulane*, qui, délaissée ou bafouée jusque-là, trouvait qu'il était bien doux d'être aimée ainsi.

Cependant la lune baissait à l'horizon. L'ombre du bois s'allongeait, les gouttelettes suspendues aux feuilles épineuses du houx ne brillaient plus. Sur le *sol*, les groupes s'éclaircissaient; le *sonneur* essayait vainement de lasser quelques enragés. Dans la cuisine de la métairie, Jean Cassagne causait sérieusement avec Angoulin. Après la danse forcée qu'on lui avait infligée, le vieil usurier était rentré à la métairie. La ménagère et Jean avaient essayé de le consoler.

— Ce n'est rien, disait-il en se séchant devant le feu, ce n'est rien; ils m'ont fait danser, je les ferai danser à mon tour. Il y en a deux ou trois qui demain me demanderont pardon en pleurant; mais moi aussi j'aime la danse : je ferai danser leurs bœufs, leur maison, leur jardin, leur vigne. Moi aussi j'ai mon *sonneur*, j'en ai plus d'un, et demain tous les huissiers du canton trotteront dans le pays.

Jean Cassagne essaya de le calmer en lui faisant boire de l'eau-de-vie brûlée avec du sucre. Angoulin cessa ses plaintes, mais il garda un silence maussade et du plus mauvais augure. Le métayer et sa femme craignaient que l'espièglerie de leur fille ne fît manquer le mariage.

Au bout d'un quart d'heure, Angoulin rompit le silence. — Parlons affaire, dit-il. Je ne vous en veux pas de ce qui est arrivé. Voilà un mois que je viens ici : vous comprenez que ce n'est pas pour rien que je perds mon temps et que je vous fais perdre le vôtre. Je veux me marier.

La ménagère respira.

— Je veux vous rendre un service. Vous avez ici une jeune fille dont vous devez être fort embarrassés. Donnez-la-moi.

— Je crois, dit la mère, que Marioutete...

— Qui vous parle de Marioutete? répondit brutalement Angoulin; elle danse trop. Je parle, moi, de l'orpheline, de l'Allemande, de la *Cicoulane*. Vous l'appelez Margaride, je crois?

— Je pensais que vous vouliez l'autre, dit tranquillement Jean Cassagne.

— Je n'y ai jamais songé, répondit Angoulin.

Il se fit un grand silence dans la chambre. La mère maudissait la vielle dont on entendait le son. Jean Cassagne rongeait son frein, car il eût été heureux de s'apparenter avec tant d'écus.

— Eh bien? dit Angoulin.

— Si la *drôle* vous accepte, je donnerai mon consentement.

— Et pourquoi ne me voudrait-elle pas? Je suis vieux, je suis laid, mais je suis riche. D'ailleurs c'est une idiote, elle fera ce que vous voudrez.

Après avoir ainsi parlé, il prit un grand bâton ferré qu'il avait laissé sous le manteau de la cheminée, et partit, laissant Jean Cassagne et sa femme dans un état complet de stupéfaction.

IV.

Quand Margaride, effrayée de ne plus entendre le son de la vielle et de voir le *sol* désert, rentra dans la maison, elle trouva toute la famille de Jean Cassagne assemblée. Marioutete se disputait aigrement avec sa mère, qui lui reprochait d'avoir par sa faute manqué une si belle occasion de s'établir. A la vue de Margaride, leur dispute cessa, et elles réunirent leur colère contre la pauvre fille. On lui fit cruellement expier les deux heures qu'elle venait de passer dans le ciel. On lui reprocha le pain qu'on lui avait donné. On traita son père de vagabond et sa mère de coureuse. On la fit descendre d'un degré plus bas dans l'échelle des reptiles, et d'une *cicoulane* on fit une vipère. On lui demanda à quel sabbat elle avait pris le philtre qui avait ensorcelé le vieil Angoulin, et on lui enjoignit de sortir de la maison avec ses hardes, qu'on visiterait.

A tout ce déluge d'invectives, Margaride n'opposa d'abord qu'un visage effaré; elle fondit bientôt en larmes. Elle les croyait tous

fous, surtout en entendant parler d'Angoulin. Elle tomba sur une chaise, cacha sa tête dans ses mains. Elle tremblait, comme si elle eût eu la fièvre. Chaque explosion de colère de Marioutete portait le désordre dans cette nature craintive et débile, chaque injure la frappait comme un coup de fouet, et quand on lui commanda de sortir, elle se leva prête à obéir.

Mais Jean Cassagne intervint. — Qu'elle reste! dit-il; après tout, c'est la fille de mon frère; mais je ne l'eusse pas crue si traîtresse. C'est un vilain tour qu'elle a joué à Marioutete en lui enlevant Angoulin!

Margaride s'approcha alors de Jean Cassagne, et, le prenant par la manche, elle lui dit d'une voix tout émue : — Oncle, oncle, est-ce que vous voulez me marier avec Angoulin? Je vous en prie, ne me mariez pas avec Angoulin, j'aime mieux mourir fille!

Jean Cassagne s'empara avec empressement de ces paroles, qui lui permettaient d'essayer de rétablir la paix; mais une pareille tempête ne s'apaise pas facilement dans le cœur de femmes outragées. — Elles n'étaient pas dupes de l'hypocrisie de Margaride. Jean Cassagne avait toujours été trop bon pour elle, et il recueillait le fruit de sa bonté. — Elles eussent recommencé leurs bruyans entretiens, si le chef de la maison, prenant son ton d'autorité, ne les eût toutes envoyées au lit.

Le lendemain, Angoulin vint chercher la réponse à la demande qu'il avait faite; mais Margaride se cacha si bien qu'il fut impossible de la trouver. Elle recommença ce manége plusieurs fois, et évita avec soin toutes les occasions de le rencontrer. Angoulin fut fort étonné de cette façon d'agir. — Lui avez-vous au moins fait comprendre que j'avais cent mille écus? disait-il souvent à Jean Cassagne. Des amis apostés par ce dernier essayaient de faire revenir Angoulin à Marioutete; mais il était ferme dans sa détermination. — C'est la *Cicoulane* que j'épouse, répondait-il; quant à l'autre, je n'en veux pas entendre parler.

Cette obstination commença à paraître extraordinaire dans le pays. On parla d'un charme jeté sur Angoulin. Ses ennemis disaient qu'il y avait assez longtemps qu'il travaillait avec le diable, et qu'il fallait qu'il lui rendît ses comptes. On voyait dans la blonde Margaride un huissier envoyé par Satan lui-même. — Elle peut le rebuter tant qu'il lui plaira, disait Marioutete; elle lui a jeté un sort, et sait qu'il ne peut lui échapper! — Ce qui ne l'empêchait pas de la surveiller, persuadée qu'elle avait des entrevues secrètes avec Angoulin. Or cette surveillance était fort gênante pour Margaride, qui aurait voulu revoir Frix.

Un jour cependant que Marioutete, qui voulait reconquérir Frix,

lui avait donné rendez-vous, elle laissa sa cousine aller travailler seule dans une habitation écartée, située dans une *coume* au milieu des bois. Frix, qui en braconnant rôdait partout, sut où allait Margaride, laissa Marioutete se morfondre au rendez-vous et attendit l'autre dans une châtaigneraie en pleines feuilles alors, car on était au mois de septembre. On peut juger quelle fut la joie de la jeune fille en apercevant Frix : elle lui dit d'abord qu'elle avait eu bien peur qu'il crût à son mariage avec Angoulin, mais que, s'il l'aimait, il n'avait rien à craindre. Quand même Angoulin serait plus riche que le roi, elle ne le voudrait pas; quand même, au lieu d'être laid, avare et méchant, il serait beau, brave et généreux, elle le refuserait encore. Elle se plaignit d'être bien malheureuse chez Jean Cassagne à cause de la méchanceté de Marioutete. Elle supplia Frix de la tirer de cet enfer et de la demander au métayer. Lorsque Angoulin la verrait mariée avec Frix, peut-être se déciderait-il à revenir à Marioutete, et ils seraient tous heureux. Frix consentit à ce que demandait Margaride, et alors commença une véritable conversation d'amoureux. Ils bâtirent des châteaux en Espagne. Il restait à Frix cinq cents francs, il allait acheter une maison et se remettre à son état de tisserand, car elle ne voulait pas qu'il continuât à paraître dans les courses. Il serait obligé de la quitter trop souvent, et elle ne vivrait pas, craignant toujours qu'on ne le lui rapportât blessé ou mort. Frix, qui n'était pas un méchant garçon, avait le cœur pris par cette candeur dévouée et expansive. Il avait oublié ses anciens tours de Lovelace, et s'abandonnait aux rêves de bonheur que faisait tout haut la pauvre *Cicoulane*, lorsque les branches de châtaigniers s'écartèrent, et la *Torte* parut devant eux en poussant un éclat de rire furieux.

— C'est bien! dit-elle à Frix; voilà pourquoi tu m'avais donné rendez-vous à la grande fontaine! Quant à toi, misérable, continua-t-elle en se tournant vers Margaride, je savais bien que je te connaissais! Tu épouses le vieux et tu fais l'amour avec le jeune! Il faut vraiment que tu les aies tous ensorcelés; mais je me charge d'arranger ta face blême de poupée de façon à ce que le diable lui-même ne puisse la raccommoder!

Margaride se serra auprès de Frix, qui se mit à rire. — Allons, Marioutete, dit-il, pas tant de bruit; tu réveillerais les merles! Je ne suis plus ton galant; tu m'as laissé pour Angoulin, et elle a laissé Angoulin pour moi : c'est elle que je dois aimer. Nous voulons refaire ton mariage avec le vieux sac d'écus, et de ce pas je m'en vais demander à ton père de me laisser épouser Margaride. Tu vois qu'il n'y a pas de quoi tant crier.

Marioutete, que ce raisonnement ne calma pas, voulut continuer

ses invectives, car ce coup lui était plus sensible que celui causé par la perte d'Angoulin; mais Frix, avec ce sang-froid qui lui donnait tant de pouvoir sur les filles et sur les taureaux : — Je n'aime pas le bruit, dit-il; tu ferais aboyer tous les chiens que nous rencontrerions! Il y a deux chemins pour aller chez toi : les bois et les prairies. Choisis celui que tu voudras, nous prendrons l'autre.

— Je vous laisse les bois, dit Marioutete avec une intention méchante.

Ils arrivèrent ensemble à la métairie; mais là Frix et Margaride trouvèrent un autre obstacle à leurs projets de mariage. Angoulin était assis à côté de Jean Cassagne, qui paraissait lui faire bonne mine. Voici en effet ce qui s'était passé le soir même. Angoulin était venu à la Grande-Borde pour se plaindre du refus obstiné de la *Cicoulane*. — Vous ne m'aidez pas, avait-il dit à Jean Cassagne, et cependant, en tirant cette fille de chez vous, je vous économise au moins cinq sacs de blé par an; je ne compte pas la graisse... Mais je vois qu'il faut parler plus haut pour se faire comprendre : je vous donnerai cinq mille livres le jour où je me marierai avec la *Cicoulane*. Je crois que c'est parler comme il convient, et que vous, votre femme et Marioutete, me donnerez un coup de main dans cette affaire.

Il répétait pour la troisième fois cette proposition, lorsque Marioutete entra. — Bonsoir, dit-elle; Angoulin, vous êtes le bienvenu, et je veux vous réjouir d'une nouvelle. Vous n'aimez pas les filles qui dansent trop; aimez-vous mieux celles qui se promènent après le soleil couché dans une châtaigneraie avec un garçon?

— Tu vas te taire! dit d'une voix terrible Jean Cassagne, qui tenait à toucher les cinq mille francs promis.

— Elle peut parler, dit Angoulin avec flegme, cela ne changera en rien mes intentions.

— D'ailleurs, dit Frix, elle ne peut dire que nous fissions du mal. Margaride me veut pour galant, et si Jean Cassagne veut donner son consentement, la noce sera bientôt faite.

— Tu vas trop vite, répondit Jean Cassagne. Quand tu as voulu épouser Marioutete, j'ai dit que je ne voulais pas te la donner. Tu joues trop avec les cornes, garçon, cela te portera malheur. Un de ces jours tu reviendras avec une boutonnière dans le ventre, et il me faudra nourrir la veuve et les enfans. Tu comprends bien que je ne peux pas donner à ma nièce, qui n'a d'autre protecteur que moi, un homme que je ne veux pas donner à ma fille. Écoute, Frix, nous sommes de vieux camarades, nous avons chassé souvent ensemble, et je ne veux pas me fâcher avec toi. Viens boire ici aussi souvent que cela te conviendra, tu seras le bienvenu; mais ne me parle plus ni de Marioutete ni de Margaride. Les filles ne sont bonnes qu'à

brouiller les hommes entre eux. Tu ne manqueras jamais de maîtresses quand tu voudras te marier sérieusement; laisse-moi gouverner ma maison comme je l'entends.

— Soit! dit Frix; mais jamais Margaride n'épousera Angoulin. — Et il sortit.

Pendant cette conversation, Margaride s'était sauvée dans la chambre. Angoulin avait gardé le silence, car il craignait beaucoup Frix.

En quittant la Grande-Borde, l'écarteur se dirigea vers Sainte-Quitterie, où il couchait, dans la méchante auberge de Moucadour. Le village de Sainte-Quitterie, comme nous l'avons dit, ne comptait que trois maisons, l'école, le presbytère et l'auberge, ce qui faisait que l'établissement de Moucadour n'était pas très achalandé; mais comme il était en même temps boulanger, épicier, boucher, chiffonnier, bedeau, teneur de corde et porteur de contraintes, il se consolait de manquer de pratiques pendant la semaine, sachant d'ailleurs que tous les bordiers et petits propriétaires venaient prendre chez lui le café le dimanche. Il n'aimait pas beaucoup Frix, qui était un peu vain de ses succès d'écarteur, et qui avait pour le teneur de corde la considération qu'un grand comédien peut avoir pour un souffleur; cependant il lui faisait bonne mine, parce qu'avec ses habitudes de prodigalité Frix était une bonne pratique : aussi, quand l'écarteur rentra sombre et soucieux, il se garda de l'interroger et commanda à sa femme de servir le souper, pendant que Frix mangeait avec distraction la *garbure,* ce mets national du Gascon.

Moucadour essaya alors d'entamer la conversation avec Frix; mais ce n'était pas chose facile, l'écarteur était soucieux. Ni ses bonnes fortunes, ni ses exploits dans les courses, ni ses hauts faits de braconnier n'eurent le don de le dérider. Ce que voyant, Moucadour prit le taureau par les cornes et aborda franchement la question. Il était chargé, dit-il, par Angoulin, d'offrir à Frix une somme de mille écus, si l'écarteur voulait oublier la *Cicoulane.* La chose lui paraissait si simple qu'il avait cru pouvoir dire à Angoulin que l'affaire était faite; aussi Frix n'avait plus qu'à prendre ses mille écus et à s'en aller dans la lande, où il pourrait rire avec ses amis et de la *Cicoulane* et de son futur mari.

Frix écouta cette proposition sans mot dire. Seulement, quand Moucadour eut fini, il lui répondit froidement qu'il s'était trompé, et que l'affaire n'était pas faite. Moucadour regarda Frix avec attention, remua les épis de maïs du foyer, envoya coucher sa femme, et, prenant son ton le plus insinuant, il dit à l'écarteur qu'il avait raison de ne pas accepter les mille écus, d'abord parce qu'Angoulin l'avait autorisé à doubler l'offre en cas de besoin, ensuite parce qu'il y avait probablement un bon coup à faire pour tous deux.

Moucadour était fin. Angoulin avait été pour lui l'objet d'une

étude suivie depuis qu'il l'avait vu sortir de ses habitudes. Connaissant à fond le caractère de l'usurier, il avait conclu de ses démarches que, s'il voulait épouser la *Cicoulane*, c'est que la *Cicoulane* était riche. Elle devait même être très riche, si l'on en jugeait par la quantité d'argent qu'il dépensait pour arriver à son but. Comment Angoulin était-il arrivé à la découverte de cette fortune? C'est ce qu'il importait peu de savoir; mais il y avait là une proie qu'Angoulin voulait pour lui tout seul, et dont Frix et Moucadour pouvaient avoir leur part. Moucadour offrait à Frix de s'associer avec lui, garantissant qu'on tirerait plus de trente mille francs des mains de l'usurier. — J'ai besoin de vous, dit-il en terminant, et vous avez besoin de moi. Vous avez besoin de moi, car vous ne connaissez rien aux affaires, et Angoulin vous duperait trop facilement. J'ai besoin de vous, car c'est vous qui tenez la fille. Faites-lui la cour, ensorcelez-la comme vous savez les ensorceler, et quand il vous aura lâché les trente mille francs, vous lui laisserez le champ libre.

Frix reconnut que Moucadour avait raison, mais il demanda du temps pour réfléchir. En réalité, ce marché lui répugnait; il aimait véritablement la *Cicoulane*.

— Oh! oh! dit Moucadour, seriez-vous plus fort que je ne le pensais? Je vous comprends, vous voudriez épouser à la fois et la fille et l'héritage : ce serait un joli prix pour un écarteur; mais prenez garde d'abandonner le certain pour l'incertain. Angoulin gardera son secret s'il n'épouse pas Margaride, et comment découvrirons-nous ce qu'il a découvert? L'Allemagne est grande. Dans cette affaire, Angoulin a eu de la chance comme il en a toujours eu. Nous ne pouvons lui ravir la proie, tâchons d'en avoir notre part.

— J'y réfléchirai, répondit Frix.

— Soit! mais dépêchez-vous, car si vous ne voulez pas être mon associé, j'en prendrai un autre.

V.

Quinze jours après la conversation que nous venons de rapporter, le village de Sainte-Quitterie était en liesse; on y fêtait la Notre-Dame de septembre. Les fêtes des environs de Paris ne peuvent donner aucune idée des fêtes de nos villages. Chez nous point de saltimbanques bruyans, point de loteries étincelantes. La grand'-messe chantée, les vêpres, des bombances pantagruéliques et interminables, la course aux taureaux, tels sont tous nos plaisirs en ces jours solennels.

L'annonce de la course de Sainte-Quitterie avait suffi pour amener dans ce village de trois maisons plus de deux mille personnes. On savait que cette course devait être brillante. Frix avait invité

plusieurs de ses amis, habiles écarteurs, qui d'ordinaire ne daignaient pas quitter les Landes et venir en Armagnac. A la stupéfaction générale, Angoulin avait pris au sérieux sa qualité de commissaire de la course, et il s'était mis en frais. Il avait chargé Moucadour de lui trouver trois taureaux qui fissent leur devoir, et celui-ci, qui était un fin connaisseur, avait acheté trois bêtes dont il répondait comme de lui-même. Cette emplette n'avait pas coûté moins de quinze cents francs, et il était de notoriété publique qu'Angoulin n'avait fait aucune objection à cette dépense extraordinaire.

C'était à ses frais qu'on avait réédifié l'enceinte de la course. Cette enceinte, fermée sur trois côtés par des poutres et des planches, offrait l'aspect d'un quadrilatère ayant environ cent mètres sur chacune de ses faces. Le quatrième côté était fermé par une série de petites loges en terre et en maçonnerie sèche où devaient être enfermés les taureaux. Au-dessus de ces loges, sous une tente grossière et sur des bancs mal étayés, des places étaient réservées aux commissaires de la course, aux autorités municipales, à la musique et aux prodigues qui ne craignaient pas de dépenser vingt sous pour être assis à l'ombre : c'est ce qu'on appelle le théâtre; le reste de l'enceinte devait être livré moyennant dix sous aux spectateurs qui ne voudraient pas être confondus avec la vile multitude. En effet, le gros du public, qui aime là comme ailleurs les spectacles gratis, se place d'habitude sous les gradins. Abrités derrière les poutres massives de l'enceinte, les paysans font mille agaceries et mille grimaces au taureau, qui les salue quelquefois d'un coup de corne en passant. Pour les amateurs les plus difficiles, l'arène de Sainte-Quitterie était irréprochable et faisait honneur au commissaire principal. Seulement le public ne pouvait s'expliquer ce qui avait déterminé Angoulin à faire une si grosse dépense, dont le résultat devait être de faire briller Frix aux yeux de la *Cicoulane*. Depuis quinze jours, la rivalité de Frix et d'Angoulin faisait le sujet de toutes les conversations, non-seulement dans la commune, mais dans tout le canton, car Frix et Angoulin étaient deux personnages fameux en leur genre : Frix comme écarteur était la gloire du Bas-Armagnac, et Angoulin avait une notoriété d'usurier qui dépassait les bornes du département.

Cette rivalité était devenue de jour en jour plus sérieuse. Frix, qui aimait la *Cicoulane*, avait définitivement refusé les propositions de Moucadour. Il avait parlé à Jean Cassagne des soupçons du teneur de corde. Jean Cassagne les avait trouvés raisonnables; mais c'était un homme positif. Si les recherches avaient été vaines après la mort de la mère de Margaride, comment espérer que vingt ans plus tard elles aboutiraient à un résultat? Cinq mille francs comptés par Angoulin valaient mieux que l'espérance d'une fortune problématique.

L'écarteur offrait de se mettre en campagne pour trouver à son tour les traces découvertes par Angoulin; il promettait de mettre en mouvement tous les grands messieurs qui s'intéressaient à lui. Margaride l'aidait auprès de son oncle en déclarant qu'aucune puissance au monde ne pouvait la contraindre à épouser Angoulin, qu'elle préférerait se jeter dans le Midour. Jean Cassagne répondait que le Midour était une rivière inoffensive où il était bien difficile de se noyer, et que quant à la piste de l'héritage, si Frix était habile à trouver celle du gibier, Angoulin était plus habile à trouver celle de l'argent. En attendant, il prit une position diplomatique, fit bonne mine au vieil usurier et ferma les yeux sur les nombreux rendez-vous que Margaride donnait à Frix, et ce au grand déplaisir de Marioutete, qui déclarait partout que Margaride n'épouserait ni Frix ni Angoulin.

Celui-ci, au milieu des rumeurs qui l'entouraient, conservait un flegme imperturbable; au fond du cœur, il nourrissait une haine dangereuse contre l'écarteur, qui, par son intervention, avait rendu difficile une entreprise grâce à laquelle Angoulin comptait doubler sa fortune. Moucadour ne s'était pas trompé : Angoulin, qui avait toujours l'esprit tourné vers le gain, et qui conservait dans sa mémoire les moindres circonstances qui pouvaient être pour lui la source d'un bénéfice, s'était rappelé la lettre d'introduction apportée par la mère de Margaride. Si cette lettre disait vrai, la *Cicoulane* appartenait à une famille riche. S'il pouvait s'en assurer et épouser cette enfant abandonnée, il se procurait ainsi une belle dot et une femme docile. Il se mit à interroger avec soin tous les charpentiers qui, dans leurs tours de France, avaient pu connaître Pierre et donner quelques renseignemens sur son mariage. Il y avait plus de dix ans qu'il savait que Pierre s'était marié en Alsace avec la fille d'un riche entrepreneur. C'était déjà un grand point: l'Alsace est grande, mais moins grande que l'Allemagne. D'ailleurs les recherches devaient être plus faciles en France qu'en pays étranger. Il savait le nom du grand-père de Margaride; aussi, quand une colonie d'Alsaciens vint s'établir dans les Landes, il alla rôder autour d'eux, et demander des renseignemens sur un entrepreneur nommé Dietz. Il eut le bonheur de rencontrer un charpentier qui put lui donner des détails à peu près complets. Bernard Dietz était mort depuis trois ans, laissant à son fils unique une fortune de six cent mille francs. Il avait eu une fille qui avait fait un mariage d'inclination avec un ouvrier étranger. Elle avait suivi son mari, obligé de se sauver aux États-Unis, et on n'avait plus entendu parler d'eux. On croyait qu'ils étaient morts dans un naufrage. Le fils Dietz demeurait à Paris; mais le père était mort à Wasselonne, pe-

tite ville du département du Bas-Rhin, située à quelques lieues de Strasbourg.

Angoulin se décida alors à partir pour Wasselonne, et arrivé dans cette ville, fidèle à ses habitudes tortueuses, il se garda d'aller droit à son but. Il feignit de vouloir acheter une propriété, et se mit en rapport avec les notaires de la localité. Bientôt il parvint à se convaincre que tout ce qu'on lui avait dit était vrai. Il apprit que c'était à Wasselonne même que Pierre Cassagne avait épousé Marguerite Dietz. Il essaya de se procurer les actes constatant l'état civil de l'orpheline de Sainte-Quitterie; mais ses démarches avaient fini par inspirer la défiance, et, sans prévenir personne, il quitta un beau matin Wasselonne et retourna en Armagnac, se proposant d'obtenir ces actes lorsqu'il serait marié avec Margaride. Il ne prévoyait aucune difficulté de la part de l'orpheline, qu'il considérait comme une idiote, ni de la part de Jean Cassagne, qui ne pouvait manquer d'être ébloui par la fortune de son futur neveu. Il crut être fin en ne demandant pas d'abord la main de Margaride, et en donnant à Marioutete l'espérance d'un si riche mariage. La légèreté de celle-ci ne pouvait manquer de lui fournir un sujet de rupture, et alors on eût été moins étonné de le voir s'adresser à sa cousine.

L'amour de Frix était venu porter le désordre dans cette combinaison. Angoulin crut d'abord à un simple caprice, obstacle facile à lever avec de l'argent; mais bientôt, avec son expérience de vieux joueur, il comprit que son jeu était deviné. Il ne voulut pas néanmoins abandonner la partie. Ce Machiavel rustique n'était pas mû par le point d'honneur, mais par l'ardeur du gain et par l'invincible besoin de rentrer dans ses déboursés. Son plan fut immédiatement arrêté : il résolut de se débarrasser de Frix, d'éblouir Jean Cassagne par un présent considérable, et de le forcer d'agir vigoureusement sur la pauvre Margaride, abandonnée à elle-même; mais comment se débarrasser de Frix? Angoulin alla trouver Moucadour, qu'il savait rusé et peu scrupuleux. Moucadour, voyant ses offres dédaignées par Frix, entra franchement dans le parti d'Angoulin, après avoir eu la précaution de se faire donner des arrhes considérables.

Le jour de la fête était arrivé. Le temps était magnifique. La petite église couverte de lierre, située au sommet d'une colline, faisait depuis le matin entendre les joyeuses volées de sa cloche, qui semblait bénir la vallée. Les *carrerots* (chemins creux), étroits, ravinés, profonds de deux ou trois mètres, dominés par l'épaisse verdure des chênes noirs et des châtaigniers, étaient remplis de piétons et de cavaliers. Les merles et les grives, attablés dans les vignes, fuyaient effrayés devant le rire éclatant des filles poursuivies par leurs ga-

lans. De nombreuses cavalcades arrivaient des quatre points cardinaux sur le plateau de Sainte-Quitterie. Moucadour n'avait pu loger toute cette cavalerie. On voyait attachés en plein air à des piquets des chevaux de toutes les races et de toutes les robes : le petit poney des Landes, ce diminutif du cheval arabe; le cheval de la plaine de Tarbes, aux formes grêles et allongées; le breton, trapu et paisible; le normand à la physionomie busquée, tous habitués à de pareilles stations, et supportant paisiblement les morsures des mouches et les rayons ardens du soleil. A onze heures, le village était désert; tout le monde était à la messe, qui se célébrait avec une pompe inaccoutumée. Moucadour, qui était chantre, se trouvait éclipsé ce jour-là par la musique allemande, qui avait été appelée par les commissaires de la course. Cette musique se composait d'une clarinette, de deux trombones et d'un cornet à piston. Le pharmacien d'une ville voisine, amateur effréné de musique, accompagnait les Allemands avec la grosse caisse, instrument qu'il se flattait de posséder aussi bien que personne en France. Il est inutile de dire que c'était sur cet instrument que se concentrait toute l'admiration du public.

La cérémonie manquait un peu de recueillement. Beaucoup de jeunes filles laissaient flotter leur chapelet, se poussaient du coude, chuchotaient et faisaient entendre des rires étouffés. La musique n'était pas l'unique cause de ces distractions : il y avait dans l'église (chose qui ne s'était jamais vue à Sainte-Quitterie) trois dames en chapeau, de vraies dames, qui étaient arrivées le matin même dans leur équipage. Hâtons-nous de dire que cet équipage consistait en un char couvert de toile blanche, et traîné par de beaux *hagets* aux cornes gigantesques. Le lion de la fête était sans contredit Angoulin, qui se tenait au banc d'œuvre. Il avait revêtu sa fameuse *chenille;* il se tenait droit, impassible, sérieux, ne faisant pas attention que tous les regards allaient de lui à la *Cicoulane,* et de la *Cicoulane* à Frix.

Ce jour-là, Margaride semblait avoir oublié tous ses ennuis, et s'était parée de son mieux pour faire honneur à son galant. Ses cheveux, divisés en deux épais bandeaux, étaient presque entièrement découverts, et elle portait seulement sur le derrière de la tête un petit mouchoir en soie blanche, rayé de carreaux bleu clair et bordé d'une frange blanche; elle exposait à l'envie de ses compagnes une paire de boucles d'oreille en turquoise et une robe en mérinos bleu. A côté d'elle, Marioutete, la tête chargée d'une bélitche de dentelle nouée sous le menton par un ruban d'un ponceau étincelant, égrenait son chapelet avec rage, et montrait Margaride à ses amies par des gestes d'épaules furieux. Frix était dans un coin de l'église, sérieux et recueilli. Après la messe, chaque habitant

de Sainte-Quitterie se dirigea vers sa maison, traînant après lui une armée d'étrangers qui, bon gré, mal gré, devaient subir tous les excès de l'hospitalité gasconne. Jean Cassagne conduisait pour sa part une vingtaine de convives, parmi lesquels se trouvait Angoulin, ce qui n'empêcha pas Frix d'accompagner Margaride et de causer avec elle, après quoi il alla chez Moucadour prendre sa part du festin préparé aux écarteurs.

Il faudrait avoir la plume de Rabelais pour décrire le menu des festins épiques qui se donnèrent ce jour-là dans Sainte-Quitterie; mais pour les appétits qui y faisaient honneur, il ne se trouva rien de trop. Chapons, moutons, dindons roulés dans le sucre, tous eurent le même sort. Ils furent engloutis dans des flots de vin blanc, et quand les convives revinrent au village pour assister au second acte de la fête, ils avaient le verbe haut, la face enluminée; cependant ils étaient fermes sur leurs jambes, incapables de se laisser vaincre par le vin qu'ils faisaient eux-mêmes. Les vêpres furent promptement dépêchées, car le curé se sentait impuissant à contenir ses paroissiens, qui entendaient les mugissemens des taureaux enfermés dans les loges.

Après les vêpres, la procession de la course commença. En tête marchaient une douzaine de jeunes gens brandissant de longs bâtons armés d'aiguillons destinés à exciter la colère des taureaux trop débonnaires. Quelques-uns portaient de courtes baguettes entourées de papiers frisés et terminées par une pointe barbelée. Venaient ensuite les écarteurs, au nombre de dix, presque tous vêtus de coutil blanc et chaussés de souliers de même étoffe. La musique les suivait, et précédait le maire ceint de son écharpe, accompagné des commissaires de la course. Derrière ces personnages officiels sautait, criait, chantait toute la jeunesse de la fête, mise hors d'elle-même par les accords bruyans de la musique. Le cortége entra dans l'arène, dont il fit gravement le tour. La musique et le maire montèrent sur l'estrade d'honneur. Les écarteurs, le teneur de corde et tous les amateurs qui voulaient avoir l'air de ne pas craindre les taureaux restèrent dans l'arène. Les *théâtres* se remplirent de monde, et la course commença.

Il y avait huit taureaux. Un homme ouvrit la loge du premier taureau, en ayant soin de se servir de la porte comme d'un bouclier au moment où l'animal sortait. Celui-là était couleur de blaireau. Il avait la tête large, le cou gros et saillant, le fanon tombant. Moucadour tenait une corde dont une extrémité était passée autour de la tête de l'animal. Cette corde, ornée de rubans rouges, formait une sorte de couronne.

A peine le taureau fut-il en liberté, qu'on le vit gratter la terre et la fouiller avec son pied; il remua la tête de côté et d'autre,

et se mit à regarder autour de lui d'une façon peu rassurante. Il n'inspira qu'une médiocre confiance aux amateurs de l'arène, si bien que beaucoup d'entre eux escaladèrent les barrières et allèrent se réfugier au milieu des spectateurs. Cependant les écarteurs se placèrent à quinze pas de l'animal, les pieds joints, et poussant une sorte de sifflement qui a le don d'exciter la colère du taureau. Celui-ci les regarda les uns après les autres, et, faisant son choix, partit comme une balle sur un jeune homme de Gavarret. Cet écarteur avait la réputation de franchir le taureau avec une remarquable agilité. En effet, lorsque le taureau arrive sur l'écarteur, celui-ci n'a que deux façons de l'éviter : faire un demi-tour lorsque le taureau va donner son coup de corne, ou profiter de l'instant où l'animal a la tête baissée et sauter en l'air les jambes écartées. Le taureau, obéissant à la force d'impulsion, passe entre les jambes de l'écarteur, qui retombe derrière lui. C'est ce qu'on appelle franchir le taureau. Mais soit que l'écarteur de Gavarret n'eût pas bien pris ses mesures, soit qu'il eût affaire à un animal expert à déjouer cette manœuvre, il fut pris en l'air par les cornes du taureau, qui d'un vigoureux coup de tête l'envoya rouler à dix pas de là sur l'arène. Il se releva souriant, mais ses habits déchirés étaient couverts de sang. Il avait dans la cuisse un coup de corne terrible. On fut obligé de le porter hors de l'arène. Des applaudissemens frénétiques saluèrent l'adresse du taureau, et les fanfares proclamèrent sa victoire. On le ramena ensuite dans sa loge, et on fit sortir les autres successivement. Ils furent tous assez brillans, mais les gens experts en ce genre de *sport* déclarèrent unanimement que les trois taureaux d'Angoulin étaient des animaux hors ligne. Les écarteurs, qui étaient en mesure de les apprécier, les trouvaient même un peu trop dangereux. Ils les appelaient bien à eux, mais ils ne les attendaient pas franchement. Au lieu de rester de pied ferme jusqu'à ce que, suivant une énergique expression du métier, « le taureau leur soufflât sur le ventre, » ils faisaient leur écart à trois ou quatre pieds du taureau, et surtout se gardaient bien de le franchir. Il y en eut quelques-uns néanmoins qui furent pris malgré leur prudence, et en somme il y eut à la fin de la journée une quantité de culottes déchirées et de côtes fracturées suffisantes pour illustrer la course de Sainte-Quitterie.

La prudence des compétiteurs de Frix fit briller son courage. Il avait à défendre l'honneur de son clocher. La présence de Margaride et même celle d'Angoulin surexcitaient sa témérité. Il franchit tous les taureaux qui se présentèrent, et il les attendit de si près, que la corne de l'animal effleurait ses vêtemens sans toutefois qu'il pût jamais être atteint. Les habitans de Sainte-Quitterie éclataient en bruyans applaudissemens. A chaque passe heureuse de leur com-

patriote, ils le félicitaient et l'encourageaient en le portant aux nues et en raillant les autres. C'était du délire; mais Frix était calme et impassible. De temps en temps il se tournait vers Margaride, qui était aussi blanche que le mouchoir qu'elle tenait sur ses lèvres. Il la regardait en souriant, non par orgueil, mais pour la rassurer. Elle ne le quittait pas des yeux et avait peine à étouffer un cri d'effroi, lorsqu'elle voyait le taureau s'élancer sur lui. Marioutete, assise à côté d'elle, s'apercevant de son émotion, ne cessait de crier : — Il va être pris, il va être pris. Je ne donnerais pas un chiffon de sa vie.

Il y avait une autre personne qui sur le théâtre paraissait autant que Marguerite et Marioutete prendre intérêt à la course. C'était Angoulin, qui jetait de temps en temps sur Moucadour des regards qui eussent pu paraître étranges, mais que personne ne songeait à intercepter.

A côté des écarteurs sérieux dans les courses, il y a presque toujours un bouffon chargé d'amuser la galerie. Le clown de cette course était un nommé Petit-Pierre. Grêle, chétif, de taille exiguë, le plus souvent coiffé d'un chapeau mou et déformé, vêtu d'une blouse multicolore, il s'amusait à faire la roue pendant que le taureau parcourait l'arène, ou bien, déguisé en femme, il accompagnait l'animal terrible au moment où on le ramenait à la loge, et lui faisait force révérences. Cet homme, qui aimait Frix parce que celui-ci s'était toujours montré bon camarade, s'approcha de lui pendant la course. — Mon garçon, lui dit-il, tu joues un jeu de dupe. Moucadour est un coquin qui veut te faire casser les reins. Quand tu écartes, il tient la corde lâche, et laisse le taureau presque en liberté.

— Bah! répondit Frix, je m'en soucie peu. Les autres lui auront donné la pièce pour me faire prendre.

— Il y a quelque chose de plus là-dessous, dit Petit-Pierre; le bétail est bien mauvais, prends garde à toi.

— Merci, répondit Frix. Je n'ai pas peur des taureaux. Ce sera un compte à régler plus tard avec maître Moucadour.

L'étoile du soir brillait depuis longtemps au ciel, les prairies de la vallée commençaient à se couvrir d'un brouillard argenté, les Pyrénées disparaissaient dans la brume du soir, lorsque finit la première journée de la course, car toute course est une pièce en deux actes, et le second, conformément aux règles d'Aristote, est plus intéressant que le premier, surtout pour les écarteurs, car il renferme le dénoûment, c'est-à-dire la distribution des prix. Les musiciens, qui pendant cinq heures n'avaient cessé de jouer le même air (les premières mesures de la marche des *Puritains*), descendirent de leur estrade et reprirent, accompagnés des écarteurs, le chemin du cabaret de Moucadour. Frix, resté en arrière, trouva le moyen de

dire un mot à Marguerite, qui était parvenue à se débarrasser de Marioutete. Deux ou trois vielleurs s'installèrent sur l'arène et dispensèrent le *son* à de nombreux groupes de danseurs, qui voulaient compléter les fatigues et les plaisirs de la journée.

Quand Frix entra dans l'auberge, elle était pleine de buveurs qui discutaient les incidens de la fête. Angoulin, Moucadour et Jean Cassagne étaient au milieu des groupes. On parlait du mérite des divers écarteurs. Les gens de Sainte-Quitterie élevaient Frix aux nues. Lui seul, disaient-ils, avait attendu les taureaux; les autres avaient escamoté les écarts. Moucadour défendait les écarteurs étrangers, et soutenait que Frix n'avait rien fait qui dût le mettre au-dessus des autres. Cette opinion souleva des récriminations violentes. La majorité des buveurs était disposée en faveur de Frix. Les railleries et les injures commençaient à pleuvoir sur Moucadour, qui semblait prendre un malin plaisir à déprécier l'écarteur favori de la multitude.

— Attendez à demain, dit-il, vous verrez qu'il n'en fera pas plus que les autres.

— C'est ce que nous verrons en effet, dit Frix en se montrant.

— Ah! tu étais là? dit Moucadour.

— Oui, à ton service. Tu dis que je n'ai pas fait mon devoir?

— Je ne dis pas cela, répondit Moucadour en riant d'un mauvais rire. Tu as fait tout ce qu'on peut attendre d'un jeune homme, et dans quelques années tu pourras valoir autant que les autres; mais tu n'es pas encore un homme de premier prix, et il faut laisser passer les maîtres.

— Les maîtres! s'écria Frix. Dis-leur de faire ce que je ferai demain. Je mettrai sous mes pieds le béret que voici à dix pas de la loge, j'attendrai le taureau à sa sortie, et mes pieds ne quitteront pas le béret.

En disant ces mots, il jeta son béret sur la table.

Le béret était noir, petit comme le sont en général ceux des Landais. Il avait à peine la dimension d'une assiette.

— Cela s'est fait bien des fois, dit Moucadour en ricanant; il y a des taureaux que j'oserais moi-même attendre dans cette position.

— Tu choisiras le taureau.

— Si tu fais cela, tu auras mérité le prix, dit Cassagne.

— Et il faudra qu'Angoulin le lui donne, crièrent des voix dans la foule.

— Et cela lui fera mal au cœur, ajoutèrent d'autres voix.

— Cela se fera ainsi, dit Frix à haute voix, ou que je sois le dernier des lâches!

— Heu! dit Moucadour froidement, on verra demain ce que vaut ta parole.

La dispute se serait envenimée, mais Jean Cassagne intervint et changea le sujet de la conversation. Frix se vit environné de gens qui lui manifestèrent leur admiration, et Moucadour alla servir les pratiques. Quand l'hôtelier vit que l'attention du public s'était détournée de lui, il fit un signe presque imperceptible à Angoulin, et ils sortirent de l'auberge.

Le lendemain de grand matin, Frix alla attendre Marguerite dans le petit bois attenant à la métairie. La jeune fille était pâle encore des émotions de la veille. — Il me tarde que cette course soit finie, dit-elle; je ne vis pas, j'ai à peine dormi cette nuit, et quand je m'endormais, il me semblait vous voir déchiré par le taureau. Ne vous exposez pas tant aujourd'hui et laissez-leur le premier prix. Un peu plus tôt, un peu plus tard, nous serons mariés; je n'épouserai jamais Angoulin, et mon oncle se lassera. — Elle tremblait en parlant. Frix souriant lui tenait la main. — Petite *Cicoulane*, lui dit-il, tu deviens jolie, les messieurs commencent à te regarder. Tu veux reculer notre mariage; je crois que tu ne m'aimes plus. — Hélas! malgré ses terreurs, elle était enivrée du triomphe de son amant. Elle l'aimait plus qu'elle ne l'avait jamais aimé. Elle dégagea sa main, lui jeta ses deux lèvres sur le front et s'enfuit.

A deux heures, la course recommença; le cortége fit comme la veille le tour de l'arène, et les autorités prirent possession de l'estrade. Les spectateurs étaient nombreux; le défi porté par Frix avait engagé beaucoup d'amateurs à rester à Sainte-Quitterie. Lorsqu'il parut, tous les regards se dirigèrent vers lui; il était bien véritablement le héros du jour; si le public eût osé, il l'eût applaudi. En passant près de Margaride, il la salua du regard et haussa les épaules en signe de mépris pour lui indiquer qu'il n'y avait rien à craindre.

—Eh bien! garçon, dit Moucadour quand il le vit arriver, voici le moment de te montrer. Tu parlais bien hier au soir; mais la nuit porte conseil. Tu aimeras peut-être mieux attendre jusqu'à la fin de la course; cela pourra s'oublier.

Frix le regarda en face. — Choisis la loge, dit-il.

— La première, dit Moucadour.

Frix alla droit à cette loge, mesura dix pas, jeta son béret sur le sable et le mit sous ses pieds.

— Je suis prêt, dit-il.

Il se fit un grand silence sur les théâtres. Margaride se soutenait à peine. La loge s'ouvrit. Au lieu de rester ferme à son poste en voyant l'animal s'élancer sur lui, Frix fit un pas en arrière. En moins d'une seconde, il eut repris sa position; mais son sang-froid l'avait abandonné. Ce qui avait causé son étonnement et celui de tous les spectateurs, c'est qu'au lieu de voir sortir de la loge le

grand taureau blaireau qui s'y trouvait la veille, on vit apparaître un animal bizarre ressemblant à une chèvre et portant, dirigées en avant du front, deux cornes aiguës comme deux pointes de carrelet : c'était *Rosalie*, la vache de la course d'Aire, qui déjà une fois avait failli tuer Frix. A peine l'eut-elle aperçu qu'elle courut sur lui avec la rapidité d'une balle. Il ne quitta pas le béret; mais soit qu'il fût troublé, soit qu'elle connût ses feintes, il ne put éviter le coup de cornes et tomba atteint en pleine poitrine.

Un cri affreux, perçant, celui de Margaride, domina toutes les rumeurs de l'arène.

— Tirez la corde, tirez la corde! cria-t-on de tous côtés à Moucadour; mais celui-ci glissa sur le sable, et tomba par terre en lâchant la corde. Cependant la vache s'acharnait toujours sur le pauvre Frix, qui avait perdu connaissance; elle le pétrissait sous ses pieds, elle lui labourait le corps et la figure avec ses cornes, et en même temps elle poussait de tels mugissemens que la terreur se mit dans l'arène, et que tous les écarteurs se sauvèrent sous les barrières.

Ce premier mouvement de frayeur ne dura pas une minute. Tous coururent à la corde et entraînèrent la vache. On alla alors au secours de Frix. Le maire, le médecin, les commissaires l'entourèrent. La vache l'avait roulé dans le sang; il présentait un aspect horrible. On le transporta au presbytère; mais le prêtre et le médecin n'eurent rien à faire : Frix était mort.

Au moment où on le portait hors de l'arène, on emportait deux autres personnes, Margaride, qui avait perdu connaissance, et Moucadour, qui prétendait avoir attrapé une entorse.

VI.

La mort de Frix mit fin à la fête. Quelques étrangers voulaient que la course continuât, mais les habitans de Sainte-Quitterie s'y opposèrent. Frix était généralement aimé. Toutes les femmes pleuraient; les hommes voulaient mettre le feu à la maison de Moucadour, qui s'était caché. Personne ne l'accusait d'avoir voulu faire tuer Frix, on l'accusait d'avoir voulu le faire *prendre* dans l'intérêt des écarteurs étrangers. Quant à Angoulin, il profita du tumulte et du désordre pour quitter le village en emportant l'argent destiné aux prix de la course.

Jean Cassagne accompagna sa nièce jusque chez lui; il était soucieux. Il comprenait qu'il y avait dans la mort de Frix autre chose qu'un accident. Il connaissait Angoulin et Moucadour; il soupçonnait un crime. Les cinq mille francs le tentaient, car autant que personne il aimait une bonne affaire; mais le sang était de trop.

Il craignait d'être complice d'un assassinat. Il s'en fallut de peu que Margaride le tirât de cette anxiété. Pendant six mois, elle fut entre la vie et la mort, en proie à des accidens nerveux d'une nature extraordinaire et inconnue dans les campagnes. Au grand effroi des habitans de la Grande-Borde, elle tomba plusieurs fois en catalepsie, et grâce à l'ignorance du médecin de Sainte-Quitterie elle faillit être enterrée vive. Marioutete ne fut pas étrangère au prolongement de cette crise. Elle soigna sa cousine avec un soin exemplaire. Pour rester auprès d'elle, elle abandonna toutes ses pratiques. On n'eût pu sans injustice lui reprocher d'avoir jamais donné à la malade de la tisane froide; mais il était rare qu'une ou deux fois par jour elle ne parlât pas de Frix et des horribles détails de sa mort.

Angoulin ne perdait pas son but de vue; il venait souvent à la Grande-Borde. Margaride ignorait la part qu'il avait prise à la mort de Frix, mais une sorte d'instinct augmentait son horreur pour le vieil usurier. Celui-ci pressait Jean Cassagne d'en finir. Il lui reprochait d'être trop tendre pour la jeune fille, prétendant qu'il fallait profiter de son état de faiblesse pour obtenir son consentement.

Angoulin toutefois n'épousa pas la *Cicoulane*.

Quelques mois après les événemens que nous avons racontés, les commères de Sainte-Quitterie, s'étonnant de ne point voir Margaride à la messe, demandèrent à la ménagère de la Grande-Borde ce que sa nièce était devenue. La ménagère leur répondit brusquement que sa nièce était retournée dans son pays. On interrogea Marioutete, qui ne se montra pas plus communicative que sa mère. Peu de personnes portaient intérêt à la pauvre orpheline; mais le mystère qui environnait sa disparition aiguisa la curiosité. Il n'est pas facile de savoir ce qui se passe dans ces maisons isolées perdues dans la campagne. Il était d'autant plus difficile de savoir ce qui se passait chez Jean Cassagne, que, pourvu d'une nombreuse famille, il n'avait ni servante, ni valet. On eût pu interroger Angoulin, mais il était sur ses propres affaires d'une discrétion qui laissait peu de prise. Son air sombre et maussade n'apprenait rien à personne, et le seul symptôme de désappointement qu'il laissa échapper fut un redoublement de rapacité et de dureté envers ses débiteurs.

Cependant en province, même au fond des plus infimes hameaux, la curiosité ne perd jamais ses droits et trouve toujours le moyen de se satisfaire. Au fond d'un bois épais, sous des chênes centenaires, autour des pierres glissantes d'un lavoir, une enquête officieuse fut ouverte sur le fait de la disparition de la *Cicoulane*. Les laveuses jeunes et vieilles apportèrent les renseignemens qu'elles avaient pu recueillir. On alla d'abord aux extrêmes, et on prétendit

que la *Cicoulane* s'était noyée dans le Midour; mais il y avait si longtemps que le Midour manquait d'eau que le fait fut considéré comme invraisemblable. On parla du diable, qui aurait emporté la *Cicoulane* dans une nuit d'orage, et on rappela que c'était par une nuit semblable qu'elle était arrivée à la Grande-Borde. Cette opinion eut des partisans, elle fut néanmoins rejetée par la portion éclairée du club des laveuses. Au milieu des versions les plus contradictoires, nous donnons celle qui nous a paru la plus vraisemblable.

La pauvre Margaride se mourait de langueur. Jean Cassagne l'avait abandonnée à la ménagère et à Marioutete, qui la traitaient durement. On lui reprochait le pain qu'elle mangeait, quoique la pauvre fille ne mangeât guère, et on l'insultait quand elle pleurait. — Il faut que tu n'aies pas de vergogne, disait la vieille, pour oser ainsi pleurer ton amant! De mon temps, une fille se fût brûlé les yeux plutôt que de pleurer un homme autre que son père. — On la traitait de fainéante, et il était vrai que la pauvre fille ne travaillait pas beaucoup. Elle restait des journées entières assise devant le feu, la quenouille au côté, la tête dans les mains, regardant les charbons ardens sans faire attention à ceux qui parlaient auprès d'elle, ou bien on la voyait dans le petit bois, debout sous un arbre, toujours le même, regardant le sentier qui conduisait à Sainte-Quitterie. C'était l'arbre sous lequel Frix lui avait dit adieu le jour de la course, c'était le sentier qu'il avait pris et au bout duquel il avait disparu. La ménagère et Marioutete disaient partout que la *Cicoulane* allait devenir folle; mais cela n'empêchait pas Angoulin de presser Jean Cassagne de lui donner sa nièce en mariage. Personne ne sait ce qui se passa entre Margaride et la ménagère; un jour cependant, au commencement du mois de mars, la ménagère vint prier M. le curé de publier les bans de sa nièce et d'Angoulin. Ce jour-là, la *Cicoulane* disparut de la Grande-Borde. Personne ne l'avait vue partir, car c'était un dimanche et pendant vêpres. Margaride n'avait rien emporté, et avait laissé ses hardes dans la chambre. La cage d'un petit bouvreuil qu'elle élevait était ouverte. Où était-elle allée? Jean Cassagne se montra inquiet et gourmanda durement les femmes de la Grande-Borde. Jusque-là, il n'y avait rien de trop extraordinaire; mais survenait ensuite un épisode qui, dans les récits du lavoir, avait toujours le privilége de surexciter l'attention de celles-là mêmes qui avaient entendu cent fois raconter l'histoire de la *Cicoulane*. Le soir même de la disparition de la *Cicoulane*, deux messieurs arrivèrent à la Grande-Borde. L'un d'eux était du pays et parlait patois : c'était le juge de paix de Villeneuve; l'autre était grand, bien fait, blond comme la *Cicoulane*, et parlait comme les gens du nord. Certaines versions veulent qu'il eût un costume

de général; mais des personnes bien informées persistent à soutenir qu'il était tout simplement habillé en monsieur. Lorsqu'il entra dans la Grande-Borde, le monsieur blond demanda où était sa nièce, car ce n'était rien moins que le frère de l'Allemande enterrée à Sainte-Quitterie. Il avait appris par le maire de son pays, à qui Angoulin avait demandé les papiers nécessaires pour se marier, qu'il avait une nièce, et il voulait la voir. Jean Cassagne fut bien confus. Marioutete et la ménagère eussent voulu rentrer sous terre. Enfin le juge de paix ordonna qu'on cherchât la *Cicoulane*. Les garçons de la Grande-Borde se mirent en quête; mais il n'était pas facile de la trouver, car il faisait nuit. Heureusement on rencontra le frère d'un meunier qui avait vu Marguerite se diriger vers les bois de Caupenne, où on la découvrit, couchée au pied d'un arbre, à moitié morte de froid. Le grand monsieur blond dit qu'il ne voulait plus laisser sa nièce chez Jean Cassagne, et le juge de paix lui donna droit. Jean Cassagne n'osa rien dire. La *Cicoulane* partit avec son oncle pour Villeneuve, et on ne l'a jamais revue dans le pays; seulement, avant de partir, l'oncle de la *Cicoulane* avait dit qu'elle était assez riche pour acheter tout Sainte-Quitterie, si elle le voulait.

Lorsqu'au lavoir on raconte le départ de la *Cicoulane*, il se trouve toujours quelque vieille femme qui secoue la tête. — Une fille qui ne ressemblait à personne du pays, qui arrivait pendant la nuit sans qu'on sût d'où elle venait, qui partait pendant la nuit sans qu'on sût où elle allait, cela n'était pas une chose très naturelle. Personne ne pouvait dire si la *Cicoulane* ne reviendrait pas dans le pays et sous quelle forme elle reviendrait. Frix l'avait aimée, et Frix, le premier écarteur du pays, était mort, tué par une vache qui n'eût pas effrayé un enfant! Angoulin avait failli l'épouser, lui qui de sa vie n'avait jamais songé à une femme! Non, tout cela n'était pas naturel, et les gens de la Grande-Borde ne faisaient peut-être pas dire assez de messes. Généralement la vieille laveuse voyait son opinion partagée par ses compagnes.

Depuis la disparition de la *Cicoulane*, le temps a marché, et les lavoirs ont trouvé d'autres sujets de conversation. Cependant il est encore question d'elle lorsqu'on raconte la mort du pauvre Frix. Selon les uns, elle est mariée à Paris; selon les autres, elle est religieuse dans un couvent de carmélites; quelques-uns prétendent qu'elle est folle. Jean Cassagne suit toujours les marchés. Moucadour n'est pas encore pendu; mais Angoulin est furieux contre lui, parce que, dit-il, il lui a fait dépenser inutilement plus de mille écus.

EUGÈNE DUCOM.

LA POÉSIE

ET

LES POÈTES EN ITALIE

LES *FORMISTES*. — LES COLORISTES. — L'ÉCOLE NOUVELLE.

C'est une opinion générale que l'heure de la décadence littéraire a sonné pour l'Italie. Il ne semble pas qu'après le prodigieux éclat du siècle de Dante et la renaissance non moins merveilleuse du siècle de l'Arioste, cette ingénieuse nation puisse être appelée une troisième fois à servir de modèle au monde. Cependant, si l'on remarque qu'il est dans ses destinées d'avancer par bonds impétueux et par vives saillies, et qu'après être tombée si bas au XVIIe siècle, sa littérature s'est relevée d'une manière aussi sensible qu'imprévue, il faudra bien reconnaître que tout impose une grande réserve à qui entreprend de déterminer l'état présent de la poésie italienne. Ajoutons qu'en cette matière le goût français est jusqu'à un certain point suspect de prévention. Enfans, comme les Italiens, de la race latine, semblables à eux par tant de côtés, toutes nos affinités poétiques nous entraînent vers le Nord. Goethe, Byron, Schiller, voilà les objets de notre enthousiasme poétique durant la première moitié de ce siècle. Quant à Leopardi, le plus grand poète qu'ait eu l'Italie depuis Dante, il n'est guère connu que de quelques esprits délicats qui lui ont rendu justice dans cette *Revue* (1),

(1) Voyez la livraison du 15 septembre 1844.

et Manzoni doit la meilleure part de sa renommée à son roman des *Fiancés*. Si la paresse entre pour beaucoup dans notre indifférence à l'endroit de la poésie italienne, on en peut trouver aussi l'excuse dans l'adoption au-delà des Alpes d'une langue particulière pour les poètes, langue qui use des inversions avec une liberté inouie, et qui, avec une hardiesse non moins surprenante, coupe les mots, les abrége au moyen d'incessantes syncopes, ou les allonge par des syllabes parasites qui les rendent méconnaissables. La lecture des poètes italiens exige, même de ceux qui connaissent le mieux les prosateurs, une étude spéciale soit du sens, soit du rhythme. Il est encore nécessaire d'entendre souvent débiter des vers italiens par une bouche italienne avec cette singulière harmonie dont nos voisins ont seuls le secret. On a dit que les vers français, une fois la mesure rompue, faisaient d'excellente prose : en Italie, on retrouverait toujours les membres épars du poète. Chez nous, la poésie n'est qu'une langue, la plus belle de toutes à coup sûr, et, si l'on veut, celle des dieux; mais enfin elle est toujours un instrument propre à l'expression de la pensée. Pour écrire en vers, même sans en exclure la fantaisie, nous ne nous croyons pas dispensés d'être clairs et intelligibles, ni de donner à nos conceptions ce degré de précision qu'elles doivent avoir, lorsqu'elles cessent d'être exclusivement personnelles, pour entrer, en se produisant au dehors, dans le domaine public. Les Italiens au contraire n'écrivent en vers que pour satisfaire un impérieux besoin de leur nature; ils ne chantent que pour s'écouter eux-mêmes et s'enivrer d'harmonie. La poésie n'est pas à leurs yeux un moyen d'expansion et de communication avec leurs semblables, c'est une nouvelle manière de se replier en soi sans nul souci des autres. S'ils y voient une langue, ce n'est qu'une langue vague, indéterminée comme la musique, à laquelle on ne peut demander, sans lui faire violence, l'expression précise de la pensée, et qui ne rend avec bonheur que les sensations.

Sans doute cette façon de comprendre la poésie n'est pas commune à tous les Italiens. Les vrais poètes savent contenir dans de justes limites le goût des vives images, des mots sonores, des cadences harmonieuses qui est au fond de toute âme méridionale. L'effort qu'ils font pour donner à la pensée la place qu'on ne saurait impunément lui refuser constitue même la meilleure part, et la plus méritoire, de leur talent. Il y a au-delà des Alpes deux écoles poétiques : l'une s'attache à trouver de grandes pensées et à les revêtir des formes les plus pures; elle n'a pas d'expression plus élevée que l'immortel Leopardi. L'autre relègue la pensée au second plan pour mettre au premier le sentiment, la couleur et l'image : Manzoni est

le modèle qu'elle propose, non sans un juste orgueil, aux imitateurs. Malheureusement on n'imite du génie que ce qu'il a de moins élevé. Les pensées sublimes de Leopardi étaient trop personnelles pour qu'il laissât après lui son secret; ceux qui ont prétendu marcher sur ses traces se sont donc attachés à imiter son admirable langue, ou plutôt à en demander comme lui les élémens aux premiers écrivains des grands siècles de la littérature italienne. Tous leurs efforts se sont concentrés sur un travail de patiente mosaïque où les archaïsmes les plus puérils jouent un grand rôle. Aussi qu'est-il arrivé? Les Italiens ont compris ce qu'il y aurait d'inexact à proclamer disciples de Leopardi des poètes qui lui ressemblent si peu; ils leur ont fait l'épigrammatique honneur de les rassembler en une école sous le nom de *formistes*. Quant à ceux qui prennent Manzoni pour modèle, ils ne se sont guère montrés plus fidèles à sa manière. Ils racontent en vers comme ils auraient raconté en prose; toute la différence est dans le rhythme. Tantôt ils s'affranchissent de la rime, tantôt de la division en octaves. On comprend qu'en se faisant des conditions si douces, il soit plus facile d'écrire en vers qu'en prose. En réalité, les prétendus disciples de Manzoni sont encore des *formistes*, car s'ils se montrent peu curieux de la pureté, ils le sont infiniment de la couleur, cette autre face de la forme.

Au fond de ces subdivisions d'école, on a pu déjà reconnaître la vieille querelle des classiques et des romantiques. Comme chez nous, cette querelle date en Italie du temps de la restauration. La réaction qui portait alors les esprits vers les splendeurs jusque-là méconnues du moyen âge, et qui ramenait la couleur dans le style comme dans la peinture, se manifesta pour la première fois dans les œuvres de Manzoni, mais sans scandale et sans excès, grâce au bon sens et au goût exquis de cet habile écrivain. Si Manzoni, chef des romantiques, jouit en Europe d'une renommée sans rivale, Leopardi, chef des classiques, mérite de la partager avec lui, et il est vengé par ses concitoyens de notre injuste indifférence à son égard. On sait quelle base puissante donnait à la poésie ce savant et profond penseur, qui avait puisé la science à toutes les sources, et dont telle ode écrite en grec put passer un moment, aux yeux des plus érudits, pour une œuvre d'Anacréon. Le caractère, l'originalité de son génie, c'est l'alliance si rare de connaissances vastes et positives avec cette admirable fleur d'inspiration qu'il portait en lui. Maladif, affligé d'une difformité physique, ne s'étant séparé, comme notre Jouffroy, qu'avec un effort pénible de la religion catholique, qu'il avait défendue dans l'un de ses premiers écrits, obligé de dévorer le chagrin d'une rupture avec son père, qui ne put jamais lui pardonner l'abandon de sa foi, et de braver les malveillantes moqueries des petites gens

de Recanati, il est le philosophe et le poète de la douleur. Il n'y a chez lui aucune affectation de désespoir. Pour se persuader qu'il raconte ses propres pensées et ses véritables tourmens, il suffit de lire avec attention quelques-uns de ses vers, ou cette prétendue biographie de Philippe Ottonieri, dans laquelle il se peint lui-même, comme Machiavel avait écrit sa propre histoire sous prétexte de raconter celle de Castruccio Castracani. Leopardi doute sincèrement de tout. Pour lui, comme pour Brutus, la vertu est un nom, la vie éternelle un rêve, le progrès de l'humanité une utopie, la société une ligue des fripons contre les honnêtes gens. C'est l'excès des souffrances physiques et morales, quoiqu'il s'en défende, qui borne ainsi l'horizon de ce grand homme, de même que ses profondes études sur l'antiquité lui en ont inspiré l'amour au point de ne pas lui laisser voir par où la société grecque est inférieure à la nôtre. Toutefois, quand on aura fait ses réserves sur le scepticisme navrant qui se trahit dans ses plus hautes pensées, pourra-t-on moins admirer ces vers éloquens et poétiques, où la force, l'exactitude et la profondeur du sens le disputent à la pureté rare, à la nerveuse élégance, à l'énergique concision du style?

Depuis la mort de Leopardi, la prépondérance est revenue à l'école dont Manzoni est le chef. Cette prépondérance lui restera-t-elle? Les divisions mêmes d'écoles ne tendent-elles point à s'effacer? Ne peut-on entrevoir en ce moment, sous une apparente décadence, les indices d'une de ces transformations où s'est tant de fois retrempée la poésie italienne? C'est ce qu'il faut examiner en appréciant les écoles poétiques de la péninsule dans leurs représentans les plus autorisés et dans leurs tentatives les plus récentes. Commençons par les disciples de Leopardi.

I.

Chose singulière, l'école qui prétend se rallier au grand penseur Leopardi attache, on l'a vu, un prix excessif à la forme et se fait facilement illusion sur l'insuffisance du fond. Le principal point de sa doctrine consiste dans la fidélité la plus absolue aux principes littéraires des grands siècles; mais elle a cru trop souvent remplir sa tâche en se contentant d'imiter servilement la forme. C'est à Bologne que s'est cantonnée la petite église du *formisme*, dont le chef est M. Marchetti, ami d'enfance du pape Pie IX et son ministre des affaires étrangères aux jours du danger. Nous avons de M. Marchetti un poème de médiocre étendue intitulé *Chant* (*Cantica*) *sur Dante*, des *canzone*, des odes, des sonnets. Le *Chant sur Dante* a

valu à l'auteur des éloges excessifs de la part des personnes qu vivaient dans son intimité ou que leur patriotisme municipal portait à exalter tout ce qui prend naissance à Bologne; mais on ne saurait assigner à ce poème une place bien élevée. Malgré les mérites du style, le sujet manque souverainement d'unité. Dante figure en qualité de comparse dans l'aventure imaginée par le poète, et il n'y joue qu'un rôle insignifiant. Le *Chant sur Dante* montre l'impuissance de M. Marchetti à composer une œuvre de quelque étendue; aussi doit-on surtout le juger sur ses *canzone*, ses odes et ses sonnets.

On sait que, malgré l'analogie du nom, la *canzona* n'a rien de commun avec la chanson; il faut renoncer à traduire ce mot, tant l'idée qu'il éveille est exclusivement italienne. Inventée, dit-on, en Provence par Giraud de Borneil, le père putatif des troubadours, la *canzona* ou *canzone* n'eut pas de peine à se naturaliser sur cette belle terre d'Italie, dont la Provence n'était en quelque sorte que l'extrême province. Oubliée par les héritiers des troubadours à l'époque où, devenus Français, ils firent un pas vers le génie de leur nouvelle patrie, elle devint en peu de temps, aux mains des poètes italiens, le plus noble des petits poèmes. Depuis Dante et Pétrarque jusqu'à nos jours, elle a également tenté toutes les imaginations fortes ou gracieuses, à la réserve peut-être de quelques écrivains du XVIIIe siècle, auxquels les allures philosophiques de l'épître plaisaient davantage. Or personne, à notre époque, n'a plus contribué que M. Marchetti à remettre la *canzona* en honneur. L'école moderne y peut regretter l'absence de ces fortes couleurs dont parfois elle abuse; mais grâce à la simplicité touchante de la pensée, à la sobriété et à la pureté du style, le poète de Bologne a produit dans ce modeste genre des morceaux achevés. Il sait traiter les sujets les plus douloureux avec une dignité triste et émouvante. Tantôt il célèbre quelques morts illustres, le sculpteur Visconti, le poète Perticari, Pétrarque ou le Tasse; tantôt il s'inspire d'idées générales, la piété, l'espérance, la reconnaissance, dont le développement, quelquefois commun, revêt souvent des formes splendides ou énergiques. Avec leur exagération habituelle, les Italiens de l'école *formiste* ont dit de la *canzona* composée à l'occasion de la mort de Mme Sauli, de Forli, qu'elle était le plus exquis poème lyrique qui ait paru depuis Pétrarque. C'est pousser un peu loin l'éloge pour une pièce où l'imitation du XIVe siècle touche presque au pastiche; mais il faut reconnaître que le sentiment en est délicat. Celle qu'inspire à l'auteur le tombeau de Pétrarque se recommande par une pensée juste. M. Marchetti accuse l'amant de Laure d'être la cause involontaire et innocente de ce goût pour la poésie exclusivement amoureuse et efféminée qui a valu à l'Italie tant d'accusations et qui n'a pas médiocrement

contribué à l'amollir. La faute en est à ces imitateurs sans force et sans génie qui ont dédaigné les œuvres latines où le poète a enfermé tant de viriles pensées. Ne voulant connaître de ses écrits que les chants d'amour, ils ont rivalisé entre eux d'enfantillages, et ce sera donner leur mesure que de signaler un ouvrage d'un certain Louis Gandini, publié en 1580, sur l'importante question de savoir pourquoi Pétrarque avait gardé le silence sur le nez de Laure. Quoique M. Marchetti n'ait pas assez insisté sur le tort des imitateurs, il fait d'excellentes réflexions. Si j'essaie de traduire, ce ne sera pas sans protester à l'avance contre tout jugement hostile à un poète remarquable surtout par ces charmes du style qui ne sauraient complétement passer dans une autre langue. Il faut se souvenir en outre qu'une pensée unique suffit à un poème de si peu d'étendue; la développer en vers harmonieux, c'est la poétique du genre.

« Verte et solitaire colline, délices du poète toscan, dont il fit choix pour l'éternel repos de sa dépouille mortelle, dis, au nom du bonheur que tu as eu de le voir traîner sa vieillesse à pas graves et lents parmi ces ombres suaves, alors que son visage couvert encore de la douceur qu'y répandit l'amour trahissait le sérieux et amer regret de la valeur italienne disparue, dis quelle partie de ce cloître ombragé couvre ce qui reste de notre gloire!

« Le voici, je le reconnais! Humble et respectueux, je me prosterne, ô précieux, illustre et saint tombeau, vers lequel dévotement s'achemine toute âme bien née qui aime à se prosterner et à rêver pensive, toute âme aimante qui n'espère pas trouver ici-bas de plus suaves soupirs. Je vois l'Amour affligé, je le vois qui regarde et montre ce marbre. Près de lui, la Poésie, la vraie, la chaste, l'immortelle fille du ciel, de sa main voile ses yeux en pleurs.

« Et l'Amour lui dit : C'est à moi vraiment, c'est à moi qu'il appartient de revenir ici dans le deuil et les larmes. Vois à quoi m'ont réduit les tristes esprits auxquels la foule applaudit! Lubricité, tel est aujourd'hui le sens de mon nom. Le monde sait pourtant comme celui-ci (Pétrarque) me fit gracieux entre toutes choses et me présenta plein de pudeur aux jeunes âmes en ton aimable compagnie. Dans un si noble cœur, l'amour n'eut que d'honnêtes désirs et de hautes pensées.

« Hélas! répond la Poésie, ce n'est pas sans motifs que je viens soupirer sur ces nobles cendres. Tu sais, Amour, à quel point les âmes les plus dédaigneuses et les plus sauvages se sont éprises de moi, lorsqu'il me revêtit avec tant de grâce d'une douceur céleste que les siècles ont admirée. Maintenant une femme vile, prenant mon nom, entraîne les jeunes esprits par l'attrait de ses flatteuses vanités. Ma belle école est déserte. Dans ma retraite je suis seule et ignorée.

« O cendre sacrée, dis-je à mon tour avec la ferveur d'une âme émue, ô antique demeure d'une haute vertu, avec quelle profonde reconnaissance tout Italien ne devrait-il pas s'incliner devant cette urne qui contient tes restes! Un ardent et magnanime amour pour notre pays fut l'unique guide

de ce divin esprit, qui, avec ses propres lumières et les saints débris de l'immense et lumineuse antiquité, à travers les ombres de la barbarie dissipée, inaugura le jour d'une nouvelle civilisation.

« Il ne t'appartient pas, humble *canzona*, de donner des louanges à un si grand esprit, la gloire et l'honneur de l'Italie. Je baise le sol et me prosterne devant sa tombe. »

Les odes de M. Marchetti sont, comme ses *canzone*, d'une remarquable sobriété de couleurs. A l'imitation des anciens, ce poète n'emploie que les expressions les plus simples pour rendre sa pensée. Des mérites analogues assurèrent le succès de sonnets qui ne sont peut-être pas sans défauts, mais qu'on préfère en Italie à de longs poèmes. S'il paraît puéril en France, n'en déplaise à Boileau, de condamner la pensée à s'enfermer en ces limites rigoureuses de quatorze vers, de tels jeux d'esprit plaisent dans un pays où la flexibilité de la langue et la disposition évidente des lecteurs à se montrer plus exigeans pour la forme que pour le fond donnent au poète des facilités exceptionnelles. Tout était pour M. Marchetti matière à sonnet : une procession, le retour de la *Belle-Poule* ramenant les restes de Napoléon, un prédicateur, une noce, un professeur de médecine, une cantatrice, les principaux événemens de la vie de Pie IX. Parmi les poètes de notre temps, il en est peu qui se soient retournés sur ce lit de Procuste avec plus d'aisance que M. Marchetti. Le poète bolonais excelle dans ce genre de petits poèmes qui exigent la perfection de la forme sans réclamer de grands efforts d'imagination.

Mieux doué peut-être à cet égard et pourtant moins célèbre fut l'infortuné Alexandre Poerio, le frère de ce Charles Poerio aux destinées de qui l'Europe entière s'est intéressée. Ils appartenaient tous les deux à cette noble famille que des souffrances sans fin endurées pour l'amour de l'Italie ont rendue si populaire dans le royaume des Deux-Siciles. En 1815, Alexandre Poerio, âgé de treize ans, partait déjà pour l'exil, d'où il ne revint, avec son père et tous les siens, que pour un instant, en 1820, à l'époque de la révolution napolitaine. La proscription du moins ne lui fut pas inutile : il parcourut l'Europe et acquit ainsi ce merveilleux don des langues que personne, pas même le cardinal Mezzofanti, ne posséda à un plus haut degré. Les plus illustres amitiés ne lui manquèrent pas; à Weimar, il connut Goethe, avec qui il resta depuis en correspondance; à Florence, où les exilés trouvaient asile, il faisait partie de cette réunion célèbre de poètes et de savans où venaient assidûment Giordani, Leopardi, Niccolini, Tommaseo, et de temps à autre M. de Lamartine et Manzoni. Rendu enfin à sa patrie par les révolutions de 1848, il en partit bientôt avec le général Pepe pour

courir à la défense de Venise. Il fut du petit nombre de ceux qui suivirent leur vénérable chef dans les murs de la ville assiégée, au lieu d'obéir aux ordres de la réaction triomphante qui les rappelait à Naples. Blessé à l'attaque de Mestre le 23 octobre 1848, il succomba à Venise le 3 novembre suivant. Savaient-ils, ceux qui pleuraient le patriote, qu'ils perdaient en même temps un poète? Venu après Berchet, après Giusti, après M. Rossetti, pour chanter les malheurs de l'Italie et l'appeler aux armes, privé par l'exil de ces admirateurs naturels que tout poète à son aurore trouve dans sa famille, dans ses amis, dans ses voisins, condamné à une publicité très restreinte par la prohibition rigoureuse dont ses vers furent l'objet dans toute l'étendue de la péninsule, le modeste Poerio ne put conquérir la renommée. Si l'on ajoute que le recueil de ses œuvres poétiques, publié pour la première fois en 1843, ne se compose que d'environ quarante petites pièces, on comprendra qu'à moins d'y voir autant de chefs-d'œuvre, l'Italie ne pouvait assigner à l'auteur une place très élevée parmi les poètes contemporains. Or Poerio se borne quelquefois à versifier l'histoire, comme dans son ode intitulée *il Ferruccio*, où il entreprend bien inutilement de refaire le récit de l'historien Varchi sur cette agonie épique de la liberté toscane; trop familier avec la littérature allemande, il devient obscur toutes les fois qu'il s'embarque dans les questions d'esthétique et de psychologie, dont ses compatriotes goûtent médiocrement les abstractions. S'il se distingue, c'est par cette qualité rare que les Italiens nomment *affetto* et dont le mot sentiment n'est qu'une traduction bien incomplète; il ne manque quelquefois ni de vigueur, ni même de grâce, comme l'attestent ses odes *à Michel-Ange*, *à Canova*, *à Dante*, *à Henri Dandolo*, et surtout son petit poème intitulé *il Risorgimento*, dont un de ses compatriotes disait avec quelque exagération qu'il n'est rien sorti de plus viril d'une plume italienne depuis Alfieri et Foscolo.

M. Térence Mamiani est peut-être redevable au rôle qu'il a joué dans les affaires de son pays d'une partie de sa renommée littéraire. Né dans les états du pape, il a de bonne heure consacré sa vie au culte des institutions libérales, et lorsqu'en 1848 elles obtinrent à Rome un triomphe momentané, il fut appelé l'un des premiers à les appliquer en qualité de ministre des affaires étrangères. Rentré dans la vie privée le jour où le pape, en se retirant à Gaëte, laissait le champ libre à la démocratie, il a retrouvé plus tard l'emploi de son dévouement sur cette généreuse terre du Piémont qui lui ouvrait les portes de son parlement. C'est dans les loisirs de l'exil, à la suite de l'insurrection de 1831, qu'il publia les poésies et les traités philosophiques qui lui ont fait un nom dans les lettres italiennes.

Comme philosophe, si M. Mamiani n'est pas un novateur, quoiqu'il en ait les prétentions, il a su du moins revêtir sa pensée et celle des maîtres d'un langage heureusement poétique. Dans ses vers en revanche, la crainte de passer pour un de ceux qui alignent des mots sonores et vides de sens l'a conduit à faire un emploi peut-être trop fréquent des formules philosophiques. Ses *hymnes*, où il raconte en vers la vie de plusieurs saints, ressemblent quelque peu à des exercices de rhétorique. On se demande avec étonnement pourquoi M. Mamiani a cru devoir célébrer les louanges de sainte Gertrude, de l'ange Raphaël, qui rendit la vue au vieux Tobie avec du fiel de poisson, ou de sainte Sophie martyre, à propos d'un mariage et en guise d'épithalame. Les idylles laissent au lecteur une impression plus favorable, soit parce que les sujets en conviennent mieux à l'esprit moderne, soit parce qu'ils sont traités avec plus de grâce et de naturel. Cependant il faut encore faire quelques réserves, par exemple sur cette épigraphe ambitieuse :

..... Vestigia græca
Ausus deserere,

bientôt démentie par l'auteur lui-même, qui avoue, malgré ses prétentions novatrices, avoir imité les anciens, ensuite sur cette défiance persistante à l'égard des étrangers : « Ils ne me comprendront pas, dit M. Mamiani, car je ne parle ni de bûchers, ni de poison, ni de poignards, ni de sorcières, » comme si tout cet appareil était quelque part le matériel obligé de l'idylle. M. Mamiani a prétendu la rajeunir en peignant les mœurs modernes, et respecter la forme en changeant le fond. Ainsi André Chénier

Sur des pensers nouveaux *faisait* des vers antiques.

Il y a des genres littéraires qui sont en si parfaite harmonie avec le génie d'une époque, que le plus sûr moyen d'y réussir, si l'on veut absolument les remettre en honneur, c'est d'imiter sans fausse honte les maîtres qui en sont les plus parfaits modèles.

S'il est permis de regretter que la lyre de M. Mamiani n'ait guère qu'une seule corde, on ne pourra du moins refuser au poète le rare mérite de la langue la plus belle et la plus pure, de la plus heureuse expression poétique, relevée dans les idylles par une invention suffisante et souvent très gracieuse. Une des plus agréables de ces idylles est intitulée *la Villetta*. Un sylphe prenait ses ébats dans la campagne. Il aperçoit l'ange Ituriel, s'empresse de le rejoindre, et l'invite à se reposer auprès de lui. Les deux esprits, qui représentent la religion du passé et celle du présent, entrent en conversation amicale.

« Le Sylphe. — Veux-tu, mon seigneur, prendre quelque repos sous ces ombrages? Assieds-toi sur cette tendre mousse que je viens d'arracher brin par brin et de mêler à la molle verbasque. Assieds-toi, mon seigneur, assieds-toi, et laisse-moi voler ici près aux endroits où, riante et modeste, la douce népenthe ouvre dans l'herbe ses belles fleurs. Dans la fraîche rosée, je reviendrai laver tes pieds sacrés.

« L'Ange. — Je ne demande pas de toi, aimable Oriel, de telles preuves d'amour. Si tu m'aimes du fond de ton cœur, ce que j'y lis confusément, si tu désires répondre à mes plus intimes sentimens et jouir de l'harmonie qui unit les âmes, abandonne, Oriel, les erreurs de l'enfance, oublie les vains plaisirs, et, guidé par mon regard, efforce-toi de revenir à Dieu.

« Le Sylphe. — O mon céleste ami, si mon âme se plaît ici-bas, si je voltige, si je folâtre, ce n'est pas sans d'honnêtes motifs. Tandis qu'à l'aventure j'erre sous ces ombrages, et que je cherche l'aimable repos dans cette maison, là-bas, y entrant tantôt enveloppé d'un beau rayon de lune, tantôt sous les ailes d'un timide papillon, au milieu des violettes cueillies, ou d'autre manière encore, je contemple les suaves aspects de la vertu, les chastes plaisirs des âmes innocentes, l'ardeur vive et pudique d'un amour bien placé, car ce spectacle est, je pense, digne du ciel, et j'y trouve de nobles enseignemens. De ce seuil, ô seigneur, n'approche point un infortuné, qu'il ne s'en retourne à moitié consolé. Là se trouvent une mère chargée d'ans et son fils, homme de bien; au milieu d'eux, l'épouse aimée, tenant un enfant sur son sein, surveillant l'autre au berceau et reportant sur tous ceux qui l'entourent ses soins vigilans. Elle donne largement au pauvre, à celui-là surtout qui par pudeur ne demande pas. De sa main prévoyante, elle entretient au foyer chéri l'ordre, la propreté, l'abondance, et vers le mari qu'elle aime elle se tourne gracieuse, comme la rose vierge vers le soleil levant. »

L'ange sourit et cherche de l'œil la maison indiquée. Presque aussitôt il en voit sortir une pauvre fille, qui était venue mendier pour sa vieille mère malade. Elle a reçu quelque monnaie, discrètement enveloppée. Une fois hors de vue, elle déplie, elle regarde: c'est de l'or, de l'or en abondance. Elle s'agenouille et se répand en pieuses bénédictions. L'ange bénit ces honnêtes gens dans son cœur, leur souhaite les prospérités terrestres jusqu'à la troisième, jusqu'à la quatrième génération, et, renonçant à ses velléités de conversion, il s'enfuit aux cieux. Les détails sont charmans, et cette protestation en faveur de la dignité humaine contre l'excès de détachement prêché par le christianisme mérite qu'on y applaudisse.

L'idylle intitulée *Rispetti* (chanson d'amour) *di un Trasteverino* appartient au genre populaire et se fait remarquer en même temps par un tour original et un rhythme harmonieux. M. Mamiani y reproduit avec une vérité qui n'exclut pas la poésie l'une de ces romances que le paysan romain chante sous la fenêtre de sa maîtresse, et où les fleurs jouent un si grand rôle. Le lecteur jugera peut-être qu'il y en a trop, mais il ne doit pas oublier que dans les chants appe-

lés à Rome *stornelli* (diminutif de *ritournelle*) la place même que doivent occuper ces répétitions singulières est fixée par la poétique du genre.

« A tes vitres se présente la lune, ô Crezia, pour admirer ton beau visage. Ah! si j'avais le bonheur d'être un de ses rayons, c'est dans cette chambre que je découvrirais le paradis. Puissé-je me changer en l'un de ces petits plants de narcisse que tu tiens sur ta fenêtre, et que tu caresses de ce doux sourire (*risolino*) qui les parfume!

« Fleur de laitue, tu es si belle que tout l'or du monde ne te paierait pas. Je le dis, je le jure, fleur de pimprenelle, tu ressembles à une madone de San-Luca. A la *surlana* (danse populaire), tu bondis si légère, qu'on dirait d'un chevreau, fleur de roquette! Je le dis, je le jure, fleur d'aubergine, tu es le soleil de la montagne.

« Fleur de froment, le jour que, du mont Testaccio, je te vis, ô ma belle, descendre à pas lents, et de ta main gauche élever le tambour de basque, les tresses pleines de grosses épingles d'argent, soudain, devenu froid comme glace et te regardant avec stupeur : Non, me suis-je écrié, non, dans Saint-Pierre je n'ai vu sculpté ni peint si beau visage.

« Fleur de jachère, mille muguets t'entourent et guettent leur proie ; le rocher n'a pas tant de jeunes merles, ni la villa Borghèse tant de citronniers. Mais ce qui me fait dormir mal la nuit, c'est une certaine tige qui court les églises. Fleur de foirole et fleur de ciste, je la ferai sauter en bas du *Ponte Sisto*.

« Mais, Crezia, je suis pour toi le chien qui aboie, car, cruelle, tu ne m'écoutes pa , tu fais la sourde oreille. Déjà je suis plus enroué qu'un geai ; déjà une corde est cassée à ma mandoline. Fleur de ceci et fleur de cela, je te nomme par centaines toutes les herbes que je me souviens d'avoir vues fleurir dans les prés ; mais tu n'entends pas ou ne veux pas entendre.

« Tu me fais grand tort, douce petite bouche, de mépriser mon amour, parce que je n'ai pas toujours un sequin à dépenser, parce mon métier est d'être rôtisseur. Tu ne remarques pas assez qu'un comte palatin, un milord anglais, un monsignore ne peuvent prendre avec moi le haut du pavé ; car mon sang, *per Dio,* est sang romain.

« Il est vrai, je suis rôtisseur à Sant' Andrea, mais je n'ai de compte ouvert chez personne ; si je suis pauvre, je suis honnête, et sais, quand il le faut, rester à jeun. Je n'ai point sur le dos les galons de la livrée ; je vis de mes sueurs, et je ne sers personne. Je ne suis ni palefrenier, ni maquignon, ni porte-queue, ni garde-portes.

« Ce n'est pas pour dire, mais les jours de fête, quand j'ai ma jaquette de velours, mon réseau garni de plumes, mes boucles d'argent et mes souliers pointus, Crezia, ce n'est pas pour dire, mais ainsi ajusté je ne crains pas d'être comparé à tous ces galantins. Et quand je passe : C'est lui, disent les filles, c'est lui qui est le coq.

« Trouve-moi quelqu'un qui vaille mieux que moi pour arrêter à la tête les chevaux barbes sur le *Corso,* pour renvoyer le ballon d'une main aussi sûre, pour faire rouler l'ours à terre quand il s'avance dressé sur ses pattes

de derrière, et cela d'un seul coup, sans le secours de personne! As-tu jamais vu pied si agile pour danser toute la nuit le *saltarello?*

« En force et en courage, à nul chrétien je ne le cède; malheur à qui me touche! Ils en savent quelque chose, messieurs les habits (*païni*)! Mieux eût valu pour eux ne pas ouvrir la bouche. Le mont Testaccio le sait aussi, que j'ai du cœur! Et j'en donnai une fameuse preuve le jour que je tins tête à sept gendarmes et que j'en jetai quatre entre la porte et le mur.

« Je ne suis pas l'exemple de ces damoiseaux qui passent tout leur temps à se faire beaux; mais, dis-moi, Crezia, et ne va pas mentir pour redoubler contre mon cœur tes coups d'épingle et de marteau, dis-moi, bouche d'amour, où entends-tu mieux chanter les *stornelli,* faire plus longs les trilles, et plus sonores, quand tu m'inspires, ô doux trésor!

« Tu ne sais donc pas qu'à l'auberge du Pélican j'ai lutté d'improvisation avec Beppo! Les vers pleuvaient à la file; on aurait dit que je lisais dans un livre imprimé. J'ai chanté Scévola qui brûle sa main au feu, la belle Virginie, Lucrèce et sa grande douleur, et jusqu'aux oies du Capitole.

« Mais de ta fierté déraisonnable chaque jour me fait mieux voir la raison. Si je te parais affreux et haïssable, si je suis pour toi le plus laid museau du quartier, c'est que tu aimes le maussade Renzo. Renzo te plaît, ce grand vilain hypocrite qui dans les sacristies traîne ses sandales, sonne les cloches et vole les bouts de cierge.

« Oui, éternellement il tord le cou; on dirait, à le voir, un figuier par la pluie courbé; il regarde en dessous, à droite et à gauche, et ne fait rien qu'en catimini. Dans les yeux, il a un faux reflet, comme le chrysocale; en toute chose, il ressemble à un chat. Néanmoins tu lui lisses le poil et le caresses, tandis que tu me fuis et me méprises.

« Oh! cette mouche, je veux la chasser de mon nez, dût-il m'en arriver malheur; car, je le sens, le verre est plein jusqu'au bord. Que le diable se réjouisse si je me damne! Après tout, haies, fossés, précipices viendront en aide au pauvre bandit. Mais toi, Crezia, hélas! tu seras cause que ma tête sera mise à prix.

« Que sentira ton cœur, Crezia cruelle, quand tu verras les sbires suivre ma trace, ton fidèle revenir captif et enchaîné, le visage en sang; quand tu entendras le peuple furieux et plein de fiel crier après moi, comme au taureau blessé à la chasse : qu'il meure! qu'il meure! quand tu me verras enfin sous la main du bourreau! »

M. Mamiani et le Trastevérin se soutiennent ici l'un l'autre. Pour trouver la véritable poésie, il faut descendre aujourd'hui dans ces classes populaires où les impressions ont encore toute leur force, toute leur fraîcheur. Malheureusement l'auteur des *Rispetti* revient bientôt à la poésie personnelle ou narrative. Je signalerai dans ce dernier genre une courte nouvelle indûment rangée parmi les idylles. Dans ce charmant poème intitulé *una Madre* et embelli, pour nos oreilles du moins, par la rime, que M. Mamiani délaisse d'ordinaire, mais sans laquelle un Français saisit avec peine l'harmonie du vers

italien, une jeune fille trompée et devenue mère se trouve réduite à la plus extrême indigence. Pour éviter à son enfant les souffrances de la misère, elle le confie à l'hospice, bien résolue à le reprendre plus tard, si la fortune, ou du moins ce que, dans sa modeste ambition, elle appelle la fortune, vient à lui sourire; mais ses efforts sont vains : elle perd l'enfant de vue, et, privée même du pauvre bonheur de savoir ce qu'il est devenu, elle poursuit dans les larmes et le désespoir sa vie de misère. De bonne heure épuisée, elle sent la mort venir et appelle un prêtre; elle lui fait l'humble confession de ses fautes. Celui qui l'écoute n'est autre que ce fils, cause de tant de chagrins; elle le voit, l'embrasse et meurt en paix. Avec cette donnée si simple, M. Mamiani a composé une charmante nouvelle qui ne se distingue pas moins par l'élégance et la correction de la forme que par l'intérêt du récit et la sobriété de la conception. C'est par de telles productions que l'auteur de *la Villetta* mérite une place distinguée dans l'école classique contemporaine, et qu'il se distingue des purs *formistes*, si nombreux dans l'école de Foscolo et de Leopardi.

Nous devons aussi dire un mot d'une femme qui honore l'Italie par son caractère et par son talent. Depuis bien des années, Mme Ferrucci a consacré ses loisirs à la défense de toutes les nobles causes. Mère aussi dévouée que malheureuse, elle a fait beaucoup pour la grande et sainte entreprise de l'éducation des filles, plus négligée encore en Italie que partout ailleurs. Poète, elle s'attache à reproduire la forme pure et précise des maîtres dont elle s'est nourrie, sans renoncer à l'originalité de ses inspirations personnelles. Prend-elle la plume, c'est pour pleurer sur la défaite héroïque et sur l'exil des Polonais. D'autres fois elle célèbre, dans un *Hymne au Soleil*, les splendeurs et les bienfaits de ce rayon du paradis, comme elle l'appelle, qui porte à Dieu toutes les âmes, excepté celles des maudits, ou la mort elle-même, la mort, terreur des humains, mais véritable source de vie, et qu'elle compare, non sans justesse, aux entrailles putréfiées du taureau d'où s'échappent les abeilles. Mme Ferrucci se distingue par le sujet de ses chants et la vigueur de sa pensée non moins que par l'élégance et la pureté de ses vers. Muse élevée autant qu'honnête et consciencieuse, elle s'enferme, avec la modestie qui sied à la femme, à l'ombre du foyer domestique, et l'éloignement où elle se tient des coteries littéraires l'empêche seul d'avoir auprès de ses concitoyens une renommée plus retentissante.

Là ne s'arrêterait pas la liste des poètes ou plutôt des versificateurs italiens qui se rattachent à l'école classique. Toutefois, s'il fallait en juger par le nombre, les disciples de Leopardi ne sauraient lutter avec avantage contre leurs rivaux. On ne s'attache pas, en

poésie, à suivre scrupuleusement la trace des plus parfaits modèles et à parler leur incomparable langue sans s'y être préparé par de fortes études dont peu de personnes ont le courage. Tous les esprits au contraire qui sentent en eux les bouillonnemens de l'imagination vont grossir la phalange, nécessairement plus nombreuse, de ceux qui demandent la renommée à leurs facultés naturelles plutôt qu'aux qualités acquises. On ne devra donc s'étonner ni de la place relativement considérable qu'occupent dans ce tableau les disciples de Manzoni, ni des réserves quelquefois sévères que nous devrons faire sur la portée de leur talent.

II.

L'un des premiers, dans l'ordre des temps, sinon par le génie, c'est le poète national Berchet. Célèbre dès l'apparition de ses premiers chants patriotiques, Berchet a survécu à sa gloire. En 1853, lorsqu'il a cessé de vivre, on s'est récrié, on le croyait mort depuis longtemps. Il y a toujours dans ces retours de l'opinion une part de justice : c'est à la critique de dire ce qu'ils ont de légitime et d'exagéré. A sa naissance, Berchet n'avait reçu de la nature que cette somme de poésie qu'elle ne refuse à personne en Italie; c'est la générosité de son cœur, c'est le sentiment des maux de sa patrie, c'est la haine de l'étranger qui l'inspira. S'il n'écrivait qu'en vue d'un succès immédiat, il ne pouvait prendre une voie plus directe pour l'atteindre. En applaudissant à ses vers patriotiques, on remarquait à peine ou du moins on n'osait dire tout haut que la forme en était prosaïque, négligée, incorrecte, et que la pensée manquait d'élévation. La poésie, quand elle se fait acte, échappe, dans une certaine mesure et pour un temps, à la juridiction du goût. Berchet cependant n'est point indigne d'une sérieuse attention. Prosaïque et incorrect, il ne manque, à ses heures, ni de couleur ni d'énergie; sa simplicité est de bon goût, ses sentimens, quelquefois mélancoliques, sont toujours naturels et généreux. On est ému en le lisant; on aime à sentir et à penser comme lui. L'un de ses meilleurs et de ses plus considérables poèmes est le chant de Parga (*I Profughi di Parga*). Le succès en fut assez grand à son apparition pour tenter plus d'un traducteur français. Aujourd'hui notre sensibilité, blasée par des catastrophes plus lamentables, s'éveillerait à peine au récit des malheurs obscurs d'une bourgade de Thessalie livrée aux Turcs en 1819 par les Anglais, dont elle avait imploré le secours. La mode était alors à la Grèce. Soumis comme les Grecs au joug étranger, les Italiens s'associèrent sans peine à la douleur des Parguinotes :

de là l'émotion dont la trilogie de Berchet est empreinte et l'enthousiasme vraiment national qui l'accueillit.

Malgré l'importance du *chant de Parga* dans l'œuvre de Berchet, ses romances ont peut-être contribué davantage à populariser son nom, parce qu'il y défend directement, et non plus par allusions, la cause nationale. On ne saurait lui reprocher la forme légère dont il a fait choix pour exprimer sa pensée, car il a certainement donné ses titres de noblesse à la romance. Il excelle, c'est là son originalité, à peindre les misères politiques de la vie italienne. Dans la romance intitulée *Giulia*, il décrit la douleur d'une mère qui voit l'un de ses fils obligé de servir sous les drapeaux autrichiens, tandis que l'autre, exilé, mais ramené plus tard dans les plaines lombardes par une nouvelle lutte, sera réduit à combattre un frère qui pense comme lui. *Le Remords* et *Mathilde* nous rappellent un fait douloureux, bien connu de tous ceux qui ont été introduits dans la société italienne, et qui caractérise, mieux que ne le feraient de longs discours, la situation exceptionnelle de ce malheureux pays. Une femme belle et jeune, assise dans un salon, voit le vide se faire autour d'elle. Son fils, gracieux enfant, est à ses côtés : la gentillesse de son âge ne conjure pas l'espèce de proscription dont sa mère et lui semblent frappés. Est-ce donc une femme perdue? Non, c'est l'épouse d'un officier autrichien. « Au théâtre, dit le poète, dans les rues et jusque sous les voûtes de l'église, un peuple qu'on emprisonne et qu'on torture laisse échapper cette parole : — Maudite soit celle qui a enivré l'Allemand de ses caresses! Qu'elle paie cher, l'imprudente! l'oubli fatal où, à l'heure du mariage, elle a laissé les maux de l'Italie! Son fils aura-t-il une patrie, et elle-même, si ses compatriotes secouent le joug, ne sera-t-elle pas condamnée à partir pour l'exil? » La romance de *Mathilde* nous présente la face opposée du même sujet. Ici c'est la jeune fille qui est patriote : elle remarque tout, elle n'oublie rien, et conjure son père de ne pas la fiancer au fils de l'étranger.

« Le front enflammé, les yeux hagards, les joues couvertes d'une anxieuse pâleur,

« Épouvantée par des songes mensongers, Mathilde se lève, s'interroge, se reprend à la vie, et conjure les fantômes qui l'étreignent encore.

« Cessez ces chants, ne l'appelez pas mon fiancé. — Mon père, ne me donne pas à l'étranger!

« Sur le visage de cet être odieux, dans son rude langage, vois son empressement honteux à la servitude, la lâcheté enfin et la vanité folle du guerrier autrichien.

« Rappelle-toi qui il est, rappelle-toi l'Italie et nos douleurs! Ne mêle pas le sang de l'opprimé avec celui de l'oppresseur!

« Entre esclaves et tyrans, point d'autre pacte que la colère! Ces perfides ont forcé à se nourrir de haine jusqu'à l'âme des vierges, créée pour l'amour!

« Et, les cheveux épars, étendue sur son lit, elle fond en larmes, comme ayant perdu toute espérance.

« Serrant sur sa poitrine ses bras tremblans, elle gémit sur un hymen dont personne ne la menace, elle s'effraie de colères que Dieu ne lui envoie pas.

« Infortunée! L'autel, l'anneau ont disparu, mais elle a toujours devant les yeux ce vilain museau.

« Il est vêtu de blanc, il a le myrte au cimier; sur les côtés se déroulent le jaune et le noir, couleurs exécrables pour un cœur italien. »

On voit qu'en fait de patriotisme les femmes, chez Berchet, ne le cèdent point aux hommes. L'excès du malheur national ne permet pas en Italie, même au sexe faible, cette sorte d'indifférence dédaigneuse dont chez nous il se pare comme d'une vertu. Berchet comprenait en effet que, la femme étant chargée d'élever l'homme, si elle le nourrissait dès son enfance dans les sentimens du plus pur patriotisme, l'Italie ne resterait pas longtemps esclave. Il soutenait cette noble cause avec une ferveur de conviction qui est la véritable source de son éloquence, et faisait remplir aux femmes ou plutôt à la femme, — car il n'y en a qu'une, toujours la même, dans ses poésies, — un personnage qu'elles n'ont pas accoutumé de jouer. Sans exagérer l'importance de ces poésies fugitives, on peut en aimer la facilité négligée, et croire que les sentimens généreux qui y éclatent à chaque vers ont produit sur les compatriotes de l'auteur le même effet que la goutte d'eau sur le rocher qu'elle creuse à la longue. Berchet est le Béranger de l'Italie, comme Goldoni en est le Molière (1). Il a eu, comme le poète français, son heure; il a su conquérir sa place dans la littérature de son temps. Si la postérité oublie ses vers, son nom du moins ne périra pas, tant qu'il y aura des Italiens jaloux de leur indépendance et de leur liberté.

Thomas Grossi, le disciple bien-aimé de Manzoni, ne peut au contraire que gagner à l'apaisement des luttes politiques. Élevé par son oncle, modeste curé de village en Lombardie, exclu des carrières civiles en punition d'une satire dont nous reparlerons, Grossi n'oublia jamais ni les leçons de son enfance ni celles que lui donnait le gouvernement autrichien. Il se tint à l'écart, et s'il fit des vers désormais inoffensifs, ce ne fut que pour occuper ses loisirs forcés et obéir aux fantaisies de son imagination. A la mort de l'empereur

(1) Ajoutons cependant que Giusti peut aussi être comparé à Béranger, et qu'il est infiniment supérieur à Berchet. — Voyez sur Giuseppe Giusti l'étude de Gustave Planche dans la *Revue* du 15 décembre 1850.

François, il acheta une charge de notaire, se maria, et dit adieu pour toujours à la poésie. Les espérances éphémères de 1848 ne le tirèrent même pas de sa léthargie; il ne prit de part aux événemens que pour rédiger, parce qu'il en était requis, l'acte d'union de la Lombardie et du Piémont. Ame faible et incapable de lutter contre le pouvoir et contre la critique, Grossi était pourtant né poète. Si sa pensée manque d'énergie, elle est pleine de grâce, de naturel, de sentiment, et son style atteint à une rare perfection. Peu connu et mal apprécié en France, parce que la traduction est impuissante à reproduire ses plus brillantes qualités, Grossi passe avec raison dans la péninsule pour un maître en l'art d'écrire. Il a d'ailleurs un titre qui suffit à sa gloire, l'introduction en Italie de la nouvelle en vers, ce raccourci d'épopée, tout ce qu'il est possible d'en conserver aujourd'hui.

Le véritable chef-d'œuvre de Grossi, *la Prinéide*, n'appartient qu'à moitié à la littérature italienne, car cette admirable satire est écrite dans le dialecte milanais. Stendhal ne craint pas de la déclarer supérieure à toutes celles que les littératures européennes ont produites depuis un siècle. Voici à quelle occasion Grossi composa ce remarquable poème. Napoléon venait de succomber à Waterloo; les libéraux lombards, oublieux des bienfaits de l'administration française, se tournaient vers la maison d'Autriche, dans le fol espoir d'en obtenir plus de libertés, et lui demandaient un archiduc pour remplacer le prince Eugène. Dans le feu de cette réaction, l'infortuné Prina, ministre des finances du royaume de la Haute-Italie, servit de victime expiatoire. Prina, le plus habile des administrateurs italiens, n'avait d'autre titre à l'impopularité que d'avoir su remplir les caisses du trésor. Il fut impitoyablement massacré par ceux qui auraient dû le défendre, et tel fut le gage donné à l'empereur François. C'est au moment où les folles illusions des patriotes commençaient à se dissiper que Grossi, qui peut-être ne les avait jamais partagées, prit la plume avec un courage dont il n'a donné que cet exemple en sa vie. Il suppose qu'une ombre apparaît en songe à l'un de ces Milanais de la classe inférieure dont on a fait un type populaire de superstition puérile, de naïve malice, de spirituelle lâcheté, la personnification ou plutôt la caricature du caractère lombard, quelque chose comme John Bull en Angleterre ou Jacques Bonhomme en France. *Sur Rocch* (M. Roch), c'est ainsi que le poète l'appelle, raconte lui-même une vision qui lui est apparue. Il décrit avec une vérité effrayante l'ombre de Prina qui s'est offerte à ses yeux :

« Mon doux Seigneur! comme on l'avait accommodé! Une pierre même en aurait eu compassion. Sa bouche était sans dents, ensanglantée, les

lèvres arrachées et pendantes, les narines déchirées, les yeux hors de la tête, le visage écrasé, le col à moitié détaché, les bras cassés, la poitrine couverte de contusions.

« On voyait les cheveux pêle-mêle descendre souillés le long de la figure, couverts de sang, de fange et de crachats; ils s'embarrassaient dans la bouche et s'enroulaient autour de quelque dent décharnée qui y restait.

« J'étais hors de moi, au point que je ne savais pas si je dormais ou si j'étais éveillé; je demeurais là, et j'avais peine à respirer. L'ombre s'essayait à lever les bras, mais sans pouvoir y réussir,

« Car, chaque fois qu'elle voulait les soulever, comme ils étaient cassés tous les deux, lorsqu'elle essayait de les étendre, au beau milieu de l'opération ces bras perdaient l'équilibre, et tandis qu'une partie demeurait raidie, tout le reste retombait.

« Après avoir recommencé plusieurs fois, l'ombre vit qu'elle ne pouvait réussir, et, de fureur secouant la tête, elle rejeta ses cheveux en arrière. Alors, son visage se rassérénant un peu, elle m'adressa la parole en ces termes :

« Qu'est-il advenu des Milanais depuis le 20 avril 1814 jusqu'à ce jour? — A ces mots, un éclair de lumière me traverse l'esprit. Ne serait-ce pas?... Je fixe mes yeux sur ce visage... Jour de Dieu! c'est bien vraiment l'ombre du ministre Prina!

« Ah! excellence, vous pouvez m'en croire... Moi, voyez-vous, je n'y fus pour rien;... même je pris la fuite... — Lui alors : Ce n'est pas cela, dit-il, que je t'ai demandé. Je demande ce qu'a gagné Milan à me tuer comme on ferait un chien.

« — Illustrissime, lui répondis-je, puisse ce mauvais quart d'heure dont vous parlez vous avoir valu le paradis! Quant à nous, nous n'y avons gagné que de donner de l'air à Saint-Fidèle (1). — Comment! dit-il, et l'indépendance donc? — Et moi : Chut! on vous mettrait en prison, excellence! »

Après le drame horrible, la satire amère. Nous sommes maintenant dans le ton du morceau. Sur Rocch expose alors naïvement à Prina l'état fâcheux où se trouve Milan; il lui apprend que « ces *Patatoucch*, — c'est le nom qu'on donne vulgairement aux Autrichiens en Lombardie, — ne pouvant se faire entendre avec leurs *zurück*, se sont mis à parler avec le bâton. Cette langue-là, ils la savent de pratique et sans avoir besoin de grammaire. On meurt de faim à Milan. Cependant le conseil aulique délibère à Vienne pour savoir s'il sera permis de manger; mais comme il n'agit qu'avec flegme et réflexion, il nous met, en attendant, un os à la bouche, pour nous faire prendre patience; il nous prêche la religion, fort bonne chose, en vérité, quand on a le ventre plein. Le mérite roturier, on le dédaigne; pour avoir de la valeur, ce n'est pas du talent qu'il faut, mais d'imbéciles aïeux. »

(1) Grâce à la démolition du palais de Prina, qui était situé auprès de l'église de Saint-Fidèle.

Prina écoutait, et « de contentement se fondait en jus de réglisse. » Sur Rocch continue : « Ces pilules, dit-il, nous les avalons pour l'amour de notre petit François (1), car il est Italien. Sa femme elle-même n'est-elle pas née à l'ombre du Dôme? Nous sommes bons pour lui, et il est bon pour nous; nous sommes incapables de lui faire du mal, et il est incapable de nous faire du bien. Enfin il est si bon que la vérité a failli parvenir jusqu'à lui. — Tous ces bavardages, interrompt Prina, n'aboutissent à rien. Enfin qu'a-t-il fait? — Jusqu'à présent, répond sur Rocch,... vraiment... oui,... jusqu'à présent il n'a pas encore commencé; mais on dit... A la fin des fins, notre petit François est le roi des honnêtes gens. — Le roi des honnêtes gens! réplique aussitôt Prina. Et moi alors, que signifie l'état où je suis? » — Ici de singulières excuses de sur Rocch pour ses compatriotes. Le tout se termine par une injure intraduisible que Prina adresse à l'empereur. Sur Rocch, effrayé, ne lui laisse pas achever le mot compromettant; « mais, ajoute-t-il avec sa naïveté malicieuse, l'écho s'était chargé de faire entendre la syllabe qui manquait. »

Stendhal avait peut-être raison de dire qu'il n'y a rien dans Crabbe ni dans Byron d'aussi énergique que *la Vision de Prina;* il a tort seulement de croire que Grossi était redevable à Dante de ce chef-d'œuvre populaire. Si Grossi avait lu Dante comme tout le monde, il ne s'était pas formé à si forte école. Il puisa cette verve incisive, cette vigueur accidentelle dans le souvenir de faits propres à frapper vivement l'imagination, et dont le temps n'avait pas encore amoindri l'horreur; l'originalité, la puissance de l'expression, vinrent de ce que les mœurs et la langue du Milanais lui permettaient d'employer le mot propre et d'éviter la débilitante périphrase. Malheureusement cette inspiration fut unique en sa vie. L'âme de Grossi n'était pas de celles dont la persécution augmente l'énergie. Héritière de l'épopée, la nouvelle en vers, qu'il aborda dès ce moment, n'en peut observer les grandes divisions et les règles traditionnelles : un court récit ne se prête pas à tant de mise en scène. Il ne reste que le tour poétique, si difficile à trouver en parlant de petites choses. Voilà donc le double écueil : ou l'emploi inopportun des machines épiques dans un sujet modeste, ou les allures prosaïques du roman dans un cadre poétique.

Le poème de *la Fugitive* servit à Grossi de transition : c'est une

(1) Au commencement de son règne, le petit François (François II comme empereur d'Allemagne, François Ier comme empereur d'Autriche) passait pour un homme simple et bon que M. de Metternich menait par le bout du nez. La caricature de ce prince couvrait alors les murs de Milan. On le représentait orné d'un long nez. Le ministre tenait ce nez dans sa main et conduisait ainsi son maître derrière lui.

nouvelle écrite dans le dialecte milanais. Grossi possède admirablement cet idiome; il ne connaît à cet égard d'autre rival que le célèbre Porta. Plus tard il donna une version italienne de son romanesque récit : cette version servit à le propager dans toute la péninsule, elle ne fit pas oublier le texte original. *Ildegonde*, qui suivit de près, mit le sceau à la réputation de l'auteur : il abandonnait enfin le dialecte milanais, et pouvait déjà passer pour un maître : il y avait longtemps qu'on n'écrivait plus en vers dans un style si simple, si facile, si harmonieux. C'est en effet par l'expression toujours juste et sobre, élégante et vraie, qu'*Ildegonde* commande surtout l'attention. *Les Lombards à la première croisade* obtinrent moins de succès. Ce poème, trop vanté à l'avance, — Manzoni lui-même lui avait accordé une mention dans *les Fiancés*, — fut jugé, à son apparition, fort inférieur à ce qu'on attendait. Trompés par le titre et l'étendue de l'ouvrage, les Italiens y voulurent voir un poème épique, et convaincus qu'après le Tasse l'épopée de la première croisade n'était plus à refaire, ils l'accueillirent avec une sévérité excessive. Grossi n'avait voulu écrire qu'un roman historique en vers, ou plus simplement un épisode. Lombard, il voulait faire la part de ses compatriotes dans la première croisade. Son erreur fut de croire que leur rôle, un peu effacé dans ce grand drame, se prêtait à une heureuse alliance de la poésie sans merveilleux et de l'histoire sans altération grave, et qu'on pouvait suivre la même route que le Tasse sans encourir le reproche de plagiat, ou du moins sans provoquer de dangereuses comparaisons. Avec plus d'impartialité, les Italiens lui auraient su gré de ses progrès évidens dans l'art du style; ils auraient tenu compte des descriptions si pittoresques et si variées, des analyses de sentiment si fines et si délicates, du pathétique enfin de certaines situations.

Découragé par les rigueurs de la critique, Grossi s'enferma dans un silence absolu, résigné de très bonne foi à ne plus se croire poète. Si, huit ans plus tard (1834), il donna signe de vie, ce fut par un roman en prose, *Marco Visconti*, dont il a été question ici même, à propos des romanciers italiens (1). Le succès de ce récit lui rendit le courage : en 1837, il revenait aux vers, sa langue favorite, et publiait une dernière nouvelle, *Ulrico e Lida*. Ce poème, le meilleur qui soit sorti de sa plume après *la Prinéide*, passa presque inaperçu. On le regarda comme inférieur à *Ildegonde* et à *la Fugitive*. Nous ne pouvons vraiment partager sur ce point l'opinion du public italien. Il faut écarter tout d'abord *la Fugitive*, qui appartient à la littérature provinciale et au dialecte du Milanais. Reste

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1854.

donc *Ildegonde*, où les incidens sont à la fois moins nombreux, moins variés, moins imprévus, moins attachans. A des aventures de couvent, à des traîtres de mélodrame, à de vulgaires enlèvemens, comment ne pas préférer de vraies et naturelles passions que produit dans *Ulrico e Lida*, par la seule force des choses, une guerre presque civile entre des voisins et pour ainsi dire entre des frères? Mieux inventée, la fable est aussi mieux conduite, les proportions y sont mieux gardées, et les personnages, sinon tracés d'un crayon vigoureux, du moins dessinés avec plus de finesse et d'originalité. Ce qui explique l'accueil fait à cette touchante nouvelle, c'est l'époque même où elle paraissait. Alors déjà commençait pour l'Italie cette agitation politique qui l'absorbait tout entière, et dont elle ne voulait pas être distraite. Or, si le sujet d'*Ulrico e Lida* est emprunté à l'histoire nationale, le poète n'y cherchait aucune leçon patriotique, et si, à son insu, il en ressortait une, c'était l'horreur des discordes, des féroces tueries, de la tyrannie insupportable des communes italiennes au moyen âge. Pouvaient-ils applaudir à cet affreux tableau des républiques, ceux qui souffraient de la monarchie, ou qui du moins lui imputaient tous leurs maux?

Si Grossi a le sentiment de la réalité pour une époque, pour un ensemble de faits, il ne sait pas voir les petits détails dont se composent les grandes choses. Il fait voyager ses personnages sans raison ou plutôt contre la raison, il reproduit à plusieurs reprises dans le même ouvrage les mêmes incidens. Son style dans *Ulrico e Lida* a plus de couleur, de variété et de mouvement que dans ses autres poèmes, mais il manque encore d'élévation. Grossi reste attaché à la terre, où pourtant il se trouve mal à l'aise. On ne saurait dire quelle moralité ressort de ses écrits. Ce n'est pas le triomphe de la vertu : il nous la montre malheureuse, persécutée, succombant à la fin. Ce n'est pas le triomphe du crime : il démasque et punit les criminels. Ce n'est pas l'enseignement religieux : croyant, mais apathique, il laisse la foi faire son chemin d'elle-même. Ce n'est pas enfin l'enseignement politique : la vie de Grossi découragerait à cet égard les plus bienveillantes hypothèses. De là un ensemble d'œuvres où l'unité manque, où n'apparaît aucune intention sérieuse, mais dont quelques-unes vivront par le charme de la forme, et qui indiquent une âme sensible, une délicate nature d'artiste, à défaut d'un esprit vraiment élevé.

Depuis la mort de Grossi, M. Tommaseo et M. Prati soutiennent presque seuls parmi les vivans l'honneur de l'école. Romancier, publiciste, philologue, poète, M. Tommaseo a également réussi dans tous les genres, quoiqu'il n'ait peut-être pris la première place dans aucun, faute de s'y être entièrement consacré. Il a fait des vers

parce qu'en Italie tout le monde en fait, et il les a faits beaux, parce qu'il était trop bien doué pour transporter la prose dans sa poésie, quand il mettait tant de poésie dans sa prose. S'il est dépourvu de vigueur, il possède au suprême degré la souplesse, la grâce, le sentiment, la passion et, pour nous en tenir à des mérites où la langue est plus intéressée, la correction et la pureté. M. Tommaseo est incontestablement le meilleur écrivain qu'ait produit l'école de Manzoni, et il est redevable de cette supériorité à de consciencieuses études. En 1832, il s'était retiré sur la montagne de Pistoia, en Toscane, pour n'avoir plus commerce pendant un temps qu'avec ces admirables paysans qui parlent encore au XIXe siècle la langue du XVe, celle de l'Arioste et du Tasse, de Machiavel et de Davanzati. Là il recueillit de la bouche de ces hommes primitifs les chants populaires qu'ils se transmettaient de père en fils. Sans parler de l'intérêt qui s'attache à la publication dont ces chants furent plus tard l'objet, on comprend tout ce que M. Tommaseo dut gagner personnellement à un pareil labeur. Sa prose et ses vers fussent-ils, par rapport à la pensée, destinés à vieillir, ils resteraient vraisemblablement comme des modèles de l'art d'écrire à notre époque. Qu'importe donc au fond le plus ou moins de valeur de quelques pièces fugitives? Elles ne sont en quelque sorte qu'un délassement pour l'esprit cultivé de l'auteur. Citons, entre autres morceaux d'un rare mérite, quelques strophes de l'ode *sur l'Univers,* empreintes du sentiment le plus vif de la majesté du monde, où rien ne périt, où la vie naît de la mort :

« De quelle planète, de quelle source secrète, par combien de détours jaillit, bondit et se brise le rayon qui, sous une paupière humaine, sourit ou pleure?

« Et la chaleur qui émane de deux âmes unies dans un douloureux et pieux embrassement, combien de fois ne s'est-elle pas répandue dans les airs! En combien d'existences elle a paru et s'est évanouie!

« Une même matière diversement façonnée vous a produits, zéphyrs, et vous aussi, ruisseaux! D'un même amour naît votre vie, fleurs et oiseaux!

« Tout est vivant. Ce qui semble mort au monde n'est qu'une erreur de nos débiles yeux. Un esprit serein, profond, immuable, répand ses germes

« Dans l'orbite des sphères ardentes; il les jette dans la paix des tombes obscures. Rien n'est vil, tout est puissant, tout est pur.

« L'onde jaunâtre de l'étang devient un blanc manteau de neige; le fumier immonde, une gracieuse fleur. C'est la poussière, ô femme, qui fait de tes joues le beau printemps.

« Peut-être ce souffle qui caresse doucement les feuilles flétries et passe sur moi a-t-il ravi quelques-uns des germes qui ont été la dépouille mortelle de mon père.

« La brise de nuit porte à l'exilé qui mendie les soupirs que sa sainte mère, sa maîtresse ou son fidèle ami lui envoient.

« Dans l'air se confondent, comme en un immense concert, les chants de ceux qui espèrent et les lamentations des affligés.

« Le souffle de ceux qui haïssent ou qui aiment, les cris des esclaves et des tyrans, qui s'élèvent emportés ensemble sur les retentissantes ailes des vents,

« Répandront une harmonie de pleurs et de mystère dans les âges lointains, et feront sortir l'amour de la haine, la vérité de l'erreur.

« Les deux essences se pénètrent; plus elles se mêlent, plus elles se renouvellent, comme le cygne, qui, lorsqu'il plonge, reparaît plus blanc que l'eau.

« Dans la vie de mon fragile corps se cachent les existences par centaines, et pour d'autres esprits peut-être ma dépouille mortelle servira d'enveloppe et d'organes.

« Tout instant contient un nombre infini d'années, tout espace est l'univers entier. L'obscurité est lumière, et l'humilité hauteur; tout est mystère. »

Les ouvrages de M. Prati ont été ici même l'objet d'une judicieuse appréciation (1). Quoiqu'il relève de Manzoni, M. Prati est au premier rang des *formistes*, en ce sens qu'il s'enivre uniquement de mots et de sons. Toutefois, si j'affirme qu'il ne prend pas la peine de penser, je ne veux pas dire que ses prétentions soient modestes, et que M. Prati ne croie pas être un profond penseur. L'encens que toute une jeunesse enthousiaste lui a prodigué a fini par lui troubler le cerveau. Il s'est cru le premier poète de son temps et appelé aux plus hautes destinées. « Byron, Goethe, Chateaubriand, dit-il dans la préface de *Rodolfo*, m'ont précédé dans le soin de revêtir de couleurs ce sujet, qui renferme une des plus hautes réalités de la vie humaine; mais leur système philosophique est différent du mien, ainsi que leur but, leurs moyens et la forme qu'ils donnent à l'art. Inutile de parler du génie, parce que sur ce point je ne dois avancer aucun mot ni modeste, ni audacieux : chacun a le sien. »

Ainsi, nous voilà bien avertis, M. Prati a un système philosophique : ce système, on l'a déjà indiqué, c'est la lutte que se livrent dans le cœur et l'intelligence de l'homme le génie du bien et le génie du mal, Dieu et le diable, la grâce et la fatalité. Ce que nous faisons de bien, c'est Dieu qui le fait en nous; ce que nous faisons de mal, c'est Satan qui en est responsable. Les jeunes filles ne peuvent se défendre des tentations du mauvais esprit que grâce au latin de quelque moine (*al latino d'un zoccolante*), et l'unique, l'éternel spectacle qui nous est offert, c'est Satan au pied fourchu se jetant sur sa proie, que lui dispute un moine, un ange ou Dieu lui-même. Le poète n'a pas songé à se demander si la liberté humaine ne

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1856.

payait pas les frais de ce système. M. Prati ne comprend pas mieux la société que l'homme. Il n'y voit pendant la jeunesse qu'une course effrénée vers l'amour, expiée pendant la vieillesse par la pénitence et la dévotion. Ce qui est plus grave, c'est qu'il n'a que de fausses notions sur le beau et sur l'idéal. « Le beau, dit-il, c'est ce qui plaît au plus grand nombre d'hommes pendant la plus longue durée possible. » Un critique italien a fait spirituellement remarquer qu'à ce compte la tour de la Chine est plus belle que le Panthéon, et que pour savoir définitivement ce qui est beau, il nous faudrait attendre le jour de la réunion suprême dans la vallée de Josaphat.

M. Prati rêve, dit-on, de faire l'épopée de Dieu et de l'humanité. Ce sera chose facile, si, comme il semble le croire, l'histoire de tous les hommes est identique. Il n'a jamais vu sur la terre, il n'a jamais su imaginer que les aventures banales d'une femme coupable qui se retire dans un couvent ou meurt de désespoir, d'un séducteur qui continue de courir le monde, triomphant et honoré, d'un mari honnête et délaissé qui ne trouve dans son malheur aucune consolation. *Le Comte Riga*, dernier né de M. Prati, c'est le sujet retourné de *Rodolfo*, l'un de ses précédens poèmes, et le sujet de *Rodolfo* se trouve déjà ébauché dans l'une de ses *Promenades solitaires*. Ici ce sont deux sœurs qui aiment le même homme, là deux frères qui aiment la même femme, et cette similitude se retrouve jusque dans les moindres incidens. Pour le poète, la femme est invariablement faible et aimante, l'homme pervers et séducteur, partagé entre la satiété, le désir et le remords. Il n'y a dans le monde que des René et des Werther. On est effrayé de voir avec quelle aisance M. Prati se meut dans le faux. Pour atteindre à la magnificence de l'expression, il ne sait que l'exagérer et multiplier les images, presque toutes empruntées à l'ordre matériel. Il n'a pas le sentiment de la vraie grandeur, qu'il croit incompatible avec le naturel et le simple. C'est pourquoi il est éternellement question dans ses vers des horreurs et des mystères de la nature. Alors même que tout paraît calme dans l'atmosphère où vivent ses personnages, il ne parle que de tempêtes, de tonnerre, d'éclairs ou d'abîmes. Les femmes sont des formes surprenantes et inconnues de chérubins; leurs craintes sont étranges et obscures, leurs palpitations atroces et leurs fascinations secrètes, sans compter que leur cœur n'est qu'ombre et mystère. Les hommes sortent de l'enfer, ils cherchent des cavernes inconnues, de sauvages horizons. Monotone et outré dans le choix de ses procédés, M. Prati est-il plus heureux dans la forme? Il accouple sans doute les mots avec assez d'habileté pour qu'ils flattent l'oreille, mais il sacrifie tout pour atteindre ce but. Voici des vers qu'il adresse *à un petit nuage :*

« Entouré d'une bande noire ou couleur de rose, tantôt content de toi-même et tantôt affligé, mais par bonheur pour toi toujours dans un voile de silence et seul, tu parcours ton vieux ciel, blanc petit nuage!

« Et si jamais ici-bas les pleurs ou les rires te suivent, tu n'en sais rien, tu passes, sans changer de visage, sinon quand les rayons de Phébus t'envahissent et te parent de bandes d'or, ou quand tu t'évapores en perles de rosée, errant petit nuage!

« Et personne par toi ne peut se dire misérable ni heureux, errante petite vierge d'un monde fantastique; sinon peut-être que quelques-uns pleurent et se désolent, à qui il est cruel de ne pouvoir mourir comme tu meurs, charmant petit nuage!

« Dans les sphères voûtées, tu meurs, comme tu es né, sans être aperçu. Ainsi puissé-je, moi aussi, goûter comme toi, vivant, l'obscurité, et mort, l'oubli, heureux petit nuage! »

Le lecteur se fera-t-il une idée nette de la pensée du poète? Ce qui s'y révèle le plus clairement, c'est que M. Prati en est encore en 1857 aux désespoirs byroniens, aux aspirations sans motifs vers la mort des génies incompris. Voici encore quelques vers dont le tour est peut-être plus heureux, quoique la pensée n'en soit pas moins obscure. Le titre dévoile bien le goût particulier à M. Prati : *le Petit Oiseau mystérieux et le Poète.*

« Petit oiseau, si tu veux me fuir et quitter ta cage peinte, petit oiseau, tu dois me dire quel présent tu emportes au loin.

« — Sur la terre désolée, j'emporte avec moi la fleur d'amour.

« — Petit oiseau, c'est un triste présent que tu emportes parmi les vivans! Ne me refuse pas ton pardon, si je ne puis t'ouvrir la cage!

« Cette belle fleur a empoisonné trop de sang innocent!

« Petit oiseau, si tu veux me fuir et chanter ta victoire, petit oiseau, tu dois me dire le présent qu'avec toi tu veux emporter.

« — Jardinier, c'est la fleur de gloire que je veux porter aux Alpes et à la mer!

« — Petit oiseau, c'est un présent superbe que tu ferais à ce beau pays; mais toujours le terrain fut peu favorable, tant à la fleur qu'au jardinier.

« Ne te plains pas de mon impolitesse, si je te retiens prisonnier.

« Petit oiseau, si tu veux me fuir et t'arracher au lâche repos, petit oiseau, tu dois me dire quel présent avec toi sortira.

« — Sur la terre des esclaves, je porte la fleur de liberté!

« — Petit oiseau, c'est un gracieux présent que tu veux offrir à l'homme; mais c'est l'antique usage de l'homme d'immoler qui lui apporte un présent.

« Donateur qui ne comprends rien, mieux vaut pour toi ma prison.

« Petit oiseau, si tu veux me fuir, si tu es résolu à changer de sort, petit oiseau, tu dois me dire si tu gardes une plus belle fleur.

« — Je garde avec moi la fleur de mort, qu'on appelle fleur du ciel.

« — Voici tes liens brisés, quitte tes barreaux et prends ton vol; porte, porte où il te plaît, petit oiseau, tes désirs.

« La fleur de mort est le plus beau présent qu'à l'homme tu puisses offrir. »

Il est clair que M. Prati souhaite la mort, au moins par figure de rhétorique. A quoi bon ce scepticisme et ce dégoût des grandes choses? De tels sentimens sont-ils sincères ou de convention? Je ne crois pas volontiers au désespoir pratique de l'homme, mais j'imagine que le poète, quoiqu'il ne veuille avouer ni Goethe ni Chateaubriand pour maîtres, ne voit rien au monde de plus poétique que les malédictions et les anathèmes, comme si la poésie primitive n'avait pas été avant tout une œuvre de foi. Dieu veuille que M. Prati comprenne ces critiques, car il doit nous être permis en somme de ne pas désespérer de l'avenir d'un poète jeune encore, et dont les débuts, appréciés ici même avec une légitime sympathie, ont porté si haut le nom.

III.

En même temps qu'elle assiste au déclin des anciennes écoles, l'Italie du nord voit heureusement se former de nouveaux poètes et commencer une période de transition qui compte déjà des représentans distingués. Le premier poète *militant* dont s'honore aujourd'hui l'Italie, celui dont le talent et les tendances semblent le mieux caractériser la nouvelle phase où elle est entrée, est encore un Lombard de Vérone, M. Aleardo Aleardi. Poète à l'âme tendre et mélancolique, M. Aleardi puise néanmoins son inspiration dans des sujets nationaux, condition nécessaire pour obtenir quelque succès chez nos voisins. En 1849, quoique bien jeune encore, — il avait, je crois, vingt-trois ans, — il fut jeté en prison, et sa sœur, avec une prudence toute féminine, brûla ses papiers, c'est-à-dire ses poésies inédites. Faute d'avoir trouvé trois lignes de son écriture, la police le rendit à la liberté et à ses travaux, sans que ces persécutions aient pu aigrir sa muse et lui dicter de haineux accens. M. Aleardi se rapproche de MM. Marchetti et Mamiani, quoiqu'il soit plus nourri et plus vigoureux que le premier, et infiniment moins porté que le second aux spéculations métaphysiques. Il serait souverainement injuste de le confondre avec les vulgaires versificateurs qui l'entourent. Les Italiens accordent à M. Aleardi, avec un peu de complaisance peut-être, la grandeur de la pensée, la majesté du vers, l'harmonie du style, la grâce du langage. Ils lui reconnaissent encore un autre mérite que nous pouvons difficilement apprécier : c'est que, bien qu'il écrive en vers *sciolti* ou non rimés, c'est-à-dire dans le rhythme propre à l'épître et à la dissertation poétique, ses chants ont tout le

charme des vers rimés. Or il est reconnu que les vers *sciolti* deviennent assez rarement populaires. Sismondi y voyait une des causes du peu de succès qu'obtint *l'Italia liberata* de Trissin. C'est en effet un obstacle de plus à vaincre, et il n'est pas médiocrement honorable pour M. Aleardi d'être rangé, avec Annibal Caro et Monti, dans le petit nombre de ceux qui en ont triomphé. Ce qui lui assure un rang élevé dans l'école contemporaine, c'est que la pensée n'est point absente de ses vers, défaut commun aux amoureux de la forme, et qu'il est doué d'une sensibilité vraie. Quelques vers tirés d'une pièce intitulée *un' Ora della mia Giovinezza* (*une Heure de ma Jeunesse*) feront connaître l'homme en même temps que l'écrivain :

« Rends-moi, rends-moi, Seigneur, un seul jour de ma jeunesse! Oh! que je revoie pleins de vie les parens que j'aimais, et que me cache maintenant l'herbe haute du cimetière! Que dans mon cœur ému de respect j'entende encore la mélodie de la voix paternelle et ses conseils magnanimes! Que je contemple l'œil si grand, si noir, si chaste et si triste de ma mère!...

« O ma mère, c'est aux tendres fibres de ta mamelle que j'ai sucé ce flot de poésie qui me domine; s'il advient qu'aux cheveux de ton fils cette Italie qu'il adore accorde une seule feuille de laurier, je la déposerai sur ta tombe, car elle t'appartient. »

Un peu plus loin, le fils pieux et attendri devient un citoyen dont le cœur s'ouvre aux plus généreuses espérances :

« Sur ma tombe oubliée piétinera le sabot victorieux des coursiers de l'Italie. Fantôme enivré d'amour, je briserai la pierre, et j'adresserai un chant de triomphe aux braves que j'attends en cette vie et que sous la terre j'attendrai. »

Si M. Aleardi ne laisse pas plus souvent échapper le cri de ses espérances, c'est qu'il écrit à Vérone, sous les yeux et les canons de l'Autriche. Il faut le louer, dans les tristes conditions où s'écoule sa vie, de s'être montré fidèle à cette loi actuelle de la poésie italienne qui fait qu'à propos de toute chose les poètes gravitent invinciblement vers la pensée nationale. Quand M. Aleardi chante les villes commerçantes et maritimes de l'Italie, peut-il parler de Venise, de Gênes ou de Pise sans exalter son âme aux glorieux souvenirs du passé?

« Et toi, dit-il, tu accourais aussi, amazone de l'Arno, belle et terrible Pise! tu volais aux luttes maritimes, t'élançant sur les proues écumeuses comme on saute en selle sur les chevaux sauvages. Inutile fut la valeur du Sarrasin. Tu embrasais à Palerme ses demeures embaumées. L'or et les marchandises des lointains rivages s'entassèrent dans tes magasins. Semblables à des nymphes de l'Océan, les îles tyrrhéniennes t'adoraient comme

une divinité. Avec toi fendait les ondes fraternelles Gênes, l'irritable chasseresse des mers. Reine maritime, elle abandonna l'amphithéâtre de ses collines, ses blanches terrasses, ses jardins suspendus, et sur une forêt de pins flottans elle s'élança rugissante avec la rage inhumaine du lucre rapide; elle devint la sultane du sultan byzantin (1). Quand elle eut rassasié ses enfans d'or et de richesses, elle donna aux peuples le monde américain. Hélas! descendans criminels de Caïn, vous qui vous êtes enivrés du sang de vos frères, du fond de l'abîme où vous avez plongé l'Italie, le poète vous maudit. O Meloria, Meloria (2)! lorsque pour la première fois j'aperçus ton cimetière d'Atrides, sur le navire qui m'emportait, je versai des larmes amères. C'était la nuit : les ténèbres enveloppaient l'îlot funèbre de leur voile énervant, quand il me sembla voir sur la mer sombre flotter des cercueils, puis en sortir des ombres implacables au combat. La plage était couverte de cadavres, et au lieu d'étincelles phosphorescentes, je voyais des yeux dont le regard brillait sur les flots. Mais, ô Pise! vinrent les jours d'expiation, et maintenant les chèvres broutent l'herbe sur ta place magnifique, et même quand tu te pares de lumières pour une fête charmante (3), tu ressembles encore à une ville en deuil. »

Chez M. Aleardi comme chez les autres poètes italiens de notre temps, c'est la note grave et triste qui domine : ils retrouveront peut-être un jour la gaieté, qui aujourd'hui convient peu à leur condition. Et ce ne sont pas seulement les souvenirs des discordes fratricides de l'Italie qui inspirent de mélancoliques réflexions, c'est parfois le déplorable état que présente le sol lui-même. Il y a sur ce sujet une page remarquable dans l'un des meilleurs poèmes de M. Aleardi. Le poète entreprend de chanter le *Monte-Circello*, ce promontoire situé à l'extrémité des Marais-Pontins, où l'on trouve les restes d'un temple du Soleil, la grotte de Circé et toutes ces plantes dont parlent, à tant de siècles de distance, Ovide et Bernardin de Saint-Pierre, lieu également favorable aux études de l'antiquaire, aux recherches du minéralogiste et du botaniste, aux inspirations du poète. Or voici comment M. Aleardi parle des Marais-Pontins, cette désolation et je dirais presque cette honte de l'Italie moderne :

« Voyez là-bas cette vallée sans fin qui s'étend sur les bords de la mer de Toscane! Comme un tapis enrichi d'émeraudes, elle semble attendre les pas des molles divinités marines. C'est le cimetière de vingt cités oubliées, c'est le marais qui tire son nom de la mer. Si paisible elle se déroule, et si animée de ses familles nombreuses de plantes vivaces, qu'on dirait une vallée de

(1) Gênes fut, on le sait, maîtresse de Péra.

(2) Petite île près de Livourne, où s'accomplit l'un des plus grands désastres des guerres fraternelles d'Italie. Pise y périt; elle l'avait mérité, ayant eu tous les torts de la provocation.

(3) La fête dite *la Luminara*.

Tempé où ne manquent que d'heureux habitans. Et pourtant dans les sillons malfaisans de la terre de Saturne croît éternellement cette puissance funeste qu'on appelle la mort. Aux heures d'été, que le soleil attriste de son implacable lumière, alors qu'avec une régularité sinistre il descend sur les campagnes, les conseils de la faim cruelle y attirent par milliers des moissonneurs. On dirait des hommes qui partent pour l'exil, la mort dans l'âme. Et déjà l'air empoisonné assombrit leur brune prunelle. Ici, le chant de l'amoureux oiseau ne console pas ces pauvres âmes; la chanson des Abruzzes, leur pays natal, ne réjouit point ces bandes souffreteuses. Silencieux, ils fauchent les moissons de maîtres inconnus, et quand leur œuvre de sueur est accomplie, ils s'en retournent silencieux..... Hélas! ils ne reviennent pas tous : il en est qui s'assoient sur le sillon pour y mourir. Le dernier regard du malheureux cherche un parent fidèle qui porte à sa vieille et tremblante mère le prix de sa vie et l'adieu d'un fils qui ne reviendra point. Et tandis qu'il meurt ainsi, seul, abandonné, il entend au loin les voyageurs dont le son connu de la cornemuse règle les pas. Et lorsque plus tard descend à son tour un orphelin pour faucher les moissons, lorsqu'il sent trembler sa faux sous la gerbe, il pleure, et pense que ces épis peut-être ont grandi sur les os non ensevelis de son père! »

Je ne crois pas que depuis Ugo Foscolo et Leopardi la muse italienne ait souvent trouvé d'aussi nobles, d'aussi pathétiques accens. Le dernier trait surtout est admirable : il rappelle Virgile, si l'on veut; mais quelle différence entre ces Romains émus à la vue des os de leurs ancêtres inconnus, et ce fils qui vient travailler, souffrir, mourir peut-être, aux mêmes lieux où est mort son père, et qui, à chaque caillou qu'il heurte, tressaille et croit en outrager les os!

M. Aleardi est sincèrement ému, on n'en saurait douter, et voilà pourquoi il nous touche si vivement. Le poème du *Monte-Circello* est un recueil et comme un musée de souvenirs. Il y en a même de géologiques, sur la valeur desquels je ne m'arrêterai pas; mais je traduirai encore quelques vers de cette pièce sur le sujet favori de l'ancienne gloire de l'Italie.

« Partout où tu portes ton regard sur cette terre latine épuisée par sa gloire et ses malheurs, sur cette terre que jadis le tribun frappait du pied pour en faire sortir des soldats, se dresse un souvenir, car pour nous l'histoire est une science de tristesse et d'orgueil. Sur ces marais livides où maintenant le buffle paresseux s'embourbe et regarde à l'aventure, volèrent un jour des ouragans de cavaliers sur des chevaux qui ne connurent jamais le hennissement de la fuite, qui ne savaient respirer que la poussière du triomphe. Malheureusement tous ces forts sont descendus dans la tombe que la terre a recouverte de ses roseaux; les glaives semés dans les sillons n'ont point germé ni produit des épées. Je vois les chênes étendre encore leurs rameaux, mais non plus la main qui les arrachait pour en faire des lances. Sur la voie qui parcourait cent milles entre des monumens (voie Appienne), s'élève une

croix sombre dont les tristes bras demandent des prières au passant pour quelque victime. La croix du martyre a remplacé ici l'aigle des bourreaux. Après une longue suite de siècles naquit de cette race héroïque une race virile de pasteurs. Et qui peut dire que des pasteurs ne renaîtront pas des héros? Ainsi vont les choses ici-bas. La terre tourne autour du soleil, et, Janus infatigable, elle a deux visages, l'un de ténèbres, l'autre de lumières. Ainsi chaque peuple fait sa révolution autour du soleil de la gloire, et quand il a accompli son éclatante journée, il décline vers le soir. C'est sur d'autres rivages aujourd'hui que brille le soleil de midi. Oh! qu'ils sachent être magnanimes et ne point se souiller d'orgueilleuses lâchetés! Qu'ils sachent jouir de leur ère fugitive! Eh bien! terre adorée, tu es plus chère encore à mon cœur dans l'obscurité de la nuit. Dans ton ciel sombre je vois les lueurs tremblantes de quelque aurore boréale, je vois resplendir les flambeaux des Ourses, les astres du Chariot et les Hyades pluvieuses : faible, il est vrai, bien faible lumière; mais l'heure féconde viendra où Dieu dira au poète : « Gravis cette montagne et crie : Lève-toi, étoile du soir! »

L'étoile du soir, il ne faut pas l'oublier, si elle se montre au coucher du soleil, paraît encore le lendemain, sous le nom de Lucifer, à l'heure de son lever; c'est ce qu'indique discrètement M. Aleardi. Les chants de l'espérance n'étant point de son sujet, il s'arrête brusquement : pour les retrouver, il faut suivre le poète dans ses *Prime Storie* (premières histoires), où l'on trouve, comme dans ses autres ouvrages, de grandes beautés.

« Il y a sur la terre un spectacle qui marque plus que tout autre la vengeance de Dieu : c'est un peuple vaniteux de faibles vieillards qui, depuis trois cents ans, repose dans d'éternelles rêveries, qui, enveloppé dans les lambeaux de la pourpre de ses aïeux, se réchauffe les membres au généreux soleil de sa patrie, et qui respire, oublieux, les parfums amollissans de l'automne sur les champs où ses pères ont combattu en lions... Du sang de la Gorgone naquit Pégase, le cheval ailé, qui, en frappant du pied la montagne, en fit jaillir l'Hippocrène. Du sang que répandirent les Italiens dans leurs fureurs fraternelles bien d'autres coursiers sont sortis, qui ont ouvert de leur sabot le sein de l'Ausonie, d'où jaillirent des sources de forte et triste poésie. Notre Hippocrène à nous, douloureuse, mais splendide et sainte, c'est la patrie.

« Muse d'un peuple vieilli, sur le soir d'une civilisation expirante, je naquis d'une race qui a beaucoup expié et pleuré. Heureuses mes sœurs, qui ont chanté à l'aube héroïque d'une nation! Elles ont eu en partage la virginité de l'enthousiasme et la chaste naïveté de la langue maternelle. A moi les espérances troublées et les frémissemens séniles; à moi les imaginations fardées d'un art caduc, à moi l'âcre désir, non de bercer un lâche sommeil, mais de combattre, moi aussi, mes batailles, avec l'épée du chant! Mais j'entends un Dieu qui me le dit, mon Ausonie bien-aimée, tu renaîtras à une noble et forte vie. Et toi, ô mon poète, prépare le plus beau de tes hymnes ailés. Que l'espérance, la charité, la foi, muses puissantes, descendues du

magnanime Golgotha, t'apportent leurs inspirations! Aux premiers accens du divin concert, sous les ormes de l'Adige maternel, tressailleront les os sacrés de nos pères. »

Voilà bien le poète national, avec son pieux respect pour le passé, avec sa sainte et patriotique préoccupation de l'avenir! Par la noblesse incontestable de ses sentimens, M. Aleardi ressemble au reste de ses compatriotes plutôt qu'il ne s'en distingue; mais le don qu'il possède, et qui manque à la plupart des écrivains actuels, c'est la simplicité et la distinction. M. Aleardi semble avoir une prédilection marquée pour un genre qui a inspiré dans notre siècle les plus grandes âmes et les plus grands poètes de l'Italie, je veux dire l'épître en vers *sciolti* ou non rimés, forme qui se prête au cri de la douleur, aux élans de l'espérance, aux traits de la satire, et qu'ont illustrée, pour ne parler que des plus célèbres, Parini, Monti, Foscolo, Leopardi. Si M. Aleardi fait quelques excursions dans le domaine classique de la *canzone*, son inspiration est, pour la force de la pensée et la valeur du fond, infiniment supérieure à celle de l'élégant Marchetti. Que M. Aleardi continue d'écrire avec la sobriété éloquente dont il donne le rare et bel exemple, que ses vers généreux puissent librement circuler, et il deviendra peut-être pour l'Italie ce poète national qu'aurait pu être M. Prati.

Les autres poètes dont on a plus particulièrement lu et loué les vers durant ces dernières années ne me paraissent point appelés à d'aussi hautes destinées. L'un des plus distingués est sans contredit M. Jules Carcano, l'aimable auteur d'*Angiola-Maria* et d'autres gracieux récits; mais il manque d'élan, de nouveauté, de profondeur. Il n'aime point les hardies recherches et se contente d'une atmosphère tempérée où se déploient toutes les délicatesses du cœur. Romantique plutôt que classique, si l'on peut encore aujourd'hui faire usage de ces mots surannés, coloriste plutôt qu'écrivain pur et châtié, il fait de visibles efforts pour acquérir ce qui lui manque, et, marchant en sens contraire de M. Aleardi, il tend à se rencontrer avec lui dans cette désirable fusion dont il a été question plus haut.

Au-delà du Tessin, cette frontière factice imposée par les traités, il faut bien reconnaître que le Piémont, qui est presque le seul pays de l'Italie où la pensée ait une réelle activité, semble peu favorable à la poésie. Ni M. Scolari, ni M. Bellini ne me paraissent pouvoir lutter avec avantage contre le caractère positif et pratique des Piémontais. M. Bellini, dans une œuvre intitulée *le Parlement*, a essayé de célébrer en vers le *statut* piémontais, les deux chambres et les lois constitutionnelles. Rien ne semble moins poétique que ces modernes réalités; mais quand on songe qu'en poésie la difficulté vaincue est d'un

prix extrême, on comprend qu'il ne faut pas condamner M. Bellini sans l'entendre. M. Bellini avait à chanter l'égalité des hommes devant Dieu, la liberté, la raison, qui modère les passions humaines, les richesses de la nature, la fin de l'humanité, la domination de l'homme sur toutes les choses créées, l'association, le droit, le devoir, etc. Qui ne comprend qu'un grand poète peut trouver dans un pareil sujet d'abondantes sources de poésie? Toute la question est de savoir comment M. Bellini a surmonté les difficultés qu'il rencontrait.

M. Bellini est un homme instruit, nourri des lettres grecques et latines, et très capable de bien écrire en italien. Sa langue est généralement bonne, ainsi que son style, et l'imagination ne lui fait pas défaut. Elle l'emporte même souvent dans des comparaisons qui sont devenues tout à fait étrangères à la poésie moderne. Il y a, par exemple, au troisième livre de ce poème, une vision des plus curieuses. L'auteur, transporté dans les régions lumineuses, aperçoit une divinité au corps immense, un pied posé sur les Alpes rhétiques et l'autre sur l'Etna. D'une main le dieu tient un volume sur lequel sont écrits en caractères de feu ces mots : *Statut et liberté*. L'autre main tient une épée flamboyante, et menace quiconque oserait toucher au livre sacré. Une tempête éclate, l'épée la dissipe. Alors un immense cantique s'élève, que chantent tous les peuples rachetés. Le poète se réveille et s'écrie :

« Qui me ramène à la nature mortelle? Déjà j'entends que dans les cercles des Turinois court un cri de joie précurseur des rayons de l'aurore. J'entends autour de moi l'air joyeux retentir du fracas du bronze creux et les gaies clameurs qui chantent les ineffables trésors du statut. A ouvrir le glorieux parlement s'apprête Victor, le brave, le généreux. Les citoyens en armes font la haie autour de lui, les guerriers l'applaudissent et de leur cœur enivré crient *vivat!* Et moi aussi je lui donne un *vivat!* et plein d'ardeur, à travers les flots du peuple en fête, je m'élance, je le vois auguste et majestueux, en tout semblable à l'image du dieu qui m'était apparu dans ma vision. »

Je passe naturellement la constitution de la chambre des députés, la vérification des pouvoirs, le règlement des deux chambres, les projets de loi, les sténographes, la liberté de la presse, etc. Ceci prouve d'abord que les Italiens ont une fâcheuse tendance à croire que tout peut et même doit se dire en vers, à confondre la philosophie et l'histoire avec la poésie. Ils font de l'histoire rimée ou des descriptions techniques que les inventions les plus risquées et les plus prodigieux efforts d'imagination ne parviennent pas à sauver. En outre, le succès qu'une critique complaisante a fait à M. Bellini me paraît dangereux pour la poésie italienne. La critique au-delà

des Alpes se montre justement sévère pour les auteurs dramatiques : je ne lui demande que de reporter sur les poètes, ces enfans gâtés du beau pays *ove 'l si suona*, un peu de cette sévérité, et de ne pas oublier surtout que les sentimens plus ou moins civiques d'un écrivain ne doivent pas influer sur l'opinion qu'on se fait du mérite de ses vers.

Nous avons vu les deux écoles poétiques de l'Italie marcher parallèlement pendant de longues années sans même faire effort pour se rencontrer et s'unir. Le résultat de ce divorce a été un affaiblissement auquel il importerait de mettre un terme par une fusion, ou, comme on dit dans la langue parlementaire au midi des Alpes, par un *connubio* entre les deux tendances poétiques. L'Italie a besoin de voir se former une école unique où ceux qui possèdent la correction feront des efforts vers la couleur, où ceux dont l'imagination est vive tendront à la régularité et à la pureté. Il y a quelque chose de pis que les querelles, c'est l'indifférence à l'égard des principes contraires à ceux qu'on professe soi-même : il ne s'agit plus d'engager ou de continuer le combat, mais de reconnaître courageusement les qualités qu'on a besoin d'acquérir. Est-ce à dire qu'une telle alliance rendra immédiatement son ancien lustre à la poésie italienne? Il serait téméraire de l'affirmer, surtout à une époque où, sans parler d'autres préoccupations, les entreprises industrielles et commerciales éveillent en Italie une sollicitude croissante. Ce ne sont pas, malgré tout, les poètes qui manquent à l'Italie : on n'en voit même que trop de ceux qui, désespérant d'atteindre la poésie sur les hauteurs où les grands esprits l'avaient portée, l'ont fait descendre pour la transformer en une sorte de séduction permanente et vulgaire. Le malheur a voulu qu'au lieu de ne prêter attention qu'aux hommes rares et exceptionnels, ce peuple, si prompt à l'enthousiasme, ait jugé la poésie par la multitude de versificateurs qui l'ont faite à leur image, et qui ont compromis ainsi tout ensemble l'art et le goût. Ce malheur n'est cependant pas irréparable. Puisque les plus graves préoccupations politiques, industrielles et commerciales n'ont pu détourner entièrement les Italiens de la poésie, il est permis d'espérer que cette glorieuse nation ne verra pas se tarir dans son sein l'une des sources les plus pures et les plus abondantes des grandes pensées et des nobles sentimens. Il lui est peut-être réservé de donner l'exemple si désirable d'une alliance sincère et intime entre les deux tendances auxquelles obéit l'humanité, tour à tour entraînée vers le réel et vers l'idéal.

P. Brisset.

ÉPISODES MILITAIRES

DE LA

VIE ANGLO-INDIENNE

I.

LES CAMPAGNES DU MAJOR HODSON.

I. *Twelve years of a Soldier's Life in India,* 1 vol., London, Parker and Son, 1859.

I.

A côté des relations qui ont permis de rassembler dans un tableau général les principaux incidens de la révolte des cipayes (1), d'autres ouvrages ont paru sur cette crise mémorable, bien dignes aussi d'une attention sérieuse, quoiqu'ils ne semblent à première vue offrir qu'un intérêt purement épisodique. Il y aurait utilité à interroger ces récits épars, ces souvenirs personnels, à raconter par exemple, en s'aidant d'une correspondance intime, la vie d'un des aventureux capitaines qui ont pris en sous-ordre la part la plus active à ce combat acharné. Un autre jour, on montrerait au milieu de quels merveilleux hasards, de quels périls inouis se sont déployées les qualités hors ligne d'un de ces magistrats civils dont le titre modeste indique mal la puissance, et qui, par leur valeur individuelle, se sont presque toujours trouvés au niveau, non de ce qu'ils semblent être, mais de ce qu'ils sont en réalité. Si la tâche que nous limitons ainsi était seulement à moitié accomplie, peut-être aurait-

(1) Voyez les livraisons du 15 juin, 1er juillet, 1er et 15 décembre 1858.

on jeté quelques clartés de plus dans l'exposé des causes qui ont amené la rébellion indienne, des situations violentes qu'elle a créées, des efforts prodigieux, de la constance héroïque qui en ont amené la répression.

Un tragique incident avait marqué, on s'en souvient, le lendemain de la prise de Delhi. Le vieux souverain musulman, que la prise de sa capitale venait de précipiter du trône, s'était réfugié avant la fin de la lutte dans une de ses résidences, le Kootub, et de là négociait avec les vainqueurs, dont jusqu'alors il n'avait obtenu que la promesse de la vie sauve. A peu de distance, enfermés dans la vaste enceinte d'un de ces palais que l'orgueil oriental donne pour tombe aux monarques défunts, les trois jeunes princes ou *shahzadas* qui avaient en réalité exercé l'autorité royale pendant toute la durée du siége attendaient aussi leur sort, comme fascinés par le terrible ascendant de la puissance victorieuse. Des milliers de partisans armés entouraient encore ces débris de la cour mogole. Il semblait superflu, et dans tous les cas fort hasardeux, au chef de l'armée anglaise, décimée par l'assaut et occupée à reformer ses cadres brisés, de tenter un effort de plus pour compléter un succès déjà décisif. Sur ces entrefaites, un jeune officier connu par son audace alla, presque sans autorisation, saisir dans son dernier asile le roi de Delhi, et le ramena prisonnier dans sa capitale dévastée. Le lendemain, encouragé par ce premier succès, il courait sommer les *shahzadas* de se livrer sans conditions à sa douteuse miséricorde. Ils n'avaient qu'une volonté à concevoir, un mot à prononcer, pour que le petit détachement qui servait d'escorte à l'officier anglais fût entouré, désarmé, détruit; mais le fatalisme oriental l'emporta sur toute inspiration de désespoir ou de courage. Les *shahzadas* se rendirent ignominieusement, et deux heures après ils tombaient l'un après l'autre sous les balles du hardi capitaine qui était venu les désarmer et les enlever. Cet officier se nommait William Stephen Raikes Hodson. Six mois plus tard, lui-même tombait un des premiers dans les murs de Lucknow reconquis.

Le vaillant soldat qui venait de périr ainsi à l'âge de trente-sept ans était le troisième fils d'un membre distingué de la hiérarchie anglicane, archidiacre de Stafford, chanoine de Lichfield. Né en 1821, élevé d'abord par un précepteur auprès de son père, il avait ensuite passé à l'école de Rugby, sous la direction du célèbre docteur Arnold. Là son souvenir vit encore, et William Hodson est inscrit dans les annales du pensionnat comme un des gymnastes les plus adroits, un des coureurs les plus infatigables, un des meilleurs écuyers qu'on y ait jamais connus. Les élèves de Rugby ont pour champ de course à pied un tracé de six milles sur un sol accidenté, qu'il faut franchir en un temps donné, pas tout à fait une heure et de-

mie. Ce n'était qu'un jeu pour le brillant écolier, dont les exploits en ce genre inquiétaient sérieusement le docteur Arnold, et lui faisaient redouter pour son élève quelque maladie de cœur. A ces prouesses du corps se joignaient certains dons de l'intelligence que nulle éducation ne remplace, entre autres celui d'une énergique volonté qui s'assure partout la prépondérance, et s'impose naturellement, sans conteste, sans tyrannie. Le docteur Arnold l'avait remarqué. A Hodson, plus volontiers qu'à tout autre, il déléguait les délicates attributions du *præpostor*, de l'élève appelé à suppléer le maître, à servir d'intermédiaire entre son supérieur et ses camarades. Et Hodson, toujours obéi, restait toujours populaire, parce qu'il se montrait toujours judicieux, modéré, sans partialité, sans orgueil, protecteur des faibles, intrépide devant les forts, sûr de lui-même et de son prestige souvent éprouvé. En 1840, il passa de l'école de Rugby à l'université de Cambridge, et les joutes à la rame y comptèrent un champion de plus. Un goût assez vif le portait d'ailleurs aux études classiques; mais un accident de son organisation physique l'empêchait de s'y livrer. Toute application suivie aux travaux de cabinet causait d'intolérables douleurs de tête à cet athlète infatigable, dont la vocation se marquait de plus en plus. Son parti fut pris de bonne heure : il voulait servir, et servir dans l'Inde, comme tous les jeunes ambitieux qui sentent leurs forces naissantes. En attendant la *cadetship*, qu'il espérait obtenir des directeurs de la défunte compagnie, et afin de ne pas laisser courir à son détriment les années qui auraient pu le rendre inadmissible, il s'engagea dans la milice de la petite île de Guernesey. Ce fut là que se fit son apprentissage de soldat, sous les yeux du major-général W. Napier, lieutenant-gouverneur de cette annexe au royaume-uni. Quand, après bien peu de temps, il passa au service de la compagnie, ce militaire éminent avait déjà deviné la valeur de Hodson. « Je crois, écrivait-il, que ce jeune homme sera une précieuse acquisition pour n'importe quel service. »

Débarqué à Calcutta le 13 septembre 1845, et, peu de semaines après, incorporé dans le 2e régiment de grenadiers, Hodson partait d'Agra le 2 novembre avec le gouverneur-général, qui allait prendre à Umballah le commandement des forces rassemblées contre les Sikhs. Il n'y avait pas, on le voit, grand temps de perdu; aussi les lettres du jeune officier respirent-elles la joie la plus sincère. On l'y voit enivré de « cet orgueil, de cette pompe qui font la guerre glorieuse, » pour parler comme Othello. « Jamais, dit-il, jamais je n'ai vu spectacle aussi splendide que celui de ces douze mille hommes de belles troupes rangées sur une seule ligne pour faire accueil au gouverneur-général. » Cette variété de costumes, ces uniformes étranges, ces races d'hommes si diverses, et dont les types sont si marqués,

toute cette force parfaitement compacte, grâce aux liens étroits de la discipline, parlent à ses instincts, à la fois guerriers et organisateurs, comme une strophe à l'âme du poète, comme une symphonie à l'oreille du musicien. La lettre où il consigne ses impressions est du 2 décembre 1845; celle qui la suit est du jour de Noël. Vingt-trois jours se sont écoulés. Dans ce court intervalle, le novice officier a déjà pris part à *quatre* affaires, affaires sérieuses et sanglantes, car les troupes formées par Runjeet-Singh ne ressemblaient en rien à ces lâches troupeaux hindous que chassaient jadis devant eux les soldats de Clive ou de Dupleix. L'artillerie des Sikhs, dans ces premiers combats de la campagne de 1845, terrifiait les pauvres cipayes de la compagnie, et pour les mener au feu quoi qu'ils en eussent, les officiers étaient obligés de les y devancer. L'état-major fit des pertes énormes. Le premier boulet dirigé sur le 2e de grenadiers abattit à côté de Hodson un des soldats qu'il commandait; lui-même faillit être tué par un cipaye épouvanté qui tirait au hasard derrière lui. « Nous étions, dit-il, à vingt *yards*, quelquefois à dix, de trois canons qui nous envoyaient leur mitraille, et, ce qui valait encore moins, dans les buissons épais dont le terrain était couvert, des tireurs de choix étaient abrités, qui, sans que nous pussions les voir, nous *canardaient* à leur aise. »

Cependant la journée était restée aux Anglais, et cela juste au moment où les munitions allaient manquer. Ce fut une victoire décisive que celle de Modkee : la grande armée sikhe dispersée après trente-six heures de combat, son artillerie détruite, cent canons pris à la baïonnette, le tout au moment où, en-deçà du Sutledge, ses étapes vers Delhi étaient assurées d'avance, sans que les chefs de l'administration anglaise eussent connaissance de ce détail significatif. Ainsi le dit Hodson, et il ajoute : « L'Inde septentrionale était prête, comme toujours, à se soulever en masse contre nous d'une heure à l'autre. » Pour lui, rien ne manquait à sa joie : il était resté, lui trentième, autour du drapeau, sous le feu des batteries ennemies. Il avait reçu une balle au-dessous du genou, laquelle, épargnant l'os, n'avait déchiré que les chairs. Un obus, éclatant à quelques pas derrière lui, avait tué plusieurs de ses camarades et l'avait jeté par terre; il était tombé une seconde fois, abattu par l'explosion d'une mine ou d'un magasin à poudre. Bref, il avait reçu le baptême du sang; il se sentait bon soldat, et sa vie désormais avait un but.

Au milieu de cet enchantement, il a pourtant ses ennuis, ses déceptions. Il s'en explique, dès le 22 janvier 1846, avec l'un de ses chefs. « Sans me permettre, soldat novice que je suis, la moindre critique contre mes supérieurs, je puis en particulier, je le crois, vous dire l'extrême désappointement que me cause l'état actuel des

cipayes. Si j'en juge par les conversations que j'entends tenir autour de moi, ce sentiment est celui de presque tous les officiers de l'armée. Ces troupes sont désolantes par leur manque de discipline et de subordination, surtout vis-à-vis des officiers indigènes... Ceux-ci, dans nos dernières marches, m'ont donné plus à faire que les soldats eux-mêmes. On m'assure que mon régiment est un mauvais échantillon;... mais je crains que le mal ne soit déjà bien étendu. Il faut en chercher la principale cause dans le nombre insuffisant des officiers européens. »

Après Modkee, la campagne n'était pas terminée; elle ne le fut complétement que le 10 février 1846, par la bataille de Sobraon, à laquelle Hodson assista malgré vent et marée. Il avait effectivement sollicité un changement de corps en apprenant que le 2e grenadiers, chargé d'assurer les communications, allait passer sur les derrières de l'armée. Aussi eut-il le double plaisir d'enclouer deux canons ennemis et d'avoir l'extrémité du petit doigt éraflée par une balle : « vraie piqûre d'épingle, dit-il, bien qu'elle ait endommagé un gant de chevreau. » Et à ce prix il avait vu, sous une pluie de feu, se fondre peu à peu une armée de 100,000 hommes, dont 20,000 restèrent sur le champ de bataille. Dix-sept jours plus tard, il datait ses lettres de Lahore. La guerre était finie; la puissance des Sikhs était brisée. On ne devait plus entendre parler d'eux que onze ans plus tard, en les retrouvant à côté des Anglais, en face des cipayes rebelles.

Ces cipayes, on vient de voir en quelle estime Hodson les tenait. Aussi demanda-t-il presque aussitôt à rentrer dans les troupes européennes du Bengale, ce qui lui fut accordé à raison de ses bons états de service. Il avait déjà vingt-cinq ans, et il n'était encore que *huitième* lieutenant *en second*. « Belle position, n'est-il pas vrai? écrit-il avec une certaine amertume; mais que voulez-vous? la dernière campagne ne m'a pas servi comme promotion, et cela parce que je n'étais pas, lorsqu'elle s'est ouverte, pourvu d'une fonction permanente. »

En sortant d'un corps indigène pour passer dans un régiment européen, Hodson devait trouver la discipline beaucoup plus stricte, le commandement beaucoup plus rude, la règle plus impérieuse et mieux observée. Il ne s'en étonne pas, il s'en réjouit. « Tout cela nous est bon, écrit-il, et j'estime, pour ma part, qu'il y a plus de liberté réelle dans une soumission convenable que dans l'entier affranchissement de toute espèce de frein. » Ce qui le console d'ailleurs, c'est de se retrouver entouré de vrais Anglais, d'entendre le langage natal, de se croire pour ainsi dire en famille. « Ah! s'écrie-t-il, nous émigrerions bien pour l'Angleterre, tous tant que nous sommes, si on nous laissait la route libre! »

Autre motif de satisfaction, il est dans les plus charmantes régions de l'Inde, sur ces pentes boisées et fraîches de l'Himalaya, où se réfugient les Européens, quand la saison brûlante leur rend insupportable le séjour des villes. Et enfin, ce qui le met encore en meilleure disposition, il vient de rencontrer là un homme digne de le comprendre, placé de manière à lui frayer la voie. A peine ils se sont vus, et ils se sentent attirés l'un vers l'autre. Cet homme, c'est Henry Lawrence, alors tout récemment nommé colonel et chevalier du Bain. Lawrence, établi à Simlah, appelle auprès de lui le jeune lieutenant, et le garde un mois entier. Il le choie, le conseille, et (ce qui plaît mieux encore à Hodson) il fait de son nouvel ami son aide-de-camp, son secrétaire intime. En cette qualité, il l'accable de besogne. Il l'initie ainsi très rapidement et sans réserve au secret des affaires politiques; il lui prodigue les trésors de son expérience; il le prépare à devenir en ses mains un de ces instrumens dont il faut assurer la trempe avant de s'en servir dans des opérations délicates.

L'un des résultats de la guerre des Sikhs fut, on le sait, l'attribution du royaume de Kachemyr à Ghoolab-Singh, dont on payait ainsi les services tout en diminuant d'autant les ressources militaires du Pendjab; mais le peuple dont on disposait si cavalièrement ne voulut pas, de prime abord, reconnaître la validité de ces arrangemens politiques. Les délégués et les troupes du nouveau prince que l'Angleterre lui donnait furent reçus à coups de fusil au sein des tribus montagnardes, soulevées par le cheik Imaumodeen. Sans se faire la moindre illusion sur le mérite du souverain qu'ils avaient imposé à ces malheureuses peuplades, les maîtres de l'Inde durent intervenir. « Nous lui avons charpenté un trône, il l'y faut maintenir, écrit Hodson en parlant de Ghoolab-Singh, et pourtant c'est un tel misérable, et si abhorré! L'ordre ainsi obtenu ne sera jamais, je le crains bien, que le calme passager du torrent près de se ruer dans l'abîme. »

Henry Lawrence devait aller, en qualité d'agent, surveiller l'occupation du pays où Ghoolab-Singh, laissant son domaine héréditaire sous la garde des troupes anglaises, se jetait à la tête de toutes celles qu'il avait pu réunir. Il emmène avec lui Hodson, dont la volonté laborieuse et l'intelligence toujours prête lui sont déjà un précieux secours. Bientôt après (octobre 1846), ils quittent Lahore et se portent sur le théâtre même de la guerre. Là, le jeune lieutenant fait pour la première fois connaissance avec une cour indienne; il étudie ces graves dehors sous lesquels se cachent les passions indomptables de cette vieille aristocratie, si habilement hypocrite, si profondément corrompue. Les leçons de Lawrence ne sont point perdues pour lui, et il voit clair dans tout ce qui l'entoure. C'est ainsi par exemple qu'il parle de Ghoolab-Singh : « Le *maharadjah* est un bel

homme, de haute taille, d'ample corpulence; sa figure expressive et régulière, ses façons courtoises et prévenantes, sa voix richement timbrée, le rendent pour moi l'indigène le plus séduisant que j'aie encore rencontré. Vous diriez un homme doux entre les plus doux, et le plus sincère, le plus loyal du monde. Ses habitudes quotidiennes sont exemplaires très certainement; au fond, c'est le plus habile tartufe qui se puisse voir, aussi subtil, aussi retors que possible, dévoré d'avarice et d'ambition, et, quand il se monte, horriblement cruel. Il essaie de se justifier à cet égard en faisant valoir la nécessité qui le pousse et la férocité des gens à qui il a affaire. A nos yeux cependant, le penchant qu'il a pour certaines opérations de boucherie (dépecer des hommes vivans, leur couper le nez, les mains, les oreilles, etc.) ne permet guère d'admettre les circonstances atténuantes. Accusé d'avoir fait écorcher sous ses yeux une douzaine de mille hommes, il se récrie contre cette calomnie monstrueuse. *Trois* seulement avaient subi, selon lui, ce traitement, peut-être sévère. Quelque temps après, vaincu par l'évidence, il en avouait *trois cents*... Et il ne vaut pas moins, il vaut peut-être mieux que la plupart de ses pareils! Lawrence met en doute qu'on pût, dans des circonstances analogues, trouver un prince indigène souillé de moins de crimes... »

La présence de l'agent anglais, plus imposante que l'armée de Ghoolab-Singh, à l'avant-garde de laquelle il marchait hardiment, fit tomber la résistance du cheik Imaumodeen, et, tout joyeux d'avoir franchi un des premiers les passes du Kachemyr, encore inconnues, Hodson revint à Lahore d'abord, puis à Subathoo, où l'attendait une transformation singulière partout ailleurs que dans l'Inde. Henry Lawrence, entre autres créations de son génie actif et fécond, voulait installer un asile pour les enfans de race européenne que les hasards de la guerre et l'insalubrité du climat laissent fréquemment orphelins sur cette terre dévorante de l'Inde. Le site était choisi près de Subathoo. Il n'y avait plus qu'à bâtir, aménager, peupler, réglementer cet utile établissement. Hodson fut chargé de tous ces soins, et de soldat, le voilà devenu architecte, dans des conditions exceptionnelles. Pour bois de charpente, on lui donne une forêt; pour briques, de l'argile; pour chaux, une montagne à éventrer, le tout avec des ouvriers indigènes auxquels il faut tailler par le menu chaque portion de leur besogne, car ils ne savent ni ajuster deux poutres, ni mettre une porte sur ses gonds, ni même joindre correctement les pierres d'un mur. Ajoutez à leur ignorance une paresse incorrigible, un admirable instinct de ruse développé par l'oppression, et figurez-vous un pauvre jeune homme obligé de se débattre seul au milieu d'un atelier de quatre cent cinquante hommes, dont la direction, la paie, les résistances et les

bévues sont toute à sa charge. D'obstacles, il n'en saurait être question. Ce mot-là, dans l'Inde, n'est plus anglais; du moins est-ce la manière de voir du colonel Lawrence. A toutes les observations de son jeune subordonné, il n'a qu'une réponse, toujours invariable : « Faites selon vos lumières, prenez le parti que vous jugerez le meilleur. Je vous ai donné carte blanche pour agir en mon nom. Vous pouvez tirer sur ma caisse. Cela doit vous suffire. »

L'asile finit par s'élever dans ces conditions étranges. A peine les murs sont-ils séchés qu'il se peuple, et l'asile n'a pas encore de directeur. En attendant qu'il en vienne un d'Angleterre, Hodson en fera les fonctions. L'ancien *præpostor* de Rugby n'est pas absolument novice en ces matières, et s'il n'y avait que des garçons à conduire, il y trouverait peu d'embarras; mais vient un moment où le lieutenant et ses vingt-six ans sont requis de diriger quatorze petites filles, la plupart en bas âge, et de faire régner l'ordre parmi les femmes attachées au service de ces enfans. Peu à peu, comme tout créateur, Hodson prend goût à ce travail opiniâtre, dont il attend les meilleurs résultats, non pour lui, — Dieu merci, l'ingratitude publique lui est connue, — mais pour ce qu'on pourrait appeler « l'intérêt anglais » dans l'Inde. Les enfans resteront à l'asile jusqu'à dix-huit ans. Les garçons, pour la plupart, seront soldats. Enfin, nourris, élevés dans ces belles régions de l'Himalaya, on peut espérer qu'ils y reviendront après dix ou quinze ans passés sous le drapeau. Ils s'établiront alors, agriculteurs ou commerçans, autour des différentes stations, dans ces fraîches vallées aux pentes insensibles qu'abritent à diverses hauteurs les chaînes de l'Himalaya. Ils y formeront bientôt le noyau de la première colonie anglaise au sein de la péninsule indienne. En attendant que ces beaux plans se réalisent, il faut que l'établissement vive, et en peu d'années vive par lui-même. Hodson, pénétré de cette vérité, organise une ferme-école à côté de l'asile. Il dessine et plante un beau jardin. Il parle avec orgueil dans ses lettres de ses haricots verts, de ses fraisiers, de ses choux et même de ses pommes de terre (qui n'ont pas la maladie, dit-il entre parenthèse). « Je suis, ajoute-t-il, fort sévère sur la couleur, quand il s'agit d'examiner les candidats à l'admission. Qu'on m'accuse tant qu'on voudra d'un exclusivisme anti-libéral. Ma réponse est bien simple : les demi-castes, les *eurasiens* supportent trop bien le climat des plaines pour avoir besoin de l'air pur des montagnes. D'ailleurs, en les mêlant aux enfans anglais, vous arrivez à corrompre ceux que vous vous proposiez de rendre meilleurs. »

II.

Tandis que William Hodson exerçait ainsi le métier complexe de philanthrope à tout faire, Henry Lawrence, chargé d'organiser le Pendjab, y créait ce corps de guides qui a rendu de si éclatans services dans les dernières guerres. Le but de cette création, le voici. « On se propose, écrit Hodson (1), de former en temps de paix des hommes utiles en temps de guerre, connaissant non-seulement les localités, routes, rivières, collines, gués, passages, mais aussi approximativement les produits de chaque contrée et les ressources en tout genre, capables de donner sur toute chose des renseignemens exacts, d'apprécier la force d'un corps en marche, de ne s'exagérer rien, de ne pas prendre pour un détachement quelques cavaliers soulevant la poussière autour d'un chariot attelé de bœufs. Les officiers doivent pouvoir esquisser les principaux détails de tout pays où l'on s'engage; ils doivent être au fait de toutes les voies de communication et de tous les moyens d'alimenter les troupes. Enfin et surtout, — c'est ici que leur rôle acquiert une portée politique, — ils doivent avoir l'œil sur l'état moral du pays, les menées des princes voisins, et donner à propos les indications qui permettent d'étouffer en son germe toute révolte projetée. Voilà ce qu'est en théorie le corps des guides. Je vous dirai, quand je le saurai, ce qu'il sera dans la pratique. »

Tout naturellement, en organisant cette nouvelle milice, Lawrence avait songé à son jeune protégé. Cependant, par un admirable désintéressement, il faisait auprès du gouverneur-général toutes les démarches qui pouvaient procurer à Hodson un grade plus avantageux dans l'armée régulière; mais comme il se présentait des difficultés réglementaires que la bonne volonté officielle ne paraissait pas devoir lever de sitôt, l'agent du Pendjab (c'est sous ce titre modeste que Lawrence exerçait sa vice-royauté très effective) sentit qu'il avait mis trop de scrupules à s'assurer les services de Hodson. Il l'appela dans sa province, lui donna le commandement en second du corps des guides (2), et tout immédiatement l'envoya faire le relevé topographique d'un des districts encore en voie d'organisation. Le même homme que nous avons laissé au mois de juillet 1846 à la tête d'une espèce de pensionnat, nous le retrouvons en novembre campé à Kunoor, et chargé de percer une route de quarante milles allant de Lahore à Ferozepore, sur les bords du Sutledge. Autres soins, même ardeur. Hodson manie les chaînes, les niveaux, le télescope, le compas, le théodolite,

(1) Lettre du 27 février 1848.

(2) Sous les ordres du lieutenant Lumsden.

comme jadis le sabre, la truelle et la bêche. Là pourtant où il brille surtout, c'est dans le talent de persuader, de convaincre, de se soumettre les hommes. Chez ces tribus encore barbares, que d'abominables tyrans exploitaient la veille et qu'ils avaient habituées à toutes les méfiances, il rencontre des résistances passives, que la violence dompterait mal. Il faut parler, se faire entendre, se faire croire : il y réussit. « Mon prédécesseur, dit-il, officier d'artillerie fort distingué d'ailleurs, s'est vu retirer la mission dont je suis chargé, par suite des procédés trop sommaires que lui dictait son ardent désir de se procurer des ouvriers. Il prenait tout simplement les principaux de chaque village et les faisait pendre aux arbres, *la tête en bas*, jusqu'à ce qu'il les eût ainsi amenés à ses idées. Sa méthode ne valait et ne produisait rien. Vous serez charmé d'apprendre, pour l'honneur de la famille, que « j'embête » à merveille ces bons vieux municipaux hindous par mon éloquence insinuante. Pauvres innocens! quand je vais discourir avec eux sous l'arbre ou près du puits qui leur tient lieu de mairie, quand je leur démontre avec conviction tout ce que la société a gagné à la destruction des Sikhs, et à quel point leurs taxes se trouvent allégées, je ne sais vraiment ce qu'ils me refuseraient. » Effectivement, en moins de trois semaines, il avait réuni un millier de cantonniers plus ou moins volontaires, tracé vingt milles de route à travers une forêt déserte, et parfait une partie notable de cette première section. Chemin faisant, — c'est bien le cas d'appliquer ici cette locution, — il n'en remplissait pas moins les fonctions ardues de juge de paix, punissant les voleurs, faisant enquête sur les crimes plus graves, décidant mainte et mainte question litigieuse, bref travaillant sans relâche de l'aurore à la nuit pour voyager ensuite, très fréquemment, de la nuit à l'aurore; vraie machine à vapeur, — la comparaison est de lui, — toujours soufflant, sifflant, hennissant, courant, travaillant jour après jour, semaine après semaine, et sans se trouver, en fin de compte, beaucoup plus avancé qu'au début. Il avait cessé depuis longtemps de s'étonner, quelque ordre qui lui vînt d'en haut. « On me dirait de construire un vaisseau, de rédiger un code, d'ouvrir des assises, que ce me serait tout un. De fait, voilà comme il en est ici. Chacun a son œuvre à apprendre à mesure qu'il fait son œuvre... Si je continue comme j'ai commencé, je mourrai professeur *in utroque...* »

En février 1848, tandis que la France remuait tant de questions, Hodson creusait paisiblement des canaux, révisait des impôts, et faisait la guerre aux bandits sur les bords de la rivière Chukkir, laquelle, grossie tout à coup par des pluies torrentielles, faillit le noyer bel et bien. D'abord pour s'instruire, ensuite pour s'amuser, cet infatigable observateur avait créé tout un système de police, devenu

fort utile à la domination des provinces conquises. « La plupart des bandits sur lesquels j'ai mis la main (et j'ai fait fusiller l'un d'eux pour encourager les autres) ont été découverts par l'entremise de gaillards fort intelligens que je disperse, déguisés en fakirs, dans les différens villages, et qui ont pour mission de faire bavarder un chacun. Les historiettes sikhes que j'ai recueillies par ce moyen vous paraîtraient incroyables si je vous les racontais. Violence, cruauté, trahison, s'y rencontrent dans des proportions inouies. L'indifférence de ces gens pour la vie humaine a quelque chose de terrifiant. J'ai à peine pu obtenir d'eux qu'ils accordassent une pensée et quelques soins à la recherche des meurtriers d'un pauvre diable que je trouvai hier matin dans un fossé au bord de la route, et dont le cadavre attestait qu'il était mort victime d'un assassinat. En revanche ils demeuraient frappés d'horreur à la pensée de garrotter et d'enfermer un bœuf, animal sacré, qui dans ses fantaisies homicides en était à son *treizième* blessé. Ceci se passait avant hier au soir. Ils me disaient tout nettement que personne n'a le droit de se plaindre d'un coup de cornes quand il provient d'une si vénérable bête. »

Un ordre soudain vint le surprendre au milieu de ces travaux si variés. On le rappelait à Lahore pour l'envoyer à Moultan, avec M. Agnew. A la pensée de voir un pays tout nouveau, de se trouver mêlé à une crise politique, Hodson sentait battre son cœur, et il ne put sans doute que vivement regretter le changement de décision qui le fit rester à Lahore, tandis que la mission du Moultan partait sans lui. Cette déconvenue apparente lui sauvait pourtant la vie. Le capitaine Anderson, nommé à sa place, et M. Agnew, le résident qu'il devait accompagner, disparurent, à peine arrivés, dans le tumulte d'une insurrection militaire, suscitée par le souverain démissionnaire, le traître Moolraj.

Ceci se passait au mois d'avril 1848. Au mois de juin, les hostilités avaient recommencé dans le pays des Sikhs. Des conspirations étaient découvertes, et la potence faisait justice des conspirateurs. Hodson, avec un détachement de guides et un régiment d'irréguliers à cheval, battait l'estrade dans toutes les directions. Un jour c'est une princesse souveraine, une *ranee*, qu'il va enlever et qu'il ramène prisonnière. Le lendemain il est sur la piste d'un faux prophète qui a déjà réuni quatre ou cinq cents fanatiques, et menace d'insurger le pays. Il sillonne le pays dans tous les sens, saisissant les bateaux, postant des hommes à tous les gués, coupant du mieux qu'il peut toutes les voies, heureux en somme de cette vie à cheval, pleine d'émotions, de chances diverses, d'activité fiévreuse, de soucis continuels. Les marches de nuit seulement lui paraissaient parfois pénibles, et il trouvait de trop certaines brises chaudes qui, selon lui, sont « des *simouns* en miniature. » L'une d'elles, surprenant un ré-

giment européen qui s'était arrêté près d'une source pour s'y désaltérer après une longue marche, y laissa quatorze hommes étendus morts. Il faut des événemens de ce genre pour arracher à Hodson quelques expressions de mauvaise humeur. Du reste, tout est bien, même la fièvre, dont on se débarrasse si aisément avec force quinine.

Il y eut un moment où la guerre du Moultan (1848) prit une tournure assez équivoque. Le général Whish, après avoir mis le siége devant la capitale du pays en révolte, fut obligé de se retirer. L'importante forteresse de Govindghur, confiée à des troupes suspectes, courait grand risque d'être enlevée aux Anglais sans coup férir. Hodson fut chargé de la sauver. Un stratagème à la Montluc lui en fournit les moyens. Il envoya devant la forteresse un jeune officier indigène avec un détachement de ses guides, escortant quatre prétendus prisonniers d'état, chargés de chaînes pour le besoin de la journée. Les Sikhs de la garnison, ne voyant aucun visage suspect, laissèrent entrer les soldats de Hodson, et ceux-ci, une fois à l'intérieur, jetant tout à coup le masque, prirent possession de la place importante où Runjeet-Singh abritait jadis ses trésors.

Pendant la campagne de 1848, investi de pouvoirs absolus, ceux que donne l'état de siége, Hodson avait, comme il le dit lui-même, à faire vivre une armée de 18,000 hommes (3,000 soldats, 15,000 valets de camp) et de 2,000 chevaux, à surveiller et diriger le corps des guides, à tenir l'état-major au courant de toutes les manœuvres de l'ennemi, à combattre, l'occasion s'offrant, à démolir six forteresses pour en vendre le contenu aux enchères, à bien accueillir tout visiteur. Il fallait encore rendre de toutes ces choses compte quotidien au gouvernement, — le tout sans préjudice d'une marche de nuit variant de dix à vingt milles et sans parler des heures forcément consacrées aux repas, à la toilette, au sommeil, parfois même à se reposer de ces fatigues surhumaines.

Qu'arrive-t-il de tant d'efforts et de glorieux services? Force complimens et pas grand'chose de plus. Le résident, M. Currie, transmet au gouverneur-général les plus beaux certificats en faveur du lieutenant Hodson. Le secrétaire du gouverneur-général riposte en envoyant à M. Currie le témoignage de l'admiration que lui inspire l'honorable conduite dudit lieutenant. En somme, la guerre finie et le Pendjab annexé, l'objet de tant de flatteuses démarches demeure ce qu'il était. Que dis-je? il retombe à un rang bien inférieur du jour où cessent les priviléges exceptionnels de l'état de guerre. Il n'a plus la moindre part au gouvernement de ce pays qu'il a tant aidé à conquérir. L'Angleterre a un royaume de plus; la reine Victoria met le *koh-i-noor* dans son écrin; Hodson se retrouve en face des règlemens, et les règlemens de la très honorable compagnie n'admettent pas de droits supérieurs à ceux de l'ancien-

neté. La qualité des services n'en compense pas la durée. Hodson a surabondamment prouvé qu'il était capable de gouverner; mais on ne gouverne pas au bout de cinq ans : tant pis pour les mérites exceptionnels; la règle est faite pour le commun des martyrs.

Les guides cependant sont à Peshawur, à la limite de l'Afghanistan. C'est là une compensation à bien des déboires, car il y a peu de chemin à faire pour se retrouver sur un champ de bataille. Ira-t-on à Caboul et à Kandahar? Pourquoi même ne pousserait-on pas jusqu'à Hérat? L'ancien élève de Rugby se pose toutes ces questions; mais point. Les forces accumulées à Peshawur (10,000 hommes à peu près, dont bon nombre d'Européens) y passeront sept longs mois, sept mois de chaleur, « et sans livres! s'écrie douloureusement Hodson. Je suis un des mieux approvisionnés, ajoute-t-il, car, en ma qualité de nomade, j'ai toujours dans mes bagages, si légers qu'ils soient, un petit nombre de volumes; mais je les ai tous lus et relus jusqu'au dégoût, *Shakspeare excepté!...* »

Henry Lawrence pourtant ne laissera pas languir longtemps dans la fastidieuse oisiveté d'une garnison un homme dont il connaît la valeur. Il lui fait résigner son commandement des guides, et le place comme *assistant-commissioner* dans les cadres de l'administration civile. Hodson, qui ne dépose pas son épée sans quelque regret et quelque résistance, finit par céder aux conseils de ses patrons. Ses fonctions nouvelles, il les définit ainsi : « Dans leurs districts respectifs, les délégués aides-commissaires réunissent toutes les attributions judiciaires, fiscales et administratives qui, dans nos pays d'Europe, incombent au gouvernement. Ajoutez-y le soin d'assurer la rentrée du prix de ferme de toutes les terres cultivées et les devoirs attachés à la condition de propriétaire d'immeubles, la police, le régime des prisons, les sessions trimestrielles, les mandats d'arrêt, les fonctions de juré, celles de juge, les taxes de consommation, le droit de timbre, les impôts personnels ou directs, les routes, les ponts, les gués, les eaux et forêts, puis, pour couronnement, le revenu domanial; pensez à tous les détails de chacune de ces administrations, et vous aurez quelque idée de ce qui constitue les fonctions d'un administrateur de l'ordre civil dans ce bienheureux pays du Pendjab. »

Son début dans la carrière administrative se fit au quartier-général, sous les yeux de sir Henry Lawrence. Il eut à examiner et à faire admettre ou rejeter les réclamations innombrables de tous les individus naguère attachés à la cour de Lahore, et que l'annexion avait privés de leurs emplois. Ensuite vint le travail des pensions ou indemnités individuelles à répartir aux familles des soldats tués pendant la guerre. « Je n'ai pas moins de deux mille vieilles femmes, veuves et mères de héros défunts, à voir et à faire vivre, » s'écrie-

t-il avec une certaine mélancolie qu'il est difficile de ne pas s'expliquer. Son heureux naturel reprend bientôt le dessus, et tout en se remémorant l'ingratitude dont on a payé ses premiers services, il pousse au joug avec plus d'ardeur que jamais. « Nous reverrons d'autres guerres, s'écrie-t-il, et *alors*... »

En attendant, sir H. Lawrence l'emmène avec lui, et ils examinent ensemble les pays promis aux prochaines conquêtes, le Kachemyr par exemple, qu'ils parcourent en 1850, poussant, par-delà ses frontières, jusqu'aux montagnes du Thibet. Parmi les lettres qu'il écrit alors à sa sœur, il en est qui rappellent vivement à l'esprit celles de Victor Jacquemont; lisez plutôt.

« Qui m'eût dit que je vous écrirais du Thibet? Me voici assis sous une petite tente de huit pieds de long, où tiennent à grand'peine un étroit *cot*, une table et une chaise de dimensions militaires, mon sac de nuit, mon fusil, et une petite boîte d'étain renfermant, avec mes livres et mes papiers, les matériaux de la présente épître. A l'ombre du même arbre (un marronnier vénérable) se trouve la tente de sir Henry Lawrence, toute pareille à la mienne, sous laquelle il dort présentement, et je devrais l'imiter. Par dehors sont mes animaux favoris, savoir l'attelage de mulets que j'emmène dans tous mes voyages, et qui, pendant la traversée des montagnes, ont l'insigne honneur de porter ma personne aussi bien que mes effets. La cuisine est sous un arbre voisin, et autour du feu sont accroupis nos vaillans gardes du corps, tirés de la brigade spécialement attachée à la personne royale du maharadjah Ghoolab-Singh. Quelques gens de sa cour nous accompagnent aussi, et vaille que vaille, en comptant les valets, un *moonshee* (écrivain) ou deux pour l'expédition des affaires, et les domestiques dont ils sont pourvus, nous formons une caravane de deux à trois cents individus de toute foi et de toute nuance : chrétiens, musulmans, Hindous bouddhistes, Sikhs, chaque espèce représentée par des échantillons assez variés. Quand je parle des nuances aussi diverses que les cultes, ce n'est pas dire peu. Vous seriez de mon avis, comparant ma face blanche et mes cheveux jaunes avec le teint noisette de sir Henry, le blanc jaunâtre et parcheminé des Kachemyriens, la couleur honnêtement brunette du Sikh haut et mince, l'olive-clair du Radjpoute, et toutes les dégradations enfumées qui mènent au noir parfait de l'Indien basse caste. Je suis, je crois, un des hommes les plus blancs de l'Inde, car au lieu de brunir au soleil j'y blanchis à l'instar de la chicorée et du céleri. Quels yeux vous ouvririez devant ma longue barbe, mes moustaches, mes favoris! Mais c'est aussi trop de personnalités; revenons aux faits. L'Indus mugit à cinq cents pieds au-dessous de nous, comme pressé de quitter un pays si monotone, et nous nous tordons le cou quand, de l'endroit où nous sommes, nous voulons regarder la cime des monts sourcilleux qui l'enferment dans son lit de rochers. Je n'ai jamais contemplé scène si sauvage, pays si abandonné du ciel. Ici toute vie cesse. En huit jours de voyage, savez-vous ce que j'ai vu? J'ai vu trois marmottes, deux hoche-queues et trois choucas. Or nous faisons en moyenne vingt milles par jour.

« Dernièrement il nous advint de rencontrer une dame de la façon du monde

la plus romanesque, au milieu du plus sauvage vallon et par un temps presque aussi sauvage. C'est une fort jeune et fort jolie créature, douée de la plus indomptable énergie, et capable de tout supporter au monde... excepté cependant monsieur son mari. C'est pour ne pas l'avoir avec elle qu'elle voyage ainsi seulette. Figurez-vous que, depuis tantôt trois mois, elle parcourt à dos de poney un pays où fort peu d'hommes osent se risquer, traversant les passes les plus formidables, les rivières les plus profondes et les plus rapides, les déserts les plus abandonnés de toute l'Asie. Elle était depuis vingt jours dans les plus extrêmes solitudes du Thibet, où ses yeux n'ont pas rencontré une seule habitation à l'usage des hommes, passant des journées entières sans nourriture, des nuits entières sans abri, franchissant des défilés qui s'ouvrent seulement à seize ou dix-huit mille pieds au-dessus du niveau de la mer (à ces hauteurs, respirer fait mal), souffrante, épuisée, mais persévérant toujours. Pauvre enfant, je crains bien qu'elle ne soit près de sa fin. Il est évident qu'elle lutte contre une consomption terrible, résultant d'une chute qu'elle fit, au début de sa route, au fond d'un précipice.

« Donc nous la rencontrâmes l'autre soir à mi-chemin d'ici au Kachemyr. Elle se trouvait à quinze ou vingt milles de ses tentes; la pluie et l'obscurité arrivaient de compagnie; le thermomètre était au-dessous de 50. Nous la conviâmes en conséquence à camper avec nous. Je lui donnai ma tente et mon *cot;* je pris le rôle de femme de chambre : je lui apportai des bas et des souliers bien chauds, de l'eau, des serviettes, des brosses, bref tout ce qui pouvait compléter autour d'elle un certain comfort, après quoi nous dînâmes ensemble, et je n'ai jamais passé de soirée plus charmante. Gaie comme une alouette, elle nous donnait mille renseignemens curieux, semés des plus piquantes anecdotes, et nous racontait ses mémoires dans le style le plus original et le plus vif. Le matin suivant, après un déjeuner avalé au point du jour, je la replaçai sur son poney, elle reprit sa route, et nous ne l'avons plus revue. Espérons qu'elle vivra assez pour atteindre le but de sa course, et ne s'en ira pas mourir dans quelque gorge de montagnes, seule et sans secours. »

Nos voyageurs poussèrent jusqu'à Ladâckh, où ils virent des marchands qui vont chercher leurs approvisionnemens à Nijni-Novogorod, et apportent ainsi, traversant l'Asie dans toute sa longueur, les produits industriels de la Russie aux sauvages habitans du Thibet. Toutefois cet entrepôt central, ce grand *emporium* du commerce nord-oriental, leur apparut comme un amas de misérables boutiques à peine dignes d'une foire de comté. Le climat seul les ravit par sa bienfaisante fraîcheur. A ces hauteurs exceptionnelles, il neige rarement, il ne pleut jamais, et, sous un ciel toujours bleu, courent des brises délicieusement fortifiantes qui retrempent les organisations épuisées par la chaleur des jungles. S'attachant de plus en plus à son compagnon de voyage, sir Henry Lawrence le pressait de solliciter, en vertu de ses services dans la dernière campagne, l'avancement qu'il avait mérité. Une fois major, si Hodson s'ennuyait du service civil, son ami se faisait fort de le placer à la

tête d'un des régimens du Pendjab. Or c'était là une grande tentation pour un homme que la guerre attirait. « Le rang, les distinctions militaires ont plus de charmes pour moi que toutes les roupies du monde, dit-il dans son style énergique. J'aime mieux m'ouvrir avec l'épée la route qui mène à une pauvreté glorieuse que creuser avec la plume celle qui conduit à l'opulence. A mes yeux, continue-t-il, former, dresser, *entraîner* des soldats (*to train*, le mot des jockeys disciplinant leurs chevaux) est un travail d'un attrait tout particulier. J'aime passionnément cette influence supérieure qu'on acquiert sur leurs âmes, autant par l'ascendant de la volonté individuelle que par celui de la discipline, et en vertu de laquelle vous pouvez, quand bon vous semble, les mener à la mort. J'ai ressenti l'enivrement enthousiaste de ce pouvoir, exercé avec succès sur les guides que je commandais pendant la dernière guerre, et à présent que ma force m'a été révélée, j'en cherche naturellement l'emploi dans les chances de l'avenir. »

Il fallut, pour le moment, renoncer à ces visées belliqueuses. Un avancement rapide retint Hodson dans les cadres de l'administration civile. On l'avait nommé *personal assistant* du commissaire pour les états en-deçà du Sutledge (*Cis-Sutlej-States*). A peine installé à Kussowlee (mars 1851), ses lettres expriment une vive satisfaction. Son supérieur hiérarchique, M. Edmonstone, est un homme de premier ordre. Il a un immense *appétit* d'activité, et la besogne ne leur manquera point, à son acolyte et à lui, car ils ont sous leur sceptre, — et c'est bien le mot, — outre cinq districts anglais, neuf états souverains, c'est-à-dire nominalement indépendans, mais placés sous l'influence britannique. Depuis des années, le pays est livré à l'anarchie; les dispositions du populaire y sont des moins conciliantes; bref, il y a beaucoup à faire, beaucoup à risquer, beaucoup de travail, beaucoup de responsabilité. Que demander de mieux, s'il vous plaît?

Le ton joyeux des lettres écrites par Hodson à cette époque s'explique d'ailleurs par des espérances d'un autre ordre. Il aimait, il était payé de retour. Dès les premiers jours de janvier 1852, il épousait à Calcutta la fille d'un capitaine de vaisseau, la veuve d'un *gentleman* du comté de Hants. La guerre des Birmans, qui allait éclater, menaçait de troubler leur lune de miel, car le régiment de Hodson (*First Bengal European Fusiliers*) était désigné pour cette campagne, et il s'attendait à être rappelé au corps; mais l'expédition ne parut pas assez importante pour qu'on eût recours aux mesures extrêmes. En revanche, le commandement du corps des guides venant quelques mois plus tard à vaquer, le gouverneur-général l'offrit à Hodson, qui ne laissa pas échapper cette occasion de reprendre le harnais. Une pareille mission, après sept ans de

service, lui paraissait à bon droit un coup de fortune, et nous le voyons repousser avec dédain l'offre d'échange que lui adressait le secrétaire de l'administration centrale pour les affaires militaires. « Eh quoi! s'écria-t-il, pour 200 livres sterling de plus par an, je renoncerais à commander un bataillon d'infanterie et un escadron et demi de cavaliers, avec quatre officiers anglais sous mes ordres!... Non, vraiment. Je préfère une selle à un fauteuil de bureau, et la frontière, surtout la frontière de Peshawur, toujours menacée, à cette vie *respectable* de la capitale, vie de promenades en carrosse, de dîners priés, de toilettes, etc. Enfin je préfère l'ambition à l'argent. » Et le 1er novembre il se retrouvait, avec une sorte d'enthousiasme, à la tête de ses chers « guides, » jadis créés, organisés par ses soins. Trois cents cavaliers, cinq cent soixante fantassins, mieux qu'un régiment, telle était cette troupe d'élite, qui, vingt-quatre heures après avoir passé sous ses ordres, partait de Peshawur pour aller faire campagne dans le Huzara. « Nous avons tout ce qu'il nous faut pour une jolie petite expédition de montagne, si ce n'est toutefois des ennemis. C'était jadis une condition *sine quâ non* pour faire la guerre; maintenant on s'en passe à merveille. La forteresse que nous sommes chargés de détruire n'existe plus depuis bien des mois, et nous avons à rétablir, dans un territoire d'où il a été chassé, un de nos alliés indiens, lequel, par malheur, ne veut à aucun prix qu'on l'y rétablisse... Quant à mon autorité, elle est tant soit peu despotique. J'enrôle et je casse qui bon me semble; je fais donner les étrivières, j'inflige la prison, je dégrade, j'avance à ma fantaisie tous mes hommes, y compris les officiers indigènes (non les autres), toutefois avec cette clause restrictive, qu'un seul abus de pouvoir m'ôterait jusqu'au moindre de ces brillans priviléges. Il faut une suprématie de ce genre quand il s'agit de faire marcher des sauvages de race et de langage divers, ramassés depuis les rivages de l'Hindou-Koosh et de l'Himalaya jusqu'aux plaines du Scindh et de l'Hindoustan, gens plus enclins à frapper qu'à se plaindre, et plus insoucieux de tuer un homme qu'on ne pourrait jamais l'imaginer dans notre Angleterre civilisée. »

La campagne dont il parlait lui-même avec tant d'insouciance fut une des plus rudes qu'il eût jamais faites; elle dura sept semaines, par un temps glacial, au sein de montagnes abruptes, couvertes de forêts et défendues avec acharnement. Jusqu'à ce jour, on n'avait pu recueillir aucun détail sur cette expédition du Huzara. La politique du gouvernement anglo-hindou était de représenter la frontière nord-ouest comme parfaitement tranquille, et de reporter toute l'attention sur la guerre qui se faisait à l'autre extrémité de l'empire. Seulement, et peut-être pour dédommager Hodson de cette ingratitude calculée, on lui offrit le commandement d'un vaste district, l'Euzof-

sai, formant la majeure partie de la province où les guides étaient cantonnés. Il fit ses conditions, demandant à cumuler tous les pouvoirs militaires et civils du pays qu'il aurait à régir; on accéda, sans trop de résistance, aux désirs qu'il manifestait, et nous le retrouvons, dès le mois de juin, maître et seigneur souverain d'un petit royaume, ou tout au moins d'un grand-duché (1). C'était là ce qui lui convenait par excellence, et on le sent à la gaieté avec laquelle il décrit lui-même ses mille et mille travaux. Ils sont racontés avec plus de charme encore par la compagne distinguée qui en partageait les fatigues et en allégeait le poids. Bien des Parisiennes, — sans vouloir médire d'elles, — trouveront peut-être, en lisant quelques extraits de ses lettres, que mistress Hodson prenait bien aisément son parti d'une situation compliquée outre mesure. Quant à nous, c'est avec un vrai plaisir que nous reproduisons ces singuliers *tableaux de famille.*

« Janvier 1854.

« Représentez-vous une plaine immense, nivelée comme un tapis de billard, mais beaucoup moins verte, n'étalant, pour tout vestige de végétation, que çà et là un petit massif d'*épine à chameaux,* haut de dix-huit pouces. A l'est, à l'ouest, au sud, le regard ne rencontre pas autre chose; au nord, en revanche, les neiges éternelles de l'imposant Himalaya, étincelant et rayonnant, comme un diadème aux reflets roses, par-dessus la première rangée de ses avant-cimes, dont les mamelons antérieurs avoisinent notre camp. Que diriez-vous, s'il vous fallait vivre en ce désert? Et quels yeux vous ouvririez en voyant nos officiers s'asseoir à table avec leur sabre au côté, leurs pistolets à la ceinture! Le *baby* ne va jamais prendre l'air sans une escorte de cavaliers. Quel bel effet pareil cortége produirait dans Hyde-Park! »

« 15 avril.

« Vous me demandez quelques détails sur la vie que nous menons ici. Eh bien! je vais vous raconter une de nos journées. A peu de chose près, vous aurez l'histoire de toutes.

« Peu après la première pointe du jour, au son du clairon, William se lève pour se rendre à la parade, et de là au fort qu'il fait construire pour nous abriter ultérieurement. A neuf heures, tout est prêt pour le déjeuner, après lequel William rentre dans la tente qui lui sert de cabinet. Il y reçoit les rapports du régiment, examine les recrues, hommes ou chevaux, écoute les plaintes, règle les différends, etc. Le commandant militaire fait ensuite place au magistrat, et va s'installer dans la *kutcherry,* c'est-à-dire siéger sur son tribunal, où il juge les affaires civiles, reçoit les pétitions, concilie les intérêts privés (avec plus encore d'*et cætera*). Vous aurez quelque petite idée de ce travail quand je vous dirai que, dans le cours du mois de mars, mon mari a rendu vingt et une sentences en matière criminelle, dans des

(1) Le chiffre de la population de l'Euzofsai est donné dans une lettre où Hodson rend compte des ravages que le typhus y exerça en 1853. Du 1er mars au 15 juin, 8,352 individus périrent sur un nombre total de 53,500.

affaires de meurtre, de coups et blessures destinés à donner la mort, et jugé près de trois cents menus délits, félonies, vols, etc. A deux heures, il vient donner un coup d'œil à sa petite fille et prendre un verre de vin. Bientôt après cinq heures, on prend le thé, après quoi nous demandons les chevaux, et nous voilà en selle jusqu'à huit heures. C'est alors que je vais avec lui visiter les travaux de la forteresse, ceux du jardin, ceux des routes. De temps en temps nous nous détournons de cette ronde quotidienne pour aller déterminer le site d'un village, d'un puits à creuser, la direction d'un cours d'eau.

« Vous comprendrez facilement le bonheur qu'on éprouve à galoper sur ces plaines immenses par un beau temps bien frais (nos matinées et nos soirées sont encore charmantes), foulant aux pieds un sol émaillé en cette saison de fleurs délicieusement parfumées, et au pied de ces belles montagnes, dont les plus proches revêtent tour à tour toutes les variétés de couleurs que peuvent produire les jeux alternés de la lumière et de l'ombre. De retour au camp, William reçoit encore quelques rapports et s'occupe d'affaires jusqu'à l'heure du dîner, où nous avons souvent quelques officiers, quelquefois un convive de passage.

« Lorsque nous sommes en tête-à-tête, à peine le repas fini, nous examinons, nous classons les lettres arrivées dans la soirée, nous en discutons le contenu, nous y répondons même quelquefois, séance tenante; puis je reçois mes instructions pour le lendemain, les documens que j'aurai à copier, la correspondance qu'il faudra mettre à jour, etc. Et maintenant ne pensez-vous pas que la prière du soir et le sommeil sont bien gagnés, qui terminent cette laborieuse journée? N'oubliez pas que pour la construction de son fort, de ses routes, de ses ponts, William a la fabrication de ses briques à diriger, son bois à chercher et à charpenter. Vous verrez qu'il ne manque déjà pas de besogne. Ajoutez-y cependant encore la peine à se donner pour avoir des ouvriers, pour les faire arriver ici, et, une fois arrivés, pour assurer leur nourriture, plus les moyens de la cuisiner eux-mêmes; car plusieurs sont mahométans. Ils mangent de la viande, mais l'animal doit être tué, dépecé, cuit de la main des fidèles. D'autres sont des Hindous qui vivent de grains et de légumes; mais chacun d'eux exige absolument sa *chula,* son foyer séparé, avec une enceinte où il puisse s'enfermer, lui et ses ustensiles. Que si par hasard le pied d'un étranger a passé sur sa petite muraille de boue séchée au soleil, il ne mangera ni ne travaillera jusqu'au lendemain. Puis ceux-ci fument, ceux-là détestent l'odeur impure du tabac; les uns ne boivent que de l'eau, tandis qu'il faut aux autres des liqueurs spiritueuses, en sorte qu'il n'est pas précisément facile d'ajuster les besoins contradictoires de ces *onze cents* travailleurs. Il me tarde bien, je vous assure, que ce *Murdân-kôtee* (1) soit terminé. Mon pauvre mari aura moitié moins de soucis et de fatigue.

« Pour jeter quelque variété dans notre existence, nous avons, les jours de grande fête, quelques *sports* indigènes, tels que jeter la lance au but, ou bien encore le *nazabaze,* qui consiste à enlever d'un coup de lance, en plein galop, un pieu de douze à quinze pouces, fiché en terre, ou bien encore à couper en deux, d'un coup de sabre, — toujours au galop, — une

(1) *Murdân* est le nom du district. *Kôtee* veut dire forteresse.

orange piquée au bout d'un bambou, haut d'un *yard*. William est très habile à cet exercice et manque rarement son orange; mais les lances sont si longues qu'il faut toute la souplesse d'un natif pour les manier sans risque d'un bras démis ou cassé. Ces fêtes militaires sont très pittoresques. Les cavaliers lancés sont comme enveloppés dans un tourbillon de vêtemens bariolés, et les spectateurs forment des groupes qui me font regretter plus que jamais de n'avoir pas un crayon assez bien doué pour les reproduire sur le papier.

« Le temps a singulièrement contrarié nos travaux de construction. Nous sommes donc encore dans nos huttes et sous nos tentes provisoires. Naturellement, domiciliés ainsi, les chaleurs nous sont particulièrement pénibles. William est accablé de préoccupations, surchargé d'ouvrage; sa santé pourtant est merveilleusement bonne, et il est aussi en train, aussi fou qu'aux plus beaux jours de sa jeunesse. Jamais il n'est si heureux que lorsqu'il a son enfant dans les bras. »

Ce lion des champs de bataille, cet esprit impérieux, ce dompteur d'hommes est effectivement le mari le plus tendre, le père le plus affectueux. Une fille lui naît à Rawul-Pindee, au moment où les guides allaient partir pour châtier les déprédations d'une des plus redoutables tribus de l'Afghanistan (novembre 1853). Hodson, en route déjà depuis plusieurs jours, revient au galop sur ses pas pour bénir l'enfant que le ciel lui donne, et court, à peine l'a-t-il pressé sur son cœur, rejoindre ses compagnons d'armes. L'ennemi vaincu, il revient, et parle à son père avec un sourire ému de cette petite créature née sous la tente. « Je voudrais, dit-il, que vous vissiez votre petite-fille dans les bras de sa bonne. Sa bonne est un soldat afghan du plus farouche aspect... Que voulez-vous? écrit-il dans une autre lettre. La petite *lady* a des goûts étranges, et qu'elle manifeste avec une effrayante précocité. Elle ne veut être portée par aucune des femmes du pays, et laisse voir une préférence marquée pour la population mâle, dont quelques individus paraissent avoir des titres particuliers à sa faveur. Le planton attaché à son service (notez ceci) ne se lasse jamais de regarder ses *beaux petits doigts blancs*. Elle ne se lasse pas davantage de les fourrer dans sa grosse barbe noire, — grave insulte pour un homme d'Orient, mais que celui-ci supporte avec une sérénité parfaite, grâce à l'affection qu'il lui a vouée. Mes gaillards, — fins matois qu'ils sont, — commencent à savoir se servir d'elle, et quand ils veulent obtenir quelque grâce, la demandent au nom de Lilli-Bâbâ (prononcer *Olivia* étant au-dessus de leur courage). Ils savent que ce talisman n'est pas sans puissance... »

Les enfans de sang européen vivent rarement sous le ciel de l'Inde. Olivia n'échappa point au sort commun. Rappelé auprès d'elle par les symptômes terribles du mal qui allait l'emporter, Hodson vit s'éteindre lentement ce petit être, « devenu, dit-il, par

sa grâce et son intelligence précoces, le centre, la lumière de notre foyer. »

Quelques mois plus tard, rendu à la vie active, le jeune proconsul anglais s'inquiète de la tempête qui s'annonce au loin et assombrit les perspectives de la politique nationale. Les négociations secrètes de la Russie avec Dost-Mohammed, le khan du Caboul, ne laissent pas de le préoccuper à certain degré. Un aveu lui échappe à cette occasion, trop singulier pour qu'on n'en tienne pas note : « Menacé du dehors, Dost-Mohammed est venu de lui-même solliciter notre alliance et nos secours. On ne sait encore au juste ce qu'il en attend, on ignore aussi les intentions du gouvernement; une seule chose est certaine, c'est que le jour où ont commencé ses négociations avec nous ouvre une ère fatale pour l'Afghanistan. Dans l'Inde, il nous faut absolument, ou l'abstention totale, ou l'absorption totale. L'histoire du passé montre à toutes ses pages que tôt ou tard les liens établis entre nous et les états indigènes sont pour ceux-ci une cause de mort politique. *L'ardeur du soleil n'est pas plus fatale à une goutte de rosée que ne l'est notre amitié, notre alliance, à un souverain asiatique.* »

La fortune fait volontiers expier ses faveurs. Jusqu'en 1855, la carrière de Hodson avait été marquée par des succès exceptionnels; ses envieux alors eurent leur tour. Le pouvoir sans limites accordé aux agens anglais a pour correctif une responsabilité également illimitée, et ces hommes sous lesquels plient des provinces entières sont eux-mêmes courbés sous le joug d'une autorité souvent capricieuse, souvent tyrannique. Accablé de travaux immenses et chargé, par surcroît, de faire construire une forteresse destinée au corps des guides, Hodson, paraît-il, laissa quelques irrégularités s'introduire dans le compte-rendu des ressources pécuniaires qu'il avait à sa disposition. Ce tort de pure forme, cette erreur de jugement, grossis par des témoignages hostiles, le placèrent en état de suspicion. Une enquête administrative fut ordonnée, et, sans attendre le rapport qui devait en être le résultat, sans même lire ce rapport quand il leur eut été remis, les autorités de Calcutta décidèrent que Hodson cesserait de gouverner l'Euzofsai. En même temps que cette disgrâce éclatante venait le frapper, — disgrâce imméritée, on l'a depuis reconnu, — l'ex-commandant des guides, — redevenu simple lieutenant, — apprenait la mort de son père. Ce malheur, vivement ressenti, lui rendit odieux un moment cet exil volontaire dont il ne devait jamais voir le terme. Une chute violente vint aggraver encore sa situation. Tout semblait s'unir pour le décourager; il ne se décourageait pas néanmoins, et, sous le coup de la disgrâce comme au temps de sa plus grande faveur, dans l'humble rôle de quartier-maître comme dans celui de commandant en chef, déployait

pour le bien du service cette merveilleuse activité, ces aptitudes hors ligne, dont il avait déjà donné tant de preuves. Le moment approchait du reste où une éclatante revanche allait lui être accordée.

III.

Vers la fin de 1856, il avait demandé à faire la campagne de Perse, et s'était vu refuser cette *faveur* en des termes presque insultans, le motif étant pris « de ce qui s'était passé lorsqu'il commandait les guides. » Après deux ans d'injustices patiemment subies, il y avait là de quoi exaspérer la légitime fierté d'un accusé qui se sentait innocent et se savait justifié (1). Aussi allait-il partir pour Calcutta, bien décidé à toutes les conséquences d'un éclat : son départ était annoncé par des lettres datées de Dughsai le 5 mai. Voici ce que nous y lisons : « Je n'ai que trois voies ouvertes devant moi, pour parler *à la Robert Peel :* — 1° me tuer, 2° abandonner le service et passer à l'ennemi, 3° forcer le gouverneur-général à rétracter ses paroles et à me faire des excuses. — J'ai choisi cette dernière. La première était trop « exotique, » et sentait le mélodrame; la seconde aurait donné trop beau jeu à mes adversaires du Pendjab... Et d'ailleurs l'ennemi pourrait fort bien être battu. » En conséquence, ses malles étaient faites; mais fort heureusement il ne partit pas. Cinq jours après qu'il écrivait ces lignes si amères et si dégagées, l'insurrection de Meerut venait lui rouvrir la lice, et donner toute leur valeur à ses services, si gauchement méconnus.

S'il fût parti avant ce coup de tonnerre, il est à peu près hors de doute qu'il n'eût pas traversé impunément les deux mille cinq cents milles qui le séparaient de la capitale indienne. Tout au contraire il se trouva littéralement sous la main du commandant en chef (le général Anson), lorsque, revenu précipitamment à Umballah, celui-ci se hâtait d'organiser les forces destinées à marcher sur Delhi. Il choisit immédiatement Hodson pour aide-quartier-maître général de son état-major, et lui donna mission de se composer une garde de cent cavaliers et cinquante fantassins, recrutés à son choix parmi les natifs. « Tout ceci, écrit Hodson, a été fait de la manière la plus flatteuse, et j'ai là un emploi selon mon cœur. » L'enthousiasme lui est revenu; il reconnaît la gravité de la crise, mais sans douter un instant du résultat. « Non, s'écrie-t-il, nous n'avons pas fourni toute notre carrière. De si noirs nuages que s'obscurcisse le ciel, nous verrons la fin de la tempête. L'étoile de la vieille Angleterre

(1) Le rapport officiel qui déclarait non fondés les griefs énumérés à sa charge, déposé le 13 janvier 1856, n'avait pas encore été *lu* en mars 1857. On découvrit alors que, intercepté au passage, il n'était jamais parvenu sous les yeux du gouverneur-général.

n'en resplendira que plus brillante, une fois l'orage dissipé, et nous nous relèverons plus forts, plus maîtres que jamais. »

Pour premier gage donné à la confiance du général en chef, Hodson entreprit de rétablir les communications entre Kurnaul et Meerut, et de rapporter à Umballah les dépêches du général Wilson. On le connaissait si bien qu'on l'attendait à Meerut, où il arriva effectivement, après trente heures de voyage, avec son escorte de cavaliers sikhs. Le fait sembla merveilleux, et un des officiers qui l'ont raconté dans les correspondances publiées depuis compare Hodson aux héros des temps antiques. « C'est un Amadis de Gaule, c'est un Bayard, dit-il, et non pas un simple officier de notre époque. A l'admiration qu'il inspire, un seul sentiment peut faire contrepoids : c'est la jalousie. » La jalousie se tait dans les circonstances critiques où les hommes de valeur s'imposent sans le vouloir, en vertu de la nécessité même qui force de recourir à eux. Toujours simple lieutenant d'infanterie, Hodson était à la tête d'un corps de cavalerie irrégulière qui prenait son nom, et qui l'a gardé. Ce qu'on appelle en anglais l'*intelligence-department*, — en bon français la direction de l'espionnage, — lui était exclusivement confiée. Admis au conseil de guerre, appelé à fournir non-seulement des renseignemens, mais des idées, des plans d'attaque, il y était écouté à l'égal des vieux généraux. Peu s'en fallut, une fois arrivé devant Delhi, qu'une de ses audacieuses inspirations, adoptée par le général Barnard, ne fît donner l'assaut dès les premiers jours de juin 1857. « On sait, dit Hodson à ce propos, que je conseille volontiers des coups de vigueur; mais on sait aussi que je n'engage à faire que ce que je suis tout le premier disposé à risquer... Delhi est une place très forte,..... qui veut être enlevée par un *coup de main*, et cela tout de suite, sans quoi nous passerons encore bien des semaines devant ses murs... » Le plan, mûri avec soin, devait être exécuté. Il n'échoua, selon Hodson, que « par la couardise et la désobéissance positive de... (1), l'homme qui le premier a été la cause de la perte de Delhi, et qui maintenant empêche de le reprendre. »

Quand les Anglais, entrés dans Delhi, se trouvèrent, après quatre jours de combat, maîtres du palais de l'empereur, Hodson et ses cavaliers, immobiles pendant l'assaut, sans emploi dans les affaires de rue qui l'avaient suivi, demandaient qu'on les lançât à la poursuite de l'ennemi fugitif. On les dépêcha dans la direction du Kootub, c'est-à-dire au midi de la cité, avec défense expresse de se risquer à portée du feu. Ils gravirent en conséquence une petite colline, d'où ils avaient en vue le camp des insurgés sortis de Delhi et restés sous les ordres de Buckt-Khan. Hodson, qui les examinait

(1) Nom laissé en blanc dans le texte anglais.

avec attention, s'assura bientôt qu'ils se mettaient en retraite, et une forte explosion le confirma dans cette idée. C'étaient effectivement leurs munitions qu'ils faisaient sauter avant de fuir. Après être retourné au galop près du général Wilson, qu'il informa de cette manœuvre, le commandant des irréguliers sollicita et obtint l'autorisation de pousser une reconnaissance dans le camp évacué, ce qu'il fit à la tête de soixante-quinze hommes, non sans se donner le plaisir de sabrer, chemin faisant, bon nombre de maraudeurs, et, comme il le dit lui-même, de « personnages à mines suspectes. » Son expédition fut d'ailleurs très heureuse : il ramena trois canons, des drapeaux, des tambours, et la vaisselle plate d'un des régimens insurgés. Mis en goût d'aventures, il sollicita dès le lendemain et n'obtint qu'à force d'instances la permission de courir sus au vieux roi, dont on ne s'occupait guère en ce moment, bien que des négociations eussent été ouvertes avec lui, même avant l'assaut final. Le général Wilson se préoccupait par-dessus tout de « l'embarras » qu'allait lui causer pareille capture. « Je l'assurai, dit Hodson, que s'il était *embarrassé* du roi, c'était bien à la teneur des instructions qu'il le devrait, car, pour mon compte, j'aimerais bien mieux le ramener mort que vif dans la capitale de son empire (1). » Et là-dessus, il partit, avec cinquante cavaliers seulement, pour terminer à sa manière les négociations entamées. Ses pouvoirs allaient jusqu'à garantir la vie et la liberté du souverain détrôné, lequel serait à l'abri de toute insulte personnelle. C'est à l'un des acteurs de ces scènes étranges que nous allons laisser la parole :

« Il faut avoir parcouru, il faut connaître les ruines à travers lesquelles passa le détachement pour se faire une idée des dangers auxquels Hodson s'exposait de gaieté de cœur. Arrivés à destination, le commandant et ses hommes se cachèrent dans un vieux bâtiment, à portée du conduit voûté qui donne accès dans la tombe de Humayoun, où chaque matin se rendait le vieux monarque, qui, chaque soir, s'en retournait à sa résidence ordinaire, le Kootub. Deux émissaires furent ensuite envoyés à la *begum*, Zeenat-Mahal, par qui passait toute cette diplomatie. Ils lui portaient l'*ultimatum* du général, savoir la vie du roi, celle de son dernier fils, celle de son père (ce dernier mort depuis cette époque). Après deux longues heures d'attente, pendant lesquelles le commandant déclare avoir subi les plus rudes angoisses qu'il eût jamais connues, ses émissaires revinrent avec une dernière offre. — Le roi ne voulait se remettre qu'entre les mains du capitaine Hodson en personne, et à la condition que ce dernier lui répéterait, de sa propre bouche, les promesses formelles du gouvernement qui lui assuraient la vie sauve. Le capitaine sortit alors et alla se camper vis-à-vis de la porte du tombeau, se déclarant prêt à recevoir les prisonniers et à confirmer sa promesse. Représentez-vous la scène, devant ce magnifique portail sculpté,

(1) Lettre du 24 septembre, postérieure de deux jours seulement aux événemens qu'elle raconte. Elle est adressée à mistress Suzan Hodson.

dans l'arceau duquel se découpent les dômes blancs de l'édifice intérieur, et là, au milieu d'une foule d'Indiens, un seul homme blanc, bien décidé à ramener ses prisonniers ou à périr sur place.

« Bientôt un cortége apparut, qui sortait lentement de l'enceinte funéraire. Zeenat-Mahal était en tête, dans une de ces voitures closes dont on se sert ici pour les femmes. Lorsqu'elle passa devant nous, son nom fut articulé à voix haute par le *moulvie*. Ensuite, dans un palanquin, venait le roi, vers lequel Hodson poussa son cheval dès qu'il le vit, et auquel il demanda de rendre ses armes. Avant de les livrer, le roi demanda s'il était bien Hodson-Bahadour (1) et s'il consentait à répéter la promesse faite par son messager. Le capitaine répondit affirmativement à ces deux questions, ajoutant que la vie du roi et celle du fils de Zeenat-Mahal étaient garanties, pourvu que le premier se rendît sans causer de troubles; — puis, avec une emphase particulière, il déclara que si la moindre tentative était faite pour enlever les prisonniers, il tuerait le roi sur place, ni plus ni moins que s'il s'agissait d'un chien. Le vieillard alors rendit ses armes, que le capitaine remit à son cavalier d'ordonnance, sans cesser lui-même d'avoir le sabre nu à la main. La même cérémonie eut lieu pour le petit prince (Jumma Buckh). et ensuite commença le voyage vers Delhi, voyage qui sembla au commandant durer une éternité tout entière. Les palanquins en effet n'avançaient qu'au pas de la marche à pied, et avec sa poignée d'hommes il se voyait entouré de milliers d'individus en armes, dont un seul aurait pu l'étendre mort d'un coup de fusil lâché par derrière. Son ordonnance m'a raconté que c'était merveille de voir l'influence qu'exerçaient sur la foule émue son regard froid, sa physionomie impassible. On eût dit les natifs tout à fait paralysés par cette scène inouie d'un homme blanc, — pour eux les cinquante *sowars* (cavaliers) ne comptaient absolument pas, — emmenant *seul* leur monarque. Peu à peu, à mesure qu'on approchait des murs de Delhi, la foule diminuait, et un bien petit nombre suivit jusqu'à la porte dite de Lahore. Le capitaine Hodson, devançant de quelques pas le cortége, commanda d'ouvrir. Comme il franchissait le seuil, l'officier de garde lui demanda ce qu'il ramenait ainsi dans tous ces *palkees*. « Rien que le Grand-Mogol, » répondit-il simplement, sur quoi l'officier, pris à court, laissa échapper une exclamation dont l'énergie eût pu offenser certaines oreilles délicates. Sortis à ces mots du corps de garde, les soldats du poste avaient bonne envie de le saluer d'un hourrah, et on ne put les en empêcher qu'en leur donnant à penser que le roi prendrait pour lui ces acclamations honorifiques. A la porte du palais, le cortége rencontra M. Saunders, promu au gouvernement civil de la cité, à qui Hodson délivra en bonne forme ses captifs de race royale. « Par Jupiter! s'écria ce magistrat, dont la stupéfaction avait quelque chose de fort divertissant, on devrait, rien que pour ceci, mon camarade, vous donner le commandement en chef de l'armée! »

« La remarque du général fut encore plus caractéristique : « Je suis charmé que vous ayez pris votre homme, dit-il au capitaine, mais je ne m'attendais guère à revoir ni vous ni lui. » Les officiers présens ne purent s'empêcher d'applaudir leur camarade, qui fut immédiatement autorisé à choisir, parmi les armes du roi, celles qu'il voudrait conserver en mémoire

(1) Hodson le Victorieux.

de cette brillante capture. Il est ainsi devenu possesseur de deux sabres dont l'un porte gravé sur sa lame le nom de Nadir-Shah, et l'autre le cachet de Jehan-Ghir. Le commandant compte en faire hommage à la reine. »

L'expédition qui suivit celle-ci, et qui devait se terminer d'une manière si tragique, a été racontée par un témoin oculaire, le lieutenant Macdowell, commandant en second des *Hodson's-horses*. Les émotions de la journée se reflètent trop bien dans son récit pour qu'il ne perdît pas à être simplement analysé. Il vaut mieux le donner par extraits.

« Le 21 septembre, billet de Hodson : *Accourez au plus vite. Amenez cent hommes*. Je pars aussitôt. Il était six heures du matin... Rendu auprès de lui, il me raconte que les trois princes, ceux qu'on appelait les *shahzadahs* (fils du roi), les chefs de la rébellion, étaient retirés dans un tombeau impérial, à quelque six milles, qu'il veut les aller prendre, et qu'il m'offre de l'accompagner. N'était-ce pas bien obligeant à lui? Jugez si je refusai. Nous partîmes à huit heures, et, sans hâter le pas, nous nous dirigeâmes vers ce palais funéraire, immense édifice, qu'on appelle le *tombeau de Humayoun*. Là étaient en effet les princes avec environ trois mille musulmans de leur suite. Dans le faubourg voisin, il y en avait encore à peu près trois mille autres, et tous armés, ce qui rendait l'affaire assez scabreuse. Faisant halte à un demi-mille de l'endroit, nous envoyâmes sommer les princes de se rendre sans conditions, sous peine de toutes les conséquences que pourrait amener leur refus. Une bonne demi-heure s'écoula, et le temps me paraissait long; puis un messager nous arriva qui demandait de la part des princes si, quittant leur asile, ils pouvaient compter sur la vie sauve. « Se rendre à discrétion » fut toute la réponse. Nous attendîmes encore. C'étaient des momens d'anxiété. Une tentative pour les enlever de vive force eût tout perdu, et nous doutions fort qu'ils se décidassent à venir. Nous entendions les clameurs des fanatiques qui (nous le sûmes plus tard) suppliaient les princes de les conduire contre nous. Or nous n'avions que cent hommes, et nous étions à six milles de Delhi. Enfin, s'imaginant, à ce que je suppose, que tôt ou tard ils tomberaient en nos mains, ils prirent le parti de se rendre sans conditions. « Puisque nous avions épargné le roi, nous les épargnerions peut-être aussi, » se disaient-ils sans doute. Un messager vint nous instruire du parti auquel ils s'arrêtaient. Nous envoyâmes des hommes à leur rencontre, et, par ordre du commandant, je portai la troupe en travers de la route, pour les recevoir au besoin et les fusiller sans miséricorde, si on essayait de nous les arracher. Il parurent bientôt dans un petit *ruth*, ou chariot indien, attelé de bœufs, cinq de nos cavaliers marchant à leur droite, cinq à leur gauche. Derrière eux se pressaient (sans la moindre exagération) de deux à trois mille musulmans. Hodson et moi nous allâmes à leur rencontre, nos hommes demeurant un peu en arrière. Ils saluèrent dès que nous arrivâmes près d'eux, et Hodson, leur rendant le salut, commanda au conducteur d'avancer. Nous touchions au moment décisif. La foule, derrière eux, fit un mouvement. Hodson lui fit signe de reculer. J'appelai du sabre notre escadron, qui s'avança aussitôt et vint se placer à l'arrière du chariot, entre les princes et la multitude. Puis, Hodson m'en ayant

donné l'ordre, je m'avançai lentement sur les groupes, qui se repliaient les uns sur les autres, non sans nous menacer du regard. Tout en ce moment était suspendu comme à un fil. Hodson cependant, retournant au galop du côté du chariot, enjoignait aux dix cavaliers qui formaient l'escorte de hâter un peu la marche des princes, tandis que nous ferions front et contiendrions la foule. Celle-ci se retirait lentement vers le *tombeau de Humayoun,* et nous suivîmes pas à pas ce mouvement de retraite. Arrivés à l'intérieur de l'enceinte, les musulmans gravirent les degrés, et allèrent se former dans les immenses jardins en terrasse. On y arrivait par un perron voûté. Laissant notre troupe en dehors, Hodson et moi (je ne le quittais non plus que son ombre), suivis seulement de quatre hommes, nous montâmes ce perron sans descendre pour cela de cheval, et, parvenu en face de ces longues files d'ennemis, il les somma de mettre bas les armes. Il y eut alors un murmure. Le commandant réitéra son ordre sur un ton encore plus péremptoire, et (Dieu sait pourquoi, car pour moi je n'y comprends rien) ils commencèrent à obéir..... Nous n'éprouvions nullement le besoin d'avoir leurs armes, et en des circonstances ordinaires jamais nous n'eussions risqué notre peau d'une façon si follement téméraire. Ce qu'il nous fallait à tout prix, c'était de gagner le temps nécessaire pour mettre les princes hors de portée. En cas d'attaque effectivement, nous ne pouvions tout au plus que nous faire jour vers Delhi, et encore avec peu de chances d'y arriver sains et saufs. Eh bien! nous restâmes là deux heures d'horloge, rassemblant les armes qu'ils nous livraient; moi, pour ma part, croyant à chaque instant qu'ils allaient fondre sur nous. — Je ne disais rien, et fumai tout le temps afin de leur montrer combien peu je ressentais d'inquiétude. Enfin, quand tout fut terminé, les armes réunies, chargées sur une charrette, et quand nous nous mîmes en route, Hodson se tourna vers moi et me dit : — Il est temps de partir. — Nous nous mîmes en selle avec une lenteur calculée; la troupe reforma ses rangs, et nous sortîmes à loisir de l'enceinte, suivis par la foule. Notre allure continua d'être la moins pressée du monde, et tout se passait fort tranquillement. — Pourquoi, m'allez-vous demander, ne chargiez-vous pas ces suivans incommodes? — A ceci je répondrai simplement que nous étions cent hommes, et eux six mille. Je n'exagère point, vous lirez le rapport officiel. A un mille à peu près de notre point de départ, Hodson, me regardant de côté : — Eh bien! Mac, me dit-il, nous les tenons donc à la fin! — Sur ce mot, un double soupir soulagea nos poitrines oppressées. Jamais de ma vie, non pas même sous le feu le plus terrible, je ne me suis senti en pareil danger. On assure autour de moi que c'est l'affaire la plus hardie, la plus aventureuse dont on ait entendu parler depuis des années. Et je ne parle pas de moi, qui tout simplement exécutais mes ordres, mais de Hodson, qui avait tout conçu, tout arrangé.

« Maintenant achevons l'histoire... Nous rejoignîmes les princes à cinq milles environ de l'endroit où nous les avions pris, et par conséquent à un mille de Delhi. La foule, grossissant toujours, serrait de plus près les chevaux de nos *sowars,* et son attitude devenait de plus en plus hostile. — Qu'allons-nous faire de ces gens-ci? me dit tout à coup Hodson. Je crois qu'il vaudrait mieux les fusiller ici même. Jamais nous ne les ferons entrer là-bas.

« Un neveu du roi que nous avions avec nous, et dont nous avions fait un témoin à charge, nous avait garanti l'identité de nos prisonniers. De plus, ils s'étaient reconnus eux-mêmes pour ce qu'ils étaient, savoir : Mirza-Mogul, le neveu du roi et le principal promoteur de l'insurrection ; Mirza-Kishere-Sultamet, également un des principaux rebelles, bien connu pour avoir tué de sa main des femmes et des enfans européens; enfin Abou-Buckt, commandant en chef titulaire et l'héritier présomptif du trône mogol. Ce dernier est ce même jeune démon qui dépouillait nos femmes en pleine rue, et s'amusait à couper les bras et les jambes de leurs enfans, égouttant le sang des blessures dans la bouche de ces pauvres mères. Ceci est la vérité littérale. Il n'y avait pas une minute à perdre. Nous commandâmes à la troupe de faire halte. Cinq cavaliers vinrent se placer en avant du chariot, cinq autres à l'arrière, faisant le vide autour du char. Hodson fit descendre les princes, leur ordonna de se déshabiller et de remonter ensuite dans leur chariot, puis il les fusilla de sa propre main... Avant de les tuer ainsi, parlant à nos hommes, il leur avait expliqué qui étaient ces prisonniers, et par quels actes de férocité ils avaient mérité de perdre la vie. Cette petite harangue, fort laconique du reste, eut un effet merveilleux. Les musulmans paraissaient frappés de cette application de leur loi du *sang pour sang*, et quant aux Sikhs, ils poussaient littéralement des cris de joie, tandis que la masse populaire s'éloignait en silence et lentement. A ce moment même, un *sowar* me montra, dans un champ labouré, un homme qui s'enfuyait rapidement et dont les bras étincelaient au soleil. Le cavalier et moi, nous nous lançâmes après lui, et, l'ayant atteint, je constatai que c'était l'eunuque favori du roi, le même dont les atrocités nous avaient été si fréquemment rapportées. Le *sowar* le sabra sur place, et nous revînmes dans les rangs, charmés d'avoir nettoyé la terre de ce monstre. Il était alors quatre heures de l'après-midi. Hodson conduisit le chariot, chargé des cadavres, jusqu'au cœur de la ville, où il les fit placer dans une des rues les plus peuplées, afin que chacun pût les bien reconnaître. »

Il est honorable pour le caractère humain que des actions comme celle dont nous venons de reproduire le récit,— parfaitement véridique, il faut le croire,— entraînent avec elles un blâme presque certain. La nécessité a beau les expliquer, la logique a beau les présenter sous le jour le plus favorable : l'âme épouvantée se refuse à toutes ces atténuations de l'horreur instinctive que lui cause le meurtre accompli de sang-froid sur des êtres qui ne se défendent point. Il laisse une tache comme celle que lady Macbeth essaie en vain d'ôter à ses mains cent fois purifiées, toujours sanglantes. Hodson, durant les six mois qu'il a survécu à ses victimes, a dû plaider et replaider sa cause devant l'invisible tribunal où siége le suprême arbitre des actions humaines; mais, malgré l'attitude résolue qu'il affecte, la courageuse abnégation qu'il oppose au blâme public, n'est-il pas permis de deviner sous ce front hardi quelques pensées amères, et dans cette conscience intrépide quelques regrets du moins, si ce n'est quelques remords? Avant de répondre, écoutez un

de ses plaidoyers. Il est du 12 février 1858. Un mois plus tard, la main vaillante qui l'avait tracé se raidissait pour jamais.

Hodson commence par se justifier d'avoir promis la vie au roi de Delhi *après* l'avoir fait prisonnier. Qu'on démente donc ce bruit calomnieux. La promesse du général Wilson était de deux jours antérieure à la capture; on a eu raison de ne pas la marchander. Le nom seul du vieux monarque était un tocsin qui peu à peu aurait soulevé tout l'Hindostan. Et que valait après tout l'existence d'un vieillard de quatre-vingt-dix ans auprès de toutes celles qu'on rachetait en le déterminant à se livrer? « Mais, continue-t-il, n'est-il pas étrange que ceux-là mêmes qui me blâment le plus haut pour avoir épargné le roi m'accusent aussi d'avoir tué ses fils? *Quousque tandem?...* pourrais-je à bon droit m'écrier, moi aussi. Au fond cependant, je suis complétement indifférent à l'un et à l'autre reproche. Dès cette époque, je pris mon parti de tout ce qu'on pourrait me jeter de censures et d'invectives. J'étais convaincu d'être dans le vrai, et en me préparant à courir le risque *matériel* de l'entreprise, je me bronzais aussi d'avance contre les chances diverses qu'elle pourrait *moralement* avoir. Les temps par lesquels nous avons passé, le temps même où nous sommes, ne sont pas de ceux où un homme qui prétend servir son pays doit s'arrêter aux conséquences que peut avoir pour sa personne privée l'accomplissement de ce qu'il croit son devoir. »

Ainsi parle Hodson. Son frère, ecclésiastique distingué, un des gradués de Cambridge, lui vient charitablement en aide en citant la lettre de félicitations de M. Montgomery (1), le même qui depuis a pacifié l'Oude, et une réponse directe de sir T. Seaton aux questions soulevées par ce drame étrange.

« Vous demandez, dit le second de ces éminens personnages, une réponse à ces questions si controversées : pourquoi a-t-il garanti la vie du roi? pourquoi a-t-il exigé des princes qu'ils ôtassent leurs vêtemens avant de les tuer? Il a promis la vie au roi de Delhi parce que tel était l'ordre du général Wilson... Ici, personne ne s'est demandé pourquoi il avait fait déshabiller les princes, ou, disons plus vrai, pourquoi il leur a fait ôter leurs vêtemens de dessus. Ce n'était certainement pas, comme l'ont prétendu quelques Français stupides, « pour ne pas gâter le butin (2) ; » car si les habits de dessus répondaient à ceux de dessous, dans lesquels les cadavres ont été enterrés, ils eussent été payés cher à un shilling la pièce. Hodson les fit déshabiller tout simplement pour rendre plus effrayantes et leur mort et l'exhibition qui suivit devant la Kotwalla. Quelques personnes demandent aussi « pour-

(1) Voici textuellement le billet de M. Montgomery, daté du 29 septembre 1857 : « Cher Hodson, honneur à vous, honneur aux cavaliers qui portent votre nom, pour avoir *pris* le roi et *tué* ses enfans! J'espère que vous en mettrez encore bien d'autres au sac. En toute hâte, votre à jamais, R. MONTGOMERY. »

(2) Ces mots incorrects sont en français dans l'original.

quoi il les a tués de sa main. » Je réponds à cette question par une autre : — Quel eût été, sur la foule des assistans, l'effet d'une seule minute d'hésitation vraie ou simplement apparente ? »

IV.

Les six derniers mois de cette vie aventureuse sont dignes des années qui les avaient précédés. Pas un jour de repos, une entreprise suit l'autre : des prouesses d'équitation à étonner les plus rudes chasseurs des trois royaumes. Le capitaine Hodson, qui allait devenir le major Hodson, passait des nuits entières à cheval, et avait fini par dormir en selle. Aucun de ses cavaliers ne faisait le coup de sabre comme lui ; pas une lance n'était aussi terrible que la sienne à l'ennemi fugitif. Sa dextérité, son sang-froid dans ces rencontres corps à corps faisaient l'admiration de l'armée. « Il me semble le voir encore, écrivait un de ses compagnons d'armes, aux prises avec les plus braves, les plus furieux de ces rebelles, souriant, se moquant, parant les coups les plus terribles du même air qu'il eût écarté un essaim de mouches, et narguant son antagoniste par toute sorte de défis : « Eh bien ! est-ce tout ?... Recommençons !... Vous dites ?... Et vous appelez cela de l'escrime ? »

Le corps des *cavaliers de Hodson* fut séparé en deux pour les opérations qui suivirent la prise de Delhi. Un détachement suivit vers Agra la colonne sous les ordres du colonel Greathed ; le reste accompagna celle du brigadier Showers, lancée à la poursuite des troupes fugitives sorties pêle-mêle de la capitale, et qui, on le sait, n'avaient pas osé rester en vue de la petite armée anglaise. Hodson les poursuivit sans relâche pendant tout le mois d'octobre. En novembre, il obtint un congé de quelques semaines, pour aller à Umballah revoir sa femme, séparée de lui depuis six mois entiers. Il profita d'ailleurs de ce répit pour pousser avec une extrême activité le recrutement du corps qu'il avait créé. « Je compte, écrit-il, le porter à mille cavaliers avant la fin de l'année. Les plus braves et les mieux nés du pays se pressent sous mon étendard. »

Le 2 décembre, un immense convoi descend vers Cawnpore, où il va ravitailler le camp de sir Colin Campbell. Ce convoi, marchant sur une longueur de quinze milles, n'a pour escorte qu'une colonne mobile de quinze cents hommes. Les *Hodson's horsemen* en font partie, sous les ordres de Hodson et de son fidèle lieutenant Macdowell. Chemin faisant, on rencontre l'ennemi, ou, disons mieux, on se détourne pour l'aller joindre. On le bat, on le disperse, on le poursuit. Trois combats sont livrés coup sur coup ; vingt-cinq canons sont enlevés aux rebelles. Le 27 décembre, on prend la ville

de Mynpoorie, où l'on fait halte, et là, on apprend que le commandant en chef est ou peut être à trente-huit milles seulement, du côté de Goorsahaigunge. Il s'agit de lui porter des dépêches. Hodson sollicite cette mission plus que difficile. Le 30 décembre, à six heures du matin, lui et Macdowell se mettent en route, avec une escorte de soixante-quinze *sowars* de leur régiment. A quatorze milles du camp qu'ils viennent de quitter, ils font halte, déjeunent, et laissent cinquante hommes de leur escorte. A quatorze milles plus loin, à Chibberamow, nouvelle station : n'ayant pas rencontré l'ennemi, ils croient pouvoir laisser encore les vingt-cinq cavaliers qui leur restaient. Quatorze milles franchis si près de l'armée anglaise paraissaient aux deux officiers une promenade toute simple, même en pays suspect. Malheureusement à Goorsahaigunge ils ne trouvent point le commandant en chef. Lord Clyde était à Mermuka-Seraï, leur dit-on, c'est-à-dire à quinze milles plus loin. On ajoutait qu'à deux milles de l'endroit où ils étaient arrivés stationnait une colonne ennemie de sept cents hommes. Contre ce danger, ils prirent la seule précaution qui fût à leur portée : ce fut de partir pour le quartier-général aussitôt que possible, avant que leur arrivée eût pu s'ébruiter. De fait, ils y arrivèrent sans encombre, mais non sans étonner le général anglais par le récit de leur imprudente équipée. Sir Colin Campbell retint Hodson et son compagnon à dîner, et à huit heures du soir les laissa repartir avec ses instructions pour la marche du convoi. De Mermuka-Seraï à Goorsahaigunge, le retour eut lieu sans obstacle et sans accident; mais à mi-chemin de cette dernière bourgade et de Chibberamow, les deux intrépides cavaliers rencontrèrent un Indien qui s'était posté sur leur route tout exprès pour leur donner avis d'un danger imminent. Les vingt-cinq cavaliers restés le matin même à Chibberamow avaient été attaqués par un corps ennemi, et avaient dû s'enfuir, non sans laisser quelques morts sur la place, quelques prisonniers aux mains des révoltés. Il était à supposer qu'à la suite du combat, une embuscade avait été laissée sur la route pour surprendre les deux chefs dont l'escorte venait d'être ainsi dispersée. A vingt milles du camp de sir Colin Campbell, à trente milles de leur propre camp, ces nouvelles n'avaient rien de très particulièrement agréable. Que faire cependant? Avancer ou battre en retraite? Le parti de Hodson fut bientôt pris : « Nous aurons toujours le temps de rétrograder!... Au galop! Il faut essayer de passer outre! » Et c'est ce qu'ils firent, lui et Macdowell, par une noire nuit d'hiver, un temps âpre et glacial, un vent qui les gelait jusqu'à la moelle des os. On sent presque le même frisson en les suivant du regard sur ce chemin semé d'embûches.

« ..... Nous avions fait passer nos chevaux du milieu de la route pavée sur

les bas côtés, où la terre molle amortissait en partie le bruit de leurs pas, et nous avancions en silence, l'oreille tendue à tous les bruits, fatiguant nos yeux à percer l'obscurité, à découvrir, derrière chacun des arbres qui bordaient la route, les formes de l'ennemi qui pouvait s'y être embusqué pour nous envelopper. Ce fut, je vous assure, un moment de rude anxiété. Dans le voisinage immédiat de Chibberamow : — Ils sont *là*, nous dit notre guide à voix basse en nous montrant un jardin entouré d'arbres, en face de nous, sur la droite. — De fait, nous distinguions parfaitement un murmure de voix humaines. Était-ce l'ennemi? était-ce un prestige de notre imagination? Je ne saurais le dire. Nous traversâmes très lentement et très silencieusement le village, dans la principale rue duquel nous vîmes le cadavre d'un de nos cavaliers gisant, raide et blafard, au clair de lune. Arrivés à l'autre extrémité, nous renvoyâmes notre fidèle guide, avec ordre de venir nous rejoindre au camp, et, mettant l'éperon au ventre de nos chevaux, nous galopâmes jusqu'à Bewar, en hommes qui savent leur vie en jeu. Nous y arrivâmes à deux heures du matin. Un détachement de nos cavaliers était venu jusque-là au-devant de nous.

« ..... Tout ce que me dit Hodson, quand nous nous retrouvâmes en sûreté, fut ce simple mot : « Par saint George, Mac, je paierais cher une tasse de thé! » Puis il alla tout aussitôt se coucher. C'est le plus beau sang-froid que j'aie jamais rencontré de ma vie. Nous avons fait, lui et moi, nos soixante et douze milles, lui sur son petit bai-brun, moi sur *Alma* (1). »

Le 31 janvier 1858, après un rude combat livré à Shumshabad (dans le voisinage de Futtyghur), Hodson, atteint de deux coups de sabre au bras droit, écrivait de la main gauche pour annoncer la mort de son ami et lieutenant Macdowell, tué dès le début de l'affaire, et à l'âge de vingt-huit ans. Hodson lui-même, mis hors de combat, puisqu'il ne pouvait plus ni tenir son sabre, ni diriger son cheval, se fit traîner vers Cawnpore dans le *dog-cart* d'un de ses amis. Sir Colin Campbell le soignait, le choyait de son mieux, et annonçait à tous, lui annonçait à lui-même sa prochaine promotion au grade de colonel. Mis à ce régime, Hodson fut bientôt rétabli, et avant la fin de février on le retrouve sous les murs de Lucknow, dans une chaude mêlée de cavalerie, où il sauva la vie d'un de ses officiers en sabrant le cipaye qui l'allait percer de sa lance. Le 11 mars, alors que les Anglais, déjà maîtres des ouvrages extérieurs, se préparaient à attaquer le palais de la bégum (*Begum's Kotee*), l'intrépide major reçut ordre de se rapprocher avec sa troupe des murailles de la cité. Il monta aussitôt à cheval, et laissant ses ordres à son adjudant, prit les devans afin de venir explorer lui-même les terrains les mieux disposés pour y asseoir un campement provisoire. On lui annonça chemin faisant l'assaut qui allait être donné au palais; il y courut, pressé par un irrésistible instinct. —

(1) Lettre du lieutenant Macdowell, datée de Bewar le 1er janvier 1858, c'est-à-dire du jour même où il venait d'échapper si miraculeusement à la mort.

« Je viens prendre soin de vous, dit-il en riant au brigadier Napier chargé de l'attaque. Vous ne pouvez vous passer de quelqu'un qui vous surveille. » Impétueusement livré, l'assaut réussit. Hodson pénétra dans le palais par la brèche avec le général Napier et le reste de l'état-major, mais en cette mêlée confuse ils se perdirent de vue. Quelques instans après, rencontrant des soldats qui cherchaient de tous côtés les cipayes encore cachés çà et là dans les cours cloîtrées et les longs corridors du palais, le commandant des irréguliers se mit machinalement à leur tête. Arrivé à l'angle d'un passage sur lequel ouvrait une cellule obscure : « Tenez, leur dit-il, ou je me trompe fort, ou il y a par ici quelques-uns de ces drôles. » Or il ne se trompait pas, et au moment où il mettait le pied sur le seuil de cette espèce de cachot, une balle vint le frapper en pleine poitrine et lui traversa le corps de part en part. Il recula de quelques pas en chancelant, et tomba pour ne plus se relever. Les *highlanders* qui le suivaient pénétrèrent, baïonnettes basses, dans la cellule d'où était parti le coup; pas un cipaye n'en sortit vivant. Ranimé par des stimulans, Hodson vécut encore toute la nuit, mais sans se dissimuler que sa blessure était sans remède. A dix heures du matin, l'hémorragie, un moment arrêtée, reprit son cours, et, perdant ses forces d'heure en heure, le blessé mourut trois heures plus tard.

S'il était besoin d'ajouter quelques réflexions à un récit qui peint si bien et Hodson lui-même et la race d'officiers dont il fut un brillant spécimen, nous signalerions en lui comme sa qualité supérieure, que toutes les autres, subordonnées à celle-ci, servent à mettre en relief, le besoin d'autorité, d'ascendant, de domination, qui, dans toutes les conditions, dans toutes les sphères sociales, fait les pasteurs d'hommes. Hodson aimait l'autorité pour l'autorité; l'exercice de la volonté lui était un besoin. Quand de telles natures abondent en un pays, — et l'Angleterre en est là, — les dangers qu'elles pourraient faire courir à la liberté sont balancés par les obstacles qu'elles jettent sur le chemin de la tyrannie. Seulement il est bon que la responsabilité pèse sur ces organisations absolues, que la hiérarchie comprime ce qu'il y a d'excessif dans l'élasticité de leurs ressorts. L'autorité de famille, les souvenirs d'une discipline sévère, le joug de l'opinion, le fouet toujours levé d'une publicité vengeresse, doivent se réunir pour dompter, contenir, refréner le tyran que renferme tout homme ainsi doué. Le pays profite alors sans péril de cette même force qui eût pu servir à sa ruine, et l'homme qui, livré à lui-même, serait peut-être devenu un fauteur de violences demeure ainsi l'héroïque et docile agent de l'intérêt national, de la volonté de tous.

E.-D. Forgues.

LITTÉRATURE ANGLAISE

UN ROMAN DE LA VIE MONDAINE.

Guy Livingstone, or Thorough, 1 vol. in-8°; London, John Parkes, 1858.

Voici les mois rians de l'année, les mois où l'on va oublier au sein des bois et sur le bord de l'océan les boues et les miasmes de Paris; faisons de même, éloignons-nous de ce monde fiévreux et vulgaire de lionnes pauvres, de ménages entretenus et de romanesques agioteurs que nous présente une littérature viciée. Partons donc pour l'Angleterre, ne fût-ce que pour échapper aux mièvreries sentimentales et aux brutalités démocratiques. Pour que la transition ne soit pas trop brusque, j'ai choisi un livre nouveau qui roule sur les sujets scabreux chers à la moderne littérature française : le contraste des deux littératures sera ainsi moins accusé, et n'en sera peut-être que plus instructif. Il est intéressant de voir comment en Angleterre on comprend les vices, les passions, les caractères que nos dramaturges et nos romanciers se plaisent à peindre exclusivement depuis quelques années. Tous les personnages de *Guy Livingstone*, hommes et femmes, sont des mondains endurcis et des pécheurs de la plus redoutable espèce. Ils n'ont d'autres principes que les médiocres principes d'action de dandies sans peur, mais non sans reproche, de centaures sauvages et de chasseurs infatigables qui ne trouveront pas comme Nemrod grâce devant le Seigneur. Ils ont des muscles d'acier, un tempérament intraitable et des passions ingouvernables; nul autre but dans la vie que la satisfaction de l'orgueil charnel. Certes ce sont des personnages beaucoup plus

recommandables par leurs vices que par leurs vertus; cependant ils intéressent, souvent même ils appellent la sympathie. Ne leur croyez aucune ressemblance avec les Rodolphe, les Léon, les Roger et autres ardens gamins dont certains romans hystériques contemporains nous ont donné les insignifians portraits. Ces personnages sont vicieux, mais sans platitude. Ils connaissent la vie et ils savent vivre : quand ils parlent, leur dépravation trouve pour se justifier des axiomes d'une incontestable profondeur; quand ils agissent, ils vont jusqu'au bout de leurs mauvaises actions avec une incroyable fermeté. Ils sont cruels et impitoyables, ils ne sont jamais lâches; ils jouent sans remords avec la vie de leur prochain, jamais ils ne s'amusent à le déshonorer par de mesquines espiègleries. Leur noblesse ne les abandonne pas, même dans les plus furieux accès de la colère, de la passion et de la haine. Le second titre du roman, *Thorough*, exprime bien leur caractère : ils aiment et haïssent à *outrance*. Damnés de haute et forte race, ils sont d'avance la proie désignée de Satan, mais jamais ils ne recevront les coups de pied et les soufflets par lesquels sans doute les démons de rang inférieur châtient la populace des pécheurs vulgaires. Les don Juan clercs d'avoué, les Lovelace d'arrière-boutique, les Richelieu de la prime et du report qui abondent dans nos romans actuels, feraient bien, pour se perfectionner dans cet art difficile de la corruption, d'aller passer quelque temps auprès d'eux en qualité de *grooms* et de palefreniers. S'ils mettaient bien à profit leur temps de service, ils apprendraient ce que c'est que l'immoralité dans une âme forte et hautaine, et peut-être alors, après avoir compris ce qu'il faut au vice de grandeur pour qu'il soit supportable, reviendraient-ils guéris de leurs prétentions, et consentiraient-ils à être ce que la nature voulait qu'ils fussent, d'honnêtes pauvres diables et d'inoffensifs imbéciles.

J'ai été heureux de trouver dans *Guy Livingstone* une qualité qui, à quelques exceptions près, est absente de la littérature française contemporaine, je veux dire l'esprit moral. Quoi que disent et fassent les personnages du roman, ils ne sortent jamais d'une certaine région, ils ne cessent de respirer dans une certaine atmosphère. S'ils n'ont pas de vertus, ils ont de l'esprit et de la grâce. Dans leur cœur tourmenté et corrompu fleurissent de belles délicatesses morales : générosités pleines de tact, humilités inattendues, remords passionnés. Ils ont beau être coupables; un certain esprit moral, composé d'élévation naturelle, de tact mondain et de culture intellectuelle raffinée, ne les abandonne jamais et soutient l'intérêt qu'ils inspirent. Ils n'ont pas besoin d'agir et de souffrir pour appeler l'attention. Leurs physionomies suffisent pour éveiller la curiosité,

et leurs conversations ordinaires pour contenter l'esprit du lecteur. Ils présentent donc un parfait contraste avec les héros de nos romans modernes, qui ne sont intéressans que lorsqu'ils sont écrasés par la fatalité ou même hurlans sous le fouet de la passion brutale, mais dont on ne pourrait supporter la conversation ordinaire, ni contempler pendant cinq minutes la désagréable physionomie. Lorsque ces tristes personnages souffrent, bon gré, mal gré, ils nous émeuvent, parce que le spectacle de leurs douleurs nous rappelle les liens de parenté qui unissent les hommes entre eux, et que le sentiment de pitié, si admirablement exprimé par cette parole de Shakspeare : « un insecte souffre autant quand on l'écrase qu'un géant quand il meurt, » s'empare de notre cœur, qui voudrait en vain résister. Ils nous émeuvent comme le passant inconnu qu'une voiture vient d'écraser et dont on relève sous nos yeux les membres saignans, comme le pendu que nous apercevons tout à coup dans une promenade, au détour d'un bois. Dès les premières pages de *Guy Livingstone*, au contraire, nous nous intéressons aux acteurs, parce que nous sentons, par les portraits que l'auteur nous en donne et par le ton des conversations que nous venons d'entendre, qu'ils vivent d'une vie morale, c'est-à-dire que toutes leurs actions, vertueuses ou perverses, dérivent de certaines pensées, et sont le fruit de la réflexion et de la volonté. Nous n'avons pas hâte de courir au dénoûment; ils ont à nous tracer tant de silhouettes curieuses et à nous exprimer tant de profondes observations avant de nous y conduire! La route ne nous paraît ni longue ni fatigante, car nous ne faisons pas des étapes forcées avec eux, et nous aimons à nous arrêter pour réfléchir sur leurs observations ou rêver sur les souvenirs qu'ils évoquent. Combien nous aurions aimé à connaître par exemple l'aimable jeune homme dont le souvenir traverse la mémoire de l'auteur à la vingtième page du livre, et qui apparaît un instant à nos yeux, comme une belle vision, pour ne plus revenir! « Je n'oublierai pas Warrenne, trop excellent pour ceux avec qui il avait à vivre, un David dans notre camp de Kedar, marchant toujours droit devant lui dans le chemin qu'il croyait le vrai, — quoique par instans son vif sang irlandais s'irritât furieusement des contraintes qu'il s'imposait à lui-même, — et s'efforçant, avec une douceur parfaite, d'entraîner les autres dans sa voie : un Lancelot par son dévouement au sexe féminin, un Galahad par la pureté de ses pensées et de ses poursuites. *Je n'ai jamais connu un homme du monde avec une telle simplicité de cœur, ni un saint avec tant de savoir-vivre.* » Certes nous voilà loin des silhouettes de bourgeois insignifians ou stupides que nous rencontrons dans nos romans réalistes.

Ce roman, comme la plupart des romans anglais, est anonyme; mais si nous ignorons le nom de l'auteur, nous pouvons aisément deviner, d'après le ton du livre et les nombreuses indications qu'il contient, la condition de l'auteur et la classe à laquelle il appartient. Il a longtemps vécu sur le continent, et possède familièrement la langue française; il connaît les règles de la bouillotte et les quartiers dangereux de Paris. Malgré la faible santé dont il s'accuse et la solide instruction classique dont son livre donne tant de preuves, il est évident qu'il a traversé la vie en plus d'un sens et qu'il a fait plus d'une expérience. Le ton de l'homme du monde écrase dans son livre le ton du *scholar* et de l'écrivain. Il a des doctrines religieuses, politiques et morales; mais, comme tous les mondains, il juge plutôt d'après le *criterium* du tact que d'après des doctrines abstraites. L'indulgence et la sympathie qu'il laisse voir pour ses héros, même dans les instans où ils sont le plus coupables, la charité presque indifférente avec laquelle il les réprimande, indiquent que ce sont ses pairs dont il raconte l'histoire. Il a un esprit moral que n'ont pas généralement les mondains de certaines conditions, et il a des observations d'une expérience tout à fait *singulière*, que les honnêtes gens de certaines classes ne connaissent pas, et ne connaîtront jamais. Je prends au hasard une de ces observations, remarquables par leur profondeur caractéristique : « Il n'y a rien qui déconcerte une nature qui a été longtemps habituée à obéir comme un soudain et brutal coup de main. Rappelez-vous les Scythes et leurs esclaves : les rebelles affrontèrent assez bien leurs maîtres sur le champ de bataille avec l'épée et la lance, mais tout leur courage les abandonna lorsqu'ils entendirent le claquement des grands fouets. » Celui qui a fait cette observation est incontestablement, soit par nature, soit par le fait de sa naissance, un aristocrate. Ce livre porte donc la marque, et, si l'on veut, la livrée de l'auteur. Il porte le cachet d'un homme du monde d'habitudes studieuses et d'un *scholar* d'expériences très variées. En lisant ce roman, je ne pouvais m'empêcher de faire un retour sur nous-mêmes. Les livres les plus intéressans de l'Angleterre ne sont pas ceux des écrivains de profession; un dandy, un officier, un ministre de campagne, une fille ou une femme de *clergyman*, s'avisent de prendre la plume pour raconter les circonstances particulières de leur vie et présenter le tableau du petit monde où ils ont vécu, et ce livre, au lieu d'être, comme l'inexpérience des écrivains pouvait le faire craindre, plein de confusion et de maladresse, se présente avec toutes les conditions de la vie, pittoresque, animé, dramatique. C'est que les auteurs n'avaient pas l'ambition de faire un livre littéraire, ils avaient l'ambition de faire un livre vrai. Ils n'aspiraient

pas à la gloire du grand romancier à la mode ou du grand écrivain du jour, et par conséquent ils n'ont pas gonflé leur pensée pour la faire plus grosse qu'elle n'était. Ils n'ont pas cherché à imiter les sentimens d'autrui, ils se sont contentés d'exprimer les leurs dans toute leur originalité; ils sont restés fidèles à la réalité, et la réalité les a récompensés.

La littérature anglaise dans tous les temps, mais particulièrement dans le nôtre, a donné au monde cette leçon : ayez la sincérité, vous aurez le talent par surcroît. — On pourrait proposer l'exemple de l'Angleterre comme un excellent sujet de méditation aux gens du monde, assez nombreux dans notre pays, que possède l'envie de rehausser par la gloire leur titre ou leur fortune. Nos mondains, qui ont souvent l'esprit vif et délicat, perdent généralement toute originalité dès qu'ils prennent une plume et s'assoient devant un bureau. Aussitôt qu'ils se trouvent en face d'eux-mêmes, leur premier soin est d'abdiquer leur personnalité. Ils appellent à leur aide non l'inspiration, mais l'imitation, et se trouvent heureux lorsqu'ils ont produit une œuvre de seconde ou de troisième main, qui rappelle quelque écrivain en renom. Ils semblent penser que la littérature doit être autant que possible distincte de la vie, et en conséquence ils compriment leur nature et cherchent en dehors d'eux-mêmes des moyens d'intérêt et d'émotion : mauvaise leçon que leur ont apprise les funestes traditions académiques de notre pays. L'art et la littérature ne sont pas plus distincts de la vie que la forme n'est distincte de la substance et l'effet de la cause. Ils ont une excuse, je le sais bien, une excuse dont je ne veux pas diminuer l'importance. Il faut vraiment du courage pour oser être soi-même dans le seul pays du monde où l'épithète d'original soit appliquée comme terme de mépris, et où certaines convenances sociales sont considérées comme plus précieuses que la spontanéité de la nature et l'audace de l'esprit. Oser se montrer réellement tel qu'on est et dire la vérité sur la société à laquelle on appartient est pour un homme du monde français une tâche héroïque. Il y perdrait tous ses amis et réjouirait tous ses ennemis; il se verrait accusé des crimes les plus noirs, comme d'avoir calomnié le parti ou la caste dont il est membre, d'avoir trahi la confiance de ses amis, ou d'avoir troublé la foi des honnêtes intelligences avec lesquelles il est en relation. L'objection a sa portée, je n'en disconviens pas; mais la nature se moque des conventions sociales et condamne celui qui leur obéit docilement à n'enfanter que des productions incolores et insignifiantes. Peut-être un jour cependant nos mondains français réfléchiront-ils qu'il faut encore plus de courage pour se résigner à produire une œuvre insignifiante qu'il n'en faut pour oser être original et dire résolûment

ce qu'on pense et ce qu'on a vu. C'est ainsi qu'en jugeaient leurs pères, qui nous ont laissé tant d'œuvres originales, vivantes et gracieuses, pour lesquelles ils affrontaient les convenances mondaines, le déplaisir de la cour, les grimaces des jansénistes, les commérages venimeux du jésuitisme et les épigrammes populaires. Il est vraiment curieux que nos modernes mondains n'osent plus faire, dans une société démocratique et libre à l'excès, ce que leurs pères faisaient dans une société monarchique et pleine d'entraves.

L'Angleterre a toujours été représentée comme le pays où les convenances sociales pesaient avec le plus de tyrannie sur l'individu, et cependant c'est le seul pays où les hommes de toute condition n'aient jamais eu peur d'être eux-mêmes et de dire la vérité sur le monde auquel ils appartenaient. Dans ce pays où l'opinion règne en souveraine, chacun se moque cependant du *qu'en dira-t-on?* Le roman de *Guy Livingstone* est une preuve du peu de souci que prennent les Anglais des bienséances hypocrites et des platitudes polies. L'auteur ose tout voir, tout dire, tout penser. Il nous montre le monde dans lequel il nous introduit sans réserve diplomatique et sans réticences hypocrites. Il est resté fidèle à la réalité jusqu'à la fin de son récit avec une véracité impitoyable. Il a osé, lui homme du monde et peintre d'un monde très élevé, nous faire entrevoir cette vérité devant laquelle un La Rochefoucauld ou un Paul de Gondi n'eût pas reculé jadis, mais devant laquelle reculerait à coup sûr un mondain de nos jours : c'est que la civilisation n'est qu'un manteau, et que les mêmes passions qui agitent le cœur des derniers sauvages de la plèbe rugissent avec la même force dans le cœur des hommes les plus cultivés. A côté de ses héros marchent la violence toujours prête à secouer ses torches et le crime qui guette l'occasion propice. Les vices scandaleux emplissent leurs demeures du bruit de leurs orgies, et les vices bas et infimes eux-mêmes montent des écuries et des cuisines pour s'installer dans leurs boudoirs et leurs salons. Leurs haines ont l'énergie des haines des fous, leurs colères la brutalité des colères plébéiennes, leurs jalousies la ruse féroce des jalousies de courtisanes. Si vous n'apercevez pas par les yeux du corps le classique poignard, le romantique poison, l'oreiller d'Othello, c'est que les bienséances mondaines ne le permettent pas, mais vous pouvez les apercevoir par les yeux de l'esprit. Quand on a achevé cette lecture navrante, on arrive à se dire qu'en définitive le seul progrès dont nous puissions nous vanter, c'est l'hypocrisie, et que le seul avantage que nous ayons sur nos ancêtres est celui de la modération, non dans la passion, mais dans l'expression qu'elle revêt. Nos mœurs ne sont pas plus douces que celles de nos barbares ancêtres, mais elles sont plus contenues. Nous considérons le

crime comme trop bruyant, la passion comme trop turbulente, la haine comme trop grossière, au moins dans leurs manifestations extérieures. Nous avons donc proscrit tout cela, non comme mauvais, mais comme ridicule, et nous partageons l'avis de ce brave voltairien qui disait si agréablement : « Le parricide n'est pas seulement un crime, c'est aussi une preuve de mauvais goût. » L'auteur, toutes réflexions faites, applaudit à ce progrès. « Après tout, dit-il, il y a dans la vie plus de sécurité, et il vaut mieux qu'il en soit ainsi. Lorsque j'achète une paire de gants, je suis heureux de savoir qu'ils ne sont pas empoisonnés, et lorsqu'on me présente une rose, je n'ai plus à craindre d'en respirer le parfum. Vous figurez-vous quel plaisant spectacle ce serait que de voir, au milieu d'un dîner, votre convive tomber subitement la face noire et les membres contractés? » Il y a du vrai dans ces réflexions; cependant je doute que ce progrès soit aussi important que le croit l'auteur. Les dangers qui menacent l'individu ont changé de formes, comme les passions qui l'agitent, et voilà tout. Gulliver poussa des cris effroyables lorsqu'il se vit entre les dents du bambin gigantesque de Brobdingnac; mais sa vie se trouva fort en danger aussi le jour où, se réveillant, il se sentit cloué en terre par sa chevelure, et se vit en butte aux flèches des Lilliputiens. Nous ne tuons plus notre ennemi, mais nous l'aidons à se casser le cou, et s'il tombe à l'eau, nous nous gardons bien d'appeler au secours. Et puis il y a une considération qui a son importance pour les *dilettanti* et les littérateurs, c'est que le crime est un des élémens nécessaires des beaux-arts, et que par conséquent les artistes ne doivent pas trop s'applaudir des formes mesquines qu'il revêt de notre temps. Les querelles sanglantes des Capulets et des Montaigus, la tragédie des Cenci, les poisons des Borgia et des Médicis nous paraîtraient de fort mauvais goût aujourd'hui; cependant les poètes en ont tiré la matière de beaux drames. Avec les passions sauvages de nos pères, on pouvait faire de belles œuvres poétiques; avec nos passions hypocrites, c'est à peine si on parvient à faire des romans supportables.

Les personnages de *Guy Livingstone* sont tous sans exception ce qu'on appelle des *dandies*. Il ne faut pas entendre précisément par ce mot ce qu'on entend chez nous par hommes à la mode ou hommes à succès, encore moins ces insignifiantes poupées masculines, esclaves d'un tailleur ou d'un bottier, que le vif argot parisien a baptisés de tout autres noms. Ce sont des *dandies* non-seulement dans l'acception mondaine, mais, si j'ose m'exprimer ainsi, dans l'acception philosophique de ce mot. Il ne faudrait pas croire en effet que le *dandy* soit essentiellement un produit de la société; non : le *dandy* existe dans la nature comme le saint, le poète et le héros. Il arrive

même fréquemment qu'il a en lui certaines affinités mystérieuses avec ces types remarquables : tantôt il est doublé d'un poète, tantôt les circonstances de la vie courbent son âme orgueilleuse dans la pénitence et la prière, plus fréquemment il est capable d'une vaillance intrépide qui est proche parente de l'héroïsme, si elle n'est pas l'héroïsme lui-même. La brillante histoire des *dandies*, de leurs erreurs et de leurs succès, de leurs crimes et de leurs conversions, depuis Alcibiade jusqu'à lord Byron, compose un des chapitres les plus intéressans des annales morales de l'homme. Nous leur devons quelques belles choses, beaucoup de mauvaises, et pas une seule de bonne, car l'élément diabolique de leur nature est tellement puissant qu'il résiste même au repentir et à la conversion, et qu'il infecte toutes leurs œuvres. Ils ont gagné quelques batailles, pris part à quelques révolutions importantes, amené la chute d'un certain nombre de gouvernemens, servi cruellement certaines réactions politiques, aidé à faire quelques coups d'état, et opéré un assez bon nombre de coups de main. Ils ont fourni à la littérature les types de don Juan et de Lovelace, et nous leur devons *Childe Harold* et *Lara*. Je dois dire encore que si nous y regardions de très près, et avec un bon microscope moral, nous découvririons peut-être que nous leur sommes redevables du monastère de la Trappe, et, chose plus importante par ses conséquences historiques, de l'institut des jésuites lui-même. C'est donc un type d'homme remarquable, quoi qu'on puisse penser; en tout cas, il n'en est pas de plus détestable. Une nature de *dandy* bien accusée est la quintessence, l'élixir superfin de l'immoralité; il n'en est pas sur laquelle le péché originel ait laissé une empreinte aussi profonde. Vous ne pouvez rien imaginer qui soit plus loin, je ne dirai pas des sentimens chrétiens, mais des sentimens les plus simples de la commune humanité. La faculté maîtresse de ce caractère est l'orgueil, non pas cet orgueil raisonné, préservatif de la dignité morale, qui mérite presque le nom de vertu, mais un orgueil instinctif, comme la cruauté du tigre, la majesté du lion. Cet orgueil instinctif engendre un égoïsme tellement puissant que rien ne peut le vaincre et l'amollir, ni la pitié, ni le remords, ni le spectacle de la souffrance, ni l'exemple de la charité et du dévouement, ni l'admiration des grandes choses, rien, si ce n'est pourtant les coups de la destinée. Cette nature, qui ne peut être émue par rien de ce qui est humain, ne sait pas résister au malheur. Lorsque la bête fauve, qui tout à l'heure s'élançait sur sa proie d'un bond superbe, avec un rugissement de plaisir féroce, se sent atteinte à mort, elle remplit de ses plaintes la forêt entière, et, se cachant comme de honte, cherche pour mourir le fourré le plus épais. Ainsi du véritable *dandy*. Tant

qu'il est florissant et superbe, rien ne peut égaler son assurance et son mépris; mais que soudain il soit dépouillé de ses richesses, visité par la maladie, éprouvé par le chagrin, qu'il perde la créature charnelle qui faisait la joie de ses sens ou qu'il soit privé subitement de sa beauté, alors, son orgueil se transformant en désespoir, il implorera la destinée, rêvera de suicide et de solitudes monastiques, méditera des règles ascétiques. Aux époques de grande foi catholique, on en a vu qui proposaient des conditions à Dieu, et lui promettaient une conduite exemplaire, s'il ressuscitait leur bonheur détruit. Dans notre époque démocratique, on en a vu qui, pour se réconcilier avec l'humanité outragée par eux, ont fait alliance avec la populace. — Immorale créature, direz-vous, et plus lâche encore qu'immorale! — Eh bien! vous vous trompez : dans ce subit abattement sous les coups du malheur, il n'entre aucune lâcheté. Un vrai *dandy* n'est réellement maîtrisé que par les choses qu'il est obligé de reconnaître plus fortes que lui. Aucun danger ne lui fera peur, aucun ennemi ne lui semblera redoutable tant qu'il pourra le contempler face à face, et qu'il pourra le combattre même avec des armes inférieures. S'il faut mourir, il mourra sans que son orgueil fléchisse. Des sauvages peuvent le scalper, des révoltés le fusiller, sans qu'il perde un instant son sang-froid et qu'il abdique une minute sa faculté de mépriser, pour plaider en faveur de sa vie; mais devant un adversaire inattaquable ou devant un ennemi invisible, il est sans défense comme un enfant. Il succombera sous le mépris d'une femme, et que sera-ce lorsqu'il se sentira atteint par les coups de la fatalité et les vengeances de la Providence! Il s'incline alors, s'avoue vaincu et s'humilie, et c'est par là qu'il se réconcilie avec la vérité morale, l'humanité et la religion. C'est un spectacle qui a sa grandeur. Tels sont les héros du roman de *Guy Livingstone*. Dès que le malheur les a frappés, ils doivent mourir, ou, sort plus terrible, se consumer dans l'isolement de *spleen*, de misanthropie et de dégoût.

Peut-être après tout le malheur et la mort sont-ils les conclusions favorables et désirables de telles existences. Il est bon que ces existences s'éteignent avant que la vieillesse arrive, il est bon que le malheur transforme en remords ces passions audacieuses et ces triomphes insolens que le cours naturel du temps et les glaces de l'âge auraient transformés en regrets coupables. Un vieux poète élégiaque est déjà un personnage peu séduisant; mais un vieux dandy présente un spectacle repoussant. Un vieux dandy est un scandale en chair et en os, un solécisme moral. La trop indulgente fatalité n'a pas touché ce vieux mondain, qui s'est d'autant plus endurci dans le mal que la douleur l'oubliait davantage. Aucune purification n'a élevé et

nettoyé son âme des vices et des frivolités criminelles qu'une longue existence y a entassés. De ses anciens scandales on ne voit plus que la fumée; la flamme brillante s'en est éteinte depuis longtemps. Cette superbe insolence s'est comme figée en un froid cynisme, et cette pratique audacieuse et passionnée du mal s'est transformée en théorie machiavélique. Le vieux *dandy* fait la philosophie des vices qui ne sont plus à son usage; l'impuissance de faire le mal où l'âge l'a réduit lui fait trouver une triste compensation dans le plaisir qu'il éprouve à le voir commettre autour de lui. C'est un réprouvé dans toute la force du terme, et l'on se demande, en le voyant, si l'apparente indulgence de la destinée n'est pas après tout le plus formidable châtiment qui pût l'atteindre. Les sens sont glacés, le cœur est desséché, la conscience muette : quel spectacle!

C'est avec tous ces déplaisans attributs que se présente au lecteur sir Harry Fallowfield, le précepteur de Guy Livingstone dans l'art des *flirtations,* vieux Valmont dont la dernière joie, l'unique consolation, la suprême ressource est d'exposer cyniquement les principes qui président à l'art des séductions. C'est à juste titre que l'auteur le compare à un immoral mancenillier à l'ombre duquel les meilleures résolutions se dessèchent et meurent. Sa conversation fait frémir; en voici un fragment qui montre qu'il aurait su apprécier les ressources et la profondeur d'esprit de Mme de Merteuil mieux que Valmont lui-même, s'il l'eût rencontrée sur son chemin. « Il est certainement très dur pour les femmes que notre sexe ait dégénéré comme il l'a fait, car je crois en conscience qu'elles sont aussi rusées, aussi perverses, et qu'elles apprécient la tentation autant qu'autrefois. Voyez miss Bellasys par exemple : elle a une sensualité calculatrice, une astuce de stratagèmes, un mépris complet de la vérité et une aptitude pour affoler les hommes que le régent Philippe aurait adorés. Je l'ai vue, un jour qu'elle n'avait rien de mieux sous la main à corrompre, s'emparer d'un homme plus vieux, plus triste, plus prudent et plus laid que je ne le suis moi-même, et l'amener en deux ou trois jours sur les frontières de la folie, si bien qu'il grondait contre sa pauvre femme, sa compagne depuis quarante années et la vertueuse mère de six grands enfans, avec une expression qui faisait penser aux couteaux de cuisine et à la strychnine. Guy lui convient mieux. La force de ses nerfs et de ses muscles la tient quelquefois en respect, et il a une certaine dureté de caractère et une absence de pitié dans la conduite qui, perfectionnées par mes conseils, le mèneront loin, quoique j'aie bien peur qu'il n'aille pas jusqu'au bout de la route. Oui, vous avez raison de ne point paraître flatté : *vous valez un peu mieux que les autres,* mais c'est tout. Notre monde dégénéré n'est pas digne de cette

rare créature; elle est née un siècle trop tard. » Pareil au Lovelace du poète, qui cherche la douleur pour s'en faire un miroir, il aime à contempler chez autrui les tortures de la jalousie, les blessures de l'amour déçu, le désespoir des passions malheureuses. Lorsque son élève chéri, Guy Livingstone, eut brisé le cœur de la belle et pieuse Constance Brandon, il eut un joli mot, cruel et pénétrant comme une lame d'acier, un mot où toute la malice d'une âme diabolique est concentrée comme un parfum ou un poison dans une goutte d'essence : « Rien n'est plus naturel ni plus conforme aux règles que ce qui est arrivé. La dame était une sainte, et les saintes ont toujours quelque chose d'incomplet tant qu'on n'en fait pas des martyres. La souffrance est leur état normal. » Il mourut comme il avait vécu, impénitent. Un soir, après avoir, selon sa coutume, semé autour de lui le plus de paradoxes immoraux qu'il put trouver, il monta dans sa chambre et se coupa la gorge avec une fermeté de main admirable, qu'on n'aurait pu attendre d'un homme perclus de rhumatismes. Il déshonora sa vieillesse et ses cheveux blancs par ce suicide, et la destinée le méprisa ainsi jusqu'à la fin. Mieux eût valu pour lui qu'au sortir de la jeunesse il eût été atteint par le malheur, et qu'il eût racheté ses fautes par les remords et les mélancolies de Ralph Mohun.

Ralph Mohun était un jeune officier d'une conduite à peu près convenable jusqu'au jour où une passion fatale s'empara de lui. Il ne songea pas à lui résister. Il aimait une jeune femme mariée contre son gré; il l'enleva et alla prendre du service dans l'armée autrichienne. Ralph avait un cœur, et par conséquent le malheur le saisit dès l'instant où sa passion fut satisfaite. Il souffrit non pas de ces vulgaires souffrances qui atteignent d'ordinaire les passions coupables, de l'ennui et du dégoût, mais des souffrances plus grandes et plus nobles du remords. Jamais l'amour de lady Caroline Mannering ne lui fut une chaîne, un fardeau, un regret; mais il souffrit de la situation humiliante que lui avait faite son amour. Le mari de lady Caroline ne fit point de demande en divorce et enleva ainsi au coupable le seul moyen qu'il eût en son pouvoir de réparer sa faute. Son amour ne put jamais la relever de la faute commise, et leur triste bonheur dut forcément porter jusqu'à la fin les infamantes épithètes d'illicite et d'illégitime. Caroline Mannering dut rester la concubine de Ralph Mohun. La tendresse et le dévouement de Ralph furent impuissans à protéger sa maîtresse contre les mépris du monde, la froide politesse des hommes et les sourires méprisans des femmes. En vain elle était à ses yeux une créature angélique, pour le monde elle n'était plus qu'une femme coupable et perdue. Le cœur de Ralph saigna donc d'une dou-

ble blessure, de la sienne propre et de celle que leur faute commune avait ouverte dans le cœur de la femme qu'il aimait. Un désespoir semblable à celui de l'homme qui voit sa famille menacée de mourir de faim sans pouvoir lui venir en aide s'empara du jeune officier lorsqu'il vit lady Caroline succomber sans qu'il pût la secourir sous la réprobation pharisaïque du monde. Enfin elle mourut, et alors Ralph Mohun sentit tout le poids de la solitude et de l'abandon. Il n'essaya pas de détourner la destinée, il ne songea pas à oublier. Il se retira dans un château dont il avait hérité en Irlande, et là il vécut seul, donna un libre cours à son humeur sauvage et s'offrit libéralement en pâture aux vautours du *spleen* et du remords. De loin en loin, cette solitude était troublée par l'arrivée de quelques amis d'enfance ou de voisinage admis à contempler l'ombre morose de celui qui avait été le bouillant Ralph Mohun.

C'est pendant une de ces visites que se passa une scène que je veux rapporter tout entière parce qu'elle expliquera au lecteur, mieux que ne le pourraient faire de longues considérations, une des causes les plus puissantes de l'ascendant des classes aristocratiques en Angleterre, je veux dire l'énergie sauvage et désespérée du gentilhomme anglais. Un soir, pendant que Ralph et ses convives étaient à table, un misérable *attorney* irlandais, poursuivi par les paysans qu'il avait maintes fois réduits à la détresse et au désespoir, chercha un refuge dans le château. Ralph Mohun écouta sans mot dire l'histoire de Michael Kelly (c'était le nom de l'*attorney*), puis, toujours muet, il lui montra la porte d'un geste impérieux. Et maintenant c'est un drame terrible qui commence :

« Le cri que poussa le malheureux en voyant ce geste, je ne l'oublierai jamais.

« — Pensez-vous que je vais transformer ma maison en lieu de refuge pour les *attorneys* en danger ? dit Ralph en réponse au regard interrogateur que je lui lançai. N'y eût-il que cette raison que votre femme est sous mon toit, je ne m'y risquerais pas. Une attaque dans l'ouest n'est pas un jeu d'enfant.

« Kate était sortie, et était appuyée contre la galerie. En entendant ces derniers mots, elle devint rouge de colère et s'écria :

« — Si je pensais que ma présence pût empêcher un acte d'humanité, je quitterais votre maison à l'instant, colonel Mohun.

« Ralph sourit légèrement, et inclina la tête en signe de courtoise approbation.

« — Ne vous irritez pas, mistress Carew. Si vous avez envie de ces émotions, je serai trop heureux de vous les procurer. Ainsi c'est accordé, n'est-ce pas? Nous soutenons l'*attorney*. — Levez-vous donc, monsieur, et n'ayez pas cette figure de chien qu'on fouette. Vous êtes en sûreté pour le moment.

« Il avait à peine achevé ces mots, qu'on entendit au dehors un grand

bruit de pas, puis des chuchotemens animés, puis un coup frappé à la porte et une invitation à ouvrir.

« — Nous voudrions parler au colonel, s'il vous plaît.

« — Me voici; que désirez-vous? grogna Mohun.

« — Nous voulons l'*attorney*, nous savons qu'il est dans le château.

« — Alors j'ai regret de vous dire que vous serez désappointés. Ce n'est pas ma fantaisie de vous le livrer. Je ne vous livrerais pas un simple lapin; laissez cet homme tranquille.

« — Alors nous l'aurons en dépit de vous, crièrent en même temps deux ou trois voix.

« — Essayez, dit Ralph. En attendant, je vais dîner, bonsoir.

« Une voix qu'on n'avait pas encore entendue, d'un accent criard et perçant, s'éleva sur ces mots : — Ah! bien, je vous souhaite le meilleur des appétits, colonel, mon chéri, et dépêchez-vous de dîner. C'est Pierce Delaney qui vous servira votre souper. — Puis ils s'éloignèrent.

« — Ledit Delaney est un carrier colossal, dit Ralph. Il représente l'élément physique de la terreur dans les environs, comme j'en représente, je crois, l'élément moral. Nous aurons ensemble avant demain matin une chaude entrevue; il ne m'aime pas. Fritz, faites monter Connell; il est quelque part en bas.

« Le garde entra l'air ahuri. Il était dans les écuries, et venait seulement d'entendre parler de ce qui se passait.

« — Tenez les carabines et les fusils prêts avec des balles et des chevrotines, dit son maître. Nous allons être attaqués, à ce qu'il paraît.

« — Par le ciel, votre honneur, je n'ai pas la valeur d'une once de poudre ici dans la maison. J'avais l'intention d'aller en chercher demain matin avant votre lever.

« Mohun leva les épaules en sifflant légèrement.

« — L'homme propose, dit-il. C'est presque un malheur maintenant que nous ayons trouvé cette après-midi tant de coqs dans le bas taillis. J'ai environ quinze charges dans mon fourreau de pistolet. Cela suffira en faisant les charges des carabines légères.

« Puis il alla à une fenêtre d'où il pouvait voir sur la route; la lune était magnifique.

« — Je l'avais bien pensé, ils ont déjà placé des éclaireurs. Les barbares ont quelques notions de l'art militaire après tout. Maddox, viens ici (le *groom* était un robuste garçon anglais qui craignait beaucoup son maître, mais ne craignait rien autre sur la terre), selle Sunbeam, et sors par les portes de derrière en ayant soin de te tenir sous l'ombre des arbres... Puis va le plus diligemment possible à A... et dis au colonel Harding, en lui présentant tous mes complimens, que je lui serai reconnaissant de m'envoyer un détachement de ses hommes aussi promptement qu'il pourra. Ils peuvent être ici en deux heures. Et maintenant écoute : n'épargne pas le cheval en allant, mais ménage-le au retour. Tu ne serais ici d'aucune utilité, et je ne voudrais pas, si cela peut être évité, rendre mon cheval fourbu. Tu risqueras peut-être une balle ou deux sur la route, mais probablement ils ne tireront pas; il leur serait difficile de t'attraper. Et maintenant pars.

« — Connell, continua Ralph, allez donc scier les échelles qui sont rangées en travers dans la cour; ils n'attaqueront probablement pas les fenêtres grillées, mais il vaut mieux prendre toutes ses précautions; puis revenez et aidez Fritz à barricader avec les chaises et les meubles l'escalier et la salle qui est auprès. Garnissez la galerie tout le long avec les matelas que vous mettrez en double, en ayant soin de laisser des espaces pour qu'on puisse tirer. Allumez toutes les lampes et allez chercher d'autres lumières; nous ne verrons pas très clair après les douze premières décharges. Lorsque vous aurez fini, vous viendrez me parler. Maintenant si nous descendions dîner?

. . . . . .

« Alors il me tira à part et me dit presque dans un chuchotement: Vous me rendrez cette justice, quoi qu'il arrive, que si on ne m'y avait pas obligé, je n'aurais pas risqué un seul cheveu de la tête de votre femme pour sauver tous les *attorneys* patronés par le père du mensonge; mais croyez-moi, si les choses tournent mal, gardez une balle pour *elle!* Ne la laissez pas à la merci de ces démons; je les connais: il vaudrait mieux pour elle mourir dix fois que de tomber dans leurs mains brutales. Vous en ferez ce qu'il vous plaira cependant: à ce moment je ne serai pas capable de vous conseiller; Il n'entrera pas un homme dans cette galerie avant que je ne sois un cadavre! Néanmoins j'espère et je crois que tout ira bien. Ne perdez pas de temps à recharger votre fusil, Fritz fera cela pour vous. Ajustez froidement, nous n'avons pas une balle à perdre. Vous pouvez choisir l'épée qui vous conviendra le mieux; il y en a plusieurs derrière vous. Ah! je les entends qui viennent. Allons, mes amis, à vos postes!

« On entendit un bruit de pas nombreux et le bouillonnement d'une foule contre la porte de la salle; une voix forte et dure s'éleva:

« — Une fois pour toutes, voulez-vous nous le donner? Si vous ne voulez pas, nous allons le prendre, et vous subirez le même sort que lui. Vous avez aussi des femmes ici, et...

« Je ne transcrirai pas par pudeur le reste de la menace; je sais seulement que cette menace me donna une férocité de loup dont je ne me serais pas cru capable, car je suis très bonhomme au demeurant. Mohun, qui n'est pas bonhomme, lui, mordait furieusement sa moustache, et sa voix tremblait un peu, lorsqu'il répondit: — Avez-vous jamais récité une prière, Pierce Delaney? Vous en avez besoin d'une maintenant. Si vous voyez lever le soleil demain matin, je veux que ma main se sèche à mon poignet!

« Un cri aigu s'éleva de la foule des assaillans, puis la solide porte de chêne craqua et s'effondra sous les coups d'un madrier pesant, servant de bélier. En quelques secondes, les gonds cédèrent, et elle tomba dans l'intérieur avec fracas : trois sauvages figures, portant des torches et des piques, sautèrent par-dessus; mais aucune d'elles n'était leur chef Pierce Delaney.

« — L'homme à votre gauche vous appartient, Carew; Connell, prenez celui du milieu, dit Ralph aussi froidement que si nous avions fait lever une bande de coqs de bruyères. Pendant qu'il parlait, son pistolet partit, et l'envahisseur de droite tomba en travers du seuil, sans un cri ni un mouvement, tué raide et la cervelle traversée de part en part. Le garde et moi, nous fûmes presque aussi heureux. Il y eut une pause, puis une poussée du de-

hors, une décharge irrégulière de mousqueterie, et la partie abandonnée de la salle fut encombrée d'ennemis.

« Je ne puis dire exactement ce qui se passa. Je sais qu'ils se retirèrent plusieurs fois, car la barricade était imprenable, et que, tandis que leurs balles venaient s'amortir inoffensives contre les matelas, chacune des nôtres avait son effet, car rien ne fait tirer droit comme d'être à court de poudre; mais chaque fois qu'ils revenaient, c'était avec une férocité croissante.

« J'entendis Mohun murmurer plusieurs fois en lui-même avec un ton de mécontentement : — Pourquoi ce drôle ne se montre-t-il pas? Je ne puis découvrir Delaney! — Tout à coup j'entendis un cri étouffé à ma droite, et, à ma grande horreur, je vis Clontarf enlevé par-dessus la balustrade par la main d'un géant que je soupçonnai être l'homme que nous cherchions depuis si longtemps. A la faveur de l'obscurité produite par la fumée, il avait sauté par-dessus la balustrade de l'escalier, et, saisissant par le collet le pauvre garçon à un moment où il était sans méfiance, il se retirait dans la salle, entraînant sa victime après lui. Les bêtes sauvages se pressaient autour de leur proie avec un rugissement de triomphe. Avant que j'eusse eu le temps de penser à ce qu'il y avait à faire, j'entendis retentir à mon oreille un blasphème si terrible qu'il me fit tressaillir même dans ce moment critique; c'était la voix de Ralph, mais je la reconnus à peine, tant la fureur et l'excitation l'avaient rendue rauque et gutturale. Sans hésiter un moment, il se jeta par-dessus la balustrade et tomba droit sur ses pieds au milieu de la foule. Les assaillans étaient à moitié ivres de wiskey et exaspérés par l'odeur du sang; cependant, si grande était la terreur qu'inspirait le nom de Mohun qu'ils reculèrent lorsqu'ils le virent ainsi face à face, l'épée nue et les yeux étincelans. Cette terreur panique momentanée sauva Clontarf. En un instant, Ralph l'eut jeté sous la voûte d'un grand portail, et se tint entre son corps sans connaissance et ses assaillans. Deux ou trois coups de fusil furent tirés sur lui sans effet, il était difficile de viser droit dans un tel chaos; puis un homme, Delaney, s'élança vers lui armé d'un fusil à crosse énorme. — Enfin! dit Mohun en riant dans sa barbe d'un rire sourd et sauvage et en avançant d'un pas à la rencontre de son ennemi. — Un coup qui aurait été capable d'assommer Béhémoth fut dextrement détourné par le sabre; puis, par un rapide mouvement, l'arme meurtrière tomba sur le visage du *rapparee* et le fendit d'un seul coup, depuis le sourcil jusqu'au menton.

« Ses camarades se précipitèrent par-dessus son corps, furieux, quoique un peu découragés par la chute de leur plus formidable champion; mais ils avaient affaire à une lame qui avait tenu en respect une demi-douzaine de soldats hongrois à la fois, et du tranchant ou de la pointe cette lame les atteignait comme par magie. Ils reculaient, lorsque Delaney, remis des premiers effets de sa terrible blessure, exhalant des blasphèmes qui semblaient couler avec le sang qui sortait à torrens de sa blessure, se traîna en rampant vers Mohun, dont il essaya d'étreindre les genoux pour le faire tomber. Ah! ce fut un spectacle à vous poursuivre dans vos rêves! Ralph regarda à ses pieds et rit de nouveau; son sabre tourna en décrivant un large cercle, puis, forçant le blessé à s'étendre à terre, il dirigea la pointe

du sabre sur le gosier de sa victime et le cloua contre le pavé. Je vous assure que j'entendis distinctement l'acier lorsqu'il grinça contre la pierre. Une terrible convulsion agita tous les membres, puis cette immense masse de chair devint inerte pour toujours. Il y eut pendant quelques instans comme une prostration chez les Irlandais. Ils reculèrent vers la porte, comme des moutons parqués. Leurs munitions étaient épuisées, et aucun d'eux n'osait franchir la hideuse barrière qui les séparait maintenant du terrible cuirassier.

« Tout cela ne mit pas à se faire la moitié du temps que j'emploie à vous le raconter. J'hésitais pour savoir si je devais descendre ou bien rester là où mon devoir me retenait, près de ma femme. Fritz était à genoux derrière moi, immobile et silencieux : il avait reçu l'ordre de rester près de moi jusqu'à la fin; mais le robuste garde-chasse, ne pouvant y tenir plus longtemps, se leva.

« — En vérité, dit-il, je suis un pauvre homme pour l'épée, mais je dois essayer d'aider le maître d'une manière ou d'une autre. — Et il commença à escalader la barricade. Le rapide regard du colonel surprit ce mouvement, et sa voix impérieuse s'éleva sonore et nette au-dessus du tumulte :

« — Ne bougez pas, Connell; restez où vous êtes. J'en finirai seul avec ces chiens. — En disant ces mots, il s'élança sur eux l'épée haute et la tête baissée. Je ne m'étonne pas s'ils reculèrent : toute sa personne avait subi une transformation terrible; il n'y avait pas un poil de son épaisse barbe qui ne fût hérissé de rage, et le démon du meurtre lançait par ses yeux ses rouges regards.

« A ce moment, un cri étrange nous vint du dehors, cri auquel répondit ma femme, qui avait été silencieuse jusque-là. D'abord je pensai que quelques-uns de ces drôles avaient escaladé la fenêtre; mais je distinguai bientôt que ces cris avaient l'accent de la joie. Pauvre Kate! elle avait trop vécu près des casernes pour ne pas reconnaître le cliquetis des gaînes d'acier.

« Lorsque les dragons, lancés au grand galop, arrivèrent, il ne restait plus dans la cour que des morts et des mourans. Mohun avait poursuivi les fuyards pour leur tailler encore deux ou trois croupières. Nous descendîmes dans la salle, et lorsque nous atteignîmes la porte, nous vîmes un pauvre diable mutilé se remuant sur ses genoux et demandant grâce. Pauvre diable! il aurait tout aussi bien pu demander grâce à un tigre affamé des jungles! Le bras qui avait frappé si souvent cette nuit, et jamais en vain, s'abattit une fois encore; l'appel à la pitié s'acheva dans un râle de mort, et lorsque nous arrivâmes près de lui, Mohun essuyait froidement son sabre ensanglanté. Il ne lui restait plus rien à faire. Je ne pus m'empêcher de tressaillir lorsque je serrai la main qu'il me tendit, et je vis Connell trembler pour la première fois en faisant le signe de la croix.

« Les dragons revinrent de la poursuite; ils n'avaient fait que deux prisonniers, les ténèbres et les inégalités du terrain les avaient empêchés d'en faire davantage. Ralph s'avança vers l'officier qui les commandait.

« — Combien vous êtes aimable d'être venu vous-même, Harding, alors que je n'avais demandé qu'un détachement de vos hommes! Entrez; nous souperons dans une demi-heure, et Fritz prendra soin de vos hommes. Jetez

toute cette charogne dehors, ajouta-t-il lorsque nous entrâmes dans la salle, qui était pavée de cadavres ; nous leur accorderons une trève pour ensevelir leurs morts.

« Clontarf vint nous rejoindre ; il n'avait été qu'étourdi et meurtri dans sa chute. Sa pâle figure se colora vivement lorsqu'il dit : — Je n'oublierai jamais que c'est à vous que je dois la vie !

« — Il ne vaut pas la peine d'en parler, répondit Mohun avec indifférence. J'espère que vous ne vous êtes pas fait trop de mal en dégringolant. Diable ! vous avez été près d'y passer cependant ; les bras du carrier étaient un rude collier !

« A ce moment, on emportait les restes défigurés du géant. Son meurtrier arrêta les porteurs et se courba sur cette hideuse masse avec une sombre satisfaction.

« — Mon bon ami Delaney, murmura-t-il, vous avouerez que j'ai tenu parole. Si jamais nous nous rencontrons de nouveau, je pense que vous me reconnaîtrez. Au revoir.

« Et il se détourna.

« Je n'ai pas besoin d'insister sur la scène de félicitations réciproques, ni de raconter comment Kate rougit lorsque nous la complimentâmes sur son courage. Heureusement pour elle, elle n'avait rien vu, quoiqu'elle eût tout entendu. Comme nous allions nous asseoir pour le souper que Fritz avait préparé avec la merveilleuse tranquillité qui lui était habituelle, et que Kate allait prendre congé de nous, car elle avait besoin de repos, nous remarquâmes l'*attorney* qui tournait autour de nous avec une physionomie triomphante encore plus servile et repoussante que son abjecte terreur des heures précédentes.

« — Mistress Carew, dit Mohun, si vous en avez fini avec votre *protégé*, je crois que nous ferons bien de l'envoyer à l'office. Donnez-lui à manger, Fritz, non pas avec les soldats cependant, et demain matin, aussitôt qu'il fera jour, que quelqu'un l'accompagne chez lui. Si vous dites un mot, monsieur, *je vous fais mettre à la porte immédiatement.*

« M. Kelly sortit de l'appartement presque aussi effrayé qu'il y était entré deux heures auparavant. »

Voilà qui peut s'appeler pousser à fond les affaires dans lesquelles on est engagé. Lorsque Polonius bénit son fils Laërte, il lui recommande, entre autres conseils, d'éviter autant que possible les querelles, mais d'aller jusqu'au bout de celles qu'il aurait une fois acceptées. Le peuple anglais semble de tout temps avoir pensé comme Polonius. Nous avons cité cette scène tout entière, parce qu'elle éclaire merveilleusement quelques-uns des côtés du caractère anglais, et qu'il peut en sortir plus d'une leçon pour un lecteur qui sait réfléchir. Nous ne nous rendons pas bien compte en France, aujourd'hui encore, du caractère anglais, et surtout des qualités et des défauts qui le rendent redoutable. Il est généralement admis que l'Anglais est remarquable par son flegme et son absence de passions, et

qu'il doit ses triomphes dans la politique et dans la guerre à son sang-froid, qui ne l'abandonne jamais. Il n'y a pas au contraire de peuple dont les passions soient plus désespérées et plus irrésistibles. Ce qui nous abuse sur leur nature, c'est que ces passions sont entièrement différentes des nôtres et de celles que nous connaissons familièrement; elles ne sont pas explosives comme celles des peuples du midi, elles sont déterminées par la volonté et soulevées par la nécessité. Ce sang-froid et ce flegme qui nous émerveillent ne sont pas autre chose que l'hésitation de la volonté et la défiance de soi-même; mais lorsqu'une fois l'Anglais a pris son parti, et qu'il voit qu'il n'y a plus ni à hésiter ni à reculer, alors il suit le conseil de Polonius et va jusqu'au bout de la querelle qui lui est offerte. Il a écouté la voix de la raison jusqu'au moment précis où la raison a été impuissante à le protéger; il a été dominé par la volonté jusqu'au moment où la volonté ne lui a plus été d'aucun secours; maintenant il se confie aux forces aveugles du tempérament, de la passion et de la nature. Au lieu de dire que l'Anglais triomphe par le sang-froid, il faudrait dire que la plupart du temps il triomphe par l'absence de sang-froid. Contrairement aux opinions reçues, je crois donc qu'on peut avancer que la force du caractère anglais tient à ces deux qualités contradictoires : une prudence consommée et une énergie sauvage. Telle est, pendant toute la durée de la scène sinistre que nous avons citée, la conduite de Ralph Mohun, qui d'abord par prudence n'hésite pas à violer les lois les plus naturelles et les plus élémentaires de l'humanité, et qui, une fois engagé malgré lui dans une querelle pour un homme qu'il méprise, verse le sang comme l'eau. Je recommande cette scène à l'attention des sensibles journalistes qui ont versé tant de larmes sur le sort des révoltés hindous : elle leur servira peut-être à comprendre l'énergie sauvage du peuple anglais en général, et du gentilhomme anglais en particulier. C'est un commentaire indirect de quelques-uns des faits et gestes les plus récens de l'Angleterre : l'aveugle héroïsme de la cavalerie anglaise chargeant à Balaclava l'artillerie russe; les gardes *coldstream* étreignant corps à corps leurs ennemis à Inkerman et les assommant à coups de quartiers de roche à la manière des guerriers barbares; les larges tueries des Indes et les cipayes attachés à la bouche des canons.

Comme la morale doit toujours conserver ses droits, je n'hésiterai pas à dire que l'énergie de Ralph Mohun ne peut pas être proposée comme exemple, et qu'elle mérite presque l'épithète de criminelle. Toutefois il est des cas où il est aussi ridicule de s'indigner qu'il serait condamnable d'approuver. L'énergie de Ralph est une de ces qualités, ou de ces vices si vous voulez, contre lesquels

il est fort inutile de s'élever; il y a plus de profit à les constater purement et simplement. Les vices ont cet avantage de commun avec les vertus, qu'ils servent également bien à mettre en relief la nature de l'individu, et qu'ils nous apprennent également bien comment et pourquoi tel personnage serait un adversaire redoutable, comment les mouvemens de la passion s'opèrent dans son âme, et avec quel degré de rapidité ou de lenteur. C'est là le genre d'instruction que nous donne le beau massacre exécuté par Ralph Mohun. Constatons le caractère redoutable de son énergie, et laissons-le régler ses comptes avec Dieu et sa conscience.

Partagez-vous les goûts du jour? Lecteur blasé, aimez-vous les émotions mélodramatiques? ou bien, lecteur plus réfléchi, aimez-vous à voir les passions aller jusqu'au bout d'elles-mêmes, la nature triompher de la civilisation, et les instincts de l'homme mépriser les convenances sociales? Le roman de *Guy Livingstone* contient des scènes qui pourront satisfaire ces différens goûts. Les personnages du roman appartiennent tous, je l'ai dit, aux classes les plus élevées de la société; mais leurs habitudes mondaines ne les sauvent pas des pires extrémités de la passion. Les jésuites, qui ont été souvent de fins connaisseurs de la nature humaine, ont toujours placé leur idéal politique dans une certaine moyenne de civilisation également éloignée de la barbarie instinctive et de l'extrême raffinement social. Ni trop ni trop peu de civilisation a toujours été leur devise. Il y a des momens de scepticisme où le contemplateur impartial est tenté de leur donner raison. Il semble en effet que l'homme n'est jamais plus près de rejoindre sa nature primitive que lorsqu'il paraît s'en éloigner à l'excès, et qu'un certain raffinement moral, en lui faisant dépasser la civilisation, l'en fait sortir et l'abandonne à sa sauvagerie instinctive. Le type humain qui nous occupe en ce moment, le *dandy*, prouve la vérité de cette observation. Il n'y a pas d'homme qui attache plus d'importance aux minutieux raffinemens de la civilisation, il n'y en a pas qui soit plus enclin à violer tout ce qui constitue essentiellement la civilisation.

Parmi les amis de Guy Livingstone et de Ralph Mohun, il y avait un jeune capitaine, beau, aimable et frivole, qui représentait dans cette société l'étourderie agressive et l'insouciance morale. Ce n'est pas lui qui aurait jamais ressenti les remords cuisans de Ralph Mohun ou de Guy Livingstone, car les luttes de la conscience lui étaient inconnues. Il avait une de ces âmes perpétuellement adolescentes, qui vivent comme plongées dans une aimable somnolence morale. L'absence de contrainte, l'habitude de la richesse, l'atmosphère sociale dans laquelle elles respirent, semblent produire sur

ces âmes les effets de l'opium; elles rêvent tout éveillées, et ne se sentent pas plus responsables de leurs actions que le mangeur d'opium ne se sent responsable de ses rêves. Cette somnolence cependant n'est pas si complète qu'elle ne puisse céder à l'aiguillon de la vanité et aux émotions agréables de l'impertinence. Tel était Charles Forrester. Il ne lui suffisait pas de triompher, il fallait qu'on sût qu'il triomphait; il ne lui suffisait pas de l'emporter sur un adversaire, il lui fallait offenser cet adversaire. A quoi lui aurait-il servi d'être préféré à un rival, s'il n'avait pas eu le plaisir de dire à ce rival qu'il le méprisait, et qu'une partie de son bonheur consistait dans les tortures qu'il lui causait? L'aimable étourdi paya cher ses impertinences. Il aimait une jeune fille fiancée contre son gré à un Écossais d'un tempérament sombre et jaloux, d'un caractère concentré et vindicatif. Charles Forrester ligua contre lui tous ses amis; le malheureux était déjà haïssable aux yeux de sa fiancée, ils le rendirent ridicule. Ils n'oublièrent rien de ce qui pouvait lui faire sentir non-seulement qu'il n'était pas aimé, mais qu'il ne méritait pas d'être aimé. Au bout d'une semaine de ce supplice, comme l'Écossais ne lâchait pas prise, Charles Forrester enleva Isabelle Raymond, et se réfugia avec elle sur le continent, où leur mariage fut célébré. Depuis ce temps, ils avaient vécu dans l'insouciance la plus complète au milieu des plaisirs de Paris et des magnificences des villes d'Italie; ils n'apercevaient pas derrière eux le spectre de l'Écossais Bruce, qui les poursuivait partout comme la vengeance, guettant le lieu et l'heure propices. Un soir Charles Forrester fut trouvé mort dans la campagne romaine. L'assassin avait fui, et il fut longtemps impossible de le découvrir; mais dès le premier instant Guy Livingstone ne s'était point trompé : c'est un coup de Bruce, avait-il dit. Maintenant, si vous voulez savoir tout ce que la passion peut faire dire et commettre à deux *gentlemen* quand une fois elle est déchaînée, écoutez la confession de Bruce à Guy Livingstone quelques minutes avant l'heure où il va devenir fou, non de remords, mais de honte et de rage.

« — Me direz-vous comment vous l'avez tué? demanda Livingstone en modérant sa voix par un étonnant effort de volonté.

« — C'est ce que je désire faire, répondit Bruce. — Je crois qu'il était heureux de l'occasion qui s'offrait de nous prouver combien nous l'avions mal jugé en le croyant inoffensif, car un singulier sourire faisait grimacer sa bouche. Guy, dont les yeux étaient baissés à ce moment, ne vit pas ce sourire; s'il l'eût aperçu, jamais Bruce n'aurait fait son récit.

« — Vous savez que vous étiez tous contre moi à Kerton. Elle ne se souciait guère de moi, c'est possible, mais j'aurais été si patient et si persévérant qu'elle aurait fini par m'aimer; mais jamais vous n'avez voulu jouer

franc jeu avec moi. Ah! pensiez-vous qu'il ne me restait aucune chance parce que j'étais laid et gauche?

« — Non, mais parce qu'elle savait que vous étiez un lâche! dit Guy.

« Il y eut quelque chose de réellement grand dans la complète indifférence avec laquelle Bruce reçut l'insulte.

« — Vous avez tort, répliqua-t-il froidement; elle ne savait rien de pareil, mais vous, vous le saviez tous, et vous comptiez sur la longanimité et la faiblesse inoffensive de mon caractère. Je m'aperçus à la fin de ce que Forrester avait fait; cependant je crus toujours qu'elle m'épouserait. Je comptais sur son père et sur ses propres craintes pour la maintenir dans le droit chemin. Après le mariage, j'aurais continué d'essayer ce que pouvaient accomplir un grand amour et une grande tendresse. Je voulais... Peu importe maintenant ce que je voulais. Tout est fini! Je fus presque fou pendant la semaine qui suivit sa fuite, puis je me calmai, et je me dis froidement : Je le tuerai de ma propre main. Et ainsi ai-je fait. Je vous jure qu'Allan n'a rien su jusqu'au moment où ma résolution s'est accomplie. Je pensais que je serais assez brave pour tenir la promesse que je m'étais faite. Cinquante fois, pendant les mois durant lesquels je les ai suivis, changeant sans cesse de déguisement, je fus sur le point de le surprendre seul; mais chaque fois je fus désappointé. Partout où ils s'arrêtaient, je surveillais leurs fenêtres pour surprendre sa sortie, mais je ne vis jamais...

« Il grinça des dents et se roula sur lui-même comme sous l'empire de ses jaloux souvenirs. Nous devinâmes ce qu'il voulait dire, puis il continua. — Cette nuit, il sortit et rentra plusieurs fois. Je pensai qu'il ne s'éloignerait jamais assez, et j'appelai le diable à mon secours. Le diable m'entendit, car peu de temps après Forrester descendit le sentier. Je le suivis l'espace d'environ cent mètres, mon cœur battant si fort que je pouvais à peine respirer, puis je me mis à courir, et je me plantai droit devant lui. J'avais enlevé la barbe et la perruque noire que je portais toujours; aussi me reconnut-il immédiatement.

« — Monsieur Bruce, je crois? dit-il en tirant son chapeau comme si nous nous rencontrions à un rendez-vous donné d'avance.

« — Oui, répondis-je. Je vous tiens à la fin, ainsi que je l'avais désiré. J'essayais de parler avec le même calme que lui; mais, en sentant s'approcher le moment de l'action, ma damnée poltronnerie me fit balbutier.

« — Je ne suis pas invisible généralement, répliqua-t-il. Vous, ou bien quelqu'un de vos amis, auriez pu me rencontrer il y a longtemps. Vous avez mis un certain temps à prendre votre résolution. C'est, je suppose, l'effet de la malheureuse prudence constitutionnelle dont vous souffrez. Très bien, je vous verrai à Rome; c'est plus que vous ne méritez!

« — Vous vous battrez ici, immédiatement...

« — Je ne ferai rien d'aussi mélodramatique. Je vous offrirai un bon duel régulier; mais si vous ne vous retirez pas de mon chemin immédiatement, je vous brûle la cervelle, comme je le ferais à tout autre désagréable gredin. — Et il porta sa main sur sa poitrine, où, je le savais, il tenait un pistolet caché.

« Je me trouvai brave alors. Je sautai sur lui : — Vous pouvez tirer main-

tenant si vous voulez, lui dis-je. Je vous jure que je suis sans armes; mais montrez *cela* à votre femme quand vous serez rentré. — Et de la main je le frappai au visage.

« Je me rappelai la marque sur la joue du cadavre, et je regardai Guy avec une émotion curieuse. Je ne pus voir son visage, car il était caché par le rideau; mais ses jambes tremblaient et fléchissaient sous lui.

« — Je songeai à ce qui allait se passer, continua Bruce; il tira son pistolet, mais il le jeta à terre, et dans la chute une des charges partit. Puis nous nous étreignîmes. Après avoir lutté pendant une minute ou deux sur l'étroit sentier, nous perdîmes pied et nous glissâmes le long des rochers. Aucun des deux ne lâcha prise, mais je tombai sur lui et je le maintins à terre. Il lutta d'abord en désespéré; mais lorsqu'il s'aperçut que j'étais le plus fort, il se tint immobile et me regarda. Je dis : « C'est mon tour à la fin! Pensez-vous que je vous laisserai partir? »

« Il ne répondit pas d'abord. Je crois qu'il ne voulut pas répondre avant d'avoir repris assez de souffle. Alors il dit froidement : — Non, je ne le pense pas. Finissez-en promptement, si vous pouvez; c'est tout.

« J'aurais attendu un peu plus longtemps pour jouir de mon triomphe; mais je pensai que le bruit du coup de pistolet pourrait attirer quelqu'un. Alors je serrai d'autant plus vigoureusement le gosier de ma victime, et je regardai autour de moi pour trouver un instrument de mort. Je n'en trouvai aucun d'abord, et je commençais à me radoucir en le voyant tellement sans secours à ma merci; mais comme je relâchais mes doigts, je l'entendis murmurer : — Pauvre Bella, nous avons été bien heureux! J'aurais désiré que nous eussions plus de temps...

« Je devins fou aussitôt. — Que Dieu vous damne! criai-je. Je vais vous tuer sur-le-champ, et je l'épouserai plus tard.

« Son insolent sourire, qui m'était si connu, apparut sur ses lèvres : — Non, vous ne le ferez pas, dit-il : vous ne savez pas combien elle vous hait, et combien de fois nous avons ri...

« Il n'eut pas le temps d'en dire davantage, car j'avais trouvé alors mon instrument de mort, une pierre triangulaire, pointue comme un poignard, et je l'en frappai sur la tempe de toutes mes forces. Il fit un violent mouvement convulsif qui me débarrassa de lui, et il ne remua plus jamais ensuite.

« Je ne me repentis pas de ce que j'avais fait; je ne m'en suis jamais repenti depuis; je ne m'en repens pas davantage maintenant. Je songeai seulement au meilleur moyen d'éviter les conséquences de l'acte que j'avais commis. Je pris sa bourse et sa montre afin qu'on soupçonnât les brigands, et je les jetai dans la rivière à un mille de là. Je lui dérobai encore une autre chose, celle-ci. — Sa face hagarde fut comme transfigurée, et prit un air de triomphe sinistre, lorsqu'il ouvrit un petit portefeuille de cuir qui était suspendu autour de son cou, et qu'il en tira devant nous deux boucles de cheveux. »

Guy Livingstone, le personnage qui donne son nom au roman, est une victime de la force et du tempérament. Dès le collége, il

annonçait en bien, en mal, ce qu'il serait plus tard dans ce monde. Il avait fait cesser la tyrannie d'un de ses condisciples sur les enfans de l'école, en l'assommant avec un chandelier de cuivre; il avait excité les fureurs jalouses du principal de l'école, en entamant avec sa femme une *flirtation* selon toutes les règles. Perfectionné par les bons conseils de sir Henri Fallowfield, Guy tint plus tard tout ce qu'il promettait. Le tempérament dominait chez lui la volonté. Il n'était point méchant, et même il était un ami sûr et dévoué; cependant il lui arrivait de commettre le mal par un excès de force, comme ces athlètes dont les doigts musculeux brisent ce qu'ils voulaient seulement toucher. Il était capable de générosité, et rarement cependant il lui arrivait d'être généreux, car il avait l'orgueil de sa force, et méprisait la faiblesse à l'égal d'un vice. Il n'accordait son appui que lorsqu'on l'implorait, et encore ne l'accordait-il qu'avec une cruelle ironie. Athlétique, orgueilleux et sensuel, Guy était donc un païen dans toute la force du mot; toute beauté morale était pour lui comme non avenue. Les larmes qu'il faisait répandre à une femme lui plaisaient comme une flatterie, car ces larmes étaient une marque de l'amour qu'il avait inspiré. Si le cœur qu'il avait séduit se brisait, il en était fier comme d'un triomphe. Guy était un de ces mondains d'élite, heureusement très rares, qui sont également redoutables, soit qu'on leur cède, soit qu'on leur résiste : si vous leur cédez, leur mépris vous accablera; si vous leur résistez, leur orgueil s'irritera. De pareils hommes sont un vrai fléau, car l'honnête moyenne de l'humanité n'existe pas pour eux, et ils n'estiment que les deux extrêmes de la nature humaine, l'extrême perversité et l'extrême candeur. Par un hasard fatal, leur puissance de faire le mal se trouve en complet accord avec leurs goûts, car de tels hommes ne plaisent en général qu'aux âmes perverses, qu'ils étonnent par une fermeté que l'expérience ne leur a pas révélée, et aux âmes candides, qu'ils troublent et bouleversent. Ce fut l'histoire de Guy Livingstone. Presque à son entrée dans la vie, il aima et fut aimé en même temps de deux femmes séparées l'une de l'autre par l'immense intervalle qui sépare la perversité de la candeur : Flora Bellasys, exécrable jolie femme dont le plus grand plaisir était d'affoler et de désespérer les cœurs qui l'approchaient, et Constance Brandon, âme pieuse et pure, destinée à renouveler l'histoire, si souvent répétée, mais éternellement poétique, des anges qui descendirent sur la terre par amour pour les enfans des hommes. Guy triomphait donc également du bien et du mal; quel triomphe pour son orgueil! Mais auquel de ces deux élémens donnerait-il la préférence? Hélas! Constance Brandon ne répondait qu'à la partie morale de son être, qui

jusqu'alors avait sommeillé dans une torpeur léthargique, tandis que Flora Bellasys répondait à la partie sensuelle de sa nature, qui depuis longtemps était terriblement éveillée et d'un insatiable appétit. Il avait donc pour Constance Brandon ce sentiment un peu froid qui s'appelle l'estime et cette affection sympathique qu'éveille l'amour respectueux de lui-même, pour Flora cette passion complaisante qu'éveille l'amour hardi, qui, pour plaire à l'être aimé, abdique volontiers toute fierté.

Flora Bellasys aimait réellement Guy Livingstone. En lui, elle avait trouvé son maître; avec lui, elle avait été obligée de combattre à armes égales, et elle avait vu avec admiration les combats meurtriers d'habitude de sa coquetterie se transformer en d'amusans et inoffensifs tournois. Lorsque Flora apprit le prochain mariage de Guy avec Constance Brandon, elle se sentit blessée à mort; Guy était le seul être dont elle se fût jamais souciée, le seul qu'elle pût aimer, car il était le seul qu'elle n'eût pas réussi à désespérer par ses dédains et à tromper par ses artifices. S'il lui échappait, sa vie était finie pour toujours; il fallait donc l'éloigner de sa rivale, celle-ci dût-elle en mourir. En un instant, son parti fut pris, et elle résolut énergiquement la mort de Constance Brandon. Cruelle comme Médée, elle appela à son aide, non les philtres et les poisons, mais les stratagèmes mondains et les ruses parlementaires, comme il convient de le faire au XIXe siècle et dans un pays constitutionnel. Un soir, dans un bal, elle eut l'art de se faire surprendre par sa rivale les lèvres de Guy Livingstone collées contre ses lèvres, les mains de Guy Livingstone entrelacées aux siennes. L'apparition de Constance Brandon fut un coup de foudre pour Guy Livingstone; cependant il ne s'humilia pas, et ne demanda point grâce lorsque Constance lui annonça que tout était fini entre eux. Ils se séparèrent, lui pour vivre désormais dans la solitude du cœur, elle pour languir de douleur. Cependant telle était la force de la passion qu'avait inspirée ce personnage séduisant et fatal, qu'aucune des deux rivales ne voulut encore renoncer à lui. Flora, confiante dans la puissance de ses sortiléges, le suivit de près sur le continent, où il alla chercher l'oubli dans le plaisir et l'orgie; Constance, confiante dans la puissance des prières qu'elle adressait au ciel, voulut croire jusqu'au dernier moment que le cœur de Guy lui reviendrait purifié et pénitent. Quand elle se sentit mourir, elle voulut avoir avec lui une dernière entrevue. Ce fut par miracle que ce vœu put se réaliser, car la cruelle Flora avait, par une basse trahison, détourné les lettres dans lesquelles Constance informait Guy de son désir et de l'état dangereux où elle se trouvait. L'entrevue eut lieu : elle fut longue, douloureuse, dramatique. Les regrets tinrent peu

de place dans cette conversation suprême; la mourante n'entretint Guy que de ses espérances pour l'avenir. Quelles espérances? L'espérance que son souvenir serait pour le reste de sa vie non un remords cuisant, mais un bienfaisant regret, l'espérance qu'il s'écarterait des voies dangereuses et perverses dans lesquelles il était engagé, qu'il renoncerait à cet orgueil brutal et à cette sensualité égoïste auxquels elle devait la mort. Elle avait fait promettre à son frère que sa mort ne serait pas vengée; elle fit promettre à Guy que jamais, quoi qu'il arrivât, il n'accepterait de combat avec son frère, et qu'il ferait taire à jamais la voix de l'orgueil. Pendant que ces suprêmes promesses s'échangeaient, on pouvait entendre de la chambre de la mourante les pas fiévreux de Cyril Brandon, frustré de sa vengeance par la piété de sa sœur. Enfin la porte s'ouvrit, un œil chargé de reproches se fixa sur Guy Livingstone, et une voix impérative dit : « Il est temps. » Quelques jours après, la mort avait séparé pour toujours les deux amans. A partir de ce moment, Guy, dans toute la fleur de la jeunesse et de la force, commença à descendre le chemin de la vie. Il ne se releva pas du coup qu'il s'était porté à lui-même. Il connut, pour employer les paroles de l'Écriture, toutes les souffrances du feu qui ne s'éteint pas, toutes les morsures du ver qui ne meurt pas. Les triomphes mondains n'eurent plus de charme pour lui; les sourires de Flora Bellasys n'eurent plus d'empire sur son âme. Il avait perdu la faculté de vouloir, la puissance de désirer, la force d'aimer. Il ne recommença pas une vie nouvelle, il regarda s'éteindre tristement l'ancienne. Cependant les prières de Constance ne furent pas perdues, car en mourant il eut le courage de la résignation et supporta sans se plaindre les reproches amers de Cyril Brandon, qui se porta envers lui aux derniers outrages, puis il retourna vers Dieu aussi digne de sa clémence que le lui avaient permis sa nature passionnée et son orgueil intraitable.

Ce livre est une sorte d'exception dans la littérature anglaise contemporaine, et nous a fait rétrograder de vingt ans en arrière, à l'époque où les romans de Bulwer étaient dans toute leur vogue, et où le souvenir du satanisme byronien emplissait toutes les imaginations. Aujourd'hui les écrivains anglais ont abandonné la peinture du *high life* et des passions mondaines, et ont porté leur attention sur les passions moyennes de l'humanité et sur les conditions moyennes de la société. *Guy Livingstone* est donc une exception, et cependant il rentre aussi à sa manière dans le courant général qui entraîne la littérature anglaise contemporaine. Ne cherchez pas dans cette peinture des mœurs des dandies la sécheresse et l'insolence immorales qui distinguent les anciens romans de Bulwer. L'auteur n'a

pas voulu seulement faire un roman, il a voulu faire un livre vrai; il ne s'est pas borné à la peinture des passions, il a été obligé de rendre hommage à la morale. Dans les momens scabreux, dans le récit des actions coupables, il abaisse le ton de sa voix, d'ordinaire pleine d'ampleur, de sonorité et de confiance, et murmure sourdement la triste vérité. Un petit filet de religion, — bien petit et bien léger, il est vrai, — serpente à travers tout le livre. L'influence d'une littérature de plus en plus démocratique se fait sentir dans ce beau et dramatique récit. Aujourd'hui, l'auteur donne ses personnages pour ce qu'ils sont; il y a vingt ans, peut-être leur aurait-il hardiment donné l'absolution, et les aurait-il préconisés comme des héros dignes d'être imités. C'est un progrès de la morale publique dont nous félicitons la littérature anglaise. Cependant, tels qu'ils sont, vicieux, coupables, criminels même, ces personnages sont loin de nous déplaire, car ils peuvent nous donner indirectement une certaine leçon morale, à laquelle l'auteur anglais, préoccupé d'un public plus scrupuleux que notre public français, n'a certainement pas songé. Ils sont faits pour inspirer le dégoût des héros de notre présente littérature romanesque et dramatique. Ils nous apprennent que lorsqu'on veut commettre le mal et pratiquer le vice, il faut au moins avoir un grand air et une belle tournure. Lorsqu'on veut aller à la damnation, il faut prendre au moins ses mesures pour être un grand damné, et avoir droit à quelque pittoresque et dramatique supplice. Mieux vaut nager dans les flots embrasés du Phlégéton, être enseveli dans une tombe de soufre, et voler éternellement fouetté par les furieuses tempêtes de l'enfer, que de croupir dans quelque marais du Cocyte ou parmi ces herbes grasses et fétides qui, au dire du père d'Hamlet, pourrissent sur les rivages du Léthé.

ÉMILE MONTÉGUT.

L'ÉCHELLE MOBILE

ET

LE COMMERCE DES CÉRÉALES

Enquête par-devant le conseil d'état sur la révision de la législation des céréales, 3 vol. in-4°.

Jusqu'au moment où les affaires d'Italie ont pris tout d'un coup un aspect si émouvant, la question de l'échelle mobile appliquée au commerce des grains était peut-être celle qui occupait le plus les esprits. On la discutait dans presque toutes les sociétés d'agriculture et dans la plupart des comices. La Société centrale de Paris la traitait avec la maturité qui lui est propre et le profond savoir qui distingue la plupart de ses membres (1). Le conseil d'état, qui en avait été saisi par le gouvernement, avait ouvert une enquête dans laquelle beaucoup de notabilités de l'agriculture et du commerce, ainsi que des hommes qui avaient laissé les plus honorables souvenirs dans l'administration du pays, étaient venus apporter le tribut de leurs lumières et de leur expérience. A la suite de cette enquête, le conseil d'état allait délibérer, et un projet de loi ne pouvait tarder d'être apporté au corps législatif. Du choc de toutes les opinions qui se sont produites ainsi est résultée une clarté assez vive, ce nous semble, pour tout esprit non prévenu, et l'imminence des grands événemens dont la péninsule italienne semble devoir être le théâtre n'est pas une raison suffisante pour qu'on ensevelisse dans l'oubli désormais cette intéressante question.

(1) Dans sa séance du 26 avril, cette société s'est prononcée, à la majorité de 24 voix contre 12, contre le principe de l'échelle mobile.

I. — DE L'ÉCHELLE MOBILE A L'IMPORTATION.

L'échelle mobile naquit chez nous d'une illusion politique et d'un calcul fautif de l'intérêt privé. On sait qu'elle vit le jour en 1819, et qu'elle fut parée de nouveaux atours en 1821. A cette époque, la grande propriété exerçait l'ascendant que lui avait ramené le courant des idées après la rentrée des Bourbons. — Les politiques les plus consommés de l'école royaliste d'alors étaient persuadés qu'il n'y avait rien de mieux à faire que de reproduire en France la constitution anglaise, avec une pairie héréditaire fondée principalement sur le sol; autour de la pairie se serait déployée, comme une aristocratie compacte, un corps de grands propriétaires fonciers. Il s'ensuivait, comme conséquence naturelle, qu'il était bon qu'à l'instar de ce qui subsistait en Angleterre, la législation commerciale favorisât la grande propriété territoriale, et apportât un accroissement à ses revenus. Cette pensée dicta des lois de douane qui établissaient des droits élevés sur le bétail, sur les laines brutes, sur les vins, et qui tendaient à augmenter le prix des bois par le moyen des droits sur les fers : on se souvient qu'alors chez nous tout le fer à peu près se produisait au moyen du charbon de bois. La même idée systématique s'appliqua aux céréales sous une forme toute particulière, celle de l'échelle mobile, appareil aux combinaisons variées, mais qui revient toujours à ceci, que, lorsque le blé est à bon marché, une barrière sort de terre spontanément pour barrer le chemin aux céréales étrangères, et s'élève à mesure que s'abaissent les prix à l'intérieur.

La protection que l'on croyait accorder ainsi aux producteurs de blé, à l'image de ce qui se faisait par un autre procédé en Angleterre depuis 1815, car là l'échelle mobile n'existait pas encore en 1819 ni même en 1821, marchait de front avec une prohibition à la sortie, lorsque le prix du blé dépassait un certain point. On croyait faire ainsi la part du consommateur : ce fut plus tard, en 1832, que cette prohibition éventuelle fut remplacée par l'application à la sortie d'une autre échelle mobile accomplissant le même objet. Je mentionne, sans y insister, un des caractères du système tel que le combina le législateur français, qui fit une brèche à l'uniformité de nos lois : c'était de partager les départemens en classes, dans chacune desquelles on appliquait un droit distinct, à partir duquel jouait l'échelle ascendante, et où commençait la prohibition de sortie. On sait qu'en vertu de la loi de 1832 il y a aujourd'hui quatre classes, ou plutôt, à cause de la subdivision en sections, il en existe huit.

Je ne crois pas devoir examiner ici en détail la question de savoir

si la pensée politique qui inspira l'adoption de l'échelle mobile, ou plus généralement de droits à l'entrée sur les grains, comme un des élémens constitutifs d'une aristocratie à ressusciter, était heureuse et opportune. Il est incontestable qu'une constitution aristocratique a donné à l'Angleterre un état politique social très florissant, où la liberté a sa large place. Encore voyons-nous aujourd'hui que l'on peut s'assurer ces précieux avantages sans conférer à l'aristocratie et aux propriétaires du sol le droit de vendre leurs denrées plus qu'elles ne valent sur le marché général du monde, puisque depuis 1842 et 1846 les Anglais ont renversé cet échafaudage de priviléges. Mais chez nous, après la révolution de 1789, en présence du mouvement irrésistible dans lequel depuis lors la France est lancée, on pouvait soupçonner que la conception politique et économique dont il s'agissait était digne de l'école qui n'avait rien oublié ni rien appris. A ce sujet, il est même à remarquer que, sous l'ancien régime, le gouvernement avait presque constamment répudié le système des droits à l'importation des grains, et sur ce point il avait été imité par la république et par l'empire. Quoi qu'il en soit, en 1819 et 1821, le pauvre peuple laissa faire, et le gros du parti libéral garda le silence, ou même se fit le complice de la mesure. Si quelques publicistes réclamèrent, ils furent traités de rêveurs; on leur cria d'un ton dédaigneux qu'ils étaient des théoriciens, ce qui est une espèce de note d'infamie dans un certain monde, où il paraît, selon le mot de M. Royer-Collard, qu'on regarde comme indigne de l'homme qu'il cherche à savoir la raison de ce qu'il dit et de ce qu'il fait (1).

Quant aux propriétaires, la loi de l'échelle mobile leur sourit beaucoup; ils furent persuadés que ce serait un grand bienfait pour eux. Ils n'en envisagèrent que les clauses relatives à l'importation. La question de l'exportation, qui aujourd'hui a pris une importance transcendante, n'en avait aucune alors : chaque nation à peu près, et plus qu'aucune autre l'Angleterre, était entourée d'une muraille de la Chine pour se préserver de l'*invasion* des blés étrangers; c'était déjà l'expression consacrée. Les propriétaires tenaient pour certain qu'avec cette ingénieuse invention de l'échelle mobile, on parviendrait à fixer les beaux prix (beaux pour celui qui récolte, non pour celui qui consomme) qui avaient, entre autres, marqué l'année 1817-18, et qui restaient cependant inférieurs à ceux de 1816-17, année de disette. Un peu plus de réflexion cependant

(1) On trouvera d'intéressans détails sur la discussion à laquelle donna lieu dans les chambres françaises l'établissement de l'échelle mobile dans un volume récemment publié par M. Amé, directeur des douanes de Bordeaux, sous le titre d'*Étude économique sur les tarifs de douanes.*

aurait pu convaincre les intéressés que leur espérance reposait sur des fondemens fragiles. Que dans un pays comme l'Angleterre, dont la récolte habituelle est passablement au-dessous de ses besoins, une barrière érigée contre les blés étrangers ait pour effet de provoquer presque en tout temps l'enchérissement de la denrée, c'est fort naturel; mais dans un pays comme la France, dont la récolte ordinaire est égale à ce qu'il lui faut de grain, l'idée est tout simplement chimérique dans les années d'abondance, qui sont celles en vue desquelles ont été combinés ceux des rouages de l'échelle mobile qui s'appliquent à l'importation. Le blé étranger fût-il prohibé, ces années-là seront marquées par l'avilissement des prix. L'expérience d'ailleurs s'est chargée de répondre, et la réponse est péremptoire. Combien de fois en France le prix moyen du blé n'est-il pas tombé, par l'effet de sa propre pesanteur, non pas seulement au-dessous de 24 fr. 65 cent., prix de 1818, par lequel des propriétaires crédules s'étaient laissé allécher, mais même au-dessous de 20 francs, qu'on peut considérer comme une moyenne satisfaisante pour le producteur! Pour ne pas remonter plus haut que 1832, époque où l'échelle mobile a reçu sa dernière formule, les relevés officiels constatent que le prix moyen a été en 1833 de 16 francs 62 cent., en 1834 de 15 francs 25 cent., en 1835 de 15 francs 25 cent., en 1836 de 17 fr. 32 cent., en 1848 de 16 fr. 65 cent., en 1849 de 15 fr. 37 cent., en 1850 de 14 fr. 32 cent., en 1851 de 14 francs 48 cent., en 1852 de 17 francs 23 cent., et cela toujours avec les garde-fous de l'échelle mobile, qui, disait-on, devait l'empêcher de choir. Je passe les années où il a été de 18 à 20 fr., et de 1832 à 1852 inclusivement elles sont au nombre de six. Avant la loi de 1832, des faits analogues se manifestèrent : ainsi les prix des années 1822, 1825, 1826, ont été de 15 fr. 59 cent., 15 fr. 74 c., 15 fr. 85 c. (1).

L'échelle mobile n'est donc qu'une déception pour les propriétaires, ainsi que pour leurs ayant-droit et leurs co-intéressés, les fermiers et les métayers. — Ce n'est pas bien sûr, répliquent les partisans absolus de l'échelle mobile; sans l'échelle mobile, les prix tomberaient encore plus bas. En êtes-vous bien certains? leur dirons-nous à notre tour. Consultons l'expérience; peut-être l'his-

(1) En Angleterre même, il est arrivé assez fréquemment, sous le régime de l'échelle mobile, que le cours des blés s'est avili, parce que l'échelle mobile n'empêchait pas, dans les années d'abondance, les cours d'être écrasés par les quantités qui arrivaient sur le marché. On avait cru assurer aux cultivateurs un minimum de 80 shillings le quarter (34 fr. 75 cent. l'hectolitre) par la législation de 1815, et de 70 shillings (30 fr. 40 cent. l'hectolitre) par la législation de 1828. En 1835, le blé tomba à la moitié de ce dernier taux, 35 shillings le quarter (15 fr. 20 cent. l'hectolitre).

toire contemporaine du commerce des grains nous fournira-t-elle quelques indications concluantes. Nous avons dans notre propre histoire le moyen de comparer le régime de la liberté au régime de l'échelle mobile, car l'échelle mobile est si peu une panacée, que dans les circonstances graves on s'empresse de la mettre au croc, comme une défroque usée. Nous sommes aujourd'hui en possession de la liberté d'importation depuis le décret du 18 août 1853 (1). Les blés sont restés chers en France depuis cette époque, jusqu'à ce qu'en 1857 la Providence nous ait envoyé une récolte extraordinaire, supérieure de 13 millions d'hectolitres, selon la statistique officielle (2), à tout ce qui s'était vu jusque-là. A ce compte, l'année 1858, pendant laquelle les importations restaient libres, aurait dû être marquée par un abaissement sans exemple. Or le relevé officiel démontre bien qu'en effet en 1858 le blé a été à bas prix; il a cependant été notablement plus élevé qu'à d'autres époques où l'échelle mobile répandait ses bienfaits prétendus, et où la récolte avait été bien moindre. Ainsi la statistique officielle constate, à côté de 16 fr. 75 cent., prix moyen de 1858, les prix de 1834 et 1835 que j'ai déjà indiqués, savoir 15 fr. 25 cent. et 15 fr. 25 cent., ainsi que ceux de 1849, 1850, 1851, qu'on a pu voir plus haut, et que je répète : 15 fr. 37 c., — 14 fr. 32 c., — 14 fr. 48 c., et aussi ceux de 1822, 1825, 1826, qui sont de 15 fr. 59 c., — 15 fr. 74 c., — 15 fr. 85 c. Voilà ainsi huit années où, avec une récolte moindre et sous l'égide de l'échelle mobile, on a eu des prix plus écrasés qu'avec la liberté.

La pratique qui a été faite de l'échelle mobile, et qui s'est plus que suffisamment prolongée, a révélé dans ce mécanisme des défauts et des vices qui sont assez nombreux, et dont le plus saillant est celui-ci : dans les années de disette, l'échelle mobile retarde les approvisionnemens qu'on aurait besoin de faire en blés étrangers, par un motif que depuis longtemps le commerce a signalé, et sur lequel vingt personnes ont insisté dans l'enquête. Les pays qualifiés de producteurs sont loin de nous : il faut beaucoup de temps pour envoyer, surtout des ports de l'Océan et de la Manche, des navires jusqu'au fond de la Mer-Noire, ou dans le Danube, ou jusqu'à Alexandrie. D'ailleurs le résultat d'une mauvaise récolte n'est pas connu immédiatement : on hésite, on tâtonne, dans un pays comme le nôtre, où le commerce des grains n'est pas régulièrement organisé dans ses rapports avec l'étranger, puisque jusqu'ici l'échelle mobile l'a empêché. Un certain délai se passe dans l'indécision après

(1) La liberté ou plutôt la faculté d'exportation, suspendue en 1854, n'a été rétablie qu'en 1857 (décret du 10 novembre).

(2) Voyez le troisième volume de l'*Enquête*, tableau n° 1, page 3 du volume.

que la moisson a été faite; jusqu'à ce que les doutes soient dissipés, le commerce, incertain sur les droits que lui imposera l'échelle mobile lorsque les blés rentreront, s'abstient de faire des achats au dehors. De cette manière, les navires destinés à nous rapporter notre complément de subsistances ne se présentent que les derniers dans les ports des pays producteurs, à Odessa, à Galatz, à Alexandrie, à Dantzig, à New-York. Ils s'y montrent lorsque déjà l'étranger, plus avisé parce qu'il est dégagé d'entraves, a, par des achats considérables, fait grandement monter les cours; dans la Baltique et quelquefois dans la Mer-Noire, nous n'avons chargé nos navires que lorsque les glaces ne permettent plus d'en sortir. La conséquence est simple : avec le système de l'échelle mobile, le peuple qui l'aura gardée devra, en temps de disette, subir une cherté plus prononcée que celui qui aura eu le bon esprit de s'en débarrasser. Sur ce point, les relevés annexés à l'enquête ne sont pas sans quelque signification.

On sait qu'en Angleterre l'échelle mobile a été abolie en 1846 : depuis cette époque, en temps ordinaire, le prix du blé en Angleterre, moindre qu'autrefois, reste cependant supérieur au prix français de 2 à 3 francs, et quelquefois davantage; mais dans les dernières années de cherté qu'a subies l'Europe occidentale, je veux dire sous l'influence des vaches maigres de 1853 à 1857, l'écart n'a plus été le même. Non-seulement il a diminué, mais en compulsant les relevés officiels, on est étonné de voir qu'à certains momens il s'est retourné : le prix moyen de la France, au lieu d'être le plus bas, a été ainsi le plus élevé. En 1853, l'écart tomba à 50 centimes; en 1856, il y a un contre-écart, c'est-à-dire qu'en moyenne pendant l'année le prix français surpasse le prix anglais de 1 franc 02 centimes; en 1857, l'excédant du prix français est encore de 88 cent. (1). Ainsi, pendant les temps de cherté, les deux pays ayant la liberté d'importation, l'un, l'Angleterre, par une loi permanente, l'autre, la France, sous l'influence d'un décret provisoire, mais l'Angleterre ayant de plus la liberté d'exportation, tandis que la France en était privée par une mesure radicale qui avait été spécialement décrétée, la prohibition à la sortie, voici le résultat en face duquel on se trouve : la position relative de l'Angleterre s'améliore, l'excédant de prix qu'elle subit par rapport à nous est moins fort, ou même c'est la France qui paie le prix supérieur. Cette conséquence a une explication toute simple : les cargaisons de blé en quête d'un acheteur, surtout dans un temps de cherté, où la mobilité des cours est grande, s'arrêtent plus volontiers dans

(1) Voir dans l'*Enquête* le tableau 21, page 87, tome III.

les pays d'où le blé peut sortir sans formalités, lorsqu'il lui plaît, que là où il pourrait être retenu, une fois entré. C'est le calcul que font tout naturellement les négocians grecs qui expédient de la Méditerranée et de la Mer-Noire ce qu'on appelle des cargaisons flottantes. C'est celui qui retient le commerçant français lui-même, lorsque se présente une occasion d'acquérir.

Les personnes qui de bonne foi restent sous la séduction qu'exerça l'échelle mobile à l'époque où elle fut inventée perdent de vue le changement considérable qui est survenu dans le commerce général des blés, je veux dire le commerce entre les différentes contrées, les unes qui n'en récoltent pas assez, les autres qui en paraissent surchargées. La réforme commerciale de sir Robert Peel a opéré à cet égard une sorte de métamorphose.

L'Angleterre depuis lors s'est mise à consommer beaucoup de blés étrangers, et elle a absorbé tous les excédans que présentait le marché général, d'Odessa à New-York, de la mer d'Azof aux bouches du Mississipi, de la Baltique à Alexandrie. Les grains étrangers à bas prix dont on effrayait notre agriculture, et dont au surplus la quantité disponible est fort au-dessous de ce qu'on avait supposé, ont acquis des cours différens de ceux qu'on voyait auparavant (1).

Avant 1846, la plupart des nations dont la consommation était importante naviguaient à pleines voiles dans le système restrictif pour tout ce qui touche aux céréales. De même que l'Angleterre, qui s'efforçait alors de subsister sur elle-même, elles avaient l'échelle mobile, ou, à défaut, des restrictions dont l'effet était semblable, en ce sens qu'elles fermaient la frontière plus ou moins hermétiquement aux blés étrangers. Par une conséquence naturelle, les pays qualifiés essentiellement de producteurs, parce que d'ordinaire ils récoltent une certaine quantité de céréales en excédant de leur consommation, étaient sujets à en rester encombrés, et ils offraient dans les ports qui sont leurs foyers d'exportation les cours qui caractérisent l'encombrement. A Odessa, il suffisait de 2 ou 3 millions d'hectolitres de blé et même d'un moindre approvisionnement dans les magasins pour que les prix y fussent fort avilis, alors que les acheteurs ne se montraient pas. C'est la même raison pour laquelle, à l'époque du blocus continental, le café et le sucre, obligés d'attendre indéfi-

(1) Le lecteur pourra consulter par exemple, dans le troisième volume de l'*Enquête*, le tableau n° 23, qui figure à la page 99. Il y verra que les prix des blés à Odessa, depuis 1846, ont été sensiblement plus élevés qu'auparavant, et si l'année 1851, par exemple, a été marquée par une dépression de la cote, c'est que l'abondance de la récolte en ce moment occasionnait l'abaissement du prix partout, et diminuait singulièrement les besoins que l'Europe éprouve communément des blés de la Russie.

niment un acquéreur dans les ports de la Grande-Bretagne, y tombaient à des prix désastreux pour le spéculateur anglais ou pour le producteur colonial, tandis qu'ils étaient à des prix excessifs sur le continent. Du jour où le système restrictif a cessé d'exister en Angleterre pour les céréales, le marché britannique a suffi à absorber tous les excédans qui s'offraient dans les deux hémisphères, et dont l'on s'était beaucoup exagéré l'étendue. Le système restrictif ayant été, grâce à l'exemple de l'Angleterre, aboli presque partout à l'égard des grains, on est aujourd'hui en présence d'un fait qui était imprévu il y a un petit nombre d'années. Un ordre de choses tout nouveau s'est constitué pour cet article si important de la consommation humaine. Autrefois, et je parle d'il y a moins d'un siècle, on vivait sous le système des approvisionnemens réservés non-seulement pour chaque état, mais même bien souvent pour chaque province; au contraire on est placé aujourd'hui sous une donnée bien plus large et bien autrement féconde : c'est l'unité du marché pour tous les peuples, ou, en d'autres termes, la libre circulation des grains sur la surface de la planète, ou encore la solidarité entre les différens rameaux de la famille humaine par rapport à la production et à la consommation de cette denrée. La France elle-même, à l'heure qu'il est, par l'effet de dispositions que la loi n'a pas encore sanctionnées, mais qui n'en sont pas moins en pleine vigueur, a sa place et son rôle dans ce remarquable phénomène qui s'est improvisé tout seul, et dont l'homme d'état et l'administrateur, à leur point de vue de gens positifs, n'ont pas moins à s'applaudir que le philosophe et le moraliste, qui ont le culte des pensées bienfaisantes et des principes élevés.

Je ferais injure aux lecteurs si je prétendais leur apprendre quelque chose en disant que le système des approvisionnemens réservés offre plus d'inconvéniens que d'avantages, en ce que dans les temps de disette il raréfie la denrée ou la fait se comporter comme si elle était raréfiée, tandis que la libre circulation multiplie pour ainsi dire les ressources, en ce qu'elle multiplie les quantités que chaque marché peut recevoir. Dans les temps d'abondance au contraire, la libre circulation des grains les dissémine en les répartissant. Qui ne sait qu'en France, où aujourd'hui nous avons en droit et en fait la libre circulation à l'intérieur, et nous ne la possédons que depuis Turgot, les prix s'égalisent beaucoup mieux ou moins mal entre les différentes provinces, abstraction faite même de l'influence toujours croissante qu'exerce le perfectionnement des voies de communication?

Autrefois dans les différens états de l'Europe (on en a la preuve positive par les relevés de Dupré Saint-Maur et par les tables con-

signées dans le *Chronicon pretiosum* en Angleterre), le blé éprouvait d'une année à l'autre des écarts qui aujourd'hui nous semblent incroyables : c'était alternativement la ruine de l'agriculteur et une effroyable misère pour les masses populaires, dont le pain est le principal aliment. Nous n'en sommes plus là, grâce à Dieu; mais combien nous sommes loin encore d'une situation satisfaisante! Dans un court espace de temps, quelque chose comme une année et parfois moins, nous voyons des oscillations énormes. Sans prétendre qu'à cet égard il n'y ait pas grandement à espérer de diverses causes, et particulièrement du progrès de la culture, il est incontestable que la libre communication des grains et la mise en rapport de toutes les différentes parties du marché général, en même temps que ce sera un hommage au sentiment, aussi utile qu'il est beau, de la fraternité chrétienne, ou, si on l'aime mieux, de la sainte-alliance des nations, rendront, dans le sens du resserrement des écarts, les services les plus signalés. C'est ainsi que la libre circulation des grains se présente comme un grand objet à poursuivre, ou, pour mieux dire, à consacrer définitivement, dans l'intérêt du producteur aussi bien que du consommateur. Le régime des grands écarts est également funeste à celui-ci et à celui-là, car il ne faudrait pas dire que pour l'un ou pour l'autre la hausse et la baisse se compensent. Le consommateur n'économise pas, dans les temps où le pain est à bon marché, ce qu'il lui faudrait plus tard pour subvenir à son alimentation quand le pain sera cher; le cultivateur ne sait pas davantage épargner sur le profit que lui donne le cours de 30 ou 40 fr., afin de supporter la dépense de l'entretien de sa famille et les frais de son exploitation, quand il lui faudra vendre son blé à 15 fr.

A ce point de vue, l'abolition de l'échelle mobile offre à l'agriculture des conditions de sécurité dont il serait malheureux qu'on la dépouillât, ou qu'elle-même laissât, par son silence, consommer la destruction.

Voici la vérité au sujet du danger que l'importation des grains peut faire courir à l'agriculture française. Le plus redoutable de tous les concurrens, le blé d'Odessa, celui qui arrachait à M. le baron Charles Dupin, dans son rapport de 1832, des cris d'épouvante dont le retentissement s'est prolongé jusqu'en 1859 au point d'ébranler, à ce qu'on assure, les lambris de la salle des délibérations du sénat, le blé d'Odessa, pour peu que l'Europe en prenne, se vend au moins 10 ou 11 fr.; à cela il faut ajouter environ 4 francs 50 cent. pour le transport, l'assurance et les frais de toute sorte, et, pour tenir compte de la différence de qualité, 3 fr. Ainsi, mis à quai à Marseille, sans aucun bénéfice pour le marchand, on compte

sur un prix de 17 fr. 50 cent. à 18 fr. 50 cent. Supposez un droit fixe de 1 fr., et, avec le double décime, de 1 fr. 20, vous arrivez ainsi aux environs de 20 fr., à quoi il faut ajouter le bénéfice légitime du négociant qui a couru les chances. C'est dire que dans les temps de baisse le blé d'Odessa a peu d'accès en France, ou ne peut y entrer qu'à des conditions qui laissent tout repos au cultivateur.

A l'endroit des épreuves que les blés de la Russie méridionale peuvent faire subir à l'agriculture française, le moment présent fournit un renseignement qui vaut mieux que toutes les supputations possibles au sujet des prix de revient comparés dans les deux pays. Aujourd'hui nous assistons à ce spectacle, que le point de la France où les blés sont le plus chers est cette portion de notre territoire qui est sous le feu de ces blés d'Odessa à *cinq francs* l'hectolitre, au dire des alarmistes. Sur notre littoral de la Méditerranée, le blé vaut en ce moment-ci 4 et 5 francs de plus que dans l'intérieur de l'empire. Le blé se paie dans la Meuse, à l'heure qu'il est, autant qu'à Odessa (1); aussi, malgré la liberté d'importation, il n'entre presque pas de blés étrangers, et l'exportation surpasse de beaucoup l'importation. Du 10 novembre 1857 au 15 mars 1859, la France a exporté 9 millions d'hectolitres de blé et n'en a importé que 2,600,000.

La supposition que des droits de douanes, de quelque manière qu'on les combine, aient par eux-mêmes la puissance d'élever le prix des blés dans les temps d'abondance, et d'assurer ainsi à notre agriculture un prix satisfaisant, a un tort de plus que celui d'être une chimère : elle tend à entretenir chez le cultivateur cette pensée fâcheuse et funeste pour lui-même, qu'il peut demander à la loi de lui procurer le bénéfice qu'espère tout homme qui travaille. C'est le cas de rappeler ici la réponse que fit sir Robert Peel, dans la discussion de 1846, à un orateur protectioniste. « Quel prix, disait celui-ci, garantissez-vous à l'agriculture? — Il ne m'appartient point, répondit l'illustre homme d'état, de lui garantir un prix quelconque. Chacun ici-bas ne doit attendre sa rémunération que de son intelligence et de ses efforts. » Que l'agriculture profite des découvertes de la science, qu'elle se tienne au courant des perfectionnemens acquis, et elle n'aura rien à craindre : les profits lui viendront par une pente naturelle, en vertu d'une loi inhérente à l'harmonie du monde moral et économique aussi bien que du monde physique, d'une loi qui, pour la généralité des faits, est aussi absolue que celle de la gravitation, par laquelle les eaux vien-

(1) Il s'y paie même davantage, vu que le blé de la Meuse est d'une qualité supérieure à celui d'Odessa, de sorte que, à prix égal par hectolitre, le blé d'Odessa est notablement plus cher.

nent du sommet des montagnes remplir le lit des fleuves. C'est en vain que certains agriculteurs diraient avec plus ou moins de justesse : « L'hectolitre me revient à 18 ou 20 fr., il me faut un prix de vente supérieur à 18 ou 20 fr. » Le prix de vente du blé s'établit en France, malheureusement ou heureusement, indépendamment de ces prix de revient plus ou moins exacts. Il se règle en vertu de cette autre loi inévitable qui fixe la valeur des choses selon le rapport entre l'offre et la demande. Malgré le prix de revient de telle ou telle catégorie de cultivateurs, malgré les combinaisons auxquelles peut se laisser entraîner le législateur, échelle mobile, gros droit fixe ou prohibition, le prix du blé tombe nécessairement, dans les années d'abondance, au-dessous de 20 et de 18 fr. Il faut que l'agriculture en prenne son parti, comme on le prend quand on a devant soi la force des choses, et qu'elle cherche son profit là où il sera la récompense d'un effort, conformément à la règle fondamentale de notre existence ici-bas. Améliorez vos procédés d'agriculture; vous avez des voisins plus appliqués et plus ingénieux, pour lesquels, l'*Enquête* en fournit la preuve répétée, le prix de revient est de 13 à 14 ou 15, ou même de 10 à 12 fr.; imitez-les dans la limite du possible. C'est ainsi que vous vous placerez au-dessus des effets des abondantes récoltes.

Ici nous rencontrons un autre dire, que les prohibitionistes, qui se sont faits les zélés défenseurs de l'échelle mobile, mettent dans la bouche des agriculteurs : « Ce progrès, que vous dites nous être possible, en réalité ne l'est pas. Nous manquons de ressources, nous sommes dénués de capitaux; nos champs sont infertiles, tout nous est obstacle; nous sommes déshérités de tout point. » A ce compte, le nom de la *belle France*, par lequel on désigne communément notre patrie, ne serait qu'une cruelle ironie; la France serait une région maudite, dont le terroir serait sur la même ligne que les déserts de l'Arabie, et dont le climat devrait être comparé à celui de la Sibérie! Quant à son système administratif et aux habitudes de ses gouvernemens, ce serait de même le pays le plus mal partagé du monde! Mais en vérité est-on fondé à dire que notre agriculture ait cette irrémédiable et humiliante impuissance pour le progrès? Il est constant au contraire qu'elle avance d'une manière continue, et l'*Enquête* même en fournit plus d'une preuve. Sans doute nous avons beaucoup de cultivateurs pauvres; mais ceux-là même ont un trésor, qui est l'esprit d'économie : ils le possèdent à un degré dont nous n'avons pas l'idée, nous, habitans des villes. C'est ainsi que lorsque l'expérience, qui est pour eux l'autorité suprême, a démontré l'utilité de quelque pratique, ils trouvent moyen de se l'approprier. Vivant de peu, ayant le ferme désir d'améliorer

leur sort et disposant de trois cent soixante-cinq journées de labeur par an, combien n'y en a-t-il pas parmi eux qui font des merveilles et résolvent des problèmes que le riche aborde sans succès! Quel est le département où des faits de ce genre ne se révèlent? Voyez par exemple ce qui se passe dans les départemens de la Bretagne, dont la population cependant passe pour être tant arriérée : depuis qu'il est constaté que l'emploi de la chaux y donne à la terre une fécondité jusqu'alors inconnue et permet de récolter du froment là où l'on faisait du seigle ou du sarrasin, les pauvres eux-mêmes trouvent le moyen d'en acheter.

Ce n'est pas à dire cependant que la loi n'ait rien à faire pour les agriculteurs; mais l'intervention de la loi, que nous appelons à la suite des hommes les plus intelligens entendus dans l'enquête, n'est point celle qui se manifeste par des restrictions et par des atteintes à la liberté tantôt du producteur, tantôt du consommateur. C'est celle bien différente qui rend à la liberté au contraire un éclatant hommage, ou qui lui prête assistance. Par l'éducation, ouvrons plus largement l'intelligence des cultivateurs, afin que les connaissances y pénètrent; par le bon emploi des ressources de l'état et des départemens, perfectionnons de plus en plus la viabilité du territoire; par le crédit agricole, rendons-lui plus aisé l'accès des capitaux (1); adoucissons ou effaçons de notre tarif des douanes les dispositions qui enchérissent pour l'agriculture le fer, le guano et diverses autres matières utiles; permettons-lui de faire venir, de quelque point du globe que ce soit, sans droits, les machines et appareils dont elle peut avoir besoin; supprimons les conditions accessoires et en apparence indifférentes, mais en fait prohibitives, sous lesquelles l'importation de ces machines ou appareils doit avoir lieu (2); simplifions les formalités sous le bénéfice desquelles les 100 millions promis pour le drainage doivent tomber dans la main des cultivateurs, afin que cette promesse cesse d'être une fiction. Décidons les compagnies de chemins de fer à transporter en tout temps le blé et la farine au tarif de 5 centimes par tonne et

(1) On assure que très prochainement une institution de crédit agricole va être organisée sous les auspices du crédit foncier.

(2) A cet égard, l'*Enquête* offre des exemples curieux. Je citerai ici un passage de la déposition de M. Lupin, qui exploite avec habileté une vaste propriété dans le Cher :

« Quand j'arrive à la douane, on ne me parle pas seulement du droit protecteur que que j'ai à payer, on me dit : « Donnez-moi le plan de la machine que vous voulez faire entrer, avec l'indication détaillée de toutes les pièces en cuivre, en fer, en acier, etc. — Eh bien! voilà que sur un outil de 100 ou 200 fr., indépendamment des droits, on me demande de faire 50 fr. de frais; c'est véritablement impraticable... »

« J'ai des ouvriers flamands qui se servent de louchets, de longues bêches aciérées dans le bout, qui coupent à merveille, et avec lesquelles on fait beaucoup d'ou-

par kilomètre, qu'elles ont accepté dans les temps de cherté et qui leur donnera de beaux profits, sans la condition que ce tarif de faveur s'applique seulement au cas où l'expéditeur présenterait une grande masse. C'est dans cette voie que l'agriculture trouvera une protection efficace : hors de là, pour elle tout est déception.

II. — DE L'EXPORTATION.

J'ai rappelé précédemment quel était, par rapport aux conditions dans lesquelles le blé peut être importé en France, l'effet de la réforme commerciale accomplie par l'Angleterre en 1846. Le marché anglais, et les autres marchés qui, à son exemple, se sont ouverts à deux battans, ont absorbé tous les excédans, dévoré tous les disponibles. L'agriculture française, qui s'est constamment contentée de prix inférieurs à ceux de l'Angleterre, de la Hollande, de la Belgique, a donc lieu désormais d'être rassurée contre ce que l'on appelle l'*invasion* des blés étrangers. Les départemens méditerranéens n'ont certainement pas à redouter une concurrence que supportent sans peine les cultivateurs piémontais leurs voisins. Mais on négligerait l'aspect le plus important du sujet, si l'on n'envisageait que l'importation. C'est du côté de l'exportation des blés qu'il est utile surtout de porter ses regards, si l'on veut apprécier à sa valeur le changement survenu dans le commerce général des grains depuis 1846, et les conséquences nécessaires du principe de la libre circulation des grains, qui tend à devenir une loi du monde civilisé.

Nous qui nous étions crus menacés de l'invasion des blés étrangers, il se trouve qu'aujourd'hui nous avons pris rang parmi les pays producteurs : nous figurons même à une place élevée sur la liste. Le fait est que la consommation du blé, depuis qu'elle a cessé d'être à des prix exorbitans en Angleterre, a acquis dans ce pays de tels développemens, qu'avec une production indigène pour le moins égale et probablement supérieure d'une notable quantité à ce qu'elle était en 1846, et avec ce qu'ils peuvent ramasser dans la

vrage avec peu de peine. Dans une certaine circonstance, j'ai voulu faire exécuter un travail avec des bêches de cette espèce par des ouvriers du pays; ceux-ci m'ont dit qu'ils ne pouvaient travailler de cette manière, parce que l'instrument coûtait trop cher, au moins 5 fr. J'ai demandé aux ouvriers flamands combien leur coûtaient ces bêches dans leur pays : ils m'ont dit qu'elles leur coûtaient 3 fr. Eh bien! de 3 à 5 il y a une grande différence. Je n'ai pas fait faire le travail à cause de cela. — Je vous cite là un petit exemple, mais il s'étend à tout. Ainsi il y a des charrues faites à l'étranger qui valent mieux que celles qui sont faites en France; mais comment puis-je les faire venir, lorsque non-seulement j'ai à payer un droit, mais encore à subir une infinité de tracasseries qui se traduisent toujours par de l'argent? Aussi je ne fais plus rien venir du dehors : c'est trop cher. »

Baltique, aux États-Unis, à Alexandrie, dans la Mer-Noire, les Anglais n'en ont pas assez; ils viennent nous en acheter à nous aussi, et en masse. Voilà comment nous sommes devenus un des pays d'où il s'exporte en certaines années le plus de blé. J'ai déjà eu occasion de rappeler que, dans les seize mois terminés au 15 mars 1859, nous avons exporté 9 millions d'hectolitres (1), et je ne suppose pas qu'il en soit sorti autant d'Odessa. Jusqu'en 1846, c'est-à-dire avant l'ouverture du marché anglais, jamais nos exportations annuelles n'avaient atteint 900,000 hectolitres, et six fois seulement, dans l'intervalle de 1821 à 1846, c'est-à-dire en vingt-six ans, elle avait excédé 500,000 hectolitres. Non-seulement nous sommes au nombre des fournisseurs de l'Angleterre, mais les relevés des douanes montrent que nous sommes assez fréquemment les premiers de tous. Pour notre agriculture de l'ouest et du nord, c'est une bonne fortune inattendue, qu'il serait, je ne dirai pas seulement injuste et impolitique, mais je ne crains pas d'ajouter inepte de leur ravir. Or l'échelle mobile appliquée à la sortie semble bien devoir la leur enlever. Du moment que l'échelle mobile commencerait d'agir, la sortie du blé français serait impossible, parce que c'est à la faveur de faibles différences que les agriculteurs ou les meuniers des départemens compris entre la Loire et la Seine, ou plutôt entre la Garonne et l'Escaut, peuvent obtenir en Angleterre la préférence sur leurs concurrens. On peut voir dans l'*Enquête* que quelques-unes des personnes entendues ont blâmé même le simple droit de balance de 25 centimes par hectolitre (2). Or on sait que l'échelle mobile n'y va pas de main morte : pour chaque franc de hausse des prix, et même pour un seul centime, à partir d'un certain point, elle ajoute un droit de sortie de 2 fr. et 2 fr. 40 c. avec le double décime (3).

Le lecteur trouvera peut-être que le mot *inepte*, dont je viens de me servir, est de toute dureté; je crois devoir m'arrêter un instant pour le justifier. C'est qu'ici il s'agit non pas seulement du droit qu'a l'agriculture de disposer de ses denrées au gré de ses intérêts, droit qu'on ne peut atteindre sans léser le principe même de la propriété; il s'agit aussi des nécessités de l'alimentation publique elle-même. Si en effet nos cultivateurs doivent trouver devant

(1) Une partie considérable de cette exportation est à l'état de farines; la meunerie française a une véritable supériorité, qui contribue, dans une certaine mesure, à l'écoulement de nos blés au dehors.

(2) Porté à 30 centimes par le double décime.

(3) D'après la législation de 1832, qui est actuellement en vigueur, c'est à partir du prix de 19 francs que s'applique, dans l'ouest, le droit supplémentaire de sortie de 2 fr. 40 cent. par hectolitre, droit qui est à peu près prohibitif; ce droit doit être perçu dès que le prix est de 19 fr. 01 cent.

eux, dégagé de toute entrave, le marché de la Grande-Bretagne, ils organiseront leur production en conséquence, et ils ne l'organiseront que sous cette condition. Assurés d'avoir un bon prix pour leurs blés, ils en produiront davantage. Il ne faut pas un grand effort d'esprit pour reconnaître que, si les départemens compris dans le cercle du commerce des céréales avec l'Angleterre, et qui s'étendent des bouches de la Garonne à la vallée de l'Escaut, se mettaient à produire quatre, cinq ou six millions d'hectolitres de plus, ce serait presque assez pour maintenir nos ressources intérieures, dans les années de mauvaise récolte, au niveau de nos besoins. Retenue par l'élévation des prix, la majeure partie, sinon la totalité de cet approvisionnement supplémentaire, au lieu de passer la mer, resterait chez nous. On a ici un des mille aspects sous lesquels apparaissent la fécondité du régime de liberté et sa supériorité par rapport à ces systèmes restrictifs qu'on nous vante comme des panacées, tandis qu'ils ne servent qu'à endormir l'activité nationale, à paralyser la fécondité du sol et de l'industrie. Il est vrai qu'en retour cela fait la fortune de quelques spéculateurs (1), et l'importance d'orateurs et d'écrivains à l'éloquence équivoque.

Tel est donc le bilan de l'échelle mobile : appliquée à l'importation, elle ne garantit point à l'agriculture française des prix élevés ou passables dans les temps d'abondance; appliquée à l'exportation, elle ferme à notre agriculture, ou du moins lui restreint fort le marché le plus riche de la terre, qui est placé à ses portes, et du même coup elle tend à supprimer une réserve qui, dans les années de mauvaise récolte, retenue par l'élévation des prix, *viendrait* naturellement *subvenir* à l'alimentation publique. En voilà assez, ce me semble, pour qu'elle soit jugée.

Au point de vue de l'exportation, l'on ne saurait dire que l'agriculture la réclame; pour la plupart, ceux même des agriculteurs sur l'esprit desquels la routine a conservé son empire désirent qu'à cet égard le pays en soit affranchi. L'expérience les a convaincus. On en a la preuve par les dépositions recueillies dans l'enquête; on l'a, plus démonstrative encore, par les déclarations de divers comices, qui cependant ont répondu à l'appel du comité organisé, sous la présidence de M. Darblay l'aîné, *pour la défense du travail agricole*, de même que la grande association prohibitioniste se croit ou se dit constituée *pour la défense du travail national*. Le mot d'ordre est cependant donné dans le parti prohibitioniste de perpétuer l'échelle mobile aussi bien à l'exportation qu'à l'importation.

(1) On trouvera sur ce point une révélation intéressante dans la déposition de M. Pagézy. (*Enquête*, tome II, page 349 et suivantes.) Plusieurs autres personnes ont parlé dans le même sens.

Il faut barrer l'exportation, disent les orateurs et les écrivains qui puisent là leurs inspirations, il le faut dans l'intérêt du consommateur. Ce zèle pour les intérêts du consommateur a quelque chose de surprenant de la part des prohibitionistes. Il est piquant de leur voir prendre en main la cause du public consommateur. Pour la première fois de leur vie, ils ont cette heureuse pensée, et ils rendent ainsi à un des principes les plus essentiels de la science économique, qu'ils détestent, un hommage inattendu. Auparavant ils avaient des tonnerres d'applaudissemens pour des traités où l'on prouve *ex cathedrâ* que la cherté, dont le consommateur a le travers de se plaindre, est un bien pour la société, attendu que c'est l'origine et la rémunération d'un travail de plus (1). Il semble donc qu'ils soient en voie, sans s'en apercevoir, de se convertir à cette doctrine, que le bon marché régulier et permanent est d'intérêt social et politique au premier chef. En un mot, *monsieur Prohibant* (2) a l'air de se convertir aux principes de l'économie politique... Nous le féliciterions de tout notre cœur, s'il en était ainsi; toutefois nous prendrions la liberté de le prier d'être conséquent. Vous trouvez, lui dirions-nous, qu'il est contraire aux intérêts et aux droits de la société qu'on expose le public à payer quelquefois le pain un peu plus cher; mais est-ce qu'il n'est pas contraire aux intérêts et aux droits du public consommateur de payer constamment très cher le fer et la fonte? Est-ce qu'il est d'utilité publique qu'on enchérisse artificiellement, et d'une manière permanente, par le moyen des lois de douane, les machines qui sont les auxiliaires obligés de la production de tous les objets que l'homme civilisé réclame pour son usage? Est-ce qu'il est d'intérêt public que certaines matières premières, comme les filés de coton, dont la mise en œuvre occupe tant de bras, et qui, une fois façonnés, répondent à une si grande variété de nos besoins, soient enchéris par l'intervention arbitraire du législateur, à ce point que les filateurs réalisent, comme on l'a souvent vu, des bénéfices de 25, 30, 40 pour 100? On a justement appelé la houille le pain quotidien de l'industrie : pourquoi faut-il que les combinai-

(1) C'est le fond de la doctrine de feu M. le vicomte de Saint-Chamans dans son *Traité d'économie publique*, et de l'ouvrage bien plus récent de l'honorable M. Lequien, *Du libre échange et des prohibitions douanières*. Ce dernier ouvrage surtout a été comblé des éloges du parti.

(2) Je me sers ici d'un nom qui a été mis à la mode en 1827 par M. le baron Charles Dupin pour désigner les partisans obstinés et intraitables du système ultrà-restrictif, ainsi qu'on peut le voir dans son livre intitulé *le Petit Producteur*, et spécialement dans le cahier du *Petit Commerçant*. Je n'ai pas besoin de dire que, de même que lui, je n'entends appliquer ce nom à personne en particulier, et que j'en fais la personnification du parti prohibitioniste tel qu'il apparaît dans ses manifestations collectives.

sons du tarif des douanes continuent de la rendre plus chère qu'elle ne le serait naturellement, et cela alors que tout notre littoral de l'Océan, de Dunkerque à Bayonne, ne trouvant pas de charbonnages français à sa portée, n'a de ressources que dans les mines étrangères? Mais quelque charmés que nous dussions être d'avoir à louer cordialement *monsieur Prohibant* de sa conviction, l'illusion ne nous est pas permise. A l'heure qu'il est, il se montre plus intraitable que jamais sur le chapitre des prohibitions et des restrictions en général. Alors on a le droit de lui représenter qu'il est bien injuste pour l'agriculture; il est même peu chrétien, ce me semble, car il fait à autrui ce qu'il ne voudrait pas qu'on lui fît!

J'espère que le lecteur me pardonnera de lui signaler cette singulière logique du parti protectioniste. On applaudit à outrance lorsqu'il s'agit d'instituer ou de perpétuer, même dans ce qu'elle a de plus exagéré, une législation douanière qui trouble l'ordre naturel des choses et fait violence aux consommateurs, en entourant le pays de barrières qui investissent quelques chefs d'industrie d'un monopole, et leur permettent d'imposer à leurs concitoyens un tribut. On exerce de toutes parts une pression en faveur de cette législation contraire au droit naturel et à l'intérêt public; mais quand, au lieu de l'industrie manufacturière, il s'agit de l'agriculture; quand, au lieu de légiférer contrairement aux lois naturelles qui veulent que chacun puisse, soit disposer librement des fruits de son labeur, soit se procurer aux meilleures conditions ses instrumens de travail, soit enfin acheter les objets nécessaires à sa consommation sans payer de redevance à personne si ce n'est à l'état, il s'agit de faire des lois qui consacrent une reconnaissance tardive, mais toujours bien venue et honorable, de ces droits essentiels, ce n'est plus l'assentiment des prohibitionistes qu'on rencontre, c'est leur malveillance et leur opposition systématique.

On blâme beaucoup, et avec raison, la convention nationale d'avoir, en 1793, établi le maximum pour un grand nombre de denrées. Or cependant quel est le but avoué des droits d'exportation sur les blés? N'est-ce pas d'établir un maximum pour cette denrée? Le maximum de la convention détruisait la production dans sa racine; l'échelle mobile à la sortie paralysera l'agriculture dans les départemens de la Bretagne et de la Normandie, et y restreindra, au détriment du pays tout entier, la production des céréales. Le gouvernement a certainement à cœur de témoigner son respect pour le droit de propriété; le droit de propriété est atteint cependant par le fait de ces droits à l'exportation des grains qu'il s'agit de perpétuer. Le droit de propriété est lésé lorsqu'on suscite des obstacles considérables à ce que le propriétaire dispose librement

de ses produits, et puisse les vendre sur le marché le plus avantageux. Mais, dit-on, c'est dans l'intérêt du consommateur, et le public s'en trouvera bien. En supposant qu'il en fût ainsi, ce ne serait pas une raison suffisante; ce serait une maxime bien dangereuse que, sous le prétexte de l'avantage qu'y trouverait le public, on pût empêcher une classe de citoyens d'user des droits et des facultés que les lois fondamentales accordent à tous. Ce que l'on ferait dans ce genre serait une expropriation sans indemnité, et le principe en matière d'expropriation, c'est qu'elle ne peut être autorisée que moyennant une juste et préalable indemnité. Le fait de fouler aux pieds des droits individuels, sous prétexte d'intérêt public, est réprouvé par l'esprit de la civilisation et de la législation modernes. Au reste, ici, l'utilité publique n'existe pas, par plusieurs motifs.

Et d'abord, en prévision des temps de grande cherté, l'important est de se ménager des réserves; or, encore un coup, le moyen d'obtenir ce résultat si désirable est de laisser la production du blé prendre, en vue de l'exportation, un accroissement dont nous serons les premiers, sinon les seuls, à profiter dans ces époques difficiles, pour ne pas dire calamiteuses. En second lieu, ne perdons pas de vue le nouvel ordre de choses qui, depuis 1846, tend à s'établir parmi les peuples civilisés pour le commerce et la circulation des grains, et qui est déjà à demi constitué. C'en est fait du régime dont la devise était : *chacun pour soi!* où chacun s'efforçait de vivre sur lui-même, où non-seulement chaque état, mais aussi chaque province, chaque vallée, chaque canton trouvait très mal que le blé sortît de ses limites. Ce système des approvisionnemens locaux, qui ne contribuait pas peu à déchaîner sur les populations le fléau de la famine, a fait son temps. Depuis sir Robert Peel, l'unité du marché, pour le monde civilisé, en prend la place; le sentiment de la solidarité des intérêts, qui fait de rapides conquêtes, et une meilleure entente de l'intérêt de chacun ont déjà décidé presque tous les états à modifier leur législation dans ce sens.

Rester de propos délibéré en dehors de ce grand mouvement, ou, ce qui est bien plus grave, s'en retirer après qu'on y était entré, pour s'isoler de nouveau dans le système des approvisionnemens réservés, serait une faute qu'on serait exposé à payer cher, pour peu que l'étranger fût en humeur d'user de réciprocité, et l'on sait si, en matière de législation commerciale et de tarifs douaniers, on n'est pas enclin à s'appliquer les uns aux autres la loi du talion.

Le troisième volume de l'*Enquête* contient sur ce sujet des renseignemens bons à méditer. Il résulte en effet des relevés statistiques dont ce volume est composé que, toutes les fois que l'Europe occidentale a une mauvaise récolte, le prix des grains éprouve un

accroissement énorme dans les pays producteurs où nous allons chercher du secours. Ainsi à Dantzig, en 1847, les blés débutent par un prix supérieur à 24 francs et montent jusqu'à 35 et 38; sur ce même marché, à partir du mois d'août 1853, on voit également les prix s'élever et rester hauts jusqu'au milieu de 1857. Parmi les cotes mensuelles, on en trouve, dans le cours de cette période, qui dépassent 30 et 31 francs. A New-York, où pareillement l'Europe alors va chercher une partie des blés des jeunes états, presque exclusivement agricoles, de l'ouest, qu'y versent le fameux canal Érié et le réseau des chemins de fer, c'est pis encore : en 1857, le prix y est monté jusqu'à 41 fr. 69 c. l'hectolitre. A Odessa, la hausse prend de moindres proportions; toutefois en 1856 on y aperçoit des cotes supérieures à 25 francs, ce qui, eu égard à la médiocre qualité des grains de la contrée, ne laisse pas que d'être très cher et très incommode pour la population. En présence de ces faits, il y a pourtant une réflexion qui est bien naturelle : si les approvisionnemens que dans certains cas nous allons chercher à l'étranger, et qui nous sont indispensables, ont pour effet que les blés y montent à ce point, il faut nous résigner à ce que dans certains cas la demande semblable que l'étranger nous adressera produise quelque hausse sur nos grains. En équité, pouvons-nous demander secours à l'étranger sans consentir à lui donner quelque aide, ou, pour mieux dire, à la lui vendre à beaux deniers à notre tour dans certaines éventualités? Je suppose que nous ayons chez nous, par rapport à l'exportation, l'échelle mobile, qui, lorsque les blés commenceront à enchérir, sera l'équivalent de la prohibition : que répondrions-nous à l'empereur de Russie, au congrès des États-Unis, au roi de Prusse, si dans les années de disette ils appliquaient à la sortie des céréales de leur territoire, par rapport au pavillon français nommément, notre propre système, qui consiste à susciter un droit de 2 francs (non compris le double décime) par chaque franc de hausse, à partir, soit de 19 francs, comme c'était dans la loi de 1832, soit même de 23 francs, ainsi que la proposition en a été faite? Nous les accuserions d'inhumanité, et nous n'aurions pas tort; mais ils nous renverraient le reproche en nous disant que, si les populations françaises n'aiment pas à voir sortir les blés quand ils cessent d'être à des prix bas ou moyens, les populations moscovites, prussiennes ou américaines ne l'aiment pas davantage, et ils seraient fondés à ajouter que c'est nous qui avons inventé toutes ces belles choses et qui avons donné l'exemple de les ressusciter quand généralement on les croyait mortes et enterrées.

Le mouvement que se donnent les prohibitionistes pour le rétablissement de l'échelle mobile à l'exportation est difficile à concilier

avec la prétention, dont ils font grand état, d'être les amis et les protecteurs de l'agriculture. Comme un très grand nombre d'agriculteurs, et à peu près sans exception les plus éclairés, sont manifestement contraires à cette restauration, on s'explique peu les démarches que le parti prohibitioniste fait dans ce sens et l'espérance qu'il nourrit d'attirer par ses démonstrations l'agriculture et la propriété territoriale sous son étendard, de manière à former avec elles une phalange qui gagne définitivement la bataille au profit du système prohibitif. Il semble évident qu'il se fourvoie. Il n'y a qu'une manière de se rendre compte de cette fausse manœuvre. Les prohibitionistes ici subissent l'influence des moins raisonnables d'entre eux. Des protectionistes modérés et sages auraient accédé au vœu de l'agriculture, de laisser l'exportation libre; il faut cette circonstance que le parti soit dirigé par des hommes ardens, acquis d'avance à toute idée exagérée, pour qu'il suive un pareil plan de campagne. De même que, par la force d'un insurmontable instinct, le chat à la vue de la souris se jette sur elle et l'étrangle, ou, pour prendre une comparaison qui ménage mieux l'amour-propre d'un parti où l'on compte tant d'hommes honorables, occupant une position élevée dans l'activité nationale, de même qu'Achille à Scyros, tout déguisé qu'il est en jeune fille, se saisit du glaive que l'artificieux Ulysse a caché comme par hasard au milieu des riches tissus et des joyaux, de même, mise en présence de la législation de 1832, qui est hérissée d'entraves aussi bien à la sortie qu'à l'entrée, l'association prohibitioniste, au lieu d'écouter les conseils de la prudence, de la conciliation et de l'esprit d'équité, a pris à pleines mains les restrictions de l'un et de l'autre genre. C'est ainsi qu'il a été donné au parti pour consigne de revendiquer la réintégration de l'échelle mobile aussi bien à la sortie qu'à l'entrée. Le parti a commis là une faute grossière, qui ne peut manquer de dessiller les yeux de beaucoup de personnes. Si, comme les meneurs prohibitionistes, nous avions des idées absolues, nous nous réjouirions de cette bévue, dont la conséquence doit être, dans un temps donné, de détacher du drapeau de la prohibition l'agriculture en masse; mais, nous le disons sincèrement, nous regrettons que le parti ait donné cet avantage aux hommes qui poussent le pays dans la voie d'un tarif libéral. Il serait d'intérêt public qu'après tant de débats on se mît enfin d'accord sur les termes d'une transaction avouable, quelque peu conforme à la renommée de l'industrie française, à son avancement bien constaté, ainsi qu'aux véritables intérêts de l'agriculture, qui est constamment sacrifiée : cela importe à la paix intérieure.

Il est un arrangement qui se présente naturellement à l'esprit

de quiconque a étudié les faits : c'est celui qui a été recommandé par beaucoup de personnes à l'enquête, de reconnaître le double mouvement qui s'est produit d'une manière spontanée, et en vertu duquel les blés français sortent en abondance, après les bonnes récoltes, par les ports de la Manche et de l'Océan, et même par la frontière de Belgique, pendant qu'une quantité beaucoup moindre de blés étrangers vient suppléer, sur le littoral de la Méditerranée, à l'insuffisance de la production locale, car nos départemens méditerranéens trouvent plus d'avantage à se livrer à d'autres cultures qui réussissent admirablement sous leur climat privilégié, telles que la vigne, l'olivier, le mûrier, et dans les terres de bonne qualité la garance et la luzerne. Ainsi, pendant que nous exporterions une notable quantité de nos céréales, récoltées dans l'ouest et le nord, nous laisserions la Russie méridionale et les pays du Bas-Danube en importer une quantité médiocre pour compléter, avec les expéditions du centre et de l'est de la France, les approvisionnemens de la Provence et du Bas-Languedoc. Contre cette combinaison, si bien indiquée par la nature des choses et si avantageuse au pays, les prohibitionistes, en vertu du plan qu'ils ont adopté de faire rétablir l'échelle mobile à la sortie et à l'entrée, ont fait entendre leurs voix dans l'enquête. Toutes les fois que la faculté est accordée à un produit étranger d'entrer sur notre sol, il leur semble que la France est sacrifiée ou trahie, comme si nous pouvions vendre nos marchandises à l'étranger autrement qu'en recevant les siennes en retour, à moins cependant que nous ne consentions à les lui laisser pour rien. Par l'organe de M. Benoist d'Azy, qui est incontestablement un homme capable et un homme d'esprit, *monsieur Prohibant*, qui n'a pas souvent le bonheur d'avoir un pareil interprète, a représenté que la seule bonne combinaison était de fermer le midi aux blés étrangers, et que les méridionaux n'auraient rien à redire, s'ils étaient contraints de s'approvisionner de grains dans le centre de la France, parce que, le centre consentant à se désaltérer avec leur vin, par réciprocité de bon voisinage et en bons compatriotes, il fallait qu'ils se résignassent à se nourrir avec les blés du centre. Le raisonnement est plus spécieux que solide. Il me remet en mémoire un mélodrame du boulevard où l'on voyait deux personnages qui, après avoir été dans la misère ensemble, s'étaient séparés. L'un d'eux étant devenu industrieux et riche, l'autre, qui était demeuré mendiant, se présente un jour chez lui, et prétend s'y installer sur le pied d'égalité en lui tenant ce langage : « Tu as jadis partagé ma misère, je viens partager ta fortune. » L'homme enrichi par son travail refusait de se prêter à la réciprocité qu'alléguait son ancien compagnon, et il n'avait pas

tort. La réciprocité mise en avant par M. Benoist d'Azy n'est pas aussi grotesque assurément; mais au fond elle est d'une légitimité fort équivoque. La Provence et le Bas-Languedoc, en vendant leurs vins à leurs concitoyens du centre, ne s'opposent pas du tout à ce que ceux-ci fassent venir des vins du dehors, si tel est leur bon plaisir. Ils ne réclament pour eux aucun privilége; par la même raison, ils se refusent à la contrainte qu'on prétend exercer contre eux dans l'intérêt des agriculteurs du centre. Je prie les agriculteurs du centre de croire qu'en citant le mélodrame, je n'ai point la pensée de les comparer à des mendians. Ce sont de bons Français aux qualités desquels je rends hommage; leur région a des ressources qui lui sont propres, et ils ont l'intelligence et la volonté qu'il faut pour les faire valoir. Ils n'ont pas besoin pour prospérer qu'on soumette leurs concitoyens du midi, dans leur intérêt prétendu, à d'onéreuses servitudes, et, quoi qu'on en dise pour eux, ils ne le demandent pas.

Les prohibitionistes s'abusent donc lorsqu'ils se flattent de rallier l'agriculture à leur drapeau, en lui disant qu'elle participera au gâteau de la protection. S'ils ne se trompent pas, ils se jouent d'elle : ils recommencent avec elle la fable de *l'Ours et l'Amateur des Jardins* ou bien celle de *Bertrand et Raton.*

III. — DE LA QUESTION POLITIQUE.

Les défenseurs de l'échelle mobile, lorsqu'on les serre d'un peu près, sont forcés de reconnaître qu'en elle-même cette mécanique compliquée ne remplit pas l'objet en vue duquel elle avait été adoptée; mais ils font valoir en sa faveur des motifs politiques. Un des meilleurs spécimens de cette argumentation s'offre dans la déposition de M. Dumas (1), savant illustre, qui a été ministre de l'agriculture. Elle consiste à dire qu'en elle-même c'est un arrangement fort médiocre, mais que les cultivateurs et les propriétaires sont passionnés pour cette forme de la protection, que leur esprit se refuse à comprendre qu'on y porte atteinte, que la popularité du gouvernement dans les campagnes est à ce prix. Or, ajoute-t-on, de la part du gouvernement, ce serait une faute politique de se brouiller avec ses meilleurs amis. — Il y a tout au moins beaucoup d'exagération dans cette manière de voir. Parmi les grands propriétaires qui ont été entendus à l'enquête, la majorité ne se trouve pas du côté de l'échelle mobile. En prenant les dépositions par ordre de dates, on trouve que l'échelle mobile a été condamnée par les personnes

(1) *Enquête,* tome Ier, page 514 et suivantes.

suivantes, qui ont de grandes propriétés, et les exploitent dans les départemens ci-après :

MM.	L. de Lavergne	(Creuse et Haute-Garonne.)
	Gareau	(Seine-et-Marne.)
	Dailly	(Seine-et-Oise et Haute-Marne.)
	Comte de Kergorlay	(Manche.)
	Adam	(Pas-de-Calais.)
	Baron de Veauce	(Allier et Nord.)
	Schattenmann	(Bas-Rhin.)
	Laurent	(Somme.)
	Comte de Chassepot	(Somme.)
	Dufour et Rodet	(Ain.)
	Georges et Gomart	(Aisne.)
	Mathieu Thierry-Mieg	(Haut-Rhin.)
	de Benoist	(Meuse.)
	Baron de Béville	(Seine-et-Marne.)
	Lecouteux	(Loir-et-Cher.)
	Lemaistre-Chabert	(Bas-Rhin.)
	Baron de Kerjégu	(Finistère.)
	Jules Pagézy	(Hérault.)
	de Saint-Germain	(Manche.)
	Millon	(Meuse.)
	Miquel	(Charente-Inférieure.)
	Lupin	(Cher.)
	Baron Oudet	(Charente-Inférieure.)
	Schlumberger	(Vosges.)
	Emmanuel Oswald	(Haut-Rhin.)

Si, parmi les comices, un grand nombre ont épousé la cause de l'échelle mobile, reste pourtant que ceux des cantons les plus producteurs en céréales ont plutôt manifesté l'opinion contraire. Nous citerons les comices de Meaux et de Rozoy (Seine-et-Marne), ceux de Saint-Quentin (Aisne), de Péronne (Somme), de Compiègne (Oise), de Rochefort et de Tonnay-Charente (Charente-Inférieure), de Mirande (Gers), de même les sociétés d'agriculture de Boulogne-sur-Mer, de Mézières, et la chambre d'agriculture de l'Hérault, qui s'est prononcée avec la fermeté qu'on montre dans cet important département toutes les fois que la question des douanes est soulevée. Il est encore à remarquer que différens comices et plusieurs des notables agriculteurs entendus dans l'enquête, autres que ceux que nous venons de nommer, ont distingué entre l'application de l'échelle mobile à l'importation et à l'exportation, et ont demandé que pour l'exportation, elle fût définitivement abolie. C'est ainsi que se sont prononcés, par exemple, MM. Bodin (Ain), Buffet (Vosges), le baron d'Herlincourt (Pas-de-Calais). Enfin c'est une hyperbole extrême que de représenter ceux mêmes des propriétaires et cultivateurs qui auraient une préférence pour l'échelle mobile comme por-

tant jusqu'à la passion la sympathie qu'elle leur inspire. Le propre des habitans des campagnes n'est pas de se passionner. Dans la vie des champs, on ignore cette fermentation qui naît de l'échange précipité des idées et des sentimens dans les agglomérations urbaines. Le fait est que la plupart des agriculteurs, en cela au surplus semblables à un grand nombre de leurs concitoyens, sont peu familiers avec les mystères de l'échelle mobile, car depuis l'édition de 1832 l'échelle mobile est assez malaisée à comprendre; on dirait une tentative d'appliquer l'algèbre à la législation : rien qu'à lire la loi de 1832, on devinerait, si on ne le savait déjà, qu'elle fut l'œuvre d'un mathématicien. Au sujet de l'opinion des campagnes sur l'échelle mobile, on consultera utilement, entre autres dépositions, celles de MM. le baron de Veauce, Masson, Jules Pagézy et Miquel.

Le sentiment qui anime les paysans et les petits propriétaires est celui d'une grande confiance dans le gouvernement, qui la justifie par la sollicitude avec laquelle il recherche les moyens d'améliorer la condition des campagnes. C'est aussi un penchant bien connu de cette partie de la population française, de s'en remettre à l'expérience au lieu de s'enthousiasmer pour des formules, surtout quand celles-ci sont peu intelligibles. Le gouvernement ici peut donc se considérer comme conservant sa pleine liberté. Si, en son âme et conscience, il pense de l'échelle mobile ce qu'en ont pensé tant de gouvernemens étrangers; s'il croit, comme on le croit au dehors, que le libre commerce des grains est un progrès économique et politique pour le monde civilisé; s'il est convaincu, comme il nous semble qu'il y a lieu de l'être, que l'agriculture française n'aurait qu'à y gagner, et que, pour elle comme pour le consommateur, ce serait le moyen de restreindre les écarts des mercuriales, écarts dont l'amplitude fait tour à tour le désespoir de la production et de la consommation, ce n'est point la crainte d'indisposer les populations des campagnes qui doit le retenir : cette crainte n'est qu'un de ces fantômes que les prohibitionistes excellent à faire apparaître, car *monsieur Prohibant* a un talent sans égal pour la fantasmagorie.

Il y a peu d'années, un fait s'est passé qui touchait fort l'agriculture, et qui a montré combien cette classe, qu'on dépeint comme ignare et obstinément vouée à une aveugle routine, est accessible à la raison et prompte à saisir les enseignemens de l'expérience, combien aussi elle est disposée à prendre en bonne part les actes du gouvernement qui la concernent. L'entrée du bétail étranger était frappée d'un droit exorbitant qui datait de la restauration, lorsqu'en 1853 le gouvernement impérial, dans un légitime désir de

faciliter l'alimentation publique, se décida à en permettre la libre entrée (1). Sur ce sujet, l'agriculture avait un préjugé bien plus enraciné et plus général que celui qui existe aujourd'hui à l'égard des grains : c'était à ce point qu'un illustre capitaine, qui avait justement pour devise *ense et aratro*, car il était un des agriculteurs les plus habiles du pays, le maréchal Bugeaud, avait un jour fait entendre à la tribune ces paroles, qui exprimaient l'opinion des éleveurs, que « l'invasion des Cosaques serait un moindre mal que l'invasion du bétail étranger. » Or quel fut l'effet du décret qui autorisa l'*invasion* du bétail? Une légère émotion de quelques jours. Nos cultivateurs, qui sont aussi intelligens que quiconque quand il s'agit de leurs intérêts, jugèrent sur-le-champ, par la tenue des marchés, qu'ils n'avaient rien à redouter de la libre entrée du bétail étranger, et depuis lors ils sont les premiers à rire des alarmes qu'ils avaient conçues.

Des faits absolument semblables ont eu lieu pour la laine et pour le vin.

Puisque les partisans de l'échelle mobile ont amené la discussion sur le terrain politique, il est naturel de les y suivre. Recherchons donc quel est le vrai côté politique de la question. Et d'abord que faut-il penser de l'agitation qu'on prétend exister dans le pays, et au sujet de laquelle on représente au gouvernement qu'il doit y céder, sous peine de compromettre non-seulement sa popularité, mais aussi la paix publique? L'agitation dont on parle n'existe qu'à la surface, sur un petit nombre de points, et elle est toute factice; d'ailleurs ce n'est pas à des agriculteurs qu'il faut l'attribuer : l'origine en est autre part, et les agriculteurs qui y figurent n'y jouent que le rôle de comparses. L'instigateur de ces délibérations effrayées qu'ont prises un certain nombre de comices agricoles, ainsi que des pétitions qui ont été adressées au sénat, est bien notoirement le parti prohibitioniste. Les hommes exagérés qui sont à la tête de ce parti, et qui, en vertu du tarif des douanes, sont en possession de monopoles très productifs en effet pour quelques-uns d'entre eux, ont senti que, du jour où l'échelle mobile serait définitivement abandonnée, l'agriculture, n'ayant plus même ce faux semblant de protection, abandonnerait de toutes parts le drapeau protectioniste, pour lequel déjà elle est extrêmement refroidie. Dès lors on verrait s'évanouir toutes les dispositions abusives qui font du tarif français une exception, une monstruosité dans le monde civilisé, et la France se mettrait au régime des tarifs modérés qu'ont adopté tous les peuples

(1) De 55 francs, le droit fut mis, par décret, à 3 francs 30 centimes par tête de bœuf, et le reste en proportion.

autour d'elle. Telle est la simple explication du bruit qui s'est fait depuis quelques mois à propos de l'échelle mobile.

La question politique est, ce me semble, de savoir s'il est politique de céder à une agitation de ce genre et de cette origine, s'il convient de lui sacrifier l'intérêt public et l'intérêt même de l'agriculture, puisque celle-ci a fort à gagner à la liberté de l'exportation, et n'a rien à craindre de la liberté de l'importation. Un autre aspect de la question politique est encore celui-ci : faut-il immoler l'intérêt de la navigation, qui trouverait un fret de sortie dans le transport des blés au dehors, et qui est condamnée à languir jusqu'à ce qu'elle en ait un?

Il nous semble qu'il y a lieu de prendre en grande considération la circonstance suivante : aujourd'hui la question n'est plus entière; en fait, l'échelle mobile, à l'heure qu'il est, n'est pas en vigueur, elle est suspendue depuis six ans. On n'en est donc plus à savoir si elle doit ou non rester : la question est d'y revenir après l'avoir mise à l'écart, et d'y revenir sous la pression de manœuvres qui ne sont un mystère pour personne. En pareil cas, une décision favorable à l'échelle mobile ne serait pas l'acte d'un gouvernement fort, car ce serait reculer. Non qu'un gouvernement, quelque fort qu'il soit, doive s'obstiner dans une voie contraire aux intérêts du pays : la fierté et la dignité qui siéent à tout gouvernement ne sont pas compromises, quelque fort qu'il soit, lorsqu'il revient sur ses pas, parce qu'il reconnaît qu'il s'était mal engagé. Mais ici le gouvernement n'avait pas fait fausse route; au contraire, il suivait d'un pas délibéré la direction tracée par l'intérêt public, en cela d'accord avec les principes les plus avérés. Dès lors, nous demandons la permission de le dire avec franchise, persévérer n'est pas seulement pour lui une convenance, c'est un devoir d'autant plus impérieux qu'il est investi d'une plus grande force. Quand une nation surprise par la tempête s'est décidée à placer au gouvernail ce qu'on appelle un gouvernement fort; quand, cédant au sentiment d'une nécessité inexorable, elle a déposé entre les mains du prince une grande partie de ces biens auxquels la civilisation moderne attache un si grand prix; quand elle a fait pour une période non pas illimitée, mais du moins non définie, le sacrifice de la majeure partie des libertés publiques, ce n'est pas qu'elle fasse fi de ces libertés, et qu'elle n'en conserve pas le culte dans son cœur : c'est qu'il lui a paru que cet abandon temporaire était commandé par les circonstances. Elle ne s'y est résignée qu'en vue d'un objet parfaitement déterminé, afin d'empêcher les prétentions individuelles et les menées des factions de troubler profondément la marche régulière des affaires. En ce sens, un gouvernement fort est plus qu'un

autre tenu de ne pas céder aux exigences des factions ou des coteries; plus que tout autre, il est tenu de ne pas tolérer que des intérêts égoïstes essaient d'exercer la domination dans l'état.

En fait de questions politiques, je n'en sache qu'une qui soit nettement posée au sujet de l'échelle mobile : c'est de savoir quelle est dans l'état la première autorité pour tout ce qui touche à l'économie publique, celle du gouvernement de l'empereur ou bien celle de l'association prohibitioniste. Les choses en sont venues à ce point qu'aujourd'hui cette grave question se pose d'elle-même. Pour lever tout doute à cet égard, il suffit de retracer rapidement la marche de l'association depuis son origine, et de rappeler les prétentions qu'elle a officiellement énoncées dans ces derniers temps.

Dès le moment de sa formation, il y a vingt ans, un changement se manifesta dans la discussion publique sur les questions commerciales. Jusque-là, par un accord unanime, on faisait au principe de la liberté du commerce la politesse d'en parler avec égards, sauf à le reléguer dans de lointains horizons, quand il s'agissait de la pratique; il ne serait pas malaisé de citer des écrits de prohibitionistes des plus ardens aujourd'hui, même de maîtres de forges, dans lesquels le principe de la liberté du commerce recevait alors les salutations les plus respectueuses. Du moment où l'association prohibitioniste s'est constituée, on est inondé d'écrits où le principe de la liberté du commerce n'est plus qu'une extravagance. Ceux qui la soutiennent sont gens à mettre aux Petites-Maisons ou à envoyer à la police correctionnelle comme des perturbateurs de l'ordre public ou des conspirateurs contre l'ordre social : on affecte de les confondre avec les socialistes les plus dangereux. Dans ces limites cependant, la thèse des prohibitionistes ne touche qu'à la théorie, et à cet égard chacun est libre de raisonner ou de déraisonner autant qu'il lui plaît. Il est bien autrement important d'observer et de signaler l'attitude de l'association vis-à-vis du gouvernement. C'est en cela surtout qu'elle a innové.

Antérieurement, les manufacturiers se montraient fort soumis envers l'autorité, quand ils avaient quelque chose à solliciter. L'association au contraire, dès son début, semble avoir pris à tâche de lui faire violence. En 1841, le gouvernement projetait l'union douanière avec la Belgique. C'eût été un acte d'excellente politique, qui eût flatté le sentiment national et eût été profitable au point de vue strict des intérêts, car il est chimérique de croire que notre industrie ne soit pas pour le moins l'égale de celle des Belges; mais la coterie prohibitioniste avait résolu qu'il ne fût porté aucune atteinte au système ultrà-restrictif que nous ont légué les guerres furieuses de la république et du premier empire. L'association prohibitioniste

se mit en campagne. Par le moyen des comités locaux dont elle a couvert le pays entier comme d'un réseau, elle excita les terreurs de manufacturiers abusés, et leur dicta des démarches auxquelles ils eurent la faiblesse de se laisser entraîner. Avec le concours de ces électeurs influens, elle poussa devant elle une masse de députés, comme si c'eût été un troupeau. Par l'organe de ceux-ci, elle enjoignit au gouvernement de renoncer à son dessein de l'union douanière avec la Belgique, et le gouvernement crut devoir obéir. C'est peut-être la page la plus regrettable de l'histoire du régime parlementaire de 1814 à 1848.

Un peu plus tard, les prohibitionistes ont voulu davantage, s'il est possible. Dans l'affaire de l'union douanière avec la Belgique, c'était dans les coulisses que le gouvernement avait cédé aux obsessions et aux menaces de la coterie. Les prohibitionistes imaginèrent de lui imposer un acte de soumission sur la scène, en face du public. En 1845, la chambre des députés discutait un projet de loi sur les douanes : ce projet, tel qu'il avait été présenté par le gouvernement, était une aggravation du tarif. Il augmentait les droits, notamment sur les graines oléagineuses, et spécialement sur le sésame; mais il ne les augmentait pas assez au gré de la coterie. Les prohibitionistes font présenter par un des leurs un amendement qui surhausse ces droits démesurément, et ils exigent qu'il soit adopté avec le concours patent du gouvernement. Ils en font une condition, et l'on assiste alors à ce spectacle étrange, qu'au vote par assis et levé les ministres se déclarent contre le projet ministériel. Cela s'est vu en plein midi le 27 mars 1845 (1). Les hommes qui infligeaient ces avanies au gouvernement s'intitulaient les conservateurs par excellence. Rapprochement qui n'est pas sans intérêt, l'auteur de l'amendement sur le sésame était M. Darblay l'aîné, le même qui préside aujourd'hui le comité spécial formé pour *la défense du travail agricole*, c'est-à-dire pour le maintien de l'échelle mobile.

L'année suivante, l'association s'émut du triomphe éclatant que le principe de la liberté commerciale venait d'obtenir en Angleterre. On était à la fin de 1846. Elle résolut de frapper un grand coup. Elle

(1) Le gouvernement proposait pour le sésame d'Égypte, le seul qu'il y eût lieu à prendre en grande considération, de doubler le droit, qui était de 2 fr. 75 c. par 100 kilogrammes. Le droit aurait donc été porté à 5 fr. 50 c. La commission de la chambre des députés adhéra à cette proposition, et le rapporteur, M. Saglio, la soutint à la tribune. L'amendement de M. Darblay consistait à porter le droit à 10 francs. Au vote par assis et levé, de tous les ministres qui faisaient partie de la chambre des députés, un seul, le ministre du commerce, M. Cunin-Gridaine, vota contre l'amendement. Il avait aussi pris la parole pour le combattre.

adressa au conseil des ministres une lettre signée de tous ses dignitaires, et qu'elle-même publia résolûment. Dans ce document, que l'histoire devra conserver comme une pièce caractéristique du temps, on parlait le langage le plus hautain, et on terminait par la menace d'*armer les ennemis* du gouvernement, car la menace adressée aux ministres allait visiblement plus haut qu'eux.

En 1847 cependant, les hommes de talent qui dirigeaient les affaires eurent un mouvement d'impatience contre la coterie prohibitioniste qui prétendait les asservir. Ils sentaient qu'il serait déshonorant pour la France et pour eux-mêmes qu'après la réforme accomplie sur de si larges proportions par sir Robert Peel, on restât complétement inactif chez nous. La chambre des députés fut donc saisie d'un projet de loi où l'esprit de réforme se montrait de la modération la plus parfaite. Le projet maintenait à peu près sans exception les innombrables prohibitions qui avaient été établies en l'an v à titre de mesures de guerre contre l'Angleterre, et qui, chose incroyable, ont survécu depuis lors à tous les changemens survenus dans la situation de la France au dehors et au dedans. Les réductions de droits ne portaient guère que sur des articles d'une valeur secondaire, et cependant la loi, dans son ensemble, n'était pas sans intérêt. Il était du devoir des prohibitionistes de se montrer reconnaissans de tant de ménagemens et de faire bon accueil au projet. Loin de là, ils le reçurent avec colère et dédain. Une commission hostile fut nommée par la chambre, et laissa passer une longue session sans faire le rapport. Au commencement de l'année suivante, la révolution de février emporta le projet dans le tourbillon qui détruisit la monarchie de juillet.

Lorsque l'événement du 2 décembre eut rétabli en France le gouvernement monarchique, en l'entourant d'une grande force, la coterie prohibitioniste sentit que, le pays étant dégagé des profonds soucis sous l'influence desquels on avait laissé à l'écart l'affaire des douanes avec beaucoup d'autres, la question de la révision du tarif pourrait de nouveau être soulevée. Elle s'appliqua aussitôt non-seulement à enguirlander le chef de l'état, mais encore et surtout à prendre des précautions contre l'esprit réformateur. Tout en prodiguant au prince les cajoleries extérieures, elle trouva le moyen de lui faire mesurer d'une main avare, en matière de douanes, les attributions qu'il était naturel d'accorder à un pouvoir fort. Le sénatus-consulte qui a relevé le trône impérial contient, au sujet du tarif des douanes, des restrictions à la prérogative du souverain dont on a lieu d'être surpris. Le gouvernement impérial, cédant au courant de l'opinion européenne, essaya dès 1853 de modifier le tarif : ces essais ont été heureux sans exception ni réserve, ils n'ont porté at-

teinte à aucune industrie, et ils ont été des bienfaits pour le public; néanmoins la coterie en dissimula mal sa mauvaise humeur, et elle fit entendre de telles réclamations qu'après avoir mis en question une des prohibitions les plus dommageables à l'intérêt public, celle qui frappe les filés de coton, matière première de plusieurs grandes industries (les calicots, percales et jaconas, les toiles peintes et imprimées, les tulles, la bonneterie), le gouvernement crut devoir la maintenir.

Sur ces entrefaites se prépare et s'ouvre l'exposition universelle de 1855. Cette imposante solennité constate l'avancement de l'industrie française. De même qu'à l'exposition universelle de Londres, nos manufacturiers plient sous le poids des récompenses. Pour les obtenir, ils ne s'étaient fait faute de répéter qu'ils en étaient dignes, qu'ils remplissaient toutes les conditions requises, et parmi celles que portait expressément le règlement se trouvait la production à bon marché. Si l'exposition de 1855 a été bonne à quelque chose, c'est assurément à prouver que les manufacturiers français n'avaient plus besoin d'être soutenus par l'échafaudage dont on avait étayé leurs débuts. Les fabricans de Manchester, — ces rivaux qu'on disait irrésistibles à ce point qu'en dehors de la prohibition toute protection vis-à-vis d'eux fût impuissante, — furent obligés de remballer les trois quarts des produits de choix qu'ils avaient exposés, quoique le public français eût par exception la faculté d'acheter sous un droit modéré tout ce qui avait figuré à l'exposition. Le moment paraissait venu où une révision du tarif semblait devoir obtenir l'assentiment universel, pourvu qu'elle fût graduelle, de manière à bien ménager la transition, et personne ne la demandait différente, même parmi les partisans de la liberté du commerce qu'il est convenu de représenter comme des novateurs effrénés et des théoriciens implacables. Cette idée germait dans tous les esprits. Les prohibitions absolues surtout semblaient jugées de toutes parts comme des anachronismes qu'il importait à l'honneur national qu'on répudiât, surtout alors que les autres états de l'Europe, moins avancés que nous, en avaient donné l'exemple. Le gouvernement crut faire une chose toute simple et allant de soi, lorsqu'à la session qui suivit, il présenta un projet de loi portant levée des prohibitions et les remplaçant par des droits dont l'élévation était telle qu'ils eussent rendu impossible toute importation; mais il avait compté sans la coterie prohibitioniste. L'association *pour la défense du travail national* souleva une tempête. Par les comités locaux, elle exerça une intimidation. Le gouvernement essaya de calmer l'orage en surhaussant encore les droits qu'il s'était agi de substituer à la prohibition. Inutiles efforts! l'irritation réelle ou affectée du parti resta

la même. Le projet de loi fut retiré, et une note insérée au *Moniteur* du 16 octobre annonça que la levée des prohibitions était remise au mois de juillet 1861, mais elle faisait connaître aussi qu'après ce délai de cinq années l'intention bien arrêtée du gouvernement était d'en finir.

Cependant le gouvernement, pour venir en aide à la navigation nationale, qui périclite sous un régime aussi restrictif, avait décidé en 1855 que nos constructeurs de navires pourraient tirer de l'étranger en franchise de droits les matières premières dont ils pourraient avoir besoin. L'entrée des navires tout construits était autorisée en même temps sous un droit de 10 pour 100. L'essai devait durer trois ans, sauf à être prolongé. Ces encouragemens si légitimes ont déplu aux prohibitionistes : ils les ont dénoncés comme un attentat. Le décret d'octobre 1855 au sujet de la construction des navires et de la francisation des navires construits à l'étranger n'a pas été prorogé en 1858, quoiqu'il n'eût eu que de bons effets.

A côté de ces satisfactions, les prohibitionistes en ont obtenu d'autres. On sait qu'ils haïssent l'économie politique, parce que cette science enseigne que l'industrie n'acquiert toute sa force que dans l'atmosphère de la liberté, et que les priviléges conférés aux manufacturiers par le système prohibitif sont à la fois contraires au bon droit et à l'intérêt public. Après la mort de M. Blanqui, ils demandèrent que, dans la chaire d'économie industrielle qu'il occupait avec tant de distinction au Conservatoire des Arts et Métiers, il ne lui fût pas donné de successeur : la chaire a cessé d'exister. Il est vrai que depuis l'empereur lui-même, dans le discours par lequel il a ouvert la session législative de 1857, après la campagne entreprise par les prohibitionistes pour le maintien des prohibitions, a donné à l'économie politique un gage insigne de sa bienveillance. Après avoir fait allusion à cette agitation, l'empereur s'est exprimé en ces termes : « Le devoir des bons citoyens est de répandre partout les saines notions de l'économie politique. » Ce témoignage d'une haute sympathie ne demeurera point sans effet : il est à remarquer cependant que de bons citoyens de Montpellier ayant demandé à faire les frais d'un cours d'économie politique et ayant eu le soin non-seulement de soumettre à l'autorité compétente un programme irréprochable, mais encore de lui indiquer un professeur qui offrait toutes garanties, ils ont éprouvé un refus réitéré.

Veut-on savoir maintenant comment le parti prohibitioniste répond à tant de ménagemens? Au mépris de la transaction presque débonnaire par laquelle le gouvernement avait, en 1856, ajourné jusqu'en 1861 la levée des prohibitions, le parti a, depuis quelques

jours, organisé une agitation nouvelle pour les perpétuer. L'association pour la protection du travail national a lancé son manifeste, en conséquence duquel les villes manufacturières envoient des pétitions au sénat. Les chambres de commerce, dans la plupart des centres manufacturiers, reconnaissent la loi de l'association, parce que celle-ci a eu soin d'en faire écarter, par les démarches des *comités locaux*, non-seulement les *adversaires*, mais aussi les *amis douteux*, ainsi que c'est exposé dans sa circulaire officielle du 1er mars 1856 (1). Dans ces circonstances, toutes les pétitions sont calquées les unes sur les autres. Non-seulement elles demandent que les prohibitions soient continuées, mais encore elles protestent contre toute enquête qui se ferait à ce sujet. Elles remontrent que l'enquête est *inquiétante;* je le crois bien. Il ne la faudrait pas longue pour établir que l'industrie française n'a pas besoin de la prohibition pour vivre. La France expédie au dehors, sur les marchés de libre concurrence, les produits même qui chez elle sont garantis par la prohibition. Elle en expédie non pas des échantillons, mais des montagnes. Le total de ce que la France exporte, en fait de marchandises prohibées par notre tarif, dépasse la somme de 400 millions de francs. En présence d'un fait pareil, une enquête doit *inquiéter* les prohibitionistes. Sur ce point cependant nous serions volontiers de leur avis, il n'y a pas lieu à une enquête. Elle est superflue, car elle est toute faite.

Pendant que les prohibitionistes gênent la marche du gouvernement au dedans, ils ne lui facilitent pas sa tâche au dehors. On sait que l'empereur s'est prononcé souvent pour l'alliance anglaise. Les hommes les plus éclairés, tous ceux qui font cas des institutions libérales, applaudissent à cette pensée et la secondent de leur mieux, parce que l'alliance anglaise, pratiquée avec dignité, est, pour la France comme pour son ancienne rivale, le meilleur gage de sécurité; pour le progrès du monde, c'est une garantie incomparable, et enfin pour nous-mêmes c'est un sujet d'espérance, car l'alliance de la France et de l'Angleterre devant, dans un temps donné, faire jouir des bienfaits de la liberté politique les peuples qui en sont dignes, il est immanquable que la France en arrête sa part au passage. Mais les prohibitionistes l'entendent différemment. Les lois prohibitives ont été adoptées, on le sait, à titre de mesures de guerre contre l'Angle-

(1) Ce système exclusif ne connaît pas d'exceptions. C'est ainsi que la consigne avait été donnée à Mulhouse de ne pas réélire à la chambre de commerce l'honorable M. Jean Dollfus, l'un des hommes qui honorent le plus l'industrie française, et l'un des meilleurs citoyens que compte la France. Malgré son nom, l'importance de sa maison et les services de tout genre qu'il a rendus dans le pays, M. Jean Dollfus a eu de la peine à être réélu.

terre. L'alliance anglaise, si elle parvient à se cimenter, en amènera, par une conséquence nécessaire, l'abolition. Il n'en faut pas davantage pour qu'ils soient les adversaires acharnés et systématiques de l'alliance anglaise. Ainsi, pendant que le gouvernement, sur ce point d'accord avec le parti libéral, s'applique à effacer les préjugés hostiles à l'Angleterre, les prohibitionistes font les plus grands efforts pour les entretenir, comme si c'était le feu sacré. Ils suivent avec une remarquable persévérance un plan de dénigrement et de diffamation contre l'Angleterre. Ils ne laissent passer aucun de ses actes, en quelque genre que ce soit, sans essayer de l'envenimer, et, il faut le reconnaître, comme nos longues et sanglantes guerres ont laissé contre elle dans le pays beaucoup de germes de mauvais vouloir, cette tentative des prohibitionistes n'a pas laissé que d'avoir un déplorable succès, et en ce sens elle contribue à susciter des embarras à la politique extérieure de la France.

Tel est le parti qui réclame aujourd'hui le retour de l'échelle mobile; c'est à l'accroissement de son influence que tournerait ce rétablissement. Il appartient au gouvernement de voir si ce parti n'est pas assez puissant déjà, et quel usage il pourrait faire d'un supplément de forces. Certes on ne peut qu'applaudir à la longanimité avec laquelle le gouvernement tolère les manœuvres d'une association même aussi intolérante. Par là il donne la preuve de ceci, qu'il ne s'est pas proposé d'éteindre en France la vie publique; mais s'il est bon que le gouvernement laisse l'esprit d'association se manifester, même par des écarts et par des violences de langage, il serait fâcheux qu'il permît à des coteries, dont un intérêt égoïste est le lien, de prendre une attitude de domination dans l'état, et de n'accepter une concession que comme le moyen d'en arracher de nouvelles. Le premier des Napoléon, sur lequel la pensée de l'empereur est si souvent fixée, avait cette grande qualité, que les intérêts égoïstes et les coteries n'eurent jamais, à sa connaissance, une influence marquée sur les affaires. C'est ce qui nous fait espérer que la levée de boucliers des prohibitionistes pour la résurrection de l'échelle mobile sera décidément sans effet, et qu'ici la raison, le bon droit et l'intérêt public prévaudront enfin.

MICHEL CHEVALIER.

DE L'ART

ET DE LA CRITIQUE D'ART

A PROPOS DE QUELQUES ÉCRITS RÉCENS.

I. *Histoire des Artistes vivans*, par M. Théophile Silvestre, Paris 1856-57. — II. *L'Art, les Artistes et l'Industrie en Angleterre*, par le même, Londres 1859. — III. *J. Pradier, Étude sur sa Vie et ses Ouvrages*, par M. Etex, Paris 1859. — IV. *L'École d'Anvers en* 1858, par M. Adolphe van Soust, Bruxelles 1859.

Il serait au moins difficile de démêler un principe général, un certain fonds de doctrines communes dans les appréciations critiques auxquelles les œuvres de l'art contemporain servent d'occasion ou de prétexte. Aussi diversement inspirés que les artistes dont ils jugent les travaux, les écrivains semblent prendre à tâche d'étonner l'opinion, qu'ils ont la mission de conseiller et d'instruire. De là ces enthousiasmes ou ces dédains excessifs qui s'affichent alternativement, de là ces panégyriques ou ces anathèmes à l'adresse des mêmes talens, suivant les croyances du lieu et l'humeur de celui qui parle; de là aussi le scepticisme où nous nous réfugions de guerre lasse, pour échapper à ce conflit perpétuel d'affirmations et de démentis, et l'indifférence avec laquelle nous laissons la critique tenter les efforts les plus contradictoires afin de nous séduire ou de nous convaincre. Peut-être est-ce à la stérilité même de ces efforts qu'il convient d'attribuer le goût que nous avons tous plus ou moins aujourd'hui pour les particularités biographiques, pour les menus faits et les chroniques d'atelier. Tout en nous désintéressant progressivement des œuvres et surtout des commentaires qui les expliquent, nous sommes devenus avides de renseignemens sur les personnes, et certes on nous a mis amplement en mesure de satisfaire notre curiosité sur ce point. Nombre d'écrivains se sont

empressés de réduire ou de supprimer la part des considérations didactiques pour élargir singulièrement la part des révélations intimes. Sans parler de ces anecdotes controuvées qui ne servent qu'à grossir des libelles heureusement aussitôt oubliés que lus, les détails contenus dans certains livres sur l'histoire de l'art contemporain ont un caractère d'indiscrétion que ne sauraient excuser ni les franchises de la critique, ni même l'authenticité des faits ou des propos rapportés.

Nous ne prétendons pas que, dans l'examen d'un talent, il faille isoler absolument l'homme de ses œuvres et ne tenir compte que de celles-ci : le pressentiment du caractère de l'artiste, un aperçu de ses habitudes morales et, jusqu'à un certain point, de sa vie, peuvent se rattacher utilement à l'étude de ses travaux; mais dénoncer jusqu'à ses faiblesses, jusqu'à ses emportemens de parole ou ses manies, surprendre non les secrets de ses ouvrages, qui appartiennent à tout le monde, mais les secrets de son foyer, qui n'appartiennent qu'à lui, c'est exagérer sans profit pour personne les droits du juge et la responsabilité des gens que l'on met en cause. On a dit quelquefois que tout héros cessait d'être tel pour son valet de chambre. Convient-il à l'historien de s'attribuer de gaieté de cœur l'office de celui-ci, et de déshabiller si bien les hommes dont nous connaissions seulement la gloire, que ni son regard, ni le nôtre ne puisse rien ignorer de leurs imperfections ou de leurs infirmités?

Parmi les écrits trop nombreux auxquels a donné naissance cette volonté de tout montrer et de tout dire, l'*Histoire des Artistes vivans,* par M. Théophile Silvestre, mérite d'être signalée comme le plus hardi à tous égards, et aussi comme l'expression parfois habile d'un système excessif et mauvais en soi. Contraste singulier en effet! Si âpre, si agressive qu'elle soit au fond, la franchise de M. Silvestre ne dédaigne ni les finesses ni même les subtilités littéraires. Ce mélange d'intentions regrettables et de formes choisies, ces témoignages de talent, mais d'un talent mal employé, nous donnent le droit d'être sévère pour l'*Histoire des Artistes vivans.* Nous n'essaierons pas de retourner contre l'auteur les armes dont il s'est servi, mais, sans abuser à notre tour de ce qu'il appelle quelque part son « libre procédé, » nous examinerons ses opinions sur les œuvres d'aussi près qu'il a cru devoir examiner les faits biographiques et les personnes.

Des onze notices que M. Silvestre a consacrées aux artistes de notre école, la biographie de M. Delacroix et celle de M. Barye sont les seules où la somme des éloges l'emporte ouvertement sur le blâme. Ici l'admiration est sans réserve, et l'on doit ajouter sans mesure, puisqu'elle exagère à la fois le triomphe des deux maîtres et la défaite de leurs rivaux. Que M. Delacroix et M. Barye méritent d'être comptés parmi les artistes les plus éminens de notre époque, voilà ce que personne à coup sûr ne s'avisera de contester. Suit-il de là que ces grands talens soient irréprochables l'un et l'autre, et nous faut-il trouver dans leurs œuvres le dernier mot, le mot unique de la peinture et de la sculpture françaises au XIXe siècle? Tout en rendant hommage à l'extrême sincérité, à l'exactitude savante avec laquelle M. Barye a restauré des types déformés par la tradition académique et l'esprit de système, n'est-il pas permis de dire qu'il a quelquefois dépassé le but, que ses

grands *lions* de bronze par exemple, à force de reproduire la réalité, cessent d'être une image du vrai dans son acception élevée, et que de pareils morceaux, malgré leur rare mérite, ont le défaut de substituer des combinaisons pittoresques aux conditions strictes de la sculpture monumentale? En tout cas, ce caractère particulier d'un talent, cette clairvoyance en face de certains modèles n'ôtent rien à la valeur des talens qui s'inspirent ailleurs. On peut espérer qu'à côté des très remarquables travaux de M. Barye, quelques morceaux sculptés par David, Rude et Pradier, quelques statues dues au ciseau de MM. Duret, Simart et autres sculpteurs habiles, que, soit dit en passant, M. Silvestre condamne bien délibérément à l'oubli, — on peut espérer que ces œuvres, diversement recommandables, resteront pour attester la variété des efforts accomplis et pour honorer, chacune à son rang et à son heure, l'art et les artistes de notre temps.

Il faut le reconnaître pourtant, si sévère que se montre M. Silvestre envers l'école actuelle de sculpture, il est bien loin de la traiter avec la même rigueur que notre école de peinture. Au-dessous ou en dehors de l'admiration que lui inspirent les travaux de M. Barye, il confesse au moins sa sympathie pour quelques talens, son estime pour quelques ouvrages. M. Delacroix excepté, les peintres d'histoire dont M. Silvestre cite les noms ou dont il raconte la vie semblent n'avoir été choisis par lui que pour expier chèrement leur réputation et leurs succès. A ses yeux, MM. Delaroche et Decamps n'ont su prendre dans l'école contemporaine que « deux places de doublures, » ou si le second de ces artistes a pris quelque chose de plus, c'est grâce à ses compositions sur l'*histoire de Samson,* qu'il faudrait restituer, « sous peine de se montrer à tout prix injuste, » à un peintre français du XVIIe siècle, à François Verdier (1). M. Vernet, dont, à vrai dire, le caractère, les habitudes extérieures, le mobilier même, sont étudiés plus attentivement que les travaux dans la notice qui lui est consacrée, M. Vernet n'a jamais produit que des « ouvrages mort-nés. » Du reste, pas un mot de Scheffer, de M. Heim, de M. Schnetz; pas un mot, à plus forte raison, de quelques peintres venus plus tard et n'ayant pas encore vieilli dans le succès. Je me trompe : M. Silvestre, qui ne s'est souvenu ni de M. Flandrin, ni de MM. Lehmann et Gleyre, ni de Théodore Chassériau, artiste bien doué pourtant, qui, sciemment ou non, néglige tant d'œuvres sérieuses, trouve assez de loisir et de place pour s'occuper des petites fantaisies pittoresques de M. Diaz et des lourdes provocations où se hasarde le pinceau de M. Courbet.

(1) Malgré ces sommations formelles, et avec la meilleure volonté du monde de ne pas commettre d'injustice en ceci, il nous est impossible de déposséder M. Decamps du mérite de l'invention dans les sujets tirés de l'histoire de Samson. Peut-être, en y regardant de fort près, retrouvera-t-on dans les scènes imaginées par Verdier quelques intentions, quelques figures, dont M. Decamps se sera inspiré ou souvenu; mais le style du maître moderne a si bien transformé le tout, que des emprunts de cette sorte deviennent des acquisitions aussi légitimes que les emprunts faits par Poussin aux monumens antiques ou par Raphaël aux vieux maîtres italiens. En tout cas, la composition la plus belle et la plus saisissante de cette suite, — le *Samson tournant la meule,* — appartient absolument, pour le fond et pour la forme, à M. Decamps, car Verdier n'a pas même traité ce sujet.

Nous avons dit que M. Silvestre, d'ordinaire si avare de louanges, s'en montrait prodigue envers M. Delacroix, qu'il proclame sans hésiter « le plus grand artiste du XIXe siècle. » On peut douter que M. Delacroix, chez qui la rectitude du jugement et l'esprit sont à la hauteur du talent, subisse patiemment un pareil éloge, et qu'il s'accommode de cette place à part dans un siècle qu'ont illustré, entre autres maîtres, David, Gros, Prud'hon et Géricault. A Dieu ne plaise que nous marchandions nos hommages à l'un des peintres qui honorent le plus notre temps et notre école! Mais autant nous craindrions de méconnaître ce qu'il y a dans ses œuvres de puissance pathétique, d'éclat et de science à certains égards, autant nous nous sentirions injuste, si nous refusions d'y voir des imperfections tout aussi réelles que les beautés, si nous confondions dans une admiration banale les défaillances et les témoignages de force, les splendeurs ou les délicatesses du coloris et les intentions que la main n'a pas su complétement définir. M. Delacroix, nous dit M. Silvestre, se plaignait un jour « d'être depuis plus de trente ans livré aux bêtes. » Quant à nous, dont le respect est sincère pour ce grand talent, nous le plaignons d'être livré trop souvent à des panégyristes que l'esprit de système inspire au moins autant que l'admiration naïve; nous le plaignons en particulier d'avoir été, dans l'*Histoire des Artistes vivans,* exalté aux dépens d'un autre talent qui commande la vénération entre tous, et d'avoir ainsi servi de prétexte à des paradoxes sans frein, à des agressions sans excuse.

Nombre de fois sans doute la critique a rapproché l'un de l'autre les noms de M. Ingres et de M. Delacroix. Quelle que soit l'immense dissemblance entre les principes que ces noms résument, la célébrité des deux maîtres, leur situation de chefs d'école et l'influence qu'ils exercent à ce titre, tout explique et jusqu'à un certain point justifie l'habitude presque générale aujourd'hui de mettre en regard leur mérite respectif et leurs travaux. Il n'est guère d'écrit sur l'art contemporain qui ne débute ou ne se termine par ce parallèle obligé; mais si opposés qu'en soient les résultats, si erronés qu'ils puissent paraître suivant les croyances ou les prédilections de chacun, la comparaison se poursuit d'ordinaire sur le ton de déférence que comporte un pareil sujet. L'écrivain le plus pieusement épris de la sévérité de la ligne et du style n'aurait garde de fermer les yeux aux qualités qui distinguent le peintre des *Femmes d'Alger,* de *Médée*, d'*Hamlet* et de tant d'autres scènes brillantes ou terribles; l'apôtre le plus ardent de l'expression dramatique, des hardiesses ou des séductions du coloris n'oserait refuser de s'incliner devant la majesté de pensée et de dessin que respirent, entre autres beaux ouvrages, le *Virgile* et le *Vœu de Louis XIII,* l'*Apothéose d'Homère* et le *Martyre de saint Symphorien.* La méthode adoptée par M. Silvestre est donc d'un radicalisme esthétique appartenant en propre à l'écrivain. Non-seulement M. Silvestre n'admet pas qu'on puisse raisonnablement opposer un rival à M. Delacroix, mais si par impossible il fallait désigner quelqu'un, à ses yeux le premier venu conviendrait mieux que M. Ingres pour cet office.

A quoi se réduit en effet l'habileté du prétendu maître? « A une certaine manière suave d'étendre la couleur et d'établir sur la toile l'homogénéité de la pâte, à l'exemple de Raphaël et d'André del Sarto; mais un homme

sans élévation d'esprit, qui voudrait être comparé à Pascal par ce seul fait qu'il serait parvenu à imiter sa signature et son paraphe, nous ferait certainement rire. » Aussi M. Silvestre rit-il le plus résolûment du monde des contrefaçons commises par ce pinceau, et des dupes, assez nombreuses, il est vrai, qui s'y laissent prendre. Son hilarité va même si loin, et il a si bonne envie apparemment de nous la faire partager, qu'après avoir accolé le nom de M. Ingres tantôt aux noms de Gérard Dov et de Miéris, tantôt à celui de M. Schopin, il finit, dans une certaine page de son livre, par nous proposer de préférer, comme lui, le tableau des *Casseurs de pierres,* — une idylle de M. Courbet, — « aux fades et prétentieuses images » que M. Ingres a « tirées de la Bible, du Dante et de l'histoire. » Ceci nous dispense d'insister. Aussi bien devons-nous profiter pour notre compte d'un conseil que M. Silvestre s'est donné un peu tard à lui-même : « Dix lignes suffisaient, dit-il, à l'histoire de ce célèbre artiste, qui a sacrifié les émotions, les facultés humaines, à la pratique manuelle, à la calligraphie de l'art, et mis la peinture au carreau. » Quelques lignes, dirons-nous à notre tour, quelques mots empruntés à cette regrettable étude, suffisent pour en faire apprécier le caractère et la portée. M. Ingres d'ailleurs a-t-il besoin d'être défendu? Ses œuvres, au-dessus des offenses et des railleries, sont assez éloquentes pour se passer de tout secours et réfuter de reste qui les attaque. Contentons-nous d'y renvoyer non pas ceux que l'*Histoire des Artistes vivans* aurait pu convertir, — ce serait, nous l'espérons, ne convoquer personne, — mais M. Silvestre lui-même. Peut-être, en étudiant de nouveau le noble talent qu'il a essayé de flétrir, reconnaîtra-t-il des erreurs d'autant plus répréhensibles qu'elles n'ont pas la faiblesse d'esprit pour excuse. Que l'auteur de l'*Histoire des Artistes vivans* renonce à son système d'indépendance et d'originalité violentes; qu'il ait le courage de s'humilier devant les idées reçues, quand ces idées sont justes, devant les gloires reconnues, quand la voix publique a raison. Qu'il s'abstienne surtout de ces révélations au moins inutiles dont nous parlions en commençant, et qui peuvent atteindre la réputation d'un homme sans aider à l'intelligence d'un talent. Pourquoi par exemple avoir publié, en guise de notice sur Pradier, et sans développement d'aucune sorte, une série de lettres qui nous apprennent seulement qu'un des plus habiles sculpteurs de notre époque était aussi un infatigable solliciteur? Nous ne prétendons nullement défendre, ni pour le fond ni pour la forme, les fâcheuses requêtes de Pradier; mais un artiste aussi important, après tout, dans l'histoire de l'école moderne méritait d'être jugé sur des témoignages d'un autre ordre, et, si peu irréprochables que soient à certains égards les œuvres qu'il a laissées, encore fallait-il en tenir plus de compte que de ses appétits personnels et des faiblesses de son caractère.

Cette étude sur les travaux de Pradier et sur les diverses phases de sa vie d'artiste que M. Silvestre n'a pas voulu entreprendre, un ancien élève du maître, M. Etex, a cru devoir l'écrire. Le livre toutefois justifie-t-il parfaitement le titre que lui a donné l'auteur, et plus d'une page n'accuse-t-elle pas de la part de celui-ci une propension à l'autobiographie, qui, entre autres inconvéniens, a le défaut de diviser l'intérêt? Tout en nous disant ce qu'il sait de la vie de Pradier et ce qu'il pense de ses ouvrages, M. Etex ne refuse

pas de nous donner par surcroît quelques renseignemens sur lui-même, et de faciliter ainsi la besogne aux historiens futurs de l'art contemporain. Il peut à la vérité s'autoriser de l'exemple de Vasari, qui n'a pas craint d'écrire sa propre vie dans le livre consacré par lui à la biographie des grands artistes : seulement Vasari a réservé pour un chapitre à part les détails qui le concernent. La manière de M. Etex est différente. Dans le travail qu'il vient de publier, un exposé de ce qu'il a étudié, fait ou enduré lui-même, — depuis l'époque où, dans l'atelier de M. Dupaty, on le surnommait *le naïf* jusqu'au jour où une prohibition formelle, conséquence de tristes démêlés, vint mettre à néant son projet pour le tombeau de Pradier, — cet exposé et quelques aperçus d'un autre ordre, sur le mariage par exemple, « le mariage tel qu'il est encore, » se mêlent au récit des premiers progrès, des succès et des souffrances du sculpteur de *Cyparis* et de *Sapho*.

Nous ne saurions oublier que M. Etex a fait ailleurs ses preuves de talent, et qu'un groupe modelé autrefois par lui, — *Caïn et sa race maudits de Dieu,* — mérite d'être compté parmi les morceaux remarquables de la statuaire moderne; mais tout en rendant justice à ce que l'artiste a su produire, nous ne pouvons en conscience nous accommoder des erreurs de pensée et de langage où tombe l'écrivain. On sait que Pradier avait la faiblesse de se croire peintre à ses momens perdus, et l'on se rappelle peut-être les petits tableaux qu'il exposait quelquefois, œuvres malencontreuses où rien ne se retrouve de l'habileté qui distingue les autres travaux de sa main. Les écrits du sculpteur de *Caïn* ne sont pas sans analogie avec ces peintures du sculpteur des *Trois Grâces*. Même inexpérience de l'instrument que l'on prétend manier, même confiance dans l'issue d'une tentative à laquelle on n'a été qu'insuffisamment préparé. « Nul n'est obligé d'écrire, mais du moment qu'il prend la plume, l'écrivain a le devoir de se conformer aux exigences de son sujet. » C'est là une vieille vérité dont M. Etex a eu le tort de ne pas se souvenir assez, et que l'auteur d'une étude sur *l'École d'Anvers en* 1858, M. Adolphe van Soust, rappelait tout récemment en des termes qui ne manquent pas ici d'à-propos.

On ne saurait reprocher à M. van Soust d'avoir méconnu dans la pratique le principe qu'il posait ainsi au commencement de son livre, car ce livre ne contient rien qui ne se rattache directement au sujet. L'étude sur *l'École d'Anvers en* 1858 est d'ailleurs conçue à un tout autre point de vue que l'*histoire* de M. Silvestre ou l'*étude* de M. Etex. Ce n'est pas le goût des informations biographiques qui l'a inspirée, mais bien le zèle patriotique : zèle excessif, il faut le dire, et non moins partial ici, non moins contraire à la saine critique que cette manie de confidences et de détails personnels que nous condamnions tout à l'heure. Aussi doit-on se garder de partager toutes les espérances, tous les enthousiasmes qu'inspire à M. van Soust la situation de l'école dont il nous raconte les derniers progrès, et cependant ces progrès sont réels. Il est certain que les tableaux de M. Gallait et de M. Leys méritent à tous égards d'être préférés, ceux-ci aux tableaux de genre dont on se contentait il y a vingt ans, ceux-là aux toiles historiques exposées vers la même époque par MM. de Keyser, Wappers et quelques autres.

Faut-il pour cela saluer dans l'avénement des deux maîtres la régénération complète de l'école? Est-ce même de maîtres qu'il s'agit ici, et M. van Soust ne pousse-t-il pas l'éloge jusqu'au paradoxe quand il traite d'hommes « vraiment supérieurs » non-seulement les artistes habiles que nous venons de nommer, mais aussi M. Wiertz et même M. Madou, dont les humbles compositions et la manière sont loin de justifier une aussi pompeuse épithète? Cette supériorité ne serait que relative en tout cas, et ne saurait être attribuée aux chefs de l'école belge que dans les limites de leur petit pays. M. Gallait, dont le talent est connu depuis longtemps en France, ne fait, au point de vue de l'invention et du goût, que continuer, en les amoindrissant, les exemples de M. Delaroche. A ne considérer que l'exécution, le mérite principal de ses tableaux consiste dans une certaine vigueur de coloris et un sentiment ferme de l'effet : qualités que possèdent aussi, souvent même à un degré plus éminent, plusieurs peintres de l'école française, M. Robert Fleury entre autres. Quant à M. Leys, nous reconnaissons très volontiers ce qu'il y a dans ses œuvres, — dans ses *Trentaines de Bertal de Haze* surtout, — de vérités fines et d'heureuses intentions pittoresques. Le peintre des *Trentaines* est un artiste ingénieux, un praticien très distingué. Il a de plus le bon esprit de rester fidèle aux instincts nationaux en poursuivant la forme vraie plutôt que la forme épique, la précision du style plutôt que l'expression idéale. Descendant des van Eyck, il n'a pas répudié l'héritage de ses ancêtres pour usurper le bien d'autrui, ou pour chercher fortune dans le hasard des spéculations; mais jusqu'ici les « intuitions de son génie, » pour nous servir des paroles mêmes de M. van Soust, n'ont pas dépassé les termes de cette loyauté intellectuelle, de cette sagacité prudente. M. Leys nous apparaît comme un de ces fils de grande maison qui, désespérant d'ajouter à la gloire de leur nom, travaillent du moins à s'acquitter en conscience des devoirs que ce nom leur impose. Il y a de l'honneur sans doute à continuer ainsi de nobles traditions; toutefois le respect suffit pour récompenser un mérite de cette sorte. C'est pour des hauts faits plus éclatans, pour des inspirations plus personnelles qu'il faut réserver notre admiration.

Si le talent de M. Leys, talent remarquable assurément, mais avant tout bien informé, ne nous paraît pas commander un autre sentiment que l'estime, à bien meilleur droit refusera-t-on de s'associer aux transports un peu plus lyriques que de raison auxquels M. van Soust s'abandonne à propos d'œuvres et de noms moins considérables. C'était peu d'avoir défini le but proposé aux pas de M. Leys « un mont d'une noble structure couronné d'une forêt séculaire où croissent le chêne et le laurier : » l'auteur de l'étude sur *l'École d'Anvers en* 1858 n'hésite pas à reconnaître dans quelques paysagistes ou peintres d'animaux plus ou moins habiles « les hommes qui sont appelés à creuser dans les champs de l'art le sillon où se lèveront les moissons de l'avenir. » Était-ce donc pour tracer ce glorieux sillon que M. Verlat, par exemple, attelait ces gigantesques chevaux de trait dont les proportions, plus encore que les beautés pittoresques, étonnaient le regard au salon dernier? Nous ne pensons pas que ni M. Verlat, ni MM. Pieron et Lamorinière, ni d'autres encore, s'attribuent cette mission de réformateurs

souverains que M. van Soust leur impose un peu à la légère. Comme tous les talens diversement recommandables que la Belgique compte aujourd'hui même en dehors de l'école d'Anvers, comme MM. Willems, Stevens et Dillens, ils semblent n'avoir d'autre ambition que de ramener l'art de leur pays à l'expression sincère de la réalité, à cette étude des formes exactes qui préoccupa leurs aïeux bien plus habituellement que la recherche de la beauté abstraite. Que l'on applaudisse à de pareils efforts, rien de mieux, à la condition toutefois de n'en exagérer ni le principe, ni la portée. L'erreur de M. van Soust est d'attribuer l'importance d'une révolution radicale à un simple mouvement de réaction, et d'isoler trop complaisamment les progrès qui se poursuivent aujourd'hui en Belgique, soit des leçons sur place du passé, soit des leçons assez récemment données par un pays voisin. En ce qui concerne la fidélité historique, la représentation vraisemblable du fait, n'est-ce pas l'initiative prise par l'école française qui a stimulé le zèle des chroniqueurs pittoresques à la façon de M. Leys? Est-il bien opportun, bien équitable même de taire l'influence au moins probable exercée par M. Delaroche sur M. Gallait, ou par M. Meissonier sur les peintres de genre à Anvers ou à Bruxelles? Parmi les quarante-trois peintres belges dont le livret de l'exposition universelle en 1855 mentionnait les noms à côté des noms de leurs maîtres, dix s'étaient, de leur propre aveu, formés en France et dans l'atelier d'artistes français. Pourquoi M. van Soust n'a-t-il pas tenu compte de ce fait assez significatif? Soit oubli, soit abstention volontaire, il ne dit mot des secours, des bons exemples tout au moins que son pays a reçus du nôtre. Il ne trouve à citer en regard du nom de M. Leys que le nom de Poussin, « non pas, » dit-il, — et certes nous ne saurions trop approuver sa réserve, — qu'il veuille « établir un parallèle entre ces deux hommes qu'il faut juger chacun à son point de vue, » mais parce que, « comme Poussin, M. Leys peut se dire : Je ne suis pas de ceux qui en chantant prennent toujours le même ton. » Reste à savoir si ce que l'on chante aujourd'hui en Belgique n'est pas simplement un écho de ce que l'on chantait hier en France.

M. van Soust pourtant semble assez attentif à ce qui se passe de ce côté-ci de la frontière. S'il manque un peu de mémoire à l'égard de nos maîtres et de leurs œuvres, il ne laisse pas d'enregistrer avec soin les encouragemens, — les encouragemens excessifs de préférence, — que la critique française a pu en diverses occasions accorder aux artistes belges, et, s'enhardissant de ces éloges pour essayer d'intimider jusqu'aux chefs de notre école, il répète, en le commentant, l'avertissement sinistre qu'un écrivain de notre pays formulait en ces termes après l'exposition de 1855 : *Caveant consules.* — Oui, tenons-nous sur nos gardes, mais bien moins en vue du péril signalé par MM. Maxime Du Camp et van Soust, bien moins par crainte de la domination étrangère, qu'en vue des dangers et des ennemis qui nous menacent à l'intérieur. Tenons-nous sur nos gardes, non pas pour faire en sorte que M. Leys ou M. Willems, M. Stevens ou M. Wiertz ne puissent avoir raison de M. Ingres, de M. Delacroix, de M. Decamps, de M. Flandrin et de vingt autres dont le moins habile serait encore l'un des premiers en Belgique, mais pour empêcher l'école française de démériter d'elle-même, pour empêcher l'adresse matérielle de s'installer là où régnaient, où règnent encore les hautes

pensées et la raison. En dépit d'étranges tentatives, plus malséantes ici que nulle part ailleurs, l'école française demeure encore la première des écoles modernes, parce que les vrais talens qu'elle compte, en quelque genre que ce soit, procèdent expressément de la vérité morale sans se soustraire pour cela, comme les peintres allemands, aux exigences de la vérité pittoresque. L'école belge n'a réussi jusqu'à présent à mettre à profit que la moitié de ces exemples en les fortifiant d'ailleurs des exemples qui lui appartiennent. A Anvers et à Bruxelles, les peintres savent aujourd'hui, et quelques-uns avec une sérieuse habileté, reproduire le fait actuel ou nous rendre dans sa physionomie extérieure telle scène du moyen âge; mais l'élévation de la pensée, l'invention, la signification profonde, font défaut le plus souvent à ces portraits, si ressemblans qu'ils soient, à ces restaurations, si judicieuses qu'elles nous paraissent. En un mot, l'art tel qu'on le comprend et qu'on le pratique en Belgique est d'un ordre inférieur, parce qu'il ne laisse rien pressentir au-delà de ce qu'il nous montre. En vertu des principes mêmes qui la régissent, l'école de ce pays n'a et ne peut avoir, malgré ses succès légitimes à certains égards, qu'une importance restreinte, une influence toute locale et un rang secondaire.

L'école anglaise, dont la critique s'occupe fort aussi depuis quelques années, est-elle, mieux que l'école d'Anvers, en mesure de justifier la confiance qu'elle inspire à quelques écrivains? Ceci nous ramène à M. Silvestre et au livre qu'il vient de publier sur *l'Art, les Artistes et l'Industrie en Angleterre*. Quand je dis livre, c'est d'un discours qu'il s'agit, discours prononcé dans un *meeting* de la Société des Arts de Londres, reproduit ensuite par les journaux anglais, et aujourd'hui publié en volume. Est-ce à la destination première du travail qu'il convient d'attribuer l'extrême courtoisie, la bienveillance systématique avec laquelle l'auteur apprécie l'état actuel de l'art en Angleterre, — ou bien M. Silvestre en est-il venu spontanément à une sorte de rétractation, au désaveu de sa méthode première, à une *seconde manière* enfin? En tout cas, M. Silvestre, une fois entré dans la voie de l'indulgence, y marche aussi résolûment, aussi intrépidement, pourrait-on dire, qu'il s'avançait naguère dans un chemin tout opposé. Comme il arrive d'ordinaire aux nouveaux convertis, l'excès même de sa foi l'entraîne à des exagérations de parole, à une ardeur de prosélytisme qui effarouchent la sympathie, au lieu de l'attirer. « Oui, s'écrie-t-il, les peintres anglais ont tiré de la nature toutes les formes, tous les caractères, toutes les harmonies. En s'attachant à rendre avec une profonde sincérité l'aspect de la création, ils ont fait sentir d'une manière simple, pathétique, éclatante ou grandiose, le lien moral qui rattache la pensée de l'homme, le rêve des bêtes, la sensation des plantes, la vie des élémens à la mystérieuse et solennelle puissance de Dieu. » Or, si l'école anglaise a tiré de la nature « toutes les formes, » comment se fait-il qu'elle n'ait pu produire un seul grand dessinateur? « tous les caractères, » — d'où vient qu'elle n'ait su traiter que les sujets familiers? « toutes les harmonies, » — pourquoi dès lors ces extravagances de coloris et de pinceau auxquelles Turner, Lawrence et bien d'autres à leur exemple se sont abandonnés? Nous estimons à son prix la peinture où l'on retrouve une image du « rêve des bêtes » et de « la sensation des plantes; » mais

l'art qui s'inspire en plus haut lieu nous touche davantage, et, si habile que puisse être M. Landseer lui-même, nous ne pensons pas que le peintre de *Jack en faction* ait fait autant pour sa gloire personnelle et pour la grandeur de l'école anglaise que s'il avait réussi à interpréter les faits et les sentimens humains.

Est-ce à dire que l'art contemporain se réduise, de l'autre côté du détroit, à la transcription d'une nature inférieure ou inanimée, — qu'on ne peigne à Londres que des paysages pour *illustrer* les *keepsake,* ou des groupes d'animaux pour décorer les salles à manger? Les faits démentiraient une telle assertion. Depuis les compositions bien connues en France de Wilkie et de Mulready jusqu'aux toiles de MM. Webster et Leslie qui figuraient, il y a deux ans, à l'exposition de Manchester, assez d'œuvres attestent des efforts d'un autre ordre : efforts sérieux en un certain sens, puisqu'ils tendent à réformer des doctrines et une pratique conventionnelles, mais impuissans à déterminer rien de plus que le progrès dans un genre secondaire, à faire de la peinture autre chose qu'un miroir où se reflètent les accidens ordinaires de la vie. Cette fidélité de traduction en face d'objets familiers, cette aptitude à s'assimiler les caractères particuliers, la physionomie intime, comique même, d'un personnage ou d'une scène, sont aujourd'hui des qualités propres à l'école anglaise; mais, encore une fois, il ne faut reconnaître et vanter un mérite de cette sorte que dans la mesure qui convient. Il ne faut pas élargir si bien la sphère où se meuvent les artistes anglais qu'il y ait place pour tous les genres de talent, prétexte à tous les éloges. L'étude de M. Silvestre nous semble participer beaucoup trop en ceci du panégyrique. Que M. Silvestre loue hautement les peintres éminens que l'Angleterre a vus naître depuis le XVIIe siècle, — Hogarth, Reynolds et Gainsborough entre autres, — personne ne refusera de s'associer à des hommages aussi légitimes; mais lorsque, après avoir cité les noms des quatre ou cinq artistes véritablement supérieurs qui ont honoré l'école anglaise, M. Silvestre continue de s'enthousiasmer d'aussi bon cœur en face du présent, on se prend à perdre quelque peu confiance dans cette admiration obstinée. On se demande si l'état actuel de l'art à Londres, si des œuvres diversement agréables, mais inspirées après tout par le même esprit, par la même foi un peu humble, justifient bien ce que dit M. Silvestre de la variété des talens et de l'importance des maîtres que l'Angleterre a « la gloire de compter. » D'autres avant nous, et des plus intéressés dans la question, ont eu ces scrupules. L'un des membres de la Société des Arts, M. Digby Wyatt, dans sa réponse au discours de M. Silvestre, avouait que celui-ci, « comme un habile musicien, avait touché *fortissimo* les points de l'amour-propre national, et *pianissimo* une corde plus sensible... Il ne nous a pas avertis, disait-il, qu'il existât dans l'art des royaumes que nous n'avons pas conquis... » L'art anglais, pourrait-on ajouter en continuant la pensée de M. Digby Wyatt, en est encore à ne posséder qu'une province. Si dans ce domaine restreint il sait faire acte d'esprit pratique et d'indépendance, il faut, pour mériter « la gloire, » des inspirations plus hautes, des entreprises plus difficiles et de plus vastes succès.

Que conclure de tout ce qui précède? Quels symptômes nous révèlent, au

point de vue du fait général, les différens ouvrages que nous venons d'analyser? Ces ouvrages résument, — nous ne voudrions pas dire les principes de trois écoles, — mais trois sortes de tendances auxquelles la critique d'art contemporaine sacrifie trop souvent ses vrais devoirs. L'*Histoire des peintres vivans* est un spécimen de ce qu'on pourrait appeler la critique ultra-biographique. L'étude sur *l'École d'Anvers en* 1858 est plutôt une thèse soutenue par l'amour-propre national qu'une appréciation indépendante de certaines œuvres et de certains talens; elle caractérise à ce titre la critique tout apologétique et paradoxale par excès de patriotisme. Enfin le discours sur *l'Art et les Artistes en Angleterre* représente en quelque façon la critique négative, c'est-à-dire diserte jusqu'à la phraséologie, complaisante et facile jusqu'à l'abdication de ses droits. En général, le tort principal de la critique actuelle en matière d'art est le défaut de mesure dans l'éloge comme dans le blâme. Pour elle, point de milieu entre l'engouement et l'extrême rigueur, entre le Capitole et les Gémonies. Ce n'est pas tant sa précipitation, son inexpérience même, — bien qu'assez évidente parfois, — qui réduisent ou compromettent l'influence qu'elle devrait exercer; c'est le besoin de paraître neuve à tout prix, c'est cette volonté absolue de dire autre chose que ce que l'on a dit, de ne reculer devant aucun sophisme, si ce sophisme n'a pas eu cours encore. Nous ne parlons pas de certaines fantaisies littéraires que se passent, tantôt à propos du Salon, tantôt à propos de telle œuvre en particulier, des écrivains occupés ailleurs d'ordinaire. Qu'ils vocalisent, pour ainsi dire, sur ce thème de hasard les variations que le caprice leur suggère, le mal ne sera pas grand, ni l'opinion bien émue; mais le mal devient plus sérieux lorsqu'au lieu de se servir ainsi de la peinture comme d'un prétexte à de purs amusemens d'esprit, on prêche l'erreur sur un ton didactique, et la négation injuste du bien ou du mal au nom de l'équité. La critique certes a bien le droit de garder, en face des œuvres qu'elle est appelée à juger, ses inclinations propres et ses préférences. Elle peut et doit dire ce qu'elle croit être la vérité, mais il ne lui est pas permis d'en exagérer l'expression à ce point que ses sévérités aboutissent à l'outrage, et ses admirations au fanatisme. Loin de séduire ou d'entraîner personne, elle ne fera que se déconsidérer à ce jeu. Elle pourra peut-être affubler d'une notoriété éphémère quelques-uns de ceux auxquels elle aura prétendu dispenser la gloire, exciter un moment la curiosité en s'attaquant aux maîtres reconnus de l'école : elle aura réussi certainement à diminuer le prix de la louange là même où la louange est légitime, et à discréditer son autorité par les emportemens de ses sympathies aussi bien que par la violence de ses agressions.

Parmi les habitudes vicieuses de la critique, il en est une qu'il importe de signaler, parce qu'en abaissant le goût littéraire elle tend à fausser aussi dans le public la juste notion de la peinture, l'idée que l'on doit avoir de son principe, de ses fonctions, de son objet. Nous voulons parler de cette malencontreuse manie d'employer à tout propos, pour définir les productions de l'art, des termes de métier, on dirait presque de cuisine. Les mots de *pâte épaisse* ou *mince*, de *glacis liquoreux*, bien d'autres encore, ont pris une si large place dans le vocabulaire esthétique, qu'ils suffisent à peu près

pour relever les beautés d'une œuvre ou pour en accuser les faiblesses. Tel tableau manque, il est vrai, de « substance » dans le coloris ; mais quel « suc généreux » dans la touche ! Tel autre vous semble un peu « acide, » laissez venir « l'émail et la cuisson du temps. » — On a dit que la peinture n'était que de la morale construite. A en juger par la façon dont beaucoup de gens la comprennent et en parlent, cette morale-là aurait au moins de singulières affinités avec le sensualisme.

Un écrivain d'un rare talent, mais qui a usé jusqu'à la limite extrême du droit d'emprunter à la réalité technique des images et des formes d'expression, M. Théophile Gautier, est le fondateur et le patron de cette secte, dont les adhérens se rencontrent ailleurs que dans le domaine de la presse. Il arrive souvent que, pour analyser le mérite des tableaux qu'il possède, un curieux ait recours à l'idiome pittoresque en usage dans quelques feuilletons, que pour écarter tout soupçon d'inexpérience ou d'inclinations bourgeoises, d'honnêtes gens vous jettent à la tête, comme des preuves de haute indépendance et de savoir, les mots dont ils ont fait provision dans le commerce des initiés : bien faux calcul assurément, car ce que les artistes appellent le goût bourgeois n'est autre chose que l'incapacité de sentir, et c'est un mauvais moyen d'éviter un pareil reproche que de se réfugier dans l'imitation du sentiment ou du langage d'autrui. Tel homme croit s'isoler du vulgaire en proclamant son enthousiasme pour les *nymphes* de M. Diaz, qui ne fait que continuer sous une autre forme les admirations conventionnelles de ses devanciers. Il y a quarante ans, le même homme se fût extasié d'aussi bonne foi, et pour des raisons tout aussi plausibles à ses yeux, devant les *portraits* de Kinson et les *intérieurs* de Drolling. Soyons juste toutefois : le pédantisme banal de ces disciples d'un art tout matériel nous semble moins déplaisant encore que l'appareil scientifique étalé par certains rhéteurs pittoresques. Ceux-ci, à force de vouloir réglementer la critique, l'immobilisent dans les termes de la scolastique. A force de prendre les choses de haut et d'ennoblir tout ce qu'ils touchent, ils en viennent à parler sur le même ton de la *Vénus de Milo* et d'une scène d'estaminet ; ils jugent d'une toile où se voient une mare et des canards en vertu des lois que leur ont révélées les œuvres de Phidias et de Raphaël. De là ces étranges rapprochemens de noms propres, ces abus de mots, ces jactances pédagogiques qui sont quelquefois à la vraie langue de l'art ce que le latin des médecins de Molière est à la langue de l'érudition. Eh ! que n'essaie-t-on vraiment de parler comme tout le monde ? On y gagnerait des deux côtés. On serait mieux compris sans doute, et peut-être aussi se comprendrait-on mieux soi-même, parce qu'au lieu de se payer de termes abstraits, de locutions convenues et de phrases toutes faites, on serait forcé de se rendre compte d'abord de ses pensées et de savoir exactement ce qu'on veut dire.

Que l'on ne nous accuse pas toutefois de n'être attentif qu'aux écarts de la critique et de passer systématiquement le bien sous silence pour nous donner raison à peu de frais. Il y aurait autant de maladresse que d'injustice à ne pas rappeler au moins les hautes et profitables leçons que pendant bien des années les artistes et le public ont reçues ici même de la plume austère de M. Gustave Planche. Les travaux excellens et malheureusement

trop rares de M. Vitet, quelques pages de M. Mérimée, les écrits utiles à différens titres de M. Delécluze, de M. Peisse, de quelques autres, méritent d'être opposés aux produits que nous indiquions tout à l'heure. Il n'en demeure pas moins vrai que la critique d'art, malgré d'honorables exceptions, n'a pas su conquérir de notre temps la place qu'ont assurée à la critique littéraire tant de travaux et de talens éminens. Dira-t-on que les occasions ont manqué, que l'inaction de la presse a trahi le progrès près de s'accomplir? Jamais au contraire on n'a autant écrit sur l'art et sur les artistes que depuis un quart de siècle; jamais les publications isolées, les entreprises collectives, les recueils spéciaux ne se sont autant multipliés. Et cependant, en dépit de cette activité et de ces efforts pour étendre son influence, la critique d'art est restée jusqu'ici un chapitre bien accessoire dans l'histoire littéraire de notre époque, une sorte d'accident sans portée pour les uns, de distraction passagère pour les autres, pour tout le monde à peu près une affaire de secte et de parti. Parmi les recueils périodiques consacrés à l'examen des questions d'art, en est-il un qui ait acquis une autorité assez sûre pour persuader en réalité l'opinion? La nouvelle tentative poursuivie depuis quelques mois par M. Charles Blanc et par les écrivains qui se sont groupés autour de lui semble, il est vrai, plus sérieuse et mieux conçue que les entreprises précédentes. Peut-être aura-t-elle raison de nos préventions et de notre indifférence; toujours est-il que cette indifférence aura duré longtemps, et qu'elle aura trouvé son excuse dans l'insuffisance de la critique, tantôt légère jusqu'à la futilité, tantôt formelle et minutieuse jusqu'à l'aridité technique.

Les écrivains qui de nos jours traitent de l'art et de ses produits peuvent en effet être partagés en deux classes. Les uns, critiques par occasion, et le plus souvent voués à de tout autres études, improvisent sur les œuvres contemporaines des arrêts qu'ils s'attachent surtout à formuler en termes imprévus, sauf à scandaliser ou à faire sourire les gens, et à supprimer l'enseignement pour y substituer la causerie. Les autres, dédaigneux ou volontairement distraits du présent, consacrent leur sagacité critique et leur zèle à l'examen du passé, aux investigations archéologiques, à la révision ou à la recherche des anciens documens. Ils discutent ou rétablissent des dates, exhument des actes authentiques, publient des fragmens de correspondance et des textes historiques inédits. Rien de mieux, particulièrement dans notre pays, où tout ce qui tient à l'histoire de l'art a été si longtemps négligé et demeure encore si peu connu; mais, quelle que soit l'opportunité de ces travaux, ne serait-il pas bien opportun aussi d'en approprier les résultats aux besoins et aux goûts actuels? Ne faudrait-il pas tirer quelque leçon directe, quelque exemple général de ces découvertes curieuses et de ces informations partielles? Ce n'est pas assez de faire preuve d'érudition, de résoudre certaines questions et de restituer certains faits, — d'une importance souvent contestable d'ailleurs, — afin de nous montrer seulement ce qui a été, de nous renseigner sur ce qui a vécu. En procédant ainsi, on pourra réussir à intéresser un petit nombre d'hommes familiarisés de longue main avec les études de cette nature : on n'arrivera pas à exercer sur le goût public une action fort utile, à réformer nos erreurs présentes, à déterminer un progrès. Fussent-ils plus consciencieux et plus savans encore, ces travaux, purement

historiques, ne sauraient remplacer la vive et ferme discussion des œuvres qui se produisent, des questions qui s'agitent autour de nous.

Nous ne prétendons nullement exagérer le rôle et le pouvoir de la critique; nous savons de reste qu'il ne lui appartient pas plus de faire surgir à son gré le talent qu'il ne lui appartient de l'anéantir quand il a paru. Qu'elle y consente ou qu'elle s'y refuse, un grand artiste saura bien s'imposer à l'admiration publique et conquérir de haute lutte les suffrages qu'on aura voulu d'abord lui marchander. Il ne suit pas de là toutefois que l'office de la critique se borne à s'humilier devant tous les succès, à enregistrer à des momens donnés toutes les œuvres bonnes ou mauvaises. Elle a d'autres devoirs et une autre mission : devoirs sérieux dont on parle beaucoup, mais qu'en général on néglige un peu de définir et surtout de mettre en pratique; mission délicate, parce qu'il faut, pour s'en acquitter à souhait, une sincérité sans audace, une science sans pédantisme, une intelligence assez impartiale pour accepter tous les genres de mérite, assez convaincue cependant pour ne se laisser ni étourdir par les bruits du dehors, ni séduire par des nouveautés décevantes. « Les arts, a dit Joubert, sont une sorte de langue à part, un moyen unique de communication entre les habitans d'une sphère supérieure et nous. » C'est à la critique de nous expliquer ce langage, de résumer en termes précis ce que nous avions éprouvé peut-être à l'état de pressentiment et de vague sensation. En vertu de principes arrêtés, mais non étroits, d'instincts sévères, mais non immobiles, elle doit seconder l'action des maîtres, faire justice des faux talens et se garder aussi bien des entraînemens que de la froideur. Elle doit en un mot être à la fois réfléchie et émue, respectueuse sans complaisance, indignée même sans emportement, et se souvenir en toute occasion qu'il s'agit bien moins encore d'œuvres à condamner ou à défendre que de passions généreuses à stimuler et de saines doctrines à faire prévaloir. Ce sont là, dira-t-on, des vérités banales : j'en conviens; mais s'il est permis de les rappeler, n'est-ce pas à l'heure où tant de gens les oublient? N'est-ce pas quand ceux-là mêmes qui font profession de nous instruire, abusant tour à tour de l'indulgence et de la rigueur, honorent les faiblesses, prônent les talens secondaires ou les œuvres suspectes, et se servent de la louange pour encourager l'erreur, du droit de remontrance pour s'insurger contre le vrai mérite?

HENRI DELABORDE.

REVUE MUSICALE

LE PARDON DE PLOËRMEL.

Le succès du nouvel ouvrage de Meyerbeer, *le Pardon de Ploërmel,* n'a fait que s'accroître depuis la première représentation, qui a eu lieu le 4 avril sur le théâtre de l'Opéra-Comique. Le public, qui juge en dernier ressort les œuvres dramatiques, de quelque nature qu'elles soient, a ratifié par ses applaudissemens l'impression favorable que nous avons déjà communiquée aux lecteurs de la *Revue* sur cette tentative téméraire de l'auteur illustre de *Robert* et des *Huguenots*. Il nous le disait spirituellement cet hiver : « Je fais un acte digne d'un sous-lieutenant en donnant un ouvrage où je me suis privé volontairement de toutes les ruses de guerre qui ont fait ma réputation. Contrairement à ce qu'a fait le grand poète latin, je viens moduler sur des pipeaux rustiques, *gracili avenâ,* après avoir embouché la trompette héroïque et chanté les grandes passions du cœur humain; que la critique me soit légère! » Tel devait être aussi à peu près le langage de Sixte-Quint avant d'être élu souverain pontife. Non, non, cher et illustre maître, vous ne nous attendrirez pas; vous êtes un fort d'Israël, et c'est comme une puissance reconnue et consacrée par l'opinion de tous que nous vous traiterons : de la justice, et pas de complaisance.

Le sujet du *Pardon de Ploërmel* est l'un des plus simples qu'on pût choisir. Il s'agit d'une légende empruntée aux traditions poétiques de la Bretagne, cette terre des vieux souvenirs, où se sont succédé et superposées des civilisations si différentes. Les auteurs du *libretto,* MM. Jules Barbier et Michel Carré, se sont évidemment inspirés des travaux d'un écrivain laborieux et honnête, Émile Souvestre, dont *les Récits de la Muse populaire,* publiés par la *Revue,* contiennent une histoire pittoresque des mœurs et des croyances naïves de la Bretagne. La donnée de leur pièce est tirée d'un de ces récits,

la Chasse aux Trésors, dont ils n'ont su malheureusement conserver ni l'intérêt ni les sombres couleurs. Émile Souvestre a dessiné d'une main hardie dans cet épisode la figure d'un sorcier de village, Claude *le Rouleur*, qui aurait inspiré à Meyerbeer un de ces caractères typiques dignes de Rembrandt, dont il possède le génie. Le nom même de Dinorah, l'héroïne du *Pardon de Ploërmel*, appartient encore à Émile Souvestre, qui l'a placé dans un autre épisode de la *Muse populaire, le Kacouss de l'Armor* (1). Par ce temps d'exploitation littéraire extrême, ne serait-il pas juste au moins de rendre hommage à la mémoire d'un écrivain honorable qui vous a mis sur la trace d'une veine qui, grâce à la musique du maître, deviendra pour vous un filon d'or? — Voici en peu de mots la simple histoire que n'a pas craint d'accepter l'auteur du quatrième acte des *Huguenots*.

Dinorah et Hoël, deux enfans du même village qui ont grandi ensemble sur la terre savoureuse des bruyères, se sont promis l'un à l'autre depuis longtemps, et doivent s'unir devant Dieu au prochain *pardon*. Ils partent joyeux, suivant la procession, et, comme l'a dit le chantre pieux et doucement inspiré des *Bretons*, le pauvre et regrettable Brizeux,

Le jour de ce pardon, la grand'messe était belle.
Les voix montaient en chœur. Du bas de la chapelle
Les femmes doucement envoyaient pour répons
A l'*eleison* grec les cantiques bretons.
Les enfans, appuyés sur la rampe massive,
Admiraient tour à tour dans leur âme naïve
Le calice d'argent et les hauts chandeliers,
Et les portraits des saints adossés aux piliers.

Cependant un orage terrible éclate, la foudre tombe et brûle la chaumière du père de Dinorah. Hoël, désespéré, se voyant ravir tout à coup le bien suprême auquel il aspire depuis son enfance, s'enfuit du village avec un mauvais garnement qui lui promet de le mettre sur la trace d'un trésor avec lequel il pourra rebâtir la maison du père de sa fiancée et faire le bonheur de celle qu'il aime. Pendant cette absence d'Hoël, qui dure un an, Dinorah, se croyant abandonnée pour toujours de son amant, se trouble et perd la raison. Toute la pièce n'est remplie que des épisodes plus ou moins heureux de la folie de Dinorah, qui, dans un pays superstitieux, passe tantôt pour une fée qui se plaît à danser la nuit dans les prairies et à faire danser avec elle les hommes qu'elle rencontre et qui lui plaisent, tantôt pour une pauvre abandonnée qui inspire la pitié. Un an s'est écoulé au lever du rideau. Hoël revient au pays, ne sachant rien du malheur qui a frappé Dinorah. Il revient muni d'un secret qui doit lui faire trouver le trésor tant désiré, et dont il connaît maintenant le gisement mystérieux. Comme il ne peut pas agir tout seul, Hoël s'adresse à un simple d'esprit, au *cornemuseux* Corentin, un poltron fieffé qu'il gagne à sa cause moyennant quelques verres de vin et la promesse de partager avec lui le fruit de leurs recherches. L'action, si tant est qu'il y en ait une dans la pièce que nous racontons, se passe tout entière entre ces trois personnages, Hoël, Corentin et Dinorah, qui

(1) Voyez les livraisons de la *Revue* du 15 janvier et 1er novembre 1854.

recouvre la raison après un nouvel orage où elle a failli périr. Elle reconnaît alors son fiancé, qui lui explique le motif de sa longue absence. Tout se termine par le mariage des deux fiancés, et le pardon reprend sa marche.

Les croix marchaient devant; sur un riche brancard,
Couverte d'un manteau de soie et de brocart,
La Vierge..... suivait, blanche et sereine,
Le front couronné d'or comme une jeune reine.
Tous les yeux, tous les cœurs étaient remplis d'amour;
Les landes embaumaient, et les châtaigniers sombres,
Penchés le long des murs, versaient leurs fraîches ombres
Sur ces heureux croyans qui chantaient : *O pia!*
Ave, maris stella, Dei mater alma (1).

Mêlez au récit de cette légende, qui pourrait être plus intéressante et plus neuve, quelques personnages épisodiques, des groupes de paysans, une certaine couleur légèrement fantastique, de beaux décors et une chèvre vivante qui a son rôle tracé, dont elle s'acquitte à merveille, et vous avez le cadre modeste qui a suffi à Meyerbeer pour écrire une de ses meilleures partitions, tant il est vrai que les musiciens médiocres ont presque toujours tort de s'en prendre au pauvre librettiste de leurs défaillances.

Meyerbeer est certainement une des figures les plus curieuses et les plus intéressantes que présente l'histoire de l'art. Homme du Nord, condisciple aimé de Weber, qui a créé le véritable opéra allemand, né d'une famille également favorisée de la nature et de la fortune, Giacomo Meyerbeer n'avait qu'à se laisser vivre. Entouré de deux frères, dont l'un a été un astronome célèbre et l'autre un poète distingué, Giacomo a voulu aussi que son nom s'inscrivît dans le livre de vie. Après avoir été un virtuose remarquable sur le piano comme l'ont été Mozart, Beethoven, Weber, Mendelssohn, après s'être essayé dans plusieurs compositions dramatiques dans la langue de son pays, il se prend tout à coup d'un amour extrême pour la musique italienne, et, rompant tout lien avec la nouvelle école, qui avait voulu précisément soustraire le génie musical de la nation allemande à l'influence des maîtres italiens qui triomphait depuis la renaissance, Meyerbeer descend dans la péninsule, et rétablit par son exemple le pèlerinage antique des musiciens allemands vers les sources pures de la mélodie, car il est bon de savoir que ce pèlerinage des compositeurs allemands avait commencé dès la seconde moitié du XVIe siècle. Praetorius, Henri Schütz, qui fut élève de l'école de Venise, Keyser et tous les compositeurs dramatiques qui ont précédé Haendel, Hasse et Gluck, ont été des admirateurs et des imitateurs de l'école italienne qui régnait alors. C'est à partir de la fin du XVIIIe siècle, après la mort de Mozart et d'Haydn, que l'alliance antique des deux grandes écoles musicales de l'Europe se brise tout à coup. Beethoven, Weber, Schubert, Spohr, Mendelssohn et tous les musiciens qui se rattachent de près ou de loin au mouvement de rénovation dit romantique, c'est-à-dire national, repoussent non-seulement l'ancienne tutelle de l'école qui a produit Palestrina, Carissimi, Scarlatti, Gabrieli, Marcello et Jomelli, mais toute imita-

(1) Brizeux, *les Bretons*, premier chant, *les Pardons*.

tion de ses propriétés originelles et de ses procédés. La dernière expression de l'école romantique allemande, c'est cette horde d'iconoclastes qui prétendent extirper de la musique toute idée mélodique, qui parlent avec dédain des œuvres de *monsieur Mozart!* et qui se sont qualifiés eux-mêmes de musiciens de l'avenir, parce que le présent n'est pas digne de les comprendre.

Esprit fin, observateur sagace, doué d'une imagination ardente et contenue tout à la fois, amoureux de la gloire sans trop se presser de la conquérir, timide et méticuleux dans les détails, audacieux et profond dans la conception du plan général, Meyerbeer développa en Italie un génie complexe où l'imitation adroite de Rossini se mêle discrètement à sa propre inspiration. Tel est le caractère de ses deux meilleurs opéras italiens, *Marguerite d'Anjou* et *il Crocciato,* qui lui firent une réputation qui affligea beaucoup son illustre condisciple et ami, l'auteur du *Freyschütz* et d'*Oberon.* Il faut lire dans la correspondance de Weber la lettre où il déplore que Meyerbeer se soit plongé de plus en plus dans l'imitation des formes étrangères, et que l'amour du succès ait étouffé une si belle imagination. — *Was hofften wir alles von ihm! — O verfluchte Lust zu gefallen!* — Cependant, au milieu des applaudissemens et des *e viva* que lui prodiguait le public italien, si chaleureux et si excessif dans les témoignages de sa satisfaction, Meyerbeer méditait, car il médite toujours, une transformation de sa manière. Le *Freyschütz,* qui avait été donné à Berlin en 1821, fut traduit en français et représenté sur le théâtre de l'Odéon, à Paris, en 1824, avec un succès qui est devenu européen. Stimulé sans doute par cet exemple, par celui que Gluck avait donné en 1774 et que Spontini et Rossini avaient suivi avec tant d'éclat, Meyerbeer conçut également le projet de venir essayer son génie dans un pays qui possède incontestablement la plus belle et la plus riche littérature dramatique des peuples modernes. *Robert le Diable* a été représenté sur le théâtre de l'Opéra au mois de novembre 1831 : au mois de mars 1836, il donna *les Huguenots,* en 1849 *le Prophète,* et en 1854 *l'Étoile du Nord.* Je n'ai point à juger pour le moment ces ouvrages, qui sont connus du monde entier et qui se jouent sur tous les théâtres de l'Europe. Un jour nous aurons l'occasion de revenir sur ces grandes partitions, très diversement appréciées par la critique, mais dont on ne saurait contester l'effet puissant sur le public. L'Allemagne, où l'œuvre de Meyerber est jugée par les artistes et par les écrivains avec une rigueur qui touche à l'injustice, l'Allemagne court aux représentations de *Robert le Diable,* des *Huguenots* et du *Prophète* avec non moins d'empressement que le public parisien. A quoi tient la popularité évidente et incontestable des opéras de Meyerbeer? A la vigueur du coloris, à la passion ardente qui les traverse, à de certaines situations fortement rendues, à la puissance des combinaisons, à des inspirations profondes qui saisissent les masses, quoi qu'on fasse et quelles que soient les réserves légitimes de l'homme de goût qui préfère la beauté qui touche le cœur et charme l'imagination à la vérité qui frappe et s'impose à l'esprit. On peut dire de Meyerbeer, qui se préoccupe avant tout de l'expression vraie de la vie, ce qu'un poète latin, Properce, a dit de Lysippe, le statuaire grec :

Gloria Lysippo est animosa effingere signa.

Il y a une ouverture au *Pardon de Ploërmel,* une ouverture un peu symbolique, où le maître a voulu condenser les principaux traits de la légende dont il s'est inspiré. On y entend beaucoup de choses : les sons de la clochette que porte la chèvre, le chœur de la procession, une marche religieuse, l'orage qui est la cause de la folie de Dinorah, et qui amène aussi le dénoûment de la fable. Après un léger gazouillement des violons, un thème se dégage, qui ne manque pas de vigueur, et qui amène un chœur chanté derrière le rideau. Le chœur alterne plusieurs fois avec l'orchestre, et peut-être ce dialogue se prolonge-t-il plus qu'on ne voudrait et qu'il ne serait nécessaire pour produire l'effet désiré. On remarque dans cette introduction symphonique, dont plusieurs parties vigoureuses trahissent la main d'un maître consommé, trop d'ingéniosités de détail, trop de petits effets d'une sonorité curieuse, dont le public ne saurait comprendre la finesse ni l'à-propos. Une coupure qui retrancherait tout ce qui vient après la seconde ou la troisième reprise du chœur jusqu'au commencement de la péroraison rendrait, ce nous semble, la pensée profonde qui circule dans cette introduction plus significative et d'un effet plus heureux.

Au lever du rideau, qui laisse voir un paysage fort accidenté et très pittoresque, les paysans, réunis et groupés sur un monticule, chantent un chœur très mélodique et plein de fraîcheur :

Le jour radieux
Se voile à nos yeux.

Le motif est suspendu un instant par quelques voix épisodiques qui font un *a parte* gracieux, et puis il est repris par l'ensemble du chœur avec une sonorité charmante, bien appropriée à la situation. Dinorah, la folle, qui court après sa chèvre qu'on voit traverser le théâtre en animal bien appris qu'elle est, arrive après le départ du chœur, et s'assoit sur une pierre en chantant une gracieuse cantilène, dont une partie de l'intérêt musical est dans l'accompagnement. Mme Cabel donne à cette villanelle, en imitant avec le mouvement de son corps et de ses bras le bercement d'un enfant, je ne sais quelle afféterie qui en altère l'expression naïve. Corentin le cornemuseux, avec son biniou sous le bras, paraît tout à coup, entraîné par une frayeur extrême qu'il a des mauvais esprits qui hantent la contrée. Retiré dans la pauvre cabane que lui a laissée son oncle, il se met à débiter une sorte de philosophie digne de la sagesse de Sancho Pança :

Dieu nous donne à chacun en partage
Une humeur différente ici-bas...

Ces couplets, que M. Sainte-Foy chante avec esprit, ont de la rondeur, et j'en aime surtout le second mouvement en *sol majeur;* toutefois c'est dans l'accompagnement de l'orchestre qu'il faut chercher les ingéniosités piquantes dont Meyerbeer relève et colore les drôleries du personnage qu'il fait parler. J'en dirai tout autant de la scène longue et variée entre Dinorah et le cornemuseux, qu'elle surprend dans sa cabane pendant la nuit. Les éclats de rire, les paroles décousues de Dinorah, la frayeur de Corentin, qui se croit aux prises avec la fée des prairies, qui le force à danser et à jouer

de la cornemuse jusqu'à perdre haleine, tout cela forme un ensemble d'incidens que le musicien a rendus avec une entente admirable des caractères qu'il fait vivre sous les yeux du public. Ce sont des effets complexes encastrés dans la situation qui les explique, et qui perdraient beaucoup de leur valeur à en être détachés. Ce n'est pas un duo proprement dit, c'est une scène piquante, où les caprices d'une folie aimable se combinent avec les frayeurs d'un poltron, et de ce contraste, qu'il affectionne, Meyerbeer fait jaillir d'heureux effets. Hoël, le fiancé de Dinorah, qui depuis un an est absent du pays, vient aussi dans la cabane du cornemuseux Corentin, croyant y trouver encore le vieil oncle qu'il a connu. L'air qu'il chante alors :

O puissante magie!

est fort beau, d'un grand caractère et tout à fait digne de l'auteur de *Robert* et des *Huguenots*, qui n'a pu résister à la tentation de montrer aux incrédules que le petit bonhomme vit encore, qu'il n'a rien perdu de sa vigueur première. L'*allegro* de ce bel air qui peut être chanté partout, ce qui prouve que c'est de la mélodie pure,

De l'or! de l'or!

exprime bien l'ardeur de la convoitise, et lorsqu'il est ramené pour la seconde fois après le délicieux *andante* en *ré bémol majeur :*

Ces trésors, ô ma fiancée!...

il produit un effet plus saisissant. M. Faure chante cet air et tout le rôle d'Hoël en véritable artiste. J'apprécie beaucoup moins le premier duo, ou plutôt la scène qui vient après entre Hoël et Corentin, lorsque le premier explique au pauvre cornemuseux tremblant comment il faudra s'y prendre pour aller déterrer le fameux trésor. Cela me semble d'un fantastique un peu forcé qui ne vaut pas ces jolis vers de Brizeux :

Lutins malicieux, ô follets de Bretagne,
Qui depuis deux mille ans jouez sur la montagne,
Assez rire la nuit des buveurs attardés!
Songez à vos pareils, nains, et vous défendez.

Mais le second duo qui suit, entre les mêmes personnages attablés devant une bouteille de vin qui aide à conclure le pacte, est plus franc et plus musical. Pendant que les deux nouveaux amis se disposent à partir, ils entendent le tintement d'une clochette qui annonce la chèvre que Dinorah poursuit en badinant. Il résulte de cette situation un trio pour soprano, ténor et baryton, trio remarquable, d'un bel effet, et qui termine on ne peut plus heureusement le premier acte.

Le second acte, plus musical que le premier, commence par un chœur d'un rhythme assez piquant. Ce sont des paysans attardés par quelques rasades de vin dont ils vantent le bouquet. Les femmes se joignent à eux bientôt pour se réjouir de la fête qui doit avoir lieu le lendemain :

Demain, c'est le jour du pardon,
Et dig din don, et dig din don!

et elles imitent de la voix et du geste le mouvement des cloches en branle. Ce sont là des détails d'imitation matérielle où Meyerbeer se complaît un peu trop. Nous préférons à ces finesses d'un réalisme minutieux la romance que chante Dinorah : *Le vieux sorcier de la montagne,* dont la tournure mélodique un peu vieillotte, conforme au sentiment qu'exprime la pauvre folle, est relevée par d'heureuses combinaisons d'accompagnement. Une scène délicieuse succède à cette romance. Dinorah, seule au milieu d'une forêt et pendant la nuit, voit tout à coup paraître la lune, dont la pâle lumière dessine son ombre sur la bruyère. La folle invoque cette ombre qu'elle prend pour sa compagne, et chante en dansant sur un mouvement de valse :

Ombre légère
Qui suis mes pas,
Ne t'en va pas!

Cela est d'une rare élégance, et je n'y regrette qu'un abus de vocalises vers la conclusion qui reproduisent des effets d'écho déjà entendus au premier acte dans le duo avec le cornemuseux. Je goûte moins la chanson de Corentin cherchant à se donner du courage : cela me semble plus baroque que comique; mais j'admire avec tout le monde la couleur pathétique de la courte légende que Dinorah chante au cornemuseux transi : *Sombre destinée!* Un morceau plus remarquable encore, c'est le duo pour ténor et baryton entre Hoël et Corentin au moment où ils vont aller déterrer le trésor : *Quand l'heure sonnera.* Ce duo est tout à la fois dramatique et musical, bien dans le style de l'opéra-comique, rempli de détails qui relèvent la vérité du dialogue sans nuire à l'effet d'ensemble. Il est supérieurement chanté et joué par MM. Faure et Sainte-Foy. Le trio final entre Dinorah et les deux autres personnages est une page grandiose où l'on retrouve la main et le génie de l'auteur de *Robert le Diable.*

Le troisième acte débute par une véritable bucolique qui ne tient à l'action que par un fil imaginaire. On dirait que le compositeur, s'étant aperçu un peu tard que la fable qu'il avait acceptée ne lui offrait pas assez d'aliment, a voulu y ajouter ce hors-d'œuvre tout musical. L'acte commence par un air de chasse qui sera bientôt populaire, et dont la ritournelle, confiée à cinq cors, est d'une fraîcheur ravissante. A ce morceau, que le public fait répéter et qui est de la mélodie la plus simple et la plus colorée, succèdent le chant du faucheur, qui ne manque pas de grâce, puis une villanelle à deux voix que chantent deux jeunes pâtres :

Sous les genévriers,
Abri des chevriers,
Broutez, broutez, mes chèvres!

d'où s'exhalent un parfum agreste et une douce mélancolie. L'intermède se termine par une prière à quatre voix. L'action reprend son cours à l'arrivée d'Hoël portant dans ses bras Dinorah évanouie. Pendant l'orage qui éclate à la fin du second acte, le pont fragile qu'elle traversait s'est rompu, et elle est tombée dans le gouffre du val maudit. Hoël l'a sauvée, et il lui exprime sa douleur et son repentir dans une romance pleine de sentiment que

M. Faure chante avec beaucoup de goût. Dinorah, s'éveillant comme d'un long rêve, recouvre peu à peu sa raison et reconnaît son amant. Cette situation donne lieu à un duo plein de passion qui renferme de très-beaux passages. L'œuvre se termine par la reprise du premier chœur du pardon : *Ave Maria !* ce qui achève la guérison de Dinorah, dont le bonheur va s'accomplir.

On vient de se convaincre que les morceaux remarquables de toute nature sont assez nombreux dans la nouvelle partition de Meyerbeer : — au premier acte, un chœur charmant et très-mélodique, la berceuse de la folle, la scène piquante et pleine d'incidens entre Dinorah et le cornemuseux qu'elle force à danser, l'air d'Hoël : *O puissante magie!* le duo entre les deux hommes et le trio final où domine la voix capricieuse de Dinorah; — au second acte, le chœur des buveurs, la vision de la folle dansant au clair de la lune et s'entretenant avec son ombre, la légende d'un si beau caractère : *Sombre destinée !* le duo si musical et si dramatique des deux hommes, Hoël et Corentin, et le trio final, page vigoureuse où l'auteur de *Robert* n'a pu garder son incognito; — toute la partie bucolique du troisième acte, mais surtout l'air de chasse, d'une originalité simple et franche, la romance d'Hoël et le duo des deux amans, qui peut être détaché de la situation sans rien perdre de sa valeur musicale. Cette dernière remarque peut s'appliquer du reste à tous les morceaux saillans du *Pardon de Ploërmel,* qui est, à notre avis, l'opéra le plus franchement mélodique qu'ait écrit Meyerbeer. Si, au lieu de parler à un public éclairé qui ne veut et qui n'a besoin de connaître que les beautés générales de l'œuvre dont on l'entretient, il nous était permis de nous occuper de détails de facture et de relever minutieusement l'emploi que fait le maître de tel accouplement d'instrumens, d'une succession harmonique ou d'une modulation plus ou moins hardie et nouvelle, la partition de Meyerbeer nous offrirait une mine d'observations curieuses; mais cette œuvre de scoliaste nous est heureusement interdite ici. Nous n'avons point à nous préoccuper des difficultés du métier et à nous extasier, comme des apprentis, devant un glacis ou une combinaison de couleurs. Ce serait déserter la véritable critique et les principes universels qui font sa force pour descendre dans l'atelier du praticien. Qu'on y prenne garde, rien ne serait plus funeste à l'art, qui doit avant tout plaire et charmer, que cette tendance à trop admirer la difficulté vaincue, à trop s'appesantir sur de puérils détails de syntaxe, à introduire enfin, dans la langue générale qu'il convient de parler aux esprits cultivés, le jargon des écoles. Lorsque les grammairiens d'Alexandrie passaient leur temps à peser une syllabe d'un vers d'Homère ou de Sophocle, ils faisaient sans doute une œuvre utile, puisqu'ils ont fixé le texte des chefs-d'œuvre de la poésie grecque, mais leurs travaux n'en marquent pas moins la dernière période d'une grande civilisation.

L'exécution du *Pardon de Ploërmel* est presque excellente. Meyerbeer a fait un miracle en apprenant un peu à chanter à Mme Cabel, qui ne s'en doutait guère. Elle vocalise avec plus de correction, ses traits nombreux et difficiles sont rendus avec justesse et quelquefois avec un certain charme; elle mérite enfin le succès qu'elle obtient dans le rôle de Dinorah, qu'elle

joue et chante avec talent. Le costume seul dont Mme Cabel s'est attifée laisse désirer un peu plus d'élégance, et s'il est juste de convenir que l'artiste a beaucoup gagné, la femme au contraire a perdu un peu de la grâce naturelle qui la distinguait. Ah! Meyerbeer est un vampire qui ne donne pas son esprit pour rien. M. Faure chante à merveille tout le rôle difficile d'Hoël, qui restera une de ses bonnes créations. Sa belle voix de baryton me plairait davantage si le timbre n'en était pas un peu *caverneux* et d'un tissu un peu lâche. Quant à M. Sainte-Foy, comédien et musicien consommé, il tire un très grand parti de la physionomie du cornemuseux Corentin. Les chœurs, la mise en scène, les décors, le torrent d'*eau véritable,* complètent un bel ensemble. N'oublions pas la chèvre, qui remplit son rôle avec zèle, et qui traverse le pont fragile, au finale du second acte, sans se douter du danger qu'elle court. Pauvre bête, je plains sa destinée!

C'est un beau spectacle à contempler que celui de la variété des génies que présente l'histoire de l'art. En ne remontant pas plus haut que notre siècle et en resserrant le champ de l'observation aux trois peuples qui représentent la civilisation esthétique de l'Europe, les Italiens, les Allemands et les Français, on remarque deux grandes évolutions opérées, l'une par Beethoven dans la musique instrumentale, l'autre par Rossini dans la musique dramatique. Ces deux génies, qui sont aussi différens entre eux que les deux nations dont ils expriment les aspirations et les sentimens, procèdent dans l'enfantement de leur œuvre comme procède la nature : ils hésitent d'abord, ils tâtonnent, ils imitent leurs prédécesseurs, et, comme le dit le poète, *sur des pensers nouveaux ils font des vers antiques,* car il n'y a de révolution durable dans l'ordre intellectuel, aussi bien que dans l'ordre moral, que celles qui s'appuient sur un coin du passé. On ne citerait ni un grand philosophe, ni un poète, ni un artiste, ni même un véritable homme d'état dont l'œuvre originale soit le fruit d'une force isolée, d'une activité tout individuelle. S'il est incontestable que les premières compositions de l'auteur de la *Symphonie pastorale* révèlent une imitation plus ou moins volontaire du style de Mozart, Rossini ne cache pas davantage qu'il a été élevé dans l'admiration d'Haydn, de Mozart et de Cimarosa, dont il combine et mêle les essences sur sa palette magique, ce qui n'a pas empêché Beethoven de devenir le génie musical le plus vaste, le plus profond et le plus original qui ait existé, ni Rossini d'être le compositeur dramatique le plus varié, le plus passionné et le plus brillant de son époque. Autour de Beethoven, qui reste unique, s'est élevé en Allemagne un groupe de génies congénères tels que Weber, Spohr, Schubert et plus tard Mendelssohn, qui, tout en s'inspirant du même ordre d'idées et de la même tradition, n'en sont pas moins originaux pour cela, particulièrement Weber, qui le premier traduit dans le drame lyrique le merveilleux de la poésie allemande. A la suite de Rossini se produit également en Italie une famille de brillans disciples, dont le plus original de tous est Bellini, qui se serait élevé bien haut, si la mort n'eût moissonné avant l'heure ce doux chantre de la Sicile, qui avait su concilier dans son style encore juvénile l'imitation des vieux maîtres, et surtout de Paisiello, avec la manière du grand rénovateur de l'opéra italien.

Pendant que ces deux grandes évolutions de l'art musical s'accomplissent

en Allemagne et en Italie, la France, qui ne comprend et n'apprécie guère que la musique exclusivement dramatique, reste fidèle à la double tradition de Gluck et de Grétry. Spontini et Méhul sont des disciples, des imitateurs éloquens du créateur d'*Armide* et des deux *Iphigénies*, tandis que l'influence de Grétry produit au théâtre de l'Opéra-Comique un essaim de délicieux et charmans compositeurs dont M. Auber est le successeur illustre. Sur ce vaste théâtre où Gluck, Piccini, Sacchini, Spontini, étaient venus successivement élargir le cadre de la tragédie lyrique créée par Lully et Rameau, en soumettant leurs génies divers au goût sévère de la tradition française, Rossini vient également écrire quatre chefs-d'œuvre, et il termine sa glorieuse carrière par la merveille qu'on nomme *Guillaume Tell*.

On pouvait croire que toutes les grandes combinaisons de la musique dramatique étaient épuisées, et qu'après Rossini et Weber, si profondément différens, une nouvelle transformation du drame lyrique était impossible. On raisonnait sans tenir compte de l'inépuisable fécondité de la nature. On vit apparaître alors un homme patient, au génie profond, doué à la fois d'une imagination puissante et d'une rare finesse d'esprit. Allemand d'origine et par la forte éducation musicale qu'il avait reçue, devenu un peu Italien par sympathie et par entraînement, il est Français par la logique de son intelligence éminemment dramatique. Après quelques années d'épreuves et de tâtonnemens, de succès partiels qui lui donnent le sentiment de sa force, il vient à Paris, où l'attiraient les tendances diverses de sa nature, et il se révèle au monde étonné dans une œuvre, *Robert le Diable*, qui produit un immense retentissement. *Les Huguenots*, *le Prophète* et *l'Étoile du Nord* étendent et fixent sa réputation. Je sais tout ce qu'un goût exclusif et partial peut dire sur le style et la manière souvent compliquée de Meyerbeer. Nous-même nous ne sommes arrivé à la complète intelligence de son œuvre que par un grand désir d'équité, pensant, comme le disait Poussin, que nos *appétits* ne doivent pas seuls juger des beautés de l'art, mais aussi la raison. Parce qu'on se sent naturellement porté vers cette famille de génies délicats et harmonieux qui épurent la réalité par l'idéal et tempèrent la force par la grâce, génies chastes, contenus et vraiment divins, qui se nomment Virgile, Raphaël, Racine, Mozart, faut-il méconnaître les génies mâles et robustes qui se complaisent dans l'expression de la grandeur, dans la peinture des caractères vigoureux et des passions compliquées, comme Michel-Ange, Shakspeare, Corneille et Beethoven? La première qualité d'un juge ou d'un critique, n'est-ce pas l'impartialité, je veux dire l'impersonnalité qui oublie pour un moment ses affections secrètes, ses prédilections de nature, pour ne voir que ce qui est soumis à son jugement, pour mieux comprendre l'œuvre et l'artiste qui n'appartiennent pas à l'ordre d'idées et de sentimens qui lui sont facilement sympathiques? Quel pauvre esprit serait celui qui, élevé dans l'admiration d'un Titien ou d'un André del Sarto, ne comprendrait pas Rembrandt, ce coloriste puissant, qui aime le fracas des ombres et des lumières, les grands contrastes du clair-obscur, les types plus vigoureux que nobles, et les scènes de la vie bourgeoise d'où il fait jaillir une pensée profonde et l'intérêt dramatique!

Telles sont aussi les qualités de l'œuvre et du génie de Meyerbeer. Il

excelle à rendre les contrastes des situations extrêmes, la mêlée et le choc des passions diverses dans un ensemble puissant, à créer des types vigoureux comme ceux de Bertram, de Marcel et de Fidès, qui se gravent dans l'imagination de tous, et qu'on ne peut plus oublier, à remplir ses immenses toiles de fracas, de vie et de lumière. Dans quel drame moderne trouve-t-on un plus beau caractère de femme que celui de Valentine des *Huguenots,* et une scène plus touchante que le duo du troisième acte avec Marcel : *Ah! l'ingrat?* Existe-t-il un air plus pathétique que celui de *Grâce* dans *Robert,* un tableau plus poétique et plus nouveau que l'acte des nonnes dans le même chef-d'œuvre? Je ne dis rien du quatrième acte des *Huguenots,* une des plus belles pages de musique dramatique qui existe; mais le divertissement et la grande scène de l'église du *Prophète,* ainsi que la scène militaire de *l'Étoile du Nord,* ne sont-ils pas le produit d'une imagination plus souple et plus variée qu'on n'est disposé à le croire? On reproche à Meyerbeer de manquer de mélodie. Il n'a pas sans doute la mélodie de tout le monde, ces lieux-communs qui courent les rues, et que les vieux troubadours aiment à répéter en s'accompagnant de leur guitare fêlée. Musicien dramatique avant tout, Meyerbeer pourrait dire avec Gluck à ses contradicteurs : « Si j'ai réussi à plaire au théâtre, j'ai atteint le but que je me proposais, et je vous assure qu'il m'importe fort peu que ma musique déplaise dans un concert ou dans un salon (1). » Grand tacticien, coloriste plein de relief, Meyerbeer pourrait encore ajouter ces paroles que l'auteur d'*Armide* dit à un ami : « Il faut que vous sachiez que la musique, dans sa partie mélodique, ne possède que peu de ressources. Il est impossible, par la seule succession de notes qui forme le caractère de la mélodie, de peindre certaines passions... » Voilà ce que les compositeurs d'album et les faiseurs de *canzonette* ne comprennent pas; mais le public, qui depuis trente ans bientôt applaudit les œuvres de Meyerbeer, n'écoute que l'émotion qu'il éprouve, et laisse aux gazetiers l'esprit qu'ils dépensent à nier la clarté du jour et la puissance d'un si grand maître.

Il est temps de nous résumer. Dans ce siècle de grandes péripéties, de rénovation universelle, où la politique, la poésie, les sciences et les arts ont étendu l'horizon de la vie et reculé les bornes de l'univers, la musique, et particulièrement la musique dramatique, a aussi renouvelé ses formes, élargi ses tableaux, vivifié ses couleurs et multiplié le nombre des caractères. Entre Weber et Rossini, qui ont une manière si différente de procéder et dont l'œuvre immortelle exprime un monde d'idées et de sentimens si opposés, Meyerbeer est parvenu à se créer une personnalité profonde et originale. L'opéra du *Pardon de Ploërmel,* bien supérieur à *l'Étoile du Nord,* est, selon nous, l'ouvrage le plus simple, le plus agréable et le plus franchement mélodique qu'on doive à l'auteur illustre de *Robert* et des *Huguenots.*

P. Scudo.

(1) *Vie de Gluck,* par Anton Schmid, p. 426, etc.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 avril 1859.

Les choses ont été plus fortes que les hommes : la France est engagée dans une guerre que les vœux les plus sincères et les plus graves intérêts n'ont point pu détourner de nous. Dès ce moment, nous en avons fini avec les devoirs complexes de la discussion, qu'il fallait soutenir tant que la France paraissait être maîtresse de son choix entre la paix ou la guerre. La nécessité a parlé : plus de récriminations sur l'irréparable et l'irrévocable; l'ère du devoir simple commence. La France est engagée dans une guerre contre l'Autriche pour l'indépendance de l'Italie; nous n'avons plus qu'une opinion et une volonté : il faut que la France triomphe, et que l'Italie soit indépendante. Ces questions préalables, qui nous ont donné depuis quatre mois de si cuisans soucis, et qui nous ont si cruellement ballottés du doute à l'espérance, n'appartiennent plus qu'à l'histoire : l'avenir, lorsque l'entreprise sera finie, en balancera le compte, et dira au crédit de qui les résultats devront être portés. Pour nous, aujourd'hui nous n'avons plus qu'un vœu dans le cœur : c'est que les objections consciencieuses que nous avons dû exprimer pendant la phase de la délibération publique soient radicalement et glorieusement réfutées par la bravoure et la fortune de la France.

Au point où les choses sont arrivées, est-il nécessaire de faire un retour sur le passé et d'expliquer comment les espérances de paix, qui paraissaient si autorisées il y a quinze jours, ont été tout à coup déjouées? Nous avons trois versions sur les vicissitudes qui ont terminé la phase diplomatique de la question actuelle : la version autrichienne, la version anglaise, la version du gouvernement français. Il va sans dire que c'est à cette dernière que nous devons nous tenir. Nous n'aurions, pour notre compte, aucun goût à revenir sur cette histoire controversée; mais une considération nous décide. Il paraît que les résolutions extrêmes de l'Autriche ont été prises par l'empereur François-Joseph, sous la pression du parti militaire qui l'entoure, en dehors de son cabinet. Il paraît que M. de Buol, en adressant la sommation

autrichienne à M. de Cavour, n'aurait fait qu'apposer sa signature au bas d'un document qu'il n'approuvait guère. Il faut donc voir dans la démarche qui a mis fin aux espérances de paix un des résultats habituels du despotisme, un de ces coups de tête par lesquels les souverains absolus sont enclins à interrompre violemment le pacifique travail des discussions raisonnées.

Il n'est pas nécessaire de faire remonter le récit des négociations qui viennent d'avoir un si triste dénoûment au-delà de la mission de lord Cowley. Le voyage diplomatique de l'ambassadeur anglais à Vienne avait réussi, s'il faut en croire les déclarations réitérées du cabinet britannique. Si en effet les quatre bases par lesquelles lord Malmesbury a défini plus tard le travail du congrès doivent être considérées comme la formule des élémens de négociation que lord Cowley avait ménagés entre Vienne et Paris, il faut reconnaître qu'un point de départ sérieux pour une transaction pacifique avait été obtenu. C'était quelque chose en effet, sans parler de l'évacuation des États-Romains, de poser pour l'Autriche aussi bien que pour la France le principe de la nécessité des réformes dans les états italiens, et le principe de la substitution d'une confédération italienne aux traités particuliers de l'Autriche. Le cabinet anglais regrette qu'à la négociation préparée sur de telles bases, qui étaient le fond même de la question italienne, il ait été substitué par la Russie une proposition de congrès. Le regret du cabinet anglais, nous sommes fâchés de le dire, exprimé après coup, nous paraît oiseux. On aura toujours le droit de dire à lord Derby et à lord Malmesbury: « Pourquoi avez-vous acquiescé au congrès, si vous pensiez être sûrs de faire réussir la négociation dans la forme où lord Cowley l'avait établie? » Le cabinet anglais, de son propre aveu, aurait donc commis une faute en se ralliant à la proposition de la Russie? Mais le langage de lord Malmesbury à la chambre des lords nous permet de supposer que le cabinet anglais n'avait pas dans le succès de la négociation préparée par lord Cowley une foi aussi vive que celle qu'il a manifestée rétrospectivement. Quelle est en effet l'excuse que lord Malmesbury donne à sa conduite? Il prétend qu'il a adhéré au congrès pour détourner la responsabilité qui eût pesé sur lui, si, après son refus, la paix ne fût point sortie de la négociation commencée par l'ambassadeur d'Angleterre à Paris. Lord Malmesbury et ses collègues n'étaient donc pas sûrs du succès de cette négociation? Et en effet, pour en assurer le succès, il eût fallu qu'ils eussent eu le dessein arrêté de sortir au besoin de la neutralité pour imposer leur arbitrage à celle des deux puissances qui eût refusé son consentement à une solution équitable. Le cabinet anglais, n'ayant pas la force ou se croyant empêché par les intérêts de son pays de prendre une résolution semblable, était obligé d'accepter le congrès, et tous ses regrets sur une pareille détermination sont aujourd'hui aussi puérils que superflus. La forme de négociation par congrès une fois mise en avant, il est bien vrai, comme l'a dit lord Derby, que les discussions sur la forme ont fait perdre de vue le fond même des délibérations tel que l'avaient défini les bases anglaises, et que la paix a été compromise par le débat des questions de forme avant que les élémens mêmes d'une solution diplomatique n'aient été abordés; mais à qui la faute?

Ici ce sont les récriminations autrichiennes que nous rencontrons, car c'est bien manifestement l'Autriche qui s'est opposée à la réunion du congrès. L'Autriche allègue la note par laquelle M. de Buol annonçait son adhésion au ministre russe à Vienne, M. de Balabine. M. de Buol parlait, il est vrai, dans cette note du désarmement du Piémont; mais, à notre avis, en indiquant la convenance du désarmement du Piémont, l'Autriche semblait préparer un thème de discussion ultérieure, et non poser une condition *sine quâ non* de son adhésion au congrès. Plus tard, la question du désarmement a été généralisée. Nous avons applaudi, dans une intention sincèrement pacifique, à la pensée de faire précéder par le désarmement général les délibérations du congrès. Nous entrions même à cet égard dans une appréciation impartiale des intérêts de l'Autriche : nous comprenions que l'Autriche aurait eu dans le congrès une situation particulière, puisque les résolutions du congrès ne devaient, en aucun cas, rien enlever aux autres puissances, tandis que l'Autriche seule avait à faire des concessions qui lui paraîtraient naturellement très considérables. En retour de ces concessions, dont son entrée au congrès eût été le gage, il était juste qu'on lui assurât par le désarmement général une garantie positive du maintien de la paix. Cette considération avait persuadé tout le monde : la France concédait le désarmement général et préalable dans la forme stipulée par les dernières propositions anglaises; le Piémont lui-même y acquiesçait. Or, à la surprise de tout le monde, ce prétexte du désarmement lui faisant défaut, c'est sur une question de dignité, suivant nous mal comprise, que l'Autriche a rompu les négociations. Elle a sacrifié les chances de la paix à une puérile et peu politique répugnance d'amour-propre. Elle n'a pas voulu, elle grande puissance, se trouver dans un congrès en présence du petit Piémont. L'Autriche, dit-elle, en adhérant au congrès, n'entendait participer, suivant les termes de la proposition russe, qu'à une négociation entre les cinq grandes puissances, et elle ne pouvait laisser modifier cette base première par l'admission du Piémont, à qui, ajoute-t-elle avec ironie, le désarmement ne saurait, en aucun cas, conférer le caractère de grande puissance. La fierté est estimable sans doute, mais à une condition : c'est qu'elle ne se laisse pas ternir par l'équivoque. Or les tergiversations du cabinet de Vienne au sujet de l'admission des états italiens au congrès ont frappé toute l'Europe. M. de Buol avait demandé d'abord comme une des bases du congrès l'observation du protocole d'Aix-la-Chapelle de 1818. Ce protocole avait décidé que, dans les congrès ultérieurs, on appellerait à l'avenir les états secondaires sur les intérêts desquels on aurait à délibérer. En invoquant l'autorité du protocole d'Aix-la-Chapelle, le cabinet de Vienne ne pouvait avoir que la pensée qui venait naturellement à l'esprit de chacun : c'est qu'un congrès où seraient discutées les affaires d'Italie ne pouvait se passer du concours des états italiens. L'Autriche, assure-t-on, espérait avoir pour elle les voix de Rome, Naples, Florence et Modène, et n'avait pas de scrupule, avec un tel cortége, à affronter le Piémont au sein du congrès. L'on n'aurait malheureusement pas tardé à savoir que ni Rome, ni Naples, ni Modène, ne consentaient à envoyer des agens au congrès. Quant à la Toscane, elle hésitait : elle aurait fini sans doute par s'y faire représenter; mais ce qui paraît certain aussi,

c'est que, se voyant seule dans le congrès comme puissance italienne en face du Piémont et de Mme la duchesse de Parme, qui n'hésitait point à y entrer suivant les conditions du protocole d'Aix-la-Chapelle, l'Autriche a donné à ce protocole une interprétation impossible, et s'est fait un irrévocable point d'honneur de l'exclusion du Piémont.

C'est donc pour un point d'honneur, qu'elle n'a pas semblé avoir toujours compris de la même façon, que l'Autriche a brusquement et violemment dissipé les espérances que les amis de la paix avaient placées dans la réunion d'un congrès. L'on s'était sérieusement accoutumé en France à l'idée de ce congrès, et nous ne serions point surpris que notre diplomatie n'eût fait, pour en préparer les délibérations, des travaux que la guerre va rendre en partie inutiles. La question la plus importante parmi celles qui devaient y être résolues, l'organisation d'une confédération italienne, a dû être étudiée à fond dans la chancellerie de notre ministère des affaires étrangères, dont les archives contiennent déjà de si remarquables projets de fédérations italiennes. Il y a, comme on sait, le plan d'Henri IV; il y a le travail politique de M. de Chauvelin sous le ministère du cardinal de Fleury; il y a surtout la négociation de M. d'Argenson et le projet de Louis XV en 1745 et 1746. Le marquis d'Argenson, celui que ses contemporains, pour le distinguer de son frère, le brillant ministre de la guerre, appelaient d'Argenson *la bête,* ce philanthrope bourru, cet homme à idées, qui a eu, au travers de sa médiocrité chagrine, quelques intuitions de génie, avait, de concert avec Louis XV, formé le projet qui fournit sans doute à la politique actuelle de la France le précédent pratique qui a dû être consulté avec le plus de fruit. Il voulait chasser les Autrichiens de l'Italie, détacher la maison de Savoie de leur alliance, en donnant la Lombardie au roi de Sardaigne, et prendre ses sûretés contre le retour des Autrichiens, en établissant entre les états de la péninsule un lien analogue à celui de la confédération germanique. Ce fut assurément le projet le plus intéressant que le marquis d'Argenson put élaborer dans son court ministère. Il nous en a raconté l'histoire. La principale différence qui distingue la politique du marquis d'Argenson de la tentative que nous allons reprendre aujourd'hui, c'est qu'en 1745 la guerre existait déjà entre la France et l'Autriche, et que le roi de Sardaigne était l'allié de l'empereur. D'Argenson espérait, par sa négociation de Turin, détacher le roi de Sardaigne de cette alliance, et mettre fin à la guerre. « Les conquérans, nous dit-il, sont les querelleurs de la société civile; chacun les fuit et les chasse. » Ses vues sur l'Italie, au lieu d'être l'occasion d'une guerre, devaient rendre la paix à la France. Il fallait le plus grand secret pour les faire réussir, car il importait de n'éveiller les craintes ni de l'Autriche à l'endroit du roi de Sardaigne, ni de l'Espagne, notre alliée, dont la fougueuse reine, Élisabeth Farnèse, ne voulait dépouiller l'Autriche qu'au profit des infans ses fils. D'Argenson tâta d'abord la cour de Turin par l'intermédiaire d'un jésuite, et ensuite par un vieux diplomate français, M. de Champeaux, lequel se présenta au roi de Sardaigne sous un déguisement de prêtre et sous le faux nom d'abbé Rousset. Louis XV, qui prenait un vif intérêt à cette négociation, n'en informa aucun de ses autres ministres, et écrivit lui-même les instructions de M. de Champeaux. Le projet avorta par le mau-

vais vouloir de l'Espagne, que Louis XV n'osa pas braver, et le roi de Sardaigne, secondé par les Autrichiens de Lichtenstein, vint surprendre dans Asti les troupes françaises, commandées par M. de Montal. Si l'avortement du congrès ne nous permet plus de continuer pacifiquement la tradition de M. d'Argenson, le coup de tête de l'empereur d'Autriche va nous fournir du moins l'occasion de venger glorieusement les échecs qu'éprouva en Piémont en 1746 l'armée du maréchal de Maillebois.

En effet, malgré la lueur d'espoir qu'a fait un instant briller le projet de médiation mis en avant par lord Derby à la onzième heure, suivant l'expression anglaise, on peut considérer la guerre comme ayant éclaté par la faute de l'Autriche. Il serait superflu de s'occuper de cette médiation anglaise. Si, comme nous le croirions volontiers d'après son propre aveu, le ministère anglais a commis une faute en laissant substituer la proposition d'un congrès à la négociation entamée par lord Cowley, cette faute ne pouvait plus se réparer au moment où il a voulu si tardivement revenir sur ses pas. Il n'eût guère été possible de régler la grande question italienne sans le concours de l'Europe : il aurait toujours été nécessaire de recourir à un congrès pour donner une sanction européenne aux arrangemens intervenus sous l'influence de la médiation anglaise; mais, à l'heure qu'il est, cette nécessité est plus éclatante encore. Les troupes françaises, appelées par le roi de Sardaigne menacé, sont entrées en Italie; pourraient-elles se retirer, si les résultats poursuivis par la France n'étaient point placés sous une garantie européenne? La question italienne appartient à l'Europe. Pourrait-on la dérober en quelque sorte à la Russie, qui a proposé le congrès, et à la Prusse, qui y a adhéré? Enfin l'acceptation de la médiation anglaise par l'Autriche peut-elle être considérée comme sérieuse? Si nous sommes bien informés, M. de Buol aurait envoyé de Vienne le 28, à l'armée autrichienne, l'ordre de commencer ses opérations. Le 29, en effet, des éclaireurs autrichiens ont passé la frontière du Piémont, et ce matin le gros de l'armée concentrée entre Plaisance et Pavie a dû se mettre en marche. L'ordre de M. de Buol et les opérations de l'armée autrichienne peuvent-ils se concilier avec l'acceptation de la médiation anglaise? La France a dû accueillir avec courtoisie la dernière proposition de lord Malmesbury : elle n'a pas même eu besoin de la décliner; la proposition tombait pour ainsi dire d'elle-même devant la force des choses et l'impétueux courant des faits.

Certes, depuis le commencement des complications actuelles, nous avons franchement plaidé la cause de la paix : nous n'avons pas caché le chagrin que nous éprouverions, s'il était impossible, dans l'état de civilisation où l'Europe est arrivée, de résoudre par des discussions pacifiques les problèmes politiques qui s'imposent aux nations; mais si notre confiance dans la raison des gouvernemens et des peuples devait être déjouée, nous avions exprimé ce vœu à plusieurs reprises : puissent l'Italie comme la France, à force de patience, laisser du moins à l'Autriche la responsabilité terrible de rendre la guerre inévitable! Cette responsabilité, c'est l'Autriche, grâce à Dieu, qui l'a assumée en recourant la première à la force des armes. L'appel aux armes a cela de redoutable, qu'en mettant fin aux débats présidés par la raison et la justice, il tourne le droit contre celui qui ne craint point

de le proclamer le premier, qu'il crée pour les hommes de nouveaux devoirs, les devoirs les plus simples et les plus clairs du patriotisme, et qu'il rend tous les intérêts à leur liberté en les affranchissant de la légalité qui les contenait. L'Autriche va faire la rude expérience de cette révolution qu'elle a déchaînée sur elle-même. Il semblait que la paix lui fût plus nécessaire qu'à aucune autre puissance en Europe; c'est elle-même qui la rompt, et toutes les opinions et tous les intérêts, qui, attachés à la paix, lui prêtaient une sorte d'appui moral, s'élèvent aujourd'hui contre elle. Le droit légal européen résultant du maintien des traités existans était la grande autorité qu'invoquait l'Autriche au profit de sa domination en Italie; cette légalité, qui était pour elle une protection respectée, même lorsqu'elle paraissait contraire à l'équité et aux droits naturels de populations réclamant leur indépendance nationale, c'est elle-même qui l'a fait tomber en poussière. Au moment où le premier de ses soldats aura mis le pied sur le territoire piémontais, expirera la vertu des traités auxquels elle a dû la possession de la Lombardie et de la Vénétie. L'Europe est libre désormais de changer l'état des possessions territoriales dans la Haute-Italie. Ce n'est plus qu'une question de force, et si l'Autriche, comme nous l'espérons, est la plus faible, elle ne pourra plus invoquer en sa faveur le droit écrit de l'Europe; elle sera réduite à intercéder auprès d'intérêts qui seront libres d'agir vis-à-vis d'elle à leur convenance. Dégagée maintenant du lien légal des traités, l'Europe n'aura plus en présence d'elle que les souvenirs et les traces trop visibles du mauvais gouvernement de l'Autriche en Italie. Vainement la distribution des territoires en Italie a-t-elle été faite en 1815 dans une pensée de défiance et d'hostilité contre la France; les intérêts qui ont sacrifié les droits et le bonheur des peuples à des plans stratégiques sont effacés et ne se relèveront plus. La conscience de l'Europe demande depuis longtemps que l'Italie soit rendue aux Italiens. Les traités seuls s'y opposaient, la cour de Vienne les supprime, et ne laisse plus subsister que les torts de son propre gouvernement. Certes l'Autriche eût pu prévenir depuis longtemps le dénoûment fatal vers lequel elle se précipite. Les sages conseils ne lui ont pas manqué. Au mois de novembre 1848, lord Palmerston l'exhortait à établir en Lombardie un gouvernement national sous un archiduc. La dépêche de lord Palmerston a été fréquemment citée dans ces derniers temps; l'on a omis seulement les considérations curieuses sur lesquelles le noble lord fondait ses sagaces conseils. « Des changemens importans, disait-il, peuvent s'accomplir en France. L'élection qui va avoir lieu le mois prochain (celle du président de la république) peut amener dans ce pays d'autres hommes au pouvoir. Avec d'autres hommes peut se produire une autre politique. Des maximes de politique traditionnelle, jointes à une action plus prononcée dans la politique extérieure, peuvent être prises pour guide du gouvernement de la France. Le sentiment populaire dans ce pays, aujourd'hui enclin à la paix, peut aisément être retourné dans une direction opposée, et la gloire, comme on dira en France, d'affranchir l'Italie de la domination autrichienne peut entraîner la France à faire de grands sacrifices et de grands efforts. Les occasions d'intervenir en faveur de l'indépendance italienne ne manqueraient pas longtemps à la France; les Lombards les lui fourniraient

amplement dès qu'ils sauraient que le gouvernement et le peuple français seraient disposés à répondre à leur appel. Il n'est guère possible de douter qu'une armée française efficace et puissante, aidée et soutenue d'une insurrection générale des Italiens, serait trop forte pour les troupes que l'Autriche pourrait lui opposer en Italie. Dans une telle hypothèse, il est probable que l'Autriche perdrait tout ce qu'elle possède en Italie jusqu'aux Alpes. » L'Autriche aurait pu en 1848, sans déshonneur et avec habileté, mettre à profit ce conseil prophétique de lord Palmerston. Elle aurait dû au moins, dans un esprit de sage prévoyance, se concilier les populations diverses qui forment son empire, en les associant au gouvernement par des institutions libérales. Une politique libérale était non-seulement possible à l'Autriche, elle était pour elle une garantie suprême de conservation. Il y a juste un an, un gentilhomme autrichien exposait dans la *Revue* les élémens et la nécessité d'une telle politique, et montrait dans l'établissement d'institutions représentatives la voie de salut de la monarchie (1). Aucune bonne inspiration n'a été écoutée : l'Autriche, au lieu de se réformer, s'est abandonnée à l'ivresse des réactions qui ont succédé aux mouvemens révolutionnaires de 1848; elle a applaudi à tous les progrès de la cause de l'absolutisme en Europe; elle a fait le concordat avec Rome. Lorsque sa bonne fortune lui permettait encore de se faire représenter en Lombardie par un prince aussi distingué et aussi aimable que l'archiduc Maximilien, elle annulait les desseins généreux du jeune vice-roi par les mesures aussi maladroites qu'oppressives du ministre de l'intérieur, M. Bach, démocrate d'avant 1848, lequel ressemble à tous ces convertis de l'absolutisme qui, se sauvant d'un excès dans l'excès contraire, ont un goût particulier pour la tyrannie, et ne manquent jamais de compromettre, de faire détester les pouvoirs qu'ils servent. C'est par ce chemin que la cour de Vienne est arrivée à la faute suprême d'une déclaration de guerre.

Grâce à la décision téméraire de l'Autriche, la situation dans laquelle nous entrons est, nous le répéterons, nette et facile pour la conscience de tout le monde en France. Nous avons devant nous un but dont les divergences d'opinion ne sauraient plus troubler la clarté : ce but, c'est le triomphe de la France. Nous n'entendons pas seulement par là les succès du champ de bataille : c'est l'affaire de notre armée, de notre démocratie militaire, qui fait avec tant d'abnégation de ses vertus et de ses sacrifices anonymes la gloire et la puissance de notre nation; c'est l'affaire de ses chefs, et parmi ceux-ci surtout des généraux les plus jeunes, des Bourbaki, des Trochu, des Mac-Mahon, des Lamotterouge, des d'Autemarre, des de Failly, etc., qui nous ont donné le droit de tant attendre d'eux. Nous voulons parler encore et surtout du succès politique de la guerre, car toutes les victoires deviennent stériles quand ce succès échappe ou est compromis. Le succès de la guerre que nous allons commencer doit être l'indépendance et la liberté de l'Italie. Pour l'obtenir, des devoirs particuliers sont imposés à l'Italie et à la France.

Les Italiens peuvent assurément beaucoup pour l'indépendance de l'Italie. Les dernières nouvelles de Florence et des duchés le prouvent péremptoire-

(1) Voyez la livraison du 1er mai 1858, *l'Autriche sous l'empereur François-Joseph.*

ment : ce qui se passe en Italie a tous les caractères d'un mouvement national. Déjà, depuis quelque temps, des manifestations importantes, des écrits acclamés par la foule annonçaient que toutes les parties de l'Italie concouraient à l'agitation pour la délivrance, dont le Piémont était le foyer. Nous avons déjà parlé de quelques-unes de ces brochures éloquentes, du *discorso* de M. Salvagnoli, de *Toscana e Austria*, par lesquelles les libéraux de la Toscane donnaient la main à la politique piémontaise. Le marquis Gualterio, l'auteur des *Rivolgimenti Italiani*, dans une lettre adressée tout récemment à M. de Cavour sur *gli interventi dell' Austria nello Stato Romano*, vient de prendre la parole avec autant de chaleur que d'autorité pour mêler la voix des Romains à ce concert de l'Italie autour de la cour de Turin. Une expression plus significative de ce mouvement, c'est ce flot de volontaires qui accourt en Piémont, et qui apporte chaque jour dans ce pays, de toutes les parties de l'Italie, un millier d'hommes. Enfin les événemens de la Toscane et des duchés ne montrent pas seulement la ruine du régime qui pesait sur l'Italie; ils indiquent la direction politique du mouvement, qui jusqu'à présent est tout unitaire, et cherche dans le roi Victor-Emmanuel sa personnification. Ainsi l'entraînement qui prépare la guerre semble en même temps préparer l'organisation politique à laquelle aspire l'Italie. Il ne faut pas s'y tromper, cette aspiration, au moment où nous sommes, est évidemment l'unité. L'on nous écrit que des Siciliens même offrent la couronne au roi Victor-Emmanuel. Les idées de fédération, qui furent un instant si populaires en 1848, sont maintenant bien dépassées. Nous avons sous les yeux des lettres intéressantes écrites par des chefs influens du mouvement : le fédéralisme de Gioberti y est traité de radotage doctrinaire, et peu s'en faut qu'on n'en parle comme on faisait chez nous du temps de la convention, où l'accusation de fédéralisme fut employée d'une façon si injuste et si cruelle contre les girondins. Nous signalons cette tendance, et nous ne voulons point la discuter pour le moment; nous constaterons seulement qu'au point de vue d'une guerre d'indépendance, la tendance unitaire est une bonne inspiration du patriotisme italien. Au point de vue du patriotisme, l'Italie, ayant besoin du concours de la France, fera bien, nous le reconnaissons, d'atténuer la nécessité du secours étranger en amenant le plus d'Italiens qu'il se pourra sur le champ de bataille. Il est évident aussi que les efforts militaires des Italiens ne pourront avoir toute leur puissance qu'en se disciplinant autour du souverain italien qui arbore le drapeau de l'indépendance nationale. Si le mouvement pouvait s'accomplir partout comme à Florence, ce résultat serait obtenu de la façon la plus pratique. Les armées régulières de chaque état se rallieraient au roi de Sardaigne, et l'on arriverait ainsi à composer une armée italienne très respectable. L'on en aura une idée par le chiffre qu'atteignent les divers effectifs des armées italiennes. D'après un état qui nous a été envoyé d'Italie, ils s'élèveraient à plus de 300,000 hommes. S'il était possible de ramasser ces diverses armées et de les réunir sous une seule main italienne, la cause de l'indépendance de l'Italie, quelles que fussent les éventualités de l'avenir, serait infailliblement gagnée. Nous ne savons si, en travaillant à l'indépendance par le mouvement unitaire, on n'aura pas rendu l'unité seule possible lorsque l'entreprise sera achevée; mais ce souci-là doit être

renvoyé à l'avenir, ainsi que plusieurs autres. La majorité des Italiens semblent, pour le présent, ne s'occuper que de la question pratique de la guerre, et ont le bon sens d'oublier leurs anciennes divisions. Les opinions extrêmes se dissimulent ou se taisent; elles n'ont aucune chance de succès aujourd'hui. L'on nous cite, comme une preuve de cette modération des opinions, la répugnance que montreraient un certain nombre de volontaires qui arrivent en Piémont à servir dans les corps francs de Garibaldi, parce que ce chef aurait été autrefois républicain. Nous trouvons cette répugnance injuste et déplacée. Garibaldi, quoique nos soldats se soient trouvés en face de lui à une autre époque, nous paraît mériter la sympathie des Italiens, et pourra rendre de grands services comme partisan. C'est une des rares figures pittoresques qui tranchent sur notre époque effacée, et nous croirons plutôt, sur la foi d'autres correspondans, qu'il est un des chefs les plus populaires du mouvement, et que le roi Victor-Emmanuel et M. de Cavour sauront tirer parti de ses instincts militaires et du prestige qu'il a auprès des masses italiennes. Les Italiens ne doivent se diviser en ce moment ni sur les choses ni sur les hommes.

L'heure n'est point venue encore sans doute de discuter froidement et en détail la politique par laquelle la France doit faire triompher l'indépendance de l'Italie. Malgré l'émotion de la crise actuelle, qu'il nous soit permis cependant de rappeler sommairement les principes qui doivent nous guider dans l'entreprise qui s'impose à nous. Quoique plus d'une fois dans notre histoire nous ayons manifesté notre sympathie pour l'indépendance des peuples italiens, plus d'une fois aussi, nous devons l'oublier aujourd'hui moins que jamais, nous avons été funestes à l'Italie. Nous lui avons nui en trafiquant de ses territoires et en la traitant comme une conquête. C'est nous qui avons détruit la république de Venise. « Dans toutes les circonstances, écrivait, le 26 mai 1797, notre général à la municipalité de cette ville, je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour vous donner des preuves du désir que j'ai de voir consolider votre liberté, et de voir la misérable Italie devenir libre et indépendante des étrangers. » Et plus d'un mois cependant avant d'écrire cette lettre, le même général avait livré Venise à l'Autriche par l'article secret du traité de Leoben! Nous avons donc de grandes réparations à faire à l'Italie, et notre politique a dans ces derniers temps contracté envers elle une responsabilité immense. Il faut qu'aujourd'hui nous acquittions une fois pour toutes envers ce noble et malheureux pays toutes les dettes de notre histoire; il faut pour cela que notre politique se concentre exclusivement sur la question italienne, qu'elle ne laisse point cette question se noyer et disparaître dans des complications plus vastes. La guerre peut être localisée en Italie : tout le monde l'espère; mais il ne suffit pas de l'espérer, il faut le vouloir. Pour cela, il importe de prendre garde à la gravité des circonstances actuelles. L'Europe, à l'heure qu'il est, reçoit un vaste ébranlement. Il est impossible que ce choc ne produise point un de ces frémissemens contagieux qui remuent si facilement nos sociétés européennes. Bien près de l'Italie, il y a l'Orient; bien près de nous aussi est l'Allemagne. Déjà l'attente seule de l'explosion qui s'accomplit aujourd'hui sur les bords du Tessin fait fermenter bien des chimères

dans certaines imaginations. On a prononcé le mot de nationalités, et toute sorte de brochures ont brodé sur ce thème toute sorte de systèmes. En 1848, l'Europe a été envahie par des essais de reconstitution sociale. Aujourd'hui nous assistons à une sorte de socialisme diplomatique : les utopistes s'exercent à la reconstitution de l'Europe, et font sous le couvert des nationalités une impossible géographie politique. Il y a là un grand danger pour notre entreprise italienne. Si la croisade des nationalités était prêchée ailleurs qu'en Italie, les alliances des forces organisées, c'est-à-dire des gouvernements européens, se combineraient suivant les nécessités de la lutte, et l'intérêt particulier de l'Italie pourrait disparaître dans la conflagration générale. Après ce danger, qu'il n'est peut-être pas au pouvoir de la France seule de conjurer, il en est un qu'elle est en mesure de dominer, car il ne pourrait naître que de son ambition. Nous espérons fermement qu'elle évitera celui-là. Elle paraîtra en effet en Italie non comme conquérante, mais comme alliée de l'Italie indépendante, représentée par le Piémont, et lorsque l'œuvre sera achevée, elle ne cherchera point à influer arbitrairement sur l'organisation politique de la péninsule : elle laissera régler par les Italiens les destinées de l'Italie.

Éviter tout ce qui pourrait faire dévier la question italienne et tout ce qui pourrait la grossir, voilà en deux mots le résumé des devoirs de la politique française dans l'entreprise difficile qu'elle va tenter. Pénétrés de la nécessité où nous sommes d'observer cette double règle de conduite, si nous voulons réussir, nous ne partageons point les désirs divers que nous entendons exprimer au sujet des alliances que la France pourrait rechercher. Les alliances, voilà l'écueil d'une politique placée dans les conditions où nous sommes. Le plus sage à notre avis est de n'en violenter ou de n'en courtiser particulièrement aucune. Le plus prudent est de chercher à faire tout seuls, et en Italie exclusivement, l'œuvre de l'affranchissement de l'Italie. Nous sommes assez forts, on n'en doute point, pour n'avoir pas besoin d'un concours étranger contre l'Autriche. S'il en est ainsi, pourquoi solliciterions-nous des alliances? Les neutralités nous suffisent. L'Allemagne, si ses intérêts ne sont point attaqués et si ses susceptibilités nationales sont ménagées, l'Allemagne, prudemment contenue par la Prusse, demeurera neutre. Sans doute les rancunes de la Russie contre l'Autriche nous la rendent favorable dans cette guerre; mais nous devons appréhender, et que cette guerre ne fasse trop les affaires de la Russie en Orient, et qu'une alliance russe trop prononcée n'éveille les défiances de l'Angleterre. Quant au gouvernement anglais, nous devons comprendre les principes constitutionnels et les intérêts traditionnels qui l'empêchent de s'associer à nous dans une guerre contre l'Autriche. Bien loin de nous plaindre de sa neutralité, nous devrions plutôt l'en remercier, si elle nous laisse toute la gloire du triomphe d'une cause que l'Angleterre a toujours encouragée moralement. Le concours de l'Angleterre, demeurant, grâce à sa neutralité, amie des deux puissances belligérantes, ne sera point à dédaigner le jour où il s'agira de consolider par une paix équitable les résultats qui auront été acquis. Mais nous ne prolongerons point ces réflexions. Elles s'évanouissent dans l'émotion de l'heure présente et devant l'ordre de choses si nouveau et de toute façon si gros de conséquences qu'inaugure en ce moment le canon autrichien.

C'est au moment où l'inconnu s'ouvrait ainsi à la France et à l'Europe que notre pays vient de perdre un de ses citoyens les plus fermes et les plus intègres et un de ses plus illustres écrivains politiques. M. Alexis de Tocqueville s'éteignait, il y a quelques jours, à Cannes, après une longue et cruelle maladie. Une plume amie ne tardera pas à rendre ici à cette noble mémoire l'hommage qu'elle mérite, et l'on ne nous pardonnerait pas de remplir imparfaitement ce devoir. En voyant mourir en un tel moment M. Alexis de Tocqueville, ce libéral viril qui pénétrait avec une intuition si sûre les lois mystérieuses qui gouvernent le tempérament des peuples et le cours des événemens, on ne peut s'empêcher de se demander avec tristesse ce que cette haute intelligence eût auguré pour les deux cultes de sa pensée, la France et la liberté, de la grande expérience où nous entrons. Quel que fût le jugement qu'il eût porté sur le présent, M. de Tocqueville aurait eu, croyons-nous, bon espoir pour la liberté et pour la France. Les libéraux sans doute répugnent à provoquer la guerre, même pour le triomphe des idées qui leur sont chères, car ils croient que ces idées ont assez de vertu pour réussir sans violence; mais la guerre ne les décourage pas, car l'histoire moderne de l'Europe leur a appris qu'en affaiblissant le despotisme par les charges et les souffrances qu'elle impose, la guerre finit toujours par populariser la liberté.

Les affaires du Holstein n'occupent pas l'Europe comme les affaires d'Italie, et cela se conçoit; elles n'existent pas moins. Peut-être même, dans la situation qui s'est dévoilée tout à coup, serait-ce montrer une étrange légèreté de ne point tenir compte de ces difficultés, en apparence secondaires, de ces questions incidentes, qui un jour ou l'autre, et sans qu'on y prenne garde, peuvent jouer leur rôle dans l'ensemble des complications du continent, car enfin cette question du Holstein n'est-elle pas un des élémens des rapports des puissances allemandes? Ne peut-elle pas avoir son influence sur la politique du Danemark lui-même? Le Danemark, on le sait, a fait ce qu'il a pu pour donner une satisfaction aux réclamations légitimes de l'Allemagne, en convoquant, il y a quelque temps, une nouvelle diète dans le Holstein, et en consultant cette diète sur les besoins des duchés, sur leurs vœux, sur la place qu'il leur convient d'accepter dans l'organisation constitutionnelle de la monarchie danoise; il n'a point réussi : les états provinciaux du Holstein ont répondu par une opposition systématique, et en formulant des prétentions qui mettraient en doute l'existence de la monarchie elle-même. Qu'est-il arrivé depuis ce moment? Le cabinet de Copenhague, si nous ne nous trompons, a transmis à ses envoyés près des cours étrangères un mémoire tout confidentiel où il expose les idées, les actes, les propositions diverses qui se sont fait jour dans cette laborieuse et infructueuse session de la diète du Holstein. Ce n'est ni un document diplomatique, ni une note officielle destinée à être remise aux gouvernemens; c'est un simple résumé de l'état de la question, fait pour servir de guide à tous les envoyés danois, de même que le ministre des affaires étrangères du Danemark a dû s'en servir dans ses entretiens avec la diplomatie étrangère accréditée à Copenhague. La pensée du Danemark a été de bien montrer en quoi la diète du Holstein pouvait avoir raison, en quoi aussi elle s'était donné les torts les plus graves. Des versions diverses ont été présentées de ce mémoire; elles

n'étaient point précisément infidèles, mais elles étaient incomplètes et défectueuses; elles ne traduisaient qu'assez imparfaitement la pensée qui avait dicté cet exposé. Au fond, le gouvernement danois n'a pris encore aucune résolution; il en est toujours à délibérer sur ce qu'il doit faire définitivement à l'égard de ces propositions des états provinciaux du Holstein, qu'il ne peut ni repousser entièrement ni accepter complétement.

Cet antagonisme qui s'est si violemment déclaré entre le Holstein et le Danemark a plus d'une cause sans doute; il a surtout été excité et entretenu par un prince qui est devenu presque un personnage en Allemagne, par le duc d'Augustenbourg, qui ne cesse de s'agiter encore aujourd'hui pour troubler la paix intérieure du Danemark, pour fomenter l'opposition des duchés et empêcher toute conciliation entre les diverses parties de la monarchie danoise. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler quel est ce prince dont le titre ducal n'existe plus, et qui persiste toujours dans son rôle de prétendant agitateur. Le duc d'Augustenbourg est le fils de la sœur du feu roi Frédéric VI de Danemark. Bien que ses titres à la couronne fussent fort douteux d'après l'ancienne loi de succession danoise, il aurait pu néanmoins, avec de l'esprit de conduite et en montrant de l'attachement pour son pays, aspirer au trône à la mort du roi actuel, Frédéric VII, et de son oncle, le prince héréditaire Ferdinand, qui n'ont d'enfans ni l'un ni l'autre. Au lieu de suivre le droit chemin tout tracé devant lui, il a préféré recourir à toute sorte de menées, en travaillant par tous les moyens à préparer le démembrement de la monarchie danoise. C'est de lui que vient l'idée de la division de la monarchie en deux parties, c'est lui aussi qui a conçu la pensée de la formation d'un nouvel état européen, composé des duchés de Slesvig, de Holstein et de Lauenbourg, état dont il serait naturellement le premier duc régnant. C'est sous ses auspices que s'est organisé le parti slesvig-holsteinois. Ce travail de conspiration a duré plus de vingt ans; on en a vu les effets en 1848. Si le duc d'Augustenbourg ne fut pas le chef ostensible de l'insurrection de cette époque, s'il jugea plus prudent de se faire remplacer par son frère à la tête des insurgés, il ne fut pas moins le fauteur, le soutien le plus actif de ce mouvement, soit dans le pays même, soit au dehors, près de tous les cabinets allemands. Les papiers saisis à son château d'Augustenbourg ne laissèrent aucun doute sur le degré de sa participation à la révolte. Certes le Danemark n'eût fait que rester dans son droit en le considérant comme un prince rebelle et en le traitant en conséquence. Il n'en fut rien; on se borna à exiger de lui qu'il quittât le pays, qu'il renonçât à toute expectative de succession à la couronne, et qu'il vendît ses terres à l'état. Il y eut un acte signé à Francfort le 30 décembre 1852. Le Danemark paya au prince rebelle une somme de 4 millions d'écus ou 12 millions de francs pour la valeur de ses terres ou pour l'acquittement de dettes et pensions. Le duc s'engagea à son tour, sur sa parole de prince et sur l'honneur, à demeurer désormais hors des états du roi, à ne rien entreprendre pour troubler la tranquillité du Danemark, et à ne s'opposer d'aucune façon à tout ce qui serait adopté, soit pour le règlement de la succession à la couronne, soit pour l'organisation éventuelle de la monarchie.

Le Danemark achetait ou croyait acheter la tranquillité douze millions de francs. Il semble en effet qu'après des engagemens aussi formels, payés

d'un prix généreux, le duc d'Augustenbourg dût se tenir tranquille; bien au contraire, il n'a point discontinué un moment d'exciter, de diriger l'opposition violente qui s'agite dans le Holstein. Avec ce qu'il a reçu du Danemark, il a acheté de grandes terres dans la Silésie, où il a établi sa résidence et où il s'occupe à organiser de nouvelles agitations. A tout instant, d'ailleurs, on le voit parcourant l'Allemagne, allant de Vienne à Berlin : tantôt il est à Francfort s'efforçant d'agir sur les membres de la diète; tantôt il séjourne à Hambourg, où il réunit et anime les chefs de l'opposition holsteinoise. Ainsi le Danemark le trouve partout sur ses pas, travaillant à exciter contre lui l'Allemagne, soufflant la discorde entre les diverses parties de la monarchie, et cela malgré les engagemens formels de l'acte du 30 décembre 1852. Il suffit de considérer cet acte pour voir quel fondement peuvent présenter les protestations publiées par le duc d'Augustenbourg et accueillies par les principaux journaux d'Allemagne contre le règlement de la succession à la couronne danoise, règlement promulgué d'ailleurs sous les auspices des puissances européennes et fondé sur les principes du protocole de Londres. Le fait est que le Danemark est un état relativement faible, et que dès lors on croit pouvoir tout accueillir contre lui en Allemagne. Le duc d'Augustenbourg se sert merveilleusement de toutes les passions germaniques; il est admis et fêté dans toutes les cours comme ennemi du Danemark. On ne peut s'empêcher cependant de s'intéresser à ce petit pays, qui depuis si longtemps lutte pour son indépendance, et qui n'excite à ce point les animadversions des hobereaux du Holstein que parce qu'il est décidé à rester un état constitutionnel et libéral. E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

DE L'ABOLITION DU SERVAGE EN RUSSIE.

Nous avons sous les yeux un mémoire récemment publié en français sous ce titre : *Réflexions préalables sur les bases proposées au mode d'émancipation des serfs en Russie, par un député d'un comité provincial* (1). Cet écrit nous paraît digne d'attention; il met en lumière des faits curieux qui jettent un jour nouveau sur l'économie rurale de la Russie. Nous avions vu dominer jusqu'ici dans les publications sur ce grave sujet le point de vue des personnes, maîtres et serfs. Voici un troisième intérêt maintenant, plus important peut-être que les deux autres en ce qu'il les rapproche et les confond, celui du sol. Tout dépend en effet du plus ou moins de développement de la production rurale : si la richesse agricole s'accroît, maîtres et serfs y trouveront également leur compte; si elle décline, la condition des uns et des autres deviendra plus mauvaise. L'auteur des *Réflexions préalables*

(1) Paris, chez Guillaumin.

est évidemment un grand propriétaire russe, qui connaît à fond la véritable situation des choses, et qui mérite d'être écouté.

Quand il s'agit de la Russie, l'imagination se figure un pays indéfini, où une population clair-semée vit facilement sur des espaces sans bornes. La réalité n'est pas tout à fait conforme à ce tableau. Le territoire de la Russie d'Europe est dix fois plus étendu que celui de la France; mais il s'en faut de beaucoup que cette immense surface soit partout également cultivable. Tout le nord de l'empire ne forme, à vrai dire, qu'une forêt, grande au moins comme la France entière; l'extrême rigueur du climat y rend toute culture à peu près impossible. Dans le midi, de vastes steppes sans bois et sans eau offrent un autre genre de stérilité. Somme toute, les trois cinquièmes au moins du territoire total sont incultivables, et le sol susceptible de culture n'est tout au plus que de 200 millions d'hectares. Or on évalue la population totale à 60 millions d'habitans, et comme la population rurale en forme à peu près les cinq sixièmes, cette dernière doit être en tout de 50 millions, ou 25 têtes en moyenne par 100 hectares de bon sol. Cette proportion commence à devenir moins exceptionnelle, car nous avons sur notre propre territoire bien des cantons qui n'en contiennent pas davantage; mais ce qui contribue encore plus à faire rentrer une grande partie de la Russie dans les conditions ordinaires de l'Europe, c'est l'extrême inégalité de population entre les provinces. La moitié environ des 200 millions d'hectares cultivables appartient aux régions les plus orientales, où la population ne s'élève en moyenne qu'à 10 habitans par 100 hectares de bon sol; l'autre moitié compte par conséquent 40 habitans ruraux sur la même surface, comme beaucoup de nos départemens, et il en est qui en ont 50 et même 100. De là une distinction fondamentale à établir, sous le rapport de l'économie rurale, entre les portions les moins peuplées de l'empire et les portions les plus peuplées.

Dans les premières, les trois quarts du sol cultivable restent incultes, déduction faite des forêts et des autres terrains improductifs, parce que les bras manquent; dans les secondes, au contraire, les bras surabondent, et le sol, fatigué par l'assolement triennal, ne suffit plus qu'avec peine. D'un côté, les animaux domestiques sont assez multipliés, surtout les chevaux et les porcs, à cause de l'immensité des pâturages; de l'autre, on n'en a presque pas, faute de moyens d'alimentation, et ce sont précisément les parties les plus cultivées qui possèdent le moins de bétail. L'auteur donne à ce sujet des détails à peine croyables. « C'est à la fois risible et triste, dit-il; mais dans cet immense empire de Russie il y a des points où le sol ne suffit plus. Plusieurs provinces, telles que Smolensk, Pskov et autres, ont été fertiles jadis, et ont perdu une grande partie de leurs facultés productives à la suite de la culture des trois champs et de l'impossibilité de fumer le sol en proportion de son épuisement. *Ce travail de dévastation s'étend avec rapidité dans toutes les directions.* Les endroits peuplés ont un sol épuisé, tandis que d'immenses espaces de la terre la plus fertile ne se peuplent pas. »

La cause principale de cette mauvaise distribution du travail est évidemment l'institution du servage. Les paysans, étant attachés à la glèbe, n'ont pu que multiplier sur place. « Les peuples, dit l'auteur, ne pouvaient pas

se porter librement d'un endroit à l'autre. Il n'y a pas eu de grands foyers de prospérité publique, pas de centres commerciaux. Les villes sont restées misérables, même dans les situations les plus favorables au commerce. Il y a eu beaucoup de production et point de débouchés. Le seigle et l'avoine sont les céréales produites en plus grande abondance, et qui sont absorbées principalement par les producteurs eux-mêmes. Si les serfs n'avaient pas été attachés à la glèbe, il est probable que l'aspect du pays aurait été tout autre. La population rurale, abandonnée à elle-même, se serait répandue beaucoup plus au large. Bon nombre de travailleurs auraient recouru à l'exploitation forestière; des établissemens industriels se seraient élevés au milieu des forêts impénétrables qui couvrent le nord de la Russie. Les villes auraient été peuplées, et les fabriques auraient prospéré, à l'aide d'un travail libre. »

Ces réflexions paraissent d'une grande justesse. On ne porte jamais atteinte impunément à la liberté des personnes et des propriétés. L'institution du servage, déjà si mauvaise, se complique encore en Russie d'une autre coutume plus mauvaise encore, s'il est possible, quoiqu'elle ait trouvé de nombreux prôneurs, l'organisation communale. M. Wolowski a déjà exposé ici même (1), avec une grande autorité, les inconvéniens de ce communisme pratique, qui peut avoir au premier abord quelque chose de patriarcal et de respectable, mais qui ne supporte pas l'examen. On a voulu en faire une institution particulière à la race slave, mais des traces de coutumes analogues se retrouvent aux origines de toutes les nations de l'Europe, et partout elles disparaissent devant la civilisation. L'auteur des *Observations préalables* en indique en peu de mots les mauvais effets. « Les paysans, dit-il, sont devenus si friands des morceaux de terre plus fertiles que d'autres, qu'ils font des cadastres à leur guise et se partagent les quatre ou cinq hectares dont ils jouissent en six ou douze lots; ils espèrent établir par là une plus grande égalité entre les cultivateurs. Ils divisent de la sorte les bons morceaux en longues bandes qui n'ont pas plus de dix mètres de largeur. Ils se cognent avec leurs charrues les uns contre les autres, se livrent des combats sur la lisière de leurs bandes, renouvellent les partages de la terre à mesure que la population augmente, et quelquefois rien que sur la réclamation de quelques individus qui se croient lésés, et se coalisent pour forcer la commune à une nouvelle répartition du sol. »

La conséquence à tirer de ces faits, c'est qu'il faut supprimer le plus promptement possible les deux maux de la culture en Russie, la servitude de la glèbe et l'organisation communiste. Il résulte cependant des *bases* posées par le gouvernement pour le projet d'émancipation qu'il s'agirait de conserver l'une et l'autre en les déguisant; en même temps que la liberté, les paysans recevraient, d'après ce projet, une maison avec son enclos et un lot de terre à la condition de payer au seigneur une redevance perpétuelle, et la commune serait solidaire du paiement de cette redevance. C'est contre ces bases que s'élève l'auteur des *Réflexions préalables*, et autant qu'il est possible de se prononcer sur une question si vaste et si complexe dont nous ne possédons qu'imparfaitement les élémens, il doit être dans

(1) Voyez les livraisons du 1er et 15 juillet, et du 15 septembre 1858.

le vrai. Le but de cette concession de propriété, qui paraît un acte libéral à l'égard des paysans, n'est pas caché par le document officiel; c'est, dit-on, *pour éviter le vagabondage,* ou, en d'autres termes, pour attacher le paysan au sol par un nouveau lien. « En outre, dit l'office ministériel du 5 décembre 1857, *les terrains, une fois concédés en jouissance aux paysans, devront toujours rester à la disposition de la commune.* » Qui ne voit ici la conservation sous d'autres noms de l'état de choses actuel? « La crainte qui me domine, dit l'auteur, c'est qu'on ne sacrifie tout l'avenir de la culture en attachant le paysan au sol, c'est-à-dire au seigneur, par le titre de débiteur insolvable substitué à celui de serf qu'il a porté jusqu'à présent. La solidarité de la commune sera sans doute très commode pour le propriétaire, mais ce sera évidemment un despotisme complémentaire qui pèsera sur le paysan. Les chefs de la commune seront inexorables par la crainte d'encourir un surcroît de charge pour chaque allégement accordé à un des leurs. Ils précipiteront la ruine de celui que le malheur aura atteint; ils ne seront pas plus bénévoles pour le paysan riche, ils compteront sur ses ressources pour se tirer d'affaire, et mettront tout en œuvre pour le river à la chaîne communale. »

Comment sortir de ces difficultés? La solution la plus simple, celle qui se présente le plus naturellement à l'esprit, consiste à donner aux paysans la liberté personnelle pleine et entière et à attribuer en même temps aux seigneurs la complète propriété du sol; les conventions particulières pour la culture se régleraient ensuite, en Russie comme partout, suivant les convenances locales, par le libre débat entre les parties. Malheureusement cette solution rencontre dans les mœurs de graves obstacles. La croyance à un certain droit vague du paysan sur la propriété du sol paraît dominer beaucoup d'esprits. *Je suis à toi,* dit le paysan au seigneur d'après un adage populaire, *mais la terre est à moi.* Les habitudes communistes ne sont pas moins invétérées, on y attache une sorte d'amour-propre national, comme au souvenir de la tribu primitive. De part et d'autre, on s'effraie de voir séparer ce qui a été uni jusqu'ici; les seigneurs redoutent d'avoir des terres sans paysans, les paysans d'avoir la liberté sans terre. « L'idée que la population rurale peut et doit dépendre du *travail* ne se fait pas jour parmi nous, » dit l'auteur du mémoire que nous examinons, et ce n'est pas sans quelque courage qu'il a pris pour devise cette phrase de Montesquieu : *On n'est pas pauvre parce qu'on ne possède rien, mais parce qu'on ne veut pas travailler.*

A la distance où nous sommes placés du théâtre où se débattent ces grands intérêts, nous ne pouvons apprécier les difficultés d'exécution. Il se peut que des mesures de transition soient nécessaires dans l'état actuel des idées et peut-être aussi des droits acquis; nous n'en sommes pas juges. Un seul point nous paraît certain par lui-même, c'est qu'il faut arriver le plus tôt possible à la plus entière liberté des personnes et des propriétés, par conséquent éviter toute mesure différente qui ne serait pas nécessaire, et ne lui donner dans tous les cas qu'un caractère essentiellement temporaire. « Tout pouvoir partagé, dit avec raison l'auteur, est faible et défectueux. La propriété du titre, celle du seigneur, ne peut être utile que si elle comporte la jouissance effective. La jouissance effective, celle du paysan, est précaire tant

qu'elle n'est pas légitimée par le titre. Deux propriétaires, l'un titulaire et l'autre effectif, ne peuvent que se nuire mutuellement. L'incertitude et l'équivoque en matière de droit amènent naturellement le malaise, les empiétemens d'un côté, une ombrageuse susceptibilité de l'autre. Les collisions sont également à craindre de l'antagonisme des intérêts et du contact perpétuel des personnes qui les représentent. »

Il peut sans doute paraître séduisant de créer d'un seul trait la petite propriété sur une large base, en rendant propriétaires d'une maison et d'un enclos plusieurs millions de paysans; mais, outre que cette prétendue propriété n'est que nominale, conditionnelle, subordonnée à un rachat souvent impossible, serait-elle un présent vraiment avantageux pour ceux qui la recevraient? « Non, » répond l'écrivain russe. Il emprunte à ce sujet de nombreuses citations aux études sur *l'Économie rurale de l'Angleterre* qui ont paru dans la *Revue* il y a quelques années; nous ne pouvons donc qu'appuyer des conclusions si conformes à nos propres idées. La petite propriété est utile et respectable dans les pays où elle existe naturellement, anciennement; mais il est plus que douteux qu'il y ait profit à la créer de toutes pièces là où elle n'existe pas. « La possession de la terre sans un capital équivalent, dit avec raison l'auteur, est le fléau de la classe agricole. » Cette vérité trouve surtout son application dans un pays où la population rurale s'est déjà développée à l'excès, et nous avons vu que, malgré les apparences contraires, une grande partie de la Russie est dans ce cas. La petite propriété devient alors, comme le servage, un double fléau, en ce qu'elle retient la population rurale là où elle surabonde, et qu'elle l'empêche de se porter là où elle fait défaut.

Les faits montrent clairement quels sont les besoins de l'économie rurale en Russie. D'un côté, la culture des grains d'hiver et de printemps occupe les deux tiers des terres arables; de l'autre, le dixième. Ici la terre se repose un an sur trois, là neuf ans sur dix. Dans les pays à grands pâturages, l'engrais se perd inutilement; dans les pays d'assolement triennal, il manque. Il faut donc augmenter les jachères sur certains points et les réduire sur d'autres, ici rapprocher la céréale de l'engrais, et là l'engrais de la céréale; d'un côté fournir plus de terre au travail, et de l'autre plus de travail à la terre. Les petites propriétés forcées, les baux perpétuels, toutes les combinaisons qui nuisent à la liberté des transactions, ne peuvent que contrarier le mouvement naturel vers une meilleure proportion, et par conséquent nuire au progrès agricole. Mieux vaut, dans leur propre intérêt, faire des paysans des fermiers aisés que des propriétaires obérés : leur travail en sera plus productif, et par conséquent leur condition meilleure.

Supposons qu'une famille de paysans composée de cinq personnes ait besoin pour vivre de 20 hectolitres de tous grains, à raison de 4 hectolitres par tête. Si vous lui concédez une jouissance de 3 hectares, dont partie en toute propriété et partie en bail perpétuel, ce qui est en effet la proportion indiquée, voici ce qui arrivera : le sol continuera à être soumis à l'assolement triennal; un hectare sera tous les ans semé en seigle, un hectare en grains de printemps; à raison de 6 hectolitres à l'hectare, semence déduite, moyenne actuelle du rendement en Russie, la famille n'aura à consommer que 12 hectolitres, il ne lui restera rien pour la redevance, et le sol

ira en s'épuisant, faute d'engrais et de repos. Supposez au contraire qu'on lui donne une ferme de 15 hectares de terres arables soumises à un assolement quinquennal : 3 hectares en grains d'hiver et 3 hectares en grains de printemps donneront, avec le même rendement, 36 hectolitres à partager suivant les conventions entre le paysan et le maître, et on aura de plus 9 hectares de jachères qui commenceront par entretenir la fertilité du sol, et qui, cultivées plus tard en pommes de terre ou autres plantes, pourront doubler, tripler, quadrupler le produit total.

Nous avons pris pour exemple cette dimension de 15 hectares par ferme, sans compter les prairies, parce qu'elle est en tout pays la plus généralement appropriée à l'exploitation par une famille; mais rien ne s'oppose à ce qu'elle soit accrue ou diminuée suivant les cas. L'essentiel est que l'on suive le plus possible les convenances de la culture; avant tout, il faut produire. Les trop petites fermes, comme les trop petites propriétés, n'ont ni présent ni avenir en Russie, où la culture des plantes fourragères est à peu près inconnue à cause de l'extrême sécheresse du climat, et où celle des pommes de terre ne se répand que lentement. Il faut des jachères pour le présent, il en faut aussi pour l'avenir, car tous les progrès ultérieurs reposent sur cette base. En même temps l'excès de population rurale, aujourd'hui accumulé sur quelques points, tendra à s'écouler vers les provinces désertes et fertiles, car, encore un coup, la population rurale ne manque pas, et telle qu'elle est, elle suffit parfaitement, avec une meilleure répartition, à mettre en valeur toutes les ressources de l'empire.

L'auteur comprend et accepte au surplus toutes les transitions raisonnables. Il admet que, pour commencer, la rente du sol soit réduite le plus possible, afin que les paysans aient avantage à rester, et qu'ils puissent former par des bénéfices un capital qui serve à l'amélioration de la culture; il admet que les premiers baux soient aussi longs qu'on voudra, pourvu qu'ils ne soient pas perpétuels, et qu'à l'expiration du terme indiqué, le maître et le tenancier soient libres de disposer comme ils l'entendront, l'un de son industrie, l'autre de sa terre; il admet enfin que des entraves soient mises pour quelque temps à l'émigration. « Ce serait peut-être ici, dit-il, un des cas peu nombreux où l'intervention de la loi et de l'administration pourrait être véritablement salutaire, non en gênant inutilement l'émigration, mais en lui imposant l'obligation de ne s'éloigner d'un lieu à l'autre que dans la limite d'un certain nombre d'émigrans à la fois. Il est d'ailleurs évident que les paysans n'auront aucun motif de se presser, une fois qu'ils seront convaincus que la faculté de déplacement leur est accordée à toute perpétuité. La prudence leur conseillera de faire explorer les nouveaux lieux par la portion la plus jeune et la plus entreprenante. »

La propriété de l'enclos et le bail perpétuel d'un lot de terre étant abandonnés, la solidarité de la commune, le partage périodique par *tiaglo,* et les autres usages qui se rattachent à l'organisation primitive de la tribu, disparaîtraient aussi; ce serait une grande révolution, mais une révolution bienfaisante. De même que le servage ne se comprend que dans un intérêt de défense contre l'ennemi, le communisme n'est à sa place que dans la vie nomade. L'un et l'autre sont des restes d'un état social qui n'existe plus. Dans ce système, la propriété territoriale resterait tout entière entre

les mains des seigneurs, à moins de convention contraire. Cette solution peut paraître excessive; elle est pourtant la plus juste et la meilleure, suivant toute apparence. M. Tegoborski nous apprend que les trois quarts des paysans serfs appartiennent aujourd'hui à 20,000 propriétaires; mais il faut remarquer que le tiers seulement du sol cultivable relève de ce petit nombre de possesseurs, les deux autres tiers appartiennent à la couronne ou aux petits et moyens propriétaires, qui forment déjà en Russie une classe assez nombreuse. Que le tiers du sol constitue le domaine de la grande propriété, ce n'est pas trop, surtout en Russie, où la culture est généralement arriérée, et où elle présente, par suite des conditions naturelles et économiques, des difficultés particulières. Le travail des champs n'est possible que pendant quatre ou cinq mois par an à cause de la longueur des hivers. L'intérêt agricole proprement dit se complique de l'intérêt forestier, qui a beaucoup d'importance sous ce climat, et qui est à peu près inconciliable avec le voisinage de la petite propriété. La grande propriété est d'ailleurs la seule qui puisse supporter les sacrifices nécessaires pour préparer l'avenir par des améliorations progressives. L'abus qu'elle pourrait faire de ses droits sera moins à craindre dès que les paysans jouiront de la liberté personnelle et pourront se déplacer à volonté; si les bras ont besoin de la terre, la terre aussi a besoin des bras, et celui de ces deux élémens qui jouit du privilége de la mobilité a un véritable avantage sur l'autre.

Quant aux inquiétudes que manifestent les seigneurs sur cet affranchissement réciproque de la terre et du travail, l'auteur essaie de les calmer en proposant le rachat des redevances personnelles qu'ont à payer aujourd'hui certaines catégories de paysans en dehors de la jouissance du sol. Il y a en effet tel propriétaire dont le revenu consiste presque tout entier dans les redevances de paysans non cultivateurs. « La terre n'offrant par son peu d'étendue et de fertilité aucune ressource à la culture, les paysans se sont adonnés dans ces localités au travail industriel et paient avec facilité leurs redevances, moyennant le salaire qu'ils reçoivent. » Il est manifeste que dans ce cas, si le paysan devenait libre sans rachat, le propriétaire se trouverait ruiné. L'obligation de ce rachat devrait incomber aux paysans, puisqu'ils seraient à l'avenir affranchis d'une charge qui pèse aujourd'hui sur eux, et si cette obligation était reconnue trop onéreuse, l'état pourrait en acquitter une partie. On trouverait des exemples de ce mode d'affranchissement dans ce qui s'est passé en Allemagne lors de l'abolition des droits seigneuriaux; les paysans en ont racheté un tiers, les seigneurs en ont perdu un tiers, et le dernier tiers a été payé par l'état.

A coup sûr, l'ancien ordre de choses était plus commode pour tout le monde, du moins en apparence. Le seigneur n'avait pas à s'inquiéter de trouver des cultivateurs, ils naissaient sur ses domaines et ne pouvaient pas les quitter; quand ils refusaient le travail, on avait le droit de les y contraindre par la force. De leur côté, les paysans n'avaient pas charge d'eux-mêmes, la commune leur devait un lot de terre quand ils venaient au monde, et ils avaient quelquefois la jouissance des trois quarts du sol, un quart seulement restant au seigneur. D'où vient donc que cette organisation séculaire, qui semblait si bien concilier tous les intérêts, ne peut plus durer? Outre qu'elle blesse les droits imprescriptibles de l'homme, elle n'est pas assez productive : elle

a le double effet de pousser à la multiplication indéfinie de la population rurale et à la stérilisation du sol; il vient nécessairement un point où le jeu simultané de ces deux facteurs amène une impossibilité radicale. Le partage complet de la terre entre les paysans n'allégerait que pour un moment l'embarras; c'est l'assolement triennal qu'il faut combattre, quoiqu'on ait voulu l'élever aussi à la hauteur d'une institution nationale; c'est le système général de culture qu'il faut changer.

On a vu quel misérable rendement on obtient aujourd'hui sur un sol qui passe pour des plus fertiles. Même dans les fameux pays de *terre noire,* la récolte moyenne ne dépasse pas trois ou quatre fois la semence, ou la moitié de ce qu'on obtient en France, le quart de ce qu'on obtient en Angleterre. Voilà où conduit la combinaison du communisme et de la servitude. Avec la même surface emblavée, la Russie pourrait nourrir deux ou trois fois plus d'habitans, mais à la condition de changer tous ses procédés de culture. Une telle perspective vaut bien un peu d'effort. Qu'il soit dur pour les paysans de renoncer à leurs prétentions sur le sol et pour les seigneurs d'abandonner leurs droits sur les personnes, c'est possible; mais les uns auraient en échange le premier des biens, la liberté, mère de l'industrie, dont on ne peut espérer les bienfaits sans en accepter en même temps les charges, et les autres la propriété absolue, avec ses chances et ses devoirs, mais aussi avec ses profits.

En résumé, le mémoire dont il s'agit tend à la constitution d'une puissante classe rurale, et sous ce rapport il nous paraît digne de sympathie. Nous savons en France, par notre propre exemple, quel vide laisse dans une société l'absence de cet élément. De sérieuses difficultés politiques s'opposent en Russie, comme partout où domine l'esprit de despotisme et de centralisation, à cette tendance salutaire. L'auteur se borne à les indiquer, mais il est facile de le comprendre à demi-mot. « Nous touchons, dit-il, à un moment curieux, celui d'une lutte acharnée entre la bureaucratie et la noblesse rurale. La bureaucratie s'est déjà prononcée catégoriquement sur la grande question du jour. N'étant pas elle-même propriétaire, elle est souverainement insoucieuse de l'ébranlement de la propriété territoriale et de la ruine des paysans; elle y gagnerait même, car sa propre fortune dépend de ses appointemens et de la rapine, et le nombre des emplois salariés augmentera nécessairement, lorsqu'il y aura des millions de nouveaux droits à définir et à exploiter. Le combat que la noblesse rurale aura à livrer sera rude, et les forces seront inégalement partagées, car si d'un côté sont les connaissances spéciales, de l'autre se trouvent l'avantage de la position officielle, l'aplomb que donne la longue habitude de la dictature, enfin une foule de plumes mercenaires et habiles toujours prêtes à ériger le sophisme en axiome. »

Après ce tableau, dont les principaux traits pourraient trouver leur application ailleurs qu'en Russie, l'auteur fait appel au pouvoir suprême, à qui il adresse de consciencieux avertissemens. « La noblesse russe, dit-il, a toujours senti le besoin de parler librement à son souverain. Seul arbitre du sort de millions d'hommes, entouré d'un petit nombre de conseillers irresponsables, élevé lui-même à une hauteur immense au-dessus des multitudes qu'il gouverne, les esprits indépendans le contemplent de bien

loin, et ne peuvent alléger par leurs vœux stériles la charge qui pèse sur sa conscience. Ils voudraient parvenir jusqu'à lui, mais le chemin leur est barré. Il en résulte que de lourdes fautes ne sont pas prévenues par un examen contradictoire. Nous en voyons trois grandes preuves dans l'histoire de la Russie. Lorsqu'un de nos grands-ducs eut l'idée fatale de partager son duché en apanages, aucune voix ne réclama au nom de l'état, qui se morcela, se divisa de plus en plus, et tomba sous le joug des Tartares; la civilisation de la Russie en fut retardée de plusieurs siècles. Aucune voix ne réclama non plus, lorsque les derniers restes de la liberté des cultivateurs furent supprimés par les mesures de Boris Godounof et de Pierre Ier. Enfin, lorsque Pierre Ier établit sa capitale à l'extrémité la plus éloignée d'un empire organisé sur le système de la centralisation la plus absolue, il rencontra quelques réclamations en faveur de l'ancienne capitale; mais en définitive, il trouva plus de soumission que d'opposition à ses vues, et réussit à rendre d'autant plus pénible pour ses successeurs l'administration de leur vaste empire. *La possibilité d'immenses fautes est l'attribut obligé d'un pouvoir illimité.* »

Nous ignorons quel sera l'effet de ce mâle langage. L'écrivain russe exprime la crainte que ses observations n'arrivent trop tard. « Il est probable, dit-il, qu'elles seront mises de côté devant un parti pris d'avance et dans un sens tout opposé. » Telle est la fatalité des gouvernemens absolus. Sans exprimer une opinion arrêtée sur la question en elle-même, le fonds des idées qui ont inspiré cet écrit et l'énergique liberté du ton nous ont paru également dignes d'estime; nous ne pouvons croire qu'il soit tout à fait inutile. L'auteur lui-même n'est pas précisément sans espoir, car il paraît attendre quelque grand progrès de l'opinion publique en Russie. « Heureusement, dit-il, une nouvelle ère commence à poindre, et il y a lieu d'espérer que l'émancipation de la pensée suivra de près l'émancipation des paysans; *peut-être même la précédera-t-elle de quelques heures.* » Nous aimons à rester sur cette espérance.

LÉONCE DE LAVERGNE.

Considérations sur la Révolution française, par Fichte, traduites pour la première fois par M. J. Barni; Paris, Chamerot.

Certains esprits singuliers s'imaginent que, dans l'étude de l'histoire comme dans toute autre chose, la conscience n'est jamais de trop, et que, pour qui veut sincèrement connaître le passé de son pays, il n'est ni utile, ni honnête de s'obstiner, sous prétexte de patriotisme, dans l'erreur qui nous flatte et dans les mensonges convenus. Dussent-ils être traités de complices posthumes de Pitt et de Cobourg, de Blücher et de Castlereagh, ces gens-là se figurent que la justice la plus simple les oblige à chercher un moyen de contrôler l'histoire nationale, telle que nos historiens la racontent : ce moyen, c'est notre histoire écrite par des étrangers. Sans doute, ces derniers ont comme nous leurs préventions; mais comparées aux nôtres, elles se neutralisent : la vérité peut sortir de cette confrontation. Si parfois

cette vérité est amère, combien aussi est-elle douce et flatteuse, quand le témoignage des étrangers vient confirmer par tel ou tel événement de notre histoire l'enthousiasme traditionnel de notre pays et légitimer notre orgueil à nos propres yeux!

La révolution française à son début est un de ces événemens. Elle fut saluée à l'étranger par des intelligences élevées et de nobles cœurs, dont la sympathie reste un de ses meilleurs titres. Fox et Sheridan, Schiller et Klopstock, tous tressaillent et s'inclinent. Kant lui-même, le flegmatique Kant, s'étonne de se sentir ému. Que Fichte, son élève, jeune alors, mais qui resta toujours jeune de cœur, se soit senti violemment remué par un événement capable de tirer Kant de ses abstractions et de l'étude de la raison pure, rien d'étonnant. On sait comment Fichte devait mourir, et si ce souvenir est pour nous pénible, ce n'est pas une raison pour refuser à cette mort notre douloureuse admiration. Après avoir passé sa vie à enseigner le devoir, Fichte périt en le pratiquant.

L'ouvrage de sa jeunesse que M. Barni vient de traduire, les *Considérations sur la Révolution française,* contient l'adhésion la plus complète et la plus franche aux principes de 1789, tels qu'ils sont restés pour tout esprit libéral. Ceux qui traitent aujourd'hui Montesquieu d'idéologue trouveront dans Fichte bien des rêveries, et sur quelques point de détail ils auront le triste mérite d'avoir raison. C'est, chez le philosophe allemand comme chez nos pères de la constituante, les mêmes espérances illimitées, la même confiance dans le bon sens public, tout cela avant l'heure des désenchantemens et des humiliantes expériences. Il y eut là bien des illusions sans doute; mais l'illusion est nécessaire à qui entreprend les grandes tâches. En pareil cas, quand on ne veut que ce qui est rigoureusement possible, on ne peut pas même tout ce que l'on veut. Ces illusions d'ailleurs sont un défaut dont nous sommes provisoirement si corrigés; elles nous sont devenues tellement étrangères, qu'exprimées par Fichte, elles auront du moins à cette heure un intérêt de curiosité. Même pour les critiques calmes, qui n'aspirent qu'à constituer « l'histoire naturelle des esprits, » des esprits comme Fichte, des êtres qui ont cru à la dignité humaine et à la justice absolue, restent d'intéressans sujets d'étude; c'est une variété perdue que ces naturalistes réclameront peut-être comme appartenant de droit à cette nouvelle branche de l'anatomie comparée. C'est bête comme un fait, disait M. Royer-Collard; — c'est bête comme une idée, diraient volontiers nos critiques. Mais quand une idée a eu la chance d'être signée du nom de Fichte, peut-être alors devient-elle quelque chose comme un fait, et à ce titre assez respectable.

Les traductions des divers ouvrages de Kant, que M. Barni a publiées jusqu'ici, et dont l'une a été couronnée par l'Académie française, offrent un mérite très précieux pour nous autres Français; on les dit plus claires que le texte. Ici l'habile interprète ne rencontrait pas tout à fait les mêmes difficultés; le style de Fichte est dans cet ouvrage beaucoup moins hérissé de formules que celui de Kant, plus pratique grâce au sujet, et par conséquent plus clair. C'est une lecture et non une étude, une lecture intéressante, surtout par le sujet et par le point de vue particulier où l'auteur était placé. M. Barni a fait précéder cette traduction d'un travail plein d'intérêt et de

recherches curieuses sur la vie et les ouvrages de Fichte. La vie de Fichte est le complément naturel de ses œuvres et leur sert de pièce justificative, car, ce qui n'arrive pas toujours, l'homme chez lui a valu le penseur et l'écrivain.

EUGÈNE DESPOIS.

Résumé historique de l'Exploration faite dans l'Afrique centrale de 1853 à 1856 par le Dr Vogel, et Notices diverses sur les découvertes en Afrique, par V.-A. Maltebrun, Paris 1858.

Le courageux et savant jeune homme que l'Allemagne et l'Angleterre ont envoyé en Afrique sur les traces de Barth a-t-il péri? conservons-nous quelque espérance de le voir, échappé à la mort, nous raconter lui-même les fatigues de son long voyage et les souffrances de sa captivité? L'Angleterre fait en ce moment tous ses efforts pour éclaircir ce doute pénible et prolongé. Par malheur, il faut le reconnaître, la première supposition a plus de vraisemblance que la seconde. Quel que fût le sort du voyageur, il était utile que des mains pieuses prissent le soin de réunir et de coordonner les fragmens épars envoyés par Vogel en diverses circonstances à ses correspondans d'Europe, et disséminés dans divers recueils géographiques : c'est ce que M. V.-A. Maltebrun a fait en France. — Héritier d'un nom qu'il sait porter dignement, M. Maltebrun appartient à cette phalange de géographes en tête de laquelle marchent d'illustres savans, et qui a entrepris de faire revivre chez nous ce goût de découvertes et de voyages auquel non-seulement la curiosité publique, mais encore l'intérêt commercial d'une nation telle que la nôtre trouve un large profit.

Il faut bien l'avouer, la France, qui depuis d'Anville, pour ne pas remonter plus haut, tenait le premier rang dans la science géographique, s'est montrée inférieure à elle-même durant ces vingt ou trente dernières années. Ce n'était pas que les savans et les hommes de bonne volonté lui fissent défaut; mais ceux-ci, au milieu de leurs études et de leurs recherches, demeuraient peut-être trop étrangers aux procédés pratiques de la cartographie; peut-être aussi ceux qui font de la partie graphique une profession, et que nous appelons dessinateurs ou cartographes, manquaient-ils des ressources de la science. Le public de son côté ne témoignait-il pas trop d'indifférence pour ces travaux difficiles? Toujours est-il certain que nos publications géographiques ne se sont pas maintenues dans ces derniers temps au rang où on avait été habitué à les voir. Nous pouvons d'autant mieux reconnaître ce fait alors que s'opère dans l'esprit public un mouvement favorable à ces sortes d'études, et que des hommes spéciaux s'y adonnent avec une ardeur désintéressée, qui mérite toute sorte d'encouragemens. Animée d'une noble émulation, la France vient même de lancer un voyageur au sein des régions qu'a explorées avec tant de profit l'expédition anglo-germaine : M. Mackarthy part avec le désir d'inscrire son nom à côté de celui de Barth; puisse-t-il aussi bien faire et être plus heureux que les compagnons de ce voyageur!

Dans son *résumé* des explorations de Vogel, ouvrage qui a été précédé d'un grand nombre de publications relatives aux autres parties de l'Afrique,

M. Maltebrun s'est appliqué à tracer d'une façon complète l'itinéraire du jeune Allemand et à coordonner les notions nouvelles qui en résultent. Vogel a vu et franchi après Barth le Binué ou Tchadda, ce grand affluent du Niger qui a été remonté par le docteur Baikie, et qui doit ouvrir aux Européens l'accès du Soudan central; il a pénétré plus au midi que ne l'avaient fait ses prédécesseurs, sur les bords du Serbenel, affluent du lac Tsad, dans le pays des Tuboris, que recouvrent d'immenses marécages formant après la saison des pluies une sorte de mer temporaire. Autrefois sans doute les marais des Tuboris rejoignaient le Tsad et le Fittri pour former avec eux le centre de la grande mer soudanienne. Les peuplades qui sont répandues dans les contrées que traversa le voyageur à cette limite extrême de son excursion n'ont pas été atteintes par la conquête musulmane; toutefois quelques-unes paient un tribut d'esclaves aux Fellatahs par crainte de ces terribles envahisseurs. Plus à l'ouest, Vogel pénétra dans des villes que n'avait visitées aucun des membres de l'expédition avant lui : Yakoba, qui n'avait pas vu d'Européen depuis Clapperton, et Salia, qui n'a pas moins de seize kilomètres de tour. Celle-ci, pour son étendue, sa population et l'importance de son marché, doit prendre place à côté des grandes villes de Kano, de Sokoto, de Gando, et elle est située dans la même région qu'elles. « Elle est, écrivait le voyageur, protégée par un fossé et par un mur d'environ quinze pieds de haut; le nombre de ses habitans est d'environ vingt mille; une grande portion du sol, dans l'intérieur des murs, est en culture. La ville a trois noms différens : Zeg-Zeg, Salia et Sansan. Le premier est celui de la peuplade païenne sur laquelle elle a été conquise par les Fellatahs en 1807; le second lui a été imposé par ses nouveaux maîtres, et le troisième désigne à la fois la ville et toute la province. » C'est au retour de cette expédition dans l'ouest que Vogel, revenant à Kuka, prit la résolution de pénétrer dans l'est par le Bagirmi, où nous avons suivi le docteur Barth jusqu'au fond du Waday; la dernière de ses lettres qui soit parvenue en Europe était datée du 4 décembre 1855. Le voyageur, en y annonçant son intention de gagner le lac Fittri et la ville de Wâra (c'est la capitale du Waday), témoignait l'espoir d'être de retour au commencement de 1857. Ce serait vers cette époque, d'après les récits apportés au Tripoli par des caravanes, que Vogel aurait été décapité par ordre du sultan du Waday en représailles de confiscations opérées par l'agent anglais de Tripoli sur des marchandises venant de ce pays. Depuis, on a raconté que le voyageur, dans une de ses excursions aux environs de la ville de Wâra, s'était dirigé vers une montagne sacrée dont l'accès était interdit même aux musulmans, et que pour ce fait il aurait été mis à mort, ou peut-être seulement emprisonné. Le fruit de ses labeurs n'aura cependant pas péri tout entier; outre les fragmens réunis et appuyés d'une carte par M. Maltebrun, nous avons un certain nombre de positions déterminées astronomiquement, et dont le géographe français a eu l'heureuse idée de présenter le tableau à la fin de son résumé historique.

ALFRED JACOBS.

V. DE MARS.

POLITIQUE COLONIALE

DE LA FRANCE

—

L'ALGÉRIE

II.

L'IMMIGRATION ET LA COLONIE EN 1859.

I.

On a vu ce que l'administration des Français et des indigènes a fait pour l'Algérie, ce qu'il lui reste à faire encore (1). C'est sur la population même des colons, sur les moyens de l'accroître, de favoriser ses progrès dans l'agriculture, dans l'industrie et le commerce, que notre attention doit se porter maintenant. Le climat, les races, l'immigration, le régime de la propriété, l'installation des centres de travail, les ressources naturelles, les voies de communication, tels sont les points principaux à signaler et à mettre en lumière dans ce nouveau domaine d'études et de recherches.

Sous le rapport sanitaire comme sous le rapport agricole, le climat de l'Algérie a été l'objet d'appréciations généralement peu indulgentes. Le premier malheur de notre colonie a été d'appartenir

(1) Livraison du 15 avril 1859.

à l'Afrique, un nom qui évoque infailliblement l'image de déserts aux sables brûlans, patrie des lions, des tigres et de toutes les bêtes féroces de la création : premier préjugé, car l'Algérie n'a rien d'africain. Par sa latitude, qui dépasse à peine de quelques degrés au sud celle de l'Espagne et de l'Italie méridionales, comme par ses formations géologiques et sa constitution météorologique, elle appartient à l'Europe, qu'elle rejoint par des ramifications sous-marines, dont les Baléares, la Sardaigne, la Corse, la Sicile, émergeant du sein de la Méditerranée, sont les cimes culminantes. Entre ces îles et l'Algérie, la mer est un lien, tandis qu'entre l'Algérie et l'Afrique intérieure le désert est une barrière. Dans le public lettré, les mêmes préventions ont été entretenues par quelques médecins de France, qui s'obstinent à décrier le climat algérien comme mortel pour la race indo-germanique. Sans combattre hors de propos une telle opinion par des chiffres et des faits, on peut leur opposer le sentiment unanime des habitans européens, dont l'autorité pratique vaut bien les études de cabinet. Les colons ne croient pas à cette incompatibilité que dément le spectacle quotidien qu'ils ont sous les yeux; ils se moqueraient de l'écrivain qui voudrait leur persuader qu'ils ne peuvent vivre et travailler sous de tels cieux. En des questions de cet ordre, il y a comme un sens intime des populations bien supérieur à la science théorique, dont les erreurs du reste ont été victorieusement réfutées par les médecins de la colonie.

Les fièvres intermittentes d'Afrique sont pourtant une douloureuse réalité en Algérie, et la mortalité des Européens y est un peu plus forte que dans les pays mêmes d'où viennent les émigrans. Pour les fièvres, d'une voix unanime, la presque totalité d'entre elles est expliquée par des circonstances locales bien connues : les défrichemens d'un sol vierge, les mouvemens de terres lors de la fondation des villages, surtout les eaux stagnantes en flaques et en marécages, causes toutes accidentelles. On ne peut imputer au climat qu'une seule influence vraiment funeste : c'est la brusque transition des chaleurs du jour aux fraîcheurs de la nuit, première épreuve d'acclimatation qui nécessite quelques précautions hygiéniques. A l'oubli de ces précautions doit s'attribuer pour une bonne part la mortalité un peu plus grande qui se constate en Algérie; l'autre part revient à l'abus des boissons et des plaisirs, la sobriété, partout utile, étant indispensable dans les régions chaudes. A voir la misère, l'ignorance et l'insouciance de la plupart des émigrans, l'on s'étonne plutôt qu'il n'en périsse pas davantage.

Sous le rapport agricole, le climat algérien est plus facile encore à justifier. Il a été méconnu par les cultivateurs et les agronomes du nord de la France, un peu rebelles à l'intelligence de cette

grande loi météorologique, tout à fait opposée à leurs habitudes, qui divise l'année en deux saisons principales, l'une pluvieuse, l'autre sèche, liées par deux courtes saisons de transition. Ils accusent de caprices une atmosphère qui est en réalité moins irrégulière et plus propice à l'agriculture que celle des pays septentrionaux, où la pluie s'entremêle à la chaleur pendant toute l'année. Bien étudié et bien compris dans l'harmonie de ses lois, le climat algérien supporte la comparaison avec le climat des zones tempérées ou torrides, et particulièrement avec celui des États-Unis, auquel on l'oppose volontiers pour expliquer les progrès plus rapides de la colonisation américaine. Dans la grande république de l'Union, les états du nord subissent pendant six mois des frimas qui interdisent le travail extérieur; les états du centre sont ravagés par les inondations et les fièvres qui désolent les immenses vallées du Missouri et du Mississipi; les états du sud ont la fièvre jaune sur le littoral, et dans l'intérieur la sécheresse, les sauterelles, des écarts excessifs de chaleur et de froid. Pour ne parler que du Texas, où courent les émigrans allemands comme à un paradis terrestre, et où les villes se multiplient avec une étonnante rapidité, l'échelle des variations de température oscille de — 15° centigrades à + 45°, à l'ombre bien entendu. De tels rapprochemens sont bien propres à faire apprécier une nature dont le charme puissant rappelle toujours vers l'Algérie le cœur de ceux qui y ont une fois vécu. Les nuits y brillent d'une incomparable magnificence, et l'on peut jouir de leurs calmes harmonies pendant de longues heures sans aucune impression de froid. Les journées d'hiver sont si tièdes, les soirées d'été ventilées par de si fraîches brises, que l'Europe et la France même paraissent longtemps inhabitables à qui s'est tant soit peu habitué à ce doux climat. Ainsi commencent du reste à le penser non-seulement les malades, mais les nombreux étrangers bien portans qui, depuis quelques années, se rendent en Algérie. Ils n'entendent y passer que l'hiver; beaucoup y restent l'été, quelques-uns y enchaînent leur vie entière.

La distribution des eaux pluviales, toute différente de ce qu'elle est en Europe, a été une autre cause d'erreurs pour l'agriculture. Tandis qu'en Europe l'humidité du sol est en excès, et que le souci principal est de s'en débarrasser, elle n'est jamais importune dans une contrée où elle mesure la prospérité. Les peuples du midi le savent, et ne se plaignent jamais que les cataractes du ciel s'ouvrent trop libéralement, tandis que les hommes du nord de l'Europe, ne pouvant refaire leurs idées et leurs pratiques, se lamentent ou se croisent les bras à regarder tomber les averses et couler les torrens, sans songer à élever des barrages, à creuser des réservoirs dans

les montagnes, des canaux dans les plaines, des citernes autour des maisons. La richesse liquide se perd à la surface ou dans les entrailles du sol, et s'en va stérilement s'engloutir dans la mer, quand elle ne s'extravase pas à droite et à gauche en nappes stagnantes et marécageuses. D'exactes observations ont constaté que la couche de pluie annuelle varie, dans les provinces de Constantine et d'Alger, de 500 à 1,100 millimètres, autant et plus qu'en France; sur le littoral seul d'Oran, elle est plus faible, et se réduit quelquefois à 300, ce qui assure à cette province, en compensation d'une moindre humidité, le privilége des cultures subtropicales, telles que le coton. L'étendue totale des terres actuellement irrigables dans le Tell algérien est évaluée à 800,000 hectares sur 15 millions; des barrages la porteraient à 1 million et peut-être davantage : au moyen de puits ordinaires et de puits artésiens, elle deviendrait en quelque sorte illimitée, si la dépense pouvait toujours être couverte par le rendement.

Les chutes d'eau offrent une richesse d'un autre ordre en forces motrices. Tout le versant nord de la chaîne atlantique s'incline en pentes rapides, sur lesquelles coulent de très nombreux ruisseaux, dont la vitesse accroît la puissance. Minoteries, huileries, forges, papeteries, usines de tout genre, en tireraient parti sans nuire à l'agriculture, qui, dans les plaines, réclame l'usage presque absolu des eaux. L'inventaire de ces forces peu connues et peu appréciées permettrait d'opposer bien des compensations au vice le plus grave du système hydrographique de l'Algérie, l'absence de ces larges et profondes voies navigables qui ont tant contribué à la fortune des États-Unis.

Quant au sol, les terrains de sédiment, les plus fertiles de tous, y dépassent en énorme proportion les terrains cristallins. Le sol argilo-calcaire, mêlé de sable, qui est le sol normal, y constitue, avec les alluvions, le fond des plaines, et recouvre les coteaux qui les encadrent. Très rarement l'abondance d'argile y empêche la production; le sable s'y trouve plus fréquemment en excès, sans jamais pourtant rendre stériles les terres les plus légères, pour peu qu'un filet d'eau les arrose. Généralement la couche végétale est assez épaisse pour permettre la culture, même au sein des montagnes et sur les plateaux supérieurs, sur leurs croupes arrondies et leurs flancs, quand la pente n'est pas trop abrupte. C'est ainsi que la Grande-Kabylie, la contrée la plus montagneuse de toute l'Algérie, est en même temps la plus cultivée et la plus peuplée. L'indépendance et la sécurité ayant permis à l'industrie agricole de s'y élever au niveau des besoins, la nature, que l'on aurait à distance jugée sauvage et rebelle, a répondu à l'appel de l'homme. Toutes les ré-

gions montueuses au-dessous de 1,000 ou 1,200 mètres d'altitude se prêteront à un pareil progrès.

Pour traduire en un langage familier à l'économie politique et rurale la fertilité de l'Algérie, nous n'invoquerons pas les exemples merveilleux de l'antiquité ni des temps modernes cités dans la plupart des livres : les faits courans et les moyennes nous suffiront. Dans les années médiocres, les colons européens obtiennent avec une semence de 80 à 100 litres de blé un rendement de 11 à 12 hectolitres à l'hectare sur des terres labourées d'ordinaire une seule fois, deux au plus, et cultivées sans fumier cinq ou six années de suite. Un tel résultat, sans avoir rien de prodigieux, atteste dans le sol une grande fécondité, et fait entrevoir ce qu'obtiendraient des cultivateurs plus experts, opérant avec des capitaux et des engrais, donnant au sol les façons nécessaires d'après des assolemens bien entendus. La terre africaine aurait peu de rivales assurément. Aussi inspire-t-elle une véritable admiration à tous ceux qui la manient. « Ce n'est pas des récoltes qu'elle donne, mais de l'or, » nous disait un jour un kaïd ravi de joie au milieu de beaux champs de coton, dont il nous montrait les rameaux penchés sous le poids de leurs grosses et blanches capsules.

Grand comme la France, ce fertile territoire se partage entre les deux classes de population que nous retrouvons en présence dans tout le cours de cette étude, les indigènes et les Européens : les premiers disséminés dans la double région du Tell et du Sahara, les seconds distribués seulement dans le Tell, sauf deux ou trois postes, tels que Laghouat, Biskara et Geryville (*el Biod*), qui appartiennent au versant saharien. Des uns aux autres, l'inégalité de population est extrême : tandis que les indigènes comptent environ 2,300,000 âmes, les Européens ne sont guère plus de 180,000, avec l'armée en sus. Établir dans la zone cultivable, le Tell, des rapports numériques moins inégaux, en vue de la sécurité publique comme de la colonisation, tel doit être un des premiers soucis du gouvernement. Dans cette œuvre, si elle est conduite avec tact, intelligence et énergie, la race indigène sera plutôt une ressource qu'un obstacle. De tout temps en effet on l'a vue venir en aide aux vainqueurs, même en pleine période de guerre, et surtout la veille ou le lendemain des combats. Elle n'a jamais abandonné les villes, où elle est représentée par des ouvriers forains organisés en corporations de *berranis* (étrangers) sous la conduite d'un syndic; ces ouvriers s'emploient à tous les travaux trop infimes ou trop rudes pour des Européens. On distingue parmi eux les *Biskris*, originaires du pays qui entoure Biskara; les *Mozabites*, venus du groupe d'oasis méridionales qui porte leur nom; les *Laghouati*, enfans de La-

ghouat; les Kabyles, descendus des sommets de la Kabylie : tous laborieux et honnêtes émigrans, dans le genre des Auvergnats et des Savoyards, qui quittent le pays natal avec esprit de retour, et finissent, à force de labeur, d'épargne et de probité, par amasser un petit pécule qui leur permet de revenir un jour au village paternel acheter un fusil et une femme, un jardin et une maison, un cheval ou un chameau, images séduisantes qui soutiennent leur courage et constituent leur idéal de bonheur. Nous ne parlons que pour les nommer des ouvriers domiciliés, tels que les Juifs et les Maures, qui s'adonnent à tous les métiers où l'adresse a plus de part que la force; ils travaillent surtout pour les indigènes.

Dans les campagnes se retrouvent les Kabyles, qui arrivent par bandes au commencement de la saison sèche, pour ne revenir au village qu'après la moisson terminée et la ceinture garnie. Ils se rencontrent dans les champs avec les Arabes, entendus comme eux aux labours, aux semailles, aux irrigations, à la garde et à la coupe des récoltes : ceux-ci, moins endurcis à la vie de fatigue et élevés dans la vie pastorale, se font volontiers les bergers des troupeaux des Européens. En toute occasion, la colonisation recrute parmi les uns et les autres, comme hommes de peine ou journaliers, des auxiliaires fort appréciés, car ils ne manquent ni d'intelligence ni d'habileté manuelle, et se montrent dociles à la direction qui leur est donnée. Dans les concours de charrues, ils disputent quelquefois les prix aux laboureurs européens.

Arabes et Kabyles sont également utiles comme producteurs pour leur propre compte. Quoique moins actifs que les Européens, ils sont si nombreux que le chiffre total de leur production ne manque pas d'importance. Grâce à eux, les marchés sont approvisionnés de grains, de fruits et d'huiles, de bestiaux et de laine, sans compter une multitude de denrées et marchandises dont le rôle est secondaire. Ils alimentent ainsi l'armée, les villes, les villages; ils fournissent au commerce ses principales matières d'échange. Aussi est-on en droit de juger sévèrement, au nom de l'économie politique comme de l'humanité, tout système de refoulement et d'extermination qui nous eût affamés nous-mêmes en nous privant du concours des indigènes. Par ces violences, la conquête comme la colonisation auraient été rendues plus difficiles. Les écrivains se trompent qui voient dans la présence d'une population à demi civilisée un obstacle à nos progrès, et félicitent les États-Unis de n'avoir affaire qu'à des sauvages. Presque aussi dangereux comme ennemis, les sauvages sont bien moins utiles dans la paix; ils ne travaillent, ni ne produisent, ni ne consomment. Les Arabes ne sont pas sans doute de grands consommateurs, ni partant de bons con-

tribuables; c'est leur côté faible : au lieu de commercer par voie d'échange, ils vendent beaucoup et achètent peu. Ils ne peuvent pourtant échapper à toute influence européenne; de proche en proche, ils se civilisent quelque peu par des goûts de bien-être, par des dépenses utiles ou superflues qui pénètrent sous la chaumière et la tente, et restituent ainsi quelque partie de numéraire à la circulation.

Le chiffre de la population européenne (1) s'élève à 180,000 habitans; c'est la moitié environ de la population d'un département français! Sur ce nombre, 112,000 habitent les villes, c'est le contingent de l'administration, du commerce et de l'industrie naissante; 23,000 habitent la campagne sans se livrer à l'agriculture, c'est le contingent des petits commerces de village; le nombre des cultivateurs se réduit à 45,317 personnes, représentant à peu près 10,000 familles de colons, la population d'un simple arrondissement : résultat bien humble et véritablement affligeant, n'hésitons pas à le déclarer, de vingt-sept ans d'occupation, de deux milliards de dépenses!

Chacun de ces peuples apporte à l'œuvre commune de la colonisation son lot de bonnes qualités. Le Français se distingue par un élan intrépide et aventureux, par l'esprit alerte, les habitudes souples, la gaieté dans les privations, l'intelligence directrice. Son humeur, sociable jusqu'à la familiarité, le rend admirablement propre à concilier tous les contrastes, à faire accepter toutes les prétentions. Exempt de tout préjugé de race et de classe, de religion et de couleur, il tend à tout le monde une main confiante d'abord et bientôt amicale; il fait aimer son commandement malgré ses caprices et son caractère malgré ses défauts.

L'Espagnol, en y comprenant le Mahonnais des îles Baléares, est

(1) Cette population se compose d'élémens fort variés, qu'un recensement exécuté à la fin de 1857 répartissait ainsi qu'il suit par nationalité :

Français	106,950
Espagnols	46,245
Italiens	10,421
Maltais	7,511
Allemands	5,759
Suisses	1,942
Belges et Hollandais	562
Anglais et Irlandais	357
Polonais	225
Portugais	158
Grecs	69
Divers	273
Total	180,472

le pionnier de l'Afrique septentrionale. Son tempérament, acclimaté d'avance, se plaît aux chaleurs; son bras de fer s'attaque aux palmiers nains les plus enracinés, aux jujubiers les plus épineux, avec une ardeur que la résistance aiguise et n'amortit pas. Bien loin de dédaigner sa rude besogne, il la prise haut et l'aborde comme une fête. La famille partage sa destinée et le fortifie de ses douces influences; le travail se divise entre tous ses membres : le champ pour l'homme, la maison pour la femme, les enfans vont de l'un à l'autre. Quand une sobriété d'anachorète a quelque peu grossi l'épargne, la première dépense de luxe est pour une guitare, écho criard des amours et des joies. La fièvre vient-elle arrêter le bras du vaillant travailleur, il la subit avec une résignation toute chrétienne et même quelque peu musulmane, comme la rançon fatale de sa misère. Dans la province d'Alger les Mahonnais, dans celle d'Oran les Espagnols de l'Andalousie, ont exécuté la meilleure part des défrichemens et créé les jardins maraîchers qui entourent les villes d'une ceinture verdoyante. La culture comme la consommation du tabac ont pour eux un attrait particulier, et leurs femmes excellent dans la fabrication des cigares. Là s'arrêtent leurs qualités. Ne demandez pas aux Espagnols de se montrer doux et sociables envers les autres étrangers, surtout envers le Juif ou le musulman : leur âme ne se dépouille pas plus de son âpre orgueil que leur corps musculeux de sa couverture de laine. A voir leurs fières allures en un temps où ils sont confondus dans la foule, on devine ce que devait être leur domination, et l'histoire, qui nous les montre maîtres de la régence d'Alger pendant deux siècles sans qu'ils aient rien fondé hors des villes, s'explique d'elle-même.

Dans la province de Constantine, les Maltais jouent un rôle pareil pour la culture; mais leur énergie n'a rien de hautain, et leurs goûts les portent en même temps vers les petits commerces et les petites industries; ils excellent à raffiner l'épargne au point de faire aux marchands et boutiquiers juifs une sérieuse concurrence. Les Italiens promènent hors de leur pays la variété de tendances dont la politique les accuse comme d'un défaut. Tandis que les Génois rivalisent avec les Mahonnais pour les cultures maraîchères et la pêche, les Piémontais sont plutôt industriels, briquetiers, maçons, tailleurs de pierres, charpentiers, menuisiers, et par ces aptitudes ils se rapprochent des Suisses, chez qui elles sont communes. Les Allemands réunissent les qualités les plus diverses : caractère sérieux, sens moral développé, instruction première, patience inépuisable, vertus de famille; ils seraient parfaits, s'ils résistaient un peu mieux à la tentation de retremper leurs forces, épuisées par des chaleurs inaccoutumées, dans des boissons plus excitantes que toniques :

erreur d'hygiène plutôt que faute de morale, qui fait mal à propos croire à des difficultés particulières d'acclimatation pour eux. La transition du nord au sud serait plus sensible encore aux peuples de l'Europe septentrionale, et doit faire peu regretter qu'ils se tiennent à distance.

Les nations que nous venons d'énumérer peuvent suffire au recrutement, en y ajoutant le Portugal, dont les habitans unissent les qualités des Espagnols à des mœurs un peu plus sociables. Dans quelle mesure convient-il de faire appel à ces diverses nations, et quelle chance a-t-on d'attirer leurs émigrans vers le nord de l'Afrique? Essayons de l'indiquer.

A écouter certains conseils, l'Algérie ne devrait appeler que des Français, pour mieux assurer la prépondérance des mœurs et des lois de la mère-patrie, de son culte et de sa langue, et même la consommation des produits nationaux. Ce conseil est un contre-sens : il méconnaît le trait caractéristique du génie colonisateur de la France, qui est l'aptitude à conduire et assouplir sous une main bienveillante les élémens les plus hétérogènes. C'est là sa vertu comme peuple, vertu supérieure à la fierté anglaise pour le ralliement des races et des sociétés les plus divergentes. Par une conséquence de sa qualité de vainqueur et de sa sociabilité, le Français se plaît médiocrement à défricher dans la solitude les terres et les forêts vierges, ce qui est la joie de l'Espagnol en Afrique comme de l'Anglo-Saxon en Amérique. Le priver d'auxiliaires qui acceptent volontiers sa direction et son salaire, autant vaudrait refuser des soldats à un officier. D'autres raisons invitent à ne pas compter que sur lui. Par diverses causes telles que l'humeur peu voyageuse, la douceur du climat et de la vie, surtout la propriété du sol et toutes les industries facilement accessibles, les Français émigrent peu. Tandis que, depuis dix ans, l'Angleterre a compté jusqu'à 2,750,000 émigrans et l'Allemagne 1,200,000, il n'en est parti de France que 200,000, une moyenne de 20,000 par an, nombre qui semble même baisser. L'émigration à l'étranger se répartit presque exclusivement entre les Basques et les Alsaciens : les premiers se rendent sur les bords de la Plata, où s'est formée depuis près d'un demi-siècle une colonie française nombreuse et industrieuse; les seconds se disséminent un peu par toute l'Amérique, principalement aux États-Unis. Tout insignifiante que paraisse la sortie de 20,000 individus par an, largement compensée d'ailleurs par l'arrivée des étrangers, l'émigration est si peu populaire auprès de la classe moyenne, que ce mouvement excite déjà de sérieuses inquiétudes et motive des plaintes. Dans les Basses-Pyrénées, tous les ans, le conseil-général et le préfet s'épuisent en expédiens et en protestations pour conjurer ce qu'ils appellent la dépopulation du

pays. L'Algérie elle-même n'échappe pas à ces anathèmes, bien qu'ils tombent en première ligne sur Montevideo. Il y a quelques années, le préfet de la Haute-Saône ayant dirigé vers l'Atlas quelques centaines de familles franc-comtoises, le conseil-général du département, à sa première session, signala comme une calamité ce détournement de bras de la campagne au profit de la colonie. Quand l'esprit public est si mal disposé, il n'y a rien à lui demander; heureux doit-on s'estimer s'il n'élève pas d'autre obstacle que son inertie. Fût-il plus bienveillant, la population rurale, celle dont l'Algérie aurait le plus besoin, est loin d'être surabondante en France, et s'il y a quelque part pléthore dans les villes, le contingent qui les embarrasse ferait de médiocres colons. L'apport de la métropole doit consister surtout dans les intelligences et les capitaux.

Les états étrangers nous offrent seuls des pépinières d'émigrans. Pour y puiser avec succès, recherchons d'abord pourquoi ce large courant, qui entraîne tous les ans vers le Nouveau-Monde près d'un demi-million d'individus, s'obstine à fuir les rivages africains. Les causes de ce phénomène de répulsion sont multiples, et quelques-unes à peu près invincibles. Il faut compter en première ligne la puissance des habitudes qui règnent depuis 1815, époque où les révolutions survenues en Europe tournèrent les regards et les espérances vers l'Amérique du Nord, puis le nombre considérable de familles déjà émigrées qui deviennent autant de foyers d'attraction pour les parens, les amis, les compatriotes même, dans un rayon étendu du pays natal. Les Anglo-Irlandais retrouvent dans le Canada et le nord des États-Unis l'analogie du climat, qui entraîne jusqu'à un certain point celle des cultures, et en outre l'analogie de la langue, de la religion, des institutions politiques et civiles, qui les suivent même au cap de Bonne-Espérance et en Australie. Pour cette dernière colonie comme pour la Californie, les mines d'or ont été un aimant d'une suprême puissance. Hollandais et Belges émigrent peu, et leur choix incline vers les pays qui jouissent d'une grande liberté politique, comme celle dont ils ont l'habitude. Les Allemands recherchent aussi la liberté, parce qu'ils en sont privés; ils retrouvent en outre dans l'Amérique du Nord leur climat, leur langue, leur religion, tout cela consolidé par de nombreuses alliances de sang et d'idées.

A ces attraits puissans l'Algérie avait quelque droit à opposer le voisinage, les relations faciles avec la mère-patrie et par conséquent un retour aisé, la liberté civile et religieuse, la douceur et l'égalité dans les mœurs sociales, la justice et la probité dans les institutions; mais l'administration s'est toujours abstenue de faire briller ces amorces aux yeux des étrangers. Dans une commission instituée

en 1854 pour étudier la question d'émigration, le représentant du ministère de la guerre déclara que le temps n'était pas encore venu de tenter aucun effort pour détourner vers l'Afrique le courant qui se dirigeait vers le Nouveau-Monde, et cette déclaration traduisait fidèlement la politique invariable de tous les ministères antérieurs. Jamais aucun d'eux n'a fait appel à l'Europe pour peupler et cultiver l'Algérie. Aucun consul français à l'étranger n'a reçu des ordres dans le sens d'un tel dessein; bien au contraire, les instructions adressées aux préfets des départemens frontières ont eu pour objet, par l'exagération des formalités et des justifications, de ralentir plutôt que d'accélérer le mouvement de l'émigration. La naturalisation est restée le privilége d'un séjour décennal et d'un décret impérial accordé après de longues enquêtes et formalités. Malgré cette conduite si peu encourageante, il a suffi que l'Algérie fût, de notoriété publique, destinée à être colonisée pour faire affluer un si grand nombre de demandes de concessions, que la dixième partie tout au plus a pu être accueillie. Combien de bras, d'intelligences et de capitaux ont été ainsi écartés, aucun calcul précis ne peut le dire, car la statistique officielle, après avoir commencé des révélations à ce sujet, les a bientôt après suspendues.

Cette inertie de l'autorité directrice n'a pas permis de former ces compagnies d'émigration qui, en Allemagne, en Suisse, en France même (1), se font les auxiliaires des états qui veulent recruter des colons. Qu'auraient-elles pu promettre ou annoncer, ignorant les terres disponibles et les conditions à espérer de l'état? Ainsi le champ reste livré, sans concurrence, aux agens de l'émigration australienne et américaine, qui ne se font faute de tout décrier de l'Algérie : le climat, le sol, surtout le régime politique et administratif. Par eux inspirés et soldés, les journaux allemands ne manquent pas une occasion d'exalter l'Amérique aux dépens de sa jeune rivale. Nul intérêt contraire ne veille à rétablir la vérité : on lutterait d'ailleurs à grand'peine contre cette opinion, universellement accréditée naguère, que l'Algérie, soumise au régime militaire, ne saurait être la patrie d'hommes qui veulent être libres. Une politique nouvelle, bien hautement proclamée et appliquée avec persévérance, pourra seule modifier ces premières répulsions, moins vives heureusement dans les états méridionaux de l'Europe, d'où vient à l'Algérie la population qui lui convient le mieux.

Prendre si nettement parti pour l'émigration européenne, c'est du même coup se déclarer l'adversaire décidé de tout plan d'immigra-

(1) Il existe en France une vingtaine de maisons autorisées pour le recrutement et l'envoi des émigrans à l'étranger, pas une seule pour l'Algérie.

tion asiatique et africaine appliqué à l'Algérie. Divers projets, conçus par des spéculateurs, appuyés par des publicistes, ont suscité une émotion que nous estimons bien fondée : sans les discuter à fond, nous constaterons seulement qu'entre les colonies lointaines et l'Algérie, nulle similitude n'existe quant aux besoins et aux ressources en main-d'œuvre. L'Algérie possède une population indigène qui concourt au travail et à la production; elle peut recruter à son gré des travailleurs dans toute l'Europe, et particulièrement dans les états méditerranéens. Il est vrai que leurs émigrans, membres de sociétés civilisées, sont plus exigeans sur la dignité humaine que des noirs, voire des Indiens et des Chinois; ils réclament des droits, des libertés et des garanties; ils ont voix et plume pour se plaindre. Au régime militaire ils préfèrent le régime civil. Dans cette supériorité morale, nous ne saurions voir qu'un titre de plus aux préférences de la colonie. Si leur main-d'œuvre coûte plus cher, elle est plus intelligente et plus réellement productive.

Notre réprobation est plus absolue contre les Indiens et les Chinois, fils de civilisations perverties, que contre les nègres, grands enfans qui peuvent s'élever par nos soins à l'adolescence. Un trait de mœurs recommande surtout ces derniers : ils aiment la vie de famille autant que les autres la dédaignent. A leur égard, nous ne condamnons que les razzias féroces, les violences de l'esclavage, les ruses des contrats employées pour les recruter et les emmener. Que, par des moyens non désavoués par l'humanité, la France les enlève aux misères du Soudan en faisant retentir à leurs oreilles les joies de la terre promise; que librement ils quittent leurs foyers, traversent le désert et s'installent chez les colons ou les Arabes, nouant et dénouant à leur gré la chaîne de leurs engagemens, l'Algérie acceptera volontiers une main-d'œuvre qui, sans être très intelligente ni très active, ne manque pas de valeur, car elle est docile, affectueuse et honnête, qualités que l'économie rurale fait entrer même dans ses calculs, que le cœur surtout aime à trouver dans des collaborateurs, et qu'il chercherait en vain dans les Chinois et les Indiens. Ce ne serait pas un phénomène inconnu que l'infiltration en détail en Algérie de la race noire, qui est très répandue dans les oasis du Sahara, où, mieux que les races arabe et berbère, elle résiste aux influences paludéennes. Certains noirs arrivent librement avec les caravanes par Insalah, R'damès, R'ât; les autres, c'est le plus grand nombre, venus comme esclaves, restent dans les familles comme serviteurs volontaires, ou prennent la liberté que leur offre le sol français. Nul préjugé de couleur n'existant dans les populations arabes, des alliances de sang entrent dans les habitudes domestiques, et il en naît des générations de mulâtres à tous les de-

grés, qui du noir au blanc passent par la gamme entière des couleurs. Le gouvernement moral et politique des tribus se trouve souvent en leurs mains, même dans le Tell, où ces alliances sont fréquentes, aussi bien que dans le Sahara.

Plus près de nous, les états limitrophes de Tunis et de Maroc fournissent dès à présent à l'Algérie un double courant d'émigration. Dans la province d'Oran surtout, les Marocains accourent dès qu'il y a des salaires à gagner. Bons manœuvres dans les villes et sur les routes, bons travailleurs de terre dans les campagnes, leur salaire, qui varie, suivant les saisons, entre 2 francs et 2 francs 50 centimes par jour, modère la hausse de la main-d'œuvre européenne sans l'avilir. Malgré ce qu'offre d'avantageux leur concours, les Marocains ont deux torts graves qui rendent préférable la population chrétienne : une rudesse de mœurs trop souvent dangereuse pour la sécurité, et ce que nous appellerons l'*absentéisme* des salariés, non moins funeste que l'absentéisme des propriétaires. Le pays qui les paie ne profite pas de l'accroissement de leur famille, dont le bénéfice reste acquis à un pays musulman, et on peut dire ennemi; leurs salaires, au lieu d'être dépensés sur place en consommations reproductives, aliment de l'agriculture et de l'industrie, disparaissent de la circulation, et sont emportés presque intacts dans leurs villages.

Ainsi tout nous ramène à l'immigration européenne, les intérêts matériels comme les intérêts politiques et moraux. Elle seule mérite à un haut degré les sympathies publiques et administratives. Pour accourir du midi et du centre de l'Europe (il faut à peu près renoncer au nord), elle ne réclame que la liberté de venir et la facilité de s'installer avec des garanties qui protégent les droits reconnus. Pour l'attirer, des mesures générales sont nécessaires au lieu de triages individuels. Les populations, comme toutes les forces de la nature, cherchent leur équilibre et coulent où les entraîne la gravitation, c'est-à-dire le besoin, l'intérêt, le bien-être : *ubi bene, ibi patria*. L'art de l'ingénieur consiste, non à transporter les eaux du fleuve goutte à goutte au sein des campagnes qui doivent être fécondées, mais à lui tracer de larges et profondes issues dans le sens de sa pente naturelle. Le lit à creuser pour faire écouler l'immigration est un milieu social où puissent se déployer à leur aise toutes les nobles aspirations de l'homme, et à leur tête l'amour de la propriété, cette passion que le sophisme a quelquefois flétrie comme la cause de la première usurpation, tandis qu'elle est le principe de la dignité de l'homme et la source de sa domination sur la nature : instrument de liberté plus encore que de richesse.

Une loi fut votée en 1851 pour établir la propriété en Afrique sur

les mêmes bases qu'en France : elle fit quelque bien, moins pourtant que ne s'en promettaient les auteurs, car elle laissa subsister intact le fatal système des concessions, un des pires rouages du mécanisme algérien, qui absorbe toute force vive, l'amortit, l'anéantit. Aux fruits l'arbre se juge. Au 31 décembre 1854, dernière date des informations officielles, l'administration avait concédé à dix-sept mille solliciteurs une étendue totale de 194,000 hectares, soit le tiers à peu près d'un moyen département de France. Vingt-quatre ans de travaux herculéens pour un aussi pauvre résultat! Pendant ce temps, des milliers de demandes affluaient et s'entassaient dans les cartons de toutes les administrations, et des milliers d'autres renonçaient à se présenter, désespérant de se faire accepter. Tel est en effet un premier et grave grief contre les concessions : par elles, le mouvement de la colonisation se règle sur l'activité des bureaux, elle-même limitée par bien des causes,— le temps, le zèle, les crédits, l'insuffisance du personnel. Les demandes les mieux accueillies ne mettent guère moins de six mois, d'ordinaire un ou deux ans, quelquefois cinq ou six, avant de recevoir une solution. L'administration marche avec sa lenteur traditionnelle, pendant que les émigrans consument dans les villes et sur les avenues de tous les bureaux la meilleure part de leurs épargnes. La concession obtenue est provisoire, subordonnée à l'accomplissement de conditions inexécutables, qui livrent le possesseur à la discrétion des autorités locales, investies d'un pouvoir arbitraire. Le caractère provisoire de la propriété détruit ce qui en est l'essence même, la sécurité, le crédit, la liberté d'action, l'indépendance personnelle. Le titre définitif ne s'accorde qu'à la longue, après des années entières d'instances : en tels villages fondés depuis dix ans et plus, les colons ne l'ont pas encore obtenu. Sur les 194,000 hectares concédés au 31 décembre 1854, 31,000 seulement étaient affranchis des clauses résolutoires, c'est-à-dire moins d'un sixième. Une colonie où la propriété rurale flotte ainsi entre le droit et le fait, entre une possession octroyée et une dépossession arbitraire, n'est pas solidement assise. La faveur et les sollicitations y amollissent les caractères, si elles ne les pervertissent, et l'énergie de l'homme s'emploie moins à conquérir une fortune honorable par son travail qu'à mériter les regards bienveillans et les dons généreux de l'autorité.

Les concessions doivent faire au plus tôt place aux ventes, en Algérie comme aux États-Unis, comme dans les colonies anglaises, comme en tout pays où le gouvernement veut sérieusement coloniser. La vente seule établit l'égalité de chances entre les prétendans. A leur bonne volonté elle n'oppose aucune lenteur; elle les dispense de justifications dérisoires et d'onéreux engagemens; elle donne des

titres définitifs qui du même coup affranchissent l'homme, le citoyen, le propriétaire. La propriété foncière peut alors, à l'abri de toute crainte, trouver tout le crédit auquel elle a droit. La spéculation, dont on redoute l'avénement, devient un bienfait le jour où elle secoue la torpeur léthargique due à l'excès d'intervention administrative.

Le principe des ventes l'emporte aujourd'hui sur celui des concessions dans l'esprit public, mieux éclairé qu'autrefois, et dans l'administration elle-même, qui en a fait quelques heureuses applications dans les trois provinces. La dissidence ne survit guère que sur les modes d'exécution, les uns se tenant pour satisfaits de la vente aux enchères telle qu'elle a été pratiquée dans les premiers essais, les autres lui préférant la vente à prix fixe et à bureau ouvert, comme aux État-Unis et dans les colonies anglaises. Les deux modes peuvent s'allier dans une combinaison facile qui est la vraie méthode américaine : la mise en adjudication à jour fixe, suivie de la vente permanente et à bureau ouvert sur la mise à prix pour toutes les terres qui n'ont pas trouvé d'enchérisseur.

En un pays nouveau, la valeur primitive du sol est nulle, et le prix ne représente que les frais qui ont été nécessaires pour le rendre accessible, pour l'allotir, effectuer la vente, délivrer le titre : c'est le prix de revient en un mot. Ce principe, expression des faits, condamne une spéculation à la hausse vers laquelle l'administration algérienne montra un penchant fort regrettable à une époque où elle aliénait des immeubles en stipulant le prix payable en rentes. Il importe beaucoup que le colon conserve pour la mise en valeur du sol le plus de capitaux possible. D'étranges illusions ont longtemps couru, et elles ne sont pas encore tout à fait évanouies, sur la convenance de mettre aux mains des pauvres, des prolétaires, les terres algériennes. Bon gré, mal gré, le capital s'impose, comme une absolue nécessité, à ceux qui le dédaignent ou le détestent le plus. Seulement, quand les colons ne l'apportent pas, l'état doit le fournir. Ainsi on a vu l'administration, pendant plus de vingt ans, et surtout en 1848 et 1849, à la concession des terres ajouter des dons plus ou moins gratuits en matériaux de construction, semences, bestiaux, outils aratoires, vivres, même en argent. D'une main, le trésor prélevait une somme d'impôts sur les contribuables français, et de l'autre la répartissait aux colons algériens pour la plus grande gloire de l'initiative gouvernementale, de la colonisation officielle et de la petite culture. Fier d'une apparence de succès qui se mesurait au nombre des familles installées et des villages bâtis, sans tenir compte de ce qu'il en coûtait, ni de la disparition successive de tous ces malheureux, l'état faisait en même temps les conditions les plus dures aux

capitalistes, que les préjugés populaires dénonçaient comme d'avides spéculateurs; il maintenait un régime politique qui les tenait à distance, comme s'il eût redouté en eux des rivaux d'influence et de pouvoir pour les généraux et les préfets.

Des idées plus saines ont réussi à se faire jour, et l'état ne fournit plus le capital de premier établissement à ceux qui n'en ont pas; mais il n'ose encore compter sur l'émigration pour l'apporter, et il tournerait plus volontiers ses espérances vers les compagnies financières. Sans repousser celles-ci, que l'on ne se hâte pas de désespérer des familles qui en d'autres pays ont fait leurs preuves. Les relevés statistiques les plus certains, et qui se comptent déjà par milliers, établissent que tout émigrant allemand emporte une somme moyenne de 500 francs par tête, soit de 2,000 à 3,000 francs par famille : trop peu encore pour une installation définitive à la tête d'une ferme, assez pour les premiers besoins et de modestes débuts. Le labeur quotidien donnera le reste. Les émigrans trop pauvres pour s'établir dès leur arrivée à leur propre compte concluront d'abord quelque contrat d'engagement comme métayers, colons partiaires, salariés même. Leurs bénéfices et leurs épargnes, grossissant d'année en année, leur permettront d'acheter à leur tour un lot de terre, gage justement ambitionné d'indépendance autant que de fortune. A débuter par le rôle de propriétaire sans ressources suffisantes, une famille se condamne infailliblement à la misère de tous les jours et à une ruine finale et prompte, dont la main tutélaire de l'état ne saurait la préserver, car l'état ne peut devenir en définitive le banquier de tout le monde et payer toutes les dettes.

Sans ce double ressort, le capital importé et le travail persévérant, point de salut pour les colons. Le crédit, tel du moins qu'il est constitué en Algérie, n'offre à la plupart d'entre eux que de fallacieuses amorces. Le crédit foncier n'y existe pas à l'état de grande institution, malgré les nombreux efforts qu'on a tentés pour l'organiser, tantôt en faisant appel à la puissante société de ce nom qui fonctionne en France et qui n'a pas mission d'étendre ses opérations à l'Algérie, tantôt en associant entre eux les propriétaires d'une province. Le caractère provisoire de la propriété, l'incertitude des revenus, la fluctuation de la valeur capitale entre des prix toujours incertains et dans tous les cas très peu élevés comparativement au produit, sont les principaux obstacles qui longtemps encore sans doute paralyseront tous les bons désirs en faveur de la propriété foncière. Les placemens sur immeubles chez les notaires sont peu nombreux, et plutôt sur les maisons que sur les terres. Le crédit agricole semblerait moins difficile à introduire au moyen du prêt sur récoltes pendantes, que pratiquent, conformément à leurs statuts, les ban-

ques de la Réunion et des Antilles. Bien qu'en Algérie la propriété, plus morcelée, se prête moins à cette opération que la grande propriété des anciennes colonies à esclaves, les récoltes y présentent en bien des cas des garanties sérieuses et qui pourraient suffire, jointes à la signature de l'emprunteur. La banque de l'Algérie n'est accessible aux cultivateurs ni par ce moyen ni par le crédit direct : ils ne peuvent arriver jusqu'à elle que par l'intermédiaire de négocians qui joignent aux 6 pour 100 de l'escompte prélevé par la banque un minimum de 4 pour 100 d'agio pour eux-mêmes, soit un escompte total de 10 pour 100, le moins élevé que puissent espérer les propriétaires les plus solvables. Pour les emprunteurs dont la solvabilité paraît tant soit peu douteuse, l'intérêt n'a plus de moyenne, parce qu'il n'a plus de limites; à 2 pour 100 par mois, il passe pour n'être pas exorbitant. Des lois répressives provoquées par un tel état de choses sont restées sans effet utile. Au mois de novembre 1848, le gouvernement rendit applicable à l'Algérie la loi sur l'usure : l'intérêt civil et l'intérêt commercial étaient en même temps portés au double. Malgré cette concession, l'arrêté du général Cavaignac dut être rapporté au bout d'une année d'expérience : l'argent des prêts s'était ostensiblement retiré de la circulation, et le taux déguisé des emprunts devenu plus usuraire que jamais. Contre un mal aussi grave, il n'est aucun remède artificiel et soudain; ni la Banque de France, dans ces derniers temps invoquée par quelques-uns pour remplacer la banque de l'Algérie, ni les banques cantonales, qui seraient constituées par dotations officielles, ni la multitude des caisses de crédit et d'escompte, toujours pompeusement annoncées, puis croulant bientôt pour renaître passagèrement de leurs cendres : rien de tout cela n'y fera. La cherté des capitaux, comme de toute marchandise fort recherchée, ne diminuera que par l'abondance de l'offre, qui ne pourra naître elle-même que d'une abondance et d'une concurrence réelles : celles-ci ne viendront qu'avec une organisation sociale et économique assez libérale pour favoriser en Algérie la multiplication naturelle des capitaux, assez protectrice pour les attirer du continent, où ils surabondent. Le taux sera d'ailleurs, pendant bien des années encore, plus élevé qu'en France, résultat inévitable de la demande universelle qu'excite l'ardeur des entreprises, et juste récompense des risques encourus et de l'importance des services.

II.

Tels sont les élémens de toute colonisation, la nature, les populations, les capitaux. Au moment de les unir dans une alliance féconde,

les deux forces dont nous suivons l'essor, l'état et l'individu, se sont trouvées en présence. Chacune d'elles aspirait au premier rôle : la première au moyen de la discipline régulière de tous les agens et de tous les instrumens de la production, la seconde par leur essor libre, au risque même d'un peu de confusion. L'état l'a emporté; il a subordonné toute entreprise coloniale à un allotissement officiel, précaution admissible, et en outre à la création de villages autour desquels il distribuerait à son gré la petite, la moyenne et la grande propriété. Tout aspirant colon a dû recevoir son rang, son numéro et jusqu'à l'emplacement de sa maison des mains de l'état : véritable embrigadement. En vain la dissémination de quelques fermes dans la campagne a été autorisée à titre d'exception; le village officiel est resté généralement le noyau central autour duquel toutes les molécules ont dû s'agglomérer dans une intime cristallisation. Se répandre au dehors était presque aussi criminel qu'une désertion. Telle a été jusqu'à ce jour la méthode dominante qui, d'une province à l'autre, n'a différé que dans les détails d'exécution, ici les villages étant groupés en réseau compacte, ailleurs distribués de préférence le long ou à proximité des routes.

Mauvaise méthode, croyons-nous. Tout village officiel coûte de 100 à 200,000 francs à fonder, ce qui, à raison des crédits toujours limités du budget, réduit à une demi-douzaine par an le nombre de ces créations. Tout l'élan de l'émigration et de la colonisation se trouve ainsi réglé sur des allocations financières dont le gouvernement et le corps législatif sont les seuls juges et les administrations locales les seuls instrumens. Un village décrété ou construit d'avance, préalablement à toute installation de colons, avec fixation du nombre précis des maisons qu'il doit contenir, des lots de terre qui doivent l'entourer, des âmes qui doivent le peupler, est un véritable contre-sens et un anachronisme dans l'ordre naturel de la colonisation. Toute agrégation de maisons répond aux besoins de l'industrie, du commerce et de l'administration publique, non à ceux de l'agriculture, qui a besoin d'installer la ferme avec ses bestiaux et ses instrumens de travail à portée des terres à cultiver. L'Angleterre et les États-Unis, qu'il faut bien se résoudre à consulter en matière de colonisation habile et heureuse, n'ont garde de procéder ainsi. Leurs ingénieurs divisent chaque unité territoriale en sections, dont l'une, la plus centrale, est réservée pour les écoles, les églises et autres édifices de la communauté. Le reste est mis en vente, et les acquéreurs s'installent sur leur lot, où il leur plaît et comme il leur plaît. Les besoins des échanges ne tardent pas à développer le point central, qui grandit et devient un village, puis un bourg et une ville, par une sorte de naturelle et vigoureuse végétation, sans en deman-

der la permission, ni imputer la dépense à l'état. Le village compacte de l'Algérie, venu avant terme, copié sur ceux de France, sans tenir compte des causes historiques qui ont ici resserré les populations des campagnes, est contraire à l'esprit rural, cette force morale de l'agriculture, si justement signalé par M. de Lavergne comme une des sources de la prospérité de l'Angleterre : il ne favorise que les cabarets, l'oisiveté, le jeu.

Le village *à priori* est coupable d'autres torts encore : il entraîne le morcellement exagéré des concessions. Tandis qu'en Europe l'économie rurale ne se résigne au morcellement qu'à contre-cœur, comme à une conséquence fatale de l'égalité des partages et de l'élévation du peuple, en Algérie l'administration l'a introduit dès le début, de gaieté de cœur, sans aucune nécessité. Il n'est pas rare qu'une modeste concession de huit ou dix hectares soit découpée en quatre ou cinq lots, obstacle invincible à la surveillance, à l'irrigation, à toute culture d'ensemble, nouvelle cause de fausses dépenses en allers et retours, en transports. Quand surviennent les décès, tout enfant a droit, comme en France, à une part de chaque nature de biens dans l'héritage paternel. Si le sol est ainsi émietté à la naissance même de la société, que sera-t-il plus tard?

Ce n'est pas que les avantages de la moyenne et de la grande propriété soient méconnus : les représentans de l'état ont toujours eu le bon esprit de les proclamer, et ils auraient été irréprochables, s'ils n'avaient eu la prétention de faire eux-mêmes le classement des trois catégories de propriété, au lieu de les laisser s'agencer et se pénétrer par le libre jeu des intérêts. Avec la concession des terres, cette intervention de l'état ne pouvait s'éviter; avec les ventes, elle sera inutile, à moins que l'état ne s'avise, ce qui est fort à craindre, de fixer d'avance, non une étendue moyenne pour tous les lots d'un territoire, mais une étendue spéciale et diverse pour chaque lot, au gré de ses appréciations, beaucoup moins sûres que celles d'une spéculation intelligente. La population s'est montrée moins éclairée que le gouvernement en laissant pércer en mainte occasion une jalousie haineuse contre les grandes propriétés, et les écrivains lui sont trop souvent venus en aide en évoquant le spectre des *latifundia* qui perdirent Rome. Ces *latifundia* modernes, qui ont donné lieu à tant de plaintes, sont quelques douzaines de fermes d'un millier d'hectares à peu près, les unes librement acquises à prix d'argent des propriétaires indigènes, les autres concédées en un temps et sur des points où la prise de possession du sol était un acte de courage et une démonstration politique autant qu'une honorable entreprise agricole. Si l'étendue de ces fermes est hors de proportion, ce qui est le cas habituel, avec les ressources des pro-

priétaires, elles ne tarderont pas à rentrer dans le courant de la circulation, suivant le vœu de l'intérêt public. Dans le cas contraire, la grande propriété, convenablement exploitée, devient une force pour la colonie : elle attire des bras et emploie des capitaux considérables, occupe et satisfait des intelligences élevées, instrumens du progrès colonial; elle est le piédestal des familles puissantes et riches, qui sont un fort utile contre-poids à la pression de l'état et de ses agens, et permettent à l'agriculture de marcher de front avec l'industrie et le commerce. La colonie est assez défendue par l'esprit et les lois du temps contre l'aristocratie territoriale pour ne pas craindre de lui demander les services que peuvent rendre ses lumières et ses influences.

Si l'état eût écouté les conseils de certains députés ou écrivains, sa sollicitude ne se fût point bornée à fixer l'emplacement des villages, à installer des colons, à leur assigner et un lot de ville et un lot des champs avec la symétrique uniformité qu'il y a mise. C'est encore, à leur sens, trop de liberté et de confusion. Il eût soigneusement prévenu le mélange des populations, en réservant chaque village aux seuls habitans d'un même département, qu'il eût transportés dans leur patrie nouvelle avec toutes leurs habitudes, comme ces grands arbres qu'on transplante dans un sol pareil à celui où ils ont poussé, avec le terrain qui entoure leurs racines. Pour accomplir ces projets paternels, l'état aurait invité les quatre-vingt-six conseils-généraux de France à voter une modeste allocation de 3 à 4,000 francs par famille émigrante, pour avoir la gloire de fonder en Afrique un village qui eût porté au-delà des mers le nom du chef-lieu. Les pauvres gens devant avoir naturellement la préférence, la misère eût été déracinée en France du même coup qui créait la richesse en Algérie! Le plan était trop administratif pour ne pas sourire au gouvernement, qui a en effet adressé quelques circulaires aux conseils-généraux afin de sonder leurs intentions. Aucun n'a daigné agréer un projet qui se traduisait en lourdes dépenses pour les budgets de département. En le repoussant au nom de l'économie, ces conseils ont fait en outre un acte de bon sens et de sagesse dont l'Algérie doit leur être profondément reconnaissante. Rien n'est plus contraire à l'intérêt de toute colonie, que la prétention d'isoler les populations d'après leur origine; leur intime union peut seule faire une nation homogène. Lord Elgin, qui, avant de s'illustrer en Chine et au Japon, avait habilement gouverné le Canada, constate dans ses rapports que le bien-être matériel et moral des populations émigrantes est bien plus élevé dans les groupes où les races diverses d'Europe se sont fondues que là où elles ont vécu isolées. Et encore en Amérique le classement se fait-il

par grandes familles nationales : Anglais, Irlandais, Allemands, Français, Suisses. Qu'eût-il pensé de la prétention de parquer les émigrans par départemens ou par provinces? Un tel plan, et c'est son pire côté, transporte dans la colonie le paupérisme de la métropole, qu'un secours de quelques milliers de francs ne saurait supprimer, dès qu'il doit être englouti dans la création d'une exploitation agricole; il livre enfin la colonisation aux conseils-généraux et aux préfets de France, nouveaux rouages officiels ajoutés à un mécanisme qui en a déjà beaucoup trop, mauvais instrumens d'une œuvre qu'ils ne connaissent pas, qu'ils aiment médiocrement, et qu'ils ne peuvent à distance conduire ni surveiller. Toute combinaison de ce genre méconnaît d'ailleurs une des lois les plus constantes de toute émigration. L'émigrant n'aime pas à se fixer dès le premier jour de son arrivée, il veut courir le pays, voir et choisir lui-même le lieu où il fixera sa demeure définitive : instinct de prudence et de liberté qui le conseille bien.

La production, à son tour, a été trop souvent engagée dans de fausses voies par les idées préconçues et l'abusive pression de l'état. L'agriculture a été posée comme base unique de la colonisation à l'exclusion de l'industrie; en fait de produits agricoles, une faveur exagérée a surexcité les cultures dites commerciales de préférence aux cultures alimentaires, et les plantes exotiques aux dépens des plantes indigènes. C'étaient là autant de fausses manœuvres qui, accumulées pendant une vingtaine d'années sur tous les points de la colonie, dans tous les villages et toutes les fermes, ont entraîné bien des revers et des découragemens.

Si la préférence accordée à l'agriculture sur l'industrie n'avait atteint de son indifférence que les grandes manufactures, fruits d'une civilisation avancée, qui ne mûrissent qu'au sein des pays où abondent les capitaux et les populations, ce sentiment eût été juste. Malheureusement elle s'est étendue même aux fabrications les mieux appropriées au milieu algérien, celles qui dégrossissent et manipulent les matières brutes que fournissent la nature et l'agriculture, bien que la place légitime de ces industries soit marquée au début de toute colonisation au même titre que les entreprises purement agricoles. En mettant les denrées et les matières premières à la portée de la consommation locale, en les allégeant de leur poids en vue de l'exportation, l'industrie leur ouvre des débouchés qui, sans elle, leur seraient inaccessibles : elle devient une source précieuse de travaux et de salaires.

La politique invite, autant qu'une intelligente spéculation, à conduire de front ces deux branches d'activité. L'industrie se recommande par son caractère inoffensif, profitable même aux popu-

lations indigènes, et se montre bien supérieure en ce point à l'agriculture. Malgré tous les ménagemens, la colonisation agricole ne peut guère se déployer sans froisser à un certain degré les intérêts et les habitudes des Arabes, en réclamant un sol qu'ils occupaient tant bien que mal, en les resserrant, en suscitant leurs sourdes inquiétudes. La colonisation industrielle au contraire est pour eux un vrai bienfait. L'Arabe ne tire aucun parti des chutes d'eau, des carrières, des mines, des forêts, des eaux thermales. Les usines et les ateliers installés autour de lui ne troublent aucune habitude et ne froissent aucun intérêt; il y apporte volontiers ses grains à moudre et ses olives à presser. Le bienfait profite aussi aux colons, dont la plupart viennent des villes et ont des aptitudes plutôt industrielles qu'agricoles, bonnes à conserver et à développer. Pour cela, des encouragemens factices sont superflus : il suffit de favoriser l'exploitation des richesses naturelles en accordant avec empressement les autorisations nécessaires, en ouvrant aux produits de l'industrie manufacturière les débouchés extérieurs avec autant de libéralité qu'à ceux de l'agriculture.

Celle-ci souffre, elle a surtout beaucoup souffert de quelques erreurs économiques propagées par le gouvernement. Le bon sens des colons, livré à lui-même, les eût invités à produire ce que le sol et le climat fournissaient de meilleure qualité, en plus grande abondance, au plus bas prix, ce qui leur demandait le moins de capitaux et de main-d'œuvre, ce qui rendait au plus vite les avances, trouvait un plus facile débouché, imposait moins de mécomptes à leur inexpérience. Les céréales et les bestiaux se trouvaient par là recommandés en première ligne, puis les laines, les huiles, les vins, les fruits, les choses les plus simples et de l'emploi le plus général, qui sont les objets de la spéculation agricole, comme les curiosités rares et phénoménales sont les objets de l'horticulture. Sous un autre nom, la culture extensive se recommandait plutôt que la culture intensive à des colons généralement peu aisés, les produits annuels et bisannuels plutôt que les produits à long terme. Dans tous les pays où l'état ne se mêle pas de diriger l'agriculture sous prétexte de la patronner et de l'éclairer, les cultivateurs ne procèdent que d'après ces règles tellement élémentaires qu'elles dérivent plutôt du simple bon sens que de la science.

Pour le malheur de nos colons, il en fut autrement en Algérie. Préfets et généraux se mirent en tête que les céréales et les bestiaux n'étaient bons que pour les Arabes; à des colons civilisés et français, il fallait des cultures moins grossières. En vertu de cet entraînement irréfléchi vers les nouveautés, on lança les pauvres et ignorans cultivateurs à la recherche de l'inconnu : on leur vanta l'une après

l'autre ou simultanément vingt plantes nouvelles. De toutes celles qui survivent, acceptées par le climat, telles que le tabac, le coton, le mûrier, la garance, le lin, la vigne, il n'en est pas une dont les colons ne se soient avisés d'eux-mêmes les premiers à l'heure opportune. Pour les autres, elles sont tombées à peu près toutes ou s'en vont de jour en jour; mais ce n'est pas l'état qui a payé les frais des expériences. La culture intensive, à grands renforts de capitaux et de bras, avait aux yeux des représentans du pouvoir l'avantage de tirer un plus grand parti d'une même contenance de terres, de distribuer un plus grand nombre de colons sur une étendue donnée de territoire; elle permettait un peuplement plus dense et justifiait l'extrême morcellement. C'était son côté spécieux et fallacieux en même temps, car cette population, trop serrée sur le sol, ne pouvant se procurer des engrais par l'élève du bétail, ni établir des assolemens par la rotation des cultures, devait bientôt épuiser la fécondité naturelle de la terre, et étouffer sur ses petits lots, ainsi qu'il est arrivé. Toute colonisation naissante réclame de larges espaces.

Dans cette tendance, le gouvernement prenait appui, il est juste de le reconnaître, sur l'esprit public français, qui, trompé par ce mot de colonie, croyait avoir affaire aux Antilles ou à Bourbon, et demandait à l'Algérie des denrées coloniales. A ce préjugé se joignaient les intérêts et les doctrines protectionistes, qui posaient, comme un principe hors de toute atteinte, que l'Algérie ne devait pas faire concurrence à la métropole par des produits similaires aux siens, qu'elle devait viser seulement à combler les lacunes de la production française : double et grave erreur dont l'Algérie a été victime. Située entre les 35e et 37e parallèles nord, séparée du tropique du Cancer par douze degrés de latitude, l'Algérie n'a rien de tropical; comprise dans le bassin méditerranéen, sur sa lisière méridionale, elle est une région analogue, pour le climat et les productions, à toutes celles qui forment le vaste amphithéâtre dont les assises inférieures se baignent dans cette mer : l'Espagne, la France méridionale, l'Italie, la Sicile, Malte, la Grèce. La science botanique a constaté que nulle plante des contrées tropicales ne croissait spontanément sur son territoire; sa flore a ses analogies les plus marquées avec celle du sud-ouest de l'Espagne. Le Sahara lui-même rappelle par sa végétation l'Égypte et la Syrie, non la zone intertropicale. Il y avait erreur manifeste à attendre de l'Algérie ce qu'on appelle les denrées coloniales, à l'exception du tabac et du coton.

Ainsi déçue dans ses espérances, la France aurait-elle à regretter un inutile accroissement de territoire? Les révélations de la statis-

tique autant que la raison politique interdisent de le penser. L'Espagne et la Sardaigne, où le fonds de l'agriculture est le même que chez nous, sont au premier rang de nos relations commerciales, tant il est vrai que l'immense variété des besoins crée, entre les contrées qui paraissent se ressembler le plus, une infinie variété d'échanges. La vérité de cette observation éclate surtout quand on va du nord au sud, dans le sens des latitudes correspondant à la différence des climats. Il suffit que l'Algérie soit à huit degrés au sud de la France pour substituer à d'apparentes similitudes, si l'on ne regarde qu'au nom générique des produits, des variétés fort réelles d'espèces, de qualités et d'emplois. Pour en citer quelques exemples, le blé dur d'Afrique convient mieux que le blé tendre de France pour la fabrication des pâtes alimentaires. Les tabacs ont un arome plus doux et plus fin que ceux du Lot ou du Pas-de-Calais. Les vins rappellent ceux de Malaga ou de Xérès, non ceux de Bourgogne et de Bordeaux. Les oranges et les dattes ne font aucun tort aux pommes et aux poires françaises, pas plus que les chevaux arabes aux races du Limousin ou de la Normandie. Les laines d'Afrique servent pour des étoffes communes qui ne supportent pas le prix des laines de France. Avec des richesses pareilles d'ailleurs, la disproportion dans chaque localité des besoins et des ressources, la différence même des saisons, invitent aux échanges. Le midi de la France manque, dans une certaine proportion, de grains, de bestiaux et d'huiles que l'Algérie peut lui fournir. Paris reçoit et consomme volontiers en plein hiver les primeurs de la colonie. Non moins volontiers l'industrie métropolitaine est disposée à s'approvisionner en Afrique de cocons et de soies gréges, de cotons, de garances, de plantes textiles et tinctoriales, de bois, de minerais divers, de vingt sortes de matières premières, et elle y trouve dès à présent un débouché dont l'importance croît, et dont les limites géographiques reculent d'année en année.

L'administration était donc autorisée à écarter les clameurs d'intérêts aveugles et à livrer la colonie aux seules lois de la nature et de l'économie rurale. En fait de produits exotiques, un seul devait à juste titre et dans une juste mesure tenter son ambition, le coton. Pour le conquérir à l'Algérie, elle a cru nécessaire de déployer de grands et coûteux efforts, oubliant que dans la première période de l'occupation divers colons l'avaient spontanément essayé, qu'en 1838 et 1839 la ferme de la Rhegaya en possédait de vastes plantations, détruites par la guerre seule. Pour le faire renaître dans les localités où il a de sérieuses chances de succès, c'est-à-dire dans la province d'Oran et dans les plaines basses des deux autres, enfin dans les bas-fonds et les oasis du Sahara, il eût probablement suffi

de quelques distributions de graines suivies de notices sur la culture. Il est vrai que vingt ou trente années auraient été nécessaires pour l'introduction de cette plante dans un système régulier et général d'exploitation. Des progrès aussi lents n'ont pu suffire à des ardeurs impatientes qui rêvaient moins encore d'enrichir l'Algérie que de supplanter en quelques années les États-Unis, afin d'affranchir la France du *tribut* qu'elle leur payait. De cette inspiration sont venues les primes exorbitantes s'élevant jusqu'à 20,000 fr. pour les plus belles plantations, sans compter une multitude de primes secondaires, et le parti pris par l'état d'acheter les cotons pendant cinq années, pour les vendre lui-même au Havre. Aujourd'hui que la période est expirée, l'état n'en est pas moins fort embarrassé. A retirer soudainement sa main protectrice, il serait peut-être absous par l'économie politique, mais il ferait en même temps un acte bien fâcheux d'administration, car il jetterait dans le désespoir des milliers de familles désolées d'avoir écouté ses propres instigations et compté sur sa durable bienveillance : aussi a-t-il dû se décider à de nouvelles transactions avec les principes.

Le même système d'achats par l'état, devenu si onéreux par le succès même des cultures de coton, avait déjà été appliqué à d'autres produits : la cochenille, l'opium, les cocons de vers à soie; nous ne parlons pas des tabacs, la régie s'étant bornée à étendre ses achats à l'Algérie, et avec bien plus de libéralité qu'en France, car elle y a laissé toute latitude à la production, à la fabrication et au commerce de cette plante. L'expérience a justifié sur ce point les prévisions de la théorie. Quant aux trois produits que nous venons de nommer, ils n'ont fait aucun progrès sérieux; la cochenille et l'opium sont même à peu près abandonnés, et si la soie ne l'est pas, le mérite principal en est à la parfaite convenance du mûrier avec le climat et avec les besoins de l'industrie française. Le gouvernement local a été entraîné dans cette voie d'intervention commerciale par son injuste dédain des céréales et des bestiaux, par le désir impatient d'éblouir la métropole, surtout par cette prétention incarnée en tous les fonctionnaires d'en savoir plus que les particuliers sur les propres intérêts de ceux-ci. Une fois de plus, il a été prouvé qu'en économie rurale rien de hâtif et de forcé ne saurait usurper le rang que le temps seul consacre, que toute culture a son heure, comme tout fruit sa saison. Un mot résume cet enseignement de l'expérience : toute colonisation officielle est une colonisation artificielle.

En devenant seule arbitre de ses travaux et de ses spéculations, l'Algérie parviendra-t-elle à se suffire? Serait-elle surtout, en cas de guerre maritime, en mesure d'alimenter sa population civile et son armée, si les communications venaient à être temporairement interrompues avec la France? L'affirmative n'est pas douteuse, si

l'on suppose le maintien de la paix et du commerce avec les indigènes. La production annuelle du blé ne peut être estimée à moins de 5 ou 6 millions d'hectolitres, sur lesquels il sera toujours facile de prélever les 200,000 environ nécessaires à la nourriture d'une armée de soixante-dix mille soldats pendant un an : ce chiffre est inférieur à celui de l'exportation, qui, même dans une année médiocre comme 1858, a monté à 228,725 quintaux métriques de blé, et qui dans des années meilleures a atteint 1,500,000.

A supposer la paix et le commerce rompus avec les indigènes, la situation serait au contraire fort critique, les colons étant bien loin de produire assez pour leur consommation, jointe à celle de l'armée. En 1855, leur récolte totale en blé dur et blé tendre était évaluée à 172,000 hectolitres, le tiers à peine des besoins d'une population de 167,000 habitans; les deux autres tiers et la nourriture de l'armée manquaient. La situation ne doit pas être bien sensiblement changée aujourd'hui, considération capitale à joindre à tant d'autres pour activer la culture et le peuplement du sol par l'élément européen. En de telles conjonctures se révélerait, mais trop tard pour notre honneur et notre sécurité, le péril de cet enthousiasme exclusif pour les Arabes qui a marqué de son sceau beaucoup trop d'écrits et de discours. Alors aussi on apprécierait tout le rôle des céréales et des bestiaux, en même temps qu'on replacerait à leur vrai rang l'opium, la cochenille, le ricin, l'*urtica nivea*, le café, le thé, la vanille, l'indigo, l'arachide, le sésame, le bananier et vingt autres fantaisies pareilles, honorées de sympathies et de dépenses qui pouvaient mieux s'adresser. Même le rôle secondaire de la soie, du tabac et du coton, objets de plus justes faveurs, serait mis à nu. En un pays vaincu d'hier, isolé comme une île, car il est entouré au sud par le désert, à l'est et à l'ouest par des races ennemies, au nord par deux cents lieues de mer, le peuple conquérant doit mettre son principal souci à assurer, en cas d'insurrection et de guerre maritime, son approvisionnement en denrées alimentaires, principalement en grains et en bestiaux, par la production de ses nationaux. L'économie rurale donne exactement, au point de vue du profit, le même conseil que la politique (1). La surabondance n'est pas à craindre. Des débouchés pour ainsi dire sans limites sont ouverts aux céréales par le midi de la France, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, le Portugal, quelquefois l'Espagne, et aux bestiaux par les divers états riverains de la Méditerranée, sans compter la consommation locale, qui est elle-même fort étendue. Que si un tel plan de spéculation agricole s'accommode mal du morcellement extrême

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1858, l'étude de M. Payen sur *les Cultures algériennes et la Récolte de* 1858.

de la propriété, s'il demande de vastes espaces qui se prêtent à des assolemens réguliers, des esprits impartiaux ne sauraient y voir que l'irrécusable condamnation du système opposé qui a prévalu.

Moins entravée que l'agriculture, entourée d'une sollicitude plus discrète, l'industrie a pu obéir à ses instincts et à ses intérêts; elle n'a eu à se plaindre que de lenteur et de sévérité excessive dans l'instruction de ses demandes, de difficultés sans cesse renaissantes pour pénétrer en territoire militaire. Ses principaux échecs lui sont venus de l'insuffisance de ses capitaux de fondation et de roulement ainsi que de l'inexpérience trop habituelle de ses agens; ses principales souffrances ont été imputables à l'état informe de la viabilité et aux rigueurs douanières. A travers bien des mécomptes, dont quelques-uns ont retenti à la Bourse et brillent encore sur ses cotes en chiffres immuables, plusieurs établissemens prospèrent et grandissent, entre autres ceux de Kef-oum-Theboul dans le cercle de La Calle, près de la frontière de Tunis, et de Gar-Roubban, dans le cercle de Lalla-Maghrnia, sur la frontière du Maroc : l'un et l'autre exploitent des mines de plomb argentifère. Les forges de l'Alélik fabriquent sur de grandes proportions des fontes aciéreuses. Quoique cruellement éprouvées par des malheurs divers, les compagnies de Mouzaïa et de Tenez ne désespèrent ni ne chôment. Dans la province de Constantine, une exploration d'antimoine se soutient au Hamimat. Avec ce métal, le fer, le cuivre, le plomb et l'argent sont l'objet de nombreuses recherches; on exploite aussi les marbres, parmi lesquels les blancs statuaires de Filfila sont renommés, ainsi que les calcaires onyx translucides de Tlemcen, qui ornent déjà les plus riches salons de Paris, où ils se rencontrent avec les meubles de thuya, un des plus beaux bois d'ébénisterie connus.

Dans des genres différens se constatent d'autres progrès. La minoterie est assez largement constituée pour suffire aux besoins du pays, s'essayer même à l'exportation, qui, en employant des procédés plus perfectionnés, deviendrait une très lucrative spéculation, car on aurait chance de supplanter les États-Unis sur tous les marchés de l'Europe. Les moulins à huile suivent de près les moulins à farine. Les papeteries débutent avec des matières textiles absolument inépuisables et au plus vil prix. La fabrication des tabacs, populaire partout, est particulièrement perfectionnée à Alger, Oran et Philippeville. La distillation des plantes aromatiques et la préparation des essences se naturalisent même chez les trappistes de Staouéli, au grand scandale de leurs concurrens laïques. Les forêts de chênes-liéges attirent les plus hauts représentans de l'aristocratie nobiliaire et industrielle, qui consacrent à cette exploitation beaucoup de capitaux et de soins. La filature de la soie, l'égrenage du coton installent çà et là leurs usines. La typographie enfin a fondé

dans les principales villes des imprimeries souvent accompagnées de lithographies. Une maison considérable d'Alger (1) imprime et édite de beaux ouvrages avec une grande variété de caractères arabes. Huit journaux et trois recueils périodiques sortent des presses algériennes (2).

Tels sont les principaux faits qui peuvent servir à caractériser le développement agricole ou industriel de l'Algérie et l'influence bonne ou mauvaise de nos procédés de colonisation. Il y a maintenant à signaler quelques essais tentés dans une voie nouvelle, au nom du principe d'association sous une triple forme, religieuse, — agricole et domestique, — financière et commerciale. Ces trois essais sont : la Trappe de Staouéli, l'Union du Sig, la Compagnie des colonies suisses de Sétif.

Une sympathie universelle s'est attachée à la Trappe de Staouéli, et il n'est aucun voyageur qui ait pénétré dans son enceinte, qu'ombrage un groupe élégant de beaux palmiers, sans participer au recueillement qu'inspire un sanctuaire de travail, de prière, d'aumône, en ces lieux qui furent le premier champ de bataille des Français, au lendemain de leur débarquement sur la plage de Sidi-Ferruch. Cette première impression se fortifie en visitant l'intérieur de l'établissement, où plane l'esprit d'ordre et de paix, en parcourant les jardins et les champs, où règnent le travail et le silence. Comment n'admirerait-on pas surtout la religieuse résignation de tant de victimes, immolées, les unes à l'austérité de la règle, les autres aux épreuves du climat ou des défrichemens? Mais la raison, qui ne saurait abandonner tous ses droits, voudrait savoir ce que coûtent ces murs solidement construits, ces arbres bien venus, ces vignes chargées de grappes, ces champs bien cultivés, ces bestiaux nombreux et prospères. Sur tout cela, mystère absolu. L'on sait que l'état a aidé l'œuvre par sa munificence dès la fondation, qu'il l'a toujours soutenue par son appui le plus généreux, qu'il a mis à sa disposition des bras militaires en grand nombre et à bas prix, qu'il l'a affranchie de toutes les charges communales en impôts et en travaux de routes, et lui a fait par toutes ses libéralités une situation privilégiée. On soupçonne d'ailleurs que des quêtes, des dons volontaires, des apports de diverses sources ont constitué à la maison un capital considérable. Quel en est le chiffre exact? Nul ne peut le dire, même approximativement. Dans cette ignorance, les résul-

(1) La maison Bastide.

(2) Ces journaux sont : *l'Akhbar*, *l'Algérie nouvelle*, *le Tirailleur*, à Alger; — *l'Écho d'Oran*, *l'Éditeur*, à Oran; — *l'Africain*, à Constantine; — *la Seybouse*, à Bone; — *le Zéramna*, à Philippeville. — Un neuvième journal a été autorisé récemment : *l'Indépendant*, à Constantine. Les recueils sont la *Revue Africaine*, le *Bulletin de la Société d'Agriculture* et le *Journal de Jurisprudence*, tous trois publiés à Alger.

tats ne doivent être appréciés qu'avec réserve, car le succès économique se mesure essentiellement au rapport entre la dépense et le produit. Réaliser de belles choses avec des millions atteste toujours de l'intelligence et de l'application, ce que nul ne refuse aux trappistes; mais pour proposer leur système de culture comme modèle aux colons, ainsi qu'on le fait souvent, il faudrait pouvoir dire que le revenu des capitaux remis en leurs mains a constitué un placement lucratif. Or à défaut de tout compte-rendu il est impossible de le savoir. Dans le pays, chacun penche vers le doute.

L'Union agricole du Sig dans la province d'Oran n'invoquait aucun titre à la même bienveillance, et elle ne l'a pas obtenue. En vain déclinait-elle toute prétention à réaliser un phalanstère : ses ennemis et quelquefois ses amis s'obstinaient à lui donner ce titre, qui ne pouvait être qu'une médiocre recommandation auprès des autorités locales. Pour se convaincre de la sincérité de ses déclarations à cet égard, il eût suffi de rapprocher ses statuts de ceux dressés en Belgique vers 1842 par une compagnie qui se proposait la colonisation du Guatemala, celle-ci tout inspirée par des sentimens catholiques. Ici et là se retrouvent les mêmes principes et les mêmes tendances, qui se résument en une clause fondamentale : association du travail au capital pour la propriété et pour les bénéfices, pensée dont le phalanstère ne saurait revendiquer le monopole, car on la trouve à l'état de germe plus ou moins développé au sein de la civilisation contemporaine. L'Union du Sig a survécu à treize années d'épreuves, dont les plus graves lui sont venues de sa situation malheureuse sous le vent des marais de la Macta, cause permanente de fièvres; mais les tentatives d'association n'y ont duré que les premières années. Sans rien abandonner d'un principe dont l'excellence leur paraît incontestable, les directeurs de l'établissement ont dû reconnaître bientôt qu'avec une population aussi mobile et aussi mal préparée à une discipline régulière que celle qu'ils pouvaient recruter, le travail sociétaire devenait plus coûteux encore et moins lucratif que le travail salarié, et surtout que le travail de la famille. Le pionnier livré à lui-même déploie des efforts héroïques, dont se dispense l'ouvrier sociétaire, qui est sûr de son pain quotidien. Pour rétablir l'égalité, il faudrait des ressorts d'ordre moral, des élans de dévouement et d'enthousiasme, sur lesquels on comptait chez tous, et qui ne se sont révélés que chez quelques travailleurs d'élite. Néanmoins une sincère estime ne peut être refusée à de courageux colons qui ont bravement payé de leur personne, à des actionnaires qui ont dépensé plus d'un demi-million sur le sol. Leurs avances, stériles pour eux-mêmes jusqu'à présent, ont répandu le bien-être parmi une nombreuse population, et contribué pour la meilleure part au développement de la petite ville de Saint-

Denis. Il reste aux fondateurs, pour consolation du passé et espoir de l'avenir, une belle propriété de 1,800 hectares.

La Compagnie des colonies suisses de Sétif n'a affiché aucune prétention de doctrine et de réforme; ses directeurs n'ont annoncé et voulu poursuivre qu'une bonne affaire, et comme, en leur qualité de Genevois, ils possédaient à un égal degré l'habileté pratique et les ressources financières, ils ont réussi sans trop de peine au début. Ils ont construit, suivant l'engagement qu'ils en avaient pris, une dizaine de villages aux environs de Sétif; ils en ont peuplé plusieurs de colons recrutés d'abord en Suisse et en Savoie, plus tard en France même. Pour prix de leur opération, ils ont reçu en toute propriété des terres d'une vaste étendue, et ils y ont organisé des fermes qui paraissent régies avec une remarquable intelligence. Malgré ces succès, le dernier compte-rendu de la compagnie constate le découragement. Déliée de tout contrat avec le gouvernement, elle renonce à ses cultures européennes et à toute nouvelle tentative d'introduction d'émigrans; elle veut se borner au bétail et aux céréales, en ne recourant qu'aux bras indigènes. Ce demi-échec révèle des fautes économiques plus qu'il n'accuse le pays. La compagnie a méconnu cette loi de toute colonisation qui conseille la culture des terres les plus fertiles avant toutes autres, et le pays de Sétif n'est pas des plus fertiles, puisqu'il est impropre aux cultures industrielles. Elle a d'ailleurs trop enchaîné son action à l'action de l'état, et a voulu à son tour trop river à son sort les émigrans. Des entraves de toute nature l'ont paralysée elle-même et ont écarté de ses domaines les colons européens. C'est donc à la liberté qu'il faut revenir toujours comme au principe de tous les succès.

III.

Dans leurs essors si variés, les forces productives de l'Algérie, soit qu'elles s'appliquent à l'agriculture et à l'industrie, ou bien aux sciences et aux arts, n'ont à réclamer que la liberté d'action et la garantie du droit sous la bienveillante protection de la loi. Elles doivent et peuvent être à elles-mêmes leur principe d'activité, tandis que le milieu économique au sein duquel elles se développent est aux mains de l'état, qui le modifie à son gré, tantôt par des règlemens commerciaux qui ouvrent ou resserrent les débouchés, tantôt par les travaux publics, qui facilitent ou entravent la circulation plus encore que la production.

Le commerce intérieur, il faut le dire, ne soulève aucune question bien grave : l'esprit civil de la France y a porté les franchises de la métropole. La liberté intérieure des échanges ne rencontre de limites qu'en territoire militaire, où le colportage est interdit hors des mar-

chés, où les transactions des Européens et des israélites dans les tribus sont entourées de formalités qui en restreignent beaucoup le nombre et l'importance. En faveur de ces restrictions, les chefs militaires invoquent le danger dont seraient menacées la fortune et la vie des négocians. Si cette crainte est fondée, et nous n'oserions affirmer qu'elle est tout à fait imaginaire, l'on est autorisé à conclure que l'administration actuelle des tribus, personnifiée dans les chefs indigènes, a bien peu atteint son but en ce qui concerne l'ordre et la sécurité, malgré la surveillance des bureaux arabes. Il est permis de croire qu'une bonne organisation de la police et de la gendarmerie, avec des agens indigènes pour auxiliaires, surtout la pénétration permanente du pays par la population européenne, offriraient au commerce intérieur des garanties bien supérieures de sécurité.

Le commerce extérieur est réglé par la loi du 11 janvier 1851, qui, sous un caractère général de liberté, que nos autres colonies ont droit d'envier, laisse subsister dans son système de tarifs quelques clauses très préjudiciables (1). D'une part, certains produits naturels et la presque totalité des produits industriels restent soumis, sauf des décrets et des lois d'exception fort difficiles à obtenir, au tarif général, qui les prohibe ou les frappe de droits protecteurs; de l'autre, les taxes à l'entrée des produits étrangers atteignent le taux très lourd de 20 à 30 pour 100 en moyenne, moindre ou plus élevé dans quelques cas. Ainsi se trouvent gênées dans leur essor l'importation et l'exportation, gêne dont l'effet retombe sur les producteurs et les consommateurs, sur le pays tout entier.

Le redressement de cette situation anormale a donné lieu depuis un an à de vifs débats, dans lesquels deux partis sont en présence, tous deux arborant le drapeau de la liberté commerciale; mais l'un ne vise qu'à l'abolition des taxes sur l'importation algérienne, l'autre se préoccupe à la fois des deux courans, l'entrée et la sortie. Le premier a réclamé la franchise pure et simple des ports de l'Algérie : à ce prix, il consent de gaieté de cœur au maintien des prohibitions et protections actuelles du tarif français contre les produits algériens; il renonce même aux libéralités de la loi de 1851, en réclamant pour l'Algérie le même traitement que pour tout pays étranger. Sa doctrine se résume en deux mots, séparation commerciale de l'Algérie et de la France. On n'a peut-être pas oublié que la simple annonce du triomphe présumé d'un système qui paraissait livrer à l'Angleterre le marché algérien excita l'an dernier, parmi plusieurs villes industrielles, Rouen, Lille, Saint-Étienne, pour lesquelles l'Algérie offre un important débouché, une si vive émotion, qu'un

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er octobre 1858, un article de M. Lavollée sur le *Régime commercial de l'Algérie.*

formel démenti dut être inséré au *Moniteur*. L'autre parti, préoccupé surtout des avantages de la liberté commerciale de l'Algérie vis-à-vis de la France, réclame la suppression des barrières douanières qui les séparent encore, condition préalable de tous les autres progrès libéraux, dont il ne repousse aucun. Il ne va pourtant pas jusqu'à l'abolition complète de tout droit de douane sur l'importation, en s'autorisant à cet égard de l'exemple même de l'Angleterre, de la Suisse, de la Sardaigne et des États-Unis, ou plutôt de l'expérience universelle, qui montre dans ce genre de taxe, quand elle est modérée, une des meilleures sources du revenu public et l'un des impôts qui blessent le moins les contribuables. Le drapeau de ce parti est l'assimilation progressive de l'Algérie à la France, conciliée avec une large dose de liberté pour l'importation des produits étrangers. Son système vise à l'union intime des deux pays, et par là il se pose comme l'antipode de l'autre, qui tend à une séparation politique. Un patriotisme soucieux de l'avenir doit repousser une telle perspective et réclamer seulement des réformes de tarifs suffisantes pour rendre l'exportation et l'importation de l'Algérie à leur essor naturel.

Délivrée des entraves qui paralysent encore sa production et sa consommation, la colonie verrait croître rapidement son énergie vitale; l'équilibre de ses fonctions, rompu surtout par le délaissement forcé de l'industrie, serait rétabli. Devant un débouché aussi important que celui de la France, l'ardeur des entreprises se porterait sur les réserves si abondantes et si variées de matières premières que contiennent les flancs de ses montagnes ou qui couvrent ses plaines; elle mettrait en jeu les forces motrices qui coulent sans emploi vers la mer. L'exemption de droits d'entrée, étendue à tous les produits de la fabrication indigène aussi bien que de l'industrie européenne, protégerait les Maures des villes, dont un grand nombre pratique les métiers manuels d'un travail délicat, contre la profonde misère où les a plongés le renchérissement de tous les objets de consommation, conséquence inévitable de l'arrivée d'une population nouvelle. Les navires étrangers qui viennent dans les ports algériens, et qui repartent sur lest pour la plupart, trouveraient des élémens de retour dans des approvisionnemens plus abondans, plus variés et moins chers. Ces relations ont déjà de l'importance, et l'avenir leur réserve bien des progrès, pour peu qu'on les favorise en multipliant les moyens d'échange. A l'Espagne l'Algérie demande des vins, de la sparterie, à l'Angleterre de la houille, à la Suède des fers, à la Norvége et à l'Autriche des bois de construction, à la Sardaigne du riz et des tabacs en feuilles, à la Toscane des denrées alimentaires et des matériaux de construction, aux états barbaresques des laines, des huiles, des tissus fins où l'or, l'argent et la soie s'entre-croisent,

des peaux préparées et ouvrées, etc. La balance du commerce entre ces divers pays et l'Algérie accuse une grande inégalité; tandis qu'ils y ont importé en 1857 pour 27 millions de marchandises, ils n'en ont exporté que pour 8 millions! La production locale n'a pu leur fournir des cargaisons de retour; elle a donc besoin de l'excitation que donne un débouché vaste, certain et entièrement libre, tel que celui de la France.

Pour les états barbaresques du Maroc, de Tunis et de Tripoli, au milieu desquels l'Algérie est géographiquement enclavée, nous souhaiterions une entière liberté d'échange, quant aux produits de leur cru, directement avec l'Algérie, indirectement et par la voie de l'Algérie avec la France. Aucune industrie française n'aurait à les frapper de suspicion comme similaires concurrens, tandis que cette libre introduction étendrait au loin dans l'intérieur de ces pays notre influence et nos relations. Les caravanes que la guerre a détournées de nos postes du sud et du littoral en reprendraient la route, et nous remettraient en communication avec le Soudan à travers les oasis du désert.

Distraits par nos affaires d'Europe, nous donnons peu d'attention aux progrès incessans de l'Angleterre dans des contrées qui semblaient réservées à notre influence. Il y a deux ans, cette puissance a conclu avec l'empereur Abd-er-Rahman un traité qui ouvre au commerce britannique l'intérieur du Maroc. En ce moment, ses négocians sollicitent à Tunis le privilége d'une banque anglo-tunisienne. Depuis longtemps, l'Angleterre a des consuls à R'damès dans la Tripolitide, à Morzouk dans le Fezzan. Elle avance pas à pas vers l'oasis de Touat, où aboutissent toutes les communications de l'Afrique du nord avec l'Afrique centrale. Devançons-la en y établissant un résident français pour y montrer notre drapeau et diriger les caravanes vers le Sahara algérien. Mettons aussi à profit, pour créer ailleurs des consulats, les reconnaissances faites par deux officiers français, en 1856 celle de Biskara à R'damès par le capitaine de Bonnemain, en 1858 celle de Laghouat à R'ât par le lieutenant Boudarba. Une première caravane qui l'an dernier est venue de R'ât à Laghouat paraît avoir été fort satisfaite de ses opérations. Il faudrait aussi rechercher pourquoi les Touaregs, qui avaient précédemment envoyé au gouverneur-général des députés chargés des propositions les plus amicales, n'ont plus reparu.

Par ce rayonnement dans toutes les directions s'étendra le commerce de l'Algérie, lequel a pris des proportions qui eussent paru fabuleuses il y a vingt ans. En valeurs officielles, il a atteint en 1857 le chiffre de 188 millions, importations et exportations comprises tant avec la France qu'avec l'étranger; l'année précédente, c'était

217 millions. L'Algérie occupe le huitième rang dans la hiérarchie des relations commerciales de la France, et même le septième pour les seules exportations; mais elle n'est qu'au douzième pour les importations, la France lui ayant envoyé en 1857 pour 125 millions de marchandises contre 34, nouveau témoignage de l'insuffisance de la production locale. Son mouvement commercial égale, à 20 millions près, celui de toutes les autres colonies francaises réunies. La navigation, cabotage non compris, a fidèlement traduit ses progrès et a compté 4,267 voyages en 1857, avec un tonnage effectif de 557,023 tonneaux, chiffres respectables, quoique bien éloignés encore de ceux des colonies anglaises.

Le commerce, aussi bien que la production, appelle comme son auxiliaire le plus puissant un vaste système de travaux publics : l'état seul en pouvant entreprendre ou autoriser l'exécution, négocians et cultivateurs lui adressent incessamment leurs suppliques. Les routes sont leur premier et plus grave intérêt. Avant l'arrivée des Français, toute voiture étant inconnue des Arabes, les chemins n'étaient que des sentiers pour des chevaux et des chameaux. En trente ans, et avec une dépense d'une vingtaine de millions, il a été ouvert environ 4,500 kilomètres de routes autres que les simples chemins vicinaux. Un cinquième au plus de cette étendue est en bon état d'entretien, le reste est à peu près impraticable pendant l'hiver, et souvent même la circulation est officiellement interdite au roulage. Aussi les Arabes sont-ils presque les seuls à percevoir pendant cette saison le prix des transports que les voituriers européens doivent surhausser pendant l'été pour compenser trois ou quatre mois de chômage. On a constaté qu'en 1853 le commerce avait dû payer en un an, pour les seuls transports de grains entre Orléansville et Tenez, 300,000 francs de plus que si la route eût été terminée. Le dommage est le même partout ailleurs, sur toutes les routes, en les prenant dans leur étendue totale, car il n'y en a pas une seule entièrement achevée : les crédits suffisent même rarement pour l'entretien des travaux, que ravagent et emportent les pluies torrentielles de l'hiver. Enfin les travaux neufs se réduisent à si peu de chose qu'il ne faudrait pas moins de cent quarante années, avec les allocations ordinaires, pour mener à fin les routes du territoire militaire.

Le réseau général de la viabilité algérienne, très nettement indiqué par la nature, se divise en deux grands systèmes : les lignes perpendiculaires au littoral, les lignes parallèles. A tous les mouillages de la côte correspond dans l'intérieur quelque petite ou grande ville qui reçoit dans ses murs, comme un entrepôt, tous les produits d'un bassin commercial plus ou moins étendu, et les dirige sur la

mer, au port le plus proche. Ce port reçoit à son tour les produits de la côte ou de l'Europe, et les expédie sur l'entrepôt intérieur, d'où ils se distribuent dans la zone environnante, et quelquefois vont rejoindre d'autres étapes commerciales, échelonnées de distance en distance du nord au sud. La symétrie remarquable de cette disposition géographique indique d'avance que les routes doivent unir ces comptoirs, spontanément éclos des rapports naturels : à l'est, Philippeville, Constantine, Batna, Biskara; au centre, Alger, Blidah, Médéah, Laghouat; à l'ouest, Oran, Sidi-bel-Abbès, ou Tlemcen.

Le système parallèle au littoral ne se divise qu'en trois grandes lignes. L'une doit courir à portée de la mer, s'infléchissant à l'intérieur toutes les fois qu'elle se heurte à des massifs de roches et de montagnes; elle n'est pas rendue inutile par la navigation à cause de la grande difficulté d'atteindre les mouillages secondaires pendant les mauvais temps. La seconde, d'une exécution beaucoup plus facile, dessine un ruban longitudinal entre les frontières opposées de Tunis et du Maroc, sur un parcours de près de trois cents lieues, et ne se divise qu'en deux grandes sections, de longueur égale, séparées par un chaînon de l'Atlas, entre Amoura, où finissent les plaines basses de l'ouest, et Aumale, où commencent les plateaux élevés de l'est : c'est la grande ligne centrale ou médiane. La troisième, créée d'abord dans une pensée purement stratégique, doit relier tous les établissemens que l'on appelait des avant-postes du temps de la guerre, et qui sont aujourd'hui au milieu même de nos vastes domaines : nœuds commerciaux ou marchés intérieurs qui se rattachent aux villes indigènes du Sahara algérien, dont l'occupation, devenue nécessaire, a rectifié cette fausse idée, que le maître du Tell pouvait de loin et à grandes guides gouverner le Sahara. Quand sera terminé le réseau de la viabilité algérienne, il présentera l'image fort régulière d'un réseau à mailles à peu près égales en longueur et en largeur. L'achèvement des 4,500 kilomètres actuellement classés est estimé à 70 millions.

Les routes partent toutes des ports et y aboutissent, à l'exception des deuxième et troisième lignes parallèles : aussi les mouillages ne pouvaient-ils manquer d'appeler la sollicitude du gouvernement sur une côte redoutée par ses dangers, et qui doit à son imperfection en temps de paix sa force en temps de guerre. La marche des événemens qui ont amené la conquête du pays, ainsi que le rang de capitale maritime, militaire et politique acquis par Alger, ont concentré jusqu'à ce jour la meilleure part des crédits sur le port de cette ville, et plus de 25 millions ont été déjà employés à une création que la nature n'avait point préparée. Le bassin, formé par deux jetées d'un développement total de 19,000 mètres, offre une surface

bien abritée de 90 hectares, accessible aux grands bâtimens sur presque toute son étendue, et pouvant contenir vingt vaisseaux, vingt frégates et trois cents navires marchands. Il reste à construire sur les quais un arsenal maritime de réparations et de ravitaillement, dont le projet, ajourné par le conseil supérieur de l'amirauté, sera tôt ou tard repris, comme le couronnement nécessaire des travaux déjà accomplis.

Dans la nouvelle période qu'inaugure la suppression du gouvernement général d'Alger, les autres ports espèrent obtenir à leur tour de plus larges dotations que par le passé. Si l'importance acquise jusqu'ici par chacun d'eux a été dans une certaine mesure indépendante de sa valeur propre et subordonnée aux convenances de la conquête, leur futur développement et par suite les crédits à leur accorder doivent se mesurer désormais à leurs qualités nautiques et à la richesse des territoires qu'ils sont appelés à desservir. Au nom de ce principe de haute justice et de véritable économie, un ingénieur hydrographe, dont la marine et la science déplorent la mort prématurée, M. Lieussou, avait dressé un système général des travaux à exécuter sur les principaux points du littoral algérien, au nombre de seize, qui ont reçu de la nature quelques gages d'un avenir maritime. Dans ses vues, le premier rang commercial, temporairement acquis à Alger, était réservé dans l'ouest à Arzew, dans l'est à Bougie, deux points aujourd'hui bien délaissés, et qui sont tôt ou tard appelés à devenir, à droite et à gauche d'Alger, les principaux ports de transit entre l'Europe, le Sahara algérien et l'Afrique centrale. Ces perspectives, bien que justifiées par les mérites naturels des rades et la distribution géographique des bassins commerciaux de l'intérieur, invitent seulement à ménager par terre et par mer un facile accès vers les places d'Arzew et de Bougie, afin de leur donner les moyens de faire prévaloir toute leur puissance virtuelle. Entre ce triomphe lointain de leur supériorité et la situation présente, une période intermédiaire doit faire une part légitime aux intérêts déjà constitués. Dans cette période, où nous entrons dès aujourd'hui, Oran et Mers-el-Kebir se disputent la prééminence dans la province d'Oran, Stora et Philippeville dans celle de Constantine. Dans celle-ci, Collo, occupé depuis quelques mois seulement par les Français, aurait supplanté ses deux rivales, si le hasard d'une marche militaire eût dirigé vers ce point les colonnes du maréchal Valée, qui s'arrêtèrent sur les ruines de l'antique Russicada. Bône, plus à l'est, se tient pour déshérité, et se plaint, non sans justice, d'un oubli dont la nature s'est, pour son malheur, rendue complice en plaçant cette ville en dehors de la route la plus courte de France vers Constantine. Quant à Oran et Mers-el-Kebir, leur

rivalité de fraîche date a déjà éclaté en une violente hostilité, dans laquelle les projets se heurtent à des projets contraires, les affirmations les plus tranchées à des négations tout aussi absolues. Des études très précises pourront seules déterminer la préférence à donner à l'un ou à l'autre au nom de l'intérêt général.

Quoique nous ayons écarté de cette étude tout ce qui a trait à la défense armée de la colonie, nous ne pouvons nous empêcher de constater qu'elle possède, sans compter le port d'Alger, deux positions à la fois militaires et nautiques de la plus haute importance. L'une est Mers-el-Kebir, dont la rade, qui peut recevoir une flotte en toute saison, commande tous les ports compris entre le cap Tenez et la frontière du Maroc, couvre et défend la frontière maritime des régions d'Oran et de Tlemcen. Si les parages de Gibraltar redevenaient le théâtre de luttes navales, Mers-el-Kebir, placé sous le vent du détroit, offrirait après un combat malheureux un refuge très accessible, même pour des vaisseaux désemparés. En facilitant la réunion de nos flottes de Brest et de Toulon, ce port tend à neutraliser l'occupation de Gibraltar par les Anglais. Tous ces avantages lui assurent une haute valeur stratégique, qui invite à ne reculer devant aucun sacrifice pour en compléter la défense, déjà fort avancée. L'importance militaire de Bougie n'est pas moindre. Sa rade, où la flotte turque hivernait avant 1830, offre naturellement, même dans la mauvaise saison, un mouillage sûr, capable d'abriter une escadre entière, et facile à prendre ou à quitter par tous les temps. En surveillant le passage des Baléares et les abords du canal de Malte, cette rade appuie nos opérations navales tant sur les côtes d'Italie que dans les mers du Levant; elle commande militairement tous les mouillages depuis Dellys jusqu'à Stora, et facilite les relations d'Alger avec Philippeville et Bône; elle couvre enfin la frontière maritime de la province de Constantine, et assure de ce côté le ravitaillement de l'armée. Bougie est en outre plus rapproché qu'Alger de Toulon, de Marseille, surtout des ports de la Corse, qui, en temps de guerre maritime, offriraient à nos escadres de précieuses relâches entre la France et l'Algérie. Ces dons de la nature méritent d'être appréciés, car la vocation de l'Afrique septentrionale, de la Berbérie, écrite dans son histoire depuis trente siècles, est essentiellement une vocation maritime. Dès qu'on y pensera sérieusement, le pays fournira et les forêts pour construire les navires, comme l'ont constaté des ingénieurs de la marine envoyés en exploration, et les matelots pour les équiper.

Après les routes et les ports, le régime des eaux dans l'intérieur appelait les travaux publics les plus importans, soit pour l'agriculture, soit pour la salubrité. Ils se résument en trois mots qui sont trois grandes idées et trois grandes œuvres : les barrages, les ca-

naux d'irrigation, les desséchemens. On sait que les peuples du nord de l'Europe, habitués à un excès d'humidité, apprécient et aménagent les eaux moins bien que ceux du midi : le drainage les préoccupe plus que l'irrigation. Les Français ont mis de longues années à préparer une imitation modeste des Romains pour la conduite des eaux de boisson et d'arrosement; ils ne peuvent encore se décider à construire des citernes malgré l'exemple des Maures, en cela fidèles imitateurs du peuple-roi. Aussi est-il peu surprenant qu'ils aient presque partout reculé devant des opérations monumentales, telles que les barrages, malgré l'évidence des indications naturelles. La grande chaîne atlantique qui traverse toute l'Algérie de l'ouest à l'est, en projetant de droite et de gauche des contre-forts aux flancs abruptes et des massifs aux puissans mamelons, creuse une infinité de petits bassins où coulent des ruisseaux qui deviennent en hiver des courans torrentiels. Des barrages dressés à l'issue des montagnes, au débouché dans la plaine, constitueraient de vastes et profonds réservoirs, d'où l'eau, s'échappant par des canaux ramifiés dans les campagnes, porterait au loin la fertilité. Un seul grand travail de ce genre a été exécuté, le barrage du Sig, dans la province d'Oran, et malgré les richesses que lui doit tout un vaste territoire, malgré les vives instances et les offres de concours des populations, l'exemple n'a pas été suivi ailleurs, du moins sur des proportions dignes d'un grand peuple.

La même timidité a présidé aux travaux de desséchement des marais. La plupart des plaines, la Métidja entre autres près d'Alger et celle de la Seybouse près de Bône, ont été, sur quelques points, sillonnées de fossés d'écoulement qui ont produit une amélioration immédiate dans les conditions sanitaires du pays et livré à l'agriculture de précieux terrains. Ailleurs de petits marécages ont été attaqués et supprimés; mais nulle part les travaux n'ont été entrepris et menés avec cette puissance et cette persévérance qui seules domptent une nature rebelle. Les grands foyers d'infection paludéenne semblent braver le génie et la volonté de la France : ce sont, au pied du *sahel* de Koléa, le lac Alloula, et dans l'ouest les marais de l'Habra et de la Sebkha ou grand lac salé d'Oran. Pendant une certaine période, l'état, qui empiétait si volontiers sur l'œuvre des particuliers, avait mis à leur charge le desséchement des marais et la plantation des parties qui les bordent, oubliant que les terres de cette nature restent dans son domaine. Aujourd'hui il n'impose plus des charges aussi onéreuses qu'iniques, mais il s'abstient de remplir ses devoirs de propriétaire, tout en appelant au voisinage des terres les plus dangereuses des essaims d'émigrans, victimes prédestinées. Combien il ferait acte de sagesse et d'humanité en appliquant son budget à l'assainissement du pays et en

laissant aux colons le soin de construire leurs villages! Ainsi reviendraient à leur rôle respectif, en le remplissant mieux qu'aujourd'hui, les deux grands pouvoirs de la société, l'individu et l'état.

En compensation, nous effacerions de la catégorie des travaux publics la création des centres de population. Dans cet ordre de faits, l'intervention de l'état dépasse toute juste limite, bien que sa tâche soit nettement indiquée par la raison comme par l'expérience des pays qui savent coloniser. Elle consiste à dégager la pleine et libre propriété du sol, à l'allotir, à le concéder ou le mettre en vente, à lui ouvrir des communications faciles entre les centres voisins. L'état peut encore, en vue des services communaux ou provinciaux, sur lesquels il exerce dans nos mœurs et nos lois une légitime tutelle, assigner les emplacemens qu'il juge préférables, et déterminer ainsi l'assiette probable de la ville ou du village à construire. Il n'a point d'autres devoirs à remplir. En toute localité assainie et abordable, fertile d'ailleurs, et surtout dotée de biens communaux, les populations affluéraient, et au bout de deux ou trois ans compteraient des centaines de familles disposées à exécuter les travaux d'ordre municipal par leurs propres efforts, auxquels viendraient en aide, d'une façon accessoire, la province et même l'état. Ce système suppose, il est vrai, un libre et large essor ouvert à la vie collective, la propriété définitive du sol reconnue à tout colon, un budget communal établi sur des bases solides, — concessions qui toutes dépendent de l'état. La difficulté consiste bien moins dans l'impuissance des forces individuelles que dans un éloignement systématique de l'administration pour les libertés locales, dont la centralisation a étouffé le goût et l'habitude. Une autre erreur du gouvernement, c'est de croire que les centres de population dépendent de sa volonté, et qu'il peut en créer partout sans autre limite que les crédits dont il dispose. Les agrégations humaines naissent spontanément là où se croisent pour l'échange ou le travail les courans de l'activité. C'est une loi dont l'Algérie elle-même offre de nombreuses applications, et, pour n'en citer que la plus récente, Souk-Harras, l'ancienne Tagaste, la patrie de saint Augustin, est devenue en deux ou trois ans une petite ville de quinze cents âmes, sans que l'autorité s'en avisât. Au contraire, quand les causes naturelles font défaut, préfets et généraux ont beau décréter des villages, bâtir même toutes les maisons, octroyer gratuitement les concessions : ces créations artificielles ou prématurées traînent une misérable existence, et l'Algérie en fournit aussi des exemples trop nombreux.

L'état rentrerait dans son vrai rôle, et justement c'est un de ceux qu'il néglige le plus, en provoquant le reboisement des montagnes. L'Afrique fut autrefois plus boisée qu'aujourd'hui, alors qu'elle

était le grenier de l'Italie. Les incendies périodiques des Arabes, la dent de leurs bestiaux, ont dévasté sa richesse forestière, et une climature moins humide, accompagnée de fréquentes et désastreuses sécheresses, en a été la conséquence. L'organisation d'un service spécial de surveillance n'arrêtera pas la destruction, que peuvent seules conjurer des mesures radicales souvent indiquées, et toujours en vain : d'une part, l'interdiction absolue, sous des sanctions pénales sévères, des incendies comme moyen de défrichement; de l'autre, défense pareille du pacage des bestiaux sur toute la zone supérieure des montagnes. Sous un soleil qui donne à la séve une merveilleuse vigueur, la nature, rendue à sa propre action, aurait bientôt réparé des désordres séculaires. Des régimens de planteurs militaires lui viendraient efficacement en aide; ce serait, on l'a vu, une des plus heureuses applications de l'armée aux travaux publics. Trop faiblement organisées, les trois compagnies actuelles n'exercent qu'une action imperceptible, et encore est-elle amoindrie par leur emploi abusif au greffage des oliviers, qui est du ressort exclusif de l'industrie privée.

Les puits artésiens appartiennent à la série des travaux publics auxquels l'état a mis la main. Si quelques essais dirigés par les ingénieurs dans le Tell n'ont pas amené l'eau jaillissante, on a été plus heureux dans le Sahara, où le problème, il faut le dire, était résolu depuis des siècles par l'industrie grossière des habitans, et ne demandait que des procédés plus puissans de forage. Ici l'état, dans la personne de ses généraux et de ses soldats, et l'industrie privée, représentée par ses ingénieurs, ont fait une heureuse alliance avec les municipalités ou *djemmâ* indigènes, qui ont payé la dépense. M. le général Desvaux, commandant supérieur de Batna, a pu inaugurer, au sein d'oasis envahies par le sable, des rivières jaillissantes qui les ont rendues à la vie. La grandeur et l'évidence des bienfaits, les transports d'enthousiasme des populations, leurs émotions reconnaissantes, leur exactitude empressée à payer l'impôt, le prestige que de telles merveilles attachent au nom de la France, tous ces signes éclatans de la joie des âmes et de la satisfaction des intérêts ont montré une fois de plus combien les travaux d'utilité publique consolident les succès de la guerre, et, mieux que les armes, domptent les cœurs.

La télégraphie électrique jalonne en tous sens l'Algérie de ses poteaux, respectés par les Arabes comme les signes sacrés de quelque sortilége : elle relie les deux rives de la Méditerranée par un câble sous-marin dont la pose fut saluée par des acclamations qui ne se sont pas soutenues après le service organisé. Il faut bien le dire, ce service présente des irrégularités et des retards contre lesquels l'intérêt général proteste avec force. Aussi la province du centre

réclame-t-elle un lien direct avec la France, sans tenir compte de la distance de 760 kilomètres qui sépare Alger de Marseille. Oran fait remarquer que, de ses caps les plus avancés à la côte sud-est d'Espagne, la distance n'est que de 160 kilomètres, et demande la préférence pour cette direction, qui laisserait subsister l'inconvénient du trajet par terre à travers un pays étranger. Les sondages des fonds de mer peuvent seuls apporter dans ce débat des informations essentielles et encore inconnues.

Les travaux que nous venons d'énumérer sont les œuvres du passé et du présent; pour un prochain avenir, les pensées se portent de préférence sur la création des chemins de fer, décidés en principe par le décret impérial du 8 avril 1857. D'après ce décret, accueilli en Algérie avec enthousiasme, le réseau doit se composer d'une ligne parallèle à la mer et de lignes perpendiculaires. Ce réseau, dont le développement mesurerait environ 1,300 kilomètres, est en parfaite harmonie avec le relief du sol; il consacre dans ses traits essentiels le système dont MM. Warnier et Mac-Carthy avaient pris l'initiative en Algérie, système devenu populaire malgré des critiques qui ont dû fléchir l'une après l'autre sous l'autorité des faits. Quelques doutes survivent encore néanmoins sur l'opportunité de relier prochainement Constantine à Alger; mais la grande ligne d'Alger à Oran ne saurait plus être discutée depuis que l'on voit les chemins de fer de l'Espagne rattacher déjà Alicante à Madrid et s'avancer de mois en mois vers Bayonne et Perpignan. Quand les communications directes seront établies entre Alicante et l'une de ces villes, l'Espagne sera le chemin de l'Algérie le plus court et le moins fatigant pour la France et pour toute l'Europe occidentale; Oran deviendra la porte d'entrée pour la moitié de la colonie. En présence d'une telle perspective, pourrait-on songer à arrêter dans une impasse, au Sig ou à l'Habra, après 50 ou 80 kilomètres de parcours, le courant de voyageurs et de marchandises venus pour se distribuer dans le pays entier? Des considérations analogues ne permettent plus de s'en tenir longtemps à la section d'Alger à Blidah, considérée pendant une quinzaine d'années comme le terme de l'ambition algérienne, alors que les cimes de l'Atlas paraissaient les colonnes d'Hercule. Aujourd'hui l'Atlas est dominé et franchi, et c'est au cœur de la vallée du Chélif, à Amourah, au milieu de ruines qui attestent le génie de Rome, que le génie de la France devra fixer le nœud vital de sa domination. Par les chemins de fer, la France dominera en effet le peuple indigène, au nom de la force, en s'assurant le rapide transport des troupes en une ou deux journées d'une frontière à l'autre, en quelques heures sur tout point de l'intérieur où éclaterait une apparence de révolte, — au nom de la politique, en coupant en deux, par une ligne de stations et de

villages peuplés d'Européens, les tribus au nord de la ligne centrale et celles qui se trouveront au sud, — enfin au nom de l'intérêt, en donnant aux terres des Arabes, à leurs produits, à leur main-d'œuvre une plus-value qui doublera rapidement leurs richesses. Telle est l'importance stratégique du réseau, qu'il devra, un jour ou l'autre, être établi sans discontinuité, même sur les parcours dont le revenu commercial ne paraîtrait pas d'abord suffisamment rémunérateur, afin de pouvoir multiplier la force des troupes par leur vitesse : à le couper en tronçons, on annule une de ses principales fonctions. L'exécution entière du réseau algérien ne saurait être qu'une question de temps.

En Algérie d'ailleurs, comme aux États-Unis, comme aux colonies anglaises, les voies ferrées n'ont pas exactement le même caractère qu'en Europe. Là ce sont des instrumens de colonisation et de peuplement qui s'avancent hardiment à travers les solitudes, et, par le rayonnement d'activité qui semble jaillir de leurs locomotives, répandent au travers de larges zones la vie, le travail, les populations : sur le parcours du *rail-way*, les villages et les villes s'élèvent comme par enchantement. Quoique le cadre de l'Algérie soit beaucoup moins vaste, de pareilles espérances sont permises sur une échelle proportionnée à l'étendue même du théâtre, si le gouvernement français consent à étudier les exemples des nations qui ont réussi en matière de colonisation. Il a fait un premier pas dans la sagesse en renonçant à construire et à exploiter lui-même les chemins de fer, comme l'atteste un projet de loi récemment présenté au corps législatif : il en fera un second en accordant aux compagnies des conditions acceptables. On offre déjà une garantie d'intérêt à 5 pour 100 sur un capital de 61 millions, destiné à trois lignes, de la mer à Constantine, d'Alger à Blidah, d'Oran au Sig. Peut-être, dans les circonstances nouvelles où la France se trouve, les compagnies demanderont-elles en outre un concours matériel par concessions de terres, carrières et mines, forêts, eaux d'irrigation, salines, méthode qui prévaut en Amérique dans les pays neufs. La concession de terres sur le trajet de la voie ferrée nous paraît, il faut l'avouer, une condition indispensable pour le succès de l'opération. Une société communiste comme celle des Arabes ne peut pas alimenter des chemins de fer; c'est la propriété individuelle qui seule peut assurer la vitalité d'une telle entreprise. Pour accroître leurs chances de gain, les compagnies concessionnaires demanderont probablement à être chargées, entre autres travaux complémentaires ou accessoires, de l'amélioration des ports ainsi que du desséchement des marais : l'état devra s'estimer heureux s'il peut alléger par ce moyen son propre fardeau, suivant l'exemple donné par l'Angleterre. Un des officiers qui ont mêlé leur

nom avec le plus d'autorité aux questions de travaux publics en Algérie, M. le général de Chabaud-Latour, commandant supérieur du génie, n'évaluait pas, il y a quelques années, à moins de 300 millions le coût des travaux que l'état avait à exécuter, sans parler des voies ferrées, et il concluait à un emprunt national de cette somme. Un tel vœu ayant peu de chances d'être entendu, et la colonie ne pouvant compter que sur les ressources, toujours insuffisantes, du budget ordinaire, l'Algérie devra appuyer toute demande tendant à confier aux capitaux privés les travaux qui dépassent les crédits habituellement disponibles aux mains de l'état.

Les chemins de fer exécutés par les compagnies peuvent seuls inaugurer l'ère nouvelle toujours promise à l'Algérie, et qui toujours recule comme un décevant mirage. Si les services matériels d'une circulation rapide étaient les seuls à attendre d'une viabilité perfectionnée, peu importerait qu'elle vînt des compagnies ou de l'état; mais comme le mal chronique et profond de l'Algérie depuis trente ans est l'absorption des forces individuelles par l'état, tout ce qui augmente ce monopole aggrave une situation calamiteuse, tout ce qui donne carrière à la puissance créatrice des individus est un principe de salut. A cet affranchissement aideront les compagnies en suscitant une multitude d'entreprises secondaires pour l'exécution de leurs marchés et pour la mise en valeur de leurs dotations immobilières. Ces entreprises réveilleront la vie engourdie des municipalités en sollicitant leur concours; les provinces elles-mêmes devront prendre part à l'œuvre commune, car leur prospérité sera solidaire de celle des compagnies. La contagion de l'exemple se communiquant de proche en proche, l'émulation du succès courra dans tous les rangs, même au sein des tribus, et le niveau de la puissance et de la fortune générale s'élèvera en proportion des efforts. Alors la colonie jouira d'une organisation régulière, qui aura pour base les individus et les familles, pour élémens principaux les agrégations communales, les associations de toute nature, et pour couronnement l'état, éclairant et protégeant par la justice et la sécurité tous les essors personnels. Son prestige y gagnera, car ses hauts fonctionnaires n'en seront que de plus éminens personnages, quoiqu'ils aient à compter, plus que par le passé, avec des intérêts qui seront aussi des puissances.

Parvenue à cette pleine possession de ses facultés, l'Algérie prendra dans la politique et le commerce de la France le rôle brillant que lui promirent de bienveillans horoscopes. Sa forte position sur la Méditerranée, en face de Toulon et de Marseille, pèsera dans le calcul de tous les événemens pacifiques ou guerriers dont cette mer peut devenir le théâtre, et cessera de donner des inquiétudes le jour où le pays pourra nourrir sa population civile et son armée. Sans

craindre des luttes qu'on voudrait voir à jamais conjurées, l'Algérie aura fourni à la marine nationale de précieuses occasions de se développer, et l'esprit militaire se sera conservé intact dans les camps, tout en se rendant utile dans les ateliers des travaux publics; en même temps les chemins de fer exécutés pourront remettre à la disposition de la France une moitié des garnisons algériennes. De son foyer au nord du continent africain, la civilisation rayonnera sur les états de Tunis, de Tripoli et de Maroc, pour y étouffer les restes d'une barbarie séculaire par une intervention armée ou par l'influence diplomatique, suivant que son honneur et son intérêt l'exigeront. Avançant de proche en proche au sud par ses explorateurs, ses résidens et ses consuls, l'inspiration française nouera, sur toutes les routes du désert et du Soudan, des liens de commerce et d'amitié qui, en se prolongeant vers le sud-ouest, rejoindront le Sénégal, pour embrasser les deux colonies dans un même plan d'action sur l'Afrique, destinée à devenir les Indes orientales de la France. Doublé d'étendue, le territoire français offrira un asile hospitalier à l'émigration de ses propres enfans et de ceux de l'Europe qui sauront en faire un champ d'activité et un instrument de fortune. Dans le contact fécond des races diverses, le génie national retrempera les ressorts d'expansion colonisatrice qui ont fait sa grandeur en d'autres temps, et dont les fruits ont été perdus par la faute des gouvernemens. Une large rémunération du travail et le facile accès à la propriété du sol introduiront des données nouvelles dans la solution de ces graves problèmes du paupérisme et du prolétariat, dont la politique se préoccupe à bon droit autant que la science. De nouvelles terres, en des mains laborieuses, fourniront des matières premières à l'industrie, des marchandises au commerce, des denrées à la consommation, des revenus au trésor, des soldats à l'armée, des matelots à la marine, des citoyens au pays. Pour obtenir ces nobles résultats, la bonté maternelle de la France devra élever à son niveau les races vaincues et déchues, leur enseigner le travail dans la paix par ses leçons et ses exemples : sa tolérance et ses bienfaits amortiront leur hostilité, qu'au besoin sa toute-puissance désarmerait. Sur ces parages redoutés et *bien gardés* (1), d'où la piraterie musulmane bravait toute l'Europe chrétienne, la barbarie reculera devant la civilisation. Une société prospère offrira enfin, dans son développement régulier, à la mère-patrie la plus digne récompense de trente années de luttes héroïques et de généreux efforts.

JULES DUVAL.

(1) Les Turcs appelaient Alger la *bien gardée*.

PICHICHIA

SOUVENIRS DU VAL D'ARNO.

I.

Le vent n'est plus aux tranquilles études en Italie. Il n'y est maintenant question que d'indépendance et de guerre. Sans doute les passions et les ardeurs d'aujourd'hui existaient déjà et se laissaient même facilement deviner il y a quelques mois, mais elles n'avaient point encore fait explosion : la fièvre ne s'était pas emparée de tous les esprits; on ne parlait de secouer le joug étranger que comme d'une espérance lointaine. Mettant le moment favorable à profit, j'entrepris l'été dernier une paisible excursion scientifique en Toscane. Mon dessein était d'étudier la situation économique des habitans de la campagne; mais, afin de prendre langue et pour dresser mon plan d'opérations, j'étais obligé de m'arrêter d'abord à Florence. J'y *manquais* depuis quatorze ans, pour me servir d'une expression locale bien propre à caractériser l'urbanité des Italiens et la politesse raffinée de leur langage. Des hauteurs de San-Miniato, de la terrasse qui s'étend devant la façade en marbre noir et blanc de cette curieuse basilique, j'allais donc contempler de nouveau le riant panorama que présentent au soleil couchant, et Florence avec ses tours, ses dômes, ses campaniles, et la riche plaine baignée par le petit fleuve dont les eaux limoneuses portèrent les fameuses flottes pisanes.

Ce charmant bassin est encadré au midi et à l'est par les vertes collines, par les coteaux couronnés de *casini* et de villas, qui s'éten-

dent en longues lignes parallèles, comme les flots de la marée montante, entre l'Arno et la Maremme, tandis qu'au nord et à l'ouest il est fermé par les cimes plus hautes et plus sévères de l'Apennin, dominées elles-mêmes, dans la direction de Lucques et de Pistoja, par les sommets déchirés des alpes de Carrara. Combien de fois, suivant les quais de *Lungh' Arno*, aimés du soleil, comme eût dit le vieil Homère, — laissant à droite les sombres arcades des *Uffizi*, à gauche le *Ponte-Vecchio*, témoin du premier acte de vengeance qui inaugura les longues guerres des guelfes et des gibelins, — je m'étais rendu le soir sous les hauts ombrages et au bord des vertes prairies des *Cascine!* J'étais plus jeune alors d'une quinzaine d'années. — A peine de retour à Florence, je voulus recommencer cette heureuse vie. — Pendant la journée, je me lançais, comme jadis, à peu près au hasard, au milieu de ces rues dallées comme une cour et bordées de hautes maisons à persiennes vertes. J'aimais surtout à parcourir celles où l'on rencontre presque à chaque pas une de ces sévères demeures de l'ancienne aristocratie florentine, qui, forteresses par le pied, ont retenu les imposantes et rudes assises à bossages, les hautes et rares ouvertures, les grillages de fer, tandis que, palais par la tête, elles ont le front orné d'une *loggia*, d'un auvent en saillie ou d'une corniche de la renaissance. Depuis le sinistre *Bargello*, qui fut construit pour les podestats des premiers temps de la république, et qui sert aujourd'hui de prison, jusqu'aux villas que l'on construit à l'heure qu'il est, pour de riches étrangers, sur les quais prolongés de l'Arno, — il est facile de suivre toutes les phases et les transformations successives de cette architecture originale, essentiellement propre à Florence, dont le palais Strozzi est peut-être le type le plus parfait. Ici, sur cette grande place presque rectangulaire, devant l'église inachevée de Santa-Croce, se sont préparés bien des mouvemens populaires. Bien des révolutions se sont accomplies sur la *Piazza Granduca*, au pied de ce pittoresque beffroi, qui se dresse comme un obélisque au milieu des créneaux d'une citadelle du moyen âge. Voici le palais des Riccardi et celui des Albizzi. Les tours des Ademari s'élevaient à l'entrée de cette rue. Entrez dans le Dôme : la sacristie de droite est celle où se réfugia Laurent le Magnifique, pour échapper aux coups des Pazzi, qui venaient en pleine église d'assassiner son frère Julien. Cette enceinte de hautes murailles flanquées de grosses tours est celle qui a tenu dix mois en échec les armées de Charles-Quint. Le théâtre de l'histoire de France a trois cents lieues de long et autant de large; celui de l'histoire de Florence a quelques milles de tour. Aussi le voyageur ne peut-il faire dix pas sans se heurter à l'un des grands souvenirs de la moderne Athènes. A côté des lieux et des

monumens historiques, il rencontre les chefs-d'œuvre des *trecentisti* et des *quatrocentisti*, depuis le Byzantin Cimabué jusqu'au mâle et grave Ghirlandajo; au couvent de Saint-Marc, les peintures angéliques de Fra Giovanni di Fiesole; à l'*Annunziata*, les fresques pleines d'une grâce aussi noble qu'attrayante d'Andrea del Sarto, le contemporain et presque l'émule de Raphaël.

Je ne me retrouvais pas impunément au milieu de toutes ces beautés. D'heure en heure je me sentais plus fortement dominé par le prestige de chefs-d'œuvre qui avaient enchanté ma jeunesse. Au moment de succomber à la tentation, de louer un appartement à Florence, je réussis à me dégager par un effort désespéré, et, me souvenant à propos du but tout spécial de mon voyage, je me précipitai d'un bond héroïque dans l'onde amère de l'économie sociale. L'obligeance d'un banquier toscan, pour lequel j'avais une simple lettre de recommandation, me facilitait singulièrement la tâche que je m'étais imposée. Avec cette amabilité et cette bonhomie charmantes qui sont l'un des traits distinctifs du caractère italien, M. Neri s'était empressé de mettre à ma disposition un *casino* situé à plusieurs milles de Florence. Il y venait lui-même passer la nuit à la fin de l'été et au commencement de l'automne, c'est-à-dire pendant la saison où la ville est abandonnée par tous ceux que n'y retiennent pas leurs affaires ou leurs fonctions; mais alors le mois de juin commençait seulement, et bien qu'il fît déjà une chaleur africaine, personne encore ne parlait de villegiature. Peu curieux d'agriculture, de chasse, de chevaux, plus amis du repos que du mouvement, gens éminemment sociables, essentiellement citadins par goût et aussi par tradition, car en eux il y a toujours un peu du Romain, les Italiens n'aiment guère la vie des champs. *Ho poca smania per la campagna*, me disait une belle dame; en quoi presque tous ses compatriotes lui ressemblent : vivre à la campagne n'est pas leur *manie*. Ils vont dans leurs terres à l'époque des récoltes, les petits propriétaires pour en faire le partage avec leurs métayers, les grands pour avoir l'air de surveiller le *fattore* qui, chargé de les suppléer, fait toute la besogne. Ils se comportent du reste dans leur villa ou leur *casino* à peu près comme à la ville, c'est-à-dire qu'ils s'ennuient à ravir et ne soupirent qu'après le moment du retour.

Le *casino* de M. Neri étant encore inoccupé, je pouvais accepter son offre sans craindre de le gêner. J'allai donc m'y installer sans retard. J'étais là à une petite lieue du bourg de Pontasieve, à l'ouverture de ce val d'Arno si célèbre dans les fastes de la Toscane, où se livrèrent tant de combats entre Florence et Sienne ou Arezzo. Des fenêtres de ma chambre je dominais le confluent de la Sieve et

de l'Arno, qui, après avoir marché presque en ligne droite à la rencontre l'un de l'autre, forment brusquement un coude pour prendre ensemble le chemin de Florence. Du salon je découvrais la riante vallée au fond de laquelle s'échelonnent les petites villes d'Incisa, de Figline, de San-Giovanni, de Montevarchi. En arrière s'élèvent les montagnes pelées de la Consuma, et un peu plus à gauche les hautes sapinières de Vallombreuse. Un *podere* (métairie) voisin du *casino* ne tarda pas à devenir l'objet de mes observations. Une trentaine d'arpens sur le versant d'une colline; en bas, des vignes enlacées aux branches d'ormeaux taillés en corbeille, ou se balançant en festons d'un mûrier à l'autre; entre les arbres plantés en ligne et séparés par des fossés, des champs portant du blé, de l'orge, du maïs ou du lupin; le long des fossés, de petites chaussées semées de luzerne; plus haut, des oliviers plantés en quinconce; au sommet du *poggio* (1), une petite maison en briques, blanchie à la chaux, avec les armoiries du propriétaire peintes à la détrempe sur le côté le plus en vue, voilà le théâtre de mes explorations. Plus longue que haute, la maisonnette n'a qu'un seul étage. Du milieu d'un toit en tuiles creuses s'élève une tour basse et carrée, couverte aussi en tuiles; l'une de ses faces est percée de trous comme une écumoire : c'est le colombier. En bas sont le pressoir, l'écurie du cheval, l'étable où se reposent quatre bœufs blancs, et où rumine en paix une *muca* (2) noire comme Apis; les celliers où sont déposés les légumes, où le vin vieillit dans la *botte* (3) et dans le *fiasco* (4), où l'huile se dépouille dans l'antique *orcio* (5), comme du temps de Columelle. On monte aux chambres d'habitation par un escalier extérieur, conduisant à une galerie ouverte; entre les arcades sont suspendus les gros épis couleur orange du *grano turco* (maïs); sur le mur d'appui trônent quatre ou cinq grosses citrouilles d'un jaune plus pâle. Derrière, on aperçoit un jardin potager avec quelques arbres fruitiers. A l'un des angles du *casotto*, deux figuiers aux bras noueux détachent vivement leur feuillage vert sombre sur les teintes pâles de la muraille. De petits cylindres en bois creux, recouverts d'une planchette et rangés les uns à côté des autres sur une pierre saillante, sont des ruches d'abeilles. Une cinquantaine de poules courent çà et là. A côté de l'*aja* (6), pavée en dalles de pierre grise, s'élèvent trois meules de paille ou de fourrage. Plus près de la maisonnette

(1) Coteau, colline.
(2) Vache laitière.
(3) Tonneau.
(4) Grosse bouteille enveloppée de paille tressée.
(5) Espèce d'amphore, grand vase en terre cuite.
(6) Aire à battre le grain.

sont rangées une ou deux charrues primitives; une *treggia* (1), pour la montagne; pour la plaine un char à roues excessivement basses, avec de hauts flancs de paille tressée; puis la charrette toscane, c'est-à-dire un réseau de cordes suspendu dans un cadre en bois entre deux grandes roues. Qui a vu le *podere* de Manafrasca connaît tous ceux du val d'Arno supérieur, car ils se ressemblent tous.

Celui dont j'entreprenais l'inventaire était exploité par une famille d'honnêtes métayers. Elle se compose de dix personnes : le père, la mère, une fille et six fils, plus une bru, car l'aîné est déjà marié. En Toscane, les *mezzajoli* (métayers) forment une classe à part. Les bourgs sont habités par quelques petits propriétaires, par des gens qui trafiquent des produits du sol, par les charrons, les charpentiers, les forgerons, par les artisans qui exercent les métiers nécessaires à la campagne. Dans les villages sont groupés les prolétaires des champs, les *pigionali*, les journaliers qui louent leurs bras soit aux propriétaires, soit aux *mezzajoli*. Quant à ceux-ci, ils vivent dispersés, chacun dans sa métairie, et la même métairie est souvent cultivée par la même famille, de père en fils, depuis des centaines d'années. A l'en croire, c'était le cas de Giuseppe Cardoni, qui se donnait ainsi des ancêtres connus remontant jusqu'à l'époque des croisades. C'est un homme poli, obligeant, hospitalier, loyal, religieux. Malgré ses soixante ans, il est encore très vert : taille haute, forte constitution, traits réguliers, physionomie ouverte et franche, cheveux gris, mais épais; un chapeau de feutre noir, une veste ronde et une culotte de gros drap brun, des bas gris, des souliers à talon fendu par derrière, afin de rendre le mouvement du pied plus libre; les jours de fête, un gilet de drap rouge.

De son propre aveu, sa femme a cinquante-deux ans. Elle est des environs d'Arezzo, de cette partie du Casentino où, sans que personne en sache la raison, les femmes sont blondes, ont les yeux bleus, portent un petit corset découvert comme en Suisse, et montrent l'épaulette de leur chemise en même temps qu'elles en laissent flotter les manches. Quittez la campagne, entrez en ville, et dans les rues d'Arezzo vous ne rencontrez plus que des femmes brunes, d'un type méridional bien accusé. L'Italie est la patrie de la variété en toutes choses. Non-seulement chaque capitale a un caractère bien tranché, mais chaque ville, chaque vallée a pour ainsi dire son cachet particulier, son dialecte, son aspect physique, ses mœurs, ses usages. De son pays d'origine, la *massaja* (fermière) de Manafrasca n'avait retenu que la couleur dorée de ses cheveux, un teint moins foncé que celui de ses voisines, et l'emploi du *sù*, qui

(1) Traîneau. On en fait usage sur les pentes rapides et dépourvues de bons chemins.

revient si souvent dans la bouche des Arétins et des Siennois : *padrone, sà; bel tempo, sà.* De l'ancien costume des femmes du val d'Arno, elle n'avait conservé que la *beretta*, sorte de bonnet de velours noir garni de dentelles de même couleur. Ses voisines, au surplus, n'en avaient pas gardé davantage. Le reste du costume est perdu. A cet égard, les choses se sont passées en Toscane comme partout ailleurs : de toutes les pièces du vêtement, c'est la coiffure qui a résisté le plus longtemps à l'invasion des modes et des étoffes cosmopolites. Ainsi l'on rencontre encore à Pistoja, en plaine, à vingt-cinq milles de Florence, la guirlande de fleurs et de rubans, tandis qu'à Prato-Vecchio et à Foppi, c'est-à-dire dans une vallée reculée, près des sources de l'Arno, au pied des rochers de La Vernia, jupons et corsages sont en cotonnade, et ont la coupe des robes de France et d'Angleterre. Ce que les contadines de Toscane ont surtout conservé d'autrefois, ce sont les mœurs et les sentimens. La femme de Giuseppe Cardoni est pieuse, bonne, laborieuse, toute à ses enfans et à son mari.

Une grande paix régnait dans cet intérieur, où la vie s'écoulait dans une heureuse médiocrité, remplie par le travail, sans regret comme sans ambition d'un sort meilleur. L'union sous le même toit entre une bru de vingt-six ans, une fille de vingt, et six fils étagés depuis trente jusqu'à quinze ans, n'est pas toujours aisée à maintenir. Ici elle était pourtant aussi parfaite que la respectueuse soumission de tous envers le chef de la famille. Lorsque le vieux Giuseppe recevait un service de l'un de ses enfans, ce n'était pas le père, c'était l'enfant même qui remerciait. Un jour que Cardoni avait demandé de l'eau à sa fille Pichichia, et que celle-ci, après lui en avoir offert dans une *mezzina* (1), se retirait sans lui rendre grâces, il lui reprocha devant moi son manque d'égards avec le ton de la dignité offensée. — *Grazie, babbo,* lui répondit-elle aussitôt avec un doux accent de repentir.

Cette docile Pichichia était une belle fille qui, toute villageoise qu'elle fût, portait dans toute sa personne un cachet de délicate élégance dont il était vraiment impossible de n'être pas frappé. C'est là du reste un des caractères les plus marqués du type toscan. Les Bolonaises et généralement les femmes de toute la Romagne ont de larges épaules, la gorge saillante, les membres forts, l'air résolu, quelque chose de viril dans la démarche. Elles parlent haut; leur accent est rude, leur geste véhément. En elles, rien de mélancolique, rien qui fasse rêver : des cheveux très noirs et brillans, rejetés en arrière, le front bas, des sourcils épais, les paupières plis-

(1) Vase en cuivre.

sées et bridées, l'œil noir, le regard hardi, le nez court et charnu, le menton carré, la lèvre forte, les coins de la bouche baissés, le teint d'un brun un peu rouge. Qui dans la femme cherche la faiblesse caressante, la grâce et la tendresse, ne trouvera point son fait à Bologne. Comme leur beauté, le charme des Romagnoles est d'un genre plus farouche. Elles ne manquent ni d'attrait, ni de séduction, mais il y a je ne sais quoi de sauvage dans l'espèce de sentimens qu'elles sont propres à inspirer. J'imagine que pour les aimer il faut une âme de forte trempe et plus passionnée que sensible. Ce sont bien les femmes de ces turbulens républicains qui ne surent jamais ni conserver la liberté, ni supporter un maître. Quittant les grasses plaines qu'arrose le Pô, vous vous engagez dans les sévères défilés de l'Apennin; à grand renfort de bœufs, vous en gravissez les confuses ramifications; vous franchissez le dernier sommet de ces âpres montagnes, presque entièrement dépouillées de verdure, ravinées par les eaux, battues par les vents, et aussitôt une atmosphère plus chaude vous enveloppe; vos oreilles sont frappées par la langue harmonieuse de Dante et de Boccace; les physionomies sont avenantes, vous êtes en Toscane. Une petite auberge, une *osteria*, vous attend un peu plus bas, à l'un des coudes du chemin. Entrez; peut-être l'hôtesse n'est-elle ni jeune, ni jolie, mais à coup sûr elle ne ressemble en rien à votre hôtesse du matin; rien de vulgaire dans les traits du visage, du sérieux et de la douceur, une voix agréable et des façons prévenantes.

Quant à Pichichia, ou, si l'on veut, Teresa, car Pichichia n'était que son surnom, elle était grande et svelte. Elle avait le front haut et droit, les cheveux châtains et pas très abondans, le teint brun, mais les joues colorées, des sourcils circassiens, de grands yeux, de couleur incertaine, ni verts, ni bruns; un nez un peu aquilin et trop accusé, une bouche plus grande qu'il n'eût fallu, mais d'un contour délicat et ornée de belles dents; le cou mince et long, bien attaché pourtant. Entre son caractère et celui des Romagnoles, le contraste n'était pas moins saisissant : au lieu de leur bruyante brusquerie, de l'enjouement tempéré par une gravité naturelle; des impressions aussi vives et aussi profondes peut-être, mais moins de fougue dans le sentiment et plus de mesure dans la manière de l'exprimer. C'était une brave et honnête fille, simple, naturelle, active, intelligente. Elle secondait habituellement sa mère dans les travaux du ménage; elle l'aidait à soigner la *muca*, et, dans la saison, les *bozzoli* (1), contribuant en outre pour sa part à la cueillée de l'olive, du raisin et des feuilles de mûrier, mettant au besoin la

(1) Vers à soie.

main à la *vanga* (1), et, dans les momens perdus, tressant de la paille à chapeaux. Il était difficile de la voir plusieurs fois sans éprouver pour elle de la sympathie, une sympathie où la volupté n'entrait pour rien, car sa beauté était aussi chaste que son cœur, et l'imagination pour peu de chose, parce qu'elle n'était pas assez originale pour séduire par l'attrait du singulier et de l'inconnu. Elle n'avait pas même le pittoresque du costume. Son vêtement se composait d'un justaucorps en cotonnade à carreaux dans lequel le bleu dominait, d'un jupon de même dessin, de même étoffe, dans lequel primait le carmin; autour du cou, un petit fichu rouge; enfin un immense chapeau de paille. Jusqu'en Toscane, ces chapeaux portent le nom de *paméla*, mais ils n'y sont point destinés, semble-t-il, à préserver du soleil. L'usage est de les porter sur le dos plutôt que sur la tête, et la partie antérieure repliée en arrière, flottante néanmoins, de façon qu'à chaque pas elle batte comme une aile cassée. Cela est fort laid, mais très à la mode, et en plein midi Pichichia avait grand soin de ne point abaisser sur ses yeux le bord de sa coiffure.

J'allais souvent au *casotto* de Manafrasca; j'y allais tous les jours, et plutôt deux fois qu'une, demandant le nom et la valeur de toutes choses, m'informant des méthodes de culture, de la quotité des semailles et de celle des récoltes. M'étant donné la mission d'étudier la situation d'une famille de campagnards d'après la minutieuse méthode récemment mise en honneur dans un ouvrage qui a fait quelque bruit, il me fallait entrer dans les plus menus détails. J'allais donc, comptant les journées et même les heures de travail, additionnant les plus petits profits, calculant les détériorations du matériel et les intérêts composés des capitaux engagés dans l'exploitation. De ma vie, je n'ai fait tant de multiplications, de soustractions et de règles de trois. Si j'arrivais à l'heure du dîner, je trouvais sur la table la soupe quotidienne, c'est-à-dire des lentilles, des fèves, des pois chiches, des haricots cuits à l'eau, avec assaisonnement de sel et d'huile. Combien l'huile? Combien le sel, les choux, les pommes de terre? Le pain est d'excellent froment, mais un peu gris, parce qu'on laisse du son dans la farine. Les dimanches, — il y en a cinquante-deux, — et les jours de fête, — il y en a treize, sans compter vingt-cinq demi-fêtes, — la soupe est remplacée soit par de la viande de bœuf, soit par de l'agneau grillé ou cuit dans l'*ignamo* (2) avec force épices. Mêmes calculs pour le souper. Il se compose tout simplement de salade, de pain trempé

(1) Bêche toscane. Elle a la forme d'un écusson. Le manche en est très long.
(2) Vase en terre.

dans l'eau et assaisonné avec du sel, de l'huile et du vinaigre. A la fin de l'automne et pendant l'hiver, on mange un plat chaud, des légumes ou de la morue salée, laquelle coûte autant que le bœuf. Le compte des vivres réglé, qu'on passe à l'inventaire des vêtemens, du mobilier, du bétail, du matériel agricole, sans oublier le bois, le luminaire : combien de prix d'achat? combien de frais d'entretien? Pareille enquête, on le voit, n'est pas l'affaire d'un jour.

Je m'en apercevais de reste, et mes voisins mieux encore. Bien que je leur eusse expliqué le but de mes fréquentes visites, ces pauvres gens ne devaient rien comprendre à une aussi importune curiosité, et, à supposer qu'ils y comprissent quelque chose, ils ne pouvaient manquer de gémir en secret d'avoir été choisis pour matière à expérience. Je me sentais insupportable. On ne me le témoignait pas cependant, et je recevais toujours bon accueil. Loin de me traiter en fâcheux, on me faisait bonne mine à toute heure. A la maison pas plus qu'aux champs, je ne trouvais des visages renfrognés. Il y a mieux : au bout de quinze jours, on m'accueillait avec expansion et cordialité. Je n'en revenais pas de surprise. — En France, me disais-je, on m'aurait déjà fait sentir dix fois pour une que mon indiscrétion est fatigante.

Étudier au point de vue matériel la condition des *contadini* (1) du val d'Arno était bien le but principal de mes investigations; mais, sans le savoir et sans le vouloir pour ainsi dire, je me familiarisais peu à peu avec les sentimens et les habitudes des paysans de la Toscane. Pendant que j'inscrivais des chiffres sur mon carnet, les traits de mœurs se gravaient dans ma mémoire. Comment entrer à l'écurie sans remarquer l'image de saint Antoine clouée sur la porte? Le moyen d'examiner le logis sans voir dans tous les coins le chiffre ou le portrait de la madone? Le dimanche matin, tout le monde est à la messe, et le *casotto* n'est gardé que par un roquet. Si je viens après l'office du soir, j'ai chance de trouver les jeunes gens jouant aux boules ou à la *ruzzola* (2) avec des amis du voisinage. Quelquefois ils chantent en chœur un de ces airs dont les accords à la fois gutturaux et plaintifs rappellent la musique arabe et font, je ne sais pourquoi, songer à l'antique Étrurie. Le jour de la Saint-Jean-Baptiste, on a dansé sur l'*aja* le *trescone* et la *manfrina*. Ordinairement, des fils de Cardoni, je ne vois plus

(1) *Contadini*, habitans des comtés. En Italie, on désigne ainsi les paysans, parce qu'à l'époque de la formation de la langue italienne les habitans de la campagne étaient encore soumis à la domination féodale, tandis que ceux des villes en étaient affranchis et vivaient en république.

(2) Disque en bois qu'on lance le plus loin possible. Pour cet exercice, on se sert aussi de fromages durs, qui ont la forme d'une petite meule.

le soir que Gambini et Biribino. Ce sont les deux plus jeunes. Le dernier, Benjamin de la famille, n'a que quatorze ans : c'est encore un enfant : il ne sait ni lire ni écrire couramment; mais un magister ambulant vient lui donner à domicile trois leçons par semaine moyennant un florin, c'est-à-dire vingt-quatre sous par mois. Barberino, qui n'a pas vingt et un ans, assiste parfois à la récitation du rosaire; mais Nappa et Piponi sont presque toujours absens. J'ai demandé de leurs nouvelles; on m'a répondu qu'ils étaient *a dama*.

— Et qu'ont-ils tant à faire à Dama? répliquai-je naïvement, prenant le mot *dama* pour le nom de quelque village voisin.

Pichichia sourit.

— Ils sont jeunes, me répondit sa mère avec un soupir refoulé.

Sachant les paysans de Toscane enclins au jeu, j'imaginai que le plaisir des cartes attirait mes gars dans une *osteria* des environs.

— Est-ce qu'ils s'y font plumer?

Chacun me regarda avec étonnement. Je pensai tout simplement que la métaphore française dont je venais de me servir était inusitée dans le pays, et je repris : — Est-ce qu'ils y laissent beaucoup d'argent, veux-je dire?

Nouvelle stupéfaction. — Mais, fit la *massaja* après un instant de silence et avec un mélange d'embarras et de déplaisir, ni Rosa ni Pepina ne sont ce que *vos' signoria* paraît croire.

Ce fut à mon tour de m'étonner. De Rosa et de Pepina je n'avais oncques entendu parler. Ma perspicacité s'élevait bien jusqu'à deviner qu'il s'agissait d'amourettes; mais, toujours coiffé de l'idée que *Dama* était le nom d'un lieu, je revins bravement à la charge :

— Ah! très bien. Je comprends. Dès que Rosa et Pepina habitent à Dama, tout s'explique.

— Que *vos' signoria* m'excuse. Pepina est la fille d'un barbier de Pontasieve, et Rosa habite Grandina, sur le chemin de Pratolino.

— Qu'est-ce que vos fils vont alors faire à Dama?

Pichichia ne put contenir un éclat de rire; après elle, tous les autres partirent en chœur.

— Que *vos' signoria* nous pardonne, mais elle commet une méprise.

Je ne m'en apercevais que trop; mais je pris de bonne grâce le parti de rire moi-même de mon *sproposito*. On m'expliqua qu'*andar a dama* signifie en bon français *aller voir sa belle*. Pour le coup, je trouvai que Pichichia traitait bien lestement ce sujet délicat. A son air dégagé, il était facile de juger que les escapades de ses frères lui paraissaient chose toute naturelle. Le soupir de la mère me semblait moins déplacé que le sourire de la fille. C'était de ma part

une nouvelle bévue. J'appris qu'il y a peu de jeunes *contadini* qui ne fassent leur cour à quelque *ragazza* du voisinage, et cela en tout bien tout honneur. On m'a dit depuis que ce dernier point était une règle qui admettait quelques exceptions.

— Je suis en ce cas surpris que personne ne vienne *a dama* dans cette maison, dis-je en me tournant vers Pichichia.

— *Che!...* répliqua-t-elle en rougissant.

La réponse n'était pas bien claire. Le *che* veut dire tant de choses, selon l'accent plus ou moins guttural avec lequel il est prononcé, qu'il faut être un italianisant consommé pour comprendre à coup sûr la pensée, comme pour en bien saisir la nuance. Le geste aide le plus souvent à deviner; mais Pichichia tressait de la paille, et ses mains n'avaient point parlé. Elle avait rougi. Je crus bonnement que c'était par timidité, et que son exclamation exprimait un modeste embarras. Point du tout. A son air mortifié et au ton de sa voix, un homme plus au fait aurait compris que tout autre était la cause de son trouble. Ce qu'elle éprouvait, c'était l'inquiétude que je la crusse négligée, méconnue, méprisée. Son *che* voulait dire : « Si on ne me fait pas la cour, c'est qu'il me plaît ainsi. » Au reste, mon erreur ne fut pas longue. Une observation de sa mère suffit pour la dissiper.

— Assurément, ajouta-t-elle, froissée elle-même dans son amour-propre maternel, si Pichichia ne les rebutait pas tous, il ne manquerait pas ici de galans. Il y a le fils de Galetti, un marchand de grains... *si, signore,* vrai comme la madone! — le fils d'un riche marchand de grains de Pontasieve... Il ne sortirait pas d'ici, si cette grande sotte lui avait laissé la moindre espérance.

Pichichia fit deux fois claquer sa langue contre ses dents, en élevant la main et en l'agitant à plusieurs reprises de gauche à droite. Bien qu'accompagnée cette fois d'un commentaire mimique, cette interjection, qui ne peut s'écrire, était une seconde énigme pour moi. Il paraît qu'elle signifie « ne parlons pas de cela, » car le père, qui jusque-là n'avait pas semblé prendre garde à la conversation, se leva comme pour la rompre.

Il se faisait tard. Je me dirigeai vers mon gîte, échafaudant mes suppositions sur le peu que je venais d'apprendre. « Les fils de Cardoni, me disais-je tout en marchant, aiment ailleurs qu'il ne plairait à leur mère : c'est ce que prouve le gros soupir qu'elle a laissé échapper en parlant de leurs allées *a dama.* Quant à Pichichia, elle n'aime pas qui il plairait à sa mère, et celle-ci vient de s'en expliquer très clairement. L'amour ne fait jamais que des sottises. C'est absolument comme en France... » Tout en rêvant, je suivais un sentier tracé à mi-côte. A travers les festons de la vigne

et le léger feuillage des oliviers, on découvrait la vallée de l'Arno, déjà plongée dans les ombres bleues du crépuscule, tandis que derrière les hautes collines de San-Donato brillait encore d'un vif éclat un ciel illuminé par le soleil couchant.

Comme un fou, un beau garçon vêtu en citadin vint se jeter à ma rencontre. J'eus à peine le temps de me garer. Tout en me heurtant, il me jeta au passage d'une voix essoufflée un *felicissima sera*, qui témoignait, mieux que sa brusquerie, de ses bonnes intentions. Je me retournai : il était déjà caché par le tronc d'un olivier. Quelques momens après, une voix jeune et fraîche, dans la direction du *casotto*, chantait un refrain populaire. Une faible brise, chargée des parfums de l'Apennin, portait le son de mon côté. Les paroles mêmes m'arrivaient distinctement au milieu du silence des champs et du calme de la nature. C'était le *io ti voglio ben 'assai* (1), qui de Naples a fait le tour de l'Italie et même de l'Europe. Le chanteur devait être le *bel giovine* qui venait de me coudoyer si rudement. Sérénade en l'honneur de Pichichia, pensai-je, et, réfléchissant au sens des paroles, je m'écriai : Le fils du marchand de grains, parbleu! il gémit en musique sur les rigueurs de sa maîtresse. — Après le premier couplet, silence. Pour attendre le second plus à l'aise, je m'assis au bord d'un fossé. Plus rien. Je gagnai le casino en me promettant bien de découvrir ce petit mystère.

Absorbé par mes calculs sur la quantité d'œufs et autres denrées produits, vendus et consommés à Manafrasca, je n'avais pas assez étudié les allures de chacun des habitans pour réussir tout de suite dans mon entreprise. Je fus même dérouté le lendemain par l'air radieux de Pichichia. — La poursuite du signor Galetti ne lui est pas si importune qu'elle veut bien le dire, pensais-je, puisqu'elle a l'air si ravi.

Profitant d'un instant où elle traversait l'*aja* pendant que je chiffrais appuyé contre le char, je l'interpellai au passage : — Eh bien! vous avez reçu une visite hier soir?

Elle rougit, mais pour le coup c'était visiblement d'embarras.

— Oui, oui, repris-je, vous jouez la cruelle envers Galetti devant votre mère, mais je ne m'y laisserai plus prendre.

Sur quoi, elle se sauva en riant de tout son cœur.

Cette fuite joyeuse déjouait ma perspicacité. Je ne me tins cependant pas pour battu, et attendis patiemment l'occasion. Plus attentif dès lors aux faits et gestes de Pichichia, je remarquai qu'elle s'absentait assez souvent entre neuf et dix heures du matin, et

(1) *Je te veux tant de bien, et tu ne penses pas à moi*, refrain d'une chanson napolitaine.

qu'elle revenait toujours avec l'air triste et découragé. Je me rappelai lui avoir vu quelquefois à la même heure le visage épanoui et la physionomie rayonnante de bonheur. Je guettai sa sortie. Elle descendait le *poggio*. Je la suivis de loin. Elle gagna par un chemin de traverse la route de Pontasieve à Vallombreuse. Vis-à-vis le point de rencontre des deux voies s'élève une petite chapelle; une simple arcade peu profonde, fermée par une grille, protége contre la pluie une statuette de la Vierge. Devant la sainte image, une lampe, entretenue par je ne sais qui, brûle nuit et jour. Arrivée là, Pichichia fit le signe de la croix et s'assit au bord de la route sur une berge qui la domine de quelques pieds. Le coude sur les genoux, la tête dans la main, elle regarda longtemps dans la direction de Pontasieve, prêtant peu d'attention aux voitures et aux piétons qui montaient ou descendaient à ses pieds, et sourde aux apostrophes que lui lançaient au passage les jeunes gars étendus dans le filet de leur *carro*. Ces charrettes sont fort pittoresques. On les peint toujours en rouge. Elles ont de courts brancards fixés par une lanière de cuir au sommet d'une sellette plus haute d'un pied que le dos du cheval, ornée de clous et de plaques de cuivre, et surmontée d'une vraie girouette de même métal. Leur attelage de petits chevaux nerveux, agiles, aussi ardens que maigres, couverts de glands et de pompons écarlates, rappelle beaucoup le *corricolo* napolitain. A ces chars de forme si gracieuse, Pichichia ne prenait point garde. Elle ne levait la tête que pour les fiacres. On aperçut enfin, sortant d'un nuage de poussière, deux chevaux gris traînant une calèche découverte; elle se mit aussitôt debout, et, plaçant sa main étendue devant ses yeux, regarda attentivement du côté du véhicule; puis elle se rassit, agitant l'extrémité d'un de ses pieds nus, comme quelqu'un qui soulage l'impatience de son cœur par un peu de mouvement physique. Au bout d'une demi-heure, elle reprit le chemin de Manafrasca. Les jours suivans, même manége. Mon indiscret espionnage ne m'apprenait rien, sinon qu'elle attendait, et que son attente était vaine.

— Vous avez bien de la dévotion à la madone, me hasardai-je un jour à lui dire.

— *Che?...* (Autre que le premier, ce *che* signifiait : je ne comprends pas.)

— On m'a dit que vous alliez tous les matins en pèlerinage à la chapelle de la route, repris-je en la regardant malignement.

— Je ne m'en cache pas, me répondit-elle avec plus de tristesse que de confusion. Et elle ajouta à demi-voix avec un soupir : Il y a bien longtemps que la madone n'a exaucé ma prière!

— Et que lui demandez-vous? repris-je aussitôt.

Je ne sais si elle aurait répondu à ma question, mais je l'avais à peine lancée que les cris de *Chichia, Chichia,* partirent de la galerie du *casotto*. Sa mère réclamait son aide à la cuisine. Elle y courut, et j'en fus pour mes frais de curiosité. Ce qui me faisait penser cependant que je n'attendrais pas longtemps la réponse de Pichichia, c'est que depuis la veille la jeune fille semblait chercher l'occasion de se trouver sur mon passage, et s'était deux ou trois fois approchée de moi comme une personne qui a quelque chose à dire, mais qui ne sait comment s'y prendre pour commencer ou qui hésite encore à entamer un sujet délicat. Ces velléités de confidence s'étaient manifestées depuis le soir où j'avais annoncé mon prochain départ pour Florence. J'en étais venu en effet à regarder comme au-dessus de mes forces la tâche que je m'étais imposée en m'installant au *casino* de M. Neri. J'étais bien arrivé à découvrir qu'au point de vue agricole la Toscane se peut diviser en trois zones : celle des plaines ou des céréales et du maïs, celle des collines ou des vignes et des oliviers, celle des montagnes ou des châtaigniers; mais je craignais, non sans raison, d'avoir déjà été devancé dans ce champ d'observations trop générales. Quant aux observations particulières, grâce à la complaisance de Cardoni, j'avais bien réussi à chiffrer tant bien que mal la quantité et la valeur moyenne des produits de son *podere*, ainsi que le montant approximatif des dépenses personnelles de la famille; mais, dans le calcul de ses frais d'exploitation et de ses recettes fictives, je me croyais sans espoir de salut, et j'avais le courage de me l'avouer. Il ne me restait plus dès lors qu'à abandonner la partie et à regagner la ville.

Le soir même du jour où j'avais plaisanté Pichichia sur sa dévotion à la madone de la grand'route, je la rencontrai comme j'allais faire une dernière visite au *casotto*. Elle venait à ma rencontre à pas comptés. Dès qu'elle m'aperçut, elle s'arrêta, et, au moment où je la joignais, elle me dit en baissant les yeux et d'une voix hésitante : — *Vos' signoria,...* il fait bien beau ce soir.

Évidemment ce n'était pas pour me parler du temps que Pichichia était venue au-devant de moi.

— Qu'y a-t-il ? repris-je pour briser la glace. Qu'avez-vous à me faire savoir ?

— *Vos' signoria* est si bonne... Voudrait-elle bien...? *Vos' signoria* part pour Florence, n'est-il pas vrai ?

— Oui, dès demain. Je vais de ce pas remercier vos parens et leur dire adieu.

— Ah! je suis bien inquiète! reprit-elle en faisant un effort suprême pour vaincre son hésitation. Il y a plus de quinze jours qu'il n'est venu à Manafrasca.

— Qui cela, *il?* Le fils du marchand de grains?

— *Signor, no.* Que Galetti soit malade ou bien portant, cela ne me touche guère. Ce n'est pas lui que j'aime.

— C'est-à-dire alors que celui que vous aimez habite Florence, et que vous avez des commissions à me donner pour lui?

— Aucune autre que de vous informer, — *vos' signoria* me pardonne! — s'il ne lui est pas arrivé quelque malheur. Lorsqu'il est longtemps sans faire le voyage de Vallombreuse, il ne manque pas, malgré la distance, de venir exprès jusqu'ici. Il faut qu'il soit survenu quelque disgrâce. Je tremble, et je n'ose en parler à personne.

— Est-ce que vos parens n'approuvent pas votre inclination?

— Hélas! non. Pepe est pauvre. Ils me voudraient voir épouser le fils de Galetti, qui est riche, lui! Ce n'est pas que Galetti soit déplaisant... — Ces dernières paroles avaient été prononcées à haute voix et précipitamment. Ce fut lentement, à voix basse et avec un accent indicible que la jeune fille ajouta : — Mais j'aime tant Pepe, et il m'aime tant!

— Et qui est cet heureux Pepe?

— C'est le fils de l'un de nos voisins, l'ancien fermier de Torrarsa. Nous jouions toujours ensemble dans notre enfance. Son père est mort il y a bientôt dix ans. Aucun des fils n'étant d'âge à devenir *capoccio* à sa place, la famille a été obligée de quitter le *podere,...* une métairie qu'elle exploitait déjà du temps de la république!

— Et que fait à Florence votre *amoroso?*

— Il est *vetturino.* Ah! si *vos' signoria* voyait ses deux jolis chevaux gris et sa calèche rouge! Comme il fait claquer son fouet avec grâce! comme il conduit avec *furia!* — En même temps son regard s'illuminait de fierté. — Malheureusement, reprit-elle en changeant d'expression et avec un air de tristesse, tout cela n'est pas à lui!

— Il n'est que serviteur à gages?

— Hélas! oui; mais il économise pour acheter des chevaux et une voiture : alors il pourra gagner beaucoup d'argent, et mes parens consentiront à notre mariage.

— De sorte qu'il s'agit simplement aujourd'hui de vous donner de ses nouvelles?

— Ah! *caro signore,* je vous en serais éternellement reconnaissante. Je n'oublierais jamais *vos' signoria* dans mes prières.

— Près de qui m'informer?

— Oh! si *vos' signoria* le rencontre, elle le reconnaîtra tout de suite. Le plus beau *vetturino* de Florence, c'est lui.

— Je n'en doute pas, repris-je en souriant. Son nom me serait

cependant de quelque utilité... pour le cas où je ne le rencontrerais pas, s'entend.

— Pepe, Pepe Gamba, *signore*. Son *legno* porte le numéro 52. Il est presque toujours sur la *piazza*... comment donc? la *piazza*,... *vos' signoria* sait bien,... cette place où il y a une grande colonne?

— *Piazza della Trinità?*

— Justement. Que *vos' signoria* m'excuse, mais je n'ai été qu'une fois à Florence.

— Parfaitement.

— Puisque *vos' signoria* a tant de bonté qu'elle veut bien s'intéresser à une pauvre fille comme moi, peut-être daignerait-elle aussi s'informer... — Ce disant, elle baissait les yeux, et sa voix redevenait hésitante. — Ce n'est pas que j'aie des doutes... Mais qui sait?... qui sait si quelque dame de Florence ne m'a point enlevé le cœur de Pepe?...

— Soyez sans inquiétude de ce côté, Pichichia; les dames de Florence n'ont garde de marcher sur vos brisées. N'importe d'ailleurs, je ferai votre commission, et je vous enverrai, soit des nouvelles de Pepe, soit Pepe lui-même.

— Ah! *caro signore*, bénie soit votre charité! Dieu vous le rendra.

II.

« Chassez le naturel, il revient au galop, » dit la sagesse des nations. A peine arrivé à Florence et installé à l'auberge, je courus au Dôme et à la place du Grand-Duc. Des fenêtres de ma chambre, on découvrait presque tous les quais, en amont et en aval des arches sveltes, élégantes et hardies du pont de la Trinité; j'y passai la soirée rêvant, admirant, heureux de vivre, dans une disposition d'esprit analogue à celle d'un convalescent qui reprend possession de l'air, de la lumière et de la nature. Je ne pensai que le lendemain matin (l'homme est profondément égoïste) à l'incomparable Pepe.

Sur la place de la Trinité, je ne trouvai ni chevaux gris, ni numéro 52. « Le beau Gamba est en course, » me dis-je. J'allai déjeuner à deux pas, chez Doney. Lorsque je sortis du café, toujours point de Pepe. « Au milieu du jour, pensai-je, à l'heure où chacun se repose, mon homme sera à son poste. Allons à Pitti en attendant, » et j'enfilai la *via Porta-Rossa*. Je n'étais pas encore sous l'élégant portique du *Mercato-Nuovo*, que je ne pensais déjà plus à Pichichia et à ses amours. Au-delà du *Ponte-Vecchio*, dans la rue qu'habitait le fameux historien Guicciardini, je rencontrai la garde

montante, musique en tête. Je la suivis. Arrivé en face du palais habité alors par le souverain de la Toscane, et qui porte encore le nom du simple particulier par lequel il fut édifié, je m'arrêtai un instant pour en contempler l'imposante masse et l'aspect sévère. Je montai à la galerie. Après avoir donné un coup d'œil aux lumineuses marines de Salvator Rosa, au brillant portrait de femme appelé *la Belle*, de Titien, je m'absorbai dans l'étude du *Léon X* peint par Raphaël. Je faisais réflexion qu'un jury enverrait les deux acolytes du pape aux galères rien que sur leur mine, lorsque le *si chiude* (on ferme) de trois heures vint résonner à mon oreille étonnée. Escorté par un laquais en livrée grise et par une manière de gendarme bleu, blanc et rose, je gagnai la porte et pris le chemin des *Uffizi*, le tout sans plus penser à Pepe qu'à l'économie politique. Le moyen de songer à un *vetturino* en face du palais de la seigneurie! Je m'installai sous la loge des *Lanzi*, et de là, avec les noirs et élégans piliers du portique pour premier plan, mon regard et ma pensée errèrent un peu au hasard de l'Or-San-Michele à l'arcade aérienne lancée entre le palais et les Offices. Voici le *Persée* de Benvenuto Cellini et la *Judith* de Donatello. Voilà la statue équestre de Côme, non pas le premier tyran, mais le premier duc de Toscane. Les armes de toutes les villes sont peintes sous le collier de mâchicoulis du palais-citadelle, témoin de tant de crimes et de tant d'actes héroïques, théâtre de tant de luttes et de révolutions politiques. C'est dans cette espèce de donjon, plus petit de beaucoup que les châteaux ruinés de Coucy et de Pierrefonds, que le Christ fut deux fois proclamé roi de Florence et deux fois détrôné par les Médicis. Dans ce coin laissé vide étaient les maisons des Uberti, rasées par le peuple en 1258. Ici Michel Lando brandissait son étendard à la tête des *ciompi*; là fut dressé le bûcher de Savonarole. La vue de l'Agora et du Forum n'évoque guère plus de souvenirs que cet étroit espace, où deux bataillons ne pourraient manœuvrer.

Comme mon regard retournait du *David* de Michel-Ange à l'entrée de la *via Caciajoli*, il rencontra celui d'un cocher qui, du milieu de la place, m'invitait, avec force coups de fouet, à monter dans sa calèche. La voiture était attelée de deux chevaux gris : c'était peut-être celle de Pepe. Je m'approchai : elle portait précisément le numéro 52; mais, bon Dieu! quelle aveugle divinité que l'amour! Un grand nez crochu, une bouche fendue jusqu'aux oreilles, des yeux louches, une voix éraillée, criant : *Cascine, Fiesole, signore? Bellosguardo?*

— Est-ce bien vous qui vous appelez Pepe Gamba? dis-je au *vetturino*, n'en pouvant croire ni la couleur de ses chevaux, ni le numéro peint en blanc sur la caisse de sa voiture.

Sans répondre à ma question, il riposta avec l'accent guttural des Florentins : — *Per poco, mossu* (1); *per poco. Otto paoli l'ora; buoni cavalli* (2).

C'était plus que le double du prix courant. Comme il n'y a pas de tarif pour les voitures de place, chacun débat avec le cocher le prix de la course qu'il veut faire. L'un demande le plus qu'il peut, l'autre marchande. Quoiqu'il soit d'usage de surfaire les étrangers, le prix fort exagéré de huit pauls ne me prévenait pas en faveur de mon homme.

— *Che!* repris-je en homme qui connaît son Florence et ne s'en laisse pas imposer comme un Anglais; mais avant tout dites-moi votre nom.

— Oui, dit-il, répondant à une première interrogation au lieu de s'en tenir à la dernière, c'est-à-dire non; mais peu importe, c'est comme si c'était lui. Où veut aller *vos' signoria?* Aux *Cascine?* au *Poggio?*

— Ni à l'un ni à l'autre. Je voudrais savoir ce qu'est devenu Pepe, puisque ses chevaux et sa voiture...

A ce moment arrivaient deux bouquetières qui me coupèrent la parole. Chacune tenait à la main un panier rempli d'œillets, de jasmins, de tubéreuses, et voulait me vendre tout un parterre. Le goût des fleurs est universel à Florence. Dès le matin, on en doit pour ainsi dire orner la boutonnière de son habit. On ne peut faire trois pas dans la rue, sans rencontrer un marchand qui vous en pourvoit de gré ou de force. L'étranger surtout n'est presque pas le maître de refuser. Dans une ville où il jouit de tant de libertés, il n'a pas celle de ne point aimer les bouquets. Avec deux *crazie* (3), je me débarrassai des deux bouquetières importunes, et je revins à mon interrogatoire.

— Et Pepe?

— Je le remplace.

— Bien; mais où est-il?

Voyant qu'il s'agit non de traiter, mais de discourir, le substitut de Pepe laisse flotter les rênes de ses chevaux, qui, de fringans qu'ils étaient sous le fouet, deviennent aussitôt pacifiques comme des bœufs.

— A l'hôpital, me répondit-il en croisant les jambes et en fai-

(1) Lorsqu'ils ont affaire à un étranger, les *vetturini* ne manquent pas de substituer *mossu* à *signore*, persuadés que le reste de leur phrase italienne en devient bien plus intelligible.

(2) « Pour peu de chose, monsieur; huit pauls l'heure; de bons chevaux. » Le paul vaut environ douze sous.

(3) Corruption du mot allemand *kreuzer*.

sant passer son fouet dans la main gauche, appuyée sur le genou. Il a été enlevé par la *Miséricorde* (1).

— Ah! *Dio santo!* il lui est arrivé un accident?

— *No, signore,* il est malade.

— De quelle maladie?

— *Chi lo sa?*

— Et qui le saura, *birbante,* si ce n'est son camarade?

— Vrai, *mossu,* je l'ignore. Je sais seulement qu'il est à moitié mort.

— Conduisez-moi vite à Santa-Maria-Nuova, répondis-je en ouvrant moi-même la portière et en sautant dans la voiture.

Un cri, un coup de fouet, et nous voilà lancés au galop au milieu de la *via Caciajoli,* une rue aussi animée que la rue Vivienne. Par miracle, nous n'écrasons personne. Je passe, sans même les regarder, au pied du joli campanile de Giotto et à l'ombre de la haute coupole de Brunelleschi. En quelques secondes, entre les deux rangées de palais de la *via Pucci,* nous arrivons à l'hôpital. Il est fermé. L'heure des visites aux malades est passée. Je ne pourrai voir Pepe que le lendemain matin.

Le soir, j'allai faire une visite à la marquise Capranica, dans la société de laquelle j'avais eu l'honneur d'être admis à mon premier voyage. Tout y était bien changé, à commencer par la maîtresse de maison, que j'avais laissée dans tout l'éclat d'une beauté incontestée, quoique déjà à son couchant, et que je retrouvais presque vieille femme, mais toujours spirituelle, aimable et hospitalière. Pour une raison quelconque, elle n'était pas encore partie pour la campagne. Quelques retardataires comme elle étaient réunis dans son salon. Parmi eux ne se trouvait presque aucune de mes an-

(1) La *Miséricorde* est une confrérie de pénitens qui prend soin des malades et des blessés à Florence. Qu'un accident arrive ou que survienne une maladie, on sonne la cloche de la Miséricorde, et les confrères viennent enlever le blessé ou le malade. Beaucoup de membres de la confrérie appartiennent aux meilleures familles de Florence. Tous portent des guêtres, une tunique et une pèlerine noires, avec un capuchon de même couleur rabattu sur le visage et servant de masque. Ce costume, qui prête à rire aux esprits légers, a été un moyen très respectable d'établir entre confrères et vis-à-vis du public, à une époque d'inégalité sociale, cette égalité qui nous est si chère et qu'on trouve au fond des plus anciennes institutions chrétiennes. D'autres pénitens, vêtus de blanc, portent les morts au cimetière. A Florence comme à Rome, on enterre à la tombée de la nuit. Le cercueil est précédé par un prêtre. Quatre pénitens portent le corps; d'autres marchent à côté, des torches en main et psalmodiant les répons. Ni parens, ni amis. Rien de sinistre comme la rencontre d'un de ces funèbres cortéges dans l'une des rues sombres et étroites du vieux Florence. Les costumes, la lumière rouge des torches, le son lugubre des voix récitant les prières des morts, la marche rapide du prêtre et des pénitens, tout est étrange, saisissant, presque fantastique. On pense involontairement à la peste décrite par Boccace et aux sépultures hâtives et mystérieuses des temps de grande épidémie.

ciennes connaissances. La marquise me présenta à deux ou trois personnes. En fait de courtoisie, les Italiens sont passés maîtres. Rien de plus aisé, de plus facile, de plus gracieux que leur accueil. De prime-saut, on se trouve avec eux sur le pied d'une demi-familiarité pleine de charme. Cependant, en dépit du plaisir que je ne pouvais manquer de ressentir en si aimable compagnie, ma pensée se reportait sans cesse sur le malheureux Pepe et sur la pauvre Pichichia.

Le lendemain matin, je me levai plus tôt que de coutume. On n'est admis à l'hôpital qu'à dix heures, et il en était seulement huit. Pour tuer le temps, je passai par San-Lorenzo, la paroisse et l'œuvre des Médicis, — sévère basilique où deux membres sans gloire de cette illustre famille ont pour tombeau deux des plus grands chefs-d'œuvre de Michel-Ange, tandis que ses vrais grands hommes, les fondateurs de sa puissance, reposent sous une simple dalle de marbre ou dans un sarcophage de granit. Je regardais ma montre toutes les cinq minutes. Neuf heures et demie approchant, je me dirigeai vers Santa-Maria-Nuova en passant devant la statue du fameux *Giovanni delle bande nere*, le père de ce gros soldat que Charles-Quint fit duc de Toscane sous le nom de Cosme Ier, souche vigoureuse et luxuriante de vie d'où sortit cette lignée de princes efféminés et dégénérés qui s'éteignit dans la personne de l'imbécile Gaston. Laissant à gauche le vaste palais Riccardi, somptueuse demeure autrefois des premiers Médicis, j'arrivai devant Santa-Maria-dei-Fiore. Encore une demi-heure d'attente. J'essayai en vain de chasser les noires images d'agonie ou de mort qui m'assiégeaient en regardant les portes du Baptistère, ou en me promenant sous la nef du Dôme : ni l'exquise et élégante finesse des bas-reliefs de Ghiberti, ni la mâle grandeur de la nef d'Arnolfo di Lapo ne m'en pouvaient distraire. Enfin dix heures arrivent. Je cours à l'hôpital : grande foule à la porte; je passe à mon tour. — Pepe Gamba, *vetturino?* — Quatrième salle, numéro 14. — Je monte. Tous les hôpitaux se ressemblent : longue galerie, deux rangées de lits vis-à-vis les uns des autres. Voici celui de Gamba. Je m'approche. Il est maigre et pâle, mais n'a point l'air d'un moribond. Je m'informe : on me dit qu'il est hors d'affaire. Je vais à son chevet, et je reconnais alors, mais bien défait, le jeune homme à la barcarolle napolitaine qui m'avait heurté au milieu des oliviers, près de Manafrasca.

— *Poverino!* lui dis-je, comment vous trouvez-vous?

— Mieux, *signor dottore*, me répondit-il d'une voix faible, me prenant pour quelque médecin.

— Pichichia est bien inquiète. C'est de sa part que je viens vous voir.

Le regard du pauvre garçon s'illumina soudain, et, faisant effort

pour se soulever sur un coude : — *Anima mia!* Aussi bien, ajouta-t-il après une courte pause, et la larme à l'œil, c'est par amour pour elle que j'ai pensé mourir.

— Comment cela? Mais d'abord quelle maladie vous a conduit ici?

— Une fluxion de poitrine, *caro signore*, et une belle, je vous en réponds. Il y a eu dimanche quinze jours, pour voir quelques minutes Pichichia, j'ai couru à Manafrasca pendant que mes chevaux se reposaient d'un voyage à Volterra... Un voyage pénible, *signore.* — Il avait encore l'haleine courte : il s'arrêta pour respirer. — ..... Je revins encore à pied,... c'était fête, et le soir... toutes les voitures venaient de Florence, et pas une n'y allait.

— C'est vous qui avez annoncé votre présence à Pichichia en chantant *io te voglio ben' assai*, n'est-il pas vrai?

— Justement. Serait-ce votre seigneurie que j'ai rencontrée dans le sentier du casino Neri?

— Plus que rencontré, repris-je en souriant.

— Ah! que *vos' signoria* me pardonne! Il y avait une éternité que je n'avais vu Pichichia. J'étais comme un homme ivre.

— C'est tout simple... Mais votre maladie?

— Donc, *caro signore*, je reviens en ville, éreinté et mouillé de sueur comme un *barbero*. Il était nuit... A peine arrivé, voici le patron qui m'apostrophe : « Pepe, d'où viens-tu comme ça? Attelle, et vite. Un *signor* anglais attend la voiture à San-Donato. » Je me dépêche, je monte sur le siége, et en route! Le froid me saisit. La nuit suivante, une fièvre de cheval, un point de côté... Je croyais étouffer... La Miséricorde m'a apporté ici. On m'a saigné à blanc... Je croyais mourir... Et la pauvre Pichichia?

— Sauf le chagrin et l'inquiétude de ne pas vous voir, elle va à merveille, car elle ne se doute pas de l'état dans lequel vous êtes. Je vais lui mander de vos nouvelles.

— *Vos' signoria* lui dira que j'irai bientôt à Manafrasca. Qui sait quand je pourrai reprendre mon fouet? ajouta-t-il d'une voix sourde après une pause. Et mes pauvres chevaux, dans quel état vais-je les retrouver?

Puis, revenant, après ce souvenir donné à ses bêtes, à son idée première, il reprit avec un soupir : — Voilà une convalescence qui va me coûter bien des florins. Cela n'avance pas l'époque de notre mariage.

— Ne songez qu'à votre guérison pour le moment, répliquai-je en lui tendant la main. Je vois que je vous fatiguerais en demeurant plus longtemps près de vous. Au revoir.

J'eus un instant la pensée d'aller moi-même à Manafrasca, mais j'avais accepté la veille une invitation à dîner chez la marquise.

A quoi bon d'ailleurs effrayer Pichichia? Il suffisait de lui faire savoir que son cher Pepe était de ce monde, et ne l'oubliait point. Je pris donc le parti d'écrire, et d'envoyer ma lettre à Manafrasca par le *fattore* de M. Neri.

Rassuré sur le compte de mon amoureux, je me relançai à pleines voiles dans l'admiration de Florence. Au *tocco* (1), j'étais en face de la belle statue d'Auguste, qui orne le vestibule des *Uffizi*. Après une journée passée en compagnie de Raphaël, du Corrége, d'André del Sarto, de Titien, de Giorgione et des vieux maîtres florentins, je gagnai les quartiers populaires qui s'étendent derrière le *Palazzo-Vecchio*, autour de la Badia, la plus antique église de Florence, et dans la direction du carrefour de Santo-Ambrogio. Je revenais par le *Borgo degli Albizzi*, m'arrêtant de temps à autre pour considérer l'architecture de l'un des vieux palais dont le Corso est bordé, lorsque je vis arriver à moi une femme couverte de poussière, pieds nus, essoufflée, le corps penché en avant, les traits du visage tirés et contractés comme par un suprême effort. C'était Pichichia. Aussitôt qu'elle me reconnut, elle retrouva la force de courir vers moi.

— Ah! c'est Dieu qui vous envoie, s'écria-t-elle. Vit-il encore?

— Certainement. Il est sauvé. Je l'ai vu ce matin.

— *Benedetta sia la santissima Vergine!* dit-elle en levant les yeux au ciel avec l'expression d'une profonde et touchante reconnaissance.

Puis, redescendant sur la terre : — Où est-il? Je veux le voir tout de suite.

— Cela est impossible. On ne vous laissera pas entrer à l'hôpital à cette heure. Vous verrez Pepe demain.

— Non, non; je veux le voir tout de suite, reprit-elle avec énergie, et comme si elle n'avait qu'à commander.

— Cela ne se peut, répétai-je à Pichichia; mais tranquillisez-vous. Je l'ai vu.

Quelle était sa maladie, s'il était bien changé, comment ce malheur était arrivé, il fallait tout lui apprendre à la fois. Et elle revenait sans cesse, avec cette opiniâtre ténacité propre aux paysans de tous les pays, sur le désir d'entrer immédiatement à l'hôpital. J'eus beaucoup de peine à lui persuader qu'elle ne réussirait à fléchir le portier ou le directeur, ni par ses prières, ni par ses supplications, lors même qu'elle leur confierait son amour pour Pepe et l'amour de Pepe pour elle. A dire vrai, je n'en vins pas à bout. Je ne m'en tirai qu'en lui répétant à satiété que l'émotion d'une entrevue inopinée ferait beaucoup de mal au convalescent.

(1) Le coup d'une heure.

Lorsqu'elle se calma, ce fut à mon tour de la questionner. Par qui avait-elle appris la maladie de Pepe? Comment s'était-elle hasardée à entreprendre seule et à pied cette longue course, elle qui ne connaissait Florence que pour y être venue une seule fois dans sa vie? Pichichia me conta qu'elle était le matin en sentinelle à son poste ordinaire. Elle avait vu arriver la voiture, les chevaux de Pepe. Hélas! Pepe ne les conduisait pas. Elle s'était précipitée. Le cocher avait passé outre. Ses cris l'avaient fait cependant arrêter. « Qu'est-il arrivé? La voiture de Pepe porte des étrangers à Vallombreuse, et ce n'est pas lui qui est sur le siége!... Il est donc mort? — Non, mais il n'en vaut guère mieux; il est très malade. » Sans regarder en arrière, elle prend la route de Florence. Elle est dans son costume de travail, elle n'a pas une *crazia* en poche; mais elle va droit devant elle, sous la protection d'un signe de croix, sans autre pensée que celle de Pepe.

Lui et moi exceptés, Pichichia ne connaissait pas une âme en ville. Que faire d'elle jusqu'au lendemain? Je la conduisis dans une auberge voisine de San-Remigio, dans le *borgo dei Greci*, à l'enseigne du *Lis rouge*. La maison était d'apparence honnête. J'entrai suivi de mon escorte féminine. Le patron de la *locanda* parut fort étonné. Un étranger bien vêtu et une contadine pieds nus, c'était une association que, malgré sa longue expérience de la vie, il n'avait pas rencontrée encore. Moitié de bonne grâce, moitié de mauvaise humeur, il donna cependant gîte à Pichichia, après avoir écouté d'un air assez incrédule les quelques explications que je jugeai à propos de donner. J'allais donc me retirer, lorsque la pauvre fille prit peur de rester seule à l'auberge. Sur la route, en plein air, au milieu des champs, toute à son chagrin, à ses angoisses, à son désespoir, elle n'avait pas éprouvé d'inquiétude pour elle-même. Tranquillisée sur le compte de Pepe, enfermée dans les murs d'une grande ville, claquemurée dans une chambrette d'auberge, Pichichia s'effrayait et faisait mine de ne plus vouloir me quitter. On juge de mon embarras; je lui fais à grand'peine comprendre qu'elle ne peut venir à mon hôtel. Son parti pris sur ce point, une nouvelle difficulté se présente aussitôt : elle veut aller prier pour son amant.

— C'est à merveille, ma fille; mais priez dans votre chambre.

— Non, je veux aller à l'église; je veux aller prier la madone de l'Annunziata. C'est une madone qui a fait quantité de miracles. Qu'elle m'accorde la guérison de Pepe! Il faut que je fasse brûler un cierge devant son image!

Je me trouvais parfaitement ridicule, croyant donner la comédie aux assistans. Pas du tout; cette scène redressait la mauvaise impression produite par notre entrée. Chacun dès lors fit bon visage

à Pichichia. En ceci, il fallut lui céder, et il fut convenu qu'après souper elle serait conduite à l'Annunziata par une servante de l'auberge.

Toutes ces négociations m'avaient pris beaucoup de temps. Il était plus de six heures, et à six heures je devais être chez la marquise Capranica. J'y courus en toute hâte. Après m'avoir attendu, on s'était mis à table. Je me confondis en excuses, et pour me justifier je racontai mon aventure. Tous les convives prirent le plus grand intérêt à l'héroïne de mon histoire. Les questions pleuvaient de tous les bouts de la table. Travaillée par la misère, Pichichia aurait excité peu de pitié; mais, malheureuse par amour, elle ne trouvait que des cœurs compatissans. Les Florentins passent pour avoir été de tout temps plus forts en économie domestique qu'en économie politique, et encore aujourd'hui ils sont accusés par les autres Italiens d'une excessive parcimonie. Cependant les invités parlèrent aussitôt de se cotiser pour acheter à Pepe la voiture et les chevaux qui devaient enlever le consentement des parens Cardoni à son mariage avec Pichichia.

Au nombre des convives se trouvaient deux jeunes filles : une nièce de la marquise et l'une de ses amies, fille d'une princesse sicilienne fixée à Florence. Celle-ci exprimait hautement et vivement sa sympathie pour la pauvre contadine inconnue dont elle venait d'apprendre le dévouement amoureux. L'autre gardait le silence. Était-elle insensible, ou cachait-elle son émotion sous une indifférence jouée? Ne la connaissant point, je ne pouvais lire dans le fond de son cœur. Feinte ou sincère, son impassibilité au milieu de la compassion universelle excita ma curiosité, et je l'observai plus attentivement. Son visage et toute sa personne appartenaient au type florentin le plus pur. J'ai ouï dire à plus d'un voyageur qu'à Florence le sang n'est pas beau. Peut-être en effet la beauté des Florentins, des Florentines surtout, car c'est principalement des femmes qu'il s'agit, n'est-elle pas de celles qui frappent à première vue. Elles n'ont ni la plénitude de formes qui plaît au statuaire, ni la régularité de traits que recherche le peintre. Elles sont belles pourtant, mais d'un autre genre de beauté. Elles attirent par la distinction de leurs formes et de leur tournure, par l'expression fine et intelligente de leur physionomie. Dans le charme qu'elles exercent et qu'on ne tarde pas à ressentir, il n'y a rien de platonique, mais tout est élevé et délicat (1). Si elles n'ont pas l'imposante gravité de la matrone ro-

(1) Florence passe pour une ville où les mœurs sont très relâchées. A en juger par les apparences, on ne s'en douterait pas tout d'abord. Au théâtre et jusque dans la rue, le vice lui-même se cache sous une froideur jouée qui peut faire illusion aux étrangers.

maine, la grâce caressante et voluptueuse de la Vénitienne est bien moins encore leur fait. Ce qui domine en elles, c'est le noble et le sérieux. Un parfait atticisme, voilà le trait le plus caractéristique de la femme florentine. Chez elle, une beauté physique imparfaite est illuminée et comme transfigurée par la beauté intérieure, je ne dis pas de l'âme, mais de la pensée. Aussi captive-t-elle l'esprit bien plus qu'elle ne sollicite les sens. Jusque dans son enjouement, il y a une réserve extérieure qui écarte l'idée de galanterie; mais si sa familiarité même retient quelque chose de sévère, elle n'a pourtant jamais rien de mélancolique : en elle, rien qui sente la rêverie sentimentale. Il y a plus de passion dans l'émotion qu'elle fait naître, une passion contenue et sobre, mais rehaussée par cette idéalisation spiritualiste qui est le cachet de la littérature comme de la peinture des Florentins. De ce genre exquis de beauté, la nièce de la marquise était le plus parfait modèle. J'ai vu de plus jolies femmes; je n'en ai point rencontré qui, frappant aussi peu au premier aspect, fussent douées d'une telle puissance de séduction, séduction sérieuse, sans tendresse comme sans emportement, mais qui, s'adressant à toutes les facultés à la fois, exerçait une attraction irrésistible et presque mécanique.

Pendant que je regardais ma charmante voisine, les choses suivaient leur cours naturel. Les plus grandes infortunes ne jouissent que peu de temps du privilége de nous occuper. Pour l'homme, c'est beaucoup que d'accorder quelques minutes de sincère commisération à autrui, et de le ravir à ses plaisirs ou plutôt à lui-même, car son égoïsme lui fait considérer comme un dommage personnel tout ce qu'il accorde à son prochain d'attention et d'intérêt. Aussi ne fut-il bientôt plus question de Pepe et de Pichichia. La conversation reprit son tour ordinaire, et je remarquai qu'à Florence, comme dans tous les salons de la terre, les gens du monde s'occupent et parlent surtout d'eux-mêmes.

Comme nous venions de nous lever de table, Mlle Elena Dini (ainsi s'appelait la nièce de la marquise) disparut. Je ne m'en aperçus pas tout de suite, occupé que j'étais à regarder l'ameublement du salon : *soffitto* en bois sculpté, pavé en marbre de diverses couleurs, tentures en soie cramoisie, glaces de Venise, divans le long des murs; dispersés au milieu de la pièce un piano, deux ou trois tables, une causeuse et plusieurs siéges modernes. J'entendis une porte s'ouvrir, c'était la jeune reine de céans. Je crus d'abord qu'elle venait à moi; mais elle passa de l'autre côté d'une table ronde sur laquelle un vase de Chine contenait un énorme bouquet de fleurs. Retenu par je ne sais quoi, je restais à l'écart. Après plusieurs allées et venues, tours et détours, après avoir échangé d'un air distrait

quelques mots avec plusieurs personnes, elle s'approcha tout à coup de moi. On connaît le fameux vers :

Ce que je sais le mieux, c'est mon commencement.

Cela est bon pour le palais; mais dans le monde, c'est tout le contraire : le commencement est la partie la plus difficile de toute conversation. On s'attaque par la santé ou le temps qu'il fait, et on s'accroche ensuite le plus vite qu'on peut à la première branche qui passe à portée; mais avec les gens qu'on ne connaît pas assez pour s'informer de l'état de leurs nerfs, et dans un pays où il fait presque toujours beau, par où commencer? Je cherchais, et je trouvais d'autant moins que je cherchais davantage. Dieu sait quelle platitude allait m'échapper, lorsque la charmante Elena m'en épargna la honte en commençant la première.

— Monsieur, je m'intéresse vivement à votre Pichichia...

Je m'inclinai.

— Voulez-vous vous charger d'une commission pour elle?

— Très volontiers, mademoiselle. Je suis trop heureux...

La voix de mon interlocutrice était encore moins assurée que la mienne, et une légère rougeur colorait son visage.

— *Dunque*, reprit-elle en levant sur moi deux beaux yeux rayonnans de satisfaction intérieure, ayez la bonté de lui remettre ceci. C'est ma part de souscription.

En même temps elle me mit dans la main un rouleau de pièces d'or.

— Ah! mademoiselle! c'est vraiment trop de générosité de votre part!

— Point du tout. J'espère tout simplement que cela me portera bonheur.

Sur quoi elle rougit pour tout de bon, et s'enfuit sans attendre ma réponse.

Je rejoignis mon voisin de table : c'était un vieillard fort poli, que tout le monde appelait Piero, comme s'il n'avait eu que vingt ans, et qui n'était ni plus ni moins qu'un descendant des Soderini. Nous venions de faire connaissance, et il me semblait déjà être de ses amis. Je lui demandai l'explication de cette énigme.

— Eh bien! qu'est-ce qui vous arrête? C'est tout simple.

— Pour vous, repris-je, mais pour moi cela demande quelque éclaircissement, bien que je sois, je pense, sur la voie.

— Comment! vous ignorez que la *marchesina* est éprise d'un bel aide-de-camp de l'archiduc Louis?... D'où arrivez-vous? ajouta-t-il en souriant.

— De Pontasieve, où personne ne m'en a soufflé mot.

— Je vous croyais à Florence depuis deux jours, et vous n'en savez pas plus long! Apprenez donc que Lena est orpheline, fort riche, ravissante (il est inutile de vous le dire), qu'elle aime Paroli, un garçon plein d'esprit, qui est beau comme Apollon, mais ruiné, peut-être même endetté. La tante se laisserait toucher, mais le tuteur est intraitable. Vous devinez le reste.

— De sorte que sa pitié pour Pichichia part d'un touchant retour sur elle-même.

— Certainement; mais il ne faut pas mal juger de son cœur pour cela. La préoccupation de soi-même, c'est notre misère à tous.

— Et Mlle Dini, repris-je, parle ouvertement de son amour pour M. Paroli?

— Pourquoi pas? Quel mal y a-t-il à cela? Je ne sais pourquoi vous faites l'étonné; on voit bien que vous êtes du pays où l'on cache l'amour comme une faiblesse, mais où la galanterie est fort de mise. En France, vous n'avez la pruderie que du bon et de l'honnête.

— C'est une boutade.

— Point du tout. Pardon de vous parler avec cette franchise; mais remarquez que vous-même êtes surpris de ce que Lena parle d'un sentiment très avouable...

L'histoire du lendemain serait longue. On imagine que ce fut un beau jour pour Pichichia et pour Pepe, qui était entré en pleine convalescence. Ils se retrouvaient avec plus d'argent qu'ils n'en avaient jamais vu, avec la possibilité d'acheter sur-le-champ cette voiture et ces chevaux qui étaient l'objet de leur suprême ambition et l'espoir d'un lointain avenir, avec la certitude de leur prochaine union. Dès l'après-midi, Pichichia reprit le chemin de Manafrasca en pleurant de joie au milieu de la rue. De contentement, Pepe en guérit dans les vingt-quatre heures.

Le soir, je retournai chez la marquise. J'étais porteur des plus vifs témoignages de leur gratitude à tous deux envers Mlle Elena Dini. La pensée de leur prochain bonheur lui fit, par un triste retour sur elle-même, pousser un profond soupir.

Plus tard, comme je me trouvais à côté de la marquise, je lui demandai à voix basse le nom d'une femme d'une quarantaine d'années qui se trouvait non loin de nous, et qui roucoulait sur un divan avec un homme de bonne mine, visiblement plus jeune qu'elle. — C'est la Ruccellaï, me dit-elle.

— Elle paraît avoir pour son voisin un faible qu'elle ne cherche guère à déguiser?...

— Un faible! Elle en est folle, cher monsieur, et ne s'en cache pas le moins du monde... Mais à quoi rêvez-vous?

— Je songe, madame, que l'amour est une maladie universelle dans ce bienheureux pays... Je vais m'enfermer à la campagne : les fils du métayer voisin sont *a dama;* la fille est *invaghita* d'un *vetturino* de Florence... Je reviens en ville : mademoiselle votre nièce est éprise de M. Paroli; Mme Ruccellaï est folle de je ne sais qui!... Il n'y a évidemment que moi ici qui ne sois pas amoureux.

— Ayez la bonté de me dire s'il y a un plus grand bonheur sur la terre que celui d'aimer et d'être aimé, répliqua la marquise avec un soupir étouffé qui disait clairement que, si ce double bonheur lui échappait, elle n'en avait pas encore bien pris son parti. J'allais riposter par quelque fadeur, de peur de répondre par un traité de morale, lorsqu'un grand homme maigre, qui, pendant notre colloque, s'était assis de l'autre côté de la marquise, prit la parole :

— Aimer, le plus grand bonheur! Vous oubliez, chère marquise, que la vengeance est le plaisir des dieux.

— Qui est-ce? demandai-je à l'oreille de ma voisine.

— Un Cerchi (1), me répondit-elle à demi-voix. Vous voyez qu'ils n'ont pas trop dégénéré.

Cette réminiscence quasi-mythologique, débitée sur un sofa avec un sourire, me semblait un bien pâle vestige du caractère implacablement vindicatif des contemporains des Uberti, de Dante et de Machiavel. Je laissai deviner mon sentiment à la marquise.

— Ne vous y trompez pas, me dit-elle. Sous ces apparences frivoles se cachent plus d'énergie et de vigueur morale que vous ne croyez. Les fortes qualités du caractère florentin vous paraissent perdues : elles ne sont qu'engourdies faute d'emploi, et le cas échéant vous les verriez revivre.

La marquise avait raison : les descendans des anciennes familles patriciennes de Florence n'ont pas trop dégénéré. A l'heure qu'il est, il y a des représentans de plus d'un nom historique parmi les volontaires qui sont allés sur les bords du Tessin chercher une revanche contre les héritiers de Charles-Quint, et c'est un prince Corsini, le marquis Lajatico, qui s'est courageusement mis à la tête du parti qui veut l'alliance de la Toscane avec la France et la Sardaigne.

A. DE METZ-NOBLAT.

(1) Rivaux de Donati, le premier chef des *noirs;* les Cerchi étaient à la tête du parti des *blancs.*

LES PREMIERS AGES DE NOTRE PLANÈTE

I.

LE NOYAU TERRESTRE.

I. Alex. de Humboldt : *Cosmos, Essai d'une Description physique du monde,* Paris 1846-1859, 4 vol. in-8°. — II. Hermann Burmeister : *Geschichte der Schoepfung,* 6e édition, Leipzig 1856. — III. Ph. de Filippi : *Lettres sur la Création terrestre,* Paris 1859. — IV. A. Snider : *La Création et ses Mystères dévoilés,* Paris 1858, in-8°. — V. Ch. Delaunay : *Cours élémentaire d'Astronomie,* Paris 1854.

L'origine de notre globe, la manière dont il a pris naissance, les phases qu'il a traversées avant d'arriver à son état actuel, sont des problèmes qui agitent aujourd'hui la science, et qu'à toutes les époques l'imagination a prétendu résoudre. Jadis la théologie se réservait seule le droit de répondre à ces mystérieuses questions. Le phénomène de l'apparition de l'homme sur la terre est trop étroitement lié à nos destinées futures pour qu'on puisse assigner à l'humanité son but final, sans rechercher comment ont été créés nos premiers pères, et cette création ne saurait être expliquée indépendamment de celle du monde au sein duquel nous habitons. Aussi toutes les religions ont-elles une cosmogonie, qui forme le premier chapitre de leur code sacré. Plus ou moins enfantines suivant l'état intellec-

tuel de ceux qui les ont imaginées, plus ou moins obscures selon l'ignorance des peuples en physique, ces cosmogonies présentent toutes un caractère commun, qui est précisément le contraire de ce que nous appelons le caractère scientifique. La mythologie s'y mêle à la notion vague des forces générales agissant dans l'univers : un dieu ou des dieux y interviennent, non pas seulement comme des ordonnateurs suprêmes dont les volontés se manifestent par les lois naturelles, mais comme des ouvriers qui mettent eux-mêmes la main à l'œuvre, et façonnent le monde d'après un type capricieusement inventé. Les théogonies des premiers philosophes grecs, d'un Phérécyde, d'un Acusilaüs, d'un Empédocle, ne se distinguent guère, à cet égard, de celles des plus anciens poètes, tels qu'Hésiode ou les chantres du Véda. Des conceptions abstraites, revêtues de personnalités humaines, y figurent au lieu des agens impondérables et des forces mécaniques, dont l'étude seule constitue aujourd'hui la science. A côté de ces cosmogonies fantastiques, où l'on discerne à peine quelques vestiges d'observation, il s'en place toutefois une autre, dont la simplicité contraste avec l'appareil mythologique adopté par le polythéisme : c'est celle de la Genèse. Récit court et naïf des premiers jours de l'univers, le commencement du livre saint expose l'origine des choses sans avoir recours au cortége de dieux et de puissances démiurgiques qu'on rencontre partout ailleurs. Dieu seul y apparaît en face de la créature; c'est lui qui la fait sortir du néant, et qui coordonne les diverses parties du monde par le seul effet de sa parole. Cependant, malgré la simplicité du récit biblique, il est facile de s'apercevoir que la notion scientifique y manque aussi bien que dans les cosmogonies les plus mythologiques. En outre, aucun détail n'y est donné sur les circonstances de la création; il n'y est rien dit des révolutions que notre globe a traversées, de la distribution des espèces et des continens. On se contenta longtemps du récit de l'écrivain sacré, et le texte de la Genèse, commenté par les docteurs dans la seule intention d'en tirer des enseignemens moraux, suffit pour répondre pendant des siècles aux préoccupations générales. On prenait les paroles de la Bible telles qu'elles sont, sans prétendre y découvrir la raison de certains faits qu'il n'était pas d'ailleurs possible alors de soupçonner; mais quand l'écorce terrestre eut été soumise à une étude un peu attentive, quand on eut constaté plusieurs des changemens qui se sont produits à sa surface, on chercha naturellement à découvrir dans le livre saint la mention de ces phénomènes inexpliqués. On essaya de faire dire à la Genèse ce qu'assurément elle n'exprime point; on voulut y trouver l'exposition abrégée des révolutions physiques qu'il était devenu impossible de méconnaître. Comme personne ne doutait de

l'authenticité et de l'infaillibilité de la Bible, on entreprit de mettre d'accord la science et la foi, et une foule de théories furent proposées en vue d'expliquer la Genèse par la physique; on traduisit l'hébreu dans la langue scientifique nouvelle, la naïveté du récit fut complétement dénaturée. Je pourrais énumérer bien des ouvrages conçus dans cette pensée, et qui se sont éloignés de plus en plus du texte biblique, à mesure que la physique et la géologie ont fait des progrès; mais je renverrai le lecteur au *Discours sur les Révolutions du Globe* de Cuvier, qui n'est pourtant pas lui-même exempt de cette préoccupation d'orthodoxie, ou bien encore aux *Principes de Géologie* de Lyell, publiés dans un pays où la Bible n'a point encore vu prononcer son divorce avec la science. Le récit de la Genèse est si court, l'œuvre des sept jours y est si imparfaitement exposée, les notions physiques qu'on y entrevoit sont si vagues, que les systèmes les plus contradictoires s'y sentirent également à l'aise, et chacun put y trouver facilement la démonstration de sa propre théorie. On finit cependant par se dégoûter de ce perpétuel commentaire, où le caractère évident du texte était de plus en plus sacrifié au désir de mettre le livre en conformité avec les faits. La majorité des savans s'aperçut à la longue que Moïse, ou l'auteur, quel qu'il soit, de la Genèse, ne savait ni l'histoire naturelle, ni la physique, ni la géologie, que la Bible était un code sacré et non un traité scientifique. Dès ce moment, laissant à ce livre son véritable caractère, on se renferma dans le domaine des faits observés, et l'on travailla à découvrir les origines du globe, sans conférer davantage avec les théologiens. L'exemple de Galilée prouvait d'ailleurs qu'il n'était pas toujours facile de rassurer ceux-ci sur l'orthodoxie des faits les mieux constatés. C'est à ce point qu'en est aujourd'hui la science.

L'étude du sol a mis sur la trace de quelques-uns des grands phénomènes qui présidèrent à la formation du monde; mais on est loin d'avoir tout découvert. L'imagination s'impatiente de ces retards; elle veut, bon gré, mal gré, suppléer à l'insuffisance des observations, et elle encombre les théories scientifiques d'idées qui ne leur appartiennent pas. Afin d'éviter ce dangereux mélange, il est nécessaire de faire la part du vrai, ou tout au moins du probable, et celle du chimérique, de nettement circonscrire ce qu'on sait pour que l'on soit en garde contre ce que l'on invente. J'essaierai donc d'indiquer en traits généraux les résultats auxquels l'observation nous a conduits; ce sera l'ébauche de la cosmogonie scientifique et positive qu'il est réservé à l'avenir de complétement éclairer.

I.

Comment la matière a-t-elle été répandue dans l'espace? Faut-il la croire aussi ancienne que la force mystérieuse et intelligente qui lui a donné naissance? Fut-il un temps où l'esprit de Dieu planait seul dans l'immensité, n'ayant d'autre aliment à son activité que la pensée de créer un jour l'univers? Dieu a-t-il créé éternellement des mondes et veillé éternellement à leur conservation? Impénétrables questions auxquelles l'homme ne saurait répondre, et que la science ne peut davantage résoudre! La matière existe, sans elle il nous est impossible de concevoir les choses, sans elle nous ne saurions comprendre l'activité divine. Cela doit nous suffire, car déjà le champ de recherches est assez vaste quand il s'agit de remonter à la matière informe et chaotique dont est sorti notre système solaire. Au-delà de ces bornes que nous atteignons difficilement, il n'y a plus pour nous qu'un mystérieux lointain, où le réel ne saurait être distingué de l'imaginaire.

La matière existe; son existence nous est invinciblement attestée par le témoignage des sens : c'est elle seule que nous pouvons observer. C'est de matière que se compose notre globe; c'est la matière qui, sous mille formes et mille apparences diverses, en constitue le noyau, la surface et l'enveloppe externe. L'astronomie, aidée de la physique, nous a appris que les corps célestes en sont composés, comme notre planète, bien qu'on ne puisse affirmer que la matière planétaire et stellaire soit identique à celle qui se rencontre dans notre globe; mais puisque les corps célestes obéissent aux mêmes forces que la terre, qu'ils sont soumis aux mêmes agens, qu'ils se conduisent d'après des lois conformes à celles que nous a révélées ici-bas l'observation, il faut nécessairement admettre que la composition des planètes et des étoiles est, sinon identique, du moins analogue à celle que présente notre globe ou qu'il a offerte aux époques antérieures. La ressemblance qui existe entre la terre et les autres corps suspendus dans l'espace permet d'éclairer l'histoire de l'une par celle des autres, et réciproquement. Les changemens accomplis dans l'aspect de certaines parties de notre système solaire ou dans des étoiles infiniment plus éloignées deviennent des moyens d'induction pour expliquer par quelles phases la terre elle-même a passé.

La composition de la matière est donc la base de toute cosmogonie scientifique, et la chimie se trouve appelée en conséquence à servir de point de départ à la géologie. Pendant longtemps, la

théorie des quatre élémens, fondée sur l'observation de quatre états principaux de la matière, tint lieu de physique générale. La terre, l'eau, l'air, le feu, expliqués dans l'acception plus étendue qu'attribuaient à ces mots l'antiquité et le moyen âge, représentaient ces états transitoires que les chimistes nomment aujourd'hui : état solide, état liquide, état gazeux, état de combustion portée à une assez haute température pour donner lieu à la production de la lumière. La science a ruiné cette division quadripartite, si commode et si facilement applicable. Elle l'a remplacée par la théorie des corps simples, c'est-à-dire indécomposables, dont les combinaisons infinies donnent naissance à tous les principes matériels, à toutes les substances, à tous les corps. Ces soixante-quatre corps simples, ou réputés tels, faute de moyens connus pour les décomposer, sont devenus les élémens de l'univers. Mis en jeu par la chaleur et l'électricité, modifiés par l'action de la lumière, mus par la pesanteur, par la force élastique, attirés par des affinités électives, ils ont réellement présidé à la formation du monde. Ils obéissent à des lois fatales, dont pourtant les résultats sont toujours intelligens ou raisonnés. La science les prend pour ce qu'ils apparaissent, et ne remonte point au-delà des propriétés dont ils sont doués. Ce n'est pas qu'elle nie qu'une intelligence supérieure et infinie ne se cache derrière ces manifestations matérielles; mais Dieu n'a pas permis à l'homme de l'atteindre dans son essence, et nous remonterions au-delà même de ces élémens, que nous rencontrerions encore des élémens régis par des lois fatales, sans pouvoir jamais arriver au véritable point de départ, placé derrière eux à l'infini.

La géologie n'a point attendu les progrès de l'astronomie et de la chimie pour étudier les révolutions du globe et rechercher la composition de notre planète. Prenant les agrégats de matière dont la terre est formée, tels qu'ils sont, sans en rechercher la structure intime et le mode de production, elle s'efforça de découvrir dans quel ordre ces agrégats, ou, comme elle les appelle, ces minéraux, ces roches, se sont disposés successivement; elle essaya de savoir en vertu de quelle cause ils s'étaient accumulés dans des situations si diverses. Pour connaître les transformations que les roches et les minéraux ont subies, elle dut cependant quelquefois emprunter les lumières de la chimie. Tandis que celle-ci faisait l'embryogénie de la terre, la géologie en composait l'histoire chronologique.

La paléontologie vint ensuite, qui nous apprit que des espèces animales différentes des nôtres avaient jadis habité à la surface du globe. Les vestiges de créations anciennes servirent à dater les périodes géologiques, et permirent de déterminer dans quelles con-

ditions se trouvait notre planète à ces différentes périodes, car la structure des animaux paléozoïques est un indice suffisant du mode d'existence qu'ils ont menée et du climat sous lequel ils ont vécu. C'est la paléontologie surtout qui mit sur la voie des révolutions du globe. Tant qu'on n'avait devant soi que des masses minérales, que des amas d'eaux et des laves volcaniques, on pouvait croire *à priori* que toutes ces matières avaient été produites en même temps, que leur création datait des sept jours; on pouvait admettre à la rigueur que les changemens auxquels elles avaient été exposées étaient postérieurs à l'apparition de l'homme sur la terre. Une fois cependant qu'il eut été constaté que des milliers d'animaux avaient existé, dont aucun souvenir ne s'est conservé, même aux âges les plus reculés, que ces animaux se trouvaient dans des lieux qui, tels qu'ils sont, n'ont pu leur offrir les moyens de subsister, il a bien fallu confesser que la Bible n'avait pas tout dit. Tous les animaux n'avaient donc pas habité le paradis terrestre, ni trouvé un asile dans l'arche de Noé. On eut alors forcément l'idée de grands changemens opérés dans notre planète avant l'apparition de l'homme, de la flore et de la faune actuelles.

Un autre phénomène frappa les observateurs, c'est que la disposition des couches terrestres dénote des dépôts fort lents, des soulèvemens graduels, des submersions et des émersions successives, des déchiremens prolongés. Ce ne fut plus seulement à un cataclysme qu'il fallut avoir recours pour s'expliquer ces apparences, mais à un ensemble de faits dont ceux qui s'accomplissent aujourd'hui nous donnent en petit l'idée. Les années réclamées pour ces révolutions s'accumulèrent; on arriva à des périodes incroyables, à des milliers, à des millions d'années. La plus haute antiquité connue ne s'offrit plus que comme une époque moderne, et la chronologie biblique s'écroula sous le poids des siècles qu'il y fallait superposer. C'est dans cet état que les cosmologues trouvent aujourd'hui la science. Tout s'est agrandi, et le champ de l'espace, dont les télescopes ont reculé indéfiniment les limites, et la durée de la création, et les périodes de transformation que notre planète a traversées. Il faut que la cosmogonie compte maintenant avec une foule de forces et de phénomènes dont les anciens n'avaient pas la moindre idée; mais comme nous ne possédons qu'un nombre de faits relativement très petit, on ne doit encore généraliser qu'avec une extrême réserve. Pour arriver à quelques données positives ou plausibles, il est nécessaire de commencer par les phénomènes les plus simples et les plus directement observables. La nature agissant toujours du simple au composé, il n'y a qu'à la suivre pour comprendre son mode d'action jusqu'au moment où les faits de-

viennent trop complexes, trop nombreux pour être analysés, et alors il est sage de s'arrêter en confessant notre ignorance.

Un premier fait nous frappe dans l'étude de la terre : c'est l'existence de la masse d'air dont elle est environnée. Ce n'est pas accidentellement que l'atmosphère existe et qu'elle entretient chez les êtres animés le mouvement et la vie. L'atmosphère, qui apparaît comme une expansion de notre planète, a pourtant un tout autre caractère. Elle n'est pas uniquement composée d'air, c'est-à-dire d'un gaz né d'un mélange en proportions définies d'oxygène et d'azote ; elle contient aussi de l'eau, qui est un composé où l'oxygène s'associe à l'hydrogène. Cet air et l'eau qui y est renfermée à l'état de vapeur agissent continuellement sur le sol, sur les matières inorganiques et organiques. L'atmosphère se trouve ainsi dans une relation de tous les instans avec l'écorce terrestre, dont elle n'a pu s'échapper. C'est en réalité une partie intégrante de la planète que nous habitons, et l'on n'y saurait voir une masse complétement distincte du globe. En effet, une portion de celui-ci est liquide, puisque l'Océan occupe plus de la moitié de la surface terrestre, et qu'une foule de rivières arrosent les continens; cette énorme masse liquide trouve dans l'atmosphère son perpétuel réservoir. Le moindre refroidissement suffit pour que l'eau vaporisée auparavant se précipite sur la croûte terrestre, d'où elle remonte ensuite dans l'atmosphère sous forme de vapeur. Aucun corps ne se soustrait à l'action de l'air et de l'eau, ou plutôt de l'oxygène que ces deux principes renferment. S'il est quelques métaux qui résistent un temps fort long à leur influence, le plus grand nombre y cède promptement, et il est à noter que la stabilité des composés, c'est-à-dire leur résistance aux actions chimiques dont l'air est le principal agent, est en raison inverse de la complication et du nombre de leurs élémens. Après leur mort, les plantes et les animaux restituent à l'atmosphère une partie des principes qui étaient fixés dans leur organisme. Le reste retourne à la terre, qui rend elle-même sans cesse les principes qu'elle contient à l'atmosphère. Celle-ci est donc comme une grande matrice, au sein de laquelle se développe et s'alimente le globe que nous habitons. La vie de la terre n'est pas plus séparée de l'existence de l'atmosphère que celle de l'embryon de la vie de la mère.

Une fois ce fait observé, ce ne fut plus dans la création subite d'une masse solide qu'on a dû chercher l'origine de notre planète. Comme la surface même du sol semble un présent de l'atmosphère, on fut induit à penser que la terre tout entière pouvait tirer son origine de l'enveloppe dont elle est environnée, et l'atmosphère s'offrit en conséquence comme l'image d'un état primordial dont la

terre s'est éloignée à mesure que les parties qui la composaient allaient se solidifiant.

L'astronomie nous fournit la preuve qu'un état primitif purement atmosphérique de la terre n'est pas une conception gratuite. Le télescope nous a révélé l'existence d'amas de matières vaporeuses et diffuses répandues en quantités plus ou moins grandes dans diverses régions de l'espace. Ces amas sont ce que l'on appelle les nébuleuses non résolubles, par opposition à d'autres nébuleuses que l'inspection par de fortes lunettes a fait reconnaître pour des groupes d'étoiles. Les nébuleuses non résolubles présentent un aspect tel qu'il n'est pas possible de les tenir pour des agglomérations de corps célestes extrêmement petits ou infiniment éloignés. Elles ont quelque chose de la constitution nébuleuse des comètes; ce qui dénote déjà suffisamment quelle est leur véritable nature. L'observation très attentive des nébuleuses proprement dites a conduit Herschel à supposer que la matière informe qui les compose se condense peu à peu, et par cette condensation donne naissance à des étoiles. L'extrême lenteur avec laquelle doit s'effectuer une pareille transformation empêche qu'on puisse apprécier à vue d'œil les changemens qui s'opèrent dans la disposition relative des diverses parties de ces masses vaporeuses; mais il est facile de noter chez beaucoup de ces astres le passage de la condition purement nébuleuse à un état de condensation plus avancé. Quelques-uns de ces amas mal définis offrent en certains points des accumulations évidentes de matière, qui apparaissent comme des centres d'attraction. Et si l'on rapproche la figure des diverses nébuleuses, il devient possible de saisir la marche de la condensation. On voit un centre d'attraction se produire dans les uns et s'épaissir de plus en plus chez les autres. Parfois il y a deux centres d'attraction autour desquels s'opère une condensation inégale, qui est précisément celle qu'il est naturel de supposer pour expliquer la naissance des étoiles doubles. Enfin, au milieu de certaines nébuleuses, on distingue une, deux et même trois étoiles. Alors nous assistons en quelque sorte à la séparation du noyau central d'avec l'atmosphère. La partie périphérique a gardé la constitution vaporeuse, tandis que la portion centrale est déjà un corps planétaire.

Ces faits observés légitiment l'induction tirée de la dépendance mutuelle de l'atmosphère et de la terre. On ne s'élève plus, pour expliquer la naissance de celle-ci, des corps solides et des corps liquides aux corps gazeux ou qui sont dans un état encore plus lâche que les gaz, telles que paraissent être les comètes; mais on part de l'état de matière vaporeuse, d'une nébulosité, pour arriver à la conception de la masse solide. Or cette hypothèse se trouve confirmée

par l'étude même de la croûte terrestre, et nous allons voir comment les géologues, en partant du globe, sont aussi ramenés à l'atmosphère.

A la température qui domine communément sur notre planète, l'eau est liquide, les minéraux sont solides; mais c'est là un état transitoire dont la permanence n'est qu'apparente. Il n'existe que depuis la période, relativement fort courte, qui a commencé avec les conditions actuelles. Antérieurement elles ont pu être différentes, et le moindre accroissement, la moindre diminution de chaleur liquéfie ce qui nous semblait essentiellement solide, solidifie ce qui s'offre à nous avec un caractère ordinaire de fluidité. Plus on s'enfonce dans les profondeurs terrestres, plus on remarque que la température s'élève. Les observations ont établi que pour une profondeur de 32 mètres le thermomètre monte de 1 degré, en sorte qu'à la profondeur de 3 kilomètres on doit déjà rencontrer une chaleur égale à celle de l'eau bouillante; à 20 kilomètres, la température doit être de 666 degrés, chaleur capable de tenir en fusion la plus grande partie des substances minérales connues. Donc vers le centre de notre globe, à 6,386 kilomètres, règne l'incroyable température de 200,000 degrés. Cette loi de progression dans la chaleur terrestre, qui n'est, bien entendu, qu'approximative, et qui doit varier en raison d'une foule de circonstances, prouve que le noyau terrestre est dans un état constant de fusion. Les couches solides dont se compose l'écorce de la terre passent ainsi par degrés de la solidification complète à une demi-fluidité, pour arriver ensuite à un état encore plus fluide. Les phénomènes volcaniques nous confirment d'autre part la réalité d'un noyau bouillonnant et en fusion, puisque les cratères ne sont que de vastes soupiraux par lesquels s'échappe une partie de la matière centrale, au sein de laquelle se développe, avec une énergie considérable, la force élastique des gaz.

La forme que présente notre planète, et que la géodésie, l'astronomie ont déterminée, corrobore le fait de sa fluidité primordiale. Une masse fluide, dont les diverses parties s'attirent réciproquement, tend, en vertu de ces attractions mutuelles, à prendre la forme sphérique. On en a la preuve par les gouttes de pluie dans lesquelles se réfléchit la lumière solaire en donnant naissance à l'arc-en-ciel, dans les plombs de chasse qu'on fabrique en laissant tomber d'une grande hauteur du plomb fondu; ce plomb se solidifie pendant sa chute et prend la forme de petites boules. La sphéricité de la terre s'accorde donc avec l'hypothèse d'une fluidité primitive; seulement le mouvement de rotation dont la planète était animée n'a pas dû lui permettre de garder cette forme régulière. Chaque molécule éprouvant l'action d'une force centrifuge par suite du mouvement

circulaire autour de l'axe de rotation de la masse entière, cette force a nécessairement modifié la forme générale. Les molécules se trouvant entraînées loin du centre dans leur mouvement autour de l'axe, il a dû en résulter un renflement vers l'équateur et un aplatissement aux pôles. La terre s'est ensuite arrêtée à une figure d'équilibre telle que la résultante de l'attraction exercée par la masse entière sur une molécule située en un point quelconque de sa surface et de la force centrifuge dont était animée cette molécule fut dirigée perpendiculairement à la surface en ce point. Une figure ainsi engendrée forme un sphéroïde de révolution aplati ayant pour axe de figure son axe de rotation. Or cette apparence sphéroïdale est précisément celle que nous offre la terre.

L'induction et l'observation conduisent donc également à supposer qu'il fut un temps où l'écorce terrestre était moins épaisse qu'aujourd'hui. La terre s'est refroidie lentement, car c'est le refroidissement qui seul a pu amener la solidification de la croûte externe. Les couches superficielles, en rayonnant vers les espaces célestes, ont perdu cette énorme température qui les tenait dans un état de fluidité jusqu'à ce qu'à cette période de refroidissement graduel en ait succédé une autre d'équilibre stable, ou du moins dans laquelle le refroidissement n'est pas sensiblement appréciable, le soleil rendant à la terre presque toute la chaleur qu'elle perd.

Si notre globe a jadis été une masse fluide, son volume devait être plus grand que celui qu'on lui trouve aujourd'hui. On a vu tout à l'heure que l'atmosphère était plus haute : réunie à la terre, elle constituait une planète d'un plus grand diamètre, et dès lors son mouvement de rotation devait être un peu moins rapide, car on sait que la vitesse de rotation de la terre est en raison inverse de son volume. Ainsi les premiers jours de la création étaient plus longs que les nôtres, et notre planète, à ses débuts, devait se rapprocher de Mars, dont la période de rotation diurne dépasse un peu vingt-quatre heures.

On ne saurait encore raconter les phases que la terre a traversées en passant de l'état de masse gazeuse à celui d'un sphéroïde solide à sa surface. Ce n'est que par induction qu'il est possible d'arriver à quelques vues d'ensemble sur ce sujet. M. Hermann Burmeister, dans son *Histoire de la Création*, dont le succès a été grand en Allemagne, essaie de reconstruire cette embryogénie curieuse que la géologie n'a point encore abordée. Si l'on admet l'existence primordiale d'une masse gazéiforme, on doit supposer qu'elle présentait dans son intérieur une température suffisante pour vaporiser toutes les substances qui sont actuellement à l'état solide. Un premier abaissement de température en certains points de la masse amena

la formation de vapeurs plus épaisses, dont la condensation graduelle donna naissance à des agrégats demi-solides. Tant que la matière avait été à l'état de suspension, les actions chimiques ne pouvaient s'exercer, et la pesanteur réunissait seule les molécules entre elles; mais quand des agglomérations se furent produites en divers points de la masse, quand la force centripète les fit se rapprocher les unes des autres de manière à créer un noyau solide, les parties périphériques comprimèrent les molécules centrales; les contacts devinrent plus intimes, et il se forma des corps solides ou à peu près tels, dont les propriétés résultèrent du mode d'agrégation des molécules entre elles. Ces premiers corps ont dû être ceux que nous appelons simples, car pour les décomposer, c'est-à-dire pour les ramener à un état correspondant à la constitution gazeuse primordiale, il faut des conditions placées au-delà de celles qui nous appartiennent. Alors apparurent les métaux, d'abord dans des états très différens de fluidité; leur nombre ne pouvait être encore bien grand, puisque les affinités chimiques, qui naissent du rapprochement des corps divers, ne s'étaient pas développées autant qu'aujourd'hui. Les métaux exigeant pour se liquéfier des températures inégales, certains métaux durent prendre naissance avant d'autres; le platine, par exemple, était déjà solide que l'or et l'argent demeuraient encore liquides. Le premier noyau de la terre s'offre par conséquent à nous comme un amas de vapeurs métalliques ou métalloïdiques. Cette masse s'assimila par l'attraction toutes les matières gazeuses environnantes, dont l'introduction était rendue d'autant plus facile que les gaz peuvent se pénétrer. Il en résulta une atmosphère immense dont le diamètre allait croissant, et qui ramena à elle la majeure partie de la matière placée dans sa sphère d'activité. Quand le degré de condensation fut devenu suffisant pour déterminer l'existence des métaux ramollis ou solides, une foule d'autres corps, produits par les affinités, se rangèrent et se disposèrent à l'intérieur ou à l'entour du noyau. Il y avait une lutte constante entre les parties centrales, qui tendaient à s'échapper en vertu de la force expansive développée par la chaleur, et les parties périphériques, que l'attraction ramenait vers le centre, et qui comprimaient ainsi les parties centrales.

Dans ce grand bouillonnement primitif, qui répond bien à ce que les anciens nous ont dit du chaos, l'oxygène a dû certainement jouer un des principaux rôles. Ce qui nous l'atteste, c'est l'incroyable abondance de ce corps simple dans la nature. L'oxygène entre pour les vingt-trois centièmes dans le poids de l'atmosphère, pour les quatre-vingt-neuf centièmes dans celui de l'eau; uni à d'autres corps simples, il constitue certainement les trois quarts du globe. La sub-

stance la plus répandue dans la croûte terrestre est l'acide silicique, dont l'oxygène est un des élémens; puis vient la chaux carbonatée, autre composé de l'oxygène; après quoi se placent les silicates d'alumine, de potasse, de soude, et leurs composés avec la chaux, la magnésie et l'oxyde de fer, toutes substances dont l'oxygène est un des principes constitutifs, et où il se présente souvent à la fois dans chacun des composans. L'extrême tendance qu'a l'oxygène à s'unir avec tous les métaux dut avoir pour conséquence la formation très ancienne d'acides ou d'oxydes. L'état de mollesse des parties du globe facilitait encore ces combinaisons, qui ont dû même se produire entre les vapeurs métalliques et l'oxygène, et grossir ainsi le noyau terrestre.

Tandis que la croûte extérieure se refroidissait, l'épaississement des couches refroidies les rendait plus lourdes, elles s'enfonçaient, laissant monter à la surface des parties moins denses qui s'épaississaient bientôt et s'enfonçaient à leur tour. Entre les plus anciens produits de cette solidification primordiale se rangent incontestablement les silicates, combinaison de l'acide silicique, autrement dit de la silice, avec des alcalis. Ces derniers avaient dû les précéder dans l'ordre de formation, et leur abondance dans la terre montre suffisamment leur antiquité. En agissant comme élémens électro-positifs sur la silice, qui jouait le rôle d'élément électro-négatif, ils donnèrent naissance aux silicates, ces grands sels terrestres, déposés en quelque sorte par la masse fluide, et dont les agrégats ont formé nos terres. M. Burmeister a suivi, en s'aidant des faits observés et en les agrandissant par l'imagination, la formation des roches. Il a montré les différens corps solides prenant graduellement naissance sous des actions de plus en plus complexes, et, à l'aide de l'analyse chimique, il a refait la synthèse du globe. Néanmoins il est permis de croire que M. Burmeister est allé un peu vite en cosmogonie, et l'on doit au moins attendre pour écrire la genèse scientifique, que MM. H. Sainte-Claire Deville et Daubrée aient complété les beaux travaux par lesquels ils arrivent à refaire plusieurs des substances dont se compose la croûte terrestre. Tandis que MM. Sainte-Claire Deville et H. Caron fabriquent de toute pièce au fond de leur creuset le corindon blanc, le rubis, le saphir, la zircone, le cymophane, la staurotide, et diverses espèces de silicates répandues dans les roches terrestres, M. Daubrée nous montre le quartz se formant au moyen d'un silicate alcalin par l'action de la chaleur, le feldspath naissant de la présence de l'alumine dans les composés siliceux, le pyroxène diopside (silicate double de chaux et de fer) résultant de la décomposition du verre en présence de l'oxyde de fer, et en général les silicates composant

les roches cristallines se formant par voie humide, à des températures élevées, bien que très inférieures à leur point de fusion. Ainsi il ne faut même pas remonter à l'époque de la fusion première pour trouver l'origine de plusieurs des substances les plus abondantes dans l'écorce terrestre. Une fois les conditions de formation de tous les minéraux connues (1), on saura quel était l'état du noyau primitif à l'époque et aux lieux où les roches ont pris naissance. Cette genèse chimique est encore peu avancée; elle réclame de puissans moyens d'expérimentation et la mise en jeu des forces les plus actives dont l'homme puisse disposer.

Si la science n'a jusqu'à présent sur ce premier âge que peu de données positives, en revanche elle a fait admirablement connaître la formation des couches dont l'écorce est composée. Sur un premier noyau que nous ne pouvons qu'imparfaitement nous représenter, se sont précipités ou déposés les terrains de sédiment. Cette précipitation est le résultat de l'action des eaux, qui durent occuper une grande place sur la surface du globe, quand un premier travail de condensation se fut opéré. La répartition des masses solides et liquides, autrement dit des continens et des mers, a été très différente aux diverses périodes. L'origine aqueuse ou marine d'une grande partie des roches dont la terre est formée démontre invinciblement que notre globe à une certaine époque se présentait presque tout entier comme une masse liquide. Il est probable que les plus anciens sédimens des terrains qui sont appelés de transition et secondaires ont pris naissance dans des eaux maintenues à une température assez élevée par la forte chaleur qui régnait alors à la surface de notre planète. Riches en acide carbonique, les mers pouvaient tenir en dissolution des substances, telles que le calcaire ou le schiste argileux, qui se sont précipitées dès que la proportion d'acide carbonique est venue à diminuer. Tandis que les roches sorties de l'intérieur du globe se solidifiaient par voie de refroidissement, les couches déposées se durcissaient et acquéraient leur structure schisteuse sous l'influence d'une grande pression. Cet acide carbonique, qui se trouvait en si grande abondance dans l'eau, où il nourrissait une foule d'êtres, avait eu besoin, pour s'y mélanger, d'une première diminution de la haute température primitive des mers.

Au reste, la composition ancienne du globe n'était pas fort compliquée. Les roches ne nous présentent que des associations d'un

(1) M. Daubrée, dans un mémoire lu à l'Académie des Sciences en juin 1858, a montré les conditions dans lesquelles toute une classe de silicates hydratés, les zéolithes, ont pris naissance. Cette découverte met sur la voie de la formation des basaltes, des phonolithes et de diverses autres roches qui en sont composées.

nombre fort restreint de minéraux simples, auxquels viennent se joindre, toujours d'après certaines lois fixes, quelques autres minéraux parasites. Ces roches ont été classées en quatre catégories : celles d'éruption, sorties de l'intérieur de la terre, soit à l'état de fusion, soit dans un état de ramollissement plus ou moins marqué; les roches de sédiment, qui ont été, on l'a vu, déposées au sein d'un milieu liquide; les roches métamorphiques, nées des altérations que les roches d'éruption ou endogènes ont fait subir aux couches à travers lesquelles elles ont passé, ou encore des actions exercées par les vapeurs et les sublimations sur ces mêmes strates; enfin les roches formées des débris des trois précédentes, divisées mécaniquement, et que l'on nomme conglomérats. De l'assemblage de ces diverses roches, superposées ou accolées les unes aux autres, associées en grandes masses, soulevées en chaînes de montagnes, dénudées par l'action des eaux, soumises en un mot à une foule d'actions physiques, sont nés les continens. Ces continens, on vient de le voir tout à l'heure, se sont modifiés à la longue dans leurs formes et leurs dispositions relatives. « Ils ont varié, dit Alexandre de Humboldt, quand le charbon de terre formait ses lits horizontaux sur les couches redressées du calcaire de montagne et du vieux grès rouge; ils ont varié encore lorsque le lias et l'oolithe se disposaient sur les assises du kœper et du calcaire coquilliers, ou quand la craie se précipitait sur les pentes du sable vert et du calcaire jurassique. Au temps de la période silurienne et devonienne, et vers les premières formations secondaires, y compris le trias, le sol continental consistait exclusivement en îles détachées. Dans les périodes suivantes, ces îles se sont reliées les unes aux autres, de manière à former des lacs nombreux et des golfes profondément découpés. Enfin lorsque les chaînes des Pyrénées, des Apennins et des Karpathes furent soulevées, c'est-à-dire vers l'époque des premiers terrains tertiaires, les grands continens apparurent presque sous la forme qu'ils ont à présent. »

La terre ne s'est pas cependant toujours développée au détriment des eaux. Il est des continens qui ont été submergés après avoir pris naissance, et qui ont ensuite reparu. Il y a des parties du globe dont le sol s'élève lentement, il en est d'autres où il s'abaisse. Les côtes de la Norvége et de la Finlande s'élèvent progressivement d'une quantité qui a été évaluée à 1 mètre 3 décimètres par siècle. Le niveau des eaux de la mer Caspienne présente des traces sensibles d'exhaussement et d'abaissement. A des époques plus anciennes, ces mouvemens oscillatoires semblent avoir été beaucoup plus prononcés. D'après les idées proposées par M. Élie de Beaumont, les chaînes de montagnes sont dues à des soulèvemens dont

il a pu assigner l'âge relatif en partant de ce principe, que l'époque du soulèvement d'une chaîne est nécessairement comprise entre celle de la formation des couches relevées et l'époque du dépôt des strates qui s'étendent horizontalement jusqu'au pied de la montagne. Les plissemens de l'écorce terrestre, quand ils datent d'une même époque géologique, paraissent affecter une direction commune, ou, comme disent les géologues, un même alignement, en sorte que la boussole devient pour la science un véritable moyen chronologique. Ceci nous montre combien étaient générales et étendues les actions exercées sur la croûte terrestre. Il y a donc eu de véritables âges pour notre planète : sa disposition physique a, dans ses linéamens principaux, traversé de grandes phases qui correspondent à autant de périodes de la vie organique. Toutefois les dernières recherches tendent à faire admettre que ces phases n'ont point été séparées par des catastrophes subites, des révolutions brusques, mais que les causes générales ne cessant pas d'agir, la terre est passée graduellement d'une phase à l'autre.

Notre but n'est point de résumer ici les résultats auxquels est arrivée la paléontologie. Sans faire l'analyse des scènes de la création, nous devons nous borner à décrire en traits généraux la formation du théâtre où ces scènes ont été représentées; mais la terre elle-même n'est qu'une partie d'un grand tout appelé système solaire, et sans lequel nous ne saurions la concevoir. Il nous reste à exposer rapidement quelles données la science a acquises sur la dépendance d'origine entre notre planète et l'astre magnifique qui lui communique sa chaleur et sa lumière.

II.

Buffon supposait que les planètes et leurs satellites provenaient des éclaboussures produites par le choc d'une comète sur la surface du soleil. Les lois de la mécanique s'opposent à ce qu'il en ait été ainsi. Les géomètres ont démontré que si une portion de la masse du soleil était projetée dans l'espace par une cause quelconque, le corps qui en résulterait accomplirait un mouvement autour du soleil, en revenant à chaque révolution passer par le point de l'astre d'où il aurait été lancé. On sait au contraire que les planètes décrivent des orbites autour du soleil, qui en occupe presque le centre. Il y avait cependant quelque chose de vrai dans la théorie de Buffon, c'est l'idée d'une relation d'origine entre le soleil, la terre et toutes les planètes. Ce que nous avons dit de la constitution primitive de

notre globe peut s'appliquer dans ses linéamens généraux aux autres corps planétaires. La nébuleuse doit toujours avoir été leur point de départ, et puisque toutes les planètes circulent autour du soleil, elles ont dû appartenir à un immense amas de nébulosités au centre duquel est aujourd'hui placé le soleil. Telle est l'idée de Laplace (1). Selon cet illustre géomètre, tout le système solaire ne formait, dans le principe, qu'une seule nébuleuse douée d'un mouvement de rotation autour d'une ligne passant par son centre et s'étendant jusqu'à l'orbite de la planète la plus éloignée, et même au-delà. Il était arrivé, pour cette nébuleuse génératrice, ce qui advint plus tard pour la terre. Par suite d'un refroidissement progressif, des portions de plus en plus grandes de la nébuleuse se sont condensées vers le centre, de manière à former un noyau dont la masse s'est graduellement accrue. A mesure que le refroidissement amenait la condensation de nouvelles parties de la nébuleuse, les matières ainsi condensées se précipitaient vers le centre, exactement de la même manière que nous voyons tomber par gouttes l'eau qui résulte de la condensation de la vapeur contenue dans notre atmosphère. Cette chute de matière condensée n'a pu se produire sans déterminer un accroissement de vitesse dans la rotation de la nébuleuse autour de son axe.

Un corps qu'on laisse tomber d'un endroit élevé ne tombe pas au pied même de la verticale qui passe par le point d'où le corps a été lancé. En raison du mouvement rotatoire de la terre, la chute se fait un peu à l'est du pied de cette verticale. Ainsi la ligne idéale qui passe par le corps à son départ et par le centre de la terre tourne en réalité plus vite que la verticale même. Plus l'endroit d'où le corps est lancé est élevé, plus la vitesse de cette ligne idéale est sensible. Lors donc que, par suite de la gravitation, les matières condensées tombaient en se dirigeant vers le centre de la nébuleuse, elles devaient prendre autour de son axe un mouvement de rotation plus rapide que celui du reste de la masse. Il s'opérait des frottemens nombreux qui compensaient les grandes inégalités de vitesse. Certaines parties de la nébuleuse accéléraient le mouvement des parties douées de moindre vitesse, et ralentissaient au contraire celui des parties qui tournaient le plus vite. De cette façon, la masse totale de la nébuleuse finit par tourner tout d'une pièce, avec une vitesse angulaire plus grande que celle qu'elle possédait dans le principe, et la condensation des matières gazeuses de cette immense masse s'augmentant à son centre, il en résulta un

(1) Je prends ici pour guide l'excellent exposé qu'a donné du système de Laplace un de nos plus savans géomètres, M. Charles Delaunay, dans son *Cours d'Astronomie*.

accroissement continuel dans la vitesse de rotation de la nébuleuse cosmique autour de son axe.

La pesanteur n'agissait pas seule sur les molécules. La force centrifuge se développait de plus en plus par suite du mouvement de rotation. Il en résulta que, dans le plan de son équateur, le tourbillon nébuleux rencontra une limite d'accroissement. Les dimensions de la nébuleuse devaient être telles que pour un point pris sur son équateur, la force centrifuge ne l'emporte pas sur la force centripète. Du moment que, par une cause quelconque, une partie équatoriale de la nébuleuse se fut trouvée placée dans des conditions telles que l'équilibre fût rompu entre les deux forces, les molécules composant cette partie cessèrent d'appartenir à la masse totale, et furent lancées dans l'espace avec une vitesse égale à celle qu'elles possédaient quand elles se détachèrent du tout. Or, selon Laplace, le refroidissement augmentant à l'intérieur, certaines parties plus condensées ont dû être brusquement rapprochées du centre, tandis que d'autres, qui ne participaient pas encore de cette condensation, et n'étaient pas aussi fortement attirées par la force centripète, se sont trouvées au-delà des bornes qu'elles n'eussent pas dû franchir pour le maintien de l'équilibre. Une certaine portion excédante de matière a donc cessé de faire corps avec la masse, et s'en est séparée, sous forme d'un anneau tournant dans son plan et autour de son centre avec la vitesse qu'il possédait à l'instant où il s'est détaché. On doit noter que cette rupture entre la masse centrale et des parties périphériques n'a pu s'opérer que dans le plan de l'équateur. Partout ailleurs, l'attraction exercée par la masse entière sur une molécule de la surface de la nébuleuse n'était pas directement opposée à l'action de la force centrifuge développée par le mouvement rotatoire. Les lignes représentant la direction de ces deux forces faisaient entre elles un angle, et il en résulta une composition de forces dont la résultante tendait à rapprocher de plus en plus la molécule de l'équateur, à mesure que la force centrifuge allait en augmentant. Ainsi la rotation de la masse totale s'accélérant, les molécules de sa surface se transportaient de toutes parts à l'équateur, et là elles se détachaient du tout.

Ce phénomène a dû se produire successivement à la suite de divers degrés de condensation. Il s'échappa de la sphère cosmique primitive divers anneaux de matières nébuleuses, qui continuèrent à tourner autour du centre commun, jusqu'à ce qu'à la fin il ne resta plus qu'un noyau de matières centrales en fusion, qui constitua le soleil. A l'entour circulaient des anneaux concentriques dont les irrégularités déterminèrent certains centres d'action où se sont opérées des concentrations de matières solidifiées peu à peu en

de véritables masses planétaires. Les inégalités de mouvement dans ces masses qui continuaient à tourner autour du soleil en déterminèrent plus tard les rapprochemens; le plus gros fragment finit par absorber les plus petits, et de la sorte prit naissance chaque planète du système solaire, dont l'orbite rappelle encore l'ancienne disposition annulaire. Cependant il a pu arriver que les divers fragmens dans lesquels chaque anneau s'était décomposé ne se réunissent pas en une seule planète et continuassent à tourner séparément autour du soleil. Telle paraît avoir été l'origine de cette soixantaine de planètes découvertes depuis un peu plus d'un demi-siècle entre Mars et Jupiter.

Chaque masse planétaire n'a point tardé à reproduire un phénomène du même ordre que la masse totale. La condensation s'opérant peu à peu, les molécules les plus éloignées du soleil se sont rapprochées de cet astre, attirées qu'elles étaient au centre du noyau; les molécules qui en étaient le plus rapprochées s'en sont par contre éloignées. Les premières ayant acquis une vitesse plus grande par suite de l'attraction solaire, les dernières ayant perdu de leur vitesse, il a dû en résulter un mouvement de rotation de la masse planétaire totale autour de son centre et dans le sens même de son mouvement de révolution autour du soleil. Voilà donc les planètes constituées avec leur double mouvement de rotation et de translation, et de même que la masse totale avait, par suite du refroidissement, abandonné à son équateur des anneaux de matière, les planètes en ont également abandonné; lesquels anneaux, se prenant à leur tour en une ou plusieurs masses, ont donné naissance aux satellites. La lune fut ainsi le résultat d'un phénomène tout semblable à celui qui a déterminé la formation des planètes; Saturne seul, par des circonstances exceptionnelles, a conservé ses anneaux primitifs.

La matière qui s'est réunie à une certaine distance d'une planète pour former un satellite a dû s'allonger dans le sens de la ligne qui la joignait à sa planète, de même que dans le phénomène des marées on voit l'action de la lune déterminer un allongement de la surface de la mer, suivant la ligne qui va de la terre à la lune. Il en est résulté une tendance à tourner toujours les mêmes points de sa surface vers le centre de la planète, ce qui s'observe, comme on sait, pour la lune, et ce que Herschel a cru remarquer pour les satellites de Jupiter.

Plus petite dans sa masse que la terre, la lune a dû se refroidir plus vite. Aussi cet astre présente-t-il une plus faible pesanteur spécifique que notre globe. Les affinités chimiques y ont moins agi et ont donné naissance à des substances moins denses.

La lune est complétement dépourvue d'atmosphère, précisément parce que la température est trop basse pour vaporiser les substances qui forment sa surface. Elle nous offre encore la configuration qu'elle avait au moment où elle s'est solidifiée. Le télescope aperçoit sur notre satellite de gigantesques cratères. Ces cratères rappellent par leur forme ceux que les géologues nomment cratères de soulèvement, et tout annonce qu'ils ne sont le siége d'aucune éruption; mais ils attestent l'état de fusion primitive dont la lune est depuis longtemps sortie.

Le système solaire s'est donc formé, selon toute vraisemblance, d'une immense atmosphère nébuleuse soumise à un mouvement de rotation, assujettie aux lois de la pesanteur, et qui s'est subdivisée en un certain nombre de masses au sein desquelles s'opérèrent des phénomènes analogues à ceux qu'avait produits la masse totale. La terre fut une de ces masses créées par voie de séparation; elle offrit d'abord l'aspect d'une vaste nébuleuse, et c'est à une condensation graduelle, déterminée par un refroidissement progressif, qu'elle doit l'état où nous la voyons aujourd'hui. Ce sont là les faits généraux, les seuls que nous puissions encore atteindre. Entrer dans plus de détails, vouloir assigner le rôle de l'électricité et du magnétisme, décrire les agitations de diverse nature qui se produisaient au sein de la nébuleuse primitive, montrer comment elle s'entretenait et quels ressorts la faisaient réagir sur le reste de l'univers, ce serait tomber dans les chimères, comme l'a fait M. A. Snider dans son livre intitulé *la Création et ses Mystères dévoilés*. M. Snider, quoique beaucoup moins savant que MM. Burmeister et de Filippi, ou peut-être parce qu'il est moins savant qu'eux, croit pouvoir écrire jour par jour les annales de l'univers aux premiers âges de la création. Sa physique, mélange de notions positives et d'idées des plus arriérées, comme par exemple celle des quatre élémens, lui suffit pour tout expliquer. Ce qui est remarquable, c'est que M. Snider, si hardi dans ses spéculations, s'en tient pourtant encore aux sept jours de la Genèse. Il divise l'histoire du monde en sept époques ou règnes qui correspondent à l'air et au feu, à l'eau, à la terre, aux plantes, aux animaux, à l'homme. Il est regrettable que l'auteur de ce livre ait dépensé une instruction si variée et un véritable amour de la science en hypothèses purement gratuites, quand elles ne sont pas téméraires. Au temps où de Maillet proposait son système sur l'origine aqueuse de tous les êtres, développé dans *Telliamed*, il était à la rigueur permis de hasarder de pareilles suppositions; mais depuis soixante ans la géologie a cessé d'être une science d'imagination. Et si l'on a vu plus tard un naturaliste, Patrin, soutenir que la terre est un corps animé qui respire par les

montagnes, dont les parties ont un instinct et une volonté, c'est là un cas exceptionnel d'aberration scientifique dont il n'y a rien à conclure.

Toutefois on peut encore taxer d'imprudence bien des cosmologues, et M. de Filippi lui-même ne s'est pas toujours montré suffisamment prudent dans ses *Lettres sur la Création terrestre*. La science n'est pas une métaphysique qui raisonne sur des données inaccessibles à nos sens; elle ne se compose que de faits. Sans doute elle peut commettre des erreurs, et elle en commet tous les jours; mais ces erreurs tiennent à des observations incomplètes, et finissent bientôt par être rectifiées. Il n'en est pas de même des connaissances purement spéculatives; une opinion en remplace une autre, un système renverse un système, sans qu'on voie s'accroître les moyens de déterminer l'étendue des erreurs commises. Si l'on ne veut que le roman historique des premiers âges de notre planète, nous en savons assez pour le pouvoir composer; mais si l'on prétend établir d'après les faits la succession des phénomènes primordiaux, il faut poursuivre encore bien des recherches et des observations, et nous devrons, en attendant, nous contenter d'aperçus généraux. Les hypothèses que nous avons examinées, et qui sont fondées sur des observations positives, nous suffisent pour avoir une idée générale de la manière dont les choses se sont passées dans le principe : elles nous font assister à l'embryogénie du monde; elles nous conduisent à l'époque où la vie organique s'est développée sur le globe.

ALFRED MAURY.

DE L'ÉDUCATION

DANS

LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

I. *A Catalogue of the officers and students of Harvard University*, Cambridge 1856-57. — II. *Rapport annuel sur les écoles publiques de Boston*, Boston 1857. — III. *Hydrographical Survey of the U. S.* — IV. Publications de l'Institut Smithsonien.

Après l'Angleterre, l'Amérique du Nord est dans les temps modernes le seul pays qui ait avec succès entrepris ce qu'on pourrait appeler une expérience neuve en matière de gouvernement. Si la Grande-Bretagne a donné à sa constitution des formes inconnues à l'antiquité et fondé un idéal politique nouveau, que beaucoup d'autres nations s'efforcent d'atteindre, il faut avouer que les théories politiques de la fédération américaine sont encore plus originales, plus singulières, plus opposées aux traditions et aux principes qui maintiennent leur empire sur la majorité des peuples civilisés. Un contrat solennel reliant politiquement de nombreux états, chacun de ces états demeurant souverain, maître absolu de son administration intérieure, une constitution qui se prête à l'extension indéfinie du territoire et de la population, une démocratie sans un tyran, tel est le spectacle que l'Amérique donne à l'Europe, qui ne l'a pas encore compris, et qui s'étonne de voir sortir d'un état qui lui semble anarchique tant de richesses, de bien-être, de puissance. Les publicistes les plus ingénieux et les plus profonds se sont avec raison appliqués à comprendre et à décrire les institutions qui ont amené de tels résultats. N'y aurait-il pas quelque chose de plus à faire cependant,

et si le régime politique de l'Union est pour l'Europe un sujet de fécondes études, accorde-t-on aux principes qui dirigent le développement intellectuel et moral de la société américaine toute l'attention qu'ils méritent? A ce dernier point de vue sans doute, la florissante république a des traits particuliers, dont les uns la déparent à nos yeux, les autres la rehaussent : ce qui nuit le plus, je ne dirai pas seulement à la réputation de l'Amérique, mais à sa vraie grandeur, à son avenir, c'est à coup sûr l'esclavage; ce qui lui fait le plus d'honneur, ce sont les efforts, les sacrifices qu'elle s'impose pour l'éducation du peuple. C'est par ce dernier côté que je voudrais l'envisager ici, et je ferai tout de suite remarquer que c'est dans les états libres seulement qu'on peut aller chercher des modèles.

Pour déterminer les principes qui dirigent la société américaine en matière d'éducation, il faut aborder en premier lieu une question plus générale, celle des devoirs de l'état envers les individus. Il est peu de nations assurément chez lesquelles les idées socialistes aient fait aussi peu de progrès que chez les peuples d'origine anglo-saxonne; l'individu y est resté trop puissant pour consentir à s'effacer entièrement devant l'état. Il n'est pourtant pas de contrées dont les institutions publiques portent plus vivement qu'en Angleterre et dans la république américaine l'empreinte de la doctrine fameuse qui fait résulter toute société d'un contrat entre les membres qui la composent, et assigne des devoirs impérieux à l'état aussi bien qu'aux particuliers. Cette doctrine, au point de vue historique surtout, a été beaucoup discutée : on a nié que des hommes sortant de l'état barbare pour s'unir en société aient pu imaginer des théories politiques qu'aujourd'hui encore la minorité des esprits est seule apte à concevoir. Sans s'occuper du passé, il faut avouer que de nos jours une société n'est stable, forte, prospère, qu'autant que les individus accomplissent tous leurs devoirs envers le souverain, et que celui-ci en retour accepte et remplit certains engagemens envers les individus. On ne diffère guère que sur la nature même et la portée de ces engagemens. Tout le monde admet que l'état doive aux particuliers la protection de leurs personnes, de leurs propriétés; de là résulte la nécessité des armées, des polices, des lois. Les sociétés issues du monde romain ont toujours cru de leur devoir de favoriser le développement des idées religieuses. Il n'est pas un état en Europe qui n'ait un budget des cultes; les uns consentent à payer toutes les sectes, les autres n'en favorisent qu'une : en Amérique, le souverain s'est soustrait à toute obligation de ce genre; là seulement, l'église a été à jamais et radicalement séparée de l'état.

La société doit-elle à chacun de ses membres le travail? Cette

obligation, invoquée aux jours révolutionnaires de notre histoire, n'a jamais été reconnue par aucune nation. Ce principe est, par les meilleurs esprits, considéré non-seulement comme impraticable, mais encore comme dégradant. Cependant, si l'on ne doit opposer qu'un refus formel à ceux qui réclament le travail comme un droit, on a reconnu la nécessité de subvenir aux besoins de ceux qui, après l'avoir cherché, ne l'ont pas trouvé et qu'une inaction forcée jette dans la misère. Ajoutons qu'à aucune époque les questions difficiles de l'assistance publique n'ont ému autant d'âmes généreuses que dans la nôtre. Jamais on n'a fait autant d'efforts, toujours nobles s'ils ne sont pas toujours intelligens, pour arracher au malheur cette partie de l'humanité dont le sort semble un éternel reproche à ceux qui n'en partagent point les rigueurs.

La société enfin doit-elle à tous l'éducation première? Longtemps, il faut bien le dire, l'éducation n'a été accordée qu'au plus petit nombre, avec parcimonie, à titre de générosité : en Amérique, elle a été proclamée comme un droit, aussi général, aussi peu contestable que tous les autres droits qui soutiennent l'édifice social. De même que la société défend tout citoyen contre le vol, l'assassinat, la faim, elle le défend aussi contre l'ignorance. Les états de la Nouvelle-Angleterre ont depuis longtemps mis ce principe en pratique. Aucune commune nouvellement fondée ne reçoit la charte qui l'incorpore sans que l'obligation d'élever une école n'y soit mentionnée. Un homme qui ne sait point lire est aux États-Unis une rareté qui ne se rencontre jamais parmi ceux qui sont nés dans le pays. Les malheureux émigrans représentent seuls la triste ignorance du vieux monde, et dès la seconde génération le niveau se trouve rétabli.

La constitution politique des États-Unis fait de l'instruction élémentaire une absolue nécessité. On a vu, on voit encore de grandes monarchies, des aristocraties puissantes, appuyées sur un peuple ignorant : une démocratie ne se conserve que si elle accorde à tout citoyen les moyens d'apprendre à accomplir avec intelligence les devoirs qu'elle impose. Les hommes sensés aux États-Unis ne partagent point l'étrange illusion de ceux qui voient dans le simple nom d'homme un titre politique : ils comprennent qu'on ne naît pas citoyen, mais qu'on le devient. L'éducation n'est pas d'ailleurs envisagée seulement dans la démocratie américaine comme une nécessité de l'ordre politique, elle est aussi regardée comme un frein, un préservatif social. On y croit, et avec beaucoup de raison, que plus l'instruction est distribuée avec libéralité, plus on a de garanties contre les crimes, les passions qu'engendrent l'ignorance et la misère. Ce que la loi punit, l'éducation le prévient. A mesure que les écoles se multiplient, on voit diminuer l'appareil formidable des

sévérités sociales, instrumens de mort, prisons, tribunaux, police. La société peut désarmer, quand les membres apprennent à connaître leurs devoirs et se trouvent plus capables de demander leur subsistance au travail. C'est là une vérité que l'économie politique a dès longtemps constatée, et qu'elle travaille incessamment à répandre : il ne faut pas qu'elle soit invalidée, pour les esprits sérieux, par tous ces récits qui nous arrivent de l'autre côté de l'Atlantique, et où trop souvent le crime impuni, la loi impuissante, offrent un thème facile aux déclamations des ennemis de la république américaine. Ceux qui, sur la foi de ces récits, penseraient que la vie, la propriété, jouissent dans les états de la Nouvelle-Angleterre de moins de sécurité qu'en Europe seraient complétement dans l'erreur. Sur leurs immenses frontières, il est vrai, les États-Unis touchent au désert, et la vie civilisée y avance par étapes rapides dans le domaine de la vie sauvage; mais est-ce par les mœurs du *far west*, des territoires à demi civilisés, où, à défaut de loi régulière, s'exerce seulement la *loi de Lynch*, qu'il serait équitable de juger la moralité de la république américaine? Non, sans doute : si l'on veut connaître les effets véritables des principes politiques inaugurés par les colonies anglaises quand elles se détachèrent de la métropole, il faut les étudier dans les vieux états, et seulement dans ceux où l'esclavage n'a pu les défigurer entièrement. Là même, ce n'est point dans quelques grandes villes, envahies par la multitude grossière des émigrans, qu'il faut observer ce que j'appellerai les véritables mœurs américaines. C'est surtout parmi les populations rurales qu'on trouvera ce que nulle autre contrée au monde ne présente : la moralité, le bien-être, la culture intellectuelle dans tous les rangs, la pratique la plus parfaite des institutions communales, la misère inconnue, quelque chose, en un mot, qui rappelle les rêves les plus chimériques de quelques réformateurs, sans que néanmoins rien y diminue le sentiment vif et sain de l'indépendance personnelle.

Ce que les efforts tentés dans cette partie de l'Union en matière d'éducation publique offrent de plus remarquable, c'est que l'état n'a point mis de limites précises à ses obligations envers les individus; on admet au contraire que cette limite doit varier sans cesse. Il y a, si l'on peut s'exprimer ainsi, un certain zéro d'instruction au-dessous duquel personne ne reste; mais ce zéro lui-même va en s'élevant, à mesure que la culture générale de l'esprit, la richesse, la prospérité publique s'accroissent. Après avoir pendant longtemps considéré la lecture, l'écriture, le calcul, comme des élémens suffisans de l'instruction publique, on est arrivé dans la Nouvelle-Angleterre à augmenter de beaucoup ces rudimens. On veut que l'état fournisse aux plus déshérités de ses membres une instruction assez complète pour qu'ils puissent arriver avec quelques

chances de succès sur ce théâtre de la vie que la race anglo-saxonne se plaît souvent à comparer à un champ de bataille. Seulement il faut bien le remarquer, et c'est là le trait caractéristique de la doctrine américaine : si l'état distribue libéralement l'instruction élémentaire nécessaire à tous, il ne prend aucun souci de ce qui n'est nécessaire qu'à quelques-uns. L'instruction supérieure, l'avancement des sciences, le progrès des lettres sont indépendans de tout patronage; les universités, les académies, les colléges, se fondent, se perpétuent sans l'intervention de l'état, par les seules forces de l'association privée. Ici comme en toute chose, l'Amérique est restée fidèle à des instincts purement démocratiques; ce qui le prouve surtout, c'est la manière même dont la société fait sentir son intervention dans les établissemens voués à l'instruction élémentaire, les seuls, avons-nous dit, dont elle s'occupe. Elle ne choisit point pour organe le pouvoir fédéral, ni même, dans la plupart des cas, le pouvoir exécutif propre à chaque état, mais simplement la commune. L'établissement des écoles, le personnel, l'enseignement ne sont réglés ni par des lois générales, ni par des lois particulières aux diverses parties de l'Union; les écoles sont aussi indépendantes que la commune elle-même.

Pour apprécier d'une manière judicieuse ce qu'on pourrait nommer le niveau intellectuel des États-Unis, il faut donc examiner ce qu'a produit directement l'action des communes, et de plus ce qu'a enfanté l'initiative des individus combinée avec l'esprit d'association. L'action immédiate du pouvoir central ne s'exerce que dans un très petit nombre d'établissemens, dans l'école militaire de l'Union et dans les départemens spéciaux dont les travaux intéressent le développement de la marine nationale. Il y aura donc à étudier en premier lieu l'organisation des écoles publiques, ensuite celle des universités et des institutions savantes, libres ou relevant du pouvoir fédéral. Un pareil examen ne peut manquer d'être fructueux, en montrant par comparaison ce que les États-Unis ont gagné à suivre, en matière d'éducation, l'impulsion des théories démocratiques, ce qu'ils ont consenti à perdre et ce qu'ils doivent s'efforcer d'acquérir.

I.

C'est dans les écoles de Boston qu'il faut se placer pour suivre dans ses plus remarquables tentatives et ses derniers progrès l'instruction publique aux États-Unis. Boston est, on le sait, la capitale intellectuelle des États-Unis, comme Washington en est la capitale politique et New-York la capitale commerciale. Boston est le centre

de ce mouvement littéraire, historique, philosophique, dont la *Revue* a souvent fait apprécier la portée. Les noms de Longfellow, de Prescott, d'Emerson, de Channing, de Parker, de Bancroft, de Bryant, de Motley, ont depuis longtemps dépassé les bornes du Nouveau-Monde pour arriver jusqu'à nous : ce sont les gloires de l'Athènes moderne, comme les Américains se plaisent à appeler la capitale du Massachusetts. Si de pareils noms peuvent justifier une si enthousiaste fierté, l'organisation des écoles publiques de Boston ne lui fournit pas une excuse moins légitime.

Les écoles entretenues aux frais de la ville y sont de trois sortes : écoles primaires, écoles de grammaire (*grammar schools*), hautes écoles (*high schools*).

Les écoles primaires ont été fondées dans l'année 1818; elles ont pour objet l'éducation des enfans qui ne peuvent recevoir dans leur propre famille les premiers rudimens de l'instruction élémentaire : on n'y admet que les enfans qui ont moins de sept ans, et ils n'y apprennent qu'à épeler et à lire. Dans le dernier rapport annuel sur la situation des écoles de Boston, on voit qu'en 1857 il y avait 211 écoles primaires dans cette ville. Chaque école recevait en moyenne 60 élèves : le nombre total des enfans s'y élevait à 12,733, dont 6,731 garçons et 6,002 filles.

Les écoles de grammaire sont moins nombreuses, mais reçoivent chacune beaucoup plus d'élèves : dans l'année 1857, à laquelle se rapportent tous les renseignemens réunis dans cette étude, elles en comptaient 11,126. Dans chacune de ces écoles, on distingue quatre classes : dans la première, on étudie la lecture, l'arithmétique, le dessin; dans la seconde, on y ajoute la géographie; dans la troisième, la composition littéraire et la déclamation; la quatrième année est consacrée à la grammaire analytique, à la tenue des livres, à l'histoire, à la morale, à quelques expériences scientifiques. Ce n'est que depuis 1830 que les écoles de grammaire ont reçu cette organisation perfectionnée : deux de ces écoles sont déjà fort anciennes, puisqu'elles datent de l'année 1680. Fondées alors pour fournir les rudimens des connaissances à ceux qui ne pouvaient recevoir une éducation tout à fait libérale, elles remplissent aujourd'hui parfaitement cette destination. Il faut évidemment quelque chose de plus que l'arithmétique et l'écriture à ceux qui veulent prendre place dans les rangs même les plus secondaires des carrières commerciales ou mécaniques : les écoles de grammaire le leur fournissent. L'organisation en fut d'abord très-imparfaite : les maîtres étaient obligés de consacrer une partie de leurs soins à des enfans tout à fait ignorans, et il ne leur restait qu'un temps insuffisant pour instruire ceux qui étaient déjà plus avancés. Depuis 1830, chaque école est placée sous la direction d'un maître

unique, secondé par des subordonnés qui se partagent les diverses branches de l'éducation. A la même époque, les sexes furent séparés : il y a aujourd'hui six écoles de garçons et six écoles de filles. Dans six autres écoles, on reçoit des élèves des deux sexes, mais qui suivent des cours séparés. En parcourant les programmes des écoles de grammaire, on admire qu'une instruction élémentaire aussi complète soit distribuée gratuitement : on ne s'en est pourtant pas tenu là; les hautes écoles de Boston comblent, on peut le dire, la mesure de la libéralité. Les unes préparent les adultes aux carrières commerciales et industrielles, les autres leur facilitent, par des études préparatoires, l'entrée des colléges ou universités.

Parmi les hautes écoles de Boston, il faut citer d'abord l'*english high school*, instituée en 1821 : tous ceux qui veulent suivre des professions non libérales, et ambitionnent de n'y pas rester aux derniers rangs, complètent leur éducation dans cet établissement. La *haute école anglaise* comptait 220 élèves en 1857; les cours comprennent trois années consécutives et une année supplémentaire. Les études y embrassent les complémens ordinaires d'une éducation commune, d'où sont pourtant exclus les langues anciennes, notamment la littérature, les élémens de la philosophie, l'étude des langues modernes et de quelques sciences (1). L'école latine (*latin school*) est une autre école supérieure de Boston : elle fut établie dès 1634, quatre années seulement après la fondation de la capitale du Massachusetts : on lit dans les documens relatifs à la création de cet établissement qu'il fut organisé « afin de former des hommes qui par leur connaissance des langues anciennes pussent approfondir les saintes Écritures et discerner le sens précis de l'original. » L'école latine n'a pas conservé le caractère théologique que lui assignaient ses fondateurs, elle est devenue une école préparatoire aux universités; les programmes embrassent six années d'études et comprennent le latin, le grec, l'anglais, le français, le dessin. En 1857, elle comptait 176 élèves, dont 56 seulement avaient plus de quinze ans.

Les filles ont aussi à Boston leur école supérieure (*girl's high and normal school*) : cette institution est assez récente, c'est un des fruits du mouvement entrepris dans la Nouvelle-Angleterre pour

(1) La première année, l'élève de la *haute école*, sorti des classes supérieures des écoles de grammaire, suit des cours analogues à ceux de ces classes, mais apprend de plus les élémens d'algèbre et le français. Pour la seconde année, la géométrie de Legendre, la rhétorique de Blair, la trigonométrie, les calculs astronomiques relatifs à la navigation entrent dans le programme des études, qui embrasse aussi la *constitution des États-Unis!* L'année suivante, voici l'énoncé des matières enseignées : astronomie élémentaire, philosophie naturelle, philosophie morale, économie politique, littérature anglaise, géographie physique. La quatrième année enfin, qui forme une année supplémentaire, comprend la philosophie, la logique, l'espagnol, la géologie, la chimie, la mécanique, les élémens de l'art de l'ingénieur, plusieurs parties des mathématiques.

améliorer la condition sociale des femmes (*woman's rights movement*). Un grand succès a couronné cette première tentative : l'école supérieure des filles, fondée en 1852, comptait 174 élèves en 1857. On désirera certainement savoir quelle culture intellectuelle peuvent recevoir les femmes à Boston des mains mêmes de la commune. On en jugera par la sèche mais instructive énumération du programme des études. En le parcourant, on y retrouve à peu près les mêmes sciences et les mêmes sujets d'étude que dans les programmes des écoles supérieures, fréquentées par les garçons (1). L'on s'étonne de voir mise à la portée de toutes les femmes une instruction d'un goût aussi moderne, où le latin se mêle à la physiologie, et la littérature aux mathématiques. C'est l'éducation des femmes savantes du XVIIe siècle combinée avec celle des femmes philosophes du XVIIIe, un mélange de Mlle de Scudéry et de Mme du Châtelet. Cette éducation, si peu féminine dans le sens où ce mot s'entend dans notre vieux monde, n'a rien qui effraie aux États-Unis les imaginations et les prétentions masculines; on n'y trouve pas mauvais que les femmes puissent en apprendre autant que nous. L'Américain n'est même pas humilié d'épouser une personne plus instruite que lui; il aime à prendre pour lui-même le souci vulgaire des affaires, et à lui laisser des loisirs pour cultiver son esprit. Faut-il s'étonner que, dans un tel pays, les classiques anglais, les ouvrages des auteurs américains se trouvent sur toutes les tables, dans les campagnes les plus reculées comme dans les villes? Un nouveau volume de vers de Longfellow, le dernier sermon de Théodore Parker, s'enlèvent par milliers, et portent dans toutes les classes de la nation le goût de ce qui est noble et élevé. En Europe, bien qu'aucun ridicule ne s'attache plus aux femmes lettrées, on leur pardonne encore difficilement de savoir ce que les hommes croient seuls avoir le droit de connaître. Nous avons toujours dans la mémoire les vers de Molière contre celles qui osent disputer aux hommes le privilége d'être savant. Aux États-Unis, les femmes ont envahi hardiment le domaine des sciences; beaucoup commencent à étudier et à pratiquer la médecine avec succès; un des meilleurs astronomes des États-Unis est une femme, miss Mitchell.

Il n'est pas sans intérêt de savoir au prix de quels sacrifices l'éducation peut être si libéralement distribuée aux deux sexes dans les écoles de Boston : le budget des écoles s'est élevé dans cette ville,

(1) Le programme de la première année comprend l'arithmétique, la géométrie, la grammaire, l'histoire naturelle, les synonymes, la rhétorique, la composition anglaise, l'histoire, le latin, le dessin, la musique vocale; la deuxième année, l'algèbre, la philosophie morale, le français, la rhétorique, la *physiologie*, l'histoire; la troisième année, la géométrie, l'histoire, la philosophie, l'astronomie, la chimie, la géographie physique.

en 1857, à la somme de 1,749,335 fr. Les salaires des maîtres sont en accord avec l'importance du rôle qui leur est attribué : les directeurs des hautes écoles reçoivent 12,000 fr. la première année de l'exercice de leurs fonctions, et leurs appointemens augmentent de 500 fr. chaque année jusqu'à la concurrence de 14,000 fr. Les sous-maîtres des hautes écoles reçoivent de 8,000 à 10,000 fr.; les sous-maîtres des écoles de grammaire et les surveillans des hautes écoles, de 6,000 à 9,000 fr.; les surveillans des écoles de grammaire, de 4,000 à 5,000 fr.; les assistans principaux, de 2,500 à 3,000 fr. dans les hautes écoles, de 1,500 à 2,250 francs dans les écoles de grammaire. Toutes les écoles relevant de la commune sont placées sous la direction et la haute surveillance d'un conseil recruté parmi les personnes les plus notables de la cité, et qui compte 72 membres, dont un tiers est renouvelé annuellement; leurs fonctions sont entièrement gratuites. Le conseil établit les règlemens, détermine le budget, fixe les salaires, choisit les livres d'éducation : les membres président aux examens et présentent un rapport annuel sur la situation des écoles. Les citoyens les plus recommandables ont à cœur de remplir ces hautes et difficiles fonctions; la pratique des institutions communales sert ainsi de base à la liberté politique : en s'habituant à surveiller des intérêts importans, en s'exerçant à la responsabilité, à l'exercice désintéressé des devoirs sociaux, les hommes acquièrent les habitudes viriles indispensables au maintien et à la prospérité des démocraties.

Pour donner une idée complète de l'éducation publique à Boston, on doit ajouter qu'outre les établissemens voués à l'instruction de l'enfance, il en est un autre dont le but est en quelque sorte de fournir un enseignement permanent au peuple; c'est l'établissement qui porte le nom de *Lowell Institute*. Des leçons ou *lectures* y sont données sur des sujets très variés, principalement sur des sujets scientifiques. C'est là que M. Agassiz fit ses premiers cours en arrivant en Amérique; chaque année, l'institut de Lowell cherche à recruter ses professeurs parmi les savans les plus considérables. Le goût des leçons publiques est très général dans la Nouvelle-Angleterre : s'il n'y a pas beaucoup d'institutions jouissant, comme le *Lowell Institute*, d'un revenu fixe, on ouvre très fréquemment des souscriptions, afin d'engager pour une série de leçons quelque écrivain ou savant célèbre. Ces associations portent le nom de *lyceums*, et il y a peu de villes qui n'en possèdent. Les leçons publiques, qui ont surtout lieu l'hiver, remplacent le théâtre en Amérique : elles sont très fréquentées par les femmes, entretiennent les goûts littéraires dans la nation, et y répandent une instruction générale et variée. On pourrait par plus d'un trait compléter ce

rapprochement entre les représentations théâtrales et les *lectures* américaines. Ainsi que les artistes étudient leurs rôles, les professeurs préparent pour la saison les leçons où ils espèrent le mieux faire briller leurs facultés. Ils ont, comme les chanteurs, des thèmes favoris; l'histoire les fournit aux uns, la littérature, la morale, la politique, à d'autres. Quand une *lecture* a réussi, l'auteur va la répéter de lieu en lieu, les journaux l'annoncent comme ils annonceraient une pièce à succès. Arrivé dans une ville, le *lecturer* loue la plus grande salle qu'il puisse trouver, vend ses billets, et le produit de la recette revient, les frais payés, soit au professeur, soit à quelque œuvre ou société particulière dont il est l'agent. Souvent ces discours publics ont pour but de favoriser la manifestation d'un sentiment populaire. C'est ainsi que pour aider à racheter Mount-Vernon, la résidence historique du général Washington, M. Edward Everett, ancien ministre des États-Unis à Londres, a répété une centaine de fois sa *lecture* sur le célèbre fondateur de la république américaine. Plus souvent encore, ces leçons ne sont qu'une spéculation privée dont le succès dépend du talent et de la célébrité de celui qui la tente. C'est ainsi que le satirique auteur de *la Foire aux Vanités* a refait plusieurs fois devant le public américain le cours qu'il avait ouvert d'abord à Londres, devant l'auditoire le plus aristocratique de l'Angleterre, sur les écrivains humoristes de la Grande-Bretagne. La plupart des essais de Ralph Waldo Emerson se sont d'abord produits sous forme de *lectures*. En parcourant ces pages admirables, on s'étonne à bon droit qu'une assemblée ordinaire ait pu suivre les élans d'un esprit aussi capricieux et les déductions d'une logique si profonde. Il n'y a pourtant pas une seule *lecture* d'Emerson qui n'ait réuni la foule la plus empressée. Ce zèle fait assurément beaucoup d'honneur aux habitans de Boston et de la Nouvelle-Angleterre; il est douteux que dans beaucoup de nos grandes villes européennes, peut-être même de nos capitales, on pût intéresser longtemps un auditoire de gens du monde à de pures abstractions philosophiques. En définitive, les *lectures* telles que les comprennent certains esprits d'élite ne sont pas des amusemens frivoles : elles fournissent au peuple des enseignemens aussi bien que d'honnêtes distractions; les hommes les plus graves, les plus célèbres ne dédaignent pas de se faire professeurs pour répandre leurs idées, dissiper des préjugés, prêcher des réformes. Les *lectures* remplissent ainsi une place véritablement importante dans l'organisation sociale des États-Unis.

Toutes les villes d'Amérique ne jouissent pas d'un système d'éducation aussi perfectionné que Boston : il faut dire cependant quelques mots de celui qui existe à New-York, car, si les questions

qui touchent à l'ordre moral et politique ne préoccupent pas autant les esprits dans cette ville maritime, dont le commerce dépassera bientôt celui des villes les plus florissantes de l'Angleterre elle-même, les préoccupations matérielles sont loin d'y avoir étouffé tous les sentimens généreux. Les premières écoles publiques de New-York furent, à l'origine, des institutions charitables : elles furent établies en 1802 par des femmes appartenant à la secte des quakers, qui se firent volontairement institutrices pour élever les enfans les plus pauvres et les plus dénués. Ces écoles furent bientôt après placées sous le patronage de la commune : aujourd'hui la moitié au moins des enfans de la populeuse cité y reçoit l'éducation.

C'est dans les écoles de New-York que fut appliqué d'abord un principe, admis aujourd'hui dans toutes les écoles publiques de l'Union; je veux parler de la séparation absolue de l'enseignement primaire et de l'éducation religieuse. « Aucune école, lit-on dans l'acte du 3 juin 1851 relatif à ces écoles, ne pourra prétendre à recevoir une partie des fonds consacrés aux écoles, si l'on y enseigne, inculque ou pratique les doctrines ou formes d'une secte chrétienne particulière ou de toute autre secte religieuse. » Il y a un nombre immense d'établissemens privés où les parens peuvent envoyer leurs enfans quand ils désirent leur inspirer dès le bas âge des doctrines religieuses d'un ordre particulier; mais les enfans de la classe la plus pauvre, qui sont élevés dans les écoles gratuites, ne doivent y recevoir aucun enseignement dogmatique, et tout prosélytisme y est sévèrement interdit.

Les écoles dites publiques (*public schools*) sont au nombre de 18; mais chacun de ces établissemens contient dans le même local trois classes différentes, une qui est réservée à l'instruction primaire, une seconde pour les garçons, et une troisième pour les filles. Il y a dans quelques-unes de ces écoles publiques, qui ont les proportions de véritables monumens, jusqu'à 1,500 ou 1,800 enfans de tout âge. Outre ces établissemens, qui, bien que patronnés aujourd'hui par la cité, restent encore, en vertu de leur origine, sous la direction d'une société particulière, on trouve à New-York 29 autres écoles publiques dites écoles d'arrondissement (*ward schools*), dont la fondation remonte à 1842. Chacune d'elles a un local particulier pour les deux sexes, et une annexe ou école normale destinée à préparer des jeunes gens à l'enseignement. Cent mille enfans environ fréquentent journellement les écoles de New-York. Deux écoles sont réservées spécialement aux enfans noirs, et il faut espérer qu'on verra bientôt disparaître cette humiliante distinction qui, même dans les états libres de l'Union, sépare encore partout les deux races, à l'école, au théâtre, à l'église, dans les voitures de chemin de fer. Boston a donné déjà l'exemple sur ce point comme sur tant d'autres :

il n'y plus aujourd'hui dans la capitale du Massachusetts d'école spéciale pour les nègres (*coloured school*).

New-York n'a point de hautes écoles semblables à celles de Boston; mais en 1848 on y a institué une *académie libre* (*free academy*) destinée à servir à la fois de haute école et de collége ou université. Pour y être admis, il faut avoir au-delà de treize ans, avoir passé dix-huit mois au moins dans les écoles publiques, et subi un examen sur l'écriture, l'arithmétique, la géographie, la tenue des livres, l'histoire des États-Unis et les élémens d'algèbre. La série complète des études embrasse cinq années; les élèves ont la faculté de diriger leurs études d'après la nature des professions qu'ils comptent embrasser plus tard et de choisir entre les langues vivantes ou les langues mortes. Cette académie n'est point ouverte aux femmes, et déjà l'on songe à créer quelque institution analogue pour les jeunes filles. Les bâtimens de l'académie libre ont coûté 500,000 francs, et l'établissement jouit d'un revenu annuel de 100,000 francs; les élèves y sont actuellement au nombre de cinq cents environ.

L'on ne peut s'attendre à trouver dans les villes de second ordre et dans les campagnes des écoles pareilles à celles de Boston; mais l'éducation primaire y est pourtant très complète : elle comprend, outre l'écriture et la lecture, l'arithmétique et la géographie. Le trait caractéristique des écoles publiques aux États-Unis est leur entière indépendance, non-seulement du pouvoir fédéral, mais encore de l'état; ce sont des institutions purement communales. Dans les villes, il y a une école par district, et dans les campagnes il y en a une par district rural de cinq ou six milles carrés; des citoyens nommés par les électeurs sont préposés à la surveillance et à l'entretien des écoles; ils portent le nom de *prudential committee men* (membres du comité de prudence); d'autres ont charge de veiller aux études, de choisir les maîtres et de leur faire subir les examens. Ce qu'il y a en effet de plus original dans les écoles américaines, c'est qu'elles n'ont point de maîtres permanens : chaque année, le comité en nomme pour la session, qui ne dure ordinairement que six mois. Les maîtres se recrutent parmi les jeunes gens qui sortent eux-mêmes des écoles, surtout parmi ceux qui ont besoin de gagner quelque argent pour continuer leurs études dans les colléges ou universités. On pourrait craindre que dans de telles conditions l'enrôlement des maîtres ne soit tout à fait précaire; il n'en est rien : on en trouve toujours autant qu'il est nécessaire, et il est sans exemple que des écoles en aient manqué. Rien n'est plus commun que de rencontrer un Américain qui a tenu une école dans sa jeunesse; c'est une sorte de complément d'études, une préparation à la vie. On acquiert plus en enseignant qu'en apprenant, et les

jeunes gens sont assurément les meilleurs maîtres élémentaires, parce qu'ils ont un sentiment plus vif des difficultés qu'ils ont eux-mêmes récemment dû surmonter.

Chaque année, le conseil de la commune vote dans sa session du printemps le budget des écoles : la taxe qui fournit à l'entretien des écoles publiques est directe et pèse sur la propriété. Voici en quels termes éloquens le célèbre orateur Daniel Webster défendait cet impôt en 1821, dans une assemblée du Massachusetts : « En ce qui concerne l'instruction publique, nous tenons que tout homme doit être taxé suivant ce qu'il possède, et nous ne nous demandons pas s'il a lui-même ou n'a pas des enfans qui puissent profiter de l'éducation qu'il contribue à payer; nous regardons cette méthode comme sage et libérale, et propre à assurer la propriété, la vie, la paix de la société. Nous cherchons à prévenir dans une certaine mesure l'extension du code pénal, en inspirant dans un âge tendre les principes salutaires et conservateurs de vertu et d'éducation. Nous cherchons à exalter le sentiment de la respectabilité et de la conscience morale, en élargissant l'étendue et en augmentant la sphère des jouissances intellectuelles. Par une instruction générale, nous cherchons, autant que possible, à purifier l'atmosphère morale, à maintenir les bons sentimens, à tourner le fort courant des consciences et de l'opinion aussi bien que les censures de la loi et les dénonciations de la religion contre l'immoralité et le crime. Nous espérons fonder une sécurité placée au-delà de la loi et au-dessus de la loi, dans la prépondérance des sentimens moraux et des bons principes. Nous espérons continuer et prolonger le temps où, dans les villages et les fermes de la Nouvelle-Angleterre, on jouira d'un sommeil paisible, sans barricader les portes. Sachant que notre gouvernement repose directement sur la volonté publique, nous nous efforçons d'imprimer à cette volonté une prudente et sage direction. Nous ne nous attendons pas à trouver en tout homme un philosophe et un homme d'état; mais nous avons confiance, et notre espoir en la durée de notre système de gouvernement repose sur cette croyance, que, par la diffusion des connaissances générales et des bons et vertueux sentimens, l'édifice politique peut être garanti aussi bien contre les violences ouvertes que contre la lente, mais sûre décomposition de la licence. »

II.

Si l'état et la commune ont porté aux États-Unis l'éducation primaire à un degré de perfection inconnu dans l'ancien monde, sauf peut-être dans quelques parties privilégiées de l'Allemagne, leur œuvre s'est bornée là : la démocratie américaine distribue avec gé-

nérosité l'instruction, qu'elle croit indispensable pour former des citoyens, mais laisse à l'initiative des individus et des associations le soin de compléter l'éducation de ceux qui, en sortant de ses écoles, ne sont pas tenus de demander leur subsistance à un travail immédiat. Pourtant, de même que nous avons vu Boston compléter son système d'éducation publique par la fondation de hautes écoles, la plupart des villes de la Nouvelle-Angleterre ont créé, sous le nom d'académies, des établissemens d'un ordre analogue, destinés à ceux qui ne peuvent suivre les carrières libérales et entrer dans les universités. Néanmoins les principes qui régissent les écoles proprement dites et les académies publiques sont bien différens. La taxe des écoles est obligatoire; si un bourg ne s'impose pas volontairement pour entretenir l'école, l'état l'impose d'office et substitue son action propre à l'action communale : c'est un cas, il faut le dire, qui ne se présente jamais; mais le droit de l'état subsiste dans toute sa rigueur. Ce caractère d'obligation disparaît dès qu'il s'agit de fonder non plus des écoles, mais des académies publiques : c'est le vœu général qui décide en cette matière; dans le cas où il est favorable à la création d'un pareil établissement, la minorité opposante subit les taxes que la majorité lui impose. Si donc nous voulions résumer en quelques mots les principes sur lesquels est fondée l'éducation primaire en Amérique, nous dirions qu'à un degré supérieur l'éducation est purement communale et se règle par la volonté seule des individus, qu'au degré inférieur l'éducation est obligatoire, et qu'alors la commune n'est que le représentant, l'organe de l'état.

En dehors des écoles primaires et des académies libres, l'action collective de la société cesse de se manifester; au moins elle n'intervient jamais pour imprimer à l'éducation des tendances ou une direction particulière et ne se révèle que dans les libéralités de quelques états envers des établissemens privilégiés. Les colléges et universités des États-Unis sont presque tous calqués sur le modèle des fameuses universités anglaises : si grande est la puissance des souvenirs, qu'une nation profondément démocratique a copié presque servilement l'organisation surannée qui se conserve encore à Oxford et à Cambridge comme un monument de la fidélité du peuple anglais à ses institutions traditionnelles. Quelques-unes des universités américaines sont d'ailleurs antérieures à la séparation des colonies anglaises de la métropole : la célèbre université de Harvard à Cambridge, dans le Massachusetts, et celle non moins fameuse de Yale, dans le Connecticut, fondée en 1700 à Saybrook et transportée en 1716 à Newhaven; le collége de William et Mary, fondé en 1691 par la secte des baptistes dans l'état de Virginie, et le collége de New-Jersey, établi en 1746 à Élisabeth-Town et plus tard transporté à Princetown. En lisant les programmes de l'université de Harvard,

on croit presque lire ceux d'une université anglaise, et on y retrouve les noms de gradués, sous-gradués, juniors, seniors, etc. Pourtant les universités des États-Unis diffèrent essentiellement des fameuses universités de la Grande-Bretagne en ce qu'elles ne jouissent point de ces puissantes fondations destinées à fournir des revenus perpétuels à un certain nombre d'hommes attachés aux universités sous le nom de *fellows* et voués exclusivement aux études savantes. L'institution des *fellowships* n'a guère survécu en Amérique à la crise qui a détaché les États-Unis de l'Angleterre. Les universités anglaises continuent à nourrir, dans une paisible et monastique aisance, un peuple studieux qui n'a rien à demander à la politique, rien à mendier auprès du public, et n'a d'autre charge que de perpétuer dans la tradition du pays le goût des études classiques et savantes. En Amérique, on ne s'arrête pas dans les universités, on les traverse; la véritable éducation s'y acquiert dans le mouvement même d'une société active et fiévreuse, qui a besoin de chacun de ses membres et ne permet à aucun d'eux le repos. L'action est le premier besoin d'un peuple jeune et ambitieux; c'est l'action que chante la poésie elle-même par l'éloquente voix de Longfellow.

Après avoir observé dans les écoles de Boston l'organisation de l'instruction primaire en Amérique, il faut, si l'on veut y apprécier la situation de l'instruction secondaire, examiner l'organisation et les règlemens généraux de l'université du Massachusetts, qui est, avec celle de Yale, la plus renommée de l'Union. L'université de Harvard a pour siége Cambridge, petite ville située à trois milles environ de Boston. Les étudians y sont divisés en deux catégories, les sous-gradués (*undergraduates*), ou élèves du collége proprement dit, et les étudians (*professional students*) qui suivent les cours professionnels des écoles de droit, de médecine et de théologie.

Les élèves du collége, qui en 1855 étaient au nombre de 357, sont divisés en quatre classes, qui correspondent à quatre années d'études; ils portent les noms de *freshmen, sophomores, juniors, seniors*. La première année d'études est consacrée au grec, au latin, à l'histoire de la Grèce, à la géométrie et à la trigonométrie; les *sophomores* étudient en outre la langue française, la rhétorique, la chimie, quelques parties spéciales des mathématiques; les *juniors* apprennent, tout en continuant le latin et le grec, la philosophie, l'histoire d'Angleterre, les élémens de l'astronomie, la physique; les *seniors* reçoivent des leçons sur les constitutions américaine et anglaise, sur l'économie politique, l'histoire des États-Unis, la rhétorique, la déclamation, la physique (1).

(1) Les dépenses annuelles d'un élève du collége s'élèvent en moyenne à 1,245 francs; cette somme comprend les frais de l'éducation, le prix de la nourriture et du logement dans les familles autorisées par l'université à recevoir les élèves comme pensionnaires.

Outre les élèves du collége, l'université de Cambridge comptait, en 1855, 300 étudians professionnels, dont 104 étudians en médecine, 111 étudians en droit, 67 étudians scientifiques (*scientific students*), 2 étudians en astronomie, 14 étudians en théologie.

L'école de droit a été fondée pour donner une éducation légale complète à ceux qui se préparent au barreau, et en même temps pour enseigner la jurisprudence commerciale aux jeunes gens qui veulent entrer dans les affaires. Ces derniers ne reçoivent naturellement que des leçons d'une nature assez spéciale et n'étudient que la portion des lois qui concerne la forme des sociétés commerciales, les contrats, les assurances, les ventes, la navigation. Il n'est pas nécessaire, pour être reçu à l'école de droit, de passer un examen, ou de fournir la preuve d'études antérieures : il faut seulement être âgé d'au moins dix-neuf ans, et présenter un certificat de bonnes mœurs. Les études n'embrassent que deux années, divisées chacune en deux termes de vingt semaines; les étudians sont d'ailleurs admis librement à tous les cours que suivent les sous-gradués, et peuvent y compléter leur éducation générale en même temps qu'ils achèvent leur éducation professionnelle. Les dépenses par terme comprennent un droit de 250 francs, et une somme qui varie de 600 à 1,200 francs pour la nourriture et le logement; il faut donc compter par année une somme de 2,000 à 3,000 francs environ. L'école de médecine annexée à l'université de Harvard a son siége à Boston même; pour y suivre les cours, il faut payer une somme de 400 francs par an; des leçons cliniques qui ont lieu dans les hôpitaux forment, comme dans une académie de médecine française, un complément nécessaire aux leçons théoriques.

L'école de théologie ne tient qu'une bien petite place à l'université de Harvard, mais, dans un grand nombre d'universités américaines, elle est au contraire la plus importante. Il n'est pas de pays au monde où les études théologiques soient cultivées avec autant d'ardeur qu'aux États-Unis; rien ne favorise le développement de l'esprit religieux, n'échauffe le prosélytisme comme la séparation absolue de l'église et de l'état. Il n'est point de village en Amérique qui n'ait son ministre, point de petite ville qui n'en ait plus d'un. Les ministres sont les guides de l'opinion et des consciences; leur influence est d'autant plus grande que leur entière indépendance de l'état leur permet l'accès libre de la politique; le ton des sermons prononcés dans les églises américaines est fait pour nous étonner de ce côté de l'Atlantique. On n'y écarte aucune des préoccupations du jour : on y discute l'esclavage, tantôt pour l'attaquer, plus souvent, il faut le dire avec regret, pour le défendre; les questions constitutionnelles y sont agitées aussi bien

que les questions religieuses, et la chaire achève ainsi l'œuvre de la presse. Un pareil rôle a de quoi tenter les esprits; aussi la carrière religieuse est-elle une des plus courues en Amérique. Il n'est pas d'état, pas de secte qui ne compte ses séminaires; des milliers de jeunes gens y apprennent à interpréter les Écritures, et s'exercent de bonne heure à prononcer des sermons.

L'école scientifique annexée à l'université de Harvard porte le nom de *Lawrence scientific school;* elle fut fondée par M. Abbot Lawrence, ancien ministre des États-Unis à Londres, et l'un des créateurs des fameuses filatures de Lowell, dans le Massachusetts. Les cours y embrassent la chimie, la zoologie, la géologie, la minéralogie, l'art de l'ingénieur, la botanique, l'anatomie comparée, la physiologie, les hautes mathématiques. L'école scientifique a l'honneur en ce moment de compter au nombre de ses professeurs le célèbre naturaliste Agassiz, et les travaux qu'il a publiés récemment ont déjà contribué à jeter beaucoup d'éclat sur l'université du Massachusetts. Des travaux scientifiques d'une nature différente ont depuis longtemps valu à Cambridge une juste célébrité : nous voulons parler des belles observations astronomiques de MM. Bond. L'observatoire fondé par William C. Bond est aujourd'hui annexé à l'université, et on y forme des élèves qui s'exercent aux observations d'astronomie, de météréologie et de magnétisme, aux opérations géodésiques, à la construction des tables nautiques, etc.

Outre l'université de Harvard, l'état de Massachusetts compte un très grand nombre de colléges et d'académies; les plus célèbres sont l'académie et le séminaire théologique d'Andover, où le mari du célèbre auteur de *l'Oncle Tom* est professeur, les colléges d'Amherst et de Williams. Dans les autres états de la Nouvelle-Angleterre, nous citerons le collége et l'école médicale de Bowdoin, les séminaires de Bangor et Redfield, et le collége baptiste de Waterville dans le Maine, celui de Darmouth à Hanover dans le New-Hampshire, le collége de Middlebury et l'université de Vermont dans l'état de Vermont, l'université wesleyenne à Middletown et le collége de Yale dans le Connecticut, qui compte plus de 500 élèves, enfin l'université de Brown à Providence dans le Rhode-Island. Le vaste état de New-York a plusieurs colléges, ceux de Columbia à New-York, de Hamilton à Clinton, le collége Hobart-Free à Geneva, et l'université de New-York, dans la capitale même de l'état. Les principaux établissemens d'instruction secondaire en Pensylvanie sont : *Alleghany-College* dans le comté de Meadville, *Pennsylvania-College* à Gettysburg, *Jefferson-College* à Canonsburg, *Dickinson-College* à Carlisle, et *Washington-College* à Washington, une des villes nombreuses qui portent en Amérique le nom du fondateur de l'Union. Le New-Jersey, qui est aussi placé sur la limite des états

du nord et des états du sud, n'a que deux colléges de quelque importance : celui de New-Jersey, fondé en 1746 et qui est aujourd'hui à Princetown, et celui de Rutgers à New-Brunswick. L'état d'Ohio n'avait, il y a quelques années, que des établissemens d'éducation peu prospères; aujourd'hui ces établissemens paraissent être entrés dans une ère de progrès; l'université wesleyenne élevée à Delaware avait, il y a peu de temps, 400 élèves; l'université de Miami à Oxford, 200 élèves; le collége Kenyon à Gambier, 144 élèves; le collége de Heidelburg à Tiffin, 100 élèves.

Les états du sud qui possèdent les universités les plus fréquentées sont la Virginie et la Caroline. L'université de Charlotsville, dans le premier de ces états, compte plus de 600 élèves; on cite en outre plusieurs colléges assez florissans, qui portent les noms de Bethany, Randolph Macon, Richmond, Washington, Hampden. L'université de la Caroline du Sud à Chapel-Hill a environ 400 élèves; le *Normal-College*, dans le comté de Randolph, est après l'université le plus important centre d'études dans cet état. Le Maryland a aussi plusieurs colléges, ceux de *Maryland-Union* et Sainte-Marie à Baltimore, ceux de Saint-Jean à Annapolis et du Mont-Sainte-Marie à Emmitsburg. Dans la Louisiane, nous citerons ceux de Louisiana à Jackson, de Franklin à Opelousa, de Jefferson. L'assemblée générale de l'état a voté en 1835 un crédit annuel de 15,000 dollars pour dix ans, destiné à favoriser l'extension de ces écoles. L'éducation est encore peu avancée dans la Louisiane, et ce n'est qu'en 1849 qu'on y a fondé ce qu'on appelle en Amérique un *school fund*, c'est-à-dire une réserve dont les revenus sont appliqués à l'entretien des écoles : les communes ne sont pas pour cela dispensées de s'imposer directement; mais la subvention de l'état contribue, quoique généralement dans une bien faible proportion, à amoindrir leurs charges. Dans l'état de Mississipi, l'éducation primaire n'a été organisée sur des bases étendues que depuis 1846; les colléges y sont peu nombreux, et dans une situation peu prospère. En 1849 seulement, l'état de Tennessee a mis en réserve une somme de 6 millions pour favoriser le développement de ses écoles : on y cite deux universités, celle de Cumberland, à Lebanon, qui avait 400 élèves il y a peu de temps, et l'*Union University* de Murfreesborough, qui en comptait 200. L'état d'Alabama a fait des provisions très libérales en faveur de l'éducation publique et a richement doté une université fondée près du cap Tuscaloosa. La Georgie a aussi une réserve pour les écoles; son université est très ancienne et remonte à 1788. A l'époque de sa fondation, on avait projeté de la rattacher à des académies établies dans chaque comté et reliées à l'université comme à un centre commun; mais ces intentions ne furent jamais réalisées. L'université, réorganisée à plu-

sieurs reprises, n'a jamais été bien prospère, et le nombre des élèves n'y est pas considérable. Savannah possède quelques académies plus florissantes.

Les vastes états agricoles de l'ouest encouragent l'instruction publique autant qu'on peut le faire dans des régions où sur beaucoup de points la civilisation en est encore à ses premières conquêtes. La plus ancienne université de l'ouest est celle du Kentucky, fondée en 1788. Le même état possède aussi plusieurs colléges, à Danville, Bardstown, Augusta, Princetown et Georgetown. L'état de Michigan a une université importante, qui compte actuellement plus de 300 élèves, c'est celle de Ann-Arbor. L'université de Madison, dans le Wisconsin, était fréquentée récemment par 167 élèves, celle du Missouri, à Columbia, par 130 élèves, et celle de Wabash, à Crawfordsville, dans l'Indiana, à peu près par le même nombre.

Les établissemens qu'on vient d'énumérer se gouvernent par leurs propres lois, et jouissent d'une indépendance complète. Si l'on cherche aux États-Unis une école qui relève du pouvoir central, on n'en trouve qu'une, c'est l'école militaire de Westpoint : à bien des titres, elle mérite d'être étudiée; les principes démocratiques, dont je viens de montrer l'application dans l'instruction primaire et secondaire, se révèlent encore, sous une forme nouvelle et toute particulière, dans l'organisation de l'école fédérale.

Je surprendrai assurément beaucoup de personnes en déclarant que l'école militaire de Westpoint est essentiellement démocratique, et en leur apprenant en même temps qu'on n'y entre point par le concours, mais que toutes les places y sont à la disposition du président des États-Unis. Si, conformément à nos idées françaises, un examen préalable était nécessaire pour y être reçu, les jeunes gens de quelques villes privilégiées y seraient exclusivement admis, parce qu'ils auraient seuls les moyens de se préparer au concours. Les fermiers des états du *far west*, les habitans des campagnes dans l'immense territoire de l'Union, n'y verraient point arriver leurs enfans. Pour que l'armée conserve un caractère éminemment national et fédéral, il faut qu'elle se recrute constamment dans toute l'Union : aussi le président a-t-il été investi du droit de choisir dans chaque district électoral un élève pour Westpoint. Il est indifférent à la nation américaine que dans un pareil choix le président soit guidé par des raisons politiques et cherche à récompenser des services électoraux; ce qui lui importe, c'est que de tout temps son armée soit recrutée dans toutes les parties de l'Union, afin qu'elle ne puisse jamais devenir l'instrument d'une faction. La conséquence forcée d'un tel système, c'est qu'un grand nombre d'élèves arrivent à Westpoint fort ignorans : il y en a beaucoup

qui ne savent que lire, écrire et compter; mais il n'est pas rare qu'un jeune homme à peu près inculte, venu des régions les plus sauvages de l'ouest, triomphe bientôt à force de travail de ses camarades élevés dans les écoles du nord ou du sud.

Le régime même de l'école ressemble beaucoup à celui de notre école polytechnique : mêmes programmes, même système d'examens, même esprit d'équité dans le classement; on a vu refuser des brevets au fils de Henry Clay et au neveu du général Taylor. Les études comprennent quatre années, parce que l'éducation scientifique des élèves est à faire presque entièrement. Les exercices militaires et le maniement des armes jouent aussi un grand rôle dans l'éducation de Westpoint, parce que les élèves qui reçoivent des brevets d'officier dans la cavalerie, l'infanterie et l'artillerie entrent immédiatement dans leurs régimens. Il n'y a une école d'application que pour les ingénieurs ou officiers du génie qui, pendant trois ans, sont occupés au *bureau topographique* de Washington. L'école de Westpoint fournit à la confédération beaucoup plus d'officiers qu'il n'en faut; mais le plus grand nombre d'entre eux, après une année obligatoire de service, se retirent et rentrent dans la vie civile; ils acceptent généralement des commandemens dans la milice, qui peut recevoir par leurs soins une organisation beaucoup plus forte que ne l'est celle des corps analogues dans d'autres pays.

Il y a dix ans environ, le gouvernement des États-Unis a fondé une école qui doit devenir pour la marine ce que Westpoint est pour l'armée. Cet établissement ne peut manquer d'acquérir aux États-Unis une importance considérable, car, en présence de l'augmentation des forces maritimes de presque toutes les nations, l'Amérique se voit aussi obligée d'augmenter le nombre de ses vaisseaux de guerre. On a longtemps cru aux États-Unis que la marine marchande pourrait, en se transformant, suffire à tous les besoins d'une lutte maritime; mais, sans négliger cet élément important, on s'occupe depuis quelques années de créer une flotte à vapeur destinée à protéger sur les mers l'indépendance du pavillon étoilé.

Outre les institutions vouées à l'enseignement et à la diffusion des connaissances humaines, il en est, dans presque tous les pays, d'autres dont l'objet est de travailler directement au progrès même des sciences. La France a des institutions vouées d'une manière toute spéciale à cette noble tâche : de ce nombre sont le Collége de France, dont le principe est d'admettre de préférence dans ses chaires des novateurs, ou, si l'on me permet ce mot, des chercheurs; le Jardin des Plantes; l'Institut, qui n'ouvre ses portes qu'à ceux qui ont ajouté quelque chose à la gloire littéraire ou

scientifique du pays. En Angleterre, le mouvement scientifique obéit depuis bien longtemps à l'impulsion de la fameuse Société royale : cet établissement diffère de notre Institut en ce qu'il est fondé sur le principe de l'association, non sur celui de l'élection : la Société royale recherche le patronage des membres de l'aristocratie anglaise, et ne pourrait les compter dans son sein, si des exigences scientifiques leur en interdisaient l'accès. L'Amérique ne possède aucun établissement analogue à ceux que nous venons de citer : les savans sont trop éloignés les uns des autres sur ce vaste territoire pour fonder des académies permanentes. Résolus cependant à ne pas rester entièrement isolés et à se communiquer leurs travaux, ils ont fondé une véritable académie nomade sous le nom d'*Association américaine pour le progrès des sciences*. L'Angleterre possède une association analogue, et nos congrès scientifiques en fournissent aussi un exemple. Chaque année le lieu de réunion varie, des commissions se forment, on traite les questions les plus diverses, et les procès-verbaux des séances sont réunis en volume.

Il ne faut point se faire illusion sur les avantages de semblables congrès : ils ne répondent en général que bien imparfaitement à ce qu'on serait tenté d'en attendre. Personne n'en étant exclu, les travaux sérieux s'y trouvent noyés dans une multitude d'élucubrations sans aucune valeur : rien n'égale la fécondité des ignorans, ils ne perdent pas volontiers une occasion de faire prononcer leur nom et d'étaler leurs prétendues découvertes devant un public en moyenne incapable de discernement. L'acte le plus important de ces congrès est ordinairement le discours d'ouverture prononcé par le président, qui est presque toujours un homme éminent; par une excellente habitude, il fait une analyse générale des travaux les plus remarquables de l'année. De pareilles communications sont très précieuses venant, en Amérique, d'Agassiz par exemple, ou en Angleterre de Richard Owen : de tels hommes ne touchent à aucun sujet sans y laisser l'empreinte de leur puissant esprit et sans s'élever à quelques vues philosophiques.

Les sociétés savantes sont extrêmement nombreuses aux États-Unis; depuis dix ans surtout, il s'en est formé à l'infini : elles sont vouées à des sciences spéciales, telles que la médecine, l'agriculture, la météorologie, l'art de l'ingénieur, la statistique. Ordinairement une société centrale a son siége dans la capitale de l'état, et un système régulier de correspondance la rattache à des sociétés secondaires qui siégent dans les comtés : telle est notamment l'organisation des sociétés d'agriculture, qui rendent de très grands services au pays. Malgré la faiblesse des cotisations, ces sociétés jouissent de très beaux revenus, publient d'utiles travaux, des do-

cumens statistiques excellens, et font encore des expositions annuelles. Ce sont là sans contredit de louables efforts, mais il ne faut point croire qu'il y ait dans le principe d'association qui est la base de ces compagnies une sorte de vertu particulière et intrinsèque qui puisse remplacer le travail personnel : tout est individuel dans le domaine de l'esprit, les grandes découvertes ont toujours été faites par des esprits solitaires. La confusion des opinions, le bruit fatigant des controverses, déplaisent à ces esprits puissans parce qu'ils sont exclusifs, et qui, sortant du domaine des idées convenues, se laissent emporter par la logique d'une pensée inflexible dans quelque région inexplorée. Les sociétés savantes, par leur œuvre de diffusion et de publicité, contribuent indirectement au progrès scientifique; mais les instrumens immédiats de ce progrès seront toujours des individus que la tournure particulière de leur génie entraînera au-delà de ce qui occupe la foule. A ces intelligences d'élite rien n'est pourtant plus utile que le contact d'autres intelligences d'une force égale, mais poursuivant des objets différens. Un tel commerce assouplit la pensée, la repose en même temps qu'il l'excite par les contrastes, l'élève en l'arrachant à des préoccupations trop exclusives.

Il n'y a malheureusement en Amérique aucune institution qui soit le refuge naturel des hommes supérieurs exclusivement voués à l'étude et unis, malgré la disparité de leurs travaux, par un lien aussi vague, si l'on veut, mais aussi puissant que celui qui rattache dans chacun de nous les diverses facultés de l'esprit. Les établissemens qui aux États-Unis portent le nom d'institut n'ont absolument rien de commun avec notre Institut français. Le plus fameux est celui qui porte le nom d'institut de Smithson (*Smithsonian Institute*); l'histoire en est des plus curieuses. James Smithson était le fils illégitime de Hughes, duc de Northumberland, et d'Élisabeth, nièce de Charles, duc de Somerset. Il fut élevé à l'université d'Oxford, et toute sa vie fut consacrée à l'étude des sciences. Il songea d'abord à laisser toute sa fortune à la Société royale de Londres; mais, à la suite d'un différend avec le conseil de cette société, renonçant à sa première pensée, il légua tous ses biens à son neveu, à la condition que, celui-ci mort, sa fortune reviendrait aux États-Unis d'Amérique, afin « qu'il fût créé à Washington, sous le nom d'institut Smithsonien, un établissement pour le progrès et la diffusion des connaissances parmi les hommes. » Un programme aussi vague mit le gouvernement américain dans un grand embarras, et aujourd'hui encore on ne s'entend pas très bien sur la manière de remplir les intentions du donateur. La fortune de M. Smithson s'élevait à 2,575,000 francs; cette somme fut convertie en titres qui perdirent

beaucoup de leur valeur. Huit années s'écoulèrent sans que l'on s'occupât d'accomplir les volontés du testateur. Le congrès s'émut d'une semblable négligence : il compléta par un vote spécial le capital primitif, augmenté des intérêts pendant huit années, organisa l'institut sur ses bases actuelles, et choisit le conseil sous la direction duquel il se trouve placé. En 1856, on remit à ce conseil la somme de 3,786,490 francs : une partie de cette somme fut consacrée à élever le monument qui renferme les musées, les collections et la bibliothèque de l'institut. Une moitié du revenu est consacrée à en augmenter les richesses, l'autre moitié à la publication de recherches savantes. Parmi les travaux édités par les soins de l'institut de Smithson et distribués avec profusion à tous les établissemens savans d'Amérique et d'Europe, il en est plusieurs qui méritent des éloges, notamment ceux qui sont relatifs aux monumens laissés par les anciens habitans du continent américain dans la vallée du Mississipi, les grammaires et dictionnaires des divers idiomes indiens, les monographies consacrées à l'histoire naturelle du continent américain. L'institut a aussi entrepris d'enregistrer et de coordonner les observations météorologiques faites sur le vaste territoire de l'Union. Aujourd'hui sept cents observateurs lui fournissent des documens relatifs à l'état atmosphérique, aux vents, aux tempêtes, au magnétisme de la planète.

Les travaux de l'institut Smithsonien pourront servir à compléter ceux de l'observatoire national et du *bureau hydrographique*. On connaît les recherches entreprises sur la météorologie marine par le lieutenant Maury, qui dirige l'observatoire national de Washington (1). Le *bureau hydrographique* est, avec l'observatoire, le seul établissement scientifique de l'Union qui soit placé sous le patronage immédiat du pouvoir fédéral. L'étude hydrographique des côtes du continent américain est le plus beau monument peut-être dont la science ait doté les États-Unis. Le président Jefferson ordonna le premier l'exécution de ce grand travail, qui jusqu'à 1843 resta confié à M. Hassler. Depuis cette époque, les opérations ont été poussées avec une extrême activité par le nouveau directeur du *bureau hydrographique*, M. Bache. Ce savant s'occupe encore de perfectionner les méthodes géodésiques déjà si parfaites que l'on possède aujourd'hui, et ses cartes peuvent se comparer avec les plus beaux travaux de ce genre dus à la géodésie et à l'hydrographie françaises et anglaises. La topographie des côtes américaines est aujourd'hui connue sur presque toute leur étendue avec une extrême précision ; mais, par une anomalie singulière, les opérations

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1858.

géodésiques n'ont pu encore pénétrer dans le continent même, dont on ne possède que des cartes très imparfaites. Cela vient de ce qu'il n'entre pas dans les attributions du pouvoir fédéral de faire dresser les cartes des divers états, et qu'il ne doit s'occuper, en vue des besoins de la marine, que des côtes de l'Union. Les entreprises géodésiques qu'il s'agirait de mener à fin sont si considérables que les états particuliers n'ont pas encore songé à les exécuter. Il faut espérer que bientôt le pouvoir fédéral et les états combineront leurs efforts pour faire pénétrer dans le continent lui-même le réseau des opérations trigonométriques, qui jusqu'ici n'ont point dépassé les régions littorales. Lorsque les états auront des cartes géographiques dressées d'après ces grandes opérations, c'est alors seulement qu'ils pourront faire exécuter de bonnes cartes géologiques : faire la géologie d'un pays avant d'en connaître la topographie, comme on l'a essayé dans plusieurs états américains, c'est un véritable non-sens.

J'ai successivement décrit les écoles, les colléges, les sociétés savantes, les institutions qui dépendent de l'état, dans l'Union américaine, et je me suis attaché à faire voir sur quels principes en repose l'organisation. Ce tableau rapide laissera sans doute dans la plupart des esprits une impression favorable à la grande république anglo-saxonne. Il ne me reste plus qu'à l'achever, en le résumant par quelques traits principaux. Que trouvons-nous en Amérique? Un peuple qui réclame l'éducation, et se montre prêt à s'imposer les plus lourds sacrifices pour l'obtenir. Il a réussi à instituer les meilleures écoles publiques qu'il y ait au monde, et il n'y a aucun doute que les masses reçoivent aux États-Unis une instruction plus complète que dans tout autre pays. Ce qui manque encore à la république américaine, c'est la haute instruction; elle en possède, à vrai dire, ce qu'on pourrait appeler les cadres, mais ces cadres ne sont qu'incomplétement remplis. Comment s'en étonner? Où est la classe qui pourrait profiter de cette éducation supérieure? Pour avancer rapidement dans les carrières cléricale et politique, qui forment aux États-Unis les carrières libérales, il n'est pas besoin aujourd'hui de qualités d'un ordre élevé : un sentimentalisme menteur recouvrant une extrême dureté, une conscience sans scrupules, y sont le plus sûr moyen d'arriver aux rangs élevés de l'église et de l'état. Dans le domaine des beaux-arts et des lettres, les juges délicats ne sont point encore assez nombreux pour imposer leurs exigences aux artistes et aux écrivains. Quand l'Amérique proclama son indépendance, l'esprit puritain et démocratique opéra entre le vieux monde et le nouveau une profonde scission, et la littérature de la république resta longtemps marquée d'une certaine sécheresse et d'une

indéfinissable médiocrité. Aujourd'hui que des communications de plus en plus rapides mettent sans cesse en contact les habitans des deux hémisphères, une sorte de réaction s'est opérée; les écrivains de l'Amérique demandent des juges à l'Europe, et surtout à l'Angleterre. Ce qui fait encore défaut à l'Amérique, c'est une classe nombreuse d'hommes cultivés, nourris de fortes études, soucieux d'autre chose que de la richesse, capables de servir de modèles, sinon de guides, à la multitude.

Quel spectacle singulier que celui d'un peuple privé de beaux-arts, de tableaux, de statues, même de ruines, sans aristocratie, séparé par un océan de deux siècles des traditions de la race à laquelle il appartient, ayant pour mission de défricher tout un hémisphère, de dompter une nature encore inculte! Le besoin le plus impérieux d'un tel peuple, c'est l'éducation. Comment pourra-t-il l'obtenir aussi complète que l'exigent sa grandeur et son ambition? C'est le problème qu'il se pose sans cesse, et c'est un problème qu'une telle race, libre et délivrée de toute entrave, ne pourra manquer de résoudre un jour. L'Amérique n'a pas encore un grand public, appréciateur des œuvres de l'intelligence; elle n'a pas même un nombre suffisant d'hommes capables pour occuper les chaires de ses colléges, de ses universités, encore moins celles qu'une intelligente richesse est toute prête à fonder. Les fonctions de l'enseignement ont toujours été honorées aux États-Unis; mais, par un reste de préjugé anglais, on est encore habitué à croire que l'enseignement est l'emploi naturel d'un esprit peu compréhensif, rompu à la routine, où la mémoire a usurpé la place des autres facultés. Tant que les esprits les plus brillans dédaigneront l'œuvre utile de l'éducation et préféreront courir les hasards du commerce et de la politique, tant que la richesse sera plus honorée aux États-Unis que l'éducation et le caractère, l'enseignement supérieur y sera négligé. Dans les vieilles contrées comme l'Allemagne et la France, où toutes les carrières sont encombrées, toutes les places disputées avec acharnement, le corps enseignant peut recruter des hommes de talent, quelquefois de génie, malgré la modicité presque honteuse des traitemens; mais aux États-Unis les chances de s'enrichir sont trop nombreuses, et la richesse mène trop ouvertement à la considération sociale pour qu'il ne soit pas nécessaire de récompenser ceux qui se vouent à l'éducation publique avec une extrême libéralité : tâche facile à un peuple qui n'a point de grande armée, point de dette, point de bureaucratie. Il est impossible d'indiquer à l'avance de quelle façon l'éducation deviendra un jour en Amérique une des fonctions les plus importantes de l'état; mais, comme dit le proverbe anglo-saxon, « où il y a une volonté, il y a un moyen, » et cette volonté est manifeste.

Ce qui doit rassurer les amis de la république américaine sur son avenir intellectuel, c'est le souci manifeste du bien social qui s'y révèle dans les actes d'un si grand nombre d'individus. Comme le disait récemment dans un discours relatif à l'éducation du peuple, devant un comité de la chambre des représentans du Massachusetts, Wendell Phillips, le noble et éloquent champion de la cause abolitioniste aux États-Unis, « si l'on compare la Nouvelle-Angleterre, je ne dis pas seulement avec le reste de l'Union, — elle dédaignerait une semblable comparaison, — mais avec l'Angleterre elle-même, avec n'importe quelle contrée, on trouvera que la fortune privée y a, depuis sa fondation, été appliquée à des matières d'intérêt public pour une part plus considérable que sur aucun autre point du globe. Nous sommes élevés dans cette foi. Donner est à la mode, pourvu que vous choisissiez quelque objet public. Donner est quelque chose de si naturel, de si reçu, que le testament d'un homme riche, ouvert à la latitude de Boston ou aux environs, qui ne contiendrait point des legs généreux pour de grands objets publics, est noté comme singulier, bizarre, si singulier, qu'il est marqué du stigmate du mépris public. » Chez une nation où règne un semblable esprit, n'est-il pas permis de tout attendre de l'avenir?

On peut aussi affirmer, sans crainte d'erreur, que, tout en étendant de plus en plus son domaine, l'éducation publique restera toujours aux États-Unis régie par les grands principes démocratiques qui ont pénétré si profondément la société américaine. Les organes du progrès social demeureront les mêmes, et resteront pour l'instruction primaire la commune, pour l'instruction supérieure l'association libre. S'il était nécessaire de prouver l'excellence du principe de la liberté d'enseignement, on pourrait assurément citer l'Amérique : n'est-il pas très heureux que l'état ne puisse y imposer ses doctrines par l'éducation? Si un tel pouvoir lui était confié, il faudrait désespérer de voir disparaître un jour tout ce qui aujourd'hui dépare et déshonore la république : la légitimité de l'esclavage serait le premier dogme de l'éducation publique, et les générations naissantes deviendraient les instrumens dociles de l'oligarchie corrompue qui depuis trop longtemps gouverne à Washington. Dès ce moment l'on peut prédire le jour où la république confiera le pouvoir à des mains plus dignes, et cet heureux résultat sera dû avant toute chose aux progrès de l'éducation publique dans le nord. Le travail de régénération commence dans les écoles, il s'achève dans les luttes quotidiennes de l'église, de la tribune, de la presse, et comme leur œuvre est commune, leurs libertés sont solidaires.

A. Laugel.

LES LAPIDAIRES

DE SEPTMONCEL

UNE TRIBU INDUSTRIELLE DANS LE JURA.

Il y a sur un des plateaux les plus isolés, les plus abrupts de la ligne jurassienne, une peuplade singulière au sein de laquelle on peut observer le travail industriel uni à la vie de famille sous une forme spéciale et avec une organisation des plus simples. Après les centres les plus considérables de l'activité manufacturière, après ceux qui sont le plus en évidence, qui occupent des milliers de bras, qui livrent à la consommation des masses de produits, notre pays compte des centres ignorés, en quelque sorte perdus, et où s'accomplissent avec régularité, sans bruit, des travaux dont l'importance n'est peut-être pas suffisamment appréciée. Dans le domaine de l'industrie, que de variétés multiples, que de détails infinis, mais curieux même dans leur petitesse, parce qu'ils servent à établir certains contrastes, et nous aident à pénétrer dans le mouvement intérieur qui constitue la vie réelle des populations! C'est préoccupé de cette importance des petits foyers industriels qu'il y a quelque temps je partais pour le Jura, où je comptais visiter un de ces groupes trop peu connus, et bien dignes pourtant d'attirer l'attention des économistes, — celui des lapidaires de Septmoncel. — Le fidèle récit de cette course à travers une des plus âpres régions de la France m'a paru le meilleur moyen de présenter sous leur vrai jour quelques questions souvent débattues sur la vie domestique et le régime moral des populations ouvrières.

Avant d'atteindre jusqu'à ce qu'on peut nommer l'aire septmonceloise, il faut traverser une des parties les plus pittoresques du Jura. Les beautés naturelles semées à chaque pas dans ces montagnes suffiraient seules pour y appeler les voyageurs, et pourtant ce pays est peu visité; les perspectives qu'on y rencontre, la vie qu'on y mène, sont presque inconnues. Le Jura français compte à peine parmi les régions où s'en va chaque année le flot grossissant des touristes. La Suisse, l'Italie, les bords du Rhin, voilà les lieux classiques où se presse cette foule moutonnière, toujours jalouse d'emporter avec elle la nomenclature des admirations qu'elle doit ressentir. Parlez du Jura à ces coureurs effarés, ils ne croiront jamais le traverser assez vite, et ils ne voudraient pas allonger leur itinéraire pour en interroger les replis capricieux et les pittoresques sommets.

Comme tous les pays de montagnes, le Jura ne consent du reste à se révéler qu'aux voyageurs qui le visitent sans précipitation, et qui savent au besoin s'écarter des routes frayées. A vrai dire, ce pays demande à être parcouru à pied. On a vanté sous toutes les formes, surtout depuis certaines pages de Rousseau, le charme des excursions pédestres; on a dit que les voyages à pied sont ceux qui excitent en nous les plus vives sensations. Ils sont à coup sûr ceux qui permettent le mieux à l'âme humaine de se sentir la maîtresse de ce monde, et ceci reste vrai, même après les merveilleuses conquêtes réalisées de nos jours dans l'industrie des transports. Il ne suffit pas d'aller vite : l'intérêt réel est au terme où se dirigent nos désirs, là où il nous semble que l'aiguillon de la vie deviendra plus pénétrant et plus sensible. Supposons les facilités de la locomotion encore agrandies, l'homme n'en sera pas moins obligé de savoir s'arrêter souvent, s'il veut étudier, s'il veut connaître les mille variétés des régions qu'il traverse. Pour notre part, c'est avec ces pensées que nous avons visité le Jura, en y voyageant à pied la plupart du temps. Sans doute des pérégrinations pédestres ayant un objet spécial laissent moins de liberté aux mouvemens, moins de place au caprice que les courses de pure fantaisie; cependant la tâche méthodique qu'on s'est imposée n'a pas nécessairement pour effet de rendre insensible aux charmes de l'imprévu, ni, en présence des saisissans aspects de la nature, de comprimer l'essor de la pensée.

L'intérêt d'un voyage à pied dans le Jura, pour ceux du moins qui comme nous se dirigeraient vers Septmoncel, commence à Lons-le-Saulnier. Lorsqu'on veut gagner cette ville en venant de Paris, on quitte à Châlon-sur-Saône la grande ligne de fer de la Méditerranée. Entre Châlon et le chef-lieu du département du Jura, rien qui soit digne d'arrêter les yeux; on se prend à regretter les humbles

coteaux de la Bourgogne, d'où l'on vient de sortir. Des plaines très légèrement ondulées y rappellent un peu celles de la Flandre, quoique recouvertes d'une végétation bien moins vigoureuse. Aux abords de Lons-le-Saulnier, quelques hauteurs abruptes se dessinent à l'horizon, mais elles n'ont point encore la majesté des montagnes. Si vous exceptez un ou deux villages perchés sur des coteaux et cachant à demi leurs blanches maisons derrière des groupes d'arbres, vous ne découvrez nulle part de sites animés ni de vivans paysages. Quoiqu'elle n'ait ainsi presque rien dans son entourage qui mérite d'être remarqué, la ville de Lons s'est vue trop négligée jusqu'à ce jour. La situation qu'elle occupe aux limites extrêmes du haut et du bas Jura suffit pour qu'elle offre un réel intérêt à tout voyageur un peu curieux des contrastes. On est ici à peu près comme dans ces régions célèbres du nord de l'ancienne Grèce où l'on avait sous la main, d'une part les molles vallées de la Thessalie, et de l'autre les âpres sommets de l'Hémus.

Il semble difficile de s'expliquer de prime abord comment Lons-le-Saulnier a pu se former si loin de toutes les voies suivies par le commerce. Que le choix de cet emplacement n'ait pas été néanmoins un pur effet du hasard, cela devient évident dès qu'on sait qu'il existe aux portes de la ville des puits salés qui lui ont valu son surnom, et qui étaient connus dans les temps les plus reculés. On aura bâti là quelques cabanes pour loger les ouvriers, et le village se sera grossi peu à peu par suite du développement des exploitations. Le titre de chef-lieu de préfecture que reçut Lons-le-Saulnier lors de la division de nos anciennes provinces en départemens, sans doute à cause de sa position à peu près centrale, amena nécessairement une certaine extension de la cité (1). Dans une ville si nouvellement échappée à une longue obscurité et arrivée d'hier à une sorte d'existence publique, il semble qu'on devrait se montrer favorable aux innovations modernes, et désireux de s'approprier les récentes conquêtes de l'industrie. On est loin de là : la population se complaît dans l'immobilité de ses anciens usages. La classe aisée même n'a pas l'idée de ce *comfort* qui a pris une si large place dans les habitudes de la société contemporaine. Tandis que dans beaucoup de villes de province on pousse trop loin l'ambition d'imiter Paris, à Lons-le-Saulnier on n'éprouve pas d'autre désir que celui de continuer à se ressembler à soi-même. Aucune application un peu étendue dans l'ordre industriel ne vient d'ailleurs stimuler les activités locales. Si l'on porte les yeux

(1) Ce fut là un grand sujet de jalousie pour la ville de Dôle, qui, servie par quelques manifestations publiques, parvint un moment à obtenir le titre de chef-lieu de préfecture, mais pour le perdre aussitôt après le 9 thermidor.

sur les objets qui se fabriquent dans le pays, vêtemens, outils, ustensiles de ménage, on leur trouve un aspect primitif, disgracieux et grossier, qui atteste l'état arriéré de l'industrie. Le travail des salines situées à Montmorot, aux portes mêmes de la ville, n'offre pas des conditions bien propres à rendre les bras habiles et à exercer les esprits. Ce travail est une simple besogne de manœuvres (1). Supposez cependant que Lons-le-Saulnier eût recélé quelques germes de l'esprit d'entreprise, cette ville aurait pour ainsi dire trouvé des capitaux sous sa main, à Genève, où ils abondent; elle aurait fait comme une autre ville de l'est placée dans une situation analogue, Mulhouse, qui, animée au plus haut point par le génie de l'industrie, a su tirer si bon parti de son voisinage avec les capitalistes de Bâle (2).

Que la vie intellectuelle ne puisse posséder beaucoup de ressources dans un pareil milieu, on le devine sans peine. Point de sociétés particulières pour la stimuler et la soutenir. Certes il ne manque pas dans le Jura d'hommes instruits qui, du fond de leurs bibliothèques, savent s'associer au mouvement intellectuel de l'époque; il y en a certainement à Lons-le-Saulnier; mais on les trouvera plutôt sur d'autres points du département, — par exemple dans l'ancienne ville parlementaire et universitaire de Dôle, dans la cité abbatiale et épiscopale de Saint-Claude, ou bien même dans certaines bourgades des montagnes, où l'homme, emprisonné si longtemps par les neiges, demande tout naturellement à l'étude un moyen d'occuper les loisirs de l'hiver. L'ignorance, qui est fort commune dans la masse de la population de Lons-le-Saulnier, n'y étouffe point des instincts natifs de clairvoyance tout à fait caractéristiques. Seulement ces instincts ne jaillissent pas d'eux-mêmes au grand jour, le tempérament local n'étant rien moins qu'expansif; on est obligé de fouiller un peu pour les découvrir. Chacun ici se concentre volontiers au dedans de lui-même. Sous ce rapport, la différence est grande entre le pays jurassien et la Bourgogne, ou même d'autres parties de la Franche-Comté, où la causerie, toujours facile, devient si promptement pétulante. La réputation de froideur date de loin pour les habitans du Jura. Le hardi

(1) Disons en passant comment on procède ici. On descend à une extrême profondeur pour trouver l'eau qui a traversé des couches salines. Cette eau, qui contient à peu près 25 pour 100 de sel, est amenée dans d'immenses réservoirs où l'on provoque une cristallisation qui commence par s'opérer à la surface, et finit par tomber au fond des récipiens. De là le sel est porté dans les magasins. Ce n'est pas de la même manière qu'on exploite tous les gîtes de sel gemme. A Dieuze par exemple, dans la Meurthe, on extrait la matière saline toute formée et à l'état solide.

(2) Le département du Jura n'est séparé que par le pays de Gex du territoire de Genève, et Lons-le-Saulnier n'est qu'à dix-huit ou vingt lieues de cette ville.

et turbulent duc de Bourgogne, qu'enveloppèrent si souvent les trames de son taciturne adversaire de Plessis-lès-Tours, les accusait déjà dans des discours publics d'apathie et de faiblesse (1) : reproche injuste dans les circonstances où il était fait, mais qui indique sous quel jour dès lors se dessinaient les caractères.

L'absence d'expansion, ou, si l'on veut, la réserve outrée qui entrave la manifestation des sentimens individuels, jointe à l'attachement aux vieilles routines, porte à croire que le chef-lieu du département du Jura conservera longtemps sa physionomie présente. En vain cette ville sera réunie par quelque embranchement ferré au réseau de nos grandes lignes; elle n'en profitera guère pour se transformer. On dirait un nid où le germe du progrès n'est point suffisamment échauffé pour éclore. L'immobilité locale tient moins à l'isolement qu'aux dispositions natives de la population. Toute industrie propre à stimuler les volontés fait absolument défaut. Les bras prêtent à des productions vulgaires le concours de la force matérielle, rien de plus. La réflexion, le coup d'œil, le sentiment des proportions, en un mot tout ce qui exige dans le travail l'intervention de la partie la plus noble de l'homme paraît chose superflue. Dans le bas Jura au surplus, l'état des esprits est à peu près le même partout. Tandis que dans la partie montagneuse l'homme, en lutte avec la rigueur du climat et l'âpreté du sol, déploie la plupart du temps une industrieuse activité, on le voit dans les plaines, sous un ciel plus clément et sur une terre moins rebelle, s'abandonner volontiers à un incurable engourdissement.

Deux routes conduisent de Lons-le-Saulnier à Septmoncel, l'une par Clairevaux, l'autre par Orgelet; elles se rejoignent près de Saint-Claude. La première est la plus pittoresque; c'est celle que nous avons suivie. Quoique très montueuses l'une et l'autre, elles sont sûres et commodes, je ne parle pas pour les voyageurs à pied, qui s'arrangent de tout, mais même pour les voitures. On peut aujourd'hui en dire autant de toutes les grandes routes du département du Jura. Le temps n'est pas loin de nous d'ailleurs où elles étaient dans le plus déplorable état. A peine y a-t-il trente ans qu'on a entrepris de les améliorer ou plutôt de les reconstruire. Les anciennes voies qu'on découvre encore çà et là le long de côtes abruptes attestent d'une façon irrécusable l'importance des travaux effectués. Ici on a supprimé au moyen de profonds remblais des détours fatigans, là on a substitué à des pentes périlleuses une ligne qui s'élève doucement en spirale entre des ravins et des rochers

(1) Les accusations pleines d'acrimonie de Charles le Téméraire avaient surtout éclaté au lendemain de sa défaite à Morat, devant les remontrances opposées par les états de la province réunis à Salins à la demande d'une nouvelle levée d'hommes et d'un nouveau subside.

taillés à pic. Les voies nouvelles sont entretenues avec un soin extrême.

En quittant Lons-le-Saulnier, la route monte presque au sortir de la ville. On laisse derrière soi d'abord les vignes qui recouvrent les premiers coteaux, puis les noyers gigantesques qui ombragent les premiers vallons. On arrive assez vite à la région des sapins, ces hôtes privilégiés des montagnes, qui défient la sévérité du climat sur des chaînes plus élevées que celle du Jura, quand tous les autres arbres ont disparu. On dirait que sous leur aspect morne et triste les sapins ont pour mission de représenter la vie jusqu'aux limites où la nature est obligée de s'avouer vaincue par le froid. Quoique dans le Jura la température ne s'oppose pas à toute autre végétation, il arrive souvent que le sol pierreux et pauvre ne pourrait nourrir des arbres moins accommodans que ceux-ci. Cela n'empêche pas les sapins de ces montagnes d'atteindre des proportions inconnues aux pays de plaine. On les voit fréquemment s'élancer à des hauteurs prodigieuses, d'étage en étage, le long de gorges étroites, entre des roches nues confusément entassées. De temps en temps leurs rameaux noirâtres voilent l'horreur d'un précipice. Groupés parfois sur des cimes qui dominent de sauvages ravins, ils y forment une sorte d'encadrement autour de quelques croix en bois ou en fer que la piété locale a plantées. Ces monumens, si modestes qu'ils soient, contrastent avec la tristesse de la nature environnante. Dans ces lieux où les forces du monde matériel semblent triomphantes au sein d'une sorte de chaos, on les croirait destinés à rappeler la souveraine domination de l'esprit sur la matière.

Ces perspectives désolées ne se continuent pas longtemps sans diversion. C'est le caractère, c'est le charme des pays de montagne de changer à tout moment d'aspect. Le paysage revêt çà et là un air de vie et de gaieté. On peut descendre de temps en temps dans de verdoyantes vallées, que bordent des murailles d'acacias et de troènes enrubannés de liserons en fleurs. Il faut bien le dire cependant, c'est à peine si le voyageur a quelques semaines au commencement de l'été pour voir ces vallons dans tout leur éclat. Le soleil, en y concentrant ses rayons comme au foyer d'une lentille, y dessèche bientôt la végétation, qu'un tardif printemps vient de faire éclore. Au milieu du jour, les chaleurs y sont alors aussi étouffantes que dans les sables de la zone torride. Pas un insecte n'y fait entendre son cri, pas une feuille n'y remue; seulement la nature a pris soin d'y ménager une assistance précieuse en plaçant pour ainsi dire à chaque pas des sources fraîches et limpides. Parfois l'eau, qui s'est filtrée d'elle-même à travers les roches, vient remplir quelque réservoir naturel où elle se renouvelle incessamment; parfois elle descend de la montagne en minces ruisseaux, ici pénétrant dans

les fentes des rochers, là roulant en cascades; plus loin, elle sort tout à coup d'un mamelon du coteau et vient tomber en éclats sur la pierre nue ou se perdre mollement sous la mousse (1).

Toute cette partie du Jura est peu habitée. Le long même des grandes routes, les villages sont fort rares; quant aux chaumières isolées, à peine l'œil en aperçoit-il quelqu'une de loin en loin sur le penchant des collines. Le second jour de notre excursion, n'ayant pu gagner avant le coucher du soleil la bourgade la plus voisine, nous nous arrêtâmes dans une de ces chaumières. La maisonnette était située au bord d'un ravin profond; elle était construite en bois et en terre, et couverte avec de légères lames de bois découpées en forme d'ardoises, qu'on nomme dans le pays *tavaillons* ou *ancelles*. Ces lames noirâtres descendaient le long des murs extérieurs et les enveloppaient dans toute leur étendue, de manière à les garantir de l'atteinte des pluies. Un groupe de sapins plantés alentour contribuait à prêter un aspect assez sombre à l'ensemble de ce petit paysage. L'intérieur de cette cabane, qu'occupaient un bûcheron et sa famille, n'était ce jour-là guère moins triste que le dehors, non qu'en y pénétrant on fût frappé par le délabrement de la misère. L'ameublement était fort simple, grossier même, mais propre. Les lits, rangés autour des murailles, étaient à demi cachés par des armoires luisantes; une table en cerisier, dont le rouge pâle rappelait celui de l'acajou quand il est nouvellement mis en œuvre, décorait le milieu de la chambre. Ce n'est pas non plus que le malheur, qui prend partout indifféremment ses victimes, se fût abattu à l'improviste sur cette modeste demeure. L'attitude silencieuse du père de famille et surtout les regards encore humides de la mère révélaient seulement qu'on y était sous l'impression d'une scène émouvante. Le matin même en effet, deux des filles du bûcheron, mariées la veille, avaient quitté le toit paternel pour aller habiter, suivant l'usage, chacune dans la famille de son mari. Quoique prévue, cette séparation, succédant de si près aux fêtes de ce double mariage, avait produit un déchirement cruel chez ceux qui restaient, et elle leur faisait trouver la maison bien grande. L'accueil empressé qu'on eût fait en tout temps à un étranger fut ce jour-là peut-être plus cordial encore. Mon arrivée soudaine apportait une diversion très opportune aux préoccupations de la famille. Gagné par la franche bonhomie de mes hôtes, je restai quelques jours avec eux, par-

(1) On sait que l'eau dans les montagnes est moins rare en été qu'en hiver. Les neiges, en se fondant au printemps, laissent à la terre une abondante provision d'humidité. A la fin de l'hiver au contraire, si les pluies se font attendre, comme cela est arrivé en 1857 et en 1858, toutes les fontaines se tarissent. Le montagnard en est réduit à faire fondre la neige sur le feu, sauf à n'obtenir ainsi qu'une boisson désagréable et malsaine.

faitement placé là du reste pour examiner les conditions de la vie locale.

Quoiqu'encore éloigné des plus hautes cimes du Jura, qui touchent aux frontières de la Suisse, nous nous trouvions déjà complétement engagé dans la montagne. Le sol est partout ici fort ingrat, et semble ne céder qu'avec regret un maigre produit aux efforts, aux sollicitations du travailleur. Pour fixer sa destinée dans un tel milieu, il faut que l'homme tienne à disputer à la nature les moindres ressources qu'elle recèle; il faut quelque chose de cet esprit qui le pousse à s'établir jusque dans les sables des régions tropicales ou jusque sous les glaces des pôles. Si clairsemée que soit la population sur les premiers escarpemens du Jura, on peut se demander, en voyant la pauvreté de la terre, par quel élément de travail elle subvient à ses besoins. La culture des céréales et celle des plantes alimentaires est nulle ou à peu près. Des pâturages existent, il est vrai, sur le penchant des coteaux, mais il faut une bien grande étendue de terrain pour nourrir quelques têtes de bétail. A défaut de ressources naturelles, on n'a pas importé ici, comme on l'a fait un peu plus loin, des moyens artificiels de travail. L'industrie proprement dite se montre à peine; elle n'apparaît guère que dans quelques rares scieries, où l'on utilise l'eau des torrens pour mettre en jeu des moteurs hydauliques et débiter mécaniquement les sapins de la montagne. Un seul genre d'occupation s'offre aux habitans, l'exploitation des bois. Ce pays est essentiellement un pays de bûcherons. Quoique des plus simples, la tâche de ces modestes travailleurs est moins commode qu'il ne semble de prime abord. Ainsi, pour opérer le transport des troncs d'arbres sur un terrain aussi tourmenté, on a besoin de recourir à des procédés qui ne manquent pas de hardiesse, et qui réclament un déploiement de force considérable. Là où les ravins qui séparent les hauteurs se rétrécissent le plus, on prend soin de coucher au-dessus de l'abîme de longs arbres, de manière à former une sorte de pont sur lequel on puisse traîner les sapins. L'espace à franchir est-il un peu plus large, on tend de grosses cordes d'une rive à l'autre, et on fait passer les troncs d'arbres suspendus dans les airs. S'il faut descendre des pentes inégales et raboteuses, qui ne permettent pas de faire rouler l'arbre en l'abandonnant à son propre poids, on le place longitudinalement sur deux paires de roues, de telle sorte qu'il compose à la fois le chariot et le chargement. Comme les sentiers sont fort étroits, on ne peut atteler à ce grossier véhicule qu'un seul bœuf, qu'à tout moment le bûcheron est obligé de seconder en poussant lui-même la voiture.

De tels travaux ne sauraient procurer à ceux qui les exécutent un salaire fort élevé. Aussi, sous le toit des bûcherons du Jura, l'in-

stallation intérieure est-elle partout d'une simplicité extrême, et la vie des plus frugales. Cependant les familles se contentent de ce qu'elles ont; si elles forment quelque désir, comme il arrive dans toutes les conditions, du moins est-il vrai qu'elles ne convoitent point une autre destinée. Cette terre, si avare de ses dons et si longtemps enfouie sous les neiges de l'hiver, on l'aime avec la passion commune à tous ceux qui sont en rapports continuels avec le sol, plus vive encore dans les montagnes que dans les plaines. Des habitudes simples, mais régulières, des sentimens naïfs, mais droits, l'attachement voué à une rude existence, l'union maintenue dans la famille, sous l'autorité respectée de son chef, tels sont les principaux traits qui nous frappèrent dans l'humble intérieur où le hasard nous avait fait pénétrer. Plus tard, nous avons pu opposer, sous le rapport moral, les aspects de cette partie si peu habitée du Jura, où le travail n'agit que sur le sol, à ceux de la partie la plus populeuse de ces montagnes, où l'industrie a importé tant d'applications diverses. Là-bas, tout est mouvement, effort, aspiration vers le mieux; ici, tout est encore immobilité, calme, résignation. L'homme n'éprouve pas sur ces deux points, pourtant si voisins, un égal besoin d'échapper à la nature qui l'enserre, et dès lors il n'a pas la même énergie; cette différence se dégageait d'elle-même du tableau déroulé sous nos yeux.

Par une singularité fréquente dans les pays de montagne, nous devions maintenant descendre presque continuellement des pentes abruptes jusqu'au pied même du groupe de Septmoncel. Nous étions à peu près sur le point culminant de la première arête du Jura. Un panorama d'un caractère nouveau se déroulait sous nos yeux. L'horizon, toujours si rétréci depuis Lons-le-Saulnier, s'était tout à coup singulièrement étendu du côté de l'est. Il était fermé, dans un lointain nuageux, par une triple rangée de coteaux superposés en forme d'amphithéâtre, quelquefois recouverts d'une végétation vigoureuse, le plus souvent nus et arides. Au bas de cette ligne éloignée, on apercevait çà et là les eaux torrentielles de la Bienne, profondément enfouies entre deux hautes murailles de rochers si droits et si lisses qu'on les dirait tranchés avec la scie. Ce tableau reste déployé devant les regards, quoiqu'en perdant peu à peu de sa grandeur, jusqu'à ce qu'on ait gagné le bord même de la rivière. Alors un défilé creux et étroit conduit à la ville de Saint-Claude, auprès de laquelle commence ce qu'on appelait naguère encore l'ascension de Septmoncel. Il y a peu d'années, on ne pouvait atteindre ce dernier village que par un sentier difficile et fatigant. Au moment même où nous nous disposions à partir de Paris pour le Jura, nous recevions une lettre qui peut donner une idée de l'ancien état des choses, et qui nous était écrite par un personnage fort âgé, dont la verte et

studieuse vieillesse s'écoule paisiblement dans une des vallées les plus solitaires de ce pays. « Pour vous élever jusqu'à Septmoncel, disait notre correspondant, ce ne serait pas trop d'avoir à votre disposition les engins des célébrités aéronautiques que vous ave possédées à Paris, et qui pendant un moment ont fait accourir la foule. » C'était là cependant un anachronisme : depuis que l'auteur de cette lettre n'avait escaladé ces montagnes, on avait construit sur le flanc des rochers une route spacieuse qui pénètre jusqu'au centre du village, situé à 1,286 pieds au-dessus de Saint-Claude, et à 3,214 pieds au-dessus du niveau de la mer. Mais jugez du nombre et de l'étendue des détours décrits par cette route : tandis qu'à vol d'oiseau il y a entre Saint-Claude et Septmoncel moins de 2 kilomètres, il y en a plus de 10 par le nouveau chemin.

Pendant la moitié de la route, on domine une vallée que traverse un torrent assez ambitieusement nommé *Flumen*. Ce torrent mérite toutefois qu'on en remonte les bords jusqu'à 2 ou 3 kilomètres au-dessus de sa jonction avec la Bienne, près de Saint-Claude, car ses eaux forment à cette distance une cascade fort belle, la plus belle sans contredit de tout le Jura, où les chutes de ce genre sont cependant si multipliées. Le Flumen tombe de 12 à 15 mètres de haut, et l'onde écumeuse roule aussitôt entre quelques arbres gigantesques sur le vert tapis des prés. Au moment d'arriver à sa chute, ce même ruisseau met en jeu plusieurs moulins perchés d'une façon pittoresque sur le revers de la montagne, et qui sont à peu près à moitié chemin de Saint-Claude à Septmoncel.

Quoique le plateau de Septmoncel, qu'on atteint vite une fois que ces moulins ont été dépassés, se trouve, comme on vient de le voir, à une hauteur considérable (1), on n'y jouit pas d'une perspective étendue. L'horizon y est subitement rétréci par quelques cônes élevés, auxquels les larges interstices qui les séparent ne permettent pas néanmoins de procurer au village un abri contre les vents. L'air est ici très vif et très froid; la température permet à peine à quelques arbres fruitiers de grandir, et encore leurs fruits mûrissent-ils mal. Le groseillier, par exemple, dont l'humeur est pourtant si facile, a besoin d'être mis en espalier et dans une exposition choisie pour que ses grappes finissent par s'empourprer. Le point culminant du village de Septmoncel est occupé par l'église, à laquelle mène une espèce de rue très raboteuse où les pluies ont dégradé

(1) La chaîne du Jura, longue de 310 kilomètres, présente des sommets qui dépassent de beaucoup les 1,044 mètres d'altitude de Septmoncel, tels que ceux de la Dôle, du Reculet, du Mont-Tendre, dont la hauteur va de 1,690 à 1,734 mètres. On sait d'ailleurs que rien n'est plus arbitraire et plus incertain que la mesure de la hauteur des montagnes. Pour les pics les plus célèbres de l'Europe, les mesures données varient parfois entre elles de plus de cent pieds.

d'anciennes marches en pierre qui ne servent aujourd'hui qu'à embarrasser la voie publique. Certes la commune de Septmoncel serait assez riche pour améliorer ses chemins (1), mais personne n'en éprouve le besoin. On est tellement accoutumé aux routes difficiles qu'on ne s'aperçoit même pas qu'une voie soit incommode. Je me suis trouvé à Septmoncel le jour d'une grande solennité religieuse, la Fête-Dieu; j'ai vu ces chemins défoncés, ces sentiers raides et pierreux parcourus par une procession d'un pas aussi sûr et aussi solennel que si elle avait suivi une des plus belles rues de nos cités.

Le pays environnant Septmoncel est à peine frayé par les pas des hommes; aussi est-il hanté de temps en temps, l'hiver surtout, par des hôtes farouches assez nombreux, des loups et des ours. Lorsque les grands froids durent longtemps, les loups s'avancent jusqu'aux abords des villages. Quant aux ours, en aucune saison ils ne se rapprochent autant des lieux habités (2). C'est envers le bétail seulement qu'ils se montrent agressifs. Ainsi durant les nuits d'été, que les troupeaux de vaches passent en plein air (3), les ours rôdent incessamment pour surprendre quelque bête isolée. Lorsqu'elles sont réunies, les vaches savent bien se protéger. Laissées sans garde dans les montagnes, elles ont l'instinct, lorsque la nuit arrive, de se coucher en rond par groupes serrés autour de quelque arbre de la forêt, de manière à présenter de toutes parts un front inattaquable. Vainement on fait aux bêtes fauves une guerre énergique, vainement on célèbre dans ce pays, à peu près comme en Afrique quand il s'agit de la destruction des lions, les chasseurs qui déploient le plus d'audace et obtiennent le plus de succès : l'ennemi trouve toujours des retraites inaccessibles dans les voisines montagnes de la Suisse. Ces refuges empêcheront probablement d'en détruire complétement la race, comme en Angleterre on y a réussi.

Sur ces plateaux sauvages, le sol est partagé en forêts, pâturages et terres complétement improductives. Le domaine de la culture y est encore plus restreint que sur les premières arêtes où nous avions séjourné. Les produits que la population du district de Septmoncel tire du travail agricole ne suffiraient pas pour la

(1) La commune de Septmoncel est propriétaire de bois évalués à environ 400,000 fr. On comprend en général, sous le nom de bois de Septmoncel, un domaine d'une valeur beaucoup plus grande estimé près d'un million et demi de francs; mais ces forêts sont la propriété de quatre communes, Septmoncel, La Moura, Les Molunes et La Darbella.

(2) Une seule race d'ours, la race rousse, est à redouter; les ours noirs viennent parfois pâturer amicalement au milieu des troupeaux.

(3) Les vaches, que les neiges obligent à tenir renfermées dans les étables durant de longs mois, n'y rentrent plus pendant l'été. Les nuits passées en plein air rafraîchissent, dit-on, leur lait, et le rendent plus propre à la fabrication du fromage.

nourrir durant trois mois de l'année. Il aurait donc fallu, si l'on s'en était tenu aux seules ressources que fournit la nature, ou mourir de faim ou se résigner, comme les nomades enfans de l'Auvergne, du Limousin et de la Marche, à des expatriations plus ou moins prolongées; mais l'habitant de Septmoncel n'aime pas à quitter son pays natal, surtout pour aller vivre ailleurs au milieu de travaux différens de ceux qui lui sont familiers. Il est parvenu à se créer une occupation chez lui, à suppléer par le travail industriel au travail agricole qui lui faisait défaut. Il a si bien approprié ses conquêtes aux exigences de sa situation spéciale, que l'exercice de son industrie suffit pour presque tous les jours de l'année. Beaucoup de familles mêmes ne participent aucunement aux rares travaux de l'agriculture. La moitié au moins ne possède ni un lambeau de terre, ni une tête de bétail.

Quelle est donc cette industrie qui est devenue la mère nourricière de toute la population? Le travail local ne ressemble ici en rien à celui qu'on rencontre dans d'autres régions montagneuses de la France. Ce n'est ni la fabrication des rubans comme dans les montagnes du Forez, ni la confection des dentelles comme dans les montagnes de l'Auvergne, ni le tissage à domicile comme dans les montagnes des Vosges, ni aucun travail se rattachant de près ou de loin au groupe des fabrications textiles. L'industrie qui s'est implantée sur ces plateaux, et dont le siége principal est à Septmoncel, s'étend sur le territoire d'une douzaine de communes; elle y occupe de 3,000 à 3,500 personnes, et elle entretient ainsi des germes de vie là où la nature n'avait guère placé que la désolation : c'est la taille des pierres précieuses (1). On s'émerveille à bon droit d'un tel fait comme d'un prodige. Il est difficile de s'expliquer comment cette industrie est venue s'implanter sur ces montagnes, tandis qu'elle ne s'est acclimatée sur aucun autre point de la France, si ce n'est à Paris, où les incessans appels de la joaillerie rendent suffisamment compte de son existence. Encore est-il vrai qu'elle a eu besoin, pour se développer dans la capitale, du concours de quelques essaims partis de la ruche jurassienne.

On ne saurait fixer le moment où Septmoncel a vu commencer la taille des pierres précieuses. Tout ce qu'on sait, c'est qu'elle y est héréditaire depuis fort longtemps; elle s'y est développée surtout depuis un siècle. Il n'y a qu'une seule autre localité dans le monde qui soit en possession d'une industrie analogue, restant ainsi traditionnellement entre les mains des mêmes familles : je veux parler

(1) La population de Septmoncel comprend 1,400 âmes environ; la surface du territoire de la commune est de 1,987 hectares. Le plus ancien titre qui fasse mention de cette commune remonte à l'année 1245.

d'Amsterdam, si renommée pour la taille des diamans, et dont je visitai les usines après mon voyage dans le Jura (1). Quelques traits différentiels entre la constitution de l'une et de l'autre fabrique méritent d'être mentionnés, parce qu'ils sont de nature à mieux faire ressortir certaines singularités du travail septmoncelois.

Il y a une première et notable différence entre le traitement des pierres précieuses dans le Jura et la taille des diamans en Hollande, c'est qu'en France le lapidaire travaille chez lui, en famille, tandis que le travail s'exécute là-bas dans des établissemens renfermant plusieurs centaines d'ouvriers, pourvus de puissans appareils à vapeur et présentant l'aspect d'ateliers industriels de premier ordre. Le régime intérieur de ces grandes fabriques, considéré dans ses caractères essentiels, ne ressemble en rien cependant à celui des usines ordinaires. L'ouvrier n'y est point rétribué par l'établissement où il travaille, c'est lui qui paie une redevance aux propriétaires. Il loue une place dans l'usine, comme cela se pratique dans un marché ou dans un lavoir public, ou plutôt il loue une certaine quantité de la force produite par les moteurs mécaniques, c'est-à-dire la force qui fait tourner la roue sur laquelle s'opère la taille du diamant. Le prix de location varie de 1 florin (2 fr. 10 cent.) à 1 florin 60 (3 fr. 40 cent.), suivant la dimension de la roue, pour douze heures de travail (2). La création encore récente de ces grandes usines est venue opérer une véritable révolution dans l'industrie du diamant. Il y a environ une trentaine d'années, on comptait à Amsterdam vingt ou vingt-cinq ateliers, dans lesquels les ouvriers faisaient mouvoir chacun sa roue, et où la taille s'opérait moins vite et plus chèrement qu'aujourd'hui. Ce sont des joailliers qui ont pris l'initiative de ces fondations : ils avaient commencé par acheter les anciens ateliers, et, soit dit en passant, ils les avaient même payés

(1) Voyez, sur les lapidaires d'Amsterdam, l'intéressante étude de M. Alphonse Esquiros dans la livraison du 15 octobre 1856. Amsterdam est la première place du monde pour le travail du diamant dans de grands ateliers. Si quelques fabriques existent ailleurs, en Belgique, en Angleterre, elles sont éparses et infiniment loin d'égaler l'importance de celles d'Amsterdam. On avait songé à Londres à accaparer ce genre de travail; mais c'est en vain qu'on faisait venir de Hollande des ouvriers lapidaires, comme pour d'autres industries on fait venir de France des dessinateurs, des ciseleurs, etc. : il se trouvait qu'une fois détachés de leur groupe originel, ces transfuges ne conservaient pas intacte leur habileté primitive.

(2) A cette somme vient s'ajouter une rétribution d'ailleurs très légère pour l'éclairage pendant la soirée. Les ouvriers sont généralement abonnés à la fabrique; autrement ils paient un peu plus cher. Dans les momens où les ateliers ne sont pas trop remplis, on tolère que deux personnes se servent de la même roue, du moins pour la taille des petits diamans. On compte à Amsterdam trois ou quatre établissemens de ce genre, ce qui est beaucoup pour une industrie d'un caractère aussi exceptionnel. La fabrique la plus considérable emploie une force de 40 chevaux-vapeur, qui met en jeu 400 roues et fournit ainsi place à 400 ouvriers au moins.

un prix fort élevé; mais ils s'étaient assuré de cette manière la possession de tous les moyens de travail. Le succès a été si complet que les deux fabriques à vapeur créées les premières ont rapporté de 15 à 20 pour 100 par année, après que le capital primitif de toutes les actions avait été remboursé, et lorsqu'il n'existait plus qu'un nombre assez restreint d'obligations émises par les sociétés exploitantes.

Une autre différence non moins notable à signaler, c'est que dans les vastes ateliers d'Amsterdam pourvus de métiers en acier poli, et dont l'installation est de tous points vraiment splendide, on ne traite qu'un seul genre de pierres, le diamant. Dans la demeure du lapidaire de Septmoncel, sur son établi en bois grossièrement construit, le travail est infiniment plus varié : il s'attaque aux pierres précieuses de toute espèce, le diamant excepté. Les pierres fines, c'est-à-dire, suivant l'acception usuelle de ce mot, les pierres naturelles, y reçoivent toutes les formes demandées par la joaillerie. Les pierres artificielles, dont la fabrication est aujourd'hui si perfectionnée qu'elles peuvent parfois tromper au premier abord des yeux fort exercés, y sont également traitées (1). Quoique les procédés suivis soient au fond les mêmes pour toutes les pierres, il y a cependant, pour telle ou telle espèce, des précautions spéciales à prendre qui compliquent la besogne. Cette variété d'applications est d'un immense intérêt pour le visiteur, en ce qu'elle lui permet de faire rapidement connaissance avec les nombreux élémens mis en œuvre par la joaillerie. Après avoir visité les ateliers de Septmoncel, on peut se rendre compte des caractères, au moins les plus apparens, qui distinguent chaque espèce. Sans doute on n'apprend pas, dans une rapide étude, à reconnaître la valeur de telle ou telle pierre. La valeur varie à l'infini, et souvent d'après des circonstances insaisissables pour un œil inexpérimenté, qui tiennent non-seulement au poids, mais à tel reflet, à telle nuance, à telle forme (2). Ce qu'on peut espérer seulement, c'est de se faire une idée des principales divisions existant dans cette branche si curieuse de la minéralogie, c'est de saisir les données générales qui suffisent à un amateur éclairé. Il faut, bien entendu, laisser de côté les différences purement

(1) Il est employé des masses considérables de pierres factices pour bijoux dorés. On taille à Septmoncel les vitrifications de tout genre, même celles qui imitent le diamant. La fabrication des pierres fausses a donné un essor immense à l'industrie du lapidaire.

(2) Il n'est pas toujours facile, même pour les hommes du métier, de distinguer au premier abord, et sans recourir à des moyens de vérification indiqués par la science, les pierres fines des pierres artificielles. Disons que les différences principales tiennent au poids, à la dureté et à la couleur. Dans la fabrication des pierres fausses, la difficulté consiste à réunir en une mesure parfaitement identique ces propriétés des véritables pierres. Parfois on simule exactement la nuance, mais on ne peut obtenir ni la dureté ni le poids; dans d'autres cas, c'est la nuance qui reste inimitable.

scientifiques, que la chimie constate et que les hommes spéciaux ont seuls intérêt à recueillir; il faut aussi laisser de côté les différences d'un autre ordre qui tiennent à la structure, à la conformation extérieure, et reposent sur des considérations d'un caractère purement commercial : elles sont du domaine des écrits techniques. On trouve des indications de ce dernier genre présentées sous une forme curieuse dans un ouvrage publié au XVIe siècle, assez rare aujourd'hui, et intitulé *le Parfait Joaillier ou Histoire des Pierreries*. L'auteur, Boëce de Boot, qui était médecin de l'empereur Rodolphe II, le protecteur bien connu de Tycho-Brahé et de Kepler, a payé tribut à l'esprit de son temps, où l'on n'avait pas encore répudié toute croyance à l'alchimie, à l'astrologie et aux sciences occultes, et il a fait une place dans son livre à l'étude de ce qu'il appelle les *facultés médicinales et propriétés curieuses des pierreries*. Par rapport au point qui nous occupe en ce moment, c'est-à-dire aux caractères qui peuvent servir de base à une classification des pierres précieuses, Boëce a fait choix des signes les moins propres à parler à l'esprit, à laisser trace dans la mémoire. Ainsi il classe les pierres suivant qu'elles sont rares ou communes, belles ou difformes, diaphanes ou opaques, etc. Une division beaucoup plus simple, beaucoup plus claire que toutes les divisions technologiques, et à laquelle il convient que l'homme du monde se tienne, c'est celle qui est fondée sur la couleur, c'est-à-dire sur la propriété dont nos sens sont le plus frappés. Un praticien de Septmoncel l'avait adoptée dans un petit livre bien moins ancien que celui de Boëce, puisqu'il ne remonte qu'à une quinzaine d'années, bien plus connu aussi des ouvriers lapidaires (1). Cette division nous paraît la meilleure pour donner une idée des variétés du travail dans le Jura.

En suivant cette méthode de classement, on ne distingue pas moins de onze genres de pierres. La première place appartient au genre des pierres incolores, qui, sans parler du diamant que l'ouvrier septmoncelois ne traite pas, comprend le saphir blanc, la topaze blanche du Brésil et toutes les variétés du cristal de roche. Vient ensuite le genre des pierres rouges renfermant les nombreuses espèces de rubis, qui sont les pierres fines les plus dures après le diamant,

(1) *Guide du Joaillier et du Bijoutier concernant les pierres précieuses et fines, avec le moyen de les reconnaître et de les évaluer*, par M. Chevassus. Cet écrit contient, sur une matière qui a été peu étudiée en vue des gens du monde, des indications intéressantes, quoique trop sommaires. — Il n'avait été, à notre connaissance, rien publié en ce genre depuis l'année 1769, où parut à Paris, sous l'anonyme, un *Traité abrégé des Pierres fines* qui s'adressait *particulièrement*, disait l'auteur, aux *personnes de qualité* et *surtout aux jeunes seigneurs*, afin de les mettre en garde contre les tromperies du commerce. On a publié tout récemment un ouvrage plus étendu intitulé *Traité des Pierres précieuses*, par M. Charles Barbot, ancien joaillier.

les grenats, les tourmalines rouges, parfois si faciles à prendre pour des rubis. Le troisième groupe, celui des pierres bleues, n'est guère moins nombreux que le précédent, car il englobe tous les saphirs, puis le béryl ou aigue-marine et certaine variété de tourmaline. Il n'y avait à Septmoncel, au moment de mon passage, que d'assez rares échantillons de ce dernier genre; celui des pierres vertes, qui vient le quatrième, était au contraire largement représenté par des émeraudes de différens pays, émeraudes du Pérou, émeraudes du Brésil, émeraudes orientales, chacune ayant son reflet distinctif (1). Des pierres bleues et des pierres vertes dérive un cinquième genre qu'on peut qualifier d'hybride, celui des pierres bleues-verdâtres, qui ne renferme que l'aigue-marine orientale et l'aigue-marine de Sibérie, l'une et l'autre très répandues dans le commerce, surtout la première. On arrive ensuite à la famille des pierres jaunes, bien autrement riche en variétés, et dans laquelle nous voyons la topaze orientale d'une nuance plus ou moins prononcée et d'un éclat toujours très vif, la topaze du Brésil, de nuance foncée, presque roussâtre, l'aigue-marine dite aigue-marine jonquille, et dont le nom indique la couleur particulière, le jargon de Ceylan, qui a le ton un peu accentué du souci, et jette tant d'éclat qu'on l'a vendu plus d'une fois pour du véritable diamant. Après les pierres jaunes vient un genre métis, celui des pierres vertes-jaunâtres, auquel appartiennent les péridots de toute provenance et la pierre nommée chrysolithe orientale, longtemps fort recherchée en Angleterre, où elle avait été mise à la mode, dit-on, par Olivier Cromwell. Le huitième groupe se compose des pierres violettes, pierres si élégantes et si délicates, dont la qualité est des plus difficiles à distinguer, même pour des connaisseurs. On en compte seulement deux espèces, l'améthiste orientale, si belle et si rare, qui orne l'anneau des évêques, et l'améthiste ordinaire. Il ne reste plus à mentionner que trois genres pour compléter le tableau général des pierres précieuses classées d'après leur coloris : celui des pierres dont la couleur est un mélange de rouge aurore et de brun, comme l'hyacinthe et l'espèce de grenat appelée vermeille; celui des pierres caractérisées par des reflets mélangés, comme les asteries, les opales, la pierre de lune ou œil de poisson, la pierre du soleil ou aventurine orientale (2); enfin celui de tous les genres qui est à

(1) A ce genre appartient la pierre vert-pomme appelée chrysoprase, et dont la cristallerie s'est appliquée de nos jours avec tant de soin à imiter la nuance équivoque dont l'effet ne méritait peut-être pas d'être aussi recherché.

(2) La pierre de lune, disent les lapidaires, réfléchit la lumière comme la lune, et les reflets semblent osciller dans l'intérieur de la pierre, lorsqu'elle est taillée en cabochon, à chaque mouvement qu'on lui imprime. Quant à la pierre du soleil, qui réfléchit,

coup sûr le moins brillant, mais qui compte le plus de variétés, celui des pierres opaques, dans lequel se rangent les turquoises de vieille et de nouvelle roche, les agates, la malachite, le jaspe sanguin, le lapis, les camées, la cornaline, la marcassite, le jais, etc. (1).

Envisagée dans l'ensemble de ses opérations, la belle industrie des pierres précieuses en France est organisée d'une façon singulière et très complexe. Ainsi deux ou trois intermédiaires séparent le lapidaire de Septmoncel du joaillier parisien. Celui-là ne connaît qu'un *commettant* fixé dans le pays, dont il reçoit les pierres à tailler, et qui, par opposition à l'ouvrier, s'arroge, mais à tort, le titre de fabricant. Ces agens locaux sont eux-mêmes en rapport avec des négocians résidant à Paris, qui communiquent seuls avec les joailliers. La destination des pierres qu'il taille demeure absolument inconnue à l'ouvrier de Septmoncel; il les prend brutes, et il les rend façonnées conformément aux indications reçues : voilà sa tâche. Cette besogne exige une grande habitude et une extrême délicatesse de main. Il importe, comme on se le figure sans peine, de n'entamer la pierre que dans la mesure strictement indispensable, afin de ne pas perdre inutilement la matière précieuse. De plus il y a dans certains morceaux des côtés à faire ressortir de préférence aux autres, et souvent des taches à dissimuler adroitement sous les angles des facettes. La moindre inégalité dans le polissage est en outre un défaut capital.

On sait déjà que pour l'exécution de ce travail l'installation du lapidaire jurassien est des plus simples. L'établi en bois dont nous avons parlé est muni de deux roues, l'une en plomb pour tailler les pierres fines, l'autre en cuivre pour les polir (2). L'ouvrier sept-

assure-t-on, l'image entière de l'astre du jour, on a longtemps douté, mais on ne peut plus douter aujourd'hui de son existence dans la nature. L'empereur Napoléon Ier en possédait une d'un incomparable éclat. Seulement cette pierre est très rare; la plupart des aventurines orientales mises dans le commerce, pour ne pas dire toutes, sont des pierres artificielles faites avec de la limaille de laiton répandue dans une matière vitreuse en liquéfaction, mais dont l'effet ne laisse pas d'être très satisfaisant.

(1) L'industrie contemporaine a réussi à imiter presque toutes les pierres précieuses. Elle est même parvenue, dans certains cas, à superposer la pierre fine à la pierre factice par un procédé analogue à celui du placage en orfévrerie, et qui réussit quelquefois à merveille, par exemple pour les grenats. Ce produit a reçu le nom de *doublé*. Les fabriques françaises de pierres artificielles qui jouissent d'une grande réputation sont de création assez récente. Cette industrie ne date pas chez nous de plus de trente-cinq ans. On a essayé aussi, ce qui est bien autrement difficile, de fabriquer industriellement un certain nombre de pierres fines, c'est-à-dire d'opérer à l'aide de moyens chimiques le travail même de la nature. L'ancien directeur de la manufacture de Sèvres, M. Ebelmen, avait obtenu des résultats fort curieux.

(2) S'il s'agit de pierres fausses, le polissage s'opère communément sur une roue en étain. Disons que la taille des pierres nécessite l'emploi d'émeri arrosé d'eau, tandis que l'eau seule suffit pour le polissage.

moncelois se tient assis sur un escabeau élevé, prétendant que sa main, s'il se tenait debout, ne serait pas aussi sûre. Il fait mouvoir sa roue de la main gauche, à l'aide d'une manivelle, tandis qu'il tient dans l'autre main un petit bâton au bout duquel la pierre est solidement mastiquée (1). Chaque métier est garni de bords pour empêcher les pierres de rouler jusque sur le plancher; ces bords sont très peu élevés sur le devant, afin de laisser pleine liberté aux bras de l'homme. Le travail du lapidaire n'a rien de très pénible; cependant le maniement de la roue de plomb pourrait entraîner de graves inconvéniens et provoquer la maladie appelée *colique de plomb*, si l'ouvrier ne s'astreignait pas très rigoureusement à certains soins, d'ailleurs faciles à prendre, et qui ne sont que des soins de propreté. L'état de lapidaire est généralement exercé par des hommes, mais on voit aussi des femmes le pratiquer avec succès. Quant aux enfans, ils commencent leur apprentissage dès l'âge de dix ou douze ans; on leur ménage les pierres les moins rebelles. Les métiers sont montés dans la chambre même qu'occupe la famille et, autant qu'on le peut, près des croisées; il s'en trouve parfois jusqu'à quatre et cinq dans une seule pièce. Le prix du travail ne se calcule pas à la journée; il se calcule, comme on dit vulgairement, à la tâche (2). Il dépend dès lors de l'ouvrier de fixer la durée de sa besogne quotidienne; la journée n'est pas moindre de douze heures, et dans ces ateliers, que n'atteint point la loi sur la durée du travail, elle se prolonge souvent jusqu'à quinze et seize heures.

On se demande ce que peut gagner par jour, dans de pareilles conditions, un ouvrier lapidaire. Il est superflu de dire que son salaire varie suivant que le travail est plus ou moins actif, suivant que les commandes, qui subissent dans cette industrie d'assez fréquentes vicissitudes, arrivent en plus ou moins grand nombre (3). En le considérant à divers momens, il nous a été possible d'établir

(1) Puisque nous avons dit plus haut un mot de la taille du diamant, nous devons faire remarquer que l'opération présente quelque singularité, si on la compare à la taille des autres pierres. Le diamant refuse de céder à des élémens qui lui sont étrangers; il faut employer, au lieu d'émeri, du diamant réduit en poudre et qu'on humecte avec de l'huile d'olive. Il est taillé et poli en même temps sur une roue en fer fondu tournant avec une extrême rapidité. On est obligé de donner fréquemment un coup de lime à la meule pour la faire mordre. Le diamant brut est fixé dans un amalgame de plomb et d'étain.

(2) En thèse générale, quand il s'agit des pierres d'un prix modéré, la taille figure à peu près pour le dixième de la valeur vénale; ainsi le morceau de jaspe sanguin que nous payons 20 francs chez le joaillier a été taillé et poli pour 2 francs.

(3) Il ne faut point s'étonner s'il est partout dans les destinées d'une telle industrie de rester subordonnée aux caprices du luxe et aux évolutions de la richesse générale. De pareilles vicissitudes se sont fréquemment produites dans le travail des lapidaires d'Amsterdam; quelquefois en outre la besogne leur a manqué faute d'arrivages, alors que la matière première faisait défaut aux joailliers eux-mêmes.

une moyenne qui ne s'écarte pas trop de la rigoureuse vérité. Les chiffres auxquels nous sommes arrivé à l'aide de ces comparaisons sont de 1 fr. 50 cent. à 1 fr. 75 cent. pour les hommes, 1 fr. à 1 fr. 25 c. pour les femmes, 20 c. à 60 c. pour les enfans. Si, pour faciliter l'appréciation de l'aisance dans les familles, on voulait déterminer une moyenne applicable à tous les ouvriers sans distinction d'âge ni de sexe, on ne pourrait pas, croyons-nous, la porter au-delà de 1 fr. 25 c. par jour, même en tenant compte de certaines circonstances tout à fait exceptionnelles, qui font hausser le taux de la rétribution (1). Avec ce chiffre de 1 fr. 25 c. par jour, le gain annuel de l'ouvrier monterait à 387 fr. 50 c. pour trois cent dix jours ouvrables, et le budget des recettes d'une famille comprenant trois travailleurs à 1,162 fr. 25 c.; mais les chômages qui se produisent couramment chaque année obligent de réduire ces chiffres d'un sixième, et de les fixer par conséquent à 322 fr. 90 c. et à 968 fr. 75 c. Telles sont les ressources avec lesquelles il faut faire face à tous les besoins, sauf le cas où quelque travail agricole vient les accroître un peu; mais le produit de ce dernier travail peut tout au plus compenser la réduction opérée pour cause de chômage. Il s'en faut bien, disons-le en passant, que la taille du diamant s'effectue à aussi bas prix à Amsterdam. Les lapidaires hollandais gagnent trois ou quatre fois plus par jour, déduction faite des frais de location de leur place à l'usine (2).

Si modiques que soient les revenus qu'elle tire de son industrie, la peuplade des lapidaires de Septmoncel est loin d'attrister les regards par cet air d'abandon qu'on rencontre quelquefois parmi les ouvriers d'autres localités, et qui est toujours un infaillible indice de misère. Tous les élémens dont se compose la vie locale témoignent au contraire d'un véritable soin et, si j'osais le dire, d'une

(1) Un fait récent mérite d'être signalé. La crise des subsistances de 1855 et de 1856, qui a été si cruelle sur d'autres points de la France, notamment dans quelques départemens du centre, s'est fait peu sentir à Septmoncel : le travail était alors très actif, et les salaires satisfaisans. Retour singulier, du moins en apparence! la situation est devenue moins facile à partir de 1857, au moment où les causes générales de gêne allaient en s'amoindrissant. Les commandes de la joaillerie avaient diminué, et la situation des familles ouvrières devenait par suite moins favorable, quoique le prix des denrées alimentaires eût baissé. Cela ne semble-t-il pas signifier que la clientèle de la joaillerie s'était un peu épuisée pendant la disette pour soutenir les habitudes de luxe antérieurement contractées? Le commerce des bijoux est un de ceux qui peuvent le mieux faire juger de l'état général de la société au point de v e de l'économie politique.

(2) Les lapidaires d'Amsterdam sont presque tous israélites. Ils forment une sorte de tribu occupant un quartier distinct dans le voisinage des fabriques, tribu facile à passer en revue, car, chaque fois que le temps le permet, les familles se tiennent dans la rue, devant leurs maisons. Le quartier juif à Amsterdam est une sorte de *forum*. Tous les ouvriers se connaissent personnellement entre eux.

certaine recherche. Les logemens, qui sont d'un prix relativement élevé, puisqu'une chambre de dimension ordinaire ne coûte guère moins de 100 francs par an, sont entretenus avec une propreté extrême. Établis communément de plain-pied avec le sol, ils sont revêtus de parquets formés de longues planches de sapin, qui leur assurent tout de suite une sorte de *comfort* inconnu dans la plupart de nos provinces, où les habitations rurales n'ont pour carreau que de froides briques, et plus fréquemment encore de la terre battue. Comme le bois ne coûte presque rien à Septmoncel, il est prodigué partout dans les constructions. Aux avantages qu'offre ce système se joint un inconvénient grave, le danger de l'incendie. On en cite de trop nombreux exemples, et le feu est très difficile à étouffer ou à contenir, car il s'attaque à des bois d'une nature résineuse. Il n'y a guère plus de trente ans, Septmoncel a été presque entièrement détruit par les flammes. Quelques années auparavant, à une époque de douloureuse mémoire, lors de l'invasion du territoire national, les Autrichiens, qui occupèrent le Jura, n'avaient eu qu'à lancer une torche enflammée pour brûler en un moment plusieurs rangées de maisons du même village. La mémoire des incendies reste toujours vivante parmi les habitans; aussi chacun est-il constamment sur ses gardes : les moyens de secours sont en permanence dans toutes les maisons, et si un incendie se déclare quelque part, on est prêt en un clin d'œil à le combattre.

L'ameublement des habitations se présente en général sous un bon aspect; il dénote qu'on aime à s'approprier, du moins autant qu'on le peut, tout ce qui constitue un perfectionnement dans les installations domestiques. Ainsi pas de logement où il n'y ait une glace, une pendule, où l'on n'aperçoive quelque appareil économique pour la cuisson des alimens et pour le chauffage. Une tendance analogue se révèle encore dans l'habillement, qu'il faut voir le dimanche. Les hommes ne voudraient pas ce jour-là endosser la blouse; ils portent d'ordinaire une veste ronde en étoffe pelucheuse et forte, et des pantalons d'un drap de fantaisie commun et solide, tel qu'en fabriquent à si bon marché plusieurs cités industrielles du midi de la France. Quant aux femmes, elles sont naturellement plus recherchées dans leur parure; mais elles ont si bien réussi à imiter la toilette des villes qu'il n'y a plus de caractère spécial dans leur costume.

Comment, avec ces exigences diverses, peut-on mettre en équilibre le budget de la famille, et, suivant le dicton populaire, *nouer les deux bouts?* On y réussit cependant, mais ce n'est qu'en restreignant dans des limites presque incroyables les dépenses de la nourriture quotidienne. La frugalité de ces fils de la montagne se-

rait absolument impraticable dans les conditions ordinaires du travail industriel. Il faut d'abord retrancher de l'alimentation la viande et le vin, qui n'y figurent qu'exceptionnellement; il faut en retrancher la plupart des légumes, qui viennent mal sur ces froids plateaux. Otons-en pour la même raison les fruits, qui sont ailleurs d'un si grand secours pendant une partie de l'année à la population laborieuse. Au moins, dira-t-on, l'ouvrier de Septmoncel a-t-il du pain de bonne qualité? Cela n'est pas possible dans un pays où l'on récolte si peu de blé. Les familles se contentent communément d'un pain d'orge et d'avoine, qu'on désigne sous le nom d'*orgé*, quoique ce soit la farine d'avoine qui y domine. La pâte ainsi formée ne fermente et ne cuit que difficilement. Ce pain serait insupportable pour des estomacs qui n'y seraient pas dès longtemps accoutumés. Qu'il soit très noir, cela va sans dire, mais de plus il a la propriété d'absorber aisément l'humidité et de moisir vite. Telle est pourtant la base de l'alimentation populaire, à laquelle s'ajoutent les pommes de terre et le laitage; encore le lait qui se consomme, ce n'est pas le lait avec tous ses élémens nutritifs, mais seulement le résidu que laisse la fabrication du fromage, pratiquée partout, comme on sait, dans les montagnes du Jura. Ainsi appauvri, le lait offre encore l'avantage de former un excellent préservatif contre la maladie occasionnée par le maniement de la roue de plomb. Quant aux fromages du pays, on vend pour le dehors tous ceux qui sont susceptibles de se conserver, et on ne garde qu'un produit de qualité très inférieure. On est tellement fait à ce genre de vie que, loin de songer à s'en plaindre, on y puise volontiers à l'occasion un sujet de plaisanterie. Il m'a été raconté que, quelques mois avant ma visite, un personnage officiel de l'arrondissement de Saint-Claude, nouvellement arrivé de Paris, visitait le plateau de Septmoncel, pendant une belle après-midi d'été, en assez nombreuse compagnie. Comme des dames, qui faisaient partie de l'excursion, complimentaient un vieillard presque octogénaire sur la conservation et la beauté de ses dents : « Ah! leur répondit-il, vous verrez toujours parmi nous des dents fort belles; nous avons pour les conserver un secret infaillible, qui, si l'on voulait s'en servir à la ville, aurait bientôt ruiné tous les dentistes. » Il s'en fut alors chercher dans sa huche un morceau de son pain d'avoine, qu'il leur présenta comme le précieux talisman.

On sera frappé du contraste entre cette vie si dure des lapidaires du Jura et l'existence luxueuse que leur révèle l'industrie même qui les fait vivre. Ce n'est pas que l'on puisse ici opposer les deux extrêmes, luxe et misère; mais on ne saurait sans émotion considérer ces habitudes âpres et sévères au milieu d'un travail qui a pour objet essentiel de subvenir aux fastueuses manifestations du super-

flu. A ces conditions si exceptionnelles correspondent des goûts, des mœurs, des caractères non moins singuliers. La physionomie morale des habitans de cette région est tout aussi tranchée que celle de leurs montagnes. Il y a plus de trente ans, un médecin du pays avait glissé dans un mémoire sur les maladies du haut Jura une réflexion, utile à rappeler ici, sur le tempérament moral de la population de Septmoncel. « C'est, écrivait-il, une sorte de peuplade dont le caractère s'éloigne presque en tout de celui qui est général. » Oui, dirons-nous, mais il s'en éloigne sans avoir pour cela rien de choquant; il reste au contraire profondément sympathique. Tout en étant original, il suffit de l'observer dans ses traits principaux pour reconnaître qu'il s'alimente à la source de ces idées qui forment en France le fonds de l'existence commune. On est frappé d'abord de ce qu'a de puissant le lien qui unit entre eux les membres d'une même famille. Fortifié par le rapprochement qu'entraîne le régime du travail, il conserve à Septmoncel une remarquable énergie. Jamais on n'y voit les enfans, dès qu'ils sortent d'apprentissage, s'en aller louer quelque gîte séparé. Le mariage ne rompt même pas le faisceau primitif : la famille élargie s'arrange le plus souvent pour occuper la même maison et vivre à la même table. Cette organisation des ménages a pour résultat de bannir le vice éhonté et les scandales dont il est inévitablement suivi. La régularité de la vie est d'ailleurs cimentée par l'usage où l'on est de se marier de bonne heure; elle l'est encore davantage par la conservation des habitudes religieuses. C'est le dimanche surtout qu'il faut observer la population septmonceloise. Parmi les distractions que ce jour ramène figurent, suivant la saison, des promenades sur les coteaux d'alentour, ou des visites entre parens et voisins. La part faite le dimanche aux dépenses inutiles, même à l'âge où la prévoyance manque le plus, se ressent de la vie en commun sous l'autorité du père de famille. Il n'y a pas de ces dissipations insensées qui absorbent en un jour le produit d'une semaine de travail. On est généralement économe, on l'est par habitude, sinon par suite d'une prévoyante réflexion; d'ailleurs, depuis que l'institution des sociétés de secours mutuels a pénétré dans ces montagnes, on commence à mieux comprendre les avantages de l'épargne.

Les nuances les plus tranchées du caractère local échappent au cercle de la vie domestique proprement dite, et semblent se lier à des inspirations plus générales. Certains événemens historiques, certaines luttes dont ces montagnes ont été le théâtre, et peut-être aussi la situation du pays sur la frontière même, y ont suscité et entretenu un penchant très visible à protéger le faible, à donner asile au vaincu. La contrée est encore pleine des souvenirs de cette

guerre qui fut pour le Jura en quelque sorte une guerre de partisans, et qui, au XVIIe siècle, marqua la fin de la domination espagnole dans la Franche-Comté (1). On dirait, à entendre les récits animés qu'on en fait encore, que la lutte date seulement d'hier. A cette époque, alors que les Espagnols, dans le délire d'un pouvoir près de s'écrouler, poursuivaient les amis de la France avec une cruauté comparable à celle dont a été souillée la conquête du Mexique, l'habitant de la montagne tenait pour un devoir sacré de recueillir les fugitifs sous son toit, même au péril de ses jours.

Cet instinct, qui pousse à prêter secours au malheur, a pour racine un grand fonds d'honnêteté. On serait incapable de dévouement, si l'on était incapable de désintéressement. Il faut s'attendre dès lors à trouver à Septmoncel, dans tous les rapports de la vie, les preuves manifestes d'une inaltérable probité. La confiance la plus significative règne notamment dans toutes les relations qui naissent du travail, confiance d'autant plus importante qu'il s'agit de matières dont les moindres parcelles ont souvent un prix fort élevé. Dans les soins pris pour la conservation des pierres, on paraît plus préoccupé de la crainte de les perdre que de celle de les voir dérober. Jamais un ouvrier lapidaire n'a été taxé d'infidélité, et cependant on lui confie à la fois de la besogne pour quinze ou vingt jours. Les précautions ayant pour objet de constater les quantités dans l'intérêt du fabricant seraient insuffisantes sans la loyauté de l'ouvrier. Partout se révèle une même disposition à la confiance. Ainsi les familles ont la singulière habitude de ne pas conserver chez elles, entre les murs de leur maison, dans la crainte d'un incendie, leurs objets les plus précieux. Une espèce de cabane qu'on appelle *réserve*, construite à quelques pas dans le jardin, reçoit le linge, les papiers, en un mot toutes les choses auxquelles on tient le plus. Nul ne songe que le dépôt mis de cette façon à l'abri du feu pourrait être exposé durant la nuit aux atteintes d'une main criminelle. Ajoutons qu'il n'y a pas plus de mendians que de voleurs. La mendicité, si commune dans le bas Jura, est tout à fait inconnue dans la montagne.

La générosité des instincts est associée à une sorte de fierté native qui n'a rien de calculé, et qui tient au genre de vie qu'on mène comme aux longues traditions d'une indépendance garantie par l'isolement même. Les lapidaires septmoncelois ignorent les entraves qui gênent et qui compriment. Voyez-les dans les relations avec les intermédiaires dont ils reçoivent la matière à travailler :

(1) Conquise en 1668, la Franche-Comté fut rendue aux Espagnols par le traité d'Aix-la-Chapelle; reconquise en 1674, elle fut laissée à la France par le traité de Nimègue.

vous remarquez que tout se passe sur un pied d'aisance parfaite; point de hauteur dédaigneuse d'une part, point de familiarité prétentieuse de l'autre. On agit simplement, dignement, chacun dans son rôle, comme deux parties dans un contrat. Quelle différence entre l'attitude de l'ouvrier de Septmoncel rapportant les pierres qu'il a taillées et celle de tel pauvre tisserand de la campagne dans certains districts, quand il vient, lui aussi, rendre sa pièce d'étoffe à l'intermédiaire dont il la tient habituellement! Comme ce dernier est traité avec un dédain inconnu du premier! comme sa susceptibilité est peu ménagée! Il épie, le cou tendu, les moindres signes des impressions de son juge, tremblant, ou que son salaire ne soit rogné pour des *mal façons* plus ou moins réelles, ou qu'il ne soit renvoyé lui-même sans emporter d'autre ouvrage. Dans une telle scène, on ne reconnaît plus guère deux parties traitant librement ensemble. On songe naturellement au mot de Sénèque, rappelant le droit inhérent à la personnalité humaine à propos d'un esclave maltraité : « *homo est*, il est homme. » On aime l'attitude si différente de l'ouvrier septmoncelois. Combien l'instinct de la dignité personnelle et l'amour de l'indépendance sont admirables quand ils sont unis à des sentimens droits! Combien il importe dès lors de les défendre et contre la perversité qui les dénature, et contre l'ignorance qui les obscurcit!

Quelles barrières protégent les lapidaires de Septmoncel contre la démoralisation? L'ignorance, on l'a vu, n'est point dans les tendances locales. On aime à s'instruire, on aime à acquérir au moins ces connaissances élémentaires dont aucun être humain ne devrait rester privé. Les chefs de famille comprennent le prix de l'instruction. Nous ne sommes plus ici dans le bas Jura, où l'ignorance, quoique combattue par la création d'écoles gratuites, conserve encore un si large domaine. Tandis que là-bas les parens se décident difficilement à envoyer leurs enfans à l'école, aucun d'eux ne voudrait ici manquer à ce devoir. Comme les intelligences sont d'ailleurs vives et nettes, il est rare que l'enseignement ne produise pas ses fruits. Il y en a une preuve dans ce fait, que la langue française est parlée sur ces montagnes lointaines avec une correction rare dans nos villes mêmes. Le désir de cultiver jusque dans un âge mûr les élémens de l'instruction reçue pendant l'enfance paraît assez général. Parmi les distractions du dimanche, surtout durant l'hiver, nous aurions pu citer les lectures, auxquelles il n'est pas rare de voir les lapidaires consacrer quelques heures ce jour-là. Outre les livres qui ont une destination spéciale pour les offices religieux, on ne possède cependant, à vrai dire, que quelques almanachs, quelques volumes pris au hasard dans la balle d'un colporteur. Si l'on en juge

néanmoins par la finesse de leurs reparties dans les conversations les plus ordinaires, les ouvriers de Septmoncel pourraient se livrer, si quelque influence intelligente et dévouée leur en ménageait les moyens, à des lectures d'un ordre plus élevé, plus propres à étendre leurs facultés natives, à leur procurer quelques connaissances utiles.

Certes, quand on songe à l'insuffisance des moyens d'instruction mis à la portée des humbles lapidaires du Jura, on s'étonne qu'ils aient pu se montrer aussi accessibles à l'esprit de la civilisation moderne, dont le caractère est de rendre les hommes de plus en plus aptes à la pratique du bien par la culture de leurs facultés intellectuelles. On ne s'étonne pas moins des progrès de tout genre réalisés au sein d'une peuplade aussi éloignée du monde par l'escarpement de ses montagnes. Telle est l'influence salutaire qu'exerce sur les natures vigoureuses l'obligation de ne compter que sur elles-mêmes. Une fois mise en possession d'une industrie spéciale qui lui permettait de vivre, la population septmonceloise a été poussée, par les inconvéniens attachés à sa situation, à fouiller plus avant qu'ailleurs dans sa propre énergie. Les efforts qu'il a fallu faire en face d'un sol si ingrat et si rebelle ont donné aux intelligences une souplesse qui se confond aujourd'hui avec les instincts les plus spontanés.

Une question d'un très vif intérêt pour la population septmonceloise se présente d'elle-même, dès qu'on réfléchit un peu sur l'organisation de l'industrie des lapidaires. N'est-il pas à craindre qu'il s'accomplisse dans cette industrie, comme cela est arrivé dans d'autres, une de ces révolutions par lesquelles le régime du travail est bouleversé de fond en comble? Deux faits d'une origine diverse auraient pour conséquence inévitable, s'ils se réalisaient, de jeter une assez grave perturbation à Septmoncel. Supposons d'abord que les *commettans*, les fabricans, si l'on veut, qui donnent les pierres précieuses à tailler, cédant à un entraînement déplorable, cherchent à peser de plus en plus sur les salaires; il est certain qu'ils finiraient par porter bientôt un coup mortel à l'industrie locale. Il faut en effet de toute nécessité que l'ouvrier tire de son labeur les moyens de vivre. Or, comme il n'est pas possible de vivre plus rigidement qu'on ne vit à Septmoncel, le salaire ne peut être réduit qu'aux dépens de l'exécution, c'est-à-dire de la qualité du travail. Il faudrait toujours obtenir le même gain journalier. Qu'arriverait-il alors? Avec des travaux moins achevés, la fabrique du Jura verrait à coup sûr décroître sa clientèle, et ce serait la fabrique parisienne, sa fille et sa rivale, qui en tirerait profit. De cette façon, les fabricans du pays auraient préparé sans le vouloir la perte de leur commerce. Il faut espérer que leur propre intérêt les préservera de ce périlleux écueil.

La seconde éventualité redoutable semble au premier abord être beaucoup moins subordonnée à des volontés particulières. Elle dépendrait tout entière, paraît-il, de cette irrésistible force qui entraîne le monde industriel, même malgré lui, sur la voie du progrès. La question revient à se demander en effet si la taille des pierres précieuses se prêterait à la création de grands ateliers mécaniques analogues à ceux qu'on a établis à Amsterdam pour le diamant. Si de telles usines devaient présenter des avantages, rien ne pourrait en empêcher la formation. Il est évident du reste que, fondées soit à Paris, soit à Septmoncel, elles réagiraient profondément d'une manière ou d'une autre sur l'industrie du Jura : à Paris, en entraînant la dépossession rapide des lapidaires septmoncelois; à Septmoncel, en rendant impossible le travail en famille.

Disons-le : au prix où la taille s'effectue, cette révolution nous semble encore éloignée, en admettant qu'elle devienne possible. Dans la capitale, de telles usines ne fourniraient pas un moyen de travailler à plus bas prix qu'on ne le fait dans le Jura. Sur le plateau de Septmoncel, le transport de la houille nécessaire aux appareils à vapeur, même après l'achèvement des chemins de fer projetés dans la Franche-Comté, augmenterait singulièrement les frais de production. Quant à établir des moteurs hydrauliques, les torrens voisins sont trop capricieux pour qu'on puisse y songer.

Dans une seule hypothèse cependant, le danger deviendrait réel. Si les lapidaires septmoncelois, oubliant leurs traditions, s'abandonnaient à des déréglemens d'où viendrait, avec l'irrégularité dans le travail, l'augmentation des dépenses de la famille, ils peuvent être sûrs que l'industrie s'évertuerait à trouver à tout prix des ressources nouvelles dans la mécanique moderne. En ce sens, le péril est donc en eux-mêmes. Dans toutes les situations sociales, il n'y a pour l'homme de sécurité au point de vue de l'ordre matériel, comme de dignité au point de vue de l'ordre moral, que si, en respectant et les autres et lui-même, il sait rester maître de ses instincts.

Lorsque nous quittâmes Septmoncel pour continuer nos visites dans le Jura, où l'on nous signalait quelques autres groupes non moins dignes d'étude, nous trouvions que les élémens recueillis étaient de nature à inspirer une solide confiance en l'avenir. La réflexion n'a fait que fortifier depuis ce premier sentiment. Sans doute la situation ne restera pas absolument ce qu'elle est; la force des choses modifiera l'isolement actuel. La route qui monte jusqu'à Septmoncel depuis plusieurs années sera tôt ou tard complétée par d'autres, qui rendront ce district plus accessible aux investigations comme aux influences du dehors. Que faut-il à ce petit monde pour qu'en cessant d'être en quelque sorte muré sur lui-même, il

garde intacte sa vitalité propre? Il lui faut d'une part la conservation de la vie de famille, et de l'autre l'action des intermédiaires placés entre la joaillerie parisienne et le travail local. Ces intermédiaires ont intérêt à ménager avec soin, en l'éclairant de plus en plus, le sentiment populaire. Quant à la vie en famille, elle se trouve intimement unie, chez les lapidaires du Jura, au travail industriel. Les relations ou les nécessités qui en dérivent n'ont pas pour effet d'affaiblir le mérite de l'ouvrier. A la vérité, tous les genres de travaux industriels ne sont pas susceptibles de se prêter à une semblable organisation. La besogne par exemple qui réclame l'emploi de puissans engins mécaniques ne saurait être exécutée sous le toit domestique. De plus, pour beaucoup d'opérations, le travail dans de grands ateliers est infiniment moins coûteux. Le travail en fabrique peut avoir d'ailleurs des avantages dérivant de ses conditions mêmes; il peut servir par exemple à étendre le cercle des institutions qui reposent sur le principe de mutualité. On a quelquefois parlé d'association contre les chômages; on a reconnu que la caisse d'épargne, tout en offrant sous ce rapport certaines facilités, avait l'inconvénient de laisser la prévoyance individuelle trop facultative et trop incertaine. Eh bien! s'il existe un milieu où l'association puisse surtout être tentée sans péril, il se trouve à coup sûr dans la grande fabrique. Toutefois il reste à se demander si dans nos districts manufacturiers on s'est suffisamment préoccupé de concilier les exigences manufacturières avec les habitudes de la vie en famille. A-t-on pris soin de ménager à la vie en famille toutes les facilités qu'il était possible de lui attribuer? A-t-on cherché à la prémunir contre des atteintes tout à la fois funestes et inutiles? Non, assurément; pendant longtemps on n'y a même pas songé, et cependant quoi de plus sacré? Jadis il y avait dans l'industrie plus de moralité et beaucoup moins de puissance qu'aujourd'hui : c'est un désaccord à faire cesser. Si nous nous sommes appliqué à reproduire fidèlement les traits de la vie industrielle et domestique à Septmoncel, c'est surtout parce que nous avons cru que les exemples donnés dans le haut Jura étaient de nature à suggérer plus d'une inspiration conforme à l'intérêt évident de la société française.

A. Audiganne.

PUBLICISTES

MODERNES

DE LA FRANCE

ALEXIS DE TOCQUEVILLE.

Un homme que l'étranger nous enviait, aussi éminent par le caractère que par le talent, celui de tous nos publicistes philosophes qui, depuis Montesquieu, s'était élevé à la plus haute renommée, un des membres les plus respectés de nos anciennes assemblées délibérantes, M. Alexis de Tocqueville, est mort le 16 avril, à peine âgé de cinquante-trois ans. Il est mort d'une affection de poitrine dont l'origine remontait à son passage aux affaires en 1849. La maladie qui vient de l'emporter avait déjà mis sa vie en péril une première fois il y a quelques années; on croyait l'avoir vaincue, elle n'était qu'assoupie, ou plutôt elle continuait lentement et sourdement ce travail de destruction qui est aujourd'hui accompli. Et cependant telle était la vitalité intellectuelle de l'illustre malade que, se sentant libre de toute atteinte de ce côté-là, gardant un esprit aussi actif et aussi ferme que jamais, il s'est fait illusion jusqu'au dernier moment sur la gravité du danger. Très peu de jours avant sa mort, il écrivait encore de sa main à ses amis des lettres pleines de sérénité et de confiance dans l'avenir. Un des principaux sentimens qui attachaient à la vie cette âme si élevée et si noble était une préoccupation de bien public plus encore que de gloire person-

nelle : il continuait ardemment cet ouvrage sur *l'Ancien Régime et la Révolution*, dont le volume publié avec tant de succès n'était que la première partie. Après avoir appliqué à l'étude de l'ancienne France cette sagacité analytique et cette puissance de généralisation qu'il possédait à un si haut degré, il avait entrepris le même travail sur la société issue de 1789. Avec ses habitudes d'élaboration patiente et opiniâtre en même temps que fiévreuse, il poursuivait lentement son œuvre, arrêté quelquefois par la douleur, qui minait sa frêle constitution, mais toujours pressé de revenir à ses documens et à ses livres, puisant à toutes les sources d'information, réunissant tous les faits qui devaient lui livrer le secret des maux de la démocratie française et des remèdes appropriés à ces maux. J'ai dit qu'il se faisait illusion sur ses forces; sa confiance habituelle était cependant quelquefois combattue par de vagues pressentimens d'une fin prochaine. Aucun de ses amis ne pourrait relire aujourd'hui sans attendrissement ce passage du volume publié par lui en 1856, dans lequel, après avoir exposé le plan du second ouvrage qui doit compléter le premier, et qu'il a ébauché, il s'arrête et s'écrie : « Me sera-t-il donné de l'achever? Qui peut le dire? La destinée des individus est encore bien plus obscure que celle des peuples. » Sa destinée, hélas! était de mourir avant d'avoir pu terminer cette œuvre, à laquelle il avait voué tout ce qui lui restait de force et de vie. Quelques fragmens seront peut-être en état de voir le jour, mais le monument restera inachevé.

Ainsi tout se réunit pour augmenter les regrets que cette mort inspire. Ce n'est pas un travailleur fatigué qui nous quitte après avoir achevé sa tâche, c'est un travailleur plein de zèle et de feu qui nous est enlevé dans toute sa vigueur intellectuelle et morale, au moment où s'ouvrait encore pour lui un avenir fécond en labeurs utiles à son pays, soit que la Providence, qui, dans ses impénétrables secrets, ne l'a pas voulu, permît encore un rôle actif à ce caractère si ferme, si justement entouré de la considération publique, soit qu'éloigné à jamais de la vie active, il dût se consacrer tout entier à préparer à la liberté les générations futures, en continuant ce haut enseignement de philosophie politique qui a fait la gloire de son nom : il l'avait repris, cet enseignement, avec plus de puissance que jamais, car à tous les dons qui distinguaient autrefois la précoce maturité de sa jeunesse il joignait les fruits d'une expérience de vingt années consacrées aux affaires publiques.

Nous ne nous proposons pas ici d'écrire une étude complète sur la vie et les ouvrages d'Alexis de Tocqueville. Honoré de son amitié, plein du souvenir de toutes les qualités nobles ou charmantes qui le rendaient si cher à tous ceux qui l'ont connu, nous éprou-

vons un sentiment de douleur qui ne nous laisse pas assez de liberté d'esprit pour entreprendre de consacrer à sa mémoire un hommage digne de lui ; nous essaierons du moins d'esquisser les principaux faits de cette carrière si droite et si pure, les principaux traits de cette rare intelligence et de ce beau caractère.

Alexis de Tocqueville, né en 1805, appartenait à une famille ancienne établie depuis plusieurs siècles en Normandie, dans un manoir du Cotentin, à quelques lieues de Cherbourg et à quelques pas du village de Tocqueville, dont elle avait la seigneurie et dont elle avait pris le nom. Il était le troisième fils du comte de Tocqueville, qui fut préfet sous la restauration et pair de France, homme distingué à tous égards et d'une vitalité d'esprit peu commune, car il avait, je crois, plus de soixante-dix ans lorsque, étranger jusque-là aux travaux littéraires, il composa et publia en 1847 une *Histoire philosophique du Règne de Louis XV*, qui n'est pas aussi philosophique que semble l'indiquer le titre, car la narration y tient plus de place que la dissertation, mais qui est un ouvrage animé, instructif, intéressant, empreint d'un caractère d'impartialité que n'altère aucune prévention en faveur du passé.

Issu d'un père aussi bien doué, Alexis de Tocqueville descendait par sa mère, Mlle de Rosambo, d'un des hommes les plus attachans du XVIIIe siècle, le noble défenseur de Louis XVI, l'éloquent et courageux Malesherbes. Sa première enfance s'écoula au château de Verneuil, près de Mantes, où il était né, et où son père résidait temporairement. Il y put recevoir de bonne heure l'impression de la gloire littéraire, car ses parens eurent souvent pour hôte l'auteur du *Génie du Christianisme*. Chateaubriand était allié au père d'Alexis de Tocqueville par son frère, qui avait épousé aussi une des petites-filles de Malesherbes, et qui était mort sur l'échafaud révolutionnaire avec sa jeune femme, laissant deux fils orphelins dont la tutelle avait été confiée au comte de Tocqueville. Dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, Chateaubriand consacre quelques lignes à ces souvenirs de Verneuil et à l'enfance d'Alexis de Tocqueville. Celui-ci aimait à rappeler, de son côté, que ses souvenirs d'enfant relativement au mélancolique auteur de *René*, dont la vieillesse fut si triste, se rapportaient à un Chateaubriand très gai, plein de verve et d'entrain, racontant des histoires comiques et jouant des charades.

Élevé au collége de Metz, où son père était préfet sous la restauration, Alexis de Tocqueville fit son droit à Paris, et fut nommé juge-auditeur à Versailles peu de temps avant la révolution de juillet. Le caractère de cette révolution, accomplie au nom de la loi, détermina sans doute l'adhésion du jeune magistrat, dont l'es-

prit était déjà disposé à préférer les institutions aux hommes. Malgré des influences de famille qui auraient pu l'en détourner, il garda sa situation sous le gouvernement nouveau; néanmoins, tout en conservant d'abord des fonctions auxquelles il renonça plus tard, comme il éprouvait déjà ce besoin d'observer et de comparer les mœurs et les lois des nations qui devait le conduire à la renommée, il demanda et obtint une mission pour aller aux États-Unis étudier le régime des prisons, et il partit avec un de ses plus chers amis, M. Gustave de Beaumont. Les deux voyageurs accomplirent consciencieusement leur tâche : outre six volumes in-folio de documens qu'ils rapportèrent au gouvernement français, ils publièrent en commun en 1833 le fruit de leurs observations sur cette question spéciale en un volume intitulé *Du Système pénitentiaire aux États-Unis.*

Mais déjà une idée bien plus vaste s'était emparée de l'esprit d'Alexis de Tocqueville. En étudiant sur place la démocratie américaine, en voyant à l'œuvre ce genre de gouvernement, la plus récente création des hommes, il comprit tout ce qu'il y avait de force dans le principe d'égalité qui lui sert de base. Tout en tenant grand compte des différences qui naissent des précédens et des mœurs de chaque peuple, il reconnut que ce principe démocratique, dont les conséquences les plus générales étaient partout les mêmes, après avoir établi son empire dans le Nouveau-Monde, tendait de plus en plus à s'emparer de l'ancien, et dès lors il entreprit de l'étudier dans toutes ses manifestations sur le théâtre même de sa pleine puissance, de faire tout à la fois l'anatomie philosophique de la démocratie américaine en particulier et du principe démocratique en général. « J'avoue, écrivait-il plus tard, que dans l'Amérique j'ai vu plus que l'Amérique; j'y ai cherché une image de la démocratie elle-même, de ses penchans, de son caractère, de ses préjugés, de ses passions. J'ai voulu la connaître, ne fût-ce que pour savoir du moins ce que nous devions espérer ou craindre d'elle (1). » Les deux premiers volumes, consacrés à montrer l'influence qu'exerce en Amérique l'égalité des conditions sur les institutions, les lois, les partis, la marche du gouvernement, la vie politique tout entière, parurent en 1835; ils firent une sensation des plus vives. La solidité du fond, la beauté à la fois élégante et sévère de la forme, la hauteur, la nouveauté des vues, l'enchaînement des idées, la noblesse et la chaleur des sentimens, classèrent immédiatement cet ouvrage parmi les chefs-d'œuvre de notre littérature sérieuse, et l'auteur, à peu près inconnu la veille, se trouva dès son coup d'essai placé au rang des plus grands écrivains et des

(1) *De la Démocratie en Amérique*, t. Ier, *introduction*, p. 22.

plus profonds penseurs de notre siècle : il n'avait pas encore trente ans. En ce genre de littérature philosophique et politique, il y a peu d'exemples d'une telle précocité.

Cinq ans après, en 1840, il compléta son œuvre par deux nouveaux volumes, dans lesquels il étudiait l'influence de l'égalité des conditions sur le mouvement intellectuel, moral et social, sur les idées, les sentimens, les mœurs, les goûts des Américains en particulier et des nations démocratiques en général. C'est dans ces deux derniers volumes surtout que l'éloquent publiciste, se dégageant de l'étude exclusive de la société américaine, a répandu, à notre avis, le plus d'idées profondes et neuves sur les sujets les plus variés. Il est tel chapitre de huit pages, celui par exemple qui est intitulé *de quelques tendances particulières aux historiens dans les siècles démocratiques*, où les idées condensées par l'écrivain pourraient fournir la matière d'un livre tout entier. C'est peu de temps après la publication de ces deux derniers volumes que l'auteur, qui faisait déjà partie de l'Académie des Sciences morales et politiques, fut élu membre de l'Académie française.

Nous avons entendu quelquefois des personnes qui, comprenant difficilement qu'un seul ouvrage de premier ordre puisse procurer plus de gloire que dix ouvrages médiocres, demandaient si la renommée d'Alexis de Tocqueville n'avait pas été un peu surfaite, si sa naissance, sa fortune, ses relations sociales n'avaient pas contribué autant que son mérite à l'élever au rang éminent qu'il occupait dans la république des lettres. A cette question on peut faire une réponse bien simple, et à mon sens très concluante. *La Démocratie en Amérique* n'est pas précisément une lecture *amusante;* jamais écrivain, tout en soignant beaucoup son style pour se satisfaire lui-même, c'est-à-dire pour rencontrer cette expression juste et unique dont parle La Bruyère et qu'aucune autre ne remplace, jamais écrivain ne redouta moins qu'Alexis de Tocqueville d'imposer parfois un certain travail à l'esprit du lecteur. Quelques-uns ont voulu voir en lui un simple imitateur de Montesquieu : sa manière de saisir et de présenter les questions se ressent en effet de l'étude de l'*Esprit des Lois*, et sous ce rapport la gloire du genre appartient d'abord à l'inventeur et au maître; mais sans parler ici des différences considérables qui distinguent ces deux penseurs et quant au fond des idées et quant au plan suivi par chacun d'eux, sans nous attacher à montrer que si le plan de Montesquieu est plus vaste, il offre dans l'exécution un ensemble moins méthodique, moins net, plus encombré de détails, plus difficile à résumer, nous nous en tiendrons à la question qui nous occupe spécialement, au genre d'intérêt qui s'attache au style de l'un et de l'autre. Or il

nous paraît incontestable qu'Alexis de Tocqueville écrivain est plus affranchi que Montesquieu de toute préoccupation de coquetterie littéraire. Quoique la finesse et la grâce ne lui soient nullement étrangères, c'est surtout par la chaleur du sentiment qui l'anime qu'il contraint le lecteur à le suivre à travers ses déductions philosophiques. On ne le voit point, comme Montesquieu, chercher à réveiller l'attention par des traits d'esprit, des anecdotes, ou à la soulager par des chapitres de quatre ou cinq lignes. Ce n'est pas lui qui aurait commencé l'étude des lois sur le mariage par une traduction de l'invocation à Vénus de Lucrèce, ou qui aurait essayé d'adoucir l'aridité d'un chapitre sur le commerce en le faisant précéder d'une invocation aux muses (1). Des faits très condensés servant de base à des idées générales exprimées avec une précision rare et très fortement liées par une idée principale qui revient souvent, voilà les traits distinctifs et saillans de l'ouvrage sur *la Démocratie en Amérique*.

Eh bien! cet ouvrage si austère, si élevé, parfois même si abstrait, a eu plus de succès que le roman le plus frivole; il en est aujourd'hui en France à sa treizième édition, il a été traduit dans toutes les langues, et il est quelquefois le sujet des entretiens des hommes éclairés de diverses nations, jusque sous les glaces du pôle. C'est ainsi que nous lisons dans le journal si intéressant d'un officier de marine, le brave et malheureux lieutenant Bellot, que le bâtiment qui le portait se trouvant engagé dans la baie de Baffin, au milieu des glaces, à côté d'un navire des États-Unis, l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville fit les frais de la conversation entre l'officier français et le médecin du bâtiment américain : « Le docteur Kane, écrit Bellot, me dit que le livre de M. de Tocqueville est considéré comme tellement exact qu'il est pris pour ouvrage d'éducation aux États-Unis, et donné en lecture aux personnes sérieuses (2). »

La renommée littéralement *universelle* d'un ouvrage aussi sérieux, cette renommée déjà consacrée par le temps n'est-elle pas le signe le plus incontestable de la supériorité, et ne nous dispense-t-elle pas de défendre le sobre et mâle génie d'Alexis de Tocqueville contre ceux qui méconnaîtraient sa puissance? Disons seulement que si l'auteur de *la Démocratie en Amérique* a pu impunément dédaigner le secours des agrémens du bel-esprit, c'est qu'il a su saisir au corps le fait social le plus important, le plus général et le plus impérieux du XIXe siècle, le pénétrer, l'analyser dans toutes ses par-

(1) On sait que Montesquieu avait composé cette dernière invocation, très élégante d'ailleurs, pour être placée en tête du livre XX de l'*Esprit des Lois*. Un judicieux ami le détermina à y renoncer.

(2) *Journal d'un Voyage aux mers polaires*, par J.-R. Bellot, p. 72.

ties, le réduire par une synthèse vigoureuse à ses élémens les plus essentiels, et imposer l'attention au public tout à la fois par l'élévation, la profondeur, la netteté de ses idées et l'attrait d'une parole austère qu'émeut la formidable gravité des questions. Comment ne pas s'intéresser à un ouvrage, même un peu abstrait, où l'on rencontre dès le début des pages comme celle-ci?

« Le livre entier qu'on va lire a été écrit sous l'impression d'une sorte de terreur religieuse produite dans l'âme de l'auteur par la vue de cette révolution irrésistible, qui marche depuis tant de siècles à travers tous les obstacles et qu'on voit encore aujourd'hui s'avancer au milieu des ruines qu'elle a faites.

« Il n'est pas nécessaire que Dieu parle lui-même pour que nous découvrions des signes certains de sa volonté ; il suffit d'examiner quelle est la marche habituelle de la nature et la tendance continue des événemens ; je sais, sans que le Créateur élève la voix, que les astres suivent dans l'espace les courbes que son doigt a tracées.

« Si de longues observations et des méditations sincères amenaient les hommes de nos jours à reconnaître que le développement graduel et progressif de l'égalité est à la fois le passé et l'avenir de leur histoire, cette seule découverte donnerait à ce développement le caractère sacré de la volonté du souverain maître. Vouloir arrêter la démocratie paraîtrait alors lutter contre Dieu lui-même, et il ne resterait aux nations qu'à s'accommoder à l'état social que leur impose la Providence.

« Les peuples chrétiens me paraissent offrir de nos jours un effrayant spectacle ; le mouvement qui les emporte est déjà assez fort pour qu'on ne puisse le suspendre, et il n'est pas encore assez rapide pour qu'on désespère de le diriger : leur sort est entre leurs mains ; mais bientôt il leur échappe.

« Instruire la démocratie, ranimer s'il se peut ses croyances, purifier ses mœurs, régler ses mouvemens, substituer peu à peu la science des affaires à son inexpérience, la connaissance de ses vrais intérêts à ses aveugles instincts, adapter son gouvernement aux temps et aux lieux, le modifier suivant les circonstances et les hommes : tel est le premier des devoirs imposés de nos jours à ceux qui dirigent la société.

« Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau (1). »

C'est à trouver les lois de cette science politique nouvelle que l'auteur de *la Démocratie en Amérique* consacre toute la vigueur de son esprit. Il constate que les sociétés modernes, telles que les a faites le christianisme, sont mues en politique par deux idées, deux sentimens, deux forces, l'esprit d'égalité et l'esprit de liberté; que ces deux forces, souvent confondues ou vaguement distinguées avant lui (car nous ne prétendons pas qu'il les ait distinguées le premier), agissent dans un sens très différent et souvent contraire; que l'une, l'esprit d'égalité, est jusqu'ici beaucoup plus puissante

(1) Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique, introduction*, p. 9 et 10.

que l'autre, qu'elle a une sphère d'action beaucoup plus étendue, et que cependant l'esprit de liberté, plus indispensable encore à la vie morale des nations, est la seule digue qui puisse préserver l'humanité des dangers où l'entraîne le courant démocratique. Chercher les moyens de concilier ces deux forces en donnant à l'une ce que l'autre a de trop, et en les faisant concourir toutes deux au progrès régulier de l'individu et de la société, tel est en substance le problème que se posa Alexis de Tocqueville.

Si la façon dont il le posait et le discutait devait frapper les esprits judicieux, elle était aussi de nature à étonner et à irriter même les esprits ardens. Qu'on se souvienne de ce qu'était la France en 1835, avide en apparence de discussions et de liberté, jouissant avec délices du droit de tout juger, de tout contrôler, de tout dire, sinon de tout faire, et comprenant à peine qu'on pût supposer qu'elle y renoncerait!... C'est à ce moment qu'un écrivain, un philosophe de trente ans, venait lui démontrer dogmatiquement qu'elle était beaucoup moins libérale qu'elle ne le croyait, que l'esprit démocratique, qui était avant tout le sien, engendrait avec tous ses avantages une série d'idées, de goûts, de besoins, d'habitudes difficiles à concilier avec l'esprit de liberté, si bien qu'il pouvait arriver d'un moment à l'autre, pour peu que sa sécurité matérielle fût mise en péril, qu'elle s'arrangeât assez aisément, assez paisiblement, d'un pouvoir très fort et plus concentré que le pouvoir de Louis XIV.

Cette démonstration, qui résultait implicitement de chacun des chapitres des deux premiers volumes de *la Démocratie en Amérique*, et qui était encore plus accentuée dans les deux derniers, souleva de grandes clameurs parmi les démocrates d'alors; ils déclarèrent qu'Alexis de Tocqueville ne comprenait rien à la démocratie, inséparable, suivant eux, de la liberté, et qu'il n'y comprenait rien, parce qu'il n'était au fond qu'un aristocrate déguisé. Et cependant rien n'était plus nettement formulé que la déclaration d'impuissance adressée par l'éminent publiciste à toute tentative pour restaurer en France, directement ou indirectement, les privilèges aristocratiques. Cette idée reparaît sans cesse dans son livre, et surtout dans cette belle page, où elle est rendue avec autant de netteté que de force : « Je suis convaincu que tous ceux qui, dans les siècles où nous entrons, essaieront d'appuyer la liberté sur le privilége et l'aristocratie échoueront; tous ceux qui voudront attirer et retenir l'autorité dans le sein d'une seule classe échoueront. Il n'y a pas, de nos jours, de souverain assez habile et assez fort pour fonder le despotisme en rétablissant des distinctions permanentes entre ses sujets; il n'y a pas non plus de législateur si sage et si puissant qui soit en état de maintenir des institutions libres, s'il ne prend l'éga-

lité pour premier principe et pour symbole. Il faut donc que tous ceux de nos contemporains qui veulent créer ou assurer l'indépendance et la dignité de leurs semblables se montrent amis de l'égalité, et le seul moyen digne d'eux de se montrer tels, c'est de l'être : le succès de leur sainte entreprise en dépend. Ainsi il ne s'agit point de reconstruire une société aristocratique, mais de faire sortir la liberté du sein de la société démocratique où Dieu nous fait vivre (1). »

Nous n'entrerons pas dans le détail des moyens que l'auteur indique comme propres à faire vivre ensemble la liberté et la démocratie. Il suffit de reproduire sur ce grave sujet quelques lignes qui résument l'esprit de la politique d'Alexis de Tocqueville :

« Fixer au pouvoir social des limites étendues, mais visibles et immobiles, donner aux particuliers de certains droits et leur garantir la jouissance incontestée de ces droits, conserver à l'individu le peu d'indépendance, de force et d'originalité qui lui restent, le relever à côté de la société et le soutenir en face d'elle : tel me paraît être le premier objet du législateur dans l'âge où nous entrons.

« On dirait que les souverains de notre temps ne cherchent qu'à faire avec les hommes des choses grandes. Je voudrais qu'ils songeassent un peu plus à faire de grands hommes, qu'ils attachassent moins de prix à l'œuvre et plus à l'ouvrier, et qu'ils se souvinssent sans cesse qu'une nation ne peut rester longtemps forte quand chaque homme y est individuellement faible, et qu'on n'a point encore trouvé de formes sociales ni de combinaisons politiques qui puissent faire un peuple énergique en le composant de citoyens pusillanimes et mous (2). »

Appelé en mars 1839 à la chambre des députés par les électeurs du département de la Manche et de l'arrondissement de Valognes, Alexis de Tocqueville s'y montra constamment l'homme de ses doctrines. Il y arrivait, comme il le disait lui-même dans un de ses premiers discours, étranger à tout engagement et à tout esprit de parti; s'il inclina de plus en plus vers l'opposition, c'est que sur la base étroite qui portait la monarchie de juillet il voyait s'établir insensiblement des habitudes politiques et des procédés de gouvernement qu'il considérait comme très dangereux pour la conservation de cette monarchie, car il était très désireux de conserver, en élargissant sa base, ce gouvernement monarchique, démocratique et représentatif, qui, dans l'état présent de la France, lui paraissait le plus propre à résoudre le problème social tel que lui-même l'avait posé, et très préoccupé aussi de la crainte qu'une révolution nouvelle ne vînt remettre en question toutes les conquêtes de la liberté. C'était précisément cette crainte incessante d'une révolution nou-

(1) *De la Démocratie en Amérique*, t. IV, p. 322.
(2) *Démocratie en Amérique*, t. IV, p. 335.

velle qui le rendait parfois si ardent contre certains actes du pouvoir. Quand plus tard tous les combattans se trouvèrent également mis hors de combat, il consentait très volontiers à oublier les luttes qui l'avaient séparé de quelques hommes éminens comme lui et libéraux comme lui. Il rendait justice aux intentions et aux talens de chacun. Il disait volontiers : « Nous sommes tous des vaincus, et nous aurions mauvaise grâce à nous quereller dans notre commune défaite; » mais d'un autre côté, s'il aimait la paix entre vaincus, il faut bien ajouter, pour être exact, qu'il n'aimait pas plus qu'un autre qu'elle se fît à ses dépens ni aux dépens de ses doctrines, et que, semblable d'ailleurs en cela à tous les hommes dont les convictions sont très arrêtées, il ne voyait dans le présent qu'un motif de plus de croire qu'il avait eu raison dans le passé.

Il était du reste en droit autant que personne de n'éprouver que de la tristesse sans repentir, car il avait montré dans plus d'une circonstance, où de différens côtés la sagesse avait peut-être cédé à la passion, qu'il était un homme d'état plus qu'un homme de parti, et que ses passions étaient toujours dominées et réglées par ses principes. Nous pourrions citer ici un curieux discours prononcé par lui le 18 janvier 1842, dans lequel, insistant sur les conséquences, suivant lui funestes, des grands conflits personnels qui avaient agité la chambre en 1839, blâmant également tous ceux qui y avaient pris part, et ramenant tout à son idée fixe, la fragilité des institutions libres dans un pays tel que le nôtre, il indique hardiment, dans un avenir prochain peut-être, un genre de danger que personne ne prévoyait alors, celui de l'abandon par la France du gouvernement parlementaire et de son remplacement par un régime tout différent. Nous ne reproduirons pas ce discours, parce qu'il nous paraît inutile de réveiller des débats aujourd'hui éteints, et dont l'appréciation appartient à l'histoire. Nous parlerons seulement de l'attitude que prit Alexis de Tocqueville dans les orageuses luttes qui précédèrent la révolution de février. Cette attitude offre un caractère de sagesse et de clairvoyance si marqué, que c'est pour nous un devoir absolu de la mettre en pleine lumière.

Il voulait la réforme électorale et la réforme parlementaire; il combattit vivement pour elles, mais à la tribune seulement. Quand la plupart de ses amis politiques s'associèrent au parti radical et entreprirent d'agiter le pays, persuadé que la nation française n'était pas assez formée à la vie publique pour pouvoir être ainsi impunément remuée, que, s'il était facile de mettre la multitude en mouvement, il était beaucoup plus difficile de l'arrêter, et qu'enfin il valait mieux attendre plus longtemps une victoire certaine que d'en compromettre les résultats par l'emploi de moyens dangereux,

Alexis de Tocqueville refusa énergiquement de prendre la moindre part à ce qu'on a appelé la campagne des banquets, soit en province, soit à Paris. En revanche, à mesure que l'agitation allait croissant au milieu de la confiance aveugle des uns et du dédain également aveugle des autres, ses anxiétés patriotiques redoublaient, ses adjurations à la majorité et au ministère devenaient de plus en plus ardentes, pressantes, éloquentes et vraiment prophétiques. On ne peut relire aujourd'hui sans une espèce de frisson ce passage d'un discours du député de la Manche prononcé le 27 janvier 1848, c'est-à-dire un mois à peine avant la commotion qui allait bouleverser la France et l'Europe :

« Est-ce que vous ne ressentez pas, messieurs, par une sorte d'intuition instinctive, qui ne peut pas se discuter, s'analyser peut-être, mais qui est certaine, que le sol tremble de nouveau en Europe? Est-ce que vous n'apercevez pas... que dirai-je? un vent de révolution qui est dans l'air? Ce vent, on ne sait pas où il naît, d'où il vient, ni, croyez-le bien, qui il enlève. Et c'est dans de pareils temps que vous restez calmes en présence de la dégradation des mœurs publiques, car le mot n'est pas trop fort!...

« Je parle ici sans amertume, je vous parle, je crois même, sans esprit de parti, j'attaque des hommes contre lesquels je n'ai pas de colère, mais enfin je suis obligé de dire à mes antagonistes et à mon pays ce qui est ma conviction profonde et arrêtée. Eh bien! ma conviction profonde et arrêtée, c'est que les mœurs publiques se dégradent, c'est que la dégradation des mœurs publiques nous amènera dans un temps court, prochain peut-être, à des révolutions nouvelles... Est-ce que vous avez à l'heure où nous sommes la certitude d'un lendemain? est-ce que vous savez ce qui peut arriver en France d'ici à un an, à un mois, à un jour peut-être? Vous l'ignorez.

« Mais ce que vous savez, c'est que la tempête est à l'horizon, c'est qu'elle marche sur vous. Vous laisserez-vous prévenir par elle? Messieurs, je vous supplie de ne pas le faire, je ne vous le demande pas, je vous en supplie; je me mettrais volontiers à genoux devant vous, tant je crois le danger réel et sérieux, tant je pense que le signaler n'est pas recourir à une vaine forme de rhétorique. Oui, le danger est grand, conjurez-le quand il en est temps encore. »

Le danger ne fut ni conjuré ni combattu. Lorsque la tempête eut renversé à la fois tous les pouvoirs sociaux, Alexis de Tocqueville n'hésita pas à se mettre de nouveau au service de son pays pour la fondation d'un gouvernement régulier et libre. La même confiance que lui avaient accordée les électeurs censitaires, il la retrouva plus vive encore chez les électeurs du suffrage universel. Entré à l'assemblée constituante, ses travaux, sa renommée de publiciste, son caractère respecté de tous les partis, l'appelèrent naturellement à siéger dans le comité de constitution. Il avait trop profondément étudié l'histoire, les mœurs et l'esprit de notre nation, pour ne

pas se défier beaucoup de son aptitude à vivre sous un gouvernement républicain; cependant la France tout entière semblait vouloir cette expérience. Il s'y consacra loyalement, sans arrière-pensée, travaillant de son mieux à écarter ce qui devait l'empêcher de réussir; mais le vent révolutionnaire qui soufflait alors sur les esprits était plus fort que lui : il ne put empêcher cette vicieuse organisation des rapports du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif qui créait entre eux un antagonisme forcé et insoluble, dont le résultat, en se combinant avec les folies démagogiques, devait bientôt dégoûter le pays, non-seulement de la république, mais même de la liberté.

Après le vote qui appela le prince Louis-Napoléon à la présidence du nouveau gouvernement, Alexis de Tocqueville, dégagé de tout parti-pris monarchique ou dynastique, préoccupé avant tout de ce qui avait été la pensée de toute sa vie, de maintenir dans son pays des institutions libres, consentit à accepter une place dans le premier ministère formé par le chef de l'état. Il espérait que sous l'influence du sentiment des dangers et des maux d'une solution violente, qui devait peser également sur tous les bons esprits, un accord sincère pourrait s'établir entre le président et la majorité de l'assemblée législative, pour sortir régulièrement et pacifiquement de l'impasse où l'on se trouvait : améliorer d'abord et ensuite prolonger la situation sans engager l'avenir. Cette espérance, que les habiles dogmatiseurs après coup du fait accompli peuvent qualifier de chimérique, ne dura pas longtemps; mais ce qui prouve que la clairvoyance habituelle d'Alexis de Tocqueville ne l'abandonnait point, c'est que du jour où cette espérance ne fut plus la sienne, il ne partagea plus aucune des illusions dont se berçaient alors les différens partis qui divisaient l'assemblée. Nous avons sous les yeux une lettre écrite par lui à un de ses plus intimes amis le 26 octobre 1849, quelques jours avant le renvoi du ministère dont il faisait partie. Dans cette lettre, où il signale les torts de chacun et regrette que les chefs de la majorité de l'assemblée n'aient pas voulu accepter les nécessités de la situation, en soutenant plus énergiquement et plus constamment un ministère de conciliation et de légalité, Alexis de Tocqueville ne craint pas d'annoncer de la façon la plus précise l'événement qui devait arriver deux ans plus tard, et ne paraît pas douter du succès. Il va sans dire que cette conviction où il était du sort qui attendait l'assemblée ne le rendit que plus résolu à ne point se séparer d'elle : il appuya toutes les propositions qui avaient pour but de la défendre, et s'associa à tous les actes de résistance légale qui suivirent sa dissolution.

Rentré dans la vie privée et consacrant les loisirs que lui faisait

le nouvel état politique de la France à méditer sur les causes qui l'avaient produit, Alexis de Tocqueville voulut se rendre compte du spectacle que nous offrons au monde depuis 1789, des démentis que nous nous donnons à nous-mêmes, des élans, des retours, des mouvemens en sens contraire qui composent notre histoire politique depuis cette mémorable époque; mais avant d'étudier la France de la révolution, il éprouva le besoin de connaître à fond la France de l'ancien régime, et de voir comment l'une était sortie de l'autre. Fidèle à ses habitudes d'esprit incompatibles avec l'érudition de seconde main, ce n'est point aux livres écrits sur l'ancien régime qu'il s'adressa pour le connaître, mais à tous les témoignages directs qu'il a laissés de lui-même. Fouillant dans les archives de nos départemens, il y chercha avec soin comment vivaient entre elles les diverses classes de la société au XVIIIe siècle, et quels étaient leurs rapports avec le pouvoir central. De ces recherches sortit un volume dans lequel l'auteur pose et résout les questions les plus importantes, les plus variées et les plus difficiles. Sans entrer dans l'examen détaillé d'un ouvrage qui a déjà trouvé ici même un appréciateur éminent, M. de Rémusat, nous voulons rappeler et mettre en relief le côté le plus curieux et le plus nouveau de ce livre.

L'originalité ne consiste pas ici en ce que l'auteur nous prouve à sa manière, après plusieurs autres, que la révolution ne fut point un accident fortuit né de telle ou telle cause passagère ou un accès de fièvre cérébrale que Dieu infligeait soudainement à la France pour la punir de ses méfaits. Cependant, si les esprits sérieux avaient encore besoin de se convaincre que la révolution qui a éclaté en 1789 datait de très loin, qu'elle est le résultat du travail de plusieurs siècles, le produit de causes très profondes et très diverses, c'est dans l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville qu'ils en trouveraient la plus solide démonstration; mais à côté de cette démonstration on en rencontre une autre plus neuve : c'est que ce mouvement, qui entraînait la société française tout entière vers une grande transformation, avait déjà produit, au moment où la révolution éclata, un état de choses beaucoup plus semblable sous quelques rapports qu'on ne le croit communément à l'état de choses que nous avons l'habitude d'attribuer à la révolution elle-même, de telle sorte que cette révolution, si radicale par certains côtés, n'a été à la longue par certains autres qu'une imitation exagérée de l'ancien régime. Ainsi nous sommes accoutumés à nous représenter la France qui précède 89 comme un pays à peu près désorganisé, en proie à l'anarchie officielle : en haut par le conflit permanent des parlemens et de la royauté, des parlemens et du clergé, en bas par le conflit des juridictions, des prétentions des

légistes et des nobles, l'incohérente diversité des législations. C'est de ce chaos que nous faisons sortir la révolution. Tout cela existait certainement, mais c'est la partie la plus apparente du spectacle, ce n'est peut-être pas la principale; derrière cette façade représentant une société aristocratique en dissolution, Alexis de Tocqueville nous montre un édifice nouveau déjà presque tout formé, une centralisation administrative déjà très puissante, de plus en plus envahissante, éteignant la vie locale partout, sauf dans les pays d'état, qui échappent un peu plus à son action, mais qui forment à peine le quart de la France, se substituant partout aux corporations, aux municipalités, aussi bien qu'aux juridictions seigneuriales, et toutes choses enfin marchant déjà comme aujourd'hui par le ministre assisté du conseil du roi ou conseil d'état, par l'intendant de chaque province, c'est-à-dire le préfet, et par le subdélégué, équivalent du sous-préfet. La plus grande partie de ce que nous nommons les *conquêtes de la révolution* serait donc en réalité un produit de l'ancien régime.

Dans cette centralisation administrative antérieure à la révolution, Alexis de Tocqueville voit la cause de plusieurs des caractères que celle-ci présente; nous n'en signalerons qu'un des plus importans. En achevant de ruiner les influences aristocratiques, cette centralisation contribua à rendre de plus en plus odieux les priviléges qu'elle laissait à l'aristocratie; grâce à elle, la noblesse, de plus en plus éloignée de toute participation aux affaires locales, ne fut plus qu'une caste aussi inutile qu'insupportable à la nation, car on y entrait pour de l'argent, on n'y contractait et on n'y remplissait aucun devoir particulier, et on y gagnait le droit de faire subir au peuple une foule de vexations de détail et de s'exempter de l'impôt, qui pesait presque tout entier sur le pauvre. C'est en rappelant cette immunité d'impôts, le plus inique et le dernier des priviléges auquel s'attacha la noblesse française, qu'Alexis de Tocqueville signale l'esprit bien différent de l'aristocratie anglaise, qui se taxe pour les pauvres au lieu de leur imposer des taxes, et qu'il fait ce rapprochement aussi juste que frappant. « Considérez, je vous prie, où des principes politiques différens peuvent conduire des peuples si proches. Au XVIIIe siècle, c'est le pauvre qui jouit en Angleterre du privilége en matière d'impôt; en France, c'est le riche. Là l'aristocratie a pris pour elle les charges publiques les plus lourdes, afin qu'on lui permît de gouverner; ici elle a retenu jusqu'à la fin l'immunité d'impôt pour se consoler d'avoir perdu le gouvernement. » Ainsi extension toujours croissante de la centralisation administrative, déchéance toujours croissante de l'aristocratie, devenant de jour en jour plus débile sans cesser d'être oppressive, telles sont les

deux principales sources d'où l'auteur fait découler et l'objet principal et le principal caractère de la révolution. Son objet principal a été de détruire tout ce qui restait des institutions du moyen âge, et son principal caractère est la passion de l'égalité. Ce n'est pas qu'Alexis de Tocqueville nie le rôle de l'esprit de liberté dans la révolution française, il reconnaît qu'il fut grand aussi, quoique cet esprit fût plus récent et moins enraciné que l'autre.

« Vers la fin de l'ancien régime, dit-il, ces deux passions sont aussi sincères et paraissent aussi vives l'une que l'autre. A l'entrée de la révolution, elles se rencontrent; elles se mêlent alors et se confondent un moment, s'échauffent l'une l'autre dans le contact, et enflamment enfin à la fois tout le cœur de la France. C'est 89, temps d'inexpérience sans doute, mais de générosité, d'enthousiasme, de virilité et de grandeur, temps d'immortelle mémoire, vers lequel se tourneront avec admiration et avec respect les regards des hommes, quand ceux qui l'ont vu et nous-mêmes aurons disparu depuis longtemps. Alors les Français furent assez fiers de leur cause et d'eux-mêmes pour croire qu'ils pouvaient être égaux dans la liberté. Au milieu des institutions démocratiques, ils placèrent donc partout des institutions libres. Non-seulement ils réduisirent en poussière cette législation surannée qui divisait les hommes en castes, en corporations, en classes, et rendaient leurs droits plus inégaux encore que leurs conditions, mais ils brisèrent d'un seul coup ces autres lois, œuvres plus récentes du pouvoir royal, qui avaient ôté à la nation la libre jouissance d'elle-même, et avaient placé à côté de chaque Français le gouvernement pour être son précepteur, son tuteur, et, au besoin, son oppresseur. Avec le gouvernement absolu, la centralisation tomba (1). »

Mais cette fusion des deux principes dura peu; Alexis de Tocqueville nous montre bientôt leur divorce. Tandis que l'esprit de liberté, découragé comme toujours par l'anarchie, s'affaiblit dans les âmes, la centralisation renaît de ses cendres, les habitudes, les mœurs, les idées qu'elle a fait naître de longue date, concourent à faciliter sa résurrection et à rendre plus difficile la pratique des institutions libres. C'est ce beau moment de 89 qui brille comme un jalon lumineux au point de départ de la révolution pour la ramener sans cesse dans la bonne voie dont elle s'écarte sans cesse, que nous aurions aimé à voir soumis à la pénétrante analyse de l'illustre écrivain: c'était là un des principaux objets du second ouvrage qu'il méditait et qu'il laisse malheureusement à l'état d'ébauche; mais il nous en dit assez pour nous permettre de rattacher sa conclusion aux conclusions précédemment émises par lui dans *la Démocratie en Amérique*.

Oui, depuis que la révolution a commencé jusqu'à nos jours, la

(1) *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 317-318.

passion de la liberté inexpérimentée, mal réglée, facile à décourager, à effrayer et à vaincre, ne s'est guère produite dans notre pays qu'avec des alternatives de fièvre et de défaillance, tandis que la passion de l'égalité occupe toujours le fond des cœurs, dont elle s'est emparée la première. Et cependant en dehors de l'état de guerre, où la dictature a sa raison d'être, la liberté reste non-seulement le besoin le plus impérieux de toutes les nobles âmes, qui l'aiment pour elle-même, comme le dit si bien Alexis de Tocqueville, « pour ses charmes propres indépendans de ses bienfaits, pour le plaisir de pouvoir parler, agir, respirer sans contrainte sous le seul gouvernement de Dieu et des lois ; » mais elle reste encore l'unique remède qui puisse lutter efficacement contre les vices naturels aux sociétés démocratiques. Quelques-uns de ces vices peuvent être combattus passagèrement sans elle; mais elle seule est l'antidote naturel et souverain. « Il n'y a que la liberté, dit l'auteur de *l'Ancien Régime et de la Révolution*, qui puisse retirer les citoyens de l'isolement dans lequel l'indépendance même de leur condition les fait vivre pour les contraindre à se rapprocher les uns des autres, qui les réchauffe et les réunit chaque jour par la nécessité de s'entendre, de se persuader et de se complaire mutuellement dans la pratique d'affaires communes. Seule elle est capable de les arracher au culte de l'argent et aux petits tracas journaliers de leurs affaires particulières pour leur faire apercevoir à tout moment la patrie au-dessus et à côté d'eux. Seule elle substitue de temps à autre à l'amour du bien-être des passions plus énergiques et plus hautes, fournit à l'ambition des objets plus grands que l'acquisition des richesses, et crée la lumière qui permet de voir et de juger les vices et les vertus des hommes (1). »

Personne plus qu'Alexis de Tocqueville n'était à l'aise pour invoquer cette lumière de la publicité qui permet de voir et de juger les vices et les vertus des hommes; il ne la redoutait pas : dans sa vie privée comme dans sa vie publique, il restait l'homme de ses principes, ou plutôt les préoccupations de l'homme public le suivaient jusque dans la vie privée.

Nous abordons ici un des points les plus intéressans et les moins connus de ce noble caractère. Nous avons vu par l'exposé de ses doctrines que dans sa conviction la liberté ne pouvait s'établir en France que sur une base essentiellement démocratique; il pensait aussi (car il n'était pas de ceux qui croient qu'il suffit d'affaiblir le pouvoir pour établir la liberté), il pensait, il le dit expressément, « qu'il est tout à la fois nécessaire et désirable que le pouvoir cen-

(1) *L'Ancien Régime et la Révolution, avant-propos*, p. 18 et 19.

tral qui dirige une nation démocratique soit actif et puissant. Il ne s'agit point de le rendre faible ou indolent, mais seulement de l'empêcher d'abuser de son agilité et de sa force (1). » Tout moyen destiné à remplir cette condition, mais pris en dehors du principe démocratique, en dehors du libre concours de tous à tout, lui paraissait radicalement frappé d'impuissance. Dès lors il voyait le salut de la société dans la formation naturelle du seul genre d'aristocratie que la démocratie comporte, aristocratie mobile composée de tous ceux que les avantages de l'instruction, les loisirs d'une fortune acquise ou conservée, mettent à même, s'ils le veulent, d'exercer autour d'eux, sur toute la surface du pays, une influence légitime, et de servir d'intermédiaires entre le gouvernement et la masse de la nation.

Les plus farouches démocrates, à moins qu'ils ne prétendent rétablir l'Agora d'Athènes, où le peuple se livrait directement à la discussion des affaires publiques, tandis que les esclaves tournaient la meule ou cultivaient la terre, — les plus farouches démocrates sont bien forcés d'admettre qu'il n'y a pas de milieu entre la soumission de tous à la volonté d'un seul et l'intervention sérieuse, permanente, en même temps que régulière du pays, dans ses grandes et dans ses petites affaires, au moyen d'une série de corps électifs composés par le peuple lui-même des citoyens réputés par lui les plus éclairés et les plus honnêtes. Que la pratique sincère de ce gouvernement démocratique et représentatif, que le mouvement régulier de tous ces corps électifs tournant à la fois sur eux-mêmes et autour du pouvoir central, garantissant la liberté sans troubler l'ordre et sans porter atteinte à l'égalité, — que tout cela soit difficile à concilier avec les habitudes que nous tenons du passé, avec la centralisation administrative et avec quelques-uns des vices du cœur humain que la démocratie elle-même favorise, on ne saurait le contester, et cette difficulté est un des points sur lesquels l'auteur de *la Démocratie en Amérique* et de *l'Ancien Régime et la Révolution* a toujours insisté le plus fortement. Cependant, comme après tout la solution de ce problème, malgré les difficultés qu'y ajoutent nos mœurs et nos goûts, est de toutes les tendances de l'esprit moderne celle qui, après la passion de l'égalité, paraît la plus invincible, celle dont la satisfaction peut bien être quelquefois ajournée ou éludée sous l'influence de circonstances particulières, mais ne pourra jamais être irrévocablement écartée; comme enfin la solution du problème dépend surtout des progrès que fera l'esprit de gouvernement dans le sens démocratique parmi les classes éclairées

(1) *De la Démocratie en Amérique*, t. IV, p. 323.

de la nation, Alexis de Tocqueville avait été tout naturellement amené à essayer de pratiquer lui-même dans sa sphère d'action le genre de conduite qu'il recommande dans ses livres, et à devenir un type très complet de ce que devrait être en France tout citoyen aisé et intelligent pour rester un homme influent dans une démocratie, et pouvoir s'arranger indifféremment de tous les modes d'application du principe électif, depuis le suffrage le plus restreint jusqu'au suffrage universel. Pour bien connaître l'auteur de *la Démocratie en Amérique*, il faut l'avoir vu dans son arrondissement, en particulier dans son canton, où était le siége principal de son influence. Il n'avait pas ce qu'on peut appeler une très grande fortune : elle s'était récemment augmentée par la mort de son père, qui a précédé sa mort de très peu d'années; mais durant plus de vingt ans elle n'avait pas dépassé 20,000 francs de rente. Il y a certainement encore en France un grand nombre de propriétaires dont la fortune égale ce chiffre. Il avait, il est vrai, un avantage plus rare peut-être, celui d'être établi dans un canton où sa famille avait joué un rôle important depuis plusieurs siècles. Il y avait même au village de Tocqueville un fait de perpétuité héréditaire beaucoup moins commun que le précédent : à côté de la famille des anciens seigneurs s'était maintenue la famille des anciens syndics, devenus maires du village de père en fils. Le dernier maire descendant de ces anciens syndics, fermier et petit propriétaire lui-même, continuait avec le représentant des Tocqueville les rapports de déférence affectueuse et confiante d'une part, de cordiale bienveillance de l'autre, qui avaient uni jadis les deux familles. Mais si ces faits exceptionnels pouvaient faciliter, sous certains rapports, l'influence d'Alexis de Tocqueville dans son canton, on reconnaîtra sans peine qu'à une époque telle que la nôtre, pour un homme qui n'aurait pas su ou n'aurait pas voulu se conformer à l'esprit de son siècle, ces mêmes faits auraient pu être aussi bien un obstacle qu'un avantage.

S'ils étaient un avantage de plus pour lui, c'est qu'il avait su transformer l'ancien patriciat de sa famille en un véritable patronage démocratique. Partant de ce principe, que la première condition pour être aimé du peuple, c'est de l'aimer et de le servir, il l'aimait sincèrement et le servait activement; aucune affaire intéressant soit sa commune, soit son canton, soit même des particuliers lésés dans leur droit, ne lui restait indifférente, quoiqu'elle lui fût personnellement étrangère, et jamais ses intérêts privés n'étaient recherchés aux dépens des intérêts de tous. S'il demandait par exemple au conseil municipal de sa commune la suppression d'un chemin qui lui était incommode, ce n'était jamais qu'en offrant à la commune en échange sur ses propriétés un chemin beaucoup plus

large et plus commode. L'assistance perpétuelle qu'il donnait aux pauvres se donnait sans étalage et avec une délicatesse telle que nous connaissons plusieurs hôtes du château de Tocqueville à qui nous avons appris (et nous l'avions appris nous-même par hasard) que chaque semaine on fabriquait au château le pain des pauvres. Cette part des pauvres était sans doute portée discrètement à domicile, car on ne voyait jamais un seul pauvre autour du manoir. On n'en voyait pas davantage dans le village même de Tocqueville : toutes les misères étaient placées directement sous la surveillance et la protection des maîtres du château, ainsi que tous les établissemens ayant pour but l'instruction des enfans du peuple.

Jusqu'ici on peut dire que ces procédés ne sont pas absolument rares, que d'autres aussi les emploient, et souvent sans obtenir l'extrême popularité qu'ils valaient à M. de Tocqueville; mais il faut ajouter que dans les cas de ce genre la forme est souvent aussi importante que le fond, et que sous ce rapport l'attitude de l'illustre écrivain avec les paysans, les ouvriers ou les bourgeois de son canton offrait une nuance particulière que nous avons bien rarement rencontrée chez d'autres hommes placés dans les mêmes circonstances que lui. Dégagée de toute espèce de morgue, sa tenue n'était pas moins étrangère à cette sorte d'affabilité accentuée à travers laquelle perce la condescendance calculée d'un personnage important qui veut être populaire. C'était une attitude *sui generis*, quelque chose de très simple et de très cordial, mais de très calme, plutôt froid que démonstratif, encourageant néanmoins la confiance, mais écartant la familiarité, et cependant respirant l'absence de toute préoccupation de supériorité. Un jour que devant lui-même nous cherchions à analyser ce genre de tenue instinctif chez lui et qui nous frappait : « Le sentiment qui me domine, nous dit-il, quand je me trouve en présence d'une créature humaine, si humble que soit sa condition, est celui de l'égalité originelle de l'espèce, et dès lors je me préoccupe encore moins peut-être de lui plaire ou de la servir que de ne pas offenser sa dignité. »

Cette ligne de conduite, dictée par les sentimens de son cœur, la tournure de son esprit et de son caractère, le rendaient tout naturellement et en tout fort attentif à tenir grand compte non-seulement des goûts, mais des susceptibilités de la démocratie, et à toutes les vertus du patronage qu'il exerçait, il joignait toutes les habiletés que de nos jours ce patriciat exige. Citons seulement à l'appui un détail que nous tenons de lui-même. Il y avait jadis dans le chœur de l'église du village de Tocqueville un banc assez somptueux, réservé de temps immémorial aux châtelains, et qui avait traversé les époques les plus révolutionnaires sans être supprimé. Ce banc,

qui ne choquait personne dans la commune, tenait néanmoins beaucoup de place, et il suffisait qu'il pût inspirer à quelqu'un l'idée qu'il était gênant pour qu'Alexis de Tocqueville prît la résolution de le faire enlever. D'un autre côté, comme il ne voulait pas avoir l'air de le supprimer par une mesure spéciale dont les gens du village auraient pu se demander la cause, et où ils auraient pu voir soit une faiblesse, soit un calcul de popularité, il attendit patiemment qu'une réparation générale se fît dans l'église, et un beau jour, à la suite de cette réparation générale, on vit le banc seigneurial supprimé et remplacé par un banc beaucoup plus modeste, placé à la lisière du chœur, tout à côté et sur la même ligne que le banc du maire et du conseil municipal.

C'est en combinant ainsi le dévouement le plus actif à ses concitoyens avec le respect scrupuleux de la dignité des plus humbles et une connaissance exacte de l'esprit des hommes de son temps, qu'Alexis de Tocqueville avait su se créer dans son canton, sous l'empire du principe électif, une puissance plus grande que celle dont aucun de ses ancêtres avait jamais joui sous le régime de l'hérédité des fonctions et du privilége. La popularité dont il était l'objet prenait quelquefois des formes que l'esprit normand rendait piquantes. Ainsi il aimait à raconter qu'en 1848, lors de la première application du suffrage universel, il était venu à pied voter à Saint-Pierre-Église, chef-lieu du canton, avec le maire, le curé et tous les électeurs de Tocqueville et des environs. Il était très fatigué, et, appuyé contre un des piliers de la halle de Saint-Pierre, il se plaignait de sa lassitude à ses compagnons de route groupés autour de lui, lorsqu'un vieux paysan du canton qu'il ne connaissait pas s'approche et lui dit avec l'accent du terroir : « Ça m'étonne bien, monsieur de Tocqueville, que vous soyez fatigué, car nous vous avons tous porté dans notre poche. » Tous en effet sans exception portaient dans leur poche le bulletin contenant son nom.

Quelquefois aussi le sentiment affectueux dont il était l'objet s'exprimait avec une nuance de fatuité populaire qui ne lui était point désagréable. Ainsi nous le faisions rire un jour en lui racontant qu'un voiturier qui nous avait conduit à Tocqueville nous disait : « M. de Tocquevillle est très aimé du peuple, mais aussi *il s'en montre bien reconnaissant.* » Le voiturier renversait peut-être un peu les rôles, mais il n'importait guère de quel côté devait être la reconnaissance, pourvu que des deux côtés l'attachement fût sincère et profond.

Nous venons de parler de tout le bien qu'Alexis de Tocqueville faisait autour de lui. Hélas! nous osons à peine ajouter, tant nous craignons de toucher à une de ces douleurs pour lesquelles il n'y a

pas de consolation ici-bas, nous osons à peine ajouter que ce bien, il ne le faisait pas tout seul, qu'il était dignement secondé par la noble compagne de sa vie, par celle qui depuis vingt-cinq ans partageait tous ses sentimens, toutes ses pensées, qui ne vivait que pour lui, et que sa mort laisse dans un vide affreux, car la Providence leur avait refusé des enfans, la grande joie du mariage. Cette circonstance, qui chez les âmes vulgaires relâche quelquefois le lien conjugal, n'avait fait ici que le resserrer plus étroitement. Jamais deux âmes d'élite ne furent plus intimement confondues. Libres par leur fortune de venir chercher à Paris toutes les distractions mondaines, on les voyait préférer, après vingt-cinq ans de mariage, la solitude et souvent le tête-à-tête de la campagne, même pendant l'hiver, occupés tous deux soit à embellir encore le charmant séjour qu'ils habitaient et qu'ils avaient déjà tant embelli, en fournissant ainsi du travail aux pauvres, soit à secourir les pauvres incapables de travail, soit à surveiller les écoles du village. Tandis qu'il se partageait entre les soins agricoles, les affaires de la commune et ses travaux littéraires, Alexis de Tocqueville trouvait dans sa compagne une constante préoccupation à éloigner de lui toute cause de malaise ou de trouble physique, moral ou intellectuel. On peut affirmer que si, avec sa constitution frêle et nerveuse, avec cette âme ardente qui souvent la mettait en péril, il a vécu jusqu'à cinquante-trois ans, c'est en grande partie à la sollicitude incessante en même temps qu'à la fortifiante sérénité de sa digne femme qu'il le doit.

On a dit souvent que la mort est la grande épreuve des caractères; mais il y en a une autre qui n'est pas sans importance pour l'appréciation d'un caractère, c'est celle du mariage. Tout homme, si distingué qu'il soit d'ailleurs, qui s'engage dans ce lien indissoluble et sacré sous l'influence d'un calcul de fortune ou d'ambition est un homme dont le moral est incomplet, et en qui la fierté du caractère et la délicatesse du cœur sont faiblement développées. Le mariage d'Alexis de Tocqueville était en parfaite harmonie avec toutes ses nobles qualités; il avait épousé jeune par suite d'un attachement profond, éprouvé par le temps et les obstacles, une jeune personne sans fortune, et il avait fait en définitive le meilleur des calculs, car il a dû à cette union vingt-cinq ans de ce bonheur intime du foyer où l'homme puise des forces pour braver les agitations de la vie publique et en même temps résister à ses séductions. Si Alexis de Tocqueville avait eu besoin d'être fortifié dans ses principes, il l'eût été par la noble compagne qu'il s'était choisie : il avait rencontré une âme qui, avec plus de calme, était de même trempe que la sienne, très ferme dans les grandes épreuves de l'existence,

supérieure à toutes les vanités, désirant pour son mari de la gloire plutôt que de la puissance, et ne comprenant l'ambition que dans la ligne du devoir

Aux plus grandes qualités de l'esprit et du caractère, Alexis de Tocqueville réunissait les plus séduisantes. Quiconque l'a connu n'oubliera jamais tout ce qu'il y avait d'attrait et dans sa figure si fine et si gracieuse, en même temps si ferme et si franche, et dans ses manières si dégagées de tout apprêt, si simples et en même temps si élégantes, et dans sa conversation, où le naturel le plus parfait redoublait l'agrément de l'esprit le plus vif, le plus ingénieux, le plus varié. Nous avons vu peu d'hommes considérables qui possédassent au même degré que lui ce don du naturel qui prend sa source dans un fonds de sincérité, de modestie et de dégagement de soi-même. Non-seulement il savait parler très bien sans s'écouter et plaire sans coquetterie, mais il savait écouter les autres, s'intéresser à leurs idées, soit en les combattant, soit en les approuvant, s'abandonner au mouvement général d'une conversation en s'oubliant complétement lui-même, et cela sans aucun effort de politesse, pour son plaisir à lui autant que pour celui des autres. Trop fier pour être vaniteux, doué d'une intelligence trop active et d'un cœur trop ardent pour connaître cet ennui qui poursuit quelquefois les hommes politiques inoccupés, il attachait très peu d'importance à une foule de bagatelles qui tiennent souvent une assez grande place dans la vie des personnages les plus sérieux. Quoiqu'il n'eût aucune sauvagerie, quoiqu'il se prêtât sans peine au commerce du monde, où il était naturellement très recherché et où il apportait tous les agrémens de son esprit, la part de futilités et d'aimables petites duplicités qui se mêle forcément à l'existence d'un homme de salon le fatiguait bientôt, et il aspirait à retourner à la vie simple et tranquille des champs. En général, il n'était jamais plus charmant que dans un très petit cercle. Un seul ami quelquefois suffisait pour alimenter le mouvement de son esprit. Entre sa femme et son ami, Ampère par exemple, il eût vécu joyeux dans une Thébaïde. Il est vrai que l'on pourrait être beaucoup plus mal partagé. « Nous sommes gens tous trois, lui écrivait-il, à nous consoler aisément à la maison de ce qui se passe au dehors, et c'est le cas de dire de nous trois ce que Pascal disait de lui seul, qu'il portait sa pluie et son soleil au dedans de lui. » Malheureusement ce *vagabond d'Ampère*, comme il l'appelait, lui échappait de temps en temps. Il savait alors s'arranger de la solitude, et il nous écrivait à nous ces lignes qui peignent assez bien son caractère, ce genre de gaieté douce, nuancée de mélancolie, que nous retrouvons assez souvent dans sa correspondance :

« Je mène toujours la vie que vous savez, écrivain avant le déjeuner, paysan après. Je trouve que ces deux manières de vivre font quelque chose de complet qui m'attache malgré la monotonie. Je me suis remis sérieusement à mon livre, et je bâtis une magnifique étable à cochons. Laquelle de ces deux œuvres durera plus que l'autre? Hélas! je n'en sais rien en vérité. Les murs que je donne à mes cochons sont bien solides. En attendant, la vie s'écoule avec une rapidité dont je commence à m'effrayer. »

Nous parlions plus haut de sa modestie, elle était aussi vraie que sa fierté. Il avait des convictions très absolues; mais quand il s'agissait de les communiquer au public, soit par la parole, soit par la plume, il était sans cesse en défiance contre lui-même, craignant toujours de ne pas les rendre avec toute la force et la précision désirables. De là dans ses discours de tribune, surtout au début de sa carrière politique, quelque chose de tendu, de laborieux, où l'effort de la méditation ne laissait pas assez de place aux bonnes fortunes de la parole improvisée. Cependant un de ses amis, M. Lanjuinais, nous faisait remarquer dernièrement qu'il y avait eu en lui de grands progrès sous ce rapport, et qu'il devenait de plus en plus un orateur quand la tribune s'est fermée. Nous nous rappelons en effet l'avoir vu très éloquent dans une des séances orageuses de l'assemblée législative qui suivirent l'expédition de Rome. Interrompu presque à chaque phrase par les vociférations de la montagne, il s'arrêtait, crispant ses lèvres fines, dont le mouvement indiquait la fermeté de son âme, et reprenait après chaque pause son argumentation avec des paroles chaleureuses, spontanées et aiguisées en quelque sorte par une articulation mordante. Malheureusement il manquait de force physique, et son cœur était trop passionné par ses convictions pour que sa frêle enveloppe pût supporter impunément de pareilles secousses.

Dans ses livres, sa défiance de lui-même n'avait plus les mêmes inconvéniens : l'art d'écrire, sauf de très rares exceptions, ne se concilie guère avec l'improvisation. Ici l'extrême facilité est presque toujours le signe caractéristique de la médiocrité. C'est évidemment au travail qu'il devait d'être un des écrivains de nos jours qui ont su renfermer le plus d'idées dans une page, et rendre avec la plus admirable précision les nuances les plus délicates d'une idée. Même après ce travail obstiné de la forme, il n'était pas encore tranquille, et avant de produire son œuvre devant le public, il éprouvait le besoin de la communiquer à ses amis, pour recevoir leurs avis, et non pour s'attirer leurs éloges; ce n'est pas qu'il fût enclin à changer facilement d'opinion sur le fond des choses, mais il tenait à savoir s'il avait bien rendu son opinion. Si on le critiquait, il se défendait avec ardeur, se tourmentait beaucoup; rentré chez lui, il

pesait la critique, et, s'il la trouvait juste, il se rendait avec une modestie et une ingénuité touchantes chez un homme d'un esprit tout à la fois si absolu et si supérieur. Nous en citerons un exemple. Avant de publier son dernier ouvrage sur *l'Ancien Régime et la Révolution*, il en avait communiqué les épreuves à un ami obscur, inférieur à lui sous tous les rapports, mais dont il se sentait véritablement aimé, et dans le jugement duquel il avait quelque confiance. L'avant-propos, qui contient aujourd'hui de si belles pages, était alors très écourté; la conclusion était moindre de moitié. L'ami lui fit remarquer que dans son ardeur à suivre toutes les manifestations de l'esprit d'égalité à travers l'ancien régime, il avait fait la part trop faible à l'esprit de liberté, que dès lors on pourrait induire de son livre qu'il n'accordait à cet esprit de liberté qu'un rôle insignifiant dans la révolution, et que cependant il ne pouvait méconnaître que la constitution de 91, expression directe de l'esprit de 89, ne fût aussi libérale que démocratique, qu'elle était même trop libérale, car, en réduisant trop les attributions du pouvoir exécutif, elle rompait trop brusquement avec des habitudes de centralisation déjà anciennes, et dont il avait le premier si bien constaté l'existence. Il reconnut cela, mais il répondit qu'il se réservait dans un prochain ouvrage spécialement consacré à 89 de faire la part de l'esprit de liberté; l'ami objecta, et il ne croyait point, hélas! prédire si juste, que l'on ne savait pas ce qui pouvait arriver, que ce prochain ouvrage pouvait tarder longtemps à paraître, et qu'en attendant, le sentiment libéral, qui certainement a sa part et une grande part dans le mouvement de 89, serait presque passé sous silence dans un livre où l'auteur conduisait souvent son analyse du sentiment de l'égalité jusqu'au seuil de cette grande époque. L'ami lui fit remarquer encore que le dessin de ce second et futur ouvrage, si important au point de vue libéral, n'était pas assez indiqué dans l'avant-propos du premier; que, pris dans son ensemble, cet avant-propos était trop sec; que s'il y avait beaucoup de gens qui ne lisaient pas les préfaces, en revanche il y en avait aussi beaucoup qui ne lisaient que cela, surtout quand le corps du livre était très sérieux. Il termina en l'engageant à refondre et l'avant-propos et la conclusion. Alexis de Tocqueville partit fort agité et médiocrement gai. « Notre conversation d'avant-hier, écrivait-il le surlendemain à son ami, m'a bien tourmenté, et j'espère bien servi. Je fais de mon mieux du moins pour introduire non-seulement dans l'avant-propos, mais dans le dernier chapitre qui est encore en épreuve, de quoi, j'espère, vous satisfaire. Je vous ferai parvenir celui-ci dès que je l'aurai en épreuve. » Et quelque temps après l'ami voyait revenir les épreuves de l'avant-propos et

de la conclusion, le tout refondu et orné des belles pages que tout le monde a admirées, et entre autres de celle que nous avons citée plus haut sur l'esprit de 89, avec ce billet d'envoi : « Je me hâte de vous envoyer la tête et la queue de mon œuvre. L'avant-propos est le fruit de la conversation que nous avons eue ensemble il y a quinze jours. J'espère qu'il répondra à l'idée que vous vous en faisiez, et vous paraîtra ce que vous croyiez qu'il devait être. »

Ce fonds de modestie, qui s'associait chez lui à une grande fierté de caractère, le rendait non-seulement facile à embarrasser par une louange trop directe, mais disposé à cacher même ce qui le flattait le plus dans les démonstrations sympathiques ou admiratives dont il était quelquefois l'objet. Après l'éclatant succès de son dernier ouvrage, il avait fait en 1857 un voyage en Angleterre; il y avait été reçu avec ce fanatisme que la haute société anglaise manifeste de temps en temps pour les étrangers illustres qui ont conquis son admiration et son estime. Les salons et les clubs les plus exclusifs de Londres se disputaient la faveur de sa présence. Le gouvernement anglais lui-même s'était associé au public en donnant à ce simple particulier un témoignage de considération aussi éclatant que délicat, car, au moment où il se préparait à se rembarquer dans le port le plus voisin de Cherbourg, un capitaine de frégate était venu lui annoncer qu'il avait reçu ordre de mettre son bâtiment à sa disposition, et que le gouvernement anglais voulait se donner le plaisir de le faire reconduire chez lui. Quelques heures plus tard, le navire anglais entrait dans la rade de Cherbourg, et, après les saluts d'usage, il déposait sur la rive un petit monsieur en paletot avec sa malle, et repartait immédiatement, afin de constater qu'il n'était venu que pour ce petit monsieur. Combien d'autres se seraient arrangés pour communiquer ce fait à tous les organes de la publicité! Alexis de Tocqueville en prit si peu de souci, que nous doutons qu'aucun journal de Paris en ait jamais parlé. Nous nous rappelons seulement qu'un journal étranger qui se pique d'être bien informé, apprenant qu'une frégate anglaise avait amené quelqu'un à Cherbourg, annonçait à ses lecteurs qu'il s'agissait d'un aide-de-camp de l'empereur des Français qui venait de régler le cérémonial d'une entrevue avec la reine d'Angleterre à Osborne, dont il était question alors, et que cette méprise faisait beaucoup rire Alexis de Tocqueville. Ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'un des meilleurs amis de ce dernier, qui l'avait précisément accompagné dans ce voyage d'Angleterre, mais qui était revenu avant lui, n'a tout récemment appris le fait que par nous-même.

C'est au commencement de l'automne dernier que l'affection de poitrine dont souffrait l'illustre écrivain lui fit sentir assez grave-

ment ses atteintes pour le déterminer à se transporter dans le midi de la France, à Cannes, avec Mme de Tocqueville. C'est là que la mort l'a surpris, car, comme cela arrive parfois dans les cas de phthisie pulmonaire, il se croyait en voie de guérison au moment où son état n'offrait plus d'espérance; mais la mort l'a trouvé depuis longtemps préparé à la recevoir. Le sentiment religieux avait toujours tenu une grande place dans ses idées et même dans la pratique de sa vie. Cette disposition naturelle et ancienne a pu s'accroître encore dans ses derniers momens; mais, pour tous ceux qui l'ont connu, il n'y a point lieu de s'étonner, ainsi qu'on le pourrait faire d'après certains récits, qu'il soit mort comme il avait vécu, en chrétien, assisté également de toutes les consolations de la famille et de l'amitié. Outre sa femme, M. de Tocqueville avait autour de son lit de mort deux frères tendrement aimés, son neveu, sa belle-sœur, un ami d'enfance, M. Louis de Kergorlay; il avait eu le bonheur de passer quelques jours avec le fidèle compagnon de son voyage en Amérique, M. Gustave de Beaumont. D'autres amis bien dévoués aussi et bien chers, M. de Corcelle et M. Ampère, demandaient à venir lui prodiguer leurs soins; il les retenait loin de lui par discrétion, et aussi par suite de l'illusion qui le trompait sur la gravité de son état. Abusé jusqu'au dernier moment par ses lettres rassurantes et gaies, M. Ampère était venu de Rome se réjouir avec lui de sa convalescence, lorsqu'il apprit sa mort à Marseille; il n'arrivait à Cannes que pour rencontrer son cercueil.

Alexis de Tocqueville laissera dans notre histoire politique et littéraire une trace durable. Député, représentant du peuple, ministre, il n'a point figuré, il est vrai, parmi les chefs les plus puissans des partis qui ont divisé le pays. Il était enclin à suivre dans sa ligne de conduite ses inspirations personnelles plutôt qu'à se prêter aux exigences d'un rôle politique. Cependant, comme ses inspirations étaient toujours honnêtes, désintéressées, et souvent empreintes d'un rare caractère de sagacité, il a eu en de certains momens la bonne fortune de voir plus loin et plus clair dans l'avenir que beaucoup d'autres, et l'histoire lui tiendra compte de cette prévoyance. Écrivain, il a publié peu de livres, mais ce sont des livres excellens, et à une époque où l'on pèche en général par la surabondance des productions, sa sobriété même lui sera un titre de plus à l'attention de la postérité. Il a su du reste se faire auprès d'elle un titre plus sûr. Laissant de côté tous les faits passagers de son siècle, il s'est attaqué au grand problème du présent et de l'avenir, il a composé avec un admirable talent une œuvre qui s'est déjà répandue parmi toutes les nations, parce qu'elle les intéresse toutes également, et qui pourrait être, comme l'œuvre d'Eschyle,

dédiée *au temps;* elle a été écrite pour lui, et c'est le temps qui, au lieu de la détruire comme tant d'autres, la garantira de la destruction.

Un dernier trait enfin qui pour nous complète cette figure si noble et si pure d'Alexis de Tocqueville, c'est le sentiment tendre et poétique qui l'a porté à vouloir que sa dépouille mortelle repose dans l'humble cimetière du village où tous l'aimaient. Il montrait, il y a quelques années, à un de ses amis la place qu'il avait choisie. Ce n'est pas une pensée aristocratique qui lui a dicté cette dernière volonté : il n'y a point dans le cimetière de Tocqueville de tombeau réservé à sa famille, quelques-uns de ses ancêtres sont peut-être ensevelis dans les caveaux de l'église; mais ce qui est certain, c'est que son père, qui a vécu et qui est mort loin de cette résidence, n'y est point inhumé. S'il a voulu, lui, reposer dans ce petit cimetière délabré, planté de quelques pommiers (on met des pommiers partout en Normandie, jusque dans les cimetières), ceint d'un mur très bas qui en permet la vue à tous les passans, que l'on traverse d'ailleurs et qu'il a lui-même traversé tant de fois pour entrer à l'église, c'est que dans ce village, dans le manoir qui l'avoisine, dans les bois paisibles, dans les belles allées, dans les belles prairies qui l'environnent, Alexis de Tocqueville a vécu vingt-cinq ans heureux, avec une femme digne de lui, entouré de l'attachement, de la confiance, du respect d'une foule de cœurs simples que sa mort a plongés dans la tristesse, et qui garderont à jamais son souvenir. C'est là qu'il venait oublier les agitations et se consoler des déceptions de la vie politique, c'est là qu'il a passé en faisant le bien, travaillant avec sa plume à éclairer, à moraliser l'espèce humaine, tandis que sa main secourable soutenait et dirigeait tous ceux que la Providence semblait avoir plus particulièrement confiés à ses soins, et c'est au milieu de ceux-là qu'il a voulu dormir de son dernier sommeil. Sa tombe illustrera l'humble cimetière du village de Tocqueville. Plus d'un voyageur, soit de France, soit d'Angleterre, soit d'Amérique, en suivant la route de Cherbourg à Barfleur, s'arrêtera pour venir saluer cette tombe, car c'est celle d'un homme qui fut aussi grand par le cœur que par l'esprit, dont la vie fut sans tache, qui n'a jamais trahi la sainte cause qu'il avait embrassée dès sa jeunesse, et qui a bien mérité de son pays et de l'humanité.

LOUIS DE LOMÉNIE.

RACHEL

HISTOIRE LOMBARDE DE 1848.

I.

Dans un district reculé de la Basse-Lombardie, à quelques heures de Pavie et tout près de la frontière du Piémont, loin des habitations élégantes et modernes de l'aristocratie et de la finance milanaises, on peut aujourd'hui encore voir une habitation dont l'aspect imposant annonce un château, et qui depuis longtemps déjà n'est plus qu'une ferme. D'épais taillis, des canaux remplis d'une eau presque stagnante entourent et isolent les bâtimens de ce rustique manoir. Huit tours délabrées, qui paraissent avoir servi autrefois de retraite aux farouches barons du moyen âge, se dressent aux angles de la cour principale. Sous ces tours s'ouvrent d'immenses souterrains que des éboulemens successifs ont rendus presque impraticables, et qui s'étendent à une distance de plusieurs lieues.

A l'intérieur du château devenu ferme, de vastes escaliers et de longs corridors voûtés, des murailles de quatre à cinq pieds d'épaisseur et des cheminées sous lesquelles eussent tenu commodément une douzaine de personnes, voilà tout ce qui restait, il y a quelques années, de l'ancienne grandeur de l'édifice. Les voûtes et les murailles paraissaient encore en assez bon état, mais les portes et les fenêtres ne consentaient pas plus facilement à se fermer qu'à s'ouvrir; les briques rouges qui formaient le plancher étaient dévorées

par l'humidité ou creusées par le frottement de gros souliers ferrés. Le mobilier était plus que simple. Quatre chambres seulement étaient réputées habitables, ou, pour mieux dire, elles étaient habitées. L'une au rez-de-chaussée servait de cuisine et avait été, selon toute apparence, une salle des gardes dans les beaux jours de la féodalité; elle possédait pour tout ornement une resplendissante batterie de cuisine, une grande table en noyer sur laquelle la famille prenait ses repas, et quelques petites chaises de paille placées en avant des bancs de pierre scellés dans le mur de l'immense foyer; ces chaises étaient réservées aux enfans, tandis que les grandes personnes se tenaient assises sur les bancs. Au premier étage, où l'on arrivait par un escalier qu'un escadron de cavalerie eût sans trop de peine monté au galop, on trouvait d'abord la chambre à coucher du fermier et de sa femme. Un lit immense en bois de noyer, à colonnes et à dais, composé de quatre matelas et d'une paillasse gigantesque rembourrée de feuilles de maïs desséchées, la courtepointe en moire antique, les draps en belle toile garnis en mousseline tuyautée, les longs oreillers posés symétriquement et garnis comme les draps, témoignaient au premier coup d'œil des mœurs patriarcales de la famille. Ce lit était ainsi fait et arrangé chaque matin depuis quelque trentaine d'années, et les mêmes ornemens qui avaient embelli la couche des jeunes époux, l'élégance qui avait souri à leur entrée dans la vie de famille, les réjouissaient encore dans leur paisible vieillesse. Ce lit, ce mobilier racontaient toute une histoire de bonheur monotone, de jours succédant aux jours, sans apporter d'autre changement que la lente succession des années; ils repoussaient victorieusement toute pensée d'orages, de bouleversemens, de catastrophes; les larmes mêmes qui avaient peut-être baigné ces oreillers ne pouvaient être que des larmes de résignation. Digne commentaire de tant d'ordre et de sérénité, un prie-Dieu aussi en bois de noyer flanquait chaque côté du lit et portait sur ses tablettes plusieurs petits livres de prières reliés en peau brune. Deux ou trois rameaux d'olivier entremêlés de fleurs artificielles étaient accrochés au mur au-dessus du chevet conjugal, et couronnaient comme d'un diadème de fleurs une gravure où la vierge Marie était représentée souriant à l'enfant Jésus, qui jouait avec un petit saint Jean vêtu de la traditionnelle peau de brebis. Au-dessous de cette gravure pendait un Christ en ivoire, auquel les gens du pays et les fermiers eux-mêmes attribuaient une vertu miraculeuse. Outre plusieurs armoires, commodes ou bahuts d'un âge vénérable, on eût pu encore remarquer dans un coin de la pièce une couchette réservée depuis nombre d'années aux plus jeunes enfans des fermiers, couchette occupée à cette heure par les deux filles qu'aucun mari n'a-

vait encore enlevées au toit paternel. Un grand paravent déroulé autour de la couchette l'isolait du lit conjugal.

Une petite porte percée dans le mur, auprès de la couchette, donnait accès à une seconde pièce presque aussi grande que la première, habitée jadis par les filles aujourd'hui dispersées dans leurs nouvelles familles. Deux grands lits de même dimension que celui du vieux couple, mais beaucoup plus simples, étaient réservés aux amis ou parens qui venaient parfois visiter le fermier. Dans les intervalles longs et nombreux qui séparaient ces visites, cette pièce inhabitée était le refuge favori des jeunes filles qui venaient y entasser leurs ouvrages commencés, leurs provisions de fil et d'aiguilles. Qui pourrait dire avec quel bonheur Philomène et Judith, quand elles parvenaient à dérober quelques instans aux soins officiels du ménage, couraient s'enfermer dans cette chambre, leur véritable domaine, pour y passer en revue les chiffons amassés par leur prévoyance? Que de chuchoteries, que de frais éclats de rire avaient résonné entre ces murailles nues, dans cette pièce abandonnée, qui eût paru sombre et triste à l'étranger, et qui ne rappelait aux jeunes filles que de riantes pensées, des heures d'oubli et de gaieté enfantine!

Vis-à-vis de la porte d'entrée de cette chambre, et par conséquent de l'autre côté du passage, était la chambre dite des garçons. Elle comptait aussi ses deux grands lits, et une couchette qui était devenue depuis peu l'apanage exclusif de l'aîné. Les quatre plus jeunes fils du fermier se partageaient, lorsqu'ils étaient à la maison, les deux grands lits; mais sortons de l'habitation et jetons un regard sur les dépendances de la ferme, afin de ne rien négliger de ce qui peut faire connaître le théâtre assez compliqué de ce récit.

Les huit tours composant l'ancien château étaient distribuées avec une certaine régularité autour d'un terrain carré dont elles avaient fait une cour fermée. Quatre de ces tours se dressaient aux quatre coins du carré, tandis que les quatre autres marquaient le milieu des murs d'enceinte s'étendant d'un angle à l'autre. Les moins ruinées des tours avaient été converties en laiteries, en fromageries, en divers magasins de grenailles et de fourrages. L'habitation des fermiers occupait la tour la plus considérable et la mieux conservée, qui s'élevait au centre du mur faisant face au midi. Vis-à-vis de celle-ci, une autre tour presque aussi vaste et en assez bon état renfermait le moulin à riz, ce qu'on nomme dans le pays la *pile* au riz, parce que le riz est *pilé* et non broyé comme le grain. Ces *piles* sont des espèces de mortiers à plusieurs *pilons* mis en mouvement par une roue plongée dans un cours d'eau. Au-dessus du moulin étaient les dépôts du riz avant l'égrenage et ceux du riz

sorti du mortier. D'immenses étables destinées les unes aux vaches, les autres aux bœufs ou aux chevaux de labour, de petits hangars pour la volaille, avaient été construits le long des murs d'enceinte de la cour, ou à deux pas de l'habitation des fermiers. D'énormes dogues erraient gravement au milieu de tous ces animaux, sans paraître se soucier d'aucun, tandis que sur les degrés conduisant au logis, ou sur l'appui extérieur des fenêtres de la cuisine, un ou deux chats somnolens et méditatifs semblaient craindre de salir leur blanche fourrure en s'aventurant au-delà de l'escalier.

Rien n'était aussi bruyant ni aussi animé que cette cour à l'heure du départ et du retour des travailleurs pour les champs. Le mugissement des bêtes à cornes, les hennissemens des chevaux, les cris des poules et des coqs, les jurons et les menaces des laboureurs, qu'accompagnaient le bruit monotone des pilons tombant dans les mortiers de pierre et celui non moins monotone de la chute d'eau, tout cela formait, chaque matin et chaque soir, un concert, disons mieux, un vacarme étourdissant. A une heure du matin aussi, heure fixée par presque tous les fermiers lombards pour traire leurs vaches, on entendait à quelques lieues à la ronde un bruit assez semblable au roulement d'un tambour : c'était le bruit du bâton des vachers frappant leurs sceaux de bois en guise d'appel et d'avertissement. A l'exception de ces trois momens, la cour de la ferme était calme, et on n'y rencontrait que les hommes spécialement employés à la confection des fromages, classe d'ouvriers, je devrais dire plutôt race d'hommes complètement distincte de toutes celles dont les campagnes lombardes sont remplies. Les fromagers sont des athlètes aux trois quarts nus par toutes les saisons, qui descendent des montagnes du Plaisantin, la plupart célibataires, ne faisant de long séjour chez aucun maître. Sombres et taciturnes, intéressés et vindicatifs, ils sont la terreur de ceux qui les emploient, et les chiens ne les reconnaissent jamais comme faisant partie de la famille. Pourtant ils s'éloignent rarement des étables ou de leur laboratoire. A quelque heure que vous alliez visiter l'une de nos fermes, vous apercevrez, debout, le dos appuyé au chambranle d'une porte d'étable et se détachant sur le fond sombre de l'intérieur, les bras croisés sur sa vaste poitrine, les cheveux hérissés, touffus, se projetant sur un front bas et large, les yeux baissés vers la terre, un ou plusieurs hommes vêtus seulement d'un double tablier de cuir commençant au-dessus des hanches et descendant jusqu'au genou. C'est parmi eux que se rencontrent les alcides de nos foires et de nos cirques.

On connaît maintenant ce qu'était la ferme des Huit-Tours à l'époque où commence ce récit, c'est-à-dire au début de la période

inquiète et troublée qui précéda en Italie les révolutions de 1848. Après avoir décrit l'habitation, il est temps de parler des habitans, et d'abord du fermier et de sa femme. Unis depuis leurs plus jeunes années, ils s'étaient mariés sans se connaître, obéissant au choix de leurs parens. L'un et l'autre appartenaient à une variété de l'espèce humaine presque perdue aujourd'hui, qui prenait au pied de la lettre tous les préceptes imposés à son enfance, et qui passait sa vie sans songer seulement à en examiner un. Pour de tels êtres, il n'y avait pas de plus ni de moins dans le péché, ou plutôt il n'y avait dans le monde qu'un seul grand péché, source de tous les autres, celui d'Adam, la désobéissance. Leurs parens étaient pour eux le Père céleste, ou du moins ses représentans sur la terre; le curé de leur paroisse n'était pas moins infaillible que le Saint-Esprit, et le pape était l'infaillibilité même. Quant aux autorités de la terre, rois, princes et commissaires de police, ils pouvaient avoir tort vis-à-vis de Dieu et de ses ministres, mais le rôle du sujet était d'obéir constamment, en tout cas, sans murmure, sans rancune et avec le plus profond respect. Une soumission si absolue de l'intelligence n'excluait pas la fermeté du caractère. Le fermier et sa femme s'aimèrent, d'abord parce qu'on leur expliqua au sortir de l'église que le prêtre leur avait ordonné de s'aimer; plus tard, ils s'aimèrent comme les nobles cœurs et les âmes pures savent aimer. Ils s'aimèrent dans la joie et dans les larmes, dans la prospérité et la détresse, dans la jeunesse et l'âge avancé. Le mari était le maître assurément, et jamais la femme ne conçut la pensée de murmurer contre cette autorité; jamais aussi la volonté du maître ne comprima brutalement les désirs de la servante. S'il commandait, ce n'était ni en son nom ni pour imposer ses goûts à sa compagne; c'était parce qu'il connaissait mieux qu'elle ses devoirs : or c'eût été manquer de charité que de voir sa femme prête à mal faire sans essayer de la retenir sur le bord de l'abîme.

La fermière, qui avait été jolie dans sa première jeunesse, perdit de bonne heure tous ses charmes, mais son mari ne s'en aperçut jamais. Pour lui, elle fut toujours fraîche et belle, aimable et digne en toute chose de son amour, puisque cet amour était à elle. En dépit des lieux-communs sur l'injustice du sort, Dieu bénit cette union et ces pieux époux. Une nombreuse lignée, — cinq garçons et six filles, — naquit d'eux, et les patriarches des anciens jours n'eurent jamais de plus belle couronne que celle du *signor* et de la *signora* Stella (c'est ainsi qu'on les appelait respectueusement dans le pays).

Tous les fermiers des environs, même les parens collatéraux du signor et de la signora, — de M. et de Mme Stella, si on l'aime mieux,

— engloutissaient leurs économies en frais d'instruction et en dépenses de collége ou d'école. Notre couple agissait différemment. — J'ai fait valoir mes terres, disait M. Stella; j'ai obtenu de bonnes récoltes, j'ai mis au monde et j'ai élevé de beaux enfans, mes troupeaux prospèrent, mes greniers sont bien garnis, et ma femme est heureuse. Pourtant je n'ai pas été au collége, et je ne sais pas grand'chose au-delà de ce qu'il me faut pour cultiver la terre et pour obéir aux commandemens de Dieu. Pourquoi mes enfans ne feraient-ils pas comme moi? Je suis heureux et content. Que peuvent-ils désirer, si ce n'est d'être un jour aussi heureux et aussi contens que moi? Pourvu qu'ils sachent obéir à leurs supérieurs, ils n'auront jamais rien à regretter. — A vrai dire, cette théorie rencontra quelque opposition dans la famille de la fermière. L'un de ses frères, gros négociant en fromage établi depuis nombre d'années dans un faubourg de Milan, mis par son commerce en rapport avec une multitude d'habitans des villes appartenant à différentes classes de la société, avait appris bien des choses qu'ignoraient son beau-frère et sa sœur. Comparé au reste de la famille, le marchand de fromage était presque un homme du monde, et il ne voyait pas sans frémir l'ignorante candeur de ses parens prête à se perpétuer dans leur progéniture. Il admettait que l'aîné de ses neveux, devant remplacer son beau-frère dans l'exploitation de la ferme, fût formé aussi complétement que possible sur le modèle du vieux Stella; mais il eût voulu voir les plus jeunes garçons élevés de façon à pouvoir se frayer un chemin dans ce bas monde. Aussi ne perdait-il pas une occasion de combattre les opinions si arrêtées de son beau-frère sur l'éducation. Chaque fois qu'un des garçons avait atteint l'âge d'entrer au collége, le marchand de fromage avait livré bataille aux vieux Stella, mais inutilement. Lorsque le tour du plus jeune fut venu, l'*homme du monde* revint à la charge, et avec plus d'ardeur que jamais, car c'était sa dernière chance. — Ton système d'éducation, dit-il un jour que le fermier s'était vanté de n'avoir rien enseigné à ses fils au-delà de ce que lui-même avait appris dans son enfance, ton système pourrait être bon, si ta femme et toi deviez vivre éternellement; mais tu es mortel, n'est-ce pas? et quand tu seras mort, que deviendront tes enfans, si tu ne leur apprends rien qu'à t'obéir? Commander est un art plus difficile qu'obéir, et pour commander avec profit, il faut savoir bien des choses que tu n'enseignes pas à tes enfans.

— Tu te trompes, mon frère, reprenait M. Stella; mes enfans n'obéissent pas à moi seul, et je leur ai enseigné à obéir à Dieu, à M. le curé et à l'empereur. Pourvu qu'avant ma mort ils aient bien appris cette leçon-là, je mourrai tranquille, car ils ne seront jamais

dans l'embarras. Quant aux affaires de la ferme, ils les régleront comme ils voient que je les règle depuis qu'ils sont au monde.

— Mais, répondait en insistant le beau-frère, on fait chaque jour des découvertes nouvelles qui changent les lois de l'agriculture, et tes enfans ne seront pas contens, s'ils voient les champs de leurs voisins rapporter plus que les leurs, parce que ceux-là auront profité de sciences qu'ils ignorent. Tu es heureux et content, dis-tu! Rien de mieux; mais sais-tu si tes enfans n'auront ni plus d'ambition ni plus d'amour-propre que toi? Sais-tu si cela leur fera plaisir d'être évincés de leur ferme pour céder la place à un autre fermier qui sera au courant des méthodes nouvelles, et qui offrira au propriétaire un loyer plus considérable?...

— Qu'il ne lui paiera jamais, dit en l'interrompant le signor Stella. Mes enfans ne promettront que ce qu'ils seront certains de tenir, et si certains propriétaires préfèrent les belles promesses aux belles et bonnes actions, ces propriétaires-là ne conviendraient pas plus à mes enfans que mes enfans ne leur conviendraient. Qui se ressemble s'assemble, dit le proverbe, et s'il dit vrai, mes enfans n'auront jamais affaire qu'à de braves et honnêtes gens, peu disposés à courir après ce que vous appelez le progrès et les grandes découvertes du jour. M'est avis que nos pères faisaient pousser les choux et les raves aussi bien que nous.

— Mais si nos pères avaient été aussi entêtés que toi, reprenait le beau-frère, ni eux ni nous n'aurions à cette heure nos riches prairies que nous coupons dix ou douze fois dans une année (1), ni nos grandes rizières. D'ailleurs tout le monde ne peut être agriculteur. Cette terre que tu cultives te donne de quoi vivre, mais tu n'as qu'une famille; tes enfans en formeront probablement cinq; là où tu as trouvé l'abondance, ils ne trouveront que la gêne ou la misère.

— Et penses-tu que je sois assez imprévoyant pour ne pas deviner une chose aussi simple? Penses-tu que j'aie follement mangé tout ce que j'ai gagné? Non pas, mon frère; mes enfans ne seront pas réduits à couper en cinq la portion qui suffirait à peine à un seul. J'ai économisé pendant ma longue vie, ma femme est une ménagère sans pareille, et nous mettons chaque année de côté ce qui, partagé à ma mort en cinq parts égales, mettra chacun de mes fils en état de louer une ferme et de la faire valoir pour son compte; tout

(1) Il existe aux portes de Milan des prairies arrosées par un fossé qui traverse toute la ville et se charge de toutes ses immondices; ces prairies sont fauchées régulièrement une fois par mois. Une si merveilleuse fécondité n'est pourtant qu'un fait exceptionnel, et le plus grand nombre des prairies lombardes est fauché trois fois par an. Entre ces deux extrêmes, il y a des degrés, et les prairies que l'on fauche huit fois par an ne sont pas rares en Lombardie.

cela est arrangé, et si je mourais aujourd'hui, mes enfans ne seraient pas des mendians. Si au contraire Dieu m'accorde encore quelques années de vie et de prospérité pareille à celle dont j'ai joui jusqu'ici, ils seront plus qu'à leur aise, bien plus que je ne l'étais moi-même en commençant.

Déjà quatre de ces discussions avaient fini par la défaite du négociant novateur; mais il était décidé cette fois à ne pas se laisser décourager. Le plus jeune des garçons n'était doué ni de la force corporelle, ni de l'énergie de caractère, ni de la bonne humeur de ses aînés. Atteint dès sa plus tendre enfance d'une fièvre nerveuse, il était resté faible et souffreteux. Ses parens n'avaient jamais osé le soumettre au régime qui réussissait si bien à ses frères, et dès lors Paolo ou plutôt Paolino, car c'était par ce diminutif qu'on le désignait d'ordinaire, devint une exception, une anomalie dans la famille. Le fermier n'était pas plus que sa femme de force à trouver ni à inventer des méthodes d'éducation appropriées aux caractères différens, aux constitutions variées de ses nombreux enfans. Ne pouvant appliquer leur méthode unique à Paolino, M. et Mme Stella se passèrent de méthode. Jugeant l'enfant trop délicat pour supporter la règle un peu sévère, mais bonne, qu'ils préféraient, ils l'affranchirent de toute règle, et eux-mêmes ne s'en imposèrent d'autres à son égard que de ne pas le contrarier. Toute la famille, père, mère, frères et sœurs, regardait Paolino avec une tendre commisération. Ces bonnes gens auraient cru commettre un crime en lui faisant verser une de ces larmes qu'eux-mêmes versaient vingt fois par jour sans se croire pour cela plus à plaindre. Paolino avait sans doute reçu en naissant une bonne part des solides qualités de ses parens, puisqu'ils ne parvinrent jamais à en faire un enfant gâté, c'est-à-dire un égoïste impérieux et un menteur. Il avait maints caprices, mais il renonçait volontairement à les satisfaire dès qu'il apercevait dans le regard de sa mère une expression de chagrin ou d'embarras; il aimait ses frères et surtout ses sœurs avec passion, apprenait en un clin d'œil ce qui avait coûté aux autres fils du fermier d'héroïques efforts de volonté et d'application, et n'était jamais aussi heureux que lorsqu'il s'apercevait qu'un objet à lui appartenant serait agréable à l'une des personnes qu'il aimait. Paolino était donc ce qu'on appelle un très gentil garçon, et l'affection si vive qu'il inspirait autour de lui était parfaitement justifiée. Malheureusement, il faut le dire aussi, Paolino était un détestable agriculteur. C'est à peine s'il distinguait l'épi du froment d'avec l'épi du seigle; il ne prévoyait un orage qu'après le premier coup de tonnerre, et s'il se décidait par hasard à suivre ses frères et son père aux champs, il ne tardait pas à se séparer

d'eux. S'enfonçant dans quelque sentier bien connu de lui seul, il s'asseyait sur le bord d'un fossé et s'endormait sur l'herbe fraîche, d'où il se relevait avec une courbature ou la migraine. Aussi, quand le moment arriva de décider de son avenir, le fermier fit ce qu'il n'avait jamais fait jusque-là : il prolongea la discussion avec son beau-frère, et appela l'enfant à y prendre part.

L'opinion du beau-frère nous est connue; voici maintenant le dialogue qui s'établit entre le signor Stella et Paolino, alors âgé de douze ans et demi, tandis que la fermière, assise sous le manteau de son immense cheminée et ravaudant des bas qui formaient devant elle une espèce d'obélisque, écoutait en silence et poussait de temps à autre des soupirs qui entretenaient la flamme dans l'âtre. Le beau-frère, qui avait réclamé cette consultation comme devant porter le coup de grâce aux préjugés cette fois ébranlés du fermier, fumait sa pipe dans l'embrasure d'une fenêtre, et avait promis de ne pas intervenir dans le débat. Le père de famille débuta ainsi : — Voyons, Paolino, tu vas avoir treize ans, et tu seras un homme un de ces quatre matins. Que veux-tu faire?

Paolino ne comprit pas la portée de cette question inattendue, et il répondit machinalement : — Ce que vous voudrez, mon père.

— C'est très bien, reprit le fermier, qui ne put s'empêcher de jeter un regard triomphant sur son beau-frère, c'est très bien; mais je désire connaître tes goûts, tes préférences, car tu n'es pas taillé dans la même étoffe que le reste de la famille. Voyons : aimerais-tu à posséder un jour une bonne ferme à faire valoir, et à passer ta vie comme j'ai passé la mienne, comme tes frères passeront la leur, à la campagne, à cultiver la terre, à élever des bestiaux, et à gagner honnêtement de l'argent?

Paolino tenait le regard attaché sur un coin du plancher et paraissait réfléchir profondément, mais il ne répondait pas. Le père répéta sa question, à laquelle l'enfant répondit alors par un *non* timidement accentué. Le signor Stella fit un soubresaut, et Paolino rougit jusqu'aux oreilles. Ses yeux se remplirent de larmes, et sa poitrine se souleva, comme si elle allait éclater en sanglots. Un sourire de sa mère le rassura un peu, et le fermier, qui comprit au mouvement d'épaules de son beau-frère qu'il ressemblait en ce moment à un tyran domestique demandant la vérité à son enfant de façon à lui faire dire vingt mensonges, reprit d'une voix plus douce que la sienne ne l'était ordinairement et avec un accent de reproche mêlé de quelque tristesse : — As-tu peur de moi, Paolino?... Que t'ai-je jamais fait ou dit pour te rendre si craintif? Si je désire connaître tes dispositions, c'est pour m'y conformer autant que cela me sera possible. Je n'ai nullement l'intention de forcer tes inclinations, et

je n'ai voulu le faire à l'égard d'aucun de mes enfans. Voyons, sois sincère. Je ne connais qu'une seule carrière, celle de l'agriculteur, du fermier, et je ne suis en état ni de t'en indiquer ni de t'en enseigner une autre; mais ton oncle prétend qu'il y a une foule de belles choses que l'on apprend dans les colléges, et que le premier paysan venu, pourvu qu'il en ait appris quelques-unes, peut du jour au lendemain devenir un grand personnage, un savant, un richard, que sais-je, moi! peut-être bien un comte ou un marquis... Te sentirais-tu disposé à courir la chance?

Les yeux de Paolino étaient maintenant fixés sur son oncle. On eût dit qu'un feu intérieur jusque-là caché sous les cendres s'était allumé soudain au son de ces paroles, pourtant un peu moqueuses. Le négociant en fromage ne crut pas alors pouvoir garder plus longtemps le silence. Son discours, qui était une réponse indirecte aux plaisanteries du vieux paysan sur les brillans résultats de l'éducation de collége, fut une revue des professions libérales dont cette éducation ouvre l'accès, terminée par quelques mots qui mettaient vivement le pauvre Paolino en demeure de se prononcer. — Le tout est de savoir, dit le philosophe de village, si tu as du goût pour l'état de ton père, et si tu te sens assez fort, assez bien portant pour mener la vie qu'il mène. Si tu réponds oui, Dieu te bénisse, et n'en parlons plus; mais, si tu te sens peu de goût pour cette vie, dis-le franchement, et prie ton père de te placer au plus tôt dans un collége, où tu apprendras ce qu'il faut savoir pour choisir un état et pour l'embrasser.

Paolino soupira; il regarda son père, puis sa mère, puis les murailles enfumées de la cuisine, et il soupira encore; il ouvrit la bouche pour parler, mais il ne dit rien. Enfin, après avoir à deux ou trois reprises passé la main dans ses cheveux, après s'être tenu d'abord sur sa jambe droite, puis sur sa jambe gauche, il balbutia d'une voix étranglée ces mots : — Mon père me verrait-il véritablement sans peine renoncer à la ferme et entrer au collége?

— Ton père, se hâta de répondre le fermier, te verra non-seulement sans peine, mais avec satisfaction, suivre la route qui doit te conduire au bonheur.

— Mais, ajouta l'enfant, qui semblait avoir perdu une partie de sa timidité, tant il éprouvait d'anxiété, mais n'est-ce point par pitié pour ma faiblesse et pour ce qu'il croit être mon caprice que mon père parle ainsi? Au fond du cœur, n'est-il pas convaincu que j'ai tort, et que je le reconnaîtrai plus tard?

— Si je le pensais, répondit le père, de plus en plus soucieux, je me dirais en même temps qu'il ne m'appartient pas de juger des choses que je ne connais pas. Suis ta vocation, enfant, sans égard

pour les préjugés de ton père, qui n'est peut-être après tout qu'un vieil ignorant entêté.

L'enfant avait saisi la main du vieillard, qu'il baisait respectueusement et mouillait de ses larmes. Le père, l'ayant doucement attiré entre ses jambes, lui prit la tête à deux mains, la leva un peu de façon à ce que leurs yeux se rencontrassent. Après avoir gardé un moment le silence, il dit encore sans lâcher la tête de l'enfant : — Paolino, aime, crains et sers le Seigneur; chéris et respecte tes parens; obéis aux autorités, et sois toujours honnête; avec cela, choisis tel état qu'il te plaira, et ton vieux père sera content et fier de toi. C'est une affaire conclue; tu entreras au collége à la reprise des classes. Est-ce bien, femme? Et toi, frère, occupe-toi de trouver un bon collége pour notre garçon, le meilleur où l'on puisse entrer pour son argent. Ne regarde pas à l'économie; quand on fait les choses, il faut les bien faire.

A partir de ce jour, un léger nuage sembla s'être arrêté sur la famille. On entrait dans l'inconnu, et cette pensée alarmait des natures simples et droites qui avaient constamment attendu un lendemain semblable à la veille. On allait d'ailleurs perdre de vue pour plusieurs mois, peut-être pour plus longtemps encore, cet enfant chéri pour lequel on avait si fort tremblé. Supporterait-il le travail et le régime du collége? Si la vie des champs était trop rude pour sa chétive nature, la vie des villes et presque du cloître ne l'étiolerait-elle pas complétement? Que deviendrait-il loin de sa mère et de ses sœurs? Oserait-il se plaindre s'il souffrait, ou croirait-il son honneur engagé à marcher sans faiblir jusqu'au but? Toutes ces pensées troublèrent ces bonnes gens; mais aucun ne les exprimait, et tous s'efforçaient de cacher leurs regrets et leurs craintes. C'est un travers du cœur humain, même du meilleur, lorsqu'il n'est pas accompagné d'un esprit supérieur, de vouloir paraître plus fort et plus dur qu'il ne l'est réellement. Jamais un honnête paysan n'affecte la sensibilité qu'il n'a pas; mais il lui arrive bien rarement aussi de montrer toute celle qu'il possède véritablement.

Paolino vit donc poindre le jour de son départ; il prit congé de ses parens et quitta le toit paternel sans se douter des déchiremens qu'il causait, ni des blessures qu'il laissait derrière lui. Il ne songea pourtant point à déplorer l'indifférence de sa famille. Il s'en savait aimé, et il l'aimait tendrement, mais sans se rendre compte ni des sentimens qu'il éprouvait, ni de ceux qu'il inspirait. On a beau dire, les affections que l'on ignore sont bien moins puissantes que celles dont on mesure l'étendue et la profondeur.

II.

Plusieurs années s'écoulèrent sans amener à la ferme d'autres changemens que l'insensible transformation des âges. Les enfans devinrent des hommes et des femmes, les hommes et les femmes presque des vieillards; mais ceux-là n'avaient perdu ni la docilité ni la bonne humeur de l'enfance, ceux-ci ne ressentaient encore aucune des infirmités ni des morosités de la vieillesse. Les quatre filles aînées avaient épousé des fermiers des environs; une sœur de M. Stella, veuve depuis plusieurs années, était morte laissant dans l'abandon et presque dans la misère deux jeunes filles que les fermiers avaient recueillies et pour ainsi dire adoptées. L'aînée, qui s'appelait Lucie, s'était appliquée, dès son arrivée à la ferme de son oncle, à partager avec ses cousines les travaux du ménage. Rachel, la cadette, qui n'était encore qu'une enfant, devint bientôt pour le beau-frère ennemi de l'éducation de village l'objet d'une sollicitude égale à celle que lui avait inspirée Paolino. L'opiniâtre discoureur ne laissa ni paix ni trève à M. et à Mme Stella qu'il ne les eût décidés à placer pour quelque temps Rachel dans un pensionnat de demoiselles au bourg de Melegnano (en français Marignan).

Rachel annonçait une beauté peu commune et une imagination très vive qu'il était prudent, disait le beau-frère, de soumettre sans retard à l'influence d'une bonne éducation. Le fermier, qui avait cédé lorsqu'il s'était agi de son fils, se laissa convaincre plus aisément encore lorsqu'il s'agit de sa nièce, au sujet de laquelle il n'avait pas de desseins arrêtés, et dont il ne connaissait qu'imparfaitement le caractère. La petite Rachel fut donc envoyée dans ce qu'on appelle en Lombardie un *collége de demoiselles*. Ce *collége* était une institution de troisième classe, où les filles des riches fermiers, des petits propriétaires et des négocians apprenaient, moyennant la somme de quatre cents francs par an, la lecture, l'écriture, l'orthographe, la grammaire, la géographie, l'arithmétique, un peu d'histoire, et les travaux à l'aiguille. Les leçons de danse, de dessin et de musique n'étaient pas comprises dans ce cours régulier d'études, et les parens qui voulaient en faire prendre à leurs enfans les payaient à part. Le fermier déclara d'abord qu'il ne prodiguerait pas aussi follement son argent, et qu'il paierait plutôt pour empêcher sa nièce de devenir artiste; mais on vanta si haut en sa présence la voix magnifique, le grand talent de la petite Rachel, et celle-ci soupira si bien, baissa les yeux avec un air de résignation si aimable, que le brave signor Stella consentit à ce qu'elle prît des leçons de musi-

que pendant un an. Ce grand talent ne se développa jamais à vrai dire. On n'en obtint pas moins à l'expiration de l'année d'épreuve que Rachel garderait son maître de musique, car sa voix était réellement fort belle, et pendant les vacances elle chantait une foule de chansons qui jetaient son oncle dans une sorte d'extase. Il se demandait pourquoi sa femme n'avait jamais chanté, et comment lui-même n'avait jamais songé à lui souhaiter ce talent. La jolie voix de Rachel lui valut une place à part dans le cœur et dans l'estime du fermier. Simple, quelque peu rude et grossier par nature et par habitude, le chant gracieux et naïf de cette enfant éveilla d'abord en lui une série d'impressions vagues et inconnues qui s'identifièrent peu à peu avec l'image et la personne de la chanteuse, si bien que tout ce que la nature avait mis de poésie dans l'âme du vieux fermier, et qui avait sommeillé jusque-là, devint pour ainsi dire la propriété de la jeune Rachel, qui fut bientôt à ses yeux un être à part. M. Stella avait pour sa nièce des soins et des attentions qu'il n'avait jamais eus pour personne. Il adoucissait sa voix en lui parlant, usait envers elle d'une indulgence tout à fait inusitée, prenait plaisir à l'entendre causer librement de ses occupations, de ses jeux, de ses compagnes, de ces mille riens qui composent la vie d'une pensionnaire dans tous les pays. Enfin le bon fermier en vint jusqu'à destiner à sa favorite le plus grand bonheur dont il pût disposer, c'est-à-dire la main de son fils aîné. — Rachel est pauvre, se dit-il, et mon fils pourrait prétendre à de meilleurs partis; mais est-ce la dot que ma femme m'a apportée qui m'a fait l'heureux vieillard que je suis aujourd'hui, qui m'a donné tant de joies et épargné tant de douleurs? Aurais-je été moins heureux si ma femme ne m'eût rien apporté qu'elle-même? Rachel est douce, elle est bonne, honnête et naïve; il y a quelque chose en elle qui chasse la mauvaise humeur et qui appelle la joie. Quelles richesses pourrait-on préférer à un don si précieux? Quand j'aurai donné à mon fils ce remède souverain contre la tristesse, lorsque j'aurai placé auprès de lui ce rayon de soleil qui réjouit et qui réchauffe, que je lui aurai fait présent d'une compagne affectueuse et reconnaissante, douce et économe, que lui manquera-t-il? Je le quitterai en me disant que je lui ai préparé une existence aussi heureuse et aussi paisible que l'a été la mienne, et cette pensée me donnera la force de bien mourir. Oui, Pietro sera heureux. Ah! que ne suis-je aussi tranquille sur l'avenir de mon cher Paolino!

Cependant les années avaient marché. Rachel, après trois ans d'études, avait quitté le pensionnat pour rentrer à la ferme. L'époux que son oncle lui destinait ne l'avait jamais quittée, et n'avait reçu que les leçons du maître d'école de la commune, homme aussi igno-

rant que le plus ignorant de ses élèves, et parfaitement incapable de comprendre même les quelques axiomes qu'il enseignait par routine. Pietro ne manquait cependant pas d'intelligence, et M. Stella pouvait à bon droit être fier de son fils. Grand et élancé pour son âge (Pietro avait dix-sept ans au moment où Rachel revenait à la ferme), robuste et sain, il rappelait les anciens Longobards, dont les habitans de cette partie du Milanais descendent presque sans mélange. Il en avait les cheveux d'un blond chaud, les grand yeux bleus, le nez droit, fin et recourbé par le bout, la bouche bien découpée, quoique grande, les dents belles, le contour du visage plein et régulier, le teint blanc, quoique cuivré par le soleil; il en avait aussi la force musculaire, la physionomie ouverte et le tempérament fougueux. La discipline chrétienne dans toute sa pureté et sa rigueur avait pesé sur le jeune descendant des barbares, et l'avait façonné à l'image de son divin auteur. Pietro ne connaissait ni les vices de la civilisation ni ceux de la barbarie; avouons franchement toutefois qu'il eût résisté aux premiers plus facilement qu'aux seconds. Aussi pieux et aussi chaste que sa mère, aussi intègre et aussi loyal que son père, son unique désir était de marcher constamment dans la voie qu'on lui avait tracée, sans qu'il se fût jamais demandé ce que cette persévérance pourrait lui coûter un jour d'efforts ou de sacrifices. Quoique son père ne lui eût jamais fait part de ses projets relativement à Rachel, Pietro n'avait pas tardé à les deviner; mais la pensée de sa future union avec cette belle enfant ne lui causait ni ravissemens amoureux ni froids regrets. Cette pensée eut pourtant pour effet de le rapprocher insensiblement de la jeune fille et de disposer son cœur à la tendresse. — Si je dois passer ma vie avec elle, se dit-il, si c'est à moi que son bonheur ici-bas et son bonheur éternel doivent être confiés, il faut bien que j'apprenne par quelles voies je puis l'assurer. — Puis il retrouvait dans ses souvenirs d'enfance bien des scènes d'amour et de bonheur conjugal dans lesquelles son père et sa mère, alors jeunes, avaient joué le principal rôle, et à côté de ces images à moitié effacées deux autres images, la sienne et celle de Rachel, remplissaient le même cadre et renouvelaient les mêmes épisodes. Il voyait Rachel plus grave et plus sédentaire, mais non moins belle ni moins sereine, tenant dans ses bras et lui présentant avec un sourire ému un enfant rose et frais comme ceux qu'il avait vus dans les bras de sa propre mère. A partir du jour où les projets du vieux fermier avaient été devinés par Pietro, Rachel avait ainsi revêtu à ses yeux un caractère presque sacré : il révérait dans sa jeune cousine la future maîtresse d'une demeure où elle était appelée à maintenir l'ordre, la joie et la sérénité.

Mais cette espèce de culte silencieux et réfléchi était-il de nature à être compris et goûté de celle qui en était l'objet? Rachel venait d'achever sa quinzième année, lorsqu'elle quitta son *collége* pour rentrer chez ses parens. Elle avait passé trois ans au milieu d'une soixantaine de jeunes filles à peu près de son âge, qui s'efforçaient d'oublier leur rustique origine et la rustique existence à laquelle la plupart étaient vouées, en imitant les façons et en se donnant les goûts des dames de la ville. Les directrices et les maîtresses de la pension appelaient cette transformation du nom de progrès, et se félicitaient de voir leurs élèves se dépouiller si rapidement de la rude écorce dont elles étaient enveloppées lors de leur arrivée au collége. Bien plus, les parens eux-mêmes, imprévoyans et aveugles, encourageaient les enfans et les directrices dans leur déplorable entreprise, et ne pouvaient se défendre de témoigner à leurs filles ainsi métamorphosées une sorte de respect et de déférence mêlés de honte et d'embarras pour leur propre ignorance, honte et respect que les rusées enfans apercevaient bien vite, et dont elles s'enorgueillissaient considérablement, tout en se promettant d'en tirer un bon parti dans l'avenir. Quoique Rachel fût une bonne petite fille lors de son entrée au collége et même lors de son retour à la ferme, elle n'était pourtant ni plus sage ni plus vertueuse que la majorité de ses compagnes, et elle n'avait pas résisté à la contagion de l'exemple. Elle rapportait de Melegnano une disposition à saisir les côtés ridicules de la vie de campagne qui ne s'était que trop aisément développée dans les conversations du pensionnat. A la ferme cependant, sa verve moqueuse ne trouvait plus occasion de s'épancher. Où aurait-elle rencontré des auditeurs capables de la comprendre? La jeune fille se replia donc sur elle-même, et son humeur ne tarda pas à se ressentir de cette contrainte. Elle avait tour à tour des accès d'ennui et de gaieté moqueuse. Ce changement ne fut aperçu ni du fermier ni de sa femme, tous deux se réjouissaient lorsqu'ils voyaient rire Rachel, et s'ils s'inquiétaient lorsqu'elle leur paraissait sérieuse, c'est qu'ils attribuaient cette disposition inaccoutumée dans la jeune fille à un dérangement de sa santé. Pietro ne partageait qu'en partie leur illusion : si la gaieté de Rachel l'avait charmé, s'il l'avait jugée de bon aloi, il ne put se défendre d'attribuer son changement d'humeur à l'ennui que lui causait la vie monotone de la ferme. Il s'efforça donc de la distraire et de l'amuser; mais il n'y réussit pas toujours à son avantage. Rachel ne tarda pas à s'apercevoir que Pietro la regardait autrement qu'il ne regardait sa sœur Lucie, et la pensée d'avoir fait en si peu de temps la conquête d'un aussi beau garçon réjouit sa vanité, car elle se souvenait fort bien des regards d'admiration,

quelquefois naïve et quelquefois effrontée, que ses camarades de la pension jetaient sur son grand cousin, lorsqu'il venait lui apporter soit un message, soit un présent de ses protecteurs. Elle ne devina point par malheur les tendres et graves pensées qui remuaient ce brave cœur, et les eût-elle devinées, il est douteux qu'elle eût su les apprécier à leur juste valeur. Le père et la mère, qui nourrissaient leurs projets de mariage, voyaient avec plaisir les attentions de Pietro pour sa cousine, n'imaginant pas que cette affection naissante pût devenir pour leur fils une source d'amères déceptions.

Tel était l'état des choses à la ferme, lorsque Paolino, ayant terminé ses études, revint y passer quelque temps en attendant qu'il eût fait choix d'une carrière. Il n'y demeura que quelques semaines avant de se rendre à l'université de Pavie, où il comptait poursuivre ses études et prendre le diplôme d'ingénieur, profession pour laquelle il s'était décidé après maintes délibérations avec son oncle, et qui exigeait encore au moins trois années de travail préparatoire. Pavie n'étant qu'à une petite distance de la ferme, on arrêta que le futur ingénieur passerait dans sa famille tous les jours de liberté que lui laisseraient ses professeurs, et cet arrangement, qui convenait fort au jeune homme, fut scrupuleusement suivi.

Paolo n'avait pas tenu toutes les promesses de son enfance, et ses professeurs avaient dû reconnaître qu'il ne serait jamais ni un Volta ni un Galvani. Ce n'est pas qu'il manquât d'intelligence; loin de là : il apprenait avec facilité et retenait fort bien ce qu'il avait appris; il aimait passionnément la lecture. Si Paolino était né en France, il se fût peut-être précipité dans la littérature : il eût commencé par écrire des odes, des élégies, puis des romans et des drames, pour finir par des articles de journaux; mais la vieille Lombardie n'est pas devenue encore un terrain favorable aux ambitions littéraires. Quiconque n'y est pas assez riche pour ne rien faire est condamné ou à travailler de ses mains ou à suivre une profession. Les cadres y sont tout faits; il faut les accepter ou mourir de faim. Rendons justice à Paolo : il se soumit sans trop murmurer aux conditions qui lui étaient imposées, et quoiqu'il ne trouvât dans les études sérieuses et positives auxquelles il était livré qu'ennui et dégoût, il n'eut pas un instant la pensée d'abandonner sa carrière, ni de regretter le choix qu'il avait fait. Ses distractions n'avaient non plus rien de coupable : ni le jeu, ni le vin, ni le libertinage n'avaient pour lui d'attraits, et il eût autant aimé se jeter dans le Tessin que de se présenter chez son père après une nuit d'ivresse, une perte au jeu ou une partie de débauche. Sa principale dépense était un abonnement à un mauvais cabinet de lecture, d'où il tirait autant d'ouvrages de littérature et de pamphlets politiques qu'on pouvait lui en fournir.

On approchait alors de l'année 1848, et les idées d'indépendance et de liberté agitaient déjà les cœurs. La jeunesse des universités marchait, comme d'habitude, à la tête de ce mouvement. Les étudians se rassemblaient, formant des sociétés qui n'avaient de secret que le nom, prononçaient des discours, et composaient des chansons. Paolo avait été élevé dans le respect le plus aveugle pour toute autorité; mais il connaissait actuellement la valeur de certains mots qui avaient pour son père un irrésistible prestige, et il se jeta sans réserve dans le tourbillon qui emporta de bien plus fortes têtes et de bien plus grands cœurs que la tête et le cœur de Paolo. Cette ardeur révolutionnaire nuisit quelque peu à ses études; mais qui peut s'acharner à découvrir le degré précis d'une pente ou la force nécessaire d'un arc-boutant, quand de si nobles intérêts sont en jeu? Si un pont s'écroule, si un cours d'eau inonde le terrain qu'il était destiné à arroser, par suite des distractions de l'ingénieur, ce n'est qu'un petit malheur, auquel on portera remède quand la patrie sera sauvée. — Ainsi parlait Paolo, et il ne corrigeait pas ses fautes de calcul. Il portait de longs cheveux pendans sur les épaules, une blouse en velours noir, un chapeau rabattu à la calabraise. C'était dans ce costume singulier, qui faisait ouvrir de grands yeux à M. et à Mme Stella, que Paolo se présentait d'ordinaire à la ferme.

Le jeune étudiant cachait prudemment ses opinions à toute sa famille; mais quelques mots qui lui échappèrent un jour devant Rachel, l'expression qui vint tout à coup illuminer le joli visage de celle-ci en l'écoutant, lui apprirent que, même dans cet humble milieu, il pouvait trouver un cœur capable de le comprendre. Ce fut une découverte féconde en événemens, en courtes joies et en longues douleurs. A partir de ce jour, Paolo initia peu à peu sa cousine à ses projets et à ses espérances, et l'élève fit de si rapides progrès qu'elle dépassa bientôt son maître en hardiesse et en ardeur. Personne ne sait ce qu'il y a de feu sous la cendre d'un sourire de jeune fille. Rachel, qui n'avait fait jusque-là que rire de tout ce qui ne lui donnait pas de l'humeur, ne rêva plus que batailles et victoires; elle ne prit plus aucun souci de tout ce qui l'intéressait la veille, pas même de sa toilette : les griefs des peuples, — et de son peuple en particulier, — devinrent les sujets de ses rêveries. Je ne sais si la jeunesse et la beauté du professeur (car j'ai oublié de dire que Paolo était beau, quoique d'une beauté tout opposée à celle de son frère) furent pour quelque chose dans le rapide développement du patriotisme de Rachel. Ce qui est certain, c'est que la belle orpheline entra de très bonne foi dans cette voie nouvelle, sans se douter que ses sympathies pour le maître fussent la source secrète de ses sympathies pour les doctrines. La jeune fille n'am-

bitionna plus dès lors que le rôle de Judith ou de Charlotte Corday. Les héroïnes de nature plus tendre étaient pour la jeune Lombarde comme si elles n'eussent jamais existé. Paolo ne cessait de lui envoyer des journaux prohibés, des brochures poursuivies par la police; elle-même fut chargée de quelques missions dangereuses, dont elle s'acquitta avec autant de courage que d'adresse, et avec un plein succès. Les louanges que Paolo lui prodigua en de telles occasions la remplirent d'une douce joie, qu'elle attribua à la conscience d'avoir fait son devoir. Les entretiens des jeunes gens roulaient toujours sur les malheurs de la patrie et sur sa régénération prochaine. Ces entretiens étaient longs, fréquens et secrets; faut-il s'étonner s'ils donnèrent naissance à des sentimens plus personnels que l'amour de la patrie?

On était arrivé cependant au 22 mars de l'année 1848. Légèrement blessé dans les rues de Milan, Paolo, qui s'était bravement battu sur les barricades, y avait reçu le commandement d'un corps de volontaires. Lorsqu'il revint à la ferme après la retraite des troupes autrichiennes, il portait un uniforme pittoresque et un peu théâtral qui lui allait à merveille. Rachel le reçut avec enthousiasme; elle lui plaça en bandoulière une écharpe tricolore qu'elle avait brodée à son intention, et se fit raconter dans les moindres détails tous les épisodes du combat. Les autres membres de la famille accueillirent d'abord plus froidement le jeune officier. L'idée que le gouvernement établi pût être dans son tort, qu'un peuple pût se révolter et triompher, ne pouvait entrer dans l'esprit de M. Stella ni dans celui de sa femme; mais lorsque Paolo leur eut raconté certains actes du gouvernement renversé, dont la connaissance n'était jamais parvenue jusqu'à eux, lorsqu'il leur apprit surtout qu'un pape avait déclaré qu'il n'y avait pour les Italiens qu'un seul devoir, celui de chasser les étrangers, lorsqu'il eut affirmé qu'actuellement même les révoltés lombards n'agissaient qu'à l'instigation et d'après les ordres du souverain pontife, dont les forces étaient déjà en mouvement pour se joindre à eux, le signor Stella demeura pétrifié. Il leva les épaules, fronça les sourcils et s'écria d'une voix dolente : — Je ne sais plus où j'en suis. Ah! mon frère a raison de dire que les temps sont changés. Il se peut que tu aies raison, mon enfant,... tu as même raison évidemment, si le pape est avec toi... (et il souleva sa casquette), l'empereur lui-même... (et il la souleva de nouveau); mais que voulez-vous? je suis trop vieux pour changer de principes. Si j'ai tort, et si ma façon de penser me rend impropre à porter ma part des malheurs et des troubles de mon pays, comme tout homme de bien doit le faire, je regrette de n'avoir pas placé tous mes enfans sous une autre discipline que la mienne, et j'en

demande pardon à Dieu et à ma femme. J'ai cru bien faire, c'est tout ce que je puis dire en ma faveur...

Les voix émues de la famille entière vinrent interrompre le vieux fermier. Que se passait-il donc dans le monde pour que la toute-puissance et l'infaillibilité paternelles se sentissent ébranlées dans l'un de leurs plus dignes représentans au simple contre-coup des événemens du dehors? Encouragé par cette émotion générale à prendre la parole, le taciturne Pietro s'approcha de son père. — Je comprends, lui dit-il, ce que vous éprouvez, et je crois que vous avez raison jusqu'à un certain point, mais pas entièrement. J'ai moi-même adopté vos principes, et il me serait impossible à cette heure d'en changer, de suivre par exemple la voie que mon frère a choisie. Pourtant les opinions qu'il vient de nous exposer, les actes qu'elles lui ont inspirés, ne peuvent déplaire à Dieu. Non, nous ne sommes pas propres à prendre notre part dans les événemens d'aujourd'hui ni dans ceux qui vont se succéder; mais si vous ne nous avez pas appris à nous mêler activement et dignement dans les troubles de notre temps et de notre pays, vous nous avez appris autre chose, mon père. Vous nous avez appris à vivre honnêtement selon la loi de Dieu, et à nous contenter de notre sort. Je comprends aujourd'hui combien les limites de la vie qui m'est faite sont étroites, et je ne l'en accepte pas moins telle qu'elle est avec reconnaissance. Que la raison et le bon droit combattent avec nos amis ou avec leurs ennemis, le pauvre cultivateur de ces campagnes n'a pas besoin de savoir ce qui en est pour semer ou pour récolter. Instruits ou non des causes de la guerre, le fils honorera toujours son père, le père de famille élèvera et chérira toujours ses enfans. Même dans notre humble sphère, nous trouverons peut-être l'occasion de rendre service à nos compatriotes, sans nous ériger en juges de leurs griefs. Convaincu donc que, tout en demeurant à l'écart des affaires publiques, j'ai encore bien des devoirs à remplir, je vous dis du fond du cœur : Merci, mon père, pour le sort que vous m'avez fait!

Mme Stella ne savait trop sous quelle bannière se ranger; mais pendant qu'elle hésitait, elle ne détachait pas son regard du visage de Paolino. Or cette contemplation lui apprit bientôt que jamais jusqu'à ce jour le jeune étudiant n'avait eu si bonne mine, l'œil si vif, le teint si coloré, et cette découverte l'absorba tellement qu'elle ne lui laissa plus le loisir de poursuivre ses délibérations intérieures. Elle se sentit néanmoins disposée à l'indulgence envers une révolution qui avait produit sur la santé de son bien-aimé plus d'effet que toutes les ordonnances jadis émanées des docteurs.

Après cette conversation, Paolo fut absent pendant plusieurs

jours, et quand il reparut, ce fut pour dire à sa famille un long adieu. Il partait avec sa petite troupe pour le Tyrol, où les volontaires lombards firent pendant l'été de 1848 une si héroïque, si malheureuse et si mystérieuse campagne.

Avant son départ pour le Tyrol, Paolo sortit un matin avec Rachel pour se promener avec elle dans les champs, et quelques paroles s'échangèrent entre les deux jeunes gens, qui ne devaient pas se revoir avant plusieurs mois.

— Penseras-tu un peu à moi pendant ma longue absence? demanda Paolo.

— Tu n'en doutes pas, répondit Rachel; tu seras toujours devant nos yeux à tous! Comment t'oublier un seul instant, lorsque nous te savons exposé à tant de dangers?

— Si ce n'est que la pensée des dangers que je vais courir qui t'empêche de m'oublier, répondit le jeune homme, blessé par cette explication, tu peux m'effacer de ton souvenir à l'instant même, car ces dangers ne valent pas la peine qu'on s'en inquiète.

— Mais je ne suis jamais tranquille lorsque tu es absent, et je le serai beaucoup moins encore lorsque je te saurai sous le feu de l'ennemi!

— Pourquoi ne parles-tu plus au nom de toute ma famille maintenant?

Rachel leva sur Paolo un regard étonné. — Pourquoi, lui dit-elle avec un accent de profonde tristesse, pourquoi me tourmenter ainsi? — Puis, tout en larmes, elle garda le silence.

Les hommes dont les manières sont les plus douces, et qui prétendent à une grande tendresse de cœur, éprouvent parfois un singulier plaisir à voir couler les larmes qu'ils font verser, tandis que les hommes aux manières et aux apparences rudes ne peuvent supporter un pareil spectacle. Les pleurs de Rachel n'amenèrent qu'un léger sourire sur les lèvres crispées de Paolo. — Qu'as-tu maintenant, Rachel? T'ai-je offensée? Je n'en avais pas l'intention. — Quelques mots que murmura la jeune fille parvinrent à peine aux oreilles de l'étudiant; il avait cru comprendre que Rachel l'accusait d'injustice, et des paroles presque dures lui échappèrent. — En quoi suis-je injuste? Tu me parles de tes sentimens, à toi, comme étant ceux de ma famille entière, et tu verses des larmes pendant que les yeux de mes frères sont secs! Je m'en étonne, j'ai tort : les femmes ont les larmes plus promptes que les hommes; c'est là toute la différence. — Paolo, s'écria l'orpheline, ne parle pas ainsi! Jamais je ne t'ai vu si cruel! — Encore! en quoi donc suis-je cruel? Je rends justice à la grandeur, à la générosité de ton cœur; mais, que veux-tu? puisqu'il ne m'appartient pas, je ne puis apprécier,

comme tu le voudrais, toutes ses belles qualités. — Et qui te dit qu'il ne t'appartient pas? Ah! Paolo! Paolo! pourquoi m'arracher de tels aveux?...

Aussitôt Paolo, se reprochant son mouvement de folle irritation, mit tout en œuvre pour rassurer, pour consoler Rachel. — Il l'aimait, lui dit-il, et il en fit le serment, à partir du jour où, petite fille encore, elle était arrivée à la ferme. Il l'avait toujours aimée depuis lors, et il l'aimerait aussi longtemps que son cœur battrait dans sa poitrine. S'il ne lui avait jamais déclaré son amour, c'était pour ne pas abuser de sa tendresse en l'engageant à unir son sort à celui d'un homme sans fortune et sans avenir, engagé dans de périlleuses entreprises; mais sur le point de la quitter, sans savoir même s'il la reverrait jamais, l'effort était trop grand, et il ne pouvait garder plus longtemps le silence. Emporterait-il du moins la consolante pensée qu'elle aussi l'aimait du même amour, et qu'elle le suivrait par la pensée dans sa vie aventureuse? — Tu me rends à la fois bien heureuse et bien malheureuse, Paolo, lui répondit Rachel. Je sais bien que je t'aime comme je n'ai jamais aimé personne; mais te voir partir, te savoir exposé à mille dangers, ignorer même l'époque de ton retour!... ah! il y a là de quoi troubler la plus grande joie!... Et d'ailleurs ton père consentira-t-il à notre mariage? Ne m'accusera-t-il pas d'ambition, de vanité, de coquetterie? Ne dira-t-il pas que je n'eusse jamais dû me permettre seulement de rêver une telle alliance?

— Cela signifie-t-il que, si nos parens ne consentent pas à notre mariage, ton intention est de rompre avec moi et de m'oublier, peut-être d'en épouser un autre?

— C'est aujourd'hui la première fois que j'aperçois de la méchanceté dans ton cœur, Paolo, et cette méchanceté, c'est sur moi que tu l'exerces!... Ce n'est pas à moi que je pense, mais à toi. Si tes parens nous refusent, tu seras libre, et je me sentirai consolée si je puis me dire : Je n'ai pas profité de son amour pour l'enchaîner irrévocablement à mon sort... Viens, Paolo, ne tardons pas davantage; il me semble que je les trahis aussi longtemps que je les laisse dans l'ignorance de ce qui se passe entre nous.

Rachel avait raison sans doute, mais Paolo n'était pas disposé à suivre ses conseils. Le moment lui paraissait mal choisi pour s'expliquer avec ses parens. N'avait-il pas répondu la veille à son père, qui lui demandait comment il s'arrangerait pour continuer ses études d'ingénieur, que le moment était venu d'oublier les intérêts personnels pour ne songer qu'à la patrie en danger? C'était la mode, il faut bien le dire, parmi les camarades de Paolo, et dans le monde où il vivait, de plaindre et même de traiter avec quelque

dédain ceux qui étaient attachés (ou qui avouaient l'être) à la société par d'autres liens que ceux du patriotisme. « Le vrai soldat ne doit avoir ni femme, ni enfans, ni maîtresse, » disaient ces jeunes gens, à peine sortis du collége, et qui pour la plupart avaient déjà eu plus d'une maîtresse. Paolo tenait d'autant plus à la bonne opinion de ses frères d'armes qu'il se sentait médiocrement apprécié par ses parens. Demander la main de Rachel dans la situation où il se trouvait, c'était encourir le blâme de ceux-là et se montrer encore plus enfant qu'il ne l'était réellement aux yeux de ceux-ci. Quand il reviendrait de sa première campagne, couvert de gloire, élevé à un grade considérable, favorablement connu de ses chefs et des membres du gouvernement, assuré par conséquent d'un brillant avenir, sa famille compterait avec lui, et, tout en regrettant peut-être qu'il n'eût pas fait choix d'un parti plus approprié à sa nouvelle fortune, elle n'oserait lui refuser un consentement dont il pourrait à la rigueur se passer. La pensée que Rachel fût un trop beau parti pour lui, et que ses parens en fussent convaincus, ne se présenta seulement pas à l'esprit de Paolo. Il ne céda donc pas aux instances, aux supplications de Rachel, et il exigea même d'elle la promesse de ne rien révéler de ce qui s'était passé entre eux, sans sa permission expresse, à aucun des membres de sa famille. Cette promesse, que Rachel se laissa arracher après une longue résistance, redoubla sa tristesse et son malaise; mais le jour de l'abdication de sa volonté était venu pour elle. En avouant son amour, elle avait courbé sa tête sous le joug et fait ce que bien d'autres ont fait avant elle.

III.

Paolo partit en emmenant son frère Filippo. Pietro, Cesare, Orazio demeurèrent à la ferme. Nous connaissons les opinions du premier. Cesare portait à l'extrême les principes paternels, et, peu accoutumé aux circonlocutions atténuantes, il proférait à chaque instant d'atroces blasphèmes contre le patriotisme. Tous les rebelles, disait-il par exemple, méritent le même traitement, une corde au cou. Tous ceux qui refusent d'obéir aux autorités établies sont des rebelles. Ceux qui jugent ou qui prétendent juger les actes de leurs maîtres sont aussi des rebelles, etc. — Quand M. Stella entendait ses propres sentimens ainsi mis en relief par son second fils, il commençait par sourire d'un air approbateur et satisfait; mais peu à peu ses sourcils se fronçaient, son visage se rembrunissait, il s'agitait sur son siége, et il finissait par quitter la place. Quant à Orazio, il était de l'avis de tout le monde, pourvu qu'on discutât sans se fâcher.

Il ne voyait pas l'application directe et pratique de toutes ces doctrines, et il s'étonnait de la chaleur qu'on mettait à des discussions purement spéculatives selon lui.

Filippo n'était ni inflexible comme Cesare, ni insouciant comme Orazio. Il avait voué à son frère Paolo une affection mêlée d'admiration pour ses facultés intellectuelles et de pitié pour sa faiblesse physique. L'idée du combat le jetait dans un ravissement inexprimable, et une sorte de pressentiment qu'il protégerait son frère sur le champ de bataille s'ajoutant à cet enthousiasme belliqueux, rien n'eût été capable de le retenir à la ferme, si ce n'est pourtant un ordre de son père. L'autorité de M. Stella se ressentait, à vrai dire, de l'ébranlement du trône, et si ses fils étaient tout aussi obéissans que de coutume, lui-même était moins impérieux, moins absolu dans ses volontés. Depuis qu'il s'était dit que ses opinions étaient peut-être surannées, depuis surtout que le pape semblait s'être rangé sous le drapeau révolutionnaire, M. Stella avait découvert que personne ici-bas ne pouvait se croire à l'abri de l'erreur, et sa confiance en lui-même s'était altérée. Aussi ne s'opposa-t-il pas au départ de son troisième fils Filippo, et lui donna-t-il, ainsi qu'à Paolo, sa paternelle bénédiction. — Soyez honnêtes et soyez chrétiens, leur dit-il. Je n'ose pas vous faire d'autres recommandations, puisque les temps sont changés, les hommes aussi, et moi qui ne change pas, peut-être suis-je dans mon tort. Allez, mes enfans; que Dieu vous protége et vous garde! Ayez soin de vous, ne commettez pas d'imprudence, et faites-nous savoir ce qui vous arrivera. Et toi, Filippo, qui es le plus fort, fais attention à ton frère. Adieu, adieu.

Puis, essuyant du revers de sa main les grosses larmes qui pendaient à ses cils, le vieillard rentra dans sa chambre, où sa femme s'était réfugiée après avoir embrassé ses enfans à l'écart, et tous les deux ils demeurèrent enfermés pendant une heure, échangeant leurs regrets, leurs craintes et leurs espérances. Le lendemain, ils reprirent le cours de leurs occupations quotidiennes, quelque peu abattus et silencieux, mais calmes et sereins comme tous ceux qui vivent habituellement dans la pensée de Dieu.

Rachel seule était profondément agitée. La contrainte toute nouvelle que Paolo lui avait imposée eût suffi à éteindre la vive gaieté de son caractère. Dans ce cas particulier, le remords s'ajoutait à la gêne, et ses inquiétudes sur le sort de Paolo, inquiétudes qu'elle se croyait tenue de cacher, lui ôtaient tout repos la nuit comme le jour. Pietro s'aperçut bientôt du changement survenu dans son humeur et dans son caractère : il l'attribua à ce qui en était en effet l'une des causes, mais il était loin de deviner tout ce qui se passait dans le cœur de la pauvre enfant. — Elle est inquiète pour mes

frères, se dit-il, et c'est fort aimable à elle, naturellement si vive et si étourdie, d'éprouver une si grande inquiétude pour de simples parens. — Pietro ne soupçonnait donc ni ce qu'était pour Rachel l'un de ces parens, ni les reproches qu'elle s'adressait sur sa conduite envers lui comme envers ses bienfaiteurs, tant il est vrai que les natures candides qui n'ont pas encore subi le contact du monde sont incapables de supposer et de reconnaître la dissimulation! A mesure qu'il admirait davantage la sensibilité de Rachel et qu'il déplorait les chagrins que lui causait cette sensibilité, Pietro devenait plus assidu auprès d'elle et lui témoignait plus d'affection que par le passé; mais, comme il arrive presque toujours à toutes les femmes, les attentions d'un amant qu'elle n'aimait pas causaient à Rachel des mouvemens d'impatience et de répulsion tels qu'elle n'en avait jamais ressenti de semblables. — Que me veut donc cet être grossier et stupide? se disait-elle parfois lorsque Pietro était demeuré plus longtemps que de coutume à ses côtés. Aurait-il par hasard formé des projets sur moi? Croit-il pouvoir réussir à me plaire? Quelle illusion!

Et Rachel, qui se reprochait avec un humble effroi ses prétentions à la main de Paolo, ne se disait pas que son cousin Pietro était le plus grand parti de la famille, le successeur immédiat et légitime de M. Stella, l'héritier désigné de son autorité et de sa fortune, tandis que Paolo n'était qu'un cinquième enfant encore sans carrière, par conséquent sans avenir, et ne possédant pas même un pauvre toit sous lequel il pût abriter sa compagne. Elle se sentait autant au-dessous de Paolo qu'au-dessus de Pietro, et cela parce qu'elle aimait le premier et qu'elle était aimée du second. C'est sur de semblables bases que femmes et hommes fondent presque toujours leurs jugemens.

Paolo écrivait de temps en temps, et ses lettres apportaient tour à tour la joie et la terreur dans la famille. Elles étaient courtes, contenaient en peu de mots le récit des principaux événemens auxquels il prenait part, et trahissaient parfois un profond et amer découragement. Ce découragement n'était pas sans motif. Éloignés de leurs amis, ignorant ce qui se passait autour d'eux, les volontaires envoyés dans le Tyrol recevaient irrégulièrement et indirectement des nouvelles souvent contradictoires et presque toujours exagérées des mouvemens des troupes en campagne. Leurs plaintes, leurs inquiétudes librement exprimées irritaient les chefs, pour la plupart anciens militaires accoutumés à l'obéissance passive et à la discipline des camps. Lorsqu'il s'agissait de combattre, de marcher, de supporter les privations, les fatigues, et de braver le danger, les volontaires faisaient merveille et étonnaient leurs commandans, qui ne

s'attendaient pas à tant d'héroïsme et de persévérance dans des jeunes gens accoutumés à l'oisiveté, à la vie molle des villes ou à la paisible activité des champs; mais les batailles ne forment que de courts et glorieux épisodes de l'existence du soldat, et les volontaires avaient assez de loisirs pour se communiquer leurs griefs et leurs soupçons.

Ces soupçons étaient-ils fondés? Tous ne l'étaient pas assurément. Quoi qu'il en soit, les faits semblèrent les confirmer. On n'avait jamais annoncé aux volontaires que des victoires remportées par les troupes italiennes sur les Autrichiens. On avait abandonné plusieurs points d'attaque et négligé plusieurs moyens de défense, parce que, l'ennemi étant aux trois quarts défait, tant de précaution semblait superflu. La capitulation de Mantoue et l'évacuation de Vérone par le vieux maréchal Radetzky étaient des événemens annoncés chaque jour comme imminens et inévitables. Ces beaux rêves furent suivis d'un réveil aussi soudain que terrible. Au milieu des réjouissances que l'on célébrait dans le camp des volontaires à l'occasion d'une prétendue victoire, arriva un courrier porteur d'étranges nouvelles. La bataille si heureusement commencée avait fini par une déroute, et les troupes autrichiennes avaient passé l'Adda à la suite des troupes italiennes en pleine retraite. L'ordre était donné de rassembler tous les corps de l'armée sous les murs de Milan, où se livrerait probablement une bataille décisive. L'espoir de cette bataille arrêta les murmures près d'éclater dans les rangs des volontaires. — Nous allons enfin nous mesurer face à face avec l'ennemi, se disaient-ils les uns aux autres en se serrant la main. C'est à Milan qu'il a senti d'abord la force de nos bras, c'est à Milan qu'il vient recevoir le coup fatal et décisif. Le lieu est de bon augure, et nous acceptons de grand cœur le rendez-vous. A Milan! à Milan! criait-on de toutes parts. — Et au son des chansons guerrières cette jeunesse ardente se préparait au combat.

Paolo éprouvait le contre-coup de cet enthousiasme; mais pour lui, hélas! tout espoir de prochains faits d'armes était perdu. Blessé dans une escarmouche quelques jours auparavant, il gisait à l'ambulance, souffrant de sa blessure et des tristes pressentimens que la fièvre lui inspirait. Il se ranima pourtant en voyant tous ces apprêts, et malgré son épaule à demi fracassée il voulut marcher avec ses camarades, ne consentant à profiter du petit nombre de charrettes attachées à l'ambulance qu'à de rares intervalles, et lorsque ses forces trahissaient complétement son bon vouloir. Ils arrivèrent ainsi jusqu'aux environs de Lodi, où d'affreuses nouvelles les attendaient. Les troupes piémontaises avaient continué leur retraite, toujours poursuivies par l'ennemi, jusque sous les murs de Milan, qui

les accueillit comme des frères et des libérateurs. La ville était animée des meilleures et des plus fortes intentions. Les rues avaient été couvertes de barricades, toute la population était à son poste, prête à combattre, et la veille du jour marqué pour la grande bataille, toutes les maisons avaient été spontanément illuminées, comme pour fêter à l'avance l'heure du combat. Au milieu de tant d'enthousiasme et de résolution, quel esprit s'était glissé dans les conseils royaux pour y souffler la défiance et le découragement?... Mais je n'écris pas l'histoire de 1848, je n'oublie pas surtout que justice a été pleinement rendue à cet héroïque et infortuné souverain que la douleur de sa défaite a tué, mais qui a laissé en mourant à son pays, à l'Italie tout entière, un successeur si loyal, si brave et si dévoué, qu'il suffit à justifier de tout reproche le père qui l'a formé. C'est de Paolino et de ses compagnons d'armes que j'ai seulement à m'occuper ici.

Parmi leurs officiers, quelques-uns affectaient de ne rien voir d'extraordinaire dans les événemens, et prétendaient s'y attendre depuis longtemps : cette retraite était une manœuvre fort habile; on verrait plus tard, et ceux qui murmuraient à cette heure reconnaîtraient avant peu leur méprise. D'autres partageaient l'étonnement et la douleur des soldats; ils étaient bouleversés, confondus, et ne savaient quel parti prendre. Les officiers satisfaits parlaient de se replier sur Novare et d'y attendre les ordres du roi Charles-Albert; les autres, et presque tous les soldats avec eux, déclaraient que mieux valait se livrer directement entre les mains des Autrichiens que de prolonger une résistance qu'on semblait croire inutile. Il arriva ce qu'on pouvait prévoir : le corps des volontaires fut dissous, et, à l'exception d'un petit nombre qui suivit son commandant en Piémont, le reste chercha son salut dans la fuite et l'isolement.

A demi mort de fatigue et de désespoir, Paolo s'était jeté vers le soir dans des sentiers détournés qu'il connaissait bien, et qui le conduisirent en quelques heures auprès d'un petit bâtiment en ruines qui servait pendant l'été d'abri aux troupeaux de son père. Filippo l'accompagnait, et tous deux se cachèrent dans l'intérieur d'un fossé bordé d'arbres et assez profond pour que deux hommes de haute taille pussent s'y tenir à pied et sans être aperçus de ceux qui travaillaient dans les champs ou qui suivaient le sentier. Ils se proposaient d'attendre ainsi la nuit close et de gagner alors une porte dérobée qui donnait dans l'intérieur de la ferme, à moins que quelque membre de leur famille ne vînt à passer auparavant à portée de leur voix.

Le soleil se levait alors sur l'horizon, et Paolo, qui avait marché toute la nuit malgré ses blessures et ses fatigues récentes, ne tarda

pas à s'endormir dans son humide abri. Deux heures s'étaient à peine écoulées, lorsque Filippo, qui avait l'oreille au guet, entendit le pas lourd d'un homme évidemment chaussé de fortes bottes, comme en portent les habitans de ces contrées marécageuses. Cet homme s'avançait en sifflant un air bien connu le long du sentier qui serpentait au-dessus de leur tête. Un chien accompagnait le campagnard. Arrivé à quelques pas de la cachette des deux frères, le chien s'arrêta court, fit entendre un aboiement étouffé, et comme s'il ne pouvait se donner le temps d'en dire davantage, il se précipita le museau contre terre dans l'intérieur du fossé. Filippo avait déjà reconnu un des chiens de la ferme; mais sa joie fut grande lorsqu'il reconnut aussi la voix mâle de son frère aîné. — Lampo, qu'y a-t-il? criait Pietro. Laisse le gibier tranquille, mon chien; je ne suis pas d'humeur à chasser.

— Descends par ici, Pietro, cria Filippo, tout en répondant aux caresses du chien qui lui léchait les mains, et qui, sans respecter le sommeil de Paolino, bondissait d'un frère à l'autre, à moitié fou de joie. Descends par ici, et tu ne seras pas fâché de voir le gibier qu'a déterré Lampo.

— Divine miséricorde! est-ce toi? est-ce vous? s'écria Pietro.

Et le pauvre garçon, pâle et tremblant d'émotion, embrassait ses frères et paraissait ne pouvoir se détacher d'eux. — Merci, Seigneur! disait-il, vous n'êtes pas morts! Ah! notre pauvre père, comme il va être content! Vous aurez peine à le reconnaître, hélas! tant il est changé! Ces derniers jours l'ont plus vieilli que les dernières quarante années. Et vous êtes vivans, bien portans! et vous n'êtes pas blessés! Si vous saviez quelles nouvelles nous avions reçues!

La joie de Pietro se calma subitement lorsqu'il s'aperçut qu'une partie de ses félicitations était hors de propos. Paolino s'efforça de le rassurer sur la gravité de son état; mais une blessure reçue à la guerre a pour les gens de la campagne quelque chose de mystérieux et d'effrayant. Filippo d'ailleurs se mit à parler de fuite, de dangers de capture, d'exécutions militaires, et Pietro se trouva bientôt aussi troublé qu'il s'était senti joyeux quelques minutes auparavant. Tous trois convinrent enfin que les bâtimens intérieurs de la ferme étaient la plus sûre retraite pour les fugitifs, pourvu toutefois qu'ils parvinssent à s'y introduire sans être aperçus des journaliers. On attendrait pour cette tentative la tombée de la nuit. Paolino demeurerait caché aussi longtemps que sa blessure exigerait du repos; Pietro ferait une course à la ville dès le lendemain; il y récolterait les nouvelles et les moindres bruits. Selon la gravité des événemens, on cacherait Filippo comme on cachait Paolino, ou bien

on l'aiderait à atteindre la frontière sarde. Pietro promit en outre d'envoyer Rachel aux proscrits avec des provisions pour le restant du jour; puis, ayant encore embrassé ses frères et après les avoir recommandés à la protection divine, il reprit le chemin de la ferme, le cœur rempli d'émotions diverses, où ne se faisait jour aucun sentiment égoïste.

Il n'eut pas de peine à trouver Rachel, qui se tenait d'ordinaire dans la grande chambre inhabitée, pour y pleurer et y rêver en liberté. — J'ai de grandes nouvelles à t'apprendre, lui dit-il à voix basse en y entrant; mais rassure-toi : ce sont plutôt de bonnes que de mauvaises nouvelles, et surtout j'ai à te charger d'une commission. Mes deux pauvres frères...

— Paolo ! s'écria Rachel, devenue aussitôt plus pâle qu'une morte.

— Paolo et Filippo sont ici, reprit Pietro, frappé non-seulement de sa pâleur, mais du mouvement qui avait amené sur les lèvres de sa cousine un seul nom.

Rachel se leva en sursaut et fit un bond vers la porte, en criant : — Où est-il?

— Tous deux sont cachés dans le fond du fossé, près de la ruine. Ils sont fugitifs, poursuivis, obligés de se cacher pour sauver leur vie, et Paolino est de plus légèrement blessé... Calme-toi, ce ne sera rien. Nous les ferons entrer à la ferme quand la nuit sera venue, et nous garderons Paolino jusqu'à ce qu'il soit rétabli; quant à Filippo, nous verrons demain soir ce qu'il faudra faire pour lui. Mais ils ont marché toute la nuit, et ils doivent se tenir cachés pendant tout le jour; il faut donc leur apporter des provisions, et j'ai pensé que tu remplirais mieux cette commission qu'aucun de nous. Je ne pourrais, quant à moi, retourner maintenant d'où je viens, un paquet sous le bras, sans exciter des soupçons, et il importe que leur retraite soit ignorée de tous. Pars donc aussitôt que tu le pourras, et prends Lampo avec toi, car c'est lui qui les a découverts.

Rachel était demeurée immobile de surprise, de terreur et de joie pendant le récit de Pietro; mais, tout absorbée qu'elle était dans la pensée de son amour, l'orpheline remarqua la fixité du regard que son cousin attachait sur elle. Troublée par ce regard morne et soupçonneux, elle répondit non sans quelque aigreur : — Mais si vous voulez que je lui apporte des provisions, pourquoi me retenez-vous?

— Je ne songe pas à te retenir, Rachel... Et maintenant que je t'ai dit tout ce que tu devais savoir, pars et hâte-toi. N'oublie pas seulement qu'ils sont deux.

— Pourquoi l'oublierais-je? répondit encore la jeune fille, qui comprenait que Pietro avait lu dans son cœur. Celui-ci n'était pas homme cependant à perdre son temps en vaines doléances sur son

propre sort. Après être demeuré quelques minutes silencieux et la tête baissée sur sa poitrine, il se redressa brusquement de toute sa hauteur comme s'il reconnaissait que le poids si récemment tombé sur son cœur n'était pas trop lourd pour ses membres vigoureux. — Chacun a sa peine, murmura-t-il, et dans cette humble demeure, au milieu de nos paisibles travaux, au sein de notre modeste aisance, qui donc est sans souci? Cette chère et faible enfant ne porte-t-elle pas sa charge avec courage? Et mon pauvre père qui fléchit sans se plaindre, et se prépare résigné au dernier départ!... Soyons homme, et chassons ces misérables regrets.

Pietro trouva dans un champ peu éloigné le signor Stella, qui surveillait ses ouvriers. Le fermier n'était plus le vert et vigoureux campagnard que nous avons connu; les soucis l'avaient courbé, et les rides de son visage étaient creusées par de pénibles réflexions. Ses préjugés, un moment ébranlés par les ardentes paroles de son plus jeune fils et par les événemens, avaient repris sur lui tout leur empire, depuis que ces paroles avaient cessé de se faire entendre et depuis que les événemens semblaient avoir pris à tâche de les contredire en rompant l'alliance conclue entre les révolutionnaires et le souverain pontife. La loi martiale s'était appesantie sur les populations lombardes, et chaque jour se répandait en Lombardie la nouvelle d'exécutions sanglantes. Le vieux fermier sentait son sang se glacer au récit des violences qui désolaient son pays; mais ses anciens principes, ranimés et confirmés par les événemens, lui défendaient le murmure et jusqu'à la réflexion. Les pleurs de sa femme, de ses filles et de sa nièce lui retombaient sur le cœur, et avec l'injustice des partis il les imputait, non pas aux vengeances du pouvoir, mais aux actes qui avaient motivé ces vengeances. — Si tout le monde s'était tenu tranquille, disait-il, nous n'en serions pas où nous sommes.

Lorsque Pietro joignit son père dans les champs, aucun de ses frères n'était avec le vieillard. — J'ai des nouvelles à vous communiquer, mon père, lui dit-il à voix basse, et je voudrais vous parler un moment à l'écart.

Les mains du vieux fermier tremblèrent en secouant la lourde canne qui lui servait d'appui. Il interrogea du regard la physionomie de son fils comme pour y lire de quelle nature étaient ces nouvelles, et ce qu'il y vit lui rendit quelque assurance. Faisant signe à Pietro de le suivre, il se dirigea lentement vers un champ contigu à celui dans lequel travaillaient ses ouvriers. Après avoir mis une distance suffisante entre ces derniers et lui, il se tourna vers Pietro et lui dit d'une voix mal assurée : — Ils ne sont pas morts, Pietro?

— Non, mon père; ils vivent et sont en bonne santé. Paolino est légèrement blessé, mais ce n'est rien, et quelques jours de repos le rétabliront.

— Du repos? Où peuvent-ils en trouver? où sont-ils?

— Ici près, mon père.

Le vieillard fut pris d'un frisson plus violent, et Pietro poursuivit en lui prenant respectueusement le bras : — Du courage, mon père. C'est à présent que nous allons avoir besoin de toute votre énergie, de toute votre sagesse. Paolino et Filippo doivent demeurer cachés. J'irai demain à Milan voir comment vont les choses, et d'après les nouvelles que j'en rapporterai, vous jugerez s'il est nécessaire ou non que Filippo passe la frontière. Quant à Paolino, il a besoin de repos et de soins. Il nous faudra le cacher dans la ferme et l'y garder pendant quelques jours. Comment faire?

Le vieillard ne l'écoutait plus : il ne voyait que ses fils proscrits, l'un d'eux blessé, sanglant, poursuivi par les gendarmes, saisi, exécuté sous ses yeux. — Oh! mon enfant! mon enfant! s'écria-t-il enfin en levant vers le ciel ses mains tremblantes et son visage couvert de larmes. Qui m'eût dit, lorsque la vieille Anna vint te placer dans mes bras au moment de ta naissance, lorsque je te vis si faible et si chétif et que je priai Dieu de te donner ce qu'il avait donné à tes frères, les forces et le cœur d'un homme, qui m'eût dit que ce jour viendrait? Ce que je demandais à Dieu pour toi, c'était la santé, et toujours la santé. C'était là, me disais-je dans ma folie, tout ce qui pouvait te manquer! Dieu m'a puni de ne pas avoir accepté de ses mains ta faiblesse comme tout autre de ses dons. J'ai manqué de soumission, et c'est pourquoi Dieu me punit.

Pietro ramena adroitement l'esprit du vieillard aux nécessités du moment. Ils convinrent ensemble de l'heure et de l'endroit précis où l'on irait chercher les deux fugitifs, de la chambre où l'on enfermerait Paolino, des moyens de se procurer les objets indispensables au traitement de sa blessure, des explications à donner aux domestiques. Il fallut ensuite avertir la famille, et c'est le vieillard qui se chargea de ce soin. Tous ces hommes au cœur chrétien comprirent aisément quels devoirs nouveaux leur étaient imposés, et se préparèrent à les remplir.

Rachel pourtant, guidée par son cœur et par le fidèle Lampo, avait découvert sans peine la retraite de ses cousins, et leur avait apporté de quoi soutenir leurs forces pendant la journée. Elle se fût précipitée volontiers dans les bras de Paolino; mais la présence de Filippo, la réserve de Paolino lui-même la retinrent. Les malheurs de son pays, ses propres souffrances et ses propres dangers, le soupçon vague d'une trahison qu'on ne savait à qui imputer et

qui planait sur tous, mille pénibles préoccupations absorbaient presque entièrement le chef des volontaires, et il accueillit Rachel plutôt comme une affiliée qui devait pourvoir à son salut que comme une femme aimée qui accourait partager et soulager sa douleur. Il lui demanda des nouvelles, reçut celles qu'elle lui apportait avec désespoir, et passa minutieusement en revue toutes les précautions qu'il faudrait prendre pour empêcher qu'on ne découvrît son séjour à la ferme. La crainte de compromettre sa famille entrait sans doute pour une large part dans ses appréhensions; mais Rachel eût désiré qu'il s'en rapportât à elle pour éviter ce péril, et qu'il s'occupât d'autre chose que de son salut. Ce n'est pas qu'il négligeât tout le reste, car il raconta dans les moindres détails les événemens auxquels il avait assisté pendant la campagne du Tyrol, les soupçons qui l'avaient poursuivi durant tout ce temps, les efforts qu'il avait faits pour s'en délivrer, et les motifs qu'il croyait avoir d'y persister. Tout cela n'avait aucun rapport direct avec sa sûreté personnelle, et pourtant Rachel ne l'écoutait pas sans impatience. — Ne m'aime-t-il donc plus, que tous ces intérêts l'occupent seuls au moment où il me retrouve après une si longue absence? Ah! que mon amour est différent du sien! Moi aussi, j'aime mon pays, je lui sacrifierais ma vie, si ma vie pouvait lui être de quelque utilité; mais en un moment pareil je pourrais bien l'oublier, s'il ne m'en parlait pas constamment.

Et elle écoutait les récits de Paolino d'un air distrait, que celui-ci n'eut garde d'interpréter avec bienveillance. — Toutes les femmes se ressemblent, pensait-il; un enthousiasme passager, mais point de constance! Les grandes pensées les fatiguent, les revers les accablent et les dégoûtent. Les meilleures même sont faites ainsi.

La nuit suivante vit les fugitifs installés dans une partie reculée de l'habitation, où l'on avait rassemblé à la hâte tout ce dont ils pouvaient avoir besoin. La pauvre mère de famille était toute tremblante, sans savoir au juste pourquoi. Ayant passé toute sa vie dans l'intérieur de sa famille et de cette ferme isolée, les puissans du monde étaient pour elle une sorte d'abstraction, comme le sont pour nous les personnages de l'histoire ancienne. Jamais elle ne s'était trouvée en contact avec les représentans ni avec les exécuteurs de la loi, et si on lui eût demandé tout à coup de jurer qu'il y avait dans ce bas monde des juges et des gendarmes, sa conscience se fût alarmée. Aussi la pensée qu'on pût découvrir ses fils et les arracher de ses bras ne l'atteignit pas, et sauf une vague terreur dont elle ne se rendait pas compte et qu'elle se reprochait comme un enfantillage, la blessure de Paolino l'inquiétait seule.

Mieux informé, le signor Stella était par conséquent moins ras-

suré, mais il avait eu soin de placer les proscrits dans une partie des bâtimens qui communiquait avec les vastes souterrains de la ferme. Dès la première nuit qui suivit le retour des deux enfans, le vieillard et ses quatre robustes fils avaient déblayé une partie de ces souterrains, et en avaient soigneusement obstrué l'entrée, préparant ainsi aux deux fugitifs une retraite ignorée de presque tous et à peu près inaccessible.

Les nouvelles que Pietro rapporta le lendemain de Milan étaient des plus tristes, les exécutions se succédaient presque sans intervalle, et les prétextes les plus frivoles suffisaient pour faire périr un innocent. Des soldats en uniforme autrichien (de faux soldats peut-être) parcouraient les rues, entraient dans les boutiques et dans les maisons, importunant les citoyens pour leur arracher des aumônes qu'ils obtenaient soit de la pitié, soit de la peur; mais à peine le confiant citoyen avait-il déposé son offrande dans la main du soldat, que celui-ci se jetait sur lui et le traînait, secondé par ses camarades, jusqu'au poste voisin, où il l'accusait de lui avoir donné de l'argent pour l'engager à déserter. Il montrait l'argent, et on ne demandait pas d'autres preuves. Le prétendu suborneur était fusillé sur-le-champ. Deux des amis du signor Stella avaient déjà péri, victimes de ces odieux attentats, et la terreur s'était emparée de toutes les âmes. — Mon avis, dit Pietro, c'est que Filippo gagne sur-le-champ la frontière. Quant à Paolino, il n'y faut pas songer, son état exige des soins; mais Filippo s'exposerait, en demeurant ici, à un danger qu'il peut éviter. Du reste, ce que mon père ordonnera sera bien.

Le signor Stella consulta ses autres enfans, qui partagèrent tous l'avis de Pietro, et la résolution de la famille fut bientôt arrêtée. Depuis plusieurs jours, il était question d'envoyer Orazio ou Cesare au marché de Vigevano pour y acheter des moutons, et les serviteurs de la ferme connaissaient ce projet. On décida donc que Filippo et Orazio partiraient la nuit suivante après que tous les serviteurs seraient couchés, et qu'on leur annoncerait le lendemain le départ du second. Les fermiers de cette partie du Milanais sont ordinairement munis d'un *laisser-passer* qu'ils renouvellent à certaines époques déterminées, et qui leur sert de passeport dans les fréquens voyages que leurs affaires les forcent d'entreprendre, soit en Suisse, soit en Piémont. Chacun des quatre fils agriculteurs du signor Stella possédait un de ces laisser-passer sur lequel un serviteur était mentionné, et rien n'était plus facile que de gagner la frontière en quelques heures. Arrivé à Vigevano, Orazio devait faire ses emplettes et laisser le bétail entre les mains d'un ami jusqu'à ce qu'on l'envoyât chercher. Si on l'interrogeait au retour sur ce qu'il avait

fait de son domestique, il devait répondre qu'il l'avait chassé pour s'être enivré, et sans savoir ce qu'il était devenu. Tout ayant été arrêté ainsi, Filippo prit congé de ses parens, qui le virent partir avec une douleur qu'ils essayèrent vainement de dissimuler.

Quoique privé des conseils d'un médecin, Paolino fut bientôt guéri de sa blessure. Les soins ne lui manquaient pas. Rachel, qui avait toujours vécu un peu à l'écart du reste de la famille, et qui n'avait jamais pris une part fort active aux travaux du ménage ni à ceux de la ferme, pouvait disparaître plus aisément que sa sœur et ses cousines sans exciter d'étonnement. Aussi passait-elle une grande partie de ses journées dans la cachette occupée par le jeune homme, tandis que les serviteurs la croyaient enfermée dans la grande chambre qui était devenue la sienne. La signora Stella consacrait ses soirées et ses nuits à son cher blessé, mais elle n'osait le visiter pendant le jour qu'à la dérobée et pour de courts instans. Le fermier demeurait aussi une partie des nuits auprès de son fils, et consentait seulement à prendre quelques heures de repos vers le matin. Les frères et les sœurs de Paolo ainsi que la sœur de Rachel allaient et venaient sans cesse de la cachette aux autres parties de la maison. Quant à Pietro, tout en visitant son frère aussi souvent que les autres membres de la famille, jamais il n'interrompait les tête-à-tête des deux amans. Paolino et Rachel ne remarquèrent pas cette réserve, ou, s'ils la remarquèrent, ils en firent honneur au hasard et à leur étoile. Profitèrent-ils au moins de tant de liberté? Pas précisément. Rachel était découragée, et Paolino impatient. Rachel craignait de lui être importune en l'entretenant constamment d'un amour dont il ne se montrait guère en peine; mais elle ne pensait pas à autre chose, et ce désaccord entre ses paroles et ses pensées lui donnait un air contraint qui déplaisait à Paolino. — Comme elle est changée! se disait-il parfois. Comme elle est indifférente aux malheurs de la patrie! Elle jadis si enthousiaste, elle qui animait mon ardeur et me reprochait ma modération, qu'elle appelait du nom de tiédeur! Ma tiédeur est de la flamme auprès de sa glace! — Et tandis que Paolino la condamnait ainsi, Rachel se disait de son côté : Avec quelle facilité il oublie que mon sort est attaché au sien! Son silence n'est-il pas une muette déclaration du changement survenu dans son cœur, et ne s'étonne-t-il pas en secret de ma lenteur à le comprendre? — Cette pensée s'empara si fortement de la pauvre Rachel qu'elle finit par se sentir incapable de la cacher, et qu'elle se décida à obtenir de Paolino une explication formelle. Rien pourtant n'est plus difficile que de provoquer une explication qu'on craint de recevoir, et Rachel ne connaissait pas d'artifice. Elle essaya maintes fois d'articuler cette simple question : « Paolo, m'aimes-tu

toujours? » Mais comment placer une semblable question au bout d'une tirade politique? Et si Paolino, se disait-elle, lui répondait par un mouvement d'impatience ou d'ennui? Et si sa réponse était *non?* Ou bien même si c'était un *oui* prononcé d'un air distrait et indifférent?

Ainsi poussée en sens contraires, Rachel se trouva amenée sans trop savoir comment à suivre ce qu'on appelle en Italie *una via di mezzo*. Elle imagina de demander à Paolino s'il ne pensait pas que le moment fût arrivé de tout confier à leurs parens. — Tu vas t'éloigner, lui dit-elle, et Dieu sait pour combien de temps! Qui sait si tu reverras jamais ton père? S'il mourait pendant ton absence, ne penses-tu pas que tu regretterais éternellement le pardon qu'il ne pourrait plus t'accorder? Ne penses-tu pas que, même au sein de la félicité la plus parfaite, nous regretterions toujours de ne pas avoir obtenu son consentement et sa bénédiction? Et moi, Paolo, songe à ce que j'aurais à souffrir en recevant son dernier adieu un mensonge sur les lèvres, un masque sur le front! Évite-moi ce déchirement, je t'en conjure, et ne nous quitte pas sans avoir tout avoué à tes parens.

A ces paroles, prononcées d'une voix profondément émue, Paolo répondit avec un grand calme : — Je ne puis partager ta manière de voir à ce sujet, chère Rachel. Je me suis aperçu comme toi de l'abattement et du dépérissement de mon pauvre père, et c'est là surtout ce qui rend mon départ si douloureux, car s'il ne s'agissait que de quitter ce malheureux pays, le plus tôt serait le mieux; mais c'est précisément par ménagement pour mon père que je me garderai bien de suivre ton avis.

— Ce n'est pas un avis, Paolo, c'est une prière.

En honnête garçon qu'il était, Paolo aimait Rachel de tout son cœur, pas assez peut-être pour faire une folie, trop assurément pour lui en faire commettre une. Aussi longtemps qu'il s'était agi pour lui de gagner le cœur de Rachel, la nature lui avait enseigné ces innocens artifices, comme elle lui avait inspiré ces expressions ardentes qui ont tant de pouvoir sur les sentimens des jeunes filles; mais il s'était calmé depuis qu'il se savait aimé. Cela est arrivé à bien d'autres. Il voyait clair maintenant, il raisonnait comme un homme sage; le bon sens prédominant chez les habitans des campagnes avait ressaisi son empire. Nul doute que l'exil auquel il était forcé de se soumettre ne lui eût semblé infiniment moins amer si Rachel l'eût partagé avec lui; mais il savait que l'exil marchait toujours en compagnie de la pauvreté, et il ne voulait pas y condamner Rachel, car, se disait-il en vrai mathématicien qu'il était, les souffrances de la pauvreté sont de celles qu'une compagne mul-

tiplie, au lieu de les amoindrir, en les partageant. — Il est bon d'ajouter que l'imagination de Paolino ainsi que son enthousiasme étaient presque entièrement engagés au service de la patrie, et que tout autre objet, sans même excepter Rachel, le laissait comparativement froid. Le cœur était aussi fidèle que tendre et vrai; mais on ne sait pas assez combien les affections du cœur, même les plus pures et les plus saintes, peuvent paraître froides et mesquines lorsqu'elles n'empruntent aucune des brillantes couleurs de l'imagination.

Tous les sentimens, toutes les craintes qui agitaient Paolino se trahirent dans le cours de son entretien avec Rachel. Accoutumée à des attentions incessantes, à des discours passionnés, la jeune fille fut douloureusement surprise de ce changement. Elle avait cru reconnaître dans l'adoration dont elle se voyait l'objet l'une de ces passions effrénées dont elle avait lu quelque chose dans certains romans du début de ce siècle. Trop fière et trop timide à la fois pour se plaindre, elle cacha son désespoir sous un air d'indifférence et de dignité auquel Paolino ne se laissa prendre qu'à demi. Il vit qu'elle était blessée, mais sans se rendre compte de la profondeur de la blessure, et, se sentant en paix avec sa propre conscience en ce qui concernait Rachel, il se dit que ce moment d'humeur se dissiperait sans laisser de traces. Il continua de se montrer pour elle tendre et bon; il prit même parfois, et à son insu sans doute, un air de paternelle indulgence qui mit à de rudes épreuves la patience de la pauvre enfant. Leurs cœurs pourtant n'étaient pas changés, et il est probable qu'après un temps d'orage plus ou moins long, ils fussent revenus l'un à l'autre et eussent recommencé à s'entendre parfaitement; mais le séjour de Paolino à la ferme était accompagné de mille dangers et pour lui et pour les siens. La nouvelle de perquisitions faites dans un village voisin à la recherche d'un déserteur redoubla les craintes de tous, et hâta le départ du proscrit. La signora Stella, d'abord si confiante et si rassurée, avait perdu le sommeil, et son visage exprimait à toute heure une inquiétude si vive, qu'il était impossible de l'aborder sans lui demander ce qui la troublait ainsi, question qui redoublait encore l'effroi de la pauvre femme.

Une telle situation ne pouvait durer : la frontière piémontaise n'était qu'à trois heures de distance de la ferme, et ce trajet pouvait être fait en voiture. Il faudrait franchir à pied le court espace qui sépare le poste autrichien du poste piémontais, ou, pour mieux dire, quitter la grande route avant d'atteindre le premier des deux; mais pour un campagnard accoutumé aux longues courses dans les champs et à la chasse dans les marais, une promenade d'une heure

ou deux aide la convalescence, au lieu de l'arrêter. Paolo courait d'ailleurs des dangers bien autrement graves en prolongeant son séjour dans le Milanais, et son départ fut décidé; il fut convenu que Paolo partirait pour le Piémont, et que son père l'accompagnerait jusqu'à la frontière. Pietro aurait voulu les suivre, mais le fermier jugea prudent de laisser la ferme sous sa garde, et de n'emmener avec lui, outre le fugitif, qu'un de ses plus jeunes fils, Orazio, celui qui avait déjà facilité l'évasion de Filippo.

Un soir, après que les domestiques et les ouvriers se furent couchés, Pietro, Cesare et Orazio attelèrent sans bruit la calèche qui était sous un hangar, au fond de la cour principale. Ils ouvrirent ensuite une porte qui donnait de la remise même dans les champs, et ils conduisirent la voiture, attelée de deux forts chevaux, à quelque distance de la maison, sur la route de Pavie. Là ils allumèrent les réverbères, et Orazio s'installa sur le siége, tandis que Pietro et Cesare rentraient à la ferme. Toute la famille était rassemblée dans la chambre de Paolino; tous pleuraient, et les pleurs redoublèrent à l'arrivée des deux frères qui donnaient le signal du départ.

— Allons, mes enfans, finissons ces tristes adieux; épargnez votre pauvre mère...

Un coup frappé violemment à la porte extérieure du bâtiment interrompit le signor Stella. La même pensée traversa aussitôt tous les esprits. La police était là. — Descendez par l'escalier dérobé, dit à voix basse le fils aîné à son père; passez par la porte de derrière dont voici la clé, gagnez la voiture qui vous attend avec Orazio sur la route de Pavie, et laissez-nous occuper la police. Vite, pas un mot! partez.

L'épouvante avait en quelque sorte vaincu la douleur. Tous les yeux étaient secs. Le vieux Stella embrassa sa femme, dit adieu au reste de la famille, et, saisissant son fils par le bras, il l'entraîna, suivi de Pietro, qui voulait les voir hors des murs de la ferme avant d'introduire la police.

CHRISTINE TRIVULCE DE BELGIOJOSO.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mai 1859.

L'inconséquence est l'accusation qui revient le plus fréquemment contre les opinions et contre les hommes publics dans la vie politique. Le reproche est grave s'il est mérité, nous le reconnaissons; mais nous savons aussi qu'il est banal, et que le plus souvent c'est la mobilité des choses qui attire aux opinions cette prodigue accusation de versatilité. Quand certaines idées ont été impuissantes sur les déterminations d'où naissent les événemens qui nous emportent, l'on est bien contraint de prendre congé d'elles. L'on a mis à l'égard du fait accompli sa responsabilité à couvert; s'est-on pour cela dépouillé de toute responsabilité vis-à-vis des faits à venir? — Le vaisseau a fait voile malgré moi; mais qu'il me mène à la tempête ou qu'il me porte triomphalement aux rivages promis, je suis de l'équipage, mon cœur bat à l'unisson du flot qui frappe mon navire, et mon âme est suspendue à son glorieux pavillon. — De nouveaux sentimens se réveillent, sera-ce une inconséquence de les partager? De nouveaux devoirs commencent, sera-t-on versatile pour les remplir?

Nous avons fait bon marché, pour notre compte, de ces reproches prévus le jour où notre pays, engagé par une politique antérieure, est passé, sur une résolution téméraire de l'Autriche, de l'état de paix à l'état de guerre; mais ce qui nous étonne, c'est qu'un blâme pareil soit adressé à la nation elle-même. La France, comme l'opinion libérale, n'avait témoigné aucun goût pour la guerre tant que la guerre s'était présentée à elle sous une forme abstraite, comme un parti qu'elle serait libre d'accepter ou de refuser. Devant le fait de la guerre, ses répugnances se sont évanouies, et elle aborde avec une confiante bonne humeur les difficiles, mais glorieuses nécessités d'une situation qui s'impose à elle, et dont elle n'est point l'auteur. Cet entrain de la France surprend le grand organe de l'opinion anglaise, le *Times*. Il nous compare au peuple chrétien d'Alexandrie au ve siècle, quit-

tant les sermons et les litanies pour aller contempler et applaudir avec un délire païen les gladiateurs au cirque. « Il en est ainsi des Français, dit-il. Il y a un mois, ils étaient unanimes contre la guerre. S'ils avaient eu une tribune et la liberté de la presse, il n'y aurait pas eu de guerre d'Italie... Mais le simple fait de la guerre a éteint les antipathies du peuple français... A peine le bruit des armes a-t-il retenti, à peine les manifestes ont-ils été affichés, que les visions de gloire et d'agrandissement territorial ont ébloui la nation. » Une telle critique est étrange de la part du *Times*. Certes le gouvernement anglais ne ressemble en aucune façon au gouvernement de la France. Toutes les dissidences politiques peuvent, de l'autre côté de la Manche, s'exprimer sans réserve. L'état de guerre n'empêche même pas les hommes politiques anglais de blâmer à l'occasion la politique belliqueuse de leur gouvernement. Pendant toute la durée des guerres de la révolution et de l'empire, Fox, lord Grey et leurs amis ont pu, sans que la sincérité de leur patriotisme fût mise en question, déplorer la guerre et recommander la paix à leur pays. Sous nos yeux, pendant la guerre d'Orient, M. Bright a bravé les sarcasmes de lord Palmerston et failli compromettre sa popularité en défendant la paix avec la candide et inflexible ténacité d'un disciple de William Penn; mais la masse de la nation anglaise, dès que les armes britanniques étaient engagées, ne s'est-elle pas toujours précipitée dans la lutte avec cet emportement qui laisse la discussion en arrière, avec ce feu qui distingue les peuples de race? Sans doute le philosophe ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse devant cette sublime insouciance populaire qui abreuve de sa sueur et de son sang la sainte idole de l'honneur national; mais cette tristesse est inséparable d'une sympathique admiration. Un des plus aimables écrivains de l'Angleterre, Goldsmith, a rendu d'une façon exquise, dans l'histoire de son vieux matelot, cette héroïque naïveté que le peuple apporte à la guerre, et cette joie patriotique qui est le seul profit qu'il retire des victoires nationales. Tout le monde vient de ressentir en France cette généreuse émotion que donne la vue d'un peuple de soldats partant pour les batailles, et couvrant le bruit des wagons qui les emportaient sous les accens de notre héroïque chant de guerre et de révolution, *la Marseillaise*.

Les prévisions de l'intelligence, telles que les expriment les premiers hommes d'état de l'Europe, et les pressentimens de l'instinct, tels qu'ils se manifestent dans l'émotion qui travaille tous les peuples du continent, sont d'accord sur ce point: — la guerre présente est le commencement d'une ère nouvelle dans la politique du monde. Nous cinglons vers un grand inconnu. Nous n'abdiquons point assurément dans ce voyage les lumières de la raison, qui, autant que possible, ne perd jamais de vue la réalité et ne s'éloigne pas du probable; mais nous réclamons, nous aussi, notre part dans ces vagues et belles espérances dont tressaillent en ce moment tant de cœurs. L'espoir qui est notre viatique, c'est l'espoir qu'après avoir combattu pour l'indépendance des peuples, la France se sentira digne de la liberté. Néanmoins, tout en faisant aussi large que possible la part de l'imprévu dans les chances d'une si vaste entreprise, et sans oublier un instant parmi ces chances le succès des idées d'émancipation politique qui nous sont chères,

nous devons ramener d'abord nos réflexions sur les conditions pratiques de la réussite de la guerre de l'indépendance italienne soutenue par la France. Qu'avons-nous à redouter, et que devons-nous souhaiter dans la conduite de cette guerre? Parlons d'abord de ce que nous avons à craindre.

Nous avons à craindre tout ce qui agrandirait le théâtre de la guerre, tout ce qui en compliquerait la nature et en changerait le caractère. Bien des faits en Europe, et même en Italie, pourraient produire ce résultat. Il dépend en grande partie de la politique du gouvernement français de prévenir ce que nous appellerons les déviations européennes et les déviations italiennes. Les premières en effet pourraient être le résultat des ombrages que nous donnerions aux puissances neutres, nous ne disons pas seulement en dépassant le cercle du champ de bataille italien, mais en affectant et en affichant certaines alliances qui pourraient inspirer quelques appréhensions sur nos projets ultérieurs. Elles proviendraient encore de faits qui éclateraient à l'occasion de la guerre en dehors de l'Italie, qui soulèveraient des questions européennes égales ou supérieures à la question italienne, et qui mettraient directement en jeu les intérêts des puissances neutres. Ces deux sortes de péril à éviter, à prévenir, à conjurer, sont en première ligne l'affectation de l'alliance russe et les complications en Orient. L'Allemagne et l'Angleterre, il n'y a pas à en douter, auraient bientôt pris part au conflit, si à l'occasion de la guerre d'Italie, et sous le couvert d'une entente peu dissimulée entre la Russie et la France, l'Orient éclatait. Alors la question italienne cesserait d'occuper le premier plan. Ce ne serait plus une seule nationalité, ce seraient toutes les nationalités qui seraient en l'air. Ce serait l'anarchie politique dans la guerre. Les intérêts réguliers et organisés, souvent supérieurs aux intérêts de certaines nationalités, non-seulement par leur force, mais par les considérations morales qui président à la marche de la civilisation, s'uniraient et s'élèveraient contre cette anarchie. En avant, en arrière, à côté de nous, nous aurions à faire face, pour d'autres querelles, à d'autres ennemis. Que deviendrait alors l'Italie dans nos préoccupations? Dans une guerre générale et nécessairement prolongée, les considérations stratégiques priment toutes les autres. Au nom de notre propre conservation, nous serions contraints de renoncer provisoirement aux idées désintéressées qui nous conduisent maintenant en Italie : nous serions obligés d'y détenir des positions, des gages, des avant-postes contre nos ennemis. Que serait-ce encore, si les déviations italiennes s'ajoutaient aux déviations européennes, si le grand intérêt catholique dont Rome est le siége était atteint par l'ébranlement universel, et si, sans parler des scrupules des catholiques français, nous nous attirions involontairement, mais par une fatalité que nous ne pourrions maîtriser, la malveillance des catholiques du monde entier? Ne nous le dissimulons pas : pour éviter de tels dangers, il faut les avoir constamment devant les yeux; pour les conjurer, les bonnes intentions ne suffisent pas : il faut une adresse infinie et un rare bonheur. Ne croyons pas que nous aurons tout sauvé en proclamant sincèrement que nous n'entendons pas retomber dans les erremens du premier empire. Il y a eu dans les entreprises de Napoléon moins de caprice et d'arbitraire que le vulgaire ne l'imagine : c'était le point de départ qui était quelquefois ro-

manesque, mais l'enchaînement des faits qui ont conduit sa politique à des conséquences souvent si outrées se produisait avec une nécessité qui échappait même à l'action de ses fortes volontés. C'est parce que nous avions présentes à la pensée ces nécessités indomptables déchaînées par la guerre que nous avons patriotiquement défendu la paix tant que la paix a été possible.

Dire ce que nous avons à craindre, c'est dire ce que nous devons vouloir non-seulement d'intention, mais par nos actes. Notre premier intérêt, tout le monde le sent, c'est que nous conservions le tête-à-tête avec l'Autriche entre le Pô et les Alpes. La condition principale de cette concentration de la guerre dépend de nous, et nous la remplirons en ne portant point au-delà de ses possessions italiennes notre attaque contre l'Autriche. Il ne nous suffira point de limiter ainsi notre champ de bataille; il nous importe également de ne pas provoquer de diversions en notre faveur, ou de décourager celles qui ne voudraient pas attendre notre signal. Toute insurrection dans l'empire ottoman et toute manifestation de la politique russe de ce côté, au lieu de nous venir en aide, seraient pour nous un grave embarras. Limiter ainsi la guerre, il faut en convenir, c'est accepter une lutte qui peut durer aussi longtemps que l'ennemi pourra conduire des forces fraîches sur le champ de bataille. En y réfléchissant cependant, l'on reconnaîtra que le système qui empêchera la guerre de s'étendre sera encore le plus sûr moyen de l'abréger. La guerre, réduite à un duel entre la France et l'Autriche dans le champ clos de la Lombardie, aura dans cette hypothèse pour témoins les trois puissances neutres, l'Angleterre, la Prusse et la Russie. Les questions qui se débattront dans ce duel, questions de changement des possessions territoriales, d'équilibre des puissances, d'organisation d'un nouveau système politique en Italie, intéressent au plus haut degré ces trois grands neutres; elles ne peuvent en aucun cas être résolues sans leur participation. Il arrivera un moment où les chances de la guerre et les manifestations nationales de l'Italie se seront prononcées de telle façon que les neutres apercevront nettement la solution réclamée par les circonstances. Après s'être mis d'accord entre eux sur cette solution, ils la proposeront aux puissances belligérantes, et celles-ci, la victorieuse et la vaincue, seront heureuses de pouvoir mettre ainsi un terme à la lutte. Puisque la politique française ne peut songer à aller dicter la paix à Vienne, car un tel dessein équivaudrait à la guerre européenne, c'est de ce côté, c'est d'une médiation des puissances neutres que nous devons attendre la fin de la guerre qui commence. C'est pour nous un motif pressant de mettre toute notre application et toute notre habileté à ménager ces trois neutralités de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie, à empêcher par notre sagesse et notre vigilance les unes de se tourner en hostilités, et les autres de s'échapper en amitiés maladroites et compromettantes.

Mais c'est dans les faits mêmes et dans les circonstances actuelles qu'il faut chercher la base et le point d'appui de la direction que devra suivre la politique française. Parmi ces faits, celui qui domine tout, c'est la guerre elle-même et l'aspect sous lequel la campagne se présente à notre armée réunie en Piémont. Après la situation de la guerre viennent les ressources financières à l'aide desquelles nous nous préparons à la conduire, l'emprunt

de 500 millions, dont la souscription s'achève en ce moment. Il faut considérer ensuite ce qui se passe en Italie et ce que font les Italiens pour leur propre cause; il faut étudier enfin de quelle façon se dessinent les dispositions des grandes puissances neutres.

La campagne s'ouvre sous d'heureux auspices pour les nôtres. L'on avait pu craindre, lorsque l'Autriche a envoyé au Piémont son fatal ultimatum, que les opérations de l'armée autrichienne massée à Pavie ne suivissent promptement le défi diplomatique, et que nos troupes ne pussent arriver assez tôt pour sauver le Piémont d'un désastre. Il y avait lieu aussi d'appréhender que l'armée autrichienne ne prît ses positions de façon à empêcher ou à contrarier sérieusement la jonction de celles de nos troupes qui arrivaient par Suze avec celles qui débarquaient par Gênes. On redoutait que l'Autriche n'eût pris l'initiative de l'agression diplomatique pour prendre à son profit l'initiative d'une vigoureuse agression militaire. Heureusement, que nous en soyons redevables aux derniers tâtonnemens de la cour de Vienne, ou à la proverbiale lenteur des armées autrichiennes, ou aux accidens de la saison, ces craintes ne se sont point réalisées. L'armée autrichienne est demeurée dans la plaine bordée presque parallèlement par le Tessin et la Sesia et fermée au midi par le Pô. Elle a feint ou essayé de manœuvrer sur la rive droite du Pô, elle a fait quelques pointes au-delà de la Sesia; mais elle a repassé cette rivière, et, se contentant du profit peu glorieux de vivre quelques jours aux dépens de l'ennemi, elle semble attendre dans une attitude défensive l'attaque de notre armée. Quant à nos troupes, massées vers Alexandrie, l'empereur étant arrivé, elles ne tarderont pas à prendre l'offensive. On dit que le plan des opérations de l'armée française sera décidé le 15 dans un conseil de guerre. Que ne pourront faire nos généraux avec une si magnifique armée! Nous ne tomberons point dans le ridicule de tracer des plans de campagne hypothétiques. Nous ne croyons point cependant qu'il soit téméraire de penser que les Autrichiens se replieront bientôt vers la Lombardie. A en juger par ce qu'ils nous laissent voir de la circonspection de leur tactique, il ne semble point probable qu'ils acceptent une bataille décisive sur le territoire piémontais. Il serait également peu prudent à eux de livrer une pareille bataille entre le Tessin et Milan. Une défaite à une si longue distance de leurs forteresses du Mincio et de l'Adige entraînerait peut-être la destruction de leur armée. Il est donc vraisemblable qu'ils se retireront devant nous en combattant, mais en éludant les batailles décisives, jusqu'à leur fameux quadrilatère de Peschiera, Mantoue, Vérone et Legnago, et c'est là que se déciderait le sort de la guerre; mais dans ce cas notre armée serait entrée à Milan, et les populations lombardes auraient pu se lever pour leur propre cause, et prouver au monde, par l'unanimité de leurs manifestations, leurs titres à l'indépendance.

Nous ne voulons nous dissimuler ni les difficultés que nos soldats auront à surmonter, ni la valeur des ennemis qu'ils auront à combattre; mais, nous le répétons, nous attendons tout d'une telle armée. Cette armée sera d'ailleurs soutenue par les ressources de la France. C'est ici surtout que l'infériorité de l'Autriche est manifeste. Que l'on compare la banque de Vienne,

déjà écrasée par les précédens emprunts du gouvernement autrichien, obligée d'accroître encore indéfiniment ses prêts à ce gouvernement et suspendant ses paiemens, avec la Banque de France, qui est au contraire débitrice envers l'état, et qui a dans ses caisses plus de 500 millions en numéraire! Que l'on compare l'échec de l'emprunt autrichien à la bourse de Londres avec le succès immense de notre emprunt de 500 millions! La France aurait pu, avec de simples ressources de trésorerie, faire les frais d'une première campagne. Nous pensons qu'elle a bien fait cependant de se préparer des ressources plus régulières en présence des éventualités que la guerre fait naître. Sur ce point, nous croyons toutefois devoir faire une réserve quant au mode employé encore chez nous pour faire face aux dépenses extraordinaires de la guerre. Nous sommes très heureux que les emprunts réussissent, puisque l'on n'a pas encore songé en France à pourvoir d'une autre façon aux frais de la guerre; mais nous ne partageons pas complétement l'enthousiasme qu'excite chez les esprits peu réfléchis la facilité avec laquelle se couvrent nos souscriptions d'emprunts. Qu'y a-t-il de surprenant que dans un pays riche comme la France les capitaux se précipitent lorsque l'état leur offre des fonds publics à 3 ou 4 pour 100 au-dessous du cours? Quand a-t-on vu les capitaux se montrer indociles à l'aspect d'un tel profit? L'Angleterre, du temps des guerres de la révolution et de l'empire, fit, comme on sait, un usage excessif des emprunts; aussi la classe des capitalistes était la partie de la nation chez laquelle la guerre était le plus populaire. Avec le système des emprunts, c'est en effet la génération qui se laisse aller aux entraînemens de la guerre qui en recueille les bénéfices financiers. Toutes les charges en retombent sur les générations futures, obligées de payer à perpétuité les rentes créées par les emprunts, et entravées ainsi, par la nécessité de maintenir de lourdes taxes, dans leur développement industriel et commercial et dans l'amélioration du sort des classes laborieuses, qu'affecte principalement le poids des impôts. Aussi M. Gladstone s'est-il acquis un impérissable honneur en établissant dans la politique financière de l'Angleterre, lors de la guerre d'Orient, ce grand principe de justice et de bon sens, que les frais d'une guerre ne doivent pas être imputés à perpétuité à la postérité, qui blâmera peut-être l'entreprise pour laquelle ils auront été encourus, mais qu'ils doivent être supportés par les générations contemporaines, qui ont voulu la guerre ou qui l'ont jugée politique et nécessaire. Depuis lors la politique anglaise admet que la guerre doit être faite non avec des emprunts, mais avec des augmentations temporaires d'impôts. Le grand avantage de ce système, s'il était adopté par toutes les nations civilisées, serait de mettre un frein matériel et moral à cette passion de la guerre qui s'empare quelquefois des gouvernemens et des peuples. Les Anglais ne songent point à l'abandonner : l'autre jour encore, le chancelier de l'échiquier, M. Disraeli, parlait de notre emprunt devant ses électeurs du comté de Buckingham, et il faisait remarquer avec orgueil à son auditoire que, si l'Angleterre avait aujourd'hui besoin de 500 millions pour la guerre, ce n'est point à l'emprunt qu'elle les demanderait, mais à l'impôt : non à l'emprunt, qui est une occasion de bénéfice pour quelques-uns dans le présent et une charge perpétuelle pour tous dans l'avenir, mais à l'impôt temporaire,

qui est un sacrifice pour le présent, et par cela même exprime l'adhésion la plus péremptoire de la nation qui l'accepte à la politique qui le rend nécessaire, à l'impôt temporaire, qui n'aliène ni la liberté ni la richesse de l'avenir. La réserve que nous exprimons ici sur la façon dont les ressources de la France doivent être appliquées à la guerre ne saurait avoir de portée pratique dans le moment présent; mais il serait à souhaiter qu'elle pénétrât dans l'esprit public et dans les régions politiques élevées pour fortifier encore les principes et les intérêts qui nous commandent la modération dans la guerre actuelle et nous pressent de l'abréger, si cela dépend de nous.

Après la France, notre premier souci dans cette entreprise doit être pour l'Italie. Si, après la victoire, l'Italie ne s'était pas constitué une force militaire suffisante pour défendre son indépendance et pour protéger l'ordre et la sécurité des gouvernemens réorganisés au sein de la péninsule, c'est vainement que nous aurions vaincu l'Autriche; notre œuvre aurait avorté. Il faut donc avant tout que l'Italie profite de la guerre pour constituer sa future armée; il faut que de toutes les parties de la péninsule les Italiens s'associent à la guerre de l'indépendance. L'on irait, suivant nous, contre le but de la lutte actuelle, si, dans la crainte d'encourager les tendances unitaires, l'on reculait devant les moyens nécessaires pour former une véritable et forte armée italienne. Ces moyens, nous sommes forcés de le reconnaître, sont révolutionnaires. Rien de plus irrégulier assurément que ces circulaires de Garibaldi qui, donnant une direction à l'enthousiasme national, ont appelé autour de lui de si nombreux volontaires. Le général Garibaldi nous paraît être pénétré de la nécessité de mettre à profit une occasion unique pour organiser une grande force italienne. Il soumet, dit-on, ses volontaires à une discipline rigoureuse, et l'on raconte à Turin qu'il n'a pas hésité à faire passer par les armes des soldats et même des officiers de son corps qui ne voulaient pas se plier à ce grand devoir de patriotisme. Mais la nécessité révolutionnaire par excellence de la situation est celle qui oblige les populations à se soulever contre ceux des gouvernemens italiens qui refusent de s'unir à la cause nationale. C'est ce qui est arrivé en Toscane. Hâtons-nous de dire que la façon dont s'est accompli dans ce clément pays le changement de gouvernement est d'un heureux augure pour la révolution italienne. Il nous faut ordinairement trois jours, à nous autres Français maladroits, pour faire une révolution : quatre heures ont suffi aux Florentins pour déposer leur grand-duc. L'excellent marquis de Lajatico, don Neri des princes Corsini, a déjà écrit cette histoire de quatre heures : *Storia di quattro ore.* Ce récit est contenu dans une simple lettre adressée à son fils le duc de Casigliano à Rome. Il est complété par une *Breve Nota* du marquis Ridolfi. Voici ce que nous ont appris ces écrits et quelques correspondances particulières. Les Toscans, avec le patriotisme qui sied si bien à cette partie privilégiée de l'Italie, voulaient s'associer à la guerre de l'indépendance : ils demandaient l'alliance avec la France et le Piémont. Le grand-duc, trompé par les souvenirs de 1848 et par les liens de sa maison avec l'Autriche, voulait s'en tenir au système de la neutralité, et ses ministres à ce propos signalaient ingénûment l'exemple de l'Angleterre; mais l'agitation de la population, manifestée par d'éloquens écrits dont nous avons déjà parlé et par les

départs des volontaires pour le Piémont, devait éclater à l'envoi de l'ultimatum autrichien. Des meneurs, qui, nous écrit-on, n'étaient plus les chefs du parti constitutionnel, préparaient une grande manifestation pour peser sur le gouvernement. Dès le 25 avril, les libéraux modérés envoyaient aux ministres des avis dictés par un honnête esprit de fidélité à la dynastie toscane et par le désir de la voir se rendre au vœu populaire, qu'elle serait impuissante à comprimer. On dit que les conseils du patriarche vénéré du libéralisme toscan, le marquis Gino Capponi, se joignirent à ces pressantes instances. Jusqu'au dernier moment, le gouvernement hésita. Le symptôme le plus grave de l'émotion populaire, c'est, le 26 avril, ce cortége de la foule silencieuse autour du général Ferrari, que le marquis de Lajatico nous dépeint faisant, *vestito della sua uniforme,* la visite des casernes. Les Florentins n'ont pas eu à vaincre, grâce à Dieu, de plus terrible démonstration militaire que celle de l'uniforme du général Ferrari. Ce fut le 27 avril que le grand-duc prit enfin une résolution; il manda le marquis de Lajatico, qu'il chargea de la composition d'un ministère, se déclara prêt à accéder à l'alliance piémontaise, à la guerre nationale, et promit une constitution; mais en ce moment les tergiversations du grand-duc avaient déjà lassé les meneurs et la foule : on lui demandait un nouveau sacrifice, son abdication. Le marquis Ridolfi avait pris sur lui de faire connaître au grand-duc la pénible démarche que l'opinion attendait de lui par une lettre respectueuse et forte qu'il vient de publier. Le marquis de Lajatico, avant de se rendre au palais Pitti, avait pris langue à la légation sarde; il y revint après avoir reçu la mission de former un ministère. Ce fut à la légation qu'il reçut le programme des conditions écrites que l'on imposait au prince. La première était l'abdication du grand-duc en faveur de son fils, le prince héréditaire; puis l'on demandait l'alliance offensive et défensive avec le Piémont, une prompte coopération à la guerre avec toutes les forces de l'état sous le commandement du général Ulloa. Enfin le programme disait, et cette disposition mérite d'être notée comme indiquant la tendance dans laquelle est dirigé le mouvement italien, que « l'organisation des libertés constitutionnelles du pays devra être réglée conformément à l'organisation générale de l'Italie. » Muni de ce programme, le marquis de Lajatico retourna au palais Pitti. Le grand-duc refusa d'abdiquer, et préféra quitter Florence. Nous sommes de l'avis du marquis Ridolfi : après avoir cédé sur la question de la guerre, il est surprenant qu'il ait refusé de céder sur une question personnelle, lorsqu'il s'agissait pour lui de la conservation du pouvoir dans sa dynastie et de l'ordre établi en Toscane. Le marquis de Lajatico revint donc à la légation sarde raconter son échec. Il prononça quelques chaudes paroles (*calde parole*) sur les mesures à prendre pour la sécurité du grand-duc, disant qu'au besoin il lui ferait un rempart de son corps (*io ero pronto al bisogno a fare scudo del mio petto al suo*); puis il se retira. « Une heure de l'après-midi sonnait, dit le noble écrivain; ainsi s'achevaient les quatre heures dans le cours rapide desquelles tout pouvait être sauvé, et tout fut perdu. » Et il ajoute, car ceci est une lettre à son fils : *Abbraccia per me la tua cara e buona moglie.* Heureuses les révolutions dont l'histoire palpitante peut se terminer par les effusions consacrées de l'affection domestique!

Sérieusement il faut désirer que l'adhésion des diverses parties de l'Italie à la guerre nationale se puisse faire toujours avec la spontanéité et la douceur qui ont distingué la révolution florentine. Non loin de là, à Parme, quelques heures ont vu, sans plus de malheurs, s'accomplir une restauration après une révolution. Les choses ne s'arrangeront probablement pas aussi facilement dans le duché de Modène, car le gouvernement de ce petit pays, plus engagé dans les liens de l'Autriche, est loin d'avoir montré dans sa politique habituelle la mansuétude qui distinguait les gouvernemens de Toscane et de Parme. Qu'arrivera-t-il à Naples? L'on dit que le duc de Calabre a blâmé dans une occasion récente la politique de son père. Si la mort du roi est le signal d'un mouvement, du moins il y a dans la famille royale un prince, le prince de Syracuse, qui a donné de vieux gages à la cause libérale, et qui pourra conserver quelque ascendant sur les esprits. Mais le point délicat de l'Italie, aujourd'hui plus que jamais, c'est l'état romain. Le parti de l'indépendance nationale fera un grand acte d'habileté, s'il se contente de recevoir des Légations, de la Romagne et de Rome les libres volontaires que ces pays lui envoient, et s'il s'abstient de troubler la neutralité du saint-père. L'imprudente insurrection du parti révolutionnaire contre le pape en 1848 a été à cette époque l'achoppement de la cause italienne. Des troubles inconsidérés dans les États-Romains risqueraient encore de compromettre l'Italie en soulevant contre elle les intérêts et les passions catholiques. C'est donc aller aujourd'hui non-seulement contre la véritable politique de l'Italie, mais contre la politique nécessaire de la France, que d'irriter, comme vient de le faire un de nos plus jeunes et plus spirituels romanciers, M. Edmond About, la plaie cuisante de Rome. Nous ne reprocherons pas à M. About d'avoir fait un livre qui n'émeut pas, il n'a pas la fibre sympathique, et qui n'amuse point, M. About a tenu à être sérieux; mais nous lui reprocherons d'avoir manqué de tact autant que de mesure. Il a oublié, en écrivant le portrait du cardinal Antonelli, que l'invective ne demeure littéraire que lorsqu'elle sait se contenir, et il a méconnu, en publiant son livre aujourd'hui, les intérêts les plus évidens de l'Italie et de la France dans la crise actuelle.

La question des neutralités se présente sous un jour aussi favorable qu'on pouvait l'espérer. Parmi les neutralités, c'est celle de l'Angleterre qui nous importe le plus. Or l'Angleterre vient de la proclamer à sa façon, par les manifestations populaires dans les élections, par la voix de l'opinion publique dans ses journaux, par l'organe de ses représentans et de ses hommes d'état sur les *hustings*. La neutralité de l'Angleterre pendant la guerre où la France et l'Autriche sont engagées est le vœu sincère comme la déclaration unanime de la nation anglaise. C'est que, de tous les peuples, le peuple anglais est le seul qui sache se rendre un compte exact, précis, pratique, de ce qu'est la guerre. Les Anglais, quand ils y sont contraints par la nécessité, font la guerre avec plus de vigueur peut-être et de persévérance qu'aucune autre nation; mais ils en connaissent si bien les souffrances, le prix, et dans trop de cas la stérilité, qu'ils n'auront jamais d'empressement à se jeter dans une guerre générale. — Pour comprendre leurs dispositions, il faut savoir que depuis 1815 toute leur politique intérieure a été une longue enquête, une discussion approfondie et une réforme per-

sévérante des maux de la guerre qui a rempli la fin du dernier siècle et le commencement du nôtre. Les Anglais n'ont travaillé depuis lors qu'à ceci : d'abord payer moins de taxes ou mieux répartir les impôts qui alimentent leurs revenus, ensuite par ces réformes financières agrandir leur prospérité commerciale et industrielle, puis encore, au moyen des progrès industriels combinés avec les réformes fiscales, améliorer la condition matérielle et morale des ouvriers, répandre l'instruction et l'aisance dans le peuple, enfin appeler progressivement à la vie politique les classes populaires, ainsi élevées par les travaux et les conquêtes de la paix. Dans cette carrière, tous les obstacles contre lesquels ils ont eu à lutter, la nécessité des gros budgets, le service d'une dette énorme et les impôts, étaient le legs de la guerre. C'est par cette lutte morale contre les résultats de la guerre qu'ils ont appris à la détester dans le passé et à la redouter surtout pour l'avenir. Les intérêts permanens de leur politique maladroitement attaqués ou leur honneur national gratuitement offensé pourraient seuls leur faire accepter une guerre nouvelle, qu'ils pousseraient sans doute avec d'autant plus d'acharnement qu'ils auraient eu plus de répugnance à surmonter pour s'y résoudre. Nous avons donc confiance dans la sincérité de la neutralité anglaise. Nous venons de voir quelle est la nature des périls qui menaceraient cette neutralité précieuse par l'alerte qu'a donnée à l'Angleterre la nouvelle, depuis démentie, de l'existence d'un double traité conclu entre la France et la Russie. Nos pires ennemis ne pouvaient pas produire une invention qui dût nous être plus funeste dans l'opinion anglaise. Sans doute les explications officielles ont effacé ou atténué l'assertion inexacte qui avait annoncé au monde l'existence d'une alliance franco-russe; l'impression n'est point cependant encore entièrement détruite dans l'esprit de certains Anglais, et nous devons nous attendre à voir la défiance éveillée à ce sujet trouver des organes dans les premières discussions du prochain parlement.

La neutralité de la Prusse a été exposée et justifiée avec une droiture et une franchise auxquelles nous ne pouvons qu'applaudir dans les explications présentées au parlement prussien par M. de Schleinitz, et dans le rapport de la commission chargée d'examiner les propositions financières et militaires du gouvernement. La Prusse reconnaît que la neutralité convient à son rôle de grande puissance, et qu'elle n'est point tenue, par ses devoirs envers la confédération, de défendre la domination de l'Autriche en Italie. Cette modération sensée de la Prusse n'a point réussi encore malheureusement à calmer l'effervescence qui règne depuis plusieurs mois dans les états secondaires du midi de l'Allemagne. L'incident politique que nous annonce le télégraphe, la retraite du ministre des affaires étrangères d'Autriche, M. de Buol, se liera-t-il à quelque modification dans l'attitude de la confédération? Il nous est impossible d'apprécier encore la portée de cet événement imprévu. L'on avait dit que M. de Buol ne s'était prêté qu'avec répugnance aux volontés de l'empereur qui ont précipité la guerre? M. de Buol se retire-t-il comme trop peu docile aux inspirations d'une politique belliqueuse? On sait aussi que depuis longtemps cet homme d'état est odieux au cabinet de Pétersbourg. L'empereur le sacrifie-t-il, et offre-t-il comme un gage à la neutralité russe la démission du ministre qui avait associé l'Autriche à la politique des puissances occidentales pendant la guerre d'Orient?

Le successeur désigné de M. de Buol est le comte de Rechberg, en ce moment président de la diète germanique. M. de Rechberg, qui appartient à une famille wurtembergeoise, est entré depuis longtemps dans la diplomatie autrichienne. Il a été placé à la tête de l'administration civile en Italie comme *ad latus* du maréchal Radetzky. C'est, dit-on, un esprit ardent, un caractère loyal, mais avec de l'aigreur et peu sympathique à l'Italie. Il passait autrefois pour hostile à la Prusse, et lorsqu'il remplaça M. de Prokesch à la présidence de la diète, on vit dans ce choix une manœuvre agressive du cabinet de Vienne contre la cour de Berlin.

Les élections anglaises sont à peu près terminées. Le parti tory y a dépensé beaucoup d'argent : l'on assure que lord Derby seul avait souscrit pour 20,000 livres sterl. au fonds commun réuni par le Carlton-Club, afin de subvenir aux dépenses électorales. Le ministère n'aura pourtant gagné qu'une vingtaine de voix. Le parti conservateur arrivera avec environ 300 voix à la chambre des communes en face de plus de 350 libéraux. L'avantage des conservateurs est, il est vrai, de former un parti compacte et discipliné, tandis que la majorité libérale se subdivise en trois ou quatre fractions qu'il est difficile de mettre d'accord, si ce n'est sur certaines questions générales. La discipline des tories réussira peut-être à conserver le pouvoir aux chefs de leur parti; M. Disraeli s'est même vanté devant ses électeurs d'être autorisé à compter sur l'appui de plusieurs membres du parti libéral. Au surplus il ne semble pas que le cabinet puisse vivre sans modification. L'on assure que lord Derby voudrait conquérir lord Palmerston, vivement courtisé d'un autre côté par les whigs. Avec ses antécédens mêlés de torysme et de libéralisme, le noble lord se voit encore, à la fin de sa carrière, dans la flatteuse situation de l'homme aux deux maîtresses.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Mme ELLIOTT ET SES SOUVENIRS SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Journal of my life during the French Revolution,
by Grace Dalrymple Elliott; London, Richard Bentley, 1859.

Parmi les grands événemens de l'histoire qu'on se lasse le moins d'étudier et d'interroger, il faut mettre en première ligne la révolution française. La postérité en recherche tous les détails avec une ardeur insatiable. Tout ce que l'imagination peut même ajouter à l'exactitude des récits authentiques nous attire et nous séduit encore. Qu'est-ce donc lorsqu'il nous arrive de retrouver une page véritable de l'histoire, lorsque nous pouvons entendre parler un témoin réel et accrédité! Les *souvenirs* de Mme Elliott, qui viennent de paraître à Londres sous les auspices de sa petite-fille, ne composent ni un essai critique sur notre révolution française ni un récit détaillé : ce

sont les simples réminiscences de ce qu'une jeune étrangère a entrevu et enduré personnellement au plus fort de la tourmente, et qu'elle a consignées plus tard dans un milieu plus tranquille. En position de beaucoup voir comme aussi de beaucoup souffrir, Mme Elliott saisit vivement l'attention dès le début pour la captiver jusqu'à la fin par l'évidente sincérité de sa narration, comme par l'ardeur et la constance de ses sentimens; mais avant d'en juger par quelques extraits, il convient de résumer ce que nous avons pu recueillir sur la personne et la vie de l'auteur.

Nous n'avons affaire ici ni à un pseudonyme ni à un personnage fictif. Née en 1765 en Écosse, où sa famille tient un rang distingué, élevée dans un couvent français, Grace Dalrymple avait épousé, dès sa première jeunesse, un homme plus âgé que son père, et qu'elle n'aima jamais. En butte aux dangereux hommages que lui attirait sa situation autant que son extrême beauté, Mme Elliott, qui portait sans doute alors le titre de lady Elliott, ne tarda pas à succomber aux séductions qui l'assiégeaient. Il en résulta un de ces scandaleux procès trop communs dans les annales de la justice britannique, et sir John Elliott obtint avec le divorce 12,000 livres sterling à titre de *dommages*. Sa jeune femme fut reconduite par son frère dans un couvent français pour être ensuite ramenée en Angleterre sous la trop ostensible protection d'un grand seigneur de son pays, lord Cholmondeley. Le prince de Galles, depuis prince-régent, et qui fut roi ensuite sous le nom de George IV, était alors dans tout l'éclat de sa brillante jeunesse. Lié avec lord Cholmondeley, il vit dans son château, à Houghton, un portrait où les charmes incomparables de la jeune divorcée étaient fidèlement retracés; il demanda avec instance à la connaître, et ses ouvertures ne furent point repoussées. Mme Elliott vivait à une époque où le dévouement envers les princes était difficile et fort périlleux. Dans un moment où tant de haines se déclaraient contre les personnes royales, ne recherchons pas trop curieusement jusqu'où la séduisante Écossaise a pu porter l'exagération du sentiment contraire. Toujours est-il qu'un matin à l'église de Mary-le-Bone, à Londres, lord Cholmondeley, accompagné de deux personnes que l'on ne nomme point, faisait tenir sur les fonts de baptême une fille nouvellement née, qui reçut les noms de Georgina Augusta Frederica Seymour. C'est elle qui devait épouser lord Charles Bentinck. Plus tard, le feu duc de Cambridge, ayant un jour remarqué dans les environs de Londres une voiture particulière écartelée des armes royales d'Angleterre, signala le fait au prince-régent, son frère; celui-ci n'en témoigna ni surprise ni indignation. Il fit cependant dire à qui de droit qu'une démonstration aussi publique, étant sans exemple depuis le règne de Charles II, de joyeuse mémoire, ne saurait être permise dans un siècle plus grave. Nous n'avons d'ailleurs à parler de lady Charles Bentinck que comme du lien qui rattache plus précisément la mémoire de sa mère aux souvenirs contemporains.

Vers l'époque où naissait cette enfant d'un mystère aussi transparent, et quand lord Cholmondeley et son royal ami se livraient également l'un et l'autre, assure-t-on, à la joie que devait répandre un aussi heureux événement, M. le duc d'Orléans paraissait à la cour et dans la société de Londres pour balancer, dans les régions les plus élevées de la fashion et du sport, les triomphes mêmes du prince de Galles. Entre lui et Mme Elliott, il ne tarda

point à s'établir une amitié dont je me bornerai à dire que, si l'aimable Anglaise sacrifia aux agrémens du Palais-Royal ceux de Carlton-House, ce ne fut que pour y retrouver une position et des hommages semblables. Déjà cependant tout n'était plus joie, plaisirs et fêtes dans ce brillant et redoutable Paris; déjà les allées ombragées du Raincy et de Monceaux aboutissaient aux prisons de la république et jusqu'au pied même de l'échafaud. Évidemment il faut accepter avec réserve les jugemens de Mme Elliott, qui, témoin et victime de tant d'événemens épouvantables, enveloppe dans une réprobation beaucoup trop générale et les hommes et les idées de la période révolutionnaire. Il importe d'ailleurs de le constater, son livre, bien que publié aujourd'hui sous le titre de *Journal,* n'a point été et n'aurait pu être écrit jour par jour au milieu des scènes qu'elle retrace. Sous la terreur, c'était beaucoup que de pouvoir s'écrier avec Sieyès : « J'ai vécu! » C'eût été trop de pouvoir dire : « J'ai rédigé. » Aussi la narration de Mme Elliott ne fut-elle entreprise qu'après son retour en Angleterre, à la suite de lord Malmesbury, et sur la demande expresse de George III. Sir David Dundas, médecin du vieux roi, l'était aussi de la belle aventurière; souvent il racontait à l'auguste malade les anecdotes qu'il tenait d'elle. Le roi s'y intéressa tellement qu'il réclama une relation écrite, et c'est ainsi, et pour cette seule fin, que fut rédigé le manuscrit, porté, jour par jour et presque feuille par feuille, au palais.

Voyons maintenant le livre lui-même. Mme Elliott ne fait pas languir ses lecteurs plus que ses soupirans. Dès la première ligne, elle nous introduit *in medias res.* Le rideau se lève, et déjà toute l'émotion du drame nous gagne et nous saisit. « En 1789, le 12 juillet, qui était un dimanche, j'allai avec le duc d'Orléans, le prince Louis d'Aremberg et d'autres personnes dont les noms m'échappent, pour pêcher et dîner dans le château du duc, au Raincy. Nous revînmes le soir même à Paris pour aller à la Comédie-Italienne. A notre départ, le matin à onze heures, tout était parfaitement tranquille; mais en arrivant vers huit heures du soir à la Porte-Saint-Martin, où la voiture de ville du duc et la mienne nous attendaient, mon domestique me dit que je ne pourrais point aller au spectacle, les théâtres étant fermés par ordre de la police, que dans Paris tout était confusion et tumulte, que le prince de Lambesc avait pénétré dans le jardin des Tuileries et mis tout le monde en fuite, que les gardes-françaises et le régiment de royal-allemand, qui était celui du prince de Lambesc, combattaient en ce moment même sur le boulevard de la Chaussée-d'Antin, en face de la caserne des gardes-françaises, que beaucoup de cavaliers et de chevaux avaient été tués, qu'enfin la foule insurgée portait dans les rues les bustes du duc d'Orléans et de Necker.

« Quand mon domestique m'eut donné ces renseignemens, je priai le duc de ne point rentrer à Paris dans sa propre voiture; il me semblait de la dernière imprudence pour lui de paraître en public dans un pareil moment, et je lui offris la mienne. Jamais je ne vis surprise plus sincère que celle qu'il témoigna en apprenant la situation de Paris. Il monta dans ma voiture et me pria de le conduire au *salon des princes,* club fréquenté alors par toute la noblesse, et où il espérait rencontrer des personnes qui lui diraient des nouvelles exactes; mais, arrivés au club, nous le trouvâmes fermé, ainsi que tous les autres, par ordre de l'autorité. Nous nous rendîmes alors à la mai-

son du duc, à Monceaux, et nous y arrivâmes vers neuf heures. Le duc trouva ses domestiques dans une confusion et une inquiétude extrêmes, car personne au Palais-Royal ne savait où il était allé, et le bruit s'était répandu dans tout Paris qu'il avait été conduit à la Bastille et décapité d'après les ordres du roi. Ils lui dirent que les princes du sang et tous ses amis avaient été au Palais-Royal et à Monceaux pour savoir de ses nouvelles, et qu'ils étaient dans une alarme et une consternation extrêmes. Le prince donna l'ordre à son suisse de ne laisser entrer personne auprès de lui, sauf le duc de Biron, disant qu'il coucherait à Monceaux, mais qu'il verrait Mme de Buffon, si elle venait. Je lui demandai ce qu'il comptait faire. Il se montra fort indécis; il voulait surtout savoir au juste ce qui se passait à Paris, bien que ses gens lui eussent déjà confirmé tout ce que mon domestique nous avait rapporté. Il demanda au prince Louis d'Aremberg de voir le duc de Biron afin d'en savoir davantage, et de le mettre à même de régler en conséquence sa conduite durant la nuit.

« On ne permettait plus aux voitures de circuler dans Paris après dix heures. Le duc désirant rester seul, je me rendis à pied chez le duc de Biron avec le prince Louis. Nous vîmes beaucoup de groupes assemblés dans les rues voisines des Tuileries et de la place Louis XV. J'étais très inquiète de la situation du duc, et je désirais vivement savoir l'opinion du public à son égard. Nous nous mêlâmes donc à ces groupes, qui discutaient la question à des points de vue différens, les uns très bien disposés en faveur du prince, les autres non moins violens contre lui, et l'accusant de vouloir détrôner le roi. Cette dernière accusation m'émut si vivement que je retournai à Monceaux pour lui dire quelles horreurs on lui imputait. Je le trouvai avec Mme de Buffon, et comme les opinions de celle-ci étaient fort opposées aux miennes, je fis appeler le duc dans les jardins, et nous nous y promenâmes jusqu'à deux heures du matin. Là, je le conjurai à genoux d'aller à Versailles à l'instant même, de ne point quitter le roi tant que Paris serait dans un pareil état, de montrer ainsi que la foule insurgée se servait de son nom à son insu et sans son aveu, de témoigner enfin combien il était réllement et sincèrement affligé de tout ce qui se passait. Il me répondit qu'il ne pouvait aller à Versailles à une heure pareille, que les avenues étaient gardées, que le roi serait couché et ne le recevrait point; mais il me donna sa parole d'honneur qu'il s'y rendrait le lendemain matin à sept heures.

« Ce fut aussi le lendemain que le comte d'Artois, le prince de Condé et le duc de Bourbon s'éloignèrent. Ils firent parfaitement bien, car ils eussent assurément été massacrés; mais ils ne songeaient point alors sans doute à quitter définitivement leur pays. Durant toute cette journée du 13 juillet, des scènes de tumulte et d'horreur se succédèrent dans tout Paris. Le meurtre de MM. de Foulon et Flesselles, prévôts des marchands, n'est que trop bien connu. J'eus le malheur, dans le courant de la soirée, de tenter de me rendre chez mon bijoutier, et je rencontrai dans la rue Saint-Honoré les soldats des gardes-françaises qui portaient, à la lueur des flambeaux, la tête de M. de Foulon. Ils l'avancèrent jusque dans ma voiture; à cette horrible vue, je poussai des cris d'effroi et perdis connaissance; si je n'avais eu à mes côtés une dame anglaise qui eut le courage de haranguer les insurgés et de leur dire que j'étais une patriote d'Angleterre, ils m'eussent assurément massa-

crée, car déjà ils commençaient à m'accuser d'être une amie du malheureux Foulon et de vouloir faire manger du foin au peuple, propos qu'on lui prêtait. Je n'essayai point d'aller plus loin, et rentrai chez moi à demi morte. On me mit au lit et on me saigna, car j'étais tout à fait malade. Ayant reçu bientôt après un billet du duc d'Orléans pour m'engager à me rendre sans retard à Monceaux, je dus m'excuser sur l'état où je me trouvais. Le duc vint auprès de moi sur-le-champ, et parut fort alarmé en me voyant si souffrante. Je lui demandai comment il avait été reçu à Versailles, et pourquoi il en était si tôt revenu, car les états y siégeaient alors dans la salle du Jeu de Paume, et il avait ses appartemens au château. Il me dit qu'à son arrivée il s'était rendu directement au lever du roi, qui était au moment de quitter le lit. Le roi ne fit aucune attention à lui; mais comme il était d'étiquette pour le premier prince du sang, quand il était présent, de passer la chemise du roi, le gentilhomme de la chambre donna la chemise à cet effet au duc d'Orléans. Il s'approcha du roi, qui lui demanda ce qu'il voulait. « Je viens, répondit le duc en passant la chemise, prendre les ordres de votre majesté. » Le roi répondit avec beaucoup de dureté : « Je ne vous demande rien; retournez d'où vous êtes venu. » Le duc fut profondément irrité et blessé. En quittant la chambre, il se rendit aux états, qui, je le crois, étaient déjà en séance au Jeu de Paume, et le soir même il revint à Paris. Il était beaucoup plus mécontent que je ne l'avais encore vu. « Le roi et la reine, me dit-il, me détestent et chercheront à me faire empoisonner. Quelque désir que j'eusse de leur être utile, jamais ils ne croiront à ma sincérité. Aussi suis-je décidé à ne plus les revoir, car ils m'ont traité trop cruellement au moment même où je voulais réellement servir le roi : s'il m'avait bien reçu à son lever, peut-être les choses auraient-elles été mieux pour tout le monde; mais maintenant je me ferai des amis à moi. » Il me sembla en effet dès ce moment que le duc devint plus exalté en politique, et, bien que jamais je ne l'aie entendu parler sans respect du roi, je l'ai certainement entendu s'exprimer sur le compte de la reine avec une extrême vivacité. Je fus très affligée de cet incident. La cour aurait certainement dû considérer la puissance du duc et ne point l'offenser si légèrement : en lui montrant de la considération et de la confiance, elle aurait pu encore le détacher des êtres affreux qui l'environnaient, et dont les derniers ne le quittèrent qu'après l'avoir perdu sans retour et conduit à l'échafaud. »

Je chercherai à résumer plus loin ce que Mme Elliott a consigné de plus essentiel sur les incertitudes, les faiblesses, les bonnes dispositions trop souvent contrariées ou méconnues du duc d'Orléans. C'est évidemment de ce prince qu'elle peut parler avec le plus d'exactitude et d'autorité. Les souvenirs de Mme Elliott n'offrent pas d'ailleurs que ce seul mérite. Son royal admirateur lui reprochait à tort d'être « une fière Écossaise qui n'aimait que les rois et les princes. » Elle aimait aussi, non sans quelque passion, les reines et les princesses, et nous la trouvons dans tous ses malheurs plus occupée des souffrances de la famille royale que des siennes. Mme Elliott avait loué à Issy une maison de campagne avec un parc, qui avait appartenu à la duchesse de l'Infantado, dévouée à la reine. Souvent Marie-Antoinette s'y rendait pour se dérober quelques heures aux persécutions et aux chagrins chaque jour croissans des Tuileries. Le village d'Issy était rempli

de jacobins, qui, à force d'accusations et d'insultes, contraignirent la duchesse à s'éloigner; mais deux fois encore, pendant que Mme Elliott y résidait, Marie-Antoinette lui demanda la permission de se promener dans les jardins, afin d'échapper à l'outrageante surveillance de la garde nationale. Mme Elliott avait déjà eu l'honneur d'approcher la reine à Saint-Cloud, « sa majesté, dit-elle, ayant remarqué ma petite fille, qu'elle daigna trouver très jolie, et l'ayant envoyé chercher par le duc de Liancourt pour la tenir sur ses genoux pendant tout le dîner. » Souvent aussi elle voyait passer Marie-Antoinette, « dans sa voiture à six chevaux, avec le dauphin, Mme Royale, Mme Élisabeth et Mme de Tourzel, gouvernante des enfans de France. Ils paraissaient alors toujours tristes, abattus, et non sans raison, car peu de personnes leur témoignaient le moindre respect, tandis que bien d'autres qui, quelques mois auparavant, se fussent prosternés à leurs pieds, les dépassaient maintenant et les éclaboussaient sans ménagement. Pour ma part, je leur montrais tous les égards qui étaient en mon pouvoir, et sa majesté daignait me faire voir qu'elle le remarquait. » Plus tard même, Mme Elliott entreprit le voyage de Bruxelles pour remettre une lettre et un petit coffret de la part de Marie-Antoinette à l'archiduchesse Albert; mais celle-ci avait déjà quitté les Pays-Bas. Voici des lignes curieuses sur la reine et sur la dernière soirée où elle parut en public :

« Je crois fermement que jamais princesse meilleure ni plus aimable n'a vécu. Elle a été cruellement calomniée par la nation française. J'ai intimement connu ceux qui ont approché sa majesté de plus près, et pour lesquels elle n'avait rien de caché : — tous m'ont assuré qu'elle était la bonté même, — une maîtresse des plus douces et des plus affectueuses. A vrai dire, elle l'était trop pour bien des gens qui ne méritaient point ses bontés. Le malheur de la reine, amenée très jeune à la cour de Louis XV, ce fut d'être exposée à y voir de trop près une société légère et sans mœurs. Elle y contracta le goût et l'habitude d'amusemens publics et frivoles que lui eût défendus absolument la sévérité de l'étiquette. C'est ainsi qu'elle se fit beaucoup d'ennemis parmi les vieilles dames formalistes de la cour qu'elle n'aimait point, et qu'elle s'attacha à des personnes plus jeunes dont les dispositions étaient plus conformes aux siennes. La vieille noblesse ne le lui pardonna jamais; ses actes même les plus innocens furent dénaturés, et ses ennemis lui imputèrent toute sorte de vices..... Après le 20 juin, les personnes qui voulaient du bien au roi et à la reine désiraient que sa majesté se montrât quelquefois en public avec le petit dauphin, le plus joli et le plus intéressant des enfans, et sa charmante fille, Mme Royale. Elle se décida en conséquence à se rendre à la Comédie-Italienne avec ses enfans, Mme Élisabeth et Mme de Tourzel. Ce fut la dernière fois que sa majesté parut en public. J'étais dans ma loge, à peu près en face de celle de la reine. On donnait *les Événemens Imprévus,* et Mme Dugazon jouait la soubrette. Dès son entrée, sa majesté semblait fort abattue. Les applaudissemens l'émurent profondément, et plusieurs fois je la vis essuyer ses larmes. Le petit dauphin, qui resta sur ses genoux toute la soirée, paraissait rechercher sans cesse la cause des pleurs de sa mère infortunée. Elle s'appliquait à le rassurer, et l'auditoire se montrait généralement sympathique. Dans le cours de la pièce, il est chanté un duo par la soubrette et le valet, où Mme Dugazon dit : « Ah!

que j'aime ma maîtresse! » A ces mots, elle regarda la reine avec intention, mais quelques jacobins présens s'élancèrent sur la scène, et auraient assassiné Mme Dugazon, si les autres acteurs ne l'avaient dérobée à leurs poursuites. On entraîna hors de la salle la pauvre reine et sa famille, et c'est tout au plus si les gardes purent les conduire en sûreté jusqu'à leurs voitures. »

Revenons au duc d'Orléans. Nous avons vu que notre fière Écossaise n'épargnait point à ce prince les plus salutaires conseils : bientôt nous la retrouverons plus prodigue encore d'avertissemens et de reproches; mais en condamnant ses erreurs avec la plus implacable sévérité, elle leur trouve des causes réelles dans la faiblesse, l'irrésolution, l'entraînement des circonstances et les plus déplorables relations. Cette lecture donne la conviction que le prince n'était ni méchant, ni pervers, ni même très ambitieux. Et pourtant telle fut l'impérieuse pression des événemens, que nous le voyons, jour par jour et presque à son insu, engagé, compromis, entraîné bien au-delà de ce qu'il eût jamais voulu ou imaginé. Sa position avait été dès l'origine d'une difficulté immense. Naturellement modéré, libéral, « anglomane, » comme on disait alors, il se trouva en lutte avec les vues extrêmes et les fougueuses passions de la cour. Froissé, blessé, repoussé trop souvent de ce côté avec un inconcevable aveuglement, il se laissa d'autant mieux aller aux espérances enthousiastes et irréfléchies qui se produisaient autour de lui.

Il est des situations et des époques où les plus grands cœurs semblent seuls capables des vertus ordinaires. Évidemment ce qui manquait le plus au duc d'Orléans, c'était un juste discernement des hommes et cette règle intérieure, cette lumière vraiment divine des âmes d'élite qui trace et éclaire le chemin de l'honneur et du devoir au milieu de l'aberration universelle. Ce prince ne savait pas résister. Mme Elliott nous le montre à chaque page doutant, hésitant, voulant le bien, déplorant le mal; mais l'ardente Écossaise avait beau conjurer et même convaincre son royal ami, l'entourage révolutionnaire reprenait de plus en plus chaque jour son fatal ascendant. « Vous en parlez à votre aise, répondait le prince. Le torrent m'entraîne, et je ne suis maître ni de mes actes ni de mon nom. » Parole de la plus amère vérité, car c'est l'abus de son nom, fait trop souvent à son insu et sans son aveu, qui, en lui créant une popularité factice, excita contre lui la défiance de tant d'honnêtes gens, et parut justifier celle de la cour. Que n'eût-il donné alors pour pouvoir échanger sa position princière, sa fortune, tout ce que les accidens révolutionnaires pouvaient ouvrir de perspectives à son ambition, contre une modeste existence de gentilhomme campagnard en Angleterre! Toujours il avait aimé et admiré cette patrie de la liberté paisible et régulière; mais c'est en vain qu'à grands frais il avait fait établir ses jardins de Monceaux sur le modèle d'un de ces grands domaines patrimoniaux, véritables monumens du génie propre d'une race si voisine et si différente : il ne devait plus y retrouver le repos et la sécurité, et, pour les poursuivre ailleurs, il fallait savoir se décider. Je me rappelle avoir entendu raconter au comte Étienne de Durfort, longtemps lié avec le duc d'Orléans, qu'un jour son départ pour les États-Unis semblait définitivement résolu : au dernier moment, il y eut contre-ordre; ses amis re-

doublèrent d'instances. « Vous me connaissez, objecta le prince. Comment pourrais-je vivre sans l'Opéra? » Et pourtant le *torrent* montait et grossissait sans cesse. Voici quelques détails donnés par Mme Elliott sur le vote du 19 janvier et sur la mort du malheureux prince : on verra si dans ses relations avec lui elle portait moins de franchise que d'abandon.

« Le jeudi 17 janvier, le duc d'Orléans et le duc de Biron se rencontrèrent chez moi. Depuis quelque temps, je voyais peu le premier. Je lui demandai ce qu'il pensait maintenant de cet épouvantable procès, et je lui exprimai l'espoir que jamais il ne s'approcherait plus de ces vils mécréans. Il me dit qu'étant membre de la convention, il était obligé de se rendre aux séances. « Comment, m'écriai-je, pouvez-vous rester là pour voir votre roi et votre cousin traîné devant ces forcenés, et qu'on ose l'insulter par de pareilles questions? J'aurais bien voulu y être, moi, à la convention : j'aurais retiré mes deux souliers, et je les aurais jetés à la tête du président et de Santerre pour avoir osé outrager ainsi leur roi et leur maître. » Je m'animais beaucoup, et le duc d'Orléans semblait irrité de son côté. M. de Biron lui fit quelques questions sur le procès. Je ne pus m'empêcher de dire : « J'espère au moins, monseigneur, que vous voterez pour la délivrance du roi. — Certainement, répliqua-t-il, et pour ma propre mort. » Je vis qu'il était blessé, et le duc de Biron dit : « Le prince ne votera pas. Le roi s'est toujours conduit très mal pour lui; mais il est son cousin, il se dira malade et restera chez lui samedi, jour de l'appel nominal qui décidera du sort du roi. — Monseigneur, m'écriai-je, je suis sûre que vous n'irez pas à la convention samedi. Je vous en conjure, n'y allez pas! » Il m'assura qu'il n'irait point, et que jamais il n'avait eu l'intention d'y aller..... Le samedi je me trouvais chez le duc de Biron, qu'on appelait alors le général Biron, à l'hôtel Saint-Marc, rue Saint-Marc, avec Dumouriez et Mme Laurent. Il était sept heures et demie du soir, et nous étions tous fort abattus. De demi-heure en demi-heure, on nous envoyait la liste des votans, et nous vîmes tous avec angoisse que beaucoup d'entre eux s'étaient prononcés pour la mort. Nous apprîmes ensuite qu'à huit heures le duc d'Orléans avait paru à la convention, ce qui nous surprit profondément. Je craignais beaucoup qu'il ne votât pour la réclusion, mais je n'appréhendais rien de pire. Cependant chaque liste devenait de plus en plus alarmante, jusqu'à ce qu'enfin la triste et fatale nomenclature nous parvint avec la condamnation du roi et le vote du duc d'Orléans. Jamais je n'ai éprouvé un tel saisissement. Nous étions tous dans les larmes et la désolation : le pauvre Biron lui-même, qui, hélas! était républicain, en eut presque une attaque. Un jeune homme qui était aide de camp du duc ôta son habit et le jeta au feu, disant qu'il rougirait de le reporter jamais. Il se nommait Rutaux; il était noble et natif de Nancy. C'était un excellent jeune homme, qui n'avait point émigré par affection pour Biron, bien que son cœur fût toujours avec les princes. Dès que ma voiture fut venue, je rentrai chez moi; mais chaque endroit me semblait désolé et taché de sang. Mes domestiques étaient consternés. Jusqu'alors je m'étais flattée que le duc d'Orléans n'était qu'égaré, entraîné par d'autres. Je jetai loin de moi tout ce qu'il m'avait donné, ne voulant rien conserver de ce qui lui avait appartenu...

« J'étais dans ma prison à Versailles quand, le 5 novembre, j'appris le sort de l'infortuné duc d'Orléans. Il serait superflu de dire tout ce que j'éprouvai à cette occasion. Je ne croyais même pas qu'il eût été ramené de Marseille à Paris. Je sais qu'il est mort avec courage. En deux heures de temps, il fut jugé, condamné, exécuté. Un de mes domestiques rencontra par hasard la charrette où il se trouvait dans la rue du Roule, près du Pont-Neuf. Il savait bien qu'elle portait des condamnés, mais il fut accablé quand il reconnut le duc d'Orléans. Il y avait très peu de monde dans les rues jusqu'au moment où l'on gagna le Palais-Royal, et alors le peuple se réunit et se pressa autour de lui. Personne n'avait encore la moindre idée que le duc eût été mis en jugement. On l'arrêta durant dix minutes sous les fenêtres de son palais. D'après ce que me raconta mon domestique, le prince avait cet aspect grave qu'on remarquait chez lui autrefois quand il sortait pour quelque cérémonie. Il était fort poudré et avait très bonne mine. Il avait les mains liées derrière le dos et l'habit rejeté sur les épaules. Son habit était gris clair avec un collet noir. Quand la charrette s'éloigna du Palais-Royal, il lança sur la foule un regard d'indignation. Il ne témoigna aucune émotion et portait toujours la tête très haute jusqu'au moment où la charrette tourna pour entrer dans la place Louis XV. Alors, voyant l'échafaud tout devant lui, il pâlit, mais sans changer d'attitude. Trois autres prisonniers étaient avec lui dans la charrette : une Mme de Kolly, d'une grande beauté, femme d'un fermier-général, — un député de la convention, nommé Coustard, du parti de la Gironde, et un serrurier du nom de Brouce, qui avait fait une clé pour mettre quelques papiers en sûreté. Il était près de quatre heures quand on atteignit l'échafaud, et il faisait déjà sombre. Le duc fut exécuté le premier pour qu'on pût montrer sa tête à la foule. Il s'élança sur l'échelle, regarda fixement tous ceux qui l'entouraient, aida lui-même le bourreau à dénouer sa cravate, ne proféra point une parole et ne fit aucune résistance. »

On a vu dans quels lieux Mme Elliott avait appris ce tragique dénoûment. On ne s'étonnera point qu'avec cette chaleur de sentimens et de langage dont elle nous a donné quelques indices, les prisons se soient promptement ouvertes pour elle. A vrai dire, elle ne se bornait point à bien penser et à bien parler, elle mettait non moins d'ardeur et de dévouement à bien agir. Rien n'est plus attachant que la relation de toutes ces vicissitudes d'une fortune si diverse. Le 10 août, elle recueille chez elle trois ou quatre soldats suisses à qui elle sauve la vie; puis, effrayée de l'état de Paris, elle s'évade la nuit pour se réfugier dans sa résidence de Meudon, où elle se traîne seule, et les pieds ensanglantés, ayant dû faire toute cette route pierreuse dans des souliers de satin blanc. Durant l'effroyable journée du 2 septembre, elle n'hésite pas à rentrer à Paris sur une communication secrète, que sa présence pourrait y être utile à une personne très malheureuse. Arrivée dans sa maison du faubourg Saint-Honoré, elle apprend qu'il ne s'agit de rien moins que de venir au secours du marquis de Champcenetz, gouverneur des Tuileries, que depuis le 10 août on poursuivait et traquait comme une bête fauve dans tout Paris. L'infortuné proscrit n'était nullement de ses amis : il s'était conduit fort mal envers le duc d'Orléans, qui l'avait beaucoup protégé et servi au début de sa carrière. Mme Elliott ne s'en applique pas moins à sauver les jours du marquis au péril extrême des siens. Jamais peut-être

victime ne fut arrachée à tant de dangers de mort avec plus de persistance, d'obstination et de présence d'esprit. Après avoir parcouru dans tous les sens les rues de Paris avec M. de Champcenetz, pour essayer de l'en faire sortir, elle se décide à le recueillir chez elle, malgré les inquiétudes que lui causait l'exaltation révolutionnaire d'une partie de ses gens. Tout à coup on lui annonce une de ces visites domiciliaires commandées dans toutes les sections de Paris. Il ne reste plus qu'une chance de salut : elle défait en toute hâte son lit, « qui était très grand, » cache le marquis entre les matelas, et se couche elle-même en faisant éclairer. A quatre heures du matin, la visite annoncée s'accomplit. Quarante forcenés se précipitent dans toute la maison, en parcourent tous les recoins, sondent tous les meubles à grands coups de baïonnette, et finissent par s'installer dans la chambre à coucher de la belle étrangère, qu'ils trouvent même tout à fait à leur goût. A force de courage, d'adresse, de sang-froid, Mme Elliott les décide enfin à s'éloigner, et le malheureux Champcenetz, qui étouffait de chaleur et d'angoisse, peut respirer un instant. Il n'était point au bout de ses alarmes, car on l'avait entrevu et reconnu la veille, et les poursuites dirigées contre sa personne continuaient dans tout Paris. Ce fut à la généreuse intervention du duc d'Orléans qu'il dut les moyens de quitter la France pour se réfugier en Angleterre. Mme Elliott devait, en 1815, le revoir encore une fois gouverneur du château des Tuileries.

Un tel acte de dévouement, et d'autres qu'on lui attribua, ne tardèrent point à lui rendre également insupportables le séjour de Paris et celui de Meudon. Chaque jour c'étaient des dénonciations, des perquisitions nouvelles. Enfin, pendant une visite domiciliaire où l'on avait beaucoup fouillé et beaucoup pillé aussi, on découvrit une lettre cachetée, à l'adresse de M. Fox, que lui avait envoyée de Naples un de ses compatriotes, sir Godfrey Webster : il n'en fallait pas davantage pour la convaincre, aux yeux de sa section, des manœuvres les plus perfides contre la révolution. A deux heures du matin, on l'entraîna à pied, entourée de soldats, d'abord à un corps de garde où elle passa la nuit, ensuite à la mairie voisine du Palais de Justice. Là, dans une étroite pièce, plus de deux cents prévenus étaient entassés, pour la plupart des femmes ou des gens de qualité. Il n'y avait que dix chaises, et durant les trente heures qu'elle y passa, on ne cessait de se trouver mal autour d'elle de fatigue et d'épuisement. A la fin, on l'interrogea sur la lettre; mais le cas était trop grave, et on la renvoya, toujours à pied, devant le comité de surveillance, aux Feuillans. Là siégeaient plus de quarante conventionnels, notamment Vergniaud, Guadet, et l'ex-capucin Chabot. Que contenait cette lettre? Évidemment c'était une conspiration royaliste. On ouvrit la lettre, mais personne ne savait un mot d'anglais : la prévenue fut obligée de traduire elle-même. Heureusement la lettre se trouva remplie d'éloges et d'admiration pour le mouvement révolutionnaire, et Vergniaud, qui dès l'abord s'était prononcé dans le sens de l'indulgence, insista pour la mise en liberté; mais Chabot restait convaincu qu'il y avait conspiration, et ne voulut pas se désister. Le courage de la malheureuse étrangère l'abandonna un instant. « Les pleurs ne nous font rien, s'écria le farouche défroqué. Si nous avions seulement les larmes répandues dans cette pièce, elles fourniraient de l'eau à toutes les maisons de Paris. »

Enfin Vergniaud l'emporta, et Mme Elliott put rentrer chez elle, mais pour y subir de la part de sa section des persécutions incessantes.

Arrêtée bientôt une seconde fois, elle fut conduite à Sainte-Pélagie, ce qui lui procura la connaissance de Mme Du Barry. Souvent celle-ci venait s'asseoir sur son lit pour lui raconter durant des heures entières des anecdotes sur le roi Louis XV et sur sa cour, et déjà la malheureuse laissait voir les angoisses qu'elle devait trahir plus tard sur l'échafaud. Ici Mme Elliott fait observer avec raison que si ces scènes violentes s'étaient plus souvent répétées, la foule eût été plus émue qu'au spectacle de l'impassible héroïsme généralement déployé alors, et eût peut-être mis plus tôt un terme à ces indignes exécutions. De Sainte-Pélagie, Mme Elliott fut conduite devant le comité de salut public, qui visitait alors les papiers du duc d'Orléans. Tout s'y passa bien, et elle fut de nouveau rendue à une mensongère liberté. Cependant les membres de sa section avaient juré sa perte et le lui dirent, si bien qu'elle s'évade encore de Paris pour réclamer son arrestation à Meudon, où les dispositions lui étaient moins hostiles. Par une pluie battante, on la conduit à Versailles dans une charrette, pour l'écrouer, trempée jusqu'aux os, dans la prison dite des Récollets. Elle y est renfermée dans une grande pièce, d'une saleté épouvantable, avec des condamnés dont les égaremens avaient été totalement étrangers à la politique. Rien de plus affreux que le régime de cette prison, si horriblement humide, que la plupart des prévenus y perdaient leurs dents : du pain d'orge, des harengs saurs; les jours de fête, des potages où la dépouille mortelle du cheval et de l'âne entrait comme élément principal. En revanche, on faisait aux Récollets des connaissances agréables. Un jour, notre belle prisonnière entre dans la chambre du geôlier, et y rencontre un jeune homme, beau, bien mis, qui buvait avec lui un verre de vin. On l'engage à se mettre de la partie, et elle n'ose refuser. Le jeune homme regarde sa montre et se lève. « Il faut le cultiver, s'écrie le geôlier, c'est le jeune Samson, et peut-être sera-ce lui qui vous coupera la tête. — Ce ne sera pas long, remarqua celui-ci en lui prenant le cou : vous êtes si fine et si mince d'ici, que je ne vous ferai pas languir, si c'est moi qui dois vous expédier. »

Elle ne devait cependant pas avoir recours aux bons offices du jeune Samson. Sous je ne sais quel prétexte, on la transfère un beau matin à Paris, au milieu des outrages de la populace, pour l'enfermer d'abord aux anciennes écuries de la reine, toutes remplies de malheureux prisonniers qui venaient de faire la route entière de Nantes à pied, et qui couchent à ses côtés sur la paille dans l'état le plus pitoyable. Alors tout était prison à Paris, pourvu que l'espace s'y trouvât, et pourtant l'espace manquait encore, car tout regorgeait de détenus. On trouve enfin à la placer aux Carmes, lieu célèbre par le massacre récent des prêtres et de l'évêque d'Arras. Là, quelle étrange réunion! La duchesse d'Aiguillon, Mme Lamotte, M. et Mme de Custine qui s'aiment éperdument, M. et Mme de Beauharnais, longtemps séparés et qui se retrouvent au pied de l'échafaud, où lui seul pourtant devait monter; le général Hoche, très aimable; Santerre, plus empressé encore et toujours aux petits soins avec ses compagnons d'infortune. C'est aussi aux Carmes que Mme Elliott revoit la comtesse de Jarnac, dont elle parle souvent dans sa relation, et notamment pour avoir recueilli chez elle, au plus fort

de la tourmente, les deux jeunes enfans de la comtesse Archambaud de Périgord, la duchesse de Poix et le duc de Dino-Talleyrand.

Que de scènes lamentables et touchantes! que d'amitiés improvisées! que de passions naissantes interrompues par l'effroyable appel nominal! On se rapproche, on se resserre davantage en attendant celui du lendemain. Un jour, ce sont cinquante victimes que réclame l'échafaud; le geôlier lui-même s'étonne, quoique très jacobin. Au moment où on enlève ses prisonniers, deux malheureux se précipitent au bas de l'escalier et se donnent la mort; on en prend deux autres au hasard, car il faut absolument le compte rond des cinquante; M. de Beauharnais était du nombre. Quant à Mme de Beauharnais, elle ne témoignait pour son propre compte aucune inquiétude; une diseuse de bonne aventure de son pays lui avait prédit, après quelques journées d'épreuve, une destinée des plus éclatantes. Aussi plus tard Mme Elliott la revit-elle un jour au moment où elle venait d'ôter une robe bleu et argent d'une rare magnificence; le matin même, elle s'était mariée à la municipalité. « Le général Buonaparte! s'écrie son amie; comment donc avez-vous pu épouser un homme avec un nom aussi affreux? » Barras le lui avait conseillé, et d'ailleurs c'était dans l'intérêt de ses enfans. En définitive, il paraîtrait que les détentions diverses de Mme Elliott ont duré environ dix-huit mois. L'éditeur dit qu'elle rentra en Angleterre à la suite de lord Malmesbury, après la conclusion de la paix d'Amiens; mais ici il y a probablement une erreur. Ce n'est plus lord Malmesbury, c'est lord Cornwallis, qui représenta l'Angleterre aux négociations d'Amiens : celles qui furent confiées à lord Malmesbury, et qui demeurèrent infructueuses, datent de 1796, et c'est dès lors sans doute que Mme Elliott retourna dans son pays. Peu après, un ami du prince de Galles, l'ayant rencontrée dans les environs de Londres, piqua très vivement la curiosité de ce dernier en lui annonçant qu'il avait vu une apparition d'outre-tombe, plus belle que jamais. Ravi de cette nouvelle inespérée, le prince fit mander sur-le-champ la charmante ressuscitée, et leurs anciennes relations se renouèrent. Elle retourna en France en 1814 et mourut pendant la restauration à Ville-d'Avray.

Mis quelque peu à l'aise, je l'avoue, par le dédommagement de 12,000 livres sterling que s'était fait allouer sir John Elliott, comme nous l'avons vu dès l'abord, je me suis franchement laissé aller à l'intérêt que m'a inspiré non-seulement le récit de Mme Elliott, mais sa personne, ses sentimens et son généreux dévouement. Femme avant tout, et femme très passionnée, elle enveloppe dans une malédiction commune tous ceux qui aux degrés les plus différens ont pu entrer dans le mouvement ou les idées de 89. Il me serait impossible notamment de citer les termes plus que familiers qu'elle applique à M. de La Fayette, auquel elle se plaît à attribuer personnellement tous les malheurs survenus à la famille royale durant et après les tristes journées des 5 et 6 octobre. On ne raisonne point avec une passion féminine exaltée et surexcitée à ce point. Néanmoins je serais curieux de savoir si ceux qui ont donné à la « fière Écossaise » les tristes détails du retour de Versailles lui en ont rapporté un incident souvent raconté depuis : au moment où M. de La Fayette traversait l'Œil-de-Bœuf, un courtisan, laissant éclater ces aveugles préventions que Mme Elliott n'était point seule à nourrir, s'écrie : « Voilà Cromwell! — Monsieur, répond le général, Cromwell ne serait pas venu tout seul. »

On a pu le voir au reste, l'ouvrage de Mme Elliott n'est pas de ceux qui donnent prise à la critique, ou plutôt il y échappe à force de la braver. Si l'on ne peut lire sans émotion ce qu'elle raconte des événemens dont elle a failli devenir victime, personne ne voudra demander à ce récit des jugemens sérieux et équitables sur la situation de la France durant cette terrible époque. On ne peut signaler ici de telles appréciations que pour se défendre d'y adhérer, tout en rendant justice à ce que les sentimens personnels de l'écrivain ont incontestablement d'élevé et de généreux. Venue en France pour y chercher librement les plaisirs enivrans de la plus brillante ville du monde, Mme Elliott n'y trouve bientôt que la persécution et la ruine. Comment n'aurait-elle point maudit ceux qui lui semblaient les auteurs de cette catastrophe, oubliant que la monarchie avait elle-même convié les représentans des nouvelles idées à tenter la reconstruction de l'édifice social? Dans la mesure de ce qu'il est raisonnable de lui demander, le livre de Mme Elliott contient après tout des informations qu'il n'est pas permis de dédaigner, et qui s'accordent singulièrement avec les récits des témoins plus accrédités encore que j'ai eu l'occasion d'interroger tant de fois; tous ceux qui s'intéressent à la plus mémorable époque de notre histoire trouveront en définitive plaisir et profit à cette lecture. Cte DE JARNAC.

LES ARYAS PRIMITIFS.

Les Origines indo-européennes ou les Aryas primitifs, etc., par Adolphe Pictet (de Genève), 1re partie; 1 fort vol. grand in-8o, Cherbuliez, Paris et Genève 1859.

Il est impossible de songer sans émotion aux époques reculées où commencèrent à s'agiter dans les profondeurs de l'Asie centrale les tribus émigrantes qui allaient se déverser sur l'Orient et sur l'Occident. Ces peuples, que l'histoire ne devait pas connaître avant leur dispersion, étaient les Aryens primitifs. Ils se séparèrent d'abord en deux branches, l'une qui descendit vers l'Inde, l'autre qui s'arrêta dans la Perse. Pasteurs plutôt que guerriers, les Aryens marchèrent librement à la découverte des beaux climats et des riches pâturages. Un instinct irrésistible les poussait en avant. Ils s'élançaient avec espérance vers les régions inconnues, confians dans l'avenir que la Providence leur réservait. N'étaient-ils pas appelés en effet à dominer un jour sur la presque totalité du globe? Tandis que les deux rameaux hindou et iranien s'étendaient en Asie, d'autres migrations successives et multipliées portaient dans toute l'Europe, par l'Hellespont et par le Pont-Euxin, des masses de peuplades appartenant à la même famille. Les plateaux de la Haute-Asie continuaient de peupler le monde; mais il y avait dans ces derniers rejetons de la race âryenne une énergie sauvage, une impétuosité violente qui contrastaient avec le calme et la sagesse du vieil Orient. Il était donc difficile de supposer que les Barbares devenus la terreur de Rome fussent les frères de ces autres peuples chez lesquels les anciens avaient puisé les premières notions des sciences, de l'industrie et du commerce.

Les Barbares venaient de l'Asie; on les voyait se pousser, comme les flots

d'une mer agitée, depuis le Caucase jusqu'à travers les Gaules. Ils sortaient d'une région froide et cherchaient le soleil; mais le nom que portait cette patrie lointaine, ils l'avaient oublié pendant un long voyage qui avait duré des siècles. De leur côté, les peuples établis dans la Perse, et ceux qui s'étaient répandus dans l'espace compris entre l'Himalaya et l'Indus, ne se rappelaient plus leur commune origine. Les premiers croyaient être nés dans l'Iran, où leur civilisation s'était développée sans effort; les seconds, ayant voyagé plus longtemps et rencontré plus d'obstacles en chemin, avaient gardé un vague souvenir de leur ancienne patrie. Aux heures de découragement et d'épreuve, la terre inhospitalière dont ils s'étaient éloignés sans regret, et qu'ils fuyaient toujours, leur apparaissait comme une terre sacrée vers laquelle ils se reportaient avec respect et attendrissement. Environnés de peuplades sauvages, au teint noir, dont ils redoutaient les attaques, les Aryens de l'Inde, pour s'encourager dans leur entreprise, invoquaient les dieux de leurs ancêtres, et offraient des libations aux divinités tutélaires selon les rites traditionnels. Dans les jours de triomphe et de prospérité, le pays des aïeux demeurait encore pour ces mêmes peuples celui des hommes forts et respectables, à la tête desquels ils plaçaient les patriarches, les chefs de tribus, sortes de demi-dieux qui avaient vécu dans l'âge d'or. Les émigrans âryens, isolés au milieu de régions inconnues où tout était nouveau pour eux, où tout dans la nature, excepté l'homme, paraissait magnifique et grandiose, se considéraient eux-mêmes comme une race privilégiée, supérieure aux races autochthones, et destinée à imposer à celles-ci sa langue, ses mœurs et ses croyances. Lorsque ces mêmes Aryens, descendus des froids plateaux de l'Asie centrale, et marchant toujours depuis des siècles, se furent choisi sous les plus chaudes latitudes une nouvelle patrie, le souvenir de l'autre s'effaça peu à peu de leur esprit. Leurs livres sacrés en gardèrent la mention, ou plutôt on reconnut, en étudiant ces textes anciens, que les Hindous avaient dû vivre sous des climats plus sévères; mais quelle route ils avaient suivie dans leur migration, quel avait été leur point de départ, eux-mêmes ne le savaient plus. Toutefois ces Aryens de l'Inde, qui ne montraient nul souci de la science historique, conservaient une langue antique, et cette langue devait servir à éclairer en partie les questions ethnographiques les plus importantes et les plus dignes d'intérêt.

Pour que l'Europe arrivât à percer les mystères de sa propre origine, il a fallu que les rameaux de la grande famille âryenne se fussent étendus sur tout l'ancien monde; il a fallu aussi que les derniers civilisés d'entre ces peuples sortis de l'Asie devinssent les premiers dans la science. Enfin il a été nécessaire que l'érudition, remontant au-delà de l'antiquité grecque, osât interroger les monumens primitifs, ceux-là mêmes dont il ne reste que des débris. C'est ainsi que le temps a fini par dissiper les nuages qui s'étaient accumulés durant tant de siècles. Au moment où tous les peuples civilisés tendent à se rapprocher, au moment où les plus arriérés et les plus récalcitrans sont contraints, bon gré, mal gré, d'entrer en communication avec le reste du monde, la science philologique découvre et affirme que la plupart des préjugés de races portent à faux. Elle fait toucher du doigt les liens de parenté qui unissent tant de nations voisines ou éloignées les unes des autres. Il est dit dans l'Évangile : « Les derniers seront les premiers. »

Et cette grande parole s'applique aux peuples comme aux individus. Les Celtes aussi bien que les Grecs, les Germains et les Slaves comme les Romains, appartenaient à cette race âryenne, à cette race asiatique qui s'écoula sur l'Europe par couches successives, avec ses aptitudes variées, son esprit d'entreprise, son imagination mobile et ses instincts rêveurs. Établis de bonne heure sur les belles plages qu'ils devaient illustrer, les Hellènes avaient eu le temps de développer leur civilisation, d'atteindre à la perfection dans les arts et dans la poésie, et même d'arriver à l'âge de la décadence avant que le flot des migrations eût cessé de jeter derrière eux et de pousser lentement à travers les forêts de l'Europe septentrionale, sur les îles sauvages et lointaines, d'autres peuples d'origine âryenne, grossiers et turbulens. Quand les espaces vides qu'il restait à peupler furent remplis, ces hordes se heurtèrent violemment, avec fracas; les plus jeunes réagirent contre les plus anciennes, et la civilisation romaine, qui avait succédé à la civilisation grecque en l'imitant, fut humiliée à son tour par les Barbares. Le christianisme, qui soumit successivement à sa loi toutes les nations de l'Europe, arrêta les guerres sanglantes dans lesquelles les peuples de même race se déchiraient impitoyablement. La barbarie fit place à une civilisation moins brillante à son début, mais plus complète que l'ancienne, plus morale, et qui reposait sur une base à la fois plus large et plus solide. Peu à peu les fils des Barbares, conquis et domptés par l'Évangile, empruntèrent aux sociétés anciennes le goût des arts, des sciences, de l'industrie, tout ce qui avait donné de l'éclat aux nations de l'antiquité. Cette initiation, qui étonne au premier abord, fut d'autant plus facile aux peuples de l'Europe moderne, qu'ils portaient en eux le germe des mêmes aptitudes : sous leur rude enveloppe couvait ce génie expansif qui deux fois déjà, d'Athènes et de Rome, avait rayonné sur l'ancien monde.

L'histoire des premiers siècles de notre ère assignait, il est vrai, une origine commune aux hordes qui étaient arrivées en Europe par la même route; elle montrait les Barbares sortant de l'Asie à diverses époques pour se fixer, le plus souvent d'une façon passagère, sur les bords du Danube, dans les steppes de la Hongrie, ou dans les forêts de la Germanie et des Gaules. Quant aux langues que parlaient ces Barbares, on ne s'en inquiétait guère ni à Byzance ni à Rome. On avait reconnu entre plusieurs de ces idiomes une certaine similitude; mais qui soupçonnait alors qu'il pût exister entre le langage des Athéniens et celui des Germains, entre la langue de Virgile et celle dont se servaient les pêcheurs finnois, des affinités quelconques? Ces affinités, plutôt latentes que manifestes, on a commencé à les deviner en Europe il y a tout au plus un demi-siècle, et pour les établir d'une manière victorieuse, les savans ont dû se rendre maîtres de deux langues asiatiques marquées au coin de la plus haute antiquité; mais ces deux langues anciennes, qui se ressemblent sans être identiques, ne dérivent-elles pas elles-mêmes d'une langue-mère qui aurait été parlée par un peuple aïeul de tous ceux qui emploient des idiomes dans lesquels on retrouve des mots empruntés à la même source?

Telle est la question que M. Adolphe Pictet s'efforce de résoudre dans l'ensemble du grand ouvrage dont il a publié la première partie, et qui a pour titre *les Origines indo-européennes*. Les deux langues sœurs dont nous ve-

nons de parler sont le sanscrit et le zend. La première, qui ne se parle plus, s'écrit encore, et dans ce sens on peut dire qu'elle vit toujours. Il n'en est pas de même du zend, la langue des anciens *Parses,* dont la reconstruction, véritable conquête philologique, n'a pu s'opérer que par une série de travaux dus à des critiques européens. Commencée par Anquetil du Perron avec un zèle admirable, cette entreprise fut poursuivie avec un rare succès par M. Eugène Burnouf, qui sut y apporter la sagacité et la sûreté de coup d'œil dont ses beaux et importans travaux offrent tant d'exemples. Une fois admis le lien de parenté qui unit le sanscrit au zend, la langue des mages à celle des brahmanes, on a été conduit à cette conclusion, qu'il a existé une langue-mère primitive, et par conséquent aussi un peuple, de pure race âryenne, qui la parlait. Dans la première partie de son vaste travail, M. A. Pictet ne s'occupe que de rechercher cette langue antique, et pour la recomposer, il compare entre eux toute une classe de mots appartenant au sanscrit, au zend, au persan moderne, au grec, au latin, et aux idiomes germaniques, celtiques, etc., qui peuvent se rapporter au même radical. A cet appel fait aux langues de tant de nations obscures et illustres, anciennes et modernes, qui ont vécu ou vivent encore dans l'espace immense compris entre l'Himalaya et l'Armorique, les glaces de la Scandinavie et l'Océan-Indien, le Golfe-Persique et la Méditerranée, on voit paraître des mots évidemment nés de la même racine, et qui portent tous les caractères d'une incontestable fraternité. En lisant le résultat de ces patientes investigations, qui nous ramènent tous à une origine asiatique et nous classent nous-mêmes dans la grande famille âryenne, on se sent pris de respect pour les vieux idiomes de l'Europe à peine connus, et dont chaque année enlève quelque débris. Ce sont eux qui conservent les plus précieux témoignages de cette antiquité vénérable dont nous pourrions nous vanter aussi bien que les brahmanes, si nous ne trouvions dans la civilisation moderne des titres plus glorieux au respect des nations asiatiques. Mais, ne l'oublions pas, c'est l'existence d'un peuple *pré-historique,* d'un peuple âryen pur de tout mélange, inconnu à la tradition, mais révélé par la science philologique, que M. A. Pictet se propose d'étudier et d'évoquer même, en comparant avec soin les langues indo-européennes. Pour donner une idée nette de ce travail de reconstruction entrepris sur une si large échelle, il n'a pas craint de nommer son ouvrage un *Essai de Paléontologie linguistique.*

Certes voilà un titre peu attrayant et mieux fait pour éloigner les lecteurs que pour les séduire. Il s'agit donc de prendre un radical fossile et de recomposer à l'aide de ce fragment un mot qui peut-être n'est plus en usage! A cette question, l'auteur répond sans se troubler : « ...Les mots durent autant que les os, et de même qu'une dent renferme implicitement une partie de l'histoire d'un animal, un mot isolé peut mettre sur la voie de toute la série d'idées qui s'y rattachaient lors de sa formation. » Cette affirmation est de celles qui surprennent tout d'abord et éveillent la défiance du lecteur. Cependant nous croyons devoir le rassurer pour plusieurs raisons : d'abord l'ouvrage que l'auteur offre maintenant au public est le résultat d'études persévérantes qui l'ont occupé pendant bien des années. En second lieu, M. A. Pictet développe avec clarté la méthode qu'il a suivie dans la comparaison des radicaux et des dérivés, méthode prudente et qui convient aux

esprits sérieux toujours en garde contre les conjectures hasardées. Enfin cet *essai de paléontologie linguistique* n'a point pour but d'exposer un système sorti tout d'une pièce du cerveau de l'auteur. Il nous semble que M. A. Pictet s'est dit : Il est temps de rattacher à un plan général les découvertes que les savans d'Europe, ceux d'Allemagne surtout, ont faites en tous sens dans le domaine de la philologie. Les mots sans nombre appartenant aux langues de l'Inde, de la Perse, et à toutes celles de l'Europe ancienne et moderne qui offrent entre eux des rapports certains, attestent entre les peuples qui les parlent une origine commune : faisons comme le mineur qui, après avoir remarqué des parcelles d'or dans tous les cours d'eau d'une même vallée, remonte pour trouver le pur filon du précieux métal jusqu'au sommet de la montagne perdu dans les nuages.

M. A. Pictet remonte en effet jusque dans la nuit des temps; mais si la vue vient à lui faire défaut, il touche du doigt les radicaux, qu'il explique, et il rend sensible à tout lecteur attentif la transformation qu'a subie dans ses longs voyages un petit mot, symbole d'une grande idée. Prenez un radical qui commence par une consonne d'une prononciation équivoque, un *h* par exemple, et vous verrez ce mot, courant à travers le monde, éprouver tant de vicissitudes qu'à chaque nouvelle étape on croit qu'il a péri. Il n'en est rien ; chaque peuple l'a marqué du sceau de son accentuation plus ou moins rude, mais il vit toujours. Ainsi l'hindou appelle l'hiver, la gelée, *hima;* l'ancien perse disait *zima,* dont le perse moderne a fait *zam, zamistân*, hiver, et *zimistâni,* hivernal ; le boukhare, le kourde, l'afghan et l'ossète ont gardé ce mot à peu près intact sous la forme de *zimestân, zerestân, zemei, zimag*. Les Grecs, qui se rapprochent volontiers de la prononciation iranienne, ont appuyé sur le *z* persan; ils ont dit χεῖμα, tandis que les Latins sont demeurés plus près du sanscrit dans *hiems,* qu'il est impossible de ne pas reconnaître pour un dérivé de *hima*. Dans les langues celtiques, c'est le *g* qui remplace l'*h;* les gutturales devaient avoir un rôle marqué chez ces peuples un peu rudes, dont le bruit de la mer battant les rochers rendait l'ouïe moins délicate. Maintenant retournons au centre de l'Europe septentrionale pour redescendre ensuite vers la Méditerranée, nous retrouvons dans le lithuanien, le bohême et l'illyrien la prononciation *zem, zema, zima* et *sima*. Les langues germaniques, on a pu le remarquer, n'apportent point leur contingent de dérivés au radical âryen *hima ;* mais *hima* exprime plutôt l'idée de neige éclatante et brillant aux rayons du soleil sur les pics des montagnes que celle d'un froid rigoureux et qui glace. Or le sanscrit possède un radical stérile à la vérité et sans dérivé, *crind, frigidum esse,* d'où l'on peut tirer *vint-rus, vet-r, wint-er,* qui sont les noms de l'hiver dans le gothique, le scandinave, l'anglo-saxon, etc. Ainsi se retrouveraient vivans et bien conservés dans certains idiomes de l'Europe des radicaux âryens usés dans les langues âryennes de l'Asie, et morts depuis plus de trente siècles! Pourquoi le mot que nous venons de citer a-t-il cessé de produire des dérivés en sanscrit? Peut-être parce que les Aryens de l'Inde, en s'éloignant des régions septentrionales, ont perdu peu à peu la sensation du froid rigoureux, de l'hiver long, pénible, que ne leur rappelait guère l'aspect lointain des blancs sommets de l'Himalaya.

En étudiant de plus près ces petits mots qui ont disparu ici pour repa-

raître ailleurs, on arriverait à fixer approximativement l'époque des migrations de certains peuples et à connaître à quelle branche de la famille âryenne il convient de les rattacher; mais ce sont là des hypothèses hardies qu'on ne pourrait encore asseoir sur des bases solides. Ce qu'il y a de plus certain, c'est qu'un mot vieilli a été jeune; si la nation qui l'employait l'a mis au rebut, c'est que l'objet représenté par ce son ne frappait plus ses regards. Les débris du langage ne prouvent-ils pas aussi bien que les ruines d'un édifice couché dans la poussière l'existence d'un peuple disparu? Pour recomposer le langage *pré-historique* cherché par M. A. Pictet, il faut interroger tous les idiomes, et recueillir tous les fragmens, toutes les pierres qui peuvent se rapporter à l'ancien édifice. Quand le langage aura été trouvé, en partie du moins, on entendra parler ce peuple âryen primitif, antérieur à l'histoire, mais sans le voir encore. Par son langage cependant, on pourra juger de la nature de ses impressions et de ses idées; on reconnaîtra dans quel milieu la Providence l'avait placé, quelles étaient ses joies, ses peines, ses espérances, ce qu'il redoutait et ce qu'il aimait. Par induction, on arrivera à lui assigner sa véritable patrie, puis à comprendre les habitudes de sa vie, enfin à percevoir nettement sa physionomie. L'être fossile retrouvera ses muscles et sa chair, se revêtira de sa peau, et il se montrera debout dans la perspective lointaine des siècles écoulés : ce sera là un résultat magnifique. Pour savoir si M. A. Pictet a touché le but qu'il se propose, il faut attendre que la seconde partie de son ouvrage soit publiée. Nous n'avons encore sous les yeux que la *paléontologie linguistique*, c'est-à-dire le travail préparatoire, la plus aride moitié de ce grand essai. Malgré son aridité inévitable, cette longue et consciencieuse étude éveille tant de pensées et fait naître tant de réflexions, qu'elle se recommande à tous les esprits attentifs. N'est-il pas intéressant de savoir d'où l'on vient, quelle place on occupe dans la grande famille humaine? En considérant la marche suivie par les peuples de l'Europe, qui sortaient de régions lointaines où nulle lumière ne brillait pour arriver aux lieux que devaient éclairer le christianisme et la civilisation, on admire la sagesse divine et on a foi dans la destinée des nations que la Providence, avec une bienfaisante sollicitude, a retirées du milieu des ténèbres. Ce point de vue n'est pas étranger aux convictions que professe M. A. Pictet dans ses *Origines Indo-européennes*. Le peuple pré-historique dont il poursuit la découverte en recomposant son langage ne sera point un défi jeté aux traditions bibliques. L'assurance que l'auteur nous en donne lui-même nous rend plus sympathique encore à son entreprise, et nous croyons, avec beaucoup de gens sensés, que la science, pour se faire écouter, n'a pas besoin d'être systématique et agressive.

TH. PAVIE.

REVUE DRAMATIQUE.

Depuis quelque temps, la mode est venue de donner à certaines œuvres dramatiques le titre de *pièce*. Si cette nouvelle appellation est assez vague, elle n'en est pas moins ambitieuse. Que faut-il voir dans une *pièce?* Une sorte de composé hybride des lazzis du vaudeville, des railleries et des ana-

lyses satiriques de la comédie, des sombres accidens du drame. Est-ce une révolution dans l'art que l'on tente ainsi d'accomplir? Il est permis de douter qu'en liant dans un seul faisceau la batte d'Arlequin, la verge de Thalie et le poignard de Melpomène, on réussisse à composer un sceptre pour la muse dramatique moderne. Cependant, si même l'on admet comme possible une certaine transformation dans les genres, serait-il pour cela nécessaire de renoncer à l'ancienne division théâtrale, comédie d'une part, de l'autre tragédie ou drame? Une comédie n'est pas forcément une œuvre qui fasse rire, et je ne vois pas ce que *Tartufe* et *le Misanthrope* par exemple offrent de si plaisant. On peut aller plus loin et soutenir que la comédie demeure dans ses véritables limites alors même que le développement de la passion et les ressorts d'une action logique veulent qu'on y voie succomber quelque personnage sous le poids des influences morales. La comédie serait donc l'étude infinie des sentimens et des caractères mis en contact avec les faits de la vie commune. Le drame, qui sacrifie les personnes aux événemens, serait contenu dans le cercle bientôt parcouru des aventures et des combinaisons toutes matérielles d'accidens uniquement destinés à surprendre.

Quelle place dans cette classification assigner à la nouvelle *pièce* de M. Mario Uchard? Elle appartient à un genre factice qu'il n'est pas très facile de définir. Cette obscurité provient peut-être autant des réelles qualités de l'auteur que de certains défauts qui sautent aux yeux tout d'abord. Les œuvres de M. Uchard témoignent jusqu'à présent d'un véritable tempérament dramatique, mais c'est à ce tempérament même, encore à l'état d'instinct, que l'auteur de *la Seconde Jeunesse* doit sans doute de rechercher les procédés artificiels au détriment de la simplicité et de la vérité, qui forment pourtant la base de ses conceptions. Il est rare qu'une balance exacte s'établisse entre deux tendances aussi opposées, et c'est la prédominance un peu fortuite de l'une ou de l'autre qui a fait tantôt accueillir avec faveur *la Fiammina*, tantôt repousser *le Retour du Mari*. *La Seconde Jeunesse* est une œuvre très défectueuse, et pourtant c'est une œuvre vivante; les situations en sont vraies et frappantes, et pourtant elles ne sont qu'indiquées : en un mot, la pièce est bien distribuée, mais elle n'est pas faite. A quoi cela tient-il? Devons-nous en chercher la raison dans les obstacles qui ont pu être apportés aux modifications jugées nécessaires par l'auteur? On peut et on doit sans doute tenir compte de ces empêchemens, puisqu'ils ont reçu en quelque sorte une publicité officielle; mais il est aussi permis de penser que, tout en améliorant l'œuvre, certaines coupures et certains développemens nouveaux n'eussent pas modifié ce que la représentation met suffisamment en lumière, à savoir l'esprit du drame et le plan dans lequel il a été conçu.

Le sujet de *la Seconde Jeunesse* est vrai, il est puisé tout entier dans nos mœurs. M. de Lirmay, un homme du monde, un de ces agréables compagnons que nous coudoyons tous les jours, sans grandes vertus ni grands vices, se prend à cinquante ans d'une de ces passions violentes dont l'individu peut quelquefois s'enorgueillir, parce qu'elles font surgir en lui des facultés qu'il ne se connaissait pas et qu'elles lui révèlent des jouissances ignorées, mais que la société a le droit de condamner lorsqu'elles ne peu-

vent se manifester sans porter atteinte aux devoirs les plus sacrés et les plus impérieux. M. de Lirmay n'a pas sacrifié seulement à cet amour sa fortune et le bonheur domestique, il lui a sacrifié aussi la fortune et l'honneur de sa famille : Renée était en effet une jeune fille confiée à sa garde et qui vivait dans sa maison. M. Uchard a su tout d'abord rendre sympathique ce dernier personnage, qui n'appartient ni par ses paroles, ni par ses actes, à la race avide des femmes perdues. Sans doute Renée a trahi les devoirs de l'hospitalité, elle s'est laissé séduire par le mari de sa bienfaitrice; mais jusqu'à quel point pouvait-elle résister à cette séduction? Jusqu'à quel point une jeune fille pauvre et isolée, à qui son éducation a donné le goût du luxe, qui ne serait pas femme si, dans une position presque humiliante, elle ne se sentait mordre par la jalousie et la vanité, pouvait-elle se refuser à la secrète satisfaction de ses désirs, alors qu'elle s'y voyait sollicitée par celui-là même qui eût dû la préserver?

Au moment où la pièce s'ouvre, l'oubli des devoirs mutuels est déjà suivi, chez la jeune fille, de repentir et de dégoût; pour M. de Lirmay, il est accompagné de la ruine, qui est imminente et que tout à l'heure il ne pourra plus cacher. C'est alors qu'un parent de Renée, celui qui l'a confiée autrefois à Mme de Lirmay, et qui, pour lui gagner une fortune, s'est volontairement expatrié, apprend à son retour d'Amérique le déshonneur de celle qu'il aime. Deux scènes, très vives et très bien faites, se succèdent : dans l'une, Julien, calme et digne, vient reprocher à Renée la honte dont elle s'est couverte et l'ingratitude dont elle a payé son dévouement; dans l'autre, Renée, frémissante et ayant horreur d'elle-même, repousse M. de Lirmay et lui déclare qu'elle ne le connaît plus. En vain celui-ci prie et pleure, en vain s'écrie-t-il que cet amour qui lui est enlevé, c'est sa jeunesse qui s'en va pour ne plus revenir désormais : sa maîtresse demeure inexorable.

A de pareilles fautes, le repentir ne suffit point; elles exigent une sérieuse expiation, et tel est le but que poursuit la seconde moitié du drame de M. Mario Uchard. Julien exige de Mme de Lirmay le nom du séducteur de Renée. A son trouble, il croit d'abord que c'est de son fils qu'il s'agit, lorsqu'il comprend bientôt que c'est au mari et au père qu'il doit demander une sanglante réparation. Et maintenant celui-ci arrive, le malheureux! courbé sous le désespoir d'une passion qui ne sait plus où se prendre et sous un désastre connu aujourd'hui de tout le monde. Il lui faut subir les remontrances doucereuses de ses amis, les reproches plus amers de son gendre, de sa fille, dont il a compromis la dot, et, douleur plus poignante peut-être, la muette résignation de sa femme, dont il n'a point épargné la fortune. Devant un pareil malheur, devant le pardon accordé au mari par l'épouse offensée, Julien peut-il forcer M. de Lirmay à se battre avec lui, et s'il ne le peut pas, où sera la réparation, où sera la *moralité* de la pièce? Elle est tout entière là où elle devait être, dans l'hommage rendu à Mme de Lirmay, aux pieds de laquelle Julien humilie Renée, et quand celle-ci, après un tel effort, se relève presque purifiée, qui oserait contester à Julien le droit de sauver complétement celle qu'il aime en lui criant : « Je t'épouse! » Ce cri, quoi qu'on en ait dit, n'éclate pas comme une note discordante, et ce n'est point un effet combiné contre nature pour les besoins du dénoû-

ment. Sans doute le mot aurait pu ne pas être prononcé, mais il est dans la logique et dans la raison; il a pu surprendre peut-être quelques auditeurs, mais ceux dont il a brisé les oreilles ignorent sans doute que, dans la littérature comme dans la vie réelle, la passion et le dévouement sont au-dessus de tous les intérêts humains. Et d'ailleurs on peut être indulgent, car dans les œuvres d'imagination même il est aujourd'hui si rarement permis au cœur de ne pas calculer ses inspirations!

Certes voilà toute la pièce de M. Mario Uchard, voilà du moins les traits qui intéressent et qui frappent; j'ai passé sous silence les scènes intermédiaires, molles, vides, inutiles. J'ai cité les personnages indispensables à l'action, mais j'ai omis tout autant de masques épisodiques, de comparses inintelligens, que l'éducation dramatique de M. Uchard lui fait admettre et regarder comme nécessaires, parce qu'il cherche à satisfaire le goût du public pour toute espèce d'intermèdes, parce qu'il croit le succès d'une pièce impossible, si elle n'est égayée par la présence d'une figure comique ou bizarre. Et même des personnages sérieux, aucun n'est véritablement individuel. Sauf M. de Lirmay, dont le propre est précisément de représenter un caractère faible et indécis, tous les autres n'ont rien qui les distingue, et ne doivent un peu d'originalité qu'aux artistes qui les interprètent. Il n'y aurait pas même besoin de les désigner par leur nom, des appellations abstraites suffiraient : c'est la mère, c'est le gendre, c'est la fille séduite, c'est l'amant. Le mérite de *la Seconde Jeunesse* est dans la manière dont le drame est posé et dans l'agencement des scènes principales; il est aussi dans le sujet, qui nous transporte hors du monde interlope et des intérêts matériels, dans le domaine de l'analyse et de la passion. La composition est bonne, l'œuvre nous intéresse et nous émeut : que lui manque-t-il donc pour être une véritable comédie? Le style, et cela seulement, car c'est par le style que les personnages indécis de l'ébauche se limitent, se définissent et deviennent des caractères.

A l'Odéon, la pièce de MM. A. Rolland et Ch. Bataille, *un Usurier de Village*, est un pur mélodrame, et encore un mélodrame en sabots et en haillons. J'ignore quel intérêt peut s'attacher à des horreurs d'aussi bas étage. Il est possible qu'elles existent dans la réalité; est-ce toutefois une raison suffisante pour les reproduire dans une œuvre d'art? Acceptons-les un moment, et voilà que la manière dont elles sont présentées nous les fait immédiatement repousser. Je cherche vainement dans ce milieu rustique quelque chose de naturel et de simple; il est des crimes grossiers qui ont eux-mêmes, je le suppose, une certaine naïveté. L'action ici est au contraire portée sur des combinaisons violentes qui se dénouent par les moyens les plus vulgaires. Mais que dire des personnages? Sont-ce des paysans? N'est-ce pas plutôt de vieilles marionnettes oubliées dans la boîte du romantisme, et dont on a voulu faire passer les manteaux et les pourpoints râpés pour des haillons de bon aloi? Il y a néanmoins dans ce mélodrame une figure intéressante et bien étudiée, celle de l'usurier; encore les Machiavels de village sont-ils autrement habiles! — Il faut assister quelquefois à de pareils spectacles pour apprécier d'une manière convenable (l'esprit se pervertit si aisément!) la vérité, la raison et la mesure. Voici *Marguerite de Sainte-*

Gemme, l'œuvre d'un grand romancier, dont le génie est sans contredit plus à l'aise dans les longs développemens où la passion se débat, dans les éloquentes descriptions où se déroulent les vastes paysages et les horizons infinis, que dans le dialogue vif et précis, le jeu serré d'une action dramatique. La pièce que le romancier produit aux heures de loisir n'est peut-être pas un modèle pour la scène; il lui manque, dira-t-on, ce je ne sais quoi qui distingue la phrase destinée à être prononcée sur les planches de celle qu'il faut méditer sur le livre et qu'on peut épeler lentement. Cependant écoutez, un parfum s'échappe de ces harmonieuses périodes, qui nous pénètre et nous récrée; le sujet fût-il banal, l'écrivain le traite avec une originalité qui le renouvelle, et il lui donne l'unité, cette précieuse condition de toute œuvre d'art. Avec ces personnages, qu'un auteur maladroit eût fait mouvoir comme des mannequins, le style compose de véritables caractères. Je cherche vainement ce qui, en dehors d'un parfait agencement scénique, manque à la comédie de Mme Sand, comédie véritable cette fois, car elle possède tous les élémens nécessaires, caractères, situations, analyse.

Marguerite de Sainte-Gemme est une figure très sympathique et très touchante de belle-mère que nous retrouvons dans un des derniers et des meilleurs romans de Mme Sand, *Mont-Revêche.* Quoique tracée avec la même délicatesse, Marguerite ne ressemble pas entièrement à Olympe Dutertre : c'est la même raison et le même cœur, mais avec plus de force et plus de raisonnement. Celle-ci succombe aux blessures morales qu'elle reçoit du petit monde sur lequel elle règne, l'autre gouverne sa maison avec une ferme et douce autorité, avec un bon sens légèrement impérieux. Marguerite de Sainte-Gemme s'oppose d'abord au mariage du fils de son mari avec une jeune orpheline qu'elle soupçonne de tromper la bonne foi de ce candide et impétueux enfant. Quand elle voit qu'elle s'est trompée, qu'elle est obligée de défaire son ouvrage, et que pour cela il lui faut se dévouer et presque se compromettre, elle le fait avec une abnégation ferme, qui émeut souverainement, et qui inspire à celui qui l'a outragée une respectueuse admiration. Tout est là, dans l'étude attentive de ce revirement moral, et je ne saurais dire les nuances et les finesses de cette action si simple, ni la sympathique pénétration de ces personnages au cœur droit, à l'esprit sincère; mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est la singulière impression de bien-être qu'au sortir du mélodrame et des phrases alambiquées du théâtre moderne fait éprouver cet heureux dialogue, ce langage plein de couleur et de nombre, et qui jaillit naturellement comme une source pure. Ah! les insensés, qui transportent sur la scène de grossiers engins, et qui en feront tantôt un laboratoire ou une clinique! Ah! les pauvres écrivains, qui ne savent point écrire! Ah! les maladroits, qui composent leur œuvre sur des carnets de bourse et qui font fi du sentiment et de la passion! Passion et sentiment, sottes choses en vérité, que l'éternel honneur de George Sand sera d'avoir représentées, et de représenter encore au milieu des exagérations réalistes de notre temps. EUGÈNE LATAYE.

V. DE MARS.

L'ART FRANÇAIS

AU SALON DE 1859

Toutes les fois qu'on a devant les yeux un ensemble d'œuvres appartenant à l'art français du XIXe siècle, on ne peut se défendre d'un mouvement d'orgueil national, sauf à éprouver ensuite un certain sentiment de tristesse. En face de tant de témoignages d'activité, d'intelligence et d'habileté technique, on se dit qu'une école animée d'une vie aussi générale laisse loin derrière elle les autres écoles contemporaines, que même dans notre pays les talens n'ont été à aucune époque plus nombreux qu'aujourd'hui; mais, lorsqu'on examine de près ces talens et qu'on en scrute la foi esthétique, il faut bien reconnaître qu'ils sacrifient trop souvent à la recherche du charme extérieur le sérieux et l'élévation de la pensée, l'expression profonde, toutes les conditions morales en un mot qui, depuis l'origine, ont été l'inspiration principale et comme le génie même de l'art français. Le Salon de 1859 accuse une fois de plus, et plus clairement peut-être qu'aucune des expositions précédentes, cette habileté pratique, presque universelle dans notre école, mais en même temps cette fécondité un peu stérile, cet abaissement du goût et des principes traditionnels. Cherchez parmi les trois mille tableaux qui garnissent les salles du palais des Champs-Élysées ceux où le talent, à prendre ce mot dans un sens matériel, fait complétement défaut, vous n'en découvrirez qu'un bien petit nombre. En revanche, quelques rares ouvrages exceptés où la forme pittoresque est l'enveloppe sensible de la pensée et non

un vêtement sans corps, vous ne surprendrez partout que l'intention de séduire le regard, ou tout au plus d'amuser l'esprit.

Il serait injuste sans doute de se prononcer absolument sur l'état de la peinture en France d'après les spécimens réunis au Salon, car ces produits de l'art contemporain n'en résument pas les caractères sans plus d'une lacune considérable. Les entreprises de décoration monumentale que l'usage a consacrées depuis plusieurs années, et que nous souhaiterions, dans l'intérêt du progrès sérieux, voir se multiplier encore, les peintures exécutées sur place expliquent à la fois l'absence des œuvres importantes et l'abstention ou l'avarice apparente de certains talens. Si M. Delacroix par exemple n'a exposé que quelques petites toiles qui ne sauraient ajouter beaucoup à sa réputation, si MM. Flandrin et Lehmann n'ont envoyé au Salon que des portraits ou des compositions de dimension restreinte, les vastes travaux que ces artistes ont achevés récemment, ou qu'ils poursuivent dans les édifices publics, nous donnent le secret de cette représentation incomplète. Que l'on tienne compte aussi de l'éloignement volontaire des maîtres qui pourraient le mieux par leurs exemples restaurer le goût de l'art et de la beauté véritables, on comprendra ce qui laisse à l'ensemble des œuvres exposées une physionomie en quelque façon secondaire, et aux meilleures d'entre elles une valeur de pur agrément.

La peinture d'histoire, pour nous servir du terme consacré, c'est-à-dire l'image du fait dans son acception épique, n'est pas représentée au Salon, ou du moins elle y tient si peu de place, elle y apparaît de loin en loin sous des formes si modestes, qu'à peine semble-t-elle participer à la vie commune et réclamer une part d'attention. Que les choses ont marché vite depuis les trente premières années du siècle, puisqu'un genre de peinture qui, avec le portrait, n'avait cessé jusque-là d'occuper toutes les forces de l'école et d'en résumer l'esprit, est réduite aujourd'hui à ce rôle subalterne, à cet état de délaissement presque absolu!

Moins rares au Salon que les scènes strictement historiques, les sujets religieux n'y figurent que pour attester aussi cette obstination à demi découragée, ces restes de foi dans l'art sérieux qui survivent tant bien que mal chez quelques artistes à la décadence des coutumes et des doctrines générales. Ici d'ailleurs l'insuffisance des œuvres est plus excusable et l'infidélité aux traditions moins sensible, car ces traditions, glorieuses pour notre pays dans le domaine de la peinture d'histoire, n'ont pas, au point de vue de l'inspiration chrétienne, une autorité aussi sûre. On peut dire même qu'à partir du XVIe siècle, c'est-à-dire depuis l'époque où notre école de peinture s'est constituée et définie, l'art religieux n'a jamais été le

fait des maîtres français, non qu'ils aient, tant s'en faut, refusé de s'y essayer, mais parce que la nature de leur génie même ne leur permettait pas d'en remplir à souhait toutes les conditions. Leurs inclinations graves, mais d'une gravité sans rêverie, leur habitude de se renfermer dans les limites du fait ou d'en idéaliser si discrètement l'apparence que la raison se trouvât satisfaite au moins autant que l'imagination, tout faisait obstacle au plein succès lorsqu'ils abordaient des sujets dont la signification doit résulter d'une expression de poésie abstraite plutôt que de l'image fidèle d'un événement humain. Aussi ne pourra-t-on citer dans tous les tableaux qu'a produits notre école une figure du Sauveur véritablement émouvante, et, Lesueur excepté, n'avons-nous pas un seul peintre de sujets religieux à opposer aux grands artistes italiens. L'Évangile et surtout l'Ancien-Testament ont inspiré à Poussin des compositions admirables, dans lesquelles toutefois la majesté des intentions, l'ampleur et l'énergie du style l'emportent de beaucoup sur la piété du sentiment. Philippe de Champagne, talent bien français en dépit de son origine flamande, a eu quelquefois de l'onction, mais le plus souvent une dévotion tranquille et un peu compassée. Jouvenet a fait preuve de force, M. Ingres de sévérité et de noblesse. Si différentes, quant aux formes, que soient les œuvres de ces maîtres, elles ont cela de commun, qu'elles nous laissent pressentir assez peu au-delà de ce qu'elles nous montrent : nulle part l'effusion, l'entraînement, les tremblemens de la ferveur, — partout une main calme, un esprit maître de soi, un goût exact, réglé, quelquefois même jusqu'à la froideur. A défaut d'équivalens, veut-on trouver dans les écoles étrangères quelques élémens de comparaison, quelques symptômes analogues : la manière solennelle et le sentiment ordonné de Fra Bartolommeo se rapprocheraient bien plus des tendances de l'art français en pareil cas que les intentions profondément pathétiques de Rembrandt, ou la tendresse d'âme de Fra Angelico et de Léonard.

Assez récemment, il est vrai, d'honorables efforts ont été tentés en France pour renouveler les conditions de la peinture religieuse et pour lui imprimer ce caractère d'émotion intime dont elle avait été trop souvent dépourvue. Les travaux d'Orsel et de ses amis, MM. Perin et Roger, les derniers ouvrages de Paul Delaroche et de Ary Scheffer, les peintures murales de M. Flandrin, accusent une aptitude imprévue, un développement remarquable du sentiment chrétien chez quelques artistes contemporains; mais ce progrès tout personnel est demeuré sans conséquences, sans influence fort sensible sur les habitudes de l'école. Si le doute pouvait exister à cet égard, il suffirait d'examiner un instant les tableaux religieux exposés au Salon. Telle toile signée d'un nom pourrait l'être impu-

nément d'un autre, telle scène de la Passion que nous voyons en réalité pour la première fois semble avoir déjà passé sous nos yeux, tant les procédés de composition sont uniformes et les moyens d'exécution surannés. Plus d'une production sans doute se recommande par une certaine expression de convenance, on dirait presque d'honnêteté, dans le style; mais il en est des principes en vertu desquels de pareilles œuvres sont conçues et exécutées comme des recettes fournies par la rhétorique en matière littéraire. Rien de plus légitime que de profiter de celles-ci, à la condition pourtant de ne pas en substituer l'emploi au travail même de la pensée. Dans beaucoup de tableaux religieux, les images sont à peu près exactes, les lois de la syntaxe respectées; nulle faute considérable, nul indice absolu d'ignorance, mais aussi nulle trace d'inspiration. On ne saurait parler plus correctement : le malheur est seulement qu'on parle pour ne rien dire, et qu'en menant à fin ces sortes de sermons pittoresques, les artistes semblent avoir songé bien plutôt à s'acquitter d'une tâche oratoire qu'à plaider avec une foi sincère la cause de Dieu et de la religion. De là l'indifférence où nous laissent à chaque Salon les compositions sur des sujets sacrés, de là aussi certaines injustices involontaires envers quelques œuvres perdues au milieu de ces œuvres banales, dont elles s'isolent cependant par la loyauté des intentions et l'expressive simplicité de la manière.

Les tableaux de M. Timbal appartiennent à cette classe d'ouvrages bien pensés vers lesquels la foule ne se sent pas attirée parce qu'elle n'est séduite ici ni par la nouveauté des sujets, ni par l'éclat de la pratique, mais qui n'en ont pas moins une importance véritable, une valeur plus sérieuse que bon nombre de toiles auxquelles s'attache tout d'abord le succès. *L'Église triomphante*, reproduction d'une frise peinte dans l'église de Pierrefitte, et surtout les *Funérailles d'un chrétien martyrisé sur la voie Latine*, font honneur au talent de M. Timbal, et témoignent chez le peintre d'un respect peu commun pour les hautes conditions de l'art. Il y a, dans le second de ces tableaux, une expression générale de deuil et de recueillement bien conforme à l'esprit de la scène. N'étaient quelques ajustemens un peu trop prévus, quelques tons dont le choix semble avoir été trop directement conseillé par des traditions ou des habitudes d'atelier, rien de conventionnel ne déparerait une toile qui, mieux qu'aucune autre à notre avis, représente au Salon le sentiment et l'art religieux. Ajoutons que les portraits peints par M. Timbal achèvent de donner la mesure de ce talent, retenu dans la forme, mais au fond convaincu et bien muni. Un portrait de femme vêtue de noir se distingue, entre autres, par la sobriété de l'exécution, par la vérité du dessin et du modelé, par l'expression naturelle de la physionomie.

En mentionnant les tableaux de M. Timbal de préférence à tous les tableaux du même genre exposés au Salon, nous n'avons pas entendu condamner absolument ceux-ci, ni exagérer la distance qui sépare quelques-uns d'entre eux de deux œuvres dignes seulement d'une sérieuse estime. Assez près, bien qu'au-dessous, de *l'Église triomphante* et des *Funérailles d'un chrétien*, il convient de placer non pas *le Pressentiment de la Vierge* par M. Landelle, — composition singulièrement mondaine où la coquetterie des types et du style est en désaccord avec la grandeur du sujet, — mais une *Vierge de douleur* de M. Pina, *le Souper libre* de M. Lévy, le *Saint Benoît* de M. James Bertrand, quelques autres toiles ou dessins signés des noms de MM. Dumas, Léon Job et Laville, parce que ces ouvrages, à défaut d'originalité très franche, portent au moins l'empreinte d'une pensée studieuse et d'un louable bon vouloir. Ne faut-il pas honorer d'ailleurs cette persévérance d'un petit nombre d'artistes à rechercher, en dépit de la mode, ce qu'il y a de plus difficile, de plus élevé dans l'art? Le succès, quoi qu'on en dise, n'est pas tout en pareil cas, et quiconque aime véritablement la peinture, quiconque en prend au sérieux l'objet et la fonction, doit tenir plus de compte des entreprises, même incomplètes, tentées en vue d'une haute vérité que des aventures heureuses dans le domaine de la réalité ou de la petite fantaisie.

Parmi les ouvrages qui commandent à ce titre, sinon les éloges formels, au moins l'attention de la critique, le *Combat dans la gorge de Malakof*, peint par M. Yvon, mérite mieux qu'aucun autre d'être cité. Nous ne voulons pas surfaire la valeur de ce travail, dans lequel l'énergie du style est bien près de dégénérer en violence excessive et l'expression de la grandeur en emphase. C'est quelque chose pourtant que de chercher à combiner dans le sens de l'unité et de l'ampleur pittoresques les élémens d'une scène aussi compliquée. Il est bien de vouloir imprimer à l'image d'un fait le caractère de la vraisemblance sans pour cela lui attribuer la modeste signification d'un procès-verbal. Des préoccupations de cet ordre, ces efforts pour élargir l'esprit et les formes d'un sujet, sont si peu de mise aujourd'hui qu'on serait presque tenté d'accepter les bonnes intentions comme un résultat suffisant, et les semblans du bien pour le bien véritable. L'élévation du sentiment ne se manifeste nulle part avec autorité : il faut donc se contenter d'en relever quelques traces, quelques symptômes, même confus, là où l'on peut les surprendre. Un *Retour de chasse* par exemple, fragment de peinture murale exécuté par M. Puvis de Chavannes, laisse percer à travers bien des incorrections, bien des témoignages d'inexpérience, une lueur de ce sentiment qui fait défaut à tant d'œuvres matériellement moins imparfaites; cela suffit pour que l'auteur de ce tableau ait droit à des

encouragemens. Évidemment M. de Chavannes a encore beaucoup à apprendre, mais quelques parties de son *Retour de chasse* semblent indiquer chez l'artiste un certain instinct de la grandeur. Peut-être, avec du travail et une étude plus sévère de la forme, ce que l'on entrevoit ici à l'état de promesse se résoudra-t-il en qualité positive.

Nous avons dit que la peinture d'histoire, en tant qu'interprétation vraiment épique des événemens et des actes humains, est à peu près absente du Salon. En revanche, s'il faut entendre par ce mot la chronique pittoresque, la restitution archéologique des mœurs et des choses, les spécimens de la peinture d'histoire ne manquent pas à l'exposition de 1859. Le fait au surplus n'est pas nouveau. On sait que depuis quelques années une petite église s'est constituée, dont le culte se résume non pas dans la dévotion à l'art antique, — c'est-à-dire à l'expression suprême du naturel et du beau, — mais dans l'adoration des formules extérieures, des usages, des costumes de l'antiquité. Sous le pinceau des uns, cette nouvelle foi esthétique s'est traduite dans des compositions ingénues souvent jusqu'à la puérilité; le style grec ou romain a servi surtout à rajeunir les mignardises surannées du XVIIIe siècle, et l'art sévère retrouvé à Athènes ou sous les cendres du Vésuve est devenu une sorte de vêtement à la taille des héros de Berquin. Le pinceau des autres nous a rendu avec un soin minutieux, avec une rigueur officielle, des détails inconnus de mœurs, d'ajustement, d'ameublement et d'architecture. Rien de mieux si, à force d'insister sur l'exactitude de ces restaurations, on n'avait fini par substituer absolument le fait matériel à l'image, l'archaïsme au style personnel, et le résultat des recherches curieuses à l'expression de la pensée.

Le plus distingué comme le plus radical de ces peintres antiquaires, M. Gérôme, qui, entre autres ouvrages un peu plus historiques que de raison, exposait, il y a quelques années, certain *intérieur* où les particularités les moins édifiantes de la civilisation grecque étaient trop résolûment mises en lumière, M. Gérôme avait paru récemment vouloir se départir de ses habitudes d'érudition à outrance. La *Sortie du bal masqué*, le moins savant dans un certain sens, mais jusqu'ici le meilleur de ses ouvrages, prouvait que le talent de l'artiste gagnait beaucoup à se produire en dehors de l'archéologie. Par malheur, au lieu de continuer à prendre conseil de son imagination, M. Gérôme est revenu aux investigations scientifiques. Il a de nouveau compulsé les textes, interrogé les monumens de préférence à la nature, et procédé avec la sagacité patiente d'un bénédictin là où il convenait surtout de faire acte de peintre.

Des trois tableaux que M. Gérôme a exposés, un seul, *César*, offre quelque chose de plus qu'un intérêt de pure curiosité, bien que,

même ici, l'accessoire l'emporte sur le principal, et que la prédilection excessive avec laquelle les objets secondaires sont étudiés et rendus amoindrisse la signification essentielle de la scène, l'impression dramatique que devait produire le cadavre sanglant de César gisant abandonné. Lorsqu'on examine isolément cette figure, nul doute qu'on n'apprécie l'exactitude du dessin et l'habileté avec laquelle le raccourci des membres s'exprime sous la draperie qui les enveloppe; mais au premier aspect ce mérite disparaît presque, tant la figure du héros est sacrifiée et comme perdue dans la toile. Le choix de l'effet, aussi bien que l'ordonnance des lignes, semble avoir pour objet d'en diminuer l'importance. L'étendue déjà trop vaste du fond s'exagère encore par l'éclat du jour qui l'éclaire, tandis que le corps de César, dont les pieds seulement reçoivent la lumière, est plongé dans une ombre épaisse, si épaisse même que le peu qu'on entrevoit des chairs a l'apparence et la couleur du bois. Il y a dans cette disproportion entre la figure et le champ du tableau une faute grave de composition qu'on s'étonne de voir commise par un artiste dont la qualité principale est le goût. Le côté expressif du sujet apparaîtrait bien plus nettement, l'effet dramatique serait plus puissant et plus sûr, si, au lieu d'être ainsi délayée, la composition se trouvait resserrée dans des limites étroites. Deux toiles, bien que fort différentes quant à la manière, nous serviront d'exemples : l'une, sorte d'*ex-voto* peint par Velasquez, ornait, il y a quelques années, la galerie de M. Pourtalès : elle représente un homme assassiné dans la campagne et étendu à terre à peu près de la même façon que le *César* de M. Gérôme; l'autre est le *Christ mort* de Philippe de Champagne, que possède le musée du Louvre. Dans ces deux tableaux, le peu d'espace laissé au-dessus et autour des figures ajoute à l'impression de terreur, au sens lugubre de la scène : elles semblent l'une et l'autre d'autant plus immobiles, d'autant mieux envahies et vaincues par la mort, qu'elles sont comme opprimées par l'exiguité du champ pittoresque. Nous regrettons que M. Gérôme n'ait pas cru devoir adopter en ceci la méthode de Velasquez et de Philippe de Champagne, et que dans le sujet choisi par lui, dans cette grande scène de l'histoire, il ait trouvé surtout l'occasion de nous montrer une salle vide et quelques siéges renversés.

On peut rapprocher du *César* de M. Gérôme le *Junius Brutus* de M. Ulman, non certes que l'attention publique se partage également entre ces deux ouvrages, mais parce qu'ils la méritent l'un et l'autre à des titres à peu près égaux. Qui sait même? peut-être ne manque-t-il au tableau de M. Ulman, pour être plus généralement apprécié, qu'une place moins défavorable et la recommandation d'un nom dès longtemps connu; peut-être y a-t-il en réalité autant

d'expérience technique, autant de certitude de dessin et de pinceau dans les deux corps des fils de Brutus que dans le cadavre de César. En tout cas, la science de la forme nue est beaucoup moins contestable ici que dans le petit tableau où M. Gérôme a peint, à grand renfort de documens archéologiques, un fait médiocrement digne de mémoire, l'acte d'imprudence, pour ne rien dire de plus, commis par le roi Candaule à l'égard de sa femme et de Gygès. Passons du reste condamnation sur le sujet. La beauté de Nyssia, motif principal du tableau, était une donnée pittoresque suffisante, et d'ailleurs les formes nues d'une Lydienne mythologique, ou peu s'en faut, peuvent être acceptées comme un thème plus chaste pour le pinceau que les bergères à demi vêtues et les galanteries renouvelées de Boucher. Malheureusement cette figure, dont l'apparence devait résumer toutes les perfections de l'art antique et élever le fabliau à la hauteur du poème, M. Gérôme l'a traitée avec une indécision, une incorrection même fort éloignées de la finesse qu'il avait su montrer ailleurs, dans le *Combat de Coqs* par exemple. Il faut que, depuis l'époque où il exécutait son premier tableau, M. Gérôme se soit bien désaccoutumé de l'étude du nu pour en venir à dessiner des morceaux aussi faibles que le bras droit de la femme de Candaule, à modeler aussi pauvrement le dos et les jambes, et à promener sur le tout un ton aussi complétement inerte. A côté de cette figure vague et invraisemblable, tous les détails de l'architecture sont minutieusement définis. Le plus petit ornement et la moindre moulure ont une précision et une netteté qui font ressortir d'autant mieux l'insuffisance de l'imitation dans les formes animées. Objectera-t-on comme un précédent ou comme une excuse à cette faute la *Stratonice* de M. Ingres? L'exemple ne serait pas concluant. Avec quelque rigueur que soient rendus les objets qui entourent Antiochus et Stratonice, ces objets ne préoccupent pas si bien le regard que le dessin et l'expression des figures perdent toute importance, tout accent de prééminence et de vie. Qu'il eût été opportun de sacrifier ici quelque chose des réalités secondaires, j'en demeure d'accord; mais rien de plus facile qu'une telle besogne. Au moyen de quelques glacis, un peintre, même médiocre, s'en acquitterait à souhait, et réparerait aisément les fautes, si l'on veut, de M. Ingres; en revanche, qui eût été capable de donner au tableau ce caractère de grandeur, de puissance pathétique et d'élévation dans le style que M. Ingres a su lui imprimer? Dans l'œuvre de M. Gérôme au contraire, ce que l'artiste, mieux qu'un autre, était en mesure de déterminer, c'est la physionomie tout extérieure des choses, la couleur locale, comme on disait autrefois; ce que d'autres eussent pu formuler, ce qui manque à ce travail de restauration curieuse, c'est le sentiment et l'expression de la vie. *Le roi Candaule*

est un tableau intéressant, en ce sens qu'il nous initie à certains secrets des mœurs gréco-asiatiques, qu'il nous ouvre la chambre à coucher d'un Héraclide, telle qu'elle a pu être décorée et meublée sept cents ans avant l'ère chrétienne; mais un mérite de ce genre participe moins directement de l'art personnel que de l'érudition, des formes de l'instinct pittoresque que de la dissertation scientifique.

Le troisième tableau de M. Gérôme, *Ave, Cæsar imperator, morituri te salutant*, n'a pas une valeur d'un autre ordre. Jamais sans doute la peinture n'avait reproduit avec une sincérité aussi positive les armures et les ajustemens bizarres des gladiateurs; jamais la disposition intérieure du cirque, les ornemens du *velarium*, les places réservées aux différentes classes de spectateurs n'avaient été aussi scrupuleusement restitués. Nos yeux ne connaissaient pas encore ces vans où l'on puisait du sable pour étancher le sang répandu dans l'arène, ces longs crochets avec lesquels on happait les cadavres pour les entraîner hors du cirque; mais nous avions vu ailleurs, et dans les œuvres de M. Gérôme lui-même, des morceaux mieux dessinés que le bras nu de Vitellius, des figures modelées et coloriées avec plus de souplesse que le groupe des gladiateurs. A force de transcrire textuellement les documens antiques, le pinceau de M. Gérôme immobilise et nie en quelque sorte, dans l'image du corps humain, les accidens de la ligne et du ton. Il donne littéralement aux chairs l'apparence métallique des monumens qu'il a consultés, et l'expression naturelle se trouve ainsi sacrifiée à la recherche exagérée du style. Le peintre de *César*, du *Roi Candaule* et des *Gladiateurs* est un artiste trop distingué, il a souvent fait preuve d'un talent trop réel pour qu'on puisse voir sans de vifs regrets ce talent se dépenser en efforts secondaires, en tentatives de plus en plus étrangères aux vraies conditions de la peinture. Nous ne prétendons nullement prescrire à M. Gérôme l'abandon des sujets qu'il a préférés jusqu'ici; nous lui demandons seulement de se corriger, dans une certaine mesure, de ses habitudes archéologiques, et, même en traitant des sujets antiques, de se souvenir davantage des qualités qui assurent à sa *Sortie du Bal masqué* une portée pittoresque plus grande, une originalité plus sérieuse que n'en ont les œuvres qu'il produit aujourd'hui.

Les recherches érudites dans lesquelles M. Gérôme nous paraît compromettre l'avenir de son talent ne sont pas, tant s'en faut, ce qui préoccupe M. Hébert. Il semble au contraire que le peintre de la *Mal'aria* se soit fait une loi absolue de ne transporter sur la toile que des scènes actuelles, des types qu'il aurait habituellement sous les yeux. Une seule fois, il s'est départi de cette règle en peignant, il y a quelques années, son *Baiser de Judas*. Encore l'exécution de ce tableau, très recommandable d'ailleurs, trahissait-elle des inten-

tions médiocrement conformes aux traditions sévères de la peinture religieuse, et comme le désir d'ajuster un aussi grand sujet aux proportions du goût moderne. Si M. Hébert doit se prémunir contre une tendance dangereuse pour son talent, c'est précisément contre un sentiment timide, contre des inclinations flottantes qui pourraient dégénérer en scepticisme formel. M. Hébert appartient à cette classe d'artistes dont l'intelligence, plutôt délicate que puissante, plutôt prudente qu'inspirée, craint à la fois de se fourvoyer en s'aventurant dans les innovations, et de tomber dans les redites en procédant comme les maîtres. De là, dans les ouvrages du peintre de la *Mal'aria* une manière un peu effacée, des expressions un peu chétives : grâce de l'à-peu-près, charme équivoque, qui résulte d'une correction presque négative et d'une adroite indécision.

On sait que le pinceau de M. Hébert s'est voué exclusivement à la peinture des sujets italiens modernes ou plutôt à la représentation de certaines pastorales italiennes où les femmes seules doivent figurer, car ce pinceau, agréable avant tout, n'oserait aborder les formes viriles. Il n'a garde même d'interpréter dans le sens de la grandeur et de la force les types spéciaux qu'il a choisis. Ne cherchez ici ni la beauté robuste des paysannes peintes par M. Schnetz, ni la noblesse et l'élévation de style que Léopold Robert savait rencontrer en face des mêmes modèles. Tout en respectant pieusement le caractère des ajustemens, des haillons même qu'il a sous les yeux, tout en s'efforçant de conserver aux filles d'Alvito ou de la Cervara quelque chose de la physionomie sauvage qui leur est propre, M. Hébert travaille avec un soin non moins scrupuleux à donner au tout une signification en rapport avec nos habitudes civilisées. Il *francise*, si l'on peut ainsi parler, ses modèles, non pas en les travestissant à la manière des peintres du XVIIIe siècle, qui enjolivaient les scènes rustiques avec des coquetteries empruntées au théâtre, mais en les mettant au niveau de notre goût pour une autre sorte de joli : — la menue mélancolie et la grâce maladive. Suit-il de là que le talent de M. Hébert soit sans valeur et sans portée sérieuses? Telle n'est pas notre pensée. Ce talent n'eût-il d'autre mérite que d'attester une sincère aversion pour les intentions vulgaires, pour les formes d'expression banales, il faudrait en tenir compte dans l'histoire de l'art contemporain, et lui reconnaître, à défaut d'autorité magistrale, une véritable opportunité. D'ailleurs, bien que les tableaux exposés cette année par M. Hébert n'offrent encore qu'une sorte de compromis entre la volonté personnelle et les influences extérieures, bien que l'élégance du style n'y soit que trop souvent achetée au prix de la franchise et du naturel, on y trouve çà et là plus de fermeté que dans les travaux précédens de l'artiste. Nous ne croyons pas que M. Hébert ait peint jusqu'ici des morceaux d'un

caractère aussi net que la tête de la petite fille dans *les Cervarolles*, d'un dessin aussi précis que le bras gauche et la main de la jeune femme représentée dans le même tableau portant un vase de cuivre sur la tête. Pourquoi faut-il que le visage de cette femme soit modelé avec une indécision telle qu'il ne laisse rien pressentir de la construction intérieure, et que la mollesse du pinceau et du coloris vienne, là comme ailleurs, appauvrir l'expression? L'aspect général du tableau est au reste attrayant, quoique la recherche du procédé matériel, trop évidente dans quelques parties, dans les rochers par exemple, déconcerte un peu le regard et nuise au relief d'objets plus intéressans. Peut-être aussi n'était-il pas bien nécessaire de traiter dans des dimensions aussi vastes ce sujet, qui n'en est pas un; peut-être la familiarité même d'une scène composée seulement de trois figures en devoir de puiser ou de porter de l'eau excluait-elle ces proportions héroïques. On ne saurait toutefois faire de cette question un reproche formel à l'adresse de M. Hébert. Une petite toile, véritablement faible, que l'on voyait au Salon dernier, *les Fienarolles*, et cette année même un autre petit tableau, *Rosa Nera à la fontaine*, prouvent que le pinceau de M. Hébert a besoin de s'exercer sur un champ un peu large pour donner la mesure de son habileté.

Les qualités et les défauts du peintre des *Cervarolles* se retrouvent dans le *portrait de femme* qu'il a exposé. Tout dans cet ouvrage laisse soupçonner des aspirations distinguées; rien de définitif n'y apparaît, rien de tout à fait voulu ni d'affirmé. Le style a de l'élégance, mais cette élégance un peu molle qui avoisine la langueur; le dessin est souple et le ton harmonieux, mais on ne reconnaît là ni la main convaincue d'un dessinateur, ni la main passionnée d'un coloriste. On peut dire en général du talent de M. Hébert que, s'il est loin de manquer de charme, il manque d'accent et de caractère précis, et que ce charme même, suffisant pour assurer à l'artiste une place d'élite parmi les talens contemporains, est à la savante grâce des maîtres ce que l'agréable est à l'exquis, ou l'adresse de la mise en œuvre à l'expression d'un sentiment profond.

La mort enlevait récemment un artiste qui avait, comme M. Hébert, rencontré de bonne heure et presque au début le succès populaire. M. Bénouville, le peintre de *Saint François d'Assise bénissant sa ville natale*, était, lui aussi, l'un des mieux intentionnés entre ceux qui s'efforcent de résister aux entraînemens matérialistes de l'art moderne. S'il n'avait pas la forte organisation d'un maître, il avait le goût pur, la main savante et ferme d'un disciple de la bonne école. Quoique les tableaux signés de son nom qui figurent au Salon de 1859 nous semblent devoir laisser au *Saint François* une importance principale dans la trop courte carrière de l'artiste,

de telles œuvres n'en sont pas moins de nature à légitimer les regrets qu'a excités cette fin prématurée. Le premier de ces tableaux, — portrait de famille doublement funèbre, puisque l'exécution en a été interrompue par la mort de l'un des modèles et par la mort du peintre lui-même, — n'est dépourvu ni de grâce dans la composition, ni d'une certaine élévation dans le style. Le second, représentant *Sainte Claire recevant le corps de saint François*, atteste une fois de plus ce qu'avaient révélé déjà les autres travaux de M. Bénouville, une manière sobre, consciencieuse, exempte de pédantisme, sinon de quelque froideur. Enfin le plus important à tous égards de ces trois ouvrages posthumes, *Jeanne d'Arc* au moment où elle entend les *voix* qui l'appellent à la délivrance de son pays, montre sous un aspect assez neuf une figure et un sujet bien souvent abordés par le pinceau.

Que de fois, dans notre siècle surtout, cette noble figure de la Pucelle n'a-t-elle pas séduit l'imagination des peintres et des sculpteurs! Il semble que l'art ait tenu à honneur de venger la sainte héroïne des injures de la poésie, et que les sarcasmes proférés par Voltaire, en soulevant la conscience publique, n'aient servi qu'à rendre plus respectable et plus chère cette mémoire un moment outragée. Et cependant, malgré tous les efforts tentés jusqu'ici, le type en quelque sorte classique de Jeanne d'Arc est encore à déterminer. Il y a deux manières de concevoir cette figure. On peut ou faire prédominer l'élément héroïque en donnant aux traits, à l'attitude, à toute la personne de Jeanne d'Arc une physionomie robuste qui exprimera la virilité de l'âme, ou bien ne nous laisser voir que la colombe séraphique, peindre la résignation d'une douce victime, d'une martyre docile aux ordres de Dieu, mais d'autant plus digne de vénération qu'elle sera physiquement plus délicate, et que le rôle accepté par elle sera moins conforme à sa faiblesse. De ces deux modes d'interprétation, le second est le plus vraisemblable peut-être, c'est en tout cas le plus poétique : aussi les artistes l'ont-ils habituellement préféré. La princesse Marie d'Orléans dans sa statue du musée de Versailles, M. Saint-Èvre dans un joli tableau que possède le musée du Luxembourg, M. Mottez dans une de ses peintures à fresque qui décorent le portail de Saint-Germain-l'Auxerrois, beaucoup d'autres encore, ont envisagé Jeanne d'Arc à ce point de vue de la candeur et de la grâce mystique. Sans rompre complétement avec les traditions de ses prédécesseurs, M. Bénouville a tenté de les modifier dans un sens plus passionné. Tout en conservant à l'humble *pastoure* le caractère de jeunesse et d'innocence nécessaire à cette chaste figure, il a voulu, dans la physionomie comme dans le geste, faire pressentir la ferveur et l'enthousiasme. Malgré son attitude énergique, malgré l'animation de ses traits,

Jeanne d'Arc, telle qu'il nous la montre, n'est ni une pythonisse en délire, ni une muse violemment inspirée; c'est une pauvre fille, une enfant presque, à demi exaltée, à demi terrifiée par les ordres miraculeux qu'elle reçoit. Elle relève la tête et regarde le ciel comme pour protester hautement de son obéissance, mais peut-être aussi pour puiser la force d'obéir sans regret et d'accomplir jusqu'au bout sa mission. Il y a dans cette expression complexe, dans ce mélange d'exaltation et d'étonnement craintif, quelque chose d'imprévu et de bien senti, quoiqu'un coloris un peu lourd, une méthode d'exécution un peu froide, desservent et contredisent jusqu'à un certain point l'intention morale du tableau. A quoi bon insister toutefois? Comment avoir le triste courage de donner des avis à qui ne peut plus les entendre, de reprocher à cette main pour jamais inactive ses dernières défaillances? Mieux vaut en saluer les derniers efforts et accepter avec une pieuse sympathie les reliques d'un talent que la mort vient de consacrer.

La génération à laquelle appartenait M. Bénouville compte plusieurs artistes dont l'habileté, incomplète à quelques égards, résume cependant aujourd'hui les espérances les plus sérieuses de notre école : artistes zélés pour le bien, mais indécis encore quant aux moyens de le formuler; talens courageux au fond, mais en apparence un peu dépourvus de volonté ferme et de fixité. M. Cabanel est un de ces talens que semblent travailler à la fois l'esprit d'indépendance et le doute. Une *Mort de Moïse*, qu'il envoyait de Rome il y a quelques années, un remarquable *portrait de femme* exposé en 1853, ses peintures à l'Hôtel-de-Ville et les tableaux de sa main qui figuraient à l'exposition universelle, accusent, à travers beaucoup de savoir et de goût, des hésitations, des contradictions même, qui ne permettent pas de prononcer sur les caractères de ses aspirations et de son style un jugement définitif. Le dernier tableau de M. Cabanel, *la Veuve du maître de chapelle*, ne peut qu'augmenter notre embarras sur ce point. C'est assurément un ouvrage distingué, mais peu significatif encore, une peinture agréable, mais d'un agrément assez vague, où toutes les conditions de l'art sont recherchées, sans qu'aucune qualité prédomine et s'impose ouvertement à l'attention. L'artiste capable de produire un pareil tableau est sans contredit un homme habile, une intelligence pleine de ressources. M. Cabanel pourtant a-t-il donné toute la mesure de son talent? Il lui reste non pas à prouver son expérience technique et la souplesse de sa pensée, mais à se défier davantage de cette souplesse même, à dégager dans une œuvre franchement personnelle l'originalité de sa manière et de ses tendances.

M. Gendron a des allures moins sceptiques à quelques égards. Il possède une qualité très positive, l'instinct de la grâce dans la com-

position et dans la ligne, un genre d'habileté particulier, l'agencement correct et facile des formes en mouvement. Personne ne sait mieux que lui séduire le regard par le charme de l'ordonnance pittoresque et caresser l'esprit par une fantaisie discrète jusque dans l'image des faits surnaturels. Depuis le tableau des *Willis* jusqu'aux sujets allégoriques qu'il a peints sur les murs du vestibule de la cour des comptes et plus récemment dans l'hôtel de M. Péreire, M. Gendron a multiplié les témoignages de cette aptitude spéciale. Le meilleur des trois tableaux qu'il a exposés cette année, et que le livret intitule *la Délivrance*, en fournit une preuve nouvelle, sans attester pour cela un progrès. Il y a de la grâce sans doute et une délicate expression de tendresse dans la figure de cette jeune fille s'attachant au cou de son libérateur, tandis que celui-ci, sorte de Persée ou de Roger anonyme, à cheval sur un monstre fantastique, laisse flotter les rênes, et répond à cette douce étreinte par un demi-sourire, précurseur du baiser; mais, malgré plus de fraîcheur dans le ton peut-être, plus de finesse dans l'exécution de certaines parties, il n'y a rien là que les précédens ouvrages de l'artiste n'aient laissé suffisamment deviner. Est-ce assez d'ailleurs que ce talent de procurer à l'imagination un vague plaisir, une sensation fugitive de poésie, au lieu d'informer nettement notre esprit de ce qu'il doit apercevoir et sentir? Nous ne demandons pas, tant s'en faut, à la peinture de ne représenter que des faits absolument réels, de ne mettre en scène que des personnages ayant une histoire et un nom: nous croyons toutefois qu'il ne lui suffit pas d'exprimer, dans un sens pour ainsi dire musical, les rêves de la pensée, que la peinture doit avoir aussi une signification plus pratique, plus humaine, et que, même dans le domaine de l'idéal, il lui appartient encore de parler à la raison. M. Gendron se contente trop souvent d'effleurer en quelque sorte les surfaces de notre intelligence; il a, lui aussi, quelque chose de ce sentiment moderne qui tendrait presque à déconsidérer le beau pour y substituer le joli. Si les intentions de son pinceau sont toujours ingénieuses et élégantes, elles semblent s'évaporer parfois dans le vague de cette élégance même et de ce charme un peu indéfini.

Moins expérimenté que M. Cabanel, moins bien doué que M. Gendron, M. de Curzon a de commun avec ces deux artistes la distinction originelle et l'ambition du bien; seulement cette ambition, assez inconstante dans la forme, se traduit ou plutôt se dissipe en tentatives de toute espèce. Mythologie, scènes de mœurs, paysages, M. de Curzon aborde tous les sujets, et il les traite, sinon avec un plein succès, au moins avec une délicate habileté. Sa manière ne manque ni de grâce ni de finesse, mais cette grâce est parfois bien près de dégénérer en mignardise ou en faiblesse, principalement

dans les tableaux de grande dimension, dans la *Jeune Mère, souvenir de Picinesca,* par exemple. Aussi préférons-nous à cette composition, où l'élégance est comme délayée, des toiles plus petites, celle entre autres qui représente des *Femmes de Mola di Gaëta.* Ici du moins, la pâleur du ton, l'inconsistance du modelé et du dessin, semblent des imperfections plus pardonnables, bien qu'une scène de ce genre doive intéresser surtout par un caractère évident de vérité, et qu'il soit assez étrange de voir réduites à peu près à l'état d'apparitions des figures dont on peut en Italie coudoyer les modèles. Que M. de Curzon y prenne garde : il ne suffit pas de faire preuve de goût dans le choix des lignes et des ajustemens, il ne suffit pas d'indiquer subtilement l'expression et la forme, et d'établir une harmonie générale en décolorant chaque objet, en supprimant presque la valeur relative de chaque ton. On peut, en procédant ainsi, plaire quelque temps au regard, mais on arrive bientôt à le lasser. On s'use soi-même et l'on s'anéantit dans la pratique de cette méthode débile. L'exemple de M. Hamon, qui, après avoir peint le joli tableau *Ma Sœur n'y est pas,* en est venu si vite à produire des œuvres aussi fâcheuses que *l'Amour en visite,* — cet exemple doit donner à réfléchir à M. de Curzon et à quiconque serait tenté d'ériger en système esthétique l'exiguïté de l'idée, l'amoindrissement de la forme et la négation de la couleur.

Le scepticisme, qui de nos jours nuit au développement de tant de talens bien nés, n'est nulle part plus apparent que dans les ouvrages de M. Baudry. En quelques années, ce jeune artiste a eu le temps de gagner le prix de Rome en satisfaisant aux exigences académiques, de peindre un grand tableau dans le goût des artistes de l'extrême décadence italienne, une autre toile à l'imitation d'un tableau de Titien, d'autres enfin, — et ce sont celles-là qu'il a envoyées au Salon, — reproduisant le style des peintres français du XVIIIe siècle, compliqué des ruses de métier, des procédés d'outil mis à la mode par certains peintres de genre contemporains. Nous attendrons, pour avoir une opinion sur le talent de M. Baudry, que ce talent consente à se produire sous des formes personnelles. Aujourd'hui nous ne pouvons que mentionner les témoignages les plus récens de ses hésitations et de ses erreurs, une *Madeleine pénitente, la Toilette de Vénus,* plusieurs *portraits,* et quelque chose de moins qu'une ébauche, le commencement d'une étude d'enfant, renouvelée d'ailleurs de Velasquez et intitulée *Guillemette.*

Si, au lieu de suivre, dans cette revue du Salon, la marche que semblait prescrire la nature des sujets traités, nous n'avions tenu compte que du mérite même des travaux, il nous aurait fallu citer en première ligne les tableaux peints par M. Breton, — *le Rappel des Glaneuses,* la *Plantation d'un Calvaire* et *le Lundi,* — car ces

tableaux portent l'empreinte d'un talent véritablement supérieur. Hormis les beaux portraits peints par M. Hippolyte Flandrin, œuvres appartenant d'ailleurs à un tout autre ordre d'art et de doctrines pittoresques, y a-t-il parmi toutes les toiles exposées rien qui accuse aussi ouvertement l'intelligence et la main d'un peintre? Les disciples de la triste école qui s'intitule *réaliste* ne manqueront pas de réclamer comme un des leurs le peintre de ces scènes rustiques, et peut-être, à l'aspect des paysans qu'a représentés M. Breton, une partie du public prendra-t-elle d'abord pour la confirmation du système de M. Courbet ce qui en est au contraire le plus concluant démenti. Il y a en effet entre les tableaux de l'école réaliste et les tableaux de M. Breton la différence qui existe entre l'effigie brute du fait et la vérité poétique, entre la transcription littérale d'un patois et le style d'une églogue. Personne, à coup sûr, n'attribuera le même genre d'exactitude aux scènes populaires photographiées pour ainsi dire par la plume de M. Henry Monnier et aux scènes champêtres que la plume de George Sand a décrites. Les peintures de M. Breton peuvent être rapprochées de celles-ci; c'est dans la classe de celles-là qu'il faut reléguer les violens essais des sectaires du réalisme. Ne saurait-on, par exemple, en face du *Rappel des Glaneuses*, avoir présent à l'esprit le début de *la Mare au Diable*, et retrouver dans l'œuvre peinte quelque chose de cette ample harmonie, de ce calme majestueux de la nature que l'écrivain a su traduire en quelques pages excellentes? C'est la première fois d'ailleurs que le pinceau réussit à représenter des villageois de notre pays sans en calomnier les types ni les idéaliser outre mesure; c'est la première fois qu'il nous les montre dans leur vrai cadre, sans coquetterie comme sans pauvreté de style, sans fausse noblesse comme sans laideur outrée. Nous avions jusqu'ici bien des portraits tracés avec plus ou moins d'habileté, bien des scènes rustiques empruntées aux mœurs de nos provinces; mais la fidélité de ces portraits ne dépassait pas les limites d'une ressemblance toute physique. Les costumes, les détails pittoresques, étaient soigneusement étudiés et transcrits : l'esprit intime, le côté poétique des sujets ne nous étaient pas révélés. Aussi véridique dans la traduction du fait matériel qu'aucun de ses devanciers, M. Breton sait de plus définir la signification des choses, renouveler et compléter par l'expression de son propre sentiment les émotions que nous avons pu éprouver nous-mêmes en face de la nature, en un mot, nous expliquer ce que nous avons vu, et dans quel sens il fallait le voir. Peut-être, — toute proportion gardée entre la diversité des manières et surtout des modèles, — M. Breton est-il appelé à devenir le Léopold Robert de nos campagnes. C'est là une belle place à prendre : puisse-t-il se rendre tout à fait digne de l'occuper!

Des différens tableaux que M. Breton a exposés, le plus séduisant est sans doute *le Rappel des Glaneuses;* mais il ne suit pas de là que la somme de talent soit moindre dans la *Plantation d'un Calvaire,* ni même dans *le Lundi.* A ne considérer que le nombre des figures, les conditions particulières de la composition et du coloris, nous croyons au contraire que le second de ces tableaux est supérieur au premier. Dans les *Glaneuses,* la fin du jour, si bien exprimée d'ailleurs par le ton du ciel et par la lueur qui glisse sur les terrains depuis l'horizon jusqu'aux premiers plans du tableau, le parti d'ombre qui dessine en silhouettes vigoureuses les figures marchant le dos tourné à la lumière, tout offrait des ressources pittoresques et de sûrs élémens d'effet. L'écueil à éviter était un contraste trop violent entre les parties claires et les parties obscures; mais ce contraste, même tempéré comme il l'est ici par des reflets, tournait au profit de l'aspect général et en simplifiait les conditions. Dans la *Plantation d'un Calvaire,* point d'oppositions de ce genre, point d'ombre ni de lumière en quelque sorte. Le soleil est absent de ce ciel de novembre sur lequel se dessinent, au fond, quelques pauvres maisons, quelques arbres dépouillés de leurs feuilles, et, à droite, les murailles blanchâtres d'une église. Une longue procession où n'apparaissent que des gens misérablement vêtus, des habits aux couleurs effacées, défile parallèlement à la base du tableau jusqu'au point où la tête du cortége se détourne et se dirige, vue en raccourci, vers le fond. Sur le devant, quelques femmes agenouillées dont l'une porte une ample mante de couleur claire, — problème pittoresque difficile à résoudre et précisément contraire aux traditions d'atelier, qui prescrivent comme *repoussoirs* nécessaires les tons vigoureux, — d'autres femmes, accompagnant la procession sans entrer dans les rangs, rompent l'uniformité des lignes générales et enrichissent suffisamment la composition. On le voit, nulle intention conventionnelle dans la mise en scène, nulle précaution même en apparence pour se réserver des moyens d'effet et de coloris. Et cependant comme ces tons éteints au premier aspect ou confondus dans une harmonie tranquille ont chacun sa physionomie et son accent! Avec quelle vraisemblance chaque forme se relie à la forme voisine sans rien perdre du caractère qui lui est propre, sans trahir un calcul d'agencement, une ruse pour combler un vide! Dira-t-on que l'instinct de la beauté fait défaut à ce pinceau sincère avant tout, mais sincère à la façon de certains artistes florentins du xve siècle qui trouvaient dans l'expression de la vérité même le secret du style noble et de la grandeur : nous recommandons aux moins clairvoyans, entre autres morceaux remarquables, la figure tout entière de la femme qui, au

premier plan, donne la main à une petite fille, les profils des religieuses et des franciscains, et les jeunes filles en costume de pénitentes marchant devant le crucifix. Pas d'artifice, mais un art profond, une rare fermeté de sentiment, une complète indépendance dans la manière, en un mot une véracité aussi éloignée de la servilité que de la jactance, telles sont les qualités qui donnent une importance considérable à ce simple tableau de genre, l'une des œuvres les plus sérieuses au fond et le plus franchement originales qui aient paru depuis longtemps.

Le Lundi ne ressemble au tableau dont nous venons de parler que par la justesse des expressions et l'extrême netteté du style : tout d'ailleurs diffère dans ces deux toiles. Il s'agit ici d'une scène de cabaret. Nous avons en général peu de goût pour les sujets de ce genre, et nous avouons même que toute la science pittoresque des *petits maîtres* hollandais et flamands ne les absout pas à nos yeux du tort grave d'avoir avili la peinture et leur propre talent. Chez Ostade, il est vrai, comme chez Teniers, les bizarreries, les vilenies même de la débauche sont reproduites avec une entière complaisance et sans autre dessein apparent que l'intention de les célébrer. M. Breton du moins a envisagé un sujet bas et fâcheux en soi à un point de vue plus digne de l'art. L'élément comique a une large part sans doute dans la composition de son tableau, et les figures du garde champêtre endormi, du buveur qui, en souriant d'un air bénin, cherche à protester de sa tempérance, révèlent à la fois trop d'indulgence pour des vérités de cet ordre et une habileté singulière à les exprimer; mais, à côté de ces figures, celle de la femme qui, le bras étendu, le reproche dans les yeux et sur les lèvres, indique à son mari le chemin du logis, n'a-t-elle pas dans le geste, dans l'expression des traits, dans la physionomie générale, un caractère de fermeté, on dirait presque de grandeur, qui rachète ce que la scène en elle-même a de vulgaire ou d'inutile? Nous regretterions cependant que M. Breton se laissât de nouveau séduire par quelque sujet appartenant à la classe des faits représentés dans son *Lundi*. Le charmant tableau qu'il exposait au Salon dernier, *la Bénédiction des Blés*, présage d'un talent aujourd'hui manifeste, les *Glaneuses*, le *Calvaire*, et même cette simple figure, une *Couturière de Village*, où il a personnifié la jeunesse honnête, la solitude paisible et le travail, voilà les thèmes qui conviennent à son pinceau. La moitié du talent consiste dans la connaissance exacte de ses aptitudes, dans la poursuite constante des vérités qu'on est le mieux en mesure de saisir et de s'approprier. Après les épreuves déjà subies, M. Breton doit savoir à quoi s'en tenir sur ses facultés personnelles et sur le genre de succès qui lui sont expres-

sément réservés. Son habileté peut grandir encore, son sentiment se développer et s'affermir, mais à la condition de respecter la foi et les inspirations originelles, et de ne rechercher le progrès que dans la voie naturellement tracée.

De tous les peintres, — et le nombre en est grand, — qui ont exposé au Salon des scènes rustiques, M. Brion mérite d'être nommé le premier après M. Breton. Son *Jeu de Quilles*, ses *Bretons à la porte d'une église pendant la messe*, surtout son tableau représentant *un Enterrement* (*bords du Rhin*), révèlent une véritable finesse d'observation, des intentions neuves et un goût délicat. L'*Enterrement* en particulier fait honneur au talent de M. Brion. La morne tristesse des villageois qui demeurent immobiles sur le rivage, tandis qu'une barque emporte les restes de l'être qu'ils ont aimé, la douleur amère, mais silencieuse, des deux vieillards assis à côté du cercueil, le désespoir de la jeune femme debout en face d'eux, tout dans ce petit tableau est rendu avec justesse et avec une simplicité touchante; tout résulte d'une émotion vraie, fort contraire à la fausse sensibilité dont il n'est pas rare de rencontrer des traces en pareil cas. Ajoutons que la lueur blafarde répandue sur le ciel et sur les eaux complète l'expression lugubre des figures et la signification morale de la scène; mais il faut remarquer aussi que les tons manquent parfois de solidité, que quelque négligence se trahit dans l'exécution de certaines parties, des plantes aquatiques par exemple qui garnissent le premier plan, et où l'on reconnaît les touches rapides et les accidens du pinceau bien plutôt que les formes empruntées à la nature. En général, il y a dans les tableaux de M. Brion une sorte de transparence, de coloris vitreux pour ainsi dire qui nuit au modelé des corps et en compromet la vraisemblance. Quelques efforts pour combattre ce défaut, moins sensible déjà dans les *Bretons à la porte d'une église* que dans l'*Enterrement* et dans *le Jeu de Quilles*, quelque défiance un peu plus habituelle de la facilité, et M. Brion achèvera de s'assurer un rang très honorable parmi les peintres de genre, si nombreux d'ailleurs et si habiles qu'ils se montrent aujourd'hui.

Il serait impossible au surplus, même dans un examen du Salon plus détaillé que celui-ci, de mentionner tous les ouvrages de quelque mérite appartenant soit à la peinture de genre proprement dite, soit à un ordre d'art plus relevé, bien qu'en dehors des conditions et du style de l'histoire. Le talent, mais un talent secondaire, il est vrai, est devenu le privilége de tant de gens, l'habileté se trouve si bien aux mains de tout le monde, qu'on est forcé de s'en tenir sur ce point aux appréciations collectives et aux aperçus généraux. Nous ne saurions toutefois passer ici sous silence une très

agréable composition, l'*Hosanna* de M. Roux, talent chaste et fin auquel il ne manque peut-être pour entrer décidément en faveur qu'une fécondité plus continue. Il nous faut citer encore une gracieuse figure de femme, la *Rêverie*, peinte par M. Aubert dans le goût antique, mais un peu aussi dans le goût de MM. Gérôme et Hamon, les *Espagnols malades* de M. Guillaume, et *les Marais-Pontins* de M. Rodolphe Lehmann, tableaux dont le tort principal est d'avoir eu pour précédent la *Mal'aria* de M. Hébert, enfin, dans un tout autre ordre de sujets, *le Marabout de Sidi-Brahim*, fait d'armes héroïque reproduit par M. Devilly avec une verve remarquable, mais non sans quelque exagération parfois, non sans quelque emportement du pinceau.

Le tableau de M. Devilly nous servira de transition entre les compositions de différens genres que nous avons examinées jusqu'ici et les scènes exclusivement empruntées aux pays ou aux mœurs de l'Orient. On sait que dans l'art contemporain une place considérable appartient à quelques peintres qui ont été chercher en Asie ou en Afrique des modèles et des inspirations. L'un des plus distingués d'entre eux, qui est aussi un écrivain d'un rare mérite, M. Fromentin, résumait, il y a peu de temps, ici même, les développemens successifs de « ce que la critique moderne, disait-il, a nommé la peinture orientale, » et il en personnifiait les progrès dans trois talens diversement caractéristiques, — Marilhat, M. Decamps et M. Delacroix (1). Ce sont ces maîtres en effet qui ont ouvert la voie, ou plutôt ils l'ont si bien parcourue d'un bout à l'autre que ceux qui y marchent après eux inclinent tous plus ou moins, malgré leurs efforts et leur volonté d'indépendance, vers des traces qu'ils retrouvent à chaque pas. M. Fromentin lui-même, quelles que soient d'ailleurs ses aptitudes et sa clairvoyance personnelles, réussit-il pleinement à s'affranchir des souvenirs et de l'autorité de M. Delacroix? Ces préoccupations involontaires sont, il est vrai, de moins en moins sensibles dans les œuvres de M. Fromentin, et les progrès accomplis par l'artiste depuis quelques années nous offrent un éloquent témoignage des ressources sérieuses de son talent. *L'Audience chez un khalifat* se distingue par la largeur de l'aspect, par une ordonnance des plus heureuses, et si *les Bateleurs nègres*, *une Rue à El-Aghouat*, n'ont pas tout à fait la même importance, ces toiles n'en laissent pas moins pressentir l'élévation de la pensée et la singulière délicatesse du style qu'attestent les écrits de M. Fromentin.

Il faudrait presque reprocher l'excès de la netteté dans le dessin

(1) *Une Année dans le Sahel*, livraison du 1er décembre 1858.

et de la précision dans le faire aux travaux de MM. Gustave Boulanger et Bida. Le premier de ces artistes a peint des *Pâtres arabes* avec un fin sentiment de la forme et de la physionomie, mais aussi avec une tranquillité de pinceau voisine de la froideur; le second, en étudiant de trop près et trop séparément chaque groupe dans son grand dessin, la *Prédication maronite*, a donné à l'aspect de la composition quelque chose de pénible et de morcelé. La disproportion entre quelques figures, placées en réalité à peu près au même plan, contribue à fausser l'harmonie de l'ensemble; il y a là un nouvel indice de cette propension de l'artiste à considérer le détail comme un objet isolé, et non comme un simple élément de la vérité générale. Disons aussi que, même dans *la Prière*, le meilleur, à notre avis, des récens ouvrages de M. Bida, l'expression, l'intention secrète, sont un peu sacrifiées à l'adresse de la pratique. M. Bida a prouvé ailleurs qu'il savait rendre sous des formes ingénieuses, émouvantes même, les actions et les passions humaines. Il serait fâcheux qu'un talent aussi bien inspiré parfois se réduisît à la traduction de certaines données purement pittoresques. Est-ce assez de copier scrupuleusement des costumes, de formuler pièce à pièce les caractères extérieurs de ses modèles, lorsqu'on est capable d'en exprimer la physionomie intime, et de faire ressortir une pensée, un fait moral de l'image même de la réalité?

Bien que les diverses *Vues d'Égypte* qu'a peintes M. Belly et les tableaux de MM. Pasini et Tournemine appartiennent, par la nature des sujets, à la classe des paysages, on peut les rapprocher des toiles de M. Fromentin et des dessins de M. Bida. Ces paysages attestent en effet l'activité et aussi l'habileté d'une fraction assez notable de notre école, de ce groupe d'artistes dont nous parlions tout à l'heure, qui se sont voués à l'étude de la nature orientale. En outre, ces souvenirs des contrées lointaines ont une portée esthétique tout autre que les nombreux portraits reproduisant des sites de notre pays. La majesté des lieux que nous fait visiter le pinceau de M. Belly, l'aspect étrange même de ces plaines de la Perse qui s'étendent à perte de vue dans le *Départ pour la Chasse* de M. Pasini, tout ici nous repose des gentillesses de style et d'effet trop souvent en usage dans les œuvres de nos paysagistes. Les tableaux de M. Belly et de ses rivaux n'eussent-ils, — et ce n'est point le cas, — d'autre mérite que d'exprimer la grandeur par le choix même des sujets, il faudrait encore en tenir compte comme d'une exception heureuse à la coutume générale, et apprécier l'opportunité de cette protestation implicite contre les aspirations, trop peu ambitieuses à quelques égards, de notre école.

On sait en effet dans quelle humble acception la peinture de pay-

sage est prise aujourd'hui en France; on sait quels progrès se sont accomplis au point de vue de la vérité matérielle, mais aussi à quels sacrifices on s'est résigné d'autre part. Ce que l'on appelait autrefois le paysage historique est dès longtemps passé de mode, et il faudrait le regretter médiocrement, si, à force de réagir contre le style académique, on n'en était venu à supprimer à peu près le style lui-même; si, après avoir relégué parmi les vieilleries hors d'emploi les sites et les héros de la Grèce ou de Rome, on n'avait singulièrement exagéré l'intérêt que méritent d'autres sites et d'autres héros. Notre école de paysage avait grand besoin de se retremper dans l'étude du vrai et dans l'imitation loyale; le moment était arrivé de renoncer aux patrons traditionnels pour tailler soi-même sa besogne en face de la nature. Rien de mieux; mais maintenant que la révolution est achevée, maintenant que nous voilà bien dégagés de l'art factice et conventionnel, est-il fort nécessaire d'insister autant sur la poétique modeste qu'il s'agissait d'abord de faire prévaloir? Assez de campagnes héroïques, de temples et de dryades! s'écriait-on il y a trente ans. On aurait le droit de répondre aujourd'hui : Assez de pâturages normands, de cours de ferme et de gardeuses de dindons; assez de ces motifs de rencontre qui n'ont d'autre objet, d'autre signification, d'autre charme que la reproduction littérale de la réalité! Ceci soit dit d'ailleurs pour quelques disciples obstinés de cette théorie matérialiste de « l'art pour l'art » que l'on prêchait vers 1830, et non pour ceux qui, tout en copiant fidèlement la nature, ne se croient pas dispensés du devoir d'en choisir les aspects.

Les témoignages sont nombreux au Salon de cette manière, en quelque façon tempérée, où l'imitation du fait s'allie à l'expression du goût personnel. Nous ne parlons pas des paysagistes dont le talent est depuis longtemps apprécié; nous ne nous arrêterons pas même aux erreurs actuelles de quelques-uns d'entre eux, — de M. Troyon par exemple, qui traite aujourd'hui les sujets les moins grandioses dans le style et presque dans les dimensions de la peinture de décors, — de M. Rousseau, qui, à force de se préoccuper des tons de détail, en est venu à procéder invariablement par petites touches, juxtaposées comme des points de tapisserie. Ce qu'il importe surtout de rechercher, ce sont les talens nouveaux, les œuvres décelant des tendances originales, tout en conservant le caractère de véracité commun aux productions de l'école moderne.

Parmi les tableaux de paysage qui se recommandent à ce titre, *les Landes* de M. Busson méritent certes d'être signalées. Rien que de parfaitement conforme à la nature dans cette scène paisible où le jour bas et venant du fond glisse sur les terrains et en éclaire doucement les saillies, mais aussi rien que d'imprévu dans le choix d'un

pareil effet et dans l'habileté peu commune avec laquelle il a été rendu. Malgré la simplicité de l'ordonnance et du ton général, une véritable élégance linéaire, une sorte d'harmonie épurée dans le coloris, donnent une valeur toute spéciale à ce tableau comme à la toile, représentant aussi des *Landes*, qui lui sert de pendant. — Un grand paysage, les *Bords du Tibre dans la Sabine*, révèle chez M. Berthoud un sentiment assez large de l'effet, quelques bonnes intentions de style, d'ailleurs un peu trahies çà et là par l'insuffisance du dessin. Plusieurs toiles signées des noms de MM. Deshayes, Desjobert, Lavieille, expriment une observation approfondie de la nature, une science sans pédantisme, mais non sans force. D'autres, comme l'*Étang de la forêt du Mans*, peint par M. Allongé, attestent le goût et la recherche de la vérité, une aptitude particulière à en étudier certains côtés, dédaignés ou inaperçus jusqu'ici; d'autres enfin, et *le Viatique en Bretagne* de M. Baudit est du nombre, introduisent un élément nouveau, qu'on pourrait appeler le dramatique familier, dans la peinture de paysage. Quelles que soient cependant les qualités propres à chacun de ces tableaux, elles n'ont pas, à notre avis, le caractère de certitude, la franchise qui distinguent la manière de M. Busson, et qui assurent à ces deux paysages des *Landes*, à ces études si l'on veut, une place d'élite parmi les œuvres du même genre exposées au Salon.

C'est aussi en dehors des autres paysages qu'il faut classer les deux toiles peintes par M. Haussoullier : une *Vallée du Mont-Saint-Jean, près d'Honfleur*, et un *Chemin dans la forêt de Toucques*, car ici l'originalité du sentiment est manifeste, et le parti-pris de véracité sans merci. Au premier aspect, le regard un peu déconcerté par la crudité apparente du coloris hésite et se prend peut-être à soupçonner une sorte d'arrogance là où il n'y a en réalité qu'une entière bonne foi. Généralement en matière de paysage notre éducation s'est faite devant les tableaux plutôt qu'en face de la nature. A force de voir l'harmonie pittoresque résulter de tons rompus et de formes sacrifiées, nous nous sommes exagéré à nous-mêmes la nécessité des concessions et des mensonges, nous avons fini par oublier à peu près le modèle pour ne considérer que le portrait. La *Vallée* peinte par M. Haussoullier s'adresse à des regards sans préjugés, et lors même qu'on serait tenté d'accuser ici l'extrême intensité ou l'uniformité des tons, on apprécierait la finesse avec laquelle chaque contour est dessiné, chaque forme de détail étudiée et rendue. Ce talent de dessinateur, l'artiste l'apporte d'ailleurs dans l'exécution d'œuvres d'un tout autre ordre. Deux profils de jeunes filles qu'il a exposés sont modelés avec une délicatesse et une sobriété de moyens aussi peu conformes à la manière habituelle des peintres

de portrait que la façon dont il traite le paysage est contraire aux recettes d'atelier et aux procédés de convention.

Dans la peinture de portrait, notre école toutefois est-elle si bien déshéritée de sa vieille gloire qu'elle ne compte plus aujourd'hui que des talens factices ou des œuvres secondaires? Il n'en est pas ainsi, grâce à Dieu. Sans parler de quelques morceaux dus au pinceau de M. Ingres et plus récemment au pinceau de M. Delaroche, les beaux portraits peints par M. Hippolyte Flandrin suffiraient pour conserver de nos jours à l'école française son importance dans un genre où elle a de tout temps excellé. D'autres artistes, issus d'ailleurs de l'atelier du même maître, ont produit dans cet ordre de peinture des ouvrages très distingués; mais la manière de M. Flandrin a cela de particulier et de vraiment supérieur qu'elle est à la fois sincère et savante, très ample dans l'intelligence des vérités d'ensemble, très fine dans la perception des vérités et des caractères de détail. Les portraits exposés au Salon par M. Flandrin, et surtout celui d'une jeune fille à la carnation un peu brune, attestent une fois de plus cette habileté sans ostentation, ce mélange de largeur et de précision dans le style que nous avaient révélés déjà, mais avec moins d'éclat peut-être, les travaux précédens de l'artiste. En tout cas, si ces nouveaux portraits n'ajoutent rien à une réputation dès longtemps établie, ils la justifient et la confirment; ils maintiennent l'autorité du talent de M. Flandrin dans un genre de peinture que personne, M. Ingres excepté, ne serait en mesure de traiter aujourd'hui avec cette aisance magistrale et cette sûreté de goût.

Après les portraits peints par M. Flandrin, les portraits peints par MM. Amaury-Duval et Lehmann ont été le plus généralement et le plus justement remarqués aux divers salons qui se sont successivement ouverts depuis vingt-cinq ans. Nous regrettons que le premier de ces deux artistes ne nous ait pas donné cette année quelque toile digne de celles qu'il exposait autrefois, et qu'il se soit contenté de nous rappeler dans de simples dessins ces qualités de finesse qui caractérisent son talent délicat. M. Lehmann a été plus fécond. Sans compter plusieurs petits tableaux sur des sujets d'histoire ou de fantaisie, et la répétition, dans des dimensions réduites, des remarquables peintures qu'il a exécutées dans les deux hémicycles de la salle du trône au palais du Luxembourg, il a envoyé au Salon sept portraits. Deux de ces toiles, le portrait d'une jeune femme vêtue d'une robe bleue et le portrait de M. l'abbé Deguerry, expriment des intentions de composition que nous aimerions à rencontrer plus souvent dans les œuvres des artistes contemporains, et que les maîtres portraitistes français, depuis la fin du XVIe siècle jusqu'au commencement du XIXe, se sont traditionnelle-

ment appliqués à formuler. Au lieu de détacher, suivant l'usage actuel, la figure de ses modèles sur un champ de convention, sur ce fond aux formes et à la couleur indéterminées dont M. Flandrin lui-même ne dédaigne pas assez l'emploi, M. Lehmann a cherché à compléter l'expression d'une physionomie personnelle, d'un caractère moral, par l'image de certaines habitudes extérieures et le choix de certains accessoires. De même qu'il avait peint une jeune femme entourée dans son salon d'objets propres à faire pressentir un luxe élégant, il a représenté M. l'abbé Deguerry en chaire, non pas au moment de l'action et du geste oratoire, — cela eût ôté à l'œuvre le calme pittoresque nécessaire et compromis la vraisemblance, sinon choqué le goût, — mais dans une attitude à demi animée qui concilie heureusement les exigences de l'art et les conditions de la vérité. Le mouvement général de la figure, l'expression du visage sont bien saisis, et l'exécution de chaque partie, des mains spécialement, prouve que M. Lehmann sait apercevoir et reproduire la vie sans violence, l'imprévu de la forme sans bizarrerie. Cette habileté à peindre des mains et à les faire concourir à la signification d'un portrait est au reste un mérite qu'on retrouve dans les autres ouvrages de l'artiste. Ainsi, dans le portrait d'une jeune fille vêtue d'une robe noire, la main a une extrême distinction, une souplesse toute particulière. Ajoutons qu'il y avait là, en raison de l'étrangeté de la pose, un problème de dessin et de modelé difficile à résoudre. Peu de peintres eussent osé sans doute aborder un raccourci aussi parfaitement inusité; il en est peu, en tout cas, qui l'eussent compris et rendu avec autant de finesse.

On peut ranger dans la classe des portraits, et à côté d'ailleurs d'un portrait d'homme signé aussi du nom de Mme Browne, les *Sœurs de Charité* soignant un enfant malade. Ce qui constitue en effet le mérite de cette toile, c'est bien moins, à nos yeux, l'invention morale ou pittoresque qu'une certaine naïveté dans l'imitation des traits et des costumes de ces deux saintes filles, dont l'une soutient sur ses genoux le petit malade, tandis que l'autre prépare quelque médicament. A vrai dire, il n'y a pas ici de fort sérieuses qualités de peintre. Ordonnance des lignes, modelé, coloris, tout est un peu faible; mais cette faiblesse même n'est pas dépourvue de charme. Quelque chose de limpide dans le ton, de facile dans le dessin, une apparence de vérité plutôt que l'empreinte de la vérité profonde, voilà ce qui distingue le tableau de Mme Browne et ce qui en explique ou en excuse le succès : succès fort général d'ailleurs, et le plus populaire peut-être qu'il y ait lieu de constater au Salon.

Nous accusions tout à l'heure le goût mondain dans lequel

M. Landelle traite les sujets religieux, et *le Pressentiment de la Vierge* autorise suffisamment nos reproches : on ne saurait être aussi sévère pour les mignonnes séductions de ce pinceau lorsqu'il retrace l'image des personnages contemporains, et qu'il prend pour modèles non pas des paysannes italiennes, comme *les Deux Sœurs*, — ici la coquetterie est peu de mise encore, — mais des femmes parisiennes. Les portraits qu'a peints M. Landelle se recommandent par l'agrément et, dans un certain sens, par le charme de l'exécution. Comme les portraits de M. Édouard Dubufe, ils ont une élégance qu'on sera d'autant moins tenté de méconnaître que cette élégance est d'un caractère tout actuel; mais aussi M. Landelle est bien près quelquefois de confondre la gentillesse avec la grâce, l'adresse de la pratique avec la science, et l'intelligence de la mode avec le sentiment de la vraie distinction.

On ne refusera pas assurément à M. Ricard l'habileté matérielle ni la volonté de varier l'aspect et la signification de ses portraits : il faut avouer toutefois que cette habileté dégénère souvent en dextérité pure, que cette application à rechercher la nouveauté des procédés et de l'effet aboutit en plus d'une occasion à la méprise et à la bizarrerie. Le portrait en pied d'un jeune homme en costume de chasse est un exemple, entre autres, des erreurs où M. Ricard peut tomber sur ce point. — Rendons, en finissant, la justice qu'ils méritent aux agréables portraits peints par MM. Barrias et Bouguereau, et aux remarquables portraits dessinés par M. Tourny.

Dans cette revue des tableaux et des dessins que renferme le Salon, nous n'avons pas prétendu nommer tous les travaux dignes d'éloges. Nous n'avons rien dit par exemple des spirituelles aquarelles de M. Eugène Lami pour l'*illustration* des œuvres d'Alfred de Musset; nous n'avons parlé ni du *Moïse secourant les filles du sacrificateur de Madian*, par M. Lenepveu, ni des *intérieurs* de M. Bonvin, ni de beaucoup d'autres toiles estimables à divers titres. Le plan de ce travail nous commandait de choisir les spécimens les plus significatifs, soit par leurs qualités, soit par leurs défauts, des doctrines diverses qui partagent l'école contemporaine, et de résumer en quelques exemples l'état actuel de l'art français. C'est pour cela que nous avons passé sous silence certaines œuvres tout aussi bonnes, quelquefois même meilleures intrinsèquement, que telles autres dont nous nous sommes occupé, parce que celles-ci pouvaient faire pressentir les caractères d'un talent nouveau ou des tendances communes à tout un groupe. C'est pour cela aussi que nous avons cru devoir nous abstenir d'appréciations sur les tableaux appartenant aux écoles étrangères, bien que plusieurs de ces toiles aient leur genre de mérite et leur valeur. Ainsi l'on ne saurait mé-

connaître les intentions pathétiques qu'exprime, à travers une certaine exagération dans le style, la *Mort de Juliette*, peinte par M. Leighton. Il serait à coup sûr très injuste de dénier à M. Knaus, le peintre de *la Cinquantaine*, beaucoup d'esprit et de finesse, — à M. van Muyden, auteur, entre autres jolis tableaux, d'une *École de petits enfans à Albano*, beaucoup de grâce dans le sentiment et dans la pratique, — à M. Heilbuth enfin un goût ingénieux de composition et une habileté véritable à restituer la physionomie pittoresque d'un personnage ou d'une époque. Néanmoins les qualités qui distinguent ces divers ouvrages n'ont pas un caractère national si décidé, elles ne diffèrent pas si bien des qualités propres à l'école française, qu'il ne soit permis de confondre presque avec les artistes de notre pays les peintres nés au-delà de nos frontières : j'entends ceux dont les tableaux figurent au Salon, et qui d'ailleurs sont venus pour la plupart compléter leurs études en France. Par l'influence qu'elle exerce, par le nombre et l'activité des talens qu'elle compte, notre école représente en quelque sorte l'art contemporain tout entier; elle a du moins plus d'importance qu'aucune autre. Reste à savoir jusqu'à quel point il y a lieu de se féliciter de cette importance relative, et quelles garanties elle offre pour l'avenir. Un coup d'œil sur les œuvres de la sculpture achèvera de nous préparer à l'examen de cette question.

Ce qui apparaît d'abord lorsqu'on examine l'ensemble des sculptures exposées au Salon, c'est une expression générale d'abnégation, une sorte de convention tacite de répudier toute originalité personnelle pour rechercher des moyens de succès dans l'imitation d'autrui. Il semble que les statuaires contemporains aient pris à la lettre le mot de La Harpe, « imaginer, c'est se souvenir, » et qu'au lieu de s'inspirer des exemples légués par les maîtres, ils se soient imposé le devoir d'en copier simplement les formes. Les souvenirs varient, il est vrai, suivant les inclinations ou les calculs de chacun. Tandis que M. Clésinger reproduit le style de Coysevox dans sa *Zingara*, et même dans un sujet antique, *Sapho terminant son dernier chant*, M. Franceschi s'efforce de simuler la puissance de Michel-Ange, et de donner à son *Andromède* les formes admirablement extravagantes, la majesté sauvage des figures sculptées sur les tombeaux des Médicis à Florence. M. Becquet agite les lignes de son *Saint Sébastien*, et en accuse le modelé, non sans vigueur, mais avec une préoccupation évidente de la manière de Puget. Jean Goujon et Germain Pilon sont au contraire les modèles dont M. Prouha prétend s'assimiler la manière dans *Médée égorgeant ses enfans*, dans la *Muse de l'inspiration* et dans une *Diane au repos*, — Diane de Poitiers apparemment. D'autres artistes contrefont les

statues antiques suivant les procédés d'académie, et rééditent pour ainsi dire avec une imperturbable banalité de goût des types déjà tirés à des milliers d'exemplaires; d'autres enfin demandent quelque chose de plus que des conseils aux monumens du moyen âge, de la renaissance italienne, ou même aux morceaux les plus renommés de l'école moderne, et se contentent de reproduire, sauf quelques variantes, ceux-ci les *jeunes pêcheurs* de Rude et de M. Duret, ceux-là les figures légendaires de nos cathédrales ou les bas-reliefs des *cinquecentisti* florentins. Partout l'absence non pas de talent, mais d'invention; partout une volonté systématique d'interpréter de préférence à la nature les œuvres d'un maître ou d'une époque. De là l'intérêt médiocre que présentent les sculptures exposées au palais des Champs-Élysées. Si plusieurs se recommandent par la correction et le goût, aucune n'a une signification assez sérieuse, une valeur assez incontestable pour s'isoler tout à fait du reste et mériter le succès à plus juste titre que telle œuvre voisine. L'abstention des statuaires les plus éminens de notre école explique au reste cette insuffisance de l'exposition actuelle. On n'y voit rien de la main de M. Barye. A l'exception de M. Jaley, qui d'ailleurs n'a envoyé que deux bustes, aucun des membres de la section de sculpture à l'Académie des Beaux-Arts n'a pris part au concours. Il n'est pas jusqu'aux révolutionnaires dont les témérités faisaient jadis scandale et réussissaient du moins à alimenter la controverse, à passionner l'opinion, — il n'est pas jusqu'aux athlètes les plus résolus autrefois à combattre qui ne déclinent aujourd'hui la lutte. M. Préault lui-même montre pour le Salon autant d'indifférence que les membres de l'Institut; comme eux, il laisse la place libre aux entreprises modestes ou aux honnêtes médiocrités.

Les statues, les groupes et les bas-reliefs réunis au Salon n'expriment donc en général que des convictions à peu près négatives et, comme les tableaux et les dessins, un fâcheux éparpillement de forces et de doctrines. Comme l'école de peinture aussi, l'école de sculpture tend à faire prévaloir l'agréable sur le beau, l'adresse de la pratique sur l'habileté savante, et, là même où le talent est le moins équivoque, il se ressent encore de cette propension universelle à rabaisser les conditions de l'art. Une très jolie figure en bronze, *la Fileuse* de M. Moreau, est un spécimen, accompli dans ce sens, des inclinations et de la foi modernes. Joli est bien le mot qui convient à cet ouvrage, où il ne faut chercher ni l'élévation de la pensée, ni la vigueur de l'exécution, mais où l'on ne trouvera ni afféterie dans le style, ni grâce ouvertement empruntée à autrui. Il y a pourtant là comme l'expression d'un éclectisme discret, d'une conciliation ingénieuse entre les exigences du goût actuel et cer-

taines traditions sinon plus sévères, au moins plus pures. L'invention générale de la figure n'a au reste rien de fort imprévu. Assise et faisant tourner de la main droite le fil qui s'enroule autour du fuseau tandis que le bras gauche s'élève pour supporter la quenouille, *la Fileuse* est vêtue d'une robe d'étoffe légère glissant sur la poitrine et mettant à nu l'épaule du côté où s'abaisse la main qui agite le fuseau; ses jambes sont recouvertes d'une draperie à la manière des statues antiques et de bien d'autres. L'ajustement, on le voit, n'a pas beaucoup plus de nouveauté que la pose, mais le tout est finement compris et rendu avec une véritable élégance. Le choix des formes, le caractère de la tête, qui, sans être une copie servile des types consacrés, n'est pas non plus le simple portrait d'un modèle de rencontre, le style de chaque partie en un mot prouve que M. Moreau sait éviter la gentillesse en recherchant la grâce, et se préserver aussi bien des vérités mesquines que des beautés de convention.

Un autre ouvrage du même artiste, *l'Avenir*, nous semble beaucoup moins heureux. La signification de ce morceau est d'ailleurs assez équivoque, et, sans le secours du livret, on pourrait facilement prendre pour une tête de vestale cet *Avenir* au visage voilé dont les traits se laissent entrevoir à travers la draperie légère qui les recouvre : artifice d'outil un peu puéril et renouvelé de certain trompe-l'œil qui fait l'admiration des touristes dans la chapelle de Sainte-Marie *della pietà de' Sangri* à Naples. On sait qu'un sculpteur de l'extrême décadence italienne, Corradini, imagina de représenter dans cette chapelle la mère de Raimondi Sangro enveloppée de la tête aux pieds d'un long voile, et de travailler le marbre de manière à lui donner un simulacre de transparence. Ce tour d'adresse du ciseau, bien souvent répété depuis lors en Italie, particulièrement à Milan, dans la première moitié de notre siècle, a tenté les artistes français à leur tour, et semble aujourd'hui les préoccuper un peu trop, puisque, indépendamment de *l'Avenir* de M. Moreau, *une Vestale* de M. Carrier de Belleuse, et l'*Agrippine portant les cendres de Germanicus*, statue sculptée par M. Maillet, sont conçues et exécutées à l'imitation de l'œuvre napolitaine.

On se rappelle la charmante figure, *le Printemps*, que M. Loison avait exposée au Salon de 1853. La grâce, l'expression de jeunesse qui caractérisaient cet ouvrage et qui lui valurent alors le succès, se retrouvent en partie dans la *Sapho sur le rocher de Leucade* que M. Loison nous montre cette année; mais ces qualités apparaissent ici sous des formes un peu contraintes, et jusqu'à un certain point en désaccord avec la scène et le personnage représentés. Un tel sujet comportait dans l'attitude, dans l'expression du visage,

dans le style général, la grandeur pathétique et l'énergie : on dirait que l'artiste s'est trouvé un peu dépaysé en face des conditions, assez nouvelles pour lui, qu'il s'agissait de remplir. La tête de la *Sapho* est d'un caractère indécis : les bras, finement modelés d'ailleurs, se crispent avec une sorte de passion timide et d'ostentation en même temps; il semble que dans cette figure plutôt agréable que puissante tout procède d'une agitation voulue, tout fasse effort pour exprimer le désespoir. Nous ne croyons pas que les sujets violens puissent convenir au talent de M. Loison, talent délicat comme celui de M. Moreau, et dont le sens et la valeur se définissent bien mieux au Salon dans une statuette de *Jeune Fille portant un vase sur l'épaule* que dans cette statue de *Sapho*.

Le *Moissonneur* de M. Gumery appartient à la même école, accuse à peu près les mêmes tendances que les travaux de MM. Moreau et Loison. Peut-être y a-t-il dans cette figure de jeune garçon au visage gracieusement viril, aux formes sveltes, mais non dépourvues de force, quelque chose de plus franc et de plus original que dans les figures de jeunes filles sculptées par les deux artistes que nous venons de nommer. En tout cas, M. Gumery a de commun avec eux l'élégance du style, le goût des vérités choisies. Son *Moissonneur* est, à cause de cela même, une des meilleures statues de l'exposition, et si l'on ne peut y admirer des qualités très hautes, on ne saurait y méconnaître des intentions heureuses et une manière ingénieuse sans subtilité. Nous regrettons qu'un autre ouvrage de M. Gumery, *la Fontaine de l'Amour*, soit de nature à diminuer un peu la confiance que nous inspirait ce talent. Ici en effet la recherche de la grâce aboutit à l'affectation, la finesse à l'exiguité du style, et la préoccupation de l'élégance à une coquetterie de madrigal. Dans un ordre de sujets différent et sous des formes tout autres, cette jeune fille qui se détourne en souriant pour préserver son visage de l'eau qu'un petit Amour lui jette manque aussi bien de naturel et satisfait aussi peu aux conditions de la statuaire que *la Chute des Feuilles* sculptée par M. Schroder, ou la *Résignation* par M. Chatrousse. Ce n'est pas d'ailleurs que ces deux dernières compositions soient sans mérite à quelques égards; mais elles procèdent l'une et l'autre d'inspirations si parfaitement quintessenciées, que les moyens ordinaires de l'art se trouvent à peu près réduits ici à l'état d'intentions littéraires, on dirait presque d'abstractions métaphysiques. A force de viser à l'expression spiritualiste, Ary Scheffer est tombé quelquefois dans des erreurs pareilles; mais les méprises de cette sorte sont plus graves encore lorsque c'est un sculpteur qui les commet, parce que le ciseau ne saurait en aucun cas s'exempter de la précision matérielle, et que l'inflexibilité même du marbre ou

du bronze semble en contradiction formelle avec tout ce qui n'est pas net et résolûment senti.

Parmi les œuvres qui, à défaut de mérite absolu, ont du moins une valeur relative et un caractère conforme aux lois essentielles de la statuaire, on peut citer *la Tendresse maternelle* de M. Gruyère, le *Moise sauvé des eaux* de M. Allasseur, la *Lyssia* de M. Lepère et *le Semeur d'ivraie* de M. Valette. Sans doute, ces divers groupes ou statues et quelques autres signés des noms de MM. Garnier, Millet et Lanzirotti ne se distinguent pas très ouvertement par l'originalité du sentiment ou de la manière; mais on n'y reconnaît pas non plus ces partis-pris de servilité que nous accusions tout à l'heure, cette volonté obstinée d'abdiquer toute indépendance personnelle pour reproduire, comme le fait M. Klagmann entre autres, les types et les formes d'expression appartenant aux siècles passés.

Si, au point de vue de l'invention et de l'élévation du style, les travaux qui figurent au Salon n'autorisent que de loin en loin les éloges, en revanche l'exposition est assez riche dans le domaine de l'imitation pure, dans la sculpture de portrait. On sait au reste avec quelle supériorité l'école française a traité de tout temps ce genre de sculpture, et quels innombrables monumens subsistent encore de l'habileté de nos anciens *portraitistes*, depuis les figures du XIIIe siècle qui ornent les portails de la cathédrale de Chartres jusqu'aux bustes sculptés par Houdon. Les artistes de notre siècle, il est vrai, se sont d'abord écartés quelque peu de ces habitudes traditionnelles; sauf les bustes et les médaillons modelés par David et quelques morceaux de la main de Pradier, les spécimens contemporains sont peu nombreux d'un art qui pendant si longtemps avait été pratiqué dans notre pays avec plus de succès que dans aucun autre. Il semble aujourd'hui que la tradition se renoue et que notre école rentre pour ainsi dire en possession de sa vieille aptitude, car les bustes habilement exécutés sont nombreux au Salon; quelques-uns même pourraient être rapprochés sans désavantage des meilleurs ouvrages de nos maîtres. En est-il beaucoup parmi ceux-ci qui eussent désavoué le buste de femme, le buste d'*Ary Scheffer*, et surtout celui de *M. Henriquel-Dupont*, sculptés par M. Cavelier avec une science si sûre de la forme et une intelligence si fine de la physionomie? M. Clésinger lui-même, ouvertement coupable d'affectation et de faux goût dans ses statues, n'a-t-il pas prouvé, en faisant le portrait d'une *Romaine transtévérine*, que son ciseau savait être parfois habile sans ostentation et véridique sans pauvreté de style? Pourquoi faut-il que le progrès qu'atteste cette tête de Romaine se trouve en quelque façon démenti par une malencontreuse *Napolitaine des montagnes*, dont la grâce factice et l'expres-

sion forcée rappellent ces bustes de *bergères* qui ornent les chaumières de théâtre construites dans les jardins du Petit-Trianon?

Rien de théâtral au contraire, rien que de simple et de vrai, comme expression et comme style, dans le portrait que M. Oliva nous a donné du général Bizot. M. Oliva est aussi l'auteur d'un très bon buste en bronze du père Zibermann et d'un buste en marbre de M. de Mercey, ouvrage finement modelé, mais dans lequel la délicatesse du travail dégénère quelquefois en exagération d'adresse et en ruse d'outil. Il faut laisser à la sculpture les moyens d'imitation qui lui appartiennent, la mesure de vérité qu'elle comporte; il ne faut pas détailler par exemple les poils de la barbe, comme l'a fait M. Oliva, en perforant le marbre de part en part, parce que, sous prétexte d'ajouter à l'expression de la réalité, on n'arrivera ainsi qu'à en appauvrir le simulacre, et que d'ailleurs, quoi qu'on fasse, il y aura toujours en matière d'art une part laissée au mensonge et à la convention. Une vérité matérielle absolue dans telle partie, au lieu de confirmer la vraisemblance du reste, ne pourra au contraire que compromettre cette vraisemblance, et mettre d'autant mieux en lumière l'apparence forcément incomplète, le caractère nécessairement abstrait de telle autre partie. Aussi ne voyons-nous pas sans regret que l'usage se généralise non-seulement de colorier certains détails, mais encore de substituer dans certains cas la réalité même au travail du ciseau, l'objet qu'il s'agissait de représenter à l'image de cet objet. Plusieurs bustes de femmes exposés au Salon et ornés soit de véritables camées incrustés dans la coiffure, soit de boucles d'oreilles fabriquées par le joaillier, témoignent sur ce point de préoccupations assez peu conformes à la dignité de l'art et aux exigences d'un goût sévère. Je sais qu'on peut invoquer à l'appui de pareilles tentatives quelques exemples de l'antiquité : sont-ce toutefois ceux-là qu'il importe de préférer et de suivre? Et puis où s'arrêter dans cette voie? Pourquoi les bijoux d'ornement auraient-ils seuls le privilége d'être associés à la sculpture? pourquoi ne pas mettre sur la poitrine d'un officier les plaques mêmes des ordres qui lui ont été conférés, ou ne pas suspendre à son côté l'épée qu'il portait sur les champs de bataille? En s'abandonnant ainsi à la fantaisie, on arriverait bientôt à la négation de l'art, à la contrefaçon barbare; en prétendant animer un portrait, on ne ferait qu'exagérer la vie des accessoires, et, en vertu du contraste même, immobiliser la physionomie et la forme humaines. Veut-on apprécier par un exemple l'expression d'inertie cadavérique à laquelle peut aboutir dans une œuvre de sculpture le mélange des élémens réels et des procédés d'imitation : que l'on examine au palais de Versailles le portrait en cire de Louis XIV

modelé par Antoine Benoist, où l'on voit à côté du travail de l'artiste une perruque véritable, des fragmens d'habits, de dentelles et de cordon bleu; on sentira de reste que l'art doit, sous peine d'abdication ou d'anéantissement, dédaigner l'effigie pour l'image, le fait brut pour la traduction du vrai, et que, s'il lui appartient de nous faire pressentir la vie, il ne lui convient point de la parodier.

La sculpture de portrait, représentée d'ailleurs au Salon par un grand nombre de bustes remarquables, dus pour la plupart au talent d'anciens élèves de Rude ou de David, compte encore quelques morceaux dignes d'éloges dans un ordre de travaux plus importans. Il faut louer, entre autres, la statue du maréchal de Saint-Arnaud par M. Lequesne, et le Napoléon Bonaparte en uniforme d'élève de l'école de Brienne, par M. Rochet. Cette figure du jeune héros, à l'attitude grave sans affectation, aux formes délicates exprimées dans un style ingénieux, est un nouveau témoignage du genre d'habileté propre aux artistes de notre époque. Ici encore on reconnaît ce sentiment fin de la nature, mais de la nature prise dans une acception secondaire, ce goût pour les vérités plutôt séduisantes que profondes, en un mot cette science de l'agrément en toutes choses qui, dans les œuvres de la sculpture et de la peinture, semble jusqu'à présent la qualité la plus claire et le progrès le plus positif de l'école française contemporaine.

Lorsque, après avoir examiné les tableaux et les sculptures qui figurent au Salon, on cherche à résumer ses impressions et à tirer de cet examen une conclusion sur la situation actuelle de l'art en France, on se voit forcé de constater d'abord ce double fait, que jamais l'habileté n'a été plus générale, mais aussi qu'elle ne s'est jamais produite sous des formes plus humbles. Rien de moins rare que le talent aujourd'hui; toutefois, en considérant l'emploi qui en est fait, l'on peut, on doit même dire que ce talent grandit en raison inverse du caractère sérieux des travaux et de l'importance des genres. Plus la tâche choisie implique l'instinct ou l'étude des hautes vérités, moins l'exécution répond aux conditions qu'il s'agissait de remplir. Plus ces conditions s'abaissent au contraire, moins le sentiment et la science des artistes sont équivoques. C'est aux portraits en buste, aux statuettes et aux groupes d'animaux que notre école de sculpture doit son animation principale et ses succès les plus habituels. Il n'en va pas autrement de la peinture. Les tableaux d'histoire ont presque toujours une valeur bien moindre que les tableaux de genre historique, et ceux-ci le cèdent à leur tour en mérite aux scènes décidément familières, aux sujets de genre proprement dits. Enfin l'ordre de peinture où se sont accomplis les progrès les plus significatifs n'est-il pas le paysage,

c'est-à-dire la forme pittoresque qui exige le moins d'efforts d'imagination et de combinaisons personnelles? Encore ici même le talent se manifeste-t-il avec d'autant plus d'évidence que l'objet de l'imitation aura été plus modeste. La vue d'un champ ou d'une lisière de forêt aux portes de Paris est un thème qui inspirera mieux le pinceau de nos paysagistes que ne sauraient le faire les montagnes de la Sabine et les majestueuses solitudes de la campagne de Rome.

Il y a donc à la fois dans l'état présent de l'art français des symptômes de décadence et des témoignages de progrès, progrès tout extérieurs, il faut le redire, et par cela même dangereux, puisqu'ils peuvent fausser chez les artistes comme dans le public la notion du bien, dégrader la fonction du talent, et substituer partout un charme et des vérités de surface à la vérité morale, à cette « haute délectation de l'esprit » dont a parlé Poussin. Voilà le péril. Qui possède les moyens de le conjurer? Personne en particulier, chacun de nous cependant dans sa sphère d'action et dans la mesure de ses forces. C'est à nous tous, à cette grande abstraction qu'on appelle tout le monde, d'opposer un effort collectif de bon sens à l'invasion du mal. Ne cherchons ailleurs ni remède ni palliatif. On aurait grand tort, en pareil cas, de tout attendre de la direction administrative, et de compter, suivant une erreur assez commune, sur l'action régénératrice, sur l'omnipotence de l'état en matière d'art. L'état ne peut et ne doit que seconder le progrès; il ne lui appartient ni de le décréter ni de le déterminer à sa guise. Laissons donc, une fois pour toutes, les requêtes banales, les lamentations oiseuses et les souvenirs traditionnels de l'influence exercée par les Médicis et les Colbert. Cette influence avait non-seulement pour auxiliaire, mais pour principe, le mouvement général de l'opinion au XVe et au XVIIe siècle. Si nous savons à notre tour reprendre goût aux grandes choses et nous détourner des petites, nous aurons donné un exemple fécond, et adressé à qui de droit des avis qui seront bientôt entendus; mais si nous continuons de nous accommoder des gentillesses ou des jactances du pinceau, si nous ne demandons aux tableaux admis au Salon rien de plus qu'aux tableaux qui figurent aux montres des boutiques; si enfin, au lieu de faire sévèrement justice de la verve factice et du faux talent, nous nous obstinons à confondre la brutalité avec la force, les gladiateurs avec les conquérans, et les comédiens avec les poètes, l'art secondaire ou infime s'encouragera chaque jour de notre tolérance, et finira, d'usurpation en usurpation, par absorber toute la vie, toutes les ambitions, toute la foi de notre école.

A cette complicité du goût public se joint une autre cause d'affaissement et d'anarchie dans les doctrines. Quelques artistes supé-

rieurs sont encore l'honneur de l'école française, mais ils ont cessé d'en être les chefs actifs, les conseillers influens, ou plutôt il n'y a plus d'école, en ce sens qu'il n'y a plus ni empire directement exercé sur des disciples, ni apprentissage progressif sous le regard des maîtres. L'éducation professionnelle se fait vite et un peu au hasard. Les jeunes peintres, il est vrai, fréquentent quelque temps un atelier, sauf à passer bientôt dans un autre où ils n'apporteront pas des dispositions plus dociles, parce que l'occasion les y aura conduits plutôt qu'une ferme confiance dans l'autorité des enseignemens. Ils pourront s'intituler élèves de tel ou tel maître; mais cette origine toute nominale n'impliquera ni l'idée d'engagemens une fois pris, ni le respect de certains principes. Il suffit d'ouvrir le livret du Salon pour savoir jusqu'où peut aller l'infidélité sur ce point, et quelles étranges anomalies existent entre les allures actuelles d'un talent et les premiers exemples qui lui ont été proposés. D'autres, plus indépendans encore, n'essaieront même pas de demander un semblant de leçons à l'expérience de leurs devanciers. Après quelques essais, quelques efforts poursuivis sans témoin, ils entreront en lice, et prétendront faire acte de peintres avant d'avoir eu le temps d'étudier. De cette direction momentanément acceptée par les uns, ouvertement répudiée par les autres, ou, pour mieux dire, de l'absence de toute vraie direction, résultent l'esprit d'aventure, l'ambition prématurée du succès, le besoin de surprendre l'attention publique en étalant quelque paradoxe pittoresque, cette fécondité enfin dans laquelle on serait autorisé à voir un signe de déchéance intellectuelle plutôt qu'un témoignage de vigueur.

Notre époque, dans le domaine de l'art, est une époque de production exubérante; mais à quoi bon tant d'activité, tant d'œuvres, tant d'habileté même, si le tout ne doit aboutir qu'au triomphe de l'adresse matérielle, à la gloire de quelques vérités subalternes? Les talens abondent, soit : combien en citera-t-on qui attestent une conviction profonde, une volonté ferme, une foi au-dessus de la mode et des succès passagers? Les uns se gaspillent en futiles réminiscences du dernier siècle, les autres s'immobilisent dans une prétentieuse imitation de la naïveté primitive; d'autres encore cherchent à conquérir leur part de notoriété soit en exagérant les laideurs et les misères de la réalité, soit en enjolivant outre mesure les élégances de la vie actuelle. Il semble que l'art contemporain n'ait pour principe que la dextérité, pour fin que la surprise ou l'amusement des yeux, et que, préoccupé uniquement des côtés extérieurs de sa tâche, il ne sache pas s'imposer une fonction morale et un devoir.

Que les artistes y songent pourtant. En acceptant comme leur

seule mission ce rôle d'artisans habiles, ils se donnent un tort grave et se préparent sans doute d'amers regrets. Qu'ils s'interrogent dès à présent sur l'emploi de leurs talens; qu'ils se demandent quels sentimens généreux ils ont réussi à stimuler par leurs travaux, quelles nobles passions ils ont éveillées en nous. Pour beaucoup, la réponse sera telle qu'ils sentiront le besoin d'élever le but de leurs efforts. Il est temps de renoncer à ces fantaisies au jour le jour, à ces artifices d'exécution qui tendraient à réduire la peinture aux proportions d'une industrie futile. Encore quelques progrès dans la voie où l'on marche, et les produits de l'art français, au lieu d'être comme par le passé l'expression éloquente de la raison, n'exprimeront plus que l'adresse et le luxe inutile, à peu près comme ces *articles Paris* qui assurent à notre pays la supériorité dans les questions de fabrication et de mode, mais qui ne sauraient ni honorer fort sérieusement le génie national, ni en définir pleinement le caractère et les ressources. Est-ce calomnier l'école contemporaine que de signaler un fonds d'irréflexion et de scepticisme sous les dehors séduisans qu'elle affecte? Est-ce outrager les talens qu'elle compte que d'exhorter ceux-ci à se défier de leur habileté même, à remettre en honneur les lois qui ont autrefois prévalu parmi nous? Dieu nous préserve de l'esprit de dénigrement et des rigueurs systématiques, mais qu'il nous préserve aussi des concessions à l'erreur, des complaisances pour ce qui menace de dégrader les beaux-arts, ou seulement d'en amoindrir la portée! Rien de plus salutaire ni de plus noble qu'une œuvre d'art quand elle suscite l'élan de la pensée; rien de plus vain lorsqu'elle n'a pour objet que de concentrer les regards sur un fait. « L'homme, a dit Platon, en apercevant la beauté sur la terre, se ressouvient de la beauté première. » En ayant devant les yeux le spectacle du joli, il n'aperçoit rien au-delà; ses souvenirs s'arrêtent au moment actuel, ses émotions à la sensation superficielle que ce moment lui donne. Les descendans de Poussin et de Lesueur, les héritiers de tant de maîtres aux mains de qui le pinceau a été un instrument d'expression morale, commettraient plus qu'une faute, ils se rendraient coupables d'impiété envers l'art français et les traditions qui en sont la gloire, s'ils consentaient à circonscrire leur foi dans les limites de l'habileté technique et de la simple imitation matérielle.

HENRI DELABORDE.

ÉPISODES MILITAIRES

DE LA

VIE ANGLO-INDIENNE

II.

LA FUITE ET LES AVENTURES DU JUGE EDWARDS.

Personal Adventures during the Indian Rebellion in Rohilcund, Futtehghur and Oude, by William Edwards, judge of Benares; fourth edition, 1 vol. London, Smith, Elder and Co., 1859.

I.

Sur une bonne carte de l'Inde, cherchez à cent cinquante-deux milles de Delhi, dans la direction de l'est, la ville importante de Bareilly. De ce point, abaissez vers le midi une ligne qui incline légèrement à l'ouest, et vous trouverez la station de Budaon ou Budaouan, un des centres politiques du Rohilcund. Le Rohilcund lui-même est un district oriental du royaume de Delhi qu'envahit à la fin du XVIIe siècle une belliqueuse tribu des Afghans du Kaboul, les Rohillas, et qui est compris dans le territoire borné par le Gange et la Gogra. C'est à Budaon qu'un juge de Benarès dont le caractère ne semble pas moins fortement trempé que celui du major Hodson (1), M. William Edwards, exerçait paisiblement depuis dix-huit mois les fonctions, à la fois judiciaires et fiscales, de *magistrate*

(1) Voyez, sur le major Hodson, la *Revue* du 1er mai.

et de *collector*, lorsque la nouvelle y parvint de la révolte de Meerut. Huit jours s'étaient à peine écoulés, qu'une sourde agitation se manifestait dans tout le district. M. Edwards, justement inquiet pour sa femme et ses enfans, les dirigea sans retard vers un de ces établissemens qui, profondément abrités dans les gorges de l'Himalaya, devaient rester jusqu'à la dernière heure préservés des contre-coups du mouvement insurrectionnel. Cette précaution, justifiée par l'événement, ne fut pas prise un jour trop tôt, car, pour arriver à Nynee-Tal (1), le but de leur voyage, mistress Edwards et ses enfans avaient à traverser Bareilly, qu'ils trouvèrent déjà évacuée par toutes les familles européennes. Huit jours après leur passage éclatait l'insurrection militaire de cette ville, insurrection marquée au coin de la préméditation la plus cruelle et la mieux dissimulée. Les officiers anglais, trompés jusqu'à la dernière minute par des protestations de fidélité cent fois réitérées, ne doutèrent point de leurs soldats jusqu'au moment où commença le massacre. A huit heures du matin, le 31 mai 1857, le major Pearson, commandant le 18e indigène, attestait encore l'inébranlable loyauté de ses hommes; à onze heures, un coup de canon avertissait les cipayes restés dans leurs lignes que le moment d'agir était venu pour eux. Les sentinelles tiraient sur ces mêmes officiers auxquels cinq minutes plus tôt elles avaient présenté l'arme avec tout le respect imaginable. Les canons étaient braqués sur les divers points de réunion de l'état-major anglais, et ce fut à grand'peine que, sous l'escorte du 8e de cavalerie, encore indécis, ceux des officiers que les balles n'avaient pas atteints purent sortir de Bareilly dans la direction de Nynee-Tal. Une petite colonne de cipayes, munie d'un canon, les suivait de loin. Les cavaliers du 8e, à quelques milles de la cité, demandèrent eux-mêmes un retour offensif qui leur fournît l'occasion de sabrer cet audacieux détachement. On applaudit à leur zèle inespéré, le capitaine Mackensie les conduisit au feu; mais à peine furent-ils en face de leurs camarades et eurent-ils vu déployer l'étendard vert, symbole de leur foi commune, qu'ils hésitèrent et finirent par passer du côté des rebelles. Le canon amené par ceux-ci fut tourné à l'instant même sur le capitaine anglais et le petit nombre de *sowars* encore groupés autour de lui : on leur enjoignit de s'éloigner sous peine de mort, et ils partirent en effet au grand galop. Quant au major Pearson, il avait péri des premiers.

Ainsi se trouvait accomplie en quelques heures la révolte du Rohilcund, dont Bareilly était le centre militaire (2). Un capitaine

(1) La station de Nynee-Tal est à quatre-vingt-dix milles au nord de Bareilly.

(2) Il y avait à Bareilly le 31 mai, outre le 8e de cavalerie irrégulière, deux régi-

d'artillerie indigène devenait chef militaire du pays, et on choisissait pour rajah un juge retraité de la compagnie, Khan-Bahadour. Ce magistrat, devenu prince, entrait aussitôt en fonctions par un bel et bon procès, intenté selon toutes les formes aux deux juges de Bareilly, MM. Raikes et Robertson, qui furent jugés, condamnés et pendus pour crimes dûment qualifiés, sinon prouvés. Avec eux périt le collecteur, M. Wyatt, auteur d'un livre assez curieux, le *Gil Blas hindou*. A Shahjehanpore, le même jour qu'à Bareilly, l'insurrection se déclarait, et, surpris pendant le service divin, — c'était un dimanche, — presque tous les résidens européens furent égorgés. A Mooradabad, bien que fort déconcertés de ne trouver que 2,500 l. st. dans la caisse du gouvernement, les cipayes, qui d'abord avaient voulu attacher à la bouche d'un canon le trésorier si mal en fonds, se laissèrent rappeler qu'ils avaient juré « par les eaux du Gange » de ne pas faire tomber un cheveu de la tête des Européens. Liés par leur redoutable serment, ils se retirèrent avec leur butin, et accordèrent aux résidens deux heures pour quitter la ville. Ceux-ci en profitèrent pour se retirer à Nynee-Tal, où les accompagnèrent quelques poignées de cipayes demeurés « fidèles à leur sel. » Ce dernier épisode se passait le 3 juin 1857.

Rétrogradons de quelques jours et revenons à Budaon, où nous avons laissé M. Edwards aux prises avec les difficultés croissantes d'une administration de moins en moins obéie. Le premier acte des insurgés de Mooradabad avait été, selon la coutume généralement adoptée, de donner la clé des champs aux prisonniers. Or parmi ceux-ci se trouvait un gentilhomme-bandit, nommé Nujjoo-Khan, sous le coup d'un arrêt de déportation perpétuelle pour une tentative de meurtre suivie d'effet sur la personne d'un magistrat adjoint. Après avoir échappé deux années entières aux conséquences de cette condamnation rendue par contumace, ce notable personnage avait pu être appréhendé, grâce à l'active surveillance de M. Edwards, et, à peine libre, il avait juré de se venger. En toute circonstance, les menaces d'un pareil homme pouvaient être comptées pour quelque chose. Au moment où M. Edwards apprit que sa mort était décrétée par un de ces désespérés qui naturellement devaient jouer un des premiers rôles dans la rébellion (1), il put se

mens d'infanterie indigène, une compagnie d'artillerie à pied, également indigène, et une batterie d'artillerie à cheval; — à Mooradabad, un régiment d'infanterie indigène et quelques artilleurs à pied; — à Shahjehanpore, mêmes forces; — à Almorah, un régiment de Ghoorkas (soldats du Népaul) et une compagnie d'artillerie : — six mille hommes en tout pour le Rohilcund. Les Ghoorkas seuls ne s'insurgèrent point.

(1) Nujjoo-Khan est en effet devenu un des meneurs de la révolte. Il n'a été pris que vers le mois d'avril 1858, par le brigadier Jones, après la réoccupation de Mooradabad.

considérer à son tour comme condamné sans appel, et, seul agent du gouvernement en face de onze cent mille administrés plus ou moins hostiles, il lui fut certainement permis de croire que la sentence sortirait, comme on dit, son plein et entier effet.

Déjà le 25 mai 1857 il avait eu comme un avant-goût des angoisses et des périls qui allaient l'assaillir. Informé que les mahométans de Budaon voulaient profiter de la solennité religieuse de ce jour-là pour exciter des troubles que l'agitation générale du pays pouvait rendre décisifs, il avait convoqué les principaux d'entre eux à une conférence où ils arrivèrent fort excités, fort arrogans, presque intraitables. Tandis que, profitant de leurs animosités privées, il travaillait à les désunir par d'adroites insinuations, il vit entrer, le débat s'échauffant, un de ses *péons*, Sikh de naissance, mais déjà chrétien de religion, bien que non encore baptisé, et qu'il avait attaché à son service personnel. Wuzeer-Sing, — c'était le nom de ce fidèle acolyte, — entra sans prononcer un mot, et vint se placer presque inaperçu derrière le fauteuil de son maître. Il avait un *revolver* à la ceinture, et à la main le fusil de chasse de M. Edwards. « Pour la première fois alors, nous dit celui-ci, j'eus pleine assurance que je pouvais compter sur cet homme, en quelque danger, en quelque difficulté que nous fussions placés lui et moi. »

Grâce à cette réunion des notables mahométans, habilement prolongée, leur fête de l'*Eed* n'amena aucun désordre grave; mais ce n'était là qu'un répit, et le *magistrate-collector* ne pouvait se faire à cet égard aucune illusion. La police indigène, qu'il avait pris sur lui de doubler, ne devait lui offrir, en cas de conflit, aucun élément de résistance militaire. Quant aux cipayes du 68e régiment, détachés de la garnison de Bareilly pour garder la trésorerie de Budaon, il était plus que probable que, leur régiment venant à s'insurger, ils saisiraient avidement cette occasion de piller la caisse placée sous la protection de leurs baïonnettes.

Le 31 mai, — qui fut, comme on sait, le jour même de l'insurrection du Rohilcund, — quelques lueurs d'espérance étaient venues rasséréner cet horizon si ténébreux. Des nouvelles arrivées du district d'Etah, situé de l'autre côté du Gange, en face de celui de Budaon, annonçaient l'arrivée de deux régimens fidèles à Puttialee, chef-lieu de ce district. Une lettre de Bareilly, émanée des commissaires en personne, mentionnait le départ d'une compagnie de cipayes qui, sous les ordres d'un officier européen, venait prêter main-forte au collecteur de Budaon. Sur cette double assurance, M. Edwards et M. Phillips, son cousin, le magistrat d'Etah, arrivé à Budaon depuis quatre jours, s'étaient tranquillement endormis. Au point du jour, un *chuprassie* (messager) entrait tout haletant

dans la chambre du collecteur, et lui annonçait que le cavalier envoyé la veille au-devant de la compagnie annoncée avait trouvé la route de Bareilly à Budaon couverte des prisonniers délivrés par les rebelles. Près de quatre mille scélérats se trouvaient ainsi déchaînés tout à coup sur la province. Le massacre, l'incendie arrivaient à leur suite, et d'ailleurs un détachement des cipayes insurgés s'était mis immédiatement en marche vers Budaon, où les attirait le pillage espéré des deniers publics.

M. Phillips, dix minutes après que ces nouvelles lui eurent été communiquées par son cousin, sautait en selle et partait au galop, escorté par une douzaine de cavaliers, dans la direction du Gange. Sa meilleure, son unique chance de salut était de devancer les rebelles, qui déjà inévitablement marchaient sur les passages guéables de ce fleuve, — les *ghauts*, comme on dit dans l'Inde, — et allaient travailler à les rendre infranchissables, soit aux troupes envoyées du dehors, soit aux fugitifs cherchant à quitter le district. M. Edwards pouvait accompagner son cousin, et la prudence la plus vulgaire lui conseillait hautement de s'éloigner de Budaon avec M. Phillips. Le sentiment rigoureux du devoir lui enjoignait au contraire de demeurer à son poste. « Aussi longtemps que le navire était à flot, je m'estimais obligé d'y rester cloué, » dit-il lui-même, et cette métaphore de marin exprime mieux que toute autre les idées d'abnégation puisées par la race anglaise à la rude école de l'Océan. Quelle espérance pourtant pouvait-il raisonnablement concevoir? « J'étais encore à même, répond-il, de préserver la ville du pillage en empêchant les *convicts* fugitifs d'y pénétrer avant l'arrivée des cipayes mutinés. » C'était là effectivement tout ce qu'il avait à se promettre, et pour le maintien de cette sécurité provisoire il n'hésita point à risquer sa vie.

Cependant quelques Européens, — rares épaves de la grande tempête indienne, — venaient d'instinct se grouper autour de l'unique représentant de l'autorité officielle : deux planteurs d'indigo, MM. Donald père et fils; un employé des douanes, M. Gibson; un commis d'administration avec sa famille, M. Stewart, chaque nouveau-venu apportant son contingent de terreur, son contingent d'embarras, et le danger devenant plus terrible à mesure que grossissait la petite famille européenne, poursuivie de plus de haines, offrant plus de prises à la cupidité. Ces haines dont nous parlons, M. Edwards les signale lui-même. « Seul, dit-il, j'aurais trouvé dans le district bon nombre d'amis et de protecteurs; mais ils ne voulaient pas se compromettre pour d'autres que moi, et d'autant moins que quelques-uns des compatriotes ainsi réunis étaient en hostilité réglée avec les gens du pays pour s'être rendus acquéreurs

de propriétés vendues, dans des circonstances rigoureuses, par ordonnance de nos tribunaux civils (1).»

A midi, après une prière en commun, M. Edwards crut devoir remontrer à ses compagnons de péril que plus tôt ils fuiraient, plus de chances leur seraient acquises. Son devoir le retenait, lui, mais rien ne s'opposait à leur départ; ils n'avaient à consulter que l'intérêt de leur sûreté personnelle. Argumens, instances, tout fut vain. Profondément terrifiés et comme paralysés par l'effroi, ils refusèrent tous de quitter cette maison protectrice sur laquelle ils appelaient la foudre. La journée s'avançait, toujours plus sombre. Les avis du dehors devenaient de plus en plus sinistres : soulèvemens partiels dans tel ou tel quartier, défection de tel ou tel agent, et les cipayes de Bareilly plus rapprochés d'heure en heure. Vers quatre heures du soir, l'officier indigène commandant la garde du trésor, — une centaine d'hommes, — vient, comme de coutume, faire son rapport. Comme de coutume, il déclare que «tout va bien.» Cette fois M. Edwards le prend à part et le presse de questions. Toujours avec l'accent de la franchise la plus entière, toujours avec les formes du respect le plus vrai, l'officier indigène proteste que la prétendue insurrection de Bareilly lui est, ainsi qu'à ses hommes, tout à fait inconnue. Ils n'ont reçu, ni lui ni eux, aucune communication de ce côté. Il ne croit pas, quant à lui, à ce mouvement insurrectionnel. S'il a quelques craintes, — et telle est aussi l'appréhension de ses soldats, — c'est que la canaille, les *budmashes* de la ville ne viennent fondre sur eux en tel nombre que toute résistance soit inutile. Pour rendre un peu de cœur aux cipayes, la présence du magistrat serait du meilleur effet... Tout ceci, dit sur le ton de la conviction la plus sincère, déroutait complétement les soupçons de M. Edwards, qui finit par se rendre aux bons avis de son interlocuteur; en effet, après l'avoir envoyé en avant, il allait monter dans son boghey pour se rendre à la trésorerie, lorsque Wuzeer-Singh, l'honnête et loyal péon, vint dévoiler à temps le piége tendu à la confiance de son maître. Le fait est que les cipayes attendaient bien le magistrat, déjà rangés en bon ordre devant la *kutcherry*, comme pour une revue; mais ils s'apprêtaient à le tuer aussitôt qu'il se serait remis en leurs mains. C'était chose convenue depuis le matin avec un messager des révoltés de Bareilly. Après une heure et demie d'inutile attente, ne voyant pas arriver leur victime, ils perdirent

(1) Cet aveu significatif est suivi de phrases encore plus explicites. « C'est au grand nombre de ces ventes pendant les dix ou douze dernières années, c'est aux conséquences de notre système d'impôt qui a ruiné l'aristocratie (*gentry*) du pays et dissous les communautés villageoises, que j'attribue *uniquement* la désorganisation de ce district (Budaon) et de ceux qui l'avoisinent, etc. » *Personal Adventures*, p. 12 et suiv.

patience, et se mirent en révolte ouverte. Il leur eût encore été facile de se saisir du collecteur, qui n'avait pas quitté sa maison; mais aucun d'eux ne voulait, sans autre intérêt que celui du meurtre, s'éloigner de la trésorerie, promise au pillage. A six heures, d'horribles cris s'élevèrent de ce côté. Les cipayes venaient de briser les portes de la prison, située à une centaine de *yards* de leur corps de garde, et de mettre en liberté trois cents malfaiteurs qu'elle renfermait. Au même moment, on annonça l'arrivée des insurgés de Bareilly. Tout était décidé, irrévocablement et irrésistiblement fini. Le vaisseau ne « flottait » plus. M. Edwards, quitte envers ses fonctions, ne se devait plus qu'à sa famille et à lui-même. Monté sur un petit poney gris du Kaboul, dont, en des jours plus heureux, il avait fait cadeau à sa femme, et dont les précieuses qualités lui étaient connues, il quitta sans trop de hâte sa résidence, vers laquelle les « libérés » de l'heure précédente accouraient déjà en vociférant. Les deux planteurs d'indigo, MM. Donald, et l'employé des douanes, M. Gibson, s'étaient attachés à sa fortune et le suivaient pas à pas. On ne nous demandera pas si Wuzeer-Singh fut du voyage.

II.

On a déjà vu que le 31 mai Mooradabad n'était pas encore soulevée. Par cette ville, située au nord de Budaon, M. Edwards pouvait arriver aux montagnes et rejoindre sa famille. Malheureusement, pour gagner la route de Mooradabad, il fallait traverser Budaon dans toute sa longueur, ou tourner la ville par un long circuit : c'est à ce dernier parti que s'était arrêté notre magistrat fugitif, lorsqu'à cent mètres de sa maison il rencontra un des principaux mahométans du pays, — un riche propriétaire terrien, quelque chose comme un baron féodal, — le cheik ou seigneur de Shikooporah, avec lequel il s'était trouvé en relations assez suivies. Ce puissant personnage, qui parut s'intéresser immédiatement au sort de M. Edwards, le dissuada fortement de s'engager sur des routes peuplées de cipayes insurgés et de criminels arrachés à leurs prisons. Il lui offrit en même temps de le recevoir chez lui, à trois milles de la cité. Cette proposition fut acceptée avec reconnaissance, quoiqu'elle modifiât du tout au tout le plan de voyage d'abord adopté, M. Edwards espérant qu'il pourrait se tenir caché dans le voisinage de la ville, où il rentrerait aussitôt que les rebelles en seraient sortis, pour y reprendre l'exercice de son autorité. Le cheik disposé à lui donner asile déclara, il est vrai, ne vouloir étendre sa protection à aucun des autres fugitifs. Cette première objection ne découragea point les compagnons de M. Edwards; ils avaient lieu de croire que le cheik se laisserait ramener à des sentimens plus

humains. Il fallut donc revenir sur ses pas, et en longeant les murs de la maison qu'il venait d'abandonner, M. Edwards eut la douleur de la voir au pillage. Ses gens eux-mêmes s'étaient jetés tout des premiers sur le butin offert à leur convoitise, et un des cipayes d'ordonnance du collecteur, — celui qu'il regardait comme un des plus dévoués, — était déjà paré de la brillante épée que son maître portait les jours de cérémonie. Quant à celui-ci, les seuls objets qu'il avait pu emporter dans sa fuite précipitée étaient, avec 150 roupies (1) cachées dans la ceinture de ses deux serviteurs indigènes, un habit de rechange (qui lui fut volé quelques heures après par le *groom* auquel il l'avait donné en garde), une bible petit format, et une bourse particulièrement chère qu'on venait de lui envoyer d'Angleterre pour l'anniversaire de sa naissance (*a darling may's purse*, dit-il avec une sorte de tendresse), plus l'inévitable montre et le non moins inévitable *revolver*.

A peine entrés, après une heure de route accomplie sans encombre, dans la cour murée de Shikooporah, et comme ils venaient de mettre pied à terre, les fugitifs virent venir à eux le frère du cheik, chargé de leur notifier respectueusement, mais en termes absolus, qu'il fallait ou se séparer ou pousser plus loin. On n'avait promis abri qu'à M. Edwards : s'il faisait décidément cause commune avec ses compatriotes, trop nombreux pour qu'on pût les recevoir sans danger si près de la ville en révolte, on les cacherait, eux et lui, mais dans un des villages du cheik, situé à dix-huit milles plus loin, et sur la rive gauche du Gange. Résolus à ne se point séparer, les quatre Anglais (2) n'avaient plus qu'à obéir. Ils repartirent incontinent, et bien leur en prit. Une heure ou deux après leur départ, quelques cavaliers cipayes, arrivés de Bareilly avec le détachement de l'infanterie insurgée, venaient, à la recherche du collecteur, faire une descente chez le bienfaisant propriétaire qu'on leur avait signalé comme l'ayant pris sous sa protection.

Nos Anglais cependant, guidés par un des cheiks, traversaient par les routes les moins frayées le pays déjà soulevé. Dans tous les villages où ils passaient, les paysans étaient sur pied, armés de sabres et de piques. Avertis d'avance par précaution, ces fidèles tenanciers accueillaient sans aucunes manifestations hostiles, et dans un

(1) 375 francs environ.

(2) M. Stewart et sa famille n'avaient pu suivre M. Edwards dans sa fuite. Ils ne disposaient que d'une voiture légère, une espèce de tilbury qui ne pouvait servir que sur les routes régulières. Réduits en conséquence à se cacher près de Budaon, ils parvinrent à y demeurer impunément, ce qui s'explique par cette circonstance, que c'étaient des *eurasians*, et que leur teint, aussi brun que celui des indigènes, ne les désignait pas à la vengeance ou aux trahisons populaires.

silence de mort, la petite caravane, à la tête de laquelle marchait un de leurs seigneurs. Ce fut ainsi que vers minuit elle atteignit une misérable bourgade nommée Kukorah. Une maison moins délabrée que les chaumières groupées autour d'elle y servait de pied-à-terre au cheik en tournée dans ses domaines. Elle fut assignée aux voyageurs, qui passèrent le reste de la nuit en plein air, sur la terrasse de cette humble *villa*. Vers quatre heures, M. Edwards, qui, malgré son excessive fatigue, n'avait pu fermer l'œil, fut averti que s'il voulait ne pas tomber aux mains des cavaliers lancés à sa poursuite, il fallait quitter immédiatement le district de Budaon, et, traversant le Gange, passer dans celui d'Etah. Il y consentit d'autant plus volontiers qu'il espérait, à Puttialee, retrouver son cousin, M. Phillips, en état de lui fournir quelques secours militaires qui le mettraient à même de rentrer à Budaon. A cinq heures donc, prenant congé du cheik, les voyageurs repartirent dans la direction du Gange, qu'ils traversèrent dans une barque préparée à cet effet par les soins de leur hôte. En face d'eux, au moment même où ils quittaient le rivage, se rassemblaient des groupes nombreux, préparant une de ces expéditions de maraude appelées *pukars*. Ce sont des espèces de *razzias* que plusieurs petits villages organisent à frais communs pour le pillage et la mise à sac de quelque gros bourg dont la richesse les tente. La barque fut signalée à ces pillards, qui lui envoyèrent quelques coups de fusil, mais sans essayer de la poursuivre. Aussi put-elle aborder un mille environ au-dessous de l'endroit occupé par les maraudeurs, et les Anglais arrivèrent sans accident à Kadir-Chouk, vieux fort en ruines, situé à deux milles du Gange, où les attendait un nouveau protecteur, un *zemindar* plein de bon vouloir pour la cause anglaise. Ce beau zèle venait d'ailleurs d'être réchauffé par la nouvelle qu'un gros corps de cavalerie était en ce moment à Puttialee sous les ordres d'un officier anglais, M. Bramley. M. Edwards, qui connaissait cet officier, se mit tout aussitôt en communication avec lui; mais la réponse qu'il reçut au bout de quelques heures, — Puttialee n'étant qu'à huit milles de Kadir-Chouk, — ne confirma pas les espérances qu'il avait pu concevoir. MM. Phillips et Bramley lui faisaient savoir qu'ils avaient à peine quelques *sowars*, avec lesquels ils comptaient essayer de se frayer un chemin vers Agra. Ils l'invitaient naturellement à partager leurs chances de salut et à les venir rejoindre aussitôt, ce qu'il fit dans la soirée même du 2 juin. Le 3 et le 4 furent employés à voir clair dans la situation qui leur était faite et à préparer leur périlleux voyage. Le 5, avertis par quelques symptômes significatifs, ils éloignèrent de Puttialee la majeure partie du petit détachement qui les avait protégés jusqu'alors. Cette mesure de sûreté personnelle fut prise sous le prétexte d'une caisse publique à préserver du pillage.

Les cavaliers désignés partirent en effet pour la *tehseeldaree* au secours de laquelle on les envoyait; mais une fois là, c'est-à-dire à vingt milles de Puttialee, ils pillèrent eux-mêmes le trésor et se dispersèrent aussitôt. Cet incident n'avait rien de fort imprévu.

Avec MM. Phillips, Bramley, Edwards et leurs compagnons, il n'était resté qu'une vingtaine de cavaliers commandés par un *ressaldar* (capitaine indigène), lequel répondait de leurs bonnes dispositions. Fréquemment interrogé par M. Edwards sur les causes du mécontentement qui avait poussé les cipayes à la révolte, jamais cet officier ne lui parla des « cartouches graissées » ni des craintes ou scrupules inspirés aux soldats anglo-indiens pour le compte de leur religion. Leurs griefs, selon lui, étaient d'un autre ordre. Ils se plaignaient qu'on eût abrégé la durée des congés, qu'on leur fît payer, contrairement à un de leurs anciens priviléges, la légère taxe du passage à gué, lorsque, rentrant chez eux, ils avaient des rivières à traverser, et aussi les frais de séjour dans les *seraïs* établis aux frais de l'état. Ils se plaignaient également de ce qu'on les faisait servir trop loin de leurs pays respectifs.

Quelques heures après le départ des cavaliers suspects, un avis anonyme annonçait à M. Phillips que deux cents cipayes se dirigeaient sur Puttialee. D'un autre côté, un messager envoyé, disait-il, par les amis que M. Edwards avait laissés à Budaon venait avertir ce dernier que, cette station étant évacuée par les rebelles, il pouvait y rentrer sans aucun risque. Un appel si direct à sa fermeté officielle le fit hésiter un instant sur le parti qu'il avait à prendre. Il ne fallut rien moins que les remontrances pressantes et les instances réitérées de ses deux collègues pour le confirmer dans sa première résolution. Il ne se doutait pas alors et il apprit seulement plus tard qu'il échappait à un nouveau piége. Le message supposé n'existait pas, et c'étaient les insurgés de Budaon qui le rappelaient ainsi au milieu d'eux, enragés qu'ils étaient d'avoir laissé échapper leur proie.

En partant de Puttialee, — ce qu'ils firent sans plus de retard, — les trois agens anglais n'étaient pas tellement sûrs des soldats de leur escorte qu'ils n'eussent jugé prudent d'y joindre quelques officiers municipaux indigènes (*thakoors*), dont la présence pouvait à certains égards paralyser les mauvaises dispositions des *sowars*. Ceux-ci marchaient en avant, les Européens formaient au contraire l'arrière-garde. Les *thakoors*, placés au centre de la petite colonne, étaient comme interposés, et devaient, sinon défendre les magistrats anglais attaqués par les cavaliers de leur escorte, au moins les prémunir contre un premier choc, une charge à l'improviste. En de telles circonstances, le moindre incident peut prendre des proportions singulièrement exagérées; il y eut un moment où nos voyageurs se cru-

rent perdus. Une halte soudaine de la colonne, des cris aux premiers rangs leur parurent le signal de l'attaque prévue et redoutée. Somme toute, il ne s'agissait que d'un cheval vicieux, qui, après avoir jeté bas son cavalier, rebroussait chemin au grand galop, renversant bêtes et gens sur son passage. Un coup de lance mit fin à ses périlleuses fantaisies.

Après avoir marché toute la nuit dans la direction de Mynpoorie, les voyageurs se trouvèrent au petit jour près d'un fortin situé à quelques milles de la grande voie centrale (*great Trunk road*). Le *zemindar* entre les mains duquel était ce poste, création du régime anglais, allait faire tirer sur le cortége suspect, lorsque M. Bramley, dont il était connu, put montrer à temps son visage et prévenir ainsi un malentendu fatal. Une fois leur identité reconnue, les Anglais furent admis avec leur escorte, et tandis qu'ils prenaient quelques heures de repos, on faisait explorer par quelques batteurs d'estrade la route qu'ils devaient suivre. Cette précaution ne fut point inutile. Un corps d'insurgés, infanterie et cavalerie, en route pour Delhi, avait justement fait halte dans le voisinage presque immédiat du petit fort où ils étaient réfugiés. Le *zemindar*, fort inquiet, les pressa de partir aussitôt, leur présence le mettant sous le coup d'une attaque à laquelle il n'était pas en mesure de résister. Ils quittèrent effectivement leur asile et se décidèrent, après mûre délibération, à regagner un village qu'ils avaient traversé quelques heures auparavant, et où ils comptaient demeurer jusqu'au soir, décidés, la nuit venue, à pousser en avant, nonobstant la présence des insurgés. A l'approche du village cependant, l'idée leur vint de le faire explorer par un des leurs, dont ils attendirent le retour, cachés dans un petit bois des environs. Cet homme leur rapporta bientôt la nouvelle que deux cents cipayes, — les mêmes qu'on leur avait signalés comme se dirigeant sur Puttialee, — changeant tout à coup de dessein, étaient justement venus camper en cet endroit. La route se trouvait donc fermée derrière comme devant eux. Il ne restait qu'une ressource, c'était de se rabattre sur Puttialee par des sentiers de traverse et, s'il le fallait, à travers les jungles; mais, cette résolution prise, il devenait à peu près indispensable de se débarrasser des *sowars*, dont l'attitude et les propos, de plus en plus insolens, indiquaient, à ne s'y pas méprendre, les dispositions menaçantes. M. Bramley leur notifia donc, par l'intermédiaire du *ressaldar*, que leurs services n'étant plus requis, ils pouvaient se retirer soit à Furruckabad, soit, à leur choix, dans toute autre direction. Il y eut après cette déclaration un instant de terrible anxiété. Les cavaliers, évidemment animés de sentimens fort peu pacifiques, hésitaient sur le parti qu'ils avaient à prendre. Obéiraient-ils purement et simplement? Tomberaient-ils

au contraire sur ce petit nombre d'Européens que le sort leur livrait ainsi? Décidés tout à coup, ils firent volte-face et s'éloignèrent. Les Anglais partirent aussi à l'instant même, mais non dans la direction qu'ils avaient résolu de prendre. Ils attendirent que leurs *sowars* fussent hors de vue, et seulement alors marchèrent vers Puttialee. Dans l'après-midi, le hasard les dirigea vers un petit hameau, où ils arrivèrent épuisés par la chaleur et mourant de soif. Un vieillard auquel ils demandèrent un peu d'eau, prenant en pitié leur état misérable, leur apporta du lait et des *chupatties* (1). C'était un ancien soldat de la compagnie, pensionné pour ses services dans l'Afghanistan. Jamais on ne put lui faire accepter le prix des modestes provisions qu'il avait mises à la disposition des voyageurs anglais. « Non, disait-il, vous êtes plus misérables que moi. Si jamais votre *raj* (empire) est rétabli, eh bien! alors vous vous souviendrez du petit service que je vous rends aujourd'hui. »

Une fois rentrés à Puttialee, — ils étaient restés en selle vingt heures consécutives, — la nécessité de donner quelque repos à leurs montures y retint nos voyageurs une journée entière. Ils la passèrent à concerter leur départ. Maintenant qu'ils n'avaient plus d'escorte, chacun sentait qu'il fallait disperser un groupe trop nombreux pour marcher de conserve, et sur lequel son importance même devait attirer des poursuites plus acharnées. La séparation fut résolue. MM. Phillips et Bramley se décidèrent à repartir pour Agra. M. Edwards, ne pouvant ni quitter les compatriotes qui s'étaient placés sous sa protection, ni les imposer à celle d'autrui, prit au contraire le parti de revenir à Budaon, d'où il espérait pouvoir gagner les montagnes. Ce fut avec ce projet qu'il partit, dans la matinée du 7 juin, en compagnie de MM. Donald et de M. Gibson, se dirigeant vers ce même fort de Kadir-Chouk, qui avait été, après la traversée du Gange, leur première station dans le district d'Etah. Les routes étaient encombrées de paysans en armes qui, profitant de la licence des temps, avaient exécuté la nuit précédente un de ces *pukars* dont on a déjà parlé. Ils rentraient chargés de butin, et semblaient à peine prendre garde aux voyageurs européens. Quant aux villageois que ceux-ci trouvaient groupés à l'entrée de chaque bourgade, ils étaient encore moins hostiles. — « Quand votre *raj* sera-t-il rétabli? quand donc, dites? demandaient-ils en toute révérence aux Européens fugitifs. Sera-ce dans dix jours? dans quinze, voyons? Nous sommes ennuyés, nous sommes las d'avoir à veiller, à nous garder sans cesse, toujours en alerte, toujours sous le coup du pillage. Ce n'est pas vivre. Il nous tarde que la paix et le bon ordre nous soient rendus. »

(1) Gâteaux indiens qui remplacent le pain.

En revanche, les favorables dispositions du zemindar de Kadir-Chouk s'étaient modifiées depuis quarante-huit heures. Il était encore assez poli, mais infiniment moins zélé que l'avant-veille. Cependant il promit une barque, et les fugitifs attendaient le moment où ils pourraient de nouveau traverser le Gange, lorsque, de la salle intérieure où ils étaient assis, ils entendirent un voyageur qui, sans se douter de leur présence, dépeignait sous les couleurs les plus sombres l'état où il venait de laisser le district de Budaon. Les villages étaient livrés au pillage. Plusieurs avaient subi les horreurs de l'incendie. Un corps de cavalerie parcourait le pays, cherchant partout le collecteur fugitif. La veille, ce détachement était à Kukorah (l'endroit même où M. Edwards et ses compagnons avaient passé la nuit du 1er au 2 juin). En ce moment, il campait dans un village de la rive opposée, justement en face de Kadir-Chouk. Ces renseignemens, fournis par le hasard, déterminèrent les voyageurs à prolonger quelque peu leur halte; mais leur hôte, que contrariait évidemment cette détermination, limitait de plus en plus l'hospitalité qu'il leur donnait à contre-cœur. Les vivres étaient dispensés d'une main avare, et le soir même, la barque se trouvant prête, il fut déclaré aux voyageurs qu'il fallait se décider à passer le Gange. L'avis était donné sous forme trop péremptoire pour laisser place à la moindre alternative. Ils partirent donc à l'instant même. Malheureusement le bateau qui les attendait se trouva de dimensions insuffisantes pour les recevoir, eux et leurs chevaux. Après de vains efforts pour se procurer une autre embarcation, il fallut revenir à Kadir-Chouk et subir la mauvaise humeur du zemindar, qui voyait fort à regret rentrer sous son toit ces malencontreux personnages. Il finit pourtant par s'apaiser, et leur conseilla de renoncer au passage du fleuve. Mieux valait, selon lui, rester dans le district d'Etah et descendre jusqu'à Furruckabad (1). De ce côté, les routes étaient libres, et l'insurrection n'avait pas encore bouleversé cette importante station. On devait du moins le croire, au dire du zemindar, puisque plusieurs de ses tenanciers, enfermés dans les prisons de Furruckabad, n'avaient pas encore recouvré leur liberté. « Si les drôles étaient libres, ajoutait-il, nous les aurions déjà revus par ici. »

Ces conseils, plus ou moins éclairés, équivalaient à des ordres. Du reste, ils sauvèrent la vie de M. Edwards, qui, rentré dans Budaon, y eût été infailliblement massacré. Les cipayes lui en voulaient tout particulièrement de ce qu'en vue des événemens sinistres qui s'annonçaient, l'intelligent collecteur avait refusé de

(1) Furruckabad est à soixante milles de Budaon, dans la direction du sud-est; — plus bas, dans la même direction, se trouve Cawnpore.

recevoir les taxes et revenus que les zemindars du pays lui apportaient à jour fixe. Par suite de cette mesure si bien justifiée, au lieu de 7 à 8 *lakhs* de roupies sur lesquels les révoltés avaient compté, la caisse de Budaon en renfermait à peine un et demi le jour où ils purent s'en approprier le contenu, et cette déception, pour eux, criait vengeance.

III.

Les malheureux fugitifs ont repris leur chevauchée, sans autre protection que celle de deux guides à pied fournis par le zemindar de Kadir-Chouk. Vers minuit, après avoir traversé plusieurs villages où leur présence n'a été saluée par aucun acte d'hostilité, ils voient tout à coup un des conducteurs s'arrêter brusquement. Du geste, il leur commande de faire halte, et, revenu près d'eux, il leur montre, cachés dans un pli de terrain ombragé de quelques arbres, une troupe d'hommes immobiles et muets. Un instant on a pu les croire livrés au sommeil; mais, relevés soudain, ils accourent au nombre de deux ou trois cents. Nulle chance de fuite pour nos cavaliers, qui, s'ils quittaient une fois leurs guides, se trouveraient absolument perdus dans cette contrée, qu'ils parcourent pour la première fois. Il faut donc attendre de pied ferme et faire face à ce nouveau danger. Par bonheur, cette embuscade, étrangère à la révolte, n'a été placée en cet endroit que pour préserver d'un *pukar* quelqu'un des villages du district. Les guides répondent hardiment aux paysans que les « sahibs » dont ils dirigent la marche vont au-devant de quelques troupes envoyées de Furruckabad pour rétablir l'ordre. Cette explication trompeuse est bien accueillie. Les soldats du gouvernement sont attendus avec impatience par ces populations menacées du pillage. On se remet donc en route, on traverse le village si bien gardé. Il est plein de gens en armes, mais qui laissent passer paisiblement les voyageurs, examinés aux avant-postes. Deux heures après, M. Edwards et ses compagnons se trouvent sur une route qui conduit en droite ligne à Futtehghur. Leurs guides les quittent alors. Laissés à eux-mêmes, les voyageurs marchent tout le reste de la nuit, sans autre trève qu'une halte de dix minutes pour abreuver leurs chevaux. Vers huit heures du matin (le 8 juin), ils arrivent devant un gros bourg pathan, appelé Kaïm-Gunge, où un vieux *tehseeldar* indigène les reçoit chez lui sans hésiter. Peu après cependant, la foule s'amassant autour de la *tehseeldaree*, ce brave homme comprend que sa protection ne suffit pas, et il conduit ses hôtes chez le *nawab*, c'est-à-dire le plus noble, le plus riche et le plus influent propriétaire de la petite cité.

L'hospitalité d'Ahmed-Yar-Khan, — c'était le nom de ce gentilhomme, — fut d'abord accordée avec une certaine répugnance. Il fallut plus d'un appel à sa courtoisie, à sa générosité, pour qu'il accordât l'entrée de sa maison aux fugitifs, presque morts de fatigue et de chaleur. Leur promesse de repartir pour Futtehghur aussitôt qu'on leur aurait procuré une barque en état de les transporter jusque-là fut évidemment, de tous les argumens qu'ils firent valoir, le plus persuasif. Pendant le repas qu'on leur avait servi sur la terrasse du nawab, survint un messager dont quelques paroles, murmurées à l'oreille de ce personnage, modifièrent à l'instant même ses résolutions. « Vous allez, dit-il à M. Edwards, partir immédiatement pour Shumshabad, sous une escorte de cinq cavaliers que je vais vous fournir et que commandera un de mes parens. Arrivés là, vous serez sous la protection du nawab Doollah, qui consent à vous recevoir. » Ahmed-Yar-Khan exigeait de plus un certificat signé du collecteur et attestant les bons procédés dont il avait été l'objet. Cette demande était fort suspecte, la remise de pareils certificats étant assez communément le prélude de quelque trahison; mais tout refus était impossible dans les circonstances données. Les quatre Anglais se remirent donc en route, n'ayant pour garantie que la bonne foi du cavalier pathan placé à la tête de leur petite escorte. Il s'appelait Mooltan-Khan, et les dispositions de cet homme (quelques jours après, il allait se faire tuer dans les rangs des rebelles) ne pouvaient inspirer qu'une médiocre sécurité aux malheureux fugitifs.

« Il vaut mieux éviter les villages. Au galop donc, et à travers champs! » telles furent les premières paroles de ce nouveau guide, et, tout fatigués qu'ils fussent, les voyageurs durent le suivre de leur mieux. Cependant après une course de quatre milles il fallut bien s'arrêter. M. Gibson et Wuzeer-Singh, montés sur le même chameau, et M. Donald le père, dont le cheval ne pouvait soutenir une si vive allure, étaient restés en arrière. A peine avaient-ils rejoint, que M. Donald, prenant à part M. Edwards, lui transmit, de la part de Wuzeer-Singh, un renseignement de sinistre augure. Le fidèle péon, resté dans la cour d'Ahmed-Yar-Khan pendant que son maître déjeunait à l'étage supérieur, avait entendu les gens du nawab et les cavaliers de l'escorte comploter le massacre des quatre Européens pour le moment même où ils monteraient dans la barque destinée à les emmener. Ce ne fut pas sans une cruelle angoisse que M. Edwards reçut de la bouche même de Wuzeer-Singh la confirmation de cette menaçante découverte. Que faire pourtant et que résoudre? Il fallait affronter la trahison préméditée, et le seul moyen de s'en préserver était peut-être de la supposer impossible. Les scènes qui suivirent l'arrivée des fugitifs chez le nawab Doollah nous seront racontées par M. Edwards lui-même.

« Nous fûmes reçus, dit-il, avec la plus grande civilité par l'intendant du nawab, qui, sous une verandah, et entouré d'une foule de cliens, s'occupait du règlement de quelques affaires. Il échangea immédiatement plusieurs messages avec son maître, et finit par aller le trouver à l'intérieur de la maison. Je saisis cette occasion pour faire passer mes complimens au nawab, lui exprimant le désir de le voir et l'espérance qu'il nous procurerait une barque pour Futtehghur. L'homme revint presque aussitôt, disant que le nawab ne nous voulait point voir (ce que j'estimai un fort mauvais symptôme), mais que nous aurions, dans le plus bref délai possible, les moyens de nous embarquer. Il me recommanda aussi d'annoncer notre arrivée au *kotwal* (préfet de police) de Futtehghur, et il écrivit pour moi un ordre ou *purvannah* qu'il me demandait de contre-signer. Pour sceller cet ordre, je me servis de ma bague à cachet, qui parut exciter une certaine curiosité dans le groupe dont j'étais entouré. Quelques-uns des assistans la voulurent voir; elle fit le tour du cercle, et me fut ensuite restituée en toute civilité. Il fallait un certain effort pour garder, pendant tout ce temps-là, une contenance enjouée et sereine. Nous y réussîmes cependant, et nous causâmes sur le ton le plus familier avec les personnes présentes. Au bout d'une heure environ, nous fûmes conviés à nous rendre dans un *bungalow*, bâti et meublé à l'européenne, où le nawab nous avait fait préparer un repas. Notre *kardar* hindou, Mooltan-Khan, et les cavaliers d'escorte nous accompagnèrent dans le *bungalow,* et prirent place à la même table que nous. Je mangeai, par grand bonheur, quelques œufs durcis, qui ne contribuèrent pas médiocrement à me soutenir pendant les dix-huit heures suivantes.

« J'allais m'étendre et tâcher de prendre quelque repos, — car j'étais horriblement fatigué, — lorsque mes soupçons se réveillèrent à ces mots de Mooltan-Khan, revenu tout à coup près de moi : « Vous me faites profondément pitié! » Je lui demandai pourquoi. Il me répondit qu'aucune barque n'avait été préparée pour nous, et que jamais nous n'arriverions en vie à Futtehghur à cause de l'état des routes et des villages à traverser. Tandis qu'il s'expliquait là-dessus, M. Donald le fils, debout auprès de la fenêtre, me cria, tout alarmé, qu'une quantité d'hommes armés se réunissaient autour de la maison et pénétraient dans l'enceinte murée de la cour. Le *kardar*, presque au même moment, se rapprochait de moi, et me dit : « Il faut partir sans perdre une minute. Si vous restez ici, vous êtes tous morts. Retournez d'où vous venez, et ne quittez pas d'une semelle les cavaliers qui vous ont accompagnés depuis Kaïm-Gunge. » Je demandai les chevaux à l'instant même, et nous fûmes bientôt en selle. Comme je sortais de l'enclos, je cherchai des yeux mes deux serviteurs; mais l'encombrement était déjà tel que je ne pus les voir. Mon cheval de rechange, monté jusqu'alors par mon domestique afghan, était devant la porte, et nous suppliâmes M. Gibson de le prendre; mais, fort médiocre écuyer, il préféra remonter sur son chameau. Jusqu'à ce moment, la foule ne nous gênait en rien et ouvrait passage devant nous.

« M. Donald fils et moi nous trouvions alors en avant avec Mooltan-Khan, et nous étions à quelque deux cents mètres de la maison, lorsque nous aperçûmes sous un petit bois en face de nous, et nous barrant absolument la route, un petit corps de cavalerie. Mooltan-Khan serra aussitôt la bride à

son cheval et nous enjoignit de rebrousser chemin. C'était, disait-il, notre unique chance de salut, attendu que ni lui, ni un seul de ses hommes, ne feraient un pas de plus avec nous. Il ne pouvait être question de nous faire jour en chargeant à nous quatre ces maudits cavaliers. En conséquence nous revînmes du côté de l'habitation.

« J'étais un peu en avant, et longeais le mur de l'enclos dont elle est entourée, j'approchais même de la porte, lorsque des cris affreux partirent du sein de la foule, qui se mit à tirer sur nous. Comment j'échappai, je n'en sais rien, car les balles tout autour de moi venaient frapper la muraille. Il est vrai que mon cheval, effarouché par la fusillade, ruait et se cabrait de telle sorte qu'il était impossible à ces gens de viser ni lui ni moi. Me retournant pour me rendre compte de ce qui se passait derrière moi, je vis M. Donald le père, la tête nue, essayant de se dégager de la foule, et un certain nombre de ces misérables qui, se jetant sur M. Gibson, le frappaient de leurs bâtons et de leurs sabres. En même temps je vis s'enfuir au galop Mooltan-Khan et ses cavaliers, qui décidément nous abandonnaient à notre malheureux sort. Je n'avais d'autre chance que de les rejoindre. Je criai donc à M. Donald le père de me suivre, et, mettant le *revolver* à la main, je lançai mon cheval à toute vitesse sur la foule qu'il s'agissait de traverser : elle s'ouvrit à droite et à gauche, et je passai tout auprès de l'infortuné M. Gibson. Je n'oublierai jamais l'agonie peinte sur ses traits, tandis qu'il essayait de se défendre contre les scélérats qui se multipliaient autour de lui. Je ne pouvais, quant à moi, lui être d'aucun secours, et tout au plus me tirai-je d'affaire, grâce à la force et à l'agilité de mon cheval. Une ou deux fois je fus sur le point de faire feu sur ces drôles, mais je m'en abstins, et avec raison, car mon arme, braquée sur eux, les tenait mieux à distance que si, après une décharge, ils avaient pu la supposer vide; tous alors se seraient jetés sur moi, me croyant désormais sans défense.

« J'eus bientôt franchi les groupes ennemis, et je rejoignis Mooltan-Khan, qui, une fois hors de la portée des balles, avait fait halte. M. Donald le père me suivait de fort près : son cheval était grièvement blessé d'un coup de mousquet à l'arrière-train; lui-même n'avait pas la moindre égratignure. Le fils de M. Donald arriva presque aussitôt, également intact; il n'avait pu s'échapper qu'en traversant le village dans toute sa longueur, et grâce à un ravin qu'il avait pu franchir, mais qui avait arrêté court les meurtriers lancés sur ses traces. Un homme vint encore à nous, monté sur mon cheval de rechange; mais il avait affaire à un animal difficile, qui bientôt le jeta par terre et s'échappa. Je crus bien qu'il était perdu pour moi.

« Mooltan-Khan et ses gens ne paraissaient guère ravis que nous eussions échappé; leur attitude était même assez menaçante. Je m'approchai de notre guide en chef, et, lui posant la main sur l'épaule : — Voyons, lui dis-je, avez-vous une femme, avez-vous des enfans? — Il me répondit par un signe affirmatif. — Et sans doute, repris-je, ils n'ont que vous pour les faire vivre? — Oui, dit-il. — Eh bien! continuai-je, il en est de même chez moi. Aussi ai-je droit de compter que vous n'êtes pas homme à m'ôter la vie en les privant ainsi de tout moyen d'existence. — Il me regarda un instant, et me dit ensuite : — Soit. Je vous sauverai, si je le puis. Suivez-moi. — Puis il fit prendre le galop à son cheval, et nous nous lançâmes après lui. »

La bonne volonté de Mooltan-Khan n'écartait qu'une partie du péril, tant qu'on ne pouvait compter sur les mêmes dispositions chez les cavaliers en sous-ordre. L'un d'eux proposait insolemment à M. Edwards un troc de chevaux qu'il fallut décliner avec toute la courtoisie possible. Cet homme, indigné, chercha, sans y réussir, à provoquer le massacre des Européens, et, voyant que ses camarades s'y refusaient, il devança la petite troupe dans un village où elle devait passer, afin d'ameuter les paysans. Mooltan-Khan devina le projet, et par un habile circuit évita ce danger nouveau. Ses protégés arrivèrent sains et saufs à Kaïm-Gunge, où l'on se hâta de les cacher, et où ils apprirent que le malheureux Gibson avait été massacré et mis en pièces immédiatement après leur départ de Shumshabad.

Le nawab, qui sans doute avait cru se débarrasser d'eux pour jamais en les expédiant à son perfide collègue, n'hésita pas à leur déclarer qu'ils n'avaient rien à attendre de sa protection. La désastreuse exhibition du cachet de M. Edwards avait, disait-il, donné l'idée que les voyageurs étaient couverts de bijoux et de pierres précieuses. L'idée de les tuer pour les dépouiller ensuite était devenue immédiatement très populaire à Kaïm-Gunge, et pour le moment il ne fallait songer qu'à partir : dans quelle direction, il l'ignorait. Aucun guide ne se chargerait de les conduire. L'armée anglaise passait alors pour avoir été détruite devant Delhi, et la mort du général en chef, attribuée au choléra, était regardée comme un suicide. Bref, le nawab n'avait aucun secours à fournir, et tout au plus obtint-on de lui que, moyennant une cinquantaine de roupies, il procurât un mauvais bidet à M. Donald, dont le cheval blessé ne pouvait plus mettre un pied devant l'autre.

La situation des fugitifs était plus critique qu'elle ne l'avait jamais été. On leur montrait fermées toutes les routes, hormis celle de Futtehghur, et, laissés à eux-mêmes, ils se savaient hors d'état de gagner cet unique refuge. Après une ardente prière adressée en commun à l'Être providentiel, qui semblait jusqu'alors avoir veillé sur eux, M. Edwards manda le bon vieux *tehseeldar* qui déjà leur avait été si utile. Lui seul, par ses instantes remontrances, pouvait fléchir le nawab. Voudrait-il se charger de cette délicate mission? L'honnête employé y consentit sans trop d'hésitation, mais aussi sans la moindre espérance de succès. « Si je réussis, dit-il à M. Edwards, vous me reverrez; sinon, je ne reviendrai plus auprès de vous : il me serait trop pénible d'avoir à vous annoncer que toute chance de salut vous est enlevée. » Frappé de ces tristes paroles et s'estimant à peu près perdu, M. Edwards remit au *tehseeldar*, avant de le laisser s'éloigner, sa montre et le précieux anneau gravé qui lui avait joué un si mauvais tour, avec mission de les faire passer à

sa famille par l'entremise des premiers officiers européens qui viendraient à traverser le district. Pendant cette conférence décisive, les deux Donald s'étaient endormis, tant leur épuisement était complet, et au bout d'une heure d'attente M. Edwards lui-même se sentait gagné par le sommeil, lorsqu'il entendit la voix du nawab : — Il est endormi, murmurait-il. Ne le réveillez pas, il a tant besoin de repos. — Mais le vieux *tehseeldar* répondait, tout en frappant le plancher de son pied boiteux : — Il n'est jamais trop tôt pour réveiller un homme quand on lui apporte de bonnes nouvelles.

Les nouvelles étaient bonnes effectivement. Le nawab avait fini par trouver deux hommes sûrs, alliés de sa famille, qui consentaient à escorter les voyageurs, préalablement déguisés. Il prêtait les costumes nécessaires, et deux heures après on serait en route pour Futtehghur. Par surcroît de bonheur, on venait de retrouver et de ramener le cheval de rechange de M. Edwards, et M. Donald se trouvait ainsi monté comme il convenait à sa pesante stature, tandis que la misérable rosse qu'on venait de lui vendre eût été incapable de le porter une lieue de suite. Au temps marqué, ce projet de départ s'effectuait de point en point, et, revêtus du costume indigène, du turban surtout, dont la pose régulière demande une expérience de plusieurs années, les trois Anglais quittaient Kaïm-Gunge. Leurs habits avaient été brûlés sous leurs yeux, afin qu'il ne restât aucune trace de l'hospitalité compromettante dont le nawab se sentait responsable envers ses compatriotes.

IV.

Les vingt-quatre milles qui séparent Kaïm-Gunge de Futtehghur furent franchis en quelques heures de nuit, mais non sans incidens. Dans des fuites pareilles, tout est danger. Ici c'est une branche d'arbre qui enlève le turban si savamment arrangé sur le front de M. Edwards, et le met ainsi en passe d'être découvert; plus loin, c'est la jument rétive de son guide qui, par ses caprices indomptables, menace de les arrêter net. A mi-chemin environ, il faut passer entre deux villages, dont l'un est livré aux flammes par les maraudeurs qui sont venus le piller. A la lueur de l'incendie, ils aperçoivent les voyageurs, et, poussant des cris furieux, se précipitent vers la route de manière à les y devancer. De leur côté, les fugitifs lancent leurs chevaux à toute vitesse. La vie est pour eux l'enjeu de la course. Deux cents mètres d'avance les tirent d'affaire, et ils laissent derrière eux, désappointée et rugissante, la canaille altérée de sang et de butin. Vers huit heures du matin (le 9 juin), ils arrivaient enfin à Futtehghur, où la révolte s'était déjà propagée, mais sans succès. Six jours auparavant, le 10e d'infanterie (cipayes)

avait donné de graves craintes à ses chefs en refusant de s'enfermer dans la forteresse avec le trésor de la station, qu'on y voulait transporter à l'approche d'une colonne rebelle. On avait dû, faute de moyens coercitifs, subir leurs exigences et laisser impunie leur indiscipline (1); mais les résidens civils européens, qui depuis le 1er juin s'étaient munis de bateaux où beaucoup se retiraient chaque nuit, justement effarouchés par cette conduite de la garnison, s'étaient embarqués pour descendre à Cawnpore. Cette fuite et la disparition de quatre officiers anglais, qui, aux premières menaces de sédition, avaient igominieusement déserté leur poste, laissaient depuis lors l'esprit des soldats du 10e dans des dispositions assez incertaines. Ils semblaient honteux de leur conduite, mais en même temps, l'œil ouvert sur toutes les démarches de leurs officiers, « ils les guettaient, dit un témoin oculaire (2), comme le chat guette la souris. » Le 6, néanmoins, ils prêtèrent serment par Gunga-Panee (3) et sur le Koran de demeurer « fidèles à leur sel, » et de défendre, fût-ce au péril de leur vie, les officiers restés à leur tête. Le 8, les malfaiteurs détenus dans la prison de Futtehghur se mirent en insurrection. Quelques-uns s'étaient débarrassés de leurs fers; ils refusaient de se laisser enfermer la nuit. Le capitaine anglais, qui vint avec un détachement de cipayes pour les contraindre à rentrer dans leurs dortoirs, fut assailli à coups de briques et blessé assez grièvement. Ses soldats pourtant ouvrirent aussitôt le feu sur les prisonniers insurgés, les réduisirent à l'obéissance, et fusillèrent séance tenante les promoteurs de la révolte. Tel était l'état des choses au moment où M. Edwards et ses deux compagnons arrivèrent, le lendemain même de cette échauffourée, chez M. Probyn, le collecteur du district. Ce magistrat ne se fiait qu'à demi aux bonnes dispositions des cipayes du 10e, nonobstant les sanglans témoignages de fidélité qu'ils venaient de donner si récemment. Sa femme, partie dès le 3, s'était réfugiée chez un zemindar de l'Oude, dont les domaines étaient situés de l'autre côté du Gange, et qui avait spontanément offert sa protection aux Européens menacés. Selon M. Probyn, c'était chez ce riche et puissant propriétaire, nommé Hurdeo-Buksh, que son collègue et les deux Donald devaient se rendre sans retard en sa compagnie. Les fugitifs de Budaon voulaient au contraire aller à Cawnpore, — c'était se livrer infailliblement à Nana-Sahib, — et il fallut pour les détourner de cette résolution l'arrivée

(1) On alla même jusqu'à promettre aux soldats du 10e une avance de paye, à laquelle assez naturellement ils devaient préférer le pillage de la station et du trésor, où se trouvaient alors deux lakhs et demi de roupies (625,000 francs environ).

(2) Lettre adressée le 6 juin au *Moffussilite*. Elle est citée tout au long dans l'ouvrage de M. Mead, *The Sepoy Revolt*, pages 146 et suivantes.

(3) L'eau du Gange.

providentielle des premiers bruits de l'insurrection qui venait d'éclater, le 5 juin, parmi les troupes du général Wheeler. Ils voulurent alors partir pour Agra; mais les routes, dans cette direction, étaient obstruées par les colonnes rebelles, qui, de vingt points différens, convergeaient vers Delhi. Dès lors il ne restait d'autre alternative que de se rendre aux conseils de M. Probyn. Le 10 juin, dans l'après-midi, M. Edwards et les Donald quittèrent Futtehghur, où ils avaient pris quarante-huit heures de repos, et le même soir, traversant le Gange, ils arrivaient à Dhurumpore, la forteresse de Hurdeo-Buksh, déjà encombrée d'Européens fugitifs. Ceux-ci, établis là depuis plusieurs jours, commençaient à s'y trouver assez mal et assez peu en sûreté. Aussi, en apprenant les marques de dévouement données par la garnison de Futtehghur, projetaient-ils déjà de rentrer en masse dans cette ville, et de s'aller mettre sous la protection du brave et fidèle 10e, nonobstant les avis réitérés de M. Probyn, qui, mieux instruit qu'eux, ne se fiait que de bonne sorte aux belles protestations et aux sermens de ces inconstans et perfides soldats. Ni les sages conseils, ni l'exemple même du collecteur, qui était venu se placer sous la sauvegarde du bienveillant zemindar Hurdeo-Buksh, ne réussirent à les convaincre. Les Européens de Dhurumpore partirent en masse dès le lendemain pour rentrer à Futtehghur, et les Donald se laissèrent entraîner par eux. Quant à M. Edwards, une inspiration soudaine le retint au moment même du départ. Il fit demander à Hurdeo-Buksh, par l'agent de ce dernier, s'il voudrait bien le comprendre dans les promesses de protection sur lesquelles comptait M. Probyn, et, cordialement invité par le zemindar à ne pas quitter Dhurumpore, il tint bon, malgré les lettres qui arrivaient de Futtehghur, et qui l'engageaient toutes à y rentrer.

Il était depuis trois jours seulement dans son nouvel asile, quand Wuzeer-Singh, son fidèle péon, dont il n'avait plus entendu parler depuis le tragique épisode de Shumshabad, vint l'y rejoindre bien à l'improviste. Outre l'argent confié à sa probité et qui était resté intact dans sa ceinture, outre le fusil de son maître, dépôt plus précieux encore, Wuzeer-Singh lui apportait le récit de tout ce qui s'était passé à Shumshabad après leur séparation forcée. Témoin de l'assassinat de M. Gibson, il avait vu son cadavre mutilé rester, après le départ des meurtriers, comme une vile charogne à la porte même de la demeure du nawab. De tous les villages environnans, les paysans accouraient en foule pour en repaître leurs yeux. Cette vue leur arrachait des cris de joie, et ils se réjouissaient là, disait Wuzeer-Singh, « comme à une cérémonie nuptiale. » A la nuit, deux balayeurs, de la caste immonde par excellence, étaient venus prendre le cadavre, qu'ils avaient traîné avec des crocs jusque

sur un tas de fumier, où il avait été presque immédiatement dévoré par les chiens. Tout cela s'était fait avec le plein assentiment du nawab Doollah, auquel avait été conduit en offrande triomphale le chameau de M. Gibson. Wuzeer-Singh lui-même, caché dans les bosquets du jardin, y était resté vingt-quatre heures de suite sans alimens, et, découvert en fin de compte, n'avait dû son salut qu'à la pitié d'un subalterne, qui, après l'avoir fait manger, lui indiqua la direction dans laquelle M. Edwards avait dû s'éloigner.

Le lendemain même de l'arrivée de Wuzeer-Singh, c'est-à-dire le 14 juin, la révolte du 10e, prévue et prédite par M. Probyn, fut décidée par l'approche du 41e, insurgé à Seetapore. Le mouvement de Futtehghur se prononça heureusement de fort bonne heure, et les résidens européens, qui couchaient tous dans le fort, échappèrent ainsi au massacre. Les insurgés adoptèrent au reste, contre toute attente, une marche assez régulière : formés en bon ordre, ils allèrent tout droit au palais du nawab de Furruckabad, déposèrent leurs drapeaux à ses pieds, lui offrirent officiellement de passer à son service, et, lorsqu'il eut accepté, tirèrent en son honneur une salve d'artillerie. L'écho apporta jusqu'à Dhurumpore le bruit de cette canonnade, et ce fut ainsi que les protégés de Hurdeo-Buksh apprirent la désastreuse nouvelle. A la consternation profonde des gens qui les entouraient, ils purent s'assurer qu'il fallait compter assez peu sur leur dévouement et leur courage. Il leur fut enjoint, au nom de leur hôte, de se tenir strictement enfermés et de ne se laisser voir par qui que ce fût. Pendant la première journée de cette réclusion absolue, un singulier bruit frappait constamment leurs oreilles : les murailles retentissaient de coups violens, on entendait crouler des maçonneries; puis ce tapage cessa tout à coup, et nos prisonniers en eurent l'explication la première fois que, le soir venu, on leur permit de prendre l'air sur les terrasses du fort. Ils y virent en effet un beau canon de 18, caché naguère dans l'épaisseur des murs à la suite de la proclamation par laquelle, après l'annexion de l'Oude, il fut interdit aux *talookdars* de conserver leur artillerie. Quatre autres pièces de différens calibres furent amenées le même jour par les chefs de village auxquels le zemindar en avait confié le dépôt provisoire; une autre de 24 fut déterrée dans un champ, à 50 mètres d'un arbre qui servait de repère aux enfouisseurs, et toutes six furent promptement montées et mises en batterie dans la cour intérieure. Pour le moment, cela parut suffire; mais on ne cacha pas aux deux magistrats que, si besoin était, on saurait bien où trouver encore quelques-uns de ces engins prohibés.

Ces précautions n'étaient ni vaines ni prématurées. Dès le lendemain en effet, tout fut en l'air dans la petite forteresse. Des messa-

gers, partis dans toutes les directions, y ramenèrent bientôt les vassaux du zemindar, convoqués pour sa défense. Il eut en quelques heures autour de lui près d'un millier de paysans bien armés. On avait appris qu'un fort détachement d'insurgés avaient traversé le Gange et se dirigeaient vers Dhurumpore, attirés par le bruit, dénué de tout fondement, que le collecteur de Futtehghur y avait transporté une forte partie des fonds confiés à sa garde. Hurdeo-Buksh savait pertinemment à quoi s'en tenir sur ce point, mais il insistait cependant auprès de ses protégés pour qu'ils s'éloignassent sans retard; il voulait, si les insurgés venaient chez lui, pouvoir leur prouver, en leur laissant visiter la forteresse, qu'elle ne recélait ni trésors ni trésoriers. Du reste, il assurait M. Probyn et M. Edwards qu'ils trouveraient un abri sûr à trois milles de Dhurumpore, dans un petit village situé derrière la rivière Ramgunga. Des parens à lui les y recevraient sur sa recommandation. M. Probyn préférait rester et combattre au besoin les révoltés; mais M. Edwards vit qu'il fallait de toute nécessité céder au vœu de leur unique protecteur. « J'allai donc à lui, dit-il, et, me saisissant de sa main droite, je lui déclarai que nous partirions à l'heure même, s'il se portait garant de notre salut *sur son honneur de Rajpoute*. Il le fit sans hésiter, et avec l'accent le plus cordial. — Mon sang coulera (telles furent ses propres paroles) avant qu'on ne touche à un cheveu de vos têtes! Si je ne suis plus là, naturellement mon pouvoir, mort avec moi, ne vous servira de rien, et vous n'aurez plus à compter que sur vous-mêmes. — Je savais depuis longtemps que, lorsqu'un chef rajpoute a une fois donné sa main droite et engagé son honneur, on peut pleinement se fier à sa parole. Je persuadai donc à M. Probyn et à sa femme qu'il fallait, sans perdre de temps, nous conformer au désir de Hurdeo-Buksh. »

Les fugitifs partirent à pied, n'emportant avec eux que quelques objets de literie et des vêtemens de rechange pour les *quatre* enfans de mistress Probyn. Cette courageuse mère avait l'un d'eux dans ses bras; M. Edwards s'était chargé du plus jeune, Wuzeer-Singh et le domestique de M. Probyn, des deux autres. M. Probyn enfin portait trois fusils sur quatre, et les munitions nécessaires à ce petit arsenal. Arrivés ainsi, après un mille de marche, sur les bords de la Ramgunga, ils y attendirent longtemps un bateau, et ne traversèrent cette rivière que vers minuit. Deux milles plus loin, ils atteignirent le petit village de Kussowrah, où ils étaient attendus par les *thakoors* de l'endroit, propres oncles de Hurdeo-Buksh, mais d'un rang inférieur à cause de leur naissance illégitime. Ces nouveaux hôtes, les guidant à travers plusieurs enceintes successives, les conduisirent dans un enclos intérieur où parquaient, parmi quelques chèvres, une jument et son poulain. C'étaient là les quar-

tiers assignés, pour plus de sûreté, aux malheureux fugitifs. Une partie du bétail fut éloignée pour leur faire place, et on leur promit que dès le lendemain cette espèce d'étable à ciel ouvert leur serait livrée sans partage. En attendant, il fallut essayer de camper et de dormir sur ce fumier, au sein d'une atmosphère viciée, et dans un état d'agitation morale qui ne permettait guère de se livrer au sommeil.

V.

Après une chasse aussi acharnée que celle dont il avait été l'objet, M. Edwards dut nécessairement savourer, au moins comme trève, les cinq jours de repos qui suivirent son installation à Kussowrah. Du 15 au 20 juin, aucune alerte, aucune nouvelle; mais à l'aurore de cette dernière journée le bruit sinistre du canon réveilla la petite colonie. Moins expérimentés, les deux collecteurs eussent peut-être pris pour une salve d'honneur ces détonations matinales; mais ils reconnurent à merveille, au son particulier des pièces chargées à boulet, qu'il s'agissait de guerre et non de fête. Effectivement le siége du fort de Futtehghur venait de commencer, et *trente-deux* Européens enfermés dans son enceinte avec leurs familles s'y défendaient héroïquement contre le 10e et le 41e, maintenant réunis sous les ordres du nawab de Furruckabad.

Il est à peine nécessaire d'avoir traversé les crises de nos discordes civiles pour comprendre les sentimens des réfugiés de Kussowrah pendant les journées qui suivirent. Désespérés de leur impuissance, ils tentaient par toute sorte de moyens d'entraîner le zemindar de Dhurumpore à se prononcer en faveur de la cause anglaise et à faire une diversion en faveur des assiégés. Hurdeo-Buksh n'était qu'un honnête homme et nullement un héros; il avait d'ailleurs une excellente excuse dans les dispositions de ses vassaux. « Pour nous défendre, répondit-il à MM. Edwards et Probyn, pour repousser une attaque sur Dhurumpore, nul doute que mes gens ne se battissent volontiers; mais pas un ne passerait le Gange, si je voulais les conduire contre les révoltés de Futtehghur. » Et comme ils sentaient qu'il disait vrai, les deux collecteurs, réduits au silence, n'avaient plus qu'à mettre en commun leur découragement et leurs ardentes prières. De temps en temps, pendant ces pénibles journées, un messager dépêché par eux se risquait du côté de Futtehghur; il s'en trouva même un assez hardi pour pénétrer jusque dans le fort et rapporter aux deux collecteurs un billet écrit par M. Robert Thornhill, un de leurs collègues. Il les informait qu'attaqués sans relâche depuis quarante-huit heures par les cipayes, auxquels un grand nombre de Pathans s'étaient venus joindre, les assiégés n'avaient

rien à espérer que du ciel et de Hurdeo-Buksh, si à force de promesses on pouvait le gagner à leur cause. M. Probyn tenta un nouvel essai... par écrit, car le prudent zemindar ne voulait plus voir ses protégés; mais il échoua comme devant. Deux jours plus tard, les assiégés tenaient encore, grâce à des prodiges d'héroïsme. Déjà le nombre des combattans était bien réduit. La veuve de l'un des morts, un sergent d'artillerie, avait pris courageusement la place de son mari, et s'était fait tuer au même poste, non sans avoir abattu plusieurs des rebelles du haut du bastion où elle se tenait, le *rifle* à l'épaule. Les survivans combattaient avec la sombre énergie du désespoir et la triste certitude de combattre en vain. L'ennemi, repoussé dans plusieurs assauts, commençait à miner les remparts et avait ainsi pratiqué déjà une large brèche, sur laquelle vint se faire tuer, à la tête d'une colonne de Pathans, ce même Mooltan-Khan, qu'on a vu quinze jours auparavant se dévouer au salut de M. Edwards. A partir du 24, plus de nouvelles directes : la canonnade seule, continuant sans interruption pendant deux longues journées, disait que les Anglais tenaient encore; le 27 au matin, elle cessa tout à coup. « Nous pensâmes tous, dit M. Edwards, que la place venait d'être enlevée d'assaut, et nous ne pûmes que nous renvoyer l'un à l'autre un morne regard d'angoisse : nous étions convaincus qu'en ce moment même nos pauvres amis, hommes, femmes, enfans, étaient sous le couteau d'un ennemi altéré de sang et inaccessible à toute pitié. »

Deux ou trois heures s'écoulèrent ainsi dans une sombre stupeur. Tout à coup le bruit de la grosse artillerie vibre de nouveau. Les détonations sont rapides, irrégulières; elles retentissent dans une autre direction que celle des jours précédens, et toujours sur les bords du Gange, mais bien plus bas que Futtehghur. Qu'est-il donc arrivé d'inattendu?... Les fugitifs de Kussowrah ne l'apprirent complétement que quelques semaines après. Voici ce qui se passait à l'heure même.

Dès le début du siége, les défenseurs de Futtehghur avaient amarré au pied du fort trois grandes barques destinées à une tentative suprême, quand tout autre espoir serait perdu. Le 26 au soir, la place étant déclarée intenable, on fit les préparatifs du départ, qu'il fallait effectuer de nuit afin d'être hors de vue à l'aurore, et d'avoir une certaine avance sur l'ennemi, s'il essayait de poursuivre les fugitifs. Par malheur, encombrés de femmes, d'enfans, de bagages, les chefs de la petite garnison perdirent un temps précieux. Quand le jour parut, les trois barques venaient à peine de démarrer et voguaient lentement sur des eaux trop basses. Au premier signal d'alarme, parti du camp des assiégeans, elles se rapprochèrent de la rive opposée à celle qu'elles venaient de quitter;

mais cette évolution, exécutée avec peu de prudence, amena l'une d'elles, la dernière, sur un banc de sable, où elle s'engrava profondément, à trois milles seulement au-dessous de Futtehghur. Vainement tous ceux qui la montaient se jetèrent-ils à l'eau pour la dégager : elle résista, chargée d'un poids énorme, à tous leurs efforts. Il fallut rappeler la seconde barque, qui dut remonter le courant pour venir au secours et prendre à son bord les fugitifs ainsi arrêtés.

Pendant toutes ces opérations, les heures s'écoulaient, et les cipayes mettaient le temps à profit pour amener sur le bord du fleuve, en face du banc d'échouage, quatre gros canons qui tirèrent sans relâche sur les malheureux équipages. C'était cette horrible canonnade qui tenait en suspens les résidens de Kussowrah. Par bonheur, cette batterie improvisée et mal pointée ne produisit à peu près aucun mal. Le transbordement s'effectua sans accident grave, et les deux barques continuèrent à descendre le Gange; mais quelques milles plus bas, vis-à-vis le village de Singheerampore, l'une d'elles toucha le fond et s'y incrusta solidement. Les cipayes, manœuvrant au bord du fleuve de manière à ne point perdre de vue la proie qui venait d'échapper à leur sanglante convoitise, amenèrent aussitôt deux pièces d'artillerie, et la canonnade du matin reprit de plus belle. En outre, deux grandes barques arrivaient de Futtehghur, chargées de soldats, et sous le double feu du rivage et de ces redoutes flottantes, quelques-uns des plus hardis en vinrent à l'abordage. Un des témoins, un des acteurs de ces horribles scènes les racontait quelques semaines plus tard à M. Edwards. C'était M. Jones, autre protégé de Hurdeo-Buksh :

« J'étais au départ, lui disait-il, dans la troisième des embarcations, et je passai dans la seconde après le premier échouage. A Singheerampore, les paysans, nous voyant ensablés, ouvrirent sur nous un terrible feu de mousquets à mèche. Puis deux canons furent braqués sur nous, et nous mitraillèrent à loisir. J'étais dans l'eau, poussant, soulevant la maudite barque toujours immobile, quand j'aperçus les deux bateaux armés qui descendaient en droite ligne sur nous. Je remontai aussitôt pour prendre ma carabine, restée fort heureusement sous le pavillon de poupe. Au moment où je mettais la main dessus, je vis un cipaye qui lentement soulevait le *chappur* (la tenture) de la barque, et regardait à l'intérieur. Celui-là ne vécut pas longtemps, je le tuai raide; mais aussitôt, décharge générale de mon côté. Un de nos négocians, M. Churcher l'aîné, fut blessé à mort. L'abordage eut lieu ensuite, et *gentlemen, ladies,* nous nous jetâmes tous dans le Gange. Ce que je vis en dernier lieu sur notre bateau, ce fut le pauvre M. Churcher se débattant au milieu d'une mare de sang dans les convulsions de l'agonie, et le capitaine Fitz-Gerald, qui soutenait d'une main sa femme assise sur son genou, tandis que de l'autre, restée libre, il tenait un fusil braqué sur l'ennemi. Nous avions de l'eau jusqu'à la ceinture, et le courant était très fort.

Le fond se trouvant d'ailleurs un sable très fondant, très mobile, il était excessivement difficile d'y garder pied. Aussi plusieurs d'entre nous furent-ils bientôt entraînés et noyés. A peine dans l'eau, j'avais pour ma part attrapé une balle qui m'avait entamé l'épaule droite, mais sans briser l'os. Le major Robertson, à quelques pas de moi, résistait au courant, soutenant sa femme d'une main, portant de l'autre leur petit enfant, et, lui aussi, blessé à la cuisse. Mistress Robertson échappa bientôt à l'étreinte de son mari, et disparut sous l'eau. Robertson alors, plaçant l'enfant sur ses épaules, se mit à nager dans le courant (1). Je n'étais plus bon à rien : je songeai donc à me tirer d'affaire en nageant, soit que je pusse aborder plus bas, ou rejoindre la première barque... »

M. Jones rejoignit en effet la barque, après avoir alternativement nagé ou *fait la planche* pendant un espace de cinq ou six milles, et il ne fut pas le seul à exécuter ce qui semble, dans les circonstances données, un tour de force presque miraculeux. Le lendemain, au point du jour, un autre échappé de Futtehghur, M. Fisher, blessé très grièvement à la jambe, regagna, lui aussi, la barque d'avant-garde, tantôt en se soutenant sur l'eau, tantôt en se traînant sur le rivage. « Il fut hissé à bord plus mort que vivant, raconte M. Jones, et tenant les discours les plus incohérens sur sa femme et son fils, tous deux noyés sous ses yeux. » Le destin de ces deux hommes si singulièrement arrachés à la mort devait être bien différent. M. Jones se trouva si à l'étroit sur la barque, où se pressaient près de quatre-vingts fugitifs, qu'il saisit avec empressement l'occasion de la première halte pour descendre dans un village de l'Oude, en face duquel on avait fait escale afin de se procurer quelques vivres, et dont les habitans se montraient favorablement disposés. Une fois à terre et couché sur un lit de camp (*charpoy*) qu'un des paysans avait mis gracieusement à sa disposition, le pauvre blessé se sentit si à l'aise d'une part, si épuisé de l'autre, que lorsqu'on vint le réveiller de la part du colonel Smith pour lui enjoindre de rentrer à bord, il n'hésita point à refuser net. Se regardant déjà comme à peu près mort, il demandait qu'on l'abandonnât à son destin, et il résista si bien qu'en fin de compte la barque partit sans lui. Or, quelques heures plus tard, elle longeait le territoire de Bithoor, le domaine du terrible Nana-Sahib, dont les échappés de Futtehghur ignoraient encore les abominables trahisons. Les promesses les plus formelles de sauvegarde et de protection, transmises de sa part au colonel Smith, trouvèrent malheureusement créance chez cet honorable officier. Une fois à terre, le massacre commença immédiatement sous les yeux du sanguinaire rajah. « Les femmes et les enfans, a dit M. Mead, furent expédiés à coups de sabre et de lance. Les hommes

(1) Hâtons-nous de dire que le major Robertson fut du très petit nombre des sauvés; il dut la vie à la protection de Hurdeo-Buksh, ainsi que M. Churcher le cadet.

étaient rangés sur une seule ligne, les bras attachés derrière le dos, et maintenus ensemble par de longs bambous passés sous leurs aisselles. Les cavaliers couraient à cheval tout autour de cette longue file de suppliciés, les accablant des plus grossières injures, et savourant par avance les tortures qu'ils allaient leur infliger. Quand ils étaient las d'insulter, l'un d'eux déchargeait son pistolet à la figure d'un des fugitifs, dont la tête brisée s'inclinait alors, sans que le corps pût s'affaisser, soutenu qu'il était à droite et à gauche par ceux des condamnés qui restaient debout, et qu'il éclaboussait de son sang ou de sa cervelle. L'assassinat suivant se consommait à sept ou huit pas plus loin, afin de laisser subsister cette hideuse chaîne, et de prolonger l'horrible contact des vivans et des morts (1). »

Détournons les yeux de ces scènes atroces; elles ne doivent pas nous faire oublier plus longtemps les tristes résidens de Kussowrah, dont la position se trouva fort aggravée par la prise de Futtehghur. Leur présence sur les domaines de Hurdeo-Buksh avait été révélée aux chefs de l'insurrection par deux misérables trafiquans venus en personne de Furruckabad à Kussowrah, sous prétexte de charitable intérêt, mais en réalité pour y constater l'existence de quelques fugitifs à dénoncer. Le nawab de Furruckabad, même avant la fin du siége, avait sommé le zemindar de Dhurumpore de lui livrer les deux collecteurs, ou plus simplement de lui envoyer leurs têtes, en échange desquelles il lui ferait remise d'un *lakh* de roupies (250,000 fr.) qu'il le déclarait tenu de verser pour sa part contributive aux impôts du nouveau *raj*. Hurdeo-Buksh, fidèle à sa parole, n'entendait pas livrer ses protégés; mais en face des dangers immédiats qu'un refus positif pouvait attirer sur lui, il ne se souciait pas non plus de résister ouvertement au nawab. Celui-ci, d'autre part, hésitait devant une expédition contre Dhurumpore, pour laquelle il fallait traverser le Gange, et qui ne pouvait se faire sans artillerie de campagne. Entre les deux Hindous s'établit alors une sorte de duel diplomatique, où le plus faible, en cédant toujours, travaillait à gagner du temps. « Laissez-moi, faisait-il dire à ses deux protégés, tenus soigneusement à distance de sa personne, — laissez-moi, sans inquiétude, amuser le rajah par mes excuses dilatoires. Je lui ai mandé que j'entrais dans ses vues, mais que je n'osais agir ouvertement comme son subordonné sans en avoir l'autorisation du gouvernement rétabli à Lucknow par les insurgés, puisqu'avant l'annexion de l'Oude c'était de ce gouvernement que ressortissait mon autorité féodale. Il s'est payé provisoirement de

(1) *The Sepoy Revolt*, chap. x, p. 138. M. Mead porte à cent vingt-sept le nombre des fugitifs de Futtehghur ainsi massacrés. D'après le récit de M. Jones, leur nombre serait exagéré d'un bon tiers.

ces bonnes paroles, et les jours passent, et la saison des pluies arrive. Quand elle sera venue, nous aurons devant nous plusieurs semaines. Le Gange grossi, la Ramgunga débordée, inonderont tout ce plat pays qui s'étend sous vos yeux. Dhurumpore deviendra une île, Kussowrah de même, et les gens de Futtehghur ne songeront plus à nous amener leurs canons. Or, s'ils venaient sans artillerie, nous n'avons pas à les craindre. »

Ce langage n'avait rien que de très rassurant. Jusqu'à quel point devait-on s'y fier? Question d'autant plus douteuse que les plus proches parens de Hurdeo-Buksh se montraient, depuis le désastre de Futtehghur, malveillans, arrogans, hostiles aux réfugiés. Hurdeo-Buksh lui-même exigeait qu'ils ne parussent jamais hors de l'espèce d'étable où on les avait cachés par son ordre, et où il vint à peine les visiter une ou deux fois. Et encore le jour arriva-t-il où par son ordre les deux vieux *thakoors* notifièrent aux deux collecteurs que de nouveaux dangers exigeaient impérieusement des précautions plus rigides encore. Il fallait quitter les bords du Gange, s'enfoncer dans le jungle parmi les Aheers. Les nouvelles devenaient de plus en plus désastreuses. Les Européens de Cawnpore avaient péri jusqu'au dernier. Agra était prise. L'armée de Bombay se soulevait. Il fallait donc partir au plus tôt et s'enfouir dans une solitude encore plus profonde que celle où ils vivaient depuis trois semaines. Accablés par ces désastreuses nouvelles (dont rien ne leur dénonçait la fausseté), MM. Edwards et Probyn ne pouvaient que subir la volonté de leurs protecteurs; mais quand on voulut leur persuader de laisser les quatre enfans à Kussowrah, l'instinct maternel se révolta. Mistress Probyn déclara que, vivante, elle ne se séparerait pas d'eux; M. Probyn à son tour ne pouvait abandonner sa femme, et, malgré les insistances réitérées des *thakoors*, qui dans leurs idées indiennes ne comprenaient pas cet attachement à de petits êtres « qu'on pouvait après tout remplacer, » les fugitifs refusèrent absolument de s'isoler les uns des autres. Ce fut donc ensemble, avec Wuzeer-Singh, avec l'*ayah* (la nourrice) et un des domestiques de M. Probyn (l'autre ayant déserté la nuit précédente) qu'ils partirent au jour choisi par l'astrologue du village. Encore fallait-il, pour assurer l'heureuse influence de cette journée d'élection, qu'un objet appartenant aux voyageurs les précédât sur le chemin, et fût enterré sur un point quelconque du trajet. Une fourchette d'acier fut sacrifiée à cette superstition locale. Notre respect pour les sciences occultes ne nous empêche pas de supposer que l'astrologue sut bien déterrer ce petit ustensile de ménage, quitte, avant de s'en servir, à le purifier de manière ou d'autre.

Kussowrah n'était point, tant s'en faut, un paradis; mais que dire

du misérable hameau perdu au sein des solitudes dans lequel furent conduits les malheureux réfugiés? C'étaient quatre ou cinq chaumières délabrées, habitées par de pauvres bergers et par leurs bestiaux. On y était dans le fumier jusqu'à l'orteil, et on y pouvait à grand'peine respirer quelques bouffées d'un air impur. Ferme et courageuse jusqu'alors, mistress Probyn versa des larmes en présence de ces rebutantes demeures où elle pressentait que ses enfans ne pourraient vivre. M. Edwards était profondément abattu; M. Probyn au contraire, tout à fait exaspéré. « Mieux vaudrait, s'écriait-il, nous tuer tout de suite. » En examinant plus à loisir les masures où il fallait s'installer, M. Edwards finit par découvrir sous le toit de l'une d'elles un coin à peu près habitable. Ce galetas était vide, propre et sec. Le toit paraissait à peu près étanche. Huit personnes trouvèrent moyen de s'y caser, avec ordre de n'en sortir sous aucun prétexte, et de ne jamais s'exposer à la vue en regardant elles-mêmes au dehors. La nuit seulement, elles pouvaient se hasarder à respirer l'air libre; mais tant que durait le jour, — un jour de juillet sous le ciel de l'Inde, — la dimension de ce réduit ne laissait à ceux qu'il renfermait d'autre alternative que de se tenir tour à tour sur le dos, sur le flanc, ou de s'asseoir. Rester debout ou se transporter d'un point à l'autre était littéralement impossible. « Les pauvres enfans, dit M. Edwards, se trouvaient ainsi dans la plus misérable condition. Nous n'avions pas le droit de leur laisser quitter la chambre, et ils ne pouvaient pas même s'y promener à quatre pattes; ils se montrèrent plus patiens qu'on n'aurait pu s'y attendre, et, prenant leur parti, *dormaient beaucoup*. Pour toute nourriture, nous avions un peu de lait et des *chupatties* de l'espèce la plus grossière. Encore les dimanches le lait manquait-il, les bergers aheers ce jour-là l'appliquant à leur usage. »

Si on ajoute à tout ceci l'incommode familiarité, la curiosité importune de ces grossiers paysans, si on tient compte des misères que les pluies torrentielles allaient apporter par surcroît à la déplorable situation des fugitifs, si l'on veut bien réfléchir que les plus cruelles anxiétés morales aggravaient pour eux le dénûment, la gêne, le malaise matériel, poussés à ce degré inoui que M. et mistress Probyn voyaient dépérir et s'étioler leurs pauvres enfans, privés de mouvement, d'air et d'alimens substantiels, et que M. Edwards, séparé des siens, pouvait et devait les croire emportés dans la vaste tourmente indienne, morts peut-être, ou captifs, ou fuyant comme lui-même fuyait quelques jours auparavant; si l'on songe, disons-nous, à cette complication de tortures morales et physiques, on aura lieu de s'étonner qu'elles ne se soient pas trouvées au-dessus des forces humaines et du courage humain.

VI.

Les pluies dont nous venons de parler, et qui aggravaient à certains égards la condition des malheureux proscrits, ils les avaient longtemps attendues, espérées, appelées de leurs vœux. Maintenant encore ils avaient à les bénir. En effet, les prédictions de Hurdeo-Buksh se réalisaient : tous les cours d'eau déversant à la fois leur trop-plein sur le pays inondé, le district de Dhurumpore était devenu un vaste lac, semé çà et là de rares îlots formés par la cime de quelques monticules, sur lesquels, de longue date, existaient les centres de population réfugiés là chaque année, à la même époque. Le pauvre hameau qui abritait M. Edwards et ses compagnons, — il portait un nom singulièrement approprié à leurs idées, *Rungepoorah*, c'est-à-dire le *lieu désolé*, — ce pauvre hameau était, lui aussi, comme un navire à l'ancre sur les flots, navire d'une centaine de mètres carrés. Aussi loin que le regard pouvait s'étendre, au midi, à l'est, à l'ouest, on ne voyait plus que de l'eau, et cette eau, fort profonde à certains endroits, atteignait, là où elle l'était le moins, une hauteur de quatre ou cinq pieds (anglais). Dans la direction du nord, à trois milles, on apercevait un plateau couvert de hautes herbes : c'était la lisière du jungle et l'unique pâturage où l'on pût conduire les bestiaux. Bergers et troupeaux s'y rendaient chaque matin et en revenaient chaque soir littéralement à la nage. C'était une des rares distractions accordées à nos proscrits que de voir les troupeaux reprendre d'instinct chacun la direction de son étable, les pasteurs les suivant au lieu de les diriger, et parfois, pour se soustraire aux fatigues de la traversée, se plaçant à califourchon sur les plus robustes de ces buffles amphibies. Mistress Probyn, accablée de soins, avait loué les services d'une vieille femme de Kussowrah (inondé aussi, comme de raison), et c'était en nageant que, chaque matin, cette aide-ménagère se rendait à son poste. M. Edwards remarque à ce sujet qu'à part ces services mercenaires, la malheureuse Anglaise n'obtint aucun secours, aucune marque de sympathie des personnes de son sexe. Ceci en dit long, ce nous semble, sur l'état de dégradation morale auquel les religions de l'Orient ont réduit la femme.

Le dernier des enfans de M. Probyn, encore au maillot, commençait à dépérir. Le lait de buffle, sa seule nourriture, ne lui passait plus, et jamais ses parens ne purent obtenir qu'on leur envoyât de Kussowrah les chèvres laitières qu'ils y avaient achetées et laissées. En général, leur situation empirait. On ne répondait plus aux sollicitations pressantes qu'ils adressaient chaque jour aux *thakoors*, afin d'être réintégrés dans leur première résidence. Bientôt leurs

serviteurs reçurent ordre de ne quitter Rungepoorah sous aucun prétexte. Un charitable brahmine, qui, une ou deux fois, avait consenti gratuitement à faire pour eux le voyage de Futtehghur, fut sévèrement réprimandé par les *thakoors*. Ce fut néanmoins ce brahmine, nommé Seetah-Ram, qui, un beau jour (le 22 juillet), leur apporta la bonne nouvelle de la marche d'Havelock sur Cawnpore et des premières défaites de Nana-Sahib. Une partie des troupes battues à Pandoo-Nuddee avait fui, dans un complet désarroi, jusqu'à Furruckabad. Le lendemain 24, une forte canonnade retentit du côté de Futtehghur. On juge de l'émotion qu'elle causa dans le petit groupe des proscrits. Nul doute que ce ne fût là un signal de rescousse; les Anglais vainqueurs poursuivaient leurs avantages. Hélas! Seetah-Ram vint, quelques heures après, remplacer ces beaux rêves par une sinistre réalité. Ces détonations, saluées comme gages de délivrance, étaient celles des canons qui venaient de servir au massacre de tous les Européens restés au pouvoir du nawab, et entre autres de trois ou quatre dames faites prisonnières après l'échouage de Singheerampore. Les victimes de cette triste journée furent au nombre de soixante-cinq, mitraillées de sang-froid ou attachées à la bouche des canons (1). Dix-huit mois seulement après ces atrocités, le monstre qui en avait assumé la responsabilité devait rendre ses comptes à la justice anglaise : l'exécution du nawab de Furruckabad était mentionnée dans un des derniers bulletins envoyés de l'Inde.

La panique, au reste, était déjà parmi les rebelles. Le jour même de cette sanglante exécution, sur le simple cri de quelques poltrons: « Voici les Européens qui arrivent! » la ville s'était trouvée vide en quelques minutes tant de ses habitans que des cipayes réunis autour du nawab. En revanche, les proscrits s'aperçurent immédiatement d'un changement de dispositions très notable, et tout en leur faveur. Les *thakoors* vinrent les féliciter. Un des anciens de Kussowrah, monté sur un éléphant, leur apporta des friandises. Enfin Hurdeo-Buksh envoya son propre beau-frère pour constater leurs besoins et veiller à ce qu'ils ne manquassent de rien. « Il n'était pourtant pas bien clair, malgré ce revirement, remarque finement M. Edwards, que la défaite du *nana* fût absolument de leur goût. » Profitant néanmoins de ces dispositions, les deux collecteurs obtinrent de revenir à Kussowrah, ce séjour d'abord tant dédaigné, puis tant regretté. Le beau-frère de Hurdeo-Buksh leur accorda d'autant plus volontiers cette requête, que, disait-il, « les cipayes de Futtehghur, frappés de terreur, n'étaient plus à craindre. » Ce retour

(1) « ..... Seetah-Ram nous raconte, dit M. Edwards, que la petite-fille de M. Jones, âgée de neuf ans seulement, ayant comme par miracle échappé sans blessure à plusieurs mitraillades, un cipaye s'élança sur elle et la mit en morceaux à coups de sabre.

s'effectua le 26 juillet, en bateau, car l'inondation durait encore, et de nuit, car on n'en était pas à négliger toute précaution. Un triste incident vint jeter un voile de deuil sur cette nuit de délivrance.

« Le pauvre petit *baby*, dit M. Edwards, était depuis quelques heures tout à fait épuisé. Sa respiration devenait de plus en plus pénible. Sa mère, dont les soins incessans et l'ingénieuse sollicitude avaient seuls prolongé jusqu'alors sa frêle vie, se procura, non sans difficulté, de l'eau chaude pour un bain qu'elle lui administra, et qui parut le rétablir; ensuite elle le coucha sur un *charpoy* et s'étendit auprès de lui. Elle était à bout de forces, n'ayant pas dormi depuis plusieurs nuits qu'elle avait passées à le tenir dans ses bras; aussi s'endormit-elle immédiatement. J'étais couché moi-même non loin de là, et tout à coup, n'entendant plus cette forte respiration du petit dormeur, je m'approchai du lit pour voir ce qui en était. Pas un mouvement : l'âme innocente s'était envolée. J'éveillai les pauvres parens, qui, dans leur désespoir, trouvèrent encore à se féliciter que l'enfant fût mort selon les lois de nature, et n'eût pas péri de la main des assassins. Nous nous agenouillâmes tous, et auprès du petit cadavre nous priâmes. Ensuite, vers deux heures du matin, j'allai avec Wuzeer-Singh chercher un endroit sec où la fosse pût être creusée. Nous eûmes quelque peine à découvrir un pli de terrain, ombragé de quelques arbres, qui n'était pas inondé, et, selon toute apparence, ne devait jamais l'être. Quand tout fut prêt, le pauvre père prit dans ses bras le petit corps enveloppé d'un linceul, et mistress Probyn suivit, s'appuyant à moi. Il fallut se presser de lire quelques fragmens du service funèbre, car le jour allait naître, et il eût été téméraire à nous de nous montrer en plein soleil hors du village. Aussi nous hâtâmes-nous de coucher l'enfant dans son petit abri, confiant « la poussière à la poussière, les cendres aux cendres, avec un sûr et certain espoir (1). » Pour moi, je lui enviais presque son immuable repos. »

Ce fut quelques jours après, le 2 août, que les fugitifs virent arriver à l'improviste devant eux, pâle comme un spectre et sans autre vêtement qu'un morceau de drap roulé de sa ceinture à ses genoux, ce même M. Jones dont on a lu plus haut les étranges aventures. Il avait été recueilli, lui aussi, par Hurdeo-Buksh et caché dans un des villages environnans; mais il avait fallu l'éclatant retour de fortune qui rendait la victoire aux Anglais pour qu'on lui permît de communiquer avec ses compatriotes. Ils n'apprirent qu'alors et par lui que MM. Robertson et Churcher cadet survivaient également, cachés comme eux dans de pauvres villages aheers.

Les prières de cette journée, — c'était un dimanche, et jamais les proscrits anglais n'avaient manqué de célébrer la solennité chrétienne, — furent particulièrement ferventes. M. Edwards déclare dans son journal qu'il y puisa une confiance, une sérénité depuis

(1) *Dust to dust, ashes to ashes, in sure and certain hope...*, paroles textuelles du service liturgique anglican.

bien longtemps bannies de son âme. Quelques heures après, un messager qu'il avait dépêché vers sa femme, et qui, arrêté à Budaon par suite de la trahison d'un ancien *chuprassie* de M. Edwards, avait failli périr dans les cachots des insurgés, lui rapporta quelques nouvelles de ce district. Les mahométans et les Hindous, déjà revenus à leurs inimitiés natives, avaient des rixes presque quotidiennes. A l'entrée de Budaon, un certain nombre de têtes coupées et plantées au bout de pieux fichés en terre annonçaient assez un régime violent; mais du reste presque tous les employés de l'administration anglaise, et ceux-là mêmes qui se recommandaient à la confiance de M. Edwards par d'excellens et longs services, avaient passé sans la moindre hésitation à la paye du nawab. Le messager constatait d'ailleurs une singulière différence entre les provinces du nord-ouest et celles de l'ancien royaume d'Oude. Dans les premières, le système en vigueur, fonctionnant depuis longues années, avait absolument ruiné l'aristocratie territoriale. Tout y était anarchie, confusion sanglante, rapines, meurtres, incendies. Dans l'Oude au contraire, où les zemindars et les talookdars conservaient à peu près intact leur ascendant quasi-féodal, la révolte, cantonnée dans les villes, ne s'était pas propagée parmi les populations rurales, qui, détournées d'y prendre part, continuaient paisiblement leur vie régulièrement laborieuse.

Les dernières pages du journal de M. Edwards ne comportent pas une longue analyse. Quelques extraits suffiront pour noter ce qu'elles ont de plus saillant.

« Mardi 4 août. — Je me promenais aujourd'hui de long en large dans le petit espace laissé libre devant notre unique chambre, lorsque le retour de Rohna, le messager que j'avais fait partir pour Nynee-Tal, est venu réjouir mon cœur. Il me rapportait une lettre de ma femme, datée du 27 juillet, la première que j'aie eue d'elle depuis le 26 mai. Rohna les a vues, elle et Gracey (1), parfaitement bien portantes. Il me raconte qu'à son arrivée il l'a trouvée vêtue de noir, et qu'immédiatement après avoir lu ma lettre elle a couru mettre une robe blanche... Nynee-Tal est sauvé, Agra aussi. Delhi n'est pas pris, mais le sera infailliblement. Le Punjaub et tout le pays inférieur jusqu'à Meerut n'ont vu se produire aucun mouvement sérieux. Depuis le 13 juin, voici les premiers renseignemens positifs qui m'arrivent sur l'état du nord-ouest... J'envoie Wuzeer-Singh dire à Hurdeo-Buksh que j'ai reçu d'excellentes nouvelles de ma femme. Il me répond par des félicitations et des nouvelles encore meilleures. La barque de Futtehghur est arrivée saine et sauve à Allahabad (2). Agra est renforcé de trois régimens européens et de deux régimens sikhs. Si tout cela est vrai, il faut que Delhi ait succombé, car de tels renforts ne pouvaient venir d'ailleurs.

(1) La fille de M. Edwards.
(2) Fait controuvé, comme on l'a déjà vu.

« 5 août. — Hier soir, on nous a permis une promenade; c'est la première depuis notre arrivée à Kussowrah... Aujourd'hui j'ai fait partir une autre lettre pour ma femme. Le messager n'a voulu s'en charger qu'après bien des objections, et lorsqu'il a vu que ce document compromettant, roulé avec soin, tiendrait dans un tuyau de plume bien scellé aux deux bouts, qu'il pourrait placer dans sa bouche et avaler au moindre péril... J'ai appris par cet homme que les mahométans persécutent déjà les Hindous dans le Rohilcund, tuent des vaches dans l'enceinte de leurs temples, et les empêchent de sonner leurs *sonks* (1). Les *thakoors* ont en conséquence provoqué le peuple à s'armer et à tomber sur leurs persécuteurs. Si cet appel est entendu, les Hindous, fort supérieurs en nombre, expulseront peut-être l'autre secte, et, cela étant, les Européens ont chance de rentrer dans le Rohilcund.

« Que de consolations dans la Bible! Depuis notre retour, mistress Probyn a reçu une malle d'effets que Hurdeo-Buksh gardait en dépôt à Dhurumpore; sa Bible s'y trouvait. Qu'il nous a été doux de relire ensemble les psaumes! Il n'est pas de jour où je n'y trouve quelque passage qu'on dirait écrit tout spécialement pour des gens placés dans une situation comme la nôtre, et qui répond à nos sentimens, à nos besoins intellectuels. Ce matin par exemple, j'ai tiré une consolation indicible des 15e et 20e versets du 25e psaume, et ce soir des versets 5, 6, 7, 12, 13, 14 du 27e (2).

« Jeudi 6 août. — Si telle est la volonté de Dieu, et si ce petit journal arrive jamais à ma chère femme, à mes enfans bien-aimés, à tous ceux de la maison, peut-être seront-ils bien aises de savoir comment ma journée se passe. Je m'éveille au point du jour, ordinairement vers quatre heures, et après la prière je vais me promener dans la cour, où les bestiaux sont parqués, aussitôt du moins que le départ des animaux l'a laissée disponible. C'est un espace à ciel ouvert, long de trente à quarante *yards*, et où il nous est loisible de nous promener le matin et le soir. Je prends ainsi un peu d'exercice, à moins que, assis sur un bloc de bois, je ne lise les psaumes du matin jusqu'à l'heure où le soleil devient gênant. Je me réfugie alors dans ma petite tanière, où Wuzeer-Singh, dès que je suis levé, a soin de transporter mon *charpoy*. Le temps se passe de la sorte jusqu'à ce que l'aspect du ciel me semble indiquer qu'il est dix heures. Nous nous rassemblons alors pour prier en commun et lire les Écritures. Vient ensuite le déjeuner, composé de *chupatties* et de thé, dont, par bonheur pour nous, il nous est échu bonne provision. La caisse qui le renferme appartenait au malheureux Robert Thornhill; il l'avait laissée à Dhurumpore quand il eut la désastreuse idée de rentrer à Futtehghur.

« La chaleur, l'irradiation éblouissante, les mouches qui fondent sur nous par myriades, deviennent, à ce moment du jour, presque intolérables. Pour

(1) Cornets à bouquin.

(2) Parmi ces versets-talismans, que nous avons eu la curiosité de relire, on remarque ceux-ci comme plus directement applicables à la situation du juge proscrit : « Ne me livre point au désir de mes adversaires, car de faux témoins et ceux qui ne soufflent que violence se sont élevés contre moi... N'eût-ce été que j'ai cru que je verrais les biens de l'Éternel en la terre des vivans, *c'était fait de moi*... Attends-toi à l'Éternel, et demeure ferme, et il fortifiera ton cœur; attends-toi, dis-je, à l'Éternel. » — *Psaumes de David* (versets 12, 13 et 14 du 27e psaume), édit. de David Martin, Paris 1820.

échapper à ces deux derniers fléaux, je me retire ordinairement dans mon obscur réduit, que j'obscurcis encore au moyen de ma couverture tendue devant la seule ouverture par laquelle le jour y pénètre. L'atmosphère y devient bientôt étouffante; mais je préfère encore respirer cet air épais et ne pas ressentir les douleurs d'yeux cuisantes que m'occasionnent les reflets solaires... Je lis et relis la Bible, que mistress Probyn veut bien me prêter quand elle ne s'en sert pas elle-même; mais, à travers les consolations que cette étude me prodigue, une amère pensée se glisse toujours : « Ces enseignemens, qui vous aideraient à mener une vie chrétienne, ne vous sont plus applicables. C'est à subir la mort en chrétien qu'il faut maintenant vous préparer... »

« Vers trois heures, chaque jour, Wuzeer-Singh vient me trouver. Je lui lis quelques pages des saints livres, et je prie avec lui en hindoustani... Deux heures plus tard, je m'arrange pour prendre un bain dans le hangar à bestiaux situé justement à côté de la maison. Le temps de me rhabiller, et déjà les ombres du soir s'allongent, et le dîner est servi sous la verandah. Ce repas consiste généralement en un plat de riz, des *chupatties,* et une sorte de légume indigène, fort aqueux, dans le genre du concombre, cuit dans son jus. De temps en temps l'occasion se présente d'acheter, soit un chevreau, soit un mouton, et alors le luxe des côtelettes vient décorer notre table modeste; mais ceci est fort rare. A Rungepoorah, ni viande, ni riz. Nous étions strictement réduits à des *poorees* (la pire espèce des *chupatties*), du thé et du lait de buffles. Cette insuffisante alimentation nous rendait faibles et maigres, les enfans surtout. Le repas, dans de telles conditions, ne se prolonge guère. Nous demeurons ensuite réunis, et passons le temps à bavarder, à moins que nous ne sortions pour aller échanger quelques mots avec les *thakoors,* tandis qu'ils s'occupent à traire leur bétail. Dès qu'il fait nuit, la prière, et ensuite le lit, car nous n'avons aucune sorte d'éclairage, et dès lors rien de mieux à faire qu'à dormir.

« Notre sommeil est naturellement fort léger, car l'habitude d'être constamment au guet a donné à nos sens une acuité tout exceptionnelle. Le moindre bruit inusité, — fût-ce le frisson des ailes d'un oiseau voletant sur les arbres voisins, — suffit pour nous réveiller en sursaut. Il se passe rarement une nuit sans que nous entendions fort loin, dans la direction de Lucknow, le bruit de la grosse artillerie. Nous supposons que c'est le feu des troupes qui assiégent la résidence.

« Dimanche 9 août. — Un messager envoyé par Probyn du côté de Cawnpore revient, disant que Lucknow est pris par les insurgés, et Cawnpore bloqué de manière à être bientôt forcé de se rendre. Vérification faite, cet homme nous a trompés indignement. Il est tout simplement resté chez lui après s'être fait payer son voyage.

« 11 août. — Hurdeo-Buksh nous a déclaré ce soir qu'il ne pouvait plus nous garder. Il faut ou que je parte pour Nynee-Tal, ou que j'aille avec les Probyn, qu'il veut expédier par terre à Cawnpore. Des messagers envoyés par lui ont préparé nos stations chez des amis, le long de la route. Jussah-Singh, entre autres, se charge de nous recevoir et de nous faire arriver sains et saufs au camp anglais. Probyn est fort effarouché de ce dernier nom. Jussah-Singh a été, dit-il, un des confédérés de Nana-Sahib. Il a été blessé en

combattant contre nous. Hurdeo-Buksh ne nie rien de tout cela, mais nous n'avons, selon lui, rien à redouter, car Jussah-Singh est un Rajpoute et s'est engagé vis-à-vis de lui sur son honneur. D'ailleurs il faut, vaille que vaille, nous en aller. Lucknow une fois pris, on enverra de tous côtés les *aumils* avec des détachemens, et toute issue alors nous sera fermée... Puisque la question est ainsi posée, nous allons essayer d'entrer en communication avec le général Havelock, pour savoir de lui, après lui avoir exposé notre situation désespérée, quelle voie nous devons préférer, de celles qui peuvent nous conduire vers lui. Seetah-Ram se charge de notre lettre, écrite par Probyn en caractères grecs.

« 20 août. — Seetah-Ram est revenu ce soir de Cawnpore, mais, à notre amère déception, sans aucune réponse du général Havelock pour Probyn. Arrivé au camp, notre messager s'est remis aux mains de quelques Sikhs, qui l'ont conduit à la tente du général. Sa lettre rendue, on lui a dit d'attendre la réponse. Vingt-quatre heures s'écoulèrent ensuite sans qu'il entendît parler de rien. Le second jour, la colonne partit pour Bithoor, et Seetah-Ram suivit la colonne, mêlé aux domestiques du général Havelock. Vers le milieu du jour, il y eut une bataille où les insurgés furent battus avec des pertes sensibles. Après l'action, à laquelle il avait assisté, notre messager essaya de se rappeler au général. Celui-ci était trop affairé pour prendre garde à lui. Le lendemain, nouvelle marche et nouveau combat près de Shedrajpore, après quoi ordre de se retirer vers Cawnpore. Seetah-Ram, désespérant d'obtenir une réponse, est parti alors pour venir nous retrouver. Havelock étant un de mes vieux amis, je me décide à lui écrire moi-même. Seetah-Ram se charge de cette seconde missive.

« 21 août. — La petite fille du pauvre Probyn est morte ce matin. Depuis nos privations et nos misères de Rungepoorah, cette enfant n'a fait que languir et s'affaiblir de jour en jour malgré les soins incessans de sa malheureuse mère. Encore une victime de ces tristes agitations! Laissée à son développement naturel, cette enfant devait vivre et prospérer; toutes chances étaient pour elle. A mon arrivée à Dhurumpore, rien de plus beau, de plus frais, de plus sain que cette jolie enfant, dont les magnifiques cheveux tombaient à grosses boucles autour de sa tête rose... La nuit venue, nous l'avons portée auprès de son petit frère. Je n'oublierai jamais l'agonie de ses parens. C'est elle qu'ils aimaient le mieux.

« Hurdeo-Buksh nous apporte une proclamation des *subahdars* commandant les insurgés de Dehli et de Lucknow adressée à tous les grands propriétaires de l'Oude. On reproche à ceux-ci de n'avoir pas fait cause commune avec l'armée. Les subahdars croient en conséquence devoir les avertir du projet formé par les Anglais, qui est, après avoir étouffé l'insurrection militaire, de rassembler tous les hommes de haute caste et tous les balayeurs du pays à un énorme repas, où on les forcera de manger ensemble. Pour éviter cette effroyable catastrophe, qui leur ferait perdre leur caste, ils doivent donc se soulever à leur tour et provoquer de tous côtés l'extermination des Européens. — Je sais tout comme vous, ajoute Hurdeo-Buksh, que ce sont là pures extravagances et absurdités palpables; mais les masses croient à ces sottises, et l'exaspération des classes inférieures augmente à vue d'œil. On m'en veut de vous donner asile, et cette mauvaise disposition

s'est aggravée depuis qu'on empêche nos gens, par ordre du nawab, d'aller s'approvisionner à Furruckabad, comme par le passé, soit de sel, soit de sucre, et de bien d'autres denrées encore. Les eaux baissent d'ailleurs, et je vous ai prévenus qu'avec l'inondation expirerait le pouvoir que j'ai eu de vous tenir à l'abri. Il faut donc vous décider à partir, et c'est encore par le fleuve qu'il vous sera le plus aisé de gagner Cawnpore.— Nous sommes tombés d'accord que ce parti était en effet le meilleur, et que nous l'adopterions aussitôt après avoir reçu la réponse du général Havelock.

« Lundi 24 août. — Hier soir, au moment de nous endormir, on nous annonce un messager du général Havelock. Nous bondissons de joie à l'espoir de cette réponse si longtemps différée. Encore une chimère! Le général écrit à Hurdeo-Buksh pour le louer de sa loyauté, de son humanité, et lui promettre une récompense signalée, s'il parvient à nous faire arriver sains et saufs au camp anglais, *dès que l'armée aura repris Futtehghur*. Le messager nous dissuade de descendre le Gange du côté de Cawnpore. Nous serions infailliblement massacrés en route.

« 25 août. — Un homme arrive de Dhurumpore pour nous dire, de la part de Hurdeo-Buksh, qu'un messager chargé par le zemindar d'explorer le fleuve rapporte qu'on peut arriver à Cawnpore sans le moindre danger. »

La nécessité de concilier ces renseignemens et avis contradictoires força Hurdeo-Buksh à différer encore le renvoi de ses protégés. Le 29 août, Havelock écrivait aux deux collecteurs « de rester où ils étaient,... que tous les chemins étaient infestés de rebelles et le passage à peu près impossible. » Nonobstant cette lettre, Hurdeo-Buksh, suffisamment rassuré, déclara qu'il les ferait partir dès le lendemain, et de fait le 30 au matin, par une matinée pluvieuse, un bateau couvert emportait les proscrits, bien dissimulés sous l'habitacle, avec une escorte de onze *matchlockmen* (paysans armés de fusils à mèche). Hurdeo-Buksh avait voulu les mettre lui-même à bord, et c'était un beau-frère à lui qui avait charge de la petite expédition. Pour plus de sûreté, le digne zemindar avait mis l'embargo sur toutes les barques qui, le long des deux fleuves (le Gange et la Ramgunga), se trouvaient amarrées au territoire sur lequel il avait juridiction. Par ce moyen, il paralysait les poursuites qu'on voudrait diriger de Furruckabad contre les Européens fugitifs. Ceux-ci n'en coururent pas moins d'assez graves dangers pendant les vingt-sept mortelles heures que dura la traversée mystérieuse. A plusieurs reprises, hélés du rivage, ils purent se croire dénoncés ou découverts; mais leur guide, le *thakoor* Perthee-Pal, avait la riposte toujours prête et le mensonge facile. « Où allez-vous? lui criait-on d'un village riverain. — Aux bains de Tirhowah-Pulleah, où je mène la famille de Hurdeo-Buksh. — Arrêtez-vous! — Je n'ai pas le temps. — Vous avez des Feringis à bord. Abordez sur l'heure! — Je voudrais bien que vous dissiez vrai. Nous les aurions promptement expédiés, et vous donnerions part au butin... » Pendant ce

dialogue, la barque avait franchi l'endroit périlleux. Devant Bithoor, devant ce lieu sinistre dont le nom est irrévocablement associé à celui de Nana-Sahib, la situation devint plus critique.

« Nous commencions à nous féliciter d'être enfin hors de tout danger, Dhunna-Singh lui-même, notre providence (1), écartant le rideau qui nous masquait par devant : « Vous voilà, disait-il, sur vos terres. Venez regarder et respirer un peu. Il n'y a plus besoin de mystère. » Jones allait profiter de la permission, et quitter l'étroit abri où nous avions passé la nuit dans toute la gêne imaginable, lorsqu'au moment où il enjambait par-dessus moi, poussé par un singulier instinct, je lui saisis le pied en le priant d'attendre encore un peu... Ces mots venaient à peine de franchir mes lèvres, que le rideau antérieur fut brusquement replacé. Un homme nous hélait du rivage. Dhunna-Singh lui ayant demandé qui il était : « Je suis, répliqua l'autre, un des cipayes de Jussah-Singh. On m'a donné mission de venir avec quelques-uns des hommes du *nana* chercher par ici quelques-uns de ses effets, qu'il a laissés derrière lui quand il a dû s'éloigner après la prise du fort. » Dhunna-Singh, par ses adroites réponses, réussit à tromper complétement son interlocuteur, et à lui persuader qu'il était le partisan zélé tant de Nana-Sahib que de Jussah-Singh, son fidèle coopérateur. Au moment où nous reprenions notre voyage le long de quelques bâtimens élevés, plusieurs coups de fusil partirent successivement, et nous vîmes quelques centaines d'hommes éparpillés à l'entour de ces bâtimens. Comme au reste nous n'entendîmes siffler aucune balle, il est à croire que ces décharges de mousqueterie avaient lieu en l'honneur de la grande fête mahométane du Mohurrum. Il est vraiment singulier que nous ayons réussi à passer complétement inaperçus de ces nombreux soldats, au service de nos plus mortels ennemis. »

Au moment même d'arriver, et lorsque déjà ils entrevoyaient les remparts de Cawnpore, un simple accident faillit encore les perdre. Poussée par un coup de vent contraire et nonobstant les efforts des rameurs complétement épuisés, la barque dévia du côté de l'Oude. Or il se trouvait là, — et ils ne s'en aperçurent qu'alors, — un avant-poste ennemi chargé d'observer les troupes campées à Cawnpore. Ses tentes étaient visibles, et quand les soldats aperçurent une embarcation qui se rapprochait du rivage sans qu'ils pussent s'expliquer cette manœuvre suspecte, leurs tambours, leurs clairons sonnèrent l'alarme; on put croire un instant qu'ils allaient faire feu sur le bateau dont la présence les inquiétait; mais il n'en fut rien. A grand renfort de bras, les fugitifs regagnèrent le milieu du Gange, et bien peu d'instans après ils voyaient accourir d'autres soldats amorçant déjà leurs fusils pour tirer sur eux... Heureusement ceux-ci étaient les Sikhs du général Havelock.

(1) Dhunna-Singh, de Tirowah Pulleah, était un *zemindar* de l'Oude étroitement lié avec Hurdeo-Buksh, et que les fugitifs avaient pris à bord en passant devant sa forteresse.

Deux heures plus tard, débarquant en face du camp anglais, les proscrits étaient salués de hourrahs enthousiastes. Les soldats de garde se disputaient le bonheur de soutenir mistress Probyn, de porter ses enfans, ses bagages, et les heureux fugitifs apparaissaient comme ressuscités devant leurs amis, qui ne pouvaient encore les croire vivans.

Le touchant récit qu'on a voulu suivre ici pas à pas est une œuvre sincère et, comme disent nos voisins, véritablement *genuine*. L'auteur s'est évidemment refusé toute espèce d'artifice, même le plus permis, le plus innocent. Aussi sa relation a-t-elle produit une impression profonde. Quatre éditions, tour à tour épuisées dans le cours d'un an, nous fournissent à cet égard un témoignage irrécusable. Nous comprenons ce succès, et nous en félicitons le public anglais tout au moins autant que nous en félicitons M. Edwards lui-même. Ce public, qu'on a vainement essayé de blaser, est demeuré fidèle à la vérité sérieuse, au bon sens pratique; il a conservé une droiture de jugement, une naïveté d'appréciation que rien n'égare et ne trompe. Comme ces experts lapidaires dont on parlait dernièrement dans la *Revue* (1), il distingue au premier coup d'œil, sans qu'il soit aisé de tromper son instinct, de la pierre vraiment précieuse celle qui en reproduit à peu près le poids, la dureté, les nuances éblouissantes. Il aime d'ailleurs et il honore le vrai jusque dans la fiction. Le mensonge ne l'amuse que lorsqu'il *joue* à s'y méprendre la réalité. Pour lui faire prendre le change, il lui faut des chefs-d'œuvre comme ceux de Fielding et de Defoë. En revanche, l'authentique le passionne vite, et, quel qu'en soit l'assaisonnement, il se repaît avec un insatiable et robuste appétit de cette nourriture qui profite par-dessus toutes : — la *matter of fact*. Or, comme à ceux qui cherchent avant tout « le royaume de Dieu et sa justice, » il lui arrive que « le reste lui est donné comme surcroît. » En dressant une enquête, en rédigeant un procès-verbal, en dépouillant un dossier, — et aussi en écrivant, comme M. Edwards, un journal de famille, — il trouve la vérité romanesque, la vérité dramatique. C'est justice.

E.-D. Forgues.

(1) Voyez la livraison du 15 mai 1859.

LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE

DE PARIS

La compagnie qui porte aujourd'hui le nom de *Société centrale d'Agriculture* va bientôt avoir cent ans d'existence; elle a été instituée sous Louis XV par arrêt du conseil du roi du 1er mars 1761 sous le nom de *Société d'Agriculture de la généralité de Paris*. Cette date de 1761 est remarquable : elle suit de près les premiers écrits des économistes, notamment le *Tableau économique d'un royaume agricole* de Quesnay, publié en 1758; les *Élémens d'agriculture* de Duhamel du Monceau avaient paru à peu près vers le même temps. C'était sous le ministère du duc de Choiseul. La désastreuse guerre de sept ans tirait à sa fin; les revers se multipliaient sur terre et sur mer, la honteuse déroute de Rosbach est de 1757, la destruction de nos flottes de 1759; l'Inde, le Canada, nos principales colonies, passaient sous la domination des Anglais. La nation, humiliée, ruinée, cherchait en elle-même des ressources plus sûres et moins exposées aux chances formidables de la guerre. Il résulte des termes de l'édit royal (1) que la création des sociétés d'agricul-

(1) « Le roi, est-il dit dans le préambule de l'arrêt, étant informé que plusieurs de ses sujets, zélés pour le bien public, se portaient avec autant d'empressement que d'intelligence à l'amélioration de l'agriculture dans son royaume, et que, dans la vue d'encourager les cultivateurs par leur exemple à défricher les terres incultes, à acquérir de nouveaux genres de culture, à perfectionner les différentes méthodes de culture des terres

ture n'était pas un acte spontané du pouvoir, mais l'exécution d'une demande formée par les intéressés. L'esprit public commençait à s'éveiller, le pays ne comptait plus sur son gouvernement et aspirait vaguement à faire lui-même ses affaires.

La généralité de Paris comprenait les départemens de la Seine, de Seine-et-Oise, de l'Oise, de Seine-et-Marne, une partie d'Eure-et-Loir et de l'Yonne; elle se divisait en vingt-deux élections, qui avaient pour chefs-lieux Paris, Beauvais, Compiègne, Mantes, Pontoise, Senlis, Dreux, Montfort, Meaux, Coulommiers, Rozay, Étampes, Melun, Provins, Nemours, Montereau, Sens, Nogent, Joigny, Saint-Florentin, Tonnerre et Vézelay. La société nouvellement créée devait se partager en quatre bureaux, dont le premier devait tenir ses séances à Paris, le second à Meaux, le troisième à Beauvais, le quatrième à Sens. Le bureau de Paris devait se composer de vingt membres, et chacun des trois autres de dix. En qualité de commissaire du roi, l'intendant de la généralité avait séance et voix délibérative dans toutes les assemblées. Les membres désignés pour la première fois par le roi pour former le bureau de Paris étaient : l'abbé Lucas, chanoine de Notre-Dame; Favre-d'Aunoy, procureur-général de la congrégation de Sainte-Geneviève; dom Basson, grand-prieur de l'abbaye de Saint-Germain des Prés; dom Rousseau, abbé régulier de l'abbaye du Pin et proviseur du collége de Saint-Bernard; le prince de Tingry, le comte de Guerchy, le comte d'Hérouville, le bailli de Fleury; Rolland de Challerange, conseiller au parlement; le chevalier Turgot, Pâris Du Verney, le baron d'Ogilvy, le marquis de Turbilly; l'abbé Berthier, abbé de Vézelay; de Boisemont, fermier-général; de Garsault; Le Roy, lieutenant des chasses à Versailles; Navarre, Pépin; Palerne, trésorier-général du duc d'Orléans, secrétaire perpétuel.

En lisant ces noms, aujourd'hui couverts du silence et de l'obscurité de la mort, et qui étaient alors ceux d'hommes « zélés pour le bien public et se portant avec autant d'empressement que d'intelligence à l'amélioration de l'agriculture, » on se demande si la renommée répand bien justement ses faveurs. Voilà vingt personnages en possession, il y a seulement cent ans, d'une notoriété suffisante pour qu'on les ait jugés dignes de représenter à Paris le plus grand des intérêts nationaux, et bien peu d'entre eux ont laissé un

actuellement en valeur, ils se seraient proposé d'établir, sous la protection de sa majesté, des *sociétés d'agriculture* dont les membres, éclairés par une pratique constante, se communiqueraient leurs observations et en donneraient connaissance au public; que nommément un nombre de personnes possédant et cultivant des terres dans la généralité de Paris n'attendaient que la permission de sa majesté pour se former en société, sa majesté, étant en son conseil, a ordonné et ordonne, etc. »

souvenir. Non-seulement leur mémoire a péri, mais tout l'ordre social dont ils ont fait partie a disparu. Essayons de ranimer un moment cette poussière éteinte, à l'aide des renseignemens qu'il nous a été possible de recueillir.

I.

L'ordre du clergé était fort directement intéressé au développement de l'agriculture, puisqu'il possédait le sixième environ du sol, dont une partie entre les mains de grands corps religieux, et le reste divisé en une multitude de petits bénéfices. De tout temps, les possesseurs ecclésiastiques avaient professé une affection particulière pour la culture. Même sans remonter aux défrichemens primitifs, presque tous exécutés par des moines, la plupart des grandes améliorations agricoles ont pris naissance dans des couvens. Les terres du clergé étaient encore, au siècle dernier, les mieux cultivées de France après celles des petits propriétaires, qui ont toujours eu l'avance, alors comme aujourd'hui. Presque toutes affermées, elles remplissaient dans notre organisation rurale le rôle des grandes propriétés anglaises. Il n'est donc pas étonnant qu'en formant la Société d'Agriculture, on ait cru nécessaire d'y faire entrer des représentans de cet ordre d'intérêts, alors si puissant et si respecté. Les personnes choisies n'ont par elles-mêmes aucune importance, les établissemens qu'elles représentent en ont beaucoup. L'abbaye de Saint-Germain des Prés possédait sous Charlemagne, d'après les recherches si neuves et si curieuses de M. Guérard, 430,000 hectares, ou l'étendue actuelle d'un département; elle était encore en 1789 la plus riche de France, et l'abbé passait pour avoir à lui seul 300,000 livres de rentes. Même en retranchant la moitié, pour tenir compte des exagérations du temps, c'est encore un beau revenu. Le chapitre de Notre-Dame, la congrégation de Sainte-Geneviève, l'abbaye du Pin, l'abbaye de Vézelay, n'étaient pas non plus de petits propriétaires.

Il s'en fallait de beaucoup que les terres de la noblesse fussent en aussi bon ordre. Presque toutes grevées de lourdes dettes, abandonnées et négligées par leurs possesseurs, elles ne rapportaient le plus souvent qu'un revenu nominal. « La noblesse, dit Saint-Simon, depuis la plus illustre jusqu'à la moindre, se trouve dans un besoin continuel des biens des particuliers riches du tiers-état. Pour un créancier de la noblesse, on en trouverait mille du tiers-état, et un débiteur du tiers-état pour mille de la noblesse. » Quelques membres des plus grandes familles commençaient cependant à faire exception, on en trouvera ici la preuve.

Charles-François de Montmorency-Luxembourg, prince de Tingry, capitaine des gardes et maréchal de France, était le petit-fils du fameux maréchal de Luxembourg, vainqueur à Fleurus, à Steinkerque et à Nerwinde. Ce nom mérite d'être recueilli, car c'est la première fois qu'on voit un grand seigneur du premier rang consentir à se joindre, pour une œuvre utile, à quelques bourgeois obscurs. Qu'aurait dit Saint-Simon, s'il avait pu assister à un tel acte de la part d'un Montmorency? Le prince de Tingry a donné un exemple qui devait être suivi vingt ans après par des La Rochefoucauld, des Noailles, des Béthune; il a eu l'honneur de commencer. Si beaucoup de ses pareils avaient fait comme lui dès ce temps-là, nous aurions peut-être vu s'accomplir chez nous ce qui a si bien réussi chez nos voisins, l'alliance de l'aristocratie et des classes moyennes pour servir les grands intérêts nationaux et populaires.

Le comte de Guerchy, sans appartenir tout à fait à cette région presque royale, occupait une des premières places dans la noblesse de Bourgogne. Il était en 1761 chevalier des ordres du roi et lieutenant-général. Il s'était glorieusement conduit à la bataille de Fontenoy, où il chargea trois fois à la tête de son régiment. *Guerchy n'est pas blessé!* s'écrie Voltaire dans son poème de Fontenoy. Après la paix de 1763, il fut nommé ambassadeur à Londres, et y mourut quatre ans après. Il n'a donc pu prendre qu'une courte part aux travaux de la Société d'Agriculture, mais il y a été plus tard remplacé par son fils, qui a enrichi de plusieurs écrits intéressans le recueil des *Mémoires*. Comme le prince de Tingry, il a droit à un respectueux souvenir pour avoir donné à l'institution naissante l'appui de son nom. Dès la première réunion, il fut nommé président.

Le marquis de Turbilly avait toute sorte de titres pour faire partie d'une telle société. C'était un gentilhomme de l'Anjou, ayant fait la guerre avec éclat comme lieutenant-colonel, mais encore plus passionné pour l'agriculture. Propriétaire dans sa province de terres incultes, il s'était rendu célèbre par des travaux dont il avait lui-même rendu compte dans un *Mémoire sur les Défrichemens* publié en 1760, et qui produisit à son apparition une sensation extraordinaire. Le contrôleur-général des finances envoya ce livre à tous les intendans en le leur recommandant, et quand on le lit aujourd'hui, on trouve la démarche du ministre très significative. M. de Turbilly ne s'y bornait pas à donner de précieux détails sur la pratique des défrichemens, il exprimait en outre des idées hardies sur le mode de perception des impôts, sur la multiplication excessive du gibier seigneurial, sur la centralisation des dépenses publiques, sur l'impunité du vagabondage et de la mendicité, enfin

sur les principaux abus qui gênaient dans les campagnes le développement de la richesse. Grâce aux améliorations qu'il avait exécutées, le nombre des habitans de sa paroisse avait doublé, disait-il, en vingt-deux ans. Toutes les imaginations furent frappées de l'accroissement de population et de puissance que pouvait acquérir la France par la mise en valeur des terres incultes. Dans son *Épître sur l'agriculture*, écrite en 1761, c'est-à-dire l'année même de la fondation de la société, Voltaire exprime le sentiment général quand il dit :

D'un canton désolé l'habitant s'enrichit;
Turbilly dans l'Anjou t'imite et t'applaudit.

M. de Turbilly avait fait plus : il avait provoqué par ses écrits et par ses démarches la formation de sociétés d'agriculture dans toutes les généralités du royaume, et l'arrêt du conseil du 1er mars 1761 avait été rendu en grande partie sur son instigation. Ces sortes de sociétés étaient auparavant inconnues; une seule, celle de Rennes, a précédé de peu d'années celle de Paris.

L'un des présidens habituels de la Société centrale d'Agriculture d'aujourd'hui, M. Chevreul, a consacré à M. de Turbilly deux importans articles dans le *Journal des Savans*. Malheureusement ce qu'on sait de la fin de sa vie est fort pénible. Dans son ardeur, ce novateur hardi n'avait pas assez bien compté : à la suite de quelques entreprises mal conçues et d'un procès avec des communes pour la propriété de terrains qu'il voulait défricher, il est mort insolvable en 1770. Un des passages les plus touchans du *voyage* d'Arthur Young est celui où il raconte son pèlerinage à Turbilly en 1789. Il arrivait plein d'enthousiasme pour le marquis défricheur dont il avait lu les écrits; il demande à Angers où sont situés ses domaines : personne ne peut les lui indiquer, pas même le secrétaire perpétuel de la société d'agriculture de la ville. Confondu d'étonnement, il continue ses recherches, et finit par apprendre, après beaucoup de peine, qu'il existe près de La Flèche un lieu du nom de Turbilly. Il y court, et y trouve une autre famille. La terre avait été vendue aux enchères par les créanciers, et vingt ans avaient suffi pour effacer presque tout souvenir de l'ancien propriétaire. « Le seul fait qui ait un peu diminué ma douleur, dit-il, c'est qu'il n'a pas laissé d'enfans, quoiqu'il fût marié; *ses cendres reposent en paix sans que sa mémoire soit accusée par une postérité indigente.* » A ces mots d'un sentiment profond et tout anglais, Arthur Young ajoute, pour achever de soulager son âme, que ce ne sont pas les travaux d'agriculture de M. de Turbilly qui l'ont ruiné, il fait même entendre que ces travaux n'étaient pas aussi considérables qu'il l'a-

vait cru : c'est une fabrique de porcelaine et le fameux procès qui ont fait tout le mal.

Le chevalier Turgot, marquis de Consmont, n'était pas le célèbre ministre de ce nom, mais son frère; c'était le second fils du prévôt des marchands, l'aîné était président au parlement de Paris; le futur ministre, alors intendant de la généralité de Limoges, n'était que le troisième. Le chevalier Turgot, ainsi nommé parce qu'il était chevalier de Malte, avait passé à Malte une partie de sa vie. Devenu brigadier-général des armées du roi, il avait été gouverneur de la Guyane. Rappelé et disgracié pour avoir voulu mettre un terme aux envois de prétendus colons qui venaient y mourir par milliers, victimes de la dilapidation non moins que du climat, il avait passé quelque temps à la Bastille. Depuis sa sortie de la Bastille, il avait partagé son activité entre le séjour de ses terres, où il dépensait en améliorations utiles la plus grande partie de ses revenus, et Paris, où il vivait dans l'intimité des hommes les plus savans et les plus honorables. Très savant lui-même en histoire naturelle, il était membre libre de l'Académie des Sciences.

Pâris Du Verney n'était autre que le célèbre financier de ce nom, le troisième des quatre frères Pâris si connus de leur temps, celui qui avait lutté seul, avec Montesquieu et le duc de Noailles, contre le système de Law, et qui, après avoir mérité l'exil pour ce fait, avait reçu du régent la mission de liquider les dettes du système. Il s'acquitta, selon Voltaire, avec un talent prodigieux de cette opération de finance et de justice, la plus grande et la plus difficile qui eût jamais été faite. Possesseur d'une fortune énorme, Pâris Du Verney portait un vif intérêt à l'agriculture comme à tout ce qui pouvait accroître la richesse publique; mais son âge ne lui ayant pas permis d'accepter le titre de membre de la société, il fut remplacé à la pluralité des voix par M. Pottier, intendant du commerce.

Le comte d'Hérouville, le bailli de Fleury, le fermier-général Boisemont, le conseiller au parlement Rolland de Challerange, le baron d'Ogilvy, nous sont moins connus; mais parmi les membres nommés après eux sur la liste formée par le roi, il en est trois qui se présentent avec des titres spéciaux. Le premier, Pierre Pépin, né à Montreuil, près Paris, d'une famille de jardiniers, a porté à sa perfection l'art de diriger les espaliers qui donnent les fameuses pêches de Montreuil; les habitans qu'il avait enrichis par ses exemples l'avaient nommé en 1790 maire de la commune à l'unanimité; il est mort en 1812 à quatre-vingts ans. Le second, Le Roy, lieutenant des chasses du parc de Versailles, a fourni plusieurs travaux à l'Encyclopédie; il est surtout connu par des *Lettres philosophiques sur l'intelligence des animaux*, ouvrage original, qui a eu

plusieurs éditions. Le troisième, Garsault, capitaine des haras et membre de l'Académie des Sciences, a laissé de nombreux écrits sur l'équitation et l'hippiatrique, notamment *le Guide du Cavalier* et *le Parfait Maréchal*, traités classiques dans leur temps, et dont les dernières éditions ont paru au commencement de ce siècle.

Quant à M. de Palerne, trésorier-général du duc d'Orléans et secrétaire perpétuel, il tirait évidemment sa principale importance de sa place. Le nom d'un prince du sang se trouve de la sorte uni à la création de la société. Le duc d'Orléans d'alors était le petit-fils du régent et le grand-père du roi Louis-Philippe; après avoir fait la guerre avec bravoure et pris une part éclatante aux victoires de Fontenoy et de Laufeld, il vivait retiré à sa maison de campagne de Bagnolet, dans l'intimité de quelques amis. Il aimait les lettres, les arts et les sciences. En 1756, il avait fait venir de Genève le fameux Tronchin pour inoculer son fils et sa fille, hardi et généreux témoignage en faveur d'une innovation très contestée. L'apanage d'Orléans étant considérable, un administrateur de ces biens ne pouvait que manier de grands intérêts agricoles.

L'arrêt du conseil qui instituait la société avait été rendu sur le rapport du contrôleur-général des finances Bertin, un des meilleurs ministres de Louis XV :

> Bertin, qui dans son roi voit toujours sa patrie,
> Prête un bras secourable à ta noble industrie,

dit encore Voltaire dans son *Épître sur l'agriculture*.

La première séance se tint à Paris, le 12 mars 1761, chez l'intendant de la généralité. Sur le procès-verbal qui constate le nom des présens, la signature du prince de Tingry se trouve à côté de celle du jardinier Pépin. Un des premiers soins de la compagnie fut de se choisir ce qu'on appelait des *associés* ou membres libres; on y remarque Duhamel du Monceau, qui était alors dans tout l'éclat de sa réputation; Buffon, de Jussieu, membres comme Duhamel de l'Académie des Sciences; l'intendant des finances Trudaine, dont Voltaire a dit dans la même épître :

> Trudaine sait assez que le cultivateur
> Des ressorts de l'état est le premier moteur,
> Et qu'on ne doit pas moins, pour le soutien du trône,
> A la faux de Cérès qu'au sabre de Bellone.

Ces vers seraient aujourd'hui un lieu-commun, il n'en était pas tout à fait de même alors; le *sabre de Bellone* passait depuis longtemps bien avant *la faux de Cérès*, et on commençait seulement à se douter qu'il faudrait peut-être intervertir les rangs. A partir de ce

moment, la littérature, si peu champêtre jusqu'alors, va changer de ton. En 1769, Delille obtiendra un succès de vogue par sa traduction des *Géorgiques* de Virgile. La même année paraîtra le poème des *Saisons* du marquis de Saint-Lambert, où l'auteur s'attache à montrer le bien que peut faire autour de lui un grand propriétaire résidant à la campagne. La prose rivalisera avec les vers pour seconder le mouvement. *La Nouvelle Héloïse*, si pleine de descriptions enthousiastes de ce qu'on appelait alors *la nature*, est précisément de 1761. En même temps Buffon écrit en style magnifique l'histoire des plus humbles animaux. Bernardin de Saint-Pierre se prépare à suivre ses traces; les *Études de la Nature* verront le jour en 1784. Dans les arts, les *bergeries* de Boucher et les simples airs du *Devin du Village* ravissent la cour et la ville par un souvenir, si faux qu'il soit, de la vie rurale. Il entre sans doute dans ce caprice de la mode beaucoup de recherche raffinée, et deux vers du pauvre Burns, le poète-laboureur de l'Écosse, contiendront plus de véritable poésie champêtre que tout cet étalage. « Que pensez-vous de l'*Histoire naturelle* de Buffon? demandait-on un jour à Voltaire. — Pas si naturelle, » répondit-il. Mais nous sommes ainsi faits que nous ne savons rien prendre simplement; il nous faut partout de l'esprit, de l'imagination, de l'élégance, une forme exquise et savante, un tour à la fois classique et original, antique et neuf, qui nous mène à la réalité par l'idéal.

Pendant l'année qui suit sa fondation, la société se montre animée d'un véritable zèle; elle se réunit très exactement, entend la lecture de plusieurs mémoires et prend plusieurs décisions utiles. C'est le marquis de Turbilly qui est l'âme de ces réunions et qui remplit les séances de ses lectures. Parmi les votes, un des plus importans porte sur l'unité des mesures. La société étant entrée en correspondance avec les compagnies du même genre créées en même temps dans les généralités de Tours, de Limoges, de Lyon, d'Auvergne, d'Orléans, de Rouen et de Soissons, on n'avait pas tardé à sentir l'embarras qui résulterait pour ces communications de la variété des poids et mesures; en conséquence, la société décida qu'elle n'emploierait à l'avenir que l'arpent de 100 perches de 20 pieds de roi pour la mesure des terres, et, pour les grains, le setier de Paris, pesant 240 livres, poids de marc, et elle engagea les autres sociétés à en faire autant dans leurs publications. On voit que l'unité des poids et mesures préoccupait, bien avant la révolution, tous les hommes sensés. On peut même dire, sans manquer de respect aux créateurs du système métrique, que l'ancien arpent valait beaucoup mieux comme unité agraire que notre hectare actuel, qui est trop grand, et qu'il aurait été plus facilement adopté par les

autres peuples, comme se rapprochant davantage des mesures usitées dans le reste de l'Europe.

Les intentions de la société, que partageait dès lors le gouvernement, furent secondées par une déclaration du roi en date du 16 mai 1766, laquelle ordonne qu'il sera envoyé dans les principales villes du royaume des étalons matrices de la livre poids de marc, de la toise de six pieds de roi et de l'aune de Paris avec leurs divisions. En agissant ainsi, Louis XV renouvelait les édits de ses prédécesseurs, et en particulier de François Ier et de Henri II, qui avaient ordonné la réduction des poids et mesures en vigueur dans le royaume à un seul type appelé *poids et mesures du roi*. Ce projet remontait plus haut encore, puisqu'on trouve des tentatives faites dans le même sens au XIVe siècle par Philippe le Long et Charles le Bel. Jusque dans une capitulaire de Charlemagne de 789, on lit ces mots, qui devancent de mille ans le fait accompli : *Æquales mensuras et certas et pondera justa et æqualia omnes habeant.*

Après 1771, cette activité cesse tout à coup. La société se borne pendant vingt ans à décerner quelques prix sur des sujets d'agriculture et à rédiger sur des questions pratiques des mémoires en forme d'instructions que l'intendant se chargeait de distribuer aux cultivateurs de la généralité. Probablement les malheurs qui assaillirent le marquis de Turbilly furent pour beaucoup dans cette longue interruption.

II.

Cependant Louis XVI était monté sur le trône, et l'admirable mouvement d'esprit qui a marqué la fin du XVIIIe siècle venait de commencer. Deux grands ministres, Turgot et Malesherbes, avaient donné le signal de toutes les réformes. Une sorte de passion du bien public s'emparait des hommes les mieux placés. L'intendant de la généralité de Paris, Berthier de Sauvigny, le même qui fut plus tard une des premières victimes de la révolution, s'occupait avec une ardente activité de tout ce qui pouvait servir les intérêts généraux. Sous ses auspices, la société prit un grand développement. En 1785, la plupart des fondateurs étaient morts, mais des noms nouveaux et bien autrement éclatans les remplaçaient : le duc de Charost, le duc de La Rochefoucauld, le duc de Liancourt, le duc d'Ayen, le duc de Croy, Malesherbes, Lavoisier, Fourcroy, Daubenton, Parmentier, Vicq d'Azyr, Thouin, Monthyon, Dupont de Nemours, des ministres, des conseillers d'état, dix-sept membres de l'Académie des Sciences, la plus belle réunion d'hommes que la France eût vue depuis longtemps.

Il serait superflu de faire la biographie de tous ces nouveaux sociétaires. Il n'est cependant pas sans intérêt d'appeler un moment l'attention sur quelques-uns de ceux qui figurent sur cette liste. L'attrait de cette recherche s'accroît par un triste sentiment de la destinée qui les attend. Il y a des générations malheureuses et condamnées d'avance : celle de 1789 est du nombre; mais, avant de disparaître dans le volcan ouvert tout à coup sous ses pieds, elle a eu le temps de se montrer animée de toutes les idées utiles et de toutes les passions généreuses. On ne peut que l'admirer en la plaignant, car si elle a péché par excès d'ardeur, ne sommes-nous pas devenus un peu trop sages?

Armand-Joseph de Béthune, duc de Charost, descendant de Sully et digne de cette illustre origine, était un de ces hommes rares qui caractérisent une époque. Vingt ans avant 1789, il avait aboli dans ses domaines les corvées seigneuriales. Possesseur d'une immense fortune en Berri et résidant habituellement au château de Meillant, près Saint-Amand, il a rempli tout ce pays de ses bienfaits, et sa mémoire y est encore aujourd'hui en vénération. Lieutenant-général du roi en Picardie, il y avait fondé des prix pour les desséchemens et pour les meilleurs remèdes contre les épizooties. En Bretagne, il avait ouvert des routes et des ateliers de charité. « Vous voyez bien cet homme, disait un jour Louis XV en le montrant à un groupe de courtisans, il vivifie trois de mes provinces. » La mort du duc de Charost a été aussi belle que sa vie. Arrêté à Meillant pendant la terreur, il passa six mois à La Force, et n'en sortit qu'après le 9 thermidor. Cette épreuve ne refroidit pas son zèle, il accepta en 1799 les fonctions de maire du 10e arrondissement de Paris; en visitant les enfans malades de la petite-vérole dans l'institution des sourds-muets, il gagna la contagion et en mourut. Il repose dans la chapelle du château de Meillant, un des plus charmans monumens de la renaissance (1).

Le duc d'Ayen, capitaine des gardes, était fils du maréchal de Noailles, si renommé sous Louis XV par le tour piquant de son esprit. Le maréchal de Noailles aimait beaucoup le jardinage; il avait à Saint-Germain un jardin plein d'arbres et de plantes rares. Son fils avait hérité de ses goûts; il était de plus très savant et membre comme tel de l'Académie des Sciences. Une des filles du duc d'Ayen avait épousé le jeune marquis de La Fayette, qui revenait alors, déjà célèbre, de sa brillante campagne d'Amérique. Le duc de La Rochefoucauld est le même qui fut plus tard député de la noblesse

(1) Le château de Meillant, bâti par le père du fameux cardinal d'Amboise, appartient aujourd'hui à M. le duc de Mortemart, qui l'a fait restaurer.

de Paris aux états-généraux, et qui donna le signal de la réunion de la noblesse au tiers-état; il prit une part active aux premières délibérations de l'assemblée, et s'y montra des plus dévoués aux idées de liberté politique et d'égalité civile. Après les massacres de septembre, il se réfugia à Gisors, où il fut assassiné. Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, son cousin, est mort en 1827, à l'âge de quatre-vingts ans. C'est lui qui, attaché à la personne de Louis XVI, lui fit, après la prise de la Bastille, cette réponse connue : « Mais c'est donc une révolte? avait dit le roi. — Non, sire, c'est une révolution, » parole fatale et qu'on a pu trop souvent répéter depuis. Député aux états-généraux par la noblesse de Clermont en Beauvoisis, le duc de Liancourt y vota avec le parti constitutionnel. Plus heureux que son cousin, il échappa au poignard, émigra en Angleterre et aux États-Unis, et rentra en France après le 18 brumaire. Une partie de la génération contemporaine a pu le voir encore, retiré au château de Liancourt, activement occupé d'agriculture et d'industrie, et s'attachant à répandre toutes les nouveautés utiles, comme la vaccine et l'enseignement mutuel : un des rares exemples que notre siècle a connus de cette pléiade de grands seigneurs philosophes d'avant 1789, qui ont péri presque tous dans la tourmente, et dont les survivans ont gardé jusqu'au bout une imperturbable confiance dans l'avenir, un amour exclusif de la popularité, les convictions passionnées et jusqu'aux illusions de leur jeunesse!

Quand Arthur Young vint pour la première fois en France, en 1787, il y fut surtout reçu par la maison de La Rochefoucauld. Il descendit, à Paris, à l'hôtel du duc de Liancourt, fut conduit par lui à Versailles et à Saint-Cloud, et alla passer une saison aux eaux de Bagnères-de-Luchon avec le duc et la duchesse de La Rochefoucauld. Il fait, dans son *voyage*, un agréable tableau de la vie qu'il menait aux eaux en si belle compagnie, sauf qu'il ne pouvait s'habituer à s'habiller tous les jours pour dîner à midi et passer le reste de la journée au salon avec les dames. « A quoi est bon un homme, dit-il, quand il a mis sa culotte et ses bas de soie, et qu'il a son chapeau sous le bras avec la tête bien poudrée? Peut-il botaniser dans une prairie pleine d'eau? Peut-il grimper sur des rochers? Peut-il travailler avec des laboureurs? » Le plaisir de la conversation avec des personnes si distinguées le retient cependant. A son retour à Paris, il se rend au château de Liancourt, dans l'intention d'y passer trois ou quatre jours, et il y reste plus de trois semaines. Le fermier anglais était alors à la mode, comme le républicain américain, dans la plus haute société française, et on n'épargnait aucune coquetterie pour l'amuser et le retenir.

Il est vrai qu'Arthur Young retrouvait à Liancourt toutes les habi-

tudes de la vie de château anglaise. On n'y dînait qu'à deux heures et demie, au lieu de l'heure antique de midi, qui l'avait tant gêné à Bagnères-de-Luchon. On y déjeunait au thé, on y passait la matinée à chasser ou à jardiner, on y jouissait le soir d'une excellente musique, on y avait à sa disposition une bibliothèque de sept ou huit mille volumes. C'était une mode toute nouvelle dans les grandes maisons attachées à la cour que de passer ainsi quelque temps à la campagne en été. Le duc de Liancourt fit dîner son hôte avec trois fermiers des environs; Arthur Young veilla de près sur leur attitude pendant le dîner pour voir comment ils se conduiraient en présence d'un si grand seigneur, et il remarque avec bonheur que leurs manières furent aisées et libres, sans cesser d'être respectueuses, comme auraient été en pareil cas celles de fermiers anglais.

Tout le monde connaît le grand nom de Malesherbes; mais ce qu'on sait moins généralement, c'est qu'il avait un goût prononcé pour l'agriculture et pour les plantations. Entre ses deux ministères, de 1776 à 1787, il résida presque toujours à Malesherbes, dans le département du Loiret, peuplant ses jardins d'arbres exotiques. « Une lieue avant d'arriver au château, dit Arthur Young, commence une belle rangée d'arbres, des deux côtés de la grande route; c'est l'ouvrage de M. de Malesherbes : elle rejoint les belles plantations de son parc, qui contient la plus grande variété d'arbres curieux. » Cette terre était voisine de celle de Denainvilliers, où Duhamel du Monceau avait fait ses fameuses expériences. Dans les écrits de Malesherbes, on trouve des *observations sur les mélèzes*, un mémoire, lu en 1790 à la Société d'Agriculture, sur les *moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale*, un autre mémoire intitulé : *Idées d'un agriculteur patriote sur le défrichement des terres incultes*; ce dernier a paru en 1791, dix-huit mois seulement avant le procès du roi, trois ans avant que Malesherbes lui-même montât sur l'échafaud.

Le nom de M. de Monthyon n'est pas moins connu, grâce aux prix de vertu qu'il a fondés et que décerne tous les ans l'Académie française; il était alors conseiller d'état. Deux autres conseillers d'état s'asseyaient à côté de lui; l'un, Dailly, nommé plus tard membre de l'assemblée constituante par le bailliage de Chaumont en Vexin, a eu l'insigne honneur d'être le premier élu président de cette assemblée en 1789; l'autre, Dupont de Nemours, mérite une place à part dans cette galerie; il était l'ami et le confident de Turgot, c'est tout dire. Né en 1739, il avait commencé à écrire à vingt-trois ans sur les principales questions économiques dans le *Journal de l'Agriculture, du Commerce et des Finances*, publié par Quesnay et ses amis, et y avait pris part à cette grande croisade pour la liberté du commerce des grains, qui n'a pas encore tout à fait terminé son

œuvre, mais qui n'a jamais cessé de marcher de conquête en conquête, au grand profit de l'agriculture et de l'approvisionnement national. A défaut de Louis XV, qui n'aimait et n'encourageait personne, le roi de Suède Gustave III et le roi de Pologne Stanislas avaient distingué Dupont de Nemours; le dernier l'avait appelé auprès de lui comme secrétaire-général du conseil de l'instruction publique. Quand Louis XVI devint roi et Turgot ministre, Dupont accourut aussitôt auprès de son ami et l'aida de tous ses efforts dans ce court ministère qui a laissé de si impérissables souvenirs. Quand Louis XVI disait amèrement : *Il n'y a que M. Turgot et moi qui aimions le peuple*, il aurait pu, pour être tout à fait juste, nommer avec le ministre son collaborateur. Turgot tombé, Dupont fut exilé dans sa terre du Gâtinais, où il se livra uniquement à la culture jusqu'au moment où il fut chargé par M. de Vergennes de négocier en Angleterre le traité de 1786. Élu à l'assemblée constituante, il la présida plusieurs fois tant qu'elle resta fidèle aux principes de la véritable liberté. Il vota pour les deux chambres et pour le *veto* suspensif, et se distingua surtout par une attaque hardie contre la création des assignats, qui lui valut les dénonciations publiques de Barnave et de Mirabeau. Jeté en prison pendant la terreur, le 9 thermidor le sauva; membre du conseil des anciens, il fut compris dans le coup d'état du 18 fructidor, et obligé de s'exiler en Amérique, où il se fit planteur. De retour en France, il fit partie du gouvernement provisoire qui prépara l'avénement de la monarchie constitutionnelle en 1814; mais après le retour de l'île d'Elbe il repartit pour les États-Unis, et ne revint plus, ne voulant pas, disait-il, *passer en un jour d'une main à l'autre comme une courtisane.* Il y est mort en 1817, entouré du respect universel.

L'école vétérinaire d'Alfort avait été fondée peu de temps après la Société d'Agriculture, et sous la même inspiration (1). On y avait joint une ferme expérimentale. Quand Arthur Young la visita en 1787, il y trouva cent élèves venus de toutes les parties de la France et de l'Europe, l'Angleterre exceptée, ce qu'il regrette en termes assez vifs. Il prend sa revanche avec la ferme, « placée, dit-il, sous la direction d'un savant naturaliste illustre dans toute l'Europe, *mais très mauvais fermier.* » Ce naturaliste célèbre, qui devait être en effet un assez mauvais cultivateur, mais qui n'en a pas moins rendu de grands services à l'agriculture, n'était autre que Daubenton, l'ami et le collaborateur de Buffon. La société comptait au nombre de ses membres, outre Daubenton, le directeur-général

(1) Le haras de Pompadour a été également créé en 1763; celui du Pin est un peu plus ancien.

de l'école, Chabert, et les deux principaux professeurs, Fourcroy et Vicq d'Azyr. Vicq d'Azyr, premier médecin de la reine, n'a pu supporter le spectacle des fureurs révolutionnaires : il est mort de douleur et d'effroi en 1794. Fourcroy, moins sensible, a été tour à tour membre de la convention et du conseil des anciens, et directeur-général de l'instruction publique sous l'empire.

Deux autres grands établissemens avaient avec la Société d'Agriculture de nombreux rapports. Outre Buffon, qui avait le titre d'intendant, le Jardin des Plantes avait fourni un membre presque aussi illustre, le célèbre jardinier en chef André Thouin. Arthur Young allait souvent au Jardin du Roi pendant son séjour à Paris, pour assister aux leçons de Thouin et pour suivre ses expériences sur le chanvre de Chine et sur une foule d'autres plantes utiles. « Plus je vois M. Thouin, dit-il, plus il me plaît; c'est l'homme le plus aimable que je connaisse. » L'autre établissement était la ferme royale de Rambouillet, récemment achetée par Louis XVI au duc de Penthièvre. L'abbé Tessier et le comte d'Angivilliers, tous deux membres de la société, avaient inspiré au roi l'idée d'y établir une ferme expérimentale et un troupeau de bêtes à laine d'Espagne. Le premier envoi de *mérinos* y arriva en 1786.

Le nom de Parmentier, alors pharmacien en chef de l'hôtel des Invalides, est indissolublement uni à l'histoire de l'une de nos plus grandes conquêtes agricoles, la pomme de terre. Ce précieux végétal, transporté du Pérou en Europe dès le XVIe siècle, cultivé en Italie et en Angleterre dans les siècles suivans, avait beaucoup de peine à s'introduire en France, et ne trouvait quelque faveur que dans nos provinces méridionales. C'est Parmentier qui, à force de persévérance, a triomphé des préjugés. Ce service est le plus connu de ceux qu'a rendus Parmentier, mais ce n'est pas le seul : il est en outre l'inventeur et le propagateur des procédés perfectionnés de mouture qui ont fait de la France le premier pays du monde pour l'extraction de la farine et la confection du pain; il avait décidé le gouvernement à ouvrir sous sa direction, en 1779, une école de boulangerie. Sa ville natale, Montdidier, lui a érigé une statue.

En même temps le premier secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture, M. de Palerne, avait été remplacé par un homme plus jeune et plus remuant, Broussonnet, qui était déjà, quoiqu'il n'eût pas vingt-cinq ans, membre de l'Académie des Sciences et suppléant de Daubenton à la chaire d'économie rurale de l'école vétérinaire. Le nouveau secrétaire perpétuel portait dans ses fonctions l'ardeur de son âge et de son esprit. « C'est un homme singulièrement actif, dit Arthur Young, qui possède une multitude de connaissances utiles et qui parle fort bien anglais. Peu d'hommes

sont aussi propres que lui à la place qu'ils occupent. » Peu connu aujourd'hui, Broussonnet était alors très estimé pour ses études sur l'histoire naturelle. Après un séjour de trois ans en Angleterre, il avait été nommé membre étranger de la Société royale, titre fort peu prodigué dans tous les temps. Outre ses autres écrits, il a publié *l'Année rurale, calendrier du cultivateur*, qui a eu depuis de nombreux imitateurs, entre autres l'excellent *Calendrier* de Mathieu de Dombasle. La vie de Broussonnet, qui commençait avec tant d'éclat, a été fort agitée. Il émigra pendant la terreur en Espagne et en Portugal, rentra en France après sa radiation, fut nommé successivement consul aux Canaries et professeur de botanique à Montpellier, sa patrie; il mourut en 1807 membre du corps législatif. Cuvier a fait son éloge à l'Institut.

Ainsi reconstituée, la Société d'Agriculture publia en 1785 le premier volume de ses nouveaux *mémoires*. L'année ayant été généralement sèche et peu productive en fourrages, ce volume était plein de recherches sur les moyens de suppléer à cette disette. Parmentier recommandait, dans un mémoire spécial, la culture du maïs pour fourrage; le baron de Servières indiquait les meilleurs moyens de conserver les feuilles des arbres et de les faire manger aux bestiaux; le maître de poste de Saint-Denis racontait comment il avait nourri ses chevaux avec de la paille hachée et un peu d'avoine et d'orge écrasés à la meule. Ne croirait-on pas lire les instructions publiées cette année même, dans un cas analogue, par toutes les sociétés d'agriculture? Le plus important de ces travaux était la notice consacrée par le secrétaire perpétuel Broussonnet à la culture du *turneps*. Une enquête ouverte par l'intendant avait démontré que cette racine, dont les merveilleux produits commençaient à frapper tous les esprits en Angleterre, couvrait à peine quelques centaines d'arpens dans la généralité de Paris. L'intendant avait fait venir des graines d'Angleterre pour les distribuer aux cultivateurs, et Broussonnet avait rédigé une instruction complète sur la manière de les cultiver. Il serait assez curieux d'examiner pourquoi ces efforts n'ont pas eu plus de succès. La culture du turneps, si florissante en Angleterre, n'a jamais pu s'étendre en France.

Au mois de février 1786, le roi et la reine voulurent bien accepter l'hommage de ce premier volume, qui leur fut présenté par le contrôleur-général des finances, en même temps que le jeton d'or de la société. Voici l'histoire de ce jeton, mince détail en apparence, mais qui ne laisse pas d'avoir son intérêt. Sur la proposition de la société, appuyée par l'intendant Berthier de Sauvigny, Louis XVI avait décidé qu'un certain nombre de vaches seraient données tous les ans aux cultivateurs peu aisés de la généralité de Paris. Pour

conserver le souvenir de cette libéralité, la société avait fait représenter sur un des côtés du jeton qu'elle distribuait à ses membres le roi debout, en costume de cérémonie, et une figure s'inclinant devant lui pour le remercier. Au revers, on voyait une charrue, emblème de la société, et la devise qu'elle avait choisie : *ex utilitate decus*. C'est ce jeton dont le roi avait accepté l'hommage; il en était peu de plus touchant.

A peu près vers le même temps, Louis XVI avait donné une autre preuve de sa sollicitude pour l'agriculture, dont la société eut également à le remercier. Les habitans du village d'Orvilliers et de quatorze autres villages du bailliage de Saint-Quentin étaient dans l'usage, à l'instar de leurs voisins, d'employer à leur gré la faucille ou la faux pour couper leurs blés. Le lieutenant du bailliage, qui était seigneur d'Orvilliers, les troubla dans l'usage de ce droit, dont ils jouissaient de temps immémorial : il fit rendre contre eux par son juge une sentence qui leur fit défense de moissonner avec la faux. Les villages intéressés interjetèrent appel, la sentence fut confirmée par arrêt du parlement : ils dénoncèrent alors l'arrêt au conseil du roi, qui leur donna raison. L'arrêt du parlement fut cassé, et les réclamans furent maintenus dans leur droit de se servir de la faux pour couper leurs moissons. La Société d'Agriculture comprit parfaitement l'importance de cet incident, et donna à l'arrêt du conseil toute la publicité dont elle pouvait disposer. On sait ce qu'était malheureusement devenu le parlement de Paris sous Louis XVI. Ce corps illustre, qui avait failli, pendant la minorité de Louis XIV, doter la France de la liberté politique, avait fini par se faire l'organe d'une opposition taquine contre les idées nouvelles, le défenseur de tous les préjugés comme de tous les abus. A cette occasion, la société prit ouvertement parti contre lui, elle invita tous les jurisconsultes du royaume à lui faire connaître les jugemens qui pourraient être rendus concernant l'agriculture, « les cultivateurs ayant, disait-elle, le plus grand intérêt à savoir jusqu'où s'étendait pour eux la liberté de faire usage des moyens qui leur paraîtraient les meilleurs pour tirer le plus grand parti du sol, et le roi ayant confié aux différens parlemens de son royaume, *et par suite à son conseil*, le droit de fixer les limites de cette liberté. » En indiquant, par ces termes assez clairs, l'appel au conseil du roi comme le recours naturel contre les parlemens, la Société d'Agriculture avait d'autant plus d'autorité qu'elle contenait dans son sein plusieurs membres du conseil.

III.

La première séance publique se tint le 30 mars 1786 à l'hôtel de l'intendance. L'histoire a conservé le souvenir de beaucoup de solennités moins utiles. M. de Calonne, contrôleur-général des finances, y assistait. La séance commença par un discours de M. le duc de Charost sur *l'utilité des sociétés d'agriculture;* puis vinrent des lectures de Daubenton sur *l'amélioration des troupeaux*, du marquis Turgot sur *les arbres résineux*, de Parmentier sur *les pommes de terre*. Quand on songe aux conséquences qu'ont eues les idées exprimées dans ces trois mémoires, on cherche les événemens de notre histoire plus féconds et plus importans. Les bêtes à laine d'Espagne commençaient à peine à s'introduire en France sous les auspices de Daubenton; aujourd'hui 10 millions de moutons français sont issus de croisemens avec les mérinos, et une valeur annuelle de cent millions de laines, qui se double par le travail des manufactures, est sortie de ces croisemens. La pomme de terre, vantée par Parmentier, soulevait de toutes parts des préventions contraires, et aujourd'hui 100 millions d'hectolitres de pommes de terre, valant ensemble 250 millions au moins, servent tous les ans à l'alimentation des hommes et des animaux. Les arbres résineux n'ont pas créé tout à fait la même richesse, mais ils étaient alors aussi peu répandus que le mérinos et la pomme de terre, et tout le monde sait quels progrès ils ont faits depuis, surtout dans les terres pauvres, comme les Landes, la Sologne et la Champagne.

Dans les années suivantes, la société tint régulièrement une séance publique où assistaient les ministres et où elle distribuait des prix. Le plus important de ces prix a été obtenu en 1787 pour la question suivante : *quelles sont les espèces de prairies artificielles qu'on peut cultiver avec le plus d'avantage dans la généralité de Paris, et quelle en est la meilleure culture?* Trente-deux mémoires avaient été envoyés au concours, ce qui montre combien ce genre de questions occupait alors les esprits. Le mémoire couronné, dont l'auteur était Gilbert, professeur à l'École royale vétérinaire, a été imprimé tout entier dans le recueil de 1788. C'est un travail complet, d'environ trois cents pages, qui contient les renseignemens les plus précis sur la culture de toutes les plantes propres à former des prairies artificielles, comme la luzerne, le sainfoin, le trèfle, la vesce, le ray-grass et autres graminées, la spergule, la pimprenelle; l'auteur y joint les racines, comme les turneps, les carottes, les panais, les betteraves, les pommes de terre, ainsi que les diverses espèces de choux, et jusqu'à l'ajonc, dont il parle en excellens termes.

Les écrivains agronomiques jouissent rarement du fruit de leurs travaux; la lenteur des améliorations agricoles ne le leur permet pas, mais les générations qui viennent après eux peuvent constater les effets qui leur échappent. Si ceux qui recommandaient à la fin du XVIIIe siècle la culture des prairies artificielles pouvaient renaître aujourd'hui, ils verraient qu'ils n'ont pas perdu leur temps. Dans la seule généralité de Paris, objet spécial du mémoire de 1788, les prairies artificielles, qui couvraient tout au plus le dixième des terres arables, s'étendent aujourd'hui sur le quart, immense surface conquise pied à pied sur les jachères et les terres incultes. Le mémoire couronné en 1787 nous fournit lui-même le moyen de mesurer avec quelque certitude les progrès accomplis depuis 1789 dans la généralité de Paris et dus en grande partie à la propagation des prairies artificielles. L'auteur fait connaître le prix moyen de location des terres dans chaque élection au moment où il écrivait; ce prix était en général le quart, et sur beaucoup de points le cinquième de ce qu'il est aujourd'hui. Dans l'élection de Paris, il était pour les terres arables de 16 livres 5 sols pour l'arpent de 51 ares (1), ou 32 francs environ l'hectare; dans celle de Meaux, de 15 livres l'arpent ou 30 francs l'hectare; dans celles de Pontoise et de Senlis, de 13 livres 15 sols l'arpent, ou 27 francs l'hectare. Dans les élections de Beauvais, Compiègne, Mantes, Dreux, Montfort, Coulommiers, Étampes, Melun, Rozoy, il se maintenait entre 10 et 12 livres l'arpent, ou de 20 à 24 francs l'hectare. Dans celles de Provins, Nemours, Montereau, Sens, Nogent, Joigny, Saint-Florentin, Tonnerre et Vézelay, c'est-à-dire la moitié à peu près de la généralité, il tombait à 8, 7, 6 et même 5 livres l'arpent, ou de 10 à 16 francs l'hectare. La généralité, prise dans son ensemble, nourrissait un million de moutons; elle en nourrit aujourd'hui trois fois plus, et le revenu de ces animaux ayant doublé par l'effet d'une alimentation plus abondante et d'un croisement avec la race de Rambouillet, le produit total des troupeaux a sextuplé.

Cette admirable extension des prairies artificielles ne s'est pas bornée à la généralité de Paris, elle a gagné presque tout le nord de la France. Le département d'Eure-et-Loir en a aujourd'hui 100,000 hectares, celui de l'Aisne 75,000, celui de l'Eure 65,000. Sur 3 millions d'hectares de prairies artificielles que renferme en tout le territoire national, les trois quarts se trouvent dans la moitié septentrionale, la moitié méridionale n'en possède qu'un quart. Si les deux moitiés du territoire avaient marché du même pas, la ri-

(1) Deux autres sortes d'arpens étaient en usage dans la généralité de Paris, l'un de 34 ares, l'autre de 42; mais l'auteur dit expressément qu'il entend parler de l'arpent de 48,400 pieds carrés, c'est-à-dire l'arpent des eaux et forêts, ou de 51 ares.

chesse rurale de la France, qui a doublé depuis 1789, aurait au moins triplé; à l'exception des vignes, qui ont fait de grands progrès, le midi n'a suivi le nord que de loin. « Puisse, disait en finissant l'auteur du mémoire, la révolution que je prédis n'être pas éloignée! puissent ces vastes guérets, dont la monotone et triste nudité a si souvent affligé mes regards, les récréer enfin par la douce verdure de mille végétaux réunis! Puissent-ils m'offrir le spectacle animé de nombreux troupeaux! Puisse le plus bel ornement des campagnes, l'homme, aussi multiplié que les plantes qu'il cultive, doué de cette beauté mâle et de cette santé robuste que donnent l'habitude du travail et les besoins satisfaits, compléter cet intéressant tableau! Cette époque fortunée, que ne puis-je concourir à l'appeler parmi nous! C'est alors que je goûterais la jouissance la plus douce à mon cœur; alors je serais assuré de la couronne qui peut le plus flatter ma sensibilité! »

Voilà de bien vives émotions à propos de prairies artificielles, mais c'est ainsi qu'on écrivait à la veille de 1789. Gilbert ne parle pas toujours ce langage attendrissant, il sait aussi parler à propos la langue de la science et de la pratique. Pour n'en citer qu'un exemple, je choisis un végétal qui, après avoir longtemps dormi dans l'obscurité, a été récemment l'objet d'une éclatante réhabilitation, grâce aux merveilles qu'on en obtient dans les sables de la Prusse, le lupin. Gilbert connaissait parfaitement les propriétés de cette plante. « Le lupin enfoui en vert forme, dit-il, pour les terres un engrais excellent et très économique; cette méthode, qui mériterait d'être plus connue, était généralement pratiquée par les anciens. On ne peut lire les éloges qu'ils donnent au lupin (1) sans regretter qu'il ne soit pas plus cultivé parmi nous. Ses rameaux épais et touffus se couvrent de beaucoup de feuilles et tapissent si exactement la terre que les herbes étrangères périssent sous son ombre. Il paraît soutirer de l'atmosphère tout l'engrais qui le fait végéter, en sorte qu'il rend au sol qui le porte beaucoup plus qu'il n'en reçoit. C'est peut-être le seul végétal qui possède la propriété de croître sur de très mauvaises terres, celui dont la culture exige le moins de soin. Il n'en est pas qui, par sa constitution, soit plus propre à alterner les productions; sa végétation étant très accélérée, il laisse le temps nécessaire pour préparer la terre aux semailles d'automne. L'engrais qu'il fournit est le moins cher, le plus aisé à répartir également sur la surface du sol. » J'abrége ces citations, qui semblent empruntées aux plus modernes traités d'agriculture, et qui ne sont

(1) « Lupinus et vicia, si virides succedantur, et statim supra sectas eorum radices aretur, stercoris similitudine agros fecundant. » Palladius, lib. I, tit. 6. — « Frutex lupini optimi stercoris vim habet. » Columelle, lib. II, cap. 14.

cependant que la reproduction de passages de Palladius, de Columelle, de Varron, de Pline, de tous les agronomes latins.

Du reste, l'auteur de ce mémoire devait être un des martyrs du progrès agricole. La révolution venue, il ne fut pas lui-même poursuivi, mais il vit tous ses amis dispersés et menacés. L'un d'eux, nommé Dubois, fondateur de *la Feuille du Cultivateur*, fut arrêté pendant la terreur à cause de ses relations intimes avec Malesherbes. Non-seulement Gilbert fit les plus courageux efforts pour sauver son ami et y réussit, mais, tant que dura sa détention, il remit tous les mois à la femme du prisonnier ce qu'il prétendait être son traitement de membre de la commission d'agriculture, et qui n'était en réalité qu'un secours ingénieusement déguisé. Sous le directoire, Dubois devint chef de la division d'agriculture au ministère de l'intérieur, et Gilbert fut chargé de diriger la bergerie nationale de Rambouillet. Le gouvernement français ayant été autorisé par le traité de Bâle à faire venir de nouveaux mérinos, il fut désigné pour aller les chercher; mais, une fois en Espagne, le ministère, distrait par les agitations du temps, ne songea plus à lui : Gilbert ne put tenir les engagemens qu'il avait contractés, tomba malade de misère et de chagrin, et mourut à quarante-trois ans dans un village de la Castille. Son *Traité des Prairies artificielles* a été réimprimé deux fois depuis sa mort, et en dernier lieu, en 1825, avec des notes développées par M. Yvart, aujourd'hui inspecteur-général des écoles vétérinaires.

On trouve dans le même volume un extrait d'un *Voyage agricole en Normandie et en Picardie*, par le marquis de Guerchy, fils de l'ambassadeur, qui donne des détails intéressans sur l'état de ces deux provinces à cette époque. Il y avait soixante ans, d'après M. de Guerchy, qu'on cultivait tout le pays de Caux, depuis le Havre jusqu'à Dieppe d'un côté et jusqu'à Rouen de l'autre, sans admettre de jachères. L'exemple avait été donné par un seul fermier, dont les prompts succès avaient bientôt attiré beaucoup d'imitateurs. Depuis Dieppe jusqu'à la ville d'Eu, on voyait beaucoup de champs de colza et quelques-uns de lin. Les plantes industrielles commençaient donc dès lors à pénétrer en Normandie; cette introduction n'est pas tout à fait aussi récente qu'on le croit communément. En Picardie, M. de Guerchy retrouve la culture du lin fort pratiquée dans les environs d'Abbeville, et rend compte de plusieurs grandes entreprises agricoles. « Le Marcanterre est, dit-il, un petit canton à l'extrémité du Ponthieu, conquis depuis soixante ans sur la mer, qui le couvrait avant cette époque; en se retirant, elle a entraîné une certaine quantité de sable au point de former une digue naturelle. Les habitans des cantons voisins, naturellement industrieux, ont imaginé de la renforcer et de la consolider, pour empêcher la mer de jamais

inonder ce terrain, dont elle a fait présent au continent. Cette opération faite, ils ont entrepris des défrichemens qui ont été très pénibles, le terrain étant toujours très aquatique. Chaque pièce de terre est entourée d'un long fossé, et on a été obligé de faire plusieurs digues pour communiquer d'une ferme à l'autre. Les bâtimens sont construits avec une grande simplicité et ont même l'apparence de la misère, n'étant bâtis qu'en terre et couverts en paille; mais lorsqu'on voit les détails, on est étonné de ce qu'on y trouve : les grains surtout sont d'une beauté surprenante. » Aujourd'hui ce pays conquis sur la mer est un des plus riches cantons du riche département de la Somme.

La ferme de Châteauneuf, la plus belle du pays, appartenait à M. de Lormois; elle contenait douze cents arpens. Le fermier avait cent chevaux, y compris ses jumens poulinières, cent cinquante vaches ou génisses et mille moutons. M. de Lormois y avait joint une concession de six cents arpens qu'il venait d'obtenir dans des terrains autrefois submergés, et qu'il s'occupait à défendre contre la mer par des digues de neuf pieds de haut. Il se proposait, lors du passage de M. de Guerchy, d'exploiter lui-même le tout; il avait fait venir, pour commencer, quatre béliers anglais et quatre-vingt-dix brebis. A côté de cette grande entreprise, M. de Guerchy cite une autre exploitation, celle de La Chapelle, près de Boulogne, composée d'un seul enclos de quatre cents arpens, qui n'était auparavant qu'un mauvais bois, et qui, défriché et cultivé à l'anglaise, nourrissait six cents bêtes à laine de la plus belle espèce, et portait de magnifiques récoltes de luzerne, de trèfle, de sainfoin, de pommes de terre et de turneps.

Ce marquis de Guerchy, si amoureux de l'agriculture, était en même temps un des plus grands partisans des idées nouvelles en politique; il allait même beaucoup trop loin dans ses projets de régénération, si nous en croyons Arthur Young. Celui-ci s'arrêta, au mois de juin 1789, chez M. de Guerchy, au château de Nangis, dans le département actuel de Seine-et-Marne. Il y trouva nombreuse compagnie, et on y causa beaucoup politique. « Que ne prenez-vous la constitution anglaise? » leur disait dans son bon sens pratique Arthur Young; mais on lui répondait qu'*il n'entendait rien à la liberté*. « Nous étions d'accord sur un seul point, dit-il, savoir qu'il fallait établir en France une liberté indestructible; mais sur les moyens de l'obtenir, nous étions aussi éloignés que les deux pôles. Leurs idées théoriques de gouvernement me parurent la quintessence de la folie. » Parmi les plus exaltés se trouvait le curé du village, qui avait été chapelain du régiment de M. de Guerchy.

La Société d'Agriculture fit en 1788 une grande perte : elle perdit

l'homme qui représentait dans son sein le droit rural. « Il fallait, dit Broussonnet dans un de ses rapports, pour s'occuper utilement de cet objet, une profonde connaissance des lois, la plus grande justesse d'esprit, et, ce qui est encore plus rare, le désir constant de faire le bien. Il fallait surtout un caractère de liberté indispensable dans un genre de recherches *où l'on n'a que trop souvent à s'écarter des opinions reçues;* c'est M. Gerbier qui a fixé le choix de la compagnie. » Ce célèbre avocat, une des gloires les plus pures du barreau français, aurait en effet manqué à cette réunion des premiers hommes du temps dans tous les genres. « M. Gerbier, ajoute Broussonnet, appartenait à la société comme jurisconsulte; elle a en outre trouvé en lui les qualités d'un agriculteur; au mérite d'un goût vif et éclairé pour l'agriculture, il joignait le mérite encore plus précieux de s'être fait chérir du cultivateur. Depuis assez longtemps, il passait la plus grande partie de l'année dans une terre voisine de la capitale; c'est à Franconville qu'il venait se distraire de ses occupations. Il s'occupait de tous les détails de l'économie domestique, et disait en riant qu'il n'avait pas trouvé d'abri plus sûr contre l'ennui que son poulailler. »

La société fit pour le remplacer un choix significatif : elle nomma un ami du ministre Turgot, Boncerf, inspecteur-général des apanages de M. le comte d'Artois, depuis Charles X, et très connu par un livre hardi sur les *inconvéniens des droits féodaux,* publié en 1776. Ce livre, qui contenait le tableau des mauvais effets des droits féodaux sur l'agriculture, avec le développement de tout un plan pour les racheter, avait été brûlé par arrêt du parlement, et l'auteur lui-même allait être poursuivi, quand le roi, sur la demande de Turgot, fit défendre au parlement d'aller plus loin. A la suite de cet éclat, le traité des *Droits féodaux*, traduit en plusieurs langues, avait eu en France plusieurs éditions, et Boncerf remplissait dans la maison d'un prince du sang d'honorables fonctions qui montrent combien ses idées avaient pris de faveur même à la cour. L'assemblée nationale allait bientôt les exécuter, en les exagérant, par les fameuses décisions du 4 août. L'éclat de cette réforme est resté, mais le nom du courageux précurseur qui l'avait préparée dans de justes limites s'est perdu. Boncerf fut assez mal récompensé plus tard d'avoir donné le signal de la chute du régime féodal. Il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire en 1793, et n'échappa à l'échafaud que d'une voix. Il mourut l'année suivante, à l'âge de quarante-neuf ans. Parmi ses autres écrits, on peut citer un travail sur l'assainissement de la vallée d'Auge en Normandie, et un mémoire couronné en 1784 par l'académie de Châlons sur une question qui préoccupe plus que jamais beaucoup d'esprits : *quelles*

sont les causes les plus ordinaires de l'émigration des gens de la campagne vers les villes, et quels seraient les moyens d'y remédier? Parmi les membres nouvellement admis vers la même époque, on remarque le duc du Châtelet, l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, qui devint peu après premier ministre, le célèbre chimiste Darcet, Rougier de La Bergerie, propriétaire-cultivateur en Touraine et auteur de plusieurs écrits estimés sur l'histoire de l'agriculture, Cadet de Vaux, collaborateur de Parmentier à l'école de la boulangerie, le marquis de Gouffier, le marchand grainetier Vilmorin, dont le fils et le petit-fils sont encore aujourd'hui membres de la société.

Le 30 mai 1788, la société reçut de Louis XVI une organisation nouvelle qui devait accroître beaucoup son importance. Un arrêt du conseil du roi lui décerna le titre de *Société royale d'Agriculture*, et l'autorisa à tenir ses séances dans une des salles de l'Hôtel de Ville. Ce n'était plus seulement de la généralité de Paris qu'elle devait s'occuper, ses travaux devaient embrasser toute la France. L'intention manifeste de ce nouvel édit était de faire de la société un corps considérable dans l'état. Le prévôt des marchands, le procureur du roi de la ville de Paris, l'intendant de la généralité, le président de l'assemblée provinciale de l'Ile de France, étaient déclarés associés-nés; les intendans de toutes les généralités du royaume et les présidens de toutes les assemblées provinciales qui se trouveraient à Paris étaient invités à assister aux séances quand il y serait question de leur province. Un comité permanent de huit membres désignés par le contrôleur-général des finances devait être chargé de répondre aux questions d'économie rurale dans leurs rapports avec l'administration qui lui seraient adressées par le gouvernement.

On remarquera parmi les personnages invités à assister aux séances les présidens des *assemblées provinciales;* c'était en effet une des plus utiles créations de Louis XVI que ces assemblées, qui sont devenues, après bien des vicissitudes, nos *conseils-généraux de département*. On retrouve ainsi une à une dans les institutions de ce temps tout ce qui a survécu de vraiment conforme à l'intérêt public. La première idée des assemblées provinciales, dans l'intention de faire contre-poids au pouvoir sans contrôle des intendans, aujourd'hui nos préfets, perce dans les plans de gouvernement préparés par Fénelon pour le duc de Bourgogne. Le marquis de Mirabeau, père du grand orateur, avait repris et développé cette idée dans un *Mémoire sur les états provinciaux* publié en 1757. Le projet resta sans exécution pendant le règne de Louis XV. Dès son arrivée au ministère, Turgot manifesta l'intention de le réaliser, mais on

ne lui en laissa pas le temps. Necker fut plus heureux; le 12 juillet 1778, un arrêt du conseil, provoqué par ce ministre, créait à titre d'essai une assemblée provinciale dans le Berri, l'une des provinces les plus pauvres de France. Cette expérience ayant réussi au-delà de toute espérance, l'édit général de création des assemblées provinciales fut rendu en 1787. Les parlemens n'accueillirent cette innovation comme toutes les autres qu'avec une extrême répugnance, plusieurs refusèrent de l'enregistrer; mais l'édit n'en fut pas moins exécuté dans une grande partie de la France : vingt-quatre de ces assemblées furent établies, et les hommes les plus éminens de chaque province tinrent à honneur d'en faire partie. Le duc de La Rochefoucauld était président de celle de Saintonge, le duc de Liancourt de celle de Clermont en Beauvoisis, Lavoisier de celle d'Orléans, et il a fait en cette qualité plusieurs travaux importans, entre autres un grand projet de canal de desséchement pour la Sologne. Il serait bien à désirer que les procès-verbaux de ces assemblées fussent publiés; quoiqu'elles n'aient précédé 1789 que de deux ans, elles ont eu le temps de tout commencer.

Les premiers membres choisis par le ministre pour former auprès de lui le comité consultatif d'agriculture furent MM. Tillet, Desmarêts, Dailly, Lefèvre, Thouin, Lavoisier, Dupont de Nemours et Broussonnet. Ce comité a fonctionné activement pendant les dernières années de la monarchie. On lui doit plusieurs mesures utiles; il en avait surtout préparé beaucoup qui se sont perdues dans le désordre révolutionnaire. Le nom de Lavoisier suffirait au besoin pour le recommander : plus on étudie cet homme admirable, dont l'intervention se retrouve alors partout, plus on mesure la perte que la France a faite en le tuant à cinquante ans.

IV.

Les derniers mois de 1788 et les premiers de 1789 ont été l'apogée de la Société d'Agriculture comme de toute chose. Les meilleurs esprits se laissaient aller à un véritable enivrement; on rêvait un avenir indéfini de liberté, d'égalité, de paix, de travail, de richesse, de bonheur universel. « Ceux qui n'ont pas vécu dans la société française aux approches de 1789, disait longtemps après M. de Talleyrand, ne connaissent pas le plus grand charme de la vie. »

Une seule ombre vient obscurcir ce tableau de joie et d'espérance. Les volumes des *Mémoires* pour 1789 sont remplis de détails sur le rigoureux hiver qui fit périr la plupart des arbres fruitiers et qui causa aux cultures des dommages considérables; on sait que la disette qui en fut la suite a été l'occasion et le prétexte des scènes

violentes qui commencèrent la révolution. Parmi les faits observés se trouve une mortalité générale des poissons, étouffés sous la glace dans les étangs. Le 31 décembre 1788, le thermomètre de Réaumur descendit à 19 degrés. Les rivières furent gelées à deux ou trois pieds d'épaisseur. L'air était si chargé de givre, qu'on pouvait à peine respirer. Ce froid intense ne dura pas moins de deux mois, de la mi-novembre à la mi-janvier : il suffisait assurément pour expliquer la rareté des subsistances; mais le peuple, suivant son usage, n'y voulut pas croire, et chercha toute sorte d'explications à un fait qui n'était que trop naturel. Parmi les superstitions qui eurent accès, en voici une assez singulière. On s'imagina à Strasbourg que le blé, devenu tout à coup vivant, *s'envolait* des greniers. Les mouches d'août ayant été cette année-là plus nombreuses qu'à l'ordinaire, on les ramassait par poignées dans les rues, en criant contre ceux qui entassaient les grains, et qui les laissaient s'envoler pour affamer le peuple. Un correspondant de la Société d'Agriculture, Hermann, fit afficher une réfutation énergique de ce préjugé.

Dès 1785, la société avait provoqué, sur divers points de la généralité de Paris, des réunions de cultivateurs pour converser entre eux sur des sujets agricoles. En 1788, elle voulut donner une nouvelle impulsion à ces assemblées de village, et désigna dans son sein des commissaires pour y assister. Broussonnet, Thouin, Parmentier, le marquis de Guerchy, acceptèrent cette mission et la remplirent avec zèle. Ainsi commença une institution qu'on croit généralement plus récente, celle des *comices* agricoles. Le nom même remonte à 1788. « Et quel nom pouvait mieux convenir à ces solennités champêtres, s'écrie avec enthousiasme l'abbé Lefèvre, que celui qui rappelle les assemblées où le peuple romain traitait des grands intérêts de l'état, où était appelée la classe la plus nombreuse, la plus utile, la plus honorée, celle qui renfermait les tribus rurales, et qui eut longtemps la plus heureuse influence sur la prospérité de la république? » Cette évocation de Cincinnatus paraîtra peut-être un peu ambitieuse; mais on avait alors pour l'agriculture toutes les ambitions.

A partir de ce moment, le nom des comices agricoles reparaît souvent dans les *Mémoires* de la société. Tantôt un fermier de la Brie, membre du comice agricole de Rozay, envoie un travail sur les *échanges de parcelles*, qui rencontraient alors comme de nos jours des difficultés fiscales, avec cette différence que le droit sur les échanges était perçu par les seigneurs, tandis qu'il l'est aujourd'hui par l'état, après avoir beaucoup grossi dans la transformation. Tantôt les membres du comice agricole de Montfort-l'Amaury demandent à la société d'ouvrir un concours sur les meilleurs moyens de détruire

la *cuscute*, plante parasite qui étouffe les luzernes. Les plus nobles propriétaires s'empressent d'accueillir chez eux les comices et de leur faire honneur. Un jour, ceux de Provins et de Coulommiers se réunissent au château de Maupertuis, chez le marquis de Montesquiou, et un monument en pierre est élevé pour en conserver le souvenir. Une autre fois, ceux de Tonnerre et de Vézelay se rassemblent au château d'Ancy-le-Franc, qui avait appartenu à Louvois, et les canons donnés par Louis XIV à son belliqueux ministre annoncent l'ouverture de cette fête pacifique et populaire.

Parmi les mémoires proprement dits, on en remarque un sur les *moutons de l'Angleterre*, par M. Flandrin, professeur à Alfort. Ce travail est dans son genre ce qu'est celui de Gilbert dans le sien. L'auteur a voyagé souvent en Angleterre : il connaît parfaitement toutes les espèces de moutons anglais; il apprécie la valeur des expériences de Bakewell; il sait que cet éleveur a loué un de ses béliers pour une saison *trois cents louis*, et il excite les cultivateurs français à importer ces races précieuses, qui donnent à la fois beaucoup de viande et des laines longues. Il cite l'exemple de deux essais qui ont réussi, l'un dans le département d'Eure-et-Loir, l'autre dans le département du Pas-de-Calais, et entre dans les détails les plus précis sur le régime de ces animaux, sur les méthodes d'élevage et d'engraissement. Sans aucun doute, si la paix s'était maintenue, ce mémoire aurait porté ses fruits; mais aux embarras généraux de la période révolutionnaire vint se joindre un obstacle spécial : vingt-cinq ans de guerre avec l'Angleterre, qui rompirent toutes les traditions. Ce n'est que cinquante ans environ après 1789 que l'attention s'est reportée de nouveau sur les moutons anglais.

Un autre mémoire non moins digne d'attention est celui de M. de Francourt sur les *races bovines françaises*. L'auteur y passe en revue et y décrit, en termes qui sont encore parfaitement vrais, nos principales races de bœufs, les limousins, les gascons, les auvergnats, les charolais, les nantais, les bretons, les manceaux, les cotentins, les comtois, etc. Il donne en outre des renseignemens curieux sur une compagnie qui s'était formée à Paris « pour faire baisser le prix de la viande. » Il paraît que cette chimère a été de tous les temps. « Les agens de cette compagnie, dit M. de Francourt, affirment en plein marché de Poissy qu'elle se chargera de fournir la totalité de l'approvisionnement à tant la livre. » Il s'élève avec beaucoup de force et de raison contre ce charlatanisme qui cache une pensée de monopole. « On ne pourrait, ajoute-t-il, faire baisser le prix de la viande au-dessous de son cours naturel sans décourager le nourrisseur, qui abandonnerait son industrie. Le bas prix du moment préparerait une disette pour l'avenir. Paris n'a

jamais manqué de viande et n'en manquera jamais ; mais *la consommation étant immense et la production éloignée*, il est indispensable que l'appât du gain attire les fournisseurs. » Le bon sens ne parle pas autrement aujourd'hui, sans être beaucoup plus écouté. Il paraît du reste que cette compagnie ne réussissait pas beaucoup mieux que ses pareilles. M. de Francourt affirme que ses agens n'entendaient rien à ce commerce, et que ses opérations s'étaient faites avec la plus complète impéritie.

Il est impossible de donner une idée, même approximative, de tous les travaux accomplis alors par la société. Le comité d'agriculture de l'assemblée constituante se mit en relation constante avec elle. Les conseils qu'elle donna étaient tous fortement empreints de l'esprit de liberté, mais en même temps fortement opposés aux entraînemens irréfléchis. Je n'en citerai que deux exemples. Des habitans de l'ancienne province de Bretagne sollicitaient de l'assemblée l'abolition du contrat de location connu sous le nom de *bail à domaine congéable*, comme entaché de féodalité. La société, consultée, publia un rapport développé où elle déclarait que le contrat attaqué avait été utile à l'agriculture, et l'assemblée respecta cet ancien droit, qui ne pouvait être supprimé violemment sans une véritable spoliation. Dans la seconde occasion, la société fut moins heureuse. Elle avait chargé deux de ses membres, Tillet et Abeille, de rédiger en son nom des observations sur les *poids et mesures*; les commissaires posaient en principe la nécessité d'un système uniforme, mais ils insistaient pour l'adoption des mesures de Paris comme type. A leur travail était jointe une note de l'illustre astronome Lalande, qui concluait dans le même sens. Cette opinion n'a pas prévalu, et il n'y a plus à y revenir, mais il faut reconnaître qu'elle s'appuyait sur d'excellentes raisons.

La société avait en province d'actifs correspondans et en augmentait tous les jours le nombre. On peut citer parmi eux le baron de La Tour d'Aigues, président au parlement de Provence, auteur de nombreux écrits sur l'agriculture provençale, et entre autres d'un mémoire sur la naturalisation des chèvres d'Angora, remis au jour dans ces derniers temps ; l'abbé Rozier, fort connu par la publication d'un *Journal de Physique* et d'un *Dictionnaire d'Agriculture*, qui avait créé à ses frais une école pratique de jardinage à Lyon, et qui y est mort en 1793, pendant le siége de la ville par les républicains, écrasé par une bombe qui tomba sur son lit; Heurtaut-Lamerville, le rapporteur et le principal rédacteur de l'excellente loi du 28 septembre 1791 sur les biens et usages ruraux, et qui avait formé dans ses domaines, à Dun-le-Roi, département du Cher, le plus grand troupeau de moutons espagnols qu'il y eût

alors en France; Varennes de Fenille, du département de l'Ain, auteur d'un travail sur l'assainissement de la Dombes qu'on peut lire avec fruit même aujourd'hui; Chaptal, qui n'était encore que professeur de chimie à Montpellier; le fameux abbé Grégoire, alors simple curé d'Embermesnil en Lorraine; Bourgeois, l'habile et courageux régisseur de Rambouillet, qui a eu l'honneur de sauver le précieux troupeau de la destruction révolutionnaire; Lacuée de Cessac, à Agen; le baron de Lapeyrouse, à Toulouse; Cliquot de Blervache, à Reims; le marquis de Langeron, le marquis d'Hargicourt; Yvart, fermier de l'archevêque de Paris, à Maisons-Alfort, un des lauréats de la société.

Indépendamment de ses correspondans régnicoles, la Société d'Agriculture avait établi des relations actives avec les colonies et les pays étrangers. Le recueil de ses *Mémoires* est rempli d'une foule d'études sur les questions coloniales. Cette partie de ses travaux égale presque la partie consacrée à la France elle-même : c'est qu'en effet l'intérêt colonial était alors pour nous du premier ordre. Nous avions malheureusement perdu l'Inde et le Canada, conquis par les Anglais; mais nous avions conservé d'admirables possessions que la révolution nous a fait perdre. Au premier rang se plaçait Saint-Domingue, la plus belle colonie du monde en ce temps-là; la richesse extraordinaire de cette île était assez récente, elle avait commencé à prendre ces magnifiques proportions au moment où la France elle-même sortait de son engourdissement, c'est-à-dire vers le milieu du siècle. Parmi les associés et correspondans étrangers, il faut citer d'abord Arthur Young et Washington, deux noms qui en valent d'autres. On peut y ajouter l'infant don Ferdinand, duc de Parme; le chevalier Banks, président de la Société royale de Londres; le Saxon Schubart, nommé par l'empereur d'Allemagne *chevalier du champ de trèfle*, pour avoir popularisé dans son pays cette plante féconde; l'abbé Balsamo, professeur d'agriculture à Palerme; le célèbre agronome anglais sir John Sinclair, etc. La même ardeur qui s'était déclarée en France pour l'agriculture se manifestait en même temps dans toute l'Europe, et a porté sur quelques points, notamment en Angleterre, encore plus de fruits que chez nous.

Arthur Young raconte qu'il assista le 12 juin 1789 à une séance particulière de la société en sa qualité de correspondant. Parmentier présidait. L'abbé Raynal, le grand déclamateur de l'*Histoire des deux Indes*, avait offert à la société 1,200 livres pour ouvrir un concours, en lui laissant le choix du sujet. On consulta Arthur Young : il proposa l'introduction des *turneps;* on lui répondit qu'on avait déjà fait inutilement de grands efforts pour propager en France cette

culture, et qu'on ne croyait pas devoir insister (1). Arthur Young fut sans doute mécontent de cette fin de non-recevoir, car il dit assez de mal de la réunion. « Les gens, dit-il, y parlent tous ensemble, comme dans une conversation particulière. Je n'assiste jamais à aucune société d'agriculture, soit en Angleterre, soit en France, sans avoir des doutes si elles ne font pas plus de mal que de bien en détournant l'attention du public vers des sujets frivoles, ou en traitant avec légèreté des sujets importans. » Ce jugement paraîtra un peu léger lui-même, mais Arthur Young n'entendait pas raillerie quand il s'agissait de navets. Il aurait dû, dans tous les cas, se montrer plus indulgent pour les académies d'agriculture, car il était lui-même plus écrivain que praticien, et s'il n'avait laissé à l'Angleterre que l'exemple de sa ferme de Bradfield, son nom n'aurait pas acquis une si juste renommée. Au surplus, il ne bouda pas longtemps et revint à la société la séance suivante, où il donna sa voix, comme les autres, au général Washington, qui fut élu à l'unanimité. De là avec Broussonnet il alla dîner aux Invalides chez Parmentier. Après dîner, on se rendit à la plaine des Sablons pour voir les pommes de terre plantées par Parmentier sur une partie des cinquante-quatre arpens qu'il avait obtenus du gouvernement, et les préparatifs faits dans une autre *pour y mettre des navets;* mais cette politesse ne fit que réveiller les sarcasmes d'Arthur Young. « Je conseille à mes confrères, dit-il, de s'en tenir à leur agriculture scientifique, et de laisser la pratique à ceux qui s'y entendent. *Quel malheur pour les cultivateurs philosophes que Dieu ait créé le chiendent!* »

Cette boutade, probablement fondée, n'a pas empêché les cultures de Parmentier d'atteindre leur but. Un peu plus ou un peu moins de chiendent, c'est l'affaire du vrai laboureur. Avec ses habitudes anglaises, Arthur Young devait difficilement comprendre cette agriculture académique, qui n'avait point d'analogue dans son pays. Telles sont cependant nos habitudes nationales, telles surtout elles devaient être alors, après un siècle de despotisme qui avait tenu dans une honteuse inertie les esprits et les intérêts. Même aujourd'hui, après un assez long usage de la liberté, nous n'avons que trop souvent besoin de l'excitation administrative pour sortir de notre indolence, et nous aimons encore à prendre pour guides les beaux parleurs et les savans. Il en sera probablement toujours ainsi plus ou moins, car l'esprit français n'a pas cette initiative un peu sauvage qui caractérise l'esprit anglais : il lui faut en tout, avec

(1) La question qui fut préférée est celle-ci : *une agriculture florissante influe-t-elle plus sur la prospérité des manufactures que l'accroissement des manufactures sur la prospérité de l'agriculture?*

des idées spéculatives, le sentiment d'un travail collectif et réglé; il est doué par excellence de ce que certains économistes ont appelé la *force coopérative*. On aurait grand tort de se priver de cet élément, un des plus puissans et des plus brillans; il faut seulement s'appliquer à le maintenir dans de justes bornes, et empêcher qu'il n'étouffe son frère et rival, qui fait de nos jours de si grandes choses dans les deux mondes, le génie individuel.

Certainement, sans ces fonctionnaires qu'Arthur Young plaisante sur leur inhabileté pratique, presque tous écrivains et savans beaucoup plus que cultivateurs, l'agriculture nationale n'aurait pas fait tous les progrès qu'elle a faits depuis un siècle. Leur véritable part est difficile à déterminer, en ce sens que le mouvement aurait fini par se faire jour sans eux, dès que les circonstances générales l'auraient permis; mais s'ils n'ont pu le créer précisément, ils l'ont aidé, favorisé, précipité : ils ont suppléé à ce qui manquait de courage et de confiance à ce peuple si longtemps comprimé; ils l'ont relevé en lui parlant sa langue, la langue des idées et des sentimens. Et la liberté même, cette condition première de toute activité, qui nous l'a rendue après un si lourd sommeil, si ce n'est l'esprit philosophique, scientifique et littéraire, qui, avec l'esprit militaire, a toujours fait notre force et notre grandeur?

Malheureusement le moment approchait où, suivant notre usage, nous allions manquer le but en le dépassant. Arthur Young visitait les cultures de Parmentier le 18 juin, c'est-à-dire l'avant-veille du serment du Jeu de Paume, trois semaines avant la prise de la Bastille. Pendant les quatre années qui suivirent jusqu'au mois d'août 1793, la société continua à tenir ses séances au milieu d'une agitation universelle. On sait par les recueils de ses *Mémoires*, par le *Compte-Rendu* que l'abbé Lefèvre, agent général, publia en l'an VII, que, pendant ces terribles années, elle ne se laissa point décourager. Au mois de décembre 1790, elle décerna encore un prix de 1,200 francs, proposé deux ans auparavant par le corps municipal de Paris sur cette question : *quelles sont les causes du dépérissement des forêts, et quels sont les moyens d'y remédier?* Mais les fonds promis par la municipalité ne furent pas payés, et la société fut forcée de faire elle-même les frais. Au lieu de préserver les forêts, l'entraînement révolutionnaire s'attachait plutôt à les détruire, et des dévastations de toute sorte allaient faire disparaître du sol une grande étendue de bois. Treize autres sujets de prix avaient été proposés : les prix ne furent pas décernés. La société continua encore quelque temps à distribuer des médailles d'encouragement aux cultivateurs les plus distingués de toutes les parties de la France, ainsi que des instrumens d'agriculture et des béliers de race espagnole.

Ces distributions cessèrent en 1792. Tout se tait alors : on n'entend plus que le canon de Valmy et les clameurs des factions déchaînées.

Il paraît que les grands réformateurs du temps voulurent faire nn crime aux membres de la société de leurs jetons de présence : ils répondirent en prouvant que chacun d'eux touchait par an une valeur de 108 livres. On leur demanda de faire le sacrifice de leurs pensions sur *l'autel de la patrie*; ils répondirent qu'ils avaient pris dès leur réunion l'engagement de n'en pas accepter. Enfin le 8 août 1793 la convention rendit un décret qui supprimait toutes les académies. La Société d'Agriculture essaya de se considérer comme n'étant pas comprise dans la mesure; mais il fallut se soumettre. En 1798, quand la grande tourmente fut passée, elle se reconstitua, mais seulement sous le nom de Société d'Agriculture du département de la Seine.

Je raconterai peut-être plus tard la seconde moitié de l'histoire de la société. Pour le moment, il me suffit d'avoir montré ce qu'elle était avant 1789. Dans cette durée de *trente-deux* ans, et surtout dans les cinq années écoulées de 1785 à 1790, elle a rendu d'éclatans services. Le nord de la France ne lui doit sans doute pas toute sa richesse agricole, qui tient à des causes plus profondes; mais elle en a été l'instrument le plus actif, elle a donné le signal de tous les perfectionnemens. Si elle a moins fait pour le reste du territoire, c'est le temps qui lui a manqué, puisqu'elle n'est devenue centrale qu'à la veille de disparaître. L'interruption n'a duré que cinq ans, de 1793 à 1798; mais, privée de ses membres les plus illustres immolés ou dispersés, réduite au seul département de la Seine, forcée de lutter obscurément contre la terrible diversion des guerres révolutionnaires et impériales, la société nouvelle n'était plus que l'ombre de l'ancienne. Il lui a fallu bien du temps pour renouer un à un les fils brisés. La France moderne aime à se figurer que tout en elle date de 1789. Voici un exemple du contraire. Le point de départ doit être reporté à quinze ans en arrière au moins. Pour ne parler que de l'agriculture, elle avait été en quelque sorte *découverte* dès le milieu du XVIIIe siècle. Le mouvement réparateur, sensible vers 1760, a toujours été en s'accélérant jusqu'en 1789, et s'est ralenti au contraire dans les années suivantes, pour ne reprendre véritablement qu'en 1815. L'accroissement rapide de la population sous Louis XVI aurait suffi pour en donner la preuve, quand même nous n'aurions pas eu de détails plus positifs, et on vient de voir que ces détails ne nous manquent pas.

LÉONCE DE LAVERGNE.

POÈTES MODERNES

DE L'ALLEMAGNE

HENRI DE KLEIST. — SA VIE ET SES ŒUVRES.

I. *Heinrich von Kleists gesammelte Schriften,* herausgegeben von L. Tieck, 3 vol., Berlin 1826. — II. *Heinrich von Kleists ausgewaehlte Schriften,* herausgegeben von L. Tieck, 4 vol., Berlin 1846. — III. *Heinrich von Kleists Leben und Briefe. Mit einem Anhange,* herausgegeben von Eduard von Bülow, 1 vol., Berlin 1848.

Le 20 novembre 1811, un homme jeune encore, accompagné d'une jeune femme, partait de Berlin en voiture et se faisait conduire aux environs de Potsdam. L'auberge où ils descendirent est située sur la grande route, à peu près à un mille du château, au bord du lac formé par la Havel. Ils y soupèrent gaiement, passèrent la nuit à écrire des lettres, puis le lendemain, après un léger repas, donnèrent l'ordre qu'on leur portât du café et du rhum de l'autre côté du lac, à l'endroit le plus pittoresque de la vallée. Ils étaient là depuis quelque temps, lorsqu'on entendit retentir deux coups de pistolet. On dut croire que c'était un jeu ; ils étaient si dispos, si joyeux ! On les avait vus courir si gaiement, comme des écoliers en vacances, au milieu des arbres qui ombragent la rive ! Une servante de l'auberge qui venait pour les servir ne trouva plus que deux cadavres. La femme était couchée tout de son long, les deux mains étendues, dans le lit d'un vieil arbre récemment arraché du sol ; l'homme, d'accord avec sa complice, l'avait frappée au cœur d'une main si sûre que la mort avait dû être immédiate. Quant à lui, il était

agenouillé devant elle, la tête fracassée. Quelques minutes après, une voiture accourait de Berlin au grand galop et deux hommes s'élançaient dans l'auberge en criant : « Où sont-ils? où sont-ils? — Morts tous deux, » répondit-on. Aux cris de désespoir que poussa l'un de ces deux survenans, on comprit sans peine qu'il était le mari de la suicidée. Quant au lugubre fou qui avait accompli ce double meurtre, c'était, on le sut bientôt, un écrivain, un poète dramatique, fort inconnu alors, très célèbre aujourd'hui, le sombre et mystérieux Henri de Kleist.

Quelle est l'explication de ce drame horrible? Pendant longtemps la critique en a donné des interprétations très diverses. L'homme de Potsdam est assurément une des plus étranges physionomies que présente la littérature germanique. Imagination à la fois puissante et maladive, caractère bizarre, intelligence tourmentée, ce poétique visionnaire a été fou à plusieurs reprises, avant de finir par le meurtre et le suicide. Tour à tour soldat, jurisconsulte, fonctionnaire public, poète dramatique, philosophe, publiciste, effrayant ses amis par la singularité de son existence, disparaissant tout à coup, fuyant la société, cherchant la solitude et l'oubli dans la cabane du paysan et sous la blouse de l'ouvrier, puis reparaissant avec des œuvres où brillent sous les rêveries du somnambule de véritables lueurs de génie, Henri de Kleist, depuis les rians débuts de sa vie jusqu'aux tragiques événemens qui la terminent, apparaît à l'historien littéraire comme une énigme indéchiffrable. Parmi les causes assignées à sa folie, il en est une qui a piqué vivement notre curiosité, et dans les circonstances où l'Europe se trouve aujourd'hui nous avons cru intéressant d'en vérifier l'exactitude. Un critique distingué, M. Théodore Mundt, appelle Henri de Kleist un Werther politique. L'amour qui a causé son désespoir et sa mort, c'était, dit M. Mundt, l'amour qu'il portait à son pays; sa Charlotte, c'était l'Allemagne, cette Allemagne vaincue par Napoléon et plus abaissée encore par ses divisions intestines que par les disgrâces de la guerre. Il l'aimait ardemment, il eût voulu la relever de la ruine; condamné à l'inaction et se dévorant lui-même, son impuissance le tua. Cette explication de M. Théodore Mundt est-elle aussi juste qu'ingénieuse? Le récit de la vie d'Henri de Kleist, un résumé fidèle de ses pensées et de ses œuvres permettront au lecteur de répondre à cette question.

L'attention publique, dans ces dernières années, s'est reportée plus d'une fois vers cette sinistre figure. Depuis l'époque où Louis Tieck a publié les œuvres d'Henri de Kleist, l'histoire littéraire a eu maintes occasions de recommencer son enquête. D'habiles critiques, M. Gustave Kühne, M. Julien Schmidt, sans parler de

MM. Gervinus et Hillebrand, ont jugé à des points de vue très différens la vie et la mort du personnage. En 1848, M. Édouard de Bulow, disciple de Louis Tieck et l'un des hommes qui connaissent le mieux cette période de la poésie romantique à laquelle Henri de Kleist se rattache, a publié une grande partie de sa correspondance, avec des documens inédits sur les principales circonstances de sa destinée. Enfin, en ce moment même, un libraire de Berlin prépare une édition nouvelle des œuvres du poète, enrichie de lettres qui lui furent adressées à diverses époques par les maîtres de la littérature allemande; on y trouvera, par exemple, une curieuse page signée du nom de Goethe. Il semble que le moment soit venu de terminer cette longue enquête; pour nous, réunissant ces documens épars et contrôlant ces appréciations si divergentes, nous voudrions simplement nous faire une opinion exacte et précise sur un des plus malheureux enfans de ce siècle-ci.

I.

Henri de Kleist sortait d'une famille qui depuis plus d'un siècle avait fourni à la Prusse des officiers d'élite. Il comptait parmi ses ancêtres ce poétique et vaillant capitaine Ewald de Kleist, le gracieux chantre du *printemps*, tombé noblement devant l'ennemi sur le champ de bataille de Kunersdorf, pendant la guerre de sept ans. Son père, qui appartenait au régiment du duc Léopold de Brunswick, était en garnison à Francfort-sur-l'Oder; c'est là qu'il vint au monde le 10 octobre 1776. Ses premières études avaient commencé sous les yeux de son père; devenu orphelin à l'âge de onze ans, il fut confié à un pasteur berlinois, M. Catel, qui se chargea de terminer son éducation. C'était en 1787. A partir de cette date, il y a une lacune de huit années dans les documens que nous a laissés l'histoire. Nous le retrouvons à dix-neuf ans enseigne, puis officier dans un régiment de la garde. C'était alors un joyeux gentilhomme, brave, dispos, célèbre au régiment par son goût et son talent pour la musique. Il fit la campagne du Rhin en 1795, et nul ne surprit encore les traces de cette humeur étrange qui devait bientôt éclater chez lui et désoler sa vie entière. Ce qui le distinguait plutôt, c'était une gaieté ardente et un intrépide esprit d'aventures qu'il communiquait volontiers autour de lui. Un jour, vers cette époque, Henri de Kleist était à la campagne chez un parent avec sa sœur et quelques-uns de ses amis; on parlait de la condition du pauvre et surtout du bohémien, du vagabond, de l'homme obligé de gagner sa vie au jour le jour. « Ce métier-là ne m'effraierait pas, » s'écrie le jeune officier, et bientôt avec son imagination joyeuse il décide sa sœur et deux de ses amis

à tenter l'aventure avec lui. Les voilà partis tous les quatre, la poche vide, n'ayant pas même la plus petite pièce de monnaie pour acheter leur premier morceau de pain; les voilà, dis-je, par les rues, sur les routes, dans les villes et les villages, chantant, jouant du violon, et ne craignant pas de tendre la main au passant. Ils menèrent cette vie pendant quinze jours, puis, l'expérience faite, ils rentrèrent au logis. On voit que si la folie joue alors un rôle dans la destinée d'Henri de Kleist, c'est la folie de la vingtième année, la joyeuse folie de l'artiste.

La maladie morale qui tourmenta si cruellement Henri de Kleist a dû se déclarer chez lui de vingt et un à vingt-trois ans, c'est-à-dire de 1797 à 1799. A quelle occasion? Il est difficile de le dire. On a parlé d'un amour mystérieux, d'une passion ardente et trahie; rien n'est prouvé à cet égard, ou plutôt il est à peu près démontré que la misanthropie du sinistre rêveur ne peut être attribuée à une cause de cette nature. Ce qui est certain en tout cas, c'est que le jeune officier prussien était déjà en proie à ses tristesses noires, lorsqu'il se mit à étudier la philosophie de Kant avec une espèce d'acharnement. La doctrine du philosophe de Kœnigsberg, à la fois stoïque et sceptique, est faite pour des âmes fortes; rien ne convenait moins à l'imagination inquiète d'Henri de Kleist. La philosophie de Kant l'attirait et le révoltait tout ensemble. Le maître avait beau dire que nous sommes condamnés sur cette terre à ne saisir que les phénomènes, et que ces phénomènes eux-mêmes, tels que nous les percevons, ne sont pas la fidèle image de la réalité; il avait beau dire que nous imposons à toutes les données des sens, à toutes les conceptions de l'esprit, les *formes* de notre intelligence, que nous ne sortons pas de nous-mêmes, que c'est toujours notre propre pensée que nous apercevons, et que par conséquent la réalité, la substance, la chose en soi (c'est le terme de Kant, *das Ding an sich*) échappe nécessairement à nos recherches; le maître, dis-je, avait beau parler ainsi : le disciple se révoltait contre la sentence du maître, il poursuivait obstinément cette substance incompréhensible à l'homme et retombait ensuite dans un scepticisme désespéré. En proie à cette fièvre philosophique, il résolut de vivre tout entier pour la science, et la science pour lui, c'était avant tout une maîtresse de vertu, la gardienne de la dignité de l'homme. « La vertu! la vertu! j'en parle sans cesse, et avec vivacité, — écrivait-il à un ami, — eh bien! en vérité, je ne sais pas de quoi je parle. Elle m'apparaît comme quelque chose d'élevé, de sublime, mais d'indéfinissable. Je cherche vainement un mot pour la nommer, une image pour la peindre à la pensée. Et cependant cette chose que mon esprit ne peut atteindre, je m'élance vers elle avec la tendresse la plus ardente, comme si

elle était là claire et brillante pour mon âme... Si j'essayais de le préciser en quelques traits, cet idéal de la vertu qui flotte confusément devant moi, je ne pourrais que rassembler les qualités éparses çà et là chez tel ou tel de mes semblables, et dont l'aspect me touche d'une façon particulière, l'héroïsme par exemple, la constance, la réserve, la sobriété, l'humanité; mais ce n'est point définir mon idéal, je ne vois là (passe-moi cette comparaison sans noblesse) que les fragmens d'une charade : le mot décisif, le mot qui expliquerait tout n'est pas trouvé. » Voilà, ce me semble, la folie d'Henri de Kleist qui commence. Qu'est-ce donc que cette vertu composée de toutes les vertus humaines et qui est bien autre chose encore? Qu'est-ce que ces extases dans le vide et cette adoration d'un idéal impossible à comprendre? La vertu est chose pratique; le chrétien viril, qui espère dans un autre monde une récompense ineffable, est tenu d'aimer cette vie comme un théâtre de luttes institué par Dieu même, c'est-à-dire comme la condition et le gage d'une vie plus haute; chez ce rêveur inquiet que tourmente une philosophie mal comprise, je n'aperçois que l'impuissance de l'action et le précoce dégoût de l'existence.

Avec de pareils instincts, on ne s'étonnera pas que le métier des armes lui soit devenu odieux. Un officier, à ses yeux, n'est qu'un maître d'exercices, un soldat n'est qu'un esclave. Il le dit lui-même dans ses lettres : lorsque son régiment exécutait des manœuvres, il ne voyait là qu'un monument vivant de la tyrannie. Après quatre ans de service, Henri de Kleist obtient son congé et s'en va étudier la logique et les mathématiques à l'université de Francfort-sur-l'Oder. C'est là qu'il tombe amoureux d'une jeune fille, Wilhelmine de Zenge, qui va jouer un rôle singulier dans la première partie de sa vie. Quand il eut quitté l'université de Francfort, il entretint avec sa fiancée une correspondance où se peint vivement la maladie de son âme et la stoïque dureté de sentimens qui le soutenait encore dans ses défaillances. « Ce sont, à coup sûr, dit M. Julien Schmidt, les plus étranges lettres d'amour qui aient été écrites en langue allemande. » Cette jeune fille naïve et dévouée, il la sermonne comme un pédant. Il semble parfois prendre plaisir à désenchanter son cœur et son esprit, à lui représenter la vie, le monde, la nature humaine, sous les couleurs les plus sombres, et la candeur avec laquelle cette âme innocente accepte toutes ses idées ne désarme pas le misanthrope. « Dans cinq ans, lui dit-il, l'épreuve sera terminée, l'œuvre sera parfaite, tu seras la femme que je désire et qui pourra me rendre heureux. Oh! ne crains pas que j'exige de toi des choses impossibles, que la femme dont je vais te tracer le portrait ne soit pas de cette terre, et que je ne puisse la

trouver qu'au ciel. Dans cinq ans, je la trouverai sur la terre, cette femme, et c'est avec mes bras terrestres que je l'embrasserai. Je ne demanderai pas au lis de s'élever dans les airs comme le cèdre, je ne tracerai pas à la colombe le même but qu'à l'aigle, je ne taillerai pas une statue dans un morceau de toile. Je connais la matière que j'ai à façonner, je sais ce qu'elle vaut. C'est un mélange d'airain et d'or pur, et il ne me reste plus qu'à séparer le métal des scories. » A côté de ces étranges paroles, il y a des cris de joie, des transports d'amour, il y a même par instans de très vifs tableaux du bonheur domestique. « Tu ne me croiras pas, écrit-il de Würzbourg à Wilhelmine de Zenge, mais je reste parfois des heures entières à ma fenêtre, j'entre dans dix églises, je parcours la ville, et je ne vois rien, je ne vois qu'une image, — toi! et à tes pieds deux enfans, et un troisième suspendu à ton sein. J'entends ta voix ; le plus petit apprend de toi à parler, le cadet à sentir, le plus grand à penser; je te vois transformer l'amour-propre de l'un en fermeté, l'arrogance de l'autre en indépendance, la timidité du troisième en modestie, la curiosité de tous en un vif désir de savoir. Je te vois, je t'entends : tu leur enseignes le bien, sans grands efforts, au moyen d'exemples heureusement choisis; tu leur montres dans ta propre image ce que c'est que la vertu et combien elle est aimable. » Charmans tableaux, si ces espérances de bonheur n'étaient sans cesse et indéfiniment ajournées! Entre cette félicité tranquille et les deux amoureux, il y a un obstacle qui, au lieu de diminuer, devient chaque jour plus difficile à vaincre. Le désert qui les sépare de la terre promise s'allonge impitoyablement sous leurs pas. Quel est donc cet obstacle qui recommence toujours? Leur mutuelle éducation morale. « Travaillons, dit le pédagogue à la jeune femme; dégageons en nous l'or sans alliage, débarrassons-nous de nos scories; encore cette vertu qu'il faut atteindre, après celle-ci cette autre, et après toutes les vertus particulières la grande vertu dont je ne sais pas le nom et dont le fantôme me poursuit. » On comprend qu'une telle éducation n'est pas facile. Tout à l'heure Henri ne demandait que cinq ans à Wilhelmine. Cinq ans! La vie entière n'y suffirait pas. Il le dira lui-même dans un moment de lassitude : « Pauvres créatures que nous sommes! Il nous faut toute une vie pour apprendre seulement à vivre! » La jeune fiancée, qui commence à être étonnée de ces subtilités sans fin, demande naïvement à son ami pourquoi l'éducation de l'homme est si longue quand l'animal atteint si vite le but de sa destinée. C'est ici que le philosophe triomphe. « Plus un être est parfait, répond-il, plus la nature met de temps à le former. Il ne faut qu'une ou deux matinées de printemps pour faire épanouir la fleur de nos jardins; pour créer un chêne, il

faut un demi-siècle. » Dieu fasse que le pauvre Henri, avant d'épouser Wilhelmine, n'ait pas la prétention de devenir un chêne! Si le stoïcien a juré d'être aussi grand dans l'ordre moral que le chêne au sein de la forêt, le mariage n'aura lieu que dans cinquante ans. Toute cette pédagogie est entremêlée de délicieux détails où se révèle une véritable nature de poète. Henri de Kleist a parfois des heures de soleil et de sérénité; il s'occupe alors à former l'imagination de Wilhelmine, il lui apprend à chercher des accords entre certaines pensées abstraites et les vivantes images de la nature. Il a aussi des heures d'enthousiasme, il marche les yeux levés au ciel, il aspire à Dieu, et c'est pour monter sans cesse, pour approcher toujours plus près de la Divinité qu'il veut épurer et fortifier son âme. Sans ces gracieux épisodes et ces élans sublimes, on ne comprendrait pas que Wilhelmine de Zenge se soit si longtemps et si humblement soumise au joug de ce pauvre esprit malade. Cette correspondance d'Henri et de sa fiancée a duré plus d'un an, du 16 septembre 1800 au 27 octobre 1801. Pendant ces treize mois, que de lettres incohérentes! que de paroles dures et sèches! que de leçons altières! et aussi que de confidences désolées! Un jour Wilhelmine, qui ne doit rien comprendre à cette perpétuelle inquiétude, presse son ami de lui ouvrir son cœur. « Crois-moi, je comprendrai ce que tu me diras, et je désire partager avec toi les pensées qui dirigent ta vie. » Voici la réponse d'Henri de Kleist :

« Je reconnais à ces cinq lignes plus qu'à nulle autre chose que tu es véritablement mon amie. Les hommes ne s'intéressent qu'aux circonstances extérieures de notre destinée; nos amis seuls s'intéressent à notre destinée intérieure... Oui, cela est vrai, mon être gravite autour d'une pensée principale qui a saisi la partie la plus intime de moi-même, qui l'a violemment et profondément ébranlée. Je ne sais maintenant de quelle manière résumer tout cela sur cette feuille; mais tu dis que tu sauras me comprendre, je puis donc être bref.

« Déjà, dans mon enfance, aux bords du Rhin, si ma mémoire ne me trompe, à la suite d'une lecture de Wieland, je m'étais approprié cette pensée, que le perfectionnement est le but de la création. Je pensais qu'un jour, après la mort, du degré de perfectionnement atteint par nous sur cette planète, nous nous élèverions dans une autre planète à un degré supérieur, et que le trésor de vérités amassé par nous dans ce monde nous servirait dans l'autre. De ces pensées se forma peu à peu en moi une religion particulière : le désir de ne jamais m'arrêter, de marcher toujours sans relâche vers un plus haut degré de culture morale, devint l'unique principe de mon activité. Culture, perfectionnement, c'était là pour moi le seul but digne de mes efforts, de même que la vérité me semblait la seule richesse qui méritât d'être possédée. Je ne sais si tu peux penser à ces deux idées, vérité, culture, avec une piété aussi profonde que la mienne; cela

serait pourtant nécessaire, si tu veux comprendre la suite de l'histoire de mon âme. Elles étaient pour moi si saintes, ces deux idées, vérité, culture, que pour amasser mon trésor de vérités, pour perfectionner la culture de mon âme, je fis à ces deux buts de mon existence les plus précieux sacrifices. Tu sais de quels sacrifices je parle... Mais passons, je dois être bref. Il y a quelque temps, je fus initié à la philosophie nouvelle, à la philosophie de Kant, et il faut que je t'en donne une idée, car je ne puis craindre que cette doctrine produise dans ton âme les profonds et douloureux ébranlemens dont j'ai souffert. Aussi bien tu n'en connaîtras pas l'ensemble d'une manière assez complète pour en saisir toute la portée. Je t'en parlerai cependant aussi clairement que possible.

« Si les hommes, à la place des yeux, avaient des verres de couleur, des cristaux verts par exemple, ils affirmeraient nécessairement que tous les objets perçus par eux à travers ces cristaux sont de couleur verte, et il leur serait impossible de décider si l'œil leur montre les objets tels qu'ils sont réellement, ou s'il n'ajouterait pas à ces objets quelque chose d'étranger, quelque chose qui appartiendrait à l'œil et non aux objets eux-mêmes. Il en est de même de l'intelligence. Nous ne pouvons décider si ce que nous nommons la vérité est véritablement la vérité, ou seulement une apparence. Si ce n'est qu'une apparence, la vérité que nous rassemblons ici n'est plus rien après notre mort, et tous nos efforts pour nous faire une fortune qui nous suivra dans le tombeau sont chimériques.

« Si la pointe aiguë de cette pensée n'atteint pas ton cœur, ne va pas rire de celui qui en a été blessé dans le plus intime sanctuaire de son être. Mon but unique, le sublime but de mes efforts s'est évanoui ; je n'ai plus de but ici-bas.

« Depuis le jour où cette conviction s'est emparée de mon âme, où j'ai su que nous ne pouvions trouver la vérité dans cette vie, je n'ai plus ouvert un seul livre. Je me suis promené de long en large dans ma chambre sans m'occuper à rien, j'ai passé des heures entières accoudé au balcon de ma fenêtre, je me suis lancé à l'aventure par les rues de la ville et les sentiers de la campagne ; à la fin, mon agitation intérieure m'a poussé dans les tabagies et les cafés, j'ai cherché des distractions dans les théâtres et les concerts, j'ai même, pour m'étourdir, commis un acte de folie... Et pourtant la seule pensée que mon âme tournait et retournait en tous sens avec de brûlantes angoisses pendant ce tumulte extérieur, c'était toujours celle-ci : « Ton but unique, le sublime but de ton existence s'est évanoui ! »

« Un matin je voulus me contraindre au travail ; mais un dégoût intérieur surmonta ma volonté. J'éprouvai un désir inexprimable de me suspendre à ton cou et de pleurer, ou du moins de presser un ami contre ma poitrine. Je sortis de Berlin malgré un temps affreux, et je courus à Potsdam. J'y arrivai trempé jusqu'aux os, je pressai mes deux amis sur mon cœur, et je me sentis plus à l'aise. Ruhle surtout me comprit bien. « Lis donc ce roman, me dit-il, *le Porteur de Chaînes*. Il y a dans ce livre une philosophie douce, aimable, qui te réconciliera certainement avec les choses qui t'irritent. » Il y avait puisé lui-même en effet un certain nombre de pensées qui l'avaient rendu visiblement plus calme et plus sage. Je pris mon courage à deux mains et me mis à lire ce roman.

« Il y était question de choses avec lesquelles mon âme en avait fini depuis longtemps. Je commençais à feuilleter le livre avec impatience, quand l'auteur se mit à raisonner sur des affaires politiques tout à fait étrangères à ma situation morale. — Et voilà ce qui devait étancher ma soif brûlante! Je posai le livre sur la table, j'appuyai ma tête sur le coussin du sofa, un vide que je ne puis exprimer remplit mon âme... « Que vas-tu faire maintenant? m'écriai-je. Retourner à Berlin sans avoir pris un parti? Ah! le plus douloureux des supplices, c'est de ne pas avoir de but vers lequel on marche gaiement avec ardeur... »

« Dans cette angoisse, une pensée m'est venue. O chère amie, permets-moi de voyager! Je ne puis travailler, non, cela n'est pas possible. Pour quel but travaillerais-je? Si je restais chez moi, je ne saurais que mettre les mains dans mes poches et me perdre en mes songeries. Mieux vaut aller se promener. Le mouvement du voyage me sera moins cruel à supporter que cette incubation immobile. Si je m'égare, ce sera un malheur qui aura du moins son bon côté, et qui me préservera peut-être de quelque faute irréparable. Dès que je me serai fait une doctrine qui pourra me consoler, dès que je me serai tracé un but vers lequel je pourrai tendre encore de toutes mes forces, je reviendrai, je te le jure! »

On voit que la folie d'Henri de Kleist n'est pas une folie vulgaire. Au milieu des cris incohérens de sa douleur, il y a une inspiration sérieuse et logiquement suivie. Il est même curieux de noter en passant l'influence de la philosophie sur les imaginations allemandes. Nous ne sommes pas des natures assez philosophiques, ou, si l'on veut, nous sommes trop protégés par le sentiment des choses réelles pour qu'une doctrine quelconque exerce chez nous de tels ravages. Le scepticisme ontologique d'un Emmanuel Kant, s'il a eu des disciples dans notre patrie, ne les a pas découragés de l'action. Ces drames de l'esprit n'affectent chez nous que la pensée pure; l'homme reste là pour contredire le philosophe. En Allemagne, l'homme tout entier est pris, son cœur souffre comme son intelligence, sa vie devient la proie de ses doctrines; peut-être même est-ce un des motifs qui expliquent avec quelle impétueuse ardeur Fichte, Schelling, Hegel, répondant aux besoins des générations nouvelles, ont brisé le cercle de fer où Kant les enfermait, et sont passés du scepticisme le plus rigide au dogmatisme le plus confiant qui fut jamais. Quoi qu'il en soit, on peut recommander les aventures morales d'Henri de Kleist comme un très curieux sujet d'études aux historiens de la philosophie kantienne.

Ce plan de vie, ou du moins ce nouveau but, ce nouveau mobile d'action que l'infortuné rêveur avait promis de chercher dans ses voyages, un instant il avait cru le découvrir. Voyez cependant les folles inconséquences de sa pensée! Il s'imagine être appelé au rôle de missionnaire philosophique; il se croit tenu en conscience d'aller prêcher aux hommes la stoïque morale d'Emmanuel Kant, cette

doctrine qui le désole, qui l'a désenchanté de l'existence, et comme c'est en France que se font les révolutions, le voilà en route pour Paris. Il y arrive dans les premiers jours de juillet 1801. Sa sœur Ulrique l'accompagne, — une vaillante jeune fille, courageuse et joyeuse, qui veille sur lui avec la sollicitude d'une mère. A peine arrivé, il oublie le but de son voyage; la légèreté parisienne lui est odieuse, et il consigne ses déceptions dans des lettres amères. « J'ai assisté le 14 juillet à l'anniversaire de la prise de la Bastille; on devait y célébrer une double fête à la fois, pour la conquête de la liberté et la conclusion de la paix. Comment un tel jour peut être célébré dignement, je ne le sais pas d'une manière précise; mais ce que je sais bien, c'est qu'il ne pouvait l'être plus indignement qu'ici. Non pas qu'il y ait eu faute d'obélisques, d'arcs de triomphe, de décorations, d'illuminations, de feux d'artifice, de ballons, de canonnades; non, certes, grand Dieu! mais dans tout cela rien qui rappelât la pensée principale. Ce qui dominait de toutes parts, c'était le désir de distraire l'esprit du peuple par une masse de plaisirs accumulés jusqu'au dégoût. Quand on échange seulement quatre paroles avec un Français, on est bien sûr de voir arriver le nom de Jean-Jacques Rousseau. Ah! quelle honte éprouverait Jean-Jacques, si on lui disait que c'est là son œuvre! » Le moment lui paraît donc peu propice pour prêcher la philosophie de Kant. Il a cependant des lettres de recommandation pour les principaux représentans de la science, pour des membres de l'Institut, chimistes, physiciens, naturalistes. Le grand mouvement scientifique qui a illustré chez nous la dernière période du XVIIIe siècle avait attiré son attention; c'étaient les chefs de ce mouvement qu'il voulait initier à la philosophie nouvelle. Ne pouvant devenir leur maître, il se contentera d'être leur disciple. Par malheur, cette excursion au pays de la science lui fit faire de cruelles découvertes. Son âme inquiète, mais généreuse, cette âme qui gémissait d'être condamnée au doute, devinez ce qu'elle devint quand elle vit ou crut voir chez les maîtres de la science une absence complète de préoccupations morales, une indifférence absolue vis-à-vis de ce scepticisme qui la déchirait! Il en pousse un cri de douleur et d'effroi :

« Ce voyage à Paris, dont je ne puis rendre compte à personne, dont je ne puis me rendre compte à moi-même, peut-être devrai-je le bénir, non pas à cause des joies que j'y ai ressenties, elles m'ont été mesurées d'une main avare; mais tous mes sens me confirment une vérité que mon instinct m'avait depuis longtemps révélée : c'est que les sciences ne nous rendent ni meilleurs ni plus heureux, et j'espère que cette découverte me conduira quelque jour à une conclusion profitable. Oh! je ne puis te décrire l'impression que fit sur moi cette suprême immoralité dans le plus haut monde de la science. Où donc le destin mène-t-il cette nation? Dieu le sait. Elle est

plus mûre pour la mort qu'aucune nation de l'Europe. Souvent, quand je visite les bibliothèques et que je vois dans de magnifiques salles, réunies en de magnifiques volumes, les œuvres de Rousseau, d'Helvétius, de Voltaire, je me demande : Quel bien ont-ils fait? Est-il un seul d'entre eux qui ait atteint son but? Ont-ils pu arrêter la roue qui, emportée par un mouvement continu, s'avance toujours vers l'abîme? Oh! si tous ceux qui ont écrit de bons ouvrages avaient fait la moitié du bien qu'ils ont mis dans leurs livres, oh! que le monde irait mieux! Cette étude des lois de la nature, sur laquelle semblent s'être concentrées toutes les forces intellectuelles de la France, où conduira-t-elle? Pourquoi l'état distribue-t-il à tant d'établissemens des millions destinés à la propagation des sciences? Est-ce amour de la vérité? L'état! un état ne connaît d'autre profit que celui qui peut se calculer à tant pour cent. Il veut donc appliquer la vérité; à quoi? aux arts et métiers. Il veut que les commodités de la vie deviennent plus commodes encore; il veut sensualiser les choses sensuelles, raffiner le luxe le plus raffiné, et quand à la fin l'esprit de volupté et de mollesse le plus exigeant n'aura plus de désirs à concevoir, qu'arrivera-t-il? Oh! que la volonté qui gouverne le genre humain est incompréhensible! Privés de la science, nous tremblons devant tous les phénomènes de l'air, notre vie est exposée aux bêtes féroces, une plante vénéneuse peut nous donner la mort, et sitôt que nous entrons dans le domaine de la science, sitôt que nous appliquons nos connaissances pour assurer et protéger notre vie, nous voilà déjà sur la route qui conduit au luxe et à tous les vices de la sensualité... Et cependant, supposé que Rousseau ait eu raison de répondre négativement à la question de savoir si les sciences ont rendu les hommes plus heureux, que de contradictions étranges résulteraient de cette vérité! Il fallait bien des siècles avant que l'homme pût acquérir assez de science pour reconnaître enfin... quoi? qu'il devait rejeter toute science. Force lui était alors d'oublier tout ce qu'il avait appris, de réparer de son mieux sa faute séculaire, et aussitôt la misère recommençait... Ainsi donc, en fin de compte, faisons ce que nous voulons, nous ferons toujours bien. Oui, en vérité, si l'on considère que nous avons besoin d'une vie tout entière pour apprendre comment il faut vivre, et que, même dans la mort, nous ne soupçonnons pas encore ce que le ciel veut de nous; si nul ne connaît le but de son être et de sa destinée; si la raison humaine ne peut parvenir à se connaître elle-même, à connaître l'âme, la vie, les choses qui nous entourent; si, depuis des siècles, on doute encore de l'existence du droit, — Dieu peut-il exiger qu'une telle créature soit responsable de ses actes?... Eh bien donc! faire ce que le ciel exige de nous visiblement, indubitablement, cela suffit. Vivre aussi longtemps que l'air gonfle nos poumons, jouir de ce qui fleurit autour de nous, faire çà et là quelque bien, parce que cela aussi est une jouissance, travailler afin de pouvoir jouir et agir, donner la vie à d'autres pour qu'ils le fassent de même à leur tour et que la race soit perpétuée, puis mourir... Celui qui fait cela et rien de plus, le ciel lui a révélé son secret. La liberté, une maison, une femme, voilà mes trois désirs, et je répète chaque jour ma demande au lever et au coucher du soleil, comme un moine répète ses vœux. »

Voilà dans quel chaos de sentimens contraires se débat le mal-

heureux songeur : de Kant à Rousseau son âme ne sait où s'arrêter. Il voudrait bien, selon le maître de Koenigsberg, remplir virilement le devoir de la vie, et s'il le connaissait, ce devoir, ce n'est pas le courage qui lui manquerait; mais il ne peut le connaître, le doute a desséché d'avance toutes ses pensées. Il voudrait bien aussi, comme l'enseigne Jean-Jacques, renoncer à ces subtilités de la science, vivre dans la solitude, loin des hommes et des problèmes qui les agitent. Non, ce refuge lui est interdit; il connaît trop bien les contradictions du système de Jean-Jacques. Bien plus, comme tant de femmes au XVIIIe siècle, la fiancée d'Henri de Kleist est passionnée pour l'auteur d'*Émile* et de *la Nouvelle Héloïse*; avez-vous remarqué cependant comme le malheureux, à dessein ou non, peu importe, déshonore ce plan de vie que les amis de Rousseau pouvaient se former d'après ses écrits? Vivre, jouir, mourir, vivre comme la plante et la brute, sans efforts vers une destinée plus haute, tel est le résumé de sa philosophie au moment même où il semble accueillir avec ardeur les prédilections secrètes de sa fiancée. Le voilà décidé en effet à fuir la société, il veut se faire paysan au fond d'un canton de la Suisse et y cacher sa vie à tous les yeux. Wilhelmine consent à l'y suivre; elle vient de lire les *Rêveries d'un Promeneur solitaire*, elle se rappelle Rousseau dans l'île Saint-Pierre, son installation chez le receveur, ses herborisations dans les bois, ses extases au bord du lac, cet ineffable sentiment de paix qui inondait son cœur; elle espère que cette vie simple, cette vie de travail au sein de la nature calmera enfin la conscience de son amant. Mais Henri de Kleist a des caprices de despote. Le consentement de Wilhelmine ne lui suffit pas; il exige qu'elle n'instruise personne de son projet, qu'elle abandonne secrètement sa famille, il veut que tout le monde ignore la retraite qu'il s'est choisie. Quoi! pour guérir ce malade bien-aimé, il faut que Wilhelmine porte la douleur et la honte dans la maison de son père! il faut qu'elle parte en secret, qu'elle s'enfuie comme une coupable! Elle hésite, la noble fille, tant elle aurait à cœur d'achever sa tâche, tant elle serait heureuse de sauver cette âme condamnée; elle hésite, elle va céder peut-être, mais le misanthrope impatient, irrité, rompt brusquement avec elle (1).

Henri de Kleist quitte Paris vers la fin de l'année 1801; il arrive en Suisse, et là, sous l'influence de quelques amis, plus frappés de la noblesse de son âme que de la bizarrerie de son humeur, il commence à soupçonner qu'il est né pour la poésie et non pour les abstractions philosophiques. Celui que nous avons appelé un mi-

(1) Mlle Wilhelmine de Zenge a épousé depuis M. Krug, professeur de philosophie à l'université de Leipzig, qui a laissé un nom dans la science.

santhrope, le jeune Wieland, le fils du poète d'*Oberon*, et Henri Zschokke, le représentent dans leurs écrits comme une âme parfois singulière et chimérique, mais la plus noble, la plus généreuse qu'on puisse voir. C'est l'époque où, encouragé par ses amis, il ébauche ses premiers ouvrages d'imagination, une tragédie, *la Famille Schroffenstein*, et une comédie intitulée *la Cruche cassée*. Au mois d'octobre 1802, il retourne dans son pays et visite les deux centres littéraires où se concentrait alors tout le mouvement intellectuel de l'Allemagne : Iéna, illustrée par Fichte, Schelling, les deux Schlegel; Weimar, où régnaient Goethe et Schiller. Il fit sur Goethe une impression pénible; ces natures maladives étaient antipathiques au génie sain et robuste qui s'était guéri si vaillamment des inquiétudes de Werther. Goethe, tout disposé qu'il fût envers lui à une sympathique bienveillance, ne put le voir sans *frisson*, sans *horreur;* ce sont les termes qu'il emploie, *Schauder und Abscheu*. Il le compare à un être que la nature a créé avec amour, qu'elle a destiné à de belles choses (1), et qui est atteint d'une maladie incurable. Pour le grand poète naturaliste, y avait-il un spectacle plus douloureux que celui-là? Le vieux Wieland n'avait pas une perspicacité si clairvoyante ou si sévère; il s'amusait des singularités de Henri de Kleist, il le garda près de lui, à son foyer, pendant plus de deux mois, et le tableau qu'il a tracé de ses hallucinations offre des traits intéressans. C'étaient surtout à cette époque des hallucinations poétiques; la poésie l'absorbait tout entier, et si dans les années qui suivirent il avait continué de vivre ainsi pour l'art, c'eût été là sans doute le meilleur remède à ses incohérentes songeries. Lorsque Wieland exprimait tant de sympathies pour Henri de Kleist, une occupation déterminée donnait à cette âme malheureuse l'équilibre qui lui avait manqué jusque-là. L'hôte du pauvre rêveur ayant été frappé de ses distractions continuelles, Kleist fut obligé de lui avouer qu'il travaillait alors à un drame, et que la pensée de son œuvre ne le quittait pas. Il avait devant les yeux, disait-il, un idéal si élevé que rien de ce qu'il avait écrit déjà ne pouvait le satisfaire; chaque scène, à peine écrite, était condamnée au feu. C'était une tragédie dont le héros était Robert Guiscard. Il se décida bon gré, mal gré, à en lire quelques fragmens à son hôte, et Wieland, qui n'était pas suspect d'un enthousiasme trop fougueux, ne craignait pas de résumer ainsi ses impressions : « Si les esprits d'Eschyle, de Sophocle et de Shakspeare se réunissaient pour composer une tragédie, cette tragédie ressemblerait au *Robert Guiscard* de Henri de Kleist, supposé du moins que l'ensemble réponde aux fragmens qu'il m'a lus. A dater de ce moment, je fus persuadé que Kleist était

(1) *Ein von der Natur schoen intentionirter Koerper*. Goethe.

né pour combler cette grande lacune qui existe encore dans notre littérature, au moins à mon avis, même après les drames de Goethe et de Schiller; vous devinez facilement avec quelle ardeur je l'encourageai à terminer son œuvre. »

Wieland et Goethe avaient également raison dans leurs appréciations diverses. Il y avait un poète et un fou chez Henri de Kleist. Cette tragédie de *Robert Guiscard*, que Wieland signale comme une œuvre de génie, le poète l'avait écrite avec amour; le fou l'a détruite dans un accès de fureur. De Weimar, Henri de Kleist s'était rendu à Dresde pour y travailler dans la solitude, mais son humeur inquiète ne lui permettait pas de suivre longtemps la même pensée. Il part pour la Suisse avec un de ses amis, M. de Pfuel, esprit grave, éminent officier, devenu plus tard général, et qui a joué un rôle honorable dans l'histoire militaire et politique de la Prusse. M. de Pfuel s'efforçait en vain d'arracher Henri de Kleist à ses découragemens: les plus tendres soins ne faisaient qu'irriter la plaie du malade. Pendant la route qu'ils firent en grande partie à pied, dans toutes les villes où ils séjournèrent, à Berne, à Milan, la monomanie du suicide poursuivait le lugubre songeur. Quand ils arrivèrent à Paris, ce fut le paroxysme de la crise. Un jour Henri de Kleist, repoussant les consolations de son ami, lui déclara qu'il était bien décidé à se donner la mort, et comme M. de Pfuel ne lui cachait pas son horreur pour un sentiment si lâche, le malheureux brisa violemment les liens de cette amitié virile qui eussent pu le rattacher à l'existence. C'est alors qu'il brûla tous ses papiers, des lettres, des notes de voyage, une confession générale de sa vie, cette tragédie de *Robert Guiscard* qu'il avait composée avec tant d'amour, et deux autres drames sur Pierre l'Ermite et Léopold d'Autriche.

Avant d'en finir cependant, il est pris d'un ardent désir de revoir l'Allemagne. Il quitte Paris et se dirige à pied dans la direction de Boulogne-sur-Mer. Pourquoi suit-il ce chemin? Nul ne le sait. Hélas! il l'ignorait lui-même. Pendant que M. de Pfuel le fait chercher partout dans Paris, pendant qu'il va le chercher lui-même à la Morgue afin de réclamer au moins son cadavre et de lui rendre les derniers devoirs, car il était persuadé que le malheureux s'était jeté dans la Seine, — pendant ce temps-là Henri de Kleist rencontre sur la route une compagnie de conscrits, et tout à coup, changeant de projet, il veut s'enrôler avec eux. Sa demande paraît suspecte; il reprend son voyage et se dirige vers Boulogne. A quelque distance de la ville, il est reconnu par un chirurgien-major avec lequel il avait eu des relations à Paris. « Que faites-vous là? où allez-vous? dit le chirurgien étonné. — Je vais m'embarquer à Boulogne. » Et tout en causant ainsi, le chirurgien-major apprend qu'Henri de Kleist n'a

point de passeport. « Point de passeport! Êtes-vous fou? dans les circonstances où nous sommes! Ignorez-vous que l'autre jour encore, à Boulogne, un gentilhomme prussien comme vous, arrêté sans passeport, a été considéré comme un espion russe et fusillé? » Il le prend alors sous sa protection, le fait passer pour son domestique et l'emmène à Boulogne, d'où Henri de Kleist écrit à l'ambassadeur prussien, M. de Lucchesini, et obtient quelques jours après un passeport qui l'oblige à se rendre directement à Potsdam.

Une fois en règle, il revient à Paris, prend la route de Strasbourg, tombe malade à Mayence, et pendant plus de six mois ses amis ne savent pas ce qu'il est devenu. Il rencontra vers cette époque la célèbre Caroline de Gunderode, esprit aussi malade que le sien, pauvre fille exaltée qui a laissé sous le pseudonyme de *Tian* des poésies fort bizarres, et qui, prise d'une passion folle pour un jeune professeur de Heidelberg (celui-là même qui est devenu un des plus grands philologues de son temps, et dont la gravité doctorale ne justifiait guère de si tragiques aventures, l'illustre Frédéric Creuzer), se crut dédaignée, perdit la tête et se noya dans le Rhin. La pensée du suicide était-elle déjà née dans l'âme de Caroline de Gunderode? Est-ce là ce qui avait attiré Kleist? Il est malheureusement permis de former cette conjecture. On le voit aussi, vers ce temps-là, fort assidu auprès de la fille d'un pasteur de Wiesbaden. L'infortuné avait besoin d'affections, et son scepticisme misanthropique comprimait sans cesse les élans de son cœur. Il voulait et ne pouvait aimer; de tous ses tourmens, c'était là le plus cruel, ou plutôt c'était le dernier, c'était le terme fatal de ce désenchantement qu'il n'avait pas eu le courage de combattre. Honteux de lui-même, il prend le parti de se cacher à ses semblables. Voulait-il échapper par un dernier effort à ses pensées de suicide? espérait-il recommencer une nouvelle vie? Ce qui est certain, Wieland l'affirme, c'est qu'il s'engagea comme ouvrier chez un menuisier de Coblentz. On le croyait mort, quand tout à coup à Potsdam, au milieu de la nuit, quelqu'un frappe à la porte du général de Pfuel; on ouvre, c'était Henri de Kleist. Le général l'accueille à bras ouverts, et le décide à quitter ses rêveries pour une carrière déterminée. Assez longtemps il a vécu pour lui, la solitude lui a été mauvaise, qu'il se consacre désormais au service de l'état. Kleist écoute les conseils de son ami, il se met à l'œuvre, il étudie avec passion les sciences économiques, et bientôt il obtient une place à Koenigsberg dans l'administration des finances (1805).

II.

Ce fut là un heureux épisode au milieu de cette vie désordonnée. En même temps qu'il remplit ses fonctions, il revient à ses travaux poétiques; il achève sa comédie de *la Cruche cassée*, il travaille d'après Molière à son *Amphitryon*, il commence sa tragédie de *Penthésilée*, et surtout il écrit deux nouvelles considérées avec raison comme des chefs-d'œuvre, *la Marquise d'O...*, et *Michel Kohlhaas*. Ajoutons à cette liste un grand drame, *la Famille Schroffenstein*, publié sans nom d'auteur en 1803, et nous pourrons nous faire une complète idée des inspirations du poète dans cette première période.

La Famille Schroffenstein est un drame violent, inégal, bizarre, qui n'a pu être écrit que par un poète. La pièce, qui se passe dans la Souabe du moyen âge, nous montre les deux branches d'une même famille divisées par des haines féroces. On y retrouve de temps en temps un souvenir lointain des Capulets et des Montaigus; mais que de différences entre l'œuvre d'Henri de Kleist et le magnifique drame de Shakspeare! Dans la pièce anglaise, Juliette et Roméo réconcilient deux races ennemies; une inspiration tendre, profonde, vraiment humaine et développée avec une logique admirable, préside à l'ordonnance du drame, domine tous les contrastes, circule à travers toutes les péripéties, fait éclater enfin sur un théâtre de haines le poème merveilleux de l'amour. Nulle logique au contraire dans le drame du poète allemand. S'il y a un jeune homme et une jeune fille qui s'aiment comme Juliette et Roméo, cet épisode ne semble avoir d'autre but que de fournir au poète des scènes d'une grâce toute printanière; ce n'est pas l'amour d'Ottocar et d'Agnès qui réconciliera leurs familles. Le hasard domine tout dans cette composition désordonnée. Pourquoi les chefs des deux branches, Rupert et Sylvestre Schroffenstein, se jurent-ils une guerre à mort? Par suite d'une méprise : le fils de Rupert a été trouvé mort dans la campagne, et Rupert se persuade que son enfant a été assassiné par l'ordre de Sylvestre. De là toute une série de représailles qui enfantent de nouvelles méprises et produisent le plus sanglant des imbroglios. En vain quelques-uns des personnages de la pièce s'efforcent-ils de dissiper ces ténèbres; la nuit va s'épaississant de scène en scène jusqu'au moment où, par une dernière méprise, les deux pères tuent chacun leur propre enfant dans une caverne de la montagne.

Certes voilà une œuvre étrange : on dirait une tragédie dont le hasard est le héros; mais le hasard n'a rien de tragique, et il n'y a pas de drame possible sans la lutte des passions. Des méprises, des malentendus, sont-ce bien là les élémens d'une action tragique?

Non, ce sont des moyens de comédie. Je comprends l'impression que ressentirent Zschokke et le fils de Wieland le jour où Henri de Kleist, pendant son séjour en Suisse, leur lut la première ébauche de *la Famille Schroffenstein*. « Quand il arriva au cinquième acte, dit Zschokke, nous fumes pris, Wieland et moi, d'un tel fou rire, d'un rire si bruyant, si prolongé, d'un rire auquel le poète s'associa lui-même si franchement, qu'il fut impossible d'aller jusqu'à la fin de la pièce. » Ce devait être pourtant un rire convulsif et amer; drame comique ou comédie sinistre, on souffre et on rit en même temps à la vue de ces choses incohérentes : tant de fureurs, tant de crimes, une intrigue si noire, dont le véritable titre pourrait être *faute de s'entendre!* Eh bien! si bizarre qu'elle soit, cette œuvre révélait un poète. Des caractères énergiquement dessinés, une idylle amoureuse épanouie au milieu de ces luttes atroces, une langue originale, une langue qui ne rappelait ni les savantes finesses de Goethe ni les élans passionnés de Schiller, mais souple, sobre, sonore, admirablement façonnée pour le drame, voilà ce que les juges les plus autorisés signalent dans cette première production d'Henri de Kleist.

Cette souplesse de langage devient plus visible encore quand des sombres aventures de *la Famille Schroffenstein* on passe avec le poète aux scènes familières de *la Cruche cassée*. Commérages de petite ville, fausse bonhomie, duplicité narquoise, sensualité libertine et rusée, l'auteur va rendre tout cela comme le ferait un pinceau flamand. Quand les buveurs de Teniers, la pipe à la bouche, sont attablés autour d'un pot de bière, ils se racontent sans doute des aventures comme celle-là. Justement la scène se passe en Hollande. C'est l'histoire d'un juge de village qui s'est introduit un soir dans la chambre d'une jeune fille, et qui, repoussé par elle, surpris dans l'ombre par le fiancé, s'échappe plus mort que vif, roule comme un ouragan, laisse sa perruque dans la bagarre, et, renversant tout sur son passage, brise une cruche dans l'escalier. Le fiancé, fort irrité d'avoir surpris un homme chez sa promise, rompt avec elle et ne veut rien entendre; la mère de la jeune fille, sans doute pour venger son enfant, et au risque d'augmenter le scandale, accuse le fiancé d'avoir cassé la cruche. Nul, excepté la jeune fille, ne connaît le vrai coupable. Or, le lendemain même de cette soirée tragique, la cause est portée devant le juge du village. Entendez-vous les éclats de voix de la commère qui réclame le prix de sa cruche sans s'apercevoir qu'elle livre l'honneur de sa fille aux propos médisans et railleurs? Ce jour-là précisément un inspecteur de la justice, un magistrat d'un degré supérieur, est venu assister à l'audience du tribunal d'Huysum. Le juge, qui croit ne pas avoir été reconnu, paie d'audace, embarrasse les témoins, embrouille l'affaire du mieux qu'il peut et va condamner un innocent, lorsqu'une série d'incidens

amenés d'une façon très vive et très comique démontrent publiquement que le coupable est le juge en personne. Il y a dans cette bagatelle une verve et une franchise qui rappellent les meilleures scènes de *l'Avocat Patelin*. On sait que les Allemands peuvent dire comme Quintilien : *In comœdia maxime claudicamus*, et l'on ne sera pas surpris que cette joyeuse facétie occupe une place à part dans les lettres germaniques. Goethe, en 1807, voulut la faire jouer sur le théâtre de Weimar; malheureusement il eut l'idée fort singulière de la diviser en cinq actes. C'était enlever à l'œuvre d'Henri de Kleist son principal mérite, le rapide enchaînement des scènes, le contraste si piquant de l'assurance du juge et de la confusion qui l'accable; l'effet du tableau était perdu. Le poète en fut tellement irrité qu'oubliant l'âge, la gloire de l'illustre maître, il le provoqua en duel. La vie d'Henri de Kleist est pleine de ces folles incartades. En 1842, M. Théodore Doring rendit à la pièce sa forme primitive et la fit jouer à Berlin avec beaucoup de succès. *La Cruche cassée* a mérité de rester au théâtre; aujourd'hui c'est presque une œuvre classique.

Il n'est pas facile de deviner quelles pensées occupaient le cerveau du poète allemand lorsqu'il refit l'*Amphitryon* de Plaute et de Molière. Ce sujet qui demande à être traité vivement, légèrement, Henri de Kleist en fait ou veut en faire une espèce de symbole philosophique. La gaieté de Plaute et de Molière dans cette pièce est une sorte de fantaisie ailée qui court à la surface des choses et se garde bien de les approfondir; Henri de Kleist a presque trouvé la matière d'un poème religieux dans les aventures d'Amphitryon. Seulement nous ne comprenons guère, il faut l'avouer, les secrètes intentions du mythologue. Que signifie l'amour de Jupiter pour Alcmène? Pourquoi l'auteur voit-il dans la fable antique la lutte du ciel contre la terre? Pourquoi Alcmène, au dernier acte, sommée de choisir elle-même entre les deux Amphitryons et de déclarer quel est le véritable, pourquoi, dis-je, la noble et fidèle Alcmène indique-t-elle le dieu de l'Olympe? Pourquoi celui qu'elle aime en réalité est-il si durement, si complétement *désamphitryonné*, comme dit Molière? Autant de symboles si profonds que je m'y perds. Mieux vaut interroger les symboles de la tragédie de *Penthésilée*; ceux-là sont clairs au moins, et la passion de l'auteur s'y fait jour avec une impétueuse énergie. On sait que Penthésilée était une reine des amazones, on sait aussi que l'histoire des amazones est une des pages les plus confuses de l'antiquité hellénique. D'Homère à Strabon, la légende va s'altérant sans cesse et se remplissant de contradictions inouies. Assurément le poète avait le droit de s'en emparer et de la façonner à sa manière. Tous les ans, sur l'indication du dieu Mars, les amazones d'Henri de Kleist vont se chercher des époux, le fer et le feu à la

main. Les guerriers pris dans la bataille sont amenés à Thémiscira, la capitale des amazones; on les conduit au temple de Diane, on les couronne de roses, et après deux jours de fête ils sont renvoyés dans leurs pays. La reine des vierges belliqueuses, la belle Penthésilée, veut avoir Achille pour époux; à la tête d'une cohorte de jeunes guerrières, à cheval et la lance à la main, elle va le chercher jusque sous les murs de Troie. Tout le monde fuit devant les amazones; Ulysse et Diomède sont vaincus; Achille seul tient ferme, et, luttant avec la jeune reine qui le cherchait dans la mêlée, il la blesse et l'emporte évanouie dans son camp. Ici, au milieu de ces scènes terribles, une scène d'une tendresse ardente et passionnée. Penthésilée est assise, Achille est à ses pieds. La belle amazone se croit victorieuse, et Achille, pour complaire aux suivantes de Penthésilée, a consenti à lui laisser cette illusion. Eh! n'est-il pas vaincu en effet? Voyez-le s'enivrant des regards de la jeune guerrière; voyez-le éperdu, ébloui, comme un mortel épris d'une déesse. C'est alors que Penthésilée lui raconte l'histoire des amazones, et lui avoue fièrement que, sur sa réputation de courage et de beauté, elle est venue, la lance au poing, selon la coutume de sa race, conquérir son époux, Achille égal aux dieux. Il y a là un dialogue d'une poésie prestigieuse : quel mélange de grâce et de sauvagerie dans les paroles de Penthésilée! Ce n'est pas la langue de la Grèce, dit très-bien M. Julien Schmidt, et pourtant notre imagination est emportée au sein de la vie hellénique. Tout à coup les amazones, qui ont juré de délivrer la reine prisonnière, reviennent comme des furies, renversent tout sur leur passage, et pénètrent dans le camp d'Achille. Achille a dû s'enfuir; mais n'est-il pas amoureux de la reine? Il ne songe plus qu'à se replacer sous son joug, il la provoque à un combat afin d'être vaincu par elle et de pouvoir l'épouser. Penthésilée s'imagine que la provocation est sérieuse, qu'Achille veut se venger, qu'ayant surpris son secret, il abusera de sa faiblesse; elle en devient folle de rage, et tandis que le fils de Thétis se présente sans armes au combat, elle marche contre lui armée de son arc et suivie d'une meute de chiens sauvages. Achille, frappé d'une flèche en pleine poitrine, tombe aux pieds de l'amazone : « Penthésilée! ma fiancée! que fais-tu? Est-ce là la fête des roses que tu m'avais promise? » Une lionne affamée, dit le poète, aurait eu pitié de ses plaintes; mais elle, ivre de sang, plus furieuse encore que ses chiens qu'elle excite, elle se jette sur lui, elle le déchire avec ses mains, avec ses dents, elle le met en lambeaux...

Cette poésie démoniaque exprime trop bien l'inquiétude du poète aux heures les plus farouches de sa vie. Que représente l'horrible dénoûment de *Penthésilée*, sinon la passion indomptable et les droits qu'elle s'arroge? Elle est douce et modeste d'abord, cette

passion : tant qu'elle est sûre du triomphe, elle chante, elle se couronne de roses, on dirait une idylle printanière ; mais si son espérance est trompée, si elle le croit seulement, au premier obstacle, sans rien vérifier, sans vouloir rien entendre, quelle fureur ! quelle tragédie ! Cette fureur abominable, l'auteur, n'en doutez point, a essayé de la justifier. Penthésilée est bien l'héroïne de son drame. L'austère disciple de Kant, irrité contre son maître et se rejetant avec colère dans l'extrémité opposée, écrivait ici dans son délire la déclaration des droits de la passion.

En même temps que le poète essayait ainsi ses forces dans le domaine de la comédie, de la tragédie et du drame, il écrivait aussi des nouvelles où éclatait toute la sombre vigueur de son talent. *La Marquise d'O...*, écrite à une époque où ses souffrances intérieures commençaient à s'apaiser, est une étude psychologique développée avec une précision admirable. On y retrouve encore cependant ces inventions fiévreuses où se complaisait son esprit ; il est manifeste que les cas singuliers, les exceptions mystérieuses et monstrueuses attiraient de préférence cette imagination farouche. Dès le premier mot de ses récits, il vous transporte dans un monde à part, au milieu d'événemens étranges et sinistres. Or ces événemens paraissent si familiers à son esprit, ils lui semblent une conséquence si naturelle des conditions de l'humanité, qu'il les raconte sans émotion, avec une netteté de style, avec une tranquillité de cœur plus sinistre encore que les événemens eux-mêmes. Ce calme, cette précision, en présence des drames les plus douloureux, est un des traits caractéristiques de ces récits. Écoutez le début de *la Marquise d'O...*

« A M..., ville importante de la Haute-Italie, une dame veuve, d'une réputation sans tache, mère de plusieurs enfans qu'elle élevait avec soin, la marquise d'O..., annonça un jour dans les journaux qu'elle était devenue enceinte sans savoir comment ; elle ajoutait que le père de l'enfant qu'elle allait mettre au monde était prié de se faire connaître, et que, par des raisons de famille, elle était décidée à l'épouser. »

Voilà une entrée en matière telle que les aime Henri de Kleist ; il est difficile de se jeter plus vivement *in medias res*. Comment ne pas vouloir connaître la fin d'une histoire commencée de la sorte ? Qu'est-ce donc que cette femme condamnée à une démarche si extraordinaire ? L'auteur va nous le dire sans s'émouvoir, comme un médecin accoutumé aux plus lugubres accidens de la destinée humaine. Cette narration est à la fois un drame et une étude de physiologie morale. La marquise d'O..., depuis son veuvage, habitait avec son père, M. de G..., colonel italien et commandant de la citadelle de M... La guerre ayant éclaté dans la Haute-Italie, la cita-

delle que commandait M. de G... fut attaquée et brûlée par les Russes. C'était sans doute en 1799, lors de l'expédition de Souvarof, et avant que Masséna eût écrasé l'armée russe dans cette série de batailles qu'on appelle d'un seul nom : la bataille de Zurich. Au moment où le feu prenait à la citadelle, la marquise, cherchant un refuge avec ses enfans dans les salles basses de la forteresse, est rencontrée par cinq ou six soldats russes, ivres de poudre et de sang, qui se précipitent sur la jeune femme, l'entraînent dans une salle écartée du château, et se disposent à lui faire subir les plus odieux traitemens. Par bonheur arrive tout à coup un jeune officier russe qui disperse ces lâches coquins en leur fouettant le visage de son épée; la marquise, à demi morte, remercie son libérateur et s'évanouit. Quelques jours après, le jeune comte, comblé des bénédictions de la famille du colonel, va rejoindre l'armée, et l'on apprend qu'il est mort dans une bataille. Il était tombé, disait-on, frappé d'une balle au cœur, et s'était écrié en mourant : « Juliette! Juliette! voilà une balle qui te venge! » La marquise fut vivement affectée de cette mort; elle plaignait le loyal jeune homme à qui elle devait son salut, elle plaignait aussi cette personne inconnue, son homonyme (la marquise s'appelait Juliette), à qui le mourant avait envoyé ce dernier et touchant adieu. Au bout de quelques semaines, le comte reparaît : celui qu'on avait cru mort n'était que blessé. Une fois rétabli de cette violente secousse, il s'est empressé de se rendre chez le colonel de G..., et là il demande la main de la marquise d'O... avec cette impatience particulière, dit-on, aux passions de l'aristocratie moscovite et qui rappelle ce mot de Mme de Staël : « Un désir russe ferait sauter une ville. » Malgré sa reconnaissance pour le jeune officier, la marquise oppose à ses supplications une résistance inflexible; elle s'est promis de demeurer fidèle au souvenir de son mari. Désespéré, le jeune homme s'éloigne, et bientôt après la marquise commence à éprouver un malaise inexplicable. Tous les symptômes d'une grossesse deviennent chaque jour plus marqués chez la jeune veuve; elle refuse d'y croire, on le pense bien, et chasse comme un insulteur le médecin qui persiste à lui révéler son état. Plus de doute cependant; elle est forcée de reconnaître qu'elle a dû être victime d'un attentat odieux. Le père, irrité, repousse une si étrange excuse, et chasse de sa maison la fille qui le déshonore; sa mère elle-même la croit coupable... C'est alors que la vaillante femme fait insérer dans les journaux l'annonce extraordinaire dont nous parlions tout à l'heure. L'annonce produit son effet, le comte se déclare, c'est lui qui a commis le crime, c'est lui qui a honteusement abusé de l'évanouissement de la jeune femme, au moment même où il venait de l'arracher à la brutalité de ses soldats. Cette Juliette à qui il demandait pardon sur le champ de ba-

taille, le jour qu'il se crut frappé de mort, c'était la marquise d'O... Tout est fini, ce semble; le comte est impatient de réparer sa faute, la marquise peut épouser le père de l'enfant auquel elle va donner le jour. Non, la marquise, si énergiquement décidée tout à l'heure à épouser le coupable, quel qu'il pût être, éprouve tout à coup une répugnance amère lorsqu'elle apprend que ce coupable est le jeune comte à qui elle a cru devoir l'honneur et la vie. Pourquoi le repousse-t-elle si longtemps? Quel est ce sentiment de honte et d'horreur qui s'est emparé d'elle? Quelles émotions contradictoires ont agité son âme? C'est là précisément le sujet d'Henri de Kleist, et ce sujet est traité avec une netteté de style, une précision de détails, une science des bizarreries du cœur, qui en font, dit Louis Tieck, une narration vraiment classique.

Mais le chef-d'œuvre d'Henri de Kleist dans le genre de la narration psychologique et dramatique, c'est le récit intitulé *Michel Kohlhaas*. On connaît l'héroïque personnage de Goethe, ce Goetz de Berlichingen qui, seul au milieu de la société croulante du moyen âge, dans la dissolution de tous les liens, se lève pour la défense du droit. Le Michel Kohlhaas d'Henri de Kleist est un Goetz populaire :

« Aux bords de la Havel vivait, vers le milieu du XVIe siècle, un marchand de chevaux nommé Michel Kohlhaas, fils d'un maître d'école, l'un des personnages les plus loyaux et en même temps les plus abominables de son époque. Ce personnage extraordinaire aurait pu passer jusqu'à trente ans pour le modèle du bon citoyen. Il possédait dans un village qui porte encore son nom une métairie où il vivait paisiblement de son travail. Il élevait dans la crainte de Dieu les enfans que lui donnait sa femme, et les préparait à devenir un jour des hommes laborieux et honnêtes. Il n'y avait pas un seul de ses voisins qui n'eût eu l'occasion d'éprouver sa bienfaisance et sa justice. Bref, le monde aurait dû bénir sa mémoire, s'il n'avait pas été fou d'une certaine vertu : le sentiment du droit fit de lui un brigand et un meurtrier. »

Ainsi commence cette histoire où la simplicité du récit n'exclut pas l'étude profonde des caractères. On dirait par instant une chronique tracée par un contemporain, tant les détails sont précis, nombreux, circonstanciés; c'est un artiste pourtant, et un artiste philosophe, qui a disposé les faits et réglé l'ordonnance du tableau. Au reste, nulle réflexion; les choses parlent d'elles-mêmes. Les acteurs sont en scène, les événemens se succèdent, les caractères se déroulent avec une vivante et impérieuse logique; les conséquences, quelles qu'elles soient, naîtront dans votre esprit sans que l'auteur vous les impose. « Le sentiment du droit a fait de cet homme un brigand et un meurtrier; » voilà, je crois, les seules paroles où l'auteur intervienne, et encore n'est-ce là que le programme, on pourrait

dire le titre de sa chronique. Un jour, Michel Kohlhaas part avec quelques chevaux qu'il va vendre à la foire de Leipzig, et se trouve arrêté sur sa route par une barrière qu'un petit seigneur féodal, Wenzel de Tronka, a fait établir près de son château. Il y avait bien des années que Michel Kohlhaas faisait le même chemin sans avoir rien vu de pareil; mais le vieux seigneur de Tronka vient de mourir, et son fils, qui a besoin d'argent pour ses folies, a imaginé ce moyen de rançonner les voyageurs. Kohlhaas ne trouve pas que la chose fasse honneur au maître du château; il se soumet pourtant, paie le droit, et se contente de regretter le bon vieillard qui ne levait pas tant d'impôts. Heureux le brave Michel s'il en était quitte pour si peu! Point, après la rançon du voyageur, il faut payer les droits des chevaux, droits d'entrée, droits de sortie; il faut avoir aussi maints papiers en règle. Bref, le seigneur de Tronka, d'accord avec le prince électeur de Saxe, son suzerain, profite de l'anarchie de l'Allemagne pour piller sans façon laboureurs et marchands. Kohlhaas, n'ayant aucun des papiers qu'on lui demande, est obligé de les aller chercher à Dresde et de laisser ses chevaux en otage sous la garde de son valet. Quand il revient, son valet a été chassé, et à la place des nobles et vigoureuses bêtes qu'il a confiées au seigneur de Tronka, on lui rend de misérables haridelles. Il a peine à les reconnaître, ses pauvres chevaux, tant ils sont exténués par de mauvais traitemens. Il veut protester, on le chasse. Il porte plainte au magistrat de Dresde, le magistrat est le complice du seigneur. Nous assistons enfin à une série d'iniquités qui révoltent la conscience de Michel. A qui s'adresser? Dans le chaos de l'empire, au milieu des guerres religieuses et des prétentions féodales, la justice semble devenue impossible. Rien de plus touchant ici que les scrupules de Michel Kohlhaas, ses doutes, ses délibérations avec lui-même, l'enquête à laquelle il se livre avant de condamner en son âme et conscience le seigneur de Tronka. Il instruit l'affaire, examine les incidens, cherche des excuses au malfaiteur, fait subir à son valet, à celui qu'on a chassé, un interrogatoire rigoureux, et l'on voit qu'il voudrait, s'il était possible, mettre les torts de son côté, plutôt que d'accuser légèrement celui qui avait volé ses chevaux. Enfin l'iniquité est manifeste, et puisque la justice n'est plus, Michel Kohlhaas va faire office de juge. « Laisse-moi partir, dit sa femme Lisbeth, le seigneur de Tronka écoutera mes prières. Ce qu'il t'a refusé par un faux point d'honneur, il lui sera plus facile de me l'accorder. » — « Essayons ce moyen, » dit le patient et scrupuleux Michel. Lisbeth monte en voiture avec le valet Sternbald, et arrive à Tronkenbourg, mais ses prières ne réussissent pas mieux que les réclamations de son mari, et il faut lire ici la résolution suprême de Michel

Kohlhaas, sa déclaration de guerre au seigneur féodal, l'acte par lequel il se constitue lui-même grand justicier et exécuteur de la loi :

« De toutes les démarches inutiles qu'il avait entreprises dans cette affaire, la plus malheureuse fut ce voyage. Au bout de quelques jours, Sternbald rentra dans la métairie, conduisant pas à pas la voiture où Lisbeth était étendue tout de son long avec une dangereuse contusion à la poitrine. Kohlhaas, pâle de douleur et de colère, s'était approché de la voiture, et ne pouvait tirer du valet que des réponses assez incohérentes sur ce qui s'était passé. Le seigneur, disait le valet, n'était pas au château; ils avaient été obligés de descendre dans une auberge du voisinage. Le lendemain matin, Lisbeth avait quitté l'auberge et ordonné au valet de rester près des chevaux; elle n'était revenue que le soir, et dans l'état où on la voyait là. Il paraît qu'elle s'était approchée trop vivement du seigneur, et les gardes, avec un zèle brutal, s'étant élancés pour l'écarter, elle avait reçu, sans que le seigneur en fût cause, un coup de bois de lance en pleine poitrine. Tel était du moins le récit des gens qui, vers le soir, la rapportèrent à l'auberge sans connaissance, car pour elle le sang, qui coulait à flots de sa bouche, ne lui avait guère permis de parler. La pétition qu'elle portait lui avait été prise ensuite des mains par un des chevaliers. Sternbald ajoutait qu'il avait voulu monter à cheval aussitôt, afin de porter à son maître la nouvelle de ce malheureux événement; mais elle, malgré les représentations du chirurgien, avait exigé qu'on la ramenât à Kohlhaasenbrück avant que son mari fût prévenu de l'affaire. Lisbeth était anéantie par la fatigue du voyage; Michel la porta dans son lit, où elle vécut encore quelques jours au milieu d'efforts douloureux pour respirer. On essaya vainement de la faire revenir à elle pour obtenir quelques éclaircissemens. L'œil fixe, déjà voilé par la mort, elle était là immobile, et ne répondait pas. Elle ne reprit connaissance une dernière fois que peu d'instans avant de mourir. Un pasteur de la religion luthérienne (la foi nouvelle commençait à se répandre, et Lisbeth s'y était convertie, à l'exemple de son mari), un pasteur luthérien s'étant approché de son lit, et lui ayant lu à haute voix, d'un accent expressif et solennel, un chapitre de la Bible, elle le regarda tout à coup d'un air sombre, lui prit la Bible des mains, comme s'il était inutile de lui faire cette lecture, puis se mit à feuilleter, à feuilleter encore, cherchant manifestement un passage du livre, et enfin montra du doigt à Kohlhaas, qui était assis près d'elle, le verset où se trouvent ces mots : « Pardonne à tes ennemis; fais du bien même à ceux qui te haïssent. » Puis elle lui pressa la main, lui adressa un regard où était toute son âme, et mourut. Kohlhaas se dit à lui-même : « Puisse Dieu ne me pardonner jamais comme je pardonne à ce hobereau ! » Il l'embrassa en versant plus d'une larme, lui ferma les yeux, et quitta la chambre... Il commanda un enterrement qui semblait moins fait pour une métayère que pour une princesse : un cercueil de chêne, fortement garni de métal, des coussins de soie, avec des franges d'or et d'argent, un caveau de seize pieds de profondeur, bâti avec des pierres et de la chaux. Il se tenait lui-même auprès de la fosse, son plus jeune enfant dans les bras, et surveillait les ouvriers. Le jour des funérailles, le corps de Lisbeth, blanc comme la neige, avait été exposé dans une salle tendue de drap noir. Le

pasteur venait de prononcer un touchant discours sur la bière, quand on remit à Michel l'arrêté pris par le seigneur de Tronka, en réponse à la pétition que la défunte lui avait portée. Il y était dit que Kohlhaas aurait à faire prendre ses chevaux à Tronkenbourg, et qu'il lui était défendu, sous peine de la prison, de donner suite à cette affaire. Kohlhaas mit la lettre dans sa poche, et fit placer le cercueil sur la voiture funéraire. Quand la fosse fut comblée, qu'on y eut planté la croix, et que les assistans se furent retirés, il se jeta encore une fois à genoux, puis commença l'œuvre de la vengeance. Il rédigea un arrêt par lequel, en vertu du droit naturel, il condamnait le seigneur Wenzel de Tronka à ramener à Kohlhaasenbrück, dans un délai de trois jours, les chevaux qu'il lui avait pris, et qu'il avait exténués par de mauvais traitemens. Wenzel de Tronka était condamné en outre à nourrir lui-même ces chevaux, à leur donner le fourrage de sa propre main, dans l'écurie de Michel Kohlhaas, jusqu'à ce que les chevaux eussent recouvré toute leur vigueur. Il lui envoya cet arrêt par un messager à cheval qui avait l'ordre de revenir à Kohlhaasenbrück aussitôt la missive remise à son adresse. Trois jours s'étant écoulés sans que les chevaux fussent ramenés à leur maître, Michel fit venir son valet Herse, celui qui avait été violemment chassé de Tronkenbourg. Il lui apprit quelle obligation il avait imposée au seigneur de Tronka relativement à la nourriture de ses chevaux, puis il lui demanda s'il voulait aller avec lui à Tronkenbourg chercher le jeune seigneur. Enfin, prévoyant le cas où le jeune seigneur ne serait pas très actif à remplir dans l'écurie de Kohlhaasenbrück le devoir auquel le condamnait la sentence, il lui demanda s'il ne se chargerait pas de le réveiller avec son fouet. — Oui, oui, partons aujourd'hui même! criait Herse, et, jetant sa casquette en l'air, il assurait qu'il allait se faire tresser une lanière à dix nœuds pour lui apprendre à étriller les chevaux. — Voyant cela, Michel Kohlhaas vendit sa maison, installa ses enfans dans une voiture, les fit conduire en lieu sûr au-delà de la frontière, puis à la tombée de la nuit appela tous ses autres valets (sept hommes dévoués, sept cœurs d'or), les arma, leur donna des chevaux, et se mit en route avec eux pour Tronkenbourg. »

Les aventures qui suivent répondent bien à la gravité de cette résolution. Michel Kohlhaas est un justicier que rien n'arrête. Patient et scrupuleux avant de prendre un parti, il est inflexible dans l'exécution de ses sentences. Tronkenbourg est livré aux flammes; mais Wenzel de Tronka ayant échappé, Michel Kohlhaas le poursuit de ville en ville et de château en château. Ce n'est plus une lutte d'homme à homme, le voilà en guerre avec tout le pays de Saxe. Étrange guerre, on le pense bien, guerre de brigand et de partisan. Il surprend ses ennemis dans des attaques de nuit, et, se portant d'un point à un autre avec une rapidité inouïe, il frappe comme la foudre, avant qu'on soit averti du danger. Un jour, il placarde aux portes de Leipzig des affiches où il s'intitule le lieutenant de l'archange Michel, ministre de justice et de vengeance, puis il met le feu aux quatre coins de la ville. Une exaltation insen-

sée s'est emparée de son âme. Kleist a raison : l'enthousiasme de la justice l'a rendu fou. Retranché dans le château de Lützen, qu'il a pris de vive force, il fait des appels au peuple d'Allemagne, et l'excite à fonder une société sur la base de la justice éternelle. Il semble même que l'idée d'une cité idéale, d'une république universelle, ait traversé parfois son imagination. Une de ses proclamations se termine par ces mots : « Donné au siége de notre gouvernement provisoire du monde, dans le château de Lützen. » Chaque semaine amenait de nouvelles violences; peuple et soldats tremblaient devant cette bande de forcenés qui s'augmentait de jour en jour. Luther seul put arrêter sa rage. Il lui adressa, sous forme de lettre, une éloquente et terrible invective : « Kohlhaas, toi qui te dis envoyé pour prendre en main le glaive de la justice, qu'oses-tu entreprendre, téméraire, dans le délire de ta passion aveugle, toi qui n'es qu'injustice du sommet de la tête à la plante des pieds! » La lettre continue sur ce ton, éloquente, indignée; mais comme Luther est mal instruit des faits, son indignation porte à faux. « Comment peux-tu dire que justice t'a été refusée, toi qui, dès un premier échec insignifiant, furieux et altéré de vengeance, n'as pas voulu prendre la peine de poursuivre? Il faut que je te le dise, impie : l'autorité à laquelle tu devais porter plainte ne sait rien de ton affaire; le seigneur que tu accuses ne connaît pas même ton nom. » Cette lettre de Luther avait été affichée dans toutes les villes de la Saxe. Le jour où Kohlhaas la lut à la porte de son château de Lützen, une sorte de révolution se fit en lui. Quoi! c'était Luther qui l'accusait ainsi, le loyal Luther, l'homme qu'il révérait le plus au monde! Une subite rougeur couvrit son visage; il relut l'affiche et la relut encore, il regarda ses hommes qui l'entouraient, voulut leur parler, et ne put rien dire; puis, rentrant précipitamment au château, prétexta une affaire qui l'appelait au dehors, donna le commandement à l'un de ses lieutenans, quitta ses armes, prit un costume de paysan, et partit pour Wittenberg. L'étrange caractère de Kohlhaas se dessine avec une force nouvelle dans son entretien avec Luther, et quelle grandeur chez ce terrible personnage lorsque Luther, frappé de sa loyauté sauvage, obtient de l'électeur de Saxe que l'affaire des chevaux de Tronkenbourg soit jugée de nouveau! Comme il congédie aussitôt ses compagnons de guerre et de pillage! Comme il vient, loyal et confiant, se livrer à ses juges! L'électeur a décidé, à la demande de Luther, que, dans le cas où Kohlhaas gagnerait sa cause, toutes les violences auxquelles l'a poussé ce déni de justice seraient couvertes par une amnistie absolue. Kohlhaas arrive, la tête levée, mais simple, sans jactance; on voit bien que sa ligne de conduite lui paraît la plus naturelle du monde. Si de nouvelles iniquités l'accablent, si les intrigues des hobereaux font triompher le

mensonge et la ruse, que lui importe? Il a fait son devoir et il saura mourir. En présence d'une telle grandeur morale, unie à tant d'extravagance, on comprend l'émotion de l'électeur de Brandebourg. Michel Kohlhaas est son sujet, et c'est à Berlin qu'il subit le dernier supplice, sur un ordre exprès de la chancellerie impériale. Plein d'admiration pour ce caractère sauvagement héroïque, regrettant avec larmes les services qu'un pareil homme, en de meilleures circonstances, aurait pu rendre à son pays, l'électeur de Brandebourg relève généreusement son nom et sa mémoire en se chargeant lui-même de l'éducation de ses enfans.

L'émotion humaine et patriotique de l'électeur de Brandebourg couronne admirablement ce tableau. Après tant de scènes qui étonnent et troublent le lecteur, l'impression dernière qui reste dans l'esprit, c'est bien en effet le sentiment de la grandeur naturelle de l'homme. L'histoire avait fourni à l'auteur la figure de Michel Kohlhaas; cet épisode du XVIe siècle perdu dans des chroniques oubliées, Henri de Kleist l'a étudié avec amour et en a fait un tableau viril, vraiment humain, une œuvre qui n'est ni une satire misanthropique ni un panégyrique déclamatoire. Jamais l'auteur de *Penthésilée* et de *la Famille Schroffenstein* n'a été plus maître de sa mobile pensée. L'imagination et la philosophie se soutiennent mutuellement dans ce récit inspiré de l'histoire. Il n'y a rien là du Charles Moor de Schiller. Le Michel Kohlhaas d'Henri de Kleist est un des meilleurs types de la poésie allemande.

III.

Ces drames et ces récits avaient beau révéler un poète de premier ordre, les préoccupations politiques de l'Allemagne étaient trop douloureuses pour que l'écrivain pût recueillir immédiatement le succès et la renommée. Henri de Kleist était fort préoccupé lui-même des malheurs de son pays; une lettre qu'il écrit à la fin de décembre 1805 prouve que le rêveur chimérique et malade voyait parfaitement clair dans la situation de la Prusse. Il prévoit une guerre prochaine et prédit les désastres auxquels le pays est condamné d'avance par les fautes du gouvernement. L'année 1806 lui donna cruellement raison. Après la bataille d'Eylau (1807), il revenait à pied à Berlin avec le général de Pfuel et deux autres de ses amis, quand il fut arrêté par les autorités françaises. Cette aventure n'a pas été nettement éclaircie. Les quatre amis avaient-ils le projet de se réunir aux corps-francs qui se formaient alors sur bien des points? Henri de Kleist particulièrement voulait-il redevenir un homme d'action et sacrifier pour une cause sainte cette vie qui lui était à charge? On l'ignore. Il est certain seulement qu'avant d'ar-

river à Berlin, il se sépara de ses compagnons; quand il se présenta aux portes de la ville, on lui demanda son passeport : il n'avait sur lui d'autres papiers que son congé de lieutenant de la garde, daté de 1799. Cette circonstance le rendit suspect. Les autorités françaises (on sait que nous occupions Berlin depuis la bataille d'Iéna) crurent avoir affaire à un de ces officiers prussiens qui recrutaient des volontaires pour les corps-francs du major Schill. Henri de Kleist fut arrêté, conduit en France et enfermé dans le château de Joux.

« A l'entrée de la Suisse, dit Mme de Staël, sur le haut des montagnes qui la séparent de la France, on aperçoit le château de Joux, dans lequel sont détenus des prisonniers d'état dont souvent le nom même ne parvient pas à leurs parens. C'est dans cette prison que Toussaint-Louverture est mort de froid... Je passai au pied de ce château un jour où le temps était horrible; je pensais à ce nègre transporté tout à coup dans les Alpes, et pour qui ce séjour était l'enfer de glace; je pensais à de plus nobles êtres qui y avaient été renfermés, à ceux qui y gémissaient encore, et je me disais aussi que si j'étais là, je n'en sortirais de ma vie. » C'est en 1810 que Mme de Staël faisait ces réflexions sinistres au pied du château de Joux; trois années auparavant, Henri de Kleist était un des *nobles êtres* qui gémissaient dans ce rude cachot. Si la vue du château de Joux inspirait de telles pensées à Mme de Staël au moment où elle allait quitter la France, on devine quels tourmens la captivité dut infliger à cette âme, déchirée déjà par un supplice intérieur. La poésie fut sa consolation. Ce souvenir de Toussaint-Louverture évoqué en passant par l'auteur de *Corinne* se présenta plus d'une fois sans doute à l'imagination d'Henri de Kleist. Une de ses nouvelles les plus dramatiques, *les Fiançailles de Saint-Domingue*, a dû être composée par lui au château de Joux. C'est une conjecture fort ingénieuse d'un critique habile, M. Gustave Kühne, ou plutôt, après les raisons que donne M. Kühne, il n'y a plus là de conjecture : ce terrible épisode de l'insurrection des noirs, la fatalité sombre qui domine le drame, cette lutte impuissante contre la violence des faits, tout ici porte l'empreinte de ce cachot des Alpes où est mort Toussaint-Louverture. Ces caractères se retrouvent encore dans plusieurs autres nouvelles composées manifestement à la même époque. *Le Tremblement de terre du Chili*, *l'Enfant trouvé*, *la Mendiante de Locarno*, sont aussi, comme *les Fiançailles de Saint-Domingue*, des peintures sinistres où règne le désespoir. Mettez à part un seul de ces récits, *le Duel*, où le bon droit, après bien des épreuves, finit par triompher; dans tous les autres, on dirait que des puissances démoniaques étouffent la liberté humaine. De temps en temps un rayon brille à travers les sombres nuées, l'homme

abattu se relève, il va combattre et vaincre; mais la nuit recommence, et une main mystérieuse terrasse l'impuissant lutteur. Je sais bien que cette inspiration était habituelle à Kleist; n'y a-t-il pas ici cependant quelque chose de plus? La tristesse particulière du prisonnier et les tristesses publiques de l'Allemagne semblent se confondre dans ces tableaux lugubres. On voit qu'avec son imagination vive et farouche, Henri de Kleist se représente l'Allemagne entière emprisonnée comme lui dans un cachot.

Après six mois de captivité au château de Joux, Henri de Kleist fut transféré à Châlons-sur-Marne, où il passa quelques mois encore, non plus en prison, mais sous la surveillance de la police. Pendant ces longues journées d'isolement et d'ennui, il voulait faire des vers, il voulait combiner des drames, des récits; hélas! pourquoi écrire? Comment s'intéresser à des fictions, quand la réalité est si désolante? Ses yeux étaient toujours du côté de l'Allemagne. « Je travaille, écrit-il à un ami du fond de sa solitude de Châlons, — je travaille, comme vous pensez bien, mais sans goût et sans amour. Lorsque je viens de lire les journaux, et que, la mort dans l'âme, je remets la main à la plume, je me dis à moi-même comme Hamlet au comédien : « Eh! que m'importe Hécube? » A la bonne heure! voilà des sentimens vrais, voilà une tristesse virile et féconde. Heureuse tristesse, dirai-je, si elle peut arracher le rêveur à son délire et lui rendre le goût de la vie!

Vers le milieu de l'année 1808, la diplomatie prussienne étant venue à son secours, Kleist put sortir de Châlons. Il retourna en Allemagne, et passa quelque temps à Dresde auprès de l'ami de Schiller, l'excellent Koerner, dont la maison hospitalière s'ouvrait comme un asile aux poètes malheureux. Il y rencontra une jeune fille qui paraissait lui témoigner de l'affection; il crut aussi qu'il l'aimait. Hélas! il était décidément incapable d'aimer. Son ancienne folie se manifesta de nouveau, et sous une forme plus révoltante. Ces mêmes conditions insensées qu'il avait voulu imposer huit ans plus tôt à Wilhelmine de Zenge, il les renouvela auprès de cette jeune femme en les aggravant encore. Il exigeait qu'elle devînt sa femme sans que sa famille le sût. Les préliminaires du mariage déshonoraient, selon lui, ce qui devait être avant tout la libre union de deux âmes; il proposait à sa fiancée de briser secrètement, subitement, et pour toujours, tous ses liens antérieurs, les liens sacrés de l'enfant avec son père et sa mère. Ces étranges théories effrayèrent la jeune fille; Kleist rompit avec elle comme il avait rompu avec Wilhelmine de Zenge, et ce fut sous l'inspiration de cette aventure qu'il écrivit ce drame si poétiquement étrange intitulé *Catherine de Heilbronn.*

La scène se passe au moyen âge. Quand la toile se lève, nous

sommes dans une caverne souterraine, en face du tribunal secret de la Sainte-Vehme. Un armurier de Heilbronn, Théobald Friedeborn, accuse le comte Frédéric de Strahl d'avoir ensorcelé sa fille Catherine. La pauvre fille en effet paraît sous le joug d'une influence occulte qui enchaîne tout son être. Elle aime le comte Frédéric sans que sa volonté pour ainsi dire joue un rôle dans son amour. Elle aime sans savoir pourquoi, sans se rendre compte de ce qu'elle éprouve; on dirait une somnambule qui obéit à une puissance mystérieuse. Le comte de Strahl a-t-il donc fait usage de quelque sorcellerie diabolique, comme l'en accuse avec colère le malheureux armurier de Heilbronn? Non, le comte a beau chasser Catherine, il a beau la maltraiter, la menacer du fouet, Catherine est toujours auprès de lui; elle le suit partout, elle l'accompagne dans ses voyages, elle couchera, s'il le faut, dans l'écurie du comte ou à la belle étoile plutôt que de s'éloigner des lieux où se trouve son noble maître. « Ses pieds, dit le comte, foulent sans cesse la trace de mes pieds. Si je tourne la tête, il y a deux choses que je vois toujours, mon ombre et cette fille. » La loyauté du comte est hors de cause; le tribunal l'absout, et Catherine de Heilbronn va continuer à suivre le comte Frédéric, comme si elle était ravie dans une perpétuelle extase. Cette belle extatique, cette belle jeune fille de seize ans, si pure, si dévouée, attentive au moindre regard de son maître, heureuse de le voir, de l'entendre, de lui rendre service sans qu'il le sache, heureuse même de souffrir pour lui et par lui, c'est l'idéal de la femme tel que le concevait Henri de Kleist. Une âme qui appartient à sa tendresse comme l'esprit du somnambule appartient au magnétiseur, une soumission absolue, l'anéantissement de la volonté, voilà ce que le rêveur altier demandait à Wilhelmine de Zenge et à la jeune fille qu'il avait aimée à Dresde. « Ce que vous me dites de *Penthésilée*, écrivait-il à une de ses amies, m'a touché au-delà de toute expression. Cela est bien vrai, j'ai mis dans cette œuvre le fond le plus intime de mon âme, et vous l'avez saisi avec un regard de visionnaire; oui, j'y ai mis toute la douleur et en même temps toute la splendeur de mon âme. Je suis curieux de voir ce que vous me direz de *Catherine de Heilbronn*, car c'est la contre-partie de *Penthésilée*, son autre pôle, une créature aussi grande par l'abandon de son être que celle-ci par le déploiement de ses forces. » Cette grandeur de l'abandon, il l'avait demandée en vain à ses fiancées; il écrivit *Catherine de Heilbronn* pour compléter ce qui manquait à leur éducation de jeunes filles. Certes la Catherine de Kleist est un poétique modèle, quoique difficile à suivre; sa grâce est touchante, son langage est d'une suavité merveilleuse, et l'auteur réserve à son dévouement d'éclatantes récompenses : non-seulement Catherine épouse le comte de Strahl, mais il se trouve

à la fin de la pièce que la fille de l'armurier de Heilbronn est en réalité la fille de l'empereur d'Allemagne! Naïf symbole des félicités que le pauvre Henri de Kleist promettait à ses élèves en échange des sacrifices qu'il exigeait d'elles! Malheureusement la leçon n'est guère pratique, et les fiancées du poète auraient été fort embarrassées de la suivre. Comment Catherine de Heilbronn arrive-t-elle à ce complet abandon de sa volonté? A la suite d'événemens merveilleux. Un ange est intervenu dans cette histoire; un jour que le comte de Strahl était agité par la fièvre, un ange a transporté son âme auprès de Catherine endormie, et la lui a présentée comme sa fiancée; c'est depuis cette magique opération que Catherine appartient sans le savoir au jeune comte, lequel, pendant quatre actes, ne s'en doute pas davantage.

Certes, pour que de telles inventions ne soient pas absolument ridicules, il faut qu'elles soient bien relevées par la poésie des détails. Il y a en effet plus d'un grain d'or pur au milieu des scories; ce tableau du moyen âge allemand rappelle çà et là les mystiques drames de Calderon. Le prestige du style, la grâce de Catherine, la loyale figure du comte, quelques épisodes vraiment dramatiques ont maintenu au théâtre cette composition extraordinaire, et pourtant ceux-là mêmes qui l'apprécient le plus sont obligés de convenir qu'elle est remplie de scènes inintelligibles. Ces choses inexplicables, on les comprend aujourd'hui, si l'on se reporte à l'histoire intime du poète. En écrivant *Catherine de Heilbronn*, Henri de Kleist s'adressait à la jeune fille qu'il venait de repousser avec colère. On voit combien son mal était profond et s'aggravait de jour en jour. La poésie aurait dû guérir sa maladie morale, et c'était sa maladie au contraire qui corrompait les inspirations de sa poésie. *Catherine de Heilbronn* à coup sûr est l'œuvre d'un génie à part; c'est aussi l'œuvre d'une intelligence sur laquelle flotte déjà le voile noir de la folie.

Peu de temps après avoir composé ce drame, Henri de Kleist, décidé à en finir, avala du poison; il était à demi mort quand un de ses amis, M. Ruhle de Lilienstern, parvint à le sauver à force de tendresse et de soins. Dès lors, les violences, les désordres, entremêlés toujours de poétiques éclairs, deviennent plus fréquens dans sa vie. Un jour, à Dresde, il se persuade qu'il aime la femme d'Adam Müller, le célèbre écrivain romantique et piétiste; ce jour-là même, ayant rencontré Müller sur un pont de l'Elbe, il s'approche, lui déclare qu'il est amoureux de sa femme, puis le saisit au collet et veut le précipiter dans le fleuve. Au milieu de ces emportemens de la démence, c'était pourtant une âme qui ne manquait pas de vigueur. A ces accès de folie on voyait succéder des périodes de calme et de travail. Il réagissait contre lui-même; la volonté du

stoïcien triomphait des hallucinations du rêveur. C'est vers cette époque (1808) qu'il connut Louis Tieck à Dresde et lui inspira de vives sympathies. Le spirituel auteur de *Phantasus* était moins sévère que Goethe pour des natures comme celle de Kleist. Il nous le dépeint comme une âme timide, fière, assez semblable au Tasse, dont il avait aussi certaines particularités extérieures.

Un de ses principaux drames, *la Bataille d'Hermann*, appartient à cette période de réaction virile. C'est son cri de guerre contre Napoléon, c'est aussi un véhément appel aux princes de la confédération du Rhin qui se battaient alors dans nos rangs. La vieille Germanie que Kleist met en scène est aussi divisée que l'Allemagne de 1808. Ces chefs de tribus que la politique romaine a su attacher à sa cause représentent, dans la pensée du poète, les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg; Hermann et Marbod, c'est la Prusse et l'Autriche. Le drame, on le devine, est tout rempli d'une seule passion, la haine des conquérans. L'auteur a réussi pourtant à éviter la monotonie; des incidens variés animent la scène, et l'intérêt va croissant à travers les péripéties de la lutte. L'ambassade de Ventidius, envoyé par le général romain Varus auprès d'Hermann, prince des Chérusques, est un épisode heureusement imaginé. Les ruses d'Hermann, les artifices qu'il emploie pour attirer Varus dans un piége, les trahisons sauvages qui lui paraissent des procédés tout naturels, tous ces détails ne forment peut-être pas une image très exacte de la Germanie primitive; nous y voyons du moins quel était en 1808 le désespoir de l'Allemagne, puisque de tels exemples sont proposés en modèle dans une œuvre d'ailleurs généreuse et virile. Un grave événement postérieur à la mort de Kleist, la trahison du général York, semble annoncé ici d'avance et ardemment glorifié. Dans la verve de haine et de destruction qui l'emporte, le poète ne recule pas devant les inventions les plus étranges. Que dire, par exemple, de l'épisode de Thusnelda et de l'ambassadeur Ventidius? Thusnelda, la femme d'Hermann, a inspiré un ardent amour à Ventidius; or, la veille du jour fixé pour l'extermination des légions romaines, Thusnelda donne un rendez-vous au brillant patricien dans une espèce de parc situé derrière la tente d'Hermann. Ventidius n'a garde d'y manquer, et que trouve-t-il dans le parc de la princesse chérusque? Une ourse, une ourse affamée qui le met en pièces. Cette bouffonnerie tragique, il faut en convenir, est une invention par trop tudesque; l'héroïque Thusnelda, que Tacite en quelques mots a si noblement dépeinte, joue ici un misérable rôle. Qu'il y a loin de cette Germaine sentimentale et enragée à l'auguste héroïne de M. Frédéric Halm dans *le Gladiateur de Ravenne!* N'importe : avec ses anachronismes, ses bizarreries, ses violences haineuses ou grotesques, le drame du poète de 1808 est une œuvre

vivante. Ses fautes mêmes sont des traits qui peignent l'époque. Quarante années auparavant, Klopstock avait donné sous le même titre une espèce d'oratorio solennel; *la Bataille d'Hermann* d'Henri de Kleist fait comprendre les colères qui grondaient déjà dans bien des cœurs, et qui allaient faire quelques années plus tard une si tumultueuse explosion.

La pièce, on le pense bien, ne fut pas représentée en 1808; elle ne fut même imprimée qu'après la mort de l'auteur, mais elle circula de main en main, et peut-être a-t-elle contribué à soulever les fureurs nationales. L'année suivante, l'Autriche prend les armes, le Tyrol est en feu, et Kleist, impatient de se mêler à la lutte, va s'établir à Prague. Là, il fait des vers comme en feront en 1813 les Schenkendorf et les Kœrner, pour appeler l'Allemagne entière au combat. On dirait un auxiliaire du baron de Stein, mais le baron de Stein ne le connaissait pas, sa voix se perdait dans le tumulte; les efforts qu'il faisait pour combattre sa folie en se dévouant à une noble cause n'obtinrent pas la récompense que recueillirent quatre ans plus tard des poètes moins éprouvés que lui. Ne semble-t-il pas qu'une destinée fatale le poursuive? Revenu en Prusse après la fin de la guerre, il lisait un jour à la sœur de Wilhelmine de Zenge quelques-unes des strophes guerrières qu'il avait fait imprimer à Prague. « Les beaux vers! s'écria la jeune femme; de qui sont-ils? » Ces mots le frappèrent au cœur. « Malheureux que je suis! disait-il avec un abattement désespéré; tout ce que je fais est donc vain! Personne au monde ne me connaît! » Ajoutez à ces souffrances de l'amour-propre le sentiment toujours plus amer des calamités publiques. La paix de Presbourg lui parut le déshonneur de l'Allemagne. C'est alors qu'il composa sa dernière œuvre, l'une des plus intéressantes qu'il ait écrites, le drame patriotique et guerrier intitulé *le Prince de Hombourg*.

Je disais tout à l'heure, à propos de *la Bataille d'Hermann*, que la trahison du général York en 1812 semblait prévue et glorifiée d'avance par le poète de 1808. On sait que le 27 septembre 1812, le général York, placé avec ses régimens sous le drapeau de Napoléon et attaché au corps d'armée du maréchal Macdonald, se décida à passer subitement du côté des Russes. « Si j'ai tort, écrivait-il au roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, je vous livrerai sans murmure ma tête blanchie; pour moi, ma conscience est tranquille. » Ces questions de la conscience militaire occupaient beaucoup Henri de Kleist. Il devait s'être dit plus d'une fois : « Ces colonels, ces généraux prussiens, hanovriens, bavarois, saxons, wurtembergeois, qui commandent des soldats allemands au service de la France, seraient-ils coupables, si, désobéissant à leurs souverains, ils passaient au camp ennemi? Seraient-ils des traîtres en vérité, s'ils comprenaient mieux

que leurs souverains les devoirs de la patrie? De quel côté, en pareil cas, est la fidélité? de quel côté la trahison? » A force de retourner ces problèmes, Henri de Kleist en fit un drame. Le prince de Hombourg est un général prussien; dans une bataille contre les Suédois, il a désobéi manifestement à son chef, l'électeur de Brandebourg, et par cette désobéissance audacieuse il a remporté la victoire. Sans cette violation du devoir, la patrie était perdue; le prince est-il coupable? La loi militaire le condamne, les juges ont dû prononcer la peine de mort; mais l'équité est plus forte que la loi, la conscience du pays casse la sentence des juges, et le prince de Hombourg est absous. Le drame est beau, touchant, héroïque; pourquoi faut-il que le poète y ait encore mêlé des scènes de somnambulisme qui en affaiblissent l'effet moral?

Ces colères viriles, ces préoccupations généreuses ont dû, ce semble, le rattacher à l'existence; les pensées malsaines qui troublaient sa raison ont disparu sans doute comme des fantômes; le poète a trouvé sa voie, sa vie aura un but désormais; Henri de Kleist est sauvé! Non, c'est au moment même où il paraît guéri qu'un dernier accès va tout perdre. Cet abîme qu'il a côtoyé sans cesse, il y tombera tout à coup. Henri de Kleist s'était lié à Berlin avec une jeune femme, Henriette Vogel, atteinte d'une maladie morale assez semblable à la sienne. Fatiguée de la vie, elle ramena le malheureux poète à ses idées de suicide. Le visionnaire qui avait presque vaincu sa propre démence ne put triompher de celle de son amie. « Êtes-vous sincèrement mon ami? lui dit un jour Henriette Vogel; serez-vous toujours prêt à me rendre le service que je vous demanderai? — Toujours. — Eh bien!... mais non, pourquoi vous faire une telle demande? vous refuserez; il n'y a plus d'homme sur la terre. — Je suis un homme, moi, et vous avez ma parole. — Eh bien! mon ami, je vous prie de me donner la mort. » Henri de Kleist se crut engagé d'honneur à tenir sa promesse. Sa raison succomba sous cette dernière attaque; en tuant cette malheureuse folle, le pauvre fou devait se tuer lui-même. Voilà comment fut amené l'horrible drame que j'ai raconté au commencement de cette étude. C'est le 21 novembre 1811 que Kleist se brûla la cervelle; un an plus tard, l'Allemagne se soulevait contre la domination de la France, et l'auteur de *la Bataille d'Hermann* aurait pu mourir en homme auprès de Théodore Kœrner, sur le champ de bataille de Dresde.

IV.

Nous avons mis sous les yeux du lecteur la vie et les œuvres d'Henri de Kleist; ce fidèle récit n'est-il pas déjà un jugement? Certes, lorsqu'on étudie ces productions si variées, lorsqu'on voit

une grâce si naturelle dans *la Cruche cassée*, une si ardente passion dans *Penthésilée*, une poésie si touchante dans *Catherine de Heilbronn*, une inspiration si mâle dans *le Prince de Hombourg*; lorsqu'on lit ces nouvelles où l'originalité de l'invention est relevée encore par un art consommé, par un style net, rapide, dramatique, presque inconnu jusque-là chez nos voisins, on ne peut s'empêcher de conclure, avec les principaux chefs de la critique moderne, que Henri de Kleist doit être placé parmi les premiers artistes de l'Allemagne. Les sympathies redoublent, mélangées de regrets douloureux, si l'on songe que cet artiste, si vigoureux parfois, avait à lutter sans cesse contre les hallucinations du délire, que ce mâle écrivain errait au milieu des hommes comme un somnambule, qu'il a eu maintes fois de violens accès de démence, qu'il ne soupçonna qu'à vingt-cinq ans sa vocation poétique, et que dix années après sa folie le poussait au meurtre et au suicide. Ces romans et ces drames, étincelans de beautés du premier ordre, sont sortis d'un cerveau malade pendant une période de désolation et de misères.

Est-ce pourtant le malheur de l'Allemagne qui a développé sa folie? Henri de Kleist, selon l'expression de M. Mundt, est-il un Werther politique? S'est-il donné la mort parce que la honte et l'inaction de sa patrie lui rendaient la vie impossible? Ces explications, on l'a vu, sont démenties par les faits. Le mal qui devait le tuer était bien profond déjà lorsque la journée d'Austerlitz mit fin au saint-empire et livra au vainqueur toute une moitié de l'Allemagne. Le sentiment des calamités publiques était plutôt de nature à le guérir, si son âme se fût abandonnée plus complétement à ces saines émotions.

Henri de Kleist, à peine connu de ses contemporains, a conquis peu à peu une assez grande influence sur les générations qui ont suivi; mais c'est de nos jours seulement qu'il commence à être jugé d'une manière impartiale. Après sa mort, Louis Tieck se fit un devoir pieux de mettre ses écrits en lumière, et de faire apprécier à l'Allemagne l'infortuné génie qu'elle venait de perdre. Dans ces lectures où il excellait, on le vit souvent s'attacher aux drames de Kleist et les populariser par ses interprétations poétiquement ingénieuses. Il donna en 1826 une édition complète de ses œuvres, et en publia encore un choix vingt ans plus tard. Dès lors les romantiques sous la restauration, les poètes philosophiques après 1830, l'ont étudié avec une vive sympathie. Plus d'un poète célèbre se rattache manifestement à lui. L'empreinte de son génie est visible dans les contes fantastiques d'Hoffmann, dans les drames d'Immermann, dans le théâtre de Christian Grabbe, dans certaines tragédies de Grillparzer; de nos jours encore, deux des plus vigoureux artistes de l'Allemagne, le poète dramatique Frédéric Hebbel et le

romancier Otto Ludwig, ont subi son influence. Cette influence, est-il besoin de le dire? est souvent pernicieuse. La critique allemande, après avoir travaillé avec Louis Tieck à tirer de l'oubli ces œuvres extraordinaires, est tenue de les juger aujourd'hui sans passion. C'est ce que la génération présente a commencé de faire. Si M. Théodore Mundt, M. Gustave Kühne, M. Gervinus lui-même ont vu dans Henri de Kleist un fils trop dévoué de l'Allemagne que le malheur de son pays pousse au désespoir et à la mort, les lettres du poète publiées par M. de Bülow et quelques pages énergiques de M. Julien Schmidt ont rétabli la vérité sur ce point. La cause est entendue : on ne dédaignera plus le talent d'Henri de Kleist, encore moins le prendra-t-on pour modèle. Surtout, en déplorant le mal qui désola sa vie, en plaignant sa jeunesse inquiète, son activité sans but, l'exaltation et les défaillances de son esprit, la fièvre et l'impuissance de son cœur, on se gardera bien de voir dans cette victime d'une philosophie sceptique la victime généreuse du patriotisme outragé.

Pour nous, au moment où d'imprudens publicistes réveillent avec amertume les souvenirs de 1813, nous avons été curieux d'interroger un homme de cette époque et de comparer les jugemens portés sur lui depuis une vingtaine d'années. Un résultat de cette étude, et nous le consignons avec joie, c'est que les critiques les plus récens jugent la vie et les ouvrages d'Henri de Kleist avec une parfaite impartialité: excellent symptôme, signe de raison et de force, qui révélerait, s'il était plus général, un éclatant progrès de la pensée publique. Quand on exaltait à tout propos les hommes de cette période, quand on mêlait la légende à la vérité, quand on voulait, par exemple, qu'Henri de Kleist eût été un Werther politique, on s'efforçait sans doute de fortifier le sentiment national; n'était-ce pas avouer cependant qu'on ne se croyait pas très sûr de l'unité morale de l'Allemagne, puisqu'on jugeait nécessaire de la prêcher sans cesse? Aujourd'hui cette unité existe; il y a un esprit commun au sein de la famille allemande, un esprit qui se possède, qui peut voir les choses de sang-froid, qui doit prouver sa force en ne cédant pas à de vaines alarmes, qui doit surtout écarter des préoccupations aussi contraires à la dignité qu'à la justice. Pourquoi ranimer toujours des rancunes éteintes, comme si l'Allemagne était encore sous le joug d'une domination étrangère? L'agitation qu'on essaie de propager du Danube jusqu'au Rhin est un démenti aux principes qui soulevèrent, il y a quarante-six ans, toute la famille allemande. Défiez-vous des piéges de l'Autriche : ceux qui exploitent à faux ces grands souvenirs sont les ennemis de votre honneur. En croyant continuer l'enthousiasme de 1813, prenez garde d'en

effacer la gloire à jamais. Ne voyez-vous pas que la contradiction est flagrante? En 1813, vous combattiez pour vos foyers; en 1859, vous combattriez pour des oppresseurs. En 1813, la France vous dominait; en 1859, elle soutient une cause juste, et tous les cœurs généreux sont pour elle. Vous ne seriez pas les fils des hommes de 1813, si vous preniez les armes contre l'indépendance d'un noble peuple.

L'intérêt de l'Allemagne est-il donc engagé dans la guerre qui vient de commencer? Les intérêts de l'Autriche en Italie sont-ils les intérêts de la confédération germanique? L'histoire prouve précisément le contraire. Si l'Allemagne ne veut pas être dupe, elle ne se dévouera pas pour l'Autriche, qui jamais ne s'est dévouée pour elle. Un spirituel publiciste, dont j'ai plus d'une fois attaqué les doctrines, mais qui me semble voir très clair dans cette question, M. Charles Vogt, écrivait dernièrement : « On ne peut servir qu'un maître; l'Autriche en sert trois, l'Allemagne, l'Italie et l'Orient. Si l'Allemagne l'appelle à son aide : Je ne peux, dit-elle, l'Orient m'occupe, l'Italie me réclame... Mais que son intérêt l'exige, oh! alors l'Autriche se souviendra tout à coup qu'elle est allemande. » Voilà le langage d'un homme qui aime son pays et ne se paie point de grands mots. Il y aurait tout un livre à écrire sur les embarras que causent à la confédération germanique les possessions de l'Autriche en Italie. Cette Allemagne, si justement jalouse de son indépendance, que peut-elle répondre à ceux qui lui montrent l'Autriche opprimant Venise et Milan? Et l'Allemagne libérale, l'Allemagne poétique et savante, celle qui, depuis Goethe et Platen jusqu'à Niebuhr et Mommsen, a fait tant de beaux travaux sur l'Italie, ne souffre-t-elle pas de voir que ses œuvres sont effacées et déshonorées par la présence des Croates sur la terre de Paul Véronèse et de Léonard de Vinci? Ah! si l'épée de la France et du Piémont, comme nous en avons le ferme espoir, arrache la Lombardie et la Vénétie à la domination de l'Autriche, ce ne sera pas seulement l'Italie qui pourra se réjouir de son affranchissement; l'Allemagne aussi, la véritable Allemagne sera délivrée d'un lien qui lui pèse. Nous reviendrons sur ce point, car nous devons plus d'une réponse à nos confrères d'outre-Rhin, et ce n'est pas incidemment qu'il faut traiter une telle question. Ces réflexions pourtant sont-elles déplacées dans un chapitre d'histoire littéraire? Je ne le pense pas; à propos d'un poète qui aima passionnément l'Allemagne et la justice, je ne sors pas de mon sujet en disant aux publicistes de Berlin et de Munich, de Francfort et d'Augsbourg : Soyez justes et restez Allemands.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

RACHEL

HISTOIRE LOMBARDE DE 1848.

IV.

On a vu quel trouble avaient jeté dans la famille d'un fermier lombard les événemens de 1848 (1). C'est en de telles crises que se retrempent les populations vraiment dignes de l'indépendance. Les mêmes causes qui avaient condamné à une vie stérilement agitée un des fils du fermier Stella devaient opérer, grâce à des circonstances plus favorables, une transformation salutaire chez les frères de Paolo, chez Pietro surtout, et c'est encore à Rachel, à la nièce du fermier, qu'allait appartenir le principal rôle dans les derniers événemens de ce récit.

Au moment même où M. Stella, voyant sa ferme presque cernée déjà par la police, avait entraîné son fils Paolo sur la route de Pavie, Rachel, qui avait retrouvé toute sa présence d'esprit, s'était élancée vers une chambre qui donnait sur la route juste au-dessus de la grande porte, et y avait fait du bruit pour attirer l'attention des gendarmes. Ceux-ci commencèrent à crier : — Holà! quelqu'un! ouvrez! au nom de sa majesté l'empereur! Ne craignez rien, nous sommes des amis. — Ne recevant aucune réponse, ils jetèrent de petites pierres contre les carreaux de la fenêtre. Rachel alors s'écria : — Qui est là? — comme une personne qui vient de se réveiller en sursaut.

(1) Voyez la livraison du 15 mai.

— Amis, amis! ouvrez vite.

— Qu'y a-t-il à cette heure? dit la jeune fille en se tenant de côté près de la fenêtre qu'elle venait d'entr'ouvrir, comme si elle eût craint l'attaque nocturne d'une bande de brigands. Que voulez-vous? Ne peut-on laisser le pauvre monde dormir en paix?

Pendant que l'entretien se continuait ainsi, Pietro se glissa sans bruit près de Rachel, et lui dit tout bas : — Ils sont partis sans avoir été aperçus. Que veulent ces gens?

— C'est la police, répondit Rachel du même ton de voix et en recommandant du geste le silence.

— Ouvrez, ouvrez donc! répétaient les gendarmes.

— Mais que voulez-vous? dit encore Rachel; on n'ouvre pas ainsi la porte d'une ferme isolée à pareille heure de la nuit à des gens qu'on ne connaît pas. Bien des fermiers ont payé de leur vie une semblable imprudence.

— Ne craignez rien, ma belle enfant, dit l'un de ces hommes avec une voix qu'il s'efforçait de rendre mielleuse; nous sommes d'honnêtes gens qui venons au nom de son excellence le directeur de la police pour nous assurer qu'aucun malfaiteur n'est caché ici.

— Si vous appartenez à la police, reprit Rachel, vous avez des papiers qui le prouvent?

— Sans doute, nous sommes parfaitement en règle, et vous n'avez qu'à ouvrir pour vous en convaincre.

— Ce n'est pas moi qui prendrai cette responsabilité. Je m'en vais réveiller mon cousin Pietro, qui, en l'absence de son père, est le maître ici, et il verra ensuite ce qu'il devra faire.

— En l'absence de son père, dites-vous? Est-ce que le signor Stella n'est pas à la ferme?

— Non, monsieur.

— Voilà qui est extraordinaire! Et quand est-il parti? Il était ici positivement ce même jour à midi.

— Il est parti il y a quelques heures.

— Et pourquoi?

— Un passant lui a dit qu'il y avait trois belles vaches à vendre à je ne sais plus quel marché demain matin. Mon oncle, qui se proposait d'aller un de ces jours en Suisse pour acheter du bétail, a pensé qu'il pourrait se dispenser de ce voyage en se rendant à ce marché, et il est parti sur-le-champ.

— Est-il parti seul?

— Mon cousin Orazio est avec lui.

Cette conversation était pleine d'intérêt pour les agens de la police, qui, croyant avoir affaire à une jeune fille réveillée en sursaut, espéraient lui arracher des aveux avant qu'elle eût concerté ses ré-

ponses avec le reste de la famille. Le chef des agens pourtant, le trop célèbre M. Lamberti (1), ne fut pas entièrement la dupe des explications de Rachel. — J'ai peine à croire que cette fille dise la vérité, dit-il tout bas à l'un de ses hommes. Un vieillard comme le signor Stella ne part pas ainsi d'une heure à l'autre, la nuit, sans en informer personne, et je ne serais pas étonné si le gibier était en train de s'évader pendant qu'on nous tient ici à parlementer. Prends quelques hommes, et place-les de distance en distance autour de la ferme. Si quelqu'un paraît, qu'on l'arrête, et s'il résiste ou prend la fuite, ma foi, qu'on tire dessus comme sur une bête fauve! Ce n'est pas le moment d'avoir le cœur tendre.

M. Lamberti était une illustration vivante de ces belles paroles, car son fils s'était suicidé la veille (2), et cet événement n'avait en aucune façon troublé le cours majestueux de son existence. Enrôlé dès sa première jeunesse dans une brigade de sûreté créée pour purger les routes des brigands qui les infestaient, M. Lamberti avait mené pendant plusieurs années la vie la plus aventureuse et la plus méritoire, attaquant seul des bandes entières, s'introduisant dans les repaires des bandits pour mettre la main sur eux. Quoique souvent et gravement blessé, il avait pu, grâce à une force vraiment extraordinaire et à un invincible courage, accomplir des faits et des gestes dignes d'une Iliade. Son nom était devenu la terreur des brigands et des malfaiteurs de toutes les nuances, dont il était le principal agent de destruction. Peut-être fut-ce pour le récompenser de ses services, peut-être aussi pour tirer parti de son zèle, même après que ses forces physiques avaient cessé d'y répondre, qu'on le fit passer de la brigade de sûreté dans le corps des agens de la police politique. Ses émolumens furent doublés, et ses fatigues ainsi que ses dangers diminués, ce dont M. Lamberti se trouva fort satisfait. Il mettait son honneur à réussir dans ses entreprises, et la capture des hommes était pour lui une espèce de chasse qu'il poursuivait avec passion. Il ne comprit point que les périls dont sa première condition était entourée en effaçaient seuls l'infamie. Il se dit que dans sa nouvelle carrière la ruse lui serait plus utile que la force, et il devint aussi rusé qu'il avait été fort, aussi persévérant qu'il avait été brave, tout en demeurant aussi satisfait de lui-même que par le passé. L'instinct moral du public ne se trompe guère toutefois en ces sortes d'appréciations : les anciens exploits du sbire

(1) Il s'agit ici d'un personnage dont les populations lombardes n'ont certainement pas perdu le souvenir, et les traits qui m'ont servi à dessiner cette physionomie appartiennent à l'histoire.

(2) Il s'était frappé, dit-on, poussé au désespoir par la honteuse célébrité qui entourait le nom de sa famille.

furent oubliés, et on maudit en lui l'espion méprisable aussi bien que le persécuteur sans pitié. Agé alors d'une soixantaine d'années, M. Lamberti était encore vert, et doué d'une certaine beauté septentrionale qui rappelait les barbares de l'ancienne Germanie. Ses manières étaient tantôt rudes et impérieuses, tantôt câlines et doucereuses, trahissant en lui le double caractère de l'aventurier courageux et de l'inquisiteur perfide. Tel était l'homme chargé d'arrêter Paolo et Filippo et de les conduire morts ou vifs à Milan.

Au bout de quelques instans, la voix de Pietro se fit entendre à la fenêtre que Rachel avait ouverte d'abord, et les mêmes questions reçurent les mêmes réponses. M. Lamberti perdit alors patience, et menaça d'enfoncer la porte. — Un moment, messieurs, répondit Pietro en faisant jouer l'amorce d'un fusil; je n'ai aucune envie ni de résister ni de manquer de respect aux représentans de l'autorité légitime.

— Qu'entendez-vous par l'autorité légitime? s'écria M. Lamberti furieux, qui croyait saisir une allusion révolutionnaire. Répondez, ou je vous ferai pendre tout à l'heure.

— J'entends parler de l'autorité de sa majesté l'empereur Ferdinand, répondit Pietro de la meilleure foi du monde. Si vous êtes réellement ce que vous dites, vous serez traités ici avec tous les égards qui vous sont dus; mais il faut d'abord que vous me fournissiez des preuves de votre identité. Pardieu! je n'ouvrirai pas que vous ne m'ayez montré vos papiers. Je vais descendre au rez-de-chaussée et ouvrir le volet d'une petite fenêtre grillée qui donne sur la rue; vous me présenterez vos ordres à travers la grille, et je vous ouvrirai ensuite. Je sais bien que je m'expose à recevoir une balle dans la tête, si vous n'êtes pas ce que vous dites; mais cela ne vous avancerait guère de vous débarrasser de moi. Mes frères sont couchés dans une pièce peu éloignée, et au premier coup de feu ils seront sur pied, ainsi que nos gens. Maintenant attendez une minute, et je suis à vous.

Pendant que ces paroles s'échangeaient, Rachel était retournée auprès de la famille, et chacun, obéissant aux instructions qu'elle apportait de la part de Pietro, s'était enfermé dans sa chambre. Toutes traces du séjour de Paolo dans la cachette avaient déjà disparu, et quand Pietro eut pris connaissance des papiers en question et qu'il ouvrit la porte d'entrée en adressant à M. Lamberti et à ses gens les plus humbles excuses pour sa défiance et sa lenteur, la ferme n'était pas moins silencieuse que le château de la Belle-au-Bois-dormant.

— Où sont les membres de votre famille? demanda le chef des agens autrichiens.

— Couchés, excellence, et sans doute dans leur premier somme. Si votre excellence me l'ordonne, je vais les appeler.

Le chef de police fit un geste affirmatif et suivit Pietro, qui alla frapper aux portes des chambres occupées par ses parens. Tout se passa comme il avait été convenu. Au bout de quelques instans, les portes s'ouvrirent, et chacun des membres de la famille se présenta un flambeau à la main, à moitié vêtu et se frottant les yeux comme au sortir d'un profond sommeil. Des interrogatoires séparés commencèrent aussitôt, et M. Lamberti n'épargna même pas la pauvre Mme Stella, qui le regardait comme un ogre venu tout exprès pour dévorer sa progéniture. Heureusement la leçon avait été si bien et si récemment apprise que personne ne se trompa d'un mot. Cependant Pietro et Cesare étaient allés chercher du vin à la cave, et les jeunes filles avaient mis le couvert. Pietro invita M. Lamberti et ses compagnons à se rafraîchir. Ceux-ci ayant consenti sans se faire prier, la conversation ne languit guère, grâce surtout à Cesare, qui éprouvait une sympathie véritable pour tous les agens du pouvoir, et dont le dévouement était encore doublé par la pensée du tour qu'il leur jouait. — Les pauvres gens! se disait-il; tout le monde les trompe, et moi comme tout le monde! Ils ne font pourtant que leur devoir. Je ne comprends pas qu'on soit si mal disposé pour eux!

Enfin Mme Stella et Pietro lui-même commençaient à se flatter que la terrible escouade allait repartir sans causer d'autre mal que la peur, lorsque M. Lamberti, ayant mangé de fort bon appétit et vidé plusieurs bouteilles, se tourna vers Pietro et le pria d'appeler les serviteurs et les journaliers de la ferme, afin qu'il pût leur adresser quelques questions. Mme Stella sentit ses jambes se dérober sous elle, car aucun des domestiques n'était prévenu, et tous ignoraient encore le départ du fermier. Il fallait s'attendre à ce qu'ils exprimassent leur étonnement de ce départ subit, et qui pouvait prévoir l'effet que produirait cet étonnement sur M. Lamberti? Il n'y avait pourtant pas à hésiter; il fallait obéir, et si Pietro songea un instant à prévenir ses serviteurs des dangers auxquels un mot imprudent de leur part pouvait l'exposer lui et les siens, il dut abandonner cette pensée, car l'un des agens l'accompagna pendant qu'il allait les éveiller. En rentrant toutefois, il remarqua que Rachel avait disparu, et il se dit qu'elle était sans doute allée donner aux serviteurs avis de ce qui se passait. Elle revint au bout de peu d'instans, et le regard qu'elle échangea avec son cousin lui prouva qu'il avait deviné juste. Bientôt un à un, deux à deux, par groupes, parurent les serviteurs, dont la physionomie trahissait les nuances les plus diverses de la surprise et la crainte.

Le paysan lombard, celui du moins qui habite la Basse-Lombardie, ne connaît pas son maître et n'a affaire qu'au fermier. Il en est ordinairement maltraité et se tient vis-à-vis de lui dans un état d'hostilité mal déguisée. S'il se plaint (ce qui ne lui arrive pas souvent), le fermier lui répond qu'il le traite comme lui-même est traité par le maître, que s'il ne paie pas son fermage, le maître le chasse et le ruine, qu'il est par conséquent forcé d'être dur à son tour pour le paysan. Celui-ci, qui est très fin et point du tout véridique, n'ajoute pas une foi implicite aux paroles du fermier; mais il aime autant les admettre en partie que de les repousser toutes. Pour parler plus clairement, il en admet juste ce qu'il lui faut pour se créer dans la personne du maître un nouvel objet de haine et de ressentiment, et pas assez pour justifier le fermier et en faire un objet digne de pitié. — Pourquoi, me demandera-t-on peut-être, pourquoi ce besoin de haine de la part du paysan? Parce qu'il est malheureux, grossier, ignorant, et peu chrétien, s'il faut le dire. Il fréquente régulièrement les églises, remplit tous les devoirs du culte et croit implicitement à tous les miracles; mais s'il est faux que l'église catholique interdise à ses fidèles la lecture de l'Évangile, comme le prétendent les protestans, il est malheureusement trop vrai qu'elle ne la recommande pas, et qu'à peine sur cent paysans sachant lire, on en trouvera un qui ait la moindre connaissance de ce code incomparable de morale chrétienne. Je ne crains donc pas d'affirmer que les sentimens chrétiens, l'amour du prochain, le pardon des injures, le respect pour la vérité, sont presque absolument étrangers au cœur de l'habitant pauvre des pays catholiques. Le clergé s'efforce de diriger sa conduite extérieure: cette tâche même n'est pas aisée, et il la remplit assez bien; mais que peut-il contre la dépravation intérieure? La lecture de l'Évangile, qui serait un puissant remède, il se garde bien de la conseiller. La foi du Lombard dans l'infaillibilité de l'église catholique ne pourrait-elle pas s'en trouver ébranlée? Pareille chose est arrivée et arrive encore. Des deux maux, il est naturel que le clergé choisisse celui qui ne doit pas retomber sur lui.

Le paysan de la Basse-Lombardie est d'ordinaire, ai-je dit, l'ennemi naturel de son maître et du fermier qui le surveille. Il réussit parfois à se venger de ce dernier; mais le maître est, par sa position ainsi que par son éloignement, hors de la portée de sa vengeance. Il existe pourtant quelqu'un qui est vis-à-vis du maître à peu près dans la position que le maître occupe vis-à-vis du paysan : c'est le gouvernement. Le gouvernement séquestre les propriétés du maître et le réduit à la pauvreté, il enferme le maître dans le *carcere duro* et dans le *carcere durissimo*, il défend au maître de se rendre là où ses affaires l'appellent; en un mot, il se charge de

satisfaire la haine du paysan. Faut-il s'étonner si le paysan éprouve pour le gouvernement une secrète sympathie, une vague reconnaissance, une sorte de sentiment à la fois filial et fraternel? Sauf quelques soupirs que lui arrache le renchérissement du pain, on l'entendait rarement, avant 1848, se plaindre des charges écrasantes qui pèsent sur l'agriculture et en étouffent l'essor. Les choses ont changé quelque peu depuis lors. La nouvelle loi sur la conscription et les embarras qui résultent du changement des monnaies pèsent sur le paysan, et l'ont irrité.

Le fermier des Huit-Tours était charitable et juste, mais brusque, sévère et clairvoyant : aussi était-il peu aimé de la plupart de ses paysans; ses fils, qui suivaient son exemple, ne l'étaient guère plus. Un ou deux serviteurs, nés dans la maison, avaient seuls voué à leurs maîtres une sorte d'aveugle vénération. Si je disais qu'ils les aimaient, j'emploierais peut-être une expression peu exacte : ils les regardaient comme des êtres à part, nés pour commander et pour être fidèlement obéis. C'est à ceux-là que Rachel avait donné avis du grave danger que courait la famille du fermier, si eux et leurs camarades se montraient trop surpris du brusque départ de M. Stella.

Après avoir salué humblement les hommes de police, tous les paysans s'étaient rangés le long de la muraille, en attendant qu'on leur apprît ce qu'on voulait d'eux. La première question qu'adressa M. Lamberti à l'un des ouvriers de la ferme resta un moment sans réponse : — Savez-vous où se trouve à cette heure votre maître? — Le paysan qu'interpellait ainsi le chef de police n'avait pas été averti par Rachel; aussi regarda-t-il autour de lui, croyant apercevoir M. Stella. Ne le voyant pas, et M. Lamberti ayant renouvelé sa question, il répondit timidement : — Comment saurais-je où le *missée* (1) se trouve? Dans sa chambre sans doute, à moins que vous ne l'ayez envoyé quelque part.

— Aucun de vous n'en sait-il davantage? reprit M. Lamberti.

Rachel, à demi cachée dans l'embrasure d'une fenêtre, cherchait à rencontrer le regard de l'un des serviteurs qu'elle avait avertis. L'un d'eux la comprit, et faisant un effort sur lui-même : — Si votre excellence me le permet, observa-t-il, je pourrai peut-être lui apprendre où se trouve mon maître, si pourtant il n'est pas dans la maison.

— Dites donc, mon brave homme, dites ce que vous savez.

— Je sais seulement qu'il se proposait d'aller incessamment acheter des bêtes, et je suppose, ne le voyant pas ici, qu'il a exécuté son projet.

(1) Corruption du *messere* italien.

— Mais il était ici dans la journée? reprit M. Lamberti.

— Certainement, répondirent à l'envi tous les paysans, heureux de pouvoir confirmer une proposition émanant d'un aussi grand personnage.

— M. Stella a-t-il l'habitude de partir ainsi à l'improviste, et sans prévenir aucun de vous?

Les paysans hésitaient, ne sachant trop quelle réponse serait la plus agréable à M. Lamberti, lorsque celui-là même qui avait déjà porté la parole, paraissant prendre goût à la scène et au rôle qu'il y jouait, s'empressa d'ajouter : — Oh! le signor Stella ne fait rien comme tout le monde; il passera des mois sans s'éloigner de ses champs, puis, si l'idée lui en vient, le voilà parti sans faire de paquets, sans dire adieu à personne, et sans savoir lui-même quand il reviendra!

— Mais, poursuivit M. Lamberti, votre maître se fait sans doute accompagner par un de ses domestiques?

— Certainement, excellence, certainement.

— Et pouvez-vous comprendre quel motif l'a décidé cette fois à partir seul?

Nouvel embarras, nouveau silence. Pietro observa que son père l'avait chargé en partant de plusieurs travaux pour lesquels tous les ouvriers de la ferme étaient nécessaires; il ajouta que, s'étant fait accompagner par un de ses fils, M. Stella n'avait pas eu besoin de domestique. M. Lamberti voulut alors savoir où le fermier était allé, et quand on attendait son retour. — Il est allé à Vigevano, répondit Pietro. Nous l'attendons demain ou après; cela dépendra des affaires et du marché.

Ce premier interrogatoire terminé, M. Lamberti pria les membres de la famille de passer dans une autre pièce, et de le laisser seul avec les paysans. Quelques agens suivirent Mme Stella et ses enfans, et ne les perdirent pas de vue un seul instant. Demeuré seul avec les paysans, M. Lamberti leur parla avec une certaine franchise qui flatta infiniment leur amour-propre. — Je suis venu ici, leur dit-il, parce que j'ai de bonnes raisons de croire que les fils rebelles de M. Stella y sont cachés, ou du moins qu'ils y ont été jusqu'à ce jour. — Les paysans stupéfaits se rappelèrent aussitôt mille circonstances qui leur avaient échappé jusque-là, et ils ne doutèrent pas que M. Lamberti n'eût deviné juste. Leurs exclamations et leurs mots sans suite prouvèrent clairement à M. Lamberti que ces gens ignoraient tout; mais il n'en continua pas moins son interrogatoire, espérant tirer profit des circonstances dont ils se souviendraient. — Je suis très convaincu, ajouta-t-il, que vous êtes tous innocens de ce qui s'est fait ici, et bien vous en prend,

car ce n'est rien moins qu'un crime de haute trahison; mais votre innocence pourrait sembler douteuse à d'autres juges moins indulgens que moi, et je ne vois pour vous qu'un moyen de la prouver: c'est de m'aider efficacement dans mes recherches, et surtout de ne rien me cacher. Si je puis arrêter ces traîtres et donner l'assurance au gouverneur que c'est grâce à vous que j'y suis parvenu, vous pouvez compter sur un généreux oubli du passé et même sur quelques récompenses.

En ce moment, M. Lamberti se montrait aux valets de ferme sous les traits d'un ange tutélaire. Il leur avait parlé leur propre langage, leur montrant ce qu'exigeait d'eux leur intérêt personnel, en opposition directe avec celui de leurs maîtres, sans faire la moindre allusion à aucun devoir, à aucun sentiment ni de fidélité, ni d'honnêteté. — Voilà un homme, se disaient tout bas les paysans, qui sait ce qu'il veut, et qui n'oublie pas le pauvre monde! — Alors parmi ces hommes grossiers ce fut une lutte à qui seconderait le mieux les recherches de la police. Tous s'offraient à conduire l'inquisiteur dans les parties les plus reculées de ce labyrinthe qu'on appelait la ferme, et jusqu'au fond des souterrains, si cela pouvait lui être agréable; ils ne stipulaient qu'une chose, c'est que la famille ignorerait toujours la part qu'ils auraient prise à ces investigations. M. Lamberti le leur promit en exigeant à son tour, comme condition de son silence, qu'ils continueraient à le tenir au courant de tout ce qui se passerait à la ferme.

L'habitation fut aussitôt parcourue dans tous les recoins, puis on entra dans les souterrains, et on y découvrit les arrangemens pratiqués par M. Stella, lorsqu'il avait supposé que ses enfans pourraient être forcés d'y chercher un asile; mais à l'inspection de certains détails, tels que l'état de la paille étendue sur le sol, la consistance des pains complétement durs et moisis qu'on découvrit dans un coin, M. Lamberti demeura convaincu que ces souterrains n'avaient pas été habités. On retourna donc dans une chambre signalée comme suspecte par les paysans, et d'où ils avaient vu sortir une fumée accusatrice. On y trouva une casquette ornée, hélas! d'une vieille cocarde tricolore que Rachel avait donnée quelques mois auparavant à Paolino, et que celui-ci avait gardée jusqu'au dernier moment autant par amour que par patriotisme. A l'aspect de la casquette, M. Lamberti prit un air grave et de mauvais augure. Il s'assit dans un fauteuil et fit paraître successivement devant ce tribunal improvisé chacun des membres de la famille Stella. Comment ce malencontreux emblème se trouvait-il dans la maison? Tous firent des réponses vagues, alléguant leur ignorance, à l'exception de Rachel, qui affirma se souvenir parfaitement du

jour où la casquette avait été abandonnée par Paolo avant son départ pour le Tyrol.

Après un long et fastidieux examen, qui dura jusqu'au point du jour, le chef des sbires déclara qu'à son grand regret il se voyait contraint d'emmener les deux fils du signor Stella, afin de les soumettre à un interrogatoire direct de leurs excellences le directeur de la police et le commandant militaire. Quelques-uns de ses gens resteraient cependant à la ferme pour y attendre le retour de M. Stella et le conduire aussitôt devant les mêmes excellences. Cette annonce plongea la famille tout entière dans la consternation. Mme Stella voyait déjà ses trois fils et son mari pendus au même gibet, et le sort des deux proscrits lui semblait digne d'envie. La pauvre femme ne trouva pas une parole pour supplier l'impitoyable sbire. Une profonde stupeur s'était emparée d'elle. Elle promena ses yeux hagards sur tous ceux qui l'entouraient, puis, jetant son tablier sur sa figure, elle se laissa tomber sur une chaise, tourna son visage contre la muraille, et, joignant les mains, elle demeura immobile, anéantie, étrangère à tout ce qui se passait. Profitant de cet intervalle pendant lequel la nature épuisée semblait se refuser à la souffrance, Pietro résolut de s'éloigner sans bruit avec son frère. Recommandant à la hâte à ses sœurs et à Rachel sa pauvre mère, il sortit avec M. Lamberti, et lui proposa de faire quelques pas à pied jusqu'à ce que la voiture qu'on était en train d'atteler les rejoignît sur la route. M. Lamberti n'était pas fâché d'abréger les scènes touchantes auxquelles il ne pouvait assister qu'en témoin des plus blasés; il agréa donc la proposition. Quelques momens après, le roulement d'une voiture et un cliquetis de sabres et d'éperons annonçaient le départ de l'escouade qui emmenait Pietro et Cesare à Milan.

Jacopo, un des vieux serviteurs réellement dévoués au fermier, était resté auprès de sa maîtresse, et Rachel lui demanda à voix basse s'il était possible d'avertir M. Stella de ce qui s'était passé avant son retour à la ferme. — Je crois que j'en trouverai le moyen, répondit Jacopo; mais je ne connais pas mon vieux maître, ou cette nouvelle n'aura d'autre effet que de hâter son retour. — Un jeune enfant fut choisi pour la périlleuse mission que Jacopo ne pouvait remplir lui-même. Sous prétexte de poursuivre un troupeau d'oies qui se dirigeait vers un champ de luzerne, il trompa la surveillance des soldats, et se lança à toutes jambes dans la direction de Vigevano. Il rencontra le fermier avec Orazio à une demi-lieue de la ferme, sur la route de Pavie, et lui raconta ce qui s'était passé; mais Jacopo avait bien jugé son vieux maître. A peine l'enfant eut-il achevé son récit que M. Stella lui enjoignit d'aller droit au village le plus voisin et de ne pas reparaître aux Huit-Tours tant que les

soldats y séjourneraient; puis il donna un coup de fouet à son cheval et prit au grand trot le chemin de sa demeure. Arrivé à quelque distance de la ferme, il s'arrêta cependant tout à coup et dit à Orazio: — Tu sais ce qui vient d'arriver; tes frères sont en prison, et j'y serai dans quelques heures. Ta mère ne peut se passer de nous tous à la fois. Descends, cache-toi quelque part, et va la rejoindre lorsque tout sera fini.

L'habitude de la soumission était si forte chez les enfans du fermier, qu'Orazio était déjà descendu à moitié de la voiture, lorsque cette pensée traversa son esprit : pouvait-il abandonner son père au moment du danger? Et d'ailleurs ne laisserait-on pas à la ferme des soldats pour épier son retour? Le jeune homme sut donc résister aux instances de son père, qui remit silencieusement son cheval au trot. Deux grosses larmes tombées sur ses mains calleuses avaient été toute sa réponse. Quand il entra dans la cour de sa ferme, il vit d'abord Rachel qui l'attendait sur le seuil de la cuisine. — Comment se porte ta mère? lui demanda-t-il. Et Rachel, secouant la tête, se rangea pour le laisser passer.

Au sortir de sa léthargie, Mme Stella n'avait conservé aucun souvenir de ses malheurs; mais la mémoire lui était revenue bientôt, entraînant avec elle un tel excès de désespoir, que ses filles effrayées avaient envoyé quérir à la fois le médecin et le curé. Le médecin était absent; mais le curé était accouru. C'était au moment où le digne prêtre avait réussi à se faire un peu écouter de la pauvre femme que le fermier était entré dans la cuisine. Il connaissait sa vieille compagne, et il savait combien la calme fermeté de son caractère exerçait d'influence sur elle.

— Bonjour, ma femme, dit-il de sa voix forte et presque gaie, sans paraître s'apercevoir du deuil général. J'apprends de belles nouvelles! Mes fils, auxquels j'avais confié des travaux importans, ont été obligés de suivre à la ville un agent de police. Voilà qui est contrariant! Il faut que j'aille éclaircir ce malentendu. Prépare-moi donc quelque chose pour déjeuner, que je ne fasse pas attendre ces messieurs là-bas.

Mme Stella, accoutumée à l'obéissance passive d'une paysanne italienne, se leva machinalement, et s'en alla toute chancelante chercher dans une armoire ce qui était resté du souper de la veille, le dernier souper qu'elle eût pris avec les membres aujourd'hui dispersés de sa chère famille. En remuant les plats que ses enfans avaient touchés, ses larmes coulèrent silencieuses et abondantes, et quand elle posa sur la table la viande froide qui avait été réservée pour le déjeuner, un sanglot souleva sa poitrine, et elle saisit rapidement le dossier d'une chaise pour éviter de tomber sur le carreau. Celui qui l'eût vue ainsi abattue et étouffant sa douleur par

respect pour son mari, qui affectait de ne pas faire attention à elle, n'eût-il pas déploré le long esclavage de cette malheureuse femme et la brutale indifférence du maître? Il se fût pourtant grossièrement trompé. Mme Stella avait dans son mari la plus entière confiance, et le cœur de M. Stella était rempli de tendresse et de sollicitude pour sa fidèle compagne; mais les mœurs domestiques des campagnes de la Lombardie sont demeurées en tout semblables et identiques à celles des siècles écoulés. Le *pater familiæ* est le seigneur (*el missée*); sa femme et ses enfans lui adressent la parole à la seconde personne du pluriel; s'il admet ses fils à sa table, sa femme ni ses filles ne s'y assoient jamais, elles le servent comme de simples domestiques. Jamais dans une famille de paysans lombards on n'entendra une dispute entre le mari et la femme, car jamais la femme n'aura la pensée d'opposer sa volonté, son opinion, à la volonté, à l'opinion du mari. Le langage, le maintien, les manières de la femme envers le mari expriment le profond respect qu'il lui inspire, et la soumission parfaite qu'elle lui a vouée. Quant au mari, il lui rend dans son cœur tous les hommages qu'il en reçoit, et elle le sait bien. Il n'y a ni infidélité ni inconstance dans de semblables ménages, et la femme aux cheveux gris, à la face ridée, possède le cœur de son époux aussi exclusivement qu'aux beaux jours de sa courte fraîcheur.

Malgré les apparences, M. Stella, en s'asseyant seul devant le déjeuner servi par la mère de famille, n'était donc ni indifférent ni affamé; seulement il connaissait l'étendue de son pouvoir sur sa docile compagne, et il avait résolu d'en user dans l'intérêt de celle-ci. Aussi, quand il vit qu'elle était parvenue à maîtriser son désespoir, il prit un ton plus affectueux, quoique toujours aussi ferme, et lui dit : — Voyons, Anna, il me semble que tu as pleuré, et je crois que tu t'exagères le désagrément qui nous arrive. Nous n'avons jamais eu maille à partir ni avec le gouvernement ni avec la police, et c'est pour cela que tu t'effraies au moindre indice de mécontentement ou de soupçon de leur part... Mais réfléchis, ma bonne femme, que le gouvernement et la police n'ont pas été sur des roses depuis quelque temps, et il est naturel qu'ils regardent un peu à leurs affaires. S'ils n'avaient pas eu tant de confiance, qui sait s'ils n'auraient pas empêché ce qui est arrivé dernièrement? Quoi qu'il en soit, ils ne nous connaissent pas, ils ne savent pas, ils ne peuvent pas savoir que nous sommes de leurs amis. Il y a plus : deux de nos enfans se sont battus contre eux; sont-ils à blâmer, s'ils nous prêtent aussi quelque mauvais vouloir? Quant à moi, je m'attendais à ce qui nous arrive, et je t'avouerai même que je n'en suis pas fâché, car cela va me procurer l'occasion de m'expliquer avec eux, de leur déclarer franchement ma façon de penser, et

ils seraient bien difficiles s'ils ne s'en montraient pas satisfaits. Sois tranquille, ma femme. Quand le vieux Stella, qui n'a jamais menti, leur dira : Je suis un bon et loyal sujet de sa majesté l'empereur, — je voudrais bien savoir ce qu'ils trouveront à me répondre. Ils me tendront la main en me disant : Touchez là, brave homme; si tout le monde pensait comme vous, nous n'aurions pas eu tant de mauvaises affaires sur les bras... Mais il est temps de partir. Adieu, ma femme.

Et le vieux fermier pressa tendrement sa vieille compagne entre ses bras en lui disant tout bas : — Ils sont tous les deux ensemble, hors de danger, bien portans et gais. — Puis il sortit de la cuisine, laissant sa femme un peu abasourdie, mais infiniment rassurée, et faisant signe au curé et à Rachel de le suivre. — Je ne sais quand je reviendrai, monsieur le curé, dit-il; en tout cas, je vous les recommande tous, et elle en particulier; soutenez-la et priez pour nous. Toi, ajouta-t-il en s'adressant à Rachel, fais en sorte d'informer notre maître de ce qui nous arrive. Il est puissant, tous les empereurs l'écoutent, et il ne laissera pas son vieux Stella languir en prison, non plus que les enfans.

Puis, prenant le bras de son fils, auquel il avait défendu de se présenter à sa mère, il monta dans sa voiture, accompagné comme un grand criminel d'un piquet de gendarmerie à cheval et d'une demi-douzaine d'agens de police.

V.

En affectant le degré d'assurance propre à calmer les terreurs de Mme Stella, le *missée* avait fini par prendre son rôle au sérieux, et par se convaincre lui-même de ce qu'il voulait faire croire à sa femme.—N'était-il pas un bon et loyal sujet de l'empereur? N'avait-il pas toujours parlé et agi comme tel? N'était-il pas bien connu de son curé, de son maître et de tout le village? Que pouvait-on lui reprocher? De ne pas avoir livré son propre sang? L'empereur ne pouvait lui en vouloir de ne pas s'être montré pire qu'un Judas. Non, c'eût été faire injure à l'empereur que de lui supposer de pareils sentimens. — Hélas! M. Stella oubliait d'abord que ce n'était pas devant l'empereur qu'il allait paraître; il oubliait aussi qu'en menaçant de la peine de mort tous ceux qui donneraient asile aux proscrits, l'auteur, quel qu'il fût, de cette loi n'avait excepté ni les pères ni les femmes. Exilé pour ainsi dire au fond de ses campagnes, il ne savait pas combien de malheureux avaient déjà payé de leur vie l'acte même dont il allait se déclarer responsable.

Amené devant la commission militaire sans avoir pu communiquer avec ceux de ses fils qui l'avaient précédé en prison, il parla avec

un peu moins de hardiesse qu'il ne s'était proposé de le faire, mais avec autant de sincérité. Il raconta comment les deux proscrits étaient arrivés à la ferme, l'un accablé de fatigue, l'autre près de succomber à ses blessures. Le premier s'était reposé et était parti ensuite; le second avait reçu les soins empressés de ses parens, et à peine avait-il retrouvé quelque force, que son père l'avait conduit sur un territoire étranger. M. Stella ne dissimula rien, ni son ancien et constant dévouement à la personne et à la cause de l'empereur, ni ses doutes lorsqu'il avait appris que le saint pontife s'était prononcé contre sa majesté impériale, ni son prompt retour aux saines idées de ses beaux jours. On le laissa parler quelque temps sans faire grande attention à cette partie de son discours; puis le président de la commission l'interrompit.

— Vous avouez donc, Michel Stella, dit-il, avoir donné asile à vos deux fils Filippo et Paolo, rebelles et fugitifs?

— Que vouliez-vous que je fisse, excellence? Figurez-vous pour un moment que votre fils...

— Répondez oui ou non.

— Je ne puis dire non... Eh bien... oui!

— Avouez-vous avoir donné asile à vos deux fils rebelles et fugitifs après avoir pris connaissance du décret qui assimile au crime de haute trahison l'action de donner asile à un rebelle fugitif?

— J'avais entendu dire... que c'était défendu, mais je savais bien que cette défense ne pouvait concerner les pères. Que diable!... pardon, excellence, sa majesté n'est pas un Turc! L'empereur sait bien...

— Répondez oui ou non.

— A quoi, excellence?

— Aviez-vous connaissance de la loi qui vous défendait de donner asile aux rebelles et fugitifs lorsque vous avez reçu chez vous vos deux fils?

— Je savais...

— C'est assez. Vous êtes convaincu, et vous reconnaissez vous être sciemment rendu coupable du crime de haute trahison en donnant asile à vos deux fils contrairement à la loi.

Il n'en fallait pas davantage dans ce temps-là pour motiver une sentence capitale, et Michel Stella fut condamné à mort, ainsi que ses trois fils, perdus par ses aveux. Lorsque le fermier apprit le sort qui leur était réservé et qu'il se rendit compte des résultats de sa franchise, son visage se décomposa, sa mâchoire inférieure tomba presque sur sa poitrine, ses yeux fixes et sanglans semblèrent sortir de leurs orbites; ses narines se dilatèrent comme celles du coursier qui jette dans ses poumons autant d'air qu'ils en peuvent contenir, et tout son corps fut agité d'un tremblement ner-

veux. Les soldats qui remplissaient l'office de geôlier le conduisirent dans le cachot commun où tous les condamnés à mort attendaient l'heure de l'exécution. M. Stella y trouva ses fils; il tendit vers eux ses bras tremblans, et d'une voix sourde, à demi étouffée par l'émotion : — Me pardonnez-vous? leur dit-il.

— Ne prononcez pas de telles paroles, père, répondit l'aîné, tandis que ses frères et lui s'agenouillaient autour du vieillard; vous n'avez dit que la vérité, et le mensonge n'était pas fait pour vous. Que Dieu vous bénisse, père! Et bénissez-nous...

Les prisonniers qui attendaient l'exécution de leur sentence avec M. Stella et ses fils furent bientôt emmenés un à un. Chaque fois que la porte du cachot s'ouvrait, la famille résignée se préparait au départ, et son tour semblait ne devoir jamais venir. Ce retard leur causait à tous une sorte d'impatience, car les heures qui précèdent pour le condamné à mort le moment suprême sont assurément les plus terribles que la nature humaine soit exposée à subir. Le fermier et ses fils passèrent ainsi un jour et une nuit, pendant lesquels les signes de la décrépitude se déclarèrent brusquement chez le robuste vieillard, et même chez le jeune Orazio, dont la brune chevelure devint entièrement blanche. Enfin, lorsque ces malheureux commençaient à sentir la défaillance qui naît d'un supplice, soit moral, soit physique, trop prolongé, la porte du cachot s'ouvrit encore une fois, et le maître du fermier, le comte F., s'approcha des condamnés.

— Vous m'avez donné bien du mal, Michel! dit-il au vieillard, et je vous conseille de ne pas recommencer, car je ne réussirais probablement pas une seconde fois. Je suis enfin parvenu à convaincre son excellence que vous ne connaissiez pas la loi sur les proscrits, et j'y serais parvenu plus facilement, si vous n'aviez point, à ce qu'il semble, commis la sottise de déclarer que vous la connaissiez. On a bien voulu admettre, conformément à mes observations, que la peur vous avait brouillé les idées, et que vous n'aviez compris ni la demande qui vous avait été adressée, ni la réponse que vous aviez faite. Je ne suis pas sans quelque influence, voyez-vous, auprès de ces messieurs; ils m'ont bien quelques obligations, et ils s'en sont souvenus, de telle sorte que vous voilà tous en liberté... Mais d'abord signez ceci : c'est un aveu de vos torts et l'expression de votre reconnaissance pour la grâce que la clémence infinie de notre souverain a daigné vous faire.

Le fermier et ses fils signèrent, sans même le lire, l'acte que le comte F. leur présentait. Le vieillard essaya de remercier son maître pour l'intérêt qu'il lui avait témoigné; mais il ne put prononcer un seul mot, et ce fut Pietro qui remplit ce devoir au nom de toute la famille. — C'est bien, c'est bien, dit le comte F.; vous êtes de

braves gens, qui cultivez mes terres depuis je ne sais combien de générations, et vous avez toujours été des modèles d'exactitude et de probité. Mes terres sont en de bonnes mains, je le sais; mais, croyez-moi, ne vous mêlez pas de politique... Que vous importe ce qu'on appelle les droits des peuples, les nationalités et toutes ces billevesées d'outre-monts? Vous vous mettez dans l'embarras et vous compromettez vos supérieurs. Votre affaire, c'est l'agriculture et le commerce; faites votre affaire et n'en sortez pas. C'est en ami que je vous parle...

La famille Stella remercia encore, et promit de suivre les leçons du comte. La liberté leur ayant été rendue en même temps que la vie, Pietro et ses frères se hâtèrent de sortir de l'affreuse prison et d'emmener leur père. L'un d'eux alla se procurer une voiture, où l'on fit monter le vieillard, qui n'avait pas encore recouvré la parole. M. Stella semblait tombé en enfance; il se laissait conduire passivement par ses fils, auxquels il ne répondait que par des signes brefs et approbatifs. Enfin, et malgré leur répugnance à ramener à leur mère un mari si différent de celui qui l'avait quittée la veille, ils se décidèrent à reprendre le chemin de la ferme. Ce fut une heureuse résolution, car la stupeur du pauvre homme parut se dissiper à mesure qu'il revoyait ces lieux si connus, et qu'il approchait de son foyer chéri. Lorsqu'il entra dans la cuisine, où Mme Stella, ignorant tout ce qui s'était passé depuis deux jours, prêtait l'oreille aux paroles d'espoir et de consolation que ses filles et ses nièces multipliaient à l'envi; lorsque, dis-je, M. Stella parut devant sa femme, celle-ci fut un moment sans le reconnaître; puis, la triste vérité se révélant d'une façon soudaine, elle se jeta au cou de son mari en s'écriant: — O mon Dieu! que vous ont-ils fait?

— Ils m'ont presque fait mourir, dit enfin le vieillard, à qui la vue de sa femme et de sa famille réunie avait rendu la parole, et sans notre maître, tu ne serais plus à cette heure qu'une pauvre veuve sans enfans.

— Ma mère, dit alors Pietro à voix basse, mon père a beaucoup souffert; ne le fatiguez pas de questions qui lui rappelleraient ce qu'il serait bon de lui laisser oublier. Nous ne courons plus aucun danger.

Le conseil de Pietro fut suivi à la lettre et eut d'heureux résultats. M. Stella, qu'on se garda bien de questionner sur sa dernière absence, put un moment du moins se dérober aux tristes souvenirs qui l'oppressaient. Il passa une nuit tranquille; dès le lendemain matin, à l'heure ordinaire, il se remit à ses travaux, et ainsi de même pendant plusieurs jours. Lorsque ses enfans lui demandaient comment il se trouvait, il répondait : bien; mais il était plus silencieux que de coutume, son visage avait conservé l'expression de

stupeur et de désespoir qu'il avait prise dans les cachots de Milan. Son corps, jadis si droit et si fort, s'était voûté. Mme Stella paraissait inquiète, mais elle n'osait exprimer son inquiétude à celui qui en était l'objet. Le médecin du village, qu'elle consulta furtivement, répondit à ses questions en termes peu rassurans. — Quel âge a M. Stella? demanda-t-il à la fermière.

— Quel âge? répéta celle-ci; je ne sais pas au juste : de soixante à soixante-dix ans, je suppose.

— L'âge de M. Stella, reprit le docteur, est une terrible maladie, et dont la médecine ne peut triompher.

Il promit cependant de venir voir le fermier comme par hasard, afin d'observer les symptômes qui inquiétaient la pauvre femme.

C'est une chose singulière que l'espèce d'oubli dans lequel les hommes et surtout les femmes des classes inférieures vivent, pendant de longues années, des lois les plus simples et les plus inexorables de notre nature. Quoique déjà sexagénaire, quoique tendrement, je dirais presque passionnément attachée à un homme de plusieurs années plus âgé qu'elle, jamais Mme Stella ne s'était dit que le terme de son bonheur approchait plus rapidement encore que le terme de sa propre vie. Cette pensée si commune que la vieillesse est la plus mortelle et la plus incurable de toutes les maladies ne s'était jamais présentée à son esprit, et maintenant qu'un mot du docteur l'y avait introduite, elle la remplissait de terreur et de chagrin. Était-il possible que le fidèle compagnon de sa vie, celui dont l'existence était confondue avec la sienne, lui fût tout à coup enlevé? — Non, cela est impossible, se répondit tout d'abord la pauvre femme, Dieu est trop bon pour me frapper ainsi! — Mais d'autres pensées se succédèrent bientôt et la glacèrent d'épouvante. Ne savait-elle pas que la mort attendait tous les fils d'Adam? Combien de vieillards, hélas! combien d'hommes dans la force de l'âge, combien de jeunes gens et d'enfans avait-elle vus descendre dans la tombe! Et à qui pouvait-elle s'en prendre, si la pensée de cette fatale nécessité lui arrivait en ce moment pour la première fois, comme une menace terrible et inattendue? Dieu lui avait donné plus de bonheur qu'il n'en donne à la plupart des créatures, mais il ne lui avait pas laissé ignorer que tout bonheur ici-bas est fugitif. Pourquoi s'était-elle attachée à ce bonheur comme à un bien impérissable, et y avait-elle enfermé tout son cœur?

Heureusement pour Mme Stella, le curé vint la voir pendant qu'elle se débattait contre ces désolantes pensées. Celui-ci prêcha, gronda, plaisanta même un peu; il lui parla de la vie future qu'elle semblait avoir oubliée, et de la réunion éternelle. Enfin il ramena quelque sérénité dans cette âme pure et simple; mais Mme Stella

était bien forcée de s'avouer que les jours de vrai bonheur étaient passés pour elle sans retour.

Trois semaines environ après le départ de Paolino et les tristes événemens qui l'avaient suivi, M. Stella, qui avait visité ses champs dès le point du jour, rentra à l'heure accoutumée, s'appuyant sur son fils aîné, l'œil fixe, traînant après lui sa jambe raidie, et faisant de vains efforts pour prononcer quelques mots; son bras droit était aussi paralysé, et le médecin, qu'on envoya quérir en toute hâte, déclara que M. Stella avait ressenti une légère atteinte d'apoplexie. Il le fit coucher, le saigna, lui appliqua des sinapismes et des vésicatoires; puis, étant parvenu à dégager un peu sa langue, il assura que le plus fort du mal était passé, et qu'à moins d'une rechute, on pouvait le considérer comme hors de danger.

Il n'y eut pas de rechute, ou du moins aucun des accidens survenus dans la matinée ne se présenta de nouveau ni avec une nouvelle violence. Le bras avait repris quelque mouvement et presque toute sa sensibilité; la parole, quoique lente, était claire et distincte; l'intelligence n'était aucunement troublée, et pourtant vers le milieu de la nuit, pendant que la famille empressée entourait son lit et lui administrait les secours recommandés par le médecin, la respiration du malade s'embarrassa; un nuage sembla s'étendre devant ses yeux, et une teinte livide se répandit sur son visage en même temps que ses traits se tiraient et se creusaient rapidement. — Ma femme, mes enfans! dit alors M. Stella d'une voix affaiblie, mais encore ferme; je crois que mon heure est venue : elle approchait, et je l'ai bien senti, depuis ce malheureux jour! Que la volonté de Dieu soit faite! Ne pleure pas, ma bonne Anna; nous avons vécu heureux, et je te remercie à cette heure et en présence de nos enfans pour ta bonne et fidèle affection. Respectez votre mère, enfans; aimez-la, servez-la, et obéissez-lui comme vous m'avez obéi à moi-même. Qu'elle ne s'aperçoive jamais que celui qui exigeait pour elle le respect et l'obéissance n'est plus, qu'elle ne sente jamais qu'il y a ici d'autre maîtresse qu'elle!... Pietro, tu vas devenir le chef de la famille. Sois le protecteur des autres, des absens comme des présens, et vous (s'adressant à ses autres enfans), considérez désormais votre frère comme investi du pouvoir paternel. Il est mon premier-né, il est mon successeur. C'est ainsi que les choses se passaient jadis, et je désire que cela se pratique toujours ainsi dans ma famille; mais, Pietro, le chef d'une maison ne doit pas vivre seul... J'ai fait pour toi depuis longtemps choix d'une épouse. Si elle ne t'apporte pas une riche dot, je sais qu'elle possède ce que j'ai trouvé dans ta mère et ce qui m'a rendu heureux avec elle : du bon sens et un bon cœur. Approche-toi, Rachel, et donne-moi ta main, que je la mette dans

celle de ton fiancé; vous serez ensuite aussi près d'être mari et femme que cela est possible avant le sacrement. Approche donc, et ne pleure pas. C'est un consolateur que je te donne, et c'est aussi une consolation que je prépare à mon fils bien-aimé.

Rachel était près de s'évanouir; refuser son oncle dans un moment pareil était impossible, et se soumettre, c'était le sacrifice de toute sa vie et de ses plus chères affections. Elle se traînait lentement vers le lit du mourant, plus pâle et plus tremblante que si elle marchait à la mort, se recommandant à Dieu du fond du cœur et ne sachant comment formuler sa prière. Lorsque son oncle l'eut prise par la main, il se tourna vers son fils en disant : — Pourquoi cette lenteur, Pietro? Est-ce ainsi que tu te conformes à la dernière volonté de ton père, et que tu reçois de sa main une épouse jeune, belle, digne d'occuper la place que ta mère a si bien remplie? Que signifie ceci? pourquoi cette enfant tremble-t-elle, et pourquoi es-tu si pâle? N'approuverais-tu pas mon choix?... Mais je n'ai plus le temps d'en faire un autre!...

— Mon père, dit enfin Pietro, dont le visage trahissait une émotion douloureuse; mon père, votre volonté est sacrée pour nous tous, et dans ce moment il n'est personne ici qui puisse seulement songer à y résister. Pour moi, non-seulement je suis décidé à vous obéir, mais je veux encore vous exprimer toute ma reconnaissance, car, je vous le dis du fond du cœur, votre choix est conforme au mien, et Rachel est la seule femme que je puisse aimer comme vous avez aimé ma mère. Soyez donc tranquille, votre volonté sera faite, et vos enfans seront heureux; mais voyez comme ma cousine est agitée! Permettez-lui de se retirer : elle peut à peine se soutenir.

Tout en parlant, Pietro passait son bras autour de la taille de sa cousine et la conduisait vers la porte. — Ah! Pietro, murmura Rachel toute tremblante, comment te remercier? Pourquoi n'ai-je pas été plus confiante? pourquoi n'ai-je pas, il y a longtemps, tout avoué à mon oncle?

— Calme-toi maintenant; nous reparlerons de tout cela plus tard. Puisse notre père n'emporter aucun regret avec lui! C'est à présent mon seul désir.

Rachel sortie, Pietro revint prendre sa place au chevet de son père, qui le regarda pendant quelque temps avec des yeux inquiets; mais bientôt arriva le curé, qui ne quitta plus son pénitent. Les sacremens lui furent administrés; on alluma de petites lampes devant différentes images de saints et de saintes qui passent dans les campagnes lombardes pour exercer une singulière influence dans certains cas de paralysie. On plaça sur la poitrine et sur le front de l'agonisant des reliques de quelques autres saints; puis toute la famille agenouillée s'unit au prêtre et répondit aux prières pour les

mourans. Rachel elle-même ne se dispensa point de ce dernier devoir. Dès que les prières commencèrent, la porte par laquelle elle était sortie s'entr'ouvrit, et la jeune fille s'agenouilla éplorée sur le seuil, joignant sa voix à celle de ses parens. Pietro seul la remarqua; il se tenait tout près de son père et donnait les répons tout en humectant les lèvres et le front du mourant avec les tisanes prescrites. Les prières continuaient encore que déjà le vieux Stella n'en avait plus besoin; il avait rendu à Dieu son âme loyale, sans secousses ni déchiremens, comme si les pieuses oraisons de la famille avaient réussi à écarter de lui les dernières angoisses.

Le clergé des paroisses environnantes accourut aux funérailles du riche fermier. Le catafalque immense, le riche tapis en velours noir parsemé de larmes d'argent qui le couvrait, la funèbre tenture de l'église, la grande quantité des cierges, la belle ordonnance du repas qui suivit la cérémonie, firent grand honneur à la famille et à la mémoire du défunt. — On ne pouvait faire moins pour un aussi excellent homme, dirent les gens d'église. La famille s'est bien conduite et a fait son devoir, ce qui n'arrive pas tous les jours. — Les *aumônes* ne furent pas oubliées; sur ce point toutefois, le clergé ne se montra pas complétement satisfait. On comprend d'ordinaire en Lombardie sous le nom d'*aumônes* les dons offerts à l'église dans la personne de ses desservans. La famille Stella se garda bien de faire la moindre objection à ce sens un peu élargi du mot *aumônes*, et elle présenta, comme le veut la coutume, une généreuse offrande à l'église. Seulement elle se permit en outre de distribuer directement à chacun des pauvres qui se présentèrent pendant une semaine, à partir du jour des funérailles, une soupe et la modique somme de deux sous. Or cela composait à la fin de la semaine un total assez considérable, et qu'on eût pu employer plus sagement à la restauration du maître-autel de la paroisse ou à l'achat de quelques images de saints pour rehausser l'éclat des grandes fêtes. L'étrange infraction à la règle commune dont la famille Stella s'était rendue coupable en cette circonstance fut attribuée à l'influence mystérieuse des doctrines républicaines qui avaient pénétré dans la ferme. On se garda bien cependant d'exprimer trop haut cette opinion, car il eût été plus qu'imprudent de chercher querelle à des gens riches et remplis en somme des meilleures intentions.

VI.

Celui qui eût visité la ferme un mois après la mort du vieux *missée* n'y eût remarqué aucun changement. L'impulsion donnée par le vieillard aux travaux des champs et aux habitudes de la famille durait encore, et devait se prolonger indéfiniment, puisque l'impul-

sion nouvelle n'était qu'une répétition de la première. Les jeunes gens et les jeunes filles obéissaient à leur frère et à leur cousin comme ils avaient obéi à leur père et à leur oncle, et les serviteurs suivaient l'exemple de leurs jeunes maîtres. La fermière seule avait subi une transformation complète. Les derniers mots prononcés par la voix chérie qui avait cessé de se faire entendre lui avaient ouvert comme une existence nouvelle qu'ils la forçaient d'accepter. — Soyez pour votre mère ce que vous avez été pour moi, — avait dit le fermier à ses fils. C'était dire à Mme Stella : Tu auras désormais une volonté, et tu l'imposeras à toutes ces jeunes créatures que tu dois gouverner. Mme Stella le comprit, et, tout en tremblant devant la grandeur de sa tâche, elle résolut de l'accomplir aussi bien que ses forces le lui permettraient. Elle pria beaucoup; elle invoqua le secours de celui dont la nature est de secourir, et elle se sentit merveilleusement secourue. Elle entra donc dans sa nouvelle carrière avec une grande défiance d'elle-même, mais avec une entière confiance dans le divin appui, et la veuve, résignée, active et ferme, ne conserva presque aucun trait de ressemblance avec la femme timide que nous avons connue jusqu'ici. Toutes les affaires de la ferme passaient par ses mains. Elle étudia les livres de son mari, et elle parvint en peu de temps à en tenir de semblables : elle connut le prix des denrées, elle se rappela les maximes d'économie domestique, les règles d'agriculture débitées en diverses circonstances par le *missée*, et elle les appliqua de manière à en tirer le meilleur fruit possible. Elle devint en peu de temps non-seulement une habile ménagère, mais une si admirable directrice d'un grand établissement d'agriculture, que ses fils suivaient ses instructions avec un sentiment de vénération filiale que jamais le vieux Stella lui-même n'avait su leur inspirer.

— Mon oncle connaissait bien sa femme, disait un jour Rachel à ses cousins et à ses cousines rassemblés autour du grand âtre de la cuisine. Il savait que c'était par amour pour lui qu'elle se tenait dans l'ombre, mais il ne doutait pas qu'une fois livrée à elle-même, elle ne devînt ce que nous la voyons...

— C'est le malheur qui a transformé notre mère, observa Pietro. Qui peut se vanter d'avoir appris quelque chose sans avoir passé par cette rude école? Tant que notre mère a été heureuse, elle n'était que douce et bonne; maintenant qu'elle a été frappée, elle est devenue la femme forte.

— Et il a donc fallu le malheur pour vous révéler ce qu'elle valait! reprit Rachel avec une étrange exaltation. Vous autres hommes, vous trouvez naturel et juste qu'une femme capable de vous égaler, de vous surpasser même, se fasse volontairement votre esclave, votre instrument, votre ombre, pour vous laisser jouir en paix,

sans lutte et même sans remords, de votre triomphe imaginaire sur elle! Pour que vous soyez heureux, il faut que vous soyez obéis et admirés, il faut que les femmes les plus sages et les plus intelligentes se transforment en machines pour éviter de contrarier ou de gêner leur seigneur et maître!

— Ainsi parlent messieurs les républicains! s'écria Cesare, qui n'avait pris jusque-là aucune part à la discussion. Un chiffon de journal que j'ai trouvé dans la veste de Paolino dit absolument la même chose. Voilà donc où tu prends ces belles idées!

Rachel rougit, et essaya de cacher son embarras sous une apparence de dépit. Ce fut Pietro qui vint à son secours. — Quelle que soit la source où Rachel a puisé ses idées, dit-il, elles ont du vrai, et d'ailleurs ce n'est pas à nous qu'il appartient de blâmer absolument les républicains, ni leurs doctrines.

— Non, reprit Cesare avec humeur, ils nous ont fait tant de bien, et nous leur devons tant de reconnaissance!

Ces discussions, qui avaient lieu en l'absence de Mme Stella, eussent peut-être dégénéré en disputes sans la constante modération et la conciliante intervention de Pietro. Rachel lui en savait bon gré, elle admirait sa parfaite bonté et son noble désintéressement; mais elle ne savait pas au prix de quels efforts il accomplissait ces sacrifices de tous les momens, et elle en faisait honneur à une certaine froideur d'imagination et à l'habitude depuis longtemps contractée de commander à des passions naturellement peu ardentes. — *Beati pacifici!* se disait-elle, car Rachel avait appris au pensionnat de Melegnano un peu de latin; rien ne les trouble, rien ne les émeut; ils sont inaccessibles à la colère, leur sagesse est leur bonheur! — Et Rachel en voulait un peu à Pietro de sa grande modération.

Le monde est méchant, disent les moralistes, et ils ajoutent qu'il est injuste. Le fait est qu'il porte souvent de faux et d'iniques jugemens; mais il est à cette injustice beaucoup plus d'exceptions qu'on ne pense, et pour peu qu'on aille au fond de la plupart des jugemens du monde, on reconnaîtra qu'ils reposent presque toujours sur des circonstances fugitives sans doute, mais dont un esprit sensé aurait grand tort de ne pas tenir compte. C'est ainsi, par exemple, qu'il avait suffi de quelques imprudentes paroles de Rachel pour lui faire dans son village et dans les communes voisines une réputation d'esprit fort assez dangereuse à porter à une époque où les campagnes lombardes étaient remplies de soldats, de gendarmes, de gardes de police... Le petit village duquel dépendait la ferme de M. Stella avait lui-même sa garnison, composée d'une douzaine de soldats de différens corps, ce qui, vu le chiffre de la population, qui ne dépassait pas deux cents âmes, formait un

effectif assez imposant. La présence de cette garnison était un désastre pour les habitans. Les militaires passaient les jours et les nuits au cabaret, invitant à leur tenir compagnie les mauvais sujets, dont ils faisaient des espions, et les hommes timides, qu'ils rançonnaient en les effrayant. La pudeur des femmes et des filles était exposée à de cruelles épreuves lorsque les soldats et leurs associés se répandaient ivres dans les rues. Située à quelque distance du village et dans un vallon écarté, la ferme des Huit-Tours était pour les jeunes filles de la famille Stella un refuge contre les brutalités de la soldatesque; néanmoins les rapports de la ferme et du village occupé par les Autrichiens étaient fréquens, et une longue tradition de sécurité et de confiance avait habitué les jeunes fermières à se rendre seules au village, où les appelaient tantôt les nécessités de la vie journalière, tantôt leurs devoirs religieux.

Depuis ses chagrins, Rachel était animée d'une piété plus fervente que dans ses jours d'insouciante gaieté. Elle se rendait plus souvent que par le passé à une cérémonie presque exclusivement italienne, et qui consiste dans la bénédiction du saint sacrement, donnée à la fin du jour par le prêtre, revêtu de ses riches et amples vêtemens, enveloppé dans un nuage d'encens, entouré d'une multitude de cierges que le contraste du crépuscule extérieur rend encore plus éclatans. Cette cérémonie porte avec elle un caractère de tristesse et de recueillement étranger aux actes du matin. Les femmes ne sortent pas de l'église en masse dès que le prêtre est descendu de l'autel; elles prolongent plus ou moins leur station devant l'image favorite, et elles y font leur prière du soir. Rachel aimait à joindre sa voix aux voix fraîches et pures des jeunes filles qui chantent, soutenues seulement par quelques accords de l'orgue, les litanies de la Vierge, et ce simple cantique, le seul en langue italienne qu'on entende dans nos églises :

Vi adoro ogni momento,
O vivo pan del ciel,
Gran sacramento,
E sempre sia lodata
La Vergine del ciel,
Nostra avvocata!
Lodato sempre sia
Il nome di Gesù
E di Maria!

Agenouillée sur la dalle de marbre, dans un coin reculé de l'église, la tête et le corps enveloppés dans son grand châle (depuis ses chagrins, Rachel avait renoncé à l'élégant voile en tulle noir), laissant lentement couler les grains de son chapelet, la triste jeune fille soupirait, prononçait à voix basse les doux noms de Jésus et

de Marie, et se sentait soulagée. Un soir que ses prières l'avaient retenue plus longtemps que d'habitude, l'obscurité était déjà presque complète lorsqu'elle prit le sentier qui conduisait à travers champs jusqu'à la ferme. La soirée était belle, comme le sont dans nos climats méridionaux toutes les soirées d'automne, car on était alors en octobre, et rien n'annonçait encore le prochain hiver. Les arbres avaient conservé toutes leurs feuilles, et les prés, constamment arrosés, leur fraîche verdure (1). L'air était doux, quoique un peu vif. La lune dans son plein brillait à travers les saules qui bordaient les sentiers, tandis qu'une eau paisible, destinée à arroser les campagnes environnantes, coulait doucement sous les arbres. De larges nappes d'eau couvrant les champs de riz apparaissaient de distance en distance. Rachel devait traverser l'un de ces champs de riz pour atteindre sa demeure; mais ce passage ne l'inquiétait pas, accoutumée qu'elle était à marcher sans crainte le long des petites chaussées en terre qui entourent les rizières, et qui servent à la fois de limite aux champs et de digue aux eaux. Elle allait poser le pied sur l'un de ces aqueducs en miniature, lorsque deux hommes portant l'uniforme de la police autrichienne parurent à un tournant du sentier et lui firent signe de s'arrêter. Rachel obéit tremblante; elle savait quels bruits les paysans faisaient courir sur son compte, et elle crut dangereux de les justifier en résistant à un ordre donné par des agens du gouvernement impérial. Presque aussitôt cependant elle put reconnaître que les sbires n'avaient d'autre intention que de l'insulter lâchement. Les réponses timides qu'elle fit à leurs questions brutales ne les désarmèrent pas. L'un de ces misérables la prit par la taille, l'autre lui saisit les bras; mais Rachel se débattait avec l'énergie du désespoir, et tandis que cette lutte inégale se prolongeait, les cris qu'elle poussa furent entendus de Pietro, qui venait en ce moment même à sa rencontre. En quelques bonds, le robuste fermier fut devant Rachel et ses agresseurs. Il n'avait point d'armes, car la loi martiale punissait de la peine de mort ce qu'on appelait la *détention d'un canif;* mais les coups d'un bâton à pomme de plomb rudement assenés sur les épaules de l'un des assaillans, sur la tête de l'autre, leur eurent bientôt fait lâcher prise, et Rachel se trouva libre. Cédant aux instances du jeune fermier, elle courut donner l'alarme à la ferme. Quand elle revint, suivie de Cesare et de quelques paysans, le combat durait encore. Pietro se défendait avec

(1) Même après la moisson, les plaines cultivées de la Lombardie ne présentent jamais le triste aspect que revêt dans des contrées moins fertiles la terre dépouillée de sa riche parure. Une culture nouvelle remplace aussitôt le produit récolté, et loin de reposer une année sur trois, les champs de la Lombardie fournissent au cultivateur jusqu'à trois ou quatre récoltes par an. Pour entretenir la fertilité de cette terre fortunée, le repos est superflu, la variété du travail suffit.

son bâton, tout en ayant soin de ne pas blesser ses adversaires, car il savait de quel prix un agent de la force légale eût fait payer à sa famille et à lui-même la moindre égratignure. — Du courage, mon frère! cria Cesare. Tiens bon quelques instans encore, et nous sommes avec toi! — Les voix se rapprochaient de plus en plus. — Retirez-vous, dit alors Pietro, qui redoutait maintenant de remporter une victoire compromettante; retirez-vous avant qu'il ne vous arrive malheur! — Les Autrichiens firent au même instant quelques pas en arrière, et Pietro, les voyant prêts à fuir, ne songea plus qu'à s'éloigner lui-même. Déjà il se dirigeait vers ses frères, lorsqu'un des soldats de police, revenu sur ses pas, visa le jeune homme et fit feu. Pietro tomba à la renverse sans pousser un cri. Un éclat de rire salua sa chute, et l'Autrichien s'enfuit en plaisantant avec son camarade sur ce brave paysan auquel il avait épargné la potence.

Le blessé fut rapporté à la ferme sans connaissance. La balle s'était logée entre les deux épaules, et il fallut l'extraire. Même après que l'opération fut heureusement terminée, il fut impossible de rien affirmer sur les suites de la blessure. La balle avait-elle touché les parties vitales? La plaie se fermerait-elle? N'y aurait-il ni hémorrhagie, ni gangrène? A toutes ces questions, que Rachel adressait au chirurgien venu tout exprès de Milan pour extraire la balle, celui-ci répondait d'un air capable : — Je ne puis rien dire de certain. Tout dépendra des jours qui vont suivre, et surtout de la constitution du malade. Espérons toutefois. Le patient est jeune, et si la balle n'était ni mâchée, ni empoisonnée, il peut en réchapper.

Pietro se rétablit; mais sa convalescence fut longue et douloureuse. Jamais néanmoins, durant les différentes périodes de la crise, jamais une expression d'impatience, de fatigue ou de découragement ne sortit de ses lèvres. Il ne semblait préoccupé que du soin d'épargner à ceux qui l'entouraient des inquiétudes et des ennuis. Sa blessure était de beaucoup plus grave et ses souffrances incomparablement plus grandes que la blessure et les souffrances de Paolino; mais il eût été impossible de le deviner, et Rachel ne put s'empêcher de comparer la sérénité courageuse de Pietro à l'irascibilité maladive de son frère. Cette sérénité n'avait plus rien à ses yeux de ce caractère pacifique qui lui avait causé des mouvemens de puérile impatience. Elle se souvenait de l'élan avec lequel le jeune paysan était accouru à son secours. — Il était bien beau, se disait-elle, lorsqu'il s'avançait contre les ravisseurs en brandissant son bâton de berger; mais son visage avait une expression terrible! Jamais je ne l'avais vu ainsi! Et moi qui le croyais inaccessible à la colère et à toutes les passions violentes! Celui qui oserait l'offenser devrait être en vérité ou bien courageux ou bien étourdi.

A partir de cette époque, Rachel éprouva, en parlant à Pietro et

en pensant à lui, un sentiment de timidité mêlé de respect qui ne ressemblait en rien à la familiarité légèrement dédaigneuse qu'elle lui avait témoignée jusque-là.

Mme Stella pourtant, qui avait soigné son fils avec toute la tendresse d'une mère qui n'a plus dans ce monde d'autre amour que l'amour maternel, Mme Stella, qui avait trouvé tout naturel que Pietro exposât sa vie pour défendre l'honneur de sa fiancée, ne s'expliqua point aussi facilement l'attitude que gardaient vis-à-vis l'un de l'autre les deux fiancés. — Pourquoi Rachel ne demeurait-elle auprès du blessé qu'en compagnie de ses cousines, de ses cousins ou d'elle-même? Pourquoi Pietro ne se plaignait-il jamais de cette extrême réserve? Et surtout pourquoi ni Pietro ni Rachel ne faisaient-ils jamais allusion à leur prochaine union? — Mme Stella avait essayé plus d'une fois de les amener sur ce terrain. Plusieurs tisserands du village s'étaient recommandés à elle pour fournir la toile du trousseau. Rachel achèterait-elle sa robe de soie à Milan ou à Pavie? Quelle chambre le jeune ménage occuperait-il? — Bien des questions de ce genre étaient demeurées sans réponse, ou n'avaient reçu que des réponses évasives et embarrassées. Cette étrange conduite causait de tristes préoccupations à la fermière. Elle se rappelait que, pendant les jours qui avaient précédé son mariage avec M. Stella, sa conduite et celle de son fiancé ne ressemblaient aucunement à celle de Pietro et de Rachel. Le monde était sans doute bien changé depuis sa jeunesse, mais pouvait-il l'être à ce point?

Un soir qu'assise au chevet de Pietro, Mme Stella tricotait une paire de gros bas destinés au convalescent, ses doutes la pressèrent à tel point qu'elle ne put se défendre d'en parler à son fils. — Pietro, lui dit-elle, voudrais-tu m'expliquer quelque chose qui me tourmente singulièrement l'esprit? Que se passe-t-il entre toi et Rachel?

— Mais... rien, ma mère.

— Rien! cela n'est pas possible.

Et Mme Stella apprit à son fils que les jeunes gens et les jeunes filles qui s'aimaient d'amour le témoignaient d'une autre façon. Pietro, après quelque hésitation, comprit qu'une explication était inévitable; il répondit gravement : — Chère mère, ce que vous dites est très juste lorsqu'il s'agit de deux amans, qui ont bien des choses à se dire; mais telle n'est pas notre position à Rachel et à moi!

— Comment! N'aimerais-tu pas Rachel malgré le commandement de ton père, malgré sa dernière volonté?... Ah! Pietro, pouvais-je m'attendre à cela!

— J'aime Rachel, je l'aimais avant de connaître la dernière volonté de mon père; c'est son amour à elle qui ne m'appartient pas.

— Rachel, ne pas t'aimer! Rachel que j'ai toujours traitée comme

ma propre fille, que ton père préférait à son propre sang! Elle est donc folle, ingrate, méchante?

— Paix! ma mère! ne l'accusez pas ainsi. — Et Pietro plaida la cause de sa cousine avec toute la chaleur d'une grande âme incapable d'injustice; mais Mme Stella l'écoutait à peine. — Refuser un de ses fils, son premier-né, le successeur et l'héritier de son père, le plus beau jeune homme du pays! Sur qui donc portait-elle ses prétentions? Sur le fils de l'archiduc? — Et la bonne femme rejetait tout le mal sur la politique, qui avait, disait-elle, tourné la tête à sa nièce. Ce ne fut pas sans difficulté que Pietro reprit la parole. — Rassurez-vous, ma mère; il n'y a point de politique dans tout ceci. Il n'y a qu'un amant préféré, et cet amant est mon frère Paolino. Je ne saurais m'étonner ni me plaindre du choix de Rachel; je ne puis que m'en affliger.

Presque tout le courroux de Mme Stella contre Rachel s'évanouit quand elle connut le nom de celui qu'elle aimait, et son amour-propre maternel se sentit soulagé en pensant que l'un de ses fils pouvait seul avoir été préféré à l'autre; mais ce soulagement passager fut suivi d'un redoublement d'inquiétude. L'harmonie allait-elle disparaître de sa famille? La paix et l'amour fraternel feraient-ils place à la jalousie et à la discorde? L'expression de douce tristesse qui régnait sur la physionomie de Pietro la rassura. Un sentiment d'ineffable tendresse pour cet enfant dédaigné envahit alors son cœur maternel, et, jetant ses bras autour du cou de son fils, elle cacha son visage contre sa poitrine sans pouvoir prononcer un seul mot. Après un long silence, elle retrouva enfin la parole, et ce fut pour adresser à Pietro de nouvelles questions : — Depuis quand cet amour dure-t-il? Conte-moi tout, mon enfant bien-aimé.

Pietro obéit et lui expliqua toutes les circonstances qui avaient transformé en certitude ses soupçons sur la nature du sentiment que Rachel éprouvait pour Paolo. Il ajouta, prévenant une question de la fermière, qu'il n'avait qu'une seule fois parlé à Rachel de Paolo et de son propre amour depuis la mort de son père. C'était le lendemain des funérailles. Il lui avait dit, au retour du cimetière, d'être sans inquiétude, qu'elle ne serait jamais tourmentée à cause de lui; elle avait répondu qu'elle en était sûre, et c'était tout. — Plus d'une fois, continua-t-il, je fus sur le point de la questionner sur ses projets, de lui parler de son avenir; mais... le courage m'a toujours manqué.

Mme Stella proposa alors à son fils de se charger de ce soin, et Pietro accepta cette offre avec reconnaissance, à la condition qu'elle n'adresserait à Rachel aucun reproche. Mme Stella, quoiqu'à contre-cœur, s'y engagea, et Pietro lui expliqua alors quels étaient ses projets à l'égard des deux amans.

— Tu ne te mettras pas dans l'embarras pour eux au moins! observa la fermière.

— Je n'ai pas besoin de me mettre dans l'embarras pour assurer leur avenir, répliqua Pietro. Paolo a sa part de notre héritage, et quant à Rachel, il est juste que nous fassions pour elle ce que nous faisons pour chacune de mes sœurs.

Mme Stella ne voyait pas la nécessité de faire une dot à sa nièce; mais Pietro était le maître, et sa résolution paraissait irrévocable. Aussi ne fit-elle aucune opposition, et même elle consentit à ce que Pietro parlât le premier à Rachel. Dès le lendemain, l'explication projetée eut lieu sans que Rachel pût compter s'y soustraire par quelque interruption fortuite, car Mme Stella, qui faisait bonne garde devant la chambre du malade, éconduisait tous les importuns. Pietro, avec une loyale franchise, ne laissa ignorer à Rachel aucune des paroles échangées la veille entre lui et sa mère : il ne lui cacha point non plus le mécontentement de celle-ci et son désir d'amener la jeune fille à des aveux formels sur ses intentions vis-à-vis des deux frères. — Je n'avais pas le droit, ajouta Pietro, d'empêcher ma mère d'agir comme elle le juge convenable; mais j'ai voulu vous prévenir d'abord, afin que vous ne me soupçonniez pas de l'avoir envoyée vers vous. Vous ne devez point ignorer d'ailleurs que ma mère elle-même est décidée, dans le cas où vous n'écouteriez pas ses prières, à tout mettre en œuvre pour vous réunir à Paolo.

— Mais comment cela serait-il possible? demanda Rachel, qui, à vrai dire, n'envisageait que ce côté de la question.

— Cela est moins difficile que vous ne le pensez. Paolo a droit à une part dans l'héritage de notre père, qui a pris soin d'assurer une existence modeste, mais convenable, à chacun de ses enfans. Son intention était aussi, dans le cas où son projet de mariage entre nous rencontrerait des obstacles, de vous faire une dot égale à celle dont il a disposé pour chacune de ses filles. La seule difficulté est de faire parvenir cet argent à mon frère, qui a perdu, comme émigré, tous ses droits; mais je consulterai un avocat, et j'espère que, par votre entremise, tout s'arrangera aisément. Voilà ce que j'avais à vous dire. Ma mère ne tardera pas à vous parler elle-même. Écoutez-la avec douceur et respect, et si quelque chose vous blesse ou vous déplaît dans ses observations, souvenez-vous que c'est par amour pour moi qu'elle parle...

Pourquoi, en quittant Pietro, Rachel était-elle prête à fondre en larmes? Pourquoi, à la reconnaissance que lui causait tant de générosité, se mêlait-il un vague sentiment de dépit? Jugeait-elle que Pietro se consolait trop aisément d'une perte aussi irréparable? La vanité de Rachel n'avait pourtant rien d'excessif, et un mauvais cœur eût seul regretté les tourmens qu'il n'infli-

geait pas. Était-ce qu'au moment de quitter peut-être pour toujours le toit où son enfance avait trouvé un asile, elle comprenait combien il lui était cher, et combien de doux et de précieux souvenirs y étaient attachés? Peut-être, mais Rachel ne se posait aucune de ces questions, croyant pouvoir s'expliquer par des causes plus sérieuses son chagrin et son inquiétude. Savait-elle si Paolino accepterait le sacrifice qu'elle était prête à lui faire? Ne lui avait-il pas déclaré cent fois qu'il s'y refuserait toujours? S'il refusait encore, quelle serait son humiliation! L'idée que Pietro devinerait le véritable motif de ce refus obstiné faisait tomber aussitôt tout l'échafaudage de subtils raisonnemens qu'elle était parvenue à construire, pour expliquer la conduite de Paolo par un excès de délicatesse. Cette conduite ne prouvait qu'une seule chose, c'est que Paolo ne l'aimait pas. Que faire cependant? Confier à Pietro ses doutes, c'était hâter le moment où elle lui apparaîtrait comme la maîtresse délaissée et dédaignée de son frère. Ne valait-il pas mieux cacher à Pietro le refus de Paolo, quitter ensuite la ferme, aller rejoindre son cousin pour lui apporter sa part d'héritage, puis se retirer dans un coin de la terre où personne ne la connaîtrait, et où elle attendrait paisiblement la fin de ses peines? Sur son lit de mort seulement, elle écrirait à Pietro et à Paolo; elle leur découvrirait le secret de sa disparition, le secret de son existence. — Et Rachel, tout en rêvant à ces lettres dernières qu'elle écrirait d'une main tremblante et glacée, était lentement descendue dans le jardin, où la rejoignit Mme Stella, qui, l'ayant vue sortir de la chambre de Pietro, l'avait suivie à quelque distance.

La fermière attaqua résolûment sa nièce sur son mauvais goût, sur la différence entre l'avenir qu'elle rejetait et celui qu'elle convoitait, sur le péché irrémissible de désobéir à la dernière volonté de son bienfaiteur, car Mme Stella partait d'un point qu'elle considérait comme en dehors de toute discussion, la préférence de Rachel pour Paolo. Si elle eût semblé en douter, Rachel était en ce moment si singulièrement disposée, qu'elle eût peut-être fini par avouer que cette préférence pouvait bien n'être pas invincible; mais la jeune fille ne pouvait faire un tel aveu spontanément, et puisque Mme Stella s'obstinait à la considérer comme éperdument éprise de Paolo, Rachel devait accepter le rôle qui lui était donné et le jouer de son mieux. Elle ne répondit à Mme Stella que par monosyllabes, admettant tout ce que la bonne dame avançait, et conservant un air sombre et distrait que Mme Stella prit pour de l'entêtement. — Puisque tu persistes dans ta résolution (Rachel n'avait pas dit un seul mot de ses projets), il ne nous reste qu'à t'aider à l'accomplir. Souviens-toi cependant, s'il t'arrive jamais de regretter ton obstination d'aujourd'hui, souviens-toi que nous n'avons rien négligé

pour te faire changer d'avis. Que Dieu te bénisse, mon enfant, malgré le chagrin que tu nous causes! Je vais rendre compte à mon pauvre Pietro de l'inutilité de mes représentations et tout arranger avec lui pour ton prochain départ.

Et elle s'éloigna de Rachel, qui fondit en larmes dès qu'elle se vit seule. — Pourquoi me peindre le bonheur dont je jouirais ici, puisqu'on est décidé à croire que je le refuse? M'a-t-elle demandé une seule fois si je ne parviendrais pas avec le temps à oublier Paolo et à apprécier Pietro? Pietro qui m'a sauvé la vie au péril de la sienne! Pietro si noble, si bon, si généreux! Pietro qui m'aime, à ce qu'on prétend! qui donc serait malheureuse avec lui?... Mais à quoi bon ces lâches regrets? J'ai fait mon choix, ils ont du moins cru le deviner. Il ne me reste plus qu'à me résigner...

Un grand changement s'était produit ce jour-là dans le cœur et dans l'esprit de Rachel. Doublement éclairée par le sentiment et par la raison, elle se comprenait et elle se jugeait. La mâle bonté, le dévouement, la simple grandeur d'âme de Pietro, avaient agi lentement sur le cœur de la jeune fille; mais tant que l'image de Paolo s'était offerte dans l'éloignement, tant qu'elle n'avait vu en lui, au lieu d'un fiancé, qu'un amant dont le retour était incertain et la constance douteuse, Rachel ne s'était point sentie appelée à prendre une résolution. Les explications de ce jour, la résolution qu'on lui attribuait et qu'elle n'avait pas démentie, l'assurance qu'on lui avait donnée que son mariage avec Paolo ne rencontrerait pas d'obstacle, venaient de dissiper tout nuage. Avertie du véritable état de son cœur, craignant par-dessus tout d'être devinée, elle évita soigneusement désormais la présence de Pietro et de sa mère, passant la plus grande partie des journées dans la chambre qu'elle s'était réservée, et le reste du temps dans le jardin ou dans les champs qui entouraient la ferme.

Dès qu'elle eut rassemblé son courage et ses forces, Rachel écrivit à Paolo, qui habitait alors Turin, lui fit part de la dernière volonté de M. Stella, du terrible embarras dans lequel elle s'était trouvée à cette époque et de la généreuse intervention de Pietro. Elle l'informa ensuite des mesures que celui-ci comptait prendre pour assurer leur union. « Quant à moi, poursuivait-elle, je t'ai depuis longtemps déclaré que j'étais prête à te suivre, quelle que fût ta destinée, et je ne puis maintenant que te renouveler ma déclaration. Tu m'as opposé jusqu'ici des considérations de délicatesse et de désintéressement que j'ai admises parce qu'elles venaient de toi, mais sans trop en comprendre la portée. Il te reste à me dire si ces considérations subsistent toujours, ou si les mesures prises par ton frère en ta faveur les ont détruites. Sois assuré que ta résolution, quelle qu'elle soit, me trouvera prête, et que tu n'as à

craindre de ma part ni reproches, ni plaintes, ni résistance. » Elle ajoutait en *post-scriptum :* « Je crois devoir aussi te prévenir que, dans le cas où ta résolution n'aurait pas changé, cela ne m'empêcherait pas de remplir auprès de toi la mission que ton frère me destine, c'est-à-dire de t'apporter la part qui te revient de l'héritage paternel, et que tu ne peux toucher directement à cause de ta condition de proscrit. J'ignore si l'on doit t'écrire à ce sujet; mais en supposant qu'on le fasse, et que tu persistes dans ta résolution de ne pas accepter mon offre, il est inutile d'en informer d'autres que moi. Je me charge de tout arranger pour faire agréer ta résolution à ta famille, et pour t'apporter ce qui te revient dans le pays que tu me désigneras. »

En supposant que Paolo fût décidé à ne pas épouser Rachel tant qu'il ne pourrait lui offrir une existence convenable, la lettre qu'on vient de lire était peu propre à le faire changer d'avis. La réponse de l'exilé ne se fit pas attendre. « Ma chère Rachel, écrivait-il, si j'ai repoussé ton sacrifice lorsque je n'étais que pauvre et sans carrière, fils cadet d'une famille peu favorisée de la fortune, et n'ayant pour assurer mon avenir que mes faibles talens et une bonne éducation, il faudrait que je fusse le plus fou et le plus égoïste des hommes pour l'accepter aujourd'hui que les tristesses de l'exil sont venues s'ajouter encore au fardeau qui pesait sur moi. Nous autres réfugiés politiques, nous sommes traités à peu près comme des malfaiteurs, soumis à la surveillance de la police, et obligés de changer de domicile chaque fois que le caprice d'un subalterne nous l'ordonne : impossible par conséquent de nous établir nulle part, d'entreprendre un commerce ou une industrie quelconque, de nous procurer un protecteur ou un emploi. Il y a plus : nous ne nous appartenons pas. Engagés dans une vaste et secrète association dont le but est à la fois politique et social, nous dépendons de nos chefs, qui peuvent nous charger chaque jour d'une mission dangereuse, ou d'un voyage au bout du monde. Dans une pareille position, un homme seul n'est que malheureux : un époux, un père de famille serait l'être le plus misérable du monde; mais celui qui accepterait la grave responsabilité du bonheur d'autrui après être tombé dans un semblable abîme mériterait le mépris des honnêtes gens. Non, chère Rachel, ni mon amour pour toi, ni la très grande satisfaction que j'éprouverais en te gardant auprès de moi ne me feront commettre une action aussi lâche. Si tu parviens à m'apporter sans danger (mais sans danger pour toi, entends-tu bien?) l'argent qui m'est destiné, mon projet est de me rendre en Australie, et d'y tenter la fortune. Si le succès couronne mes efforts, je reviendrai plus tard fermer mes yeux là où je les ouvris pour la première fois, et je n'ai pas besoin d'ajouter que j'y reviendrai seul. Si le sort

m'est contraire, comme cela n'est que trop vraisemblable, vous n'entendrez plus parler de moi, car je ne veux pas attrister de mes douleurs votre sereine existence. » Suivaient des conseils sages et affectueux ; l'embarras du donneur d'avis était d'abord évident, mais il disparaissait petit à petit à la pensée du devoir, disait-il. « Je ne crois pas que tu aies jamais rendu pleine justice au noble cœur de mon frère aîné, et j'avoue à ma honte que cette injustice de ta part a été pour moi la source de plus d'une coupable joie; mais lorsqu'on est, comme je le suis, sur le point de rompre à tout jamais avec le passé et de commencer une nouvelle existence, on s'élève au-dessus des misérables jalousies de la vanité et de l'amour. Réfléchis longuement, chère Rachel, avant de repousser un bonheur dont toi seule peut-être es digne parmi toutes les femmes de notre pays et de notre classe, un bonheur tel que je n'aurais jamais pu te l'offrir. » Paolo assurait d'ailleurs Rachel qu'il se conformerait à ses volontés en lui laissant le soin d'annoncer sa résolution à leurs parens; mais il avouait que cette réserve lui coûtait et lui semblait étrange. Il désignait enfin Novare comme le lieu où il se trouverait huit jours après qu'elle lui aurait écrit de s'y rendre.

Rachel s'attendait à cette réponse, qu'elle reçut avec une satisfaction mêlée d'amertume. — Est-ce donc pour cela que j'ai renoncé au sort que m'avait préparé mon oncle? A qui fais-je le sacrifice de mon bonheur? Est-ce à mon devoir? Non, car mon devoir est d'obéir à celui qui m'a tenu lieu de père. Est-ce à mon amour? Hélas! non. Est-ce au bonheur de celui que j'ai aimé ou cru aimer? Non, puisqu'il renonce volontairement à moi, et m'assure que le plus grand service que je puisse lui rendre, c'est de l'oublier. Réfléchis, me dit-il, demande du temps pour répondre!... Ont-ils attendu ma réponse? M'ont-ils rien demandé?... — Et Rachel se trouvait fort à plaindre.

La lettre de Paolo était arrivée à la ferme sous une grande enveloppe qui contenait plusieurs autres lettres pour divers membres de la famille. Pietro et sa mère l'avaient vue et en avaient reconnu l'écriture. Aussi Rachel savait bien qu'elle ne pouvait éviter de leur en communiquer le contenu. Elle détestait le mensonge, mais elle eût pris l'engagement de ne plus prononcer un mot de vérité pendant le reste de ses jours plutôt que d'apprendre à son cousin et à sa tante que leur sacrifice était inutile, que Paolo ne l'acceptait pas. Elle leur dit donc au contraire que Paolo était profondément touché de la proposition qu'elle lui avait faite de la part de Pietro, et qu'il retarderait son départ pour un pays lointain où il comptait s'établir jusqu'à ce qu'elle pût le joindre. Elle dit tout cela sans mentir précisément, mais avec l'intention de tromper ceux qui l'écoutaient, et elle y parvint. Toutefois elle ne les trompa qu'imparfaitement, car

Pietro ainsi que Mme Stella furent frappés du profond abattement que trahissaient le visage et la voix de la pauvre Rachel. Elle aussi s'aperçut de leur étonnement, et elle n'en devint que plus ferme dans sa résolution de leur cacher les intentions de Paolo.

— Quel est ce pays lointain où Paolo compte se rendre? demanda Mme Stella.

— L'Australie, répondit la jeune fille.

— Rachel, dit Pietro, reprenant avec sa cousine, comme à une époque plus heureuse, l'habitude du tutoiement fraternel; Rachel, ce voyage est bien long : ne t'effraie-t-il pas?

— Non, répliqua-t-elle simplement.

Pietro soupira. On ne redoute jamais de suivre celui qu'on aime, se dit-il tristement, et il ajouta en serrant la main de Rachel : — Je comprends ton dévouement, chère sœur, et ne m'en étonne pas; mais j'ai encore le droit de veiller sur toi, et je crains que le climat et la vie qu'on mène en Australie ne soient bien rudes pour ta santé délicate. J'en écrirai à Paolo.

— Que lui écrirez-vous? demanda Rachel avec inquiétude.

— Qu'il réfléchisse avant de choisir ce lieu sauvage pour ta demeure, que tu pourrais y tomber malade; ce serait une grande affliction pour nous que de te savoir si loin, souffrante, hors de portée de recevoir nos soins.

— N'en faites rien! s'écria Rachel; Paolo sait ce qui lui convient et à moi aussi. Tout ce que je vous demande, c'est de ne pas perdre de temps et de conclure cette affaire au plus tôt. Depuis que mon départ est décidé, je me trouve mal ici... Je voudrais que tout fût fini.

Pietro soupira encore et répondit : — Il sera fait selon ta volonté, Rachel...

Mais Mme Stella, qui n'avait pas pardonné à Rachel sa préférence pour Paolo, reprit avec un accent de reproche : — Tu es bien pressée de nous quitter, Rachel, et je ne me serais pas attendue à tant de hâte de ta part. Puisses-tu ne jamais regretter le toit que tu fuis aujourd'hui avec tant d'impatience!

Mme Stella et Pietro écrivirent le jour même à Paolo, et la réponse embarrassée et glaciale qu'ils reçurent leur causa une pénible surprise. Paolo ne faisait pas la moindre allusion à son mariage avec Rachel; il disait seulement : « Je ne vous parle pas de ma cousine, parce qu'elle me l'a défendu, et s'est réservé expressément de vous tout apprendre. » Il passait ensuite au chapitre des motifs qui l'avaient porté à choisir l'Australie comme terre d'exil de préférence à tout autre lieu du monde. N'était-ce pas le séjour qui convenait à un homme jeune et aventureux, condamné à l'isolement, n'ayant

plus à répondre à personne ni de sa vie ni de ses succès? Il avait vécu jusque-là pour son pays; son pays était retombé sous la domination étrangère. Il ne lui restait qu'un seul but à poursuivre, la richesse. Puisqu'on avait découvert une terre qu'il suffisait de gratter pour en tirer de l'or, c'était là qu'il devait aller. Il s'étendait ensuite sur les mesures à prendre pour lui faire tenir sa petite fortune, et le nom de Rachel revenait alors sous sa plume comme celui du messager qui devait la lui remettre. Pietro et sa mère demeurèrent stupéfaits. Paolo avait-il perdu l'esprit? Pouvait-il, et cela dans la même page, parler comme s'il attendait l'arrivée de Rachel et comme s'il devait passer sa vie dans l'isolement? La mère et le fils tombèrent d'accord qu'il fallait s'adresser à Rachel pour obtenir des éclaircissemens. Rachel fut appelée en effet; on lui montra la lettre de Paolo, et on lui demanda ce qu'il fallait en conclure. — Rien du tout, répondit Rachel, qui cachait sous les dehors de l'indifférence une douloureuse agitation. Je ne puis savoir à quoi songeait Paolo en vous écrivant. Assurément il ne semble pas se préoccuper beaucoup de mon bien-être; mais il sait que je tiens peu aux agrémens matériels de la vie, et il a assez bonne opinion de moi pour penser qu'unie à celui que j'aime, aucune des privations dont il parle ne me sera pénible. Ne faites pas attention au ton de sa lettre, et occupez-vous plutôt des mesures qu'il vous indique comme les plus sûres et les plus expéditives. Pensez-vous qu'une semaine suffira à tous ces arrangemens?

Pietro et sa mère s'aperçurent aisément que le sujet de leur entretien ne plaisait point à Rachel, et ils n'insistèrent pas; mais ils se promirent d'écrire de nouveau à Paolo, afin de pénétrer ce singulier mystère avant le départ de la jeune fille. Celle-ci, qui devina sans peine leur projet, se hâta d'écrire de son côté à Paolo pour l'informer de la surprise que sa lettre avait causée dans la famille, et lui recommander encore une fois la plus extrême réserve.

Tout en se demandant ce que signifiaient le langage de Paolo et les réticences de Rachel, Pietro s'occupait bravement de céder à son frère l'argent et la femme qui, pensait-il, lui appartenaient de droit. Quoique faible encore et souffrant des suites de sa blessure, il se rendit plusieurs fois à la ville pour consulter des hommes de loi et de finance; récemment installé comme chef d'une grande exploitation agricole et pouvant d'un jour à l'autre avoir besoin d'argent, il vendit des rentes sur l'état, et en transforma le capital en billets de banque, en lettres de change et en or. La dot de Rachel fut ajoutée à ce petit pécule; puis Mme Stella, qui sentait se réveiller en son sein sa première tendresse à mesure que le moment de se séparer approchait, voulut qu'elle emportât comme souvenir de sa vieille tante les bijoux qu'elle avait destinés à l'épouse de Pietro. Ils

n'étaient pas d'un grand prix, et la monture en avait été à la mode quelque trente ans plus tôt dans les provinces de Lodi et de Pavie. C'était un collier en perles fines, composé de plusieurs rangs de très petites perles rassemblées d'espace en espace par une agrafe en émeraude entourée de brillans; un peigne à retenir les cheveux, formant un petit diadème en perles et diamans; une montre en or émaillé, ronde comme une boule, et suspendue à une chaîne vénitienne de même métal, si fine qu'elle pouvait rivaliser avec un cheveu; une broche qui avait contenu le portrait de M. Stella lors de son mariage, et que Mme Stella remplaça par le sien propre, fait à la même époque; quelques bagues d'assez mauvais goût; enfin une paire de boucles en stras qui faisaient partie de l'héritage du *missée*, et que sa veuve destinait à son fils Paolo.

Il ne s'agissait plus que d'obtenir un passeport pour Rachel. Ces préparatifs, qui avaient pour la jeune fille une signification désolante, qui lui parlaient sans cesse de séparation éternelle, d'isolement infini, avaient rempli toute la semaine. La malle immense, recouverte d'une peau fauve, qui gisait toute grande ouverte au milieu de sa chambre, et que Mme Stella s'acharnait à remplir de tous les objets dont elle avait éprouvé l'utilité dans le cours de sa paisible existence, c'était la malle qui avait jadis apporté et rapporté de la ferme à Melegnano et de Melegnano à la ferme le léger bagage de l'heureuse pensionnaire. Que de souvenirs, que de regrets elle éveilla! Le voyage de Rachel préoccupait toutes les imaginations féminines de la ferme; il revenait sans cesse sur toutes les lèvres, et la pauvre enfant, qui eût donné tout au monde pour échapper à cette pensée, y était ramenée par des questions incessantes. Pietro ne lui adressait plus la parole que comme à une sœur, et quoiqu'il n'essayât pas de dissimuler le chagrin que lui causait son prochain départ, rien dans ce chagrin ne trahissait une affection plus que fraternelle. Plus d'une fois, lorsque Rachel était seule, elle se sentit tentée de lui tout avouer et de le supplier de la garder à la ferme, ne fût-ce que comme la dernière de ses servantes; mais dès que Pietro paraissait, elle perdait tout courage. L'aimait-il encore? Elle-même, que pouvait-elle lui dire?... Non, il fallait boire l'amer calice jusqu'à la lie. Encore quelques jours de courage, et tout serait fini.

La pauvre enfant était soutenue par l'énergie factice de la fièvre qui circulait dans ses veines, triste effet de l'insomnie et de l'agitation douloureuse dans laquelle elle vivait. Pietro venait de remettre à Rachel tous les papiers qui assuraient sa situation et celle de Paolo; il allait lui adresser quelques mots d'affection et quelques conseils de prudence, lorsque la lettre de Paolo lui fut apportée. Il l'ouvrit en présence de Rachel, la lut d'un air à la fois grave et agité;

puis, la passant à Mme Stella, il se promena quelque temps en silence et à pas précipités dans la cuisine, où ils étaient rassemblés. Lorsque Mme Stella eut achevé sa lecture, elle rendit la lettre à son fils en s'écriant : — Pour moi, je n'y comprends et n'y comprendrai jamais rien !

— Mais il faut absolument que je comprenne, moi, s'écria Pietro, avant de permettre que Rachel s'éloigne de nous. — Et, se tournant vers sa cousine, qui, les yeux baissés et le visage couvert d'une pâleur livide, se préparait silencieusement à la scène qui l'attendait : — Rachel, ajouta-t-il, que signifie cette lettre? Je t'ai déjà adressé la même question lorsque j'en reçus une première assez semblable à celle-ci, et ma question est restée à peu près sans réponse. Les éclaircissemens que tu ne m'avais pas donnés, je les ai demandés à mon frère, et il me les refuse. Voici sa lettre; il n'y a pas un mot de son mariage avec toi, pas un mot de l'avenir qu'il te réserve! Pourtant je l'avais chargé de se procurer les papiers nécessaires à la célébration de votre mariage, car, il est bon que tu le saches, j'ai résolu d'assister à ton mariage avec Paolo avant de te remettre en ses mains. — Et, voyant la surprise et le découragement qui se peignaient sur le visage de Rachel, il reprit : — Oui, Rachel, c'est moi qui dois te conduire en Piémont et te remettre à ton mari. Ne me fais point d'objection inutile; j'agis comme si tu étais ma sœur, et tu ne quitteras ton frère que pour suivre ton époux. Encore une fois, que signifie le silence de Paolo?

— C'est... que sais-je? Il n'aime pas à parler de ces sortes de choses. Paolo n'est pas un enfant. Que votre conscience soit en repos; lui et moi, nous savons ce que nous faisons. Puisque je suis satisfaite, de quoi vous plaignez-vous?

— Mais Paolo m'assure que vous pouvez tout éclaircir, reprit gravement Pietro. Il y a donc quelque chose que vous me cachez! N'avez-vous pas de confiance en moi? Et ne vous ai-je pas prouvé qu'aucun sentiment personnel ne m'anime?

Rachel puisait des forces contre Pietro et contre son propre cœur dans ces assurances maladroites et réitérées. Elle répondit au jeune homme qu'elle ne doutait pas de son désintéressement. — Si Paolo, ajouta-t-elle, vous renvoie à moi pour les explications que vous désirez, c'est qu'il ne pense pas que vous puissiez y attacher une telle importance. Je l'ai souvent plaisanté sur sa répugnance à parler de ses sentimens. Il est persuadé que je vous dirai ce qu'il cache, et que vous serez satisfait. Eh bien! je vous le dis : nous nous connaissons, Paolo et moi, depuis longtemps, nous croyons être dignes l'un de l'autre. Que vous faut-il de plus?

Pietro n'osa pas répondre, tant il craignait de paraître reculer devant son propre sacrifice. Il ne se sentait même pas complète-

ment rassuré sur son désintéressement, et il se demandait avec inquiétude si le désir secret de ne pas se séparer de Rachel et de ne pas la voir dans les bras d'un autre n'était pour rien dans ses doutes et dans ses scrupules. Le résultat de cet examen fut une soudaine résolution d'aller trouver Paolo, de lui faire part de ses craintes, et d'insister pour obtenir les explications éludées jusque-là. L'exécution de ce projet ne présentait aucune difficulté, puisque Paolo s'était déjà transporté dans la ville de Novare, où l'on se rendait de la ferme des Huit-Tours en trois heures de marche. Le soir même, après s'être assuré que personne ne veillait dans la maison, il alla tout doucement à l'écurie, sella et brida lui-même son cheval; puis, sortant par une porte de derrière, il s'élança sur la route de Novare.

VII.

Le lendemain, la famille était rassemblée depuis quelques instans autour de la grande table où elle prenait son repas du matin, attendant Pietro, qui n'avait pas encore paru. C'était un événement, car l'exactitude de Pietro était exemplaire. Après un quart d'heure de silencieuse attente, Mme Stella ordonna à la plus jeune de ses filles d'aller chercher Pietro dans sa chambre, car, depuis qu'il avait succédé à son père en autorité et en puissance, il couchait seul dans un cabinet voisin de celui de sa mère. La jeune fille revint bientôt, apportant l'étrange nouvelle non-seulement que Pietro n'était pas dans la maison, mais qu'il n'y avait pas même couché. Les serviteurs furent interrogés, et on eut la certitude que Pietro était parti, puisque son cheval n'était plus à l'écurie. Mme Stella soupçonna seule le motif du brusque départ de son fils; quant à Rachel, le trouble de son esprit et l'agitation de son cœur étaient tels qu'elle s'imagina avoir gravement offensé Pietro, et l'avoir amené par son langage de la veille à quitter la ferme plutôt que de se voir ainsi méconnu par elle. — Il ne reviendra que lorsqu'il me saura partie, se dit-elle. Puis, se rappelant que son départ avait été retardé jusque-là par la difficulté d'obtenir un passeport, elle pensa que peut-être Pietro était allé à la capitale en presser la remise, et elle hasarda timidement sa conjecture, qui fut accueillie avec faveur par toute la famille à l'exception de Mme Stella, qui dit en branlant la tête : — Ce n'est pas de ce côté-là qu'il est allé.

Toutes les conjectures s'évanouirent à l'arrivée de Pietro lui-même, qui avait accompli son voyage avec la plus grande rapidité. Lorsqu'il entra dans la cuisine, où la famille se trouvait encore réunie, il était très pâle et portait sur son visage les traces d'une douloureuse agitation. — Pardonnez-moi, ma mère, si je vous ai quittée

pour quelques heures sans vous prévenir; mais je me suis aperçu hier au soir qu'il me manquait certains renseignemens nécessaires à l'arrangement définitif des affaires de Paolo, et j'ai pensé qu'il valait mieux aller les lui demander que de m'en rapporter à la poste. J'ai été à Novare, et j'ai vu Paolo.

Les questions se pressèrent aussitôt. Les fils et les filles du fermier étaient tendrement attachés à leur frère, et voulaient savoir comment il supportait son exil; mais Pietro ne fit que de brèves réponses, qui indiquaient nettement l'intention de ne pas prolonger cette conversation générale. Aussi au bout de quelques instans ne resta-t-il plus dans la grande salle que Mme Stella et Rachel. Pietro prit aussitôt la parole en affectant de se tourner vers sa mère : — Vous avez deviné sans doute, dit-il, quels sont les renseignemens que je suis allé demander à Paolo? Je suis allé lui demander comment il comptait se comporter avec Rachel, et il m'a répondu qu'il était décidé à ne pas se marier, ni avec Rachel, ni avec personne. Il m'a en outre exposé ses motifs, et j'avoue que je les ai trouvés justes et raisonnables.

Rachel avait caché son visage dans ses mains lorsque Pietro avait annoncé la résolution de Paolo, et elle sanglotait tout bas, dans l'amertume de son cœur. Mme Stella se méprit sur la cause de ces larmes, et, serrant la pauvre enfant contre sa poitrine, elle s'écria, non sans indignation : — Est-il possible qu'il ait trompé si cruellement cette enfant, et que toi-même tu te sentes porté à l'approuver!

— Non, ma mère, Paolo n'a trompé personne. C'est Rachel qui nous trompait lorsqu'elle nous affirmait que tout était arrangé entre elle et Paolo, car Paolo ne lui a jamais caché ses intentions, et s'il essayait de nous les cacher à nous, c'était pour complaire à Rachel, qui l'en avait prié. Il m'a montré les lettres de Rachel.

Rachel poussa un cri d'angoisse, mais elle ne prononça pas un seul mot. Mme Stella laissa tomber les bras dont elle l'avait entourée et la regarda fixement, comme un savant philologue regarderait une inscription indéchiffrable. Pietro se promenait en long et en large dans la vaste cuisine, laissant échapper des mots sans suite où se trahissaient tour à tour la douleur, la colère et l'hésitation. — J'ai grand besoin de connaître tes motifs, Rachel, dit-il enfin en s'approchant d'elle, et comme je ne puis attendre aucune lumière de celle qui m'a trompé avec tant de persévérance, j'en suis réduit à former des conjectures, au risque de faire fausse route, et par conséquent de contrarier tes désirs, lorsque je voudrais au contraire m'y conformer. La faute en est à toi seule. Écoute-moi donc... Tu voulais nous faire croire que ton mariage avec Paolo était chose conclue, tu voulais nous entretenir dans cette erreur jusqu'au moment où ta dot et ton passeport seraient entre tes mains, où tu

serais en quelque sorte affranchie de notre tutelle. Il était impossible que notre erreur se prolongeât au-delà de ce moment; mais cela te suffisait. Ce que tu voulais donc, c'était nous quitter et vivre indépendante loin de nous. Tu es encore bien jeune pour mener une pareille existence; mais il peut y avoir un moyen de te satisfaire sans te perdre. Nous avons une tante à Turin; elle a peu de famille, assez d'aisance pour rendre sa maison agréable. Veux-tu aller demeurer avec elle? Je me charge de disposer Mme Delmonte à te recevoir cordialement et à te garder auprès d'elle aussi longtemps que cela te conviendra..... Acceptes-tu ma proposition? Elle ne m'est dictée, je te le jure (et ici la voix de Pietro perdit pour la première fois un peu de cet accent sévère que Rachel ne lui avait jamais vu), elle ne m'est dictée que par un désir aussi sincère que profond de remplir tes vœux et d'assurer ton bonheur. Dis un seul mot... Tu ne réponds pas? Eh bien! j'attendrai. Réfléchis, consulte ma mère, ouvre-lui ton cœur, tu me répondras ensuite.

Et Pietro sortit précipitamment, laissant Rachel dans un état digne de pitié. On trouvera peut-être Pietro un peu brutal; mais il ne faut pas oublier que le paysan lombard garde toujours, en parlant à la femme qu'il aime le plus, un certain air de supériorité qui n'a rien de galant. Le chef de la famille en est le seigneur, je l'ai déjà dit, et j'ai souvenir que dans mon enfance certains de ces maîtres redoutés ne dédaignaient pas d'appuyer de corrections manuelles leurs paternelles réprimandes. Or Pietro trouvait la conduite de Rachel répréhensible, inexplicable, indigne du caractère loyal qu'il lui avait connu, et s'il n'eut pas un seul moment la tentation de recourir au moyen usité parmi les chefs de famille d'une autre génération, il n'aurait pas compris cependant qu'on lui demandât d'adoucir l'expression de son mécontentement. Dans ce mécontentement même, il entrait, à vrai dire, une large part de dépit personnel, et ce dépit n'était pas sans cause. Qu'y a-t-il de plus blessant en effet que de savoir la personne qu'on aime effrayée de notre amour et s'obstinant dans sa frayeur, quoi qu'on fasse d'ailleurs pour la convaincre qu'il a cessé d'exister?

Quand Pietro l'eut quittée, Rachel se livra à un violent désespoir. Quoique naturellement très sincère, et quoique depuis quelque temps elle eût été forcée de prononcer presque autant de mensonges que de paroles, ce n'était pas le remords de sa duplicité qui portait dans son âme un pareil trouble. Elle avait voulu garder une bonne place dans l'estime de Pietro, demeurer dans son souvenir comme une image pure, gracieuse et chérie; elle s'en voyait désormais chassée, et chassée comme un objet indigne. Elle souffrait ce que souffrit Ève en disant un éternel adieu à l'Éden. Dès que Pietro se fut retiré, sa douleur déborda en larmes, en sanglots, en plaintes

mal articulées. Mme Stella, qui ne comprenait pas d'où venait ce grand désespoir, essayait vainement de l'apaiser. Aux assurances que lui donnait la fermière sur la disposition de Pietro à la laisser partir en toute liberté, Rachel ne répondait que par des sanglots et des exclamations sans suite, et elle finit par se sentir atteinte du frisson qui, sous l'influence du ciel italien, suit toujours de près les fortes agitations morales ou les fatigues physiques prolongées. Mme Stella la conduisit dans sa chambre, la coucha, l'ensevelit sous une montagne de couvertures, lui fit avaler plusieurs tasses de tisane à quarante-cinq degrés, et ne la quitta que lorsque la période grelottante eut fait place à la période brûlante, et l'agitation à l'assoupissement que ces sortes de fièvres produisent toujours.

Aucun calmant moral ne vaut un accès de fièvre; la crise passée, on se trouve dans une disposition d'esprit si parfaitement placide que l'on ne comprend plus la possibilité de l'agitation. En repassant dans sa mémoire la scène de la veille, Rachel s'étonna d'avoir été si faible et de s'être laissé dominer par son agitation. Elle n'avait pas commis de crimes après tout, et si son cousin se plaisait à lui témoigner une sévérité déplacée, ce n'était pas une raison pour s'abandonner au désespoir, comme si sa conscience eût été bourrelée de remords. Ses intentions n'avaient rien de coupable : une partie seulement en était connue, et c'était sur cette partie qu'elle avait été injustement jugée; mais elle n'avait plus maintenant qu'à déclarer le reste, et il faudrait bien que Pietro lui rendît son estime.

Ainsi rassurée et se reprochant amèrement l'émotion qu'elle avait trahie devant la fermière, Rachel alla trouver Mme Stella et la pria de faire appeler Pietro, avec qui elle désirait avoir une explication. Étonnée du changement survenu chez Rachel, de la tranquille fermeté de son attitude, Mme Stella ne fit pourtant aucune observation, et s'en alla elle-même à la recherche de son fils, qu'elle ramena aussitôt à Rachel. Le ressentiment du jeune fermier s'était adouci, mais son mécontentement était encore écrit en caractères très lisibles sur son visage. Il se souvenait de l'état de désespoir dans lequel il avait laissé Rachel, il savait que ce désespoir avait été suivi d'un accès de fièvre, et il s'attendait à trouver sa cousine abattue et repentante. Il s'aperçut au premier coup d'œil qu'elle était résolue et froide, et cette découverte le rendit encore plus grave et plus sévère. C'est Rachel qui la première prit la parole.

— Vos reproches d'hier, dit-elle, et la colère qui vous les dictait m'avaient tellement troublée, que je n'ai pu rien dire pour ma justification. Je ne voudrais pourtant pas vous laisser de moi la mauvaise opinion que vous semblez avoir conçue, et c'est pour cela que je vous ai prié de m'écouter... Vous avez paru surpris que j'eusse essayé de vous cacher la résolution de Paolo, et vous m'avez de-

mandé quels étaient mes projets, pourquoi, s'ils étaient innocens, je craignais que vous n'y missiez obstacle. Je vous répondrai donc que je redoutais en effet votre opposition et celle de ma tante. Pourquoi la redoutais-je? Parce que je croyais que vous me portiez quelque intérêt. Mon intention était, et j'y persiste avec plus de force que jamais, de me retirer dans un couvent après que j'aurais rendu à Paolo le seul service qu'il soit en mon pouvoir de lui rendre, c'est-à-dire après que je lui aurais apporté sa part d'héritage.

— Religieuse! s'écria Mme Stella. — Rachel fit un mouvement de tête affirmatif. Le silence qui suivit cette muette réponse ne fut interrompu, au bout de quelques instans, que par cette question de Pietro : — Le refus de Paolo est donc un malheur que tu ne peux supporter! — Rachel tressaillit, mais par un suprême effort elle réussit à garder son calme. — Voilà précisément ce que je craignais, répondit-elle. Vous attribuez ma résolution au refus de Paolo et au chagrin que j'en ai ressenti! Vous êtes dans l'erreur, c'est tout ce que je puis vous dire. Et maintenant laissez-moi vous prier de m'épargner toute remontrance, toute discussion à ce sujet. Mon parti est pris, bien pris; le couvent est le seul asile dans lequel je puisse trouver le calme et un certain degré de bonheur. Il y a longtemps que je le sais et que je soupire après ma retraite.

— Mais, Rachel, dit Mme Stella, tu ne songeais pas à te faire religieuse avant de connaître les intentions de Paolo?

— Qu'en savez-vous? répondit Rachel en rougissant. Qu'il vous suffise d'apprendre que ma résolution ne m'a point été dictée, comme Pietro le disait tout à l'heure, par le regret de ne pas épouser Paolo. Vous refuserez peut-être de croire à ma parole, et pourtant c'est la vérité; mais je n'en dirai pas davantage.

Pietro proposa, comme c'est la coutume en pareil cas, de mettre un certain intervalle entre la résolution et l'exécution. — Il y a longtemps que mon parti est pris, répliqua Rachel, et la réflexion n'y peut rien. — Dans tout cet entretien, elle se montra si calme, si maîtresse d'elle-même, si différente de ce qu'elle avait été la veille, que Pietro et Mme Stella se sentirent intimidés et finirent par se rendre. Pietro se chargea d'aplanir toutes les difficultés, d'obtenir le consentement du tribunal de tutelle, car Rachel était encore mineure, de traiter et de conclure avec les autorités temporelles et ecclésiastiques. L'on convint de tout, et le départ fut fixé à quelques jours de là, aussitôt que les formalités nécessaires seraient remplies.

Rachel avait cruellement souffert pendant ces débats. Lorsque Pietro l'eut quittée, elle retomba dans un désespoir plus violent que celui de la veille, et cette fois encore l'excès de la douleur amena la fièvre. Cette seconde attaque fut plus forte que la première, et il s'y mêla un peu de délire. Mme Stella voulait passer la nuit entière

auprès d'elle; mais sa fille Philomène, la plus forte de la famille et qui semblait avoir deviné la cause du trouble de Rachel, objet pour elle d'une affection particulière, déclara qu'elle savait mieux que personne comment s'y prendre pour soigner et faire obéir une malade aussi fantasque. Demeurée seule au chevet de Rachel, Philomène s'établit dans un fauteuil, baissa la tête, et approcha son visage de celui de Rachel, de façon à saisir les moindres mots que celle-ci prononcerait dans son délire ou dans le sommeil. Rachel passa une nuit fort agitée, et ne cessa en effet de murmurer des mots indistincts adressés à des personnes absentes. Philomène, de son côté, ne ferma ni l'œil ni l'oreille un seul instant. Lorsque Rachel semblait près de tomber dans un sommeil complet et profond, sa cousine avait soin de prononcer à voix basse quelques mots qui ranimaient son délire. Je ne prétends pas recommander aux gardes-malades le système de Philomène; mais, quoique peu conforme aux règles de la médecine, ce système parut complétement répondre aux vues de la jeune fille, car plus d'une fois pendant cette nuit un sourire de singulière satisfaction erra sur ses lèvres. Enfin, vers le commencement du jour, lorsqu'elle vit Rachel paisiblement endormie, elle dit d'un air triomphant : — Tu peux dormir à cette heure, ma pauvre cousine; j'en sais assez maintenant pour empêcher le retour de la fièvre et pour te rendre heureuse en dépit de toi-même.

Elle céda sa place à une de ses sœurs, et quitta la malade pour prendre, disait-elle, quelques heures de repos; mais, au lieu de rentrer dans sa propre chambre, Philomène courut d'un pas alerte à la laiterie, où elle savait trouver son frère Pietro; elle l'entraîna, non sans peine, chez leur mère, dans le cabinet que Mme Stella occupait depuis la mort du vieux fermier, et elle s'y enferma avec eux. Elle exigea que Pietro lui fît le récit de ce qui s'était passé depuis quelque temps entre Rachel et lui. Pietro hésitait à répondre et ne cachait pas son impatience; mais Philomène insista si fortement qu'il céda, et finit même par avouer que dans peu de jours il comptait conduire sa cousine chez les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à Turin.

— Dieu vous en préserve! s'écria Philomène. Savez-vous pourquoi Rachel veut entrer au couvent, pourquoi elle prétendait vous cacher ses projets, pourquoi la résolution de Paolo ne lui a causé aucun chagrin, — m'entendez-vous, aucun chagrin? — pourquoi enfin elle est si désolée qu'elle en a la fièvre? Parce que Rachel aime quelqu'un qui n'est point Paolo.

— Et qui donc? s'écria Pietro.

— Qui? tu ne le devines pas? Mais toi-même, Pietro!

— Moi! lui! s'écrièrent à la fois Pietro et sa mère.

Et la jeune fille, sans se préoccuper des exclamations de Pietro et de la fermière, raconta ses premiers soupçons, sa résolution de

profiter du délire de la fièvre pour arracher son secret à sa cousine, et le succès de son stratagème. Pietro pourtant hésitait encore à se croire aimé. Il voulut que Philomène lui redît les paroles qu'elle avait recueillies sur les lèvres de la jeune malade, et Philomène les répéta, ainsi que les reproches adressés par Rachel dans son délire à Paolo pour l'avoir persuadée jadis que c'était lui qu'elle aimait, et s'être jeté ainsi entre elle et le bonheur. Puis, comprenant avec un tact singulier chez une jeune fille que Pietro ne pouvait prendre un parti décisif sans se consulter d'abord avec lui-même et sans consulter sa mère, elle s'échappa brusquement.

— Qu'en pensez-vous, ma mère? dit Pietro lorsque Philomène les eut quittés.

— L'aimes-tu?

— De tout mon cœur!

— Peux-tu lui pardonner son premier amour?

Il y a dans le caractère lombard, tel surtout qu'il se révèle chez les habitans de nos campagnes, un fonds de jalousie et de défiance que rien n'a pu encore affaiblir. Pietro garda un moment le silence.

— Ma mère, répondit-il enfin, vous-même croyez-vous cet amour éteint? Je puis lui pardonner, oublier le passé; mais douter du présent, de l'avenir,... et rester chrétien,... cela me serait impossible!

— Je crois que le cœur de Rachel t'appartient entièrement; mais tu en doutes, puisque tu me fais cette question. J'aime Rachel, et je lui aurais donné le nom de fille avec plus de plaisir qu'à toute autre. Pourtant, je suis forcée de te le dire, et mon cœur saigne en te parlant ainsi, si tu doutes, ne l'épouse pas...

Pietro se recueillit. Au bout de quelques instans, le front baigné d'une sueur froide, mais avec un calme apparent, il répondit :

— Je crois que vous avez raison, ma mère, et que pour notre bonheur à tous deux, une séparation éternelle est le parti le plus sage; mais il est à la douleur de cette séparation un adoucissement que je ne puis me refuser, c'est de parler une fois à Rachel à cœur ouvert, c'est de l'entendre une fois me parler sans détour. Je veux la voir, lui dire que je sais tout, que je l'aime, que je n'aimerai jamais qu'elle, et que pourtant je la quitte. Elle me comprendra et me plaindra. Nous nous quitterons amis, sans secret l'un pour l'autre, sans arrière-pensée ni soupçon. Allez, ma mère, allez voir si je puis lui parler. Je serai plus calme lorsque tout sera dit.

Mme Stella sortit sans répondre, et revint bientôt annoncer à Pietro que sa cousine, quoique faible, était en état de le recevoir. Pietro trouva Rachel assise dans un fauteuil devant une fenêtre ouverte qui donnait sur le jardin. L'hiver, le court hiver d'Italie, était passé; le printemps revenait. Les feuilles d'un vieux cerisier frémissaient

doucement aux rayons du soleil levant, et projetaient leur ombre mobile dans la grande chambre. Un parfum de fleurs et d'herbes récemment fauchées remplissait l'air. Pâle et fatiguée, Rachel semblait demander aux émanations de la campagne et du printemps le retour de ses forces et de sa jeunesse. Elle était plus belle ainsi que dans ses jours d'insouciance et de fraîcheur; elle était belle de cette beauté qui va droit au cœur, lors même qu'on oublierait de l'admirer. Pietro se dit en la voyant : « Et c'est moi qu'elle aime! » Ce mot, c'était la première fois qu'il le prononçait. Il se sentit chanceler, et un nuage sembla s'étendre devant ses yeux. Rassemblant alors ses forces et son courage, il marcha vers Rachel, qui ne s'était pas aperçue de sa présence. Arrivé près d'elle, il prononça son nom d'une voix mal assurée. Elle leva les yeux avec effroi, une rougeur subite couvrit son visage; mais s'efforçant de ne témoigner que de la surprise : — Qu'y a-t-il? dit-elle.

— J'ai besoin de te parler, répondit Pietro après un court silence, et cette fois sans réserve ni dissimulation. Chère Rachel, ne prends pas ce que j'ai à te dire en mauvaise part, écoute-moi. N'importe comment ton secret a été découvert, il l'est. Ne rougis pas, ne nie pas; il y a quelque chose ici, ajouta-t-il en portant la main sur son cœur, qui m'assure que ce qui m'a été dit est vrai. Pourquoi t'en défendrais-tu, puisque j'avoue, moi, que je t'aime, que je t'ai toujours aimée?... Mon père le sâvait bien, il savait que mon bonheur dépendait de toi; aussi voulait-il l'assurer avant de mourir, et si jusqu'ici j'essayai de déjouer ses généreuses intentions, si je repoussai loin de moi le trésor qui m'était offert, pourquoi l'ai-je fait, si ce n'est parce que je t'aimais, et que je voulais avant tout te voir heureuse? Que fais-tu donc en m'aimant, si ce n'est de me rendre une faible portion de ce grand amour que je t'ai voué depuis que j'existe? Sois généreuse et franche; fais-moi entendre de ta propre bouche cet aveu d'un amour qui m'est dû... Mais non, attends; écoute-moi d'abord jusqu'au bout. Lorsque j'appris que tu m'aimais, j'éprouvai d'abord une joie si grande, que je n'en eusse certes pas éprouvé une semblable en voyant le paradis ouvert devant moi. Si j'avais suivi mon premier mouvement, je serais accouru te dire : « Rachel, tu m'appartiens, car ton cœur est à moi; allons à l'église!... » Mais un moment de réflexion a fait naître en moi d'autres pensées. Hélas! pourquoi ton amour n'est-il point, comme le mien, le seul qui ait jamais pénétré dans ton cœur?... Écoute, Rachel : tu es femme, et tu ne peux comprendre ce qu'il peut entrer de jalousie, de folle jalousie, dans le cœur d'un homme! Comment supporter la pensée qu'il fut un temps peu éloigné où ton cœur appartenait à un autre, où mon amour t'effrayait?... Se-

rais-je jamais certain que ton cœur m'appartient tout entier? Serais-je vraiment heureux? te rendrais-je vraiment heureuse? Mon devoir est de te parler à cœur ouvert, de ne te rien cacher de ce qui me trouble, de ce que je redoute pour l'avenir. Je n'essaierai donc pas de changer ta résolution; mais ne pourrions-nous du moins emporter chacun la consolation de nous être parlé avec une entière franchise, d'avoir échangé l'un l'autre l'aveu d'un amour qui est la seule chose qui nous reste?...

Dès les premiers mots prononcés par le jeune homme, toute la fermeté de Rachel s'était évanouie. A peine eut-il cessé de parler qu'elle lui répondit d'une voix étouffée par les larmes : — Pietro, puisque tu m'aimes, je puis tout supporter, et je n'ai plus rien à te cacher. Je t'aime, je n'aime que toi, je sens maintenant que je n'ai jamais aimé que toi; mais tant que j'ai pu me croire dédaignée, j'aurais préféré la mort à un pareil aveu. Je sais bien que je suis indigne de toi. Ce qui m'étonne, c'est que ton père en ait jugé autrement; il était aveuglé par sa grande indulgence. Tu seras heureux, Pietro, tu mérites trop de l'être pour que Dieu te condamne à d'éternels regrets. Quelle vie que celle qui m'attend!...N'étais-je pas destinée au plus grand bonheur qu'une femme puisse goûter ici-bas?... Ah! quand ton père cherchait ma main pour la mettre dans la tienne, si je n'eusse pas cédé alors à une excessive timidité, si je n'eusse pas reculé devant la pensée de t'enchaîner à moi sans t'avoir fait l'aveu de mon erreur, tu ne m'aurais pas repoussée alors, n'est-ce pas, Pietro?

Pietro ne put répondre que par un geste, la voix lui manquait.

— Mais plus tard, poursuivit Rachel, plus tard tu aurais regretté ton obéissance aux ordres de ton père; tu m'aurais reproché ma dissimulation, tu m'aurais dit : « Si tu avais été franche avec moi, Rachel; si tu m'avais avoué que tu avais cru aimer mon frère, je t'aurais pardonné, je t'aurais donné ma confiance, et j'aurais pu être heureux avec toi. » Heureux! oh! oui, Pietro, je t'aurais rendu heureux, et tu n'aurais pas douté de mon amour... Oh! j'aurais bien su te rendre le doute impossible!...

— Et... tu m'aurais aimé?... Et... tu crois... que je n'aurais pas douté de ton amour?

Rachel sanglotait au lieu de répondre.

— Et... qu'est-il arrivé depuis lors... qui ait changé tout cela?

— Ce qui est arrivé, s'écria Rachel, c'est que je t'aime cent fois plus que je ne t'aimais alors.

Pietro était en ce moment cruellement agité. Il sentait qu'il allait faire exactement le contraire de ce qu'il avait résolu, et pourtant une joie presque folle s'emparait de lui. — Rachel, dit-il d'une voix

tremblante, sens-tu que tu pourrais être heureuse avec moi?...

Rachel joignit les mains et remua les lèvres. Aucun son ne se fit entendre; mais Pietro l'avait comprise. Il la serra contre sa poitrine et s'écria : — Eh bien! Dieu m'est témoin que je te prends pour femme. Il la baisa au front, et il ajouta : — Viens chez notre mère...

Rachel se soutenait à peine, Pietro la portait presque suspendue à son bras. Ils entrèrent dans le cabinet de travail où Mme Stella attendait avec inquiétude le résultat de leur entretien. En les apercevant, elle comprit tout. — Dieu vous bénisse, mes enfans! s'écria-t-elle, et elle leur ouvrit les bras en souriant et en pleurant tout à la fois.

Pietro se chargea d'apporter à Paolo sa part de l'héritage paternel; il lui annonça avec ménagement son prochain mariage avec Rachel, et il fut aussi surpris que satisfait de la manière dont Paolo reçut cette nouvelle. — Voilà qui est à merveille, dit le futur chercheur d'or d'Australie; elle sera mille fois plus heureuse avec toi qu'elle ne l'eût été avec moi, lors même que j'aurais pu m'établir en Lombardie. D'ailleurs nos prétendues amours n'étaient qu'un enfantillage exalté par notre patriotisme. Nous conspirions ensemble, et parce que la conspiration nous plaisait, nous finîmes par nous persuader que nous ne pouvions nous passer l'un de l'autre; mais il n'en était rien, et dès que nous eûmes cessé de conspirer, je m'aperçus fort bien que Rachel ne trouvait pas en moi ce qu'elle avait cru y voir. Lis la lettre dans laquelle elle me proposait de l'épouser. Elle y montre aussi clairement que possible combien elle se souciait peu que j'acceptasse.

Pietro lut la lettre et en éprouva un soulagement sensible, car cette lettre, si l'on s'en souvient, n'était rien moins que tendre.

Paolo partit pour l'Australie, s'y ennuya, et cela au moment même de tirer quelque profit de son voyage. Il se rendit ensuite en Amérique, acheta une terre inculte et se fit colon pendant huit mois; mais avant que la première récolte fût à point, il quitta sa terre et entra au service de l'une des républiques de l'Amérique du Sud, y gagna le grade de lieutenant-colonel, prit son congé et s'embarqua sur un navire marchand pour aller faire le commerce en Chine. Il y gagna quelque argent; il en eût gagné beaucoup plus, s'il ne se fût pas dégoûté de la Chine pour donner ses préférences au Thibet. Du Thibet, il se rendit dans l'Inde, et y entreprit de nouveau le commerce avec succès; mais il fit par malheur tant de voyages, au Japon, sur les côtes de l'Afrique, en Arabie, et Dieu sait où, qu'il dépensa beaucoup plus d'argent qu'il n'en gagnait, ce qui l'empêcha de s'enrichir. Il y a cinq ans, Paolo a écrit à son frère qu'il se propose de venir finir ses jours sous le toit paternel; mais son retour

doit suivre certain voyage projeté, et celui-ci exécuté, il est à craindre qu'un autre voyage ne vienne prolonger encore l'odyssée de l'aventureux chercheur d'or. Pour Filippo, la première amnistie accordée par l'Autriche l'a ramené à la ferme, au milieu de ses autres frères, réunis sous la direction de Pietro. Ils sont restés garçons, et ils se proposent de demeurer tels jusqu'à leur dernier jour pour ne pas faire tort à leurs neveux.

Depuis le mariage de Pietro et de Rachel, pas un nuage n'a troublé la sérénité de leur union. Les vieux voisins de la ferme des Huit-Tours croient voir revivre M. et Mme Stella dans le jeune couple, tant Rachel est soumise et Pietro affectueux. Leurs affaires prospèrent, et Pietro se flatte de pouvoir assurer l'avenir de sa nombreuse famille, comme le brave *missée* avait assuré le sien et celui de ses frères. Rachel est encore belle, quoique déjà entourée d'enfans. Mme Stella la douairière vit et gouverne toujours. Philomène a épousé un jeune fermier des environs. Pietro ne désire que la prolongation de son bonheur, car Rachel lui a tenu parole, et le moindre doute n'est jamais venu se placer entre les deux époux. Il se sent complétement, parfaitement aimé, et il s'est donné lui-même en échange de cet amour. Quant à ses opinions politiques, elles ont passé par différentes phases, et elles ne ressemblent plus guère maintenant à celles du vieux fermier. Il se persuada en premier lieu que, pour avoir un avis à soi en pareilles matières, il fallait nécessairement avoir fait de profondes études, et qu'un villageois ignorant comme lui devait s'interdire toute pensée de ce genre. Petit à petit pourtant le bruit de certaines mesures adoptées par le gouvernement autrichien arriva jusqu'à la ferme, et révolta son cœur et sa conscience de chrétien. Pietro alors se permit le blâme, mais seulement vis-à-vis des agens secondaires de l'état, et il plaignit le souverain qu'on rendait responsable de tant d'iniquités. Filippo cependant a entrepris de prouver à son frère que le monarque n'était pas aussi étranger qu'il le croyait aux actes de ses ministres. Forcé de se rendre à l'évidence en lisant les dernières ordonnances du gouvernement impérial sur la conscription, sur les monnaies, sur l'organisation des médecins de campagne, Pietro a soupiré et s'est rendu. Il n'est ni ne sera jamais un conspirateur; mais il aime, il plaint son pays, il voudrait le voir libre et heureux. — Jamais je ne lèverai la main contre mes compatriotes, disait le brave fermier il y a peu de mois encore. Si jamais je les vois attaqués, n'importe par qui,... sur mon âme, je les défendrai.

Cependant, dès les premiers jours de 1859, des bruits singuliers

ont pénétré en Lombardie. Quelques paroles de pitié pour les souffrances de l'Italie et de blâme pour ceux qui les causent sont tombées du haut d'un trône. Chacun s'est ému.

Quand donc de semblables paroles avaient-elles été entendues? Ces paroles n'avaient certainement pas été prononcées au hasard. Les Italiens les ont répétées et commentées. Parmi les exilés, l'espérance a remonté les cœurs, presque tous ont quitté leur asile, abandonné leurs affaires, et sont allés se mettre à la disposition du seul état d'Italie qui représente l'indépendance et la liberté. Paolo a fait comme les autres : il a interrompu ses voyages, et il s'est rendu en Piémont, où il a passé quelques mois dans les alternatives de l'enthousiasme et du découragement. Il y a retrouvé tous ses anciens amis et ses frères d'armes du Tyrol. Il y a rencontré aussi ce chef à l'éclatant prestige, aux entreprises heureuses, qui, toujours placé au plus fort de la mêlée, n'a jamais été atteint par les armes ennemies : personnage héroïque qui semble échappé d'un autre temps. Autour de Garibaldi se groupaient déjà ceux qui l'avaient connu jadis, et ceux qui par leur âge ne pouvaient être admis dans les troupes régulières du Piémont. Paolo s'est présenté au général, qui l'a reconnu et attaché à son état-major.

Filippo a rejoint son frère aussitôt qu'il a reçu la nouvelle de son arrivée en Piémont. Quelques semaines plus tard, Orazio, ayant triomphé de sa propre hésitation, a quitté la ferme et s'est engagé avec ses frères. Où sont-ils tous aujourd'hui? Qui le sait?

Pietro, lui, est resté à la ferme, époux et père, chargé d'autres intérêts que les siens propres : il ne quittera pas la terre que son maître lui a confiée; mais il est des services qu'il pourra rendre à son pays ailleurs qu'à la guerre, et il ne faillira pas à son devoir. Cesare s'étonne de ne plus entendre parler de république. Il s'était posé en adversaire des républicains, et il ne sait plus maintenant quels sont ses amis ou ses ennemis. Quant à Rachel, elle s'informe avec anxiété des progrès de Garibaldi; mais ses deux beaux-frères ont une part à peu près égale dans son inquiétude. A l'entendre, tous les bons citoyens ne doivent pas aller à la guerre, et il est bon que quelques-uns survivent pour les beaux jours de la paix.

CHRISTINE TRIVULCE DE BELGIOJOSO.

LE

PREMIER ROI DE SARDAIGNE

ET

LA POLITIQUE DE LA MAISON DE SAVOIE

I. *Storia del regno di Vittorio-Amedeo II,* scritta da Domenico Carutti; 1 vol., Turin.
II. *Una Pagina della politica di Casa Savoia,* per Giuseppe Greppi; 1 vol., Turin.

Habent sua fata; les peuples ont leur destin, qu'ils font eux-mêmes par la politique et par la guerre. Tantôt la politique noue ses combinaisons et multiplie les efforts pour contenir dans les limites d'un travail pacifique la lutte des passions et des intérêts; parfois aussi c'est la guerre qui intervient pour trancher les nœuds trop fortement serrés et pour livrer à la décision suprême des armes les antagonismes devenus inconciliables. On démontrera avec toute la supériorité de la raison que la paix est le premier des bienfaits, que par elle tous les progrès sont possibles, et qu'ils ne sont possibles que par elle, que la paix seule peut donner tout ce que la guerre promet : soudain les conflits s'allument, les intérêts s'entrechoquent, et les peuples volent de nouveau au combat. Ainsi marchent les affaires du monde. Dans cette poudreuse arène où se gagne et se perd la puissance, sans doute la fortune ne sourit pas à tous; il est rare qu'elle ne finisse pas par favoriser ceux qui ont une idée fixe, un instinct énergique de leur destinée, et qui sont toujours prêts à se jeter dans la mêlée des événemens, au risque de voir plus d'une fois leurs ambitions déçues.

Il est en effet de ces peuples qui semblent faits par l'action et pour l'action. Petits par l'apparence territoriale et par l'importance politique, ils sont hardis, fermes de cœur, vigoureusement trempés, et c'est justement parce qu'ils sont petits avec une âme hardie qu'ils aspirent à grandir. Ils se sentent faits pour une position que l'arrangement des choses ne leur donne pas et qu'ils poursuivent à travers tout avec une ténacité invariable, sans redouter les conflits où la légalité des situations est au bout de l'épée. Lorsque Frédéric II voulait et prenait la Silésie, il n'était pas, je pense, préoccupé outre mesure du droit public et du trouble qu'il allait jeter dans l'équilibre des pouvoirs; il voyait l'Europe incertaine, l'occasion favorable, il avait un fier sentiment de la grandeur et de l'avenir de la Prusse, et la Prusse, qui n'était qu'un électorat au commencement du dernier siècle, qui ne comptait qu'un peu plus de deux millions d'hommes, la Prusse est devenue cette monarchie mal liée encore et inachevée, mais vivace, qui personnifie l'Allemagne protestante. Le Piémont est aussi depuis longtemps un de ces peuples toujours en marche et en voie de formation. Il a été souvent mené au combat par des princes belliqueux; vaincu quelquefois, jamais découragé, et ne cessant de s'avancer vers son but, il a fini par être l'expression vivante, virile et armée de tous les sentimens de nationalité italienne. Ces deux pays, le Piémont et la Prusse, ont grandi par la politique et par la guerre; ils sont devenus presque simultanément des royaumes, — la Prusse quelques années à peine avant le Piémont. L'un et l'autre ont rencontré le même obstacle, l'Autriche faisant front en Allemagne et en Italie. Le Piémont se trouve encore aujourd'hui en face de l'inévitable adversaire. A l'issue des événemens qui se succèdent depuis trois siècles et qui s'engendrent en quelque sorte, il a l'Autriche devant lui, la France à ses côtés, et sur les plis de ce drapeau aux trois couleurs où brille la croix de Savoie, est écrit ce mot d'indépendance de l'Italie qui a ouvert comme une fanfare joyeuse tant de guerres sanglantes.

Rien n'est nouveau dans les spectacles du monde, rien si ce n'est la surprise des hommes en présence de ces jeux de la fortune qui semblent toujours imprévus, et qui ne sont cependant que l'expression la plus simple d'une lutte héréditaire, d'un ensemble de choses traditionnel. Quand les armées de l'Autriche, de la France et du Piémont se pressent au-delà des Alpes, ce n'est point assurément le champ de bataille qui est nouveau : vingt fois cette contrée du nord de l'Italie a été submergée sous le flux et le reflux des invasions contraires; elle a eu le fatal privilége d'être le champ clos des duels européens. Il n'y a pas une place de terre qui n'ait été disputée par les armes et foulée sous les pieds des chevaux. Parcourez le Piémont : toutes ces villes dont les noms retentissent de nouveau

et redeviennent familiers, Suse, Vercelli, Ivrée, Valenza, Casale, Asti, toutes ces villes ont été prises et reprises. Turin a été assiégé, Verrue, qui n'est plus rien aujourd'hui, a subi deux siéges et deux assauts. Allez plus loin, en Lombardie : chaque bourgade, chaque colline a vu un combat entre toutes ces lignes de défense où est allée se jouer la stratégie des hommes de guerre de tous les temps. Et dans ces mêlées qui se succèdent de siècle en siècle, de quoi s'agit-il? Ce sont toujours les mêmes problèmes : antagonismes européens, luttes d'influences rivales, travail d'indépendance de l'Italie. Le maître du Milanais, qu'il s'appelle l'Espagnol ou l'Autrichien, veut s'étendre et régner par la force ou par la ruse dans le reste de la péninsule. La France, se sentant menacée, descend des Alpes pour battre en brèche cette domination usurpée, et allant souvent au-delà de ses intérêts, elle procède elle-même par la conquête ou par l'occupation de forteresses, — avant-postes de sa politique et de ses armées.

De son côté, le Piémont pressé, assailli de toutes parts, se défend comme il peut, gardant sa personnalité dans les plus grandes confusions, poursuivant l'accomplissement de ses desseins au milieu des querelles européennes et cherchant sans cesse à dégager son indépendance du sein de ces formidables rivalités entre lesquelles il flotte en allié avisé et toujours prompt aux évolutions. C'est la clé de presque toute l'histoire, des luttes de l'Autriche et de la France aussi bien que de la politique piémontaise. Ce rôle intermédiaire, actif et efficace d'un petit pays, on n'aurait pu le retracer avec certitude il y a quelques années, lorsque les souverains piémontais cachaient leurs affaires, même dans le passé, comme un secret de règne. Les archives se sont ouvertes, et le jour s'est fait sur cette politique d'affranchissement progressif. C'est une des époques les plus curieuses de cette existence du Piémont, — la fin du XVIIe siècle et le commencement du dernier siècle, — que M. Carutti décrit dans un récit substantiel, précis et coloré, du *Règne de Victor-Amédée II*, et que le comte Giuseppe Greppi éclaire de toutes les lumières des documens du temps dans une courte et instructive étude. Ce n'est qu'une page d'histoire, mais cette page, retracée par M. Carutti avec la netteté élégante et ferme des vieux historiens italiens, montre comment le présent naît du passé, et en même temps elle ravive la figure de ces princes de Savoie dont le dernier héritier ne fait après tout que continuer la tradition.

Physionomie originale et curieuse par elle-même d'ailleurs que celle de ces princes que le cardinal d'Ossat appelait assez brutalement les *louveteaux de Savoie!* On les voit se démener au milieu des événemens, batailleurs comme des héros d'Homère, sérieux comme des taciturnes, jouant de l'épée et négociant secrètement.

Par leurs alliances, ils tiennent aux plus grandes et aux plus vieilles maisons royales, aux maisons de France, d'Espagne, d'Angleterre, d'Autriche; par la position de leurs états, ils sont des premiers dans toutes les querelles de l'Europe. La neutralité ne leur est point bonne; un seul, le duc Charles III, voulut rester neutre au XVIe siècle, et le Piémont faillit disparaître dans une tempête de fer et de feu, serré entre François Ier et Charles-Quint. Pour ces petits souverains, l'ennemi c'est celui qui a un pied chez eux ou qui menace de devenir leur maître. Contre celui-là, ils s'allieraient au Grand-Turc et même à l'Autriche. Ils n'ont rien d'idéal et de bien chevaleresque, ces soldats intrépides et ces souples diplomates, et cependant il passe sur leur visage je ne sais quel reflet qui attire, car ils ont après tout une pensée juste et virile, celle de secouer tous les liens de vassalité! Ils ont l'âme patriotique et la fibre italienne. Les ambassadeurs vénitiens peignaient Emmanuel-Philibert comme un prince tout nerf, ayant dans les mouvemens du corps « une grâce au-dessus de l'humanité, » parlant peu et agissant beaucoup, négociant toujours debout ou en marchant. Charles III avait perdu le Piémont par sa neutralité, Emmanuel-Philibert le reconquit en nous infligeant avec les Espagnols le désastre de Saint-Quentin. Après lui, Charles-Emmanuel Ier fait pendant vingt ans la guerre et poursuit un agrandissement qui fuit toujours, que le plan fameux d'Henri IV faillit lui donner en le faisant roi de Lombardie. On lui attribue un sonnet plein du sentiment italien : « Italie, ah! ne crains pas!... Celui qui désire te soustraire à un lourd fardeau, contre toi ne conspire pas. Prends courage et espère! » A la fin du XVIIe siècle survient Victor-Amédée II, qui rassemble tous les traits de la race. Après Emmanuel-Philibert, c'est le second fondateur de la vraie politique piémontaise. C'est justement cette politique que M. Carutti décrit dans une de ses phases décisives et qu'il montre à l'œuvre. Deux fois en peu d'années le Piémont est appelé au combat, d'abord dans la guerre qui conduit à la paix de Ryswick, puis dans la guerre de la succession d'Espagne, et deux fois il sort de la lutte fortifié. C'est le moment où le duché de Savoie devient une royauté; le Piémont secoue définitivement la tutelle de la France, se tourne plus que jamais vers la Lombardie, et cette époque se personnifie dans un prince singulier et résolu, vrai prince de Savoie, dont la carrière aventureuse se mêle à toutes les affaires de l'Europe pour finir comme un roman.

I.

Cette seconde moitié du XVIIe siècle, où le Piémont a un rôle que je veux dire, est un moment dramatique de l'histoire. C'est l'ère

des excès de prépondérance de la vieille monarchie française et des premières grandes coalitions européennes. La puissance de la France, victorieusement consacrée par la paix de Nimègue, s'étend et déborde sur l'Europe. L'Espagne languit et livre ses dépouilles; l'Autriche est occupée à guerroyer en Hongrie et à se défendre contre les Turcs; la coalition nouée par la Hollande dans la guerre de 1672 est dissoute. Ce que Louis XIV n'a pas par les armes, il l'obtient de l'impuissance et de la crainte; les *chambres de réunion* de Metz et de Brisach, chargées d'interpréter les traités et de préciser l'étendue de nos acquisitions, nous donnent ce qu'une campagne nouvelle ne nous eût pas donné. Il n'y a donc qu'un maître devant qui toutes les résistances ont plié jusqu'ici. Dans ce système de domination envahissante, le Piémont ne pouvait être évidemment qu'une dépendance de la France, et le cabinet de Versailles l'entendait bien ainsi. La prépotence ne s'exerce pas de mille façons; ce que nous avons vu l'Autriche faire de nos jours en Italie, Louis XIV le faisait de son temps. Par l'occupation permanente de Pignerol et du pays environnant, il avait une clé des Alpes, et il prenait position sur la ligne du Pô en achetant Casale du duc de Mantoue, ce voluptueux sultan du Mincio qui vendait ses places fortes pour entretenir un harem. Louis XIV tenait donc militairement le Piémont, et il voulait le tenir par la diplomatie; il imposait à la petite cour de Turin,—toujours comme l'Autriche au duc de Modène ou au grand-duc de Toscane,—une alliance offensive et défensive, un traité de garantie réciproque de Pignerol et de Casale d'une part, du domaine ducal de l'autre. S'élevait-il quelques troubles à Mondovi pour les gabelles, aussitôt le cabinet de Versailles offrait ses soldats pour réprimer ces turbulences populaires. Un acte plus grave survint : c'était la révocation de l'édit de Nantes. Il y avait en Piémont une colonie de Vaudois établie dans les vallées de Lucerna, d'Angrogna et de Perosa entre le mont Viso et le mont Cenis. Ces montagnards vivaient paisiblement sous la garantie de priviléges anciens. Louis XIV imposa l'expulsion des Vaudois. On résista d'abord à Turin, on éluda, puis il fallut céder, et un jour d'hiver plus de quatre mille bannis, femmes, enfans, vieillards et malades, furent acheminés vers la Suisse à travers le mont Cenis. Ainsi, occupation de forteresses, interventions incessantes, traités de vassalité, solidarité imposée de politique, Louis XIV tenait le Piémont par tous les liens, et il ne prenait même pas la peine de déguiser sa prépotence, d'adoucir pour cette petite cour de Savoie les désagrémens de la servitude. Les ministres du grand roi parlaient en maîtres à Turin.

C'est alors, en 1684, que paraissait un jeune prince de caractère impétueux, de volonté entière, cachant une âme de trempe vigoureuse sous une frêle enveloppe, et précocement formé à la dissimu-

lation sous la jalouse tutelle de sa mère, la régente Jeanne-Baptiste. Victor-Amédée II n'avait que dix-huit ans quand il prit le pouvoir, qu'il fut presque obligé d'enlever de force à sa mère. Louis XIV crut le lier plus sûrement à sa politique en le mariant avec une princesse française, Anne d'Orléans, fille d'Henriette d'Angleterre et petite-fille du malheureux Charles Ier. Les mariages ont servi quelquefois la maison de Savoie, ils ne l'ont jamais liée. Victor-Amédée n'eût point été de sa race, s'il n'eût ressenti violemment le poids de la prépondérance étrangère. Peu après son avénement, il était réduit à signer l'acte d'expulsion des Vaudois, et il n'y consentait qu'avec une répugnance extrême. Dans le secret du cœur, il nourrissait une amertume profonde en se voyant entouré, surveillé et pressé par la France, obligé de rendre compte de ses paroles et de ses actes; mais il se taisait, attendant une occasion. Cette occasion vint, ce fut la ligue d'Augsbourg, et ici commence cette carrière étrange d'un prince jeté dans toute sorte d'évolutions, passant d'un camp à l'autre, combattant toujours en soldat et négociant en rusé politique.

La ligue d'Augsbourg, qui devint la grande alliance signée à Vienne en 1689, fut, on le sait, l'œuvre de Guillaume d'Orange. Sentiment protestant révolté par la révocation de l'édit de Nantes, mécontentement des princes allemands, inimitié de l'Autriche et de l'Espagne, hostilité de la Hollande, tous ces élémens, Guillaume les rassembla en faisceau pour en former une coalition. Il manquait l'Angleterre, et ce fut peut-être une des causes de la révolution de 1688. Si Louis XIV eût pris une offensive hardie et opportune contre la Hollande, il eût empêché la descente en Angleterre; il n'en fit rien, Guillaume d'Orange devint Guillaume III d'Angleterre, et la grande alliance fut alors formée. Il y avait donc deux camps : dans l'un était Louis XIV, dans l'autre était l'Europe. Entre les deux formidables adversaires, le Piémont ne paraissait être rien; en réalité, il avait de l'importance, car là, au pied des Alpes, était le nœud de la question le jour où la lutte allait s'engager en Italie. Les alliés ne l'ignoraient pas, ils sentaient bien que c'était un point vulnérable de la France, et ils flattaient le duc de Savoie. Louis XIV même ne pouvait méconnaître le prix de l'alliance du Piémont; mais dans le sentiment de son omnipotence il croyait le petit duc trop heureux de lui donner des soldats, de suivre sa fortune et de continuer à vivre à l'ombre de sa protection; il eût été plus prévoyant s'il eût écouté cette parole sensée de Mme de Maintenon, qui lui disait : « Sire, le duc de Savoie sera petit auprès de vous s'il est votre ami; vous le trouverez grand si vous le laissez se déclarer votre ennemi. » Quant à Victor-Amédée, il suivait d'un œil attentif la marche des choses, allié apparent de Louis XIV et écoutant déjà les propositions qui lui venaient de l'Europe.

On lui envoya de Vienne l'abbé Grimani, Vénitien de naissance, beau parleur et adroit courtisan, depuis cardinal. L'abbé Grimani était chargé de lui rappeler que le Piémont était le gardien naturel des Alpes, qu'il avait une occasion merveilleuse de reprendre Pignerol, de chasser les Français de Casale et de retrouver l'indépendance entière de ses états; mais cela ne suffit pas, un autre négociateur fut choisi. Il y avait alors à l'armée autrichienne de Hongrie un jeune général qui s'était déjà illustré à côté du duc de Lorraine, c'était le prince Eugène de Savoie-Carignan. Le prince Eugène était le dernier des sept enfans de Maurice de Savoie, qui avait pris du service en France, et d'Olympe Mancini, la belle nièce de Mazarin, qui avait un instant fixé le cœur de Louis XIV. Cadet de grande famille, il avait été mis dans l'église, on lui destinait un riche bénéfice à Turin. Un jour il se fatigua du petit collet d'abbé, il reprit son nom de chevalier de Carignan et demanda un grade dans l'armée française. Sa demande fut reçue avec moquerie. Il partit alors pour Vienne, où on lui donna le grade de colonel, et il alla servir à l'armée de Hongrie sous le duc de Lorraine. Deux ans après, on le rappela de France; il refusa de revenir, et il écrivit au roi qu'il montrerait quelle épée on avait dédaignée. Louis XIV lut cette lettre à la cour en ajoutant : « Ne dirait-on pas que ma couronne a fait une grande perte? »

On rit beaucoup à la cour du grand roi. Le fait est que quelques années plus tard Louis XIV ne devait plus rire du prince Eugène. Ce fut là le nouveau négociateur choisi pour son nom et pour sa parenté avec le duc de Savoie. Ce qu'on pensait de Victor-Amédée chez les alliés, le prince Eugène le laisse voir dans une lettre qu'il écrivait le 12 janvier 1689, avant de se rendre secrètement à Turin. « On assure, dit-il, que le duc a profondement étudié à l'école des princes italiens, qu'il a pris la dissimulation des Romains et que l'art de penser autrement qu'il ne parle lui est très familier. Par son mariage avec la duchesse d'Orléans, il est attiré dans son intérieur du côté français; mais on a des preuves qu'il pense différemment et qu'il désire avant tout échapper à ce vasselage. Le duc n'attend qu'une occasion d'être assez garanti pour se détacher de la France, parce qu'il ne peut supporter la dureté avec laquelle Louis XIV traite ses amis... » Le prince Eugène était chargé de promettre la restitution de Pignerol, la libération de Casale, occupée par les Français, les subsides de l'Angleterre, les secours des forces de l'Autriche et de l'Espagne. Ce que le prince Eugène répétait après l'abbé Grimani, Victor-Amédée le savait, vingt fois il l'avait repassé dans son esprit; seulement l'empereur était loin, les secours de l'Espagne, toujours maîtresse de Milan, pouvaient être insuffisans, et la France était là avec ses forces. Se prononcer trop vite, c'était amasser sur sa tête un effroyable orage. Victor-Amédée louvoyait, et en attendant il faisait accor-

der à ses ambassadeurs à la cour de Vienne le traitement des ambassadeurs royaux; il obtenait de l'empereur le droit d'acquérir les fiefs impériaux qui étaient dans ses états. On était à la veille de la guerre.

L'évolution avait commencé. Louis XIV ne tarda pas à remarquer ce travail sans en pénétrer entièrement le secret. Il voulut mettre Victor-Amédée à l'épreuve en lui demandant trois régimens pour aller servir en Flandre avec l'armée française; la cour de Turin envoya ses hommes. Bientôt les soupçons s'accrurent à Versailles, et Louis XIV, au lieu de chercher à s'assurer un allié utile, voulut avoir raison de ce petit duc; il fit marcher une armée avec Catinat à la tête. Catinat s'avançait pas à pas et en ami sans dire le mot de sa mission. Arrivé à Orbassano, il dévoila son secret. Ce que réclamait la France comme gage de la fidélité du duc, c'était la cession de deux forteresses, de Turin et de Verrue, pour assurer les communications entre Pignerol et Casale. La cour de Turin fut consternée. Céder, c'était livrer à merci l'indépendance du Piémont. La fierté de race et le sentiment patriotique l'emportèrent en face du péril. « Depuis longtemps, dit Victor-Amédée, on m'a traité en vassal, aujourd'hui on me traite comme un page; le moment est venu de se montrer prince libre et honoré. » Le difficile était de gagner du temps. Victor-Amédée suspendit la marche de Catinat en écrivant à Louis XIV et en envoyant un ambassadeur extraordinaire à Versailles. D'un autre côté, il faisait venir l'abbé Grimani, qui était resté à Turin, pour se lier définitivement avec l'empereur, et il expédiait un agent à Milan pour signer une alliance offensive et défensive avec l'Espagne. Lorsque la réponse de Louis XIV arriva à Turin, Victor-Amédée était prêt; huit mille Espagnols accouraient de Lombardie pour soutenir le Piémont. Le jour où l'ultimatum français fut remis, le duc fit ouvrir les portes de son palais, et d'une voix grave et ferme il annonça qu'il avait résolu de défendre son droit par les armes. « Les armées alliées, dit-il, viennent à mon secours; mais plus que sur leurs forces je compte sur la valeur et le dévouement de ma noblesse et de mon peuple. A cette valeur et à ce dévouement les princes de Savoie n'ont jamais fait appel en vain. » Cette résolution virile retentit en Italie et même à Rome. Elle remplit de joie les alliés, elle donnait un ennemi de plus à Louis XIV. C'est ainsi que Victor-Amédée II entrait dans la guerre de 1690, qui était pour lui avant tout une guerre d'indépendance.

La campagne commença mal. Le système de guerre suivi dans le Palatinat se reproduisait au pied des Alpes. Dès le début, la ville de Cavour fut saccagée et la population livrée à la fureur du soldat. « On passa au fil de l'épée tout ce qui se présenta, » dit Catinat, le plus humain des généraux du temps. La bataille de la Staffarda, où

les Piémontais étaient complétement battus, mit le comble à ces premiers désastres. Victor-Amédée se trouvait avec une armée à demi détruite, avec des alliés lointains dont les secours arrivaient lentement, au milieu d'un pays dévasté, pillé par ses amis comme par ses ennemis; joignez à cela que les généraux alliés ne s'entendaient pas. La direction de la guerre flottait entre tous les conseils, la défense était énervée par les divisions. « La situation des affaires dans le Piémont ne me plaît pas, » écrivait Guillaume III au grand pensionnaire de Hollande. Victor-Amédée ne se découragea pas cependant. Sous le coup même de la défaite de la Staffarda, il faisait bon visage à la fortune, demandant des hommes, de l'argent et des vivres au pays, qui se levait tout entier à son appel, et en peu de temps il put arrêter les progrès des Français. Je n'ai pas à raconter cette guerre, qui embrassait à la fois la Flandre, le Rhin et l'Italie, qui eut encore pour le Piémont plus d'une journée néfaste, comme celle de la Marsaglia, où s'illustra la vieillesse de Catinat, et qui dura plus de six années. Une particularité de cette lutte, c'est qu'elle s'épuisa d'elle-même et aboutit bientôt à une neutralisation de forces. On continuait à se battre pour arriver à la paix, et la guerre n'était qu'un moyen d'améliorer les conditions de cette paix. Dans le fond, on négociait partout secrètement. « Je désire vivement que les négociations de Dykveld arrivent à bonne fin, écrivait Guillaume III; la nécessité de la paix devient chaque jour plus grande. » La Hollande se lassait de la guerre; l'empereur inclinait à traiter. Louis XIV lui-même avait hâte d'en finir, prévoyant déjà une bien autre affaire, la succession d'Espagne. En un mot, chacun tendait au même but par des raisons différentes, et surtout par l'attitude d'une lutte indécise.

Le rôle de Victor-Amédée fut curieux. Il se montra un mâle soldat dans la guerre, sans cesser d'être un rusé diplomate. Il était entré dans la coalition pour émanciper le Piémont de la suprématie française en recouvrant Pignerol et en mettant nos garnisons hors de Casale; c'était l'intérêt qui le liait à l'Europe, et il ne renonçait pas pour cela à traiter directement avec la France, s'il pouvait obtenir de Louis XIV ce qu'il désirait si ardemment. Pourvu que le but fût atteint, une évolution de plus ne l'effrayait pas. A vrai dire, depuis le premier moment, il n'avait cessé de garder quelque communication avec les généraux de la France ou des envoyés secrets, fidèle à cette vieille politique de la maison de Savoie, qui consistait à « ne pas laisser l'état suspendu à un seul fil, et à s'arranger pour pouvoir toujours choisir entre plusieurs partis. » Naturellement ces mystérieuses négociations suivaient le sort de la guerre. Aux premières ouvertures, peu après la bataille de la Staffarda, les conditions de

Louis XIV étaient dures, la France réclamait la cession définitive du comté de Nice, l'occupation temporaire de plusieurs places fortes piémontaises, et c'est alors que Victor-Amédée répondait par le mot héroïque : « Je frapperai du pied le sol, et il en sortira des combattans. » Bientôt cependant Louis XIV s'adoucit, sentant bien de quel prix serait pour lui la neutralité du Piémont pour arriver à la paix générale, et il devint plus facile de s'entendre. Le duc se lança avec d'autant moins de scrupule dans cette campagne diplomatique, que faire la paix après la bataille de la Marsaglia, c'était pitié pour le Piémont épuisé par la guerre, et que d'un autre côté il n'ignorait pas le travail qui se poursuivait partout en Europe, les efforts de tous les alliés pour arriver à une pacification favorable à leurs intérêts.

Une négociation plus active s'ouvrit donc, ou plutôt ce fut un véritable imbroglio diplomatique plein d'artifices et de travestissemens. Tantôt le comte de Borgone, envoyé du duc, se déguisait en paysan pour aller à Pignerol; tantôt c'était le maréchal de Tessé qui arrivait à Turin sous le costume d'un postillon, et que Victor-Amédée accueillait par ces fières paroles : « Je ne suis pas un aussi grand monarque que le roi votre maître; mais le caractère de souverain est indélébile et égal chez tous les princes. J'ai toujours respecté le roi; j'ai été menacé d'oppression, et j'ai voulu lui prouver que je ne le craignais pas. J'ai pu essuyer son dédain, mais en agissant autrement j'aurais perdu son estime. » Pour le duc, il s'agissait toujours de mettre la France hors de Casale et de Pignerol, c'est-à-dire hors du Piémont. Ce fut fait d'une façon singulière pour Casale. Il fut convenu que les alliés se présenteraient devant la place pour l'assiéger, que Victor-Amédée sommerait le commandant français de se rendre, et que celui-ci après une défense honorable capitulerait à condition que les fortifications seraient rasées, et les choses se passèrent ainsi effectivement. Il était plus difficile d'obtenir la cession de Pignerol; Victor-Amédée y arriva cependant, et à cette condition il s'engagea à négocier la neutralité de l'Italie avec l'empereur, ou à joindre ses armes à celles de la France. L'empereur cria, refusa de souscrire à ces propositions; mais Victor-Amédée avait réussi, et la neutralité du Piémont, consacrée par le traité de Vigevano, prépara la paix de Ryswick. Comme gage de ce rapprochement, le duc de Bourgogne fut marié avec la fille aînée du duc de Savoie, Marie-Adélaïde, cette jeune princesse spirituelle et piquante qui devait dérider un instant la vieillesse morose de Louis XIV. Voilà comment, après avoir échappé à la France pour aller chercher dans la coalition l'indépendance de sa couronne, Victor-Amédée échappait maintenant aux alliés pour revenir vers la France.

Il avait changé de camp; le but était le même. La France et la coalition avaient pu se plaindre alternativement de cette diplomatie singulière, le Piémont n'en avait pas le droit.

Sept années de guerre et de négociations aussi hardies que dégagées de scrupules devaient mûrir cet esprit qui avait plus d'originalité que de grandeur, et qui est resté un des types des princes de Savoie. Actif, infatigable de corps et d'intelligence, Victor-Amédée voulait gouverner par lui-même. Défiant à l'excès, il consultait séparément ses ministres et décidait seul, s'occupant de toutes les affaires, des finances, du commerce, de l'administration, de l'armée surtout. Il avait le grand art du gouvernement, celui de connaître les hommes et de savoir s'en servir. Les passions impétueuses s'alliaient chez lui à une réserve impénétrable. Victor-Amédée n'avait point de culture littéraire, mais il avait quelques idées qui le dirigaient et qu'il savait exprimer avec noblesse et avec force. Dans sa jeunesse, il parlait avec lenteur, plus tard sa langue se déliait et il avait la parole facile. La politique des cours, les intérêts de l'Europe lui étaient tout familiers. Le comte de Tessé, envoyé à Turin après la guerre, traçait de Victor-Amédée un portrait curieux. « Le duc, écrivait-il au roi, est éloquent, très fin et grand questionneur. Dans sa tête, outre ses affaires particulières, passent et repassent au moins une fois par jour toutes les affaires de l'Europe. Parmi tous les princes difficiles à comprendre qui sont sous le ciel, celui-ci est le premier. Il veut et il ne veut pas; il se défie de tous et est consumé par sa propre inquiétude; il a de l'esprit, mais il est toujours incertain. Capable de tout ce qui est extrême, aujourd'hui il touche aux nues comme un aigle, demain il se traîne comme une taupe. » Changez les noms, ce sera Charles-Albert. Comme tous les princes dissimulés qui ont à se frayer un chemin entre des puissances plus fortes qu'eux, Victor-Amédée paraissait incertain, ainsi que le dit M. de Tessé; il l'était souvent sur les moyens, il ne l'était pas sur le but qui était l'indépendance du Piémont d'abord, puis son agrandissement. Victor-Amédée était à peine sorti de la guerre qu'il voyait déjà se dessiner une situation où il pourrait pousser plus loin ses desseins. Cette paix de Ryswick en effet n'était point une paix, c'était une trève que s'accordaient mutuellement Louis XIV et l'Europe pour se reposer du combat, refaire leurs forces et attendre la succession d'Espagne, qui pouvait s'ouvrir d'un jour à l'autre à l'improviste. Victor-Amédée n'était pas homme à laisser fuir ces occasions; il s'y préparait au contraire comme à une crise décisive pour la fortune de sa maison. Il refit son armée, lui donna cette organisation qui a survécu jusqu'à nos jours et qui a été le modèle de la landwher prussienne, puis il attendit l'œil fixé sur les

événemens, toujours prêt à négocier et à tirer l'épée. C'était son attitude naturelle.

II.

La succession d'Espagne, on le sait, s'ouvrit le 1er novembre 1700 par la mort de Charles II, cette ombre de roi, cette représentation frappante, dans sa sénilité précoce et stérile, du déclin d'une grande monarchie. L'Europe n'avait pas attendu jusque-là pour peser dans ses mains les dépouilles espagnoles. Louis XIV et Guillaume III s'entendaient ou avaient l'air de s'entendre pour régler d'avance, par des traités anticipés, la distribution de l'opulent héritage. Le testament de Charles II, qui donnait la couronne d'Espagne au duc d'Anjou, et l'acceptation de ce testament par Louis XIV déjouaient tous les plans. Dès ce jour, la lutte devenait imminente. L'empereur Léopold réclamait la couronne d'Espagne comme un héritage de famille pour son second fils l'archiduc Charles. La Hollande s'effrayait d'une combinaison qui mettait les Pays-Bas espagnols entre les mains d'un prince français. L'Angleterre ne pouvait voir sans jalousie cet accroissement de prépondérance pour la France. L'absurde idée qu'eut Louis XIV de reconnaître comme roi d'Angleterre le fils de Jacques II mit le feu aux poudres. La mort subite de Guillaume III ne changea rien, la quatrième coalition contre la France était formée, et les armées étaient déjà en mouvement; pour douze années, l'Europe était en feu.

Ce n'était pas un moment de repos pour Victor-Amédée, placé de nouveau dans l'alternative de se battre, de choisir ses alliances, ou de disparaître sans profit et sans gloire sous le flot des invasions. Il entrait dans la mêlée avec des intérêts ou des prétentions de famille et des intérêts d'agrandissement territorial. Chose curieuse que cette maison de Savoie dans l'histoire des luttes européennes! Il y a longtemps qu'elle justifie ce mot qu'on a dit d'elle, et qui est le secret de sa politique, — que son importance morale est au-dessus de sa situation réelle. Elle a toujours prétendu à tous les trônes. Charles-Emmanuel Ier eut bien un moment l'idée d'aspirer au trône de France pendant les guerres du XVe siècle. Au moment où s'ouvrait la succession d'Espagne, Victor-Amédée aurait pu prétendre éventuellement à la couronne espagnole, comme descendant de l'infante Catherine, sœur de Philippe III et femme du duc de Savoie Charles-Emmanuel Ier. Par sa femme, la duchesse d'Orléans, fille d'Henriette d'Angleterre et de Charles Ier, il avait des droits à la couronne britannique, et il protestait contre la loi de succession protestante qui appelait au trône les princes de Hanovre. Au fond, la

maison de Savoie savait faire bon marché de ses droits, et ne s'en servait que pour grandir sa fortune, pour mieux pousser ses projets d'agrandissement en Italie. Or, à ce point de vue, quelle était la position de la maison de Savoie après l'avénement de Philippe V? Le Piémont était placé entre la France, du côté des Alpes, et le nouveau roi d'Espagne, c'est-à-dire encore la France, à Milan. L'intérêt de Victor-Amédée était donc dans le camp de l'Europe; une nécessité du moment le liait seule à la France, car il ne pouvait plus, comme dans la guerre de 1690, faire appel aux Espagnols, toujours maîtres du Milanais. Pris dans ce cercle de fer, Victor-Amédée se laissa dicter un traité d'alliance qui ouvrait le Piémont aux armées françaises pour aller défendre la Lombardie; il devait lui-même fournir dix mille hommes et être généralissime des forces destinées à couvrir l'Italie. Louis XIV pensa faire assez pour lui en lui demandant sa seconde fille, la princesse Louise-Gabrielle, pour le nouveau roi d'Espagne Philippe V; mais le traité ne stipulait aucun avantage de territoire, et même il fermait l'avenir, en disant qu'à la paix « les parties contractantes resteraient dans leur état primitif. » Là était le venin de l'affaire. Victor-Amédée ne dit rien, entra en campagne, pour aller tenir tête en Lombardie au prince Eugène, descendant d'Allemagne, et même il poussa l'artifice jusqu'à être héroïque pour une cause qu'il se promettait bien de déserter. « Le duc de Savoie, dit le maréchal de Tessé, savait dissimuler au point qu'il combattit à Chiari avec la plus brillante valeur. Il se tint toujours au milieu du plus grand feu, s'exposa beaucoup plus qu'il ne fallait, eut un cheval tué sous lui, et reçut plusieurs coups dans ses habits. » Au fond, Victor-Amédée était mécontent, de sorte qu'il se retrouvait en 1701 dans la situation où il avait été en 1690 : allié contraint et froissé de la France, allié secret de l'Europe par ses intérêts et par ses désirs.

Si Louis XIV avait eu dès ce temps l'instinct des vrais intérêts de la France, il eût réalisé une idée qui n'était pas nouvelle, qui eût comblé les plus ardens désirs de Victor-Amédée, et qui fermait l'Italie à l'Autriche : il eût donné le Milanais au duc de Savoie. L'idée n'était point nouvelle, dis-je, elle se retrouve à tous les momens de l'histoire, depuis le jour où le duc Louis de Savoie fut sur le point d'aller régner à Milan au xve siècle. Elle était un des ressorts de ce système d'équilibre que le roi Henri IV voulait fonder par une distribution nouvelle des forces européennes. Elle était même entrée dans la tête de Richelieu, qui donnait le Milanais au duc de Savoie par le traité de Rivoli, en 1635, et il est certes curieux de retrouver le préambule de ce traité. « Comme il est manifeste, dit-il, qu'il n'y a pas d'autre moyen de faire jouir l'Italie

d'un repos stable, d'une paix solide et durable, que de se liguer pour conquérir l'état de Milan, et l'enlever aux mains de ceux qui en abusent pour opprimer les habitans, sa majesté veut de bon cœur contribuer avec ses forces à l'accomplissement d'un si juste dessein. » La même idée était revenue un instant, il est vrai, dans une négociation secrète qui coïncidait avec l'ouverture de la succession d'Espagne. C'étaient toujours les mêmes conditions : le duc de Savoie aurait le Milanais, et il céderait la Savoie à la France. Une lettre de Victor-Amédée au comte de Vernon, son ambassadeur à Paris, révèle et précise cette négociation. Ce projet disparut. Au lieu de s'assurer un allié vigoureux et intéressé à la défense de la cause commune, Louis XIV n'eut qu'un allié suspect. On ne fit même rien pour retenir Victor-Amédée. Les généraux français, divisés entre eux, méconnaissaient son autorité de généralissime. Villeroi, l'habile tacticien qui allait se faire prendre à Crémone par le prince Eugène, affectait de n'appeler le duc que *Monsieur de Savoie*. On le traitait comme un capitaine d'aventure. Lorsque Philippe V alla en Italie, ce fut une grande question de savoir si Victor-Amédée avait le droit de souper avec son gendre, et de s'asseoir comme le roi sur un fauteuil. L'étiquette fut contre lui, et il se retira blessé dans sa dignité. Avec une sorte de négligence calculée, Victor-Amédée demanda à ne pas aller se remettre à la tête de l'armée; on se hâta de le laisser libre, sans paraître attacher du prix à ses services. Par le fait, Louis XIV craignait de voir un prince italien acquérir du renom et du prestige en Italie.

La France avait cependant à cette époque à Turin un ambassadeur, Philippeaux, qui ne manquait pas de clairvoyance et qui jugeait bien autrement. Il ne cessait d'écrire à Versailles qu'on avait tort de ne pas s'attacher le duc de Savoie et de ne pas satisfaire son ambition, que c'était l'homme le plus résolu et le plus actif qu'il eût connu, obéi avec enthousiasme dans son pays, ayant une bonne et solide armée, qu'il avait montré dans la guerre de 1690 ce qu'il pouvait et ce qu'il valait. Philippeaux se plaignait qu'on eût permis au duc d'abandonner le commandement des armées pour rester à Turin, où il pouvait plus aisément se livrer à toutes ses menées secrètes, se faisant un mérite de son inaction auprès de l'empereur. Louis XIV finit par se fatiguer des remontrances et des conseils de Philippeaux, qui fut réduit à terminer une de ses dépêches par ces mots : *Qui vult decipi decipiatur*. Victor-Amédée était laissé à lui-même, et c'était ce qu'il voulait pour le moment. Pendant ce temps en effet, il se tournait vers la coalition. Dès les premiers momens de la guerre, il faisait dire à l'empereur qu'il ne cédait qu'à la nécessité en se liant avec la France, et son ambassa-

deur, le marquis de Prié, restait à Vienne. Les négociations ne tardèrent pas à devenir plus actives. Un envoyé impérial, le comte d'Auersperg, arriva à Turin dans le plus grand secret, au mois d'août 1703. On le logea dans une villa du marquis de Prié, sur les bords du Pô. Le duc allait le voir mystérieusement, prenant le prétexte de la chasse. C'est là que fut négocié le traité signé le 8 novembre 1703. Victor-Amédée demandait comme condition de son accession à la ligue européenne l'Alexandrin, le Montferrat, Valenza, la Lomelline, le val de Sesia. Puisque le duc de Savoie ne pouvait obtenir de Louis XIV le duché de Milan tout entier, il voulait du moins s'acheminer vers ce but en traitant avec l'empereur. Vingt fois la négociation fut suspendue, vingt fois elle fut reprise. L'empereur, pressé par l'Angleterre, finit par céder pour attirer le duc dans la coalition. Des articles secrets ajoutèrent même la cession de Vigevano et d'une partie du Novarais. Victor-Amédée devait fournir quinze mille hommes à la coalition et commander les armées impériales en Lombardie.

Ces négociations n'échappaient pas à l'œil clairvoyant de Philippeaux; l'ambassadeur de Louis XIV les soupçonnait, lorsque le secret lui fut révélé par une femme qui avait été la maîtresse du duc, par la comtesse de Verrue, qui était de la maison française de Luynes. La comtesse de Verrue était arrivée à Turin, pleine de jeunesse et de beauté, dans les premiers temps du règne de Victor-Amédée. Présentée à la cour, elle n'avait pas tardé à fixer l'attention du duc, qui l'aima et qui en eut même plusieurs enfans. Il y eut une Mme de Montespan à la cour de Turin. Bientôt la comtesse de Verrue eut tout pouvoir; elle fut nommée dame d'atours de la duchesse, et elle régna pendant quelques années, courtisée pour son crédit et peu aimée pour son caractère hautain. Victor-Amédée était extrême en tout. Ses amours étaient pleins d'emportemens et d'accès terribles de jalousie. La comtesse de Verrue, fatiguée de ces orages permanens, aurait voulu rompre : elle était retenue par l'ambition de faire légitimer ses enfans. Elle restait l'amie du duc après avoir été sa maîtresse, et puis elle jouait aussi un autre rôle. Lorsque le maréchal de Tessé était à Turin en 1699, il écrivait au roi que la comtesse avait toujours des relations avec le duc. « Ils se querellent, ils se tourmentent, ajoutait-il; mais elle sait tout, rien ne lui est caché. Votre majesté peut être sûre qu'elle sera avertie par son intermédiaire s'il arrivait rien d'essentiel pour nos affaires. » C'est ainsi que Philippeaux apprenait la présence du comte d'Auersperg à Turin et les négociations suivies par le duc. Si Louis XIV n'avait eu que les révélations de Philippeaux, il n'y aurait pas cru encore peut-être; mais de toutes parts le bruit des trahisons du duc lui revenait à la fois, et alors que fit-il? Il voulut anéantir d'un coup l'in-

docile et infidèle allié. Vendôme, qui était allé en Italie pour réparer les fautes de Villeroi, reçut l'ordre de retenir prisonnières les troupes piémontaises, de les désarmer et de marcher brusquement sur le Tessin pour forcer le duc de Savoie à réduire son état militaire et à livrer à la France plusieurs places de sûreté. Ainsi assailli et surpris au milieu de ses négociations, Victor-Amédée fit face au danger. Il gagna quelques jours habilement, mit Turin à l'abri d'un coup de main, ordonna de nouvelles levées, appela tout le pays sous les armes, expédia des envoyés dans toutes les cours, et encore une fois il répéta : « Je romps une alliance violée à mon détriment. Je préfère la mort les armes à la main à la honte de me laisser opprimer. » Une évolution de plus, précipitée par la brusque sommation de Louis XIV, ramenait Victor-Amédée à la coalition, reliait sa cause à celle de l'Europe, en lui offrant pour prix cette fois un agrandissement en Italie.

Le Piémont par malheur se trouvait en ce moment cerné de toutes parts; Victor-Amédée était seul enfermé dans un cercle de fer. Tessé envahissait la Savoie; Vendôme, qui s'était transporté de l'Adige sur le Tessin, débordait sur le Piémont. Vercelli et Suse étaient prises par les Français, Bard tombait par trahison et nous ouvrait la vallée d'Aoste. Les impériaux, guidés par Stahremberg, avaient eu de la peine au premier moment à se faire jour jusqu'au duc, et ils étaient peu nombreux. Ainsi commençait cette guerre nouvelle; c'était l'entrée en lutte du duc de Savoie. Victor-Amédée s'était bien battu pour les Français, il se battit encore mieux du côté des alliés, parce qu'il se battait pour lui, avec un but fixe. Victor-Amédée reprenait ce métier de soldat qu'il aimait, vivant au milieu de son armée, couchant sur la dure, partageant toutes les fatigues et tous les périls, et c'est là encore un des caractères de ces princes de Savoie dont Charles-Albert et Victor-Emmanuel II ont fait revivre quelques traits. J'ai dit que la maison de Savoie s'était toujours fait par ses alliances une sorte de grandeur morale supérieure à son territoire, et en même temps elle tient au pays par toutes les fibres; elle est populaire par ses instincts, par ses intérêts. Le jour venu, elle ne s'épargne pas, elle se risque tout entière dans la mêlée, prête à périr ou à grandir avec son peuple. De là l'intime lien qui existe entre ces princes et le pays, accoutumé à voir dans sa maison royale l'expression vivante de ses intérêts, de ses sentimens et de ses ambitions. Victor-Amédée, qui était très double dans la diplomatie, redevenait dans son camp l'homme du peuple et de ses soldats. Il avait la fibre populaire. Un jour, contemplant les flammes de son château de Rivoli pillé et brûlé par les Français, il disait à ses officiers avec émotion : « Ah! je voudrais que tous mes châteaux fussent en cendres, pourvu que les maisons de mes sujets fussent épargnées! » C'était un per-

sonnage original et saisissant, le seul prince-soldat dans une lutte d'ambitions dynastiques où les peuples étaient envoyés au combat par des potentats dont pas un ne quittait son cabinet.

Un des faits les plus mémorables et les plus curieux de cette guerre fut le siége de Verrue en 1704. Six mois entiers, cette petite place, que les généraux français appelaient une *bicoque*, tint tête à Vendôme et exaspéra l'orgueil de Louis XIV. Le gouverneur de Verrue, homme de résolution et d'énergie, le baron Della Rocca d'Allery, fut sommé de capituler; il répondit à Vendôme qu'il n'entendait pas le français, et qu'on s'adressât au duc. Plusieurs assauts furent inutiles; les assiégés étaient infatigables à réparer leurs brèches et à repousser les attaques. Épuisés et toujours intrépides, ils avaient fini par n'avoir plus ni chemises ni pain; le vin était réservé pour les malades. Pendant ce temps, Victor-Amédée était de l'autre côté du Pô, à Crescentino, soutenant par sa présence la petite et vaillante garnison de Verrue, et multipliant les diversions. Résolu à défendre la place « avec les dents si les mains ne suffisaient plus, » il se tint tant qu'il put dans cette position; il communiquait avec la garnison par des boulets creux où il enfermait ses ordres; un jour on fit passer ainsi une chemise au gouverneur. Vendôme finit par se tourner contre Crescentino pour déloger le duc et rester face à face avec la place, laissée à ses propres forces. Il y réussit, Verrue ne se rendit pas encore. Ce ne fut qu'après avoir partagé le dernier morceau de pain avec ses soldats et avoir fait sauter les fortifications que Della Rocca se résigna à capituler. Ainsi tomba Verrue; Nice tombait en même temps. La moitié du Piémont était au pouvoir de la France; le pays entier était exténué. D'un autre côté, Victor-Amédée restait presque seul, livré à ses propres forces. Il n'avait pas reçu de l'empereur les secours qu'on lui avait promis. Il ne lui restait plus que dix mille hommes, y compris les impériaux, pour défendre Cuneo, Chivasso et Turin. L'envoyé anglais, sir Richard Hill, qui était auprès du duc et qui suivait les événemens, écrivait à Londres : « C'est un grand déplaisir quand on considère que la cour de Vienne n'a rien fait dans ces dix-huit mois, si ce n'est de donner des promesses suivies de déceptions. On ne peut assez blâmer sa lenteur à expédier des secours en Italie. » Joignez à ceci que, même autour du duc, il ne laissait pas d'y avoir un parti favorable à la France, hostile à la guerre. Victor-Amédée alla se renfermer à Turin, ne voulant voir personne.

Tout semblait si désespéré, qu'on crut un instant à une évolution nouvelle du duc vers la France et à une paix séparée du Piémont avec Louis XIV. Sir Richard Hill s'en inquiétait, et ne cachait pas toutes ses incertitudes au gouvernement anglais, dont Victor-Amédée

recevait les subsides. Il écrivait le 15 avril 1705 : « Soit à cause de la perte simultanée de Verrue et de Nice, qui nous laisse en Piémont cernés et sans communication avec le reste du monde, par terre et par mer, soit par suite des menaces de l'ennemi et des préparatifs qui se font à Fenestrelle, soit attendrissement pour sa femme et ses enfans, soit enfin pour tout autre motif que je ne peux pas pénétrer, il est certain que depuis deux ou trois jours son altesse royale n'est plus ce qu'elle était; je ne reconnais plus mon héros de Crescentino et de Verrue... L'opinion générale aujourd'hui est que le duc négocie, ce que je croirais s'il consultait l'esprit des Piémontais et ce que la France publie partout. Je suis persuadé que l'honnête homme abuse ses amis ou ses ennemis, je ne saurais dire lesquels. Je crois que la question serait vite résolue si le duc écoutait ses conseillers; le mieux est qu'il ne consulte que lui seul et ne se fie qu'à lui-même. » On se trompait en croyant le duc de Savoie disposé à signer la paix avec la France; il ne se décourageait pas ainsi et il voyait plus clair dans les événemens. Il y a cependant un fait curieux à observer dans cette crise, c'est que les Piémontais désiraient la paix et ne se levaient pas moins à l'appel du duc, dont la volonté tenace était l'unique garantie de la coalition. Les alliés le sentaient si bien que sir Richard Hill tremblait pour les jours de Victor-Amédée en le voyant s'exposer à tous les périls. « Si quelqu'une de ces balles qui pleuvaient autour de lui l'avait frappé, disait-il, dans l'espace d'une demi-heure, tout était fini ici pour nous. »

Le fait est qu'au lieu de plier devant Louis XIV, Victor-Amédée se remettait bientôt en campagne, et la guerre recommençait plus que jamais. Les Français se préparèrent à mettre le siége devant Turin. De son côté, la cour de Vienne, sortant enfin de sa lenteur, se décidait à envoyer une armée en Italie; le prince Eugène accourait avec des forces nouvelles au secours de Victor-Amédée, et la bataille de Turin, livrée le 7 septembre 1706, pour faire lever le siége de la ville, fut l'événement qui marqua cette phase nouvelle de la guerre. Victor-Amédée sentait la gravité du péril et il écrivait au prince Eugène pour le presser d'arriver : « Là est le nœud de la guerre, mettez tout en œuvre pour nous secourir efficacement et sûrement. Tant que Turin résiste, vous êtes supérieurs aux Français; si vous le laissez périr, les ennemis fondront sur vous et vous chasseront de l'Italie : il faut à tout prix livrer une bataille pour éviter une si grande ruine. » Le duc n'ajoutait pas que lui-même il était totalement perdu s'il n'échappait pas à ce dernier désastre. C'était donc une crise décisive pour la maison de Savoie; elle tourna heureusement pour le Piémont; Turin résista assez pour laisser au prince Eugène le temps d'arriver. Ce n'était plus Vendôme qui commandait les forces de la France en Italie. Il y avait dans l'armée assiégeante

trois chefs et pas une tête : — La Feuillade, le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin. Le duc d'Orléans ne sut pas empêcher la jonction du prince Eugène et de Victor-Amédée, qui, dès le commencement du siége, était sorti de la ville pour tenir la campagne et aller à la rencontre des alliés. Quand l'armée coalisée fut réunie au nombre de trente-quatre mille hommes, le maréchal de Marsin, qui avait reçu un plein pouvoir secret pour décider de la direction des opérations, ne sut qu'attendre l'assaut dans les tranchées et mourir tristement. Le choc fut désastreux pour l'armée française, qui fut forcée d'abandonner le siége, et dont la retraite précipitée ne s'arrêta qu'à Pignerol. La victoire de Turin retentit en Europe, et en peu de temps le Piémont fut reconquis. Ce qui restait de notre armée en Lombardie n'eut plus qu'à regagner la France en échappant à un grand péril; la guerre n'eut plus rien de saillant en Italie dès ce moment. Tandis que le maréchal Daun allait conquérir Naples pour l'Autriche, Victor-Amédée tentait sans succès une invasion en Provence avec le reste des alliés. Les grandes luttes avaient cessé en Italie et ne recommencèrent plus jusqu'à la paix générale qui vint distribuer les dépouilles de la guerre. Si à la dernière heure Victor-Amédée avait reçu un puissant et efficace secours qui l'avait aidé à frapper le coup de Turin, jusqu'à ce moment décisif il avait presque seul tenu tête aux Français, et il avait singulièrement servi la cause de la coalition. « Tout ce que je dois dire, écrivait sir Richard Hill, se réduit à ceci : que les impériaux, en cinq campagnes, n'ont point été capables d'obtenir un succès en Lombardie; que les impériaux auraient été contraints déjà depuis deux ans de quitter l'Italie, si la déclaration du duc n'avait pas attiré contre le Piémont une grande partie de la furie et des forces de l'ennemi; que son altesse royale a résisté pendant deux ans avec autant de constance que de valeur à tous les efforts des Français. » L'envoyé anglais parlait ainsi en 1705, entre le siége de Verrue et la victoire de Turin, c'est-à-dire au moment le plus grave pour les affaires de la coalition en Italie. Ce seul fait mettait en relief le rôle du duc de Savoie.

On sait comment finit la guerre de la succession d'Espagne. La France se vit en des extrémités où elle était prête à subir toutes les conditions. Louis XIV renonçait à l'Espagne pour son petit-fils; il offrait à la Hollande une ceinture de places fortes. « Je me soumets à la volonté divine, écrivait le vieux roi à un de ses agens, puisque les maux qui affligent mon règne ne me permettent plus de douter que la Providence ne demande de moi le sacrifice de ce qui m'est le plus cher. » On ne voulut pas même de cette soumission dans les conférences de Gertruydemberg. La France se releva par un élan de fierté et un héroïsme qui lui permirent d'arriver à une paix moins accablante. Vingt fois la fortune changea de camp, et les intérêts se

déplacèrent dans cette longue guerre. Une chose est à remarquer : les événemens avaient singulièrement modifié les situations. L'empereur Léopold d'Autriche était mort depuis le commencement des hostilités; son successeur, l'empereur Joseph, était mort aussi. L'héritage de la maison d'Autriche passait à l'archiduc Charles, déjà reconnu roi d'Espagne par la coalition, et qui allait être en même temps empereur, de sorte que cette guerre, qui avait commencé en haine de la prépondérance de la France, allait aboutir à reconstituer la prépondérance autrichienne. De là vint la possibilité d'un rapprochement entre l'Angleterre et la France, rapprochement favorisé par l'avénement des tories au pouvoir. L'Angleterre n'avait plus le même intérêt à continuer la guerre et à s'acharner contre Philippe V, pourvu que Louis XIV consentît à la séparation des deux couronnes de France et d'Espagne. Ce fut là le principe des négociations qui préparèrent la paix d'Utrecht. Le duc de Savoie entrait pour sa part dans ces négociations avec avantage. D'abord il avait pour lui les cessions territoriales qui lui avaient été faites ou promises en 1703, et en outre il avait le chaud et puissant appui de l'Angleterre, dont il était l'allié de prédilection. Victor-Amédée eût voulu sans doute le Milanais, c'était le but fixe de son ambition; mais l'Angleterre, qui désirait la paix et qui connaissait les idées de l'Autriche sur ce point, ne voulait pas créer une difficulté de plus. L'un des négociateurs de Victor-Amédée, le marquis del Borgo, écrivait : « Le comte Maffei ayant voulu parler de l'agrandissement de son altesse royale pour l'état de Milan, il s'est aperçu que ce discours ne plaisait pas; on lui a répondu que ce qui pouvait être praticable dans un cas ne l'était pas toujours, et que l'on ne devait pas songer à l'impossible. » Un autre négociateur, le conseiller Mellarede, disait à son tour : « La cour impériale considère l'Italie comme le bijou principal de la couronne, non pas de l'impériale, mais de la maison d'Autriche, comme les états les plus féconds et d'un produit plus liquide et plus abondant, comme un moyen de parvenir à ses vues sur tout le reste de l'Italie, et d'assurer la cour de Rome dans ses intérêts. » Pour disposer du Milanais, il eût fallu le disputer à l'empereur, qui l'occupait et qui voulait le garder désormais. La Sicile était libre, on la donna au duc de Savoie. Victor-Amédée sortait donc de cette guerre et de ces négociations avec les cessions de territoire qui lui avaient été assurées en 1703, avec la Sicile et avec le titre de roi. Le Piémont s'agrandissait, et la maison de Savoie s'élevait au rang des maisons royales.

Le Piémont, tel qu'il apparaissait en 1713, était l'œuvre de cinq princes et d'un siècle et demi d'efforts. Ces princes avaient trouvé un état faible, décousu, ouvert et dépendant, un état qui pouvait être perdu en vingt-quatre heures; ils faisaient un pays plus compacte,

indépendant, assuré et libre sur les Alpes, et désormais martialement tourné du seul côté où il pût s'agrandir. Victor-Amédée II couronnait cette œuvre, et la royauté naissait. C'était la royauté au titre de Sicile d'abord, et quelques années plus tard, en 1720, au titre de Sardaigne, par l'échange des deux îles; le vrai siége de la force restait dans le noyau primitif, discipliné et vigoureux des ducs de Savoie et des princes de Piémont.

III.

Ce n'est pas, il me semble, un personnage sans relief et sans intérêt que ce prince, qui, pendant vingt années de guerre, se bat ou négocie, qui avait reçu dans les cours le nom de *renard de Savoie* et que d'autres appelaient *tête d'acier* après Emmanuel-Philibert, qu'on avait appelé *tête de fer*. Victor-Amédée manque d'une certaine grandeur morale. Les traits les plus contraires se mêlent en lui, l'impétuosité et la dissimulation, la violence et le calcul. Les limites de l'utilité et de la moralité politique sont singulièrement brouillées dans son esprit. La fidélité dans ses alliances n'est pas sa vertu, et nul mieux que lui ne sut traiter son ami du jour comme s'il devait être son ennemi le lendemain; mais il avait ce qu'il faut à un petit prince pour faire quelquefois de grandes choses, la fixité des idées, l'infatigable activité, la vigueur du caractère. Il aimait la simplicité; il portait toujours un habit de couleur brune sans broderies d'or ou d'argent, une épée à poignée d'acier, une canne de jonc; il affectait même le mépris du faste.

Quand la guerre fut finie, il se jeta avec l'emportement de son caractère dans les travaux de gouvernement intérieur. Il se mit à réformer l'administration, les finances, les règlemens de commerce, les études, s'occupant surtout de son armée, et se faisant aussi de grosses querelles avec Rome. En vrai prince absolu, il aimait l'obéissance en tout, et il savait pratiquer merveilleusement un art qu'il devait transmettre au roi Charles-Albert, celui d'entretenir la division entre les chefs de son administration. « Il est nécessaire à un roi que ses ministres ne soient pas trop d'accord, disait-il à son fils, qui devait être Charles-Emmanuel III; nous n'avons pas de moyens de connaître la vérité, et si ceux qui nous servent s'entendent pour nous tromper, nous aurons toujours les yeux bandés. » Du reste, Victor-Amédée avait l'art de choisir les hommes, je l'ai dit, et il allait même les chercher. Une nuit, passant dans une rue de Turin, il aperçut une petite lumière au plus haut étage d'une maison; il monta et trouva un jeune homme travaillant au milieu des livres et des papiers; c'était Caisotti, dont il fit bientôt un procureur-général, et qu'il consultait souvent. Il y avait à Nice un jeune avocat, Maistre, l'aïeul de l'il-

lustre auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg*. Maistre avait plaidé une cause contre le domaine et s'était emporté contre les lois réformatrices de Victor-Amédée. Le roi le fit appeler, et lui dit : « Je sais que tu parles mal de moi; que t'ai-je fait? — Majesté, répliqua l'avocat, j'ai défendu mes cliens; j'ai parlé avec force, selon mon devoir, et je ne crois pas avoir offensé mon souverain. — Bien, » dit le roi. Il donna à Maistre des papiers à examiner, lui demanda son avis, puis le nomma à l'emploi d'avocat des pauvres. Il en fut de même de celui qui devait être le ministre Bogino. C'était le fils d'un notaire de Turin que Victor-Amédée fit conseiller d'état avant trente ans.

Cependant cette nature si étrangement active semblait se lasser. A mesure que les années passaient, Victor-Amédée devenait inquiet et sombre; il se plaignait de sa santé et il se croyait menacé de paralysie; il sentait sa mémoire le trahir, son esprit se troubler, sa vigueur de résolution s'énerver après cinquante ans de travaux et d'agitation. Sa femme, la bonne reine Anne d'Orléans, mourait subitement en 1728 et il restait seul, fatigué de régner. La perspective d'une intervention nouvelle dans les affaires de l'Europe l'eût réveillé peut-être, mais il ne voyait rien de net dans tout ce mouvement de négociations suivies entre les cours; il ne voyait poindre aucune de ces occasions qu'il n'était pas homme à laisser fuir, et il retombait dans son humeur morose. Un dimanche, tandis que la cour attendait l'heure de la messe, le vieux roi s'entretenait avec le comte de Blondel, jeune envoyé français qu'il aimait et qu'il prenait quelquefois pour confident. Ils étaient tous deux près d'une fenêtre qui donnait sur le jardin royal, et Victor-Amédée parlait de guerre, d'alliances, de changemens qui pourraient arriver en Italie; le comte de Blondel, comme s'il eût suivi le fil des pensées du roi, montra de la main les plaines qui s'étendaient au loin et il ajouta : « Ces grandes plaines sont la Lombardie. » Victor-Amédée sourit et répondit : « Je t'entends, mais tu te trompes. » Puis il s'achemina vers la chapelle royale, et arrivant, devant le saint-suaire, il mit la main sur l'épaule de l'envoyé français et ajouta : « On me croit ambitieux, mais je te jure qu'avant peu on s'apercevra que je n'aime que le repos et la retraite. » Le fait est que Victor-Amédée roulait dans son esprit deux idées également imprévues, et dont l'une était l'abdication de la couronne. Une fois plein de cette idée, il s'y attacha comme à tout ce qu'il voulait; il s'informait de l'histoire de tous les princes qui avaient abdiqué depuis Dioclétien jusqu'à Christine de Suède et Philippe V, sans oublier Charles-Quint, et il discutait les motifs de leur résolution. On voulut le détourner de cette pensée, tout fut inutile : il cherchait la paix de l'esprit. L'abbé Boggio, qu'il prit pour confident, ne put le convaincre en lui disant

que l'homme porte avec lui les tempêtes de l'esprit, et qu'en changeant de lieu on ne change pas de cœur. D'autres lui conseillaient de faire l'expérience de la solitude et de laisser pour quelque temps la lieutenance du royaume à son fils : « Non, dit-il, je ne suis pas fait pour cela, je ne saurais pas faire la chose à moitié ! Ma devise est *tout ou rien, dedans ou dehors*... Il n'est pas mal que je me retire. J'étais né pour me tourmenter et tourmenter les autres, je suis vieux, je veux me reposer. »

La pensée de l'abdication se liait à une autre idée qui n'était pas moins inattendue; Victor-Amédée songeait à se remarier. Il y avait à la cour une femme d'un âge mûr déjà, mais belle encore de cette beauté que M. Carutti appelle dangereuse pour l'adolescence et pour la vieillesse : c'était Thérèse Canalis de Cumiana, veuve du comte de Saint-Sébastien. Dans sa jeunesse, à seize ans, elle avait été, dit-on, aimée de Victor-Amédée; on parlait de visites nocturnes du duc au château de Cumiana. Madame Royale s'était hâtée de marier la jeune fille au comte de Saint-Sébastien. Lorsque le roi la revit après la mort de la reine, elle était veuve; Victor-Amédée sentit se réveiller l'ancien amour. Le souvenir lui semblait un lien; mais la jeune fille était devenue femme d'expérience, et elle sut opposer au vieux roi une savante résistance. Un jour que Victor-Amédée était plus entreprenant, la comtesse se releva dans sa dignité et lui dit : « Vous me traitez comme si j'étais votre maîtresse, et vous savez bien que je ne la suis pas. » En femme ambitieuse de pouvoir, la comtesse de Saint-Sébastien voulait être une Mme de Maintenon à la cour de Turin. Victor-Amédée ne songea plus qu'à l'épouser en effet; il acheta pour elle le marquisat de Spigno, dont elle devait prendre le titre, et tout se prépara secrètement. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que le roi, grand tacticien jusqu'au bout, laissait ignorer à tout le monde son mariage, et s'était bien gardé de révéler à la comtesse de Saint-Sébastien son projet de déposer la couronne. L'abdication et le mariage furent publiés presque en même temps. C'est le 12 août 1730 que le mariage se fit sans bruit dans la chapelle du palais, et le 3 septembre toute la cour était réunie au château de Rivoli pour entendre l'acte d'abdication. La nouvelle marquise de Spigno pâlit à cette révélation. Victor-Amédée était tranquille et s'égayait de la surprise universelle. « Toi aussi, tu es surpris, disait-il au comte de Blondel, tu as tort, car je t'avais laissé voir mon secret. Te souviens-tu de ce que je te disais devant le saint-suaire ? » Puis, jetant un regard sur le passé et sur l'avenir, il continuait : « Quand je commençai à régner, je n'avais que dix-huit ans; mes finances étaient épuisées, le trouble était dans l'état, les divisions à la cour; néanmoins j'ai réussi à faire quelque chose. Mon fils a vingt-neuf ans, les finances sont florissantes, tout le monde

obéit, les troupes sont en nombre suffisant et disciplinées, les forteresses restaurées et bien gardées; *Carlino* fera bien ses affaires. Moi, je suis fatigué. J'irai vivre en simple gentilhomme de province, sans cour, sans gardes... » Victor-Amédée s'était réservé 150,000 livres pour sa maison, et il ne voulait plus porter d'autre nom que celui de Victor de Savoie. Il partit pour Chambéry, et le roi s'appelait désormais Charles-Emmanuel III.

L'erreur de Victor-Amédée était de croire qu'après cette vie d'agitation et avec ce caractère impérieusement actif il pouvait aller vivre tranquillement en gentilhomme de province, comme il le disait. Ceux qui lui conseillaient de faire l'expérience de la solitude avant de se décider le connaissaient bien. L'inaction lui fut mortelle, et il eut bientôt le regret du pouvoir. L'ambition déçue de la marquise de Spigno aiguisait habilement ce regret. Victor-Amédée s'était borné d'abord à demander qu'on lui expédiât un bulletin résumant la politique et les nouvelles des cours. Il ne tarda pas à se plaindre d'être négligé; puis il se mit à blâmer les actes de son fils, il s'irrita dans l'oisiveté, et un jour il partit pour Turin. Arrivé au sommet du Mont-Cenis, il se tourna vers la marquise de Spigno en l'interrogeant : « Dites, marquise, dois-je retourner? » Il n'obtint pas de réponse. « Vive Dieu! reprit-il irrité, que dois-je faire? — Majesté, répondit la marquise, c'est à vous de commander : je n'ose pas vous donner de conseils. » Victor-Amédée arriva à Moncalieri près de Turin, et alors éclata un drame mystérieux, violent et précipité. Le père venait à Turin plein de ressentiment pour déposséder son fils et reprendre la couronne; il voulait révoquer son abdication. Victor-Amédée comptait sur son ascendant, sur la soumission des ministres qu'il avait lui-même élevés au pouvoir, sur le dévouement des soldats. Le vieux roi se trompait; les ministres redoutaient son retour, Charles-Emmanuel n'était nullement décidé à rendre le pouvoir et la couronne, et les soldats obéissaient au nouveau roi. Tout ce qu'on put tenter pour calmer Victor-Amédée ne faisait que l'exaspérer. Cette lutte engagée entre le père et le fils était d'autant plus grave que la guerre civile pouvait naître à chaque instant. Le marquis d'Ormea, ministre de Charles-Emmanuel, fut le premier qui proposa hardiment de dénouer le conflit par l'arrestation du vieux roi, et c'est ce qui arriva. Victor-Amédée fut arrêté à Moncalieri et conduit au château de Rivoli pour y rester prisonnier. Il y passa treize mois, gardé à vue avec une sévérité outrée. Exalté jusqu'à la fureur d'abord, puis plus calme et abattu, il raisonnait quelquefois encore avec hauteur des événemens de son règne; mais c'étaient de rapides éclairs. Sa santé déclinait de jour en jour; son énergie morale s'était épuisée dans ces épreuves. On le transporta de nouveau à Moncalieri, et là, il acheva de s'éteindre tristement

entre quelques capucins qui récitaient les prières des morts autour de lui. Avant de mourir, il se tranquillisa un peu, il souffrait qu'on lui parlât de son fils; il pardonna à tout le monde, même à celui qui l'avait arrêté, en disant qu'il avait dû obéir. C'est le 31 octobre 1732 que s'éteignit le premier roi de Sardaigne. On le transporta aussitôt à la Superga, à cette basilique qu'il avait lui-même fait construire au sommet de la plus haute colline de Turin, pour rappeler le siége et la délivrance de la ville en 1706.

Destinée étrange où se mêlent l'héroïsme guerrier et la dextérité diplomatique, qui touche à toutes les affaires de l'Europe, et qui finit comme un roman, presque comme un tragédie! De cette destinée et de toute cette histoire des luttes italiennes dont le règne de Victor-Amédée n'est qu'un épisode, il se dégage une lumière supérieure et saisissante. La France paraît quelquefois en conquérante en Italie; elle prend des territoires et a l'air de s'établir. Un fait est à noter cependant : c'est que presque toujours la France descend des Alpes, moins pour absorber et s'assimiler l'Italie que pour aller combattre un ennemi plus puissant qui menace sa grandeur; elle a des forteresses pour se tenir en garde. Sa présence est une nécessité défensive et un accident que l'entraînement seul d'une ambition éphémère transforme en établissement permanent. L'Autriche au contraire va en Italie pour s'y établir et pour y rester. Sa présence est une domination organisée non-seulement contre la France, mais contre l'Italie elle-même. Voilà le secret de l'histoire et du rôle du Piémont, placé entre ces deux puissances.

Pendant longtemps, le Piémont oscilla de l'une à l'autre, se servant de l'Autriche contre la France, de la France contre l'Autriche, cherchant toujours à s'émanciper de cette double tutelle. A mesure que le temps passe, les situations se dessinent, et alors apparaît une vérité lumineuse : c'est que pour le Piémont la France est une ennemie de circonstance et une alliée naturelle, tandis que l'Autriche est une alliée accidentelle et une ennemie permanente. C'est la paix d'Utrecht qui marque ce moment en mettant la France hors de l'Italie et en établissant la domination autrichienne à Milan. Ce jour-là, la politique de la maison de Savoie est fixée; le Piémont, tourné vers l'Italie, est fatalement destiné à rencontrer à chaque pas la puissance jalouse de l'Autriche. Un siècle d'histoire ne fait que mettre en lumière la fatalité de ces situations hostiles, et la guerre actuelle n'est qu'un épisode de plus de cette lutte toujours nouvelle, dont l'indépendance du nord de l'Italie est le dernier mot.

CHARLES DE MAZADE.

LA GUERRE

ET

LES INTÉRÊTS EUROPÉENS

Ce n'est plus dans les conseils de la diplomatie que les destinées italiennes s'agitent désormais. Le mouvement fatal des choses ramène au-delà des Alpes des armées qui se sont vues plus d'une fois en présence dans le cours de l'histoire, pour débattre une question qui est l'inépuisable tourment du monde, qui a eu souvent aussi la triste fortune de disparaître dans de plus vastes conflagrations dont elle finissait par n'être qu'un élément épisodique et sacrifié. L'Italie sera-t-elle indépendante et libre, ou restera-t-elle soumise à une domination envahissante qui ne s'est servie d'une légalité primitive et conventionnelle que pour s'étendre hors de toutes les limites du droit qui l'avait fondée, pour subordonner tout un système d'états à un intérêt de prépondérance étrangère et créer un foyer permanent de trouble? Voilà le problème livré d'abord à toutes les discussions, à toutes les polémiques de l'opinion européenne passionnément remuée, et d'où est bientôt sorti un conflit dont l'effort de toutes les volontés pacifiques n'a pu avoir raison.

Tout a marché avec une redoutable et irrésistible logique. Il y a trois mois, la politique de l'Autriche et ses excès de prépondérance en Italie étaient seuls en cause; en se portant en avant, il y a un mois, par le passage du Tessin, c'est l'Autriche elle-même qui a ouvert le combat, livrant ainsi au sort des armes non-seulement sa politique, mais encore ses droits de possession dans les provinces du nord de la

péninsule, et élevant en quelque sorte de ses propres mains, par la rupture des traités, la question de l'indépendance complète de l'Italie. Pendant quelque temps, on s'irritait presque de la lenteur, de l'obscurité des négociations et des événemens; on a été presque surpris à la fin par la brusquerie du dénoûment qui a subitement attiré nos soldats à Alexandrie et à Gênes. Aujourd'hui le premier choc a éclaté devant l'Europe attentive, émue et agitée des sentimens les plus contraires. Ce n'est donc plus le congrès avant la guerre, c'est la guerre avant le congrès. Et maintenant plus que jamais il reste un problème qui pèse sur la conscience des peuples et des gouvernemens : cette lutte que rien n'a pu détourner, jusqu'où ira-t-elle, et où s'arrêtera-t-elle? Est-ce un péril pour l'ordre conservateur des sociétés et une menace pour toutes les situations territoriales? En un mot, cette guerre qui commence est-elle fatalement condamnée par son principe, par son objet, par tous les fermens qu'elle échauffe, par toutes les considérations d'équilibre qu'elle soulève, à devenir une guerre révolutionnaire et européenne? C'est bien là, si nous ne nous trompons, le nœud de cette grande affaire au moment où nous sommes.

Que la question italienne, par sa complexité même, soit une de ces questions faites pour remuer le monde, qu'elle ait été et qu'elle soit encore l'épreuve de toutes les politiques, rien n'est moins douteux. La situation de l'Europe le démontre : la France et le Piémont aux prises avec l'Autriche en Italie, l'Allemagne échauffée et agitée depuis trois mois, l'Angleterre se rejetant d'une négociation infructueuse dans une neutralité armée où une sympathie secrète pour la cause italienne se combine avec une certaine inquiétude, la Russie parlant peu et attendant, prête à suivre les événemens, ce sont là les traits essentiels et visibles d'un état qu'un incident de guerre ou une résolution subite peut simplifier ou aggraver. Or, en présence de cet ensemble de choses, où trouver le secret de ce que peut devenir cette lutte, des proportions qu'elle peut prendre, des complications qui peuvent la dénaturer, et dont toutes les prévoyances doivent tendre à l'affranchir, si ce n'est dans la profondeur des faits, dans la vérité de tous les intérêts et de toutes les situations? Et avant d'aller plus loin, n'est-il pas nécessaire plus que jamais de préciser le conflit qui commence, d'en démêler les élémens réels, de le dégager de ce qu'il y a de vague et d'indéterminé, de montrer surtout par quel concours de circonstances il est né sous sa forme actuelle?

La question italienne n'est point sans doute une nouveauté, elle est de tous les temps. Là où un vif et universel instinct de nationalité rencontre à chaque pas une domination étrangère, la lutte

est inévitable et permanente. C'est la fatalité des traités de créer souvent de ces contradictions violentes entre la nature des choses et le droit public. Il y a douze ans que Rossi écrivait de Rome, où il représentait la France : « A moins qu'on ne prétende exterminer l'Italie et en faire une terre d'ilotes, il faut bien se résigner à ce qu'un avenir plus ou moins lointain révèle ce qui est dans son sein. » Prise dans ces termes comme un grand fait moral, comme l'expression d'un travail traditionnel d'indépendance, la question italienne a pu attirer la sympathique attention, éveiller même les craintes de l'Europe, sans devenir une cause immédiate de collision. On pouvait la recommander au temps et se taire. Il vient cependant une heure où de semblables questions prennent une forme plus tranchée et plus vive, deviennent pour ainsi dire plus criantes, et se font jour dans le domaine pratique en s'imposant forcément. C'est ce qui est arrivé depuis six mois et plus, et alors on a vu se former cette génération de faits d'où la guerre est sortie, non comme une fantaisie d'imagination, mais comme la fatalité d'une situation poussée à bout. Ainsi, dans ce qu'ils ont de général, les événemens qui se déroulent ont sans doute pour première et supérieure origine les éternelles aspirations d'indépendance de l'Italie; dans ce qu'ils ont d'immédiat et d'essentiellement politique, ils se rattachent à des circonstances qu'on peut fixer, qui ont leur moralité et leur importance au point de vue de la nature de cette guerre et de ses rapports avec tous les intérêts de l'Europe.

Qu'on se représente un instant le point où en étaient les affaires d'Italie dans la seconde moitié de l'année dernière. La situation de l'Autriche au-delà des Alpes pouvait se caractériser par trois ordres de faits : par sa politique générale dans la péninsule, par ses relations troublées avec le Piémont, par son administration particulière en Lombardie. On sait aujourd'hui ce qu'a été la politique de la cour de Vienne en Italie pendant plus de quarante ans. Depuis 1815, l'Autriche n'a cessé un moment de chercher à envelopper et à dominer la péninsule par des interventions, par des occupations militaires, par des alliances constituant à son profit une véritable suprématie. L'Autriche était mue sans doute par un sentiment de conservation propre qui la portait à interdire partout ce qu'elle ne pouvait tolérer chez elle; mais, pour arriver à ce but, elle dépassait singulièrement le droit public en mettant des états vassaux et subordonnés là où les traités avaient mis des états indépendans, et elle créait dans l'ordre européen une irrégularité qui ne pouvait manquer d'éclater un jour ou l'autre. Un seul état italien, le Piémont, échappait, par ses traditions autant que par ses institutions nouvelles, à ce réseau d'influences tendu par la puissance impériale,

et avec cet état l'Autriche était en rupture ouverte. A vrai dire, ce fut une faute grave du cabinet de Vienne de rompre ainsi diplomatiquement, il y a deux ans, avec le Piémont, pour des causes légères, et cette faute n'a peut-être pas été étrangère au développement de la querelle actuelle. Ce n'était pas la presse piémontaise qui pouvait effrayer l'Autriche, quoique ce fût un des prétextes; on ne lisait pas les journaux de Turin en Lombardie. L'Autriche cédait à un mouvement d'humeur dangereuse; elle souffrait dans son orgueil de s'être vue en présence du Piémont dans le congrès de Paris; elle s'irritait de l'attitude de ce petit pays, qui seul lui résistait en Italie et tenait en échec sa politique. Elle ne vit pas que, par une rupture des relations diplomatiques, elle laissait le Piémont plus libre : elle le dégageait de ces considérations qui s'imposent d'elles-mêmes aux états qui vivent en rapports réguliers; enfin elle donnait l'authenticité de sa mauvaise humeur à un antagonisme qui relevait le rôle du Piémont en Italie. Dès lors, le gouvernement piémontais pouvait arborer plus nettement sa politique italienne. C'est par le Piémont surtout qu'ont été divulgués en Europe tous ces empiétemens dont se compose la politique semi-séculaire de l'Autriche au-delà des Alpes, et c'est ainsi que, sans qu'il y eût agression matérielle, les rapports des deux pays se sont progressivement envenimés, ajoutant un élément de plus à cette question italienne qui grossissait.

La situation du royaume lombard-vénitien s'aggravait de jour en jour d'un autre côté. Les révolutions de 1848 auraient dû éclairer l'Autriche et lui révéler l'impossibilité de s'attacher ses provinces italiennes uniquement par la force et par tous les procédés du régime militaire. Bien loin de renoncer à ce système ou de l'adoucir, elle ne vit plus qu'en lui sa sauvegarde; elle l'étendit, et elle y ajouta le poids progressivement alourdi de toutes les charges matérielles, emprunts forcés, contributions nouvelles, augmentation des taxes anciennes. De là un mécontentement profond étendu des classes supérieures aux classes agricoles elles-mêmes. Un instant cependant l'Autriche parut vouloir adoucir sa politique dans les provinces italiennes. C'est alors que l'empereur François-Joseph allait à Milan, que l'archiduc Maximilien devenait gouverneur-général de la Lombardo-Vénétie à la place du maréchal Radetzky. Des amnisties étaient promulguées, de nombreuses promesses semblaient ouvrir un régime nouveau. L'illusion ne dura pas longtemps. L'archiduc Maximilien, qui avait l'intention du bien et de la conciliation, et à qui on en savait gré, vint se heurter contre les traditions d'une bureaucratie routinière et violente qui ne dissimulait nullement son mauvais vouloir à l'égard du nouveau gouverneur, et qui abusait de

l'inexpérience même du jeune prince pour discréditer ses actes. L'archiduc Maximilien était annulé par la bureaucratie et par les généraux, si bien qu'il partait un jour de 1858 pour Vienne, afin de régulariser une situation où sa dignité souffrait. Ici encore il y eut une lueur passagère. Le voyage de l'archiduc eut pour effet un rescrit impérial du mois de juillet 1858 qui promettait encore des améliorations. Ces promesses étaient illusoires. Peu après, une décision du ministre des finances frappait d'une augmentation les principales contributions. Une nouvelle loi de recrutement annoncée comme un bienfait n'était qu'une aggravation de l'ancienne loi. La transformation de la monnaie était combinée de telle façon qu'elle pesait particulièrement sur le peuple.

C'est alors, sous le coup de ces lourdes mesures, que l'agitation devenait extrême dans la Lombardo-Vénétie. L'Autriche elle-même s'en préoccupait vivement. Elle sentait si bien trembler son pouvoir qu'elle usait de tous les moyens. Elle imaginait d'imposer à ses employés un serment d'un nouveau genre et d'une nature étrange : elle leur faisait jurer qu'ils n'appartenaient à aucune société secrète, à aucune secte révolutionnaire, ce que tous les employés jurèrent sans nul doute. Un personnage qui avait toute raison de tenir aux intérêts de la maison d'Autriche, et qui avait un rôle dans les affaires de la Lombardie, disait à cette époque : « Les ministres de l'empereur font mieux les affaires du Piémont que M. de Cavour. » On arrivait dans ces conditions aux derniers jours de 1858. Les maîtres de la Lombardie n'avaient pas su prévenir par un régime mieux calculé et plus doux une agitation d'autant plus dangereuse qu'elle était universelle et insaisissable, et cette agitation une fois produite, ils avaient recours à leur moyen habituel : l'Autriche se mettait en défense, elle armait ses forteresses, elle appelait déjà de nouveaux soldats. C'est à ce moment que peuvent se rattacher les premiers armemens autrichiens.

Ainsi, par une politique de prépondérance qui n'avait rien de nouveau, il est vrai, mais dont les désastreux effets se faisaient sentir partout, l'Autriche était insensiblement arrivée à créer une situation où elle réglait le mouvement de l'Italie, où rien n'était possible que par elle, et ce système mettait doublement en jeu les intérêts de l'Europe, parce qu'il était contraire au droit public, et parce qu'il ne profitait qu'aux passions révolutionnaires en fermant l'issue à toute réforme d'un libéralisme modéré. D'un autre côté, les relations troublées et inquiétantes de la cour de Vienne et du cabinet de Turin laissaient la porte toujours ouverte à des incidens qui pouvaient intéresser singulièrement la politique de la France. Enfin l'agitation de la Lombardie survenant au milieu de l'hostilité

morale de l'Autriche et du Piémont était assurément une complication de plus. De ces divers ordres de faits naissait invinciblement la question italienne telle qu'elle se dévoilait à la fin de 1858; elle était partout. Qui l'avait créée? La force des choses peut-être. Dans tous les cas, la question italienne devait inévitablement trouver l'Autriche dans un camp et la France dans l'autre le jour où elle deviendrait un sujet de discussion réglée, et ici nous touchons à cette phase diplomatique qui n'a été qu'une grande tentative pour amener une transaction entre la situation légale de la puissance impériale au-delà des Alpes et les intérêts italiens, qui a commencé par la mission de lord Cowley pour aboutir à un congrès mort-né et à une marche en avant de l'Autriche.

Le premier acte de cette phase nouvelle, qui commençait à peu près avec l'année pour les affaires italiennes, c'est la mission de lord Cowley à Vienne, on ne l'ignore pas. L'Angleterre devait s'inquiéter la première en voyant surgir ce différend entre l'Autriche et la France pour une cause qui a plus d'une fois excité les sympathies de la nation anglaise, mais qu'elle ne voulait soutenir que dans la limite des traités. La difficulté était de saisir cette terrible question, de préciser le débat et d'engager une négociation au milieu des armemens, qui prenaient déjà des proportions menaçantes, même avant l'intervention de la diplomatie. C'est à ces nécessités diverses que répondait la mission de lord Cowley à Vienne. On a souvent cherché à connaître le résultat réel de la mission de l'ambassadeur britannique, et, sans révéler ce résultat, le chef du cabinet de Londres, lord Derby, a même regretté amèrement que la négociation eût été détournée de la voie où l'avait placée lord Cowley. La vérité est, si nous ne nous trompons, que lord Cowley avait rapporté de Vienne l'expression d'intentions conciliantes et d'une bonne volonté de paix plutôt que des élémens sérieux de délibération. Il avait créé la possibilité d'un échange de vues sur les affaires d'Italie sous la médiation impartiale et amicale de l'Angleterre. C'était beaucoup, et ce n'était peut-être plus assez dans la circonstance. D'abord cette médiation de l'Angleterre, qui n'avait rien d'officiel, était dépourvue de sanction et d'efficacité, ainsi que l'a dit lord Palmerston. En outre, cette négociation, qui n'était qu'une conversation entre la France et l'Autriche avec l'Angleterre pour témoin, pouvait et devait probablement ne conduire à rien, comme cela était arrivé déjà en 1857 à l'occasion d'un échange de propositions relatives aux affaires de Rome, et dans ce cas la France acceptait d'avance la responsabilité d'une déception. C'est sur ces entrefaites, en présence d'une question chaque jour grandissante, que la Russie proposait la réunion d'un congrès européen, et cette proposition était

acceptée partout. Un congrès solennel des cinq grandes puissances se trouvait ainsi substitué à la négociation particulière dont l'Angleterre avait pris l'initiative. Il restait à formuler les élémens de cette délibération européenne, et ces élémens étaient précisés par l'Angleterre elle-même dans quatre propositions qui, par une singularité bizarre, parurent au premier instant avec quelques différences à Vienne et à Paris, mais qui en réalité se résumaient à peu près ainsi, on se le rappelle : déterminer les moyens par lesquels la paix peut être maintenue entre l'Autriche et la Sardaigne, — établir comment l'évacuation des États-Romains par les troupes françaises et autrichiennes peut être le mieux effectuée, — substituer aux traités entre l'Autriche et les duchés une confédération des états de l'Italie entre eux, — examiner s'il convient d'introduire des réformes dans les états italiens. L'Autriche acceptait le congrès et les propositions.

Dès ce moment cependant commençait à paraître le véritable obstacle à la paix, la pensée réelle de la cour de Vienne. Comment le cabinet autrichien, par l'organe de M. de Buol, interprétait-il en effet ces propositions qu'il venait d'accepter? On lui proposait de chercher les moyens de maintenir la paix entre l'Autriche et la Sardaigne, et il répondait en parlant de la nécessité « de ramener le Piémont à l'accomplissement de ses devoirs internationaux. » On lui proposait l'abolition de ses traités avec les duchés et la création d'une confédération des états italiens, et il se jetait dans les interprétations évasives, dans les réticences, sans aborder le point net.

On peut le dire, si l'Autriche était décidée à poursuivre jusqu'au bout la défense de sa politique en Italie, elle avait eu tort d'accepter le congrès, qui ne faisait que retarder son action; son intérêt était d'ouvrir la guerre aussitôt. Si elle voulait sincèrement la paix, elle avait tort d'ajouter aux propositions de la diplomatie des interprétations qui rendaient cette paix douteuse, sinon impossible. Elle laissait trop voir ce qu'il y avait d'inconciliable entre sa pensée et la pensée de l'Europe. Elle le montrait bien mieux encore lorsque, se ravisant peu après, elle réclamait tout à coup comme une condition absolue de son accession au congrès le désarmement du Piémont, ajoutant comme supplément à cette condition la proposition d'un désarmement général. « L'Autriche, a dit lord Palmerston dans sa verte harangue aux électeurs de Tiverton, l'Autriche demandait que la Sardaigne se dépouillât de ses moyens de résistance, et qu'ensuite, en cas d'insuccès des négociations, elle fût libre, en retour du désarmement du Piémont, de lui tomber sus de tout le poids de sa puissance militaire concentrée, alors que ce petit pays, confiant dans la réunion du congrès, se serait complétement affaibli. » N'importe, on prenait encore ce qu'il y avait d'ac-

ceptable dans la proposition autrichienne, et l'Europe sanctionnait cette idée d'un désarmement général simultané et préalable. Seulement, en demandant au cabinet de Turin de désarmer, on proposait d'appeler le Piémont et tous les autres états italiens à figurer au congrès dans les mêmes conditions où ils avaient assisté autrefois au congrès de Laybach. C'est là justement qu'allait échouer tout ce travail de négociation. L'Autriche avait l'air d'accepter cette proposition, qui venait d'elle, sauf l'admission des états italiens au congrès; en réalité, elle cherchait une issue. En négociant avec l'Europe pour le désarmement général, elle se réservait un formidable tête-à-tête avec le Piémont, prétendant agir directement vis-à-vis de ce petit pays,— et tandis que les ministres anglais étaient encore occupés dans le parlement à vanter ses dispositions conciliantes et ses sentimens pacifiques, la cour de Vienne adressait au cabinet de Turin un ultimatum impérieux qui était une véritable déclaration de guerre. L'Autriche signifiait au Piémont d'avoir à désarmer dans trois jours, ou que la force serait employée contre lui. Or le défi ne s'adressait pas seulement au Piémont désormais, il allait aussi droit à la France, dont la résolution ne pouvait plus être douteuse en face d'une agression.

Un dernier effort était-il encore possible? L'Angleterre le tentait, on le sait. Sans tenir compte du congrès, tué avant de naître par l'ultimatum autrichien, elle proposait de ramener les négociations au point où les avait laissées la mission de lord Cowley, et de se constituer médiatrice unique dans les affaires d'Italie. La proposition anglaise venait trop tard, et elle avait un inconvénient frappant. Nous ne dirons pas qu'elle faisait de l'Angleterre l'arbitre unique d'une des plus grandes situations qui se soient vues depuis un demi-siècle; mais elle retirait une question d'un intérêt universel à la juridiction de l'Europe pour la livrer à la décision d'une seule puissance. L'Autriche elle-même ne pouvait se méprendre sur le succès possible de cette combinaison. Elle acceptait pour la forme la proposition anglaise, mais ne continuait pas moins sa marche agressive contre le Piémont. C'est un point à noter effectivement. Le 28 avril, à une heure de l'après-midi, le corps diplomatique à Vienne savait que l'ordre de franchir le Tessin venait d'être envoyé à l'armée autrichienne, et ce n'est que le soir du même jour que la réponse de la France était communiquée à l'Angleterre. Ainsi l'ordre d'ouvrir la guerre avait précédé la décision de la France au sujet de la tentative extrême de l'Angleterre.

Qu'on observe un instant tous ces faits dans leur suite et dans leur génération : quelle qu'ait été la pensée de la France sur les affaires d'Italie, il est évident que c'est l'Autriche surtout qui a pris

l'initiative de ce grand conflit. Elle a justifié ceux qui trouvaient dans la fatalité de sa situation les raisons les plus fortes de croire à la guerre. La France aurait pu s'arrêter à plus d'un moment. Les propositions mêmes qui devaient former la base des délibérations du congrès n'avaient rien que d'avantageux pour l'Italie. Ce qui serait sorti de ce conseil européen eût été sans nul doute un progrès. Pour l'Autriche au contraire, c'était inévitablement un échec partiel, une retraite obligée de sa politique devant les nécessités européennes. La cour de Vienne voyait bien que, dans cette délibération près de s'ouvrir, elle n'obtiendrait pas et ne pouvait obtenir l'appui de l'Angleterre pour maintenir des traités qui assuraient sa prépondérance en Italie, pour réduire au silence le Piémont libéral. Considérez un autre fait : depuis longtemps, la domination impériale au-delà des Alpes se sent atteinte, diminuée dans son prestige; ce n'est point par des moyens moraux qu'elle peut se relever; poussée à bout, c'est par la guerre qu'elle cherche à se raffermir et à rétablir un ascendant ébranlé. Dernière raison enfin : par tous les périls qui la menacent sans cesse en Italie, l'Autriche est contrainte à des armemens immenses; ces armemens épuisent ses finances déjà si délabrées, et c'est ainsi que par la fatalité de sa situation, par les entraînemens de sa politique, par l'épuisement même de ses finances, l'Autriche a été conduite à se jeter dans la guerre, jouant pour un raffermissement douteux les droits de possession territoriale que lui assignaient des traités désormais livrés au sort des armes, et élevant elle-même la question de l'indépendance complète de l'Italie.

Et maintenant à considérer cette lutte dont on ne peut pas plus se dissimuler la grandeur que les difficultés, à la considérer dans son origine comme dans ses élémens propres, on voit d'où elle vient, on voit où elle va. Dans le principe, tant qu'elle ne sort pas de la sphère diplomatique, c'est une question de réformes, d'améliorations, d'organisation des états indépendans que les traités ont reconnus souverains, et qui n'ont eu jamais de la souveraineté que le nom. Par l'agression subite de l'Autriche contre le Piémont, le but change ou s'agrandit et s'élève : c'est l'indépendance de l'Italie qui devient le dernier mot de la guerre. Est-ce à dire que cette indépendance italienne soit une perturbation de l'ordre moral en Europe et de tous les droits fondés ou sanctionnés par de solennelles transactions? Parce que Garibaldi est dans notre camp, où il se conduit d'ailleurs en vaillant soldat, cela signifie-t-il que nous soyons passés de l'autre côté des barricades de Rome? Parce que les traités sont suspendus sur les rives du Pô, le sont-ils également sur le Rhin et dans l'universalité du monde, de telle sorte que les perplexités de l'Europe, les agitations de l'Allemagne doivent se changer nécessairement en une intervention active pour garantir les droits géné-

raux de la sûreté européenne? C'est la politique et l'habileté de l'Autriche, on le sait, de se représenter comme la gardienne de l'ordre conservateur des sociétés, d'affecter sans cesse d'identifier avec ses intérêts toutes les causes dignes de respect, la paix intérieure, la sécurité des gouvernemens, l'intégrité de la puissance religieuse, de confondre sous ce même nom de révolutionnaires ceux qui nourrissent les sentimens les plus légitimes d'indépendance et les factieux qui portent partout leurs humeurs perturbatrices. Cette tactique a prodigieusement réussi pendant quarante ans; elle a aidé l'Autriche à établir sa prédominance et à retenir le développement de l'Italie dans les limites de ses propres intérêts ou de ce qu'elle considérait ainsi. Elle a échoué aussi, car elle a fini par créer une situation criante, où cette apparence d'ordre, qui était le prix de la dépendance, cachait réellement des troubles profonds, et alors on a vu qu'une libérale indépendance et la révolution pouvaient être des choses très distinctes. Bien mieux, on a pu reconnaître que l'Autriche était la plus intéressée à voir le fantôme révolutionnaire intervenir sans cesse dans les affaires d'Italie, tandis que la cause italienne elle-même au contraire était périodiquement compromise, de telle sorte que l'indépendance voit s'accroître ses chances de succès dans la même mesure où elle s'épure, se simplifie et se dégage de toute vue de bouleversement.

C'est le trait de lumière de la situation. Pour la cause italienne, la révolution n'est pas l'alliée, elle est l'ennemie à combattre comme l'Autriche. Les Italiens l'ont bien senti; aussi, depuis qu'il s'est trouvé un état qui a pris la tête du mouvement national, les révolutionnaires ont vu notablement diminuer leur prestige et leur crédit. Tout indique d'ailleurs le caractère nouveau de ce mouvement: la prédominance de l'idée d'indépendance sur les utopies des sectes, l'intention arrêtée de ne point laisser cette grande entreprise s'égarer dans des diversions qui permettraient à l'Autriche de se montrer sous les couleurs d'une puissance essentiellement conservatrice. Que voit-on en effet jusqu'ici? Les populations s'émeuvent, elles s'enrôlent, mais elles ne se révoltent pas, et s'il en était qui ne pussent pas se retenir d'elles-mêmes, il faudrait les aider à avoir ce bon sens. A Rome, le souverain pontife a pu librement proclamer sa neutralité, et la présence de nos soldats est, nous le pensons, la garantie de la sûreté du domaine temporel de l'église. A Naples, un nouveau roi monte au trône en ce moment. Le successeur de Ferdinand II est sans doute entouré, à son avénement, de difficultés qui ne naissent pas toutes des circonstances actuelles. Sans pressentir exactement encore ce que sera la politique du nouveau roi, on peut du moins remarquer que, fils d'une princesse de Savoie, première femme de Ferdinand II, il est lié par le sang au souverain

piémontais. Dans tous les cas, ce n'est ni de la France ni du Piémont que peuvent venir des embarras pour le nouveau roi de Naples. Dans un pays de l'Italie, à Florence, une insurrection a éclaté, et il faut bien se rendre compte de la nature de ce mouvement, le plus pacifique et le plus simple des mouvemens. Ce n'est point une révolution primitivement dirigée contre la dynastie grand-ducale, et moins encore contre l'ordre public; c'est une insurrection du sentiment patriotique pour attirer la Toscane dans l'alliance de la France et du Piémont. Le souverain toscan, qui est un archiduc, comme on sait, a hésité entre ses intérêts, les liens de famille et la politique nationale dont on lui soumettait le programme, et ici encore, on peut reconnaître comment l'intérêt autrichien se retrouve partout, est la clé de toute la politique dans ces petits pays. Le grand-duc est parti pour Vienne, et depuis ce moment, nous n'avons pas entendu dire que le désordre ait envahi la Toscane, que la démagogie gouverne Florence, où un commissaire piémontais a la direction des affaires pendant la guerre, sans que cela engage en rien l'avenir : d'où il suit qu'on peut être partisan de l'indépendance italiene et n'être pas un démagogue, que tous ceux que l'Autriche appelle des révolutionnaires, et qui le sont effectivement contre la domination impériale, ne le sont pas essentiellement contre tous les intérêts conservateurs des sociétés.

C'est ce principe des nationalités invoqué en faveur de l'Italie, c'est ce principe, dit-on, qui est révolutionnaire et menaçant. S'il prévalait, quel est l'état qui ne se sentirait atteint par la possibilité de quelque revendication de race? Il en est du principe des nationalités comme de tous les principes : pris dans un sens absolu, ils aboutissent à des conséquences étranges. C'est ainsi que les partisans de l'Autriche demandent sérieusement si on donnera la Corse, Malte et même les Iles-Ioniennes à l'Italie, parce qu'on parle la langue italienne dans ces pays, et si l'Europe entière devra se réorganiser d'après ces idées. La question est plus simple heureusement, et on oublie que la politique n'est pas la philosophie. Il y a évidemment des assimilations ou des agrégations que les traités commencent par former peut-être, que le temps consacre, et qui finissent par entrer dans les plans de l'ordre général. En est-il de même lorsque cette juxtaposition de races diverses n'est qu'une domination obligée de s'imposer sans cesse, lorsque l'incompatibilité entre un pouvoir étranger et un peuple tout entier ne fait chaque jour que s'accroître? C'est la situation réelle de l'Italie. Depuis quarante ans, qu'a gagné l'Autriche dans la Lombardo-Vénétie? Elle sent son pouvoir moins assis et elle est moins sûre du lendemain que le premier jour. Dans les autres parties de l'empire, en Moravie, en Bohême, en Silésie et même en Hongrie, il y a un certain

mélange de races diverses qui ont besoin en quelque sorte d'un médiateur, et c'est ce qui fait la force en même temps que la raison d'être de la puissance autrichienne. Rien de semblable n'existe en Italie. La seule population étrangère est celle des fonctionnaires et de l'armée, une population toujours considérée comme ennemie. L'Autriche a essayé de régner en Lombardie comme en Galicie par la division des classes, elle a opposé le peuple des campagnes à l'aristocratie et à la bourgeoisie; mais comme en même temps elle ne pouvait délivrer les habitans des campagnes de la conscription et de l'impôt, elle n'a pas réussi, et elle a fini par unir toutes les classes dans un même mécontentement. La différence est si grande entre les possessions italiennes de l'Autriche et ses autres provinces, qu'il peut y avoir des mesures favorables en certaines parties de l'empire, onéreuses à Milan et à Venise. La loi nouvelle de conscription était un allégement en Bohême, dans la Galicie, dans la Croatie; elle était une aggravation dans le royaume lombard-vénitien. La transformation de la monnaie était évidemment un acte de bonne administration, et elle allait retomber lourdement sur les populations italiennes soumises à l'Autriche. Or, dans une telle situation qu'une expérience décisive a mise en tout son jour, ce principe de nationalité invoqué par l'Italie ou pour elle n'a rien de révolutionnaire.

Ainsi dégagée de toutes les solidarités compromettantes, la question italienne devient, nous ne dirons pas certes facile à résoudre, mais simple et même pratique. Elle n'a plus du moins contre elle toutes les forces morales et conservatrices qui gouvernent le monde. Parce que l'Italie sera indépendante, M. Mazzini ne sera pas au Capitole, et Garibaldi restera un vigoureux soldat. Et si la question italienne, fermement et sagement conduite, ne menace pas l'ordre intérieur des sociétés, sous quel jour apparaît-elle dans ses rapports avec l'ensemble de la situation de l'Europe? Au premier coup d'œil, on voit, il nous semble, se dégager quelques traits essentiels.

C'est d'abord l'Angleterre attendant dans cette position de neutralité armée qu'elle a prise au lendemain de l'ouverture des hostilités. Cette neutralité signifie évidemment que l'Anglelerre est prête à intervenir et à peser de tout le poids de sa puissance le jour où la guerre tendrait à se déplacer et à s'agrandir, au moment surtout où la paix redeviendrait possible; mais en même temps elle cache peut-être des sentimens de diverse nature que nous voudrions dire. Au fond, l'Angleterre, on n'en peut douter, a dans l'âme une réelle sympathie pour la cause italienne. Ses poètes ont plus d'une fois chanté les malheurs de la péninsule; ses orateurs, ses hommes d'état ont encouragé les espérances libérales de l'Italie. L'Angleterre, il est vrai, s'est toujours arrangée pour concilier ses sympathies

avec le respect des traités qui ont mis l'Autriche à Venise et à Milan. Il n'en est pas moins certain que lord Palmerston ne faisait que traduire vraisemblablement l'impression générale du peuple anglais quand il disait il y a quelques jours à ses électeurs : « Si la guerre restait concentrée en Italie et que l'agression de l'Autriche eût pour conséquence de faire repousser cette puissance au nord des Alpes et de laisser l'Italie libre aux Italiens, eh bien! quels que fussent les regrets inspirés par les calamités au prix desquelles ce résultat aurait été obtenu, tous les cœurs généreux sentiraient que le bien peut quelquefois sortir du mal, et nous nous réjouirions de l'issue de la lutte... » D'autres sentimens viennent peut-être se mêler à ces dispositions sympathiques pour les tempérer ou les retenir. L'Angleterre a toujours une certaine défiance quand elle voit les armées françaises descendre en Italie, ne fût-ce que pour y passer; elle s'est montrée surtout agitée récemment de cette inquiétude dont on a vu les désastreux effets dans le monde commercial de Londres, celle d'un rapprochement, d'une alliance intime de la France et de la Russie, et elle ne remarque pas que, si elle se fût prononcée plus nettement, elle eût peut-être travaillé avec plus d'efficacité à rendre la paix possible d'abord, ou, en fin de compte, à maintenir intacte la grande alliance qui a fait la guerre d'Orient, et à dépouiller la lutte actuelle de quelques-uns de ses caractères les plus redoutables. Que l'Angleterre ait été absolument contente du rôle qu'elle a joué dans les diverses péripéties de cette crise, on ne saurait l'affirmer. Dans tous les cas, il est un fait qui ne semble pas douteux, c'est qu'il n'y aurait pas un ministre qui vînt proposer aujourd'hui au peuple anglais de prendre parti pour l'Autriche dans la lutte qui vient de s'ouvrir.

Quant à la Russie, qui, placée au nord de l'Europe, suit de loin les événemens, elle paraît jusqu'ici, dirait-on, vouloir jouer vis-à-vis de l'Autriche le rôle que cette dernière puissance joua vis-à-vis de l'empereur Nicolas pendant la guerre d'Orient. Son attitude est une de ces neutralités qui ne promettent pas d'être toujours neutres. Il est probable qu'une guerre qui enlèverait à l'Autriche ses possessions italiennes et qui ne dépasserait pas ces limites ne lui paraîtrait pas une raison suffisante de renouveler l'intervention de Hongrie en faveur des droits de la maison de Hapsbourg. Ce n'est point par des sympathies libérales que la Russie est attirée vers l'Italie, et cependant il y eut un temps, sous le premier empire, où cette indépendance italienne entrait dans les plans de réorganisation européenne. Après 1815 même, l'empereur Alexandre Ier n'était nullement défavorable au développement de l'esprit de réforme en Italie. Il patronnait ouvertement l'idée de faire de raisonnables concessions aux populations italiennes. Il y eut un moment où entre la France

et la Russie on s'entendait « pour régler le sort de l'Italie, » comme on le disait, surtout pour substituer l'action collective de l'Europe à celle de l'Autriche, qui voulait agir seule, « avec l'approbation préalable et tacite » de tout ce qu'elle ferait. Le prince de Metternich se hâta d'arrêter ces tendances en dressant le fantôme révolutionnaire devant l'esprit de l'empereur Alexandre, et ce souverain à l'imagination généreuse et mobile, passant tout à coup d'une extrémité à l'autre, ne parlait de rien moins cette fois que de faire arriver une armée russe en Italie pour comprimer la révolution. La politique de M. de Metternich a produit tous ses effets aujourd'hui. Une chose curieuse à remarquer, c'est que, dès cette époque, l'appui du gouvernement du tsar était assuré au Piémont dans ses luttes diplomatiques avec l'Autriche. Une politique russe assez libérale en Italie ne serait donc point une nouveauté. On a parlé beaucoup un instant de traités secrets entre la France et la Russie, et les ministres anglais ont révélé la portée de ces engagemens. La vérité est que la Russie est neutre, qu'elle arme comme toutes les puissances, et que de nouveaux événemens pourraient seuls l'entraîner dans la mêlée. Pour la Russie comme pour l'Angleterre, comme pour la France au surplus, la question est moins aujourd'hui en Italie qu'en Allemagne, dans l'agitation extraordinaire de ce grand pays, livré depuis trois mois à toutes les émotions, enflammé par toutes les polémiques et surexcité dans son patriotisme.

Le secret du développement possible de la guerre actuelle, ce secret est en effet pour le moment au-delà du Rhin, et il n'est point ailleurs. L'Allemagne offre réellement depuis quelques mois un spectacle dramatique. D'un côté, l'Autriche cherche à l'attirer vers elle en s'efforçant de la convaincre que sa puissance est menacée par une guerre en Italie, qu'elle doit faire cause commune avec la domination impériale au-delà des Alpes. D'un autre côté, la Prusse, sans fermer les yeux sur les événemens, s'efforce de ramener l'action de l'Allemagne à la défense de ce qu'elle appelle les « intérêts véritablement allemands. » Entre les deux puissances qui sont les têtes de la confédération germanique, les autres états s'agitent, pressés par l'opinion et poussés chaque jour à des mesures ou à des propositions empreintes d'un caractère bien manifeste d'hostilité contre la France. Rien n'est plus dangereux, on le sait, que ces agitations d'opinion où les généreuses susceptibilités du patriotisme se mêlent aux excitations factices ou intéressées, qui se fondent sur des défiances insaisissables, et qui d'une guerre en Italie font aussitôt une guerre sur le Rhin. Ce qui émeut l'Allemagne, c'est évidemment la pensée dominante que la France obéit à un entraînement d'ambition, à une humeur renaissante de conquête, et que l'expédition italienne n'est qu'un acte d'un drame qui doit se dénouer ou se dé-

rouler sur le Rhin. Que l'Allemagne ait ses défiances, cela se conçoit. Ne voit-on pas cependant que contre ces préméditations de conquête, qui sont le grief du patriotisme germanique, il y a non-seulement l'opinion, mais encore l'intérêt le plus manifeste de la France? Il n'y a point certes aujourd'hui et il ne peut y avoir une pensée d'agression contre l'Allemagne; il n'y a point en France une question du Rhin, et la première, la plus forte raison, c'est que notre pays aurait aussitôt contre lui toute l'Europe, tous les intérêts, tous les patriotismes... Ces victoires d'autrefois, qui n'eurent qu'un temps, nous les avons payées assez chèrement par les revers qu'on se plaît à nous rappeler, et nous les payons plus chèrement encore peut-être par ces défiances qui accompagnent chaque mouvement de la France. La politique française ne peut songer aujourd'hui à marcher en conquérante au-delà des Alpes, et dès lors la question italienne redevient une de ces questions dont l'Allemagne, comme puissance européenne, a le droit et le devoir de s'occuper, mais qui ne sont une atteinte ni à sa grandeur ni à son existence nationale.

La question italienne, à vrai dire, est désormais une lutte dont le prix est fixé; ce n'est pas un changement de maître, c'est l'indépendance de la péninsule. Or, dans ces termes, la vraie politique de l'Allemagne découle de ses obligations fédérales envers l'Autriche, ou de ses intérêts propres. L'Allemagne est-elle obligée de se porter au secours de la domination impériale menacée en Lombardie par suite d'une guerre que l'Autriche elle-même a ouverte? Qu'on remarque tout d'abord que la confédération germanique, telle qu'elle existe depuis 1815, est par sa nature et par son but essentiellement défensive, ainsi que le dit le pacte fédéral, et que cette force collective de défense n'est constituée que pour garantir le territoire national allemand. C'est là tellement la pensée intime de cette organisation, que lorsqu'on discutait le pacte fédéral, la Bavière avait proposé de stipuler avec plus de précision qu'au cas où un membre de la confédération ayant des possessions non germaniques serait, au sujet de ces possessions, en guerre avec une puissance étrangère, la confédération se réservait le droit de conserver la neutralité. L'expression de cette idée fut jugée inutile. Au demeurant, la situation de l'Allemagne, au point de vue de ses obligations fédérales dans les circonstances actuelles, résulte de deux articles de l'acte final de 1820, qui complétait le premier pacte fédéral de 1815. L'article 46 dit que « lorsqu'un état confédéré ayant des possessions hors des limites de la confédération entreprend une guerre en sa qualité de puissance européenne, la confédération y reste absolument étrangère. » Et l'article 47 ajoute aussitôt que « dans le cas où cette puissance se trouverait menacée ou attaquée dans ses possessions

non comprises dans la confédération, celle-ci n'est obligée de prendre des mesures de défense ou une part active à la guerre qu'après que la diète aurait reconnu en conseil permanent l'existence d'un danger pour le territoire de la confédération. » Ce sont là les deux articles qui règlent la situation. Le premier met absolument hors de cause la confédération germanique. Comment le second pourrait-il être invoqué? N'est-ce point l'Autriche qui a envahi le Piémont et a pris la responsabilité de la guerre, au lieu d'être attaquée dans ses possessions? Le gouvernement anglais, dès le premier moment, n'a point hésité à faire savoir en Allemagne qu'à ses yeux la confédération germanique était entièrement désintéressée dans la guerre actuelle. La Russie a exprimé la même opinion, et il n'est point impossible qu'elle n'ait ajouté que la décision de l'Allemagne réglerait l'attitude qu'elle devrait prendre. Sans doute l'Allemagne est libre de ne consulter qu'elle-même, et elle peut aller bien au-delà des devoirs que lui trace son pacte fédéral; mais alors ce n'est plus pour remplir ses obligations qu'elle agit, c'est pour soutenir par les armes une politique qui est l'œuvre d'une autre puissance. Elle ne se défend plus, elle se jette délibérément dans une mêlée pour venir en aide non à un membre de la confédération, mais à une puissance européenne dont elle adopte la cause et les intérêts.

C'est là justement le point grave et délicat. Est-il vrai, ainsi que le disait M. de Buol dès le début de cette crise dans un langage habile et flatteur pour ses petits états, est-il vrai que la cause de l'Autriche et celle de l'Allemagne ne soient qu'une seule et même cause, que les intérêts allemands et les intérêts autrichiens soient identiques, et que la domination impériale en Italie touche essentiellement la puissance germanique? Ce n'est point par ses obligations légales, on vient de le voir, que l'Allemagne est liée. Ce n'est pas non plus par les traditions de son histoire depuis 1815. Une chose remarquable au contraire, c'est le soin qui a toujours été mis à tenir l'Italie autrichienne en dehors de la sphère de la confédération germanique. A l'époque où furent fixées les limites du territoire allemand, il était clairement déclaré que la Lombardie n'était pas annexée aux états fédéraux allemands, afin « de ne pas étendre au-delà des Alpes la ligne de défense de la confédération. » Lorsque vers 1820 l'Autriche se disposait à entreprendre sa croisade de réaction et de compression en Italie, elle était obligée de rassurer l'Allemagne en lui promettant qu'en aucun cas elle n'aurait recours aux forces confédérées pour ce qui concerne l'Italie. Dans un temps plus récent, quand l'Autriche, après 1848, a voulu essayer d'entrer avec toutes ses provinces de nationalités diverses dans la confédération, elle a trouvé une résistance plus nette peut-être en Europe qu'en Allemagne; mais ce qui est bien véritablement allemand, c'est

l'exclusion des provinces austro-italiennes du Zollverein allemand. Ce ne sont donc ni les traditions ni les obligations fédérales qui font de la cause de l'Autriche la cause de l'Allemagne, et, à un point de vue plus élevé, l'identité des intérêts et des politiques est moins réelle encore.

Quand on considère ce grand pays de l'Allemagne, avec lequel la France n'a certes nulle envie d'être en querelle, même pour le Rhin, un fait frappant se révèle aussitôt. Dans cet espace qui s'étend entre l'Europe méridionale et la Russie, entre la mer à l'occident et les contrées danubiennes à l'orient, il y a pour ainsi dire deux êtres, deux forces, deux systèmes. Il y a une Allemagne divisée par les démarcations politiques et unie par le patriotisme, une Allemagne vivant de sa vie propre, ayant ses intérêts, ses aspirations, sa langue, sa religion, forte d'un sentiment national qui est partout sans doute, chez les petits comme chez les grands, mais qui trouve en quelque sorte sa personnification dans la Prusse nouvelle. A côté est un empire, puissant certainement, mais mal lié et composé de races diverses, ayant des intérêts en Allemagne, cela est clair, mais ayant des intérêts plus grands encore hors de l'Allemagne. L'Autriche ne compte pas plus de huit millions d'Allemands sur une population de près de quarante millions d'hommes rassemblés sous le sceptre impérial, et elle n'est comprise dans la confédération que pour une population de treize millions d'habitans. Il s'ensuit que les tendances et les intérêts allemands sont essentiellement distincts des intérêts et des tendances de l'Allemagne. Ce que veut l'Allemagne, ce qu'elle poursuit depuis longtemps, l'organisation, la constitution de sa nationalité, l'Autriche l'empêche. Ce que l'Allemagne recherche, la liberté politique, un développement libéral concilié avec les traditions de son histoire, l'Autriche le contrarie. C'est là le double mobile et le double résultat de la politique autrichienne au-delà du Rhin depuis 1815. Toutes les fois que l'Allemagne a voulu s'organiser, se constituer en nation plus compacte, plus unie, l'Autriche a été un obstacle, et cela s'explique : la difficulté est égale, soit qu'on essaie de constituer l'Allemagne à l'exclusion de l'Autriche, comme on le voulut un instant en 1848, soit que l'Autriche tente de pénétrer dans la confédération avec toutes ses provinces, comme elle le fit dans un retour de mettre en 1850. Exclure l'Autriche est une impossibilité, ce serait [illegible]trer avec toutes ses [illegible]illions d'Allemands hors de l'Allemagne; la laisser enviendrait un redoutable [illegible]ces dans la sphère du corps germanique depuissance dont le nerf principal [illegible]er, ce serait livrer l'Allemagne à une [illegible] pas allemand, qui serait plutôt slave. Et c'est ainsi que le peuple germanique retombe périodiquement du haut de ses tentatives d'organisation dans un état où

l'Autriche paralyse son essor national, et pèse sur lui de tout le poids d'intérêts qui ne sont pas allemands.

L'influence compressive de l'Autriche n'a pas été moins sensible dans le développement intérieur et libéral de l'Allemagne. Quand arriva le jour de 1815, les peuples allemands étaient singulièrement surexcités. Les princes, pour les animer au combat contre la France, leur avaient fait des promesses libérales, dont ils demandaient la réalisation, et que plus d'un souverain d'ailleurs ne songeait pas à éluder. L'Autriche, qui plus que toute autre puissance avait profité de la victoire, n'avait nullement la pensée de laisser se développer ce mouvement. Vivant avec ses traditions féodales et impériales, elle se croyait intéressée à combattre un progrès qui pour elle n'était que la révolution, et c'est ce qu'elle fit en embarrassant autant qu'elle put la création des assemblées d'états dans chaque pays. Ce serait une histoire instructive que celle de la confédération germanique dans ces premiers temps. Qu'on observe bien que le pacte fédéral primitif, en créant la force défensive de l'Allemagne, n'avait d'autre objet que de l'appliquer à la garantie de la sûreté extérieure, de l'indépendance de la confédération. Le mot de « sûreté intérieure » y avait été introduit; mais il avait un sens particulier : il voulait dire que des états fédérés ne pourraient entrer en hostilité sans que la diète intervînt pour empêcher ce qui serait une véritable guerre civile. L'Autriche sut habilement tirer parti de ce mot, le faire passer au premier rang, et le tourner contre tout mouvement libéral. Dès lors commençait cette réaction qui a duré quarante ans, et dont un des plus curieux épisodes est le congrès de Carlsbad, qui se réunit en 1819. Par des règlemens sévères sur la presse, par la surveillance organisée dans les universités, par la constitution d'une commission de la diète chargée d'une police générale, l'Autriche créait cette force de compression qu'elle voulait pour agir dans tous les états allemands. Elle faisait de la diète un pouvoir souverain, au point de vue intérieur comme au point de vue extérieur, en se réservant à elle-même la direction de la diète, sauf à partager cette direction avec la Prusse. C'est la clé de l'histoire intérieure de la confédération depuis près d'un demi-siècle.

La Prusse a quelquefois secondé ce travail de réaction, mais il est à remarquer qu'il n'est point essentiellement dans la nature de la politique prussienne de combattre le libéralisme. L'expression de l'opinion publique est une force de plus pour la Prusse, en le gouvernement constitutionnel qui existe aujourd'hui [illegible] et presque prouve. Pour l'Autriche, la compression est [illegible] d'origine diverse, avec une nécessité de situation. Avec des [illegible] langue et d'esprit différens, l'Autriche a toujours à redouter la décomposition par la liberté, et la

principale cause de cette situation, c'est l'Italie; avec ses autres populations, l'Autriche pourrait plus aisément s'entendre et former un grand corps que la liberté vivifierait : d'où il suit que, bien loin d'être un intérêt direct et essentiel pour la confédération germanique, la domination impériale en Italie devient au contraire un danger, en restant la plus forte raison d'être d'une politique qui arrête l'Allemagne dans son développement libéral aussi bien que dans ses tentatives d'organisation nationale.

Cette différence entre les intérêts allemands et les intérêts autrichiens, ce n'est pas seulement en France qu'on peut la remarquer, on la sent aussi au-delà du Rhin. Il paraissait récemment à Berlin une brochure qui a pour titre *l'Agitation allemande et les droits de la couronne de Hapsbourg*. L'auteur recherche justement dans quelle mesure l'Allemagne est intéressée au maintien de la puissance autrichienne. Il demande ce que l'Autriche a fait pour l'Allemagne. Il la montre s'enrichissant, s'accroissant sans profit pour la patrie commune, et quelquefois à ses dépens. Que pourrait faire aujourd'hui l'Autriche pour l'Allemagne? « Elle présente, dit l'auteur, cent points vulnérables, et peu de ressources pour la défense, car toutes ses forces sont tendues vers un seul but, vaincre la résistance de ses provinces non allemandes. Il y a dix ans, la Hongrie combattait l'Autriche comme au temps de Rakoczi. Il y a douze ans, la noblesse de Galicie était massacrée par les paysans à l'instigation de la bureaucratie autrichienne. Depuis près d'un demi-siècle, l'Autriche règne en Italie, mais sans pouvoir gouverner le pays autrement que comme un territoire conquis de la veille, — et pour défendre les plus riches provinces de son empire, elle dépense plus d'argent et d'hommes que ces provinces ne peuvent lui en donner en dix ans... » Qu'on admette un instant que la confédération germanique vole au secours de la puissance impériale en Italie et aille au-devant d'une guerre avec la France : la question italienne peut un moment s'effacer, il est vrai; mais alors d'autres complications naissent, de plus brûlantes questions s'élèvent par la simultanéité de la guerre sur le Pô et sur le Rhin, et tandis que l'Autriche est dégagée en Italie, c'est l'Allemagne qui porte le poids principal de la lutte. Allons plus loin : est-il bien certain qu'au jour où reluirait la paix, ces petits états qui s'agitent ne fussent pas les premières victimes, et que l'Autriche elle-même ne les livrât pas à la médiatisation?

Comment [illegible] sauver ses intérêts sur d'autres points?

[illegible] cette agitation allemande est-elle née? Bien des causes y ont contribué, sans doute. L'inquiétude du patriotisme a été le généreux principe du mouvement, elle n'en est pas restée l'unique élément. Le cabinet impérial trouve d'étranges et disparates auxiliaires dans l'aristocratie du midi de l'Allemagne, qui a

de grandes possessions en Autriche, dans le radicalisme lui-même, qui a vu se rouvrir par une guerre universelle de nouvelles perspectives de bouleversement, dans une multitude d'intérêts d'industrie et de spéculation qui ont afflué depuis quelques années à Vienne, et qui se sont vus menacés. C'est ainsi que cette agitation s'est développée, et l'Allemagne a offert le spectacle d'un pays où l'exaltation est d'autant plus grande que les états sont plus petits. Nassau est en effervescence, le Hanovre multiplie les propositions à la diète de Francfort, et la Prusse ne s'est point départie jusqu'ici d'une politique pleine de réserve et de modération. Lorsqu'on a voulu donner aux armemens de la confédération un cachet d'hostilité contre la France, elle s'est efforcée de maintenir à ces armemens un caractère défensif; lorsque la cour de Vienne a tenté de rattacher les mesures militaires adoptées en Allemagne à l'ultimatum autrichien, le cabinet de Berlin s'est hâté de décliner cette solidarité. Ce n'est pas que la Prusse n'ait ses perplexités, qui se sont traduites récemment dans les débats des deux chambres. Au fond cependant, en cherchant la vérité, on pourrait dire que la Prusse ne croit nullement l'Allemagne solidaire de la domination impériale en Italie : les orateurs qui ont montré le plus de vivacité contre la France ne l'ont pas caché, ils ont répudié pour leur pays le rôle d'auxiliaire de la politique autrichienne; mais en déclinant ce rôle, la Prusse veut conserver le droit de fixer elle-même la limite où les intérêts autrichiens viendront se confondre avec les intérêts allemands dans la guerre d'Italie, et dans cette attitude elle voit probablement un moyen d'intervenir avec plus d'efficacité au moment voulu, pour ramener la paix. C'est là ce qu'elle appelle la politique véritablement allemande.

Une chose est certaine au milieu des pressantes conjonctures qui nous entourent, c'est que cette question italienne, que tous les efforts doivent tendre à simplifier, et que l'Autriche seule a intérêt à compliquer, peut devenir un moyen de fortifier l'équilibre de l'Europe, au lieu de le mettre en péril. Si cette indépendance de l'Italie, qui doit être l'unique but de la guerre, eût existé depuis longtemps, des flots de sang humain n'eussent pas coulé. A cette place vide sont venus s'entre-choquer tous les intérêts et toutes les politiques. L'Autriche a appelé la France, et la France a appelé l'Autriche. « Cette veine donnera toujours du sang, disait il y a quarante ans un diplomate, jusqu'à ce qu'on laisse l'Italie à elle-même et que tous les étrangers en soient exclus. » C'est ainsi que la nécessité de l'indépendance de l'Italie ressort de l'histoire même, non comme une menace, mais comme une garantie nouvelle pour l'ordre universel.

CH. DE MAZADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mai 1859.

Une situation dominée par la guerre présenterait de singulières difficultés à la presse politique, lors même que la presse jouirait de la plénitude de ses libertés. Observer les faits et influer sur la direction qu'ils doivent suivre en arrivant par la discussion à la persuasion des esprits, voilà la tâche et le procédé de cette fonction de la civilisation moderne, par laquelle l'opinion et la raison publique doivent à la fois se manifester et se conduire. La guerre, substituant l'action violente à l'action délibérée dans le mouvement politique, trouble inévitablement la fonction de la presse. Non-seulement l'écrivain ne peut rien sur les événemens de la guerre, mais il lui est à peu près impossible de les connaître, c'est-à-dire d'en apprécier avec justesse, au moment même où ils s'accomplissent, l'enchaînement et la portée militaire. La guerre restreint du même coup l'horizon politique et l'influence de la presse. Elle est si naturellement féconde en surprises, qu'il faut braver le ridicule qui s'attache au rôle de prophète et aux conjectures téméraires pour oser en pronostiquer et en débattre au jour le jour les conséquences politiques. C'est surtout au commencement d'une guerre que l'on rencontre ces obstacles. Quand la guerre a duré quelque temps, ses tendances militaires et politiques se laissent pénétrer, et l'opinion peut du moins se guider sur de fortes vraisemblances; mais, lorsqu'elle commence à peine, lorsqu'elle n'a pas encore imprimé sur les événemens sa griffe capricieuse et terrible, lorsque sa marche n'est point encore décidée, lorsque l'on n'entrevoit encore que de vagues indices, comment l'observateur et le juge politique pourraient-ils dissimuler l'obscurité de leurs vues et les tâtonnemens de leur pensée? Nous faisons pour notre compte l'humble et sincère aveu de ces embarras que nous ressentons dans les circonstances actuelles, et nous prions que cet aveu nous soit une fois pour toutes un titre à l'indulgence des lecteurs pour les assertions hasardées et les appréciations incorrectes dont nous nous rendrons coupables durant la période de guerre qui est devant nous.

Si nous osions, quoique indignes, employer le langage militaire, nous dirions que nous abordons cependant cette situation de guerre avec un objectif précis que nous ne perdrons jamais de vue, et auquel nous rapporterons tous les événemens, toutes les circonstances et tous les incidens qui vont se produire en Europe. Notre objectif est celui auquel tous les amis de la paix se sont ralliés depuis que la paix s'est si malheureusement dérobée à ses amis : c'est la localisation de la guerre. Le succès de l'entreprise dans laquelle la France est engagée est à cette condition, et l'intérêt de la guerre que nous soutenons est en cela conforme au vœu de l'opinion, qui ne fait que rester fidèle à elle-même en voulant, puisqu'elle a été impuissante à maintenir la paix, que du moins la guerre soit restreinte et abrégée autant que possible. Nous aurons cet objectif présent à l'esprit en appréciant les opérations par lesquelles notre glorieuse armée va conquérir la paix, aussi bien qu'en interrogeant à l'intérieur de la France les impressions publiques; nous le poursuivrons en observant attentivement les efforts que l'Italie fera elle-même pour son indépendance; nous l'aurons surtout devant les yeux en étudiant les dispositions des autres puissances, les mouvemens des autres peuples, et en discutant la politique que la France doit observer en face de l'Europe, qui assiste avec des sentimens si divers à l'émouvant spectacle que nous lui donnons.

Les opérations militaires sont commencées. A l'heure qu'il est, des mouvemens importans s'accomplissent, et nous pouvons apprendre d'un moment à l'autre la nouvelle des engagemens et des succès qui nous ouvriront la route de Milan. Le brillant combat de Montebello a clos la phase de préparation et d'expectative de la campagne. Le général Garibaldi avec sa troupe de volontaires a pris l'initiative du mouvement offensif. Après avoir tourné avec beaucoup d'audace et de bonheur la droite de l'armée autrichienne, il a pénétré jusqu'à Côme : s'appuyant sur les montagnes, il semble prêt à donner la main à l'insurrection de la Valteline et à provoquer des soulèvemens dans le nord de la Lombardie. Le roi de Piémont, déjà maître de Verceil, évacué depuis plusieurs jours par les Autrichiens, a passé la Sesia avec son armée, et occupe Palestro. Le quartier-général de l'armée française est porté d'Alexandrie à Verceil. Sur toute notre ligne se dessine un mouvement de droite à gauche, et en même temps se resserre le grand arc de cercle que nous formons autour de l'armée autrichienne, et dont les points saillans sont maintenant Casteggio, Casale, Palestro et Côme. C'est entre les deux branches de cet arc que nous attend l'armée autrichienne, qui était restée jusqu'à présent indécise sur le point où se porterait notre effort le plus vigoureux. Depuis quinze jours, elle semblait croire que nous tenterions de déborder sa gauche du côté de la Trebbia et de Plaisance. Aussi était-ce de ce côté qu'elle opérait sa concentration. Après avoir fait des pointes au nord et au-delà de la Sesia jusqu'à Biella et à Santhia et avoir porté son quartier-général à Verceil, elle avait rétrogradé successivement de sa gauche, avait placé son quartier-général d'abord à Mortara, puis à Garlasco, en se rapprochant davantage encore de Pavie, forteresse autour de laquelle pivote son armée. C'est dans cette occupation que dès le 15 mai le général Giulay avait dirigé le 5e corps, sous les ordres du comte de Stadion,

de Mortara sur Pavie, et l'avait envoyé tâter, le 20, les avant-postes de l'armée française à Montebello. S'il fallait prendre au sérieux l'étrange rapport du général Giulay sur l'affaire du 20 mai, s'il a cru en effet que le général Stadion a eu sur les bras 40,000 alliés, s'il a pensé en conséquence que c'est entre Pavie et Plaisance qu'il devait être attaqué par nous; si c'est par suite de cette appréciation qu'il a affaibli sa droite au point de laisser filer Garibaldi du Lac-Majeur au lac de Côme, les mouvemens actuels de l'armée alliée doivent aujourd'hui l'éclairer sur une erreur qui a déjà produit pour lui de graves résultats militaires et politiques, puisqu'elle l'a entraîné à se laisser déborder par les corps francs et par l'insurrection dans la Haute-Lombardie. Les mouvemens de l'armée piémontaise sur Palestro et de l'armée française allant passer le Pô à Casale indiquent que c'est vers Mortara que les Autrichiens devront accepter une bataille, si tant est qu'ils consentent à en livrer une en Piémont. Il ne faut pas se dissimuler au surplus que la position de leurs troupes sur ce point, en face d'une attaque concentrique, serait loin d'être désavantageuse. Une grande bataille est donc possible avant peu : d'une part l'ébranlement de toute notre ligne, de l'autre l'arrivée de l'empereur François-Joseph et du général Hess au quartier-général autrichien, annoncent que cette éventualité est imminente.

Le beau combat du 20 mai a clos, disions-nous, la période de préparation de la campagne. La division française qui l'a victorieusement soutenu n'a pas eu seulement le mérite d'arracher à un ennemi plus nombreux l'importante position de Montebello; elle a encore rendu un service éminent, si elle a effectivement donné par sa bravoure le change à l'ennemi sur sa force numérique et par conséquent sur nos vrais desseins, et si elle l'a ainsi entraîné à de fausses dispositions qui ne tarderont point à se révéler. Quoi qu'il en soit, le nouveau combat de Montebello est un heureux début de campagne. Pour en comprendre la valeur à tout événement, il faut se rendre compte de l'importance du débouché du val de la Scrivia parmi les positions stratégiques de la Haute-Italie. Il s'y trouve une suite de positions militaires formidables, déterminées par une multitude de petits cours d'eau qui viennent des Apennins, et se jettent dans le Pô entre Valence et Plaisance. Les armées qui descendent ou qui remontent la vallée y peuvent asseoir fortement leurs deux extrémités au fleuve et aux derniers contre-forts des Apennins. De ces positions, les plus importantes sont celles de Novi et de Montebello. Celle de Novi, pour une armée qui a en Piémont sa base d'opérations, est essentiellement défensive, car elle couvre, au pied du Monte-Rotondo, l'intersection des routes qui joignent Gênes et Savone à Turin. Celle de Montebello est au contraire essentiellement offensive, car c'est par là qu'il faut passer soit que, débouchant de la Trebbia, on menace la Scrivia, soit que l'on fasse le mouvement inverse. La position de Montebello n'est cependant point la seule dans son genre que l'on rencontre sur cette route. Entre la Scrivia et la Trebbia, dans la direction du sud au nord, les Apennins projettent cinq ou six chaînes de collines presque parallèles, que l'on pourrait comparer aux doigts d'une main gigantesque étendue sur la plaine. Ces collines s'abaissent par degrés jusqu'aux environs de Montebello, Casteggio, Santa-Giuletta, Cassine, Broni, Stradella, où les derniers mamelons viennent s'enfoncer dans la plaine par des pentes assez raides. La grande route de Tortone à Plai-

sance contourne ces têtes de collines et en est constamment dominée, de manière que les extrémités de ces hauteurs, les ongles de la main, pour continuer la comparaison, constituent autant de fortes positions où l'artillerie enfile toujours la route, et en plusieurs endroits la prend en écharpe. Le village de Montebello est bâti sur celle de ces hauteurs qui se présente la première lorsqu'on va de Tortone à Plaisance : les flancs des Apennins se rétrécissent brusquement, et la plaine s'étend davantage dans la vallée de la Scrivia. Aussi cette colline a-t-elle toujours été disputée dans les guerres qui ont eu pour théâtre les plaines d'Alexandrie, et a-t-elle dès l'antiquité gagné son nom (*mons belli*) aux combats dont elle a été l'objet. Ce fut là qu'eut lieu la rencontre de la cavalerie numide d'Annibal avec l'avant-garde de Scipion, qui fut le prélude de la bataille de la Trebbia, et ce fut là que, le 9 juin 1800, Lannes, en allant au rendez-vous de Marengo, passa sur le corps autrichien de Ott. Le combat de l'avant-garde d'Annibal pourrait être comparé à celui de la division Forey, si en-effet l'attaque française avait dû se diriger comme celle du général carthaginois vers la Trebbia. Quant au combat de 1800, l'on sait que pour les positions françaises il n'a point d'analogie avec celui que nous venons de livrer. Lannes força le passage de Montebello, que les Autrichiens défendaient, tandis qu'aujourd'hui les Autrichiens ont vainement tenté de forcer la position, qui est demeurée entre nos mains.

Il est aisé de se faire une idée nette de la situation de Montebello. C'est un gros village placé sur le dernier mamelon des hauteurs qui s'avancent dans la plaine. Il domine par conséquent le chemin qui, venant de Voghera, longe diagonalement le pied de la colline et la contourne pour se diriger à l'est vers Plaisance. Du village, des feux plongeans, d'enfilade, d'écharpe, peuvent battre la route. Les pentes de la hauteur, coupées de champs, de ravins, de tertres et de bouquets d'arbres, offrent en outre aux tirailleurs des abris sûrs et commodes. Le village de Montebello est naturellement dominé lui-même par les relèvemens de la chaîne de collines qui vont se rattacher aux Apennins. La maison de plaisance de Genestrello marque le premier de ces échelons, et forme une sorte d'ouvrage avancé du village. Derrière la colline de Montebello, le sol s'abaisse et forme une vallée peu large au milieu de laquelle coule la Fossa-Gazza, ruisseau qui serait sans importance, s'il n'était encaissé entre des rives escarpées qui en rendent l'accès difficile à la cavalerie. Au-delà de la Fossa-Gazza est Casteggio, au pied d'une seconde colline, parallèle à celle de Montebello.

C'est sur le bord de la Fossa-Gazza, entre Montebello et Casteggio, qu'a commencé la lutte dans la journée du 20. Nous lisons dans une relation piémontaise écrite avec beaucoup d'intelligence, et dont l'exactitude nous est assurée, de curieux détails sur cette affaire. La plaine aux alentours de Montebello et de Casteggio était gardée depuis plusieurs jours par le colonel brigadier de Sonnaz à la tête de deux régimens de chevau-légers, de Sonnaz huit escadrons donnant un effectif de 650 hommes. Le brigadier avait été informé du mouvement d'une colonne autrichienne sur Casteggio, et avait reçu l'ordre, en cas d'attaque, de tenir bon jusqu'à l'arrivée des secours. Le colonel piémontais et ses cavaliers exécutèrent leur consigne avec

une obstination héroïque; ils disputèrent pendant une heure le passage de la Fossa-Gazza aux colonnes ennemies. La cavalerie piémontaise retarda autant qu'elle put la marche des Autrichiens vers le ruisseau : elle chargea à plusieurs reprises la cavalerie, l'artillerie et l'infanterie ennemies; mais à chaque charge les rangs s'éclaircissaient, et il fallut repasser la Fozza-Gazza. Le capitaine Piola, tentant alors un suprême effort, essaya de tourner une batterie autrichienne en remontant le ruisseau. L'escadron sarde réussit en effet à passer sur l'autre bord sans être aperçu et à sabrer pendant quelques instans l'artillerie; mais, bientôt enveloppé par un régiment ennemi, il dut songer à la retraite. Un jeune lieutenant, rejeton d'une grande famille génoise, le comte Scassi, sauva dans cette circonstance la vie du capitaine Piola en se faisant tuer lui-même. L'escadron, parti avec quatre-vingts hommes, ne revint au régiment qu'avec quarante-six cavaliers montés. On raconte qu'en ce moment le colonel de Sonnaz, n'osant pas assumer une responsabilité plus terrible, avoua en peu de mots à ses soldats que, si les Français n'étaient pas arrivés avant un quart d'heure, la brigade serait taillée en pièces. Il n'avait pas achevé qu'un seul cri : Vive le roi! mourons à notre poste! lui répondit, et ces braves, refoulés sur l'autre rive de la Fozza-Gazza, se préparèrent à tenir leur parole. Ce fut dans cette lutte désespérée que le colonel Morelli fut blessé à mort d'un coup de sabre-baïonnette par un Tyrolien au moment où, entraîné par la chute de son cheval, il cherchait à se dégager. Cependant la cavalerie sarde était débordée sur sa droite par une nuée de tirailleurs qui commençaient à garnir les hauteurs de Montebello. L'infanterie autrichienne suivit bientôt ses tirailleurs et se barricada à la hâte dans le village, dans le cimetière, et surtout à Genestrello. Les préparatifs de défense de l'ennemi étaient à peine achevés et la cavalerie sarde allait succomber, lorsqu'arriva le 17e bataillon de chasseurs de Vincennes. Alors commença le second combat, le combat français, que le rapport du général Forey nous a raconté avec une digne simplicité. Le choc décisif eut lieu à Genestrello; c'est là que nous fîmes nos pertes les plus douloureuses. Maîtres de ce poste dominant, d'où ils auraient pu écraser de leurs feux les ennemis barricadés dans Montebello, nos soldats, car c'est un combat de soldats que nous livrions, coururent à l'assaut du village et l'emportèrent après une résistance opiniâtre des Autrichiens, qui tinrent deux heures. Il ne restait plus à l'ennemi que le cimetière, où deux cents hommes s'étaient enfermés et furent tués ou pris. Les restes des corps autrichiens se retiraient sur Casteggio. Notre artillerie cribla de boulets leurs colonnes en retraite, qui soutinrent courageusement le feu. Nous n'avons pas besoin de faire l'éloge de nos soldats : leur esprit, leur élan, leur vigueur, sont connus, et l'état-major autrichien, suivant des correspondances étrangères, est le premier à reconnaître qu'ils se sont splendidement battus; mais nous croyons devoir insister particulièrement sur les services qui nous ont été rendus dans cette journée par l'admirable résistance de la cavalerie sarde, qui a supporté à elle seule pendant un temps bien long, si on le mesure au péril de sa position, l'effort d'un ennemi supérieur, et qui, en l'arrêtant, ne lui a pas permis de s'établir plus fortement à Montebello. Quelques officiers piémontais au premier moment, ne jugeant l'affaire du 20 mai que par les pertes cruelles qu'elle avait infligées à leur cavalerie, ont cru qu'au lieu d'accepter un com-

bat si inégal, le colonel Sonnaz aurait pu se replier sur Voghera. S'il est vrai que le colonel Sonnaz fût lié à son poste par des ordres précis, l'objection tombe d'elle-même; mais lors même qu'il n'eût pas eu d'ordres, le colonel Sonnaz aurait encore rendu par son opiniâtre résistance un grand service à la conduite de nos opérations. Que pouvaient en effet se proposer les Autrichiens dans leur attaque contre Montebello? S'emparer de cette position pour la garder et se préparer un champ de bataille où ils auraient attendu de pied ferme l'armée française? Cette hypothèse a peu de vraisemblance. Ce n'est pas avec quinze ou vingt mille hommes que l'on vient se poster à quelques kilomètres de l'armée française. La retraite du général de Stadion derrière le Pô et l'immobilité de l'armée autrichienne démentent d'ailleurs cette supposition. Les Autrichiens ont-ils voulu, comme ils le disent, faire seulement une forte reconnaissance? Préoccupés de l'idée qu'ils seraient attaqués du côté de Pavie ou de Plaisance, ont-ils voulu s'assurer des forces dont nous pouvions les menacer sur ce point? Nous le croirions volontiers, quoique l'acharnement avec lequel ils ont défendu Montebello ne s'accorde guère avec la pensée d'une simple reconnaissance. Dans ce cas, la vigueur avec laquelle une brigade sarde et une division française se sont battues à Montebello paraît les avoir déroutés sur notre intention véritable, car tandis qu'à la suite de la journée du 20 les Autrichiens se renforçaient sur leur droite et se retranchaient sur la rive gauche du Pô, entre Pavie et Plaisance, et sur la rive droite en face de cette dernière ville, c'était sur leur droite et dans la Haute-Lombardie que nous nous apprêtions à prendre l'offensive. Puisqu'ils ont tant contribué à ce résultat, les chevau-légers piémontais ont eu raison de résister sur les bords de la Fossa-Gazza : leurs pertes ne sont pas seulement glorieuses, elles ont été utiles.

Dans un moment où se préparent les chocs décisifs des armées, il faut faire un violent effort pour se replier vers les affaires intérieures de la France. Ces affaires intérieures se relient cependant nécessairement elles-mêmes à la guerre. Tel est, par exemple, l'emprunt, dont le résultat définitif, que nous connaissons aujourd'hui, a dépassé toutes les espérances. La souscription est cinq fois plus considérable que la somme demandée, et les versemens obligatoires qui l'ont accompagnée ont atteint la somme de 250 millions. Nous savons que les esprits sérieux ne s'éblouissent point d'un tel résultat. Ils savent que ce serait faire trop d'honneur à la clairvoyance des petits capitalistes, qui ne laissent pas échapper l'occasion de placer leurs épargnes en fonds publics à raison de 5 pour cent, que de la confondre avec les inspirations les plus pures et les plus dévouées du patriotisme. Non, le souscripteur d'emprunts n'apporte point une offrande sur l'autel de la patrie; il a souvent un certain enthousiasme politique, mais cet enthousiasme donne lieu quelquefois à de plaisans *quiproquos*, témoin l'exclamation naïve de ce bon paysan qui disait naguère à un banquier après avoir acheté un coupon de rentes : « Ce n'est pas cet imbécile (il parlait d'un Nous nous ment déchu) qui nous aurait donné de la rente à 61 fr. emprunt de person- résignons donc à ne point voir dans le souscripteur d'un revenu excellent et nage plus sublime qu'un capitaliste avisé, ar... ne dédaigne pas un bénéfice éven- solide, ou un spéculateur prévoyant. ... tuel et presque certain de 3 ou 4 pour 100. Pour être modeste et positive,

notre appréciation ne fait pas d'injure à la puissance financière de la France. Quand, pour expliquer l'abondance de capitaux disponibles que la souscription de l'emprunt a révélée, l'on aura dit que la liquidation de la crise commerciale de l'année dernière a dégagé beaucoup de fonds qui sont restés sans emploi, que la crainte de la guerre a également amené des réalisations de portefeuilles, et que, les affaires s'étant ralenties, le capital est moins demandé que dans les dernières années, il n'en restera pas moins ce fait énorme, qu'au début d'une guerre dont le pays a compris toute la gravité, il a été réuni en huit jours et déposé au trésor 250 millions, c'est-à-dire la moitié de l'emprunt que l'état ne compte réaliser que par une série de versemens qui doit s'étendre sur dix-huit mois. Bien loin de tirer de ce fait des inductions qui montreraient le pays aveuglément épris de la guerre, voyons-y ce qui s'y trouve réellement. La puissance financière que la France témoigne au début de la guerre, elle la doit aux travaux et aux prospérités de la paix. Ce sont les réserves accumulées par la paix qui nous permettent de commencer la guerre sous de si brillans auspices financiers; aussi nous associons-nous entièrement aux paroles suivantes que nous lisons dans le rapport de la commission du corps législatif sur le budget. Après avoir exprimé les plus ardentes sympathies pour nos soldats courant à la défense du drapeau national, le rapporteur ajoute : « Votre commission est dans son rôle légitime en faisant aussi des vœux pour qu'ils soient rendus le plus tôt possible à leurs familles, pour que la guerre soit de courte durée, et que l'Europe puisse bientôt jouir de nouveau des bienfaits de la paix, qui, à notre époque de civilisation avancée, est devenue indispensable au développement du progrès moral et matériel. »

De pareilles manifestations officielles, démonstration incontestable de la modération que la France veut apporter dans la guerre actuelle, ne peuvent qu'être utiles au succès de notre entreprise; mais pour que la foi que nous avons nous-mêmes dans notre modération soit communicative, il faut qu'elle soit agissante, il faut qu'elle soit justifiée par tous les actes de notre politique. En Italie d'abord, puis dans les pays où peuvent s'agiter des nationalités malheureuses ou remuantes, cette tâche de concilier la modération avec les intérêts de la guerre est, nous le reconnaissons, hérissée de difficultés. Pour vaincre ces difficultés, il faut avoir le courage de les regarder en face. En Italie par exemple, il est évident qu'un des principaux intérêts de la guerre, c'est que le plus tôt possible on voie se lever pour l'indépendance les populations unanimes, c'est qu'une force militaire italienne considérable se recrute, s'organise et s'éprouve dans les combats. La France, qui ne veut pas conquérir l'Italie, qui veut au contraire que l'Italie puisse se passer bientôt du concours qu'elle lui prête en ce moment au prix de son sang et de son [illegible] la France a besoin pour elle-même de cette manifestation militaire de la cause [illegible] en a besoin aussi pour gagner moralement vis-à-vis de l'Europe l'indépendance [illegible] dépendance italienne, car l'Europe ne croira réellement à non-seulement la volon[illegible] Italie que le jour où il lui sera prouvé que l'Italie a [illegible] mais la force de repousser l'étranger. Il ne paraît guère possible de former dans [illegible]lie septentrionale et centrale une force militaire imposante sans la grouper a[illegible]ur du véritable noyau de l'indépendance italienne, qui est l'armée piémontaise, [illegible] du chef de cette armée, le roi

de Piémont. Mais ici naissent les difficultés, car il semble peu aisé d'atteindre ce résultat sans avoir recours à des procédés révolutionnaires, et il est impossible d'employer des moyens révolutionnaires sans faire violence en Italie même à des traditions fortes, à des intérêts légitimes, et sans froisser la portion de l'Europe qui, maintenant spectatrice de la lutte, est appelée à en être un jour l'arbitre. Que le général Garibaldi, la plus brillante expression actuelle du patriotisme italien militant, parcoure et soulève la Lombardie et installe au nom de l'unité nationale des commissaires du roi Victor-Emmanuel parmi les populations qu'il insurge, nous n'y voyons rien à reprendre : les Lombards n'ont point l'autonomie, et il est naturel qu'ils se rallient à ceux de leurs compatriotes italiens qui se présentent à eux comme des libérateurs. La situation n'est pas la même dans les autres portions de l'Italie gouvernées jusqu'à présent par des souverains qui étaient indépendans de droit, sinon de fait. Sans parler des droits de ces souverains, qui pèseront beaucoup pourtant dans les balances européennes, car ces souverains n'ont point rompu les traités existans, il y a encore l'esprit des populations qui, par leurs tendances naturelles et par leur développement historique, se croient destinées à conserver leur autonomie dans la reconstitution de l'Italie. L'on ne saurait sans injustice et sans inconvénient procéder à leur égard comme on agit en Lombardie. Il faut sans doute les appeler à concourir à la guerre, il faut attirer leurs contingens, il faut accomplir la fusion des diverses forces italiennes; mais il faut éviter de faire une violence, même apparente, par des annexions arbitraires ou prématurées, non-seulement aux droits qui résultent des traités, mais aux sentimens des populations attachées à leur autonomie historique. Cette situation se présente à Parme, à Modène, mais nulle part dans des conditions plus délicates qu'en Toscane. Qu'il y ait eu dans la révolution toscane un élément unitaire, c'est incontestable; mais le parti libéral modéré, grâce à la faveur dont l'opinion publique l'entoure, a rendu bientôt la prédominance à l'élément toscan. C'est par l'influence de ce parti que la Toscane a obtenu un ministère respectable et une consulte d'état en dépit des idées unitaires exagérées de quelques hommes qui se donnent pour les vrais représentans de la politique qui règne à Turin. L'autonomie toscane ainsi déterminée, et qui fonctionne, dit-on, passablement, a, paraît-il, couru un sérieux danger il y a quelques jours. La Toscane, disaient les adversaires du nouvel ordre de choses, était en pleine anarchie, et l'occupation française était indispensable. Là-dessus les unitaires de parler d'annexion immédiate, de suppression des douanes, de l'administration des finances, du ministère des affaires extérieures, etc. Cette alerte n'a point été, croyons-nous, tout à fait étrangère à la subite arrivée du prince Napoléon à Florence; mais il paraît que le péril est passé, et que les libéraux toscans, qui ont su faire valoir leur cause en très crus termes, ont réussi à prévenir l'impolitique absorption dont ils semble demenacés. — Au midi de la péninsule, la mort du roi Ferdin[illegible] une situation plus voir être pour le royaume de Naples le point de départ [illegible] Europe. Le nouveau digne de l'importance qui lui appartient en Italie [illegible] aurait été traversé par des roi, dont l'avénement, à ce qu'on a préten[illegible], intrigues de famille, s'appuiera-t-il s[illegible] le prince libéral de sa famille, le comte de Syracuse, et sur le général Filangieri? S'il en était ainsi, Naples

donnerait au moins ses sympathies, si elle n'allait pas plus loin que le concours moral, à la cause de l'émancipation italienne qui se débat au nord. Lors même toutefois que le royaume des Deux-Siciles voudrait persister dans une stricte neutralité, nous ne croyons pas qu'il fût sage de chercher à l'en faire sortir violemment, et à ce point de vue nous accueillons avec plaisir l'espérance qui nous est donnée, que la France et l'Angleterre se concerteraient pour renouer leurs relations diplomatiques avec Naples. — Sachons permettre à l'Italie, dans le travail de régénération pour lequel nous l'assistons, de conserver les différences caractéristiques qui la distingueront toujours. Qu'au nord, entre les pentes des Alpes et le bassin du Pô, s'organise un état militaire qui couvrira de son épée l'indépendance de l'Italie; qu'au midi les Deux-Siciles, avec le développement de leurs côtes et leurs populations maritimes, donnent à l'Italie l'activité commerciale et la force navale: entre ces deux états, il y a place pour une autre agglomération politique, non-seulement pour la Rome des papes, dont nous n'avons pas besoin de parler, mais pour cette Italie qui est la *vraie*, disent les libéraux toscans, l'Italie de Dante, de Michel-Ange, de Galilée, et qui, suivant eux, doit, comme un centre nerveux, réunir les deux royaumes du nord et du midi de l'Italie affranchie.

A côté des difficultés italiennes, qui ne seront point médiocres, peuvent se produire des incidens souhaités par quelques-uns comme des diversions fatales à notre ennemi, mais que pour notre compte nous regarderions comme un obstacle sérieux au succès de la cause italienne. Tels seraient par exemple les mouvemens de Hongrie, dont M. Kossuth vient de montrer la perspective devant plusieurs *meetings* en Angleterre. M. Kossuth a parlé, comme il fait toujours, de son pays avec une éloquence lyrique et une sensibilité pénétrante. Pour un auditoire d'Anglais, il a un autre mérite : c'est de parler leur langue avec une abondance merveilleuse et une sorte de grâce archaïque qui charme les lettrés; mais M. Kossuth ne s'est point approprié, avec la langue de Shakspeare, le bon sens pratique des contemporains de John Bright. Nous n'aurions qu'à souscrire aux conseils qu'il donne aux Anglais, car il leur prêche la neutralité; mais nous ne pouvons le remercier du concours qu'il semble vouloir nous donner en tentant des soulèvemens en Hongrie. Nous croyons, pour notre part, que tout ce qui ajoute des complications aux entreprises militaires et politiques en compromet la réussite; nous croyons qu'allumer l'incendie aux quatre coins de l'Europe, au moment où nous demandons à l'Europe de faire la part du feu en le concentrant en Italie, serait une contradiction qui perdrait peut-être la cause italienne; nous croyons enfin que, s'il est de l'intérêt de la France que l'Italie soit indépendante, il n'est point pour cela de son intérêt que la monarchie autrichienne soit détruite. Nous remporterions contre l'Autriche un triomphe actuelle avec qui nous coûterait trop cher peut-être dans l'avenir, si la guerre d'un agrandissement tel résultat. Nous paierions la dissolution de l'Autriche que de l'Allemagne, et inévitable de la Russie et d'une concentration politique cohésion, n'a pas une force aussi redoutable par deux rivaux compactes et entreprenans, contre lesquels l'Autriche peut nous servir de barrière. Au nom même de cette cause des nationalités malheureuses dont il est le

tribun passionné, nous ne comprenons pas l'ivresse que la guerre inspire à M. Kossuth. Comment les apôtres des nationalités ne sont-ils pas frappés de l'inconséquence qu'ils commettent en confiant à la guerre le succès de leur cause? De quoi se plaignent-ils? De ce que la carte actuelle de l'Europe n'est point tracée conformément à la distribution des races et des langues sur les territoires; mais pourquoi en est-il ainsi? C'est que les traités qui ont dessiné la carte actuelle ont été faits après la guerre, qu'après la guerre les considérations stratégiques sont celles qui dominent dans les délibérations des puissances, et que les vainqueurs qui ont la force y placent nécessairement l'intérêt de leur sécurité et de leur prépondérance militaire au-dessus d'idées et de sentimens que les guerres opiniâtres oblitèrent toujours. Il en sera inévitablement de même à la fin de toute guerre prolongée, et c'est pourquoi on ne peut trop s'étonner de l'aveuglement de ces défenseurs des nationalités qui, comme M. Kossuth, appellent de leurs vœux et attisent de leurs efforts la guerre universelle.

L'Angleterre n'avait, croyons-nous, aucun besoin des exhortations que M. Kossuth vient de lui adresser; nous avons expliqué les raisons pratiques qui détournent les Anglais de toute guerre qui ne leur serait point imposée par la nécessité. Les politiques intelligens comprennent de l'autre côté de la Manche que la neutralité n'est point pour l'Angleterre l'abdication de la légitime influence qui lui appartient dans les affaires générales de l'Europe. Quand la guerre aura mûri les nouvelles destinées de l'Italie, et ce moment arrivera vite si la France obtient les succès que son armée lui donne le droit d'espérer, cette influence aura lieu de s'exercer, car les neutres auront, autant que les belligérans, à participer au règlement des nouvelles questions italiennes. Si l'Angleterre parvient alors à se mettre d'accord avec la Prusse et la Russie, l'intervention des trois puissances neutres, intervention qui sera précieuse aux belligérans, car elle secondera la modération du vainqueur et la dignité du vaincu, rendra la paix à l'Europe. Il y a là un grand rôle à jouer pour la diplomatie anglaise, et nous souhaitons sincèrement qu'elle y trouve l'occasion de réparer ses mésaventures récentes. Il ne faut pas croire sans doute que la sincérité de l'Angleterre dans sa neutralité pacifique ne se puisse concilier avec les préoccupations que trahissent ses armemens. La guerre, il s'y faut résigner, est contagieuse de sa nature. Quand de grandes puissances se battent, le mal des armemens militaires gagne sur-le-champ tous les autres peuples. C'est ce qui arrive à l'Angleterre. L'épidémie militaire y prend même aujourd'hui une forme qui intéresse l'observateur par la nouveauté. Ordinairement, chez tous les peuples, les questions d'armemens sont provoquées et déterminées par l'état. Sur ce point au contraire, l'initiative du public prend aujourd'hui chez nos voisins les devans sur celle de l'état. Dans tous les comtés et dans toutes les [illegible]. C'est des corps spontanés de volontaires, des clubs de *riflemen* s'orga[illegible] elle-même comme une immense garde nationale qui se lève sponta[illegible] de soumettre à sans attendre la sanction et les règles de la loi. [illegible] ces Tyroliens de bonne une discipline légale ces tirailleurs de Vincenn[illegible] chasseurs qui se compteront volonté dotant l'Angleterre d'un corps [illegible] mille, le gouvernement se borne à peut-être avant peu par centaines [illegible] formation en compagnies et à leur fournir leur donner des *conseils* sur [illegible]

pour leurs exercices des cartouches et des capsules. Nous verrons si le parlement, dans sa prochaine session, laissera à ces curieux *riflemen* leur liberté native. C'est aujourd'hui même que le nouveau parlement a dû se réunir. Il s'ouvre sous des auspices plus favorables au ministère qu'on ne l'avait pensé. Lord Derby et M. Disraeli ayant gagné vingt-six voix aux élections, l'opposition n'aurait pu réparer ses pertes que par son union. Il paraît que des négociations avaient eu lieu pour cet objet entre lord John Russell et lord Palmerston, et qu'elles n'ont point abouti. On prétend qu'aucun de ces deux hommes d'état n'a voulu renoncer au *premiership,* à la première place, dans le ministère qu'ils pourraient être appelés à former. Nous penserions plutôt qu'ils n'ont pas pu se mettre d'accord sur la part qu'il faudrait faire aux radicaux pour réunir en un parti discipliné les trois cent cinquante libéraux de la chambre des communes. N'est-il pas probable aussi que, dans l'état actuel de l'Europe et devant une majorité parlementaire incertaine, lord John Russell et lord Palmerston ne se soucient point d'affronter tout de suite les responsabilités du pouvoir? EUGÈNE FORCADE.

REVUE MUSICALE.

Les théâtres lyriques de Paris ont produit en pleine lumière tout ce qu'ils tenaient en réserve de nouveautés intéressantes. Les grands événemens qui se préparent en Italie n'ont point diminué l'affluence des étrangers. L'*Herculanum* de M. Félicien David, le *Faust* de M. Gounod, et surtout *le Pardon de Ploërmel* de Meyerbeer, attirent à l'Opéra, au Théâtre-Lyrique et à l'Opéra-Comique un public aussi empressé de se distraire que si la guerre n'avait pas commencé au-delà des Alpes. Le Théâtre-Italien, lui, a fermé ses portes, et franchement ce n'est pas grand dommage pour les hommes de goût. La direction actuelle de ce théâtre qui faisait autrefois les délices d'un public choisi et délicat a résolu le problème difficile de le dégoûter presque des chefs-d'œuvre de Mozart, de Cimarosa et de Rossini par la manière fâcheuse dont on les interprète à la salle Ventadour. Après le massacre du *Don Juan* de Mozart, on nous a donné la caricature de l'*Otello* de Rossini, avec une Desdemone qui a excité la pitié de tout le monde, non pas à cause de ses malheurs domestiques, mais pour sa voix aigre, pointue et fausse. Les grimaces de Mme Castellan et de sa suivante n'ont pas empêché M. Tamberlick d'avoir de beaux élans dans le rôle d'Otello, et d'y être fort bien se-
a rep par M. Corsi, qui a chanté avec talent la partie de Iago. M. Tamberlick
moins d'ensuite dans le rôle de Manrico, du *Trovatore* de M. Verdi, avec
berlick a voulu l'on pouvait l'espérer. Dans l'air du troisième acte, M. Tam-
des curiosités de so *fas et nefas* placer cette note culminante qui forme une
de la phrase mélodique, en ier un peu détraqué. Il y produit un déchirement
voterons pas des actions de grâc iolent et désagréable pour lequel nous ne lui
opéra en trois actes du pauvre et reg Après *il Trovatore,* on a donné *Poliuto,*
pas les qualités voulues pour traiter un suje table Donizetti, qui certes n'avait
ui rappelle le chef-d'œuvre

de Corneille. C'est toujours avec une répugnance extrême que je vois exposé sur un théâtre lyrique des personnages consacrés par de pieuses légendes, que j'y entends traduire en cantilènes plus ou moins dansantes les sentimens les plus profonds de l'âme humaine. Si j'avais le bonheur d'être autre chose qu'un philosophe respectueux pour le christianisme, je me révolterais d'entendre de sublimes vérités comme celles du *Credo* débitées sur une scène publique par un chanteur plus ou moins bien inspiré. C'est à l'église, dans les accords d'un Palestrina, d'un Mozart ou d'un Cherubini, qu'il sied d'aller chercher les émotions sévères qui entr'ouvrent à l'âme les perspectives de l'infini. Quoi qu'il en soit de notre manière de voir, si l'on veut hasarder au théâtre un sujet religieux, il faut le réussir complétement, y être porté par une vocation particulière ou soutenu par le génie.

Poliuto a été composé à Naples en 1839 pour les débuts d'Adolphe Nourrit, qui en avait lui-même disposé le *scenario* d'après la tragédie de Corneille. La représentation en fut interdite par la censure napolitaine. Donizetti reprit sa partition, y ajouta quelques morceaux nouveaux, et la fit jouer à l'Opéra, en l'appelant *les Martyrs,* le 10 avril 1840. Ce fut Duprez qui chanta alors le rôle de Polyeucte. Ce n'est après tout qu'une faible composition, d'un style lâche et fort inégal. Un beau sextuor qui reproduit les effets de celui de *Lucie* et qui forme le nœud du finale du second acte, une mélopée assez vulgaire qui traduit le symbole de Nicée, et un duo très passionné et très émouvant entre Poliuto et sa femme au troisième acte, ce sont là les seuls morceaux qui méritent d'être signalés de cette œuvre longue et fastidieuse, car la prière que chante Poliuto au premier acte, et qui nous a frappé par un certain accent religieux, n'est pas de Donizetti; elle est l'heureuse inspiration d'un chanteur allemand nommé Strigelli. M. Tamberlick a été remarquable dans le rôle de Poliuto, dont il a composé le caractère avec noblesse et une grande sobriété de gestes et d'intonations. Dans le beau duo du troisième acte surtout, il a produit un grand effet à côté de Mme Penco, dont la voix passionnée a excité l'admiration de tous. Pendant la semaine sainte, le Théâtre-Italien a donné deux concerts spirituels, où l'on a exécuté le *Stabat* de Rossini, comme on avait exécuté *Don Juan* et *Otello*, en sorte que la direction n'a qu'à se féliciter de la longanimité du public.

Après le *Faust* de M. Gounod, dont les connaisseurs ont su apprécier les qualités distinguées, le Théâtre-Lyrique, qui est forcé de vaincre toujours ou de fermer ses portes, a cherché encore une fois dans les œuvres du passé une ressource contre des nécessités présentes. Un petit opéra en un acte de Weber, *Abou-Hassan,* et un charmant chef-d'œuvre bien connu de Mozart, *l'Enlèvement du Sérail,* ont été traduits, arrangés et représentés avec succès au Théâtre-Lyrique le 11 mai. C'est en 1810, à Darmstadt, où Weber étudiait la composition avec Meyerbeer, sous la direction de l'abbé Vogler, qu'il composa le petit ouvrage qui nous occupe. L'auteur du *Freyschütz* avait alors vingt-quatre ans, et non pas quinze, puisqu'il était né en 1786. Il s'était déjà essayé au théâtre, car il avait écrit *la Fille des Bois* en 1800 à Munich, *Peter Schmol* à Augsbourg en 1801, *Sylvana,* nouvelle élaboration de *la Fille des Bois,* en 1806. Le sujet de la pièce, très simple et très naïf, puisqu'il s'agit d'un pauvre ménage de deux amoureux, Hassan et Fatime, qui se consolent de leur détresse par l'affection qu'ils ont l'un pour l'autre,

ne pouvait pas donner lieu à de grands développemens de style. C'est le prélude charmant d'un génie qui cherche encore sa voie, et dont l'éclosion a été lente et très laborieuse. Weber, aussi bien que son condisciple Meyerbeer, a commencé par imiter, dans de certaines proportions, les allures faciles des compositeurs italiens. Déjà dans le petit ouvrage de *Sylvana,* qui est pour ainsi dire le germe d'où sortira plus tard le *Freyschütz,* on trouve deux ou trois morceaux écrits dans le style de l'opéra bouffe, avec de nombreuses vocalises que Weber ne répudiera jamais, car il en a mis dans *Oberon,* dans *Euryanthe* et dans le grand air d'Agathe du *Freyschütz.* Il est impossible de méconnaître l'accent et la mélodie courte, mais tendre et profonde, de Weber dans l'*andante* de l'air d'Hassan, — *ô Fatime!* — que M. Meillet chante avec goût et sentiment. Un joli duo entre les deux époux, Hassan et Fatime, un chœur bien rhythmé, un air tout printanier de Fatime, et quelques détails de l'instrumentation suffisent pour dévoiler la main encore novice de Weber et pour intéresser le connaisseur. Après le plaisir de voir lever l'aurore, je n'en connais pas de plus piquant pour un observateur judicieux que d'étudier les préludes d'un homme de génie et de le saisir dans la ruche alors qu'il forme le miel qui doit immortaliser son nom. Il n'y a que les musiciens grotesques ou les grotesques musiciens qui n'intéressent jamais personne, et ce sont précisément ceux-là qui importunent les contemporains du récit de leurs divagations.

L'Enlèvement du Sérail, et non pas *au Sérail,* comme porte l'affiche du Théâtre-Lyrique, ce qui est un contre-sens, occupe dans l'œuvre et la carrière de Mozart une place bien autrement importante qu'*Abou-Hassan* dans celle de Weber. C'est à Vienne, en 1782, que Mozart a écrit ce délicieux chef-d'œuvre, qui n'a cessé depuis lors d'être joué sur tous les théâtres de l'Allemagne. Mozart avait alors vingt-six ans, et non pas dix-sept, comme l'ont dit des critiques qu'on aurait dû croire mieux renseignés sur des faits aussi universellement connus. Ce n'est pas notre honorable ami, le savant M. Delécluze, qui commettrait de pareilles énormités en parlant d'un tableau de Raphaël. Indépendamment de deux ou trois opéras composés dans son enfance en Italie, Mozart avait écrit *Idoménée* en 1780 à Munich, c'est-à-dire un chef-d'œuvre dont le Conservatoire nous fait entendre souvent d'admirables fragmens. *L'Enlèvement du Sérail* et *la Flûte enchantée,* qui est de l'année 1791, sont les deux seuls opéras en langue allemande qu'ait composés Mozart. Le *libretto* de *l'Enlèvement,* tiré d'une vieille pièce du théâtre allemand, fut écrit presque sous la dictée du grand musicien par un certain Stephani. Mozart mandait à son père le 1er août 1781 : « Le jeune Stephani m'a apporté avant-hier un *libretto* à mettre en musique. Le livret est joli, et le sujet est tout à fait turc. Je composerai l'ouverture, le chœur du premier acte, ainsi que le chœur final, avec de la musique turque. Je suis si content de mon sujet, que le premier air que doit chanter la Cavalieri, celui que je destine au ténor Adamberger, et le trio qui termine le premier acte sont déjà faits. » Après une année de luttes contre une cabale formidable qui avait bien conscience de la grandeur du génie qu'elle voulait empêcher de se produire, la première représentation de *l'Enlèvement du Sérail* eut lieu le 13 juillet 1782 avec un immense succès. Dans une lettre que Mozart écrit à son père le 7 août, il lui dit que Gluck a été si

content de la musique de son opéra, qu'il l'a invité à souper après la représentation, à laquelle le chantre d'*Armide* et d'*Orphée* avait assisté. On est heureux de trouver dans la vie des hommes illustres cette haute et noble impartialité. On sait quelle fut la réponse d'Haydn au père de Mozart, qui lui demandait un jour ce qu'il pensait de son fils : « Sur mon honneur et devant Dieu, je déclare que votre fils est le premier des compositeurs vivans, » répondit le grand maître qui a créé la symphonie et tant de chefs-d'œuvre.

Mozart avait sous la main, lorsqu'il composa *l'Enlèvement du Sérail,* un personnel de chanteurs tout à fait remarquables. C'est pour la Cavalieri, cantatrice brillante qui possédait une voix de soprano très étendue et très flexible, qu'il a écrit le rôle de Constance. Fischer, une basse profonde et un excellent comédien, qui était fort aimé du public viennois, a créé le rôle d'Osmin, et le ténor Adamberger, qui chantait avec infiniment de goût, celui de Belmonte; une demoiselle Teyber fut chargée du personnage secondaire de Biondina, et un certain Dauer de celui de Pedrillo. Mozart, qui était jeune, sans position, ayant à lutter contre des adversaires puissans, dut faire de nombreuses concessions à des virtuoses à la mode, qui jouissaient de la faveur du public, et qui consentaient à chanter la musique d'un Allemand connu et estimé, surtout comme compositeur de musique instrumentale. C'est ce qui explique les nombreux traits de bravoure qui remplissent tous les airs que chante Constance, écrits pour la voix brillante de la Cavalieri, et les notes profondes qui apparaissent si fréquemment dans la partie d'Osmin, qui va jusqu'au *ré* d'en bas. Par ces traits et d'autres encore que nous pourrions citer, Mozart a payé son tribut à la fortune et au goût du public, près duquel il lui importait de réussir. Pour être un génie éminemment créateur, on n'échappe pas entièrement à la loi de son temps. Il y a donc de certaines formules vocales qui ont vieilli dans *l'Enlèvement du Sérail,* comme il s'en trouve aussi dans *la Flûte enchantée* et même dans *Don Juan.* Ce sont des parties accessoires, des détails minimes, qui n'altèrent pas la jeunesse éternelle du fond. Avons-nous besoin de citer les nombreux morceaux de *l'Enlèvement du Sérail,* qui sont populaires depuis bientôt quatre-vingts ans, et qui conservent leur fraîcheur printanière : le premier air de Belmonte, les couplets si connus d'Osmin, le duo qui en résulte ensuite avec Belmonte, le chœur sur une marche turque, si gai et si original, et le trio qui termine le premier acte; — au second acte, le duo pour basse et soprano entre Osmin et Biondina, si franchement comique, l'air de Biondina, le duo si piquant d'Osmin et de Pedrillo, l'air admirable que chante Belmonte, et le quatuor qui sert de finale? Au troisième acte, on remarque encore la jolie romance de Pedrillo, l'air d'Osmin, si plein d'une fureur comique, et le finale, qui est à la fois bien en situation et si parfaitement musical.

L'Enlèvement du Sérail, qui n'aurait jamais été représenté sans la protection de l'empereur Joseph II, qui tenait à voir s'établir à Vienne un théâtre national, fut un grand événement pour l'Allemagne. Ce délicieux chef-d'œuvre de Mozart fut accueilli avec enthousiasme. Depuis les petits opéras populaires de Hiller, de Dittersdorf et d'autres compositeurs de second et troisième ordre, c'était la première fois qu'on entendait une musique aussi élégante et aussi neuve écrite par un Allemand sur un texte national. C'est à propos

de *l'Enlèvement du Sérail* que l'empereur Joseph II aurait dit ces mots souvent cités : « Très bien, mon cher Mozart, mais un peu trop de notes... — Pas une de plus qu'il n'en faut, sire, » aurait répondu le grand musicien, qui n'avait pas tout l'esprit que lui prêtent certains journaux parisiens, mais qui avait la conscience de son génie et la dignité d'un honnête homme. Weber, qui se connaissait apparemment en musique, — et surtout en musique dramatique, — a porté sur *l'Enlèvement du Sérail* un jugement digne de l'auteur du *Freyschütz,* et qui vaut l'approbation de Gluck. « J'ai une grande préférence, dit Weber, pour cette production charmante où débordent la gaieté, l'entrain, la douceur et le sentiment de la belle jeunesse de Mozart. Je crois sentir dans cette musique fluide et sereine ce charme indéfinissable, cette grâce et ce parfum de la vie heureuse que donne un premier amour. Oui, je pense que Mozart a déjà atteint dans cet ouvrage la perfection de l'art, et qu'il lui eût été plus facile d'écrire un second *Don Juan* que de retrouver l'inspiration sereine qui caractérise *l'Enlèvement du Sérail* (1). » Voilà comment les maîtres de l'art parlent de leurs devanciers. Quant à ces écrivains sans goût et sans style qui cherchent à se venger sur la mémoire des hommes illustres des mécomptes d'une ambition grotesque et inassouvie, on peut leur appliquer ces belles paroles de Bacon : « Personne ne nie l'existence des dieux, hors celui à qui il sert que les dieux n'existent pas. »

Ce n'est pas la première fois que *l'Enlèvement du Sérail* est entendu à Paris. En 1802, une troupe de chanteurs allemands vint s'établir dans le théâtre de la Cité, qui prit le nom de Théâtre-Mozart, et elle y donna le 16 novembre le petit opéra de l'auteur de *Don Juan.* Mme Lange, belle-sœur de Mozart, y chantait le rôle de Constance. En 1838, une autre troupe allemande a exécuté *l'Enlèvement du Sérail* dans la salle Favart. L'ouvrage tel qu'on le donne au Théâtre-Lyrique a été arrangé un peu, quant au poème, et traduit librement par M. Prosper Pascal, jeune compositeur plein de goût, qui a écrit plusieurs recueils de mélodies et un petit opéra en un acte, *le Roman de la Rose,* qui méritait un meilleur accueil que celui qui lui a été fait par le public. M. Pascal a fait aussi quelques modifications à la partition de *l'Enlèvement.* Il y a intercalé un air de *la Clemenza di Tito,* supprimé le grand duo du troisième acte entre Belmonte et Constance, et réduit le poème en deux actes, en changeant le dénoûment. Entre le premier et le second acte, il a placé, comme intermède, la marche turque, qui se trouve dans une sonate pour piano de Mozart, et il l'a instrumentée, car je suppose bien que c'est lui, avec un goût qui dénote une connaissance familière du style de Mozart. L'entreprise de M. Pascal a parfaitement réussi. M. Battaille est remarquable dans le rôle d'Osmin, qu'il chante et qu'il joue en véritable artiste. M. Michot a toujours sa belle voix de ténor dans le rôle de Belmonte, et Mme Meillet ne se tire pas mal de la partie difficile de Constance. Mme Ugalde joue le rôle de Blondina avec beaucoup d'entrain. *L'Enlèvement du Sérail,* précédé d'*Abou-Hassan* de Weber, forme un charmant spectacle bien digne d'attirer les connaisseurs.

Depuis *le Pardon de Ploërmel,* dont la partition pour piano et chant vient

(1) Voyez *Œuvres posthumes* (*Hinterlassene Schriften*), t. III, p. 126.

de paraître et dont le succès va toujours croissant, on a repris au théâtre de l'Opéra-Comique un des meilleurs ouvrages de M. Auber, *Fra-Diavolo*. C'est M. Montaubry qui joue le rôle principal, et franchement il ne s'y est pas révélé sous un jour beaucoup plus avantageux que dans *les Trois Nicolas*. M. Montaubry chante et joue avec une afféterie de mousquetaire vainqueur qui a pu séduire le public de Bruxelles ou de Strasbourg, mais qui n'a pas chance de réussir à Paris. Nous engageons M. Montaubry à se préoccuper sérieusement de sa tenue, de son style, qui manque de naturel et de variété, et de la souplesse de son organe, qui ne semble pas avoir été soumis à des études régulières de vocalisation. Après *Fra-Diavolo*, qui attire beaucoup de monde, on a donné un opéra-comique en un acte assez gai, *le Diable au Moulin*, dont le succès relatif est dû à la manière leste dont il est joué par M. Mocker et Mlle Lemercier. La musique du *Diable au Moulin*, proprement écrite, est de M. Gevaërt. Quand M. Gevaërt aura une idée musicale, j'irai le dire à Rome.

A l'Opéra, où l'*Herculanum* de M. Félicien David se soutient avec honneur, quelques débuts ont eu lieu, parmi lesquels je ne citerai que celui de Mlle Csillag, cantatrice hongroise, qui a fait les beaux jours du théâtre de Vienne. Mlle Csillag a une belle voix de mezzo-soprano étendue et d'un timbre vigoureux; elle chante avec chaleur, mais sans distinction, et si elle est destinée à se fixer à Paris, elle devra beaucoup apprendre et beaucoup oublier.

Les concerts ont été nombreux et très intéressans cette année. Nous les avons suivis d'une oreille attentive. C'est M. Duprez, avec sa brillante école, qui a clos la saison. Nous parlerons de tout cela. P. SCUDO.

ACADÉMIE FRANÇAISE. — Réception de M. Jules SANDEAU.

Un intérêt tout particulier s'attachait à la réception de M. Jules Sandeau. La gloire si pacifique, si enviée cependant de l'élection académique, accueillait cette fois un écrivain charmant, sympathique à tous, soigneux de son talent, expert enfin dans l'art de bien dire et de bien penser, et ce légitime honneur avait cela de complet et de rare, qu'il s'adressait uniquement au mérite littéraire. Ce choix rassurait en même temps ceux qui craignaient que les portes de l'Académie ne voulussent point s'ouvrir à cette forme de la pensée, qui est l'originalité et la gloire de notre siècle, le roman. Ces craintes n'offraient-elles pas quelque apparence de solidité? Jusqu'alors, ainsi que l'a dit M. Vitet avec cette parole fine et ferme qui n'appartient qu'à la raison, jusqu'alors le roman ne s'était introduit à l'Académie qu'à la suite et sous l'abri d'autres œuvres estimées moins légères. Aujourd'hui enfin le roman faisait à l'Institut une brillante entrée, apportant avec lui ses droits et ses devoirs, ses pittoresques descriptions, son dialogue moins vif, mais plus large que celui de la comédie, ses éloquens plaidoyers, son impitoyable analyse des sentimens les plus délicats comme des passions les plus vives. Enfin il a pris rang officiel au milieu des grandes expressions de l'intelligence, en présence d'une assemblée impatiente et charmée, attentive à la voix émue

du récipiendaire comme au noble et pénétrant langage de l'orateur chargé de lui répondre.

Il était plus facile de faire l'éloge de M. Brifaut que de parler de lui. Que dire en effet de l'écrivain? Les œuvres de l'honorable auteur de *Ninus II* sont peu nombreuses et peu importantes. M. Brifaut cessa de très bonne heure d'être homme de lettres pour des raisons personnelles que l'homme du monde pouvait avouer, mais que le public accepte difficilement, et dont l'académicien devait se contenter moins aisément encore. Heureusement pour son indépendance et pour sa dignité, la littérature participe quelquefois des devoirs publics, et pour être plus périlleuse à de certains momens la tâche de l'écrivain n'en est que plus honorable. En traçant du premier empire un tableau rapide, M. Sandeau a paru contempler cette époque avec une indulgence à laquelle ne nous ont surtout point habitués les traditions littéraires. « La liberté, a-t-il dit, qui est l'honneur des lettres, l'aspiration des sociétés modernes, le prix légitime des efforts de l'esprit humain, n'était point alors le besoin de la France. » On sait pourtant quels déplorables résultats produisit l'absence de liberté : ce ne fut point seulement la science politique comprimée, la critique mise en suspicion, l'intelligence détournée des voies sérieuses de la philosophie et de l'histoire; ce fut, tant il est vrai que les facultés de l'esprit sont inséparables et qu'elles souffrent ou prospèrent des mêmes causes, ce fut, dis-je, l'impuissance attachée aux productions les plus inoffensives, la fantaisie et l'imagination brisées par les mêmes obstacles qu'on opposait à l'*idéologie*. Rien n'est plus curieux ni plus significatif, par exemple, que cette aventure *tragique* dont M. Brifaut lui-même fut le héros, *don Sanche* se transformant du jour au lendemain en *Ninus II*, et la tirade babylonienne demeurant la même toutefois que la tirade espagnole, sans préjudice de la couleur locale. M. Sandeau a spirituellement essayé de sauver cette métamorphose avec cet axiome que l'homme se ressemble dans tous les siècles et sous toutes les latitudes; néanmoins il ne nous a point rassurés sur l'efficacité d'une pareille esthétique.

Bien que *Ninus II* soit cité traditionnellement comme un spécimen de la littérature impériale, ce n'est point à cette complaisante tragédie pas plus qu'à ses dithyrambes officiels que M. Brifaut dut d'entrer à l'Académie française sous la restauration. Cet honneur récompensa des qualités toutes personnelles, qui ont permis à M. Sandeau de tracer de lui un très fin et très élégant portrait : grâce à cette brillante analyse, dont les procédés lui appartiennent, le roman a dû trouver pleinement grâce devant l'Académie. Cette habile mise en scène d'un personnage dont M. Vitet a dit lui-même qu'il semblait être une de ces figures légèrement artificielles qu'on aime à rencontrer dans les romans de bonne compagnie n'a pas moins charmé que surpris. L'auteur du *Docteur Herbeau* n'a point eu besoin en cette occasion de rompre avec ses habitudes de romancier : ce Charles Brifaut qu'il nous a dépeint est une véritable création qui s'est trouvée, dit-on, ressembler à la réalité. Il a suffi pour cela que le point de départ fût commun à la figure réelle et à la figure imaginaire, à l'individu et au type : ce point (et M. Sandeau l'a commenté en moraliste), c'est le don de plaire, privilége de nature dont la puissance de séduction n'a d'égale que celle de la beauté. Aussi, en écoutant l'orateur, le public a-t-il été subitement saisi d'une singulière émo-

tion : que fallait-il croire, du souvenir ou de l'impression nouvelle? qui fallait-il reconnaître, de l'ombre ou de la chair, du fantôme ou de ce personnage si bien vivant? Et les périodes se déroulant, tantôt incisives, tantôt recueillies, on les a suivies sans se décider, en se complaisant dans cette indécision même, un peu comme l'on tourne jusqu'à la dernière toutes les pages d'un roman dont le seul défaut est d'être trop court.

Quelques paroles de M. Vitet, vivement prononcées et non moins vivement applaudies au sujet de M. de Tocqueville, nous ont ramenés aux tristesses récentes de la réalité. Cet hommage rendu à un écrivain qui servit si noblement la cause de la justice et de la liberté sans en désespérer jamais, M. Vitet a traité de ce qui faisait le principal intérêt de cette remarquable séance, la question du roman. « Nous faisons infraction pour vous à nos traditions séculaires... Votre présence ici, monsieur, aura le double caractère d'un hommage et d'une protestation. » Dans ces paroles se résument des appréhensions qu'il est permis de ne point entièrement partager, mais sur lesquelles le goût éclairé de M. Vitet devait appuyer avec une certaine force, afin de bien montrer quel a été le vœu de l'Académie et quelles distinctions elle prétend établir dans le genre romanesque tout en l'adoptant d'une façon éclatante. L'accueillir sans restrictions, c'eût été sans doute se compromettre gratuitement avec certaines exagérations réalistes; mais procéder plus sévèrement ne serait-ce point aussi faire un excès d'honneur à des productions passagères qui n'ont rien à démêler avec le style et avec le bon sens? En accordant au roman les droits souverains qu'elle reconnaît à la poésie, à l'histoire, à la critique, l'Académie heureusement n'était point en contradiction avec elle-même, et ce n'était point un acte absolu d'innovation. Pour l'honneur de l'illustre assemblée, les romanciers, et ils le savent bien, sont depuis longtemps dans la tradition académique par cela seul qu'ils sont dans la gloire de la littérature française. Ils appartiennent à cette tradition au même titre que lui appartenaient Lesage et l'abbé Prévost, et sans parler de ces grandes origines, le roman n'est-il pas aujourd'hui représenté à l'Académie de la façon la plus brillante, et de manière, s'il en eût été besoin, à se refuser l'aide et l'abri de toute autre illustration?

La vérité, c'est que, sans vouloir que le roman se présente comme un sermon délayé dans l'anecdote, l'Académie demande seulement qu'il satisfasse aux véritables conditions de l'art, sachant bien que l'art et la littérature sont dans leur essence parfaitement en rapport avec la morale, et qu'un sujet sainement conçu et sévèrement exécuté ne peut en même temps élever l'esprit et pervertir le cœur. M. Vitet a donné lui-même des preuves frappantes de cette vérité dans les analyses successives qu'il a faites des divers romans de M. Jules Sandeau. Y a-t-il dans les canevas choisis par l'auteur de *Marianna* des différences originelles bien saillantes avec des œuvres qui ont eu pour résultat de corrompre et de faire scandale? Non, et la différence a tout entière été dans l'exécution. Un talent qui se respecte, comme l'a donné à entendre M. Vitet, respecte infailliblement aussi le public, et telle a été, malgré une production peu féconde, la source principale du succès permanent de M. Sandeau.

Il résulte de tout ce débat que l'auteur de *Marianna* doit surtout à son talent d'écrivain l'honneur qu'il a reçu de l'Académie : je ne veux pas dire,

et M. Vitet a insisté sur ce point, que le but moral de ses œuvres n'y soit aussi pour une grande part; mais ce qui caractérise nettement l'intention, n'est-ce pas la composition et le style? Là sera toujours l'écueil des productions véritablement dangereuses. Que serait *Manon Lescaut* sans le style? Une vulgaire aventure dont les situations délicates deviendraient aussitôt pour les sens de grossières excitations. Quant au cœur et à l'esprit, c'est le droit de l'écrivain de leur tendre des piéges; c'est à nous en même temps de nous défendre et de nous rassurer, et si nous sommes enivrés, en revanche ne sommes-nous point avertis par ces grandeurs, ces misères, ces fatalités de la passion? Les tyranniques exigences du cœur nous attirent, il est vrai, plus qu'elles ne nous effraient; mais si le romancier peut en être quelquefois le juge, il doit en être plus souvent le témoin et le narrateur. C'est heureusement une des grandes et fécondes lois de la nature humaine qu'en ces sortes d'accidens l'expérience des autres ne nous détourne point de notre propre expérience, et que nous ayons foi dans nos propres efforts. Un tel spectacle doit nous éclairer; sous peine d'immobilité morale, peut-il nous retenir?

On a suivi avec un plaisir manifeste M. Vitet dans ses appréciations sur les romans de M. Sandeau. Chacune de ces œuvres charmantes a été exposée et définie en quelques lignes d'une façon aussi claire que correcte, aussi profonde que précise. Il faut voir de véritables modèles de critique dans ces divers jugemens, où percent au même degré la conviction émue et la froide analyse. Nous ne saurions rien ajouter à tant d'esprit et à tant de raison. Nous n'en détacherons qu'un seul conseil, dont l'importance est manifeste aujourd'hui que le talent véritable lui-même ne se défie point assez de la spéculation, toute légitime qu'elle puisse être : « Partagez vos faveurs; donnez quelquefois au théâtre une primeur de vos pensées; ne lui sacrifiez plus vos romans. Si bonne et si féconde que soit une semence, on n'en peut tirer deux moissons. » Puis, à propos d'une œuvre qui est née ici même, et que le public a si bien accueillie, *la Maison de Penarvan,* M. Vitet, en parlant de la religion des souvenirs, a prononcé une phrase qui est l'expression souveraine de l'éloquence et de la justice, et en la détournant un peu, ne pourrait-on pas l'appliquer à la littérature contemporaine? Puisque telle est son influence sur les mœurs, qu'elle peut tantôt en élever, tantôt en abaisser le niveau, n'est-il pas opportun de la maintenir étroitement dans ses conditions naturelles d'indépendance et de dignité? Si, dans les idées religieuses, le pasteur a charge d'âmes, on peut dire que dans la vie commune l'écrivain a charge de caractères. Là se rencontre, pour le poète comme pour le romancier, le devoir de montrer ce que nos misères et nos défaillances peuvent étouffer d'idées généreuses, et même ce que certains enthousiasmes irréfléchis peuvent compromettre de vérités qu'on n'oublie jamais impunément. La littérature n'y aurait pas sa raison d'être, qu'elle y trouverait encore son propre intérêt. Sa dignité veut qu'elle se suffise à elle-même, et si elle peut attendre des circonstances extérieures quelque secours, une heure de liberté lui sera plus utile que dix ans de gloire.

EUGÈNE LATAYE.

V. DE MARS.

LA

FRONDE A BORDEAUX

SCÈNES HISTORIQUES.

PREMIÈRE PARTIE.

—

Quand la fronde avait été défaite au cœur du royaume dans la personne même de Condé (1), comment se serait-elle soutenue dans un coin du midi, privée de son chef, successivement resserrée dans une seule ville, et ayant contre elle la moitié des forces de la monarchie et la politique astucieuse et hardie de Mazarin? La Guienne devait suivre inévitablement le sort de la capitale; il faut même admirer qu'elle se soit si longtemps défendue. Condé, en la quittant, ne lui avait demandé que d'attendre les succès qu'il allait chercher, et, même après qu'il avait été contraint de sortir de France et de se retirer dans la Flandre espagnole, la Guienne avait encore les armes à la main. La fronde était condamnée à succomber à Bordeaux, comme elle avait fait à Paris : elle y parcourut le même cercle de chimériques espérances, de succès éphémères, de honteuses dissensions, d'agitations effrénées, de crimes impuissans. Le prince de Conti figure assez bien le duc d'Orléans avec sa petite cour de beaux esprits intrigans et corrompus. Le parti des princes tombe bien vite aux mains d'une faction populaire qui domine le parlement et l'hôtel de ville, renouvelle et surpasse les tristes scènes

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes*, les livraisons du 1er et du 15 mars 1859, *la Fin de la Fronde à Paris*.

du 4 juillet 1652 à Paris (1). On s'efforce de remuer les passions des protestans, on fait appel à la calviniste Angleterre comme à la catholique Espagne, on lève des troupes en Irlande et on mendie l'alliance de Cromwell, on descend jusqu'à flatter le fantôme de la république. Tout échoue, grâce à Dieu; l'étoile de la France et de la royauté l'emporte. Condé est vaincu une seconde et dernière fois, et sa sœur, abandonnée par toute espérance humaine, ne trouve d'asile qu'au pied de la croix.

I.

Revenons sur nos pas, et reconnaissons dans quel état Condé avait mis et laissé en Guienne les affaires de la fronde, afin de bien comprendre ce qu'après lui elles pouvaient devenir.

Condé était parti de Bourges le 16 septembre 1651 pour aller prendre possession du nouveau gouvernement contre lequel il venait d'échanger la Bourgogne en retenant le Berri. Passant auprès de Jarnac, il voulut voir la place où, près d'un siècle auparavant, le 13 mars 1569, avait trouvé la mort le premier prince de son nom, Louis de Bourbon, engagé dans une entreprise fort semblable à celle qu'il allait tenter. Pendant qu'il parcourait à cheval ce funeste champ de bataille, son épée, s'échappant de son baudrier, tomba par terre (2). Sans s'arrêter à ce mauvais présage, Condé poursuivit sa route, et arriva à Bordeaux le 22 septembre. Il y fut reçu avec d'unanimes transports de joie. C'était lui qui naguère, en 1648 et 1649, tout-puissant auprès de la reine et de Mazarin, avait défendu la cause de la Guienne dans ses démêlés avec son impérieux gouverneur, le duc d'Épernon : de là sa popularité dans toute la province, l'indignation qu'y avait excitée son emprisonnement inattendu, et l'énergique prise d'armes de 1650. Cette première chaleur n'était point éteinte, et elle se réveilla avec force lorsqu'il fut nommé gouverneur de Guienne, et qu'il vint demander asile à Bordeaux, lui et toute sa famille, sa femme Claire-Clémence de Maillé-Brézé, son fils le duc d'Enghien, sa sœur Mme de Longueville, et ses deux amis le duc de Nemours et le duc de La Rochefoucauld, qu'accompagnait son fils, le jeune Marsillac. Ses malheurs et sa gloire lui donnaient tous les cœurs, et il ne rencontra partout qu'enthousiasme et dévouement. Le parlement adressa au roi une longue remontrance (3) sur le mal qu'on faisait à la monar-

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars 1859, p. 206.

(2) Priolo, *de Rebus Gallicis,* lib. VI, p. 63 et 64 de l'édition in-4° de 1665.

(3) Cette remontrance est dans l'*Histoire de la ville de Bordeaux,* par dom Devienne, Bordeaux, in-4°, 1771, p. 439.

chie en persécutant un prince du sang qui avait rendu de si grands services à l'état, et il envoya cette remontrance à tous les parlemens du royaume en leur demandant de s'unir à lui dans une si bonne cause. L'alliance du parlement de Bordeaux et de celui de Paris devint si intime que le président Viole, l'émule du fameux président Broussel, étant venu rejoindre Condé à Bordeaux, prit place au parlement de cette ville immédiatement après le doyen (1). Le premier président Du Bernet, qui en 1650 s'était montré si attaché à la cour et qui correspondait encore avec elle, fut écarté de nouveau; il se retira à Limoges, où il mourut, et on lui substitua le président d'Affis, dévoué à la fronde et à Condé (2). Les choses même allèrent si loin que, dans l'ardeur méridionale qui échauffait alors toutes les têtes, plusieurs membres du parlement offrirent à Condé de le proclamer duc de Guienne; mais le prince repoussa avec colère cette déloyale proposition (3).

Du reste il ne se faisait pas, il ne s'était jamais fait illusion sur les difficultés d'une telle entreprise, et il ne s'était pas jeté de gaieté de cœur dans la guerre civile. Ses propres passions l'y portaient, l'amer souvenir de sa prison, les rêves qui avaient assiégé son esprit dans cette longue solitude, sa hauteur et son impatience, la conscience de sa force, les promesses en apparence si sûres du duc de Bouillon et de tant d'autres. En même temps, son bon sens, sa loyauté, l'instinct mal étouffé du devoir et son aversion innée pour tout ce qui ressemblait au désordre le retenaient, et dans ce combat longtemps douteux entre ses divers sentimens, ce fut sa famille et ses amis qui l'entraînèrent. Il faut bien le reconnaître : plus que personne en 1651, d'abord à Saint-Maur, puis à Chantilly, Mme de Longueville poussa son frère à se déclarer contre la cour, et c'est elle qui, dans une délibération suprême, secondée par le prince de Conti et par La Rochefoucauld, opina pour la guerre avec le plus de véhémence. Condé, en finissant par céder, leur adressa, dit-on, à tous les trois ces paroles mémorables : « Vous me jetez dans un étrange parti, dont vous vous lasserez plus tôt que moi, et où vous m'abandonnerez (4). » Il disait vrai pour Conti et peut-être aussi pour La Rochefoucauld; mais nous verrons si Mme de Longueville abandonna jamais les intérêts de son frère, si elle ne partagea pas fidèlement ses adversités, et si pendant tout son exil elle reparut

(1) *Mémoires* de Lenet, édit. de M. A. Champollion, p. 527, dans la collection Michaud.

(2) Devienne, *Histoire*, etc., p. 446.

(3) Lenet, *Mémoires*, p. 527.

(4) C'est la duchesse de Nemours, l'ennemie déclarée de Mme de Longueville, qui rapporte cette scène fort vraisemblable et ces paroles un peu suspectes. — *Mémoires*, édit. d'Amsterdam, 1738, p. 134.

une seule fois à la cour et dans ces salons du Palais-Royal et du Louvre, témoins de ses anciens succès, où son esprit et sa beauté lui promettaient de nouveaux triomphes.

A peine arrivé à Bordeaux et au milieu des fêtes qu'on lui prodiguait, Condé reconnut bien vite les dangers qui le menaçaient. Il voyait autour de lui de grands éclats de zèle, sans aucune force effective, et il savait qu'il se préparait contre lui une expédition considérable confiée à un chef résolu et expérimenté, le comte d'Harcourt, de la maison de Lorraine, l'un des meilleurs capitaines de son temps, qui s'était couvert de gloire en Italie, et qui était à ce point dévoué à la cour qu'en 1650 il s'était chargé de conduire lui-même Condé prisonnier de la forteresse de Marcoussis à celle du Havre. Pour faire face à l'orage qui s'avançait, Condé n'avait ni troupes ni argent : jamais il ne s'était vu dans une situation plus critique; jamais aussi il ne déploya une plus grande capacité administrative et militaire.

Il s'empara d'abord sans hésiter des sommes qui se trouvaient dans les caisses publiques, et, pour s'assurer des ressources pécuniaires sans fouler les peuples, il prit une mesure habile : il diminua les contributions de la province et tint fermement la main à leur recouvrement. Avec le premier argent qu'il se procura ainsi, il envoya des commissaires dans tout le pays pour lever des soldats et les diriger à la hâte sur les points qu'il désigna; mais une armée ne s'improvise point, et au bout de plusieurs mois il n'avait encore que des recrues sans armes, sans munitions, sans instruction et sans discipline. Il fit appel à tout ce qu'il avait d'amis parmi les gentilshommes de ces contrées. Il traita avec le vieux maréchal de La Force du côté de Bergerac, avec le marquis de Bourdeilles du côté de Périgueux, avec le prince de Tarente à Taillebourg, avec le comte Du Dognon à La Rochelle. La Force entra ouvertement dans le parti de M. le Prince, mais quelques mois après il mourut à Bergerac à l'âge de quatre-vingt-treize ans, et son fils aîné ne tarda pas à se mettre en communication avec Mazarin par l'intermédiaire de Turenne, son gendre. Bourdeilles promit beaucoup et ne fit presque rien. Le prince de Tarente, le fils et l'héritier du duc de La Trémoille, tint loyalement ses engagemens; mais, son régiment étant à Dunkerque, il ne voulut se déclarer qu'après avoir rassemblé un peu de monde avec l'argent que lui envoya Condé (1). Du Dognon était venu lui-même à Bordeaux offrir au prince ses vaisseaux et ses soldats, comptant bien que la victoire n'abandonnerait pas ce grand gagneur de batailles, et sous l'expresse condition du bâton de maré-

(1) Voyez les *Mémoires,* trop peu connus et appréciés, d'*Henri Charles de La Trémoille, prince de Tarente*, Liége, in-8°, 1767.

chal de France, que jusque-là il avait en vain sollicité. Il était venu des propositions encore plus pressantes de la part d'un autre personnage, le célèbre duc de Guise, qui, fait prisonnier à Naples par les Espagnols et enfermé au château de Ségovie, écrivit de sa prison à Condé pour le conjurer de l'en faire sortir, s'engageant de la façon la plus formelle, s'il lui devait sa liberté, de la consacrer à son service (1). Condé s'empressa donc de la demander au roi d'Espagne, et il l'obtint non sans peine. Le duc de Guise se rendit à Bordeaux en quittant Ségovie; mais, n'y trouvant déjà plus Condé, et voyant ses affaires en mauvais état, après avoir solennellement renouvelé toutes ses promesses (2), il s'en vint à Paris offrir sa chevaleresque épée à la reine et à Mazarin. Cependant il arriva peu à peu à Condé des divers points de la France des partisans moins illustres et plus fidèles : le comte de Matha et le marquis de Gerzé, gentilshommes d'une tête fort légère, mais d'une bravoure à toute épreuve; le cadet du marquis de Mortemart, le comte de Maure, honnête homme un peu bizarre, frondeur énergique et obstiné; le comte de Guitaut, homme d'esprit et de cœur, particulièrement attaché à M. le Prince, et qui le suivit jusque dans l'exil (3). Mais c'étaient là des officiers sans soldats, et si le comte d'Harcourt se fût hâté davantage, s'il se fût porté rapidement sur Condé, celui-ci se serait bientôt vu bloqué dans Bordeaux et incapable de résister.

Combien n'aurait-il pas désiré avoir sous sa main les vieux régimens de sa maison, formés par ses soins, et qui l'avaient suivi sur tous les champs de bataille! Il les avait laissés à Stenay sous le commandement du comte de Tavannes, et c'était une opération bien difficile à des troupes peu nombreuses de traverser la France tout entière et de se frayer un passage jusqu'au fond de la Guienne. Il pouvait s'en reposer à cet égard sur l'habileté éprouvée de Tavannes; mais il souhaitait ardemment aussi obtenir de l'Espagne qu'elle joignît à ce corps des renforts considérables tirés des Pays-Bas. Pour y réussir, il envoya sur les lieux le duc de Nemours, alors

(1) Lenet, p. 529, donne la lettre même du duc de Guise à Condé du château de Ségovie, le 11 de novembre 1651, avec une *instruction pour le sieur de Taillade, allant de ma part trouver M. le Prince*. Le style de ces deux pièces est un opprobre à la conduite que tint bientôt après le duc de Guise. Voyez ce que nous avons dit de ce personnage dans *la Jeunesse de Madame de Longueville*, ch. III, page 225, etc.

(2) *Déclaration de monseigneur le duc de Guise, faicte à Bordeaux, le 3e du mois courant, sur la jonction de ses intérêts avec ceux de messieurs les princes*. A Paris, jouxte la copie imprimée à Bordeaux, chez Guillaume de la Court, imprimeur du Roi et de monseigneur le Prince, 1652.

(3) Il ne faut pas confondre ce comte de Guitaut avec le comte du même nom de la maison de Comminges, capitaine des gardes de la reine Anne, et qui arrêta Condé au Louvre le 19 janvier 1650. L'ami de Condé appartenait à une autre branche de la même famille originaire d'un petit lieu des Pyrénées appelé Pechpeirou.

à Bordeaux, qui s'acquitta fort bien de cette commission, mais avec d'inévitables lenteurs. C'est à peine si en janvier 1652 Nemours et Tavannes avaient quitté la Flandre, et il leur fallut se réunir aux troupes du duc d'Orléans, conduites par le duc de Beaufort, pour faire tête ensemble à l'armée royale, qui, sous d'Hocquincourt et Turenne, s'avançait vers Paris. En vain Condé réclamait ses soldats, et s'efforçait de faire comprendre au duc d'Orléans, le chef reconnu du parti et avec lequel il venait de traiter (1), quelle faute c'était de tant diviser leurs forces, promettant, si on lui rendait Nemours et Tavannes, de battre d'Harcourt, et de secourir efficacement la capitale, en contraignant le gouvernement royal, résidant à Poitiers, de rappeler toutes les troupes dont il pouvait disposer, afin de couvrir Poitiers et de se défendre lui-même. Mais la jalousie du duc d'Orléans et l'inimitié de Retz n'entendaient pas ménager à Condé un pareil succès, en sorte qu'il se trouvait à Bordeaux avec de mauvaises recrues, dans l'impuissance de rien tenter de grand, tandis que son armée était loin de lui sur les bords de la Loire.

Heureusement il avait de bonne heure envoyé Lenet à Madrid pour y conclure avec l'Espagne un traité qui lui assurât des subsides et des soldats. Ce traité avait été signé le 6 novembre 1651, et même avant qu'on le pût ratifier officiellement, l'habile diplomate avait persuadé à don Luis de Haro, en vertu d'engagemens antérieurs négociés en Flandre par Silleri, de faire entrer dans la Gironde la flotte espagnole qui était toute prête à Saint-Sébastien. En même temps, Condé avait écrit à son ami le comte de Marsin, vice-roi de Catalogne, pour le prier de venir le joindre aussi promptement et avec autant de troupes qu'il pourrait, et Marsin n'avait point hésité. Pour juger équitablement sa conduite, il se faut souvenir qu'il n'était pas Français et qu'il devait tout à Condé. C'est M. le Prince qui en 1649 avait demandé et obtenu pour lui la vice-royauté de Catalogne; aussi, quand on l'arrêta lui-même au Louvre en janvier 1650, on n'avait pas manqué de mettre la main à Barcelone sur son dévoué lieutenant, et pendant toute la prison de l'un on avait tenu l'autre dans la forteresse de Perpignan. Dès que Condé avait été libre, il s'était empressé de délivrer Marsin et de le faire rétablir dans son gouvernement. Il était évident que le ressentiment de la cour allait de nouveau s'étendre sur Marsin, et qu'il avait à choisir entre une prison nouvelle et une prompte fuite. Il prit son parti sur-le-champ; mais, fidèle au devoir militaire jusque dans la défection, il fit venir le lieutenant-général Marguerit, qui commandait sous lui à Barcelone, l'avertit qu'il allait faire dans les en-

(1) Voyez la livraison du 1er mars, p. 192.

virons une reconnaissance de quelques jours, donna toutes les instructions nécessaires à la subsistance des troupes pendant son absence, et marqua soigneusement les divers points où les fortifications de la ville demandaient à être augmentées. Puis, la nuit venue, il partit à onze heures du soir avec plusieurs régimens bien choisis, mais qui pourtant ignoraient ses desseins et croyaient qu'ils allaient tenter une diversion sur les derrières de l'ennemi. Ils s'étonnèrent quand ils virent qu'on leur faisait prendre une route bien différente; cependant ils suivirent leur général, passèrent les Pyrénées avec des fatigues incroyables, et arrivèrent en Guienne, apportant à Condé le précieux renfort de mille fantassins et de trois cents cavaliers (1). D'autre part, le baron de Vateville, pressé par Lenet, entra dans la Gironde avec une flotte composée de huit vaisseaux de guerre (2). Enfin le fameux colonel allemand Balthazar, successivement formé à l'école de Gustave-Adolphe, du grand-duc Bernard et de Gassion, et qui déjà s'était distingué en Catalogne sous le comte d'Harcourt, sous Condé lui-même et sous le maréchal de Schomberg, trouvant que la cour ne le traitait pas assez bien, après avoir inutilement offert ses services à d'Harcourt, comme il nous l'apprend lui-même (3), les offrit à Condé, et au mois de novembre 1651 vint se mettre sous ses ordres. Balthazar était le type achevé de l'officier de fortune, connaissant parfaitement son métier, se battant bien, et même incapable de trahir, tant que dureraient ses engagemens. C'est avec ce peu de forces, et même avant qu'elles fussent rassemblées, que Condé commença la campagne.

Il l'ouvrit par les plus brillans succès. Il établit Vateville et ses Espagnols à Bourg, sur la Gironde, afin de servir de rempart avancé à Bordeaux et de contenir le duc de Saint-Simon, qui commandait pour le roi à Blaye. Il mit à Libourne une petite garnison, sous le commandement du comte de Maure. Ensuite, en moins de quinze jours, il se répandit comme un torrent dans toute la Guienne, dans le Périgord, l'Angoumois et la Saintonge. A sa droite, il se jeta sur Agen et y plaça son frère, le prince de Conti, prit Bergerac et Périgueux, et s'avança jusqu'aux portes d'Angoulême, que gardait le brave et fidèle Montausier. A sa gauche, il s'empara du cours de la Charente, envahit Saintes, Taillebourg, Tonnai-Charente, et conçut un dessein vraiment digne de lui. Il songea à passer dans le gouvernement du comte Du Dognon et à y transporter le théâtre de la guerre. Il eût été là dans une position admirable, appuyé sur La

(1) *Mémoires* de La Rochefoucauld et du colonel Balthazar.

(2) La Rochefoucauld, collection Petitot, t. LII, p. 103.

(3) *Histoire de la guerre de Guyenne*, Cologne, 1694, petit in-12. Nous nous servons de l'excellente édition qu'en vient de donner M. Moreau en 1858, in-12, p. 295.

Rochelle et Brouage, sur les îles de Ré et d'Oleron, et sur une flotte considérable ; il pouvait manœuvrer librement de tous côtés, menacer la cour à Poitiers et donner la main à Nemours et à Tavannes sur la Loire, tandis que Marsin tiendrait ferme à Bordeaux et lui garderait toutes les conquêtes déjà faites. Ce plan hardi et judicieux échoua par l'égoïsme et les honteuses fourberies de Du Dognon. Celui-ci voulait bien promettre et prêter même quelques secours à Condé afin d'en obtenir le maréchalat s'il était vainqueur, mais sans livrer ses places et se dessaisir du gage qui était sa force, et qui lui servait à négocier en même temps avec les deux partis. Il refusa donc de recevoir Condé dans son gouvernement, l'assurant bien qu'il saurait conserver ses deux forteresses à la fronde et les défendre contre l'armée royale. Cette fois il se trompa lui-même. Du Dognon était un excellent officier de mer, qui avait fort bien servi sous le jeune et illustre amiral Armand de Maillé-Brézé, beau-frère de Condé; mais il n'était pas général, encore moins ingénieur : il défendit mal La Rochelle, et il en fut bientôt chassé par le comte d'Harcourt et par un oncle de La Rochefoucauld, le marquis d'Estissac, secondés par les habitans eux-mêmes, las des exactions et des cruautés de leur gouverneur. Du Dognon se réfugia à Brouage, où il attendit les événemens, et au bout de quelque temps se remit à négocier avec la cour. Mazarin se garda bien de le rebuter; il lui promit et finit même par lui accorder le bâton de maréchal, à la condition qu'il remettrait Brouage et sa flotte entre les mains du duc de Vendôme.

Le comte d'Harcourt, encouragé par le succès qu'il venait de remporter à La Rochelle, enhardi par un puissant renfort de six mille hommes de pied et de quatre mille chevaux (1), et bien informé de l'extrême faiblesse des troupes de Condé, marcha enfin à sa rencontre et le força de reculer. La partie, en effet, n'était pas égale. D'Harcourt avait une armée de près de quinze mille soldats aguerris, commandés par des lieutenans-généraux et des maréchaux de camp qui avaient fait leurs preuves, Saint-Luc, Bellefonds, Plessis-Bellière, Bougi, le comte de Lillebonne, et le jeune chevalier de Créqui, encore à ses débuts, mais appelé à devenir un des premiers hommes de guerre de la fin du XVIIe siècle. Condé avait à peine quinze cents hommes de bonnes troupes, qu'il avait été contraint de disséminer sur divers points importans, et pour tenir la campagne il n'avait guère que des bandes de paysans à peine habillés et armés, excellens pour piller et ravager, mais qui n'osaient pas regarder en face les vieux soldats de l'armée royale. Jusque-là, sa véritable force avait été la terreur de son nom et sa prodigieuse activité. Partout

(1) La Rochefoucauld, p. 107, et *Mémoires* de Montglat, collection Petitot, t. L, p. 311.

où il s'était présenté, les garnisons intimidées s'étaient rendues presque sans coup férir, et nul petit commandant n'avait eu l'idée de résister à M. le Prince ; mais il n'en pouvait plus être ainsi lorsqu'un général tel que d'Harcourt parut en Guienne avec une armée aussi imposante par la qualité que par le nombre. Les succès devinrent bien autrement difficiles, et peu à peu ils furent mêlés de revers. Il était impossible à Condé de songer à aucune de ses manœuvres accoutumées avec les troupes qu'il avait entre les mains. A la guerre, on peut suppléer au nombre à force d'art et d'audace, mais il faut être sûr de ses soldats. Où Condé n'était pas, rien ne réussissait, et lui-même, en risquant tous les jours sa vie, ne parvenait guère qu'à diminuer les défaites, et plus d'une fois il lui fallut partager la fuite des siens. Au commencement de la campagne, il n'avait pu prendre Cognac, parce qu'il ne l'avait pas assiégée en personne, et s'en était reposé sur La Rochefoucauld et sur le prince de Tarente, qui, manquant de tout ce qui était nécessaire pour une opération pareille et ayant pris d'assez mauvaises dispositions, laissèrent d'Harcourt secourir la place, en sorte que Condé, accouru de Bordeaux en toute hâte, arriva pour assister à la levée du siége (1). De même, dans les premiers jours de mars 1652, il perdit Saintes, la clef de la Saintonge, pour avoir remis au prince de Tarente le soin de couvrir cette ville et de couper le chemin à d'Harcourt. Les troupes du prince de Tarente lâchèrent pied honteusement. Il était au moins permis d'espérer qu'une garnison de quatorze cents hommes, commandée par un maréchal de camp estimé, se piquerait d'honneur et tiendrait un certain temps : elle capitula au bout de quelques jours (2). Taillebourg suivit bientôt l'exemple de Saintes. L'affaire de Miradoux est l'image de toutes les autres, et montre comment les choses se passaient dans cette petite guerre.

Condé avait appris à Libourne, à la fin de février 1652, que le prince de Conti, sorti d'Agen pour s'emparer de quelques villes du voisinage, était vivement pressé par le marquis de Saint-Luc, un des lieutenans du comte d'Harcourt, qui commandait à Montauban, et s'était avancé à Lectoure et à Miradoux avec des troupes bien meilleures et plus nombreuses que celles du jeune prince. A cette nouvelle, Condé part de Libourne, n'emmenant avec lui que La Rochefoucauld, ses gendarmes et ses gardes, et avec sa rapidité ordinaire il vole au secours de son frère. Il le trouve à Estafort, rassemblant sa petite armée pour faire face à Saint-Luc. Il la lui prend, et, reconnaissant que Saint-Luc, qui ne l'attend pas,

(1) La Rochefoucauld, *ibid.*, p. 104 et 105, Tarente, p. 76.
(2) Tarente, p. 94, Balthazar, p. 310-311.

a placé son infanterie à Miradoux et logé toute sa cavalerie en avant de la ville avec un peu de négligence et dans des quartiers assez éloignés les uns des autres, il fond sur ces quartiers, les culbute, défait six régimens (1), dont une partie s'enfuit vers Lectoure et Montauban, et le reste se réfugie à Miradoux sous la protection de l'infanterie (2). Jusque-là, tout ce que pouvait faire un capitaine et un soldat, Condé l'avait fait : il avait réussi par la promptitude de la résolution, la célérité de la marche, l'audace et la vigueur de l'attaque ; mais pour emporter une ville telle que Miradoux, tout le génie et toute la valeur du monde ne pouvaient rien sans canons et sans une infanterie un peu solide. Miradoux en effet est une petite ville située sur le haut d'une montagne presque inaccessible, et où l'on ne peut arriver que par un chemin étroit et raide, coupé de haies et de fossés. Condé ne pouvait aller chercher Saint-Luc dans ce nid d'aigle, défendu par une infanterie d'élite. Tout lui manquant, il eut recours à la seule force qui lui restât, l'ascendant de son nom. Il donna la liberté à quelques prisonniers, qui, se sauvant à Miradoux, y répandirent la nouvelle que M. le Prince en personne en faisait le siége. A ce bruit, tout prit l'épouvante, et, la nuit venue, la garnison tenta de s'échapper et de se retirer à Lectoure. Il lui fallait passer par l'unique chemin dont nous avons parlé. Le vigilant Condé, qui l'épiait et l'attendait en silence, se jeta sur elle, la renversa, et l'aurait entièrement détruite, s'il n'avait eu affaire aux meilleurs régimens de l'armée française. C'étaient les deux vieux régimens de Champagne et de Lorraine, éprouvés dans cent combats, et pour lesquels Condé avait la plus haute estime. Que n'aurait-il pas fait pour acquérir une pareille infanterie! Vainement il s'efforça de lui persuader de se rendre, dans l'espoir peu dissimulé de l'engager ensuite à passer de son côté: Champagne et Lorraine voulaient bien se retirer sur Lectoure avec leurs armes et tous les honneurs de la guerre; mais la seule idée d'une capitulation équivoque révolta ces braves gens. On dit que Lamothe-Védel, lieutenant-colonel de Champagne, sommé de se rendre, ne fit que cette réponse : « Je suis du régiment de Champagne. » Condé voulut au moins les obliger à ne pas servir de six mois (3), car sans cela tous

(1) La Rochefoucauld, p. 119.

(2) Il y a ici dans les deux récits de La Rochefoucauld et de Balthazar des différences de détail sans importance; mais La Rochefoucauld était à l'affaire, tandis que Balthazar était sur un autre point du théâtre de la guerre.

(3) Tel est le dire de La Rochefoucauld, qui doit être cru, puisqu'il sut parfaitement tout ce qui se passa à Miradoux, où il ne quitta pas un moment Condé. Le prince de Tarente, qui n'était pas là, prétend (p. 95) que les deux régimens offraient de ne servir de deux ans contre le parti des princes, pourvu qu'ils ne fussent pas prisonniers de

ses avantages se réduisaient à la prise d'une bicoque qu'il ne pouvait pas même garder. Cette proposition n'ayant pas été acceptée, il se résolut à assiéger l'intrépide garnison. Il fit venir d'Agen quelques canons dont il se servit habilement; mais bientôt les boulets manquèrent, et on était forcé de donner de l'argent à des soldats pour aller en ramasser dans les fossés. Champagne et Lorraine se défendirent avec leur valeur accoutumée. Cependant la brèche était ouverte, et Condé aurait fini par faire prisonnière cette précieuse infanterie, si d'Harcourt ne se fût empressé d'accourir au secours de Miradoux avec quatre mille chevaux. Le prince avait envoyé au-devant de lui Marsin et Balthazar pour lui disputer le passage de la Garonne; ils ne purent l'arrêter, et à son approche Condé, reconnaissant qu'avec des troupes telles que les siennes il ne pouvait tenir tête à la fois aux vigoureuses sorties des assiégés et à l'excellente cavalerie de d'Harcourt, fut bien forcé de lâcher sa proie pour se retirer sur Estafort, et de là sur Agen.

C'est ainsi que Condé, avec des prodiges d'habileté et d'audace, et en payant toujours de sa personne, parvenait bien à électriser un moment ses soldats et à remporter quelque brillant avantage, mais sans être en état de mener à bien aucune entreprise considérable. De son côté, d'Harcourt, sans se montrer indigne de sa renommée, ne fit pas tout ce qu'il aurait pu faire, et il semble que lui-même ait un peu cédé à l'empire qu'exerçait sur tous les esprits la gloire de son incomparable adversaire. Plus d'une fois, en le poussant avec vigueur, il l'aurait pris ou détruit; mais, redoutant toujours quelque manœuvre inattendue et sachant quelles inépuisables ressources M. le Prince trouvait dans son génie, il n'agit qu'avec une circonspection et une prudence souvent excessives. Par exemple, lorsqu'après avoir chassé Du Dognon de La Rochelle, il s'avança dans la Charente avec une très forte armée, il aurait pu aisément balayer devant lui Condé et le rejeter dans Bordeaux. Et encore, à la levée du siége de Miradoux, dans la retraite de Condé sur Agen, au lieu de s'amuser devant une petite ville telle que Le Pergan, il fallait suivre l'ennemi l'épée dans les reins, ne lui pas donner une heure de relâche, et l'écraser au passage de la Garonne (1).

C'est parmi ces succès, chèrement disputés et fort mêlés, comme on le voit, que Condé reçut à Agen des lettres de Paris qui lui apprenaient la situation de l'armée de la Loire et celle de la capitale.

guerre. Balthazar, qui était ailleurs comme Tarente, dit (p. 315) que Condé s'opiniâtra au siége de Miradoux, « ne le voulant pas prendre à composition. »

(1) La Rochefoucauld relève judicieusement ces fautes de d'Harcourt et plusieurs autres, et il est ici probablement l'écho de ce qu'il a entendu dire à Condé. — La Rochefoucauld, *ibid.*, p. 107-108, etc.

Déjà, quelque temps auparavant, étant encore à Libourne, les mêmes nouvelles lui étaient parvenues, et dès lors il avait eu la pensée de se rendre lui-même sur les bords de la Loire et à Paris, dans la triste conviction qu'en Guienne avec de pareilles troupes rien de grand n'était possible, tandis qu'en allant prendre le commandement de l'armée du duc de Nemours et du duc de Beaufort, composée de véritables soldats, il espérait frapper des coups décisifs qui retentiraient jusque dans la Guienne, et feraient plus pour sa cause que de petits combats, où il compromettait chaque jour sa vie et sa gloire. Mais, avant de s'embarquer dans un voyage aussi hasardeux, il consulta les amis qui l'entouraient. La Rochefoucauld et Marsin se bornèrent à discuter avec lui le pour et le contre sans conclure dans un sens ni dans un autre (1). Lenet et Fiesque lui-même, qui était alors en Guienne, ne se prononcèrent pas davantage. Il n'en fut pas ainsi de Mme de Longueville. Par une sorte d'intelligence naturelle avec tous les instincts héroïques de son frère, elle n'hésita point à lui conseiller la résolution à laquelle il inclinait, et avec le président Viole « elle en déduisit les raisons (2). » La Rochefoucauld garde un incroyable silence sur ce détail intéressant, qu'il ne pouvait pas ignorer; mais le témoignage de Lenet, si bien informé, ne laisse place à aucun doute, et met en lumière la parfaite conséquence et la haute fermeté d'âme et d'esprit de Mme de Longueville. Depuis le jour fatal où elle avait tant contribué à jeter Condé dans la guerre civile, elle n'eut plus qu'un avis, ne poser les armes qu'après la victoire. Ne nous étonnons donc pas qu'ici, lorsqu'aucun des amis et des lieutenans de M. le Prince n'osait avoir une opinion, elle prît encore sur elle la responsabilité d'un conseil périlleux sans doute, mais qui seul pouvait le sauver, lui et la cause qu'il avait embrassée.

En quittant la Guienne, Condé redoubla de soins et de précautions pour la mettre en état de se défendre pendant son absence. Il investit le prince de Conti du commandement suprême, en plaçant à côté de lui un conseil capable de le diriger. Il écrivit en Espagne pour presser l'exécution du traité du 6 novembre 1651 et réclamer de nouveaux subsides et une nouvelle flotte; puis, sans avoir pu embrasser ni sa femme enceinte de plusieurs mois, ni son fils, ni sa sœur, qui étaient loin de lui à Bordeaux, il partit d'Agen le jour des Rameaux, comme nous l'avons dit, pour aller chercher les aventures, les brillans succès et les irréparables désastres que nous avons racontés.

(1) La Rochefoucauld, *ibid.*, p. 129.
(2) Lenet, p. 540.

II.

Le prince de Conti avait le titre de lieutenant-général de son frère en Guienne; il était revêtu de tous les pouvoirs d'un gouverneur de province, et il devait les exercer à l'aide d'un conseil, composé de la princesse de Condé, de Mme de Longueville, de Lenet, de Marsin et du président Viole.

Le prince de Conti avait alors vingt-trois ans (1). Il ne manquait ni d'esprit ni de cœur. Il avait assez bien réussi dans son commandement d'Agen et montré du courage à Miradoux; mais il ne possédait ni les habitudes laborieuses, ni la suite, ni la fermeté d'un administrateur et d'un général : il avait besoin d'être conduit, et cela même ne se pouvait sans bien des délicatesses et des ménagemens, son principal défaut étant une vanité ombrageuse qui s'accommodait assez mal du second rang, quoiqu'il fût incapable du premier. Beaucoup plus jeune que Condé et Mme de Longueville, né faible, même assez chétif, d'une taille défectueuse, quoique d'une assez noble figure, et par ces motifs destiné à la carrière ecclésiastique, Armand de Bourbon s'était de bonne heure attaché à sa sœur en retour des tendres soins qu'elle avait pris de sa maladive enfance. Un peu plus tard, lorsqu'il sortit du collége des jésuites de Paris, où il avait fait de brillantes études, jeune abbé vivant dans le monde et attendant le chapeau de cardinal, il avait revu avec admiration, dans tout l'éclat de son esprit et de sa beauté, cette sœur, devenue la reine des salons et de la mode, et tandis que la gloire de Condé lui pesait un peu, la douceur et les grâces de Mme de Longueville le captivèrent au point que, dans ce cœur pur et innocent encore, la plus légitime tendresse avait pris à son insu le caractère d'un autre sentiment. Mme de Longueville, qui commençait alors à se lier avec La Rochefoucauld et songeait déjà à la fronde, n'était pas fâchée de cette affection passionnée qui lui permettait de disposer d'un prince du sang. Elle l'avait engagé à sa suite dans les affaires de Paris en 1648 et 1649, et pendant quelques années elle l'avait gouverné presque absolument. Peu à peu ce dévouement chevaleresque s'était refroidi. Conti avait trouvé fort à son gré Mlle de Chevreuse, qu'on lui avait destinée au commencement de 1651, et se voyant à Bordeaux libre et tout-puissant pour la première fois de sa vie, l'amour-propre, les premiers déréglemens de la jeunesse, les flatteurs qui s'empressent toujours autour d'un jeune prince pour favoriser à leur profit ses mauvais penchans, tout

(1) Sur le prince de Conti, voyez *la Jeunesse de Madame de Longueville*, ch. IV.

le portait à secouer enfin la tutelle de Mme de Longueville. Il ne supportait guère moins impatiemment celle de Lenet et de Marsin, qui, entretenant une correspondance assidue avec leur maître absent, n'obéissaient qu'à ses instructions, sans compter assez avec son représentant officiel, et celui-ci revendiquait souvent avec une humeur peu dissimulée l'autorité qui lui appartenait. Il en résultait des embarras et des tiraillemens fâcheux dans la direction des affaires.

Après le prince de Conti, Mme de Longueville était la personne qui semblait la plus faite pour exercer une influence décisive par les lumières de son esprit, la hardiesse de son caractère et la haute confiance qu'elle inspirait à tout le parti. En 1650, elle s'était couverte de gloire à Stenay, et avait fixé sur elle les regards de la France et de l'Europe. Elle ne pouvait jouer le même rôle à Bordeaux. Chargée à Stenay de l'autorité suprême, elle avait été comme obligée de montrer son intelligence et son énergie; ici elle n'était qu'une conseillère médiocrement écoutée. Et puis en 1650 l'état de son âme était bien différent. Avec un attachement sincère aux intérêts de son parti et de sa maison, un autre sentiment plus intime l'animait et la soutenait : elle aimait et elle était aimée. Un dévouement réciproque honorait en quelque sorte cette passion, qui avait déjà traversé trois longues années et trouvait son aliment et sa force dans de communs sacrifices. En effet, si Mme de Longueville avait bravé en Normandie tous les genres de péril et la mort même pour aller à travers l'Océan gagner les Pays-Bas et relever à Stenay le drapeau de la fronde, La Rochefoucauld, nous le reconnaissons volontiers, n'avait pas cessé d'avoir les armes à la main; il avait vu tous ses biens de Saintonge et d'Angoumois ravagés, et sa belle maison de Verteuil à peu près ruinée. C'était alors le plus beau temps de leur vie : ils souffraient, ils combattaient l'un pour l'autre; ils avaient la même cause, la même foi, les mêmes espérances. Jamais leurs cœurs ne furent plus unis que pendant cette cruelle année où, séparés par la guerre, ils pouvaient à peine des deux extrémités de la France s'adresser, à travers mille hasards, quelques billets insignifians en apparence, mais où respirent une tendresse et une confiance à toute épreuve (1). Aujourd'hui tout était changé. La Rochefoucauld s'était lassé de la fronde, où lui-même il l'avait jetée en 1648. Dans l'année 1651, à ce qu'il dit et à ce qu'il semble bien, il avait été d'avis de s'accommoder avec la cour et de faire une paix qui paraissait assez peu honorable à Mme de Longueville, et qui de plus les eût infailliblement

(1) Nous avons eu la bonne fortune de retrouver deux lettres de Mme de Longueville à La Rochefoucauld, datées de Stenay, et on les verra dans un des chapitres de l'ouvrage que nous préparons : *Madame de Longueville pendant la Fronde.*

séparés, puisque M. de Longueville, irrité de tout ce qu'enfin il avait appris, rappelait sa femme avec menace en Normandie. C'est elle alors qui avait dû entraîner La Rochefoucauld; il l'avait suivie par un reste de dévouement, mais sans conviction et avec une tiédeur qui avait blessé la sœur de Condé. Elle avait senti qu'elle n'était plus aimée à l'égal du modèle héroïque et tendre qu'elle avait rêvé, et qu'une lutte trop longue avec la fortune pesait à cette âme sans constance et sans force. De là aussi pour elle un moment d'erreur. L'amour affaibli et découragé l'avait livrée à sa coquetterie naturelle, et la coquetterie, animée par la politique, lui avait fait braver l'apparence d'une faute envers La Rochefoucauld et envers elle-même. Sans le moindre entraînement des sens ni du cœur, pour enlever le duc de Nemours à Mme de Châtillon et au parti de la paix, et l'engager dans celui de la guerre et de Condé, elle s'était un peu compromise, bien qu'aucun témoignage désintéressé et digne de foi ne permette d'affirmer qu'elle ait été au-delà d'une imprudence passagère (1). Une explication loyale et affectueuse eût suffi à dissiper ce nuage, tel qu'il s'en élève parfois dans les unions les plus assurées : La Rochefoucauld en fit sortir une tempête qui, grâce à lui, a retenti jusque dans la postérité. Entraîné par un ressentiment implacable, il saisit ce prétexte avec un empressement à faire croire qu'il l'avait souhaité; au lieu de dénouer, il rompt avec éclat, et, comme nous l'avons vu (2), il s'en va former à Paris une ligue honteuse avec Mme de Châtillon et son prétendu rival, le duc de Nemours, afin de ravir à la pauvre femme sa dernière consolation, l'estime et l'affection de Condé. Demeurée en Guienne, sans aucune grande et forte occupation, l'âme vide, mécontente des autres et d'elle-même, Mme de Longueville n'était plus la brillante guerrière de Stenay, mais elle se soutenait toujours par la dignité et la fierté, qui ne pouvaient pas l'abandonner : elle se proposait de rester jusqu'au bout fidèle à ce frère auprès duquel on la calomniait; elle était décidée à tenir à Bordeaux aussi longtemps qu'il serait possible, sans reculer devant aucun des moyens que prescrirait la nécessité.

Mme de Longueville était appuyée dans le conseil par le président Viole, qui représentait en quelque sorte à Bordeaux ce qu'il y avait de plus vif et de plus avancé dans le parlement de Paris. Ardent et

(1) Bussi est le seul contemporain qui s'explique à cet égard avec la clarté cynique de l'*Histoire amoureuse des Gaules;* mais qui peut prendre cette satire à la lettre? Elle ne prouve qu'une chose, la triste publicité qu'avait reçue l'imprudence de Mme de Longueville des *Mémoires de La Rochefoucauld.* Avant ces *Mémoires,* pas un mot nulle part sur ce point obscur; depuis, Bussi s'est complu à répéter La Rochefoucauld, et Mme de Longueville est ainsi tombée dans la chronique scandaleuse.

(2) Voyez la *Revue* du 1er mars dernier, p. 199.

ambitieux, Pierre Viole (1) s'était de bonne heure, avec son collègue le président Broussel, déclaré pour la fronde, et il appartenait alors tout entier à Mme de Longueville, parce qu'il la savait elle-même dévouée aux intérêts du parti. Lenet, qui avait toujours été pour un accommodement, et qui repoussait en conséquence toutes les mesures un peu énergiques, fort souvent contrarié par le hardi président, le fit rappeler par Condé, sous le prétexte qu'il lui serait plus utile à Paris par son crédit sur le parlement et par son influence sur les frondeurs. Viole en effet, ainsi que l'abbé son frère, inspiré de loin comme de près par Mme de Longueville, suivit Condé avec un entier dévouement et jusqu'à partager son exil.

On connaît Pierre Lenet. Ses mémoires disent assez que c'était un homme d'esprit et de mérite, menant de front avec une égale aisance les affaires et les plaisirs, la politique et la galanterie. Il s'était, à ce qu'il paraît, fatigué assez vite des désordres sanglans de la fronde, et il était entré volontiers dans la conspiration que La Rochefoucauld avait formée avec Mme de Châtillon, dans le dessein d'arracher Condé au parti de la guerre et de l'engager à traiter avec Mazarin. Pour cela, il fallait détruire par tous les moyens l'influence de Mme de Longueville sur son frère, et l'on sait si les conspirateurs s'y épargnèrent. Lenet était trop fin et trop prudent pour se joindre ouvertement à eux; mais sous main il les favorisait, les informait de tout ce qui se passait à Bordeaux, et sans oser attaquer directement Mme de Longueville, il semait contre elle avec art dans l'esprit de son maître les ombrages et les défiances. Il faut bien qu'il ait habilement servi les intérêts et les passions de La Rochefoucauld et de Mme de Châtillon, puisque celle-ci prend soin de le bien assurer qu'il n'a point affaire à une ingrate, et que si le plan commun réussit, il y trouvera son compte (2). Engagé dans toutes ces intrigues, Lenet était loin de seconder dans le conseil Mme de Longueville; ils agissaient presque toujours en sens contraire et furent

(1) Sur le président Viole, voyez Retz, t. Ier, p. 145 de l'édition d'Amsterdam, 1735.

(2) Les papiers de Lenet sont conservés à la Bibliothèque impériale, et forment une longue suite de volumes précieux : c'est le fonds le plus riche à consulter pour l'histoire de la fronde et pour celle de Condé.—T. XXXV, p. 165, Mme de Châtillon écrit de Paris à Lenet, le 13 août 1652, après que toutes les négociations avaient échoué : « Tous les malheurs auroient été levés par un bon accord, de manière que tout le monde auroit été content, et que vous y auriez trouvé votre avantage, car je vous assure que je ne me suis mêlée de rien où l'on n'ait pas songé à vous. » — Vers le même temps : « Je ne vous dirai point de nouvelles des affaires en général, mais seulement de ce qui vous regarde, à quoi je prends la même part comme si c'étoit pour moi-même. J'ai eu bien de la peine à obtenir ce que je désirois; mais enfin on me l'a accordé. Si nous sommes assez heureux pour faire la paix, vous aurez satisfaction; mais je ne vous puis encore rien dire de certain, la chose se doit bientôt conclure ou rompre. »

même quelque temps brouillés, jusqu'à ce que le mauvais succès des négociations entreprises par Mme de Châtillon eut ruiné le parti de la paix, et que le danger commun réunit tous les amis de Condé dans une seule et même pensée.

Si Lenet était le ministre de M. le Prince pour les affaires civiles, financières et diplomatiques, Marsin était chargé de toute la partie militaire, et il s'acquitta fort bien de cet emploi. Comme nous l'avons dit, Marsin était étranger; il était né à Liége, dans le pays de ces vieilles bandes wallonnes qui avaient tant contribué à la renommée et au succès des armées de l'Espagne. Il avait suivi Condé dans presque toutes ses campagnes; il lui devait ses grades, sa réputation, sa fortune. C'était sous ses auspices qu'à l'hôtel de Rambouillet il avait épousé Marie de Balzac, une des deux filles de la comtesse de Clermont d'Entragues (1). Et quand tout récemment il avait quitté Barcelone pour venir, avec des régimens qu'il enlevait au roi, grossir et fortifier l'insurrection de Guienne, il avait bien compris qu'après un tel acte il n'avait plus d'autre ressource, d'autre espoir, d'autre asile que le triomphe de son général. Il savait aussi que, dans toutes ses négociations avec la cour, Condé avait demandé pour lui le bâton de maréchal de France, et que si cette proposition avait été constamment repoussée, elle avait été inflexiblement maintenue. Il était donc tout dévoué à Condé, et ne connaissait que ses ordres, qu'il exécutait aveuglément avec l'énergie et la rudesse de son métier, sans témoigner beaucoup d'égards au prince de Conti, avec lequel il gardait son ton et ses habitudes soldatesques, tandis qu'il honorait Mme de Longueville, parce qu'il la voyait sincèrement attachée à la cause commune.

Au premier rang du conseil et environnée d'universels hommages était Mme la princesse de Condé, qui s'était si noblement conduite dans la première guerre de Guienne en 1650. Cette fois, fatiguée par une grossesse pénible, toujours souffrante et éclipsée par sa belle-sœur, elle s'effaçait volontiers, et se bornait, avec sa douceur accoutumée, à recommander autour d'elle la modération et l'union, surtout l'absolue obéissance aux instructions de son mari, dont elle-même ne cessa de donner le plus parfait et le plus touchant exemple.

Voilà quel était le gouvernement laissé en Guienne. Il pouvait suffire à la seule tâche qui lui avait été confiée : attendre quelque temps les succès de Condé; mais il était hors d'état d'y suppléer et de sauver la fronde à Bordeaux, si elle était vaincue à Paris. Il manquait ici la première, l'impérieuse condition de tout pouvoir so-

(1) Voyez *la Société française au dix-septième siècle*, ch. VII, p. 352 et 361.

lide et durable, un chef, s'appuyant sans doute sur des conseillers et des ministres habiles, mais ne craignant pas la responsabilité, capable de la porter, et d'exercer à ses risques et périls l'autorité suprême. Le vain et irrésolu Conti n'était point ce chef; il n'était de force ni à conduire ni à être conduit, et bientôt nous le verrons échapper à la main douce et ferme qui jusqu'alors l'avait dirigé.

III.

Rendons justice à Marsin : après le départ de Condé, il déploya tour à tour les talens d'un ministre de la guerre et d'un général, dirigeant de Bordeaux l'ensemble des opérations dans toute l'étendue de la province, et de temps en temps allant prendre lui-même le commandement des troupes, et se montrant un digne élève de son glorieux maître par son activité et sa vigueur. Les romanesques détails du voyage audacieux de Condé et le bruit de la foudroyante défaite du maréchal d'Hocquincourt, accrus et grossis par des récits fabuleux, ranimèrent un moment toutes les espérances du parti des princes. De son côté, le comte d'Harcourt s'empara d'Agen et y établit le centre d'un gouvernement qui prit chaque jour plus de force. Tous les mécontens y trouvaient un asile assuré, et les membres du parlement de Bordeaux que persécuta la fronde y formèrent bientôt une sorte de parlement qui se proclama le vrai et légitime parlement de Guienne, à peu près comme le parlement de Pontoise avait fait échec à celui de Paris. Mais ce grand avantage avait été bien compensé par une sérieuse défaite que Montausier, gouverneur de l'Angoumois, essuya à Montançais, près de la petite rivière de l'Isle. Montausier avait espéré surprendre Balthazar, et il était venu fondre sur lui à la tête d'un corps assez considérable. Vainement d'Harcourt lui avait-il écrit de prendre bien garde de ne commettre aucune imprudence devant un homme de guerre expérimenté : il se précipita avec sa fougue accoutumée, croyant écraser aisément un ennemi plus faible en nombre, il est vrai, mais qui était sur ses gardes, et qui le reçut avec une telle vigueur que l'épouvante se mit parmi les assaillans. Montausier, après avoir montré une grande valeur, assez grièvement blessé, dut quitter le champ de bataille; on le transporta à grand'peine dans la ville d'Angoulème; le bruit de sa mort se répandit, et cette petite victoire livra tout le Périgord au colonel Balthazar (1). Pendant que cette affaire

(1) Balthazar, qui, en véritable officier de fortune, vante ses exploits pour les mettre à plus haut prix, et se plaît à rabaisser ceux des autres, particulièrement ceux de son général Marsin, dont il est jaloux, donne un récit très détaillé du combat de Montançais; *Mémoires*, p. 333-338. Voyez aussi *la Défaite des troupes du comte d'Harcourt*, *que*

avait lieu le 17 juin 1652, d'Harcourt faisait depuis quelque temps le siége de Villeneuve-d'Agen, défendue par le marquis de Théobon (1), qui lui opposait une résistance opiniâtre. Marsin, comprenant qu'après avoir perdu Agen, il fallait à tout prix sauver Villeneuve, courut lui-même à son secours, et fit passer le Lot à un petit corps de cavalerie qui se jeta heureusement dans la place; mais déjà le comte d'Harcourt avait quitté son camp et pris une résolution extraordinaire. Après avoir si bien servi pendant tant d'années, et être entré si avant dans les intérêts de Mazarin qu'il avait consenti, comme nous l'avons rappelé, à escorter lui-même Condé prisonnier de Marcoussis au Havre, d'Harcourt n'avait reçu depuis longtemps ni nouvel avancement, ni faveur un peu considérable. Grand-écuyer de France depuis 1643, ses biens ne répondaient point à son rang. Le maréchalat n'ayant point paru une suffisante distinction pour un prince de la maison de Lorraine, il avait demandé sans l'obtenir le titre de maréchal-général, qui ne fut accordé bien plus tard qu'au seul Turenne. Sa conduite et ses succès en Guienne lui donnaient aussi l'espoir légitime qu'il en serait nommé gouverneur à la place de son illustre adversaire. Mazarin avait d'autres vues : il prétendit qu'il était de la dignité royale de rétablir l'ancien gouverneur, le duc d'Épernon, que Bordeaux avait chassé, et qui, ayant reçu en échange le gouvernement de Bourgogne, y servait utilement. Sous cet air de grande politique se cachait dans le cœur de Mazarin le secret désir de s'allier aux d'Épernon, comme il avait fait avec les Vendôme, en faisant épouser une de ses nièces à l'unique héritier de la puissante et opulente maison. D'Harcourt s'indigna de l'ingratitude du cardinal : voyant que toutes les grâces étaient pour les nouveaux amis, pour ceux qui avaient su se faire craindre, il crut qu'à son tour il fallait forcer Mazarin à compter avec lui. On lui avait refusé, à la mort du comte d'Erlac, le gouvernement de Brisach, qui, en se joignant à celui de Philipsbourg, qu'il avait déjà, lui aurait formé un grand établissement en Alsace : il lui passa par l'esprit de se faire justice à lui-même, et de saisir une occasion que lui envoya la fortune. Mazarin avait donné Brisach à Tilladet, beau-frère de Le Tellier. Tilladet trouva dans la place un officier, nommé Charlevoix, qui commandait à titre provisoire depuis la mort de d'Erlac, et y avait la plus grande autorité. Charlevoix, mécontent de n'être pas maintenu dans son commandement, se révolta contre le nouveau gouverneur et le chassa de la ville; puis, fait prisonnier et conduit à

MM. de Montausier et Folleville commandoient, par celles de M. le Prince sous la conduite du sieur Balthazar, avec les noms des morts, blessés, prisonniers, in-4°, huit pages.

(1) C'était un gentilhomme protestant qui avait été en 1650 un des généraux de l'armée bordelaise. Il rentra plus tard au service du roi, et fut tué en 1672 au passage du Rhin.

Philipsbourg, il y rencontra des officiers de d'Harcourt, et par eux il lui proposa de le rendre maître de Brisach, à l'aide de la garnison, dont il répondait. D'Harcourt reçut cette proposition pendant le siége de Villeneuve-d'Agen, et se résolut de l'accepter. Séduit par l'exemple de Condé, il partit le 10 juillet 1652 avec six personnes, comme avait fait M. le Prince, traversa déguisé toute la France, gagna la Franche-Comté, passa dans l'Alsace et arriva sans mésaventure à Brisach, où la garnison, travaillée par Charlevoix, le reçut et se soumit à lui (1). On comprend dans quel désordre tomba l'armée royale de Guienne en perdant subitement un pareil chef. Il y eut alors une excellente armée sans général, comme auparavant il y avait eu un grand général sans armée. Le siége de Villeneuve-d'Agen fut levé le 2 août, et Marsin, se livrant aux plus grandes espérances, entreprit de s'emparer de Blaye, afin d'être ainsi le maître de tout le cours de la Gironde et de pouvoir donner la main au comte Du Dognon, retiré à Brouage, et qui n'avait pas encore trahi; mais le baron de Vateville, qui commandait à Bourg avec ses Espagnols, ne voulut fournir ce qui était nécessaire au siége de Blaye que sous la condition que cette place serait remise entre ses mains, tandis que Marsin n'entendait pas céder à l'Espagne une place de cette importance (2). Ordinaire déception de l'alliance espagnole! Les affaires de la fronde allaient-elles mal et la royauté menaçait-elle de l'emporter, l'Espagne prodiguait les promesses et envoyait quelque secours. La fronde était-elle victorieuse ou près de l'être, l'Espagne se refroidissait, et par ses lenteurs mettait obstacle à tout grand succès, en faisant toujours assez pour nourrir la guerre civile, jamais assez pour y mettre un terme. Vateville ne sortit pas de Bourg, Blaye resta au duc de Saint-Simon, et Marsin, réduit à ses propres forces, dut se borner à prendre çà et là quelques petites villes. Il tenait encore la campagne au commencement de l'hiver, quand déjà la cause de la fronde était perdue à Paris et que Condé s'acheminait vers la Flandre.

Mazarin envoya en Guienne, pour y remplacer le comte d'Harcourt, le fils même de celui qu'il songeait à y rétablir comme gouverneur, le duc de Candale, voulant ainsi l'associer de plus en plus à tous ses intérêts. Le jeune duc faisait alors une assez grande figure. Sa naissance, sa fortune, sa bonne grâce (on l'avait surnommé le beau Candale), sa politesse accomplie, en avaient fait l'idole des dames et un personnage dans le genre du duc de Nemours. C'était un ami et presque un disciple de Saint-Évremond (3).

(1) *Mémoires* de Montglat, p. 395.

(2) Balthazar, p. 342.

(3) *Œuvres de Saint-Évremond*, édition d'Amsterdam, 1739, t. III, p. 1 : *Conversation avec le duc de Candale*.

Sans être un général, il avait fait preuve du plus brillant courage, et sa douceur et ses manières engageantes le rendaient fort propre à la mission dont il était chargé, et qui était politique encore plus que militaire. Le duc de Candale devait sans doute chasser devant lui Marsin et le resserrer dans Bordeaux; mais il devait aussi, il devait surtout faire la guerre à la mode de Mazarin, c'est-à-dire s'appliquer à adoucir les ressentimens de la Guienne, que les hauteurs et les rigueurs du duc d'Epernon avaient poussée à la révolte, caresser tous les intérêts, flatter toutes les espérances, prodiguer toutes les promesses, animer le zèle des amis du roi, fomenter et attiser les divisions intestines qui depuis longtemps travaillaient le parti des princes. Le duc de Candale répondit parfaitement à l'attente de Mazarin. Il avait sous lui une nombreuse armée devant laquelle celle de Marsin fut bientôt forcée de reculer. Presque en même temps le grand-amiral César de Vendôme vint dans la Gironde avec la flotte royale intercepter tous les secours que Bordeaux pouvait espérer par cette voie. Plus tard, le comte d'Estrades, homme de guerre autant que diplomate, après avoir vaillamment défendu Dunkerque et en être sorti avec tous les honneurs de la guerre, fut envoyé à Agen, sa patrie, pour y prendre le commandement de tout le pays et donner la main au duc de Candale. Ainsi secondé et par terre et par mer, le duc fit aisément des progrès rapides, et dès les commencemens de l'année 1653, la domination de la fronde en Guienne se réduisait presque à Bordeaux et aux villes les plus voisines, Bourg, Saint-André, Libourne. Au loin, quelques villes isolées, Bergerac, Périgueux, Marmande, tenaient à peine, et pendant ce temps la discorde régnait dans Bordeaux : elle allait partout croissante, dans les conseils du pouvoir, dans le parlement, dans l'hôtel de ville, dans la bourgeoisie, et jusque dans le peuple.

IV.

La Rochefoucauld, poursuivant le cours de ses tristes calomnies, prétend que c'est Mme de Longueville qui, pour relever son importance personnelle et se ménager une force propre sur laquelle elle se pût appuyer dans toutes ses démarches, soit avec Condé, soit avec la cour (1), donna la main à cette terrible faction de l'Ormée qui, en effrayant à Bordeaux les honnêtes gens, les ramena peu à peu à Mazarin. L'étude sincère des faits réfute aisément cette accusation, et fait voir que si Mme de Longueville a plus ou moins favorisé l'Ormée, ce qui n'est nullement prouvé, ce n'a pas été par les honteux motifs que lui prête La Rochefoucauld, mais dans l'intérêt

(1) La Rochefoucauld, *ibid.*, p. 130, et surtout p. 132.

bien ou mal entendu de Condé, à sa recommandation et même par son ordre.

Lorsque Condé arriva en Guienne avec sa famille à la fin de septembre 1651, toutes les classes de la société s'engagèrent dans sa querelle avec une ardeur égale; cependant, comme il était inévitable, les uns voulaient s'arrêter en de certaines limites, les autres étaient disposés à les franchir toutes. De là la petite et la grande fronde. La petite fronde voulait bien soutenir les droits d'un prince du sang, couvert de gloire, contre l'injustice d'un favori étranger, comme on disait alors, mais en cela même elle croyait servir le roi. A mesure que les choses marchèrent, sa loyauté conçut des scrupules; elle vit avec peine une flotte espagnole entrer dans la Gironde et des régimens espagnols prendre possession de Bourg. Bientôt cette modération devint suspecte aux esprits ardens de la grande fronde. La petite comprenait ce qu'il y avait de mieux dans le parlement, l'hôtel de ville et la bourgeoisie, par la naissance, les lumières, la fortune; la grande avait pour elle le nombre et la force. Dans le sein même de la grande fronde, les plus violens tout naturellement se séparèrent des autres, et composèrent une faction à part, sortie du bas peuple, ou du moins de la très petite bourgeoisie, quoiqu'elle eût aussi des adhérens dans les rangs les plus élevés. Ne tenant à aucun corps constitué, elle s'assemblait en plein air, à l'une des extrémités de la ville telle qu'elle était alors (1), sur une espèce de plate-forme située entre le fort du Hâ et la porte de Sainte-Eulalie, et appelée l'Ormée (2) à cause des ormes nombreux dont elle était plantée. La faction en prit le nom de l'Ormée, et ses membres celui d'ormistes. Ces divisions naissaient en quelque sorte d'elles-mêmes, et elles étaient déjà formées lorsque Condé était encore à Bordeaux. Tant qu'il demeura en Guienne, sa gloire et son énergie dominèrent et continrent toutes les cabales; mais après son départ, sous le faible gouvernement que nous avons fait connaître, elles éclatèrent, et l'Ormée grandit. Il est vraisemblable que Mme de Longueville, résolue à ne poser les armes qu'après la victoire et à résister jusqu'à la dernière extrémité, sentit le besoin de ne pas mettre contre soi des hommes énergiques, qui pouvaient un jour devenir nécessaires. Condé ne tarda pas à penser comme elle. De

(1) Voyez quelque ancienne carte de Bordeaux, par exemple celle de Duval, chez Berey, qui est précisément de l'année 1653; mais c'est un simple trait. La petite carte de Defer contient plus d'indications. Celle de Lattré de 1733 et celle de M. de Tourny de 1754 présentent parfaitement l'ancien Bordeaux avec tous ses accroissemens.

(2) Dans plusieurs pamphlets bordelais du temps, ce lieu est appelé l'*Ormaie*, dans d'autres l'*Ormière*, et ce dernier nom est celui dont se sert constamment le journal qui paraissait alors à Bordeaux, le *Courrier Bourdelois*. Souvent aussi on dit l'*Ormée*, et c'est ainsi que disent Condé, La Rochefoucauld, Lenet, Montglat, dom Devienne, etc. Ce dernier nom a prévalu.

loin, et au milieu de tous les soucis qui le pressaient, de Paris, de Flandre même, il ne perdit jamais de vue Bordeaux, et sa correspondance avec Lenet, précieux monument de sa capacité administrative et de son activité infatigable, nous montre quels sages conseils il adressa d'abord à ses amis; puis lui-même il cède par degrés à la nécessité, et il finit par passer tout à fait du côté de l'Ormée.

Il écrit de Paris à Lenet le 3 juin 1652 : « Quant à la division de Bourdeaux, j'en ai un tel déplaisir que je vous prie de vous employer pour la réunion de tous les esprits, et particulièrement pour empêcher que ceux de la petite fronde ne succombent aux poursuites qui se font contre eux, y ayant de mes meilleurs amis qui y sont intéressés, que je ne puis souffrir plus longtemps être entrepris comme ils sont par ceux de la grande et par l'Ormée. Je ne veux pas pour cela abattre ces derniers, mais je désire de leur affection qu'ils ne se portent pas aux extrémités... (1). » Lenet, qui souhaitait un accommodement avec la cour et partageait toutes les illusions de La Rochefoucauld, aurait bien voulu ne s'appuyer à Bordeaux que sur la partie la plus éclairée et la plus élevée du parlement et de l'hôtel de ville : il cherche à prévenir Condé et à l'entraîner contre l'Ormée; le prince s'y refuse et lui recommande de ne pas le compromettre en prenant trop hautement la défense de la petite fronde; il l'engage à faire effort sur lui-même pour mieux vivre avec les ormistes. « Il est à propos, lui écrit-il le 9 juin, que vous ne rebutiez pas tout à fait ceux de l'Ormée, de crainte que par leurs emportemens ordinaires ils ne viennent à nous accuser d'être mazarins. » Et il faut bien que Lenet lui eût fait entendre ou qu'il eût en secret mandé à La Rochefoucauld et à Mme de Châtillon que Mme de Longueville et à sa suite le prince de Conti favorisaient l'Ormée, car dans cette même lettre du 9 juin Condé l'invite à découvrir ce qu'il y a de vrai dans ce bruit. Lenet eut donc avec Mme de Longueville et le prince de Conti une explication sérieuse sur la part qu'ils prenaient aux mouvemens de l'Ormée; ils s'en défendirent vivement, et Lenet rapporte que Mme de Longueville versa des larmes à l'ombre seule de l'injurieux soupçon qu'elle pouvait nuire aux intérêts de son frère (2). On tint des conférences avec les chefs de l'une et de l'autre fronde pour essayer de les porter à s'unir dans l'intérêt commun. On les invita à se conformer aux ordres de Condé. Ceux de la grande fronde répondirent qu'il était notoire que « son altesse était environnée de mazarins, et qu'elle serait bien aise quelque jour de tout ce qu'ils faisaient. » Lenet, se laissant séduire aux passions de ses amis de la petite fronde, prit d'assez fausses mesures, très peu d'accord

(1) Lenet, p. 547.
(2) Lenet, p. 549.

avec les instructions de son maître. Le parlement, par un arrêt solennel, interdit les assemblées de l'Ormée. Celle-ci répondit par la demande de l'expulsion de plusieurs membres du parlement qu'elle accusa d'être mazarins, et, prenant les armes, elle se porta contre les hôtels des conseillers suspects. Ces hôtels étaient situés dans un quartier de la ville appelé le Chapeau-Rouge, entre le château Trompette et le palais du parlement (1). La petite fronde y était très puissante; elle repoussa la force par la force, et il y eut bien des tués de part et d'autre. Le prince de Conti n'étant pas alors à Bordeaux, il fallut que la princesse de Condé et Mme de Longueville sortissent de l'archevêché (2), où elles demeuraient, pour descendre dans la rue, et, en se jetant dans la mêlée, arrêter l'effusion du sang (3). Le lendemain, l'un des chefs de l'Ormée osa se présenter chez Mme de Longueville, et lui dit qu'il y avait quatre mille hommes armés pour venger la mort de leurs camarades et brûler toute la ville, à la réserve des maisons de leurs altesses. La sœur de Condé le traita d'insolent et lui ordonna de sortir. C'est de Lenet lui-même que nous tenons ce dernier et curieux détail (4) : preuve évidente que Mme de Longueville ne soutenait pas l'Ormée dans ses emportemens; mais, après avoir montré qu'elle savait résister à propos et avec courage, elle pensait aussi qu'il valait mieux diriger l'Ormée que d'essayer en vain de la détruire, et qu'il était d'une étrange politique de tirer à la fois l'épée contre la puissance royale et contre la puissance populaire. Condé en jugea de même, et voici ce qu'il mande à Lenet le 3 juillet : « Vous croyez bien que c'est avec un extrême déplaisir que j'ai appris par votre lettre du 27 juin les derniers emportemens des bourgeois de Bourdeaux les uns contre les autres, et que c'est une des choses du monde qui me donne le plus d'inquiétude. Il faut promptement y pourvoir de façon ou d'autre, et si, par négociation et par adresse ou autrement, on ne peut obliger l'Ormée à se contenir, il vaut mieux se mettre de son côté. C'est néanmoins un parti qu'il ne faut prendre qu'à l'extrémité; mais, dans l'état présent des choses, je n'en vois pas d'autre à suivre après que tous les

(1) Il reste encore aujourd'hui une trace de ce quartier dans la rue du *Fossé du Chapeau-Rouge*.

(2) L'archevêché actuel, alors entouré de magnifiques jardins, ouvrage du cardinal Sourdis.

(3) Voyez deux pamphlets du temps, l'un pour l'Ormée, *Extrait de tout ce qui s'est fait et passé à Bourdeaux depuis le 29 juin touchant le parti des princes et celui des mazarins*, sept pages in-4°; l'autre contre l'Ormée, *Journal de tout ce qui s'est fait et passé en la ville de Bourdeaux depuis le 24 juin jusqu'à présent entre les bourgeois et les ormistes, où il y a eu rude combat entre eux*, etc., six pages in-4°. Voyez aussi le *quinzième Courrier bourdelois*, p. 5; le *seizième Courrier bourdelois*, p. 3; le *dix-septième Courrier bourdelois*, p. 5 et 6.

(4) Lenet, p. 550.

moyens qui se pourront inventer pour apaiser la furie de l'Ormée auront été employés. » Le 15 juillet, il s'explique encore plus clairement. « Je persiste toujours dans la pensée de nous joindre tous à ceux de l'Ormée, puisque ce parti se trouve de beaucoup plus fort que l'autre, et que l'on n'a pu le réduire ni par adresse ni par autorité; ce que je crois qu'il vaut mieux faire que de hasarder de perdre Bourdeaux. »

L'Ormée, se voyant ainsi ménagée, et non point seulement, comme le dit La Rochefoucauld, par Mme de Longueville et le prince de Conti, mais par Condé lui-même, s'enhardit, et songea à se constituer solidement et à former un gouvernement véritable, qui pût au besoin remplacer celui du parlement et de l'hôtel de ville. Imitant la ligue ou devançant les jacobins, elle s'érigea en une société publique qui avait ses lois, ses magistrats de différent ordre, sa force armée avec toute la hiérarchie militaire. Le lien des membres entre eux était la signature d'un petit nombre d'articles sur lesquels reposait l'*Union de l'Ormée* (1). Les ormistes s'engageaient à exposer leur vie et leurs biens pour faire prévaloir le principe qu'ils avaient droit de voter dans les assemblées générales de la cité et de faire rendre compte à ceux qui maniaient les deniers publics. Ils devaient se protéger réciproquement, et dans le cas de différends choisir entre eux des arbitres, prêter de l'argent sans intérêt à ceux des leurs qui tomberaient dans le besoin, secourir les veuves et les enfans de leurs confrères morts, enfin recevoir dans la société les étrangers qui demanderaient à en faire partie et justifieraient des qualités requises. La société avait pris pour armes un ormeau avec un serpent tout autour, et cette devise : *Estote prudentes sicut serpentes*, et cette autre : *Vox populi, vox Dei* (2). Chaque membre portait d'ordinaire une branche d'orme. Comptant plus sur l'union et sur l'audace que sur le nombre, l'Ormée n'était composée que de cinq cents membres (3), sauf à recourir en outre au bras des citoyens de bonne volonté, et ces affiliés ou auxiliaires montèrent peu à peu jusqu'à douze mille. Elle avait une juridiction spéciale qui s'appelait la *chambre de l'Ormée*, tribunal formidable, semblable à ces terribles comités de vigilance qui souvent s'élèvent en Amérique pour suppléer à l'impuissance de la police et de la justice ordinaire. Les sentences de ce tribunal étaient sans appel, et elles étaient exécutées sur-le-champ. L'Ormée, comme les jacobins, n'avait point de chef reconnu; mais,

(1) *Articles de l'Union de l'Ormée en la ville de Bourdeaux*, quatre pages in-4°; pièce très rare. Dom Devienne en donne la substance, page 447.

(2) Voyez deux pamphlets ormistes, *le Manifeste bourdelois*, in-4°, huit pages; *la généreuse Résolution des Gascons*, in-4°.

(3) Dom Devienne, p. 447.

là comme ailleurs, les plus capables ou les plus violens prenaient le dessus et se faisaient obéir. Les deux ormistes les plus puissans étaient un avocat appelé Villars et un ancien boucher, devenu solliciteur de procès, nommé Duretête. C'étaient deux hommes bien différens, représentant en quelque sorte les deux types du genre révolutionnaire. Avocat de bas étage, déclamateur sans conscience, démagogue au cœur de valet, Villars jouait un double jeu : insolent ou servile selon les circonstances, il offrait en secret ses services aux amis de Condé et même à ceux du roi, et en attendant il redoublait en public de violence pour nourrir et accroître sa popularité. L'ancien boucher Duretête était un personnage d'une tout autre trempe : c'était un fanatique sincère, dévoué à sa cause et ne cherchant que son triomphe, sans scrupule, il est vrai, sur les moyens. Il agissait plus qu'il ne parlait, mais son énergie et son désintéressement lui donnaient sur les siens une autorité presque absolue.

Tout ce que la fronde avait osé à Paris dans les quatre ou cinq mois qui précédèrent le retour du roi, l'Ormée, pendant ce même temps, l'entreprit et l'exécuta impunément à Bordeaux : elle s'attaqua par-dessus tout au parlement. D'abord elle tenta de dominer ses délibérations, puis elle en vint, comme nous l'avons dit, à demander l'expulsion de plusieurs des conseillers en les traitant de mazarins, ce qui était le crime à l'ordre du jour. Parmi ces conseillers proscrits pour leur attachement à la royauté, l'histoire en signale un de la famille et du nom de Montesquieu (1). Bientôt tout ce qu'il y avait dans le parlement de gens sages, ceux même qui d'abord avaient été le plus attachés à la cause de Condé, furent contraints de se retirer devant les menaces et les insultes. Après le parlement, l'Ormée s'en prit à l'hôtel de ville. L'autorité municipale se composait à Bordeaux de six magistrats électifs, qu'on renouvelait par moitié d'année en année, et qui s'appelaient les *jurats*, avec un maire à leur tête. C'était une magistrature puissante et respectée; elle lutta courageusement contre l'Ormée. Le parlement ayant condamné à mort pour quelque crime un des plus turbulens ormistes, les jurats, chargés de la police civile et criminelle, le firent mettre en prison. Une bande de ses confédérés accourut à main armée à l'hôtel de ville, demandant sa liberté sous caution. Leur demande ayant été rejetée, ils dressèrent un arrêt d'élargissement, et voulurent forcer le jurat alors présent à l'hôtel de ville de signer cet arrêt; mais ils eurent beau lui mettre le poignard sous la gorge et menacer de le tuer, l'intrépide magistrat refusa constamment sa signature, et les factieux, auxquels le courage impose toujours, se contentèrent de délivrer leur camarade, moitié par ruse, moitié par

(1) Dom Devienne, p. 451.

force. Une autre fois, un serrurier ayant tenu des propos contre l'Ormée, le tribunal de la société le condamna à l'emprisonnement; à défaut d'autre prison, on le mena dans celle de l'hôtel de ville, et on le jeta dans la basse-fosse des criminels. Les jurats n'osèrent l'élargir, mais, par pitié pour ce malheureux, ils lui donnèrent un moins mauvais logement. Le lendemain, Duretête vint demander au procureur-syndic qui avait été assez hardi pour entreprendre sur leur juridiction, et, se rassemblant dans la chambre du conseil, lui et ceux qui le suivaient, au nombre de trente, ils firent comparaître le pauvre serrurier, le jugèrent de nouveau, lui prononcèrent sa sentence et l'obligèrent à demander pardon à l'Ormée. Enfin, craignant pour leurs assemblées le voisinage du fort du Hâ, ils le démolirent, et Condé les en félicita. « Pour le regard du château du Hâ, écrit-il à Lenet le 8 septembre 1652, témoignez à ces messieurs de l'Ormée que je suis bien aise de la résolution qu'ils ont prise de le raser, et que c'est une chose que je désirois depuis longtemps pour leur satisfaction. »

On conçoit combien une pareille domination était insupportable à toute la bonne bourgeoisie de Bordeaux, et quand le 21 octobre 1652 le roi rentra dans Paris avec une amnistie générale pour les princes et leurs partisans, à la condition qu'ils poseraient les armes trois jours après sa publication, renonceraient aux traités qu'ils pouvaient avoir conclus avec l'étranger, et feraient sortir les Espagnols des places où ils les avaient introduits, tous les honnêtes gens furent d'avis d'accepter avec empressement une telle amnistie. Le parlement, ou du moins la grande majorité de ses membres, se crut parfaitement libre envers Condé : on l'avait défendu contre les persécutions de Mazarin; mais Mazarin était présentement hors du royaume; Condé n'en avait plus rien à craindre; le roi lui tendait la main; comment penser à le soutenir contre le roi? Le parlement voulait donc enregistrer la déclaration royale. C'en était fait de Condé sans l'Ormée. Ce fut l'Ormée qui signifia au parlement qu'il eût à ne point enregistrer la déclaration jusqu'à ce qu'on eût appris si elle était agréable à M. le Prince. Celui-ci ne manqua pas de prétendre que la sortie de Mazarin du royaume était une pure feinte, qu'en réalité il gouvernait toujours, que ses créatures composaient le cabinet, et qu'avant peu on le verrait reparaître à la tête des affaires, qu'ainsi rien n'était changé, et qu'au lieu de se rendre, il fallait redoubler d'efforts pour délivrer le roi prisonnier, selon les anciennes résolutions. Dès ce moment, la situation s'éclaircit; il n'y eut plus dans Bordeaux que deux partis : l'un pour le roi, l'autre pour Condé, pour la paix ou pour la guerre; le premier beaucoup plus nombreux, répandu partout, mais sans lien, sans action com-

mune; le second, bien moins nombreux, mais énergique, audacieux, étroitement uni et fortement organisé.

Ici vont se renouveler toutes les mesures déplorables dans lesquelles la fronde à Paris avait en vain cherché son salut, et qui en Guienne aussi ne pouvaient qu'amener une ruine plus honteuse. Après le combat de Saint-Antoine, nous avons vu Condé, avec le duc d'Orléans et Beaufort (1), s'adressant aux plus tristes passions, faisant venir de nouveau les hordes barbares du duc de Lorraine, et mettant tout son espoir dans l'Espagne. De même à Bordeaux, depuis la fin d'octobre 1652, il donna l'ordre de s'appuyer ouvertement sur l'Ormée; à l'aide de la catholique Espagne, il tâcha de gagner l'Angleterre calviniste; lui, prince du sang, il descendit jusqu'à caresser le fantôme de la république, pourvu que ce fantôme lui donnât des régimens et des vaisseaux; il ne rougit pas de rechercher l'appui du régicide Cromwell et de faire appel au fanatisme des huguenots, se jouant ainsi de la religion, de la monarchie et de la France, et cela dans l'incertaine espérance de gagner un peu de temps et de prolonger à Bordeaux l'agonie de la fronde, tandis que lui, à la campagne prochaine, à la tête d'une armée espagnole, se ferait jour jusqu'à Paris. Insistons un moment ici pour faire mieux sentir le vice radical de la fronde. Il n'y avait point de milieu : il ne fallait pas tirer l'épée contre le roi, ou il fallait en arriver par degrés à toutes les extrémités où se précipitait Condé. Grâce à une heureuse inconséquence et à l'intelligente ambition de son frère, Turenne s'arrêta à moitié chemin. Condé et sa sœur ont été jusqu'au bout de la route fatale. Ne craignons pas de montrer l'étendue de leur égarement, pour justifier un jour l'étendue de leur repentir.

Condé avait l'esprit trop juste et trop ferme pour n'avoir pas reconnu que devant la toute-puissance nationale de la royauté la fronde n'avait d'autre appui solide que l'étranger, et il se donna entièrement à l'Espagne; mais, sachant mieux que personne combien il était difficile à l'Espagne d'entretenir à la fois deux grandes armées, l'une dans le cœur de la France, l'autre en Guienne, il lui demanda de l'aider à obtenir de l'Angleterre les secours dont il avait besoin. L'Espagne était alors en effet en très bonne intelligence avec la Grande-Bretagne, tandis que la France excitait au-delà de la Manche une malveillance et une inquiétude profondes, parce qu'elle avait donné asile à la veuve de Charles Ier et à ses enfans, reconnu le prince de Galles comme roi d'Angleterre, et admis dans ses armées le duc d'York, qui s'instruisait sous Turenne dans cet art de la guerre qui aurait pu sauver le trône de Charles et qui pouvait le

(1) *Revue* du 1er mars, p. 207, etc.

rétablir. Tout ennemi du gouvernement français était donc fort bien venu à Londres et auprès de Cromwell, à plus forte raison un personnage tel que Condé, qui si souvent avait tenu la victoire entre ses mains. D'ailleurs il y avait toujours eu de fréquentes relations de commerce entre la Guienne et l'Angleterre, et, grâce à la Gironde, la distance n'était pas grande de Londres à Bordeaux. Aussi avait-il été facile à l'Espagne d'intéresser l'Angleterre à l'entreprise de Condé. Le prince s'était empressé d'envoyer à Londres deux agens, le marquis de Cugnac et M. de Barrière avec un M. de Saint-Thomas, particulièrement chargé de lui recruter des soldats en Irlande, dont la population catholique et royaliste n'était pas fort précieuse à la nouvelle république protestante. Cette permission fut aisément accordée à Condé, comme l'Espagne l'avait déjà obtenue pour elle-même. Ces régimens irlandais, arrivés successivement en Guienne au milieu et vers la fin de l'année 1652, furent d'un très grand secours à Marsin et à Balthazar (1). Mais lorsque les agens du prince allèrent plus loin, et demandèrent la liberté du commerce, qui aurait tant profité à Bordeaux à cause de ses vins, déjà fort recherchés en Angleterre, et de plus une flotte avec des troupes de débarquement, ils trouvèrent devant eux la politique anglaise, fort peu chevaleresque, qui, avant de s'engager, exigea tout d'abord de sérieux avantages, un port et une place de sûreté (2). A ce puissant mobile de l'intérêt national se joignait ici un autre mobile encore, qui le secondait mer-

(1) Lenet, p. 559. Lettre de Lenet à Condé du 8 août 1652 : « Les Irlandois sont arrivés cette nuit devant Poyac (*sic*, mais probablement Paulhac, dont il sera bientôt question) sur quatre vaisseaux. » — *Ibid.*, p. 570. Don Louis de Haro à Lenet, septembre 1652 : « Il auroit été bien inutile d'envoyer à M. de Vateville les Irlandois qui débarquèrent à Saint-Sébastien ; mais depuis vous en aurez reçu un corps de mille et cinq cents, et l'on continuera de vous envoyer le reste. » — *Ibid.*, p. 584. Saint-Thomas à Lenet, 11 novembre 1652 : « Ce matin on m'a offert mille Irlandois à très bon compte. »

(2) Lenet, p. 584. M. de Saint-Thomas à Lenet, 13 novembre 1652 : « On a dessein ici de vous protéger à quelque prix que ce soit ; mais ils veulent un traité, et un port pour sûreté de leurs vaisseaux et dépenses, et vous donneront un secours capable de prendre La Rochelle. En attendant, ils fourniront à vos dépens mille Irlandois, si vous en avez besoin. » — Le même au même, 2 décembre 1652 : « Pour la dépense qu'il faut faire pour lever les Irlandois qu'ils vous offrent, je confesse qu'elle est grande, quoique ce ne soit que 12 livres par homme rendu au vaisseau, outre que si la liberté pour les vins s'accorde, comme je l'espère et comme celui que je vous envoie vous en portera la résolution, tant s'en faut qu'il vous en coûte de l'argent, que, chargeant deux vaisseaux de vins, ils vous ramèneront mille hommes... Quelques-uns du conseil d'état m'ont dit que le traité particulier que le parlement voudroit faire avec vous est plutôt pour faire une diversion par votre moyen, au cas qu'on leur déclarât la guerre en France, que pour dessein qu'ils aient de la commencer. Ils m'ont dit que lorsqu'ils auront traité avec vous, on ne vous envoiera pas moins de douze mille hommes et des vaisseaux suffisamment pour les mener et pour entreprendre sur La Rochelle ou tel autre lieu que vous jugerez le plus à propos. »

veilleusement, l'esprit de secte républicaine et calviniste. Des ministres de l'Évangile, cette ordinaire et habile avant-garde de l'Angleterre, étaient venus à Bordeaux, s'étaient fait affilier à l'Ormée, comme les statuts de la société le permettaient; là, rencontrant un assez grand nombre de protestans, ils les avaient échauffés, et ils disaient hautement que l'Angleterre serait bien autrement disposée à secourir la Guienne, si elle avait l'espoir d'y trouver, comme autrefois à La Rochelle, des alliés politiques et religieux. Ce langage et ces desseins épouvantèrent Lenet, et il s'empressa de les dénoncer à Condé. Celui-ci ne s'en émut guère. Déjà refoulé par Turenne dans la Flandre espagnole, il cherchait partout des forces pour la campagne qui allait s'ouvrir, sans s'inquiéter de quel côté elles lui viendraient. Il n'avait assurément pas le moindre goût pour la république, mais il n'en avait pas peur. Il savait très bien que ces bouffées républicaines n'étaient pas contagieuses en France, et il ne voyait dans la petite agitation qui effrayait tant Lenet qu'un moyen d'empêcher Bordeaux d'accepter l'amnistie, et une amorce à l'Angleterre pour en tirer une flotte et les régimens qu'il lui demandait. Aussi répond-il à Lenet avec le plus grand sang-froid, de Stenay, le 10 mars 1653 (1) : « Je n'ai rien à vous dire sur les divisions de Bourdeaux que ce que je vous ai déjà mandé, qu'il faut toujours appuyer le parti qui sera le plus fort; et pour vous dire mes sentimens sur cette cabale des huguenots que vous me mandez devoir aller droit à la république, je crois que ce n'est pas la plus mauvaise de toutes, et mon sentiment est qu'il vaut mieux la soutenir, sans pourtant la rendre la maîtresse, que de l'abattre, car il est certain qu'elle ne pourra jamais venir à ses fins, et, conservant toujours cette pensée de république, elle empêchera les autres d'accepter l'amnistie et de demander la paix. »

En conséquence, tandis qu'il dépêchait le comte de Fiesque en Espagne pour se plaindre des irrésolutions et des procédés équivoques du baron de Vateville, et réclamer la complète exécution des traités, Condé n'hésita pas à autoriser une démarche extraordinaire à laquelle se porta Bordeaux sous l'impulsion de l'Ormée. La ville envoya en son nom et au nom des princes trois députés en Angleterre avec plein pouvoir de conclure « tous traités, associations et alliances avec messieurs du parlement de la république d'Angleterre, afin d'obtenir d'eux des secours nécessaires d'hommes, de vaisseaux et d'argent pour la manutention de Bordeaux, de la province de Guienne, et rétablissement de leurs anciens priviléges, à telles conditions qu'ils jugeront à propos. » A ce plein pouvoir

(1) Lenet, p. 599.

était jointe une instruction étendue et détaillée que Lenet nous a conservée (1), et qui jette la plus triste clarté sur cet épisode de la fronde, où se peint son funeste génie, et où l'on voit à découvert l'abîme où l'ambition de quelques grands seigneurs menaçait de précipiter la patrie. Il est dit formellement dans cette instruction qu'en retour des secours demandés, on assurera aux Anglais un port dans la rivière de Bordeaux pour la retraite et sûreté de leurs vaisseaux, comme Castillon, Royan, Talmont, ou Paulhac ou Arcachon, s'ils veulent, qu'ils pourront fortifier à leurs frais, ainsi que les Espagnols ont fait à Bourg. Ils pourront encore faire une descente à La Rochelle et s'en emparer. Ils pourront même assiéger et prendre Blaye. « Et, dit l'instruction, comme le principal mobile des affaires d'état est l'intérêt, et que celui de l'Angleterre est de faire naître des affaires dans la France qui puissent l'occuper par une guerre intestine, lorsqu'en temps de paix elle voudrait agir pour le rétablissement du roi d'Angleterre, ils proposeront sans doute si Bordeaux ne voudroit point prendre une forme de gouvernement toute nouvelle et se servir de cette occasion pour mettre ceux de la religion dans leurs intérêts et affermir l'un par l'autre leur liberté commune. » Dans ce cas, les envoyés devront répondre qu'il a jusqu'ici été impossible de porter les protestans à cette entreprise, quoiqu'ils soient fort mécontens, de crainte que le roi de France ne les accable, et qu'il faut préalablement qu'ils voient une flotte et une armée anglaises dans la Gironde : « alors ils crieroient hautement liberté. » Cette instruction avec le plein pouvoir qu'elle accompagne est datée d'avril 1653 et signée par le prince de Conti, par Marsin, par Lenet, qualifié de « plénipotentiaire de son altesse sérénissime monseigneur le Prince, » par Laperrière, maire de la ville de Bordeaux, le chevalier de Thodias, premier jurat, et dix-huit bourgeois. Les trois envoyés étaient un conseiller au parlement nommé Trancas et deux bourgeois, Blarut et Dezert. Ils devaient s'entendre avec le marquis de Cugnac et avec Barrière, auquel on donne le titre de « résident de son altesse sérénissime monseigneur le Prince auprès de la république d'Angleterre. » Il n'y a point à s'y méprendre, c'était là un acte évident de forfaiture envers la couronne de France, le crime d'état le plus certain, le mieux caractérisé. Et tout cela se faisait avec l'agrément et sous l'autorité d'un prince du sang! « Je suis bien aise, écrit Condé à Lenet (2), de l'acte qui s'est passé pour appeler le secours de l'Angleterre, n'y ayant rien qu'il ne faille mettre en usage pour sauver Bordeaux. » Et il annonce qu'il envoie M. de

(1) Lenet, p. 602-605.
(2) Lenet, *ibid.*, p. 609.

Mazerolles en Angleterre pour hâter le secours qu'on destinait à la Guienne et obtenir immédiatement, en y mettant le prix nécessaire, huit frégates armées et équipées, dont la moindre était de vingt-quatre pièces de canon.

Ainsi allait se renouveler à Bordeaux l'insurrection de La Rochelle en 1627 et 1628. Là aussi, la religion n'avait été qu'un prétexte et un masque à l'ambition de l'aristocratie : la maison de Condé s'appelait alors la maison de Rohan. En 1627, les protestans n'étaient pas plus persécutés en Saintonge qu'ils ne l'étaient dans le midi en 1652. Jamais on ne leur avait contesté le libre exercice de leur religion; la seule chose que Richelieu ne voulait ni ne devait supporter, c'est que La Rochelle, avec les îles de Ré et d'Oleron, jouît d'une indépendance incompatible avec la légitime autorité de l'état, et qu'il y eût sur les côtes de France une forteresse, un port, une flotte où le roi ne commandait pas. Mais en revanche les Rohan y dominaient, et au premier grief qu'il leur plaisait d'élever, ils invoquaient la protection de l'Angleterre, sans se faire faute, au besoin, de recourir à celle de l'Espagne. Ils avaient sous eux un maire fanatique, et quelques ministres, pleins de leur importance et brûlant de jouer un rôle, qui soulevaient le peuple par leurs déclamations et lui imposaient les plus durs sacrifices, en abusant de son ignorance. Les Rohan aussi bégayèrent le nom de république pour se soutenir contre le roi, et la catholique Espagne, comme la calviniste Angleterre, unies dans le même intérêt, l'abaissement de la France, auraient fort volontiers reconnu une république calviniste à La Rochelle, pour que la France fût diminuée de cette grande cité et de sa forte marine. Et c'était le vainqueur de Rocroi et de Lens, celui qui avait sauvé la monarchie en 1648 et 1649, qui allait reprendre à Bordeaux le rôle honteux et usé de Soubise, recommencer une entreprise qui, vingt ans auparavant, avait échoué devant la fermeté de Richelieu, et qui n'avait plus la moindre chance de succès depuis qu'un gouvernement équitable avait assoupi les haines religieuses, et en protégeant les populations protestantes ôté sur elles toute prise aux ambitieux projets de quelques chefs mécontens! Condé en avait fait l'expérience dans cette guerre de Guienne. C'étaient les habitans mêmes de La Rochelle, les descendans de Guiton et des anciens et ardens défenseurs de la foi protestante, qui avaient ouvert les portes de la ville au général de l'armée royale. En gagnant le vieux maréchal de La Force, Condé avait pu croire qu'il acquérait en sa personne tous les protestans du midi; mais d'abord l'influence de l'illustre maison était bien diminuée, puis à la mort du vieux maréchal Mazarin s'empressa de traiter avec son fils, et lui offrit le bâton de son père, pour bien établir qu'il ne s'agissait

pas ici de religion, et que les protestans seraient tout aussi bien traités que les catholiques, s'ils servaient loyalement. En Saintonge, l'héritier des La Trémoille, le prince de Tarente, ne put pas même sauver Taillebourg, et n'apporta d'autre force à Condé que celle d'une épée vaillante et fidèle. Lui-même, à l'affaire de Miradoux, poursuivant la cavalerie de Saint-Luc vers Lectoure et Montauban, avait envoyé à cette dernière ville un trompette qui, après avoir rappelé aux habitans les services que les premiers Condé avaient rendus aux protestans de France, annonça que le prince désirait avec passion leur faire du bien, à eux et à tous ceux de leur religion, qu'il les protégerait toujours, et aurait soin de maintenir leurs priviléges et leurs libertés, s'ils voulaient embrasser son parti. Ces offres furent rejetées d'un commun consentement, et les milices de Montauban allèrent elles-mêmes reprendre la petite ville de Moissac et la remettre sous l'autorité légitime. Mazarin ne manqua pas de remercier le consistoire et les protestans de Montauban de cette marque éclatante de fidélité; il les en récompensa en leur permettant de relever les fortifications de leur ville, autrefois détruites par Richelieu, et, pour gagner de plus en plus la confiance de tous les sujets du roi qui appartenaient à la religion réformée, il fit paraître, le 21 mai 1652, une déclaration admirable qui confirmait tous les anciens édits de pacification (1). La levée de boucliers des protestans de Guienne n'eut donc pas grand écho dans le midi, excepté peut-être dans quelque coin des Cévennes, et la petite cabale huguenote et républicaine sortie des bas-fonds de l'Ormée, fomentée et soutenue par les agens de l'Angleterre, ne servit à Bordeaux qu'à augmenter le désordre, à inquiéter les consciences, à irriter l'autorité ecclésiastique, et à faire des principaux couvens autant de foyers de conspirations sans cesse renaissantes en faveur de la royauté.

Nous qui savons aujourd'hui, sur de nombreux et irrécusables témoignages, à quel point l'intelligente administration de Richelieu

(1) Il est étrange que ce fait important ne se trouve nulle part ailleurs que dans l'*Histoire de Condé* par Coste; mais la déclaration royale certifie le fait qui lui a donné naissance. Elle est si belle et si peu connue, que nous en détacherons quelques parties. « ... Le feu roi, ayant reconnu qu'une des choses les plus nécessaires pour conserver la paix en ce royaume consistoit à maintenir ses sujets de la religion prétendue réformée en la jouissance pleine et entière des édits faits en leur faveur et à les faire jouir de l'exercice libre de leur religion, avoit un soin très particulier d'empêcher par tous moyens convenables qu'ils ne fussent troublés en la jouissance des libertés, prérogatives et priviléges à eux accordés par lesdits édits... Nous avons voulu faire le semblable, ayant, pour les mêmes motifs et considérations, par notre déclaration du 8 juillet 1643, voulu et ordonné que nosdits sujets de la religion prétendue réformée jouissent de toutes les concessions, priviléges et avantages, spécialement de l'exercice libre et entier de leurdite religion, suivant les édits, déclarations et règlemens faits en leur faveur sur ce sujet. Et d'autant que nosdits sujets de la religion prétendue réformée nous ont donné

et de Mazarin avait adouci et apaisé le sentiment protestant, nous avons peine à comprendre que l'Angleterre ait pu fonder aucune grande espérance sur les dispositions des calvinistes français, et nous inclinons trop à croire qu'elle n'a pas pris fort au sérieux les négociations commencées par Cugnac et Barrière, et poursuivies par les députés de la ville de Bordeaux. On a même prétendu que Cromwell s'était constamment joué de Condé et de ses agens. Cette opinion, assez naturelle aujourd'hui, est dans le passé sans fondement, et elle est entièrement démentie par les faits. L'Angleterre, qui de notre temps même ne connaît pas très bien la France, l'ignorait tout à fait au XVIIe siècle. Sous le gouvernement du long parlement, la passion calviniste et républicaine était plus écoutée à Londres que la politique, et Cromwell lui-même ne vit clair qu'assez tard dans les forces respectives des protestans et des catholiques, de Condé et de Mazarin, de la fronde et de la royauté. Il est indubitable qu'en 1651, 1652 et 1653, tant que l'Angleterre craignit que la France ne prît en main la cause des Stuarts, elle chercha par tous les moyens à occuper chez elle sa redoutable voisine. C'était pour elle, après tout, un avantage immense de se faire un bon établissement dans la Gironde ou sur les côtes de la Saintonge. De là les secours effectifs de régimens irlandais envoyés à Bordeaux en 1652; Cromwell ménageait alors si peu le gouvernement français qu'il se permit à son égard un des attentats les plus inouis dont fasse mention l'histoire moderne. Lorsqu'au mois de septembre de cette même année, le grand-amiral de France, le duc de Vendôme, sortit de Brest pour aller par mer secourir Dunkerque, assiégée par une armée espagnole et défendue par le comte d'Estrades, Cromwell envoya une flotte anglaise, sous le commandement de l'amiral Blake, barrer le chemin à la flotte française, et même la faire prisonnière au mépris du droit des gens et sans qu'il y eût aucune hostilité déclarée. En vain le duc de Vendôme s'éleva avec force contre une

des preuves certaines de leur affection et fidélité, notamment dans les occasions présentes dont nous demeurons très satisfaits, savoir faisons que nous, pour ces causes et sur la très humble supplication qui nous en a été faite de la part de nosdits sujets faisant profession de ladite religion prétendue réformée, et après avoir fait mettre cette affaire en délibération en notre présence et en notre conseil, nous, de l'avis d'icelui et de notre certaine science et autorité royale, avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît que nosdits sujets de la religion prétendue réformée soient maintenus et gardés, comme de fait nous les maintenons et gardons, en la pleine et entière jouissance de l'édit de Nantes, autres édits, déclarations, arrêts, règlemens, arrêts et brevets expédiés en leur faveur, registrés au parlement et chambres de l'édit, notamment en l'exercice libre et public de ladite religion en tous les lieux où a été accordé par iceux, nonobstant toutes lettres et arrêts tant de notre conseil que des cours souveraines ou autres jugemens à ce contraires, voulant que les contrevenans à nosdits édits soient punis et châtiés comme perturbateurs du repos public. »

telle violation de la foi publique et réclama les vaisseaux qu'on lui avait pris; Cromwell maintint cet acte inique et insolent sous les plus frivoles prétextes (1). Son vrai motif était l'intérêt anglais. Ce même motif lui fit plus tard proposer à Condé de lui donner vingt vaisseaux, que l'on fréterait sous le nom de quelque marchand moyennant 200,000 écus, afin de s'emparer de quelque port de Normandie, par exemple Quillebeuf, et d'en faire un point d'appui au soulèvement des protestans de la province. Lenet affirme que Cromwell avait envoyé en Flandre à Condé un député, et que celui-ci avait assuré que bientôt les Anglais seraient dans la rivière de Bordeaux (2). Enfin il est certain qu'en 1653 Cromwell chargea un de ses agens diplomatiques les plus affidés, Stoop, moitié soldat, moitié ministre du saint Évangile, de faire une tournée en France, non pas seulement, comme le dit Burnet (3), pour sonder les dispositions des populations protestantes, mais pour s'entendre avec leurs chefs et les pousser à la révolte en leur prodiguant toute sorte de promesses. Cela est si vrai que Stoop vint trouver en Flandre le prince de Tarente, un des plus intimes amis de Condé, et lui offrit au nom de Cromwell tout ce qui pouvait dépendre de lui, s'il voulait se mettre à la tête des protestans de France lorsque le temps serait venu d'agir pour la cause commune. Le récit du véridique et loyal La Trémoille ne peut laisser à cet égard aucune incertitude (4).

(1) *Mémoires* de Montglat, collection Petitot, t. L, p. 381 : « En septembre 1652, le duc de Vendôme, grand-amiral de France, alla secourir Dunkerque avec ses vaisseaux; il avoit doublé la pointe de Bretagne et avoit fort avancé dans la Manche d'Angleterre, lorsque Cromwell, protecteur de ce royaume-là, fut sollicité par l'ambassadeur d'Espagne, qui étoit près de lui, de s'opposer à ce secours, en le piquant d'honneur sur ce que la France n'avoit point d'ambassadeur à sa cour, et ne vouloit point reconnoître la république qu'il avoit fondée, outre que le roi d'Angleterre, son ennemi capital, quoique son maître, et le duc d'York, son frère, étoient réfugiés à Paris et protégés par le roi de France. Ces raisons obligèrent Cromwell de faire sortir sa flotte en mer, laquelle, sans aucune guerre déclarée, s'opposa au passage de l'armée navale de France, et même prit beaucoup de vaisseaux. Cet obstacle imprévu contraignit le duc de Vendôme de se retirer à Brest et d'Estrades de rendre Dunkerque aux Espagnols, n'espérant plus de secours. »

(2) Lenet, p. 612.

(3) Burnet est instruit, judicieux, très modéré dans les affaires de son pays; mais il n'a pas la moindre idée de celles de France. Il ne sait rien que par Stoop, espion hardi et intelligent, mais sans foi. C'est d'après les récits de Stoop que Burnet assure que Condé offrit à Cromwell de se faire protestant, et autres sottises de ce genre qu'il est inutile de réfuter. Voyez *Histoire de mon temps,* dans la collection des *Mémoires relatifs à la révolution d'Angleterre,* par M. Guizot, t. Ier, p. 156 et suiv.

(4) *Mémoires* du prince de Tarente, p. 169-171 : « Un ministre protestant nommé Stouppe vint faire des propositions de la part de Cromwell, qui l'avoit envoyé en France pour assurer nos églises réformées de sa protection, si elles vouloient s'unir pour demander à la cour le rétablissement de leurs priviléges. Le cardinal Mazarin, qui en fut averti, mit des gens en campagne pour arrêter Stouppe. Il avoit déjà parcouru le Lan-

Tout cela n'empêchait pas Cromwell de négocier aussi avec Mazarin, car il ne se proposait et n'avait à cœur qu'un seul grand objet, faire les affaires de l'Angleterre et les siennes propres par une voie ou par une autre. Il eût préféré sans doute, comme ardent calviniste, le triomphe des protestans de France sous des chefs tels que La Trémoille et Condé; mais peu à peu il reconnut qu'en général les protestans étaient tranquilles et satisfaits, et que tous les efforts des calvinistes républicains d'Angleterre n'avaient réussi qu'à former à grand'peine à Bordeaux un parti violent, mais peu nombreux et incapable de rien de considérable. Cependant il ne laissait pas de faire servir cette ombre d'insurrection à effrayer Mazarin et à l'amener à son but, et il y réussit. Mazarin lui donna peu à peu toute assurance que la France, bien qu'en continuant de donner asile à la sœur et aux neveux de Louis XIII, n'entreprendrait rien pour le rétablissement des Stuarts, et il tint fidèlement sa parole pendant toute la vie de Cromwell. Pour lui inspirer une entière confiance, il alla même jusqu'à faire quitter la France au prince de Galles, auquel on avait reconnu jusque-là le titre de roi d'Angleterre, et de son côté, dès le milieu de l'année 1654, Cromwell dénoua d'abord, puis rompit tout à fait avec Condé, les frondeurs et les protestans. Spectacle admirable de deux grands hommes d'état, qui tous deux sacrifient les passions et les préjugés de leur parti à l'intérêt véritable de leur cause : Cromwell résistant à la tentation d'établir de petites républiques calvinistes en France, afin de faire reconnaître et de préserver de tout danger la grande république dont les destinées lui étaient confiées; Mazarin faisant tout le contraire de ce que fera un jour Louis XIV, ne se piquant pas de trop de chevalerie envers un prince malheureux, traitant avec une république et avec un usurpateur pour mieux servir son roi, pour ne laisser aucun ferment de discorde en France, y voir partout renaître l'ordre, la paix, la soumission à l'autorité légitime, et n'avoir plus devant soi d'autre ennemi que l'Espagne affaiblie et dégénérée.

VICTOR COUSIN.

guedoc et les Cévennes, lorsqu'il apprit qu'on le cherchoit. Il s'évada, mais il n'eut pas le temps de sauver ses papiers, qui furent saisis. Il me vint trouver à Spa, et, ne pouvant me montrer sa commission, qui avoit été prise, il m'assura seulement de bouche qu'il avoit charge du protecteur de me promettre tout ce qui pouvoit dépendre de lui, si je voulois me mettre à la tête des protestans de France lorsqu'il seroit temps d'agir pour les intérêts de la cause commune, etc... La conclusion fut que je demeurerois en Hollande jusqu'à ce que le protecteur se fût déclaré contre la France ou contre l'Espagne, que, si c'étoit contre la France, je prendrois avec lui des mesures plus certaines dont M. le Prince pourroit se prévaloir. »

L'ONCLE CÉSAR

I.

La petite ville d'O... est une de ces localités exceptionnelles que leur position géographique condamne à rester éternellement en dehors du progrès général. Le chemin de fer le plus rapproché passe à une trentaine de lieues du plateau très élevé où elle est située, et elle ne communique avec les grands centres de population que par un service de diligences assez mal organisé. Aussi les vieilles habitudes provinciales se sont-elles conservées sur ce coin de terre mieux que dans aucune autre partie de la France; tout le monde y dîne à midi, comme sous l'ancien régime, et les chaises à porteur n'y sont pas tout à fait passées de mode.

Quelques maisons nobles et point du tout opulentes, un plus grand nombre de familles bourgeoises et le groupe assez restreint des fonctionnaires du gouvernement composaient, il y a quelques années, la bonne société d'O... Ces honnêtes gens avaient, les uns des appointemens modiques, les autres de petits revenus dont ils vivaient tout juste, sans pouvoir jamais se permettre aucune dépense en dehors du strict nécessaire. On n'aurait jamais dansé à O..., l'on n'y aurait jamais soupé aux bougies, après minuit, autour d'une table de soixante couverts, si une famille bourgeoise, la seule qui fût riche au milieu de cette étroite médiocrité, n'eût ouvert ses salons et donné chaque année plusieurs bals auxquels toute la ville était invitée.

Une singularité peut-être sans exemple s'attachait à cette famille: depuis plusieurs générations, — nombre d'actes notariés en faisaient

foi, — les Fauberton n'avaient pas eu de successeur en ligne directe, et c'était toujours un neveu qui, après avoir intégralement recueilli l'héritage, le transmettait à son tour au collatéral de son choix.

En 1815, le colonel Achille Fauberton, l'illustration de la famille, était rentré dans ses foyers avec sa demi-solde et dix-sept blessures qui l'avaient considérablement défiguré. Le digne homme n'était pas sans vocation pour le mariage; pourtant il eut la sagesse de faire comme ses grands-oncles, il resta garçon et appela près de lui son unique neveu, qu'il institua son héritier à l'exclusion de tous les autres membres de sa famille.

César Fauberton avait alors vingt-huit ans; c'était un bel homme, un superbe cavalier, comme disaient les vieilles bourgeoises d'O...; il avait des traits réguliers, un teint frais et blanc, de grands yeux noirs à fleur de tête et les plus belles dents du monde. Ses qualités morales répondaient à ses avantages physiques : il avait, — lui-même s'en vantait, — l'esprit qui plaît aux dames; il était enjoué, galant, complaisant, audacieux à propos, et d'une certaine fatuité naturelle que rien ne pouvait déconcerter.

Le colonel se hâta de déclarer à son héritier qu'il entendait le marier, attendu que s'il restait garçon, la fortune des Fauberton passerait à des parens éloignés qu'il ne connaissait pas et dont il n'avait guère entendu parler. César ne fit aucune objection et assura simplement son oncle de sa parfaite obéissance. Celui-ci mit aussitôt en campagne maître Signoret son notaire, un homme qui, du fond de son étude, voyait clair dans toutes les fortunes et pouvait soupeser toutes les dots. Il s'agissait de trouver un parti qui fût à la hauteur des trente mille livres de rente que le colonel devait laisser à son neveu. Comme rien de semblable n'existait à O..., Me Signoret chercha dans toute l'étendue du département. Il se présentait lui-même pour entamer les négociations et traitait, muni des pleins pouvoirs du colonel. D'abord tout allait pour le mieux; il semblait qu'on était d'accord sur tous les points et qu'il n'y avait plus qu'à conclure; mais aussitôt que César était consulté, les difficultés arrivaient en foule : tout en donnant son consentement de bonne grâce, il avait l'art de soulever une multitude d'objections qui rendaient la chose difficile d'abord et bientôt impossible. Sans avouer jamais sa vocation bien déterminée pour le célibat, il parvint ainsi à reculer indéfiniment tout engagement matrimonial; mais le colonel ne se rebutait pas aisément : dès qu'un projet de mariage avait avorté, le vieux notaire se remettait en campagne et commençait une nouvelle négociation. Tout cela dura cinq ans passés.

Pendant ce laps de temps, le beau César eut des succès inouis près des dames. Aucune vertu ne lui résistait; il compromit plusieurs

filles de bonne maison, brouilla une demi-douzaine de ménages, et poussa par son infidélité une grisette au suicide. Toutefois ces désordres ne faisaient pas de scandale. On était très indulgent pour ce beau garçon, le meilleur parti de toute la contrée. Les demoiselles surtout qui faisaient leur roman de mariage excusèrent toutes ses légèretés et furent sans pitié pour les pauvres délaissées.

Le notaire venait d'entamer sa dixième ou douzième négociation, lorsqu'un événement imprévu mit fin à ces tentatives obstinées : le colonel tomba malade, et bientôt il fut en danger de mort. C'était un vieillard déjà, quoiqu'il n'eût pas un grand âge; à force de prodiguer sa vie sur les champs de bataille, il l'avait usée, et dès le premier jour de sa maladie il comprit que le terme fatal allait arriver pour lui. Ce jour-là même, après une crise qui l'avait beaucoup affaibli, il dit à son neveu : — César, nous avons perdu trop de temps;... je risque de m'en aller sans t'avoir marié,... c'est un grand regret pour moi... Si tu venais à mourir aussi, mon bien irait à des gens que je ne connais pas.... Je ne veux pas cela, mon neveu,... il faut que tu fasses souche... Marie-toi, marie-toi... A présent il ne s'agit plus de choisir, de calculer la dot, les espérances probables, les charges certaines, comme tu dis toujours;... nous n'avons plus le temps d'attendre... Les demoiselles sages et bien élevées ne manquent pas ici... Prends celle que tu voudras : quand même elle n'aurait rien, je donne mon consentement; mais, au nom du ciel, décide-toi...

— Oui, mon oncle, tout de suite, répondit César abasourdi.

— Eh bien! choisis.

— Oui, mon oncle, à l'instant, puisque vous le voulez. Toutefois j'aurais besoin de réfléchir un peu, car je me trouve dans un grand embarras, mon cœur étant libre de toute inclination...

— Prends au hasard, interrompit le colonel d'un air presque impérieux; rien n'empêche, puisque tu n'aimes personne... — Puis, se ravisant, il ajouta : — On m'avait dit que tu étais amoureux de la belle Emmeline...

— Ah! bah!... murmura César.

— Tu as rôdé autour d'elle tout l'hiver dernier, poursuivit l'oncle; j'ai vu bien des choses... Certainement elle t'aime...

— Bah! bah! répéta le beau César.

— Sa dot est des plus minces, dix mille francs peut-être tout compris, poursuivit le vieux Fauberton en s'attachant à son idée; n'importe! si tu te sens quelque penchant pour elle, je veux bien que tu l'épouses... Voyons, es-tu décidé?... Nous pourrions faire la demande ce soir même, et la noce dans dix jours...

— Oui, mon oncle, rien ne s'y oppose, dit César consterné; je ferai comme il vous plaira. Néanmoins permettez-moi de vous faire ob-

server que, le père de Mlle Emmeline étant absent, il faudra attendre son retour.

— On pourra toujours faire les premières ouvertures à la mère, répondit le colonel en s'obstinant. Par malheur Signoret n'est pas ici; mais c'est égal, tu feras la demande toi-même, dès demain...

— Quoi! moi-même, en personne?

— Pourquoi pas?.. Va, va, sois tranquille, tu ne seras pas refusé.

— Je le crois bien! murmura le beau César avec un geste de fatuité superbe et en cherchant dans son esprit quelque moyen d'échapper à ce pressant danger.

Le colonel retomba épuisé sur ses oreillers et murmura, saisi d'un frisson subit : — Voilà l'accès de fièvre qui me reprend;... je me sens très mal... César, n'oublie pas ce que je t'ai dit... Il est inutile d'attendre le retour du père; tu feras la demande demain...

— Oui, oui, mon oncle, répéta César; ne vous tourmentez pas, tout ira selon votre volonté.

Le colonel eut une très mauvaise nuit; il s'affaiblissait visiblement, et ses traits s'altéraient d'une manière effrayante. Vers le matin, saisi du pressentiment de sa fin prochaine, il appela son neveu, qui sommeillait sur un fauteuil, et dit en lui montrant du doigt la pendule : — Avant midi, tu iras demander cette petite en mariage... Nous n'avons plus un moment à perdre...

— Ah! mon oncle; c'est aujourd'hui vendredi et le 13 du mois! s'écria César.

— Je l'avais oublié! murmura le colonel, dont la volonté ne tint pas contre cette objection. Eh bien! ce sera pour demain,... demain matin... Je verrai les fiançailles, mais je n'assisterai pas à la noce...

César se récria contre ces lugubres prévisions, et affecta la plus complète sécurité; pourtant le médecin venait de lui déclarer que son oncle n'avait pas deux fois vingt-quatre heures à vivre. Me Signoret arriva dans la matinée et passa quelques momens seul avec le malade. Après ce court entretien, le vieux garde-notes sortit de la chambre pour chercher César Fauberton; celui-ci vint au-devant de lui en disant : — Eh bien! cela ne va pas plus mal, j'ai grand espoir; est-ce que vous n'êtes pas très rassuré aussi, mon cher monsieur Signoret?

Le notaire haussa les épaules, serra la main de César et lui dit avec un soupir : — Le testament est entre mes mains; ce pauvre homme a fait les choses absolument comme feu son oncle Denis Fauberton et son grand-oncle Justin Fauberton, dont j'avais reçu aussi les dernières volontés : savez-vous que vous êtes le troisième neveu que je vois hériter dans cette maison!

L'état du malade empirait de moment en moment; sur le soir, il

ne parlait plus et semblait plongé dans un sommeil léthargique. Les domestiques commencèrent à dire des prières autour du lit; César s'assit à l'écart avec Me Signoret, le front appuyé sur sa main et gardant un triste silence. Toute la soirée s'écoula ainsi. Il paraissait certain que le colonel s'éteindrait dans cette tranquille agonie; pourtant, au bout de quelques heures, il s'agita tout à coup et avança les bras en jetant des plaintes sourdes, puis il retomba sur ses oreillers. — Ah! grand Dieu!... il va passer!... murmura César en frissonnant et en saisissant le bras de maître Signoret.

— Non, non, s'écria celui-ci, relevez-lui la tête,... donnez-lui de l'air... Faites-lui respirer du vinaigre,... ça le remettra...

En effet le malade parut se ranimer. César se rapprocha, lui prit la main et lui dit doucement : — Mon cher oncle, je suis là...

En ce moment, la pendule sonna. Le colonel rouvrit les yeux et dit d'une voix faible, mais distincte : — Quelle heure est-il?

— Minuit, colonel, répondit le notaire; comment vous trouvez-vous?

Il ne répondit pas à cette question, et, tournant les yeux vers son neveu, il lui dit : — Nous sommes à samedi;... va t'habiller, Signoret t'accompagnera... Vous irez ensemble demander en mariage cette petite Emmeline... Va vite, le temps presse...

Là-dessus, il fit encore signe qu'il fallait se hâter, et un quart d'heure après il mourut.

Son héritier eut une attitude très convenable après l'événement. Il vécut fort retiré et porta le deuil une année entière. Après le premier anniversaire, il reparut dans le monde, ou, pour mieux dire, il attira le monde chez lui. A l'exemple de son oncle et de ses grands-oncles, il eut une bonne maison, donna souvent à dîner, et fit des magnificences pour toutes les fêtes officielles. De plus, et comme pour suivre scrupuleusement ses traditions de famille, il installa chez lui un petit neveu de son nom dont le colonel n'avait pas même soupçonné l'existence. Dès lors il parut évident à tout le monde que César Fauberton ne se marierait pas, et il fut traité en conséquence : les mères de famille acceptèrent ses politesses avec circonspection; les jeunes dames redoublèrent de coquetteries à son égard, et les grisettes, habituées à considérer tout célibataire comme une proie, bourdonnèrent plus que jamais autour de son élégante personne.

Le petit Fauberton découvert par César était d'une autre branche de la famille, établie dans un autre pays. Le père de cet enfant, un pauvre employé des douanes, était mort depuis quelques années, laissant sa veuve presque dans l'indigence. Elle demeurait à la campagne et n'avait jamais eu l'idée de s'adresser à ses parens riches, qu'elle ne connaissait que de nom, et qui probablement n'avaient

jamais entendu parler d'elle. César obtint de cette pauvre veuve qu'elle vînt chez lui avec son fils et qu'elle tînt son ménage de garçon. Hermance Fauberton était alors une femme d'environ trente-cinq ans, fluette, maladive, sans agrément ni beauté, vieillie par de longs chagrins et usée par une vie matériellement pénible. Elle avait d'ailleurs une tenue si modeste, des allures de vieille femme si prononcées que sa présence chez un homme encore jeune et qui passait, non sans raison, pour un séducteur, ne fit aucun tort à sa réputation.

Vers cette époque, César Fauberton fut nommé maire d'O..., et bientôt après élu membre du conseil-général de son département. Ses visées auraient pu aller plus haut; il avait assez d'influence pour se poser en homme politique et arriver à la députation, mais il préféra rester le personnage le plus important du petit monde où il vivait, et il déclara dans son discours d'installation que l'honneur d'être le premier magistrat municipal de sa ville natale suffisait à son ambition.

L'hôtel Fauberton, comme disaient emphatiquement les gens d'O..., était situé au centre de la ville, sur une petite place dont il formait un des côtés. Cet édifice était dans l'origine une vaste maison carrée à deux étages, coiffée d'une toiture en tuiles rouges et proprement badigeonnée à la chaux. Le colonel, qui avait rapporté de ses campagnes d'Italie certaines idées sur les arts, entreprit d'embellir ce grand corps de logis, qui véritablement avait l'apparence d'un moulin à farine. Par ses ordres, la façade fut peinte en jaune, avec des encadremens qui simulaient diverses espèces de marbres; il fit mettre des persiennes vertes à toutes les fenêtres et agrandir la porte d'entrée, dont les deux battans s'ouvrirent désormais toutes les fois qu'il sortait en voiture. Le vestibule était décoré de statues en plâtre; la Diane chasseresse figurait au pied de l'escalier, et le palier du premier étage était gardé par un Hercule colossal. Après la mort du colonel, son héritier compléta les changemens et fit venir de Paris un mobilier qui excita l'admiration universelle. Le grand salon était cité comme une merveille de richesse et d'élégance. Toute la ville d'O... savait que le lustre coûtait douze cents francs, et les douairières qui, les jours de bal, faisaient tapisserie pendant huit ou neuf heures consécutives, avaient cent fois calculé combien il avait fallu d'aunes de damas cramoisi pour faire les huit rideaux de fenêtres et recouvrir les vingt-quatre fauteuils alignés contre la muraille.

La façade intérieure de la maison donnait sur un vaste jardin. Quand la grande porte était ouverte à deux battans, les passans s'arrêtaient pour contempler de loin ce lieu de délices où il y avait des bancs de gazon, des charmilles, des plates-bandes bordées de

buis, et au milieu un jet d'eau avec son bassin rempli de poissons rouges.

Mme Hermance et son fils occupaient l'ancien appartement du colonel, trois pièces dont on n'avait pas changé la décoration et où se trouvaient encore toutes les reliques militaires du vieil officier. Cette partie du premier étage s'ouvrait sur le jardin et faisait suite à une espèce de galerie vitrée qui servait de serre, et où le colonel se promenait autrefois une main sur sa canne à béquille, l'autre main appuyée sur l'épaule de son héritier. Celui-ci n'avait pas changé d'appartement à la mort de son oncle; il avait mieux aimé rester dans sa chambre de neveu, comme il disait en plaisantant. Cette chambre, située aussi au premier étage, entre le grand salon et la galerie, excitait au plus haut degré l'admiration de la bonne compagnie d'O... Les jours de bal ou de grande réunion, quand le salon était transformé en salle de danse, c'était dans la chambre à coucher que s'établissaient les joueurs pour faire leur partie de boston à un sou la fiche; les pauvres gens avaient des éblouissemens lorsqu'ils contemplaient les fauteuils à clous dorés, les rideaux bleu de ciel, la pendule monumentale et toutes les autres magnificences de ce séjour. Ils ne manquaient pas de jeter aussi un coup d'œil dans le boudoir qui complétait l'appartement réservé de César Fauberton. Cette seconde pièce, très petite, était égayée par une tapisserie à grandes fleurs roses; un divan d'étoffe pareille régnait à l'entour, et il y avait en face de la porte une espèce de bureau en acajou, orné de bronzes dorés et fermé par une serrure à secret. Ce meuble, qu'on appelait sous le premier empire un *bonheur du jour*, attirait particulièrement l'attention des invités, qui l'examinaient avec de petits sourires mystérieux : on prétendait qu'il contenait des compartimens invisibles, des cachettes introuvables, et que c'était dans ses profondeurs que le galant célibataire tenait ses archives amoureuses. Cet homme heureux écrasait naturellement tout le monde de sa supériorité; nul ne pouvait lutter contre ses avantages. Il faisait venir de Paris ses habits, ses gants et jusqu'à ses pommades; lui seul dans la ville d'O... avait des bottes vernies et portait au petit doigt un cachet monté en bague. Ces richesses et ces élégances faisaient plus d'effet sur les imaginations féminines que des avantages naturels bien autrement solides; les plus jeunes et les plus beaux étaient éclipsés par César Fauberton, et il poursuivait sans rivaux le cours de ses bonnes fortunes.

Il en fut ainsi durant nombre d'années; ce don Juan bourgeois avait pour ainsi dire oublié et fait oublier aux autres le nombre déjà très élevé de ses printemps. Pourtant des signes non équivoques l'avaient averti que ses avantages s'amoindrissaient : il avait dû

faire venir de Paris, outre ses breloques et ses gilets, un cosmétique pour remonter la fraîcheur de son teint, et en même temps il s'était trouvé dans la nécessité de s'adresser à un artiste en cheveux, lequel lui avait expédié son chef-d'œuvre, un toupet qui s'adaptait sans ressorts ni blanc d'œuf.

Le beau César arriva ainsi, sans s'en douter, à l'état de vieux garçon. Tandis qu'il vieillissait, l'enfant qu'il avait appelé à recueillir son héritage devenait un homme. Par bonheur pour tous deux, ils ne s'en apercevaient ni l'un ni l'autre. Le premier conservait son attitude de protecteur bienveillant et disait encore en parlant de son neveu : — C'est un enfant délicat, j'aimerais qu'il fût plus vif, plus tapageur, mais d'ailleurs je suis content de lui. Le second, subissant l'influence de tout ce qui l'environnait, se sentait complétement effacé par son oncle et se disait à lui-même, en toute humilité, qu'il ne parviendrait jamais à lui ressembler. En effet, Théodore Fauberton ne possédait aucun des avantages traditionnels de la race dont il semblait destiné à être le dernier représentant. Ses traits étaient fins et l'ensemble de sa personne agréable ; mais rien en lui ne rappelait la grande tournure du colonel, ni la belle figure de son oncle César. Il manquait aussi totalement de la fatuité superbe, de la galanterie raffinée et de tous les autres moyens de séduction qui avaient valu à ce dernier tant de conquêtes. Ses manières étaient réservées, presque timides ; il lui semblait que la personnalité de son oncle le réduisait à rien. Bien que ses professeurs ne fussent pas de très habiles gens, il avait reçu une éducation suffisante, et il lui restait de ses études classiques un certain fonds d'instruction et le goût des choses littéraires; mais, comme la plupart des jeunes gens qui n'ont pas à s'inquiéter de leur avenir, il ne travaillait plus depuis qu'il avait quitté le collége. Une longue habitude d'oisiveté l'avait rendu incapable d'une application soutenue ; il n'aimait que les œuvres de pure imagination et ne lisait guère que les poètes et les romanciers. Sa mère, dont la tendresse, quoique excessive, n'était point aveugle, blâmait ce désœuvrement et ne savait comment y remédier. Parfois elle avait d'inquiètes prévisions, et elle lui disait avec une douce sévérité : — Va, si nous n'étions pas dans un pays où il n'y a absolument rien à faire, je t'obligerais bien à travailler.

II.

Un matin, à son lever, César Fauberton jeta par hasard les yeux sur l'almanach, et presque malgré lui il constata que ce jour-là même il accomplissait sa cinquante-neuvième année. Ce chiffre l'at-

trista comme une mauvaise nouvelle; il détourna la tête avec un soupir et dit à Cascarel, son valet de chambre, un honnête garçon qui le servait depuis vingt ans.

— J'ai mal dormi, je me trouve mauvais visage ce matin.

— Monsieur me semble frais comme une rose, répondit Cascarel sans la moindre intention railleuse.

Ce mot rasséréna sur-le-champ le vieux garçon; il se cambra dans sa robe de chambre, noua la cordelière de soie qui serrait sa taille, passa la main dans son toupet, et murmura, après avoir jeté un coup d'œil sur la glace : — Ma foi! je n'étais guère mieux à trente ans.

— C'est l'opinion de tout le monde, dit vivement Cascarel; monsieur est toujours le même, témoin la ceinture de ses pantalons; depuis que je suis à son service, elle n'a pas varié d'un centimètre.

Cette observation profonde acheva de mettre le vieux lion en belle humeur; il reprit l'almanach, égratigna machinalement la date qu'il voulait oublier, et dit en appuyant un peu plus loin son ongle rose, luisant et long comme celui d'un empereur de la Chine : — Décidément je donnerai mon premier bal dans dix jours, pour la fête de sainte Barbe, patronne des artilleurs; la garde nationale sera flattée; les canonniers viendront en uniforme : ce sera d'un joli effet.

— Monsieur n'attend pas le carnaval? dit Cascarel étonné.

— Que veux-tu? je suis pressé de m'amuser, répondit-il en se renversant au dossier de son fauteuil et en se regardant dans la glace de sa toilette avec de petits airs de tête satisfaits et glorieux; j'ai écrit à Paris pour avoir un habit à la dernière mode. Je tiens à ne pas être mis comme le premier venu le jour de cette fête; j'ai commandé aussi un gilet très élégant et tous les accessoires, même un flacon d'eau de verveine pour le mouchoir.

— Monsieur fera sensation, dit Cascarel avec une conviction sincère.

— Je le crois, répondit sérieusement César Fauberton.

Dès le lendemain, Cascarel, accompagné d'un valet de ville en tenue, allait d'une maison à l'autre, distribuant les invitations de M. le maire, et recueillant partout des adhésions empressées. Quoique l'étiquette règle tous les rapports dans les petites localités, et que chacun tienne rigoureusement son rang, certaines familiarités sont admises à l'égard des inférieurs; Cascarel laissait ordinairement le messager municipal dans le corridor qui servait de vestibule, et pénétrait jusqu'au salon, sa lettre à la main. On ne se levait pas pour le recevoir, on ne lui offrait pas un siége; mais la

maîtresse du logis s'écriait : — Bonjour, Cascarel; nous sommes tous charmés de vous voir. Comment va la santé de M. le maire? Toujours à merveille, n'est-ce pas? Vous apportez de sa part une lettre d'invitation? Merci. Quel homme pour organiser une fête et faire les honneurs de chez lui! Assurément nous acceptons, et avec grand plaisir. Dites-lui qu'il peut compter sur nous et que nous arriverons de bonne heure.

Cascarel distribua ainsi une quarantaine d'invitations. Après sa tournée dans le beau quartier de la ville, il lui restait encore une lettre. — Celle-ci est pour les Signoret, dit-il en la montrant au valet de ville; c'est la première fois que monsieur leur envoie une invitation.

— Pourtant M. Signoret est employé à la mairie, et Mme Signoret a été une très belle femme, répondit naïvement le valet de ville.

La famille Signoret habitait une vieille maison près du rempart, à l'extrémité de la ruelle sombre et tortueuse qui côtoyait l'hôtel Fauberton et débouchait sur la grande place. Cascarel allait soulever le petit marteau de fer et frapper discrètement; mais en ce moment la porte s'ouvrit, Mme Signoret sortait : ce fut elle-même qui reçut la lettre d'invitation. — C'est bien; je vous remercie, dit-elle simplement au valet de chambre.

Puis elle baissa le vieux voile noir attaché sur sa capote de paille noire, et poursuivit son chemin.

Un instant après, Théodore Fauberton passa lentement devant la maison des Signoret, et gagna le carrefour voisin, où il s'arrêta afin de lire une affiche placardée depuis quinze jours. Cette occupation l'absorbait si complétement qu'il n'aperçut pas Cascarel et son acolyte, lesquels, mieux placés que lui pour voir ce qui se passait chez les Signoret, distinguaient derrière une fenêtre du premier étage le profil charmant d'une jeune fille dont la main venait d'entr'ouvrir furtivement les volets. Elle avança la tête entre deux pots de giroflées qui masquaient la perspective, et demeura immobile, les yeux tournés vers le carrefour.

— Eh! eh! ces amoureux! dit le valet de ville avec un gros rire.

— J'y vois clair à présent, murmura Cascarel : c'est M. Théodore qui a donné l'idée de cette lettre d'invitation. Il fait l'amour avec Mlle Camille; son oncle ne s'en doute pas.

— C'est inutile de le lui dire, observa le factotum municipal.

— Oh! certainement, répondit Cascarel en haussant les épaules. Qui sait comment il prendrait la chose?... Hier encore il me disait : « Les jeunes gens d'aujourd'hui sont comme le chaste Joseph, les femmes leur font peur. Ça fait pitié, l'attitude qu'ils ont auprès d'elles. Mon neveu ne sait que leur offrir ses respects; pour moi, je

suis charmé de le voir aussi sage, mais il est certain que dans le monde on le trouve ridicule.

La famille Signoret appartenait à la bonne bourgeoisie du pays. M. Scipion Signoret, quoique simple commis à la mairie, était le propre neveu du vieux notaire qui jadis s'était donné tant de peine pour marier César Fauberton. Me Signoret était mort depuis nombre d'années, laissant une centaine de mille francs à partager entre une nuée de collatéraux. Scipion Signoret eut pour sa part la maison patrimoniale et un petit bien de campagne qui rapportait environ cent écus. Alors, quoiqu'il fût déjà classé parmi les vieux garçons, il se maria. Sa femme n'était pas non plus de la première jeunesse; pourtant elle lui donna cinq filles, qu'on élevait dans la maison comme dans un couvent. L'aînée avait dix-sept ans accomplis, et ses quatre petites sœurs jouaient encore à la poupée.

Camille Signoret était comme ces fleurs de cactus qui, longtemps renfermées dans des boutons d'un vert livide, déploient en une seule nuit leurs splendides pétales. Pendant son adolescence, elle était à peine jolie; puis elle était devenue presque sans transition une jeune fille parfaitement belle. Son visage, sa taille, toute sa personne, étaient d'une beauté correcte, éclatante, incomparable, en face de laquelle on ne pouvait se trouver sans être ébloui; mais il n'était pas facile de contempler à loisir cette merveille, ni même de l'admirer un instant de près. La famille Signoret ne sortait guère que le dimanche pour aller à l'église, et parfois à la promenade dans les endroits les moins fréquentés. On apercevait bien à la messe paroissiale la belle Camille agenouillée au milieu de la nef; mais son père, sa mère, ses petites sœurs, et Suzette, la servante du logis, formaient autour d'elle une sorte de rempart, et comme elle assistait à l'office divin avec beaucoup de recueillement, on ne voyait rien que la passe de son chapeau, qui touchait presque le bord de son livre d'heures, et le bout de ses mains gantées ressortant des larges manches de sa robe. A la promenade, elle marchait près de sa mère, sans s'écarter d'un seul pas, et conduisant sa plus jeune sœur. Il n'y avait pas moyen de l'aborder ni de lui parler, car personne n'avait accès au logis, et elle ne paraissait jamais seule dans la rue. Ces obstacles n'avaient pas découragé Théodore Fauberton. Il s'était violemment épris de Camille la première fois qu'il l'avait vue, et, ne trouvant aucun prétexte pour pénétrer dans la maison, il se mit à faire la cour à l'espagnole, dans la rue, sous les fenêtres, la nuit, le jour, malgré le vent, la neige et la pluie, déclarant son amour par ses assiduités, et se contentant du bonheur d'entrevoir parfois à travers les vitres un vague profil, à demi caché par les boucles légères d'une chevelure blonde. Camille ne tarda pas à com-

prendre le langage muet de cet amour, et son cœur fut bientôt touché. Tandis que Théodore lisait les vieilles affiches, elle gagnait furtivement sa chambrette, et, tout émue et palpitante, elle l'observait, cachée derrière les volets. Le jeune homme devina promptement qu'elle était là, et dès lors une sorte d'intelligence s'établit entre eux. Ils se donnaient tacitement des rendez-vous, ils avaient des conversations muettes, et plus d'une fois Camille laissa tomber dans la rue de petits bouquets que Théodore se hâtait de ramasser et de cacher dans son gilet après les avoir baisés. Heureusement le quartier où se passait cette intrigue innocente était presque désert; les pauvres gens qui l'habitaient allaient aux champs dès le matin, et ne rentraient que pour se coucher. D'ailleurs la maison des Signoret faisait le coin de la ruelle, et les fenêtres du salon où se tenait la famille n'avaient pas vue sur le carrefour. Grâce à cette réunion de circonstances, les tentatives amoureuses de Théodore ne s'ébruitèrent pas, et Mme Signoret elle-même ne vit rien qui pût éveiller ses soupçons. Depuis trois mois environ que leurs amours avaient commencé, les deux amans ne s'étaient vus de près qu'une seule fois pendant quelques minutes. C'était un dimanche, après midi; la famille Signoret avait fait une longue promenade à travers champs, et s'en revenait par des sentiers peu fréquentés, bordés de haies d'aubépines et de prunelliers dont les premières gelées avaient déjà roussi le feuillage. A moitié chemin, on fit halte pour se reposer un peu et goûter avec des échaudés. En cet endroit, le sentier se rétrécissait encore entre deux talus verdoyans qui formaient comme de longs bancs de gazon adossés aux grandes haies d'aubépines derrière lesquelles on entendait le bêlement des troupeaux épars dans les pâturages.

— On est bien ici, dit Mme Signoret en distribuant les échaudés que Suzette portait dans son panier; il n'y passe jamais âme qui vive.

Presque au même instant, un bruit de pas annonça que plusieurs personnes approchaient.

— Ah! grand Dieu! voici du monde! reprit Mme Signoret en se retournant presque effrayée; allons-nous-en.

— Ma foi, non, fit le bonhomme Signoret en croisant ses jambes; les petites sont fatiguées, et moi aussi. Qu'est-ce que cela nous fait d'ailleurs d'être rencontrés par des paysans?

Il n'avait pas achevé que M. César Fauberton et son neveu parurent au fond du chemin. A leur aspect, Mme Signoret et ses filles se levèrent précipitamment, et l'employé municipal ôta son chapeau en murmurant tout interdit : — C'est M. le maire... Allons, allons, ne soyez pas si effarées... Il va passer tout droit devant nous; faites-lui la révérence.

Mais César Fauberton, au lieu de poursuivre sa route après avoir fait un léger salut, s'arrêta court en disant d'un air agréable : — Bonjour, mon cher Signoret; comment vous portez-vous? Et madame Signoret? je suis charmé de la rencontrer. Voilà votre petite famille; cette belle demoiselle est votre aînée, n'est-ce pas? Je vous fais mon compliment; elle a une figure ravissante.

— Vous êtes bien bon, monsieur le maire, balbutia Signoret en saluant coup sur coup.

Durant cet échange de politesses, Théodore était demeuré à deux pas derrière son oncle, le cœur palpitant de surprise et d'amour. Camille baissait les yeux, elle était pâle d'émotion, et ses genoux tremblaient. Les petites filles décontenancées se serraient autour d'elle avec un mouvement timide, et Mme Signoret, droite au bord du chemin, semblait pétrifiée.

— Au revoir, mon cher Signoret; mesdames, je vous souhaite le bonjour, reprit César Fauberton avec un geste de tête familier; ne vous attardez pas, je crois que nous aurons de la pluie avant ce soir.

— Je le crois aussi, monsieur le maire, répondit Signoret en renouvelant ses salutations; nous allons rentrer au plus vite. Monsieur le maire, je vous présente mes très humbles devoirs.

Les deux amans ne s'étaient rien dit, non pas même des yeux, tant leur émotion était vive. Rien ne les trahit, et personne ne se douta de ce qui se passait dans leur âme. Quand les Fauberton eurent disparu au détour du chemin, Signoret se tourna brusquement vers sa femme et lui dit aigrement : — Sais-tu, Liline, que tu es d'une timidité ridicule! Comment! tu restes là, droite comme un cierge, sans répondre un seul mot à M. le maire! Ce n'est pourtant pas une si grande affaire de débiter quelques politesses aux gens qui vous abordent. Tu as vu comme je m'en suis tiré!

— C'est pour cela que je vous ai laissé parler, répondit la pauvre femme avec douceur.

Ce fut environ un mois plus tard que César Fauberton songea à donner son premier bal, et la lettre d'invitation était en quelque sorte la conséquence naturelle de cette rencontre. Scipion Signoret prit un air radieux en la recevant des mains de sa femme. — Enfin nous allons reparaître à notre rang! s'écria-t-il; voilà bien des années que je n'ai été dans le monde, et cela par ta faute, madame Signoret. Tu t'es obstinée à rester chez toi et à m'empêcher de faire des visites, de fréquenter les bonnes maisons, comme je faisais du temps de mon oncle; mais cela va changer, je t'en préviens.

— Vous voulez aller à ce bal? dit Mme Signoret sans aucun accent de défi ou de contradiction.

— Certainement j'irai! s'écria-t-il, et toi-même tu y viendras, et Camille aussi; je le veux...

Mme Signoret haussa imperceptiblement les épaules et s'en alla en soupirant, tandis que son mari répétait avec un geste d'autorité qui lui était familier dans son intérieur : — Oui, je le veux, et j'entends être obéi...

Scipion Signoret était d'une taille si exiguë que, malgré la maturité de son âge, on l'appelait encore le petit Signoret. Comme presque tous les hommes de proportions chétives, il affectait volontiers l'air impérieux, fronçait le sourcil à la moindre contradiction, et parlait haut habituellement; mais au fond il n'avait rien qu'une certaine dose de vanité entêtée, et sa femme le gouvernait depuis vingt ans sans qu'il s'en doutât.

Le soir, à souper, il ne fut question de rien. Quand Suzette eut ôté la nappe, M. Signoret s'assoupit comme de coutume au coin de la cheminée; Mme Signoret et sa fille aînée se mirent à travailler silencieusement à côté de la table, et les quatre petites filles s'assirent un peu en arrière, leur tricot à la main. Personne ne disait mot, tous les fronts étaient calmes; pourtant quiconque eût été à portée d'observer ce qui se passait dans ce petit salon peu éclairé et mal meublé n'eût pas tardé à comprendre que tous les membres de la famille Signoret étaient sous l'empire d'une vive préoccupation. M. Signoret sifflotait en sommeillant l'air d'une contredanse en vogue sous la restauration, et battait la mesure de son petit pied sec comme celui d'une momie. Mme Signoret, le visage soucieux et pensif, interrompait de temps en temps son travail pour jeter les yeux sur Camille, qui, silencieuse et agitée, achevait machinalement de réparer les avaries d'une vieille robe d'indienne. Les petites filles elles-mêmes roulaient dans leur esprit l'idée que leur grande sœur pourrait aller au bal, et tâchaient de se figurer les salons de M. le maire.

— Maman, dit tout à coup la plus jeune, est-ce que vous avez jamais été au bal, vous?

Cette question si simple troubla profondément Mme Signoret : elle laissa aller son ouvrage et croisa les mains sur sa poitrine en fermant les yeux, comme pour se reposer un moment; mais ce n'était pas la fatigue qui avait fait remonter le sang à ses joues pâles et tressaillir toutes les fibres de son cœur. Quand cette pénible émotion fut apaisée, elle reprit son aiguille et dit avec calme :

— Oui, ma fille, j'ai été au bal une fois, une seule fois.

— Et vous êtes-vous bien amusée? demandèrent tout d'une voix les enfans.

— Non, répondit-elle d'une voix faible. — Et comme pour cou-

per court à de nouvelles questions, elle ajouta aussitôt : — Il y a si longtemps de cela que je ne m'en souviens plus.

Le silence recommença, un silence si profond qu'on entendait le tic tac de la vieille horloge placée dans l'escalier et les sons affaiblis d'un orgue de Barbarie, que quelque musicien ambulant promenait devant les cafés de la grande place. M. Signoret dormait toujours, les mains enfoncées jusqu'au coude dans les profondeurs de ses poches, car les deux bûches qui depuis le matin fumaient dans les cendres étaient à peu près consumées, et il commençait à faire froid.

Mme Signoret croisa le petit châle qui couvrait ses épaules, et commanda à Suzette de mettre un peu de menu bois dans la cheminée. — Nous allons donc veiller ce soir? demanda M. Signoret sans rouvrir les yeux. Quelle heure est-il?

Il n'avait pas achevé sa question que la vieille horloge, comme pour lui répondre, sonna huit heures. — Vite, mes amours, donnez-nous le bonsoir et allez vous coucher, dit Mme Signoret en se tournant vers les petites filles.

Elles se levèrent docilement, plièrent leur tricot et firent le tour du cercle de famille en présentant leurs joues roses; puis, après avoir embrassé tout le monde, elles sortirent avec de petits rires joyeux, en courant après Suzette, qui montait les degrés quatre à quatre pour se réchauffer.

— Chères petites, elles sont gaies! murmura Mme Signoret avec un soupir et en regardant involontairement Camille, qui, les yeux baissés sur son ouvrage et concentrée en elle-même, s'abandonnait aux confuses espérances qu'avait fait naître dans son esprit l'invitation de M. le maire.

Un moment après, on frappa à la porte de la rue. M. Signoret s'éveilla en sursaut en s'écriant : — Une visite!

— C'est la tante Dorothée, dit Mme Signoret; je l'ai fait prier de venir ce soir.

Camille s'était hâtée d'aller ouvrir, et, en guidant la tante Dorothée dans le corridor sombre qui servait de vestibule, elle lui dit à l'oreille, comme dans les contes de fée : — Ah! ma bonne marraine, je voudrais bien aller au bal!

La tante Dorothée était une vieille fille dont on faisait grand cas dans la famille, quoiqu'elle dût laisser fort peu de bien à ses héritiers. Elle était la cousine-germaine de feu Me Signoret, et avait recueilli aussi une parcelle de sa succession, quelque chose comme dix mille francs, avec un peu d'argenterie et toutes les vieilles nippes. Ces modestes ressources lui suffisaient; elle vivait de ses petites rentes, dans sa petite maison, seule avec sa petite servante,

et depuis longtemps elle n'allait plus dans le monde, où jadis elle avait brillé.

— Eh bien! qu'est-ce qu'il y a de nouveau ici? dit-elle en se débarrassant de la capote de paille noire qu'elle mettait par-dessus ses coiffes et en s'asseyant au coin de la cheminée; quand j'ai su que Suzette était venue pour me dire que vous m'attendiez ce soir, j'ai craint qu'il n'y eût quelqu'un de malade.

— Non, grâce au ciel! répondit Mme Signoret; je désirais seulement vous parler d'une chose fâcheuse qui nous arrive.

A ces mots, elle prit la lettre d'invitation et la mit sous les yeux de la tante Dorothée. M. Signoret s'était levé en bondissant. — Une chose fâcheuse! répéta-t-il avec indignation; eh! pourquoi, je vous prie? Qu'y a-t-il de fâcheux dans l'invitation de M. le maire? En quoi peut-elle nous être désagréable? Il me fait l'honneur de me prier d'assister au bal, au grand souper qu'il donne à toute la ville: par quel motif refuserais-je d'y paraître?

— Par le motif que vous n'avez point d'habit, répondit simplement Mme Signoret.

L'employé resta un moment interdit devant cet obstacle vulgaire, puis il répondit philosophiquement : — J'ai mon habit de noces, un frac noir encore très propre et du plus beau drap. Il n'est pas à la mode, j'en conviens; mais je ne suis plus jeune, et naturellement personne ne s'étonnera que je porte un vieil habit.

— Soit, vous avez raison, répliqua Mme Signoret avec quelque vivacité; mais moi je n'ai plus ma robe de noce.

— Une très belle robe de soie ornée de garnitures en rubans, observa l'employé municipal en revenant avec complaisance sur ce souvenir; tu avais aussi une ceinture à bouts flottans et un nœud pareil à ta collerette.

— J'ai depuis longtemps renoncé à toutes ces vanités, dit la pauvre femme en soupirant; mais, je l'avoue, il me serait pénible d'aller au bal avec ma robe de mérinos couleur marron et mon châle en bourre de soie; c'est là pourtant ce que j'ai de mieux en fait de toilette. Quant à acheter ce qui me manque, vous savez aussi bien que moi qu'il ne faut pas même y songer.

Ces observations étaient d'une justesse si évidente que M. Signoret ne répondit rien; il se contenta d'agiter ses mains dans ses poches vides, en levant les yeux au plafond comme un homme qui réfléchit. Camille, perdant déjà tout espoir, baissa tristement la tête et reprit son aiguille.

— Voyons un peu pourtant, dit alors la tante Dorothée en s'adressant à Mme Signoret; je vous connais une vieille robe de soie noire qu'il ne serait pas impossible de remettre à neuf pour la cir-

constance; vous vous coifferiez simplement avec vos cheveux, qui sont encore très beaux; ce serait une mise convenable.

— Oh! certainement, s'écria Camille.

Mme Signoret s'était attendue à trouver un auxiliaire dans la tante Dorothée; elle regarda la vieille fille avec un mouvement imperceptible d'étonnement et de reproche; puis elle dit en soupirant : — Et Camille? Vous savez en quoi consistent ses plus beaux atours; pensez-vous qu'il y ait moyen de lui composer une toilette de bal avec sa robe de percale blanche et sa pèlerine de taffetas noir?

— La simplicité sied aux jeunes filles, répliqua sentencieusement M. Signoret.

Personne ne releva cette banalité. M. Signoret, comprenant qu'il n'avait rien à opposer aux calculs de sa femme, prit aussitôt son parti, et se hâta d'ajouter avec une résignation mêlée d'aigreur : — Je n'avais pas prévu le chapitre des chiffons. C'est très bien; nous resterons tous au coin de la cheminée, car il ne serait pas convenable que j'acceptasse pour moi seul l'invitation de M. le maire.

— Tout cela peut s'arranger, dit alors Camille en tâchant de dominer son chagrin; puisque maman a une robe de soie, elle vous accompagnera; moi, je resterai à la maison.

— Non vraiment! dit la tante Dorothée; je veux que tout le monde soit content; toi aussi, ma petite Camille, tu iras au bal...

— Vous insistez! s'écria Mme Signoret avec amertume et en regardant fixement la vieille fille; vous voulez que nous paraissions à cette fête? Mais c'est impossible!

— Impossible! non pas, répliqua tranquillement la tante Dorothée; il s'agit seulement d'avoir pour Camille une toilette convenable. Eh bien! cela me regarde; je lui promets une robe de bal, une jolie coiffure, un bouquet pour mettre sur le devant de son corsage, et un bel éventail.

— Oh! ma marraine, est-ce bien vrai? s'écria Camille en pâlissant de joie.

— Nous avons huit jours devant nous, poursuivit la vieille demoiselle; c'est tout juste le temps qu'il me faut. Vous ne viendrez pas chez moi, et je ne reparaîtrai ici qu'à l'heure où vous devrez vous habiller pour aller au bal. De votre côté, faites vos préparatifs; ma petite Camille, tu t'occuperas de recouvrir les souliers de prunelle noire que je te donnai l'an dernier, et tu confectionneras deux jolies paires de mitaines en filet, l'une pour ta mère, l'autre pour toi.

— Ce sera très élégant, ma fille, s'écria M. Signoret; moi, je m'achèterai une paire de gants blancs. — Puis il ajouta en s'adressant à sa femme avec un geste de triomphe : — Eh bien! Liline, cette fois il n'y a pas moyen de reculer, tu vas reparaître dans la société...

La pauvre femme leva sur la tante Dorothée un regard douloureux et répondit sourdement : — C'est malgré moi!

M. Signoret entama alors le récit des succès qu'il avait eus jadis dans le monde. — J'étais un beau danseur, dit-il en avançant la pointe du pied; les dames trouvaient que j'étais pétri de grâces; César Fauberton lui-même baissait pavillon devant moi. Ses pas étaient corrects, il avait le jarret vigoureux : à l'allemande, il enlevait sa danseuse; mais, moi, je m'envolais avec la mienne, j'étais une plume, un esprit... Te rappelles-tu, Liline, le bal que donna ce pauvre colonel quelque temps avant sa mort?

Mme Signoret fit un mouvement de tête qui ressemblait à un geste négatif, et balbutia quelques mots inintelligibles.

— Comment, tu ne te souviens pas de ce bal? s'écria M. Signoret; tu y étais pourtant. Quoi! tu ne te rappelles pas que je dansai la gavotte? tu ne te rappelles pas l'accident qui arriva après le souper, lorsque le grand lustre du salon tomba au beau milieu de la contredanse?

Elle secoua la tête.

— Tu as oublié cela! c'est un peu fort! reprit M. Signoret en haussant les épaules. Moi, je m'en souviens comme si c'était arrivé hier, poursuivit-il en s'adressant à la tante Dorothée; toutes les bougies s'étaient éteintes en tombant; il y avait comme une odeur de roussi; on crut que le feu avait pris sous les banquettes, et tout le monde se précipita hors du salon. Les dames jetaient des cris pitoyables; les danseurs entraînaient leurs danseuses dans les escaliers. Mme la directrice des postes se trouva mal, et l'on fut plus d'une demi-heure à se reconnaître. Pendant cette déroute, j'étais à côté du colonel, qui n'avait pas quitté le salon. Quel homme! quelle présence d'esprit! quel sang-froid! Il donna ses ordres afin qu'on rajustât la corde du lustre, et qu'on rallumât les bougies; ensuite il alla rassurer tous ses invités, et ramena les dames au salon. Ce fut alors que je dansai la gavotte; on montait sur les banquettes pour me voir; j'eus un succès prodigieux.

— Je vous en fais mon compliment! interrompit la vieille fille impatientée; parlons d'autre chose.

M. Signoret se leva d'un air piqué, et alluma silencieusement une petite lampe de verre qui lui servait de bougeoir. — Bonsoir et bonne nuit, dit-il, je vais me coucher.

— Toi aussi, ma filleule, il faut aller dormir, dit la tante Dorothée en embrassant Camille; vite au lit maintenant, et demain matin de bonne heure à l'ouvrage!

— Oui, ma chère marraine, répondit joyeusement la jeune fille.

Elle se hâta de mettre en ordre son petit attirail de couture, et s'en alla suspendue au bras de son père en lui disant : — Oh! cher

papa, que je suis contente! c'est bien décidé, bien résolu, nous irons au bal!

— Eh! eh! moi aussi, je suis très content! dit-il en sautillant, nous nous amuserons!

Quand ils eurent fermé la porte derrière eux, quand on ne les entendit plus jaser dans l'escalier, Mme Signoret baissa la tête sur ses mains et fondit en larmes. La tante Dorothée se rapprocha d'elle, et après l'avoir considérée un moment en silence, elle lui dit doucement :

— Ma chère Emmeline, est-il possible que ce souvenir vous trouble ainsi?

— Ce soir, j'ai souffert un cruel supplice, dit la pauvre femme, en pressant avec force son mouchoir sur ses yeux, comme pour refouler le flot de larmes qui débordait malgré elle. Après un moment, elle ajouta, un peu calmée : — Je ne m'attendais pas à ce qui arrive.

— Ma foi! ni moi non plus, murmura la vieille fille.

— Et vous aussi, vous avez été contre moi! continua Mme Signoret avec un accent de reproche; vous avez été d'avis que je devais accepter cette invitation!

— J'ai mes raisons, répliqua la tante Dorothée. Avez-vous confiance en moi?

— Oh! certes oui, et je vous l'ai bien prouvé, répondit vivement Mme Signoret. Vous seule, vous seule au monde, connaissez le fond de mon âme.

La tante Dorothée se recueillit un moment; puis, prenant dans ses mains les mains de Mme Signoret, elle lui dit, avec une douceur mêlée d'autorité : — Ma chère Emmeline, le temps est venu d'oublier ce qui a fait le malheur de votre vie...

— Je ne peux pas, je ne peux pas! interrompit-elle d'une voix étouffée; je vous en supplie, n'ajoutez pas un mot : tout ce que vous pourriez me dire, je me le suis dit mille fois, et je n'ai pu surmonter cette peine secrète qui me ronge le cœur... Il y a des choses que je ne puis entendre sans frissonner; il y a des noms qui me font frémir.

— Il faut pourtant que je vous parle de César Fauberton, dit résolûment la tante Dorothée. Écoutez-moi, calmez-vous, au nom du ciel : il s'agit de Camille.

— De Camille! répéta Mme Signoret avec stupeur.

— Voici ce qui se passe, reprit la vieille demoiselle en se rapprochant et en parlant à demi-voix. Hier soir, ayant une heure de loisir, j'allai faire une visite à Mme Hermance. Je la trouvai seule au coin de son feu avec Marcelle, qui lui faisait prendre de la tisane au miel, car la pauvre femme avait gagné un mal de gorge dans

l'après-midi, en surveillant les ouvriers, qui ont déjà commencé les arrangemens pour le bal de samedi prochain. Mme Hermance a de l'amitié pour moi et parfois elle s'abandonne un peu. Malgré sa réserve, j'ai pu comprendre qu'elle n'avait pas mené une vie heureuse dans la maison de son cousin à la mode de Bretagne. Enfin passons. Hier, je me suis tout de suite aperçue qu'elle avait quelque chose à me dire, car elle a fait signe à Marcelle de s'en aller, et a poussé son fauteuil tout près du mien. Alors, pour l'encourager, je lui ai dit : — Vous semblez affectée, chère madame; je vous trouve un visage triste. — Hélas! oui, je suis bien inquiète, me répondit-elle aussitôt. Mon fils m'a fait aujourd'hui une confidence qui me donne bien du souci : il est amoureux. C'est un grand malheur! — Cela lui passera, ai-je dit tout naturellement. Le malheur dont vous parlez arrive tous les jours; mais il y a tant de remèdes! — C'est précisément sur ces remèdes que je voulais vous consulter, reprit Mme Hermance : il y a l'absence d'abord... — Et l'inconstance naturelle des hommes, ai-je ajouté. — Théodore n'est pas comme son oncle, a dit Mme Hermance en secouant tristement la tête; je le connais bien. Il s'opiniâtrera dans sa passion. Ma chère demoiselle, si vous ne venez à son secours, j'ai peur qu'il ne soit amoureux pour le reste de sa vie. — Eh! comment puis-je l'en empêcher? me suis-je écriée. — Mme Hermance a un peu hésité, ensuite elle m'a dit en baissant la voix : « Vous seule pouvez empêcher que cet amour soit partagé. » Ce mot m'éclaira. Je coupai la parole à Mme Hermance. — Ainsi, lui dis-je, votre fils est amoureux de Camille? — Hélas! oui, me répondit-elle en gémissant; il me l'a déclaré aujourd'hui. Où cela doit le mener, il n'en sait rien; mais il m'a juré et répété cent fois qu'il aimait la belle Camille, qu'il l'aimerait toujours, et que dût-il attendre trente ans pour l'épouser, il attendrait. Vous concevez où aboutirait cette folie... Ma chère demoiselle, mon fils ne m'a parlé que de ses propres sentimens; j'espère encore qu'il n'est pas aimé. Jusqu'à présent, il n'a pas eu l'occasion de parler à Mlle Signoret; mais dans huit jours ils se verront au bal. — On a envoyé une invitation à la famille Signoret! me suis-je écriée, toute surprise et confondue. — On l'enverra demain, m'a-t-elle répondu; je ne puis l'empêcher : c'est Théodore qui a arrangé cela avec son oncle. Il espère que la famille Signoret acceptera cette invitation, et l'idée de danser avec la belle Camille le jette dans des transports. Il m'a avoué tout cela dans un moment d'abandon, parce que son cœur débordait. J'ai été effrayée, mais la force m'a manqué. Il semblait si heureux, que je ne lui ai fait aucune objection... Ma chère demoiselle, c'est à vous que je m'adresse pour sauvegarder cette jeune fille et ramener mon fils à la raison. Vous savez sa position de fortune : nous ne possédons rien qu'une petite rente qui finit avec

moi. L'avenir de Théodore dépend de son oncle. A la vérité, j'ai entre les mains un testament qui l'institue le légataire universel de M. Fauberton; un jour il sera riche et maître de ses actions, mais nous ne pouvons pas faire d'odieux calculs... Ma chère demoiselle, parlez à votre filleule; avertissez-la du danger qu'elle court; dites-lui de bien défendre son cœur, de repousser l'amour de mon fils, de l'accabler de son indifférence..... La bonne dame avait les larmes aux yeux en me parlant ainsi. Moi, j'étais un peu piquée, et je lui répondis lestement : — Soyez tranquille, chère madame, nous empêcherons la belle Camille de se laisser aimer par votre fils. Elle n'a pas encore pris garde à lui, peut-être même ne connaît-elle pas sa figure. D'ailleurs c'est une fille sage, et elle sait que les Fauberton ne se marient pas. — Vous m'en voulez de ma confiance et de ma franchise, me dit alors Mme Hermance en me prenant la main pour me retenir, car je m'étais levée. — Non, lui répondis-je franchement, non, je vous assure; mais j'ai eu un petit mouvement de susceptibilité. C'est passé déjà, et je vous promets volontiers d'agir selon vos intentions. Je suis tout à fait de votre avis : ce serait un grand malheur si ces enfans venaient à s'aimer, car César Fauberton déshériterait certainement son neveu, s'il lui supposait quelque intention de mariage... Là-dessus nous nous quittâmes, et je revins à la maison bien décidée à vérifier ce qui se passe au fond du cœur de Camille, et à empêcher son père de la conduire à ce bal...

Mme Signoret avait écouté ce rapport les mains jointes sur ses genoux, les yeux fermés à demi, les lèvres contractées comme quelqu'un qui subit courageusement une douleur aiguë. Quand la vieille demoiselle se tut, elle rouvrit un peu ses paupières rougies par les larmes, et dit avec effort : — Hélas! pourquoi n'avez-vous pas fait ce que vous aviez résolu?

— Ah! voici, répondit la tante Dorothée après avoir lentement aspiré une petite prise de tabac. J'avais donc l'intention que je viens de vous dire, et ce matin j'étais sortie pour venir directement ici; mais le temps était si beau, il faisait si bon au soleil que j'ai été tentée : au lieu de suivre droit mon chemin, j'ai pris par les remparts et fait presque le tour de la ville. Comme je n'ai plus mes jambes de vingt ans, je me suis assise sur un banc pour me délasser un peu. Il ne passait personne; mais au bout d'un quart d'heure j'ai vu venir César, qui, comme d'habitude, se promenait seul après son déjeuner. Il s'en allait l'air gaillard, sa badine à la main et une petite rose à la boutonnière. C'est étonnant! De loin je le trouvais jeune; il est mon aîné cependant, et voilà longtemps que je suis une vieille fille! Lorsqu'il me vit, il quitta la chaussée et vint droit à moi en ôtant son chapeau et en me donnant le bonjour. Il y a bien

dix ans que nous ne nous étions ainsi rencontrés; mais je ne me déconcertai pas. Après lui avoir rendu son salut, je me retirai au bout du banc et je rangeai ma robe pour lui faire place, absolument comme autrefois, quand nous le rencontrions à la promenade. Il me fit un petit sourire de remerciement et s'assit à côté de moi en me disant : — Toujours charmante! — Gardez vos complimens pour celles qui sont belles et jeunes, mon cher César, lui répondis-je familièrement; je n'ai plus rien de charmant, hélas! Il est bien loin le temps où dans des rimes fort galantes vous me compariez à une fleur sauvage! — Sauvage! vous l'étiez!... a-t-il répliqué effrontément. Puis aussitôt il a ajouté : — Vous vous êtes retirée du monde, vous n'allez plus nulle part; j'en suis mortifié, car j'aurais eu plaisir à vous voir chez moi dans huit jours... — Pour ce bal? m'écriai-je, ah! par exemple, non; mais les après-midi, si vous le voulez, vous me rencontrerez quelquefois chez Mme Hermance; je n'ai jamais cessé de la voir. — Ma pauvre cousine est d'une bien mauvaise santé maintenant! dit-il avec un soupir; elle change à vue d'œil. Je crains beaucoup pour elle. — Ah! mon Dieu! m'écriai-je, vous croyez qu'elle est gravement malade? Mais toute sa vie elle a toussé ainsi. — Elle n'a jamais été malade comme à présent, me répondit-il avec un nouveau soupir; si elle venait à mourir, ce serait une grande perte pour moi : c'est elle qui dirige ma maison. Nous autres hommes, nous n'entendons rien au ménage. Que deviendrais-je, grand Dieu! s'il me fallait à présent m'occuper de tout cela!... Cette prudence me révolta; je reconnus bien à ces calculs l'égoïsme du beau César, et ne pouvant le lui reprocher sans détour, je lui dis assez aigrement, avec l'idée de lui faire quelque déplaisir : — Si ce malheur que vous prévoyez de si loin arrivait, vous n'auriez qu'un parti à prendre, ce serait de marier votre neveu. — Ah! je le voudrais de grand cœur! me répondit-il. — Puis il ajouta d'un air convaincu et en passant familièrement son bras sous le mien, comme pour m'engager à me lever : — Voyez-vous, ma chère Dodo! il n'y a rien de tel qu'une femme pour le bon ordre et l'agrément d'une maison. Allons-nous-en d'ici; le fond de l'air est froid, et nous pourrions nous enrhumer, assis côte à côte sur ce banc de pierre. — J'étais si confondue d'étonnement que je me levai sans mot dire; mais, bientôt revenant à moi, je le pris par un bouton de son habit, et, le regardant bien en face, je lui dis d'un air de doute : — Quoi! vous laisseriez Théodore se marier? — Certainement, me répondit-il. — Et quand même il voudrait épouser une fille sans dot, vous donneriez votre consentement? — Je le donnerais, et quelque chose en plus, répondit-il sans hésiter : cela, je vous le déclare, et j'en prends l'engagement devant vous; mais vous sentez

qu'il est inutile d'en parler pour le moment. — Soyez tranquille! m'écriai-je, soyez tranquille, je n'en dirai mot; personne ne voudrait le croire!...

Il se prit à rire, et nous fîmes ensemble un bout de chemin en parlant de la pluie et du beau temps, puis il me salua en me disant amicalement : — Au revoir. — Je rentrai chez moi pour penser un peu à ce que je venais d'entendre, et j'ai attendu ce soir afin de vous voir seule et de vous raconter tout. A présent, ma chère Emmeline, vous voyez pourquoi j'ai été d'avis que vous deviez accepter cette invitation et mener votre fille au bal?

Mme Signoret soupira profondément; une seule chose l'avait frappée. — Ainsi ce jeune homme aime ma fille? dit-elle avec amertume. Mais elle? certainement elle ne l'aime pas; si elle l'aimait, je le saurais.

La tante Dorothée hocha la tête.

— Ah! vous supposez qu'elle l'aime? s'écria Mme Signoret alarmée; vous le savez peut-être?...

— Je ne sais rien que ce que m'a dit Mme Hermance, je vous le jure; mais c'est toujours comme de notre temps : les amans n'ont pas besoin de se parler pour s'entendre. Lorsque Mme Hermance m'a confié ses appréhensions, j'ai répondu fièrement du cœur de Camille, et il aurait bien fallu qu'elle tînt la parole que j'ai donnée; mais il lui en aurait coûté, je crois. Par bonheur nous n'en sommes pas là. Si ma filleule aime Théodore Fauberton, un charmant cavalier et le plus beau parti de l'arrondissement, eh bien! tant mieux! Après ce que m'a déclaré ce matin même l'oncle César, cette inclination ne peut avoir aucune suite funeste. Le jeune homme n'a pas accès dans la maison, la fille est bien gardée : il n'y a donc rien à craindre. Croyez-moi, laissez grandir cette tendresse réciproque. Surveillez Camille, ne la perdez pas de vue, et ne vous inquiétez nullement de ce qui se passe dans son cœur. A ce bal où ces amoureux se verront de près, Théodore Fauberton se déclarera certainement, et qui sait? nous pourrions bien voir de belles noces après les prochaines fêtes de Pâques.

— Dieu le veuille! murmura Mme Signoret; je suis résignée.

III.

Huit jours après, sur le soir, la tante Dorothée arriva chez les Signoret, suivie de Miette, une petite paysanne qu'elle avait élevée aux fonctions de fille de service à vingt écus de gages. Miette portait sur sa tête une vaste corbeille recouverte d'une serviette blanche.

— Bonsoir à tous, grands et petits, dit la vieille fille en entrant dans le salon où la famille était réunie.

— Voici ma robe! s'écria Camille avec un transport de folle joie et en jetant ses deux bras au cou de sa marraine.

— Voyons! ne m'étouffe pas, fit celle-ci après avoir reçu une demi-douzaine de gros baisers; sept heures viennent de sonner à l'horloge de la ville, nous n'avons pas de temps à perdre. Montre-moi ce que tu as fait.

— Oh! j'ai bien travaillé, répondit Camille en tirant de son panier à ouvrage des mitaines noires dont le réseau ressemblait à de la dentelle, et une paire de souliers en satin vert, auprès desquels la fameuse pantoufle de Cendrillon eût semblé une savate d'Auvergnat. La pauvre enfant avait confectionné cette mignonne chaussure avec un de ces immenses sacs à ouvrage que les dames suspendaient autrefois à leur bras.

— Voilà qui est parfait! s'écria la tante Dorothée; tu as recouvert tes souliers avec le *ridicule* que j'ai offert à ta mère lors de son mariage; c'est une idée cela!

Les petites filles entouraient la corbeille avec des soupirs de curiosité, et soulevaient furtivement la serviette. Mme Signoret, déjà habillée pour le bal, tricotait au coin de la cheminée; à l'autre coin, M. Signoret essayait ses gants blancs et grommelait en regardant sa femme : — Comme te voilà fagotée!.. Tu aurais paru bien plus à ton avantage, si tu avais mis quelques bouts de ruban dans ta coiffure, un nœud couleur cerise ou bleu céleste. En vérité, tu as l'air d'être en grand deuil avec ta robe noire agrafée jusqu'au menton et tes cheveux collés sur les tempes!

— Laissez-la donc tranquille; elle est très bien ainsi, s'écria la tante Dorothée; sa robe paraît neuve; elle est supérieurement coiffée, et cette simplicité lui sied tout à fait. Au lieu de nous débiter vos fariboles, allez commencer votre toilette. Toi aussi, Camille, dépêche-toi de monter dans ta chambre et emmène tes sœurs. Si elles sont bien sages, quand j'irai t'habiller, je leur permettrai de me présenter les épingles. Allez, allez-vous-en bien vite, mes petits agneaux.

Dès que Mme Signoret fut seule avec la tante Dorothée, elle lui dit : — Vous voyez, je suis prête. A présent, ce n'est plus de moi qu'il s'agit, c'est de Camille. Hélas! vous ne vous étiez pas trompée, elle aime ce jeune homme.

— Qu'y a-t-il d'étonnant? répliqua la vieille fille; elle rêve ce que nous avons rêvé toutes... Laissons aller les choses. Théodore est amoureux fou; sa mère ne veut que son bonheur, et vous savez ce que m'a déclaré son oncle; il n'y a donc aucun obstacle sérieux.

Cousine, je vois venir le moment où l'on proclamera dans toute la ville le mariage de Camille avec le jeune Fauberton. Quel étonnement! quel triomphe! Je l'ai dit mainte fois, la famille Signoret se relèvera un jour.

— Ah! je suis bien inquiète, murmura la pauvre mère.

— Il est temps d'habiller ma filleule, reprit la tante Dorothée; venez, ma chère Emmeline, et, au nom du ciel, ne laissez apercevoir ni préoccupation, ni tristesse. Paraissez à ce bal avec une contenance assurée, et quand César Fauberton viendra vous saluer, faites-lui bon visage.

— Il le faudra bien! répondit-elle entièrement résignée.

Elles montèrent dans la chambre de Camille, précédées par Miette, qui portait triomphalement la corbeille, qu'on n'avait pas encore découverte.

Camille était déjà coiffée; un sûr instinct de coquetterie lui avait fait deviner ce qui pouvait la rendre plus belle encore. Ses beaux cheveux blonds, légèrement crêpés, retombaient en longues spirales jusque sur son cou gracieux, et formaient derrière sa tête une épaisse torsade simplement rattachée par un peigne de corne. Elle s'avança vers la tante Dorothée, et lui dit en souriant :

— Est-ce bien ainsi?

— Pas mal, pas mal, répondit celle-ci avec une secrète admiration; viens là que je mette la dernière main à ta coiffure.

Alors elle tira de la corbeille une guirlande de feuillage entremêlé de petites baies d'un rouge vif, et la mit sur la tête de Camille en ajoutant : — J'ai fait cette couronne avec une branche de lierre et une poignée de fruits sauvages que Miette est allée cueillir dans le bois. Voici le bouquet pareil.

— Comme c'est joli! s'écrièrent les petites filles en battant des mains. Et la robe, tante Dorothée! et la robe?

— La voici, répondit-elle en déployant une robe blanche dont le tissu lâche et fortement amidonné était plus transparent et plus léger que la mousseline.

— Je ne crois pas qu'il y ait au monde une personne plus industrieuse que vous! s'écria Mme Signoret; vous avez taillé cette robe dans le grand rideau de gaze qui servait de moustiquaire à notre oncle lorsqu'il habitait Venise du temps de l'émigration?

— Oui, c'est cela même, dit la tante Dorothée avec satisfaction; après avoir savonné et apprêté cette loque qui jaunissait depuis quarante ans au fond d'une armoire, j'en ai fait ce que vous voyez.

— Vous êtes une fée! s'écria Camille avec transport; comme ces manches bouffantes ont bonne grâce! et cette jupe à gros plis, comme c'est élégant!

— Tiens-toi donc tranquille ! interrompit la tante Dorothée, je ne peux pas agrafer ta robe... Maintenant il s'agit d'attacher ton bouquet au corsage... Petites filles, donnez-moi des épingles... Voilà qui est fait !... Ma filleule, regarde-toi... Trouves-tu que c'est bien?

Camille jeta un seul coup d'œil sur le petit miroir placé au milieu de la tablette de bois qui lui servait de toilette, et, se retournant radieuse, elle murmura : — Oui, je suis contente.

— Voici ton éventail, ajouta la vieille fille en lui remettant un bel éventail Louis XV, qui provenait aussi de la succession du vieux notaire Me Signoret.

— Mesdames, êtes-vous prêtes? cria M. Signoret derrière la porte; nous sommes invités pour huit heures. Allons, allons!

Depuis la tombée de la nuit, tous les désœuvrés qui hantaient les cafés de la place s'étaient groupés devant l'hôtel Fauberton afin de contempler les lampions alignés au-dessus de la grande porte, le vestibule éclairé par des pots à feu au chiffre de César Fauberton et l'escalier enguirlandé de branches de buis et de fleurs de papier rose. Vers huit heures, toutes les fenêtres s'illuminèrent simultanément. Alors les curieux se rangèrent en haie pour voir passer les invités, et les gamins montèrent sur les arbres de la place afin de tâcher d'apercevoir à travers les fenêtres ce qui se passait dans la salle de bal.

La fête allait commencer; César Fauberton, en grande tenue, était debout devant la cheminée du salon et donnait un dernier coup d'œil à l'ensemble de sa toilette. Son habit noir dessinait exactement sa taille encore élégante; il avait un pantalon collant, des bas de soie à jour et des souliers vernis échancrés jusqu'à l'orteil. Mme Hermance, en robe de satin feuille morte, se tenait avec son fils près de la porte pour faire les honneurs, et les quatre musiciens qui formaient l'orchestre se mettaient en devoir d'accorder leurs instrumens. Du haut de leur estrade, ils avaient vue sur l'escalier et signalaient de loin les invités. — Voici M. le premier adjoint et sa famille, dit la basse en cherchant son cahier de contredanse; dès qu'il y aura assez de dames pour former un quadrille, M. le maire va nous dire de commencer, et il ouvrira le bal par la trénitz; c'est son triomphe. L'an dernier, il l'a dansée avec Mme Michalet, et c'était M. Théodore qui faisait vis-à-vis avec Mme la directrice des postes.

— Mme Michalet n'aura pas deux années de suite le même honneur, répondit l'alto; M. le maire, qui était fort assidu chez elle l'hiver dernier, ne la visite plus qu'en cérémonie.

— Il se range, murmura la basse.

— Ne croyez pas cela, interrompit l'alto; ce c'est pas ce que j'ai voulu dire.

— Pas de commérages, messieurs, interrompit la flûte d'un air important; je suis assez au courant de ce qui se passe dans le beau monde, et je puis vous assurer que Mme Michalet n'a pas été remplacée; tout prend fin ici-bas!...

— Excepté la jeunesse de M. le maire, répliqua l'alto.

— Voici encore des dames qui arrivent, reprit la basse; les deux petites filles de M. le juge de paix, et les quatre demoiselles de M. le percepteur, en tout six danseuses. On pourrait faire deux quadrilles maintenant. Qu'attend donc M. le maire pour ouvrir le bal?

— Peut-être ne se sent-il plus le jarret assez souple pour danser le solo de la trénitz, dit la flûte à demi-voix; jouons la pastourelle, ça le décidera.

Le quatuor attaqua *rinforzando* les premières mesures de la contredanse; mais M. Fauberton fit signe aussitôt aux musiciens de cesser. Un flot d'invités venait de déborder dans la salle de bal. Derrière eux arrivait la famille Signoret, qui, après avoir salué Mme Hermance, tâchait de se glisser inaperçue jusqu'à la dernière banquette; mais tandis qu'elle exécutait cette manœuvre, M. Fauberton vint droit à Mme Signoret, et dit galamment en lui offrant le bras : — Permettez, belle dame, que je vous conduise. Combien je suis heureux de vous voir chez moi avec votre charmante fille! Par ici, je vous prie; j'aperçois là-bas un fauteuil où vous serez mieux que sur les banquettes.

La pauvre femme avait senti ses genoux fléchir et sa vue se troubler; elle ne put articuler un mot, et, appuyant sa main tremblante au bras de César Fauberton, elle se laissa conduire à une des places d'honneur, près de la cheminée. L'excès même de son émotion lui donnait une apparence de tranquillité; elle avait traversé le salon la tête droite, les yeux fixes, la contenance raide, et elle s'assit comme un automate que fait mouvoir un ressort caché. Peu à peu cependant elle revint de cette émotion violente, et ses yeux se tournèrent vers sa fille. Camille était à son côté rayonnante, le sourire sur les lèvres; elle avait étalé sa robe sur la banquette, et maniait avec un geste gauche et charmant le bel éventail Pompadour que lui avait donné sa marraine. De temps en temps, elle tournait un regard furtif vers Théodore, qui la contemplait à distance d'un air amoureux, et mettait ses gants jaunes avant de venir la prier pour la première contredanse. L'attitude de ces amans inquiéta Mme Signoret; il lui sembla qu'ils allaient trahir le secret de leur cœur, et, s'efforçant de vaincre ses propres agitations, elle dit à Camille : — Qu'as-tu donc, mon enfant? tu parais troublée.

— C'est que tout le monde me regarde, répondit-elle naïvement.

En effet, tous les yeux étaient tournés vers elle. Sa beauté exci-

tait l'admiration des hommes, et sa toilette l'étonnement des femmes; les demoiselles majeures disaient en pinçant les lèvres qu'elle était encore bien jeune pour porter une robe si élégante; les petites filles enviaient l'ampleur majestueuse de sa jupe, pour laquelle véritablement la tante Dorothée n'avait pas épargné l'étoffe, et les dames rangées en espalier contre la tapisserie murmuraient entre elles : — Cette petite est réellement bien mise. Où donc Mme Signoret peut-elle avoir acheté cette jolie robe? Il n'y a rien de pareil chez nos marchands de nouveautés.

Le percepteur, un gros homme qui se piquait de littérature et faisait de petits vers, se glissa derrière sa femme pour lui dire à l'oreille : — Madame Chapusot, regarde donc le petit Signoret; ne dirait-on pas qu'il sort d'une boîte où il aurait dormi vingt ans?

— Il est habillé comme le jour de son mariage, répondit la dame; je reconnais son habit et ses escarpins. Sa femme est bien changée, n'est-ce pas?

— Sa fille est une beauté achevée, reprit le percepteur avec feu; quels yeux! quelle chevelure! quel profil de déesse!...

— Peuh! fit Mme Chapusot en regardant les quatre demoiselles Chapusot alignées sur la première banquette; peuh! un assez joli teint, des traits assez mignons, mais point de physionomie, point de tournure...

La première mesure de la trénitz coupa court à ce dialogue. Les dames firent silence; une sorte de frémissement parcourut le rang des danseuses, qui regardèrent instinctivement le danseur de leur choix. Camille baissa les yeux sur la pointe de son petit soulier vert, déploya son éventail, et attendit le cœur palpitant.

— Place à la contredanse, cria César Fauberton; messieurs, invitez vos dames.

Les hommes réunis au milieu du salon s'éparpillèrent; les danseurs intrépides abordaient les demoiselles majeures, qui acceptaient leur invitation avec de petites façons ingénues et coquettes; les jeunes femmes renvoyaient aux petites filles les cavaliers dont elles ne se souciaient pas, et les dames d'un âge mûr se levaient déjà pour mieux voir le solo de la trénitz. Alors César Fauberton acheva de mettre ses gants, fit signe à son neveu de prier une danseuse pour lui faire vis-à-vis; puis, s'avançant vers Camille, il articula en s'inclinant la formule classique : « Mademoiselle, voulez-vous me faire l'honneur de danser avec moi? »

— Oui, monsieur le maire, répondit-elle en rougissant de surprise, de joie et d'orgueil.

Lorsque la fille de l'employé à la mairie traversa le salon, conduite par son cavalier, et qu'elle alla prendre place au quadrille

d'honneur, il y eut dans l'assemblée comme un murmure de stupéfaction. Jamais pareille distinction n'avait été accordée à une demoiselle de la petite bourgeoisie, et c'était toujours une des jeunes dames de la haute société qui avait l'honneur d'ouvrir le bal avec M. le maire.

— Quelle innovation! murmura Mme Chapusot, secrètement indignée, et en regardant ses filles, qui toutes quatre étaient restées sur leur banquette. Je ne blâme pas M. le maire d'ouvrir le bal avec une demoiselle; mais je trouve qu'il aurait pu faire un autre choix.

— Il a fait comme le berger Pâris, il a choisi la plus belle, dit entre ses dents M. Chapusot.

— Il y a là-dessous quelque intrigue du petit Signoret, fit en clignant l'œil le premier adjoint, qui n'aimait pas l'employé municipal.

— Vous n'y êtes pas, messieurs, dit alors une vieille dame dont la cuisinière avait des bontés pour le valet de ville; vous n'y êtes pas du tout, mais moi je peux vous mettre au fait. Sachez que c'est le jeune Fauberton qui attire cette faveur sur la petite Signoret : il est très amoureux d'elle, et fait le pied de grue sous sa fenêtre.

— On n'a pas dit un mot de cela dans la ville, s'écria Mme Chapusot d'un air incrédule.

— C'est que personne n'en sait encore rien, répliqua la vieille dame; mais tenez la chose pour certaine, j'en ai appris le détail ce matin même. Vous voyez d'ailleurs ce qui se passe : ce soir, les Signoret sont au pinacle, et, d'après l'attitude de M. le maire, je suis bien près de croire que cette amourette pourrait aboutir à un mariage.

— Ah! par exemple! fit Mme Chapusot en roulant ses grosses prunelles fauves.

— Maman, regardez, je vous en prie, dit d'un air enfantin l'aînée des demoiselles Chapusot, une fille de trente ans, sèche et menue comme une sauterelle; regardez donc, voilà M. le maire qui parle bas à sa danseuse.

— Il lui explique les figures de la trénitz, répondit en ricanant Mme Chapusot.

— Je suis sûre qu'elle va embrouiller la contredanse, reprit la demoiselle de trente ans.

— Elle n'a pas de maintien, ajouta la cadette Chapusot. Avez-vous remarqué comment elle fait la révérence?

— De l'indulgence, mesdemoiselles, interrompit à haute voix Mme Chapusot; cette jeune personne n'a pas reçu comme vous une éducation brillante, elle n'a pas eu comme vous un maître de danse à deux francs le cachet.

Or, aux bals de M. le maire, les danseuses n'exécutaient pas les figures de la pastourelle ou de la trénitz en traînant nonchalamment leurs petits souliers sur le parquet. L'influence de César Fauberton avait conservé dans la ville d'O... les traditions chorégraphiques du premier empire; les dames risquaient des pas compliqués où elles déployaient toutes leurs grâces, et les demoiselles sautillaient ingénument, les coudes en arrière et les pieds en dehors. Aussi, lorsque le chef d'orchestre, brandissant son archet, cria d'une voix retentissante : — Un cavalier et sa dame en avant! — la belle Camille releva du bout des doigts les plis de sa robe de gaze, s'élança sur la pointe du pied, légère comme un oiseau, et exécuta un pas difficile avec une aisance, une correction, une grâce incomparables.

— Elle danse! murmura Mme Chapusot confondue.

— C'est son père qui lui a donné des leçons, dit la vieille dame, se souvenant tout à coup qu'elle avait dansé jadis la gavotte avec Scipion Signoret. Cette petite n'est point du tout gauche; la voilà qui fait une petite révérence à son cavalier avant de traverser. M. le maire paraît ravi... Et remarquez la physionomie de Théodore Fauberton : est-ce qu'il ne vous paraît pas ému?

— Extrêmement ému, dit Mme Chapusot avec un dépit concentré; la petite Signoret a rougi en faisant la demi-chaîne : je suis sûre qu'il lui a serré la main.

— Voilà M. le maire qui va danser! s'écria la vieille dame en se levant.

C'était le moment du fameux solo. L'on faisait cercle autour du quadrille d'honneur; les autres contredanses avaient été interrompues, et tous les couples étaient immobiles à leur place.

Ceci était une flatterie qui se renouvelait chaque fois que le maître de la maison ouvrait le bal en dansant la trénitz.

Camille était restée en face de son cavalier, du même côté que Théodore. C'était la première fois qu'ils se rencontraient ainsi. Lorsqu'ils se trouvèrent si rapprochés, qu'il put leur sembler qu'ils étaient dans une espèce de tête-à-tête, tous deux pâlirent d'émotion et frissonnèrent comme s'ils étaient près de succomber à l'excès de leur félicité. Par bonheur, l'attente du solo faisait diversion; tous les regards curieux et malveillans s'étaient détournés des deux amoureux, et restaient fixés sur M. le maire avec une expression de vif intérêt et d'admiration anticipée.

Le beau César jeta un coup d'œil autour de lui, sourit d'un air vainqueur, et se mit à danser de fort belle grâce, comme on dansait du temps qu'il n'était encore que l'héritier présomptif de son oncle le colonel. Le jarret tendu, les bras légèrement arrondis et la

bouche en cœur, il exécuta des pas très brillans, et, pour finir, il battit un entrechat de six avec une légèreté, une vigueur, une souplesse incomparables.

Tandis qu'il pirouettait ainsi, l'heureux Théodore faisait une déclaration d'amour à la belle Camille. Cette façon un peu brusque de manifester ses sentimens était commandée par la situation même; l'occasion pouvait ne pas se retrouver de longtemps, il fallait se hâter. Camille le comprit si bien, qu'avant que l'inexorable ritournelle l'eût ramenée à sa place, elle avait avoué à Théodore que depuis le premier jour qu'elle l'avait vu, elle lui avait donné son cœur. Les derniers mots de ce furtif entretien se perdirent dans les murmures d'admiration et les applaudissemens qu'excita la fin du solo.

— Belle Camille, vous dansez comme une sylphide, dit César Fauberton en la ramenant à sa place et en lui baisant la main; en vérité, le ciel vous a douée de toutes les perfections.

— Vous êtes bien bon, monsieur le maire, répondit-elle en baissant les yeux.

Théodore s'était approché et avait passé son bras sous le bras de son oncle, lequel prenait volontiers avec lui ces attitudes de camaraderie, et avait même exigé qu'il employât, en lui parlant, les formules tout à fait familières qu'on se permet entre gens du même âge.

— Je vois ce qui t'amène, dit-il; tu viens prier Mlle Signoret.

— Oui, si tu le permets, répondit Théodore.

— Belle Camille, dit M. Fauberton, voilà mon neveu qui réclame la seconde contredanse; je vais inviter une de ces dames pour vous faire vis-à-vis, ensuite je vous demanderai la faveur d'un tour de valse.

— Pardonnez-moi, monsieur le maire, répondit-elle confuse, je ne sais pas valser.

— Vraiment! dit-il avec aplomb, eh bien! il faut apprendre. Je veux être votre professeur. Théodore, qui valse aussi bien que moi, me secondera, et, afin que vous ne vous dérangiez pas pour prendre vos leçons, nous irons chez vous, si votre maman le permet.

A cette proposition inattendue, Mme Signoret détourna involontairement la tête avec un geste imperceptible de refus; mais M. Fauberton ajouta, comme s'il n'eût pas compris ce mouvement : — Ainsi, c'est convenu, vous êtes mon écolière, et je vous déclare qu'afin de pouvoir juger de vos progrès, je donnerai un bal le jour de l'an.

Là-dessus il s'éloigna. Scipion Signoret s'était glissé derrière le fauteuil de sa femme. — Eh bien! Liline, dit-il tout palpitant de satisfaction, est-ce que tu regrettes d'être venue? est-ce que tu n'es

pas contente de ce que tu vois? Va, va, j'avais raison : une fille comme la nôtre n'est point faite pour moisir au logis. — Ma mignonne, ajouta-t-il en se penchant à l'oreille de Camille, ma mignonne, je suis content de toi; tu as dansé à merveille. Pourtant j'ai trouvé ton attitude un peu froide. Souviens-toi de mes recommandations : tu dois balancer la tête d'un air agréable quand tu reviens vers ton cavalier, et lui faire un petit salut gracieux chaque fois qu'il te présente la main.

Après les deux premières contredanses, M. Fauberton fit le tour de ses salons, saluant de tous côtés avec une affabilité superbe, et adressant ses complimens aux dames, qui se levaient à son approche avec des révérences et des minauderies. Lorsqu'il fut devant la famille Chapusot, il s'arrêta.

— Toujours fraîches et élégantes! dit-il du bout des lèvres après avoir regardé les quatre sœurs habillées tout pareillement de robes vert tendre et coiffées d'une profusion de fleurs aquatiques entremêlées de roseaux; toujours mises d'une façon distinguée! C'est très original, cette toilette-là : on devrait vous appeler ce soir le quadrille des naïades.

— Ah! monsieur le maire, ce que vous dites là est bien aimable! s'écrièrent-elles tout d'une voix en se rengorgeant dans leurs corsages étriqués.

Mme Chapusot pensa qu'il allait inviter une de ces demoiselles, et, tout à coup apaisée, elle lui dit d'un ton familier qu'elle avait pu se permettre en d'autres temps : — Mon cher Fauberton, je vous fais mon compliment, vous vous surpassez vous-même; jamais vous ne nous aviez donné une fête aussi magnifique.

— Je prétends faire mieux encore, répondit-il en saluant d'un geste gracieux son ancienne conquête; puis il passa outre. Mme Chapusot le suivit des yeux, tandis que les naïades chuchotaient entre elles d'un air désappointé. M. le maire fit encore quelques pas, saluant ses invités avec le port de tête d'un monarque qui reçoit les hommages de sa cour; puis, se détournant tout à coup, il alla tendre familièrement la main à l'employé municipal, qui s'était fièrement campé sous le lustre, son chapeau sous le bras et le pouce gauche dans l'entournure du gilet.

— Le voilà qui fait des politesses au petit Signoret, murmura Mme Chapusot en fronçant le sourcil; je commence à croire quelque chose de ce qui m'a été raconté tantôt.

Un moment après, la vieille dame qui l'avait déjà renseignée lui dit en tournant les yeux vers l'entrée de la galerie : — Voyez-vous là-bas? Théodore Fauberton danse avec l'objet de son amour, et M. le maire figure d'un air épanoui au même quadrille. De plus,

voilà Mme Hermance qui vient de s'asseoir à côté de Mme Signoret et qui lui parle d'un air agréable : est-ce clair cela?

— Eh! eh! je n'en sais rien, fit Mme Chapusot avec un petit éclat de rire; ce qui me paraît clair, c'est que l'oncle César est en train de devenir un oncle de comédie!

Ce n'est guère que dans les petites villes, où les autres distractions n'abondent pas, qu'on s'amuse réellement au bal. Il y avait ce soir-là à l'hôtel Fauberton des jeunes gens capables de s'abandonner, d'un soleil à l'autre, au plaisir enivrant et laborieux de rebondir en cadence sur le bout de l'orteil; il y avait des demoiselles dont le pied nerveux, solide, infatigable, possédait toutes les propriétés d'un ressort d'acier. Ces danseurs intrépides faisaient merveille; les contredanses se succédaient sans interruption. De leur côté, les joueurs avaient pris position dans la chambre à coucher; les parties de boston et d'écarté étaient engagées, et même quatre employés du gouvernement, retirés dans le boudoir, risquaient à petit bruit une bouillotte. Les dames respectables qui regardaient danser leurs demoiselles, celles dont les maris risquaient cinquante centimes à l'écarté, avaient, dès le commencement, jugé la situation, et s'étaient courageusement résignées à veiller jusqu'au point du jour.

Vers minuit, la danse cessa, l'orchestre resta muet, et les joueurs abandonnèrent les cartes. Un instant après, les portes de la salle à manger s'ouvrirent, et Cascarel, en grande tenue d'officier de bouche, parut sur le seuil.

— Monsieur le maire est servi, dit-il.

Tous les yeux se tournèrent sur le maître de la maison, et Mme Hermance fit un pas, attendant qu'il lui désignât du regard l'homme favorisé qui devait se mettre à sa droite. C'était ordinairement un des personnages considérables de la localité, M. le juge de paix ou M. l'adjoint, qui avait cet honneur; mais cette fois, négligeant l'usage établi, M. Fauberton dit à haute voix : — Ma cousine, priez M. Signoret de vous conduire. — Et, se dirigeant vers Mme Signoret, il lui offrit le bras pour passer dans la salle à manger.

Mme Signoret balbutia quelques mots auxquels il ne prit pas garde et se laissa emmener à la place d'honneur, suivie de Camille, qui marchait timidement sur ses pas. Tout le monde était debout autour de la table, chacun avait sa place désignée; mais il restait un siége vide à la gauche du maître de la maison. — Mademoiselle! dit-il en se tournant vers Camille avec un geste d'invitation. Puis, s'adressant à ses convives : — Mesdames, messieurs, asseyez-vous, je vous prie, ajouta-t-il en s'asseyant lui-même.

Il y eut quelques minutes de silence; l'assemblée entière était

sous le coup d'une espèce de saisissement. Pour les habitués de l'hôtel Fauberton, ce qui venait de se passer avait les proportions d'un événement considérable : il semblait désormais évident que M. Fauberton avait formé quelque secret dessein, et que les bruits qui commençaient à circuler n'étaient pas sans fondement. Bien des gens allaient jusqu'à penser que l'oncle César, rompant avec toutes ses traditions de famille, avait déjà consenti au mariage de son neveu, et qu'il ne tarderait pas à le déclarer publiquement. Mme Chapusot seule doutait encore. — Ces intrus accaparent tous les honneurs, dit-elle à un gros bonhomme de notaire placé à son côté; mais au fond cela ne signifie pas grand'chose. Je connais bien le beau César : l'idée de marier Théodore ne peut pas avoir traversé son cerveau; il a le mariage en horreur pour son neveu comme pour lui-même.

— Ah! c'est un fait certain, répondit le notaire; mon ancien patron, Me Signoret, chez lequel j'ai travaillé dix ans avant d'acheter sa charge, m'a cent fois raconté les peines qu'il s'était données durant la vie du colonel afin de marier ce célibataire incorrigible. Je crois que tous les Fauberton haïssent le lien conjugal.

— Tant pis, maître Chardacier, tant pis pour vous, qui êtes le notaire de la famille, dit alors un petit homme maigre, vêtu d'un vieil habit noir dont les manches trop courtes laissaient passer deux longues mains d'une physionomie rapace; quel beau contrat de mariage il y aurait à faire là!... Comme notaire, je me contenterais d'en dresser un semblable tous les deux ou trois ans.

— Oui-dà, maître Beaumoulin, cela remonterait votre étude! répliqua le gros homme en assujettissant sur son nez ses lunettes d'or; moi, je n'ai pas tant d'ambition.

— Je le crois bien, sa fortune est faite, dit entre ses dents le confrère envieux.

Puis, jetant un coup d'œil autour de la table, il dit à Mme Chapusot : — Le petit Signoret est aux anges, mais Mme Signoret n'a pas l'air de s'amuser beaucoup.

— C'est une personne bien insignifiante, répondit dédaigneusement Mme Chapusot.

— Elle a dû être très belle, cela se voit.

— Peuh! fit charitablement Mme Chapusot; c'était une vieille fille lorsqu'elle se décida à épouser le petit Signoret, qui, lui non plus, n'était pas jeune.

— Eh! eh! il y a des vieilles filles qui ne sont pas à dédaigner, répondit Me Beaumoulin en tournant involontairement les yeux vers l'aînée des demoiselles Chapusot.

L'aspect de la salle à manger était magnifique; des candélabres

chargés de bougies l'éclairaient *a giorno;* l'argenterie et les cristaux resplendissaient sur la table, toute chargée de fruits et de fleurs. Des pièces de pâtisserie gigantesques, des pyramides de friandises, cantonnaient le surtout et accompagnaient d'autres mets plus solides d'où s'exhalait l'arome appétissant de la truffe. Au premier moment, l'attention des convives se porta sur toutes ces recherches. On admira les produits gastronomiques arrivés le jour même du chef-lieu par un fourgon des messageries, le service d'argenterie qui venait directement de Paris, et les fleurs cueillies deux jours auparavant dans les jardins de Gênes, la ville de marbre; mais, le premier mouvement de curiosité passé, les premières pièces du festin entamées et les premiers vins servis, tous les yeux se tournèrent derechef vers Camille. On observait sa physionomie et son maintien, on tâchait de surprendre quelque signe de ce qui se passait dans son âme. Apparemment elle avait conscience du sentiment qu'elle excitait, car elle se renferma tout à coup dans un silence et une réserve qui ne laissaient rien deviner. Ses regards ne cherchaient plus Théodore; elle contenait l'agitation intérieure qui par momens animait son teint d'une tendre rougeur, et souriait, le front incliné, en écoutant les propos aimables de César Fauberton. Deux ou trois fois elle s'enhardit cependant jusqu'à lui répondre, et les gens curieux qui prêtaient l'oreille l'entendirent s'écrier : — Oh! oui, monsieur le maire, ce gâteau d'amandes m'a semblé excellent. — Et un peu après, en se défendant de boire un verre de vin de Champagne : — Merci, monsieur le maire; on dit que ce bon petit vin blanc monte à la tête : voyez toutes ces dames, comme elles babillent depuis qu'elles en ont pris.

— Oh! elles babillaient bien sans cela! répliqua César Fauberton.

A la fin du souper, le gros notaire se leva en réclamant un instant de silence, et, le verre en main, il dit d'un ton solennel : — A la santé de notre amphitryon! Qu'il vive de longues années pour la gloire de sa ville natale et pour le bonheur de ses nombreux amis!

— Vive notre amphitryon! répétèrent en chœur les invités.

M. Fauberton se leva à son tour après avoir rempli son verre. — Je bois aux dames! dit-il galamment, aux dames, qui embellissent la vie!

— Bravo! bravo! cria-t-on de tous côtés; vive M. le maire!

Le percepteur tira de sa poche un bout de papier et vint dire à l'oreille de Mme Chapusot : — Je crois que voici le moment de lire mes petits vers...

— Des vers en l'honneur de César Fauberton! Ce serait une lâcheté, dit-elle indignée; regardez ce qui se passe, et songez que vous avez quatre filles à marier.

— Tu conviens donc maintenant que la dynastie des Fauberton a quelque chance de se perpétuer en ligne directe? dit le percepteur en remettant ses petits vers dans sa poche.

A deux heures après minuit, on était encore à table, et les vins fins n'avaient pas cessé de circuler; mais les danseurs impatiens et reposés battaient la mesure du pied, l'orchestre préludait dans la salle de bal, et les joueurs de bouillotte bâillaient d'impatience. M. Fauberton se leva enfin; cette fois il offrit le bras droit à Mme Signoret, l'autre bras à Camille, et il les ramena ainsi triomphalement dans le salon. Mme Hermance suivait avec M. Signoret, et le reste des convives venait après par couples.

— C'est fini, le mariage est décidé, dit M. Chapusot à sa femme.

— Non, non, pas encore, répondit-elle; Mme Signoret aurait un autre visage.

— Elle paraît bien fatiguée, observa le percepteur; il fait terriblement chaud ici, et la demie après deux heures vient de sonner.

Mme Signoret avait repris sa place, et les bras appuyés sur son fauteuil, affaissée sur elle-même, elle suivait machinalement des yeux la belle Camille, qui pour la troisième fois dansait avec son amoureux. Depuis le commencement de la soirée, la pauvre femme endurait un supplice au-dessus de ses forces. Malgré son abnégation, elle ne pouvait supporter sans des frémissemens intérieurs la présence de celui qui l'avait condamnée pour toute sa vie au mortel supplice de rougir à ses propres yeux. C'était une âme fière et délicate qui ne parvenait pas à oublier sa secrète humiliation, et que rien ne pouvait consoler, rien, pas même le bonheur de Camille.

Vers trois heures, une partie des invités s'en alla; mais les danses continuèrent sans aucun vide dans les quadrilles : c'était alors le tour des dames d'une certaine laideur et des demoiselles majeures. On organisa le quadrille des naïades, et comme les cavaliers manquaient, Scipion Signoret lui-même dut figurer avec l'aînée des demoiselles Chapusot. Ces nouvelles recrues avaient une ardeur qui promettait de faire durer le bal jusqu'au point du jour. — Chère bien-aimée, dit Théodore en ramenant Camille à sa place, nous pourrons faire ensemble encore une contredanse : cette heureuse nuit ne finit pas encore.

— A présent je vais encore danser avec votre oncle, dit-elle en lui serrant la main.

Un peu après, Mme Hermance vint s'asseoir à côté de Mme Signoret et lui dit avec intention : — Si Mlle Dorothée était ici, elle serait contente assurément; cette excellente amie s'intéresse beaucoup au bonheur de mon fils.

— Je le sais, madame, répondit simplement la mère de Camille.

Jusque-là elle avait vu avec une défiance inquiète les marques de bienveillance que César Fauberton prodiguait à sa fille; elle s'alarmait en songeant que ce vieux garçon, égoïste et capricieux, était l'arbitre souverain du sort de Camille. Les paroles de Mme Hermance lui causèrent une joie mêlée d'amertume : elle vit du même coup d'œil une alliance, un triomphe, des prospérités qu'elle n'aurait osé rêver, et sa propre tranquillité détruite par la nécessité de se trouver tous les jours en face de celui dont la trahison avait rempli sa vie de honte et de douleur. Cette secousse morale était au-dessus de ses forces; elle pâlit excessivement, et, se sentant défaillir, elle dit à Mme Hermance avec un faible sourire : — J'ai le vertige; il me semble que je vais m'évanouir...

— C'est la chaleur, c'est le parfum des fleurs! s'écria la bonne dame en se levant et en lui présentant son bras; venez, sortons d'ici... Il vous faut de l'air...

La contredanse finissait; Camille revint près de sa mère et l'interrogea avec anxiété.

— Ce n'est rien, dit la pauvre femme; je me sens mieux déjà...

— C'est la chaleur qui vous cause ce malaise, reprit Mme Hermance; passons un instant chez moi, cela vous remettra...

— Viens, ma fille, dit Mme Signoret en prenant la main de Camille.

Théodore suivit en disant précipitamment à son oncle, qui revenait après avoir fait le tour des tables de jeu : — Mme Signoret s'est trouvée mal... Tâchons que cela ne termine pas brusquement la fête.

— Laisse-la se reposer; mais au moins qu'elle ne garde pas sa fille auprès d'elle, répondit vivement l'oncle César.

L'appartement de Mme Hermance était séparé du grand salon par la longue galerie qui servait jadis de promenade d'hiver au colonel Fauberton. Cette pièce avait été transformée en une magnifique orangerie, remplie d'arbres exotiques et de plantes rares, et où l'on pouvait marcher sous une allée d'orangers taillés en berceau. Au centre de la galerie et adossée à la muraille, qui était entièrement tapissée de plantes grimpantes, il y avait une fontaine ornée de rocailles dont l'eau s'écoulait en petites cascades sur des rochers en miniature, et alimentait un bassin semi-circulaire, garni de plantes aquatiques. Un banc rustique faisait face à la fontaine, et partout le sol était couvert d'un sable fin aussi sec et aussi doux sous les pieds qu'un tapis de Turquie. L'extrémité de la galerie s'arrondissait en hémicycle et formait un petit salon de l'aspect le plus riant. Un lierre couvrait les lambris d'une tenture naturelle et al-

longeait ses souples rameaux jusqu'au plafond, peint dans un style naïf, et où étaient représentés les attributs de Mars. C'était sous l'inspiration du colonel que cette œuvre d'art avait été exécutée, et, par respect pour sa mémoire, on l'avait laissé subsister. L'ameublement du salon se composait d'un guéridon, d'un grand fauteuil et de quelques chaises; un ample rideau de brocatelle rouge cachait la porte qui s'ouvrait sur l'appartement de Mme Hermance, et faisait perspective au fond de l'espèce d'allée que formaient tout le long de la galerie les orangers et les citronniers. Cette nuit-là, des lampes cachées dans le feuillage simulaient un clair de lune bleuâtre et transparent; toutes les nuances se confondaient dans ce tendre crépuscule, hormis le blanc pur et le vert sombre des fleurs et du feuillage des orangers.

En arrivant au seuil de la galerie, Mme Signoret s'arrêta. — Je me sens mieux, répéta-t-elle; restons.

Mais Mme Hermance insista doucement. — Nous allons nous asseoir un moment là-bas au bout de la galerie, lui dit-elle; j'y ai arrangé un petit salon où je passe les meilleures heures de ma journée; je veux vous le montrer.

Elle passa le bras de Mme Signoret sous son bras; les deux amoureux suivaient à quelques pas de distance. Ils n'osaient se parler, mais leurs mains s'étaient rencontrées. Théodore serra contre son cœur la petite main qui tremblait dans la sienne, puis il la pressa de ses lèvres avec un transport silencieux. Camille tourna vers lui un regard enivré, et, se dégageant aussitôt, elle rejoignit sa mère, qui se retournait en disant : — Es-tu là, ma fille?

On entra dans le petit salon, et Mme Hermance s'empressa de faire asseoir Mme Signoret sur le fauteuil. — Comment vous trouvez-vous, chère madame? lui dit-elle affectueusement.

— Presque bien, répondit-elle; seulement j'éprouve encore un peu d'étouffement et de faiblesse.

— Cela ira mieux dès que vous vous serez reposée, dit Camille. Voulez-vous que j'avertisse mon père afin qu'il aille à la maison chercher votre eau de mélisse?

— Merci, ma fille, j'en prendrai quelques gouttes en rentrant, répondit-elle.

— Mais nous ne nous en allons pas encore! s'écria Camille avec l'égoïsme naïf et féroce des enfans et des amoureux. Oh! ma chère maman, parlez, que voulez-vous? Que faut-il faire pour vous soulager?

— C'est un mal nerveux, dit alors Mme Hermance; je connais cela. Théodore, va-t'en vite prier Marcelle de m'apporter ma liqueur d'Hoffman.

Théodore disparut derrière la portière et revint presque aussitôt avec une jeune fille qui apportait sur un plateau d'argent du sucre et un flacon d'éther.

— Voici un remède souverain, reprit Mme Hermance en présentant à Mme Signoret sa petite préparation.

Marcelle avait déposé le plateau sur le guéridon et restait debout les yeux baissés. C'était une jeune fille d'environ vingt ans, d'une physionomie singulièrement douce et réservée. Elle était habillée sans aucune recherche, comme une petite ouvrière, et sa figure était en harmonie avec ce simple costume. Elle n'avait ni beauté, ni fraîcheur; son teint était pâle et ses formes fluettes jusqu'à la maigreur. Mme Signoret et sa fille la connaissaient de vue et savaient comme tout le monde qu'elle demeurait à l'hôtel Fauberton, où elle faisait à peu près le service d'une femme de chambre, sans être confondue toutefois avec les autres domestiques; aussi ce fut sans embarras que Camille s'approcha d'elle et lui dit à voix basse : — Mademoiselle, j'ai bien envie de vous demander un petit service; voyez ce qui m'est arrivé...

Et, l'attirant un peu à l'écart, elle étala sa robe de gaze et lui montra une déchirure qui allait de la ceinture à l'ourlet. — J'ai tâché d'arranger cela avec des épingles; mais elles ne tiennent pas, ajouta-t-elle avec un soupir. Si vous aviez la complaisance de mettre là quelques points, je vous serai bien obligée...

— Ce sera l'affaire d'un moment, lui répondit Marcelle en allant vers la porte; venez, mademoiselle.

Elles passèrent dans une pièce contiguë à la galerie. C'était une espèce de cabinet où se tenait ordinairement Marcelle. L'ouvrage qu'elle venait de quitter était sur sa table de travail, à côté d'une lampe dont l'huile était presque épuisée. Camille releva un de ses bras pour montrer l'avarie considérable qu'elle venait d'apercevoir dans sa toilette. Cette attitude accusait le contour de sa taille élégante et découvrait l'ovale pur de son visage en la forçant à rejeter en arrière les longues boucles à demi déroulées de sa chevelure blonde : elle était ainsi d'une beauté merveilleuse. Marcelle la considéra un instant d'un regard fixe; ensuite elle prit son aiguille, et dit de l'air humble et calme qui lui était habituel : — Tournez-vous, s'il vous plaît, mademoiselle.

Et aussitôt elle se mit à réparer le léger tissu auquel la tante Dorothée avait pu rendre l'éclat, la blancheur, mais non une certaine solidité. Tandis qu'elle refaufilait adroitement ces flots de gaze, Camille jeta un coup d'œil sur la table, et dit avec un léger accent de commisération : — Vous avez travaillé cette nuit?

— Qu'avais-je à faire de mieux? répondit la jeune fille.

— Il fallait venir à l'entrée des salons; vous auriez vu le bal,... c'est si beau!

Et comme Marcelle cette fois ne lui répondait pas, elle ajouta : — Vous n'êtes donc pas curieuse? Eh bien! moi, si j'étais à votre place, j'aurais la fièvre; au lieu de me tenir tranquille ici, je serais allée partout, j'aurais voulu tout voir.

— J'ai vu! répondit sourdement Marcelle.

— Il y a longtemps déjà que vous êtes auprès de Mme Hermance? ajouta Camille.

— Depuis près de quinze ans.

— Alors vous avez toujours été heureuse. Où auriez-vous pu être mieux que dans cette maison, auprès de Mme Hermance, qui est si bonne, de M. Fauberton, de M. Théodore?...

C'était pour prononcer ce nom qu'elle avait commencé l'entretien; elle se tut subitement et rougit, troublée par ses propres paroles. Marcelle s'était agenouillée pour achever sa besogne et travaillait la tête baissée. Après une minute de silence, Camille continua en poursuivant tout haut sa pensée : — Vous resterez toujours dans la famille, n'est-ce pas?

— Hélas! peut-être, murmura la jeune fille. — Et, se relevant après avoir défripé la robe de Camille, elle reprit : — J'ai fini, mademoiselle; vous pouvez retourner au bal.

En ce moment, une pendule sonna quatre heures dans la pièce voisine.

— Déjà! fit Camille en tressaillant; que cette nuit a été courte!

— Courte pour vous! dit Marcelle avec un soupir étouffé et en la suivant du regard, tandis qu'elle se hâtait de s'en aller après l'avoir remerciée d'un air de supériorité amicale.

En rentrant dans la galerie, Camille trouva Mme Hermance et sa mère assises l'une près de l'autre et causant comme d'anciennes amies. Elles étaient seules; Théodore était retourné dans la salle du bal. — Il va revenir! pensa Camille. Elle s'assit alanguie et radieuse à côté de sa mère. Celle-ci lui passa la main sur le front avec un mouvement de sollicitude. — Tu es fatiguée, lui dit-elle; il faut te reposer encore un peu ici.

— N'est-ce pas qu'on y est bien? ajouta Mme Hermance; on n'y a pas les yeux brûlés par la lumière des lustres, et ce petit bruit de musique lointaine est très agréable à l'oreille.

Camille respira profondément, comme pour faire pénétrer jusqu'à son cœur la fraîcheur suave dont l'atmosphère était imprégnée; puis elle quitta sa place et alla s'asseoir un peu plus loin, les yeux tournés vers la porte de la galerie. — Vous ne pouvez tenir en place, chère enfant, lui dit avec un sourire la bonne Mme Hermance; faites

un tour dans l'orangerie, ensuite votre maman vous ramènera au bal.

Camille s'empressa de profiter de cette permission, et se mit à parcourir l'allée; elle était si heureuse en ce moment, son âme enivrée d'amour avait un tel besoin d'expansion qu'elle marchait en répétant tout bas aux fleurs, au feuillage, aux eaux murmurantes, à l'air baigné de douces clartés : — J'aime, j'aime!... je suis aimée. Théodore est mon amant!...

Mme Hermance et sa mère la suivaient des yeux, l'une en songeant au bonheur de son fils, l'autre un peu calmée par les espérances qu'elle concevait pour l'avenir de sa fille : toutes deux avaient tremblé si longtemps, la première que Théodore dût vivre et mourir comme ses prédécesseurs, la seconde que Camille vît sa beauté se flétrir dans les ennuis du célibat ou dans les soucis mesquins du plus humble ménage!

— Voici quelqu'un, dit tout à coup Mme Signoret en désignant une ombre qui semblait sortir des parois treillissées de la muraille, à quelques pas de Camille.

— C'est M. Fauberton, répondit tranquillement Mme Hermance; sans doute il nous cherche.

C'était lui en effet; il venait d'entrer par une porte latérale et s'avançait sur la pointe du pied. Camille fit un petit cri en l'apercevant. — Ah! monsieur le maire, vous m'avez fait peur! dit-elle; je ne vous avais pas vu venir.

— Moi, je savais que vous étiez ici, répondit-il, et j'ai voulu vous faire les honneurs de mon jardin d'hiver. Me ferez-vous la faveur d'accepter mon bras?

— Bien volontiers, dit-elle en appuyant sa main charmante sur la manche du galant célibataire. — Ils firent quelques pas entre les orangers, et tout en marchant M. Fauberton cueillait de petites branches fleuries qu'il présentait à Camille; lorsqu'elle en eut un bouquet, il lui dit en souriant : — A présent, belle Camille, ôtez de votre corsage ce bouquet champêtre, et remplacez-le par ces fleurs d'oranger.

— Mais c'est un bouquet de mariée! murmura-t-elle en rougissant.

— C'est précisément pour cela que je vous l'offre, répondit César Fauberton. L'innocente fille fut près de se jeter dans ses bras en l'appelant son second père; mais elle contint cet élan de reconnaissance, et, n'osant proférer un mot, elle lui serra tendrement la main.

Le beau César ne s'étonna nullement de cette faveur muette; il se redressa d'un air vainqueur, de l'air qu'il avait au temps de ses

plus belles conquêtes, et continua de promener Camille en lui disant des fadeurs et en lui montrant ses plantes rares. Ils revinrent ainsi en face de la fontaine.

— Asseyons-nous un moment, dit M. Fauberton en jetant un coup d'œil autour de lui; j'aime beaucoup cette perspective. Voyez le joli effet que produisent ces grandes coquilles de nacre en haut de la fontaine; elles ont des reflets comme les pierres précieuses!

— Tout cela est si beau que j'en suis éblouie! lui répondit Camille; ah! monsieur le maire, vous vivez dans un paradis!

— Figurez-vous un moment que ce paradis est à vous, fit-il en souriant, et, subitement décidé à s'expliquer, il ajouta : Me comprenez-vous, charmante Camille?

— Je comprends que vous voulez mon bonheur, lui répondit-elle émue jusqu'aux larmes.

Il la considéra un instant, ravi de ce trouble ingénu, et reprit d'un air de doute qui n'était pas sincère : — Mais aimerez-vous celui qui met à vos pieds son cœur et sa fortune?

— Je l'aime déjà! répondit-elle naïvement.

— Bien vrai, mon adorable Camille? s'écria César Fauberton, plus charmé que surpris de cet aveu, et en roulant d'un air passionné ses grands yeux à fleur de tête. Ah! de grâce, répétez ce mot charmant!

— Je l'aime, répéta docilement Camille, je l'aime, et lui m'aime aussi depuis longtemps, depuis six mois...

— Ah! fit César Fauberton, frappé comme d'un trait de lumière; racontez-moi cela.

— Vous savez tout déjà; vous aviez tout deviné, répondit-elle avec abandon. Moi qui croyais que notre amour était un secret!... Théodore n'avait pas pu s'expliquer; c'est ce soir que nous nous sommes parlé pour la première fois. Jusqu'à présent nous n'avions guère d'espoir; mais vous vous êtes montré si bon que Théodore a pris courage. Demain il vous découvrira ses sentimens,... il vous demandera votre consentement à notre mariage... Moi, je sais bien que nous l'avons déjà. Ah! si vous saviez comme nous serons reconnaissans, comme nous vous rendrons heureux!... Jamais vous ne vous ennuierez tout seul et délaissé comme les vieilles gens; nous serons toujours là pour vous distraire et vous amuser. Ce sera notre tâche, à nous qui sommes jeunes, d'égayer la maison! Votre intérieur sera toujours en fête; nous vous entourerons de petits soins, nous ne ferons qu'une seule famille!... Mon père, qui est un si honnête homme, maman, qui est si bonne, vous aimeront de tout leur cœur! Mes petites sœurs vous broderont des pantoufles. Allez, vous ne vous apercevrez pas que vous devenez vieux; vous

vivrez si tranquille, si réjoui, si heureux, que vous passerez cent ans!...

Tandis qu'elle parlait ainsi, entraînée par la situation et par l'impétuosité naturelle de son caractère, César Fauberton, pâle, immobile, hors de lui, détournait les yeux et déchirait machinalement son mouchoir de batiste. Un frisson intérieur parcourait tout son corps, il tremblait imperceptiblement, et la sueur lui venait au front; mais la lumière indécise qui filtrait à travers le feuillage dissimulait la pâleur et l'altération de ses traits. Camille ne s'aperçut pas de l'effet terrible qu'avaient produit ses paroles, et lorsqu'elle eut fini, elle s'inclina avec un geste de soumission, de tendresse filiale, comme pour solliciter une réponse.

Le beau César se retourna impétueusement, lui prit les deux mains, la baisa au front avec une sorte de furie, et lui dit d'une voix étouffée : — C'est bien,... allez retrouver votre maman...

Elle obéit un peu étonnée, mais ne se doutant pas de l'état violent où il était. Leur entretien n'avait pas duré plus d'un quart d'heure. Lorsqu'elle revint, Mme Hermance lui dit en regardant son bouquet de fleurs d'oranger : — Eh! chère enfant, comme vous voilà fleurie!...

— C'est M. le maire qui m'a parée ainsi, répondit-elle avec un sourire et en allant s'asseoir aux pieds de sa mère.

M. Fauberton était retourné dans la salle de bal. On dansait *la Boulangère,* et Scipion Signoret menait la ronde. Théodore, entraîné malgré lui, faisait tournoyer sa danseuse en regardant du côté de la galerie avec des tressaillemens d'impatience. Les joueurs avaient déserté le boston et même la bouillotte pour faire, dans un coin, une partie de lansquenet. César Fauberton traversa rapidement la salle de bal. Au seuil de sa chambre, il rencontra Me Beaumoulin et M. Chapusot. Ce dernier, frappé de sa pâleur, l'arrêta en lui disant : — Seriez-vous indisposé, monsieur le maire? Vous paraissez souffrant.

— Ce n'est rien, répondit-il, j'éprouve un peu de malaise... J'ai les nerfs agacés.

— Eh! eh! cher sybarite, c'est le pli de la feuille de rose! s'écria le percepteur en se rangeant pour le laisser passer.

Le bal continuait. Scipion Signoret et l'aînée des demoiselles Chapusot tenaient bon en tête de *la Boulangère,* mais ils n'entraînaient plus après eux qu'une demi-douzaine de couples essoufflés; les musiciens assoupis raclaient machinalement la ronde populaire, et les bougies s'éteignaient en faisant éclater leurs bobèches. Théodore avait réussi à s'échapper; il était retourné dans le petit salon.

Un quart d'heure plus tard, César Fauberton reparut et fit le

tour de la salle de bal. Il causa un moment dans l'embrasure d'une fenêtre avec Me Beaumoulin, et alla ensuite vers la porte pour faire ses civilités à la famille Chapusot et à la famille Signoret, qui s'en allaient. Camille aurait voulu lui donner la main, mais elle n'osa pas, parce que Mme Chapusot la regardait d'un air sardonique.

L'aube allait poindre lorsque la porte de l'hôtel Fauberton se referma sur M. Signoret, qui sortit le dernier. Il faisait mauvais temps; le ciel était sombre, une petite pluie fine et glacée mouillait le pavé, et les girouettes, criant sur les toits, annonçaient que le vent du nord se levait.

— Prenez le parapluie, vous serez à l'abri toutes deux, dit M. Signoret en boutonnant la vieille redingote qui lui servait de pardessus et en allumant l'œil-de-bœuf qu'il avait dans sa poche; par bonheur, je m'étais précautionné. Caspidieu! il ne fait pas si bon ici que dans les salons de M. le maire! Allons vite de peur de nous enrhumer.

Il marchait le premier en faisant rayonner sur les pierres glissantes l'œil de la petite lanterne, dont l'anse de cuivre lui réchauffait les doigts. Camille et sa mère suivaient, entortillées dans leurs châles de laine et serrées l'une contre l'autre.

— Mon enfant, tu dois geler dans ta robe de gaze, dit Mme Signoret inquiète.

— Non, maman, je n'ai pas froid, répondit Camille, ne s'apercevant pas qu'elle grelottait.

Heureusement le trajet n'était pas long. En rentrant, Mme Signoret se hâta d'allumer les lampes, et, poussant Camille vers l'escalier, elle s'écria : — Ne t'arrête pas ici. Tu avais très chaud en sortant, et te voilà toute glacée... Pourvu que tu ne sois pas malade demain!...

Camille gagna docilement sa chambrette; mais au lieu de se coucher, elle alla devant son miroir, et se mit à arranger sa coiffure. Lorsqu'elle eut relevé ses cheveux, elle remplaça sa couronne de lierre par les fleurs d'oranger, et, se souriant à elle-même, elle murmura avec un transport de joie, de tendresse et d'orgueil : — Voilà comment je serai bientôt, bientôt,... le jour de notre mariage!...

Mme Charles Reybaud.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LES HÉROS

DE

LA GRÈCE MODERNE

II.

MARC BOTZARIS.

I.

Le nom de Marc Botzaris est un de ceux que les Grecs prononcent avec le plus de fierté. Fils de Kitzos Botzaris, que l'on a vu figurer dans la première guerre de Souli (1), il naquit en 1788, et passa une partie de sa jeunesse à Vourgarelli, village situé au pied des monts Djoumerca, au nord d'une petite contrée voisine de la Selléide, l'Athamanie. Après la défaite des Souliotes en 1803, Kitzos essaya vainement de sauver ceux qui s'étaient réfugiés auprès de lui. Surpris par les bandes féroces du pacha de Janina, renfermé dans un monastère avec quelques centaines de soldats, de femmes et d'enfans, il soutint pendant plusieurs semaines les assauts multipliés de cinq ou six mille Albanais. Marc Botzaris fit durant ce siége un glorieux apprentissage des armes; mais le monastère fut pris, et ses défenseurs passés au fil de l'épée. Kitzos, Marc, une femme intrépide dont l'histoire n'a point conservé le nom, parvinrent seuls à se faire jour, l'épée à la main, à travers les Turcs, et réussirent à gagner Parga.

(1) Voyez la livraison du 15 avril 1859.

Marc Botzaris fut un de ceux qui se rendirent en France, où il s'enrôla. Son séjour sur la terre française n'a pas laissé de traces, et nous savons seulement qu'il passa au bout de quelques années à Corfou, pour y organiser un bataillon de Souliotes dont le gouvernement impérial lui confia la formation et le commandement. Colocotroni raconte (1) qu'il le rencontra en 1814, au moment même où un combat allait s'engager entre les Français et les Anglais. Colocotroni était à la solde de ces derniers. Ayant aperçu les Souliotes, il apostropha de loin leur chef, qu'il ne connaissait point encore, et l'invita à venir le rejoindre. Botzaris lui répondit : « Comment veux-tu que je trahisse la cause que j'ai juré de servir? Que chacun reste de son côté! Quand les coups de fusil seront tirés, nous nous embrasserons. » Colocotroni apprécia la fidélité de son compatriote, et, après avoir combattu contre lui, il fit de Marc son frère d'adoption, pratique usitée en Grèce entre gens qui s'aiment et s'estiment.

Le séjour de Botzaris en Europe, l'enseignement qu'il tira des grandes choses qui s'y passaient alors, lui valurent une incontestable supériorité sur tous les autres chefs de l'indépendance. Ceux-ci n'avaient pas encore dépouillé les vices fatalement enfantés chez les uns par la longue servitude qu'ils avaient subie, chez les autres par la sauvage liberté qu'ils avaient conquise. Le spectacle de leur rudesse et de leurs rivalités fut trop souvent une source de déceptions pour les Européens qu'un généreux enthousiasme poussa en Grèce de 1820 à 1824, et qui, pleins des souvenirs de l'antiquité classique, s'attendaient à retrouver un Aristide, un Miltiade, un Philopœmen, dans chacun des capitaines grecs. Botzaris seul répondit pleinement à l'attente des étrangers qui combattirent à ses côtés, et réalisa le type rêvé par eux. Les philhellènes que nous avons pu interroger, ou dont nous avons consulté les mémoires (2), s'accordent tous à rendre à cet illustre chef un même tribut d'estime et d'admiration, et leur

(1) Voyez l'*Histoire des Événemens de la Grèce de* 1770 *à* 1830, écrite sous la dictée de Théodore Colocotroni, fils de Constantin, et publiée par les soins de M. Terzetti, Athènes 1846.

(2) Parmi ces mémoires, nous citerons ceux de M. Raffenel, attaché à divers consulats de France dans le Levant pendant les guerres de l'indépendance, de M. Jourdain, officier de marine, qui, ayant passé dans l'armée grecque, y parvint au grade de colonel, de M. Maxime Raybaud, qui fut pendant quelques mois aide-de-camp du président Mavrocordato, et de M. le colonel Voutier; tous connurent Botzaris. Quant aux philhellènes que nous avons pu interroger, deux surtout nous ont fourni des renseignemens, le docteur Dumont et le général Tourette. Le premier, après avoir longtemps résidé dans la ville de Lamia, vint habiter Athènes, où il est mort depuis peu d'années, entouré de l'estime et de la considération publiques. Le général Tourette, arrivé en Morée comme officier subalterne, se distingua par sa bravoure, resta au service du gouvernement grec, et devint successivement colonel, commandant de la place d'Athènes et général.

témoignage justifie le surnom de Léonidas qui lui fut donné. De tous les grands hommes de l'antiquité, ce dernier était en effet celui dont la gloire lui paraissait la plus digne d'envie; il en parlait sans cesse, et aspirait à trouver pour lui-même de nouvelles Thermopyles et une semblable mort.

A un ardent patriotisme, à une intrépidité sans égale, Marc joignait une vive intelligence, une facilité de parole qui s'élevait sans effort à l'éloquence, une connaissance sérieuse de l'art militaire, et un violent amour de la renommée. Il se concilia l'affection de tous ceux qui l'approchèrent par la douceur de ses habitudes, et il mérita le respect public par l'intégrité de sa conduite et par son désintéressement. On peut dire que son existence fut aussi exempte de fautes que féconde en grandes actions. Un membre du comité hellénique de Londres, Edward Blaquières, qui fit de longs séjours en Grèce, parle ainsi de Botzaris, qu'il a connu (1) : « A part les avantages que donnent la science et l'éducation, Marc Botzaris était doué de toutes les vertus auxquelles l'homme peut atteindre, et elles étaient rehaussées en lui par une simplicité de caractère dont on ne retrouve l'exemple que dans les grands hommes de Plutarque. Dès ses jeunes années, il fut l'espoir et plus tard l'admiration de son pays, comme citoyen, comme patriote, comme soldat. »

Ainsi que la plupart des hommes de la race de Souli, Marc était petit, blond, agile et robuste, et, suivant la mode grecque, il portait de longs cheveux qui retombaient en boucles sur ses épaules. Sa physionomie offrait, comme son caractère, un heureux mélange de douceur, d'énergie et de hardiesse, et sa personne était douée de je ne sais quel charme qui subjuguait tous ceux qui l'approchaient. Botzaris fut un héros dans toute l'acception du terme. L'histoire, malgré la sévérité qui doit présider à ses recherches et conseiller ses jugemens, ne jette pas une seule ombre sur le romanesque éclat et l'intérêt touchant dont les poètes de la Grèce moderne ont entouré ce nom.

C'est en 1820 que Marc débarqua sur les côtes du Chamouri avec quelques centaines de Souliotes ramenés de l'exil. A cette époque, Ali-Pacha était bloqué dans Janina, bravant depuis près de douze années les sentences de mort prononcées contre lui par le sultan. Assiégé par une vingtaine de mille hommes sous les ordres du séraskier Ismaël, il se défendait avec toute la fureur du désespoir, et ne possédait plus guère que son château du lac et la montagne de Souli, où il avait fait construire une immense forteresse garnie de canons à la place de la faible tour de Kiapha. Marc Botzaris, en touchant le sol de l'Épire, n'avait d'autre pensée que de regagner

(1) *Histoire de la Révolution actuelle de la Grèce*, Leipzig 1825.

promptement les météores (1) de la Selléide, au sein de laquelle ses compagnons étaient impatiens de se retrouver. Ne jugeant pas que le moment fût encore venu de soulever efficacement la Grèce, il espérait pouvoir rester neutre entre le sultan et son vassal rebelle, et il comptait voir les forces de la Turquie s'user dans cette querelle intestine. En attendant, il voulait, comme les Russes l'avaient voulu en 1790, faire peu à peu de Souli le centre d'une conjuration puissamment organisée; mais la marche précipitée des événemens allait rendre impossible l'exécution de ce plan.

Sur le conseil du vieux Nothi Botzaris, oncle de Marc, les Souliotes, au nombre de huit cents au plus, en y comprenant les enfans et les femmes, se présentèrent au quartier-général d'Ismaël-Pacha, sous les murs de Janina, pour réclamer de lui l'autorisation de s'emparer à leurs risques et périls des montagnes de Souli, dans lesquelles Ali tenait encore une forte garnison. Ils demandèrent en outre que le représentant du grand-seigneur leur confirmât les immunités et priviléges dont leurs ancêtres avaient joui. Ismaël leur promit tout ce qu'ils voulurent, à la seule condition qu'ils l'aideraient à prendre la ville de Prévésa, que Vély, fils d'Ali, défendait avec opiniâtreté. Prévésa tombait peu de jours après entre les mains des soldats de Botzaris, qui exigèrent aussitôt le prix de ce service. Ismaël trouva de mauvaises raisons pour ajourner l'exécution de ses promesses, et Marc acquit la certitude que le séraskier n'avait nullement l'intention de tenir ses engagemens. Les Souliotes, usant de prudence et de modération, se bornèrent à ne prendre aucune part aux travaux du siége, et ils s'établirent, à une petite distance du camp ottoman, dans le village de Saint-Nicolas, situé sur les bords du lac de Janina, au pied du mont Paktoras.

Ali, informé de leur juste mécontentement, ne négligea point cette occasion d'attirer à lui de tels auxiliaires. Le moyen qu'il imagina pour entrer en communication avec eux sans éveiller les soupçons des Ottomans mérite d'être rapporté. Pendant toute une journée, il tourna le feu de ses batteries sur le bivouac des Grecs, qu'il accabla d'une multitude de bombes. Pas une seule n'éclata. Les Grecs, surpris de ce phénomène, brisèrent avec précaution quelques-uns de ces projectiles, qu'ils n'étaient pas éloignés de croire ensorcelés. Chaque bombe était remplie de pièces d'or et contenait un billet, par lequel Ali assignait un rendez-vous dans le château du lac aux parlementaires que les Souliotes voudraient lui envoyer. Il les priait d'allumer trois feux au-dessus du village à la tombée de la nuit, afin de lui indiquer qu'ils consentaient aux pourparlers,

(1) De l'ancien mot grec μετέωρα, qui signifie non-seulement *météores*, phénomènes atmosphériques, mais encore tout lieu élevé dans les airs. Ce terme est très fréquemment usité par les Grecs modernes dans cette seconde acception.

et il engageait leurs députés à descendre aussitôt après sur la *plage de la douane*, où une embarcation les attendrait (1). Marc Botzaris n'hésita point à se rendre à l'invitation du vizir avec trois autres capitaines. Ali-Pacha mit tout en œuvre pour persuader à ses anciens ennemis que leur intérêt était de s'unir étroitement à lui, et, afin de ne leur laisser aucun doute, il déroula sous leurs yeux un firman impérial récemment intercepté par ses agens dans les gorges du Pinde. Ce firman autorisait Ismaël à massacrer tous les chrétiens de l'Épire, en commençant par les Souliotes.

Les capitaines grecs se décidèrent à souscrire au traité d'alliance offensive et défensive que le vizir leur proposait : Ali s'engageait à mettre les Souliotes en pleine possession de leur pays, et le jour suivant fut fixé pour l'échange des otages. Parmi ceux des Grecs, on vit figurer le frère, la femme et les enfans de Botzaris. Ce dernier avait réclamé vainement pour lui-même le périlleux honneur de répondre auprès de leur nouvel allié de la bonne foi de ses compatriotes. Toute la tribu, qui plaçait en lui ses espérances, s'était opposée à son départ; mais Botzaris voulut qu'on livrât en otages ses enfans et sa femme, cette Chryséis célèbre par ses vertus autant que par sa beauté. De son côté, Ali remit aux Grecs le plus jeune et le plus aimé de ses fils, Hussein-Pacha; il posa seulement pour dernière condition que la tour de Kiapha resterait en son pouvoir, qu'elle servirait de demeure à son fils, et que les Albanais n'en seraient pas chassés. Les Souliotes acceptèrent sans difficulté cette nouvelle clause, ignorant qu'une redoutable forteresse avait remplacé la tour de Kiapha, qui autrefois n'eût pas contenu plus de cinquante hommes. La nuit suivante, ils prirent le chemin des montagnes. Marc, dont le caractère chevaleresque ne s'accommodait pas d'une fuite nocturne, refusa de quitter sa tente avant le jour, et resta avec un petit nombre de compagnons résolus. Au lever du soleil, il marcha contre les avant-postes turcs, leur envoya quelques balles pour leur annoncer sa défection, et s'élança, sans être poursuivi, sur la trace de ses compatriotes, qu'il rejoignit vers le soir (décembre 1820). La surprise et le désappointement des Souliotes furent extrêmes, lorsqu'à leur entrée dans la montagne ils aperçurent les murailles menaçantes élevées sur l'emplacement de l'ancien pyrgos de Kiapha. Ils se bornèrent à intercepter toutes les avenues de cette citadelle par des postes nombreux confiés à leurs meilleurs pallikares; ils firent en même temps savoir au vizir qu'ils allaient tenir son fils étroitement enfermé dans Souli jusqu'à ce que les clés de Kiapha leur fussent remises.

Le théâtre sur lequel la guerre allait se trouver transportée de-

(1) *Chronographie de l'Épire*, par Aravantinos.

mande une description rapide. La Selléide, où s'était illustré Photos Tsavellas, est bornée à l'ouest par une contrée aussi riante que les rochers de Souli sont sauvages, coupée par de nombreux cours d'eau qui la fécondent, couverte de belles forêts, accidentée par de hautes et vertes collines. Cette contrée, que les Turcs appellent le *Chamouri*, comprend tout le pays entre la Thyamis et l'Achéron, depuis la mer de Corfou au sud jusqu'aux monts Olychiniens (1) au nord. La partie septentrionale du Chamouri s'appelait autrefois la Thesprotie; celle qui avoisine la mer portait les noms de Cestrine et d'Aïdonie. De sombres traditions mythologiques consacrent l'Aïdonie; c'est là que les anciens plaçaient le royaume de Pluton, et qu'on retrouve le fameux lac Achérusien, à quelques lieues au-dessus du port Glykys. Lorsqu'on remonte le cours de l'Achéron en sortant de ce port, on suit précisément l'itinéraire que parcouraient autrefois les théories de pèlerins qui allaient consulter en tremblant l'oracle de Dodone. Si, de ce même port Glykys, on longe les côtes de la mer dans la direction du midi, on entre dans le canton de Rogoux, désignation albanaise de l'ancienne Cassiopie. Ce pays est couvert de collines, dont quelques-unes offrent une assez riche végétation, et où les pâtres épirotes viennent passer l'hiver. Il est borné à l'est par l'Arachtus (aujourd'hui Lourcha), sur les bords duquel est construite la ville de Loroux, non loin de l'emplacement qu'occupait l'ancienne cité d'Ambracie, dont il n'existe plus que de méconnaissables vestiges. On passe de là dans la province d'Arta (ancienne Amphilochie), qui s'étend sur les rives du golfe Ambracique, en face de l'Acarnanie. Cette riche province forme une vaste plaine toute parsemée de prairies et de bois; elle s'élève au nord jusqu'aux montagnes abruptes qui forment le défilé de Variadès et celui des Cinq-Puits, à huit lieues environ du golfe d'Arta. Ali-Pacha avait construit aux Cinq-Puits un caravansérail fortifié, et ce poste était un de ceux dont la possession importait le plus aux Souliotes, car il commande la route de Janina à la mer, et n'est séparé que par une courte distance des monts Djoumerca (2), refuge des klephtes les plus aguerris de l'Épire. Le voyageur qui redescend par ce défilé de la Selléide vers Arta jouit d'un panorama féerique, lorsque rien ne trouble la pureté de l'atmosphère : au premier plan se dressent les pics aigus, les sombres anfractuosités, les abîmes profonds et les hautes montagnes de neige de Souli; aux pieds du voyageur, la riante plaine d'Arta se déroule jusqu'à la mer, qui la

(1) Les monts Olychiniens (aujourd'hui Olytzika) séparent le Chamouri de la Tymphéide, qui fait partie du canton de Janina, et où était située l'ancienne ville de Passaron.

(2) Les monts Djoumerca traversent l'Athamanie, qui porte aujourd'hui leur nom. Ils forment une chaîne à peu près parallèle à celle du Pinde, dont ils sont séparés par l'ancienne Dolopie.

baigne de ses flots calmes et bleus; au-delà, les montagnes de l'Acarnanie terminent l'horizon. Enfin, à l'est, on aperçoit, par-dessus les alpes verdoyantes des monts Djoumerca, les hauts sommets du Pinde, dont la masse imposante imprime à ce merveilleux tableau un cachet de grandeur et d'austère mélancolie.

Afin de donner à la guerre qui, selon toute apparence, ne tarderait pas à se concentrer autour de la Selléide un caractère de nationalité en même temps que des élémens nouveaux de succès, Botzaris s'empressa de traiter avec les chrétiens de la Thesprotie. Les Souliotes, renonçant enfin à leurs antiques préjugés de race et redoutant l'isolement qui avait causé leur ruine, consentirent à admettre dans leur confédération tous les Grecs des contrées environnantes, et à les traiter sur le pied d'une entière égalité. C'était la première fois que la montagne s'unissait aussi étroitement à la plaine, et la république de Souli, sortant des limites qu'une imprévoyante fierté lui avait autrefois imposées, s'étendit dès ce moment de Janina au canton de Loroux, voisin de la mer. Botzaris se trouva ainsi à la tête de trois mille cinq cents combattans.

Contraint, par la mauvaise foi d'Ismaël, à prendre les armes plus tôt qu'il n'aurait voulu, Marc songea tout d'abord à couper les communications entre le camp impérial et l'importante ville d'Arta, capitale de l'Amphilochie. Dans cette pensée, il s'empara du caravansérail fortifié qui commandait l'entrée du défilé des Cinq-Puits, à sept lieues sud-est de Janina. De ce poste avancé, il pouvait en outre donner la main aux klephtes belliqueux des monts Djoumerca, dont quelques-uns ne tardèrent pas à le rejoindre. Les échos de l'Épire retentirent alors pour la première fois du Δεῦτε, παῖδες τῶν Ἑλλήνων (*allons, enfans des Hellènes*), hymne patriotique et guerrier composé sur l'air de *la Marseillaise*, et introduit en Grèce par les Souliotes qui avaient servi sous les drapeaux de la France. Ce chant se propagea rapidement parmi les Grecs, et servit de prélude à quelques-unes de leurs plus belles victoires (1). La perte du défilé des Cinq-Puits, jointe à celle de plusieurs caravanes remontant du golfe d'Ambracie et capturées par les Souliotes, jeta l'alarme dans le camp d'Ismaël. Les Turcs n'eurent rien de plus pressé que de choisir trente-six officiers qui durent réciter le premier chapitre du Koran quatre-vingt-douze fois par jour, et trente-six derviches qui furent obligés de recevoir dans le même espace de temps quatre-vingt-douze coups de discipline de la main de leur supérieur. Cette première satisfaction donnée à la colère du prophète, trop clairement manifestée par les succès des chrétiens, cinq mille hommes d'in-

(1) Nous avons eu souvent l'occasion de l'entendre chanter par les *orophylakes*, troupes irrégulières préposées à la garde des montagnes.

fanterie et de cavalerie furent envoyés pour reprendre le caravansérail, occupé par deux cent cinquante Souliotes. Ceux-ci, avertis de cette attaque par Ali-Pacha, laissèrent approcher l'ennemi jusqu'au pied de la petite forteresse, et l'accueillirent par une fusillade à bout portant. Les musulmans n'en montèrent pas moins à l'assaut, mais au même instant Botzaris, embusqué dans les montagnes environnantes, se jeta sur eux avec une poignée d'hommes, les culbuta et les poursuivit jusqu'au défilé de Tyriaki. Après ce succès, Marc revint en toute hâte au défilé des Cinq-Puits, afin d'arracher les prisonniers qu'on avait faits au sort qui leur était réservé. Déjà les Souliotes en avaient décapité plusieurs, et formaient un trophée de leurs têtes. Botzaris mit fin à cette exécution sanglante; il ne laissa jamais ternir l'éclat de ses triomphes par de semblables barbaries. Une de ses plus grandes préoccupations fut d'introduire dans ses petites armées la discipline qu'il avait apprise sur les champs de bataille de l'Europe. Aussi les guerres de l'indépendance hellénique prennent-elles avec Botzaris un caractère élevé qu'elles n'avaient point eu jusqu'à lui; elles cessent d'être une suite incohérente de luttes isolées, d'épisodes épars, de victoires sans résultat, de triomphes sans lendemain. Le nouveau chef les dirige vers un but déterminé, qui est l'expulsion des Turcs, non plus comme autrefois d'un village, d'une montagne, d'une province même, mais de tout le territoire hellénique.

Grâce aux succès de Botzaris, l'insurrection gagna rapidement du terrain. La Cassiopie se souleva tout entière. Les Albanais (1) eux-mêmes commencèrent à se dégoûter du service d'Ismaël. Deux de leurs principaux chefs, Tahir-Abbas et Hagos-Bessiaris, tour à tour alliés d'Ali ou du sultan, passèrent aux Souliotes. Le séraskier, dont l'armée avait fait des pertes considérables que nul renfort n'avait encore réparées, enjoignit à Békir-Djocador, son lieutenant, d'entrer en pourparlers avec les Grecs de la Selléide (février 1821). Ceux-ci consentirent à un armistice d'un mois. Le polémarque, inquiet de l'inaction de la Grèce méridionale, profita de cette suspension d'armes pour expédier dans les villages de la Hellade et du Péloponèse des émissaires chargés d'y répandre le bruit de ses victoires. Au bout de quelques semaines, les envoyés de Souli revinrent

(1) On sait que les Albanais professent le culte musulman. Il faut rappeler, pour l'intelligence de ce récit, qu'ils se divisent en quatre grandes tribus renommées pour leur bravoure : 1° celles des Guègues ou Guegari, établis sur la côte la plus septentrionale de l'Albanie ainsi que sur les frontières du Montenegro; 2° des Toxides ou Toxari, non moins braves, mais plus féroces que les Guègues : ils habitent le Musaché (ancienne Taulantie), dont la principale ville est Argyrocastron; 3° des Lapes ou Japyges, pauvres et de peu de courage : ils habitent les montagnes de l'Acrocéraune, au sud des Toxides; 4° des Chamides, braves, mais d'une astuce et d'une duplicité proverbiales : ils sont fixés dans le Chamouri, dont les principales villes sont Margariti et Paramythia.

avec de grandes nouvelles : Germanos, métropolitain de Patras, par un manifeste daté du 26 mars 1821, avait proclamé les droits de la Grèce à l'indépendance, arboré l'étendard de la révolte et réclamé l'assistance des puissances étrangères.

La Turquie cependant venait d'appeler Kourchid, pacha de Morée, à remplacer Ismaël, que le divan accusait d'inertie et de lenteur. Quelques jours avant l'explosion de l'insurrection, Kourchid avait quitté Tripolitza, sa capitale, où il laissait son trésor et son harem, confiés à la garde d'une troupe d'Albanais. Il arrivait en toute hâte en Épire, et s'établissait sous les murs de Janina au moment où expirait l'armistice conclu avec les Souliotes. Ali-Pacha, effrayé, se décida enfin à rendre aux chrétiens la citadelle de Kiapha, pour les attacher plus étroitement à sa cause. Les insurgés de l'Épire, persuadés que de graves événemens ne tarderaient point à se passer, se réfugièrent en foule dans la montagne de Souli. A partir de ce jour, l'existence de Botzaris ne fut qu'une suite non interrompue de combats, que résument glorieusement trois épisodes mémorables : le siége d'Arta, la campagne de l'Épire en 1822, enfin la bataille de Karpénitzi.

II.

Le siége d'Arta en 1821 fut un des faits d'armes qui contribuèrent le plus à établir la renommée de Botzaris. Arta, capitale de l'Amphilochie, est située à douze lieues de Souli et à quelques heures seulement du golfe d'Ambracie. Avec son doux climat, son sol généreux, ses jardins en fleurs, ses bosquets d'orangers et de citronniers, son golfe sillonné de vaisseaux, ses caravanes opulentes qui partaient chaque jour chargées de provisions pour les provinces du nord, avec son archevêché et ses vingt-six églises grecques, dont les coupoles byzantines figuraient d'une façon étrange et pittoresque au milieu des minarets d'or des mosquées, cette cité était alors, après Janina, la plus importante de l'Épire. Elle est bien déchue aujourd'hui de son ancienne splendeur. Le gouvernement turc, fidèle à ses traditions de négligence, n'a point cherché à la relever de ses ruines : comme dans toutes les villes situées à l'intérieur de l'empire ottoman, sauf les habitations de quelques raïas grecs enrichis par le commerce, et qui dissimulent avec soin leur aisance pour ne pas éveiller la cupidité peu scrupuleuse des lieutenans du grand-seigneur, on n'y remarque plus que les traces de la complète incurie des autorités et de la profonde misère du peuple. Cependant la beauté du ciel, qui n'a pu changer, fait encore d'Arta un délicieux séjour.

Bien qu'elle contînt dix mille défenseurs et une forte artillerie, Botzaris songeait depuis longtemps à s'emparer de cette place, qui

lui assurait la possession d'une plage vaste et fertile, en même temps qu'elle lui ouvrait une précieuse voie de communication avec les flottilles hydriotes et les insurgés de l'Acarnanie. Pour la première fois, les Grecs allaient assiéger une grande ville et affronter peut-être les chances d'une bataille rangée. Cette perspective souriait singulièrement à leur chef. Botzaris ne voulut rien négliger pour mener à bonne fin une entreprise aussi importante. Les cavernes profondes des montagnes furent converties en arsenaux qui reçurent des provisions d'armes et de munitions confiées à la garde des prêtres et des vieillards; des hôpitaux s'élevèrent dans les quatre villages de la Selléide pour recevoir les blessés. Les forêts de la Thesprotie et du canton de Rogoux furent sillonnées de chemins; de larges entailles furent faites aux troncs des plus gros arbres, afin de guider les traînards sur la trace de leurs compagnons d'armes. Des postes d'observation occupèrent le sommet des montagnes qui environnent les plaines de l'Amphilochie; ils devaient transmettre les ordres, les nouvelles, et instruire la petite armée chrétienne des mouvemens des Turcs au moyen de signaux. La dernière précaution de Botzaris fut de fortifier le caravansérail des Cinq-Puits et d'y mettre une garnison capable d'arrêter les renforts que Kourchid ne manquerait pas d'envoyer à Arta. Enfin une attaque fut dirigée contre le fortin du défilé de Variadès pour détourner l'attention du séraskier, et Marc descendit de Souli avec six cents hommes, après avoir assigné rendez-vous aux Chamides sur la limite du canton de Rogoux. Malheureusement Botzaris avait compté sans l'éternelle versatilité des Albanais, ses alliés; à peine était-il sorti des montagnes qu'il apprit que ces derniers s'étaient de nouveau jetés dans le parti du sultan. Loin de se décourager, il résolut de ne pas rentrer dans Souli avant d'avoir conquis une communication avec la mer. Réduit à ses propres forces et ne pouvant plus songer à s'emparer d'Arta, il se porta rapidement contre la tour de Regniassa, située en face de l'île de Paxos, sur le rivage où s'élevait l'antique Cassiopée. Après un sanglant assaut, il s'en empara et y installa une garnison; puis, se tournant vers le nord et apparaissant à l'improviste là où les Turcs l'attendaient le moins, il prit en Athamanie le poste important de Placa, dont il voulait faire un centre d'opérations militaires. Quelques jours plus tard, il taillait en pièces un corps d'armée qui se rendait au camp de Kourchid; il rencontrait ensuite Ismaël-Pacha dans la plaine de Passaron, au pied des monts Olychiniens, et lui faisait subir une sanglante défaite. Enfin, après de nouveaux avantages remportés sur les troupes que Kourchid envoyait de toutes parts à sa poursuite, il vint se reposer à Souli de ces rapides victoires.

L'amour de la patrie n'était pas le seul mobile qui guidât Bot-

zaris sur le champ de bataille. On se souvient que Chryséis et ses enfans se trouvaient comme otages chez le perfide Ali, et que leur délivrance dépendait du salut de ce dernier. Marc éprouvait pour cette femme jeune, belle et dévouée, une tendresse passionnée, bien différente de l'affection stoïque que les Souliotes portaient à leurs fières compagnes. Les femmes de Souli, remarquables surtout par leur intrépidité, aussi habiles que les hommes à manier les armes, avaient une âme toute virile, dans laquelle le patriotisme, l'honneur, la haine des Turcs ne laissaient aucune place à de plus doux sentimens. Chryséis, élevée à Corfou, était au contraire douée de tous les charmes et de toutes les grâces de son sexe. L'amour que Botzaris avait pour elle, les cruelles angoisses et la douleur que lui causait sa périlleuse captivité, ont laissé des traces dans les poésies populaires de cette partie de la Grèce. Les improvisateurs de l'Épire semblent avoir compris ce côté intime de l'existence de leur héros de prédilection et deviné la source de ses secrètes tristesses. Ils ont chanté la bravoure et les faits d'armes des Moscho et des Chaïdo (1), mais ils ont consacré à Chryséis leurs plus touchantes complaintes et leurs plus mélancoliques accens :

« Chryséis est assise auprès de son métier doré, mais ses yeux ne suivent point sa broderie : ils regardent les nuages et courent après eux.

« Mon cœur est fermé maintenant, il ne s'ouvre plus et ne rit plus comme autrefois; mes yeux répandent des pleurs, ils forment un lac, une mer. »

« Apportez-moi mes habits de deuil (dit une autre chanson); depuis trois mois, je n'ai pas eu de ses nouvelles. Il est mort, ou il m'oublie.

« Un petit oiseau s'arrête sur un cyprès : — Il n'est pas mort et il ne t'oublie point. Il combat les Turcs à Variadès, à Systrani, à Lelôvo. Il a promis dix mille têtes au pacha pour te ravoir; six mille sont déjà tombées sous ses coups. Ali pleurera bientôt en te voyant partir. »

Ces derniers mots semblent indiquer que le vizir devint amoureux de sa captive. Nous avons recueilli un détail plus significatif à ce sujet de la bouche de l'un de ces bergers que l'on rencontre faisant paître leurs troupeaux à l'ombre de la forêt d'oliviers séculaires qui environne Athènes. Malheureusement nous n'avons pu retenir et inscrire sur nos tablettes qu'un court fragment de la chanson qu'il nous fit entendre : il montre avec quel légitime orgueil Chryséis traitait le redoutable pacha.

« Verse-moi à boire, lui dit Ali, et laisse-moi te contempler tandis que je viderai la coupe que tu m'auras remplie.

« Chryséis rougit de honte et de colère. — Je ne suis point ton esclave pour te verser à boire, dit-elle; je suis petite-fille et fille de primats, et femme de Botzaris! »

(1) L'une, la mère de Photos Tsavellas, l'autre, sa sœur, s'étaient distinguées par leur valeur dans les précédentes guerres de Souli.

Celui-ci, tout impatient qu'il était de consommer la ruine des Ottomans et de revoir l'objet de son affection, ne put reprendre son projet contre Arta qu'au mois de novembre 1821. Obligé de renoncer à contracter avec les Albanais une alliance plus que douteuse, il modifia ses plans. Former selon les règles de l'art le siége d'une ville aussi bien défendue lui parut cette fois une entreprise téméraire; il craignait surtout que ses soldats, avides de mouvement, d'imprévu, de liberté, n'eussent point la patience et le calme que réclament les travaux d'un siége régulier. Il résolut de recourir à l'un de ces coups de main qui flattaient l'humeur entreprenante de ses compatriotes, et qui étaient tout à fait conformes à leur génie militaire. Botzaris s'entendit avec le chef des Acarnaniens, Karaïskos, qui promit de lui amener mille hommes, et il quitta Souli le 11 novembre 1821, à la tête de trois cents pallikares. Il comptait arriver pendant la nuit dans les plaines de l'Amphilochie, se jeter sur les Turcs au point du jour, culbuter un ennemi déconcerté par la surprise, et donner la main à Karaïskos au centre même de la place, que celui-ci devait attaquer du côté du midi. Ce projet, s'il était hardi, ne reposait pas moins sur une base sérieuse, quand on songe avec quelle facilité les Turcs lâchaient pied devant leurs fougueux adversaires. Par malheur, des pâtres turcomans, ayant remarqué le mouvement des Souliotes, jetèrent l'alarme dans Arta. Plusieurs milliers d'Albanais coururent aussitôt défendre le pont fortifié qui traversait alors l'Inachus, et dont Botzaris devait nécessairement s'emparer pour s'approcher de la ville. Marc n'hésita pas néanmoins à forcer le passage. Malgré les instances de leur chef et l'ardeur qui les animait, les Grecs ne dérogèrent point en cette occasion à l'antique habitude qu'ils tiennent des héros d'Homère, et qui consiste à vomir un torrent d'injures contre leurs ennemis au moment d'en venir aux mains. Les récits de batailles qu'on peut lire dans le remarquable travail de M. Tricoupi sur l'indépendance de la Grèce (1) témoignent de la ténacité de cette vieille coutume nationale; l'auteur représente presque toujours les deux partis s'adressant au début de l'action de mutuels outrages, comme pour donner ainsi une première issue à leur colère.

Marc, désespéré de voir un temps précieux se perdre en paroles inutiles, s'efforça de mettre un terme à ces invectives, et réussit enfin à entraîner ses compagnons. A cet instant, huit cents cavaliers turcs traversent le pont de l'Inachus et fondent sur les Souliotes, qui ne peuvent résister. Ces derniers se replient rapidement sur le village de Mihourti, où ils se retranchent dans les maisons. Quatre pièces d'artillerie mitraillent les frêles habitations du village, que

(1) Σπυρίδωνος Τρικούπη Ἱστορία τῆς Ἑλληνικῆς ἐπαναστάσεως. — Spiridon Tricoupi, *Histoire de l'Insurrection grecque*, 4 vol. in-8°; Londres 1856.

tourne la cavalerie, afin de couper la retraite aux chrétiens. Marc, suivi de quelques compagnons, parcourt les rues, dirige la défense avec un rare sang-froid, fait évacuer les maisons qui menacent ruine, renforce les points les plus vulnérables, et dispose habilement ses hommes, qui, dans le premier moment de désordre, s'étaient barricadés un peu partout et au hasard. Ce combat, qui devait nécessairement aboutir à l'extermination des Souliotes, durait depuis plusieurs heures, quand Nothi Botzaris déboucha inopinément sur le flanc des Turcs avec quatre cents pallikares. Ce vieux guerrier, en entendant le bruit lointain du canon, n'avait pu résister à l'envie de prendre part à la bataille; il avait retrouvé les forces et l'agilité de sa jeunesse pour voler au secours de son neveu. A sa vue, celui-ci forme ses soldats en colonne serrée, et exécute une sortie furieuse, tandis que Nothi enfonce de son côté les lignes de l'ennemi, qui ne s'attendait nullement à cette double attaque. Le soir venu, les Souliotes étaient maîtres du terrain jusqu'au pont fortifié; ils reçurent à ce moment un renfort aussi précieux qu'inespéré : deux mille Toxides les rejoignirent spontanément. Ces Albanais étaient commandés par Elmas-Bey, qui, longtemps à la solde de Kourchid, s'était décidé, après la prise de Tripolitza par les Moraïtes, à embrasser la cause d'Ali-Pacha et de ses alliés les Souliotes.

Deux jours après, Toxides et Souliotes, maîtres des faubourgs en quelques heures, se précipitèrent dans l'enceinte d'Arta, rencontrèrent le brave Karaïskos, qui y avait pénétré de son côté, et après une lutte acharnée restèrent possesseurs des trois quarts de la ville. La nuit sépara les combattans; les assiégeans campèrent sur les ruines fumantes du champ de bataille au pied de l'acropole, qui contenait un château fort et les bâtimens de l'archevêché, dernier asile du pacha. L'assaut de l'acropole devait avoir lieu le lendemain, et l'on espérait chasser aisément de cette position un ennemi démoralisé par de continuelles défaites. Ce fut un singulier spectacle que celui des derviches toxides et des prêtres souliotes priant ce soir-là côte à côte et rendant grâces au ciel de leur commun triomphe. Les sommets qui s'échelonnent à diverses hauteurs depuis les collines de l'Amphilochie jusqu'aux pics aériens de la Selléide s'illuminèrent pendant la nuit les uns après les autres : cette longue traînée de feux annonça à Souli la victoire des chrétiens; mais à la lueur même de ces feux de joie un revers de fortune inattendu se préparait. Les beys du Chamouri étaient depuis plusieurs jours assemblés à Paramythia, délibérant sur le parti qu'ils avaient à prendre. Toujours en proie aux éternelles fluctuations d'esprit qui les poussaient tour à tour d'un camp dans l'autre, ils n'étaient pas plus entraînés vers le grand-seigneur que vers les Grecs : servir l'un répugnait à leur fanatisme d'indépendance, s'allier aux autres répugnait peut-être

plus encore à leur fanatisme religieux. Plusieurs envoyés de Kourchid les déterminèrent enfin par les plus magnifiques promesses à se ranger sous les drapeaux du séraskier. Les beys promirent d'user de toute leur influence auprès de leurs frères les Toxides pour leur persuader de déserter la cause des Grecs. Pendant la nuit qui suivit la prise de la ville basse d'Arta, les émissaires des Chamides réussirent à pénétrer dans la partie du camp affectée aux Albanais. Ils supplièrent Elmas, au nom de la religion du prophète, de ne plus combattre dans les rangs des ennemis de leur foi, et l'invitèrent à se réhabiliter aux yeux des vrais croyans par une prompte défection. Elmas-Bey, cédant à ces exhortations, ordonna aussitôt à ses hommes de lever le camp et de s'éloigner dans le plus grand silence; mais il ne consentit point à tourner ses armes contre ses alliés de la veille. Quand les Souliotes, debout au point du jour, s'apprêtèrent à recommencer le combat, les Toxides avaient disparu comme par enchantement. Cependant Marc, voyant ses compagnons encore exaltés par leurs précédens triomphes, ne désespéra pas de compléter sa victoire. L'apparition des éclaireurs d'un corps d'armée que Kourchid avait envoyé au secours d'Arta par des chemins détournés dissipa cet espoir. Marc poussa néanmoins son cri de guerre et s'élança contre les bâtimens de l'archevêché. Ce mouvement, qui ne pouvait plus avoir pour but la prise de l'acropole, était destiné à concentrer sur les Souliotes l'attention des musulmans, afin de couvrir la retraite du fidèle Karaïskos. Celui-ci n'avait consenti à se retirer que sur l'ordre formel de Botzaris. Grâce à cette généreuse inspiration du héros de la Selléide, les Acarnaniens s'échappèrent et reprirent la route de leur pays. Quelques heures après, les Souliotes fuyaient à leur tour, et traversaient à la nage l'Inachus grossi par une pluie récente.

C'est ici que se place un singulier épisode que nous avons entendu raconter par les gens du pays. En arrivant au bord de l'Inachus, les Grecs virent avec effroi sur la rive opposée un escadron de cavalerie qui se disposait à leur barrer le chemin. Botzaris aperçut en ce moment même un grand troupeau de bœufs qui, ayant retrouvé la liberté dans le tumulte des combats de la veille, erraient tranquillement autour de leurs étables incendiées. Il ordonna aussitôt à ses soldats de rassembler le troupeau, de se pendre à la queue de ces animaux, et de les piquer violemment avec la pointe de leurs sabres. Les bœufs, exaspérés par la douleur et par les cris que poussaient les Souliotes, se précipitèrent dans le fleuve, entraînant après eux le fardeau dont ils ne pouvaient se débarrasser malgré tous leurs efforts; puis ils tombèrent tête basse sur les cavaliers turcs, dont les montures effarouchées se dispersèrent en tous sens.

Bien que l'expédition d'Arta n'eût pas été couronnée de succès,

elle n'en resta pas moins glorieuse pour celui qui l'avait conçue et dirigée. Botzaris, le premier, avait eu l'idée d'une grande opération militaire qui aurait procuré à sa patrie d'autres avantages que ceux d'une éphémère victoire. Arta pris, les Souliotes devenaient en effet maîtres des rivages du golfe d'Ambracie, et donnaient la main aux insurgés de l'Étolie, de l'Acarnanie et du Péloponèse. Quelle puissance l'insurrection n'acquérait-elle pas, réunie ainsi en un seul faisceau? Ce projet, comme on vient de le voir, eût réussi sans la défection des Toxides.

Quelques jours après la retraite des Souliotes, la tour de Regniassa fut reprise par les Turcs. Les circonstances qui accompagnèrent ce nouvel échec montrent bien de quelle façon les austères guerriers de l'Épire comprenaient le devoir et l'honneur militaires. Cinquante-trois pallikares seulement formaient la garnison de Regniassa; ils avaient fait serment entre les mains de Botzaris de défendre ce poste jusqu'à la mort. Achmet-Aga les investit avec une troupe de trois mille hommes; repoussé dans un premier assaut, il jugea prudent de proposer un arrangement aux assiégés, à la tête desquels se trouvait un capitaine du nom de Timolas. Celui-ci et ses compagnons, désespérant de se maintenir en face d'un ennemi aussi nombreux, consentirent à capituler : ils posèrent pour toute condition qu'il leur serait permis de retourner dans leurs foyers avec armes et bagages. Cette clause n'ayant soulevé aucune difficulté, ils évacuèrent le poste qui leur avait été confié; mais lorsqu'ils eurent atteint les rives de l'Achéron, ils rencontrèrent un détachement de pallikares descendus de Souli avec ordre de les désarmer et de leur interdire l'entrée du territoire de la confédération. Les montagnards avaient été indignés de la reddition de Regniassa; ils accusaient de parjure et de lâcheté les soldats de Timolas, qui avaient juré de s'ensevelir sous les ruines de cette forteresse. Ces derniers, accablés de remords et de confusion, essayèrent vainement de fléchir le courroux de leurs compatriotes; ils furent contraints de se laisser désarmer. Un arrêt du conseil des gérontes les retranchait du sein de la patrie. En même temps les maisons qu'ils possédaient dans les villages furent peintes en noir du haut en bas, comme s'ils étaient réellement morts, et leurs femmes se présentèrent en habits de deuil devant l'assemblée des vieillards pour demander le divorce, usant ainsi d'un droit que la rigoureuse législation de Souli leur accordait en pareille circonstance. Pendant plusieurs jours, ces malheureux errèrent autour de leurs montagnes, repentans et désolés. Enfin, sur l'invitation de Botzaris, naturellement porté à la clémence, les prêtres s'étant interposés entre le conseil des gérontes et les coupables, ces derniers recouvrèrent leurs armes; mais la patrie ne consentit à les admettre de nouveau dans son sein que lorsqu'ils se

seraient réhabilités par quelque grande action. Aussitôt les cinquante-trois *capitulés* se précipitèrent avec rage dans les campagnes de la Thesprotie, taillèrent en pièces plusieurs troupes qui se rendaient au camp de Kourchid, et reparurent à Souli après avoir lavé dans le sang de l'ennemi la tache faite à leur honneur.

L'intervention de Botzaris en faveur des soldats de Timolas prouve que le polémarque aurait voulu adoucir l'excessive rigueur des lois en usage chez les Souliotes. Il se révoltait surtout contre l'insouciance que ceux-ci professaient pour la vie humaine. Des champs de bataille sur lesquels s'écoulait la plus grande partie de l'existence de ces guerriers, le mépris de la mort avait passé dans leurs mœurs et dans leur dure législation, qui n'était écrite nulle part, mais qu'ils tenaient de leurs ancêtres par tradition. Il n'était guère de délit qui ne fût puni de mort, et la plupart du temps les Souliotes, négligeant de recourir à leurs démogérontes (1), se rendaient justice eux-mêmes. Un capitaine de Souli, traversant un jour la Parasouliotide, rencontre un troupeau de moutons, choisit le plus bel animal, le charge sur ses épaules, et s'éloigne sans autre formalité. Le propriétaire du troupeau accourt et réclame inutilement son bien; une violente rixe s'engage, le berger assomme son adversaire d'un coup de massue. Les compagnons du capitaine surviennent à cet instant, et s'apprêtent à venger sur place la mort de leur chef. Cependant le meurtrier les supplie de le conduire devant Botzaris. Cette grâce lui est accordée. Le polémarque essaya vainement de persuader à ses compatriotes que cet homme avait agi légitimement en défendant sa personne et sa propriété. Ceux-ci lui répondirent que de mémoire de Souliote le meurtre d'un capitaine n'était resté impuni, et ils réclamèrent le châtiment immédiat du coupable. Marc réussit néanmoins à obtenir un sursis de quelques heures et à faire remettre l'exécution au lendemain. Le malheureux pâtre fut jeté en prison. Vers le milieu de la nuit, Botzaris, qui était décidé à le sauver, pénétra auprès de lui et lui remit une bourse bien garnie. « Voici le prix du mouton que tu as perdu, lui dit-il. Je ne te crois pas coupable, puisque tu défendais ta personne et ta vie. Tu es libre; sauve-toi rapidement, car demain je serais forcé de lancer mes hommes à ta recherche. S'ils te retrouvent, je ne réponds plus de toi. » Et, pour plus de sûreté, il ordonna à son *protopallikare* (sorte d'aide-de-camp) d'accompagner le fugitif hors de la montagne.

(1) Composant le conseil des anciens.

III.

Un mois après l'affaire d'Arta (27 mars 1822), Ali-Pacha fut enfin pris et décapité, et Kourchid, le plus actif et le plus habile des généraux turcs, se prépara à jeter par quatre points différens quarante mille hommes dans la montagne de Souli, qui semblait ainsi réservée à de tragiques infortunes. Marc Botzaris regardait le salut de la Grèce comme attaché à la conservation de la Selléide. L'Épire, au sein de laquelle l'opiniâtre vitalité de la nation grecque n'avait cessé de se manifester depuis plusieurs siècles, lui paraissait être le champ de bataille sur lequel la Grèce devait consommer l'œuvre de son émancipation; la lutte, selon lui, était appelée à trouver son terme dans les lieux mêmes où elle avait pris naissance. Si cette pensée s'était réalisée, la Grèce aurait conquis son indépendance en peu de temps; elle eût aussi gardé ces fertiles provinces qu'elle convoite encore, et dont la possession lui aurait assuré dès lors une importance géographique et politique, avec des élémens de force et de richesse que ses étroites limites ne peuvent aujourd'hui lui procurer. Pour accomplir ce projet, il fallait que Kiapha opposât un infranchissable obstacle aux barbares descendus en foule de Constantinople; il était donc urgent de conjurer le danger terrible dont Kourchid, débarrassé d'Ali, menaçait la montagne de Souli, cette grande forteresse de l'insurrection dans le nord, ce puissant boulevard de l'indépendance.

Marc Botzaris se rendit en toute hâte à Corinthe; il réclama du sénat hellénique, assemblé dans cette ville, un prompt secours, qui lui fut accordé sans difficulté. Colocotroni revit à cette occasion son frère d'armes adoptif, et l'aida de sa puissante influence auprès du sénat. Son entrevue avec le chef déjà célèbre des Souliotes fut signalée par un incident qui témoigne de la simplicité vraiment antique que Botzaris ne cessa de conserver dans ses habitudes. Colocotroni, le premier, alla trouver celui qu'il avait autrefois connu obscur, et qu'il revoyait maintenant environné d'un grand prestige. Il avait revêtu son costume le plus resplendissant : un châle précieux des Indes serrait étroitement sa taille; un sabre au fourreau d'argent ciselé pendait à son côté, et il avait jeté sur ses épaules un de ces gilets à larges manches couverts d'épaisses broderies d'or que les armatoles se transmettaient autrefois de père en fils, et qui représentaient une valeur considérable. Marc au contraire, arrivé à Corinthe sans suite et sans faste, n'avait point quitté le modeste costume des montagnards; il portait, comme d'ordinaire, une veste de drap bleu, l'ample capote de poil de chèvre, et

des armes dépourvues de tout ornement. Son seul luxe consistait en une ceinture de lin d'une éclatante blancheur, ouvrage de sa sœur Angélique. Colocotroni, décontenancé par le contraste que la richesse de sa mise formait avec l'accoutrement austère et martial du capitaine de Souli, parla peu, s'assit à peine, et abrégea une visite qui l'embarrassait; mais il revint le lendemain matin, portant cette fois ses anciens vêtemens de klephte : une calotte rouge posée sur le sommet de la tête, une fustanelle toute percée de balles, un cimeterre rouillé, sa longue carabine passée en bandoulière. A son aspect, Botzaris courut au-devant de lui, et le prenant dans ses bras : « A la bonne heure, frère, s'écria-t-il, te voilà comme un pallikare; je te reconnais à présent, embrassons-nous. »

Il ne paraît pas que ces deux hommes se soient rencontrés ailleurs qu'à Corfou et à Corinthe. Colocotroni, le plus puissant capitaine de la Morée et l'un des klephtes les plus résolus que la Grèce ait produits, n'en voua pas moins à Botzaris, malgré de grandes dissemblances de caractère, un attachement qui ne se démentit jamais. Il l'engagea à prendre le commandement des troupes, qui se disposèrent aussitôt à partir pour la Selléide. Botzaris refusa cet honneur. Le chef des Souliotes voulait que l'intervention de la Morée dans les affaires de l'Épire prît le caractère d'une grande manifestation nationale, et qu'on vît bien par là que les diverses provinces de la Grèce étaient prêtes à s'unir étroitement et ne formaient qu'un seul peuple. Aussi détermina-t-il le président du gouvernement lui-même, Mavrocordato, à se mettre à la tête de ses troupes. Peu de jours après (mai 1822), le président arrivait à Patras, passait à Missolonghi, et s'acheminait vers l'Épire avec une armée qui comptait dans ses rangs un grand nombre de philhellènes français, allemands, italiens, polonais. Cette petite armée offrait pour la première fois à son pays l'exemple d'un corps de troupes régulièrement organisé, car on y remarquait un régiment grec tout entier dressé et commandé à l'européenne. C'était un noble effort, et à coup sûr l'une des plus grandes preuves d'abnégation et de patriotisme que pussent donner ces hommes, que de renoncer à la vie libre des klephtes, à leurs habitudes d'indiscipline et à leurs goûts aventureux.

Mavrocordato s'associait pleinement à la pensée de Botzaris; il comprenait comme lui la nécessité de sauver l'Épire et d'y concentrer la guerre. On lit en effet dans l'histoire de M. Tricoupi : « La résistance de Kiapha arrêtait seule les armées de Kourchid, prêtes à se jeter dans l'Acarnanie. La Grèce avait donc un intérêt immense à conserver ce poste avancé et à transporter le théâtre de la guerre sur le territoire de l'Épire. C'est pourquoi, à peine débarqué à Missolonghi, Mavrocordato résolut d'établir un camp au-

delà du Macrinoros (1), et d'employer toutes ses forces à la délivrance de Kiapha. » Malheureusement les moyens que Botzaris et le président avaient à leur disposition ne répondaient point à un si grand dessein; leurs troupes atteignaient à peine le chiffre de trois mille hommes. Ils s'avancèrent néanmoins sur Arta, dont la garnison était à elle seule quatre fois supérieure en nombre. Le président et les philhellènes reconnurent la nécessité de s'emparer de cette ville avant de chercher à pénétrer dans la montagne de Souli, afin de se créer une place forte dans la plaine et une communication sûre avec le reste de la Grèce; ils ne faisaient là que reprendre le projet conçu par Botzaris quelques mois auparavant. Vers le milieu de juin 1822, les Grecs s'établissaient sur les hauteurs de Comboti, à deux heures environ de la capitale de l'Amphilochie, et bientôt les philhellènes, impatiens de se signaler aux yeux de ceux dont ils avaient embrassé la cause, s'avançaient jusqu'aux environs du bourg de Péta, afin de couper toute communication entre les défenseurs d'Arta et les troupes musulmanes occupées au siége de Souli.

Réduits aux abois depuis plusieurs semaines, refoulés dans les derniers escarpemens des rochers par la multitude toujours croissante de l'ennemi, dépourvus de vivres, les Souliotes envoyaient courriers sur courriers au quartier-général de Comboti pour demander un secours immédiat. A ces nouvelles, Botzaris et Mavrocordato convoquèrent un conseil qui se réunit pendant la nuit, en plein air, sur le bord du petit fleuve Potimi. A côté des officiers étrangers, on y voyait figurer des prêtres à barbe blanche, un petit nombre de Souliotes couverts de leur cape de poil de chèvre, au geste véhément, au regard audacieux, à la mine martiale, rendue plus expressive encore par leur habitude de se raser les tempes et le haut du front; des montagnards du Pinde, à la ceinture garnie de pistolets et de gibernes de vermeil; enfin plusieurs chefs d'Albanais auxiliaires, qui écoutaient gravement la discussion, les uns debout et le menton appuyé sur le canon de leur carabine, les autres assis sur leurs talons et fumant impassiblement des pipes longues de trois pieds. Il fut résolu que Botzaris partirait avec cinq cents hommes pour tâcher de pénétrer dans la montagne, tandis que les philhellènes, soutenus par les Albanais, opéreraient en sa faveur une diversion puissante sur le bourg de Péta. Botzaris se mit en route le lendemain matin, franchit la rivière d'Arta à deux milles au-dessus de la ville, et se tint caché dans les bois, attendant la nuit pour essayer de passer à travers les Turcs. A plusieurs reprises, sa pe-

(1) Chaîne de montagnes qui borne à l'est les plaines de l'Amphilochie et de la Paracheloïde.

tite troupe se heurta contre les masses épaisses de l'ennemi sans réussir à l'entamer. Vainement il se montra à l'entrée de tous les défilés, faisant nuit et jour marches sur marches, contre-marches sur contre-marches, dans l'espoir de dérouter les prévisions et de tromper la surveillance de l'ennemi : il se brisa sans cesse contre d'insurmontables obstacles. Au bout d'une semaine, navré de douleur, harassé de fatigues, il reparut à Comboti avec trente-deux hommes. Le reste avait ou succombé dans ces nombreux combats, ou fui dans la direction du Pinde.

La fortune tenait rigueur aux Grecs, et la cause de l'indépendance semblait perdre le peu de terrain conquis au prix de tant de labeurs. A ce moment, le Toxide Gogos amena mille combattans dans le camp de Mavrocordato. Ce renfort ne pouvait arriver plus à propos, et cependant le président hésitait à l'accepter. Une renommée sinistre pesait sur la tête de cet Albanais, que la voix publique accusait d'avoir assassiné Kitzos Botzaris, le père de Marc (1). C'était un vieillard plein d'astuce, élevé à l'école d'Ali-Pacha, auquel il demeura toujours fidèle. Après la prise de Janina, Gogos avait continué à guerroyer contre Kourchid. On put donc croire, lorsqu'il se présenta à Comboti, qu'il était sincère en offrant ses services aux Hellènes contre les musulmans. Botzaris, foulant aux pieds ses ressentimens personnels, résolut, pour mettre fin à l'hésitation de Mavrocordato, de se réconcilier avec un homme dont la présence lui inspirait une juste horreur, mais dans lequel il espérait trouver pour le moment un auxiliaire utile. Il fit venir ce chef dans sa tente, et s'écria en le voyant paraître : « O mon père, s'il est vrai que cet homme fut ton ennemi, que ton ombre ne s'irrite point! Le bien de la pâtrie veut que je lui pardonne. » Et il tendit la main à l'Albanais. « Désormais, ajouta-t-il, soyons frères. Si tu sers loyalement notre cause, je promets de donner la main de ma fille à ton fils. » Botzaris commit ce jour-là une erreur dont il ne faut accuser que sa grandeur d'âme. Gogos, en feignant de souscrire à cette réconciliation, méditait la ruine des Grecs; il avait été payé par Kourchid pour les perdre. Quelques jours après en effet, une bataille s'étant engagée à Péta, ce perfide vieillard, auquel un poste important avait été assigné, s'enfuit au plus fort de l'action, et les Grecs furent vaincus à la suite d'une lutte acharnée, dans laquelle les philhellènes se signalèrent par les plus brillans faits d'armes. Dix-huit seulement d'entre eux, sur quatre-vingt seize, survécurent à ce combat.

Trois jours plus tard, on apprit que les Souliotes, accablés par

(1) Peu d'années avant le retour des Souliotes en Épire, Kitzos, ne pouvant supporter l'exil, eut la témérité de revenir à Janina. Il fut assassiné la nuit même qui suivit son arrivée. Gogos fut unanimement désigné par les Grecs comme son meurtrier.

le nombre, exténués par la famine et la fatigue, avaient capitulé (1). Libres depuis plusieurs siècles au milieu de leurs compatriotes opprimés, ces précurseurs de l'indépendance grecque disparaissaient pour toujours du monde au moment même où la liberté allait s'étendre à toute leur nation. Souli tombé au pouvoir du séraskier, Mavrocordato ne pouvait plus songer à se maintenir en Épire. Il reprit le chemin de Missolonghi. Sa petite armée, diminuée d'un bon tiers par la dernière défaite, loin de se débander, s'efforça de tenir tête aux troupes victorieuses d'Omer-Brionès-Pacha, qui venait de remplacer Kourchid. Cette poignée de braves recula lentement, disputant le terrain pied à pied, se retournant contre l'ennemi dans toute position favorable, à Loutraki, à Machala, à Vrachori, à Vonitza, à Képhalovrysis; elle fit preuve, durant toute cette longue et difficile retraite, d'un sang-froid et d'une force morale que la présence de Botzaris et des philhellènes contribuait puissamment à soutenir. Enfin, le 21 octobre, les Grecs, réduits à moins de cent hommes, poursuivis par onze mille Turcs, entrèrent à Missolonghi, dont le siége allait fournir à l'histoire de la Grèce moderne quelques-unes de ses plus belles pages, et à Botzaris son meilleur titre de gloire.

« Que je voudrais être oiseau, dit une chanson populaire, pour voler à Missolonghi, et voir comme on joue du sabre, comme on tire la carabine, comme ces invincibles vautours de Roumélie font la guerre!...

« De noirs ossemens vont s'amonceler autour de Missolonghi; ils enfanteront des soldats, et les lions de Souli trouveront là leur joie (2). »

IV.

La petite ville de Missolonghi, dont le port ne peut guère abriter que des barques de pêcheurs, est située en face de Patras, sur la limite d'une plaine basse et marécageuse, que traversent l'Achéloüs

(1) Les uns passèrent de nouveau à Corfou, les autres obtinrent de se retirer à Missolonghi. Parmi ces derniers se trouvaient la femme, les enfans et le frère de Botzaris, qui, étant tombés entre les mains des Turcs après la chute d'Ali-Pacha, avaient été compris ensuite dans l'échange du harem de Kourchid, pris à Tripolitza. La terreur inspirée aux Turcs par le nom de Botzaris suffit à protéger sa femme contre les outrages dont elle aurait pu être victime lorsqu'elle passa au pouvoir de Kourchid. Ce dernier la traita avec les plus grands égards; il aimait à lui parler du redoutable adversaire dont les hardis coups de main lui inspiraient une véritable admiration. Un jour, il eut la fantaisie de faire défiler ses troupes devant sa captive, et il lui demanda tout à coup si, parmi tant de soldats, il n'en était pas un qui eût quelque ressemblance avec Botzaris. Chryséis, surprise de cette question, lui désigna un Albanais dont la petite taille et la mine martiale offraient un peu d'analogie avec la tournure du polémarque de Souli. « Comment, s'écria Kourchid, qui était d'une stature gigantesque et de formes athlétiques, comment un si petit homme a-t-il pu causer tant de maux à mon armée? »

(2) Recueil de M. Zampélios.

à l'ouest et l'Évenus à l'est, et que bornent, à quatre milles au nord, les revers boisés du mont Aracynthe. Du côté de la mer, Missolonghi est, comme Venise, entourée de lagunes à travers lesquelles les Rouméliotes (1) dirigent avec une dextérité merveilleuse ces frêles embarcations qu'ils appellent *monoxylons*, parce qu'elles sont faites d'une seule pièce de bois, à la façon des pirogues indiennes. Sur cette partie de la côte, la mer est si basse qu'elle se retire au souffle des vents du nord, et que les tempêtes qui viennent du midi l'enflent au contraire et lui font envahir les maisons les plus rapprochées d'elle. Avant les guerres de l'indépendance, quelques familles de navigateurs enrichis par les courses lointaines, et qui voulaient jouir des magnifiques horizons du golfe, possédaient là de pittoresques résidences, plus humbles assurément que les palais vénitiens, mais construites aussi sur pilotis. Cette ville se trouve ainsi défendue d'un côté par ses lagunes, qui tiennent à distance les bâtimens de guerre, et de l'autre par ses marais, qui offrent une route difficilement praticable à une armée.

Nous avons visité Missolonghi, et c'est sur les lieux mêmes, en interrogeant quelques-uns de ses anciens défenseurs, que nous avons étudié l'histoire du mémorable siége qu'elle eut à soutenir. Une lettre de recommandation donnée par l'hégoumène du grand monastère de Mégaspiléon (2) nous servit d'introduction auprès du protopappas de Missolonghi. Ce prêtre était un ancien soldat; il n'avait embrassé la carrière ecclésiastique qu'à la suite de la pacification de la Grèce, et après avoir vu ses deux fils tomber à ses côtés. Si l'érudition théologique de ce vieillard, qui avait servi sous Botzaris, se ressentait un peu de son éducation première et des aventures de sa jeunesse, en revanche il possédait un trésor de souvenirs dont il n'était point avare, et qu'il racontait avec une véritable éloquence, puisée dans sa haine contre les Turcs et dans la satisfaction qu'il éprouvait à parler quelquefois de ses propres prouesses.

Une antique muraille qui datait des Vénitiens, un fossé large de sept pieds et comblé en plusieurs endroits par les décombres des remparts, quatorze vieux canons de fer, tels étaient les moyens de défense que les Grecs, suivis de près par Omer-Brionès, trouvèrent à Missolonghi. En entrant dans cette place le 21 octobre 1822, Mavrocordato avait avec lui vingt-cinq soldats, Botzaris trente-cinq, et lorsque les habitans en état de porter les armes se furent joints à eux, ils atteignirent le chiffre de trois cents. La plus grande partie de la population avait fui. Justement alarmés sur le résultat d'une

(1) Toute la côte du golfe de Corinthe opposée au Péloponèse porte le nom de Roumélie.

(2) Situé dans les montagnes du Péloponèse, à une journée du golfe de Corinthe.

lutte aussi disproportionnée, quelques capitaines émirent l'avis de se jeter dans les embarcations et de gagner sans retard le Péloponèse. « Si nous partons, leur dit Mavrocordato, l'ennemi passe sans obstacle, envahit la Morée, et tout est perdu. Pour moi, je mourrai ici. — Et moi aussi! » s'écria Botzaris. Ces paroles mirent fin à toute hésitation. « Elles furent, dit M. Tricoupi, comme la pierre fondamentale de la défense de Missolonghi. »

En quelques jours, la ville fut débarrassée des femmes, des enfans et des vieillards, qui, protégés par une nuit obscure, passèrent inaperçus à travers trois vaisseaux turcs occupés au blocus; ils se rendirent pour la plupart dans les Sept-Iles. Après une séparation de deux années, Botzaris venait de retrouver Chryséis et ses enfans (1). Ce bonheur fut de courte durée. Assiégé par de tristes pressentimens, il résolut d'éloigner sa famille du théâtre de la guerre et de l'envoyer à Ancône, sous la garde du vieux Nothi, son oncle et le dernier polémarque de Souli. Chryséis le supplia vainement de lui permettre de partager ses périls. « Depuis quand, disait-elle, les femmes souliotes abandonnent-elles leurs époux au moment du combat? Ne savent-elles donc plus charger leurs armes ni panser leurs blessures? » Marc fut inébranlable. M. Jean Zampélios, auteur d'une tragédie fort estimée en Grèce, intitulée *Marc Botzaris*, met dans la bouche de ce dernier ces deux vers, qui expriment énergiquement le motif de sa résolution : « En temps de paix, je serai tout à toi; mais au combat, je veux être seul avec la patrie (2). » Marc voulait en effet se séparer de tout ce qui pouvait le rattacher trop fortement à une vie dont il préméditait le sublime sacrifice. Après bien des larmes répandues sur le rivage qui les trouvait réunis pour la dernière fois, Chryséis et Nothi se séparèrent de Botzaris, et s'embarquèrent pour l'Italie. Par leur tristesse et leur solennité, ces adieux échangés en face de l'ennemi, à la veille du combat et sous le coup des prévisions les plus funestes, ne rappellent-ils pas à l'esprit le célèbre et touchant adieu d'Hector et d'Andromaque?

Bientôt il ne resta plus dans la ville que quelques prêtres et quelques centaines de soldats pourvus de vivres pour un mois. Si les Turcs avaient tenté un assaut à ce moment, ils se seraient sans doute rendus maîtres de Missolonghi en peu d'heures; mais ils ignoraient le véritable état de la place, et ils se contentèrent d'en canonner de loin les murailles. Les assiégés employèrent de leur côté toute sorte de ruses pour tromper l'ennemi sur leur petit nombre. Entre autres stratagèmes, ils faisaient à chaque instant résonner avec le

(1) Un fils et deux filles.

(2) Οὔσης σχολῆς, θεὰ' εἶμαι μετὰ σοῦ πάντα.
Ἀλλ' οὔσης μάχης, μὲ τὴν πατρίδα μόνον.

plus de fracas possible quelques tambours qui leur étaient tombés sous la main. Au bruit de cet instrument, inusité en Grèce avant l'arrivée des philhellènes, les Turcs s'imaginèrent qu'un grand nombre d'étrangers se trouvaient parmi les défenseurs de la ville. Leur erreur était telle qu'au bout de peu de jours Omer-Brionès proposa d'entrer en pourparlers. Botzaris et le président saisirent avidement cette occasion de faire traîner les choses en longueur, en attendant quelques renforts qui, selon toute apparence, n'étaient retenus que par la présence des vaisseaux turcs. En conséquence, Marc d'un côté, Hagos Bessiaris de l'autre, se rencontrèrent à une portée de pistolet de la ville pour entamer les négociations. Après trois entrevues sans résultat, dans l'intervalle desquelles on continuait à se fusiller de part et d'autre, Botzaris comprit la nécessité de feindre un arrangement, afin de ne pas lasser la patience du général ottoman. Il fut convenu verbalement entre les deux plénipotentiaires que le président et ses hommes, Botzaris et trois cents familles se retireraient librement et avec tous leurs biens dans le Péloponèse, après quoi les clés de la ville seraient remises au pacha. Ce chiffre de trois cents familles n'était qu'un habile mensonge, un épouvantail destiné à maintenir l'ennemi dans son erreur et dans ses dispositions pacifiques. Une semaine fut accordée aux Grecs pour s'embarquer et passer le détroit. A partir de ce moment, les hostilités cessèrent. Dans son extrême amour de la vérité, Marc se reprochait à lui-même la légitime ruse de guerre qu'il avait imaginée pour intimider les musulmans et mener à bonne fin les négociations; l'on nous a dit qu'en rentrant à Missolonghi il s'écria, en cachant son front dans ses mains : « O patrie, que de sacrifices tu m'as déjà coûtés! Fallait-il donc y ajouter celui de mon honneur! »

Les premiers jours de cette suspension d'armes furent marqués pour les Grecs par de cruelles angoisses. Les heures passaient, et les renforts espérés n'arrivaient point. Il semblait que la Grèce eût oublié Missolonghi. « Nous étions dans une terrible anxiété, me disait le vieux prêtre dont je parlais tout à l'heure; nous craignions à chaque instant que ces chiens de Turcs (car jamais il ne prononçait ce dernier mot sans y accoler quelque épithète de cette nature), soit qu'ils revinssent sur leur résolution, soit qu'ils s'aperçussent qu'on se moquait d'eux, ne se jetassent sur nous. Qu'aurions-nous fait, trois cents contre dix mille? Avec quelle effrayante rapidité le temps marchait! Nos regards consultaient tous les points de l'horizon pour y découvrir une espérance de salut : rien ne paraissait, et les trois frégates turques faisaient bonne garde. Des cierges brûlaient constamment dans nos églises devant les autels de la Panagia; nous demandions au ciel la faveur d'une nuit obscure ou d'une tempête, afin que les hardis marins d'Hydra trouvassent ainsi l'occa-

sion de prendre la mer et de passer à travers les vaisseaux ennemis; mais les nuits étaient semées d'étoiles, et la mer toujours calme. »

Enfin, le quatrième jour, un vent violent du sud s'éleva, et fit sortir les bâtimens turcs de leur immobilité. Les défenseurs de Missolonghi poussèrent un long cri de joie en apercevant sept voiles hydriotes qui venaient de Patras, en même temps que les vaisseaux ottomans, à moitié désemparés par la tempête, se réfugiaient en toute hâte à Ithaque. Le blocus était levé, et le lendemain la flottille grecque jeta dans la ville assiégée sept cents hommes, commandés par Pietro-Bey Mavromichalis. Les jours suivans, quinze cents Péloponésiens arrivèrent encore. La place se trouvait dès lors en état de résister (11 novembre). Omer-Brionès était resté l'impassible témoin de tous ces mouvemens; on n'avait point eu de peine à lui persuader que la petite escadre grecque n'avait quitté Patras que pour opérer le transport des trois cents familles autorisées par le traité à sortir de Missolonghi. Aussi, les délais étant expirés, envoya-t-il demander les clés de la ville. Botzaris lui répondit par cette parole de Léonidas aux Thermopyles : « Si tu les veux, viens les prendre (1). »

Nous n'entrerons point dans le détail des inutiles assauts que livrèrent les Turcs, ni des brillantes sorties par lesquelles les Grecs se signalèrent. Omer, désespérant de réussir par la force, eut recours à la ruse. On approchait des fêtes de Noël. Les Grecs apportent dans leurs pratiques de dévotion une ferveur qui tient quelquefois de la superstition; ils observent avec une extrême rigueur les nombreuses solennités et les prescriptions sévères de leur rite, et les fêtes de Noël sont de celles qu'ils célèbrent avec le plus de pompe. Il était donc probable que, pendant cette nuit, les défenseurs de Missolonghi seraient absorbés par la prière, et qu'ils quitteraient les remparts pour assister aux offices divins. Omer résolut de profiter de cette circonstance pour tenter une escalade nocturne. Au premier coup de cloche qui retentirait dans la ville, les troupes musulmanes devaient s'avancer avec précaution, tenter un assaut qui, d'après les calculs du pacha, n'offrirait ni difficultés ni péril, et massacrer les chrétiens dans leurs églises. Fort heureusement un Grec attaché au service personnel d'Omer-Pacha avertit secrètement Botzaris de ce projet la veille même de Noël. Sur l'ordre de celui-ci, toutes les cloches de la ville sonnèrent à grandes volées une heure avant minuit, et chacun courut à son poste de combat. Les Turcs, persuadés que les chrétiens répondaient à cet appel religieux, et qu'ils ne s'occupaient que de la célébration du grand anniversaire de la naissance du Christ, se mirent en route avec as-

(1) Tricoupi, t. Ier, p. 371.

surance, franchirent le fossé d'enceinte à l'endroit le moins profond, appliquèrent leurs échelles contre la muraille, et huit cents hommes montèrent ensemble à l'assaut. A peine avaient-ils atteint le dernier échelon, que les soldats de Botzaris, cachés derrière les remparts, se dressèrent, firent feu et culbutèrent les assaillans. La nuit suivante, Omer-Brionès, honteux et découragé, s'enfuit avec une telle précipitation, que les vainqueurs, entrant le lendemain dans son camp abandonné, y trouvèrent dix canons, les équipages militaires, les insignes, et jusqu'aux vêtemens de parade des pachas. Deux Grecs seulement périrent dans cette affaire, qui coûta aux Turcs l'élite de leurs troupes. Plusieurs personnes nous ont affirmé ce fait, à peine croyable, mais dont nous trouvons une preuve dans une chanson improvisée à la suite de ce grand triomphe, et qu'on attribue à un brave du nom de Mikroulis, frère de l'une des deux victimes. Ce chant, qui nous a été dicté à Missolonghi même, est trop étendu pour être rapporté ici. En voici seulement quelques passages :

« Le noir Missolonghi arrête quatre pachas et les chefs de l'Albanie avec douze mille hommes.

« Les boulets tombent comme la pluie, les bombes comme la grêle, les balles comme le sable de la mer...

« Honorons le pays qui est la fleur de la Grèce, la gloire du monde, la clé de la Roumélie, la colonne de la Morée.

« Les Turcs jurent de faire le déluge dans Missolonghi le jour de Noël. Ils sont repoussés.

« Combien ont péri dans cet assaut? qui peut les compter? Deux pallikares seulement ont succombé : Nicolas Kalkouris et George Mikroulis.

« Ils sont morts pour la patrie; réjouissez-vous. Ceux qui périssent pour la nation ne meurent pas, ils laissent un beau nom et s'en vont avec gloire... »

La présence d'esprit et la prompte décision de Botzaris avaient sauvé Missolonghi et la Grèce. L'un des bastions des fortifications actuelles de la ville porte son nom : modeste hommage rendu à cette glorieuse mémoire. Mavrocordato, qui s'était acquis d'incontestables droits à la reconnaissance de la patrie par sa fermeté durant tout le cours de cette expédition, retourna alors dans le Péloponèse, où les soins du gouvernement le rappelaient. Il laissa à Botzaris le brevet de général en chef de la Grèce occidentale. Une renommée comme celle de Botzaris aurait satisfait une ambition moins noble que la sienne, mais son rêve était d'attacher à son nom une de ces impérissables gloires dont l'antiquité lui offrait plus d'un exemple. Poursuivi, on le sait, par le fantôme héroïque de Léonidas, le jeune chef aspirait à trouver, comme lui, la mort au sein d'un triomphe salutaire à son pays. Vers le milieu de l'été de l'année 1823,

Mustaï, pacha de Scodra (1), sortit de l'Illyrie pour se jeter par Missolonghi dans le Péloponèse, à la tête d'une armée composée en grande partie de Guègues et de Toxides, les plus aguerris d'entre les Albanais. Les historiens portent le chiffre de cette armée de trente à quarante mille hommes. Son avant-garde, forte de quatorze mille combattans, traversa au mois d'août la Thessalie et le canton d'Agrapha, ravageant tout sur son passage et ne laissant après elle que des solitudes incendiées. Pendant ce temps, de tristes dissensions menaçaient de paralyser le peu de forces que les Missolonghiotes pouvaient opposer à cette redoutable invasion. Le commandement en chef dont Botzaris était investi n'avait pas tardé à exciter l'envie et les frivoles susceptibilités des capitaines réunis autour de lui. Ces derniers, habitués à commander en maîtres absolus dans leurs montagnes, se montraient médiocrement disposés à reconnaître l'autorité d'un chef plus jeune que la plupart d'entre eux : ils l'acceptaient pour égal, non pour supérieur. Le sénat hellénique se crut obligé d'envoyer des brevets de généraux à plusieurs de ces mécontens. C'était là une atteinte portée aux droits de Botzaris; il pouvait se plaindre, il aima mieux garder le silence, afin de ne pas donner lieu à de regrettables disputes. On reçut à ce moment l'avis de l'approche du séraskier Mustaï. Cette nouvelle fournit à Botzaris l'occasion de sortir noblement d'une situation pénible et compromettante pour ses légitimes prérogatives. Il assembla tous les capitaines, et, tirant de son sein son brevet de général en chef, il le déchira; puis, en ayant jeté les morceaux à terre, il s'écria : « C'est à l'ennemi qu'il faut aller demander ces diplômes. Après-demain nous verrons lesquels de vous en sont dignes. » Et il sortit de la ville avec quatre cents pallikares. Le jour suivant, toutes les troupes, excitées par l'attrait du péril, le rejoignirent. Le projet de Botzaris était d'arrêter les Turcs avant qu'ils n'apparussent dans la plaine de Missolonghi.

Par une de ces marches forcées que les Grecs exécutaient avec une rapidité merveilleuse et qui leur valurent plusieurs fois de surprenantes victoires, Marc arriva sur les limites du canton de Karpénitzi, par les défilés du mont Plocapari, en même temps que les Turcs débouchaient de l'autre côté par les gorges du Kallidrome. Les Grecs se tinrent soigneusement cachés dans les bois et laissèrent l'ennemi planter ses tentes. Botzaris reconnut l'impossibilité de se mesurer à découvert avec les douze ou quatorze mille hommes qui formaient une avant-garde commandée par le séraskier lui-même. Il donna vingt-quatre heures de repos à sa troupe. Tour à tour exaltés ou intimidés par la grandeur du péril, les Grecs allaient

(1) Scodra ou Scutari, capitale de la Haute-Albanie.

et venaient en tous sens dans la forêt qui leur servait d'abri, déterminés d'ailleurs à se comporter vaillamment. Leur chef conservait seul au milieu de l'agitation générale ce calme et ce sang-froid qui accompagnent dans une grande âme une résolution énergiquement prise. On en trouve la preuve dans une lettre adressée par lui, le 18 août 1823, le jour même de la bataille de Karpénitzi, à lord Byron, qui se disposait à descendre à Missolonghi. « Votre lettre, écrit Botzaris, et celle du vénérable Ignazio (1) m'ont comblé de joie. Votre excellence est exactement la personne dont nous avons besoin. Que rien ne vous empêche de venir dans cette partie de la Grèce! Un ennemi nombreux nous menace; mais avec l'aide de Dieu et de votre excellence il éprouvera une résistance convenable. J'aurai quelque chose à faire ce soir contre un corps d'Albanais campé près de cette place. Après-demain, je partirai avec quelques hommes d'élite pour aller au-devant de votre excellence. Ne tardez pas. Je vous remercie de la bonne opinion que vous avez de mes compatriotes, et j'espère que vous ne la trouverez pas mal fondée (2). »

Ces lignes ne témoignent-elles pas également de la simplicité et de la modestie qui faisaient le charme du caractère de Botzaris, et qui contrastaient vivement avec la sauvage arrogance et la vanité que la plupart des philhellènes ont remarquées dans les autres capitaines grecs? Ce *quelque chose qu'il avait à faire le soir*, et qu'il indique si légèrement, ce n'était rien moins que le sacrifice de sa vie et le salut de son pays. Au milieu des grandes préoccupations de cette journée, le héros fut plus d'une fois attristé par la pensée de sa mort prochaine. Alexandre Soutzo, auteur d'une histoire de la révolution grecque, raconte qu'à l'approche de la nuit Botzaris se retira à quelque distance des siens, et qu'il s'assit absorbé dans une sombre rêverie. Toussas, son parent, qui l'avait suivi à son insu, le surprit versant des larmes; il n'osa l'interroger. Marc, l'ayant aperçu, lui tendit la main : « Que mon devoir est pénible! dit-il; je te recommande ma femme et mes enfans. »

Nous tenons de bonne source un épisode qui laisse bien voir quelle pieuse tristesse vint se mêler à l'inébranlable intrépidité de Marc Botzaris pendant ses derniers jours. Sur le point d'arriver à Karpénitzi, les Grecs traversèrent, quelques heures avant le lever du soleil, le petit village de Silitza, dont les habitans dormaient encore. En passant devant une humble chapelle, Marc entendit annoncer l'office divin au moyen de deux planchettes de bois frappées

(1) Ignazio était évêque métropolitain d'Arta. Ce digne prélat soutint libéralement la femme et les enfans de Botzaris, que Blaquières rencontra à Ancône en 1824 dans un état voisin de l'indigence.

(2) *Relation de l'Expédition de lord Byron en Grèce*, par le comte Pierre Gamba, ex-lieutenant-colonel de la brigade organisée et commandée par sa seigneurie; 1825.

l'une contre l'autre, suivant la coutume de ces contrées, où l'usage des cloches n'est point admis. Il entra avec plusieurs de ses compagnons, et se mit en prière, comme ces chevaliers qui se préparaient autrefois au combat par la veille des armes. Les lampes, qui brûlent constamment dans les églises grecques aux pieds de la madone, jetaient de faibles lueurs sur les murailles grossièrement peintes du sanctuaire; deux prêtres chantaient matines. Lorsqu'ils eurent fini, Marc s'avança vers l'un d'eux, lui donna quelques pièces d'or, et lui dit : « Voici pour les pauvres; prie pour l'âme de Botzaris. — Serait-il mort, grand Dieu? s'écria ce prêtre, qui ne le connaissait que par le bruit de ses exploits. — Non, répondit Botzaris; il va mourir. »

Le romanesque fait d'armes de Karpénitzi a laissé en Grèce un profond souvenir. Nous avons eu l'occasion de l'entendre raconter par le général Kitzos Tsavellas, qui y prit part, et dont le nom se trouve dans plusieurs chants populaires relatifs à ce combat. Le général Tsavellas, mort il y a deux ans, était l'un des derniers représentans de l'héroïque tribu de Souli, et l'on reconnaissait aisément en lui le type particulier à cette antique race. D'une petite taille, d'une constitution robuste et nerveuse, l'œil bleu et perçant, la tête fièrement rejetée en arrière, les traits pleins de régularité, il avait dans l'ensemble de sa personne une certaine ressemblance avec les portraits qui nous avaient été faits de Botzaris. Du reste, les relations des historiens nationaux, comme celles des philhellènes, s'accordent toutes sur les épisodes de cette bataille, qui forme l'une des scènes les plus émouvantes des guerres de l'indépendance.

Le 18 au matin, Marc donna ses instructions pour l'attaque, qui fut fixée à la nuit suivante. Pendant le jour, Kitzos Tsavellas, le brave et fidèle Acarnanien Karaïskos, Zongos, Macris, passèrent du mont Plocapari dans les forêts du Kallidrome les uns après les autres et par de longs détours, afin de ne pas être aperçus de l'ennemi. Ils avaient ordre de s'échelonner sur le flanc des Turcs et de rester immobiles, quelque bruit qu'ils entendissent, jusqu'au signal que Botzaris devait leur donner en sonnant du cor. Botzaris ne garda auprès de lui que trois cents hommes. Son intention était de pénétrer dans le camp, de se porter droit à la tente du séraskier, et de l'immoler pendant que ses compagnons sèmeraient partout le désordre et l'épouvante. Appelant ensuite à son aide les chefs embusqués dans les bois environnans, il espérait venir facilement à bout d'une armée surprise et privée de son général. La nuit étant venue, il se mit en marche. Un instant d'hésitation se manifesta dans les rangs de sa petite troupe. « Vous êtes tous libres de rester, s'écria-t-il; pour moi, je pars. » Et il ajouta cette belle parole, qui est restée célèbre et populaire en Grèce : « Si vous me perdez de vue dans

la mêlée, courez à la tente du pacha; vous m'y trouverez. » Électrisés par cette éloquente et laconique allocution, les trois cents pallikares tirèrent leurs sabres et en jetèrent au loin les fourreaux, montrant ainsi qu'ils ne songeaient plus qu'à vaincre ou à mourir; puis, selon la coutume des Grecs dans les circonstances solennelles où quelque danger de mort les menace, ils se donnèrent le baiser de paix.

De toutes les aventureuses batailles livrées par les Grecs à cette époque, celle de Karpénitzi est assurément l'une des plus remarquables. La nuit, le sauvage aspect des lieux, le petit nombre et l'héroïsme des uns, la multitude et l'imprévoyance des autres, tout prête à cette mémorable action une dramatique physionomie. Les poètes comme les historiens de la Grèce comparent à l'envi Karpénitzi aux Thermopyles, les trois cents compagnons de Botzaris aux trois cents Spartiates de Léonidas. Les faits justifient ce rapprochement. Marc et sa troupe atteignirent les avant-postes musulmans vers le milieu de la nuit. S'étant adressés en langue albanaise aux sentinelles, ils se firent passer pour des auxiliaires envoyés par Omer-Brionès. A l'aide de ce stratagème, ils entrèrent sans obstacle dans le camp, où régnait la plus parfaite sécurité. Les Turcs, plongés dans un profond sommeil, s'éveillèrent aux cris des premières victimes immolées par les Grecs. Ils coururent aux armes de tous côtés, cherchant vainement à deviner au sein de l'obscurité à quelle sorte d'ennemi ils avaient affaire. Les chefs s'imaginèrent qu'une sédition avait éclaté dans l'armée, tant ils étaient loin de s'attendre à une pareille agression; ils ne songèrent qu'à apaiser le tumulte. Un seul, Djelelendi-Bey, lieutenant de Mustaï, reconnut Botzaris; comme il ouvrait la bouche pour dissiper l'erreur des siens, un Souliote lui plongea son sabre dans la poitrine. Profitant du désordre et de la confusion générale, les Grecs frappaient à coups redoublés. Bientôt Guègues et Toxides firent feu les uns sur les autres. Pendant ce temps, Botzaris passait à travers les groupes effarés des soldats, et ne s'arrêtait parfois que pour demander en albanais qu'on lui indiquât la tente du séraskier; il pénétra ainsi par mégarde dans celle d'Hagos Bessiaris, qui avait autrefois trahi les Souliotes, et qui, cette nuit, paya de sa vie sa trahison. M. Zampélios raconte que Marc tua de sa main sept des principaux généraux turcs. Une sorte de fatalité semblait soustraire à son bras la seule victime qu'il eût voulu trouver. Cependant le temps s'écoulait, le jour allait paraître, et Botzaris s'aperçut qu'une grande distance le séparait de sa troupe. Il jugea que le moment était venu d'appeler à la rescousse les capitaines embusqués dans la montagne, et d'attirer en même temps sur lui seul toute l'attention de l'ennemi, afin de dégager ses pallikares, dont le sort était en effet gravement com-

promis. Il sonna du cor. A ce bruit clair et vibrant qui domina un instant les rumeurs confuses de la mêlée, les Albanais devinrent immobiles de surprise et devinèrent enfin avec terreur quel redoutable ennemi ils avaient à combattre, puis ils se précipitèrent en foule du côté de Botzaris et déchargèrent leurs carabines dans cette direction sans trop savoir ce qu'ils faisaient. Pendant que cette diversion s'opérait sur le champ de bataille, Kitzos Tsavellas et les autres répondaient à l'appel de leur chef, et descendaient à toutes jambes les pentes rapides du Kallidrome. Peu d'instans après, ils prenaient part au combat. Cependant Marc, voyant un flot d'ennemis se resserrer autour de lui, reprit sa course afin d'accomplir l'œuvre qu'il s'était imposée. Un coup de feu l'atteignit dans le ventre au moment où il se dirigeait vers une grande tente pavoisée qu'il croyait être celle du séraskier. Insensible à la douleur, il fit quelques pas encore; mais bientôt, affaibli par la perte du sang qui coulait abondamment de sa blessure, il fut obligé de mettre un genou en terre pour se soutenir. « A moi, à moi, mes amis! » s'écria-t-il. Il se sentait mortellement atteint, et ses forces l'abandonnaient. Le jour naissait; en promenant ses regards autour de lui, Botzaris put voir ses invincibles soldats acharnés à la poursuite de l'ennemi, qui commençait à fuir. A cet instant, il fut rejoint par son frère Constantin, qui le cherchait partout depuis le commencement de l'action. Ce dernier, en le retrouvant dans ce déplorable état, s'efforça vainement de lui persuader de s'éloigner du champ de bataille. Marc refusa : il voulait jouir jusqu'à sa dernière heure du spectacle de son triomphe, et puis il espérait peut-être pouvoir prendre part encore au combat, car, plusieurs autres de ses compagnons étant survenus, sa blessure avait été pansée à la hâte, et son extrême faiblesse semblait se dissiper. Déjà même il rechargeait sa carabine, lorsqu'une seconde balle lui fracassa la tête. Il tomba pour ne plus se relever, à l'âge de trente-cinq ans à peine. Ses soldats, ivres de vengeance et retrouvant des forces presque surnaturelles à la vue du cadavre méconnaissable de leur chef, taillèrent en pièces l'armée du séraskier, qui fut contraint de regagner les hauteurs de la Thessalie.

Les vainqueurs reprirent aussitôt le chemin de Missolonghi, oubliant leur triomphe et ne songeant qu'à l'irréparable perte qu'ils venaient de faire. Ils rapportèrent le corps de Botzaris étendu sur un brancard et couvert des drapeaux enlevés à l'ennemi. Par une singulière coïncidence, ce funèbre cortége fit halte à Silitza, et les Grecs déposèrent leur précieux fardeau dans le sanctuaire même où Marc avait prié quelques jours auparavant. Près de Missolonghi, ils rencontrèrent une multitude immense, accourue de tous les environs et même du Péloponèse. Sur le passage du convoi, la foule

jetait des monceaux de fleurs et s'agenouillait en chantant de pathétiques myriologues (1). La nouvelle de cette mort héroïque répandit partout une immense douleur, et elle fut considérée comme une calamité publique. La statue de *la Grèce enfant*, due au ciseau de David d'Angers, orne le tombeau de Botzaris. Pouvait-on mieux faire que de placer l'image symbolique de la jeune Grèce sur la tombe même de l'homme qui contribua le plus à opérer le prodige de sa renaissance?

Marc Botzaris tient dans l'histoire de son pays la place que Photos Tsavellas tient dans ses légendes. Ce n'est pas qu'il n'ait eu, lui aussi, ses poètes. Ses exploits, ses vertus, sa mort, forment le sujet d'un grand nombre de chansons populaires; mais ces chansons, récits fidèles des faits d'armes du héros, élégies sur la triste destinée de la belle Chryséis, constamment séparée de l'homme qu'elle aimait et dont elle était aimée, exhortations à suivre les nobles exemples donnés par le vainqueur de Karpénitzi, hymnes funèbres improvisés sur sa tombe, ces chansons, dis-je, n'ont plus la couleur légendaire de celles que les actions de Photos Tsavellas ont inspirées. D'un style moins inculte que celles-ci, elles ne nous surprennent plus par les inventions merveilleuses, par les images saisissantes, inattendues, qui distinguaient le génie des bardes souliotes. C'est qu'à cette dernière époque le travail d'émancipation et de régénération qui s'accomplissait occupait toutes les intelligences comme tous les bras; les combats étaient partout et de chaque jour; la réalité ne laissait plus aucune place au merveilleux. Ces chants, par leur accent de vérité, n'en témoignent donc que plus fortement de l'admiration que le défenseur de Missolonghi excitait dans toute la Grèce, et de la douleur que sa perte y répandit.

Un de ces poètes dont les œuvres se perpétuent d'elles-mêmes dans la mémoire du peuple termine une énergique description de la bataille de Karpénitzi par ces paroles naïves et touchantes qu'il

(1) La coutume des myriologues, improvisations funèbres chantées auprès des morts, remonte à la plus haute antiquité, comme une foule d'autres coutumes populaires de la Grèce. Lorsqu'un malade a rendu le dernier soupir, les femmes de sa parenté sortent de la maison et vont prendre leurs habits de deuil dans quelque habitation du voisinage. Elles reviennent bientôt, vêtues de blanc et les cheveux épars; elles habillent le défunt et le couchent sur un lit très bas, les mains en croix sur la poitrine et le visage tourné vers l'Orient. Puis elles expriment leur douleur par des chants improvisés ou myriologues, qui sont souvent d'une pathétique poésie. Pendant ce temps, la demeure reste ouverte, les amis du défunt entrent et l'embrassent pour la dernière fois; ceux qu'une perte récente afflige encore lui parlent tout bas et lui confient de secrètes missions. Les myriologues accompagnent le corps à l'église; interrompus par la célébration de l'office divin, ils recommencent aussitôt après, et ne cessent que lorsque le cercueil est descendu dans la fosse.

met dans la bouche de Botzaris mourant : « Constantin, mon frère, n'arrête pas le combat. Souliotes, ne me pleurez point, mais écrivez à ma femme, la malheureuse femme, qui est dans le pays des Francs, à Ancône, écrivez-lui qu'elle ne pense plus qu'à nos enfans (1). »

L'image douce et triste de Chryséis demeure comme un touchant symbole de silencieux dévouement, de sacrifices obscurs, de secrètes souffrances, à côté des grandes actions et de la gloire de son vaillant époux. D'Ancône, elle passa à Zante, et l'on ne peut mieux donner une idée de la vie pleine de privations qu'elle y mena qu'en citant un fragment d'une lettre que le comte Capodistrias lui écrivit en 1827 :

« ... Mon frère reçoit la commission de vous continuer une pension de 30 talaris par mois (environ 150 francs) jusqu'à ce que la nation puisse vous assurer une existence. Elle ne répondra pas à la dette que lui imposent les services de Marc Botzaris : cela dépasserait les ressources actuelles ; mais elle vous offrira au moins la mesure de sa reconnaissance en vous procurant les moyens d'en jouir en repos et dans le sein de votre terre natale (2). »

De Zante, Chryséis se rendit plus tard à Athènes, où elle vit encore dans une retraite profonde, d'une pension de 6,000 francs que lui fait le gouvernement grec (3). Nous trouvant un jour dans la rue d'Éole à l'heure où les Athéniens s'y assemblent pour discourir, en plein air et à grand bruit, de la chose publique et de leurs propres affaires, comme leurs ancêtres le faisaient sous les portiques de l'Agora, nous vîmes s'avancer une femme vêtue de noir, les pallikares se ranger aussitôt sur son passage et la saluer avec respect. — Quelle est cette femme? demandai-je. — La veuve de Marc Botzaris, me répondit-on. — Sa taille était un peu courbée par les années; mais le temps n'avait point effacé de son visage les traces de son ancienne beauté, et l'on reconnaissait encore, à la grande régularité de ses traits et à la douceur de sa physionomie, la Chryséis chantée par les poètes.

Le colonel Gamba raconte que Byron versa des larmes en apprenant le trépas de Botzaris, auquel il avait l'intention de consacrer tout un poème dont il ne laissa par malheur que quelques fragmens à peu près illisibles. Il est à jamais regrettable que la mort ait empêché le chantre du *Giaour* d'achever son œuvre. Byron

(1) Recueil de M. S. Zampélios.

(2) Correspondance du comte Capodistrias, recueillie par ses frères et publiée à Genève en 1839 par M. Bétant, l'un de ses secrétaires.

(3) Les deux filles de Botzaris ont été dotées en biens territoriaux. Son fils Démétrius est actuellement lieutenant-colonel et aide-de-camp du roi Othon.

paya bientôt de sa vie son généreux dévouement à la cause de l'indépendance grecque, et les habitans de Missolonghi montrent encore avec orgueil la modeste demeure où l'illustre étranger rendit le dernier soupir (1). Et pourquoi n'a-t-on pas laissé la dépouille mortelle du poète devenu soldat reposer près du héros dont il avait voulu se faire le compagnon d'armes, sous ce beau ciel qu'il aimait avec enthousiasme et qui lui avait inspiré quelques-unes de ses plus belles pages? Ces nobles restes appartenaient à la Grèce; Botzaris et Byron ne devaient pas être séparés. Ces deux grandes tombes, se prêtant l'une à l'autre un romantique prestige, seraient restées aux yeux de la postérité comme un austère et poétique emblème de cette affinité mystérieuse qui entraîna le génie vers l'héroïsme.

L'année suivante, en 1824, Missolonghi succomba après une résistance désespérée, sous le coup d'une nouvelle invasion plus formidable que les premières. A peu près en même temps, le fameux Méhémet-Ali devenait l'allié du sultan, et les flottes combinées d'Alexandrie et du Bosphore s'avançaient avec l'intention de convertir le Péloponèse en un vaste désert et de transplanter ses habitans sur les bords du Nil. C'en était fait peut-être de la nation grecque, si les insulaires de l'Archipel n'avaient résolu de venger les massacres de Constantinople et de Chio. Au moment où l'Europe entière avait les yeux fixés sur ce petit coin du monde, un peuple de marins sobres, intrépides, aventureux, aussi inébranlables dans le combat que dans la tempête, se leva, et mit de toutes parts en déroute, avec de frêles embarcations, les grandes flottes ottomanes. Ces victoires donnèrent aux puissances européennes le temps d'arriver pour clore cette lutte sanglante, en reconnaissant et en appuyant ouvertement les droits d'une nationalité ressuscitée par tant d'héroïsme. Tout l'intérêt des guerres de l'indépendance se trouve à cette époque transporté sur un nouveau théâtre également fécond en dramatiques péripéties, et nous verrons le peuple des îles accomplir à son tour de merveilleux prodiges sous la conduite d'un homme qui, par son extrême audace et sa rare habileté, personnifie admirablement le génie maritime de la Grèce.

E. Yemeniz, consul de Grèce.

(1) Les restes de Byron furent, on le sait, transportés en Angleterre.

LE

ROMAN RÉALISTE

EN ANGLETERRE

Adam Bede, by George Elliott, 3 vol. in-8o, W. Blackwood, Edinburgh and London 1859.

Le nom ou plutôt le pseudonyme de George Elliott n'est pas inconnu à nos lecteurs, et plusieurs se rappelleront sans doute l'ingénieuse étude consacrée ici même aux *Scènes de la Vie cléricale* (1), œuvre de début, croyons-nous, de l'écrivain aimable, subtil et sympathique, à qui la littérature anglaise doit son plus récent succès. L'auteur a tenu, et au-delà, toutes les promesses qu'avaient fait naître ces esquisses douloureusement charmantes et doucement attristées. Oh! l'agréable et délicate lecture! Cela n'était ni puissant, ni éclatant, ni dramatique; cela n'ébranlait pas l'âme, mais la remplissait comme un parfum suave et pieux. Pas de sorcellerie d'éloquence, pas de tyrannie d'imagination : on n'était pas séduit, on était gagné; on n'était pas ému, on était attendri. Une surtout m'avait particulièrement touché, celle où sont racontées les souffrances du révérend Amos Barton. Cette peinture est d'un art exquis, mis au service d'une intelligence charmante. Comme précision, minutieuse exactitude, sûreté de pinceau, elle égale les meilleurs tableaux hollandais et les meilleures scènes de genre de la littérature anglaise. Comme expression de sentiment, délicatesse

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai 1858.

d'accent, finesse de mélancolie, elle fait songer à la musique si cruellement plaintive qui s'échappe de cet instrument singulier qu'on nomme l'harmonica. Nous rappelons le caractère de cette touchante histoire, parce que la faculté particulière qui s'y révèle, la faculté d'attendrir, avait entouré pour nous de certaines obscurités la personne et la condition réelle de l'auteur. George Elliott était-il un homme, était-il une femme? Tant de tact, de patience, d'affectueuse lenteur, semblaient indiquer une femme : l'homme a généralement la main plus lourde, la sensibilité plus bruyante, la fibre sympathique plus dure, l'observation à la fois plus large et moins sereine. Il y avait bien çà et là quelques touches plus vigoureuses, mais nous aimions à les attribuer à certaines qualités qui distinguent souvent les femmes sérieuses et pieuses, guéries par la religion et retirées, par la pratique de la charité, des vanités de leur sexe. Dans toutes ces observations, il n'y avait rien que l'habitude d'une vie de charité et de dévouement, que la contemplation quotidienne de la souffrance humaine, ne pussent avoir enseigné à une femme. Nous nous étions plu en conséquence à imaginer que l'auteur des *Scènes de la Vie cléricale* pourrait bien être quelque pieuse dame, d'habitudes religieuses, touchant au méridien de la vie, ou même l'ayant légèrement dépassé; cultivée sans grandes prétentions littéraires, noblement élevée sans aucune prétention mondaine, directrice peut-être ou surveillante de quelque *ragged school*, et recherchant volontiers la société des personnes qui partageaient ses préoccupations habituelles. Comme beaucoup de femmes pieuses, pensais-je, elle aura vécu dans la familiarité des ministres de l'église, et c'est ainsi qu'elle aura pu observer de près les souffrances intimes et les misères du ménage Amos Barton. A moins pourtant que l'auteur ne soit un *clergyman* qui raconte les infortunes d'un confrère! Mais non, jamais un homme, quelque compatissant qu'il soit, n'aura un tel souci des minutieux détails domestiques, ne prendra un tel intérêt aux souliers troués des enfans, et ne saura nous arracher des larmes en nous parlant de chemises raccommodées, de linge éraillé, de robes fanées et déteintes.

Si l'auteur n'eût produit que des œuvres de courte dimension comme les *Scènes de la Vie cléricale*, notre première opinion n'eût probablement pas été modifiée, car, dans ces esquisses de début, l'écrivain, mettant en lumière quelque coin caché de la société, ou faisant appel à nos sympathies les plus secrètes pour quelque souffrance subtile et ignorée, n'avait révélé que la partie tout à fait délicate et féminine de son talent. Pour traiter de tels sujets, un écrivain demande instinctivement l'appui, le secours et les conseils de celles de ses facultés qui ont le plus d'affinité avec les facultés

féminines, le tact, la sympathie, le souci des nuances, de sorte que l'œil le plus exercé peut se tromper devant cette œuvre, à laquelle ont coopéré *seules* les facultés les plus fines de l'esprit. Supposez en outre que cet auteur, dont toutes les facultés, que je qualifie de féminines, sont déjà sollicitées par le sujet qu'il traite, exerce une de ces professions qui ont pour mystérieux résultat de rapprocher la nature de l'homme de celle de la femme, la profession d'ecclésiastique par exemple, et l'illusion sera complète. De tous les types humains en effet, le prêtre est celui qui se rapproche le plus de la femme. Le prêtre a beau être viril par caractère, son métier l'oblige à employer les armes des femmes. Toutes les qualités féminines lui sont recommandées par son devoir : la douceur et la patience lui sont imposées par le caractère dont il est revêtu; la persuasion est son moyen d'action le plus légitime. La nécessité où il est de conseiller, de soutenir, de consoler les âmes souffrantes, l'oblige à procéder avec plus de tact et de ménagemens que ne le font les autres hommes, à pénétrer plus profondément dans les replis de la conscience, à tenir plus de compte des subtils mobiles d'action du cœur humain. Cette manière d'agir et de juger, qui n'est d'abord qu'imposée par le devoir, se transforme en habitude par une longue pratique, si bien qu'à la fin l'âme se trouve entièrement *féminisée*. Il serait donc extrêmement difficile, à la lecture de certains écrits anonymes roulant sur des sujets limités, spéciaux, qui intéressent également la piété féminine et le zèle ecclésiastique, de dire si cet écrit est l'œuvre d'une femme pieuse ou d'un homme qui exerce un ministère religieux, surtout lorsque ces écrits viennent d'un pays comme l'Angleterre, où les *clergymen* et les femmes se partagent certains domaines de la littérature d'imagination. La difficulté diminue lorsque l'auteur abandonne ces peintures restreintes de la société, qu'il cesse de faire exclusivement appel à certaines sympathies, et lorsqu'il essaie de tracer un plus vaste tableau de la vie humaine. Alors, bon gré, mal gré, le sexe de l'auteur s'accuse, s'il ne se dénonce pas. Tel est le cas de M. George Elliott. Si la lecture des *Scènes de la Vie cléricale* nous avait fait supposer que l'auteur pourrait bien être une femme, la lecture d'*Adam Bede* nous incline à pencher du côté du sexe fort. En réalité, l'auteur semble tenir des deux sexes. Or, ainsi que nous venons de le dire, comme les ecclésiastiques seuls jouissent, par une faveur spéciale des circonstances, de ce privilége d'*androgynéité*, nous prendrons sur nous d'avancer qu'à notre avis l'auteur d'*Adam Bede* est un ministre de l'église établie.

Toutefois ce n'est qu'en tremblant que nous avançons cette supposition, car dans le pays même de l'auteur les avis sont très par-

tagés. La majorité des critiques veut que l'écrivain anonyme soit une dame. La minorité, acceptant notre hypothèse, penche pour un *clergyman*. Des curieux ont même essayé d'aller plus loin que les simples hypothèses, et de découvrir le nom réel de l'auteur, témérité que celui-ci a condamnée dans une lettre rendue publique, et où il demande qu'on respecte l'anonyme dont il a voulu se protéger. Nous reconnaissons sans difficulté que les raisonnemens sur lesquels s'appuient la majorité des critiques anglais pour attribuer le livre à une femme sont parfaitement fondés. Il est certain que le roman est fécond en observations d'une ténuité, d'une finesse et en même temps d'une précision qui font penser aux plus délicats travaux de broderie et de couture. Il est certain que le style de l'auteur, souvent délicieux et toujours un peu bizarre, est composé de nuances et de détails, et n'a pas d'unité de substance. On dirait un de ces nids d'oiseaux composés avec un art accompli de vingt substances différentes, brin d'herbe, tige de foin, fêtu de paille, fragment de mousse. Il est certain encore que l'auteur explique et exprime les plus imperceptibles mouvemens de l'âme féminine avec une sagacité qui semblerait indiquer chez lui une sorte de consanguinité avec le sexe féminin. Enfin les plus belles scènes du livre, la scène de la séduction dans le parc du *squire*, la scène où Hetty Sorrel, solitaire au milieu de la nuit, essaie devant son miroir les parures que lui a données son jeune amant, le récit de la fuite d'Hetty, ses angoisses au milieu de la campagne, lorsque le désespoir et la certitude en quelque sorte mathématique que la mort est son seul refuge luttent en elle avec le vivace amour de la vie qui caractérise la jeunesse, semblent révéler, par la manière dont elles sont conçues et par l'analyse particulière des sentimens, une main féminine. Je sais tout cela, et je n'ai pour justifier mon hypothèse qu'une seule raison, mais que je crois excellente : il y a dans ce livre un amour de la réalité, un attachement scrupuleux à la vérité que les femmes même les plus distinguées possèdent rarement. Elles n'ont pas d'attachement profond pour la réalité; elles la supportent plus qu'elles ne l'aiment. En outre, leur contemplation n'est jamais impartiale, et rarement elles s'inquiètent de rendre aux faits et aux choses une justice stricte, car elles les jugent *à priori*, selon qu'elles se sentent attirées ou repoussées. Leurs répugnances et leurs préférences étant pour elles la mesure de toute chose, elles sont par cela même portées à atténuer ou à exagérer la vérité. Elles ont donc une inclination à fausser la réalité sans le vouloir et sans le savoir. Enfin, dernière considération qui se rattache aux précédentes, les femmes ont plus de passion que d'équité; elles mettent de l'emportement même dans la douceur, même dans la clémence. Le livre qui

nous occupe n'a aucun de ces caractères. Une bienveillance sereine qui ne se dément pas, une impartialité sympathique et en quelque sorte lumineuse qui éclaire également tous les personnages mis en scène, une équité stricte dans l'appréciation des actions de la vie humaine, règnent d'un bout à l'autre de ce roman. Telle est la seule raison sur laquelle je puisse appuyer l'hypothèse que ce livre est l'œuvre d'un *clergyman* plutôt que d'une femme. Si cette raison n'est pas bonne, rien n'empêche d'attribuer au sexe féminin l'honneur de cet aimable récit.

J'ai parlé de l'attachement scrupuleux de l'auteur à la vérité, et en effet jamais page ou écuyer ne fut soumis à son seigneur suzerain avec plus de fidélité naïve que l'ingénieux conteur ne l'est à l'humble réalité. L'amour de la réalité est à la fois l'essence et le charme du livre, il en est le principe, l'intérêt poétique et la leçon morale. Attachement est bien le mot véritable pour exprimer ce sentiment singulier que l'auteur considère comme un devoir et appuie sur des doctrines religieuses. Dans la pensée de M. George Elliott, il est évident que cet attachement strict à la réalité est le premier devoir d'une âme véridique et protestante, de sorte que le système littéraire que nous nommons le *réalisme* serait le seul qu'un chrétien pût légitimement avouer. Laissons l'auteur développer lui-même sa doctrine littéraire. Nous avons aussi en France des réalistes; il peut être curieux de comparer leurs doctrines avec celles de leurs confrères d'Angleterre.

« C'est pour cette rare et précieuse qualité de la vérité que ces peintures hollandaises, méprisées des gens à l'esprit dédaigneux, m'enchantent si fort. Je trouve une sorte de sympathie délicieuse dans ces peintures fidèles de la monotone existence domestique qui a été le lot d'un bien plus grand nombre de mes semblables qu'une vie de pompe ou d'indigence absolue, pleine de souffrances tragiques ou d'actions éclatantes. Je me détourne sans regret des anges, enfans des nuages, des prophètes, des sibylles et des guerriers héroïques, pour contempler une vieille femme courbée sur son pot de fleurs ou mangeant son dîner solitaire,... ou bien cette noce de village qui se passe entre quatre murailles enfumées où l'on voit un fiancé maladroit ouvrir gauchement la danse avec une fiancée aux énormes épaules et à la large figure... « Pouah! dit mon ami l'idéaliste, quels vulgaires détails! Vaut-il bien la peine de prendre tant de soins pour nous donner les portraits exacts de vieilles femmes et de paysans? Quel vulgaire mode d'existence! Quels gens laids et grossiers! »

« Mais j'espère que les choses peuvent être aimables sans avoir besoin précisément d'être belles, n'est-il pas vrai? Je ne suis pas du tout sûr que la majorité de la race humaine n'ait pas été fort laide, et même, parmi ces *lords* de leur espèce, les Anglais, les faces écrasées, les nez mal formés et les traits sans fraîcheur ne sont pas des exceptions éclatantes. Cependant

les sentimens de la famille sont forts et nombreux parmi nous. J'ai un ou deux amis dont les visages sont tels que les cheveux bouclés d'Apollon feraient, plantés sur leurs fronts, l'effet le plus ridicule du monde; néanmoins, à ma connaissance certaine, de tendres cœurs ont battu pour eux, et leurs miniatures, flattées sans être pour cela plus séduisantes, sont baisées en secret par des lèvres maternelles. J'ai connu plus d'une excellente matrone qui, même dans les meilleurs jours de sa jeunesse, n'avait jamais dû être belle, et cependant elle conservait dans un tiroir secret un paquet de lettres d'amour jaunies par le temps, et de doux enfans faisaient pleuvoir des baisers sur ses joues blêmes. Je suis persuadé qu'il y a eu quantité de jeunes héros, de moyenne stature et de faible barbe, qui se croyaient bien certainement incapables d'aimer moins qu'une Diane, et qui, vers le milieu de leur vie, se sont trouvés heureusement établis avec une femme qui n'avait aucune fierté dans la démarche. Oui, grâce au ciel, le sentiment humain est pareil à ces fleuves puissans qui arrosent la terre : il ne s'arrête pas pour attendre la beauté, il coule avec une force irrésistible, et entraîne la beauté avec lui.

« Honneur et respect à la divine beauté de la forme! Respectons-la, cultivons-la le plus que nous pourrons dans les hommes, les femmes et les enfans, dans nos jardins et dans nos maisons; mais aimons aussi cette autre beauté qui ne réside pas dans les secrets de la proportion, mais dans les secrets de la profonde sympathie humaine. Peignez-nous, si vous le pouvez, un ange en robe violette flottante, le visage appâli par la lumière céleste, peignez-nous plus souvent encore une madone levant aux cieux sa douce figure et ouvrant ses bras pour recevoir la gloire divine; mais ne nous imposez pas des règles esthétiques qui proscriront du domaine de l'art ces vieilles femmes raclant des carottes de leurs mains crevassées par le travail, ces lourds paysans qui font leur dimanche dans un cabaret enfumé, ces hommes à la large échine et au visage tanné qui se sont courbés sous la pioche et la bêche pour accomplir la grossière et fatigante besogne de ce monde, ces humbles demeures avec leurs casseroles étamées, leurs cruches brunes, leurs guirlandes d'ognons et leurs barbets hargneux. Dans le monde, il y a tant de ces gens grossiers et vulgaires qui n'ont pas de corruption sentimentale et pittoresque! Il est si nécessaire que nous nous souvenions de leur existence, de crainte que nous ne les laissions en dehors de notre religion et de notre philosophie, et que nous ne construisions d'orgueilleuses théories qui ne sont bonnes que pour un monde d'âmes extrêmes. Que l'art donc nous fasse toujours souvenir d'eux; qu'il y ait toujours parmi nous des hommes qui se dévouent avec sympathie à la fidèle représentation des choses ordinaires de la vie, qui soient capables de trouver la beauté dans les choses ordinaires, et qui soient heureux de montrer avec quelle tendresse la lumière du ciel tombe sur elles! Il y a peu de prophètes dans le monde, peu de femmes d'une beauté sublime, peu de héros. Je ne puis consentir à donner tout mon amour et tout mon respect à de telles raretés, j'éprouve le besoin de réserver la meilleure partie de ces sentimens pour mes compagnons de tous les jours, spécialement pour ce petit nombre qui se trouve pour moi dans le premier rang de la grande multitude, dont je connais les vi-

sages, dont je touche les mains, à qui je dois céder le pas avec une affectueuse politesse. Les pittoresques *lazzaroni* ou les romantiques criminels ne sont pas aussi nombreux que nos vulgaires laboureurs, qui gagnent leur pain et le mangent vulgairement, mais honnêtement, à la pointe de leurs couteaux de poche. Il est plus important que j'aie en moi une fibre sympathique pour le grossier citoyen qui pèse mon sucre en cravate et en gilet mal assortis que pour le plus beau coquin de la terre à l'écharpe rouge et au panache vert. Il est plus important que mon cœur se gonfle d'admiration devant l'acte d'aimable bonté de quelqu'une des très imparfaites personnes qui partagent le même foyer que moi, ou du *clergyman* de ma paroisse qui est peut-être trop corpulent, et qui d'ailleurs n'est à aucun égard un Oberlin ou un Tillotson, que devant les hauts faits de héros dont je ne sais rien que par ouï-dire ou devant les sublimes vertus cléricales inventées par quelque habile romancier. »

Telle est la théorie réaliste de M. George Elliott. Ce n'est pas seulement, comme on le voit, une théorie esthétique, c'est une doctrine morale et religieuse. L'auteur recommande la reproduction littérale de la réalité non pas seulement au nom de l'art, mais au nom de la morale; peut-être pense-t-il, comme beaucoup de ses compatriotes et de ses coreligionnaires, qu'il y a dans ce dédain orgueilleux de l'art pour la réalité beaucoup de corruption et de malhonnêteté charlatanesque, que certaines recherches de la grandeur, de la sainteté et du sublime sont une manière d'insulter quelques-uns des meilleurs sentimens de notre nature, que souvent on aspire à être sublime parce qu'on a désappris d'être vrai, et à être saint parce qu'on commence à désapprendre d'être honnête. Il ne dirait peut-être pas brutalement, comme le plus éloquent de ses compatriotes : « Les beaux-arts! Puisse le diable les emporter et ne plus revenir! » Il est trop doux et trop bienveillant pour cela; mais je ne suis pas très sûr qu'il ne pense pas au fond quelque chose de semblable. La théorie de M. Elliott est excellente en elle-même, je la crois en partie fondée, et je suis d'avis que tout artiste qui affiche le dédain de la réalité et qui prétend se passer d'elle ne peut enfanter que des œuvres stériles; cependant cette doctrine a ses limites et soulève de nombreuses objections, dont nous prendrons la liberté d'indiquer quelques-unes à l'ingénieux écrivain.

M. Elliott voudrait abaisser l'art aux proportions de la commune humanité, afin de le mettre plus directement en relation avec la vie de la foule. Pour lui, l'âme de l'art devrait être la sympathie. Je suis entièrement de son avis; reste à s'entendre sur la manière dont cette sympathie doit s'appliquer. Oui, la sympathie, mieux que cela, l'amour, est le principe de tout art sérieux; mais l'amour a, comme on le sait, mille manières de s'exprimer, et il ne faudrait pas le méconnaître parce qu'il dédaignera de s'exprimer dans le langage

de tout le monde, ou même parce qu'il dédaignera de se déclarer et qu'il se recouvrira d'un voile d'apparente indifférence. Je le sais, la plupart des grandes œuvres d'art et de poésie, à l'exception peut-être de Shakspeare, dont le cœur déborde de tendresse et de pitié pour l'humanité entière, ne témoignent pas en général d'une sympathie *directe* pour les hommes. Il y a un certain mépris, je ne veux pas le nier, dans cet oubli de toutes les conditions ordinaires de la vie, dans cette recherche enflammée de la perfection et de la beauté qu'aucun de nos semblables ne peut nous offrir, et en ce sens on peut dire qu'une certaine misanthropie est le principe des grandes œuvres d'art et de poésie. Cependant tous ces mots, dédain, misanthropie, mépris, n'ont qu'un sens relatif qui ne doit pas nous abuser. Qu'importe que l'artiste ne s'intéresse pas aux formes grimaçantes, vulgaires, ridicules, que revêtent les sentimens des pauvres gens qui l'entourent, pourvu qu'il s'intéresse à l'essence même de ces sentimens? S'il se détourne de ces formes inférieures, c'est qu'il les trouve inadéquates aux sentimens qu'elles ont la prétention de représenter, c'est qu'il a une trop profonde et trop intime connaissance de ces sentimens, de sorte qu'on peut dire, sans crainte de se tromper, que l'artiste ou le poète manque de sympathie par excès même de sympathie. Il ne serait pas plus juste de l'accuser de corruption, parce qu'il recherchera de préférence les expressions violentes de la passion, qu'il n'est juste de l'accuser de manquer de sympathie, parce qu'il est indifférent aux sentimens des honnêtes gens qui l'entourent. Si, comme M. Elliott le leur reproche, les artistes ont une tendance marquée à rechercher les criminels pittoresques et les scélérats grandioses, ce n'est point parce qu'ils les trouvent préférables aux honnêtes gens, ni dignes d'amour et de respect; non, c'est que leurs vices et leurs crimes font saillir l'âme en quelque sorte, accusent nettement certains côtés de la nature humaine, et les mettent en pleine lumière. Pourquoi la foule pense-t-elle comme l'artiste? Pourquoi porte-t-elle ses regards avec curiosité sur le misérable assassin qu'on va pendre, et écoute-t-elle avec ardeur le récit des exploits d'un gentilhomme de grand chemin? C'est que ce misérable, arraché par la tyrannie de ses vices à la bienfaisante obscurité de la vie commune, permet de surprendre quelques-uns des secrets de la nature humaine, et montre jusqu'où peuvent aller certaines facultés de l'âme. Maintenant, si l'on demande pourquoi, lorsqu'il s'inspire de la réalité, l'artiste montre une préférence marquée pour les scélérats sur les honnêtes gens, pourquoi il peindra dix personnages vicieux pour un seul honnête homme, c'est, hélas! que les hommes échappent beaucoup plus fréquemment à la vulgarité par leurs vices que par leurs

vertus, et que par conséquent l'artiste rencontrera sur sa route dix coquins dignes d'étude pour un honnête homme vraiment digne d'attention. On canonise un saint tous les siècles, on punit tous les jours vingt scélérats. Or, dans l'ordre moral élevé où se plaît le contemplateur, le saint est précisément le type opposé au scélérat, le personnage *notable*, digne de rester dans le souvenir, l'homme qui par l'excès de ses vertus, comme le scélérat par ses crimes, a réussi à mettre en relief la nature humaine. Ce n'est pas la faute de l'artiste si les honnêtes gens ne sont pas plus souvent pittoresques et intéressans, s'ils n'offrent pas plus souvent d'angles et de saillies par lesquels il puisse les saisir. M. Elliott aura beau réclamer en faveur de ses honnêtes voisins trop dédaignés, l'artiste aura toujours le droit de lui répondre : « Qu'ils se perfectionnent ou qu'ils se dépravent s'ils veulent avoir la prétention de m'intéresser! L'art n'aime pas et n'aimera jamais les figures effacées. »

Ce n'est donc pas par mépris aristocratique que l'artiste dédaigne les vertus moyennes et les honnêtes physionomies du monde au milieu duquel il vit, c'est le plus souvent par impuissance de les employer comme représentations véritables de la beauté physique et morale, et, quoi qu'en disent les théories réalistes, c'est par respect pour la vérité. Ce n'est pas par corruption qu'il recherche de préférence les types violens et criminels, c'est par légitime curiosité. Qu'importe qu'un artiste n'exprime pas des sympathies bien vives pour tel ou tel groupe social, pour telle ou telle petite manière de vivre, s'il est sympathique à la grande nature humaine? Qu'importe qu'il soit indifférent aux vertus moyennes des habitans de telle ou telle paroisse, si je sens par son œuvre qu'il est plein de respect et d'amour pour l'âme humaine et pour ses destinées?

J'ai un si grand respect pour le sentiment qui a inspiré M. Elliott que je répugne, je l'avoue, à me trouver en dissentiment avec lui. Heureusement pour moi que ce dissentiment est purement critique, et que je donne cause gagnée à l'auteur pour tout ce qui regarde le côté moral de la question. La doctrine réaliste de M. Elliott réclame notre sympathie en faveur des humbles existences qui nous entourent au nom des droits de la commune honnêteté et de la vertu modeste. La question étant ainsi posée, je n'ai plus qu'à m'incliner respectueusement et à écouter tout ce qu'il plaira à l'auteur de me dire, sans que je me sente le droit d'élever aucune objection. Je suis tout prêt à déclarer sans me faire prier que toutes les perles précieuses de l'art ne valent pas un réel honnête homme; j'accorderai volontiers que la beauté physique est une chose de peu d'importance, et doit même être méprisée en certains cas. Ainsi voilà

qui est dit : je fais litière de l'héroïsme, de la sainteté et de la beauté en faveur des vertus modestes de mes voisins. Oui; mais si je consens à ce sacrifice, c'est parce que M. Elliott me le demande, et parce que je sais qu'il me le demande au nom de ces sentimens éternels qui ont précisément enfanté tout héroïsme, toute vertu et toute beauté, au nom de la sympathie naturelle qui rattache l'homme à l'homme, et au nom de la loi divine qui a proclamé que tous les hommes sont frères. M. Elliott croit-il que, si je ne sentais pas qu'il est un chrétien sincère et qu'il parle en vertu d'un sentiment chrétien, j'aurais prêté un instant d'attention à ses théories? Les vertus qu'engendre le christianisme, le zèle, la charité, la bonté intelligente, le facile contentement, peuvent seuls donner un intérêt sérieux à des livres issus d'une telle théorie. Le christianisme, si je puis employer cette expression, me sera une garantie contre cette doctrine littéraire. Je serai sûr que la lumière divine ne m'abandonnera pas au milieu des ténébreux méandres où l'auteur me conduira; je serai sûr que s'il y a dans ces obscures cavernes un rayon égaré, l'auteur me le fera apercevoir; que s'il y a une parcelle d'or au milieu de cette fange, l'auteur saura l'extraire courageusement pour me la présenter. Je le suivrai sans répugnance, d'un cœur allègre et joyeux, tout animé par son zèle et sa sympathie dévouée.

J'ose affirmer que la doctrine littéraire dite *réalisme* n'a une signification sérieuse et morale que lorsqu'elle émane d'un sentiment chrétien. En dehors du christianisme, elle ne peut produire que des puérilités ou des sottises immorales. Sans doute la réalité vulgaire, la réalité de la ferme et de la rue, de la taverne et de la prison, de la boutique et de l'échoppe, contient des trésors; mais il faut être chrétien pour pouvoir découvrir ces trésors. Songez à la patience et à l'adresse qu'il faut déployer pour tirer de sa gangue le diamant ignoré, perdu dans un coin au milieu des sordides balayures, —à la fine subtilité qui est nécessaire pour arracher son secret à l'âme obscure qui ne se connaît pas elle-même, à la force d'attention que nous impose l'incorrect et impuissant langage de ces esprits fermés qui résistent à s'ouvrir. Là où l'artiste et le poète ne verraient qu'une expression insignifiante de la souffrance ou une expression ridicule de la joie bonnes seulement à être employées comme élémens de caricature, le chrétien découvre l'élan touchant d'une âme vivante qui demande merci à son créateur, et la naïve gratitude d'un cœur reconnaissant pour l'humble bonheur qu'il a plu à Dieu de lui donner. Ces yeux gonflés par les larmes, ces traits hâves et bouleversés ne sont plus insignifians et vulgaires; au contraire ils sont d'autant plus touchans qu'ils expriment davantage une âme dénuée de tout ressort, de toute ressource morale, et qui n'a de se-

cours à attendre que du Dieu invisible et lointain qu'elle implore. Cette face grotesquement souriante n'est plus ridicule maintenant, au contraire elle nous communique quelque chose de sa joie. Mais si l'écrivain réaliste est autre chose qu'un chrétien, n'espérez point de tels miracles sympathiques; il ne se donnera pas la peine de pénétrer au fond des âmes, il raillera avant de sympathiser, il observera au lieu d'aimer, et il s'en tiendra par conséquent aux apparences extérieures, qu'il dessinera exclusivement. Ces formes, ces apparences cependant ne sont pas la réalité, mais l'enveloppe de la réalité : elles sont laides, informes, grossières, tandis que les sentimens qu'elles recouvrent sont beaux et touchans. N'importe, il vous les mettra sous les yeux comme un objet de risée, et vous invitera à vous en divertir. Regardez, vous dira-t-il, cette série de pauvres diables; auriez-vous jamais cru que votre semblable fût aussi laid? Ils sont ridicules, amusez-vous d'eux; ils sont grossièrement vicieux, méprisez-les sans scrupule; ils sont idiots, riez donc! Démocratie, fraternité, combien il est vrai qu'en dehors du christianisme on ne sait où vous trouver, et que partout ailleurs il n'y a qu'indifférence mercantile, insolence aristocratique, sauvagerie populaire, sécheresse scientifique et vanité lettrée!

Il est si vrai que la doctrine littéraire du réalisme n'est possible qu'avec le christianisme, qu'elle est sortie directement de lui, et qu'elle n'a été pour ainsi dire qu'une des nombreuses conséquences de la plus importante de ses révolutions. L'art et la littérature réalistes sont nés le jour où le protestantisme est venu au monde. Parmi les nombreuses conséquences de la grande révolution religieuse du XVIe siècle, il n'y en a pas de plus naturelle et plus logique que celle-là. La glorification des humbles conditions de la vie et des modestes vertus domestiques devait logiquement sortir de la doctrine qui la première proclama à la face du monde les droits de l'honnêteté. Le protestantisme en effet fut dans son origine une révolte de la simple honnêteté contre l'astucieuse tyrannie de l'esprit, et, quelles que soient les révolutions qu'il a subies, il n'a jamais oublié son origine. L'honnêteté est donc, sinon une vertu, au moins une puissance de date récente, car elle a fait son apparition avec Luther. Ce fut au nom de l'honnêteté, et non pas au nom de la sainteté, de l'inspiration divine ou du patriotisme outragé, que Luther protesta contre la brillante exploitation de l'Allemagne par l'Italie. Dès lors l'honnêteté s'installa dans le monde comme une nouvelle puissance avec laquelle eurent à compter l'esprit, le génie, la science, le pouvoir politique et même la sainteté, et depuis elle a résisté à tous les efforts. Cette puissance vint juste à temps après la décadence des institutions chevaleresques, après la corruption des in-

stitutions monastiques, comme une dernière ressource morale, pour sauver l'âme humaine de l'injustice, du mensonge et de la méchanceté, et pour faire le contre-poids naturel des triomphantes doctrines du *Prince*. Ce fut là bien réellement la création originale du candide Luther. Plus de brillans mensonges, plus de faux idéal, plus d'aspirations prétentieuses à une inaccessible sainteté! La vie morale, active, pratique, fut glorifiée; le christianisme sortit des temples pompeux et des monastères silencieux, et vint s'asseoir à l'humble foyer du peuple. Il se mêla aux humbles détails de la vie domestique, aux jeux des enfans, aux tribulations des ménages; il suivit le paysan au labourage, le fermier au marché, l'artisan à l'atelier, la ménagère à sa cuisine. Les âmes honnêtes, fortifiées par cette visite inattendue du seigneur-roi de l'univers dans leurs chétives demeures, sentirent la fierté croître en elles. Une joie grave et naïve, comme celle que nous laissent les paroles sympathiques et les touchantes marques de bonté de nos supérieurs, remplit toutes les âmes honorées de ces familières visites du Christ, et peu à peu une nouvelle manière de vivre s'établit, austère et charmante, scrupuleuse, un peu craintive, avec des habitudes de sagesse modeste et de discipline volontaire.

Toute société une fois formée, toute manière de vivre une fois établie appellent leurs peintres et leurs poètes. Peintres et poètes arrivèrent, et un nouvel art apparut, celui qu'on peut appeler essentiellement l'art réaliste. Les artistes peignirent ce qu'ils voyaient autour d'eux : une société populaire forte et sans éclat, des habitudes peu brillantes, mais familières et naïves, les honnêtes joies des bonnes gens, les péchés véniels et les petits déréglemens des gens rangés et économes, les satisfactions de la médiocrité laborieuse, les amours autorisés sous l'œil vigilant de la famille, les relations de voisinage, les intérieurs somptueux des graves et actifs commerçans, et les splendeurs seigneuriales des riches bourgmestres. Un même sentiment remplit toutes les petites toiles de l'école hollandaise, le sentiment de l'honnêteté, l'estime de la vie moyenne, la fierté de l'âme probe pour elle-même. Quand ils peignent des vices, ce sont des vices sans sérieuse portée morale, des vices bruyans, tapageurs, pleins de bonhomie et exempts de toute corruption, lourdes ivresses de paysans, sarabandes de village, rixes de champs de foire. Même lorsque l'artiste est un homme de génie, comme Rembrandt, il ne s'écarte pas de ce sentiment dans ses plus grandes audaces. Rembrandt ne conçoit pas pour ses rêves d'autre milieu que le milieu de la vie humble et populaire. Il place hardiment les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament dans la basse-cour d'une ferme, dans la salle vulgaire d'une auberge de village,

et d'un bahut vulgaire en bois vermoulu, ou d'un coffre grossier que l'on croirait uniquement destiné à contenir le linge sale de la ménagère, il fait sortir les richesses que son âme d'artiste, éprise des belles choses, a rêvées ou convoitées, bracelets et colliers, pierres précieuses, chatoyantes étoffes de soie, tous les trésors de Golconde et toutes les perles d'Ophir. Dans ses plus grandes excentricités, Rembrandt reste toujours familier; il démocratise pour ainsi dire tous les sujets qu'il touche, et fait tenir toutes les poésies et toutes les grandeurs de la terre dans la pauvre demeure d'un plébéien. A la peinture hollandaise succéda, comme seconde expression de la manière de vivre protestante, le roman, épopée prosaïque de la vie ordinaire, invention originale de la littérature anglaise moderne. Là les personnages de la peinture hollandaise se mirent à parler et à raconter eux-mêmes ce qu'ils étaient et ce qu'ils pensaient, ce qu'ils regrettaient et ce qu'ils espéraient, les soins et les soucis qu'il leur avait fallu prendre pour prospérer en ce monde, le caractère de leurs femmes, et combien ils avaient d'enfans. Les *squires* expliquèrent de leur mieux leurs opinions jacobites obstinées, les ministres leurs opinions sur le mariage, les aventuriers leurs expériences de grandes routes. Le même sentiment qui inspire la peinture hollandaise se retrouva dans le roman anglais, l'honnêteté sympathique, cordiale, joyeuse, heureuse de vivre, pleine d'estime pour elle-même. Ainsi la sympathie pour les humbles conditions de la vie, le respect de l'honnêteté, que nous recommande M. Elliott, et qui font le principe de la littérature réaliste, sont d'origine chrétienne et protestante, et ne peuvent avoir toute leur force et toute leur fécondité qu'avec le christianisme protestant.

Ce sentiment chrétien protestant qui inspirait à leur insu les peintres de la Hollande et les anciens romanciers anglais est le même qui inspire M. Elliott et qui lui a dicté sa théorie réaliste. M. Elliott sympathise avec la réalité vulgaire parce qu'il est chrétien et protestant, et aussi parce qu'il est Anglais, car cette question du réalisme en littérature est beaucoup une affaire de race. Tous les peuples n'aiment pas et ne comprennent pas également bien la réalité. Le Français, par exemple, n'a jamais eu aucun goût pour la vérité positive, aucun respect pour sa vie de tous les jours et ses habitudes ordinaires. Jamais il ne s'est avisé de chercher la poésie autour de lui, dans les instrumens du rude travail qui lui est imposé, dans la pratique de son métier, dans les petites vicissitudes de sa vie domestique. Pour lui, le travail est une tâche, le métier une entrave, la vie domestique un devoir social. Dominé par le désir et l'imagination comme tous les peuples du midi, il vit plutôt dans le passé et dans l'avenir que dans le pré-

sent, ne connaît d'autres grandes douleurs que les froides douleurs du souvenir, et d'autres grandes joies que les brillantes et très insubstantielles joies de l'espérance. Peuple vaniteux, mais enthousiaste et exempt de tout égoïsme, il est toujours porté à vivre à l'extérieur, à chercher les spectacles, en sorte qu'on pourrait dire qu'il ne s'aime pas tout en paraissant beaucoup s'aimer, et qu'il n'est rien qu'il ne juge préférable à lui-même. Enfin le peuple français est de tous les peuples le plus dénué de tempérament; il n'a que des passions de tête et des ardeurs d'esprit. De là le caractère essentiellement idéaliste, abstrait, utopique de sa littérature, ce quelque chose de froid et de brillant qui marque ses conceptions, cette absence de chaleur physique, d'odeur de sang et de chair qui distingue ses expressions des sentimens humains. Ainsi s'explique le peu de faveur que la peinture de la réalité a toujours trouvé parmi nous. Depuis quelques années, il est vrai, il y a eu dans notre littérature certaines tentatives de réalisme; mais en fin de compte ces tentatives n'indiquent aucune modification sérieuse dans notre caractère, elles ne sont qu'un accident qui correspond à certains phénomènes politiques de notre société démocratique, et la dernière conséquence littéraire du romantisme agonisant. Tout autre est le peuple anglais : il aime la réalité avec ardeur; c'est son élément favori. Il aime la réalité comme l'animal aime son hallier, comme l'oiseau aime l'arbre où est bâti son nid, comme le poisson aime sa vase. Cet amour profond de la réalité établit entre lui et les objets qui l'entourent des relations intimes, des communications sympathiques qui lui permettent de pénétrer le secret et d'extraire la poésie de toute chose. Il ne vit pas dans le passé et dans l'avenir, il met toute son âme dans le présent; la possession est pour lui le suprême bien, *to have is to enjoy*. Avant de mettre son bonheur dans le but suprême qu'il poursuit, il le met d'abord dans l'effort que nécessite l'accomplissement de ses projets. Exempt de vanité, mais rempli d'égoïsme, il vit pénétré d'estime pour lui-même. Plein d'amour pour ses habitudes, il n'est rien ni personne qu'il préfère à lui. Le vaste monde tient tout entier pour lui dans l'étroite enceinte de sa demeure, dans sa cabane, dans son atelier, voire dans sa chambre de célibataire. Toute la poésie lyrique de la terre sera contenue pour lui dans la personne de la femme aimée qui a partagé sa joie et ses peines, fût-elle la plus vulgaire des ménagères, dans le berceau de l'enfant qui dort près de lui, fût-il le plus malingre et le plus laid du monde. Tout le zèle chrétien que peut inspirer l'Évangile sera déployé pour propager quelques pamphlets religieux, ou introduire quelque mesquine innovation dans la liturgie de l'église; toute l'ardeur d'esprit qui peut animer un homme

sera mise au service de quelque projet d'importance infime, d'une réforme postale ou d'une révolution accomplie dans la fabrication du sucre. Faut-il s'étonner que la réalité, aimée avec tant d'ardeur, soit peinte avec tendresse? Faut-il s'étonner si elle se révèle dans les œuvres anglaises avec un éclat, une vivacité, une couleur, une grâce, une plénitude de force, une puissance de séduction que nous ne lui avons jamais connus? Non, car il y a eu pour ainsi dire sympathique échange entre le peintre et le modèle, entre la réalité et celui qui l'a reproduite.

Et voilà pour quelle raison le lecteur anglais suit avec ardeur, avec curiosité, sans se lasser un seul instant, les trois énormes volumes qu'il a plu à M. Elliott de consacrer à une histoire de village. Douze cents pages employées à raconter la séduction d'une jeune fermière par un *squire* adolescent, les infortunes amoureuses et les félicités conjugales d'un pauvre charpentier des campagnes! C'est beaucoup, direz-vous. Eh bien! je vous assure qu'après les avoir lues, j'ai à peine trouvé que c'était assez. C'est une simple histoire de village, il est vrai; mais toute la vie de ce village a été pour ainsi dire extraite du sol, cueillie par l'auteur. C'est un gigantesque bouquet champêtre qu'il vous présente, plein de richesses odorantes et colorées, un de ces bouquets comme vous en avez mainte fois rapporté dans votre jeunesse de vos excursions à travers champs, et que vous aimiez à conserver plusieurs jours dans un large vase, comme un souvenir de quelques belles heures d'activité étourdie : branches épineuses d'églantier sauvage arrachées aux haies vives, ronces en fleur, grosses branches de lilas cassées sans soin à l'arbre favori du printemps, grandes herbes barbues, ajoncs dorés! Le roman d'*Adam Bede* ressemble à ce gigantesque bouquet. Il en a la fraîcheur, le parfum, la grâce simple et sauvage. Parcourir les pages de ce livre est comme se promener sur quelque bruyère, ou respirer l'air salubre du matin, accoudé à quelque fenêtre ouverte sur un grand parc ou sur une vaste prairie. Des figures familières traversent cette campagne modeste, dont les paysages n'ont aucune grande prétention pittoresque, dont les sites n'ont rien de particulièrement romantique; figures bien familières en effet, et qui sont en parfait rapport avec le paysage qu'elles animent : le ministre de la paroisse, le principal fermier du *squire*, sa femme et ses nièces, le maître d'école, le jeune héritier du manoir héréditaire, deux jeunes charpentiers laborieux et leur vieille mère. Ce ne sont pas, comme vous voyez, des personnages d'un monde idéal; la beauté est représentée par une jeune fermière, la grandeur morale par une petite paysanne méthodiste, la religion du devoir par un jeune artisan : oui, mais l'auteur s'est intéressé à eux, a sympathisé avec eux,

les a connus dans leur intimité la plus secrète, et la force active de sa sympathie agit sur nous, elle sollicite notre affection en leur faveur.

Le roman se passe dans le village imaginaire d'Hayslope, situé dans le comté imaginaire du Loamshire. Certains critiques anglais, se fondant sur le jargon particulier aux personnages du roman et sur certaines locutions et incorrections qui reviennent sans cesse, ont supposé que le Loamshire devait être un des comtés du centre de l'Angleterre. Je suis porté à croire que cette supposition est la vraie par une raison beaucoup plus simple, c'est que les personnages de ce roman (dont l'action se passe au commencement de ce siècle, à une époque où les moyens de locomotion n'étaient pas multipliés, où les habitans des campagnes n'avaient pas, comme aujourd'hui, la facilité de se déplacer) parlent des habitans du sud et du nord de l'Angleterre comme d'êtres à demi fabuleux, de mœurs étranges et d'habitudes inconnues. Quelque part d'ailleurs que soit placé le village d'Hayslope, il s'y passe une scène originale, inconnue en France, que les populations rustiques de l'Angleterre elles-mêmes ont rarement l'occasion de contempler, mais qui est très familière aux artisans des grandes villes et au peuple des districts manufacturiers : une prédication méthodiste, un appel à la conversion religieuse. Quoique le paysan anglais, fidèle à son église anglicane, soit difficilement porté à se laisser gagner par ces sortes de manifestations religieuses, les habitans d'Hayslope se sont dirigés en masse vers la place où la prédication a lieu, car la curiosité est doublée par la personne du prédicateur. Ce prédicateur est une jeune fille, Dinah Morris, la nièce du fermier Poyser, bien connu dans tout le district comme étant le principal tenancier du vieux *squire* Donnithorne. Dinah Morris est une pieuse fille, d'apparence frêle, mais à qui la violence de la charité donne des muscles d'acier, d'une beauté incertaine comme celle qui tient à la physionomie, mais touchante et irrésistible comme celle qui nous est donnée par l'âme, persuasive comme toute personne désintéressée, éloquente comme toute personne naïve dominée par l'enthousiasme du dévouement. Elle avait connu dans son enfance le pieux Wesley, et avait assisté à ses prédications, qui laissèrent dans son âme, naturellement accessible aux belles émotions, les premiers germes de piété. Depuis, ces germes avaient grandi, cette piété s'était faite active et s'était donnée toute à tous, mais spécialement à ceux qui semblaient le moins en être dignes, car la noble fille avait une affection particulière, que les physiologistes appelleraient maladive, mais que nous aimerions à baptiser d'un tout autre nom, pour les pécheurs et les endurcis, pour les âmes calleuses et frivoles, pour les souffrans et les infirmes. Comme les conversations de tous ces grossiers paysans sont

bruyantes et animées avant qu'elle ait commencé son sermon! Comme l'ironie vole lourdement sur toutes ces lèvres épaisses! Quelle curiosité railleuse dans tous ces yeux rustiques si bien décrits par l'auteur, *slow bovine eyes!* Mais peu à peu le bruit cesse, un silence religieux s'établit, la curiosité fait place à l'émotion, un frémissement ébranle ces nerfs d'airain, des larmes coulent et des sanglots éclatent. Ces âmes ont été purifiées, renouvelées, entraînées pour un instant dans une sphère qui leur semblait inaccessible, et l'éloquence de Dinah va *crescendo*, comme un doux tonnerre roulant après lui un orage d'émotions religieuses et de larmes de repentir. Prêtez l'oreille à cette éloquence naïve, et dites-moi si, pour venir d'une pauvre fille hérétique et d'une âme que vous jugez en péril pour son hétérodoxie, elle ne vaut pas l'éloquence de vos prédicateurs à la mode.

« Mais peut-être des doutes viennent dans votre esprit, celui-ci par exemple : Dieu peut-il se soucier de nous, pauvres gens? Peut-être, après tout, n'a-t-il fait le monde que pour les grands, les sages et les riches. Cela ne lui coûte pas beaucoup de nous donner notre petite bouchée de nourriture et notre petite loque de vêtement. Mais savons-nous s'il se soucie plus de nous que nous nous soucions des vers et des insectes de nos jardins, lorsque nous sarclons nos carottes et nos ognons? Dieu prendra-t-il soin de nous quand nous mourrons? Nous donne-t-il quelque secours lorsque nous sommes infirmes, malades et désespérés? Peut-être aussi est-il en colère contre nous. Si cela n'était pas, d'où viendraient les gelées du printemps, et les mauvaises moissons, et la fièvre, et toute sorte d'autres souffrances et de tourmens? car notre vie est pleine de trouble, et si Dieu nous envoie le bien, il nous envoie le mal aussi. D'où cela vient-il, et qu'est-ce que cela veut dire?

« Ah! chers amis, nous sommes tristement en grand besoin des bonnes nouvelles de Dieu; si nous n'avons pas celles-là, quelle importance peuvent avoir toutes les bonnes nouvelles de ce monde? car tout a une fin, et lorsque nous mourons, nous laissons tout derrière nous. Que deviendrons-nous si Dieu n'est pas notre ami? »

« Puis Dinah raconta comment la bonne nouvelle avait été apportée, comment la bonté de Dieu pour les pauvres s'était manifestée dans la vie de Jésus, insistant surtout sur l'humilité et les actes de compassion du Sauveur.

« Ainsi vous le voyez, mes chers amis, continua-t-elle, Jésus employa presque tout son temps à faire du bien aux pauvres gens; il les prêchait à ciel ouvert, il se faisait l'ami des pauvres ouvriers, il les instruisait et partageait leurs peines. Ce n'est pas qu'il ne fît aussi du bien aux riches, car il était plein d'amour pour tous les hommes; seulement il voyait que les pauvres avaient davantage besoin de son appui : aussi il guérissait les boiteux, les malades et les aveugles, et il faisait des miracles pour nourrir les affamés, parce que, disait-il, il avait pitié d'eux, et il était plein de tendresse pour les petits enfans, et il consolait ceux qui avaient perdu leurs amis, et il par-

lait avec la plus grande douceur aux pauvres pécheurs qui se repentaient de leurs péchés.

« Ah! n'aimeriez-vous pas un tel homme si vous le connaissiez, s'il habitait ce village? Quel bon cœur il aurait! Quel ami il serait dans les jours de douleur! Combien il serait aimable d'être enseigné par lui!

« Eh bien! mes amis, quel était cet homme? Était-ce seulement un homme excellent, un homme de vertus supérieures, comme le cher M. Wesley que Dieu nous a retiré, et pas davantage?... C'était le Fils de Dieu, la figure du Père, dit la Bible, ce qui signifie précisément égal à Dieu, qui est le commencement et la fin de toutes choses, à ce Dieu que nous avons besoin de connaître. Nous pouvons comprendre ce que Jésus sentit parce qu'il vint dans un corps comme le nôtre, et s'exprima par des paroles, comme nous nous exprimons nous-mêmes. Auparavant nous tremblions de penser à ce qu'était Dieu, le Dieu qui a fait le monde et le ciel, et le tonnerre et les éclairs. Nous ne pouvions pas le voir, nous pouvions seulement voir les choses qu'il avait faites, et quelques-unes de ces choses étaient vraiment terribles, si bien qu'il y avait de quoi trembler en pensant à lui. Mais notre bien-aimé Sauveur nous a montré ce qu'est Dieu sous une forme que nous avons pu comprendre, nous pauvres gens ignorans, il nous a montré ce qu'est le cœur de Dieu, quels sont ses sentimens pour nous.

« Mais voyons d'un peu plus près pourquoi Jésus est venu sur la terre. Une fois il dit : « Je suis venu pour chercher et sauver ceux qui sont perdus, » et une autre fois il a dit : « Je ne suis pas venu en ce monde pour les justes, mais pour les pécheurs. » *Les pécheurs, ceux qui sont perdus...* Ah! chers amis, ces expressions vous désignent-elles vous et moi?... » Puis, s'enflammant de plus en plus, Dinah fait un appel direct, quasi matérialiste, à l'imagination de ses auditeurs.

« Voyez, s'écria-t-elle, se tournant à gauche, fixant les yeux sur un point de l'horizon, au-dessus des têtes de la foule; voyez notre bien-aimé Seigneur qui vous regarde en pleurant et qui étend ses bras vers vous. Écoutez ce qu'il dit : « Combien de fois n'ai-je pas voulu vous attirer à moi, comme la poule qui réunit ses poussins sous ses ailes! » Et vous n'avez pas voulu, vous n'avez pas voulu! répéta-t-elle sur un ton de suppliant reproche, en abaissant les yeux sur la foule. Voyez la marque des clous sur ses mains et ses pieds. Ce sont vos péchés qui ont fait ces marques! Oh! quel visage pâle et dévasté! Il a souffert cette grande agonie dans le jardin des Oliviers, lorsque son âme était triste jusqu'à la mort, et que les grosses gouttes de sueur et de sang tombaient à terre. Ils ont craché sur lui et ils l'ont souffleté, ils l'ont fouetté, ils l'ont raillé, ils ont chargé de la croix ses épaules meurtries, ensuite ils l'ont crucifié. Ah! quelle souffrance! Ses lèvres sont sèches de soif, et ils le raillent encore dans cette cruelle agonie, et cependant de ces lèvres desséchées il prie pour eux. « Père, pardonne-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. » Puis l'horreur des grandes ténèbres s'appesantit sur son âme, et il sentit ce que les pécheurs sentent lorsqu'ils sont pour toujours séparés de Dieu. Ce fut la dernière goutte dans la coupe d'amertume. « Mon Dieu, mon Dieu, cria-t-il, pourquoi m'avez-vous abandonné? »

« Il supporta tout cela pour vous! pour vous, et vous ne pensez jamais à

lui; pour vous, et vous vous détournez de lui, et vous n'êtes pas reconnaissans de ce qu'il a souffert pour vous! Cependant il ne s'est pas lassé de travailler pour vous, car il a ressuscité d'entre les morts, et il prie pour vous à la droite de Dieu : « Père, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font! » Et il est encore sur la terre, il est parmi nous, il est tout près de vous maintenant; je vois son corps saignant et ses yeux pleins d'amour. »

« Ici Dinah se tourna vers Bessy Cranage, dont la florissante jeunesse et l'évidente vanité l'avaient émue de pitié.

« Pauvre enfant! pauvre enfant! il vous parle, et vous ne l'écoutez pas! Vous pensez à des pendans d'oreilles, aux belles robes et aux beaux bonnets, et vous ne pensez pas au Sauveur, qui est mort pour sauver votre âme précieuse! Un jour vos joues seront sillonnées par les rides, votre chevelure grise, votre pauvre corps maigre et tremblant! Alors vous commencerez à sentir que votre âme n'est pas sauvée; alors vous aurez à comparaître devant Dieu avec tous vos péchés et vos vaines pensées, et Jésus, qui est tout prêt à vous assister maintenant, ne vous assistera pas alors, et il sera votre juge, parce que vous n'aurez pas voulu de lui pour votre sauveur. Maintenant il vous contemple avec amour et pitié, et dit : « Venez à moi, afin que je vous donne la vie! » Mais alors il se détournera et vous dira : « Partez loin de moi, et allez au feu éternel! »

« Les grands yeux noirs de la pauvre Bessy commencèrent à se remplir de larmes, ses grosses joues et ses lèvres roses devinrent presque pâles, et sa figure fut bouleversée comme celle d'un petit enfant au moment où ses larmes vont couler.

« Ah! pauvre enfant aveugle, pensez donc un peu : s'il vous arrivait ce qui arriva une fois à une servante de Dieu dans les jours de ses vanités! Elle ne pensait qu'à ses bonnets de dentelles, et elle employait tout son argent à les acheter; elle ne songeait pas à avoir un cœur net de souillures et un esprit droit, elle ne songeait qu'à avoir de plus belles dentelles que les autres filles, et un jour qu'elle avait mis un nouveau bonnet et qu'elle se regardait dans son miroir, elle vit une figure saignante couronnée d'épines. Cette figure vous regarde maintenant! (Ici Dinah indiqua une place juste en face de Bessy.) Ah! dépouillez ces folies, rejetez-les loin de vous comme si elles étaient des vipères venimeuses; elles blessent et empoisonnent votre âme, elles vous entraînent dans un gouffre noir et sans fond, où vous enfoncerez éternellement loin de la lumière et de Dieu! »

J'ai cité longuement sans trop songer si le lecteur prendrait à écouter ce discours le même plaisir que moi; mais il me semble en vérité qu'il réunit la plupart des qualités nécessaires à la prédication populaire : l'appel direct à l'imagination matérielle, la naïve adresse de l'enthousiasme habile à transformer des idées et des sentimens en faits réels et palpables, le parfait rapport des idées exprimées avec les esprits des auditeurs, l'étroite conformité entre le prédicateur et l'auditoire. Cependant cet auditoire rustique n'était pas celui que préférait Dinah, car ses paroles passaient sur lui sans laisser plus de traces que les pluies de l'orage sur la campagne

une heure après que la tourmente a cessé. Ces populations rustiques, endurcies par le pratique et salubre travail des champs, exubérantes de force, de santé et de bonne humeur, soumises dans le milieu calme où s'écoule leur vie aux tyrannies de l'habitude et de la routine, exemptes de violentes passions morales, et comme paganisées par leurs relations quotidiennes avec la nature, ne sont pas une proie aussi facile à conquérir pour l'enthousiaste que ces populations maladives des villes manufacturières, que leur imagination surexcitée et leurs nerfs exaspérés par la misère, le dur travail et la vie incertaine prédisposent admirablement aux émotions religieuses. La moindre parole de compassion trouve un écho dans ces cœurs qui aspirent violemment à la sympathie et sont comme affamés de consolation. Aussi Dinah n'avait-elle jamais été récompensée de ses labeurs spirituels dans les campagnes comme elle l'avait été dans les grandes villes manufacturières. « J'ai remarqué, disait-elle avec finesse, que dans ces villages où les gens mènent une vie tranquille, parmi les verts pâturages et les eaux vives, occupés à labourer et à mener paître les bestiaux, les âmes sont singulièrement fermées à la parole, tandis que c'est tout le contraire dans les grandes villes comme Leeds, où je suis allée visiter une fois une sainte femme qui prêche dans ses faubourgs. C'est étonnant quelle merveilleuse moisson d'âmes on récolte dans ces rues aux grandes murailles où vous semblez vous promener comme entre les murs d'une prison, et où l'oreille est assourdie par les bruits du travail! C'est peut-être que les promesses sont plus douces lorsque la vie est si ténébreuse et si fatigante, et que l'âme est plus affamée lorsque le corps est mal à l'aise. »

Ne croyez pas cependant que cette enthousiaste excentrique qui monte sur les bornes des carrefours des villes et sur les bancs de pierre des places de villages pour prêcher la parole de Dieu soit une âme mystique, livrée aux pratiques de l'ascétisme, impuissante à satisfaire aux conditions de la vie pratique et à les comprendre. Non pas : Dinah est trop Anglaise pour être la proie de ces stériles ardeurs religieuses qui distinguent trop souvent dans les autres pays les natures contemplatives. L'esprit anglais répugne essentiellement à ce détachement absolu des intérêts terrestres, et le tient presque pour immoral. Je ne sais trop s'il n'a pas raison. Dieu seul sait tout ce qui entre d'épicuréisme transcendental, d'indifférence morale et de sécheresse chez les âmes éprises de certaines fièvres religieuses et de certaines tristesses monastiques. On prononce fréquemment les mots de devoir, de dévouement, de sacrifice; mais c'est à peine si le cœur connaît ces vertus. Sans doute ces âmes cherchent le bien et fuient le mal, cependant je ne suis pas sûr qu'elles n'aiment pas le bien comme une volupté dont elles jouis-

sent, et il est possible qu'elles haïssent moins le mal qu'elles n'en sont blessées. L'extrême délicatesse de leurs organes et l'extrême finesse de leurs sens défendent à ces mystiques de prendre à aucune chose le robuste intérêt qui raffermit le cœur, le vivifie et le réchauffe. Au sommet des montagnes, la lumière a perdu les ombres qui, dans la vallée, semblaient la déshonorer : elle se déroule sous les yeux dans toute sa pureté et tout son éclat; oui, mais ses rayons se reflètent dans de froids glaciers et éclairent une végétation stérile. Quand on a approché de quelques-unes de ces âmes et qu'on a fait certaines expériences intellectuelles, on aime réellement à faire violence à ses admirations, on sent croître son estime pour ces hommes qui ne sont ni des saints, ni des stoïciens, ni des contemplateurs, mais dont les vertus modestes et la piété active sont comme la lumière mélangée d'ombres de la vallée. Ceux-là ne vous entraîneront pas dans des ravissemens sublimes et ne vous feront pas connaître le secret des profondes émotions, mais auprès d'eux vous trouverez cette sympathie de tous les jours, qui est comme le pain quotidien de l'âme, des consolations affectueuses sans cette éloquence qui vous anéantit plus qu'elle ne vous relève, et des conseils sans pitié hautaine ni dédaigneuse compassion. C'est pour toutes ces raisons, je crois, que M. George Elliott a dessiné avec tant d'amour le portrait de Dinah Morris. Dinah n'était point une de ces saintes contemplatives dont on ne peut s'approcher, et qui, sauf les heures du sermon et de l'office, n'ont aucune relation avec leurs semblables. Elle voyait les pauvres paysans et les pauvres ouvriers ailleurs que sur les places publiques où elle les prêchait, elle avait soigné leurs enfans malades, elle les avait aidés dans le besoin, elle avait veillé leurs morts. Le sacrifice actif, le dévouement pratique étaient l'âme de sa vie; loin de renoncer à l'action ou de s'y résigner pieusement, elle la recherchait au contraire avec ardeur. En un mot, sa piété était zélée, et elle avait cru que le meilleur moyen de devenir la servante de Dieu était de se faire la servante des hommes. Elle était bonne ménagère autant qu'éloquente prêcheuse, et savait sarcir une paire de bas troués aussi habilement que convertir une âme. Un seul point était obscur dans cette remarquable personne : était-elle capable d'un amour plus terrestre que celui qui est inspiré par la charité? Elle ne s'en jugeait pas capable elle-même, et toutes les fois qu'elle s'était interrogée en silence et qu'elle avait consulté sa Bible, une voix intérieure lui avait répondu : « Non. » C'est ce qu'elle expliqua avec une douceur charmante au jeune charpentier méthodiste Seth Bede, garçon pieux et d'une tournure d'esprit mystique, qui s'était épris d'amour pour elle. « Mon cœur n'est pas libre pour le mariage : c'est bon pour les autres femmes, et c'est un état béni que celui

d'épouse et de mère; mais tout être créé doit suivre la voie que Dieu lui a tracée. Dieu m'a appelée pour servir les autres, pour me réjouir avec ceux qui se réjouissent, et pleurer avec ceux qui pleurent... Ma vie est trop courte et l'ouvrage de Dieu est trop grand pour que je puisse songer à me construire une maison dans ce monde. Je n'ai pas tourné une oreille sourde à vos paroles, Seth, car lorsque j'ai vu que votre amour m'avait été donné, j'ai pensé que ce pouvait être un dessein de la Providence pour changer la direction de ma vie, et j'ai exposé l'affaire devant le Seigneur; mais lorsque j'ai essayé de fixer mon esprit sur notre mariage et notre vie commune, d'autres pensées me sont venues, et j'ai vu toujours se dérouler devant ma mémoire les temps où je priais près des malades et des mourans, les heures heureuses où je prêchais, où mon cœur était rempli d'amour, et où la parole m'était donnée abondamment, et lorsque j'ai ouvert ma Bible pour trouver une direction, je suis toujours tombée sur quelque parole qui m'indiquait clairement où se trouvait mon devoir. » Ainsi ce que les chrétiens appellent la grâce domine dans le cœur de Dinah. La grâce y triomphera-t-elle toujours de la nature, et Dinah est-elle vouée au célibat par sa vocation religieuse? Elle le croit elle-même; mais le caractère anglais s'oppose à ce triomphe exclusif de la grâce sur la nature, et sans doute M. Elliott ne le permettra pas.

Dinah Morris fait un parfait contraste avec la seconde nièce du fermier Poyser, Esther Sorrel, familièrement appelée Hetty. Hetty avait reçu de la nature un grand don, le don de la beauté, et de tous les genres de beauté le plus rare, celui où un charme insaisissable s'allie à l'exquise régularité des traits et à l'éclat de la santé. Tous les genres de beauté ont leurs admirateurs exclusifs et partiaux, mais nul ne résiste à celui-là. Lorsque ce charme existe, la magie est irrésistible, tous les cœurs sont vaincus. Supposez un de ces visages dont la grâce ne dégénère pas en gentillesse, dont la mobilité ne dégénère pas en vivacité, dont l'expression résulte de l'harmonie générale plutôt que des passions de l'âme, avec un regard long, calme et à l'occasion attendrissant comme celui des cerfs et des antilopes, et vous aurez à peu près, autant que j'ai pu me la représenter d'après les récits de l'auteur, le portrait d'Hetty. Il n'est pas rare que ces visages qui attirent la sympathie universelle recouvrent le plus parfait néant moral, et que toutes les promesses apparentes qu'ils font au contemplateur soient autant de leurres; mais, même lorsqu'on connaît leur profonde sécheresse, il est vain de lutter contre la sympathie qu'inspirent ces créatures privilégiées. On s'irrite contre elles, on ne peut les maudire; on jure de les éviter, on revient toujours vers elles, et tout le monde y est pris, les

plus sensés comme les plus fous des hommes. La pratique mistress Poyser, la tante d'Hetty, qui faisait profession de mépriser tous les avantages extérieurs, ne pouvait prendre sur elle de détourner les yeux de son visage. Le jeune charpentier Adam Bede, garçon judicieux et raisonnable s'il en fut, en était épris au point de sacrifier pour elle tous les avantages que son habileté dans sa profession et l'estime de ses patrons lui avaient acquis. Tout le monde aimait Hetty : depuis la simple sympathie jusqu'à l'idolâtrie, il n'était personne qui n'eût pour elle un tendre sentiment. Aimait-elle quelqu'un? Question douteuse; en tout cas, elle aimait deux choses : l'admiration qu'elle inspirait et les rêves dont elle se berçait, et qui s'étaient incarnés pour elle dans la personne du jeune *squire* Arthur Donnithorne, capitaine dans la milice du Loamshire. Une sorte d'insensibilité, d'inhumanité relative, accompagne généralement cet état de l'âme que l'auteur a parfaitement décrit : « Les jeunes âmes plongées dans cet aimable délire se soucient aussi peu de ce qui les entoure que le papillon buvant le nectar de la fleur contre laquelle il s'est collé; elles sont isolées et protégées contre tous les appels à la sympathie par une barrière de rêves, par des regards invisibles et des bras impalpables. » Rien ne l'intéressait donc qu'elle-même, et les plus grands malheurs de ceux qui l'entouraient lui auraient arraché tout au plus un mouvement de surprise. Lorsqu'on lui apprit la mort du vieux père de son amoureux Adam Bede, elle laissa échapper une exclamation d'étonnement, puis elle retourna tranquillement continuer l'ouvrage commencé. Tout ce caractère a été vu, saisi, décrit avec une subtilité, une pénétration, une finesse dignes de tout éloge. Nous sommes forcés malgré nous de nous intéresser à cette créature si pleine d'elle-même. Elle est si désarmée dans sa vanité, si inoffensive dans sa sécheresse, elle fait le mal avec tant d'innocence, que nous ne pouvons lui en vouloir, car la sécheresse de ces natures les protége contre la méchanceté aussi puissamment qu'elle les éloigne de la bonté, et si elles causent votre malheur, ce n'est jamais directement par le fait de leur volonté, mais fatalement par le fait des sentimens qu'elles vous inspirent. C'est l'histoire d'Hetty Sorrel. Sans y songer et le plus innocemment du monde, elle se rendit criminelle, jeta pour un moment le déshonneur sur ses honnêtes parens, et brisa le cœur de l'honnête Adam Bede.

Singulier choix que celui d'Hetty pour un garçon sensé comme Adam, et qui ne vivait que pour son devoir! Hélas! il n'y a pas de raison qui puisse protéger contre la magie de la beauté! Il n'est pas étonnant qu'ensorcelé comme il l'était, Adam ne pût voir des défauts qui eussent été apparens dès le premier abord chez une

autre, mais que personne ne voulait voir chez Hetty. « La beauté d'une jolie femme est comme la musique, dit l'auteur; que pouvons-nous dire de plus? *La beauté possède une expression supérieure à l'âme qu'elle recouvre, de même que les paroles du génie ont un sens plus profond que la pensée qui leur donna naissance.* » Adam avait été vaincu par cette puissance mystérieuse qui dispose des hommes et des dieux. Ce n'était pourtant pas un caractère romanesque ni ce que nos modernes romanciers démocratiques appelleraient un artisan poétique et *distingué;* ce n'était pas davantage un esprit rêveur, tourné à la contemplation et à la dévotion sectaire, comme son frère Seth, le méthodiste; c'était mieux que tout cela, car c'était un de ces robustes artisans qui sont les solides assises de la société anglaise. Il représente une chose admirable, cet Adam, et qui a fait en partie la grandeur de l'Angleterre : l'idée du travail. Pour tous les autres peuples, le travail a toujours été un frein, un châtiment, une conséquence du péché originel; pour l'Anglais seul, il a été considéré comme une bénédiction, comme l'instrument de notre rédemption, comme la plus virile volupté qu'il soit donné à l'homme de goûter. Le travail était l'âme d'Adam, c'était sa poésie et sa religion. Il appliquait la devise des vieux moines bénédictins: *laborare est orare.* Dire que le travail était sa religion n'est pas une expression trop forte, car il l'estimait sans hésiter au-dessus de la prière; ses idées à cet égard étaient d'une précision et d'une fermeté remarquables. « Il nous faut autre chose encore que l'Évangile dans le monde, répondit-il à son frère Seth, qui était trop enclin au contraire à placer la prière au-dessus du travail. Regardez les canaux, et les aqueducs, et les machines à extraire la houille, et les mécaniques d'Arkwright, qui sont là-bas à Cromford; il faut qu'un homme sache quelque chose de plus que l'Évangile pour faire tout cela, j'imagine! Mais à entendre ces prêcheurs, on croirait que ce que l'homme a de mieux à faire, c'est de fermer les yeux et de regarder ce qui se passe au dedans de lui. Je sais qu'un homme doit avoir dans son âme l'amour de Dieu et l'amour de la parole de Dieu. Et que dit la Bible? Elle dit que Dieu mit son esprit dans l'ouvrier qui bâtit le tabernacle, afin de le rendre habile à sculpter le bois et à faire toutes les autres choses qui demandent une main adroite. Et c'est aussi mon opinion. L'esprit de Dieu est dans toutes les choses et dans tous les temps, pendant les jours de la semaine aussi bien que les dimanches. Dieu nous aide aussi bien par nos mains que par notre âme, et si un homme, en dehors de sa journée, trouve encore quelques bribes de temps pour bâtir à sa femme un four qui la dispense d'aller chez le boulanger, ou gratte son jardin de manière à lui faire rendre deux pommes de terre au lieu d'une, il fait

plus de bien et il est moins loin de Dieu que s'il vagabonde à la suite de quelque prédicateur, et qu'il s'abêtisse à nasiller et à marmotter des prières. »

Voilà le personnage favori de M. Elliott : un artisan pratique, courageux et loyal, qui aime ardemment son métier et accomplit bravement son devoir. L'auteur l'installe hardiment à côté des brillans héros de roman, et réclame en son nom droit d'entrée pour la commune honnêteté dans les domaines de l'art. Adam Bede avait-il droit à cet honneur? — Non, répondrait quelque pédant, gardien entêté de quelque système de sublime et inflexible esthétique, car ce personnage, tel qu'il nous est présenté, viole une des principales règles de l'art. Ses sentimens n'ont rien de commun, mais ils sont cependant en parfait rapport avec son métier et sa condition. Adam Bede est bien là où il est; on ne lui voudrait pas une autre place. Il n'y a aucun contraste entre sa nature et sa condition. — Nous laisserons dire cet entêté pédant, et nous écouterons de préférence M. Elliott expliquant la moralité de ce caractère et les raisons qui le lui rendent cher. Il l'aime parce que c'est un de ces hommes qui font humblement et modestement la grosse besogne de ce monde, un de ces hommes sans lesquels la terre serait moins verte qu'elle ne l'est. Si l'art, nous dirait-il, a toujours aimé à s'emparer du soldat idolâtre de son sanglant métier, pourquoi n'accepterait-il pas l'artisan qui aime ses outils comme des armes, et son état comme le champ de bataille de sa destinée?

« Adam, comme vous voyez, n'était pas un homme merveilleux, ni, à proprement parler, un génie ; cependant je ne veux pas prétendre qu'il fût un caractère ordinaire parmi les ouvriers, et il serait faux de conclure que le premier venu que vous rencontrerez avec un panier d'outils sur l'épaule et un bonnet en papier sur la tête a la vigoureuse conscience, le vigoureux bon sens, et ce mélange de sensibilité et de fermeté qui caractérisaient notre ami Adam. Adam n'était pas un homme ordinaire. Cependant ses égaux se rencontrent en assez bon nombre dans chaque génération de nos artisans des campagnes. Ils naissent avec un héritage d'affection maintenu par une vie simple, vie de besoins communs et d'industrie commune, avec un héritage de facultés exercées par un habile et courageux travail ; ils font leur chemin rarement comme hommes de génie, plus communément comme honnêtes gens prenant de la peine, mettant tous leurs soins et toute leur conscience à faire bien les tâches qui leur sont confiées. Leurs vies n'ont pas eu d'écho au-delà de leur voisinage ; mais vous êtes sûrs de trouver presque toujours dans le lieu qu'ils habitaient leur nom associé pendant une ou deux générations après leur mort à quelque bout de route excellente, à quelque édifice, à quelque nouvel emploi d'un produit minéral, à quelque progrès agricole, à quelque réforme des abus de la paroisse. Ceux qui les employaient sont devenus plus riches par eux, l'ouvrage sorti de leurs mains a fait bon usage, l'œuvre de leur intelligence a bien guidé les mains des autres ou-

vriers. Ils ont passé leur jeunesse en gilet de laine et en bonnet de papier, en vestes noircies par la poussière de charbon et tachées de chaux et de peinture; dans leur vieillesse, leurs têtes blanches se dressent aux places d'honneur à l'église et au marché, et durant les soirs d'hiver, assis autour de leurs foyers brillans, ils racontent à leurs fils et à leurs filles vêtus d'habillemens cossus combien ils se sentirent heureux lorsque, pour la première fois, ils gagnèrent leurs deux *pence* par jour. Il en est d'autres qui meurent pauvres et qui ne posent pas la veste de l'ouvrier de toute la semaine : ils n'ont jamais eu l'art de devenir riches; mais ce sont des hommes auxquels on peut se confier, et lorsqu'ils meurent avant d'avoir fourni leur carrière de travailleur, c'est comme si une vis principale venait à manquer subitement dans une machine : le maître qui les employait dit : « Où trouverai-je son pareil ? »

M. Elliott, comme on le voit, tient à ne rien exagérer et à rester scrupuleusement fidèle à la réalité. Il est vraiment étonnant de remarquer toutes les peines singulières qu'il se donne pour faire rentrer les caractères qu'il nous présente sous la loi commune. Il ne fait sortir ses héros de la foule que pour les y replonger à l'instant. S'il aperçoit en eux une qualité exceptionnelle, il se gardera bien de la mettre en relief et de l'agrandir; au contraire, tout aussitôt il l'atténuera, la diminuera par quelque qualité ordinaire ou même négative. Il évite la grandeur avec autant de soin que d'autres la recherchent. Presque tous les caractères qu'il a mis en scène ont un côté par lequel ils sortent de la loi commune et pouvaient devenir des types : la ferveur religieuse de Dinah, la sécheresse d'Hetty, la volupté du travail chez Adam Bede. L'auteur n'a pas voulu faire triompher ces qualités et ces défauts au détriment des autres. Il lui aurait fallu pour cela supprimer trop de nuances, renoncer à trop de détails. Ce qui est plus singulier, c'est que ces scrupules semblent le suivre sur un autre terrain que le terrain littéraire : je veux dire le terrain de la religion et de la foi. De même qu'il évite de donner de la grandeur à ses personnages, il évite de donner à ses opinions religieuses une expression trop éclatante. On dirait qu'il n'a qu'en médiocre estime l'ardeur religieuse et l'aspiration violente de l'âme vers la vérité. Il a un certain dédain, qu'il n'est pas parvenu à cacher, pour Seth Bede le mystique, qui n'apparaît qu'au second plan, comme un personnage presque inutile, et trop occupé des choses du ciel pour prendre part à une action qui se passe sur la terre. La ferveur religieuse de Dinah Morris ne lui plaît qu'à demi. On distingue assez bien qu'il la regarderait comme une monstruosité, si elle devait se développer au détriment des autres facultés de l'âme, et si elle ne devait pas finir par conclure une alliance avec la nature. Le sentiment qui domine dans le livre est celui de la tolérance, aussi bien dans les choses divines que dans

les choses humaines. L'auteur ne fulmine pas contre les dissidens au nom de l'anglicanisme, et il semble avoir en partie créé le caractère de Dinah Morris pour prouver qu'une pieuse méthodiste pouvait être, quoique hétérodoxe, un instrument de salut et une source de consolation pour les âmes qui l'approchaient. Il ne paraît pas avoir un goût bien vif pour le prosélytisme, ni pour les *clergymen* trop zélés qui pratiquent ce qu'on peut appeler la religion offensive; il préfère les ministres partisans de la religion défensive, qui conseillent leurs paroissiens et ne les damnent pas, qui laissent en paix leurs ouailles dans le bonheur et les assistent dans le malheur. Il y a un ministre dans le roman, le respectable M. Irwine, pour lequel l'auteur a une prédilection particulière, et qui résume certainement la plus grande partie de ses idées sur les devoirs d'un *clergyman*. Eh bien! M. Irwine n'est ni un homme zélé pour la religion ni un homme d'un grande charité. Toutes ses vertus sont fort médiocres : il n'aime pas plus à être dérangé qu'à déranger les autres, et, pour tout dire, il a une pointe d'égoïsme très marquée; mais s'il n'a pas les vertus réformatrices, il a les vertus conservatrices de la société, celles qui font supporter ses abus et qui les rendent tolérables. C'est en effet une question de savoir quel est celui qui remplit le mieux son devoir dans ce monde, de celui qui nous apprend à haïr les maux dont nous souffrons, ou de celui qui nous aide à les supporter gaiement. Par sa prédilection pour M. Irwine, l'auteur se déclare le partisan des vieux anglicans, qui portaient dans la religion plus de bonhomie que de zèle. L'ardeur religieuse est en effet de date récente dans l'anglicanisme, et jusqu'à nos jours les ministres de l'église établie l'avaient volontiers laissée aux prédicateurs dissidens; ce n'est que de notre temps que les caractères ardens, tourmentés, zélés, fanatiques, ont fait leur apparition au sein de ce très sociable clergé. Les pensées de l'auteur sont trop remarquables à cet égard pour que nous nous dispensions de transcrire quelques-uns des traits du caractère de M. Irwine, qui donneront au lecteur une idée de cette modération pieuse qui ressemble à première vue à une quasi-tiédeur et de ce que j'appellerai le *réalisme* religieux de M. Elliott.

« Je reviens à M. Irwine, car je désire que vous vous sentiez pour lui une parfaite bienveillance, si loin qu'il soit de satisfaire vos exigences relativement au caractère ecclésiastique. Peut-être pensez-vous qu'il n'était pas, comme il aurait dû l'être, une vivante démonstration des bienfaits attachés à une église nationale? Cependant je ne suis pas très sûr de cela; je sais au moins avec certitude que les gens de Bromton et d'Hayslope auraient été très chagrinés d'être séparés de leur ministre, et qu'à son approche bien des figures s'épanouissaient. Jusqu'à ce qu'il me soit prouvé que la haine est

pour l'âme une meilleure chose que l'amour, je dois croire que l'influence de M. Irwine dans sa paroisse était plus salutaire que celle du zélé M. Ryde, qui vint à Hayslope vingt ans plus tard, lorsque M. Irwine eut été réuni à ses pères. Il est vrai que M. Ryde insistait fortement sur les doctrines de la réformation, visitait souvent ses ouailles dans leurs demeures, s'élevait avec sévérité contre les abominations de la chair, et mit un terme aux promenades des chanteurs dans l'église en temps de Noël, sous prétexte que ces divertissemens poussaient à l'ivrognerie et traitaient trop légèrement les choses saintes; mais je tiens d'Adam Bede, que je consultai à ce sujet dans ses vieux jours, que peu de *clergymen* étaient moins heureux que M. Ryde dans l'art de gagner les cœurs de leurs paroissiens. Ceux de M. Ryde gagnèrent à ses prédications une bonne quantité de notions touchant la doctrine, si bien que tous les fidèles au-dessous de cinquante ans commencèrent à distinguer ce qui dans la religion appartenait ou n'appartenait pas exactement à l'Évangile, absolument comme s'ils étaient nés et qu'ils eussent été élevés parmi les dissidens. Aussi quelque temps après son arrivée y eut-il un mouvement quasi-religieux dans ce tranquille district rural; mais, disait Adam, j'ai vu clairement, depuis ma jeunesse, que la religion est quelque chose de plus que les doctrines. Il en est des théories en religion comme en mathématiques : un homme peut être très capable de faire des problèmes de tête devant son feu et en fumant sa pipe tranquillement; mais s'il veut les appliquer à une machine ou à un bâtiment, il faut qu'il prenne une volonté et une résolution, et qu'il renonce un peu à ses propres aises. Ce ne sont pas les théories qui font marcher droit les choses, ce sont les sentimens. Peu à peu la congrégation commença à se refroidir, et les gens à mal parler de M. Ryde. Je crois qu'il voulait le bien au fond; malheureusement il avait le caractère aigre, et liardait et disputait avec les gens qui travaillaient pour lui, de sorte que ses prédications, accommodées à cette sauce, ne paraissaient pas appétissantes. Et il lui fallait être le lord-juge de la paroisse et punir les gens qui se conduisaient mal. Il les malmenait du haut de la chaire comme s'il eût été un méthodiste, et cependant il ne pouvait pas souffrir les dissidens, et il était beaucoup plus courroucé contre eux que ne l'était M. Irwine. Il était très savant sur les doctrines, et avait coutume de les appeler le boulevard de la réformation; mais je me suis toujours défié de cette science, qui ne rend pas les gens plus sages et plus raisonnables dans leurs affaires. Maintenant M. Irwine était aussi différent de lui que possible. Il était si vif! Il comprenait en une minute ce que vous vouliez lui dire; il connaissait tout ce qui concernait le métier, et était capable d'apprécier si vous aviez fait de bonne besogne. Et il se comportait aussi poliment avec les fermiers, les vieilles femmes et les laboureurs qu'avec la *gentry*. On ne le voyait pas grogner et se mêler de ce qui ne le regardait pas, ni jouer à l'empereur. Ah! c'était un aussi bel homme qu'il était possible, et si bon pour sa mère et ses sœurs!... La pauvre miss Anne qui était toujours malade, il s'occupait d'elle plus que du monde entier. Il n'y avait pas une âme dans la paroisse qui eût un mot à dire contre lui, et ses domestiques restaient à son service jusqu'à ce qu'ils fussent si vieux et si cassés qu'il fallait louer d'autres personnes pour faire leur ouvrage. »

J'ai essayé autant que possible de faire comprendre l'esprit du livre, la manière de penser de l'auteur sur l'art et le monde, qui est beaucoup plus importante que les aventures de ses héros. Un tel livre résiste à la dissection, et perdrait sous une sèche analyse tout son éclat et tout son parfum. La beauté propre à ce livre ne peut s'expliquer par une analyse, car elle réside précisément dans ce que l'analyse est obligée de dédaigner, dans l'abondance des détails, la multiplicité des petits faits. C'est un livre composé de nuances. L'histoire que M. Elliott a racontée dans ces trois longs volumes est d'une simplicité extrême; mais l'auteur, on peut le dire, a épuisé toutes les richesses de la réalité. Il nous fait suivre tous les pas de ses personnages, il nous fait assister à toutes les délibérations de leur volonté. Il n'y a pas une de leurs pensées, un de leurs rêves, une de leurs hésitations qu'il ait laissé échapper. Il est curieux de voir dans son livre, par l'enroulement des incidens et les péripéties pour ainsi dire insaisissables de l'existence monotone de chaque jour, comment nous faisons nous-mêmes notre destinée sans nous en apercevoir, comment nous construisons librement cet échafaudage de fatalité contre lequel nous nous révoltons plus tard et qui est notre œuvre, avec quelle innocence et quelle candeur nous préparons notre ruine! Oui, tout cela a été préparé librement, et pourtant toute la prudence du monde n'aurait pu l'éviter; nous sommes les esclaves de notre liberté, nous sommes les victimes de nos vertus comme de nos vices. L'homme n'a qu'un instant pour choisir, dira quelque sage trop stoïque, et cet instant passé, notre choix est irrévocable. — Cela est fort bien raisonné, ô sage stoïque! mais quoi! si le choix n'existait pas dans le fait que nous nous reprochons, s'il paraissait aussi indifférent de le faire ou de ne pas le faire, qu'il est indifférent de lever le bras ou de le laisser tomber? Quand nous étudions minutieusement le spectacle que nous présente le monde, nous nous sentons pénétrés d'une grande bienveillance, et nous ne sommes plus portés à accuser et à haïr. Nous comprenons tout, nous excusons et nous pardonnons tout, nous ne nous sentons plus d'ennemis. Un optimisme souriant et triste remplace les noires rêveries et le pessimisme misanthropique, et nous nous disons qu'en définitive tout est bien, et qu'il n'y a de mauvais que l'irréparable. C'est cette leçon d'indulgence et de sympathie qui ressort du livre de M. Elliott, et que le sort compatissant apprit au héros de son histoire. Adam Bede était un jeune homme sage et pratique, dont toutes les actions même les plus insignifiantes étaient calculées, dont toutes les paroles étaient pesées, et cependant toute cette sagesse ne l'empêcha point de devenir amoureux de la belle Hetty Sorrel. Hetty fut séduite, innocemment séduite par

le meilleur ami d'Adam, si le nom d'ami peut être employé pour exprimer les relations affectueuses entre deux personnes de conditions aussi différentes que le charpentier Adam Bede et le *squire* Arthur Donnithorne. Elle fut séduite et se rendit coupable du crime d'infanticide. Le cœur d'Adam fut déchiré, et pendant longtemps il lui sembla qu'il ne serait jamais guéri, et que sa blessure saignerait toujours. Il ne voulut pas d'abord de consolations, et lorsque son bon vieil ami, le maître d'école du village, l'exhorta à prendre courage, en l'assurant qu'un bien sortirait infailliblement de ce mal, il se révolta avec fierté et refusa de le croire. Son sens moral blessé lui dicta même quelques paroles d'une colère éloquente : « Le bien en sortira! Vraiment, cela corrige-t-il le mal? Sa ruine à elle ne peut être défaite. Je déteste cette manière de parler des gens, comme s'il y avait moyen de corriger tout ce qui arrive! Il aurait mieux valu qu'ils pensassent que le mal qu'ils font ne pourra jamais être corrigé. Lorsqu'un homme a ruiné la vie de son semblable, il n'a aucun droit de se consoler en songeant que le bien peut en sortir. » Mais la nature qui veille sur nous n'a pas des sentimens aussi stoïques que ceux d'Adam, et se charge toujours de donner raison au consolant axiome du maître d'école. Sur les ruines de cet amour, un nouvel amour germa et prit naissance. Dinah Morris ne put contempler sans tendresse tant de souffrances si dignement supportées, elle sentit cette vocation religieuse qu'elle avait crue irrésistible s'amollir sous l'influence de la nature, et un jour elle mit sa main tremblante dans celle d'Adam.

Voilà toute l'histoire, elle est simple, comme vous voyez, et peut se raconter en quelques mots; cependant l'auteur l'a déroulée en trois volumes sans crainte d'ennuyer le lecteur. Ce roman nous a fait éprouver une sensation que notre époque moderne fait rarement éprouver, la sensation délicieuse de la lenteur, cette fille du loisir aujourd'hui disparue du monde. Lire ce livre, c'est en quelque sorte faire une longue promenade solitaire au fond des bois, ou regarder pendant des heures du haut de sa fenêtre le même monotone spectacle, sans se soucier du temps qui fuit. *Adam Bede* ressemble tout à fait à cet ancien loisir dont l'auteur a si bien parlé, qui est parti avec les anciennes méthodes de travail et de pensée, qui remplissait l'âme sans l'enfiévrer, et la laissait contente des premières impressions venues. Ce loisir connaissait la rêverie et ne connaissait pas la tristesse, il connaissait le travail et ne connaissait pas l'empressement fiévreux. Il ne se lassait pas de voir les mêmes visages, les mêmes spectacles, d'entendre les mêmes accens. Oh! comme il était aimable, et combien est aimable aussi le livre minutieux et charmant qui nous en a reproduit l'image! C'est une lecture rafraîchis-

sante, et l'apologie que l'auteur fait de ce vieux loisir est aussi la meilleure apologie que le critique puisse présenter d'*Adam Bede*. « Ne soyez pas sévère pour lui, lecteur, et ne le jugez pas d'après notre *criterium* moderne; il n'a jamais fréquenté Exeter-Hall, assisté aux sermons d'un prédicateur populaire, lu les *Traités pour le temps présent* et le *Sartor resartus*. »

Adam Bede est un réquisitoire modéré et bienveillant, mais enfin un réquisitoire contre la beauté, l'imagination, la vie idéale, un plaidoyer en faveur de la médiocrité, des vertus modestes et de la vie obscure. L'auteur semble surtout poursuivre la beauté avec un acharnement chrétien tout à fait particulier. On dirait qu'il la considère comme un don qui n'a rien de divin, comme un don simple de la nature en opposition avec les dons de la grâce. — C'est un don fatal, qui ne porte pas bonheur, dirait-il, s'il osait parler haut, et sur lequel la malédiction de Dieu est étendue. Songez à tout ce que ce funeste privilége engendre de péchés et de désirs du péché, de souffrances et de douleurs de tout genre. C'est, après le génie, la source la plus féconde en misères et en humiliations. La beauté semblerait faite pour une vie menée dans des conditions idéales; mais hélas! l'idéal n'est pas de ce monde, et il faut nous contenter d'une vie réelle et modeste avec laquelle la laideur est en plus parfaite harmonie. Poètes, artistes, amans, reconnaissez donc la moralité de la laideur, de la médiocrité, et le rôle bienfaisant que les vertus modestes jouent dans le monde. Et après tout qu'importe la beauté, puisque la vie est faite pour l'action et non pour le désir? Telle est la doctrine littéraire que l'auteur a prêchée durant trois volumes. Peut-être a-t-il raison; en tout cas, nous lui accorderons que sa manière de voir aurait rempli de bonheur la pratique Marthe du Nouveau-Testament. Nous approuvons la doctrine de l'auteur sans la partager, car toutes nos préférences sont naturellement tournées vers la doctrine opposée, qui est représentée dans l'Évangile par Marie, vers la doctrine de la contemplation, de l'idéal. Et de crainte que M. Elliott ne nous accuse trop vite de professer une doctrine trop peu chrétienne, nous lui rappellerons que Jésus-Christ lui-même semble avoir pensé comme nous, et donné la préférence à la contemplation sur l'activité pratique, au désir violent qui conquiert le royaume des cieux sur la modestie aisément satisfaite des conditions de la terre.

ÉMILE MONTÉGUT.

LES

PREMIERS AGES

DE NOTRE PLANÈTE

II.

L'APPARITION DE LA VIE SUR LE GLOBE.

I. Alex. de Humboldt : *Cosmos, Essai d'une Description physique du globe*, Paris 1846-1859, 5 vol. in-8°. — II. Hermann Burmeister : *Geschichte der Schœpfung*, 6e édit., Leipzig 1856. — III. Ph. de Filippi : *Lettres sur la Création terrestre*, Paris 1859. — IV. A. Snider : *La Création et ses mystères dévoilés*, Paris 1858, in-8°. — V. Alc. d'Orbigny : *Cours élémentaire de Paléontologie et de Géologie stratigraphiques*, Paris 1852, 3 vol. in-12.

I.

On a vu (1) comment la science conçoit aujourd'hui la formation du noyau terrestre, comment se sont produites les matières minérales qui le composent, et l'on a été ainsi conduit jusqu'au moment de l'apparition des êtres organisés : il reste à étudier ceux-ci. La vie végétative et animale est si abondamment répandue sur notre globe, qu'elle y apparaît plutôt comme une condition même de son existence que comme un phénomène accessoire. Plus on a exploré les continens, scruté le sol, sondé les mers et analysé les eaux, plus on y a découvert de plantes et d'animaux. Notre planète n'a pas de vie propre, ainsi que le supposaient les anciens, mais elle est le théâtre permanent de phénomènes vitaux qui se reproduisent à tous les degrés et sur la plus vaste échelle.

Le microscope nous a révélé des multitudes infinies de végétaux et d'êtres organisés jusque dans les contrées et dans les conditions en apparence les moins favorables à un tel développement. Près

(1) Dans la livraison du 15 mai.

des deux pôles, là où de grands organismes ne sauraient subsister, règne encore une vie invisible à l'œil nu, et qui se dérobe sous un épais manteau de frimas. Dans le résidu de la fonte des glaces qui flottent en blocs arrondis au voisinage du cercle arctique, on a découvert plus de cinquante espèces de polygastriques siliceux et des coscinadisques dont les ovaires attestent, par leur couleur verte, qu'ils ont vécu et lutté avec succès contre les rigueurs d'un climat glacé. Non-seulement l'océan se teint parfois de couleurs qu'il doit à d'innombrables coquillages ou à des amas prodigieux de plantes répandus dans ses flots, mais aux endroits même où il paraît le plus transparent, il est encore rempli d'animaux de toute sorte. Le capitaine Scoresby a calculé qu'il ne faudrait pas moins de quatre-vingt mille personnes, travaillant sans relâche durant six mille ans, pour compter les êtres vivans que renferment deux milles cubiques d'eau de mer. La sonde a rencontré jusqu'à 500 mètres de profondeur une multitude d'espèces animales, des dimensions les plus petites, il est vrai. Les eaux marécageuses aussi bien que l'océan même cachent un nombre infini de vers aux formes les plus bizarres, et dans l'intérieur de la terre, dans les cavernes naturelles qu'il faut ouvrir à l'aide de la poudre, comme sur les plus hautes cimes des Alpes et des Andes, dans les sources thermales comme dans les neiges, on trouve des végétaux cryptogames ou des infusoires. Il n'y a pas jusqu'aux corps des animaux qui ne soient habités par une faune particulière. Que de vers intestinaux, d'entozoaires et de parasites! Chaque espèce a les siens, et ces animaux microscopiques ont des organes générateurs, ils ont une structure particulière. On les a crus longtemps le résultat d'une génération spontanée provoquée par la mauvaise nourriture, le défaut d'aération ou toute autre cause d'insalubrité. Une étude plus attentive a démontré que les entozoaires, comme les parasites, se reproduisent d'après les mêmes lois qui régissent tout le règne organique. Chaque animal est donc comme un monde à part qui a sa faune et sa flore. Il y a des animalcules dans le sang de la grenouille et dans celui du saumon. Un célèbre physiologiste, Nordmann, a découvert que les humeurs de l'œil des poissons sont fréquemment remplies d'une espèce de vers armés de suçoirs, et que dans les ouïes de l'able existe un animalcule double, muni de deux têtes et de deux queues. Ce qui s'offre à nous comme une maladie de certaines plantes, de certains animaux, n'est que l'apparition d'un végétal parasite. Par exemple, la maladie meurtrière qui attaque le ver à soie, et qu'on connaît sous le nom de *muscardine*, est due au développement d'un petit cryptogame, le *botrytis paradoxa*.

L'air lui-même, qui paraît moins habité, fourmille d'une quantité de germes, transportés par les vents et soutenus par la vapeur

d'eau. Les graines d'une foule de plantes sont bordées de membranes garnies d'aigrettes ou de chevelures qui leur permettent de voltiger dans les airs pendant un certain temps, jusqu'à ce qu'elles viennent s'abattre là où elles doivent germer. L'atmosphère contient en suspension des parcelles d'animaux et de plantes qui flottent en tous sens et les germes innombrables d'animalcules infusoires qui n'attendent qu'un milieu favorable pour se développer. On sait l'incroyable quantité de certains insectes qui apparaissent tout à coup en véritables nuées et obscurcissent souvent le ciel par leur prodigieuse accumulation. Tels sont les criquets voyageurs, qui, à certaines époques, se jettent par bandes épaisses sur les forêts de l'Amérique et en dévorent le feuillage. L'auteur d'intéressans souvenirs de voyage publiés par la *Revue* (1), M. Th. Lacordaire, raconte qu'il vit deux années consécutives, au printemps, la ville de Buenos-Ayres envahie par un coléoptère, l'*harpalus cupripennis*, arrivant par milliers à l'entrée de la nuit. Pendant une semaine que dura chaque fois cette invasion, il fallait tous les matins balayer les rues, où ces insectes s'étaient accumulés à une hauteur de plusieurs pieds au-dessus du sol.

Ce ne sont pas les petits animaux seulement qui encombrent l'air de leurs essaims. Les oiseaux sont en bien des endroits, surtout dans les forêts des contrées tropicales, singulièrement multipliés. Le plus grand ornithologiste de notre siècle, Audubon, observant un jour le passage des pigeons sur les bords de l'Ohio, compta en vingt et une minutes 163 colonnes de ces oiseaux voyageurs, et se livrant à une évaluation géométrique pour estimer le nombre des pigeons compris en moyenne dans chacune de ces bandes émigrantes, il arriva au chiffre incroyable de 2,115,150,000. Et voyez quel immense développement de la vie végétale exige cette population ailée! Le même Audubon estime que la quantité de grains nécessaire pour subvenir chaque jour à une telle multitude n'est pas moindre de 8,712,000 boisseaux.

Les animaux et les végétaux ne sont pas seulement répandus sur la surface du globe et dans les couches contiguës de l'atmosphère: ils fournissent à la terre des moyens continuels d'accroissement; les débris des plantes et des animaux contribuent à l'exhaussement du sol. Tout le monde sait quel amas prodigieux de terre végétale se forme à l'ombrage des forêts du Nouveau-Monde, quels dépôts profonds de tourbe s'opèrent dans les marais de certaines contrées basses et submergées. Les déjections des animaux, qui fournissent un engrais si puissant, constituent en certains lieux de véritables couches; le guano, qui s'accumule à plusieurs mètres d'élévation

(1) Voyez les livraisons du 15 décembre et 1er février 1832, du 1er janvier 1835.

sur les îles désertes de l'Océan-Pacifique ou dans les îlots de la Mer-Caspienne, est un véritable terrain d'origine purement animale. Les deux divisions du règne organique sont donc comme de vastes laboratoires où se préparent de nouvelles parties de l'écorce terrestre. Le végétal emprunte une portion de ses élémens à l'air, il transforme les matières minérales en matières organiques; l'animal rend les siens à la terre, il décompose les matières organiques en matières minérales. Presque toutes les molécules qui séjournent sur la surface terrestre ont, depuis l'apparition de la vie, passé et repassé des milliers de fois par des organismes qui se les sont temporairement assimilés. Ces métamorphoses successives ont presque toujours été opérées au détriment de l'atmosphère, et la partie solidifiée, ou du moins rendue au sol, s'est lentement accrue. Les terrains s'exhaussent, les étangs se dessèchent, les estuaires s'envasent, et le fond des rivières s'élève.

Ce travail, qui se passe tous les jours sous nos yeux, date déjà de plusieurs myriades d'années. Le sol porte en bien des points la trace de son origine organique. La fossilisation est un phénomène qui s'est accompli sur la plus vaste échelle. Tantôt les corps organisés, après avoir été frappés de mort, se sont incrustés superficiellement, tantôt leur enveloppe osseuse, cornée ou testacée, s'est remplie de substance minérale. D'autres fois, des matières solides ont comme filtré à travers la masse organique. Enfin la structure intérieure des débris organisés se transforme en certains cas; leurs molécules prennent un nouvel arrangement et perdent conséquemment quelques-unes de leurs propriétés physiques.

La matière organique n'est pas en effet toujours restée abandonnée à la surface du sol, de façon à livrer par la décomposition une grande partie de ses principes à l'air qui l'environne; elle s'est plus souvent enfouie dans la terre immergée, et alors ses principes constituans ont résisté davantage. Il ne faut pas croire que ce soient seulement les débris des gros animaux ou des végétaux arborescens qui ont travaillé à l'exhaussement du sol, à l'accroissement de l'écorce terrestre; les plus petits êtres semblent au contraire avoir le plus contribué à la construction graduelle de notre globe. Bon nombre d'animalcules microscopiques ont un corps nu et désarmé; mais chez beaucoup d'autres le corps est défendu par une coquille pierreuse qui demeure intacte après la décomposition de la substance pulpeuse organique, et comme les générations de ces êtres extrêmement petits se succèdent avec une incroyable rapidité, il en résulte que leurs dépouilles restent accumulées dans le sol, et souvent en quantité si prodigieuse, qu'elles constituent à elles seules d'immenses dépôts.

Le professeur allemand Ehrenberg, en examinant au microscope

la pierre siliceuse appelée tripoli, qu'on emploie sous forme de poudre pour polir les métaux, reconnut qu'elle est entièrement composée de squelettes ou carapaces d'infusoires unis ensemble sans aucun ciment visible. La petitesse de ces enveloppes est telle que chaque pouce cube de tripoli en renferme environ 41 millions, et cependant on trouve en certains lieux, par exemple à Bilin, en Bohême, des couches de tripoli de plus de 4 mètres d'épaisseur. Cela peut donner une idée du nombre incroyable d'existences qui ont eu pour effet d'accroître l'écorce de notre globe. Le soldat qui nettoie son casque à l'aide du tripoli met donc en poudre à chaque frottement 10 ou 12 millions de fossiles.

Les foraminifères, sorte d'animaux radiaires, qui ont encore de nombreux représentans microscopiques répandus dans les mers, se sont jadis produits par myriades et ont servi de ciment à la consolidation d'un certain nombre de couches terrestres. D'immenses amas de pierres calcaires, qui donnent naissance à des collines et même à des montagnes, ne sont que les dépouilles accumulées d'un genre particulier de foraminifères, les *nummulites*, dont quelques-uns rappellent pour la figure et les dimensions de véritables lentilles. Dans la Mer du Sud, des îles entières sont formées par des agrégations de polypiers. La craie blanche, qui occupe sur notre planète de si prodigieuses étendues, et qui constitue l'une des roches prédominantes de l'écorce du globe, est due en grande partie à la décomposition des testacés, des oursins et des coraux. On sait que les houilles, qui forment dans les deux mondes de si vastes et parfois de si profonds bassins, sont des accumulations de végétaux carbonisés analogues à nos tourbes. L'œil distingue encore les formes des tiges et des feuilles dans ces dépôts, qui ont exigé des milliers d'années. Les lignites ont pris naissance de la même façon.

C'est donc un immense détritus animal qui a doté la terre d'une grande partie du carbonate de chaux dont elle abonde. En explorant la mer près des formations madréporiques, les navigateurs ont reconnu l'existence de polypiers pierreux, même à de grandes profondeurs. La forte pression de la masse d'eau qui est au-dessus, la basse température de ces fonds, le défaut de lumière et de nourriture, s'opposent à ce que ces animaux rayonnés aient jamais pu vivre à de pareilles profondeurs. Ce n'est donc pas là qu'ils se sont formés; ils y sont descendus par un abaissement graduel et insensible du terrain sur lequel ils reposaient. Le lit des mers s'est épaissi par le travail des animaux dont les débris ont accru la masse terrestre.

Parlerai-je des fossiles de toute sorte qu'on rencontre aux divers étages du sol? Ils entrent pour une forte proportion dans la densité de la masse qui les englobe; ils ont fourni, par leurs élémens décomposés, une partie de la matière minérale qui les entoure et les

pénètre. Ainsi depuis des millions d'années le noyau terrestre tend à s'accroître, l'écorce s'épaissit rien que par la décomposition des végétaux et des animaux. Et voilà pourquoi on ne peut séparer l'existence et la production des êtres organisés de la formation du globe lui-même.

II.

L'examen des couches terrestres nous atteste donc la haute antiquité du règne organique sur notre planète, et l'un des premiers soins des géologistes a été de dresser la chronologie des révolutions qui ont successivement modifié à la surface du globe la distribution des êtres. Comme on ne découvrait dans aucune formation ancienne les restes de l'homme, comme on ne voyait apparaître les mammifères que dans les terrains tertiaires, on admit naturellement que la création avait procédé selon l'échelle zoologique ascendante : on crut que la succession des animaux devait répondre à la gradation de l'organisme dans toute la série organisée. On fut ainsi entraîné à partager l'histoire de la terre en époques, marquées chacune par l'apparition de genres ou d'espèces d'un ordre de plus en plus élevé. Et la Bible exerçant encore sur les opinions une grande influence au temps où ces idées se produisaient, on chercha des correspondances entre la Genèse et les âges géologiques. Les six jours devinrent de grandes *époques,* car il était impossible d'entendre littéralement le mot *iom,* dont se sert le livre saint. Cependant la Genèse avait eu le soin, pour qu'on ne se méprît pas, de compter les jours selon la manière juive, et d'indiquer que chacun de ces jours commença par un soir et finit par un matin. Les géologistes ne s'embarrassèrent pas de la difficulté, et les théologiens adoptèrent pour la plupart une explication qui est aujourd'hui reproduite par bien des gens, et qu'on retrouve notamment dans le livre de M. Snider sur *la Création et ses mystères dévoilés.* Il suffit pourtant de lire la Bible sans aucun esprit de système pour se convaincre qu'il n'y est fait nulle mention d'époques, et que l'auteur sacré a eu encore moins la prétention de donner un exposé systématique de l'ordre suivi par le Créateur. La classification des naturalistes ne correspond en aucune façon à celle de la Genèse. Dans le récit biblique de la création, on voit les eaux se rassembler, afin que la partie solide, la terre, paraisse; *Elohim* ordonne à la terre de se couvrir de végétaux et d'arbres fruitiers, et ce n'est qu'après l'apparition de ceux-ci que sont créées les étoiles, uniquement destinées, nous dit le livre saint, à éclairer le monde que nous habitons. Puis Elohim ordonne que les eaux pullulent d'êtres doués de vie, et que les airs se peuplent de volatiles. Il crée les grands cétacés et tous les animaux qui rampent dans les eaux. Suit l'apparition des animaux terrestres, des bestiaux, des

reptiles et des bêtes sauvages. Enfin Elohim s'écrie : « Faisons l'homme selon notre image et notre ressemblance. » Assurément il n'y a rien là d'analogue à ces grandes divisions d'animaux radiés, mollusques, articulés, vertébrés, que nous présente la nature. On ne retrouve pas là dans leur ordre zoologique les poissons, les reptiles, les oiseaux et les mammifères. La division, car il n'y a point ici trace de classification véritable, adoptée par la Genèse, est celle qui s'offre à l'esprit d'un peuple enfant, n'ayant aucune notion d'histoire naturelle, et distinguant uniquement les animaux d'après les lieux qu'ils fréquentent et l'utilité qu'il en tire.

Chercher des époques dans la Bible, c'est donc perdre son temps. Il y a plus : ces époques telles que les concevaient les premiers géologistes, une étude plus attentive en a singulièrement modifié la succession et les caractères. Si l'on fait le relevé des animaux fossiles qui ont été découverts dans les quatre grandes formations des terrains antérieurs à l'époque moderne, on ne retrouve plus de chiffres qui s'adaptent à la théorie qu'on avait imaginée. Les crustacés, qui sont bien plus élevés dans l'échelle animale que les foraminifères, apparaissent déjà en très grand nombre dans les plus anciens dépôts, alors que l'on compte à peine un ou deux représentans de la dernière classe. Durant la période suivante, dite celle du *trias*, les crustacés ont presque disparu. Nous les voyons redevenir assez nombreux dans le cours de l'âge jurassique, décroître sensiblement pendant la période crétacée, puis se multiplier de nouveau dans l'âge tertiaire. Les reptiles se montrent aux époques les plus anciennes, bien qu'en petit nombre, et leur apparition se trouve ainsi contemporaine de celle des poissons et des mollusques céphalopodes et gastéropodes. Les oiseaux ne paraissent qu'avec la craie, quand déjà certains mammifères ont pris naissance depuis la période jurassique. Les poissons, comme les zoophytes, sont de tous les âges.

Si l'on entre dans un examen plus détaillé des espèces animales, ces anomalies apparentes deviennent encore plus visibles. La comparaison des différentes classes de mammifères fossiles nous montre les édentés et les pachydermes répondant à une période décroissante dans le développement des formes zoologiques, tandis que les autres ordres suivent une progression inverse. Les reptiles, qui occupent presque tous les étages géologiques, n'offrent point de progression croissante et régulière de formes, car les genres qui, à tous les âges, restent en arrière et s'éteignent sont trois fois plus nombreux que ceux qui arrivent à l'époque actuelle. Une division des reptiles, les serpens, d'un organisme inférieur aux sauriens et aux chéloniens ou tortues, ne se montre pourtant qu'avec les étages tertiaires. Les sauriens au contraire ont des représentans élevés, tels que les ichthyosaures, les plésiosaures, les iguanodons, dans des

formations beaucoup plus anciennes. Les cheiroptères ou chauves-souris, qui offrent un type fort inférieur à celui des autres carnassiers terrestres, manquent dans le premier étage des terrains tertiaires, sont encore rares dans le second et le troisième, et ne se sont multipliés qu'à l'époque moderne. Les cétacés, dont la Bible place l'apparition au cinquième jour, sont absens du premier étage tertiaire, ne se montrent qu'avec l'étage parisien, et sont en progression croissante dans la faune actuelle.

Voilà donc la théorie des créations zoologiques croissantes tout à fait bouleversée. Sans doute les mammifères ont apparu bien après les reptiles et les poissons; mais, à travers tant d'anomalies, on ne peut plus saisir cette progression simple et régulière qu'on avait dans le principe cru reconnaître. C'est qu'on cherchait à la création des lois différentes de celles auxquelles elle a été subordonnée. On se représentait la nature s'essayant d'abord par des formes élémentaires, et n'arrivant que par degrés à ces organismes complexes qui caractérisent les animaux d'un ordre élevé. Or l'échelle des êtres est une conception purement idéale : il est impossible d'établir, dans la série animale, des échelons réguliers qui permettent de s'élever du zoophyte à l'homme. Toutes les familles zoologiques, comme les familles végétales, se tiennent les unes aux autres par des liens multipliés. Telle famille qui, à ne considérer qu'une fonction ou un détail de son organisme, occupe un rang élevé redescend par un autre côté à un degré assez bas. Les affinités s'entre-croisent, et le naturaliste éprouve un véritable embarras pour établir une classification, car une famille donnée, un genre même, peut se placer, par des motifs divers, entre des familles fort différentes. Ce que nous appelons élévation dans l'échelle animale n'offre pas d'ailleurs une idée bien précise : il y a des animaux fort petits, dont la structure est déjà très compliquée, bien que fondamentalement différente de la nôtre, et l'homme lui-même, si supérieur à tout le règne animal par l'ensemble de ses fonctions physiologiques et de ses facultés, est cependant primé, sous certains rapports secondaires, par des êtres qui lui paraissent subordonnés.

Une autre raison que celle de la gradation des organismes paraît avoir présidé à l'apparition des plantes et des animaux : c'est la nécessité d'une adaptation parfaite de l'animal au milieu dans lequel il doit vivre. Ces changemens si frappans qui se sont opérés dans le règne organique ont été régis par ceux auxquels fut soumis le globe lui-même. Tant que les conditions indispensables à l'existence et à la reproduction de tel ou tel animal, de telle ou telle plante, ne se sont pas produites, l'animal, la plante, n'ont pu exister; mais aussitôt que l'état de notre planète a permis à ces êtres ou à ces végétaux de rencontrer des conditions convenables,

on les voit apparaître. Qu'on examine chaque époque géologique, on remarquera que les conditions climatologiques et géographiques qu'elle dénote sont précisément celles qui conviennent à l'existence des animaux fossiles dont les restes se conservent dans les dépôts contemporains. Si, durant les premières périodes, malgré la variété des espèces, on entrevoit cependant une plus grande uniformité, c'est que le globe ne présentait pas autant d'opposition de climats et de configurations locales. Si beaucoup de genres, quelques-uns des plus élevés, n'avaient point encore fait leur apparition, s'ils se montrent notablement différens des genres actuels, c'est que les conditions biologiques n'étaient pas identiques à celles qui existent aujourd'hui, quoiqu'elles s'en rapprochassent à bien des égards.

Le globe, après la formation des mers, n'offrait encore que de rares continens, ou plutôt des îles semées çà et là au milieu d'un immense océan. La température de l'eau s'étant assez abaissée pour que la vie animale y pût prendre naissance, les premières créations zoologiques se manifestèrent. Dans les profondeurs des mers apparurent des mollusques brachiopodes bryozoaires, classe intermédiaire entre les mollusques proprement dits et les zoophytes, animaux qui vivent dans des cellules calcaires, s'agrégeant à la manière des polypiers. A côté se montrèrent des échinodermes crinoïdes qui se tenaient dans l'eau, la bouche en haut, attendant leur proie, tandis que les autres échinodermes, tels que les oursins et les astéries, vont chercher la leur en rampant sur le sol sous-marin. Des mollusques gastéropodes et lamellibranches, des céphalopodes, fréquentaient les eaux voisines des rivages. Les crustacés trilobites existaient en grand nombre. En rapprochant leurs formes des crustacés vivans, on reconnaît que ces animaux bizarres devaient séjourner loin des côtes ou dans les bas-fonds, nageant sur le dos, sans s'arrêter jamais, puisque leurs pieds ne pouvaient se fixer, et que le mouvement était nécessaire à leur respiration. Ils vivaient en familles nombreuses et constituaient l'une des populations les plus originales de l'océan primitif. Un grand nombre de polypiers ou de zoophytes se propageaient au sein des mêmes mers. Les poissons n'étaient encore représentés que par la famille des cestracionides, au corps allongé, au museau pointu, aux dents aplaties. On n'est point assuré qu'à cette époque, qui correspond à ce que les géologistes appellent terrain silurien inférieur, les terres fussent couvertes d'une végétation. Les débris de plantes découverts dans ce dépôt ne sont pas assez bien conservés pour qu'on distingue entre eux des espèces terrestres; mais on reconnaît avec certitude de grandes plantes marines, qui flottaient sans doute au sein de l'océan comme nos fucus. On n'a aucune trace de poissons fossiles ayant habité les eaux douces; ces poissons n'apparaissent que beaucoup

plus tard, à l'époque dite tertiaire. Ainsi les terres ne semblent point avoir été arrosées alors par les cours d'eau qui les fertilisent aujourd'hui. Elles se trouvaient dans les mêmes conditions que certaines îles de la Mer du Sud, dont l'état rappelle encore, à beaucoup d'autres égards, cet âge primitif, par l'absence de reptiles, d'oiseaux et de mammifères. L'épaisseur de l'atmosphère permettait-elle à la lumière d'éclairer cette mer des premiers âges? Plusieurs considérations nous le démontrent. D'abord les végétaux de l'ordre de ceux qu'on rencontre à l'étage silurien inférieur ne sauraient guère exister sans lumière; ensuite les trilobites portent des yeux à facettes, et ces yeux, on les observe aujourd'hui chez les crustacés et les insectes ailés, animaux éminemment sensibles aux rayons lumineux et presque tous diurnes.

Un second étage, le silurien supérieur, nous présente des conditions à peu près analogues. C'est avec la période devonienne que commence véritablement un nouvel ordre de choses. Les terres semblent s'être agrandies, et bien que les végétaux qui apparurent alors soient encore peu connus, on en sait assez pour constater que des plantes croissaient déjà à la surface des continens émergés. Telles sont les belles fougères découvertes dans le vieux grès rouge d'Irlande et les plantes si curieuses que M. Richter, un paléontologiste allemand, a recueillies dans les schistes à cypridines des environs de Saalfeld. Les zoophytes, les échinodermes, les mollusques demeurent encore abondans; ils comptent un grand nombre de représentans nouveaux. Divers genres de trilobites continuent à tenir la place des crustacés. Les poissons comptent à cette période d'assez nombreux représentans. C'est la classe de ceux que l'on appelle *ganoïdes*, animaux aux formes anguleuses, au squelette osseux, et dont les écailles ont la même structure que celle des dents. La famille des placoïdes, déjà représentée à l'époque antérieure par les cestracionides, peuple aussi les mers de ce second âge. Enfin les premiers reptiles apparaissent, représentés, à ce qu'il semble, par le genre *sauropteris*. Les annélides tubicoles font dans les mers devoniennes leur première apparition; mais les continens ne nourrissaient encore aucun animal terrestre, à moins peut-être que des insectes ne voltigeassent déjà dans les plaines couvertes de fougères. Ces animaux se montrent en grand nombre à la période suivante, dite carbonifère; les ordres des coléoptères, des orthoptères, des névroptères y sont représentés, ainsi que les arachnides, si voisins des insectes. On a découvert dans le terrain carbonifere de Bohême un scorpion fossile remarquablement bien conservé (*cyclophthalmus Bucklandi*).

La faune et la flore se sont aussi singulièrement enrichies pendant ce quatrième âge. Les poissons se rencontrent en grand nombre, ainsi que les mollusques, les échinodermes et les zoophytes. Les

reptiles ont un autre représentant, le *nothosaurus*, qui avait peut-être déjà fait son apparition à l'âge devonien. Les plantes se comptent par centaines, et elles ont laissé leurs dépôts accumulés dans ces houilles dont les bassins semblent inépuisables : ce sont des cryptogames, des fougères, dont on distingue encore les frondes, les pétioles et les tiges. Ce sont surtout des plantes dicotylédones à graines nues. Plusieurs de ces familles végétales sont aujourd'hui complétement anéanties; elles étaient aussi remarquables par l'élégance que par la variété, et le nombre total des essences ne s'élève pas à moins de 500. Il y avait moins de genres, mais un plus grand nombre d'espèces. Pour en donner une preuve, nous dirons que les fougères du terrain houiller comprennent en Europe environ 250 espèces, tandis qu'aujourd'hui on en compte seulement 50 dans la même partie du monde.

Le grand développement que prennent alors les continens explique l'accroissement des végétaux et la multiplication des êtres. Les conditions climatologiques et géographiques se sont modifiées, il en résulte des genres auparavant inconnus. Des changemens s'accomplissent dans la température, dans l'état hygrométrique et électrique, dans la distribution de la lumière, la répartition des terres et des eaux. Les animaux, comme les plantes, offrent une physionomie différente en relation avec cet ordre nouveau.

Nous ne suivrons pas la succession des terrains, et nous ne mettrons point sous les yeux du lecteur les tableaux différens offerts par chaque période. Il suffira de noter ici quelques faits généraux. Les sauriens, ces reptiles dont le type nous est fourni par les crocodiles et les lézards, se multiplient dans le terrain du lias, précisément parce que les eaux et les estuaires offraient alors des conditions éminemment favorables au genre de vie de ces animaux; ils atteignaient une taille gigantesque et présentaient une incroyable variété de formes. Les uns avaient l'aspect d'un poisson, les autres étaient munis d'un long col, et pouvaient, comme les cygnes, tout en nageant à la surface, saisir au loin leur proie; plusieurs étaient pourvus de longues ailes, comme les chauves-souris. Les poissons présentaient une épaisse armure, et plusieurs espèces devaient être singulièrement carnivores. Il y avait dans les eaux comme une exubérance de vie, parce qu'était arrivée l'époque la plus favorable à la croissance des sauriens et des poissons; mais les continens ne présentaient pas les mêmes avantages. Si la végétation y était active, la vie supérieure ne s'y était pourtant point encore développée. Les oiseaux ne peuplaient pas l'air, et les mammifères n'habitaient pas les forêts. La faune terrestre demeurait limitée à des espèces inférieures, tandis que la faune marine atteignait à un degré d'organisation d'où elle n'a plus fait que déchoir. C'est seulement avec les

couches de la craie que se sont produites les conditions nécessaires pour l'existence des oiseaux, autant du moins qu'on en peut juger par l'état encore fort imparfait de l'ornithologie fossile.

Les mammifères sont d'une date moins ancienne encore. Ils appartiennent tous à la période dite tertiaire, à l'exception toutefois des didelphes ou marsupiaux, qui paraissent dater de l'époque jurassique. C'est que les conditions d'existence de cette dernière classe si curieuse, qui forme à elle seule presqu'un ordre à part ayant des divisions correspondantes à celles des autres animaux monodelphes, sont tout à fait différentes de celles des véritables carnassiers. On les trouve en effet singulièrement multipliés dans l'Australie, où la plupart des autres mammifères n'existaient pas à l'origine. Les rongeurs, les pachydermes ouvrent la marche; leurs restes se trouvent dans le plus ancien des étages tertiaires, tandis que les cétacés, les amphibies, les insectivores, les édentés, les ruminans manquent durant la première et souvent aussi durant la seconde époque de cet âge, où la terre s'approche des conditions actuelles. Les singes ou quadrumanes, dont on avait longtemps cherché en vain des fossiles, ont fini par se montrer. Si le principe de la perfection graduelle de l'organisme avait été vrai, les quadrumanes n'auraient dû se trouver que dans l'étage tout à fait supérieur des terrains tertiaires; or il n'en est rien. Quand on divise la formation tertiaire en quatre étages, en commençant par l'étage nummulitique et en finissant par l'étage subapennin, on constate que les vestiges de quadrumanes datent du second étage, l'étage parisien, et sont déjà plus nombreux dans l'étage immédiatement supérieur. Un fait digne de remarque, c'est que les singes se trouvent aux dernières époques géologiques, distribués comme ils le sont aujourd'hui. Les singes dits de l'ancien continent, ou catarrhinins, reconnaissables à la disposition de leurs narines, dirigées en bas, à l'étroitesse de la cloison du nez et à la forme de leurs molaires, qui rappellent celles de l'homme, ne se sont trouvés à l'état fossile que dans l'ancien monde, tandis que les fossiles des singes du nouveau continent ou platyrrhinins, qui ont les narines séparées par une large cloison et ouvertes sur les côtés, n'existent qu'en Amérique. Ce fait nous démontre qu'à la période tertiaire, la distribution de certains animaux était à peu près la même que de nos jours, d'où il suit que les conditions biologiques nécessaires à l'existence de ces espèces n'ont pas changé durant cette longue période.

Toutefois des disparates s'observent à côté de ces analogies. Quoique l'âge tertiaire nous transporte dans un monde assez semblable à celui au sein duquel nous vivons, les fossiles dénotent des conditions parfois plus favorables au développement de certaines familles que celles de la terre actuelle. Les pachydermes, les édentés,

les rongeurs même, atteignent des proportions et présentent une complexité de structure fort supérieures, pour le second, le troisième et le quatrième étage de la période tertiaire, à celles de ces mêmes familles telles qu'on les connaît aujourd'hui. Dans le troisième étage par exemple, on trouve des espèces tout à fait perdues, de proportions énormes ou gigantesques. Tel est le *palæomys*, rongeur dont les restes furent trouvés à Eppelsheim, le *macrotherium*, édenté dont les ossemens ont été découverts par M. Lartet, et qui tenait du pangolin et du paresseux, le *dinotherium*, animal aux défenses énormes, dont le crâne colossal atteint 1 mètre 10 centimètres. On ne connaît encore qu'un seul échantillon de la tête de ce proboscidien; mais il suffit pour nous donner une idée de la force que devait avoir la trompe de l'animal. Notons encore, comme mammifères massifs, le *taxodon*, autre pachyderme, et le *lophiodon*, animal voisin du tapir, dont on compte de nombreux fossiles, mais qui n'a plus aucun représentant dans l'âge actuel. Le *megatherium*, le *megalonyx*, le *mylodon*, nous prouvent qu'à la quatrième période de l'âge tertiaire, la famille des édentés trouvait des conditions éminemment favorables à son développement. Rien n'est plus bizarre que ces animaux, dont le paresseux du Nouveau-Monde nous a conservé une image affaiblie. Le mégalonyx avait les membres antérieurs d'une extraordinaire longueur, et pouvait s'appuyer tant sur sa queue forte et solide que sur ses membres postérieurs plus ramassés. Le mylodon, de proportions moins considérables que le megatherium, dont le squelette dépasse 4 mètres en longueur et dont les hanches seules ont 1 mètre 67 centimètres de large, offre cependant encore des proportions relativement très fortes. C'était, comme le megatherium, une sorte de paresseux (*bradypus*). De même que ce singulier édenté des forêts de l'Amérique méridionale, le mylodon ne pouvait facilement marcher sur un terrain horizontal, et se tenait de préférence sur les arbres, dont il dévorait les feuilles. Les dents plates et usées de cet animal fossile indiquent qu'elles ont broyé des végétaux, et ce qui est remarquable, c'est qu'on retrouve précisément ces édentés tardigrades fossiles dans la même région où vivent encore l'aï et l'unau. Donc pour cette famille, comme pour l'ordre des singes, la distribution géographique n'a guère changé; les caractères spécifiques seuls se sont modifiés depuis, en s'abâtardissant. On ne peut s'expliquer cette disparition de la majeure partie des grands édentés et des grands pachydermes qu'en admettant que la configuration des lieux avait cessé, par suite des révolutions géologiques, d'être adaptée à leur genre de vie, que les plantes dont ils faisaient leur nourriture avaient été détruites dans les régions où ils se trouvaient fixés.

Des observations analogues à celles que nous fournissent les mam-

mifères peuvent être faites dans la succession des terrains pour des classes zoologiques d'un ordre inférieur. Si aux époques primitives, ou, comme disent les naturalistes, palæozoïques, les mollusques brachiopodes ont offert des formes plus nombreuses qu'on ne les a jamais rencontrées depuis, si les céphalopodes tentaculifères, dont on ne connaît aujourd'hui qu'un seul représentant, le nautile, fourmillaient à la même époque, c'est que l'état des choses est devenu de moins en moins propre au développement et à la propagation de ces invertébrés; les régions marines dans lesquelles ils pouvaient vivre, les conditions particulières d'existence qui leur étaient nécessaires se limitèrent, et, qu'on nous passe le mot, se raréfièrent de plus en plus. La terre n'offre donc pas une faune ou une flore analogue à la nôtre pendant les dernières époques, et cela, non par une loi de convergence vers un type de perfection auquel nous serions arrivés, mais simplement parce que les révolutions géologiques l'ont graduellement amenée à être ce qu'elle est aujourd'hui.

La relation qui existe entre les milieux et les êtres qui s'y developpent enlève beaucoup d'intérêt et d'importance à une question que se sont bien souvent posée les naturalistes, à savoir s'il y a eu un ou plusieurs centres de création. La région où chaque espèce animale ou végétale a primitivement existé ne saurait être connue exactement; même depuis que les plantes et les animaux sont tels qu'ils existent aujourd'hui, il y a eu des phénomènes d'émersion et de submersion qui ont modifié la distribution des terres, des altérations climatologiques qui ont contraint certaines espèces d'émigrer dans des contrées mieux adaptées à leur genre de vie, qui les ont cantonnées dans des régions plus étroites et plus circonscrites. Devant cette loi, qui confirme que là où les conditions propres à telle espèce se sont produites, cette espèce est apparue, il est assez indifférent de savoir s'il y a eu un ou plusieurs centres de formation. Pour répondre d'ailleurs à cette question, il faudrait posséder la carte détaillée de la terre aux diverses périodes et la série rigoureuse des révolutions qu'elle a traversées. Plusieurs centres de création ont pu exister pour une espèce, si plusieurs régions ont offert en même temps des conditions biologiques identiques pour cette espèce; cela doit nous suffire. Mais chaque espèce a-t-elle toujours commencé par un seul individu, ou, s'il s'agit d'espèces dont les sexes sont séparés, par un seul couple d'individus? Question difficile, et à laquelle on ne saurait répondre d'une manière péremptoire. Les changemens qu'a subis la configuration des continens s'opposent à ce qu'on puisse percer le mystère de la distribution des espèces. Toutefois on peut encore donner ici la même réponse que précédemment et raisonner d'après le même principe. Telles plantes, tels animaux ayant apparu dès que les conditions qui les faisaient vivre se

sont produites, telle espèce a pu avoir un ou plusieurs ancêtres, suivant que les causes qui ont déterminé la formation du premier individu ou du premier couple ont agi dans un ou plusieurs endroits.

Tout annonce que l'humanité n'est apparue que fort tard sur la terre; on se dispute encore sur l'homme fossile, et l'on connaît le savant exposé que M. Littré a donné de la question (1). Nous n'entrerons pas dans le débat; il nous suffit de constater que les ossemens humains tenus par un certain nombre de personnes comme fossiles n'appartiennent qu'à la dernière époque. Peu importe ici de savoir s'ils datent de 6,000, de 8,000 ou de 20,000 ans, ou même davantage. L'homme est un des derniers venus de la création : donc les conditions propres à son existence ne se sont produites qu'après un très grand nombre de révolutions; autrement il eût fait son apparition aux époques des terrains jurassiques, de la craie, des premiers âges tertiaires. Si ces conditions de l'humaine existence ne se sont d'abord rencontrées qu'en un seul point du globe, si la terre ne compta dans le principe qu'une région où l'homme trouvait une température convenable, une nourriture facile, des moyens de subsistance qui ne réclamaient aucun grand développement social et industriel, la famille humaine n'a pu avoir qu'un berceau. Si les conditions biologiques qui ont permis à notre organisme de naître et de se reproduire ne se sont rencontrées qu'en un lieu et à un moment, il n'y a eu qu'un couple primitif.

Peut-être les recherches des ethnologistes et l'étude comparative des ossemens humains accumulés dans les cavernes et les alluvions éclaireront-elles cette question, plus importante pour l'histoire de nos destinées que pour la géologie proprement dite. L'unité de l'espèce humaine milite en faveur d'un centre unique; mais quelle a été l'étendue de ce berceau primitif, sur lequel un savant philologue, M. Obry, a récemment publié un livre plein d'intérêt (2)? C'est là un problème de géographie primordiale qu'il n'est pas aisé de résoudre. Les choses se comportent comme si notre espèce était issue d'un couple unique; mais rien ne démontre dans la science qu'il en ait été ainsi, et le point du globe où l'humanité fit son apparition a pu être habité par plusieurs individus, sans que les hommes cessent pour cela d'être frères, leurs premiers parens ayant en réalité appartenu à la même famille. Nous sommes des êtres faits pour vivre en société, et l'on ne saurait concevoir l'homme existant seul, et n'échangeant avec ses semblables ni paroles ni services.

(1) Dans la *Revue* du 1er mars 1858.

(2) *Du Berceau de l'espèce humaine selon les Indiens, les Perses et les Hébreux;* 1858.

III.

On a vu que la vie s'était déjà répandue sur le globe il y a des milliers d'années; mais, quelque développée qu'elle s'offre à nous depuis les périodes les plus reculées, il faut toujours qu'elle ait commencé. La constitution du noyau terrestre nous indique une époque où aucun être organisé n'a pu exister. Comment cette vie, qui circule pour ainsi dire dans toutes les parties du monde, a-t-elle pris naissance? Comment est-elle arrivée à produire ces organismes complexes qu'on admire chez tant d'animaux? C'est là sans contredit le plus redoutable et le plus difficile problème que soulève l'histoire de notre planète.

Si l'on voyait tous les jours apparaître de nouveaux êtres organisés, il faudrait admettre qu'il y a dans la nature une force vitale incessamment agissante qui crée de toutes pièces les êtres vivans, et que d'un certain concours des principes végétaux ou animaux naît fatalement une plante ou un animal. Il n'en est rien : nous voyons toujours la plante naître d'une graine, d'un corps reproducteur engendré par une autre plante, l'animal sortir d'un œuf pondu par un autre animal, ou conçu dans un appareil intérieur qui n'est réellement que l'œuf fixé au sein de l'organisme. La force vitale n'existe que là où elle a été transmise; une chaîne non interrompue d'êtres doués de vie se la sont successivement communiquée.

Pour comprendre la création des plantes ou des animaux, il était donc naturel de supposer une intervention directe du Tout-Puissant, et telle est la solution du problème que nous donne la Bible, et qu'ont admise les théologiens. S'il n'y avait eu qu'une seule création, on pourrait sans trop de difficulté adopter cette hypothèse, et recourir au miracle pour une question qui dépasse notre intelligence; mais l'étude des couches terrestres nous a montré que la nature avait été sans cesse en voie de formation pour les êtres vivans et les végétaux. A l'intérieur du même terrain, on trouve assez souvent un ensemble de coquilles d'espèces différentes, se succédant d'une couche à l'autre, sans qu'il y ait discordance de stratification sans même que rien indique une perturbation générale ou locale. Les alternances du règne animal sont beaucoup plus nombreuses que celles du règne végétal. Les mêmes espèces de végétaux fossiles persistent parfois dans toute l'étendue d'un terrain, tandis que se succèdent plusieurs systèmes de couches différentes sous le rapport zoologique. En présence de pareils faits, il faut bien admettre que, dans les temps anciens du moins, la nature ne cessait pas de créer, car du moment qu'on admet que la cause suprême a dû intervenir directement un grand nombre de fois, il n'y a pas lieu de supposer

que cette intervention ne se soit pas toujours exercée. Autrement dit, la nature n'a jamais perdu sa faculté de création; mais comme il faut, pour que cette puissance se manifeste, que les conditions nécessaires à la vie des nouveaux êtres se soient préalablement produites, tant que l'état de la terre ou d'une région de la terre est demeuré le même sous le rapport biologique, de nouvelles plantes, de nouveaux êtres, n'ont pas dû apparaître. Et puisqu'à partir de l'âge que les géologistes appellent *récent*, bien qu'il compte plusieurs milliers d'années, la terre se trouve dans des conditions presque invariables, le règne organique n'a pu présenter de variations notables. En effet, quelque haut que l'on remonte dans l'histoire, ce qui ne nous amène pas du reste à plus de vingt-cinq ou trente siècles en arrière, on retrouve toujours les mêmes formes animales et végétales. Les monumens écrits ou figurés de l'Égypte, de l'Assyrie, de la Palestine, de l'Inde, de la Chine, ne nous parlent que d'animaux semblables à ceux qui habitent encore les mêmes contrées. Non-seulement les genres, les espèces, n'ont pas varié, mais on reconnaît jusqu'aux variétés actuellement subsistantes. Les graines découvertes dans les tombeaux égyptiens sont celles des végétaux qui continuent de croître aux bords du Nil. Les races d'hommes qui ne constituent que des variétés d'un type unique ont déjà, dans ces mêmes pays, les caractères qui les distinguent aujourd'hui. Ce fait témoigne de la persistance des conditions climatologiques des lieux où on l'observe, mais il ne saurait infirmer le témoignage plus éloquent et plus décisif des fossiles. D'ailleurs nous remarquons tous les jours des variations dans les plantes et les animaux; leurs caractères se modifient sous l'influence d'un sol et d'un ciel nouveaux, d'un genre de vie et d'un habitat différens. Il en résulte des espèces ou tout au moins des variétés nouvelles. Et pourtant, objectent certains naturalistes, ces altérations ne se produisent que dans des limites assez étroites; le port, le feuillage, la taille d'une plante, peuvent se modifier; la peau, le poil d'un animal éprouver des changemens de couleurs, les proportions du squelette varier légèrement; toutefois l'organisation fondamentale demeure constamment identique. En d'autres termes, des variétés prennent naissance, mais des espèces, des genres nouveaux, ne se forment jamais, et la preuve, c'est que, quoi qu'on fasse, aucune génération ne saurait se produire entre des animaux d'espèce ou de genre réellement différens.

Le fait est incontestable, et il est à noter aussi que l'éloignement se produit parfois entre des animaux qui n'appartiennent réellement qu'à des variétés. Plus ces variétés sont devenues divergentes, moins les êtres ont eu de tendance à se rapprocher. Si donc, par suite de causes que nous ne pouvons apprécier, mais qui tiennent à des changemens dans les conditions biologiques, des animaux ont

fini par prendre un organisme sensiblement différent, il est tout simple qu'aucune génération ne s'opère plus entre eux. L'harmonie qui doit exister pour que deux êtres donnent naissance à leurs semblables a disparu, et les animaux sont devenus réellement étrangers l'un à l'autre. L'existence des espèces et des genres ne prouve donc rien contre la possibilité d'altérations profondes dues à des changemens de conditions biologiques radicales; elle montre seulement que, ces changemens une fois accomplis, il en résulte des êtres qui ne sauraient plus avoir entre eux de commerce fécond.

On se demande alors comment, si les genres et les espèces se sont produits par voie de modifications successives, sous l'empire des révolutions physiques, ils ont continué de subsister même après que ces conditions eurent évidemment changé, pourquoi des animaux semblables à ceux qui vivent autour de nous existaient déjà quand d'autres êtres étrangers au monde contemporain subsistaient et se propageaient. C'est qu'une fois qu'une espèce ou, si l'on veut, une variété s'est produite, il se développe en elle une force de persistance et de transmission qui lui permet de lutter, souvent un temps très long, contre les changemens climatologiques et biologiques à laquelle elle est soumise. L'observation nous en fournit tous les jours la preuve. Certaines variétés d'animaux, certaines races humaines qui se sont formées à des époques très modernes, continuent à se perpétuer, même dans les contrées où elles n'existaient pas primitivement. Un accident produit parfois une variété, et l'on est tout étonné de voir cette variété se transmettre ensuite par la génération, si bien qu'elle donne parfois le change aux naturalistes, et qu'on a pris souvent pour une espèce ce qui n'était qu'une variété.

Les métamorphoses graduelles des espèces ne sauraient être démontrées par l'observation de quelques siècles : l'exemple des faits contemporains ne peut ici être objecté; mais la possibiliité de ces métamorphoses paraît être la conséquence forcée de ce qui s'est passé aux âges antérieurs. Et qu'on ne dise pas qu'on devrait, s'il en était ainsi, rencontrer dans les couches terrestres des animaux en voie de transformation, car ces altérations n'ont pu être que fort lentes, et elles se sont produites chaque fois, non dans le cours de la vie de l'animal et de la plante, mais au moment même où une nouvelle plante, un nouvel animal étaient engendrés. Si ces métamorphoses se sont effectuées, les individus d'espèces nouvelles ont été engendrés par des parens d'espèces différentes. Encore aujourd'hui la nature nous offre quelques exemples de ce singulier phénomène. De l'œuf pondu par les méduses sort une larve ciliée semblable à un infusoire des plus simples, la larve ne tarde pas à se fixer, et se transforme tantôt en un polypier rameux, tantôt en un animal assez semblable aux hydres d'eau douce. Le polypier donne naissance à

des bourgeons qui, en se développant, deviennent autant de polypes fixés sur un tronc commun; mais quelques-uns de ces bourgeons prennent une forme qui leur est propre et reproduisent bientôt tous les caractères de la méduse primitive : ils s'isolent, acquièrent des organes génitaux, et, se détachant finalement du corps multiple qui les a vus naître, se rendent au loin pour fonder des colonies nouvelles. Quant à l'animal analogue à l'hydre d'eau douce dans lequel se transforme aussi la larve, il se partage spontanément en anneaux transversaux; chacun de ceux-ci acquiert successivement les organes d'une méduse adulte, puis se sépare du tronc commun et jouit d'une vie indépendante. Parmi les vers intestinaux, les exemples de ces successions d'êtres de formes différentes s'engendrant les uns les autres ne sont pas rares, et ont été observés avec plus d'attention depuis peu. Les cestoïdes nous offrent dans leur développement des formes transitoires que prend l'animal en changeant de milieu. Le cysticerque, ver simple et agame qui réside dans les tissus, devient un ver rubanaire en passant dans le tube digestif de l'animal qui l'a dévoré. Chez les syllis, il y a production d'un animal différent de celui qui l'a engendré; cet animal nouveau ne sert pour ainsi dire que de magasin aux élémens mâles ou femelles de la reproduction.

Il est vrai que ces transformations sont renfermées dans un cycle de métamorphoses, et qu'elles ne constituent en réalité qu'une même existence animale individuelle, ainsi que l'a fait voir M. de Quatrefages dans une curieuse série d'études publiée dans la *Revue* (1). Ce sont non des générations hétérogènes, mais des générations alternantes, pour nous servir de l'expression de Steenstrup. L'infusoire ou le zoophyte passe en réalité par différens états que nous représentent ces animaux, en apparence différens. Après avoir longtemps vécu sous des formes transitoires, l'animal finit par arriver à l'état parfait dans lequel il engendre l'œuf, seul principe de vie. Les insectes nous offrent des phénomènes analogues. On voit l'œuf pondu donner naissance à une larve ou chenille : celle-ci se transforme ensuite en une nymphe ou chrysalide, d'où sort l'insecte véritable. Les méloïdes, qui vivent dans les cellules des abeilles, et ont été récemment observées par un patient entomologiste, M. Fabre, passent même par sept états ou métamorphoses. Ces méloïdes ou plutôt ces coléoptères sitarides déposent leurs œufs dans les galeries sinueuses qui conduisent aux cellules de la ruche. Leurs œufs forment des amas de particules si déliées, que le microscope n'en a pas découvert moins de 2,000 dans une masse à peine visible à l'œil nu. Une larve en sort, longue tout au plus de 1 millimètre.

(1) Livraisons du 1er et du 15 avril 1855, du 1er, 15 juin et 1er juillet 1856.

C'est celle que connaissaient jadis les naturalistes sous le nom de *pou des abeilles;* elle s'attache en parasite au corps des mâles, arrivés à leur développement avant les femelles, et passe ensuite sur celles-ci, se nourrit au détriment de leurs œufs, dont elle pompe les liquides, et quand elle les a sucés jusqu'à n'en plus faire qu'une pellicule aride et légère, elle éprouve une sorte de mue et se change en un globule blanc de 2 millimètres de longueur, qui grandit bientôt jusqu'à 12 ou 15 millimètres. Ces embryons, car c'en sont de véritables, êtres privés d'yeux et de mouvement, se transforment peu à peu successivement en trois espèces de nymphes. Dans la première, on distingue encore les vestiges de la forme qu'avait la larve; dans la dernière, les élytres et toutes les parties du coléoptère parfait se préparent; enfin apparaît le *sitaris humeralis* qui doit pondre les œufs. La larve et l'insecte sont en fait des animaux différens, qui ont chacun sa manière particulière de croître et de se développer. Dans les méloïdes, la seconde métamorphose est une sorte d'état embryonnaire constituant comme une nouvelle naissance pour l'animal. La larve n'est plus qu'un globule qui flotte sur le miel où il est tombé, à la façon d'un germe. Quoi qu'on puisse dire de pareilles transformations, elles n'en établissent pas moins la possibilité d'une génération hétérogène. Remarquons d'ailleurs que chez les méduses ce n'est point, comme chez les insectes, l'individu qui est soumis à une suite de métamorphoses; ce sont les deux ordres d'êtres issus d'une même mère qui se reproduisent par des moyens différens.

La transformation de certaines espèces en d'autres aux âges géologiques antérieurs ne suffit cependant pas pour expliquer l'apparition même de la vie. Le grand problème se pose toujours : comment les premiers germes, végétaux ou animaux, même les plus élémentaires, ont-ils pu se produire sur une terre où tout était d'abord inanimé?

La réponse la plus simple et la plus généralement admise est celle d'une intervention directe de la force créatrice. Comment expliquer la raison et le mode de cette intervention? On l'ignore; on constate seulement qu'à une époque infiniment reculée des végétaux et des animaux se sont montrés pour la première fois, et l'on en conclut que cette apparition a dû être l'effet de la volonté divine. Après la création des premiers êtres, le principe de la génération a commencé d'agir, et la Divinité s'est trouvée dispensée d'intervenir à tout instant. Une semblable explication n'a pas satisfait certains esprits; les lois de la nature leur semblent présenter un caractère de permanence et de nécessité qui s'oppose à ce qu'on admette pour un moment donné une infraction formelle à ces lois. Rien ne se crée de rien, et si les êtres animés ont apparu, c'est, dit-on,

qu'ils sont sortis d'autres êtres, animés ou inanimés. Au cas où ces derniers étaient animés, ils ne pouvaient appartenir à la terre, ils sortaient donc de germes apportés d'autres corps célestes.

Telle est la solution que propose l'auteur d'un livre qui nous a déjà occupé, M. Snider. « Toutes les fois que la matière vitale est arrivée sur notre terre en forme de molécules, et qu'elle y a trouvé, indépendamment de la chaleur, des principes homogènes à sa nature, elle s'est développée en prenant un accroissement plus ou moins rapide. Ainsi un atome provenant d'une molécule émanée d'un autre astre, et ayant le principe du blé, a formé un épi de blé; un autre atome ayant le principe vital d'un insecte a donné naissance à un insecte semblable à lui. » C'est là une hypothèse ingénieuse peut-être, mais qu'assurément rien ne justifie. M. Snider tourne la difficulté en laissant aux physiciens qui habitent le soleil ou les planètes, les étoiles Sirius ou Orion, le soin d'expliquer comment la vie a commencé; il leur renvoie la balle à une distance où certes nul n'ira la ramasser. Quant à la terre, elle a reçu, affirme-t-il, la vie d'ailleurs. Il n'y a donc plus lieu de rechercher par quel concours de forces plastiques le germe organique s'y est formé. Toutefois, suivant lui, notre planète a aussi sa puissance créatrice; les êtres animés qui s'y développent sont à leur tour pour les autres corps célestes des sources de créations animales. Les particules qui s'exhalent des êtres vivans, et de l'homme en particulier, par la voie de la transpiration ou de l'expiration, se répandent dans l'espace, et deviennent les germes d'êtres semblables à ceux d'où ils s'échappent toutes les fois que les conditions biologiques s'y prêtent.

Une semblable théorie aurait besoin d'une démonstration un peu plus rigoureuse que celle dont l'auteur se contente. Revenant indirectement à la prétendue génération spontanée des insectes parasites et infusoires, il fait un vain appel à la physique et à la chimie pour justifier ses hypothèses. Sa théorie des élémens, qu'il conçoit à la manière des anciens, bien qu'il les fasse naître des atomes représentés comme le point de départ de toutes choses, ne saurait résister aux objections des physiciens sérieux (1). Une seule idée de son livre, qui n'a rien, à tout prendre, de radicalement impossible, mais que l'auteur n'a pas su présenter sous une forme suffisamment scientifique, mérite d'être méditée : c'est le transport de germes animés d'une planète à une autre au moment de la formation des nébuleuses. Il y a dans cette hypothèse bien des difficultés, et celui qui la met en avant ne s'est pas embarrassé même des plus grosses. Si à la rigueur on pouvait lui accorder que des germes d'infusoires aient été transportés dans l'espace avec la matière planétaire, comment sup-

(1) M. Snider, tout en revenant sur bien des points à la physique ancienne, se rencontre cependant avec la science moderne sur diverses idées fondamentales.

poser que des germes d'éléphant ou d'homme nous soient venus de la sorte, et ces germes, qui les a jamais vus? Supposer que l'homme ou les mammifères soient sortis de toutes pièces d'une molécule, c'est au fond admettre un miracle aussi grand que la création instantanée des premiers animaux par la volonté divine.

D'autres naturalistes ne vont pas si loin chercher les causes qui ont donné naissance à la vie, et selon eux la matière inorganique ou organique a pu, dans certaines circonstances, se transformer en des êtres organisés et vivans. Ils ont produit en faveur de cette opinion des expériences dont l'exactitude a toujours été attaquée, et que parfois on a dû signaler à bon droit comme entièrement illusoires. Récemment un savant naturaliste de Rouen, M. Pouchet, a entrepris des expériences nouvelles dont les résultats sont certainement très spécieux. Après avoir fait bouillir de l'eau et l'avoir soustraite au contact de l'air, il l'a mise en rapport avec de l'oxygène pur et y a introduit une certaine quantité de foin qui avait été renfermé dans un flacon et chauffé pendant une demi-heure dans une étuve portée à plus de 100 degrés. L'infusion ainsi préparée fut convenablement séquestrée, et au bout de quelques jours M. Pouchet vit s'y développer une quantité d'animalcules. Ces infusoires se montrèrent aussi après que le corps putrescible avait subi une température de 200 à 250 degrés, et même avait été partiellement ou totalement carbonisé. On ne saurait donc admettre, prétend M. Pouchet, que les animalcules que le foin pouvait déjà contenir, ou qui s'étaient introduits dans le flacon, aient résisté à une si forte chaleur, et les infusoires qui ont apparu devaient s'être formés de toutes pièces. Le naturaliste rouennais assure même qu'il a vu alors prendre naissance des animalcules nouveaux qu'il n'avait jamais rencontrés ailleurs. Les objections n'ont pas manqué à M. Pouchet. On lui a opposé la possibilité que les germes desséchés par une haute température aient pu ensuite être rappelés à la vie, et des expériences faites par M. Doyère prouvent en effet que cette révivification est très possible. On a dit que, l'air étant rempli de germes d'infusoires, ces germes microscopiques avaient dû naturellement pénétrer dans le flacon. M. Pouchet a examiné au microscope l'air circulant dans le laboratoire où il opérait, et il prétend n'y avoir pas trouvé de germes, n'avoir rien observé surtout de semblable à ce qu'il voyait au fond de sa bouteille.

La question en est encore là, et il ne nous appartient pas de la trancher. Avant de l'avoir résolue cependant, il est impossible de décider si l'apparition de la vie sur le globe a été un phénomène spontané. Sans doute ces animalcules, dont le mode de production demeure un problème, sont fort au-dessous des animaux des ordres supérieurs; mais tout se lie dans la nature, et la séparation entre

les règnes est beaucoup moins absolue qu'on ne serait de prime-abord tenté de l'admettre. Les anthéridies, qui peuplent les cellules du *chara*, plante acotylédonée, nous présentent un mouvement pareil à celui des infusoires. Ces corpuscules affectent la forme de filamens roulés sur eux-mêmes, qui se développent souvent en une ligne courbe ou onduleuse, à la façon des animaux microscopiques. Les sporanges (1) de quelques algues sont douées, à une certaine époque de leur existence qui suit immédiatement leur sortie de l'utricule-mère, de mouvemens analogues qui s'effectuent à l'aide de cils vibratoires s'agitant dans l'eau en manière de nageoires. Cette faculté de locomotion n'est que passagère; bientôt le mouvement s'arrête; la spore passe en quelque sorte de la vie animale à la végétale, et c'est alors qu'elle peut commencer à germer. Un autre fait qui vient à l'appui du caractère animal de ces corps reproducteurs, c'est qu'ils présentent une composition chimique quaternaire tout à fait semblable à celle des matières d'origine animale, et cette même composition s'observe dans la *favilla*, amas de petits corpuscules granuleux nageant dans un liquide que renferme le pollen ou poussière fécondante des végétaux.

Si donc on observe la vie végétale au moment de son apparition, on constate des phénomènes analogues à ceux de la vie animale.

Les différens ordres d'animaux ne sont pas mieux tranchés que ceux du règne végétal. Il y a des mammifères qui se rapprochent des poissons, comme les cétacés, et d'autres des oiseaux, comme les ornithorhynques; il y a des reptiles qui tiennent des poissons, tels que les lépidosirens. Les têtards ou petits des batraciens ont des branchies comme les poissons, et chez quelques reptiles de cette classe, tels que les axolotls, ces branchies persistent après que l'animal a atteint l'âge adulte. Les mollusques bryozoaires tiennent des zoophytes, et les cirrhipèdes présentent à la fois de grands rapports avec les mollusques et les crustacés. Enfin les éponges se rapprochent tellement des plantes marines, que l'on a été longtemps dans l'incertitude sur leur nature animale. *Natura non facit saltus*, a dit le grand Linné. Tout se lie dans la succession des êtres, et si l'on admet la possibilité d'une transformation d'une espèce en une autre, il n'y a pas d'impossibilité radicale à ce qu'un animal, tel qu'un mollusque par exemple, soit sorti, dans certaines conditions, d'un zoophyte.

Les substances organisées à l'aide desquelles la vie s'entretient chez les plantes et les animaux peuvent-elles sortir de la simple combinaison, dans des conditions données, de corps simples? Jadis on admettait une séparation profonde entre ces substances, telles que la gomme, le sucre, l'amidon, le ligneux, la fibrine, l'albumine

(1) Capsules membraneuses qui renferment les organes reproducteurs de certains végétaux acotylédones.

et les matières minérales. L'intervention de la vie végétative ou animée semble en effet nécessaire pour que ces principes prennent naissance. Aujourd'hui cependant on entrevoit davantage comment s'effectue le passage des uns aux autres. L'analyse des substances organiques a fait de grands progrès. On commence à saisir les lois sur lesquelles repose la formation de ces matières, qui n'offraient d'abord aux chimistes qu'un perpétuel assemblage d'oxygène, d'hydrogène, de carbone et d'azote. On est parvenu à préparer des acides organiques en décomposant des élémens organiques plus complexes, et la synthèse a permis de remonter ainsi ce qu'on pourrait appeler l'échelle de formation des élémens organiques. C'est surtout grâce aux beaux travaux de M. Marcellin Berthelot que ce résultat a été obtenu. Qu'on parvienne à produire de toutes pièces, sans l'intervention de matières végétales, les substances organiques les plus simples, et on aura montré la possibilité d'arriver un jour à refaire par des moyens chimiques les substances qui s'élaborent dans les végétaux et les animaux. Or c'est à quoi a réussi M. Berthelot lui-même. On l'a vu d'abord fabriquer de l'alcool avec du gaz oléfiant (hydrogène bicarboné); mais le gaz oléfiant prend toujours naissance dans la décomposition par la chaleur des matières organiques peu oxygénées. Aussi le savant expérimentateur ne s'est-il pas contenté de ce premier résultat; il a essayé de refaire du gaz oléfiant, et il y a réussi comme pour les autres carbures d'hydrogène qu'on croyait jusque-là formés par la destruction de combinaisons organiques préexistantes. Dans son laboratoire, il a fabriqué, par des moyens ingénieux et délicats, le plus simple des carbures d'hydrogène, en prenant soin de ne faire usage que de matières purement minérales ou de principes organiques déjà obtenus avec ces mêmes matières; il a exclu même le charbon. Ayant démontré la formation de ces carbures d'hydrogène simples, il est parvenu à produire des composés oxygénés, qui sont devenus à leur tour entre ses mains le point de départ de carbures d'hydrogène plus compliqués que ceux qui leur avaient donné naissance; puis, avec ces nouveaux carbures, M. Berthelot a formé des combinaisons oxygénées correspondantes, et il s'est élevé, par une série graduelle et régulière de transformations, à des composés de plus en plus compliqués. Cette synthèse des carbures d'hydrogène et des alcools est la porte ouverte à celle de tous les autres composés organiques. Une telle méthode permet d'aller au-delà, car à mesure que l'on s'élève à des composés plus compliqués, les réactions deviennent plus faciles et plus variées, et les ressources du chimiste augmentent à chaque pas nouveau. Pour arriver à cette magnifique recomposition des matières organiques, M. Berthelot a fait le plus heureux emploi d'un état particulier des corps appelé *état naissant*,

c'est-à-dire d'une aptitude qu'ils montrent à entrer dans une combinaison nouvelle au moment où ils sortent d'une autre combinaison.

Le passage des substances inorganiques aux substances organiques est donc un fait démontré. On ne saurait pour cela en conclure qu'on ne doive pas faire appel à des forces vitales d'une nature particulière pour la formation des plantes et des animaux. Ces forces vitales ont certainement exigé, pour se développer, des conditions qui ne se rencontrent pas de nos jours, ou du moins qui échappent à notre observation. On peut admettre que la vie a varié dans ses manifestations héréditaires; mais il est impossible de percer le mystère de la production de la vie, et encore moins celui de l'existence première de l'instinct, de l'intelligence vague des animaux, de l'intelligence consciente d'elle-même, qui est celle de l'homme.

Nous sommes arrivés à une période en apparence stable, parce que nous ne considérons la terre que pendant sa vie de quelques siècles; cette stabilité ne saurait être admise pour un long temps. La terre se refroidit lentement, très lentement sans doute, mais elle se refroidit. Jadis les climats étaient autrement distribués qu'ils ne le sont de nos jours, bien que les formes animales fussent déjà ce qu'elles sont à présent. Le feu central finira par s'éteindre dans la longue série des âges. Le soleil pourra envoyer sur la terre encore la même quantité de chaleur; mais les volcans auront cessé d'être en ignition. Les sources thermales n'existeront plus; les couches superficielles de l'eau des lacs subalpins, celles des mers subiront les mêmes vicissitudes de température auxquelles sont aujourd'hui sujettes les couches superficielles du terrain. Les bords des lacs perdront leur belle végétation, et l'hiver se fera sentir dans les îles avec la même intensité que dans les contrées situées à l'intérieur des continens, sous le même parallèle et à la même élévation. Bien d'autres phénomènes se produiront encore que nous ne pouvons prévoir, et il en résultera certainement des changemens dans la distribution de la vie. L'homme lui-même travaille à cette transformation : il détruit les espèces sauvages, il multiplie les animaux domestiques, il développe les céréales et les plantes alimentaires au détriment d'une foule d'essences et de végétaux dont il ne tirait aucun profit. Rien n'est donc permanent sur notre planète; les changemens s'y produisent à la longue, et comme nous suivons dans les couches anciennes du sol la trace de ces lentes transformations, nous concevons pour l'avenir la possibilité de transformations analogues. La science toutefois n'en peut rien connaître, et si l'histoire du passé est obscure et difficile, celle de la vie future est impénétrable comme Dieu même.

ALFRED MAURY.

ÉTUDES

D'ÉCONOMIE FORESTIÈRE

LES FORÊTS ET L'AGRICULTURE.

I. *Note sur le Défrichement des Bois*, par M. L. Tassy, 1834. — II. *Ein national-œkonomisches Hauptprincip der Forstwissenschaft*, von Wilhelm Roscher, Leipzig 1854. — III. *L'Agriculture et la Population*, par M. Léonce de Lavergne, 1858.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelquefois aux hommes de notre époque, pour qui l'accroissement du bien-être semble la loi suprême, que le monde n'a pas été créé exclusivement pour eux, et que, parmi les richesses dont ils jouissent sans scrupule, il en est dont ils ne sont que les dépositaires et dont ils ont à rendre compte à leurs descendans. Les forêts sont dans ce cas. Plus que toute autre propriété, elles attestent la solidarité qui relie entre elles les différentes générations; ce ne sont pas ceux qui plantent le gland qui devront un jour couper le chêne, ni ceux qui l'ont abattu qui souffriront du manque de bois. Nous ne sommes que des usufruitiers, et tout abus de jouissance de notre part doit un jour être payé cher par ceux qui viendront après nous, car les produits forestiers ne s'improvisent pas, et quand le mal est fait, il faut de si longues années pour le réparer qu'on peut presque le considérer comme irrémédiable. Nous subissons aujourd'hui les conséquences de l'imprévoyance de nos pères, et si nous n'y prenons garde, nous léguerons à nos enfans des calamités sans nombre. Que sont aujourd'hui ces contrées bénies du ciel qui ont été le berceau

de la civilisation? Parcourez l'Asie-Mineure, la Grèce, l'Espagne, l'Italie : vous y trouverez les traces d'une végétation autrefois puissante, mais disparue depuis, et qui n'a laissé après elle que l'aridité du désert; avec les forêts qui les couvraient s'est évanouie une prospérité que rien n'a pu leur rendre encore. Aussi n'est-ce pas sans raison que les arbres avaient été placés autrefois sous la protection de la Divinité, car, le jour où ce respect salutaire ne les défendit plus, ils tombèrent sous les coups d'une multitude stupide, ravie comme toujours de brûler ce qu'elle avait adoré. Il y avait cependant quelque chose de touchant dans ce sentiment religieux qui consacrait au culte du Créateur l'œuvre la plus majestueuse de la création. S'il se rencontre encore aujourd'hui quelques hommes chez lesquels il semble avoir survécu, le plus grand nombre malheureusement est insensible à tout ce qui ne peut s'évaluer en francs et en centimes. En présence d'une pareille disposition des esprits, peut-être ne sera-t-il pas sans intérêt de montrer comment les forêts, après avoir été l'instrument de notre émancipation, ont de tout temps été l'auxiliaire de l'agriculture, et sont encore aujourd'hui indispensables à son existence. Cette question a d'autant plus d'opportunité qu'une réaction marquée paraît depuis quelques années s'être manifestée en faveur des questions agricoles, autrefois si négligées. Pour que ce mouvement ne reste pas stérile, il faut connaître l'influence de la propriété forestière sur la propriété rurale. L'examen des lois spéciales qui les régissent l'une et l'autre permettra de préciser le rôle économique des forêts dans l'élaboration des produits de la terre tel qu'on commence à le comprendre, si nous en croyons quelques écrits récens, en France comme en Allemagne.

I.

Le rôle des forêts sur la terre a commencé bien avant l'apparition de l'homme : c'est remonter un peu haut sans doute; mais il n'en est pas moins utile de constater que leur première fonction a été de rendre notre planète habitable et de la préparer à recevoir son maître. Quand il parut, elles avaient déjà brisé le roc sous l'étreinte de leurs racines et fourni à ses élémens désagrégés les détritus qui devaient former la terre végétale; elles avaient dépouillé l'atmosphère de l'énorme quantité d'acide carbonique qu'elle renfermait, et l'avaient transformée ainsi en air respirable. Les arbres entassés sur les arbres avaient déjà comblé les étangs et les marais, et enfoui avec eux dans les entrailles de la terre, pour nous le rendre, des milliers de siècles plus tard, sous forme de houille et d'anthracite, ce même carbone qui, alors si nuisible, devait, par cette merveilleuse condensation, devenir un jour une richesse si pré-

cieuse pour l'humanité. Grâce aux forêts, l'homme trouva donc sa demeure prête et sa subsistance assurée. Elles l'ont précédé comme une avant-garde indispensable, car partout où elles n'ont pas pris pied, il n'a jamais pu lui-même se fixer d'une manière permanente. Les vastes déserts de l'Afrique, les steppes de l'Asie, les pampas de l'Amérique méridionale et les solitudes glacées des pôles, restés rebelles à la végétation forestière, ont également résisté jusqu'à ce jour à toute tentative d'habitation.

C'est aux forêts que l'homme dut tout d'abord demander ses moyens d'existence. Exposé seul, sans défense, aux intempéries des saisons comme aux attaques d'animaux plus forts et plus agiles que lui, il dut y chercher son premier abri, en tirer sa première arme. Ce sont elles qui, pendant la première période de l'humanité, pourvoient à tous ses besoins : elles lui fournissent du bois pour se chauffer, des fruits pour se nourrir, des vêtemens pour se couvrir, des armes pour se défendre; mais quand, après avoir appris à domestiquer les animaux, il demanda au régime pastoral un bien-être que les hasards de la chasse ne pouvaient plus lui donner, elles durent peu à peu céder la place aux pâturages. Pendant cette seconde phase néanmoins, elles couvrent encore une si grande étendue de terrains que le bois qu'elles produisent suffit et au-delà à toutes les exigences d'une population peu dense : les provisions séculaires amassées par elles semblent inépuisables, et personne encore ne songe à les protéger.

Enfin la propriété se constitue; mais dans l'origine les procédés de culture, encore rudimentaires et privés de ce qui fait leur puissance, le travail et le capital, exigent de vastes étendues pour de bien maigres récoltes. Les forêts sont considérées comme un obstacle au développement de l'agriculture, le défrichement est une charge, et un sol dénudé a plus de valeur que celui qui est couvert des plus magnifiques futaies. Attaquées par le fer et le feu, elles sont chassées des plaines habitées et reléguées dans les montagnes solitaires, où elles ne sont pas même toujours à l'abri des exigences de plus en plus grandes d'une population croissante. Les conséquences de cette brutale imprévoyance ne tardent pas à se faire sentir. La pénurie de bois et les misères sans fin qu'elle traîne à sa suite, à une époque où l'absence de routes rend tout transport impossible, fait comprendre enfin l'importance de la propriété forestière et provoque des règlemens destinés à la protéger contre la ruine qui la menace. Ces règlemens, dont nous retrouvons les traces dans la législation romaine aussi bien que dans les coutumes barbares, substituent enfin un système d'exploitation régulière à la jouissance sans frein qui jusqu'alors était la règle. Ces mesures conservatrices, prises tardivement et quand le mal était déjà irréparable, furent néan-

moins trop souvent inefficaces, et presque partout le défrichement continua ses progrès. Effectué sur une étendue plus considérable que celle qu'on pouvait cultiver avec fruit, il eut pour résultat de dénuder des terrains qui furent abandonnés au pâturage, ou pour jamais voués à la stérilité. Telle est l'origine des sept millions d'hectares de friches et terrains vagues qui sont encore aujourd'hui la honte de la France agricole.

Si, après avoir esquissé en quelques lignes le rôle des forêts dans les premiers jours de l'humanité, nous cherchons à nous rendre compte de celui qu'elles remplissent actuellement, nous voyons que, dans leurs rapports avec l'agriculture, il présente un double caractère : résultat d'un côté de l'action qu'elles exercent au point de vue climatologique, de l'autre des produits directs et matériels qu'elles fournissent. Du premier point dépendent les effets de leur influence sur le régime des eaux, sur la température, sur les courans atmosphériques et sur la salubrité publique. L'action des forêts sur le régime des eaux a été pour nous l'objet d'une première étude (1). Il a été aisé de prouver que la présence des bois a, dans certaines conditions, pour effet de conserver les sources, de régulariser les cours d'eau, d'entraver la formation des torrens, et, le cas échéant, d'empêcher les inondations, ou tout au moins d'en diminuer les ravages. Nous avons montré quelle importance aurait pour nos départemens méridionaux le reboisement des montagnes qui les sillonnent, comment cette opération, tout en mettant en valeur des garigues improductives, favoriserait les irrigations, contribuerait au développement si désirable de la race bovine, et finirait, en facilitant la substitution de la stabulation au pâturage, par modifier complétement l'économie rurale de ces contrées. Nous ne reviendrons pas sur des faits déjà cités, et c'est en nous appuyant sur de nouveaux exemples que nous essaierons de montrer par combien de points les forêts intéressent l'économie agricole.

Il est constant d'abord que les forêts arrêtent les courans atmosphériques et en diminuent la violence. Elles agissent dans ce cas comme abri, et contribuent souvent à conserver à l'agriculture des terrains immenses, qui, sans elles, eussent été envahis par les sables, stérilisés par les vents de la mer, ou rendus improductifs par le souffle glacé du nord. Ce sont des plantations de pins maritimes qui seules ont pu fixer les dunes de Gascogne, arrêter un envahissement que tous les efforts avaient été impuissans à prévenir, et empêcher nos deux départemens des Landes et de la Gironde d'être un jour engloutis sous les flots de sable de cette marée tou-

(1) Voyez la livraison du 1er février dernier, *le Reboisement et le Régime des Eaux en France.*

jours montante. N'est-ce pas aussi au déboisement des Cévennes, effectué sous le règne d'Auguste, que la vallée du Rhône doit d'être aujourd'hui exposée aux épouvantables rafales du mistral? Ce vent, qui vient du nord-ouest, exerce de tels ravages que, dans l'origine, il fut regardé comme un fléau du ciel, et que la terreur des peuples lui dressa des autels et lui offrit des sacrifices. Dans une intéressante étude récemment publiée (1), M. Baude a montré comment des plantations effectuées dans les environs d'Anvers avaient pu, en corrigeant le régime atmosphérique, transformer en champs fertiles des sables jusque-là stériles : il y insiste sur la nécessité de suivre cet exemple dans le département de la Manche, aujourd'hui exposé aux coups de vent du nord-est, et où, suivant lui, l'extension du sol forestier est une condition indispensable de tout progrès agricole.

Dans certains cas aussi, les forêts ont sur la santé publique une influence des plus bienfaisantes. Quoique beaucoup moins général que le précédent, cet effet n'en est pas moins réel et constaté par de nombreux exemples. La Sologne, dont la stérilité et l'insalubrité sont aujourd'hui proverbiales, a été autrefois très boisée, et elle était alors un pays si prospère que François Lemaire, l'historien du duché d'Orléans, a pu dire : « Si la Beauce se trouve privée de tant de choses, la Sologne la récompense, car elle est abondante en prés, pâtis, bois de haute futaie, taillis, buissons, étangs, rivières, terres labourables portant blé, et méteil, et seigle (2). » La dénudation d'un sol composé de sable pur ou d'argile compacte a stérilisé certaines parties et provoqué sur d'autres la formation des marais, cause première des fièvres endémiques qui désolent ce pays. Aussi le reboisement est-il considéré comme le principal remède à cette situation, et partout où il a été déjà effectué, il a produit les résultats les plus satisfaisans. On ne fera par là du reste que rendre à cette contrée son aspect primitif, car il résulte des documens historiques, aussi bien que des nombreux vestiges qu'on rencontre de toutes parts, que la région comprise entre Orléans, Bourges et Blois était autrefois couverte de vastes forêts, dont celles de Boulogne et de Chambord sont les restes imposans (3).

S'il est constaté que les massifs boisés contribuent à la conservation des sources, à la régularisation des cours d'eau, au maintien des terres sur les pentes; s'ils fixent les sables mouvans, protégent

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier dernier, *les Côtes de la Manche*, par M. J.-J. Baude.

(2) *Histoire des Antiquités de la ville et du duché d'Orléans*, par François Lemaire, p. 27.

(3) Voyez au sujet de cette intéressante question le rapport sur la plantation forestière de la Sologne adressé au ministre de l'agriculture et du commerce par M. Brongniart à la suite d'une mission dont il a été chargé en 1850. *Annales forestières*, 1852.

les cultures contre la violence des ouragans; si enfin ils rendent aux contrées marécageuses une salubrité qui leur manque, il faut en conclure que le déboisement doit avoir pour l'agriculture les conséquences les plus funestes, puisqu'il suffit souvent à rendre certaines contrées tout à fait inhabitables, et que par suite un reboisement bien entendu en améliorerait sensiblement la situation économique. Déjà si grande à ce premier point de vue, l'importance agricole des forêts paraîtra plus sérieuse encore si l'on considère les produits matériels qu'elles fournissent. Les bois sont, comme le blé, les légumes, les fruits, une production de la terre. Spontanée dans l'origine, la végétation forestière ne saurait plus, dans les pays peuplés et civilisés comme le nôtre, être abandonnée à elle-même. Il faut en effet, pour que les bois donnent les produits les plus considérables et les plus utiles, que la culture vienne en activer la croissance, en favoriser le développement. Si l'on veut en empêcher la dégradation, il faut combler par des repeuplemens artificiels les vides qu'y font chaque année les exploitations. La sylviculture, qui comprend l'ensemble des travaux destinés à accroître la production ligneuse, est donc une branche de l'agriculture, et une branche d'autant plus précieuse qu'elle contribue à la mise en rapport des terrains mêmes qui paraissent les moins propres à la végétation. Il n'est pas en effet, sauf le roc nu ou l'argile pure, de sol si aride ou si marécageux, si brûlant ou si froid, si meuble ou si compacte, qui ne puisse convenir à la culture de quelqu'une de nos essences forestières. L'aune, le saule, le bouleau, prospèrent dans les terrains les plus humides, le pin sylvestre dans les plus secs, le chêne dans les plus forts; le mélèze se plaît sur les sommets neigeux des Alpes, et les pins maritimes sur les sables salés de l'Océan. Il n'est pour ainsi dire pas un coin de notre globe dont la sylviculture ne puisse tirer parti. La forêt de Fontainebleau, dont quelques cantons sont à si juste titre admirés des touristes, repose, pour plus des deux tiers de son étendue, sur un sable siliceux presque pur (environ 97 pour 100 de sable et 3 pour 100 d'argile) que le défrichement transformerait inévitablement en désert. Les arbres, par leur couvert et leurs détritus, empêchent l'évaporation de la pluie et en retardent l'infiltration en augmentant l'hygroscopicité du sol; mais qu'ils viennent à disparaître, et l'eau, pompée par le soleil ou pénétrant, à travers ces sables sans consistance, jusque dans les couches inférieures, fera totalement défaut à une végétation devenue impossible.

Cette merveilleuse propriété qu'ont les forêts de pouvoir prospérer sur les terrains les plus maigres a souvent été mise à profit par l'agriculture pour amender et préparer le sol à recevoir des céréales. En Sologne, elles font partie de l'assolement de certains do-

maines ruraux : le pin maritime s'y associe aux cultures qui conviennent spécialement à ces terrains de landes; pendant vingt ou vingt-cinq ans, il leur fournit des détritus qui permettent d'y cultiver ensuite sans fumure et sans autre dépense que les façons aratoires, pendant un certain nombre d'années, du seigle et du sarrasin. Lorsque la terre est épuisée par cette série de cultures, de nouveaux semis de pins maritimes lui rendent sa fertilité et font de nouveau place, après vingt-cinq ans, au seigle et au sarrasin. Dans cette rotation, le pin maritime joue le rôle d'une jachère doublement productive, puisque, outre les matières ligneuses qu'il fournit, il donne au sol l'engrais qui lui est indispensable. Ses aiguilles sont en outre très recherchées comme litière pour les bestiaux et considérées comme supérieures à la paille. Le plus souvent la faculté d'enlever ces aiguilles dans les pineraies fait l'objet de clauses spéciales consignées dans les baux.

Les forêts sont destinées à pourvoir la société des bois de toute espèce dont elle a besoin, et moins qu'aucune autre industrie peut-être, l'agriculture peut se passer de bois. Supprimez les forêts, et vous n'avez plus ni abri, ni charrue : vos champs incultes ne suffisent plus à nourrir vos bestiaux errans; du même coup vous avez tué l'agriculture. La disette de bois est une cause de misère extrême, dont M. Blanqui, dans un rapport sur la situation des départemens des Alpes présenté en 1843 à l'Académie des Sciences morales et politiques, a fait un tableau navrant. Il a vu les habitans de cette contrée déshéritée réduits à se chauffer avec de la bouse de vache desséchée au soleil, et à briser à coups de hache le pain que, faute de combustible, ils étaient obligés de cuire en une seule fournée pour l'année tout entière (1). Sans le bois, que devient la vigne, cette culture française par excellence? Ne sont-ce pas les châtaigniers qui donnent les échalas autour desquels viennent s'enrouler les ceps? N'est-ce pas du chêne qu'on tire le merrain dont sont faits les tonneaux, et l'écorce du chêne-liége ne fournit-elle pas les bouchons destinés à conserver le précieux liquide? Enfin n'est-ce pas le bois, quelle que soit son essence, qui met en action les nombreux alambics qui transforment le vin en eau-de-vie? La vigne occupe aujourd'hui 2 millions d'hectares environ de notre territoire, qui peuvent produire, année moyenne, de 200 à 220 millions d'hectolitres. Qu'on réfléchisse à la perturbation qu'une pénurie de bois, même momentanée, apporterait directement à cette seule branche de l'agriculture.

(1) Des faits de même nature ont été signalés dans la Lozère, par le préfet de ce département, à la dernière session du conseil-général.

L'abondance de la matière ligneuse est si favorable aux progrès agricoles que c'est par des concessions gratuites de bois dans leurs forêts que les seigneurs du moyen âge ont pu attirer sur leurs domaines les populations qui les ont mis en culture. Bien des communes de l'Alsace, de la Lorraine, de la Franche-Comté, n'ont pas d'autre origine que ces droits d'usage. Le bois n'est pas cependant le seul produit des forêts, et dans bien des pays les grands massifs d'arbres sont précieux encore à d'autres titres. Dans les Ardennes par exemple, le sartage est la base de l'agriculture. La partie septentrionale de ce département, qui comprend les arrondissemens de Rocroi et de Mézières, est couverte de montagnes boisées, abruptes, au sol argileux, compacte, humide et froid : elle est sillonnée par trois vallées ou plutôt par trois profondes crevasses, au fond desquelles roulent les eaux de la Meuse, de la Semoy et de la Sormonne : des villages se montrent partout où l'évasement des parois leur a permis de s'établir. Privé de terres arables, puisque la nature du sol n'en permet ni le défrichement ni la mise en culture, l'Ardennais, au moyen du sartage, demande aux forêts une subsistance qui sans elles lui ferait défaut. Après l'exploitation de la coupe annuelle, il répand sur le sol les ramilles, menues branches, ronces, épines, bruyères, etc., qui restent après l'enlèvement des bois; il y met le feu par un temps très sec de juillet ou d'août, et sème en septembre du seigle qu'il recouvre d'un léger labour. Ainsi ameubli par la chaleur, pourvu, par l'incinération des végétaux, des sels qui lui manquaient, le terrain peut donner de 15 à 18 hectolitres de seigle par hectare et de 3,000 à 4,000 kilogrammes de paille de première qualité, qui sont une ressource importante pour ces populations si peu favorisées.

Dans le Bas-Rhin, c'est aux forêts que le petit cultivateur demande la litière de ses bestiaux, et ce sont les feuilles mortes tombées des arbres qui remplissent cet office. Dans ce département, où la propriété a atteint une division telle que la plupart des parcelles n'excèdent pas 30 ares, on s'adonne surtout à la culture des plantes industrielles, telles que le houblon, la garance, le tabac, culture fort épuisante, comme chacun sait, et qui exige beaucoup de main-d'œuvre. Ne possédant pas de paille ou vendant au dehors le peu qu'ils en récoltent, les petits propriétaires trouvent dans les feuilles mortes une litière suffisante pour faciliter l'entretien de deux ou trois têtes de bétail et procurer l'engrais qui leur est indispensable. L'enlèvement des feuilles mortes se fait aujourd'hui sur une si grande échelle que sur plusieurs points l'existence même des forêts en est compromise. Le sol, périodiquement dépouillé de son engrais naturel, s'appauvrit peu à peu, et la végétation n'y trouve déjà plus les

élémens nutritifs dont elle a besoin. Dans le Morvan, partie qui comprend le bassin supérieur de l'Yonne et de ses affluens, les bois constituent la culture principale, les autres ne sont qu'accessoires. En général peu fertile, le sol n'y donne quelques produits que par suite du grand nombre d'animaux de service entretenus pour le transport des bois. Il n'existe en quelque sorte pas une seule exploitation rurale qui n'ait été créée en vue des travaux divers qu'exigent les forêts.

De tous côtés se montre l'action des forêts dans l'élaboration des produits agricoles : ici, c'est le fruit du hêtre, la faîne, dont l'huile si estimée devient, dans les années de semence, une source de bien-être pour les populations riveraines ; là, c'est le gland, qui offre aux porcs l'aliment qu'ils préfèrent et qui les engraisse ; ailleurs enfin, c'est le pâturage, qui, exercé avec sagesse dans les parties où les arbres sont assez âgés pour n'avoir plus rien à redouter de la dent du bétail, peut donner de très grands bénéfices. Enfin ce qui doit unir plus étroitement les forêts à l'agriculture, c'est le travail même qu'elles procurent aux populations rurales, ce sont les industries de toute nature qu'elles provoquent, et qui dans nombre de pays ont donné naissance à des communes quelquefois très importantes (1).

Les travaux dans les forêts s'effectuent pendant l'hiver. Les bois coupés pendant cette saison sont d'une plus longue durée quand ils sont mis en œuvre, et ont une plus grande puissance calorifique quand ils sont employés au chauffage que s'ils avaient été abattus pendant que la végétation est en pleine activité. Les forêts offrent donc aux ouvriers des campagnes un travail assuré précisément au

(1) « Au milieu de ces forêts (celles de la France pendant le moyen âge) vivait une population sylvestre, livrée exclusivement aux industries qui naissent de l'exploitation des bois ; elle formait en certains lieux des corporations particulières : telles étaient celles des *bons cousins des bois* et des *charbonniers*. Pour être admis dans ces corporations, on était soumis à une sorte d'initiation. La Forêt-Noire, celles des Alpes et du Jura furent longtemps peuplées de ces initiés. Peut-être faut-il reconnaître dans ces communautés des descendans des dendrophores, dont les corporations existaient aussi bien dans l'Italie que dans la Gaule, et qui étaient chargés de transporter les pièces nécessaires pour les constructions, le bois à brûler, le charbon et les planches. En certains cantons, les charpentiers formaient a ssi des corporations qui habitaient au milieu des bois. Dans les Pyrénées, la race méprisée des *cagots* était, durant le moyen âge, presque exclusivement livrée à cette profession et occupait çà et là des hameaux aux environs des forêts... Cette population de charbonniers, de forgerons, de boisseliers, de verriers, de tourneurs, de sabotiers, de cendriers, de cercliers, de tuiliers et de potiers, a donné naissance à des villes et à des villages. Leurs demeures réunies en hameaux survécurent à la destruction des forêts au milieu desquelles elles avaient été élevées, et ces hameaux sont devenus graduellement des bourgs. » (A. Maury, *Histoire des Forêts de la Gaule*, p. 300 et suivantes.)

moment où le chômage commence pour eux dans les champs. Grâce à elles, les attelages, inactifs pendant la morte saison, trouvent dans le transport des bois un emploi fructueux, et deviennent l'occasion de bénéfices considérables. Le bûcheron commence son travail vers le mois de novembre pour le terminer à la fin de mai; il abandonne alors la hache et la scie pour la faux, l'abatage et le façonnage du bois pour la moisson. C'est un curieux sujet d'études que cet homme, qui vit la moitié de sa vie en forêt, qui fait tomber sous les coups de sa cognée ces géans de la végétation, qui les débite en pièces de charpente ou en bois de chauffage, qui les *schlitte* sur les flancs des montagnes (1) jusqu'au fond des vallées, où seulement les voitures peuvent venir les prendre, qui prépare enfin pour notre usage ce bois que nous voyons flamber dans notre cheminée, sans nous douter au prix de quels efforts il a pu être mis à notre portée. Le bûcheron est ordinairement entouré de sa famille, dont chaque membre, dans la limite de ses forces, participe à ses travaux : l'un coupe les branches ou façonne les fagots, l'autre empile les bûches pendant que sa femme, accroupie près du feu, prépare pour tous un frugal repas. Les véritables bûcherons, ceux qui font du travail du bois leur métier à peu près exclusif, qui, après avoir abattu l'arbre, le convertissent en charbon, le débitent en planches ou en fabriquent des sabots, ne quittent guère la forêt; ils y passent la nuit dans des baraques en bois, établies sur le lieu même de leurs travaux avec des pièces de bois prises dans la coupe; ils suivent les exploitations, et se transportent chaque année avec leurs outils sur les points où le travail les appelle. Il n'en est pas de même de ceux qui ne sont bûcherons qu'accidentellement, et qui ne s'éloignent pas des forêts voisines de leur domicile : ceux-ci rentrent au village presque tous les soirs, et ils y rapportent des copeaux, des bois morts, des menus bois, qui font en quelque sorte partie de leur salaire, et qui suffisent à leur chauffage pendant l'année tout entière.

(1) Le *schlittage*, ainsi que l'indique son étymologie (*schlitt*, traîneau), est une opération qui consiste à charrier des sommets des montagnes jusqu'au fond des vallées les bois déjà façonnés. Les traîneaux employés à cet usage sont plats et disposés de manière à recevoir une charge considérable qui s'élève jusqu'à 5 et 6 mètres cubes; ils sont munis par devant de deux brancards recourbés qui servent au schlitteur tantôt à les retenir, tantôt à les traîner. La voie par laquelle s'effectue la descente est formée de bûches parallèles, distantes de 40 centimètres environ et maintenues dans leur position par des piquets fichés en terre. Ces chemins, qui suivent les sinuosités de la montagne, sont quelquefois jetés comme des ponts à claire-voie au-dessus des ravins et des précipices. Le schlitteur doit se retenir avec les pieds à chaque échelon de cette échelle gigantesque, et arrêter en s'arc-boutant la marche de plus en plus précipitée du fardeau qui le pousse. Le moindre faux pas de sa part est inévitablement suivi d'une catastrophe. Une fois déchargé, le traîneau est remonté à vide pour servir à de nouveaux voyages.

Il n'est pas difficile de comprendre quelle heureuse influence une vie aussi active doit avoir sur la moralité de ces hommes, chez lesquels on ne retrouve aucun des vices qui dégradent l'ouvrier des villes.

Enfin les forêts rendent un dernier service à l'agriculture, celui d'orner le paysage : il semble au premier abord qu'à ce titre elles ne devraient intéresser que l'artiste ou le citadin en vacances; mais, si en embellissant la campagne les forêts la font aimer, il faut bien que l'économiste lui-même se préoccupe d'un sentiment qui agit puissamment sur la population rurale. Les bois donnent partout un air de vie et de gaieté qui épanouit l'âme humaine en la fortifiant, et dont on ne se rend bien compte qu'en présence de l'aspect triste et morne qu'offrent les champs privés d'arbres. L'Europe entière connaît le panorama unique au monde qui se déroule devant le spectateur placé près du moulin de Longchamps. Supprimez par la pensée le bois de Boulogne, que vous avez à votre gauche, les forêts de Fausse-Repose et de Ville-d'Avray, qui couronnent les coteaux depuis Suresnes jusqu'à Versailles, celle de Meudon, qui s'élève derrière le viaduc, sur les hauteurs de la rive gauche : que restera-t-il de ce splendide paysage? Des champs grillés par le soleil, blanchis par la poussière, des maisons sans ombre et sans abri qui vous feraient regretter la ville et son horizon rétréci les jours mêmes où la canicule fond sous nos pieds le bitume des boulevards. La beauté du paysage a de tout temps été pour les Anglais et les Américains l'objet des plus vives préoccupations; c'est au point qu'il n'existe pour ainsi dire pas chez eux un seul traité d'agriculture où il ne soit question de l'effet des forêts ou des bouquets d'arbres sur le *scenery*. Tandis que nous ne songeons, nous, qu'à embellir nos villes, ils ne pensent, eux, qu'à orner leurs campagnes, et cela se conçoit, car elles sont leur séjour habituel, et ils se hâtent d'y retourner dès que leurs affaires ne les retiennent plus à la ville : chez nous, c'est l'inverse; au lieu d'être l'habitation ordinaire, la campagne n'est le plus souvent pour nous qu'un pied-à-terre. Pour qu'aux yeux de gens aussi positifs cette question ait une telle importance, il faut qu'elle soit en réalité moins futile qu'elle ne paraît d'abord, et qu'elle présente un côté utile et sérieux : peut-être en effet ne faut-il pas attribuer à une autre cause qu'à la monotonie de nos plaines dépouillées l'absentéisme qui est une des plaies de notre agriculture, et il est hors de doute que la présence de forêts convenablement disposées parviendrait à retenir chez eux nombre de propriétaires qui ont hâte de quitter leur triste domaine aussitôt qu'ils ont touché leur fermage.

Des différens services que nous venons d'énumérer, et dont l'agri-

culture est redevable à la propriété forestière, il en est plusieurs sans doute qui sont peu en harmonie avec les procédés d'une culture perfectionnée, et que, dans l'intérêt même du sol forestier, il serait désirable de voir cesser. Le cultivateur normand par exemple haussérait probablement les épaules de pitié si on voulait lui persuader de fumer son champ avec des feuilles mortes, et le fermier anglais est trop bon calculateur pour envoyer jamais ses bestiaux paître la maigre herbe qui pousse dans les bois, et se priver ainsi de l'engrais précieux qu'ils fournissent. Il eût été également préférable que, sur bien des points, il n'eût pas été constitué de droits d'usage, car ils ont souvent contribué à faire mettre en culture des terrains naturellement pauvres, qu'il eût été plus avantageux de maintenir en nature de bois; mais enfin, dans les conditions actuelles de notre agriculture, les forêts sont pour elle un auxiliaire indispensable. Quand, par suite des progrès qu'elle fait tous les jours, ces pratiques vicieuses auront été abandonnées, les forêts trouveront naturellement leur place partout où elles doivent donner un revenu supérieur à celui des terres arables, et partout où elles pourront exercer une influence utile au point de vue climatologique. Bien des terrains vagues, impropres à toute autre culture, devront alors être reboisés; en revanche, bien des forêts de plaine pourront être avantageusement défrichées et consacrées à l'agriculture. C'est alors seulement que, chaque partie du territoire se trouvant affectée à la destination qui lui convient le mieux, et qui concourt le plus à la prospérité générale, le pays se trouvera porté à son maximum de production.

II.

En présence des services importans que rend la propriété forestière, on a peine à comprendre qu'elle n'ait pas trouvé dans son utilité même une sauvegarde contre les dévastations dont de tout temps elle a été victime. L'exemple de la Grèce et de l'Espagne, stérilisées par des défrichemens inconsidérés, n'a pu préserver la Sologne ni la Champagne du même sort, qui menace également une grande partie de la France méridionale. La fureur de destruction qui anime parfois les populations, aveuglées par la perspective d'une jouissance immédiate, se réveille surtout dans ces heures de crise où l'avenir paraît incertain, où tout sentiment de prévoyance s'évanouit devant les dangers du moment. Si nos luttes politiques ont semé tant de ruines de tous côtés, c'est bien certainement la propriété forestière qui en a le plus cruellement ressenti le contre-coup, car les atteintes qu'elle a subies ne sont pas de celles qui se réparent facilement. « A la révolution, dit M. Michelet dans son *His-*

toire de France, la population commença d'ensemble cette œuvre de destruction. Ils escaladèrent, le feu et la bêche à la main, jusqu'aux nids des aigles, cultivèrent l'abîme, pendus à une corde. Les arbres furent sacrifiés aux moindres usages : on abattait deux pins pour faire une paire de sabots. En même temps le petit bétail, se multipliant sans nombre, s'établit dans la forêt, blessant les arbres, les arbrisseaux, les jeunes pousses, dévorant l'espérance. La chèvre surtout, la bête de celui qui ne possède rien, bête aventureuse qui vit sur le commun, fut l'instrument de cette dévastation démagogique, la terreur du désert... » Quoique moins désastreuses pour les propriétés boisées que les premiers temps de la révolution, les années 1830, 1848, 1851, sont également pour elles des dates fatales qui ont marqué leur passage en caractères qui n'ont pas encore disparu.

Plusieurs causes, à nos yeux, contribuent à développer cette tendance à la dévastation des forêts, qui se manifeste dans toutes les crises révolutionnaires. La première, c'est que lorsque les forêts couvraient la plus grande partie du territoire, elles étaient un obstacle au développement de l'agriculture, et le défrichement était considéré comme un bien. Les seigneurs, qui pendant la féodalité n'y avaient cherché que le plaisir de la chasse, loin d'en restreindre l'étendue, s'étaient efforcés, au moyen du droit de garenne, de l'accroître aux dépens des terres de leurs vassaux. Ce droit, qui interdisait à ceux-ci la faculté de défendre leurs propriétés contre les ravages incessans du gibier, resta en vigueur jusque vers 1270, et fit tomber entre les mains des seigneurs les terres, devenues incultes, que leurs détenteurs avaient été contraints d'abandonner. Pour le paysan, les forêts étaient donc une véritable calamité, une cause de maux de toute nature, et le souvenir des souffrances passées n'a peut-être pas été étranger au sentiment qui le faisait agir quand il déboisait le sol. A voir son acharnement, on eût dit que la forêt était le dernier lien qui le rattachait au régime d'autrefois, et qu'en la faisant disparaître, il consacrait son affranchissement d'une manière irrévocable.

Un second motif qui pousse au défrichement, c'est le désir égoïste de jouir sans peine ni mesure des richesses transmises par les générations passées. Un sol qui a été longtemps boisé a accumulé une grande quantité de détritus végétaux qui permet d'en tirer sans fumure une récolte abondante pendant plusieurs années. Le produit ne tarde pas cependant à devenir tout à fait nul, si l'on ne prend le soin d'entretenir cette fertilité par de nouveaux engrais. Aussi est-ce un bien pauvre calcul que de défricher un terrain quand on manque des capitaux nécessaires pour le faire valoir. Cette opération, tou-

jours fâcheuse quand le sol est peu propre à l'agriculture, est souvent une mauvaise spéculation, même sur les terres les plus fertiles. Nous connaissons telles forêts, situées dans les parties les mieux cultivées de France, dont le revenu en bois est supérieur à celui des meilleures terres arables de la localité, et dont le défrichement serait par conséquent préjudiciable à l'intérêt général. Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas aujourd'hui les terres qui font défaut à l'agriculture, ce sont les capitaux, si malheureusement détournés en ces dernières années vers les spéculations industrielles. Défricher les forêts, quand on manque du capital nécessaire pour mettre en valeur le sol qui les supporte, c'est fournir un nouveau contingent au chiffre déjà si élevé de nos terrains en friche. La Bretagne, la Sologne, la Champagne, la Provence, autrefois très boisées, ont été, par le défrichement, transformées, dans certaines parties, en déserts improductifs. Le reboisement est aujourd'hui le seul moyen de leur rendre leur ancienne prospérité.

Nous trouvons enfin dans la nature même de la propriété forestière un autre motif du peu de respect dont elle est l'objet de la part des populations. Les forêts en effet croissent spontanément, ou à peu près; elles n'exigent ou du moins n'ont exigé pendant longtemps l'incorporation d'aucun travail ni d'aucun capital : elles n'avaient donc pas jusqu'alors subi cette consécration qui constitue la propriété. Bien longtemps avant que Charles Comte, et après lui Bastiat, nous eussent appris que le travail, antérieur ou actuel, est le seul principe véritable de la propriété, l'instinct public l'avait pressenti, et, faisant peu de cas du droit de premier occupant, il se refusait à admettre que la forêt, dont la création n'avait exigé aucun effort, pût appartenir à quelqu'un. Elle devait donc, d'après lui, être à tout le monde, et tout le monde devait avoir le droit d'y puiser le bois dont il avait besoin. Les forêts furent ainsi pendant fort longtemps considérées par tous comme la propriété du corps social, et c'est pour ce motif qu'elles sont restées jusque dans ces derniers jours entre les mains du roi, des communes, des couvens ou des seigneurs, qui représentaient tous plus ou moins un intérêt collectif. Elles ne sont devenues propriétés particulières qu'à la suite de donations ou d'aliénations, et ce n'est guère que depuis 89 qu'elles sont entrées d'une manière absolue dans la circulation au même titre que celles-ci.

Ajoutons du reste, comme le fait avec raison remarquer M. Guillaume Roscher dans son essai sur le *principe de l'économie forestière*, que la nécessité d'une appropriation privée était pour les forêts beaucoup moins flagrante que pour les terres arables. Dans l'origine en effet, la jouissance des terrains de chasse et des pâtu-

rages était commune, comme elle l'est encore aujourd'hui pour les Indiens du Nouveau-Monde ou les *squatters* australiens; mais, lorsqu'on commença à cultiver la terre, il fallut bien garantir la propriété des moissons à ceux qui avaient fait les semailles, et celle du sol à ceux qui avaient fait les travaux nécessaires pour le rendre fertile. Pour les forêts, il n'en fut pas ainsi; la jouissance commune, qui ne compromettait en aucune façon leur existence tant qu'elle n'arrivait pas à l'abus, continua d'être la règle. Elle existait chez les barbares, et se perpétua par les droits d'usage lorsque les seigneurs s'emparèrent de ces propriétés. Aujourd'hui encore l'affouage dans les forêts communales n'est pas autre chose que la jouissance commune mise en harmonie avec nos institutions actuelles. Les bois n'y sont pas vendus au profit de la caisse municipale, mais ils sont partagés en nature entre les habitans pour être employés par eux à leur usage personnel.

Ce caractère de jouissance commune, qui, pendant tant de siècles, a été le trait distinctif de la propriété forestière, joint à la persuasion qu'elle ne pouvait appartenir à personne, mais qu'elle devait être à tous, a eu pour elle, comme nous l'avons dit, les plus fâcheuses conséquences, et a puissamment contribué au développement des nombreux délits dont elle est journellement victime. On ne saurait croire en effet combien est répandue cette idée, que le délit forestier n'est pas un vol, et combien il se trouve de gens qui, trop scrupuleux pour prendre un épi dans un champ cultivé, n'hésitent pas à abattre et à s'approprier les plus beaux arbres de la forêt voisine. Et, chose plus grave encore aux yeux de bien des personnes, ces délinquans sont presque excusables; les tribunaux eux-mêmes semblent partager l'erreur générale et se montrent quelquefois à leur endroit d'une indulgence inexplicable. L'administration forestière, à qui est confiée la gestion des bois de l'état et des communes, voit trop souvent ses efforts impuissans se briser contre une si déplorable prévention. A entendre les attaques dont elle a toujours été l'objet et qui se sont produites jusque dans nos assemblées législatives, on dirait vraiment que les intérêts qu'elle défend ne méritent aucune protection, et que les maraudeurs qu'elle poursuit sont seuls dignes de toutes les sympathies.

Pour bien apprécier les services qu'elle rend, à ne parler pour le moment que de la répression des délits, il faut avoir suivi le garde forestier dans les différentes phases de ses utiles fonctions. Moyennant un traitement annuel de 500 fr., ce modeste préposé est chargé de la surveillance exclusive d'une étendue de forêt qui varie ordinairement de 400 à 600 hectares, mais qui s'élève quelquefois bien au-delà. Les plus heureux, logés en maison forestière, habitent

avec leur famille au milieu des bois; les autres résident au village le plus voisin de leur triage. Outre les opérations forestières et les travaux divers auxquels ils sont tenus de concourir, ils ont à surveiller jour et nuit la forêt confiée à leur vigilance, et à y constater, sous leur responsabilité personnelle, les délits qui pourraient y être commis. Se rend-on bien compte du courage et du sang-froid nécessaires à de pareilles fonctions? On admire avec raison la bravoure de nos soldats, on applaudit avec enthousiasme à leurs actes héroïques; mais, sans chercher à en diminuer le mérite, on doit tenir compte de l'exaltation que produisent l'entraînement de l'exemple, l'amour-propre surexcité, l'odeur de la poudre, l'attrait même du danger. Rien de semblable pour le garde forestier : son courage à lui n'a rien de commun avec cette *furia francese*, souvent un peu théâtrale et parfois éphémère; c'est au contraire un courage calme, froid et de tous les instans. Toujours seul, loin de toute habitation, le plus souvent même loin de toute route fréquentée, il n'a pour mobile que le sentiment de son devoir; s'il y a lutte, il n'a pas de public pour l'applaudir, et s'il succombe, il n'a personne pour lui porter secours. Il faut avoir vécu au milieu de ces hommes modestes pour savoir ce dont ils sont capables, car leurs hauts faits à eux ne sont pas consignés dans les journaux, et à moins de circonstances vraiment exceptionnelles, aucune décoration ne vient les en récompenser. — Nous avons connu un brigadier forestier, mort aujourd'hui, qui surprit un jour, dans l'endroit le plus reculé du bois qu'il surveillait, un délinquant occupé à abattre un arbre. Avant qu'il eût eu le temps de faire aucun mouvement, cet homme s'était élancé sur lui, l'avait terrassé, et un genou sur la poitrine, la hache levée sur sa tête, il voulait exiger de lui la promesse de ne pas lui faire de procès-verbal pour le délit qu'il commettait, le menaçant de mort s'il refusait. « Si tu me tues, répondit le brigadier, je ne te ferai certainement pas de procès-verbal; mais si tu ne me tues pas, tu en auras un. » Il ne fut pas tué, et le procès-verbal fut dressé; mais le garde n'y mentionna pas même ce fait, qu'on ne connut que beaucoup plus tard, par l'indiscrétion même de l'auteur de cet attentat.

Nous avons vu, dans le département du Bas-Rhin, un garde qui, nommé il y a une vingtaine d'années à un poste où quatre de ses prédécesseurs avaient été successivement assassinés dans l'exercice de leurs fonctions, parvint seul, par son énergie et son exemple, à déraciner complétement les habitudes de pillage autrefois invétérées dans sa commune, et à transformer entièrement le genre de vie de ses habitans : de maraudeurs ils se firent cultivateurs, et s'en trouvèrent si bien que le nombre des délits constatés, de 800 qu'il avait

été dans la première année, était en dernier lieu tombé à 4; les travaux des champs leur procuraient un bien-être toujours croissant, dont leur existence primitive ne pouvait même leur donner aucune idée.

Avec une organisation mieux entendue, les services que pourraient rendre les gardes forestiers s'étendraient bien au-delà d'une simple surveillance. Si en effet, ainsi que l'avait prescrit l'ordonnance réglementaire de 1827, on avait créé, comme en Allemagne, des écoles de gardes, au lieu de les recruter parmi les sous-officiers de l'armée, il eût été facile de joindre à l'enseignement professionnel les notions les plus essentielles de la science agricole et de leur faire connaître les méthodes pratiques de culture les plus convenables suivant les localités. Une fois dans le service, ils auraient appliqué ces principes aux terrains qu'on leur abandonne ordinairement pour leur usage, et auraient contribué par leur exemple à répandre dans les campagnes les procédés d'une culture plus avancée et à propager l'emploi d'instrumens perfectionnés.

La répression des délits dans les forêts tend cependant à devenir de jour en jour plus générale, à mesure que la civilisation fait des progrès et que les voies de communication se multiplient. Ce résultat eût toutefois été atteint beaucoup plus rapidement, si la loi elle-même ne paraissait avoir été faite sous l'impression de l'idée qu'à raison de leur croissance spontanée, les forêts sont en dehors du droit commun, et si elle n'avait pas craint d'imprimer au délit forestier le cachet de vol dont elle a caractérisé tous les autres attentats à la propriété. En étudiant en effet les différentes dispositions du code forestier, on s'aperçoit bientôt que les délits sont moins sévèrement punis quand ils sont commis dans les bois que dans toutes les autres propriétés. Non-seulement on n'indemnise en aucune façon le propriétaire d'une forêt, obligé, contre son gré et dans un intérêt général, de la conserver dans cet état, quand même il trouverait avantage à la défricher, mais on fait encore peser sur lui des charges exceptionnelles. Ainsi les forêts, comparativement aux terres arables situées dans les mêmes conditions, sont toujours plus lourdement imposées; la partialité des répartiteurs à leur égard est telle que l'impôt s'élève souvent pour elles à 40 pour 100 de leur revenu. Elles participent en outre à bien des charges communales dont elles n'ont aucun bénéfice à attendre (1). Comme les autres propriétés,

(1) Ainsi jusqu'à présent le propriétaire de bois devait contribuer au traitement du garde champêtre, dont la surveillance dans les forêts était tout à fait nulle. Pour ne pas laisser à la merci du public les bois, il était tenu en outre d'avoir des gardes spéciaux payés par lui. Les délits constatés n'étaient jamais poursuivis s'il ne se constituait partie civile, et s'il ne garantissait à l'état les frais de poursuite. Une loi récemment votée par

elles contribuent, par les centimes additionnels dont elles sont frappées au prorata du chiffre de la contribution foncière, à l'entretien des chemins vicinaux, et cependant, lorsqu'elles veulent utiliser ces chemins pour le transport des bois, elles doivent payer à part les dégradations qui peuvent en résulter. La production moyenne de l'hectare boisé n'est cependant pas supérieure en poids à celle de toute autre culture : elle ne dépasse guère 2,500 ou 3,000 kilogrammes, tandis que celle de l'hectare cultivé peut s'élever à 4,000 kilogrammes et au-delà pour le froment, en y comprenant la paille, et à 4,500 kilogrammes s'il s'agit de pommes de terre. Le nombre de colliers qu'exigent ces cultures pour la fumure, le labour, la moisson, est en outre beaucoup plus considérable que celui que demande le simple transport de la production ligneuse de l'hectare de bois. Si donc les impôts spéciaux affectés à l'entretien des chemins vicinaux sont suffisans pour cet objet quand il s'agit de terres arables, à plus forte raison devrait-il en être de même pour les forêts, et si leur viabilité ne peut être assurée que par des réparations extraordinaires, on a peine à comprendre qu'on les laisse exclusivement à la charge de ces dernières quand les premières présentent des causes de dégradation beaucoup plus sérieuses. Qu'on ajoute aux conditions d'infériorité que nous venons d'énumérer l'élévation des tarifs de navigation et l'exagération des droits d'octroi à l'égard de la matière ligneuse, et l'on comprendra que, si l'ignorance et l'imprévoyance sont les causes premières de la disparition des forêts communales ou domaniales, c'est à l'insuffisance du revenu que donne la propriété boisée, due surtout à la législation qui la régit, qu'il faut en partie attribuer les défrichemens si nombreux aujourd'hui des forêts particulières. D'autres circonstances tendent cependant, comme on va le voir, à produire le même effet.

III.

La France, on l'a dit souvent et l'on ne saurait trop le répéter, est un pays essentiellement agricole. Mieux partagée qu'aucun autre sous le rapport du sol et du climat, elle donne les produits les plus divers et possède le monopole de quelques-uns des plus précieux : telle est la vigne par exemple, car les vins qu'elle fournit laissent bien loin derrière eux ceux de toute autre contrée. Il semblerait que, dans des conditions aussi exceptionnelles, la nation eût dû

le corps législatif vient de modifier cette situation : les gendarmes et les gardes champêtres seront à l'avenir tenus de surveiller les forêts particulières, et les délits pourront être poursuivis d'office par le ministère public. Il est douteux toutefois que cette surveillance soit suffisante pour rendre inutile le service de gardes spéciaux.

s'attacher à profiter le plus possible de ses avantages naturels, et tourner tous ses efforts vers la production agricole, qui lui eût donné amplement de quoi se procurer par l'échange les objets que d'autres peuples pouvaient eux-mêmes produire à de moindres frais. C'eût été le moyen le plus simple et le moins onéreux de nous pourvoir de fer, de certains tissus, de houille et d'une foule de choses que nous sommes peut-être moins aptes que d'autres à nous procurer directement. Au lieu de suivre cette marche si naturelle, nos législateurs en ont pris le contre-pied, et, trouvant que la nature avait mal réparti ses dons, ils ont imaginé de vouloir réparer son oubli. Tous leurs efforts paraissent n'avoir eu d'autre but que de décourager l'agriculture et de la sacrifier à l'industrie. Établi dans l'intention de favoriser cette dernière, notre système douanier a, par l'appât de bénéfices exceptionnels, attiré vers elle les bras et les capitaux, et fait le vide dans les campagnes, désertées par les travailleurs et appauvries par la spéculation. L'agriculture s'est trouvée par là doublement lésée, car d'un côté les capitaux dont elle eût profité lui ont été enlevés par l'industrie, de l'autre la protection accordée aux produits industriels a empêché par contrecoup les produits agricoles de trouver un débouché sur les marchés étrangers. Grâce à ce mécanisme ingénieux, on est parvenu à tarir chez nous la source naturelle de nos richesses pour créer à grands frais d'autres engins de production qui n'ont pas encore osé affronter le grand air de la liberté, et pour comble d'inconséquence, en voyant l'usure dévorer nos campagnes dépeuplées et leurs habitans affluer vers les villes, on a la naïveté de s'étonner d'un résultat qu'on a tout fait pour provoquer, et auquel on cherche maintenant à remédier par des moyens artificiels de toute nature. Les forêts se sont vivement ressenties d'un état de choses si anormal, car la pénurie des capitaux, en entravant les progrès agricoles, a contribué, dans bien des départemens, à conserver, comme base de l'économie rurale, le régime pastoral, si contraire, comme nous l'avons vu, à la prospérité du sol forestier.

Les motifs qui doivent faire désirer soit le reboisement d'un terrain dénudé, soit le maintien d'une forêt en nature de bois, dépendent, comme nous l'avons dit, du double caractère que nous avons reconnu à la propriété forestière, et ne peuvent être que la conséquence ou de son action au point de vue climatologique, ou du revenu qu'elle peut procurer. De là résultent d'un côté la nécessité de conserver boisées les parties qui, dans cet état, doivent avoir sur le régime des eaux ou la salubrité une influence salutaire, de l'autre l'avantage, au point de vue pécuniaire, de consacrer à la culture forestière les terrains dont aucune autre ne pourrait tirer un parti plus avantageux. En ce qui concerne le premier point, on ne sau-

rait contester qu'il touche à l'intérêt général beaucoup plus encore qu'à l'intérêt particulier. Les propriétaires des forêts situées dans ces conditions peuvent bien à la rigueur profiter, dans une certaine mesure, des effets généraux qui résultent de leur présence; mais ils n'en profitent pas assez pour que ce motif seul puisse les engager à les conserver en nature de bois, s'ils trouvent d'ailleurs un avantage quelconque à les transformer. Qu'importe au surplus au propriétaire d'un bois situé sur les plateaux que les rivières débordent dans les plaines, qu'elles transportent jusqu'à leur embouchure les terres enlevées sur leur passage, qu'elles entravent la navigation par leurs atterrissemens, ou forment des marais qui promènent la mort au milieu des populations riveraines? N'écoutant que son intérêt, il n'hésite pas un instant à détruire sa forêt, s'il trouve dans cette opération le plus léger bénéfice. Pour qu'il se décidât à la conserver, il faudrait donc qu'elle lui procurât, comme telle, un revenu supérieur à celui qu'il retirerait des autres cultures; mais cette condition même, qui peut être suffisante à une époque et dans des circonstances déterminées, n'agit malheureusement pas d'une manière assez générale pour garantir à jamais la société contre les défrichemens qui lui sont préjudiciables. L'histoire nous apprend en effet que la disparition des forêts ne s'est pas bornée aux parties qu'on pouvait cultiver avec avantage, mais qu'elle s'est étendue à des montagnes arides qui ont été stérilisées, et à des plaines impropres à toute autre production que le bois, et qui ont été par là transformées en déserts. On a bien essayé d'arrêter le mal par des lois qui prohibèrent les défrichemens, mais ces lois, qui nécessitaient l'ingérence toujours fâcheuse de l'état dans la gestion des propriétés privées, ont eu l'inconvénient plus grave encore d'être inutiles. Jamais elles n'ont pu empêcher un défrichement de s'effectuer quand le propriétaire y trouvait son avantage, et la longue suite des ordonnances royales et des arrêts du parlement, rendus depuis Charlemagne jusqu'à nos jours, afin de sauvegarder la propriété forestière, n'a servi qu'à constater l'impuissance de l'action légale en cette matière. C'est que les forêts, pas plus que les autres propriétés, ne peuvent se soustraire aux lois économiques qui les régissent, et que, par leur nature même, elles ne sauraient convenir à l'appropriation privée.

Ce qui dans toutes les industries donne à l'action individuelle une grande supériorité sur l'action gouvernementale, c'est l'esprit d'initiative qui la caractérise. La mobilité des opérations, la multiplicité des transactions, la transformation des produits, la rapidité de leur transport sur les points où ils sont demandés, ne s'accommodent pas de la régularité et de la lenteur calculée des administrations publiques. Le propriétaire privé, toujours à l'affût des besoins qui se

manifestent, se tient prêt à les satisfaire. Sa boussole, c'est son intérêt; c'est son intérêt qui tantôt lui fait courir les chances d'une opération aléatoire, tantôt lui conseille une prudente réserve. La ruine est la sanction pénale de son manque d'aptitude ou de sa négligence; la fortune est la récompense de l'exactitude de ses calculs et de son habileté. La société peut donc s'en rapporter complétement à l'industrie particulière pour faire face à toutes les exigences qui peuvent être satisfaites aussitôt qu'elles se manifestent : jamais dans ce cas cette industrie ne lui fera défaut; mais il ne saurait en être ainsi lorsqu'il s'agit de produits dont la longue élaboration exige un esprit de suite qui lui manque d'ordinaire. C'est en cela surtout que la production ligneuse se distingue essentiellement de la production agricole. Il suffit de quelques mois pour faire germer le grain, développer la plante, mûrir l'épi et livrer le blé au commerce. Les fourrages, les racines, les légumes n'exigent pas plus de temps, et si la vigne est moins prompte, du moins peut-on être sûr de ne pas attendre au-delà de quelques années les produits qu'elle fournit. Dans ces conditions, il est très facile à l'agriculteur de parer à toutes les éventualités et de s'adonner plus spécialement à la production qui lui donne le plus de bénéfices, c'est-à-dire à celle dont la société a le plus besoin. Les lois de l'offre et de la demande sont pour lui un régulateur infaillible. Qu'une récolte vienne à manquer, la hausse du blé lui fait augmenter l'année suivante l'étendue des terrains emblavés et combler par là les vides opérés dans les réserves. Que son prix vienne au contraire à s'avilir, il trouvera bénéfice à cultiver des plantes fourragères et à élever du bétail. Ce sont ces oscillations continuelles, résultat du jeu des intérêts particuliers, qui finissent, sous le régime de la liberté, par apporter cette stabilité si nécessaire aux intérêts de tous.

Rien de semblable pour les produits ligneux à cause du temps qu'ils exigent pour acquérir les qualités qui les font demander. Il faut à la nature de vingt à vingt-cinq ans pour produire la bûche qui pétille dans l'âtre, de cent cinquante à deux cents ans pour élaborer la quille du navire qui nous porte ou la poutre du toit qui nous abrite. Ces produits sont l'œuvre du temps, et dès lors les lois de l'offre et de la demande sont impuissantes à garantir à la société un approvisionnement continu. Comment en effet attendre que la demande se manifeste, si l'offre ne peut y répondre qu'un siècle ou deux plus tard? Il importe donc, puisque la société a besoin de bois, que les forêts soient aménagées de manière à en fournir annuellement à peu près la même quantité, de manière à éviter les souffrances qui seraient la conséquence inévitable d'une pénurie éventuelle. Le but de la sylviculture est précisément d'assurer cette régularité si précieuse pour tous, mais que les forêts particulières,

soumises à tous les hasards de la spéculation, sont impuissantes à procurer, car l'approvisionnement constant des marchés en matières ligneuses ne saurait en aucune façon se concilier avec les vicissitudes si diverses de la propriété privée.

Si la liberté est la condition première de la prospérité de l'agriculture, la stabilité est indispensable à l'existence même des forêts. La facilité avec laquelle elles se dénaturent, la difficulté de les reconstituer, le temps qu'elles exigent pour donner des produits, en font une propriété d'une nature toute spéciale. La superficie qu'elles couvrent fait partie intégrante de leur constitution; une fois qu'elle est enlevée, la forêt elle-même n'existe plus, et c'est pour ce motif que la société du Crédit foncier a limité au tiers de leur valeur le maximum des avances qu'elle fait sur les propriétés boisées, tandis que pour les autres elles peuvent atteindre la moitié. Les spéculations, les partages sont pour elles une cause inévitable de ruine. Une forêt divisée entre plusieurs héritiers est une forêt à peu près perdue; chacun des morceaux qui, joint aux autres, formait un tout homogène est incapable, une fois isolé, de donner un revenu régulier, et le défrichement devient souvent le seul moyen d'en retirer quelque profit. C'est comme une machine dont les différentes pièces appartiendraient à des propriétaires différens : une fois qu'elles ne concourent plus ensemble à un même but, elles ne représentent plus que la valeur intrinsèque du métal dont elles sont faites. Si l'on réfléchit que trois générations à peine nous séparent de 89, et que jusqu'à cette époque les forêt particulières, restées presque toutes entre les mains des seigneurs, s'étaient, sous l'empire du droit d'aînesse, transmises de père en fils sans se démembrer, on ne peut méconnaître, en voyant leur état actuel, que nos institutions ne leur aient porté un coup fatal. La plupart d'entre elles en effet, exploitées à *dix* ou *quinze ans*, ne donnent plus aujourd'hui que des produits sans importance qui vont de jour en jour en diminuant. Aussi, si nous devons nous féliciter des entraves de toute nature dont la révolution nous a affranchis, avons-nous moins à nous applaudir de l'influence qu'elle a eue sur le domaine forestier. Quelques particuliers sans doute, mettant à profit la merveilleuse propriété qu'ont les forêts de prospérer sur les terres les plus réfractaires à toute autre culture, leur consacrent celles dont ils ne peuvent tirer un meilleur parti, et consentent, dans l'intérêt de leurs descendans, à employer à des plantations un capital qui devra s'accroître spontanément par le seul effet de la végétation; mais c'est évidemment là l'exception, et d'ailleurs la réalisation de ce capital accumulé est un appât auquel bien peu d'héritiers sont en mesure de résister.

Il résulte de tout ce qui précède que ni l'action bienfaisante des

forêts au point de vue climatologique, ni le revenu pécuniaire qu'elles procurent, ne suffisent pour garantir leur conservation en tant qu'elles resteront propriétés privées. C'est donc exclusivement à l'état, comme représentant l'ensemble des intérêts sociaux, que doit être réservée la possession des massifs boisés qu'il est nécessaire de conserver. Comme être moral et impérissable, il doit tenir compte des exigences de l'avenir aussi bien que des nécessités du présent, et sa responsabilité, qui s'étend aux générations futures, lui fait un devoir de leur transmettre intactes des richesses dont nous ne sommes que les usufruitiers. Cette conséquence, que Charles Comte avait tirée d'une manière un peu vague, il est vrai, du principe même de la propriété, un savant économiste allemand, M. Guillaume Roscher, que M. Wolowski vient de faire connaître à la France (1), l'a déduite de la comparaison des différens systèmes de culture. M. Léonce de Lavergne enfin lui a donné, dans la *Revue* même, la sanction de son autorité (2). L'assemblée nationale s'était parfaitement rendu compte du peu d'aptitude des particuliers à être propriétaires de forêts, puisque, par la loi du 23 août 1790, elle déclara inaliénables celles de l'état (3). Il n'y a pas jusqu'aux Américains, le peuple du monde le plus réfractaire à l'intervention gouvernementale, qui, pour protéger la propriété forestière, n'aient été obligés d'y avoir recours. Dès 1837, les hommes d'état du Massachusetts, alarmés du progrès des déboisemens et des conséquences qu'ils prévoyaient, chargèrent une commission d'étudier les moyens de conserver et d'augmenter l'étendue du sol forestier. Voici comment s'exprime M. Emerson, le rapporteur : « Les forêts, dans leur ensemble, ne doivent pas être traitées, du moins d'une manière profitable pour le pays, par des individus agissant isolément, sans lien entre eux, sans règle, sans principe; la conservation et l'amélioration des forêts ne peuvent être réalisées que d'après un aménage-

(1) Par la traduction des *Principes d'Économie politique* de G. Roscher, 2 vol., Guillaumin.

(2) « On attribue généralement aux économistes des théories contraires à la propriété des forêts par l'état. Je proteste, pour mon compte personnel, contre cette imputation. Le principe fondamental de la science économique n'est-il pas que toute espèce de propriété revienne à qui en tire le meilleur parti?... » Voyez la *Revue* du 1er décembre 1855, *les Essences forestières à l'Exposition universelle,* par M. Léonce de Lavergne.

(3) Le préambule de cette loi, très énergiquement formulé, ne laisse aucun doute sur les motifs qui l'ont provoquée : « L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités réunis des domaines, de la marine et des finances, de l'aliénation des biens nationaux, du commerce et de l'agriculture, considérant que la conservation des bois et forêts est un des objets les plus importans et les plus essentiels aux besoins et à la sûreté du royaume, et que la *nation seule,* par un nouveau régime et une administration sage et éclairée, *peut s'occuper de leur conservation, amélioration et repeuplement,* pour en former en même temps une source de revenus publics, a décrété, etc. »

ment sagement préconçu, appliqué sur toute la surface du pays, en employant toutes les ressources de la science, *respecté et suivi de génération en génération.* Un gouvernement qui ne vit pas au jour le jour, mais qui, les yeux fixés sur l'avenir, veut travailler pour les générations futures, fait preuve de sagesse, de prudence et de patriotisme en procédant à une statistique des forêts destinée à faire connaître au peuple l'importance de ses richesses forestières et la manière dont il doit en user (1). »

Comprend-on après cela que le gouvernement français lui même n'ait pas hésité, à différentes époques, à provoquer l'aliénation d'une partie des forêts domaniales? Comprend-on surtout qu'un de nos plus grands financiers ait cherché à motiver de désastreuses opérations par la prétendue supériorité des propriétés privées sur les propriétés publiques, et par les revenus plus considérables que donnent toujours les premières (2)? Ce raisonnement échafaudé sur un calcul erroné, et répété comme un axiome indiscutable à chaque nouvelle crise, a réussi, il est vrai, à arracher à nos assemblées délibérantes les différens votes qui ont porté à 328,000 hectares l'étendue des forêts domaniales aliénées depuis 1814 seulement; mais il n'a jamais pu convaincre l'opinion publique, qui s'est toujours prononcée contre ces opérations : elle prévoyait en effet que ces forêts ainsi vendues étaient fatalement condamnées à disparaître, et qu'un jour viendrait où l'état aurait à racheter ces terrains dénudés et à les reboiser au prix de sacrifices bien autrement considérables que le bénéfice que lui procurait cette vente irréfléchie. C'est en effet à créer des forêts nouvelles partout où l'intérêt général l'exige, et à assurer, même au prix de l'expropriation, la conservation de toutes celles dont l'influence climatologique est manifeste, que l'état doit tendre, bien loin d'aliéner celles qu'il possède encore. C'est à ces conditions seulement que la liberté du défrichement pourra être accordée à celles qui ne sont pas dans ces conditions, et qu'il en résultera une meilleure distribution du sol forestier. Les

(1) *Les Forêts dans l'état de Massachusetts,* par M. A. F. d'Héricourt. *Annales Forestières,* avril 1857.

(2) Voici comment s'exprimait M. Laffitte en 1831 pour justifier le projet d'aliéner 300,000 hectares de bois domaniaux : « Nous pourrions ajouter ici beaucoup d'autres considérations, connues de tout le monde, sur le peu d'aptitude de l'état à être propriétaire, et sur l'avantage de faire passer les propriétés publiques aux mains des particuliers... Les bois en général ne rendent que 2 ou 2 1/2 au plus à l'état; transportés aux particuliers, ils rendraient par les mutations ou l'impôt foncier 1 1/2 au moins pour 100, c'est-à-dire les deux tiers environ de leur revenu actuel. L'état en aurait donc en caisse la valeur, et retrouverait par l'impôt une partie du produit. Les particuliers en retireraient aussi de leur côté un revenu supérieur à celui qu'en retirait l'état. La supériorité de l'industrie individuelle explique ces différences. »

bois situés en plaine et dans de bons sols disparaîtront pour faire place à des cultures plus productives, tandis qu'on les verra couronner des montagnes qui sans eux resteraient stériles. La liberté succédant à la réglementation actuelle permettra ainsi aux diverses propriétés de se constituer suivant leurs lois naturelles, au grand avantage des intérêts privés comme des intérêts généraux.

Mais s'il est admis que les forêts sont par leur nature une propriété essentiellement nationale, il ne saurait évidemment plus être question, à cet égard, de jouissance commune. Le partage entre les habitans des produits ligneux qui en proviennent n'est pas le meilleur moyen d'en tirer parti, car il a pour conséquence inévitable d'en déprécier la valeur, et devient par cela même une perte pour la société. C'est par la vente, pendant qu'ils sont encore sur pied, des arbres à abattre que l'on peut en obtenir le bénéfice le plus considérable. L'adjudicataire, maître de façonner ces bois à son gré, tend naturellement à satisfaire les besoins les plus urgens, parce qu'il doit lui-même y trouver son avantage. Cette marche, actuellement suivie dans les forêts domaniales, restreint donc l'action de l'état dans les limites où elle est nécessaire, c'est-à-dire la conservation et la bonne exploitation des forêts, mais elle abandonne avec raison à l'industrie particulière le soin de débiter la matière ligneuse suivant les exigences de la consommation. Le produit de ces ventes entre dans les caisses du trésor, dont il forme une des branches de revenu.

Nous avons essayé de faire connaître ici le rôle de la propriété forestière dans l'économie rurale et de dissiper le préjugé malheureusement trop répandu de son antagonisme avec la propriété agricole. Soit en effet que par leur action bienfaisante les forêts contribuent à la salubrité de l'air, à la fertilité du sol, à la bonne distribution des eaux, soit qu'elles nous permettent de tirer parti des terrains qui sans elles seraient improductifs, ou qu'elles nous fournissent le bois dont la société ne peut se passer, soit enfin que par leur riante végétation elles décorent la campagne et la fassent aimer de ceux qui l'habitent, elles sont pour l'agriculture un auxiliaire des plus précieux. La question forestière n'est donc pas exclusivement, comme on l'a cru jusqu'ici, une question fiscale : elle est avant tout agricole; son importance sous ce rapport est bien autrement grave pour le pays que sous celui des considérations financières qu'elle peut comporter. La méconnaître, c'est préparer à la France un avenir dont l'Espagne, la Grèce et l'Asie-Mineure peuvent nous donner une idée.

J. Clavé.

LE ROI ODOACRE

PATRICE D'ITALIE

Les derniers temps de l'empire romain d'Occident, injustement dédaignés par les historiens modernes, présentent pourtant le plus intéressant spectacle de mouvement et de vie. Si les événemens ne s'y déroulent pas avec la marche régulière et majestueuse des grandes époques normales, le mélange des races y crée des individualités plus originales peut-être; l'action personnelle y prend une place beaucoup plus large, et partout éclate l'imprévu. Les personnages les plus différens d'origine et d'habit s'y disputent la puissance sur les masses, armées ou désarmées : ici, c'est un moine qui fonde un gouvernement théocratique dans les villes romaines du Danube; là, ce sont des évêques qui défendent leurs villes sur la brèche, affrontent des armées victorieuses, ou dirigent les négociations politiques les plus délicates; là encore, ce sont des soldats qui deviennent empereurs, des empereurs qui deviennent prêtres, des Barbares qui se font plus Romains que les Romains eux-mêmes, des Romains qui aspirent à être Barbares. Les costumes sont mêlés, comme les caractères et les ambitions. Il faut une loi pour empêcher l'officier romain de souiller ses épaules d'une peau de mouton et de traîner dans les rues de Rome un long sabre goth attaché à des chaînes de fer. D'autres lois empêcheront bientôt le sujet barbare d'apprendre à lire et de se corrompre au contact des lettres et des arts de l'Italie. Au milieu de ce conflit de nationalités, d'intérêts, de sentimens opposés naissent les peuples modernes. Le tombeau de l'empire romain est fécond : un monde nouveau en sort tout armé.

Parmi les personnages des derniers temps de Rome, il en est un dont on parle beaucoup, que l'on connaît peu, et qui mérite pourtant d'être étudié : c'est Odoacre. On en a fait un conquérant venu du Nord avec d'effroyables Barbares pour enlever aux Italiens le tiers de leur territoire. Ce mot de conquête appliqué aux événemens du ve et du vi^e^ siècle, semble tout expliquer sans peine, et au fond dispense de rien expliquer. Odoacre ne venait point en conquérant des bords du Danube, où il n'avait jamais régné; il sortait de la garde impériale romaine, où il était soldat. Son rôle ne fut pas celui d'un chef de sauvages s'abattant sur un pays civilisé et s'y partageant les hommes, les villes et les champs; Odoacre, chef d'une révolte des troupes romaines, fut un dictateur militaire comme Sylla, comme Jules César, comme Auguste; il récompensa comme eux ses vétérans et ses jeunes soldats en imposant pour contribution de guerre à l'Italie une portion de son territoire; seulement ces recrues et ces vétérans étaient des Barbares, et le dictateur lui-même un Barbare, parce qu'il n'y avait plus alors que des Barbares sous le drapeau de Rome. On se sert donc d'une formule erronée quand on écrit : « Odoacre conquiert l'Italie, Odoacre fonde un royaume barbare en Italie. » Rien n'est plus propre que de telles formules à faire dévier l'histoire de son vrai sens. Odoacre ne s'appela jamais roi d'Italie, aucun contemporain ne lui donne ce titre; il fut roi de ses soldats et patrice gouvernant l'Italie, avec l'agrément du sénat de Rome au nom de l'empereur d'Orient.

J'essaierai d'exposer brièvement ici les événemens qui amenèrent la suppression de l'autorité impériale en Occident, et de bien définir la nature du pouvoir substitué par Odoacre à celui des césars. Mon but est de mettre en saillie non pas seulement le caractère de cet aventurier fameux, mais généralement celui des Barbares qui participèrent au maniement des affaires romaines dans cette période suprême de l'empire : classe particulière de Barbares qui sert de transition entre le Barbare pur et le Romain.

Odoacre se montre à nous dans l'histoire flanqué de deux personnages à physionomie étrange : l'un est un ancien secrétaire d'Attila, le Pannonien Oreste, père de l'enfant qui vint clore la liste des césars; l'autre est un moine, fondateur d'un petit royaume théocratique, sur le versant septentrional des Alpes tridentines et juliennes. Ce moine, honoré par l'église sous le nom de saint Séverin, donna le plus parfait modèle de ces gouvernemens spirituels établis d'un commun consentement, au nom de la morale et de la religion, sur les ruines du gouvernement temporel, et qui, dans les formules de l'époque, prenaient parfois le nom de *gouvernement de Dieu*. Séverin ne fera qu'apparaître dans ce récit, son action étant restée

étrangère à l'Italie; mais en revanche on y verra se dessiner le plus grand des évêques du ve siècle, Épiphane de Pavie, à qui n'a manqué, sous l'habit du prêtre, aucune des qualités du héros, ni le génie, ni le dévouement, ni l'amour de son pays.

Séverin était venu s'établir en Pannonie dans l'année même qui suivit la mort d'Attila, et quand ce pays était bouleversé par les guerres cruelles que se livraient les fils et les capitaines du conquérant pour se partager sa dépouille. Nul ne connaissait le nouveau-venu, et nul ne sut jamais ni son origine ni sa vie passée. Toutes les fois qu'on l'interrogeait sur sa personne, il semblait montrer de l'irritation ou gardait un silence dédaigneux. Dieu l'avait envoyé, disait-il, pour assister des populations souffrantes, souffrir avec elles, et non pour satisfaire une futile curiosité. Cet homme, encore jeune, d'une austérité de vie incroyable, même chez un moine, et d'une volonté à l'épreuve des plus grands obstacles, entreprit de sauver de l'irruption barbare les villes romaines du Danube, qui n'avaient plus ni soldats pour les défendre, ni magistrats pour les gouverner. Il leur inspira l'énergie de se protéger elles-mêmes, il les rattacha entre elles par un lien commun, au nom de Dieu et de la charité; il fut leur conseiller, leur sauveur, leur roi absolu. Son autorité s'étendit pareillement sur les peuples barbares qui enveloppaient ces villes et les menaçaient. Le *saint* (c'est ainsi qu'on l'appelait) fut bientôt considéré comme un messager du ciel et un prophète, dont tous les actes étaient des miracles et toutes les paroles des prédictions. Étrange gouvernement, dont le Capitole était une cellule, le despote un *saint*, et les ministres des moines ordonnant, administrant, faisant la paix ou la guerre!

I.

Vers l'année 470 ou 471, lorsque le règne d'Anthémius commençait à chanceler en Italie et que celui du moine Séverin dans le Norique atteignait son plus haut degré de puissance, un soldat ruge, parti des bords du Danube pour aller, à travers les Alpes, chercher du service en Italie, passa près de la cellule du saint, placée dans un des vallons les plus agrestes du mont Kalenberg. Aucun Barbare n'approchait jamais de ce lieu vénéré sans visiter le prophète, lui demander sa bénédiction et provoquer de lui quelque mot qu'on pût regarder comme un avis ou une prédiction, et que chacun interprétait suivant sa pensée. La cellule était basse, et le nouveau visiteur, d'une taille au-dessus de l'ordinaire, ne put franchir le seuil qu'en se baissant, et se tenir debout sous le toit qu'en courbant la tête. C'était un homme encore jeune, d'une allure martiale,

et dont la physionomie intelligente et hardie contrastait avec son misérable accoutrement de peaux de mouton sales et déchirées. « Tu es grand, et pourtant tu grandiras encore, » lui dit Séverin en fixant sur lui un de ces regards qui semblaient percer l'avenir. Le Barbare recueillait avec avidité les paroles du saint, comme si elles eussent répondu à une consultation intérieure, et il tressaillit quand celui-ci ajouta en le congédiant : « Poursuis ta route, va en Italie sous les peaux grossières qui te couvrent; le temps n'est pas loin où le moindre des cadeaux que tu distribueras à tes amis vaudra mieux que tout le bagage qui fait maintenant ta richesse. » Ce soldat s'appelait Odoacre, fils d'Édécon. Il reprit sa marche, plein de joie, conservant dans le secret de son cœur, comme un gage assuré de sa fortune, les paroles d'un prophète que l'événement ne démentait jamais.

Arrivé en Italie, Odoacre y trouva facilement l'emploi de son bras. La mâle tournure et la haute taille des guerriers ruges étaient faites pour attirer l'attention des recruteurs romains. Les volontaires de cette nation, et généralement tout ce qui sortait des bandes d'Attila, à l'exception peut-être des Goths, trouvaient à la cour de Ravenne un chaud protecteur et presque un compatriote dans la personne du Pannonien Oreste, autrefois secrétaire du roi des Huns, maintenant officier supérieur dans la garde des empereurs d'Occident. L'ancien ministre d'Attila n'avait point oublié ses amis barbares.

De tous les aventuriers romains ou barbares que produisit le ve siècle, ce siècle des grands aventuriers de l'ancien monde, aucun n'offrit dans sa vie de plus étranges contrastes que cet Oreste, sorti des chariots des Huns pour aller fermer, sur le trône impérial d'Occident, en la personne de son fils, la succession de Jules César et d'Auguste. Né à Pettau, en Illyrie, d'une famille honnête de provinciaux, il s'était allié à une plus illustre, en épousant la fille du comte Romulus, personnage considérable même hors de sa province, et honoré de plusieurs missions par les césars de Ravenne. Avec une merveilleuse souplesse d'esprit, que n'embarrassaient guère les scrupules de conscience, Oreste savait toujours accommoder son patriotisme aux vicissitudes de sa patrie. Romain au temps où la Pannonie était romaine, Barbare lorsque les Huns l'occupèrent, mais prêt à redevenir Romain au premier retour de fortune, il servit loyalement, à mesure qu'elles se présentèrent, toutes les causes que lui imposa la nécessité. Attila n'eut pas de ministre plus fidèle, l'empire de plus dangereux adversaire, tant que dura la domination des Huns; mais à la mort du conquérant il regarda ses engagemens comme rompus, et, refusant de prendre part aux luttes de ses compagnons d'armes, il vint avec sa famille et ses tré-

sors se fixer en Italie, où il dépensait noblement la part qu'il avait touchée dans le pillage de l'empire. Ainsi rendu à sa première situation, le secrétaire d'Attila se montrait un bon et utile Romain. Sa profonde connaissance des mœurs et des intérêts barbares le fit rechercher par les ministres des empereurs et par les empereurs eux-mêmes. Il se glissa dans leur intimité, fut bientôt de tous leurs conseils, et obtint un commandement dans le corps des domestiques, poste envié et réellement important en ce qu'il servait de marchepied à tout.

Par suite de ses aventures mêmes et des relations de sa vie passée, Oreste pouvait rendre à l'empire des services de plus d'un genre; mais le plus important de tous se trouvait en quelque sorte entre ses mains. La question de vie ou de mort pour la Romanie occidentale était alors dans la composition de ses armées : non pas qu'il s'agît encore, comme sous Marc-Aurèle ou Probus, d'y combiner avec prudence l'élément national et l'élément étranger, de manière à garantir toujours la prééminence au premier; le temps des simples tempéramens n'était plus, et le gouvernement d'Occident se résignait à ne plus compter sous ses enseignes que des soldats étrangers. La question était de décider si ces soldats étrangers formeraient au sein de l'Italie une armée ou un peuple. Sans doute le recrutement des mercenaires barbares dans un seul peuple, par l'intermédiaire d'un chef ou roi de ce peuple, généralissime romain, offrait de grands avantages de facilité et de cohésion; mais Ricimer en Italie, Aspar à Constantinople, avaient mis à nu les inconvéniens d'un pareil système, qui amenait, comme conséquence inévitable, la dépendance des empereurs et l'abaissement de l'autorité impériale devant le patriciat barbare. Le remède à ce mal, remède bien impuissant encore, consistait à changer le mode de recrutement, au moins pour une portion des troupes, à diviser les commandemens, à créer entre les chefs des rivalités de position, en un mot à détruire au profit de l'empereur cette unité et souvent cette hérédité du gouvernement militaire qui faisait la force des patrices barbares, entrepreneurs d'armées romaines.

Dans la Romanie orientale, Léon avait accompli ce travail avec succès. En composant sa garde de recrues isauriennes opposées aux fédérés goths de Théodoric le Louche et d'Aspar, et remettant le commandement de cette garde à l'Isaurien Zénon, devenu son gendre, il avait su se préserver lui-même, et chasser des abords du trône la dynastie militaire des Ardabures, maîtresse de l'Orient depuis un demi-siècle. L'Occident, il est vrai, ne comptait, parmi ses populations sujettes de l'empire, rien de comparable pour l'énergie guerrière aux sauvages tribus de l'Isaurie; mais à défaut de Ro-

mains on pouvait opposer les Barbares aux Barbares, et combiner, pour la garde des empereurs, un système d'enrôlement qui échappât à l'action de Ricimer. Il semble que ce fut là l'idée d'Anthémius, et peut-être la cause immédiate de sa ruine. On voit en effet, vers cette époque, des corps entiers, et en particulier celui des domestiques, se recruter de Ruges, d'Hérules, de Scyres, de Turcilinges, d'Alains, enrôlés individuellement ou par petits groupes isolés, et ces bandes de race différente, soumises au commandement d'officiers romains, formèrent, suivant toute apparence, ce qu'on appela les *nations*. Ce ne fut plus, comme l'armée de Ricimer, une masse homogène, un peuple que son roi louait à l'empereur, mais une troupe stipendiée directement par l'empereur, et qui lui resta fidèle quand la guerre éclata entre son patrice et lui. Telle est en effet la transformation qu'on voit s'opérer sourdement dans la milice romaine sous le règne d'Anthémius. Oreste semblait fait exprès pour la diriger, lui qui connaissait si bien les intérêts, les mœurs, les alliances ou les inimitiés des Barbares, et que ceux-ci regardaient presque comme un homme de leur sang. On peut supposer qu'il fut d'abord employé par Anthémius à des missions de ce genre, et que l'aventurier pannonien dut à cette utilité toute particulière sa faveur marquée à la cour et un poste dans la garde palatine. Le scribe qui avait tenu le registre des armées d'Attila devint le recruteur en chef de la garde des césars.

Grâce à cette circonstance et à l'engouement dont les recrues ruges, hérules et turcilinges furent dès lors l'objet, Odoacre entra d'emblée dans le corps des domestiques, en qualité de doryphore ou porte-lance. Oreste l'attacha à son service personnel; il le prit pour écuyer, nous dit la tradition. Le fils d'Édécon assista, dans cette situation modeste, aux guerres civiles qui amenèrent la chute d'Anthémius, suivie si promptement de la mort de Ricimer et de celle d'Olybrius, son digne protégé. Ces guerres durent offrir au doryphore plus d'une occasion de montrer sa vive intelligence et son audace. Il s'acquit dans la milice palatine, ennemie des Suèves, une popularité qui faisait déjà de lui un personnage important, quand il n'était encore que simple soldat.

Dans cette position, Odoacre assista aux grands drames qui précédèrent la chute de l'empire d'Occident. Il prit part à la lutte de Ricimer contre Anthémius. Il vit les progrès des patrices barbares, se rendant maîtres du trône impérial sans oser eux-mêmes s'y asseoir, puis le patriciat, devenu héréditaire, transmis du puissant Ricimer à l'imbécile Gondebaud. Il traversa le règne ridicule d'Olybrius, le protégé des Vandales, puis celui de Glycerius, le protégé des Burgondes, règnes éphémères, mais trop longs pour l'honneur

et le bonheur des Romains, et marqués tous deux, à des degrés différens, par l'affaiblissement de l'empire et l'avilissement de l'empereur. Enfin il servit sous Népos.

Le nom de cet avant-dernier des césars ne réveille plus dans la postérité qu'un seul souvenir : il se nommait Julius, comme le premier de ces maîtres du monde. C'est à peu près tout ce qu'on sait de lui; pourtant ce fut un homme juste et bon, plein d'intentions droites, qu'on lui dénia, et de vertus civiles, qui n'excitèrent que le mépris. Sa mauvaise étoile semblait aggraver encore les destinées de Rome, déjà si fatalement entraînée vers la ruine. Envoyé par l'empereur d'Orient avec une armée orientale pour délivrer l'Italie de la honteuse tyrannie de Gondebaud, il fut traité comme un usurpateur étranger, comme un lieutenant de Léon, chargé de la conquête de Rome au profit de Constantinople. Sa clémence envers Glycerius ne servit qu'à lui réserver un bourreau, sa condescendance respectueuse envers le sénat qu'à l'amoindrir et le livrer sans défense à la haine des sénateurs; enfin tout tourna contre lui, jusqu'aux espérances que ses bonnes qualités avaient fait naître. Ces tristes spectacles, en dévoilant à tous les yeux les vices cachés de ce grand empire, sa faiblesse, et les passions qu'il fallait soulever pour le perdre, durent à la fois éveiller l'ambition d'Odoacre et lui enseigner la route à suivre pour parvenir à ce but.

L'avénement de Népos avait été l'occasion d'une prise d'armes de la part des Visigoths de Toulouse. Euric, leur roi, envahit le Limousin, le Berri et l'Auvergne; mais l'héroïque résistance de Clermont, défendue par son évêque, Sidoine Apollinaire, et par le maître des milices, Ecdicius, beau-frère de l'évêque, força les Visigoths à la retraite. Ils allaient revenir au printemps de l'année 475, irrités de leur défaite et décidés à conquérir non-seulement l'Auvergne, mais la Gaule Narbonnaise. C'était une guerre dangereuse, qui mettait en péril, avec la dernière province romaine à l'ouest des Alpes, la dernière armée de l'empire d'Occident. Avant de l'entreprendre, Népos voulut consulter l'Italie; il réunit les conseils provinciaux de la péninsule, leur demandant leur avis sur le parti qu'il fallait prendre. L'Italie émit le vœu qu'on négociât. Les conditions de la paix furent dures, et un traité solennel céda l'Auvergne aux Visigoths : à ce prix seulement, Népos sauva la Narbonnaise. Mais l'Auvergne ne se soumit point; elle voulut rester Romaine en dépit de Rome, et le maître des milices, Ecdicius, se retranchant dans ses montagnes avec une troupe de patriotes dévoués, appela la Gaule entière aux armes. Népos se vit contraint de dépouiller de sa charge, comme rebelle, un homme qu'il admirait; il en revêtit le Pannonien Oreste, alors patrice, et commandant en chef d'une

armée campée sous les murs de Rome. Oreste reçut l'ordre de conduire cette armée en Gaule pour pacifier la cité d'Auvergne et assurer l'exécution du traité passé avec le roi des Visigoths. C'est ici que s'ouvre la série des événemens qui, en moins d'une année, firent du porte-lance Odoacre un général et plus qu'un empereur.

L'armée réunie sous les murs de Rome se composait des corps qui avaient pris parti pour Népos et de ceux qui, restés fidèles à Glycerius, s'étaient dispersés lorsque leur chef leur avait donné, par sa retraite précipitée, le signal de la déroute. Répandus dans la campagne de Rome, ils l'infestaient de leurs brigandages, et une fois la guerre terminée, Népos s'occupa de les rallier et de les refondre avec les premiers, afin de reconstituer sur son ancien pied l'armée italienne. Il semble qu'Oreste avait été chargé de ce travail. Soit que le Pannonien, voyant Glycerius s'abandonner lui-même, eût déserté sans scrupule pendant la lutte, entraînant avec lui la garde impériale, dont il était un des chefs influens, soit qu'il eût attendu, suivant son habitude, que la fortune eût prononcé, on le retrouve après la victoire à la tête de l'armée reconstituée, et le plus important des capitaines de Népos. Il avait son quartier-général à Rome même, dont il occupait le territoire, tandis que l'empereur était rentré dans Ravenne, véritable siége du gouvernement et métropole des affaires.

Ce voisinage de Rome, dangereux pour la discipline des soldats, l'était encore plus pour la fidélité des officiers. C'est là que se donnaient carrière, avec une liberté qu'ils n'eussent pas osé invoquer ailleurs, les partis ennemis de Népos : fonctionnaires disgraciés de Glycerius, sénateurs oubliés par le nouveau prince, vieux Romains dont l'orgueil ne se mesurait pas à la réalité des choses, et qui voyaient de bonne foi dans une intervention de l'empire d'Orient un attentat contre Rome et une oppression pour l'Italie, ambitieux de toute classe, fauteurs de révolutions sous le masque du patriotisme occidental. Ni les bonnes intentions de Népos, ni ses efforts pour faire le bien, n'avaient réussi à le rendre populaire. L'amère critique dont ses actes étaient l'objet dans la ville éternelle parut aisément à des généraux avides de pouvoir un appel à la révolte. L'histoire ne saurait affirmer, en l'absence de documens positifs, que le sénat ou du moins une notable partie du sénat prit une part directe au complot qui ne tarda pas à s'organiser; mais l'attitude des sénateurs vis-à-vis de ce malheureux prince fut si ouvertement hostile, que l'empereur d'Orient put leur dire plus tard avec justice : « C'est vous qui l'avez renversé. »

Dans ce tourbillon de préjugés et de passions qui travaillaient pour lui, Oreste, clairvoyant et réservé, se tenait prêt à tout événe-

ment. Sans se compromettre par de vaines paroles, il aidait la désaffection à se glisser peu à peu parmi les soldats. La présence des auxiliaires grecs dans les troupes de Népos pendant la dernière guerre était une arme à deux tranchans, redoutable dans la main des provocateurs de désordre, qui sans doute ne la laissaient pas reposer. A ceux qui avaient fidèlement soutenu Glycerius, ils pouvaient dire : « Vous avez été vaincus par des Grecs; » aux soldats de Népos : « Vous avez marché à la suite d'un Grec. » Ce fait, présenté comme une injure, offensait ces esprits grossiers, et la vanité barbare prenait parti pour l'orgueil italien. L'ordre, reçu tout à coup, d'aller en Gaule remettre la cité d'Auvergne aux Visigoths réveilla en outre dans ce ramas d'étrangers des idées qu'il eût été plus prudent de ne point exciter. Qu'iraient-ils faire au-delà des Alpes? Assister au partage de l'un des territoires les plus fertiles de l'Occident, le livrer à des Barbares, et comprimer au besoin la résistance des provinciaux dépossédés! Lorsque Rome traitait si généreusement ses ennemis, pourquoi ses défenseurs étaient-ils réduits à une maigre paye pour prix de leur sang? Le temps des auxiliaires ne viendrait-il pas aussi? Les soldats de Rome ne demandaient qu'à être traités comme les Visigoths! Des pensées de ce genre s'agitaient dans beaucoup de têtes, et, sans les approuver ni les combattre, ou, pour mieux dire, en les combattant mollement, Oreste laissa se développer ce terrible ferment qui devait tout emporter. Ainsi se noua entre le compagnon d'Attila et les anciennes bandes du roi des Huns on ne sait quel contrat bizarre, un accord tacite, un complot sans engagement mutuel, mais qu'une des parties put invoquer après le succès.

Si Népos, instruit de ce qui se passait, crut porter remède à ces manœuvres en éloignant Oreste avec une partie de son armée, il se trompait étrangement sur la gravité du mal, et ne connaissait guère l'homme à qui il avait affaire, car, après avoir résolu l'éloignement des troupes, il ne prit aucune mesure pour l'assurer; aucune ne fut prise non plus pour garantir Ravenne contre une attaque possible. L'armée d'expédition partit de Rome, au commencement de mars, par la voie militaire qui conduisait en Gaule à travers l'Étrurie, et, se bifurquant à Forum-Livii, aujourd'hui Forli, se dirigeait de là sur l'Adriatique : c'était à la fois la route de Milan et celle de Ravenne. Elle marchait silencieusement à grandes journées, irritée au fond, mais ne dénotant par aucun de ses actes un état actuel de révolte : aussi la surprise de Népos fut complète. Selon toute apparence, c'est à Forum-Livii qu'Oreste, maître de la route de Ravenne et tenant l'empereur sous sa main, leva le masque et déclara à sa troupe qu'il ne la menait pas hors de l'Italie désho-

norer le nom romain, mais à Ravenne, où elle aurait occasion de le venger. Chefs et soldats protestèrent qu'ils étaient prêts à le suivre.

Quant à Népos, il restait comme assoupi dans sa sécurité. Lorsque des bruits vagues vinrent exciter tout à coup son attention, il observa avec anxiété cette marche mystérieuse de son patrice, perdant en conjectures et en hésitation un temps précieux pour agir. Il eût pu dès le principe appeler à lui les corps disséminés en Ligurie et se fortifier dans Ravenne : bientôt il fut trop tard; le passage se trouva fermé par l'approche des colonnes ennemies, et la mer seule lui resta. Dans cette conjoncture, il fit appareiller un des navires du port pour s'y jeter à tout événement. Aucun effort ne fut tenté pour défendre la ville, et au moment où l'avant-garde d'Oreste attaquait la longue et étroite chaussée coupée de ponts qui reliait Ravenne à la terre ferme, Népos gagna le quartier de Classe et s'embarqua. Suivant toute vraisemblance, sa petite flotte dalmate prit le large avec lui. Ainsi le protégé de Léon regagnait Salone, qu'il avait quittée quatorze mois auparavant, si plein d'espérances déçues, et où Glycerius l'attendait. Les deux ennemis allaient se retrouver face à face dans une singulière parité de destin : tous deux empereurs d'Occident dépossédés et exilés, tous deux partageant l'administration de la Dalmatie, l'un comme prince, l'autre comme évêque. Jamais les dérisions de la fortune n'avaient été à la fois plus burlesques et plus amères.

Oreste fit son entrée à Ravenne le 28 mars de l'année 475, et, contre toute attente, il ne s'installa point, du moins comme empereur, dans le palais resté vacant; il ne prit point la pourpre, et si les soldats la lui offrirent, il la refusa. Ce n'était pas là son jeu. Soit qu'il affectât de suivre en tout la tradition des patrices barbares, plus confiant dans leur stabilité que dans celle des césars, soit qu'il craignît de payer trop cher ses complices, s'il acceptait la souveraineté pour lui-même, il déclara n'en point vouloir, et son refus rejeta l'Occident dans l'embarras des interrègnes. Celui-ci dura deux mois, pendant lesquels Oreste fut censé chercher un candidat qu'il ne trouvait pas, et pendant lesquels aussi, comme on le pense bien, aucun ne vint s'offrir à son choix. Le sénat, les villes, l'armée, se montraient impatiens d'en finir, quand un coup de théâtre leva soudainement les incertitudes.

J'ai dit plus haut qu'Oreste, venu en Italie après la mort d'Attila, y avait amené sa famille, composée de son père ou de son beau-père, le comte Romulus, de sa femme jeune encore, et d'un frère nommé Paulus, qui s'était attaché à sa fortune. Depuis leur établissement au midi des Alpes, la fille du comte Romulus lui avait donné un fils qui pouvait avoir alors treize ou quatorze ans, et portait le nom

de son aïeul. Les parens du nouveau-né, par un jeu d'esprit assez bizarre, avaient ajouté au nom patronymique de Romulus le surnom d'Augustus, comme pour réunir sur la tête de cet enfant le double souvenir du fondateur de Rome et du premier de ses empereurs. Ce rapprochement puéril passa plus tard pour une prophétie. Suivant l'usage romain, le jeune fils d'Oreste fut désigné par son surnom d'Augustus, et plus familièrement par le diminutif Augustulus, qui signifiait *le petit Augustus*. Il grandit près de son père, au milieu des soldats, et comme il était gracieux et beau (l'histoire a pris soin de nous le dire), il devint l'idole de l'armée qu'Oreste commandait. Un jour donc, c'était le 29 octobre, l'interrègne se prolongeant trop au gré de tout le monde, une troupe, envoyée on ne sait par qui, envahit la demeure du patrice, s'empara de l'enfant, le plaça sur un bouclier, et, après l'avoir affublé d'un manteau de pourpre emprunté à la garde-robe des césars, et trop grand pour sa taille, elle le promena de rue en rue, proclamant Romulus Augustus empereur de la Romanie occidentale, aux applaudissemens du peuple et de l'armée. C'est ainsi du moins que nous pouvons nous figurer l'élévation du fils d'Oreste, en rapprochant les divers détails transmis jusqu'à nous.

Arrivé par la ruse au but qu'il désirait, l'aventurier pannonien se crut bien plus sûr du pouvoir impérial que s'il l'avait possédé lui-même, car il restait patrice et généralissime de son fils. Or, l'intérêt du patrice et celui de l'empereur étant exactement les mêmes et se protégeant l'un par l'autre, rien ne pourrait les ébranler : voilà ce que se disait Oreste, tandis que d'un autre côté l'Italie et le sénat voyaient dans cette combinaison un gage de stabilité. Oreste était estimé des sénateurs, et généralement on s'accordait à reconnaître en lui une capacité applicable à beaucoup de choses. Il prit en main, comme tuteur de son fils, les rênes de l'administration publique. Le petit Auguste, ainsi qu'on continua de l'appeler, ceux-ci par moquerie, ceux-là parce que c'était son surnom de famille (1), fut confié à la direction d'un prêtre italien nommé Pirmé-

(1) Son nom dans les médailles est Romulus Augustus. V. Eckel et Mionnet. D. N. ROMULUS AUGUSTUS. P. AUG. ou P. F. AUG., au revers : *Salus Reipublicæ*. On voit que dans cette légende Augustus figure deux fois, une fois comme nom propre et l'autre comme titre. — Procope explique ainsi l'origine du surnom d'Augustule : « Occidentis in partibus regnabat Augustus, quem minuente vocabulo Augustulum vulgus appellabat, quia puer ad imperium pervenerat. » *Hist. Goth.*, 1. Les Grecs le nomment tantôt *Augustus*, Malch., *Excerpt.*, 3, tantôt *Augustulus*, Candid., *Hist.*, 4, tantôt *Romulus, cognomento Augustulus*, Evagr., *Hist. eccl.*, II, 16. — Theophan., p. 111. — Les écrivains latins se servent généralement du sobriquet d'*Augustulus*. Tout fait présumer que le fils d'Oreste, avant son élévation au trône impérial, portait déjà son surnom d'Augustule dans l'intimité de la famille ; quand il fut empereur, on le lui donna par dérision.

nius, homme de haute naissance et de grandes vertus, qu'Oreste aimait à consulter sur les affaires de l'état, et qu'il traitait comme un père. Au moyen de ce prêtre en relation avec les évêques, le patrice sut se ménager l'affection du clergé italien. En même temps il entra en négociation avec Genséric, pour mettre un terme à la guerre qui frappait de stérilité depuis vingt ans le commerce de l'Occident et promenait l'épouvante sur toutes ses côtes. Enfin, pour n'être point en faute vis-à-vis de la constitution romaine, et sans se faire d'ailleurs illusion sur le succès, Oreste députa à Constantinople deux officiers de son palais, Latinus et Madusius, chargés de notifier à l'empereur d'Orient (c'était alors Basilisque) l'avénement de Romulus Augustus, lui envoyant, suivant la coutume, le portrait du jeune césar entouré de lauriers; mais lettre et portrait furent repoussés avec mépris : le successeur de Théodose, si indigne qu'il fût lui-même, refusa de reconnaître pour frère et collègue le fils du secrétaire d'Attila.

Quant à ces affaires de la Gaule, si funestes à Népos, Oreste prudemment les laissa se dénouer d'elles-mêmes, déclinant toute responsabilité dans des événemens qu'il n'avait point fait naître. Les Visigoths prirent possession de l'Auvergne sans grande peine, car la soumission d'Ecdicius avait frappé au cœur la résistance nationale, et d'ailleurs les nouveaux troubles de l'Italie diminuaient pour les Gallo-Romains le regret d'être séparés d'un empire qui ne pouvait plus compter sur une année de paix intérieure. Euric donna pour gouverneur aux Arvernes le comte Victorius, dont l'administration, d'abord assez modérée, sut ménager les sentimens religieux de ce pays, attendu que lui-même était catholique; mais, comme tous ces Gallo-Romains qui vendaient leurs services aux Barbares, Victorius était au fond un homme sans probité et sans mœurs, qui, forcé bientôt de quitter l'Auvergne et s'étant réfugié à Rome, y fut lapidé par la populace pour le scandale de ses débauches. Après l'abandon de cette province par l'empire, il ne resta plus à l'ouest des Alpes d'autre vestige des conquêtes romaines que la Narbonnaise, réduite aux deux tiers environ de son ancien territoire. La paix qu'Oreste négociait avec les Vandales put sembler un petit dédommagement d'une si grande perte. En somme, le gouvernement d'Augustule, adopté par l'Italie, la laissait reposer de deux secousses violentes, et semblait d'ailleurs assez fort pour résister à de nouveaux orages. Ce n'était là qu'une illusion. Un état si longtemps bouleversé dans ses fondemens ne pouvait plus connaître que des trêves plus ou moins longues; la paix ne lui appartenait plus. « Nous jouissions du repos, dit un auteur contemporain, interprète des sentimens du clergé italien, le bio-

graphe et le successeur de l'évêque Épiphane, nous jouissions du repos sans songer à l'avenir; mais voilà que tout à coup *l'ennemi*, l'infatigable fabricateur de crimes, amoncelle des fermens de douleurs; voilà que sa main répand dans l'ombre la semence des discordes, et que, par l'espérance de nouvelles révolutions, il éveille, il excite des hommes perdus (1). »

Ces hommes perdus, c'étaient les soldats de l'empire, et le démon qui les agitait était celui de la cupidité. L'idée que Rome leur devait bien, à eux ses défenseurs, la même faveur qu'à ses ennemis, Goths, Burgondes et Franks, à qui elle distribuait ou laissait prendre ici des terres, là des colons et des villes; cette idée, excitée tout naturellement par l'exemple de ce qui se passait en Gaule et en Pannonie, avait fini par s'enraciner dans la tête des auxiliaires barbares. Sans doute Oreste ne leur avait rien promis avant la révolte, il avait même décliné soigneusement, en homme habile, toute occasion de se prononcer pour ou contre de semblables demandes; mais il se trouvait tacitement engagé par la révolte dont il recueillait le fruit. En favorisant l'ambition d'un homme qu'elles regardaient comme un Barbare d'adoption, les bandes d'Attila devaient penser qu'elles seraient traitées comme elles voulaient l'être. Elles attendirent donc patiemment pendant quelques mois qu'il prît l'initiative d'une distribution de territoire en Italie; puis, quand elles ne virent rien arriver, elles se crurent frustrées. Un vif mécontentement éclata; les cabales succédèrent aux murmures; une partie de l'armée menaça de s'insurger. Le foyer de l'agitation se trouvait dans le corps formé de Ruges, de Scyres, de Turcilinges, qui occupait en ce moment les camps retranchés de la Ligurie. C'étaient précisément les troupes sur lesquelles Oreste avait dû le plus compter, celles qui, selon toute probabilité, avaient le plus fait pour son élévation. Peut-être le patrice, en les éloignant, avait-il voulu se dérober à leurs réclamations; et pour contre-balancer l'effet de cette sorte de disgrâce, il s'était entouré de Barbares moins exigeans et du peu de Romains qui restaient encore sous les drapeaux de Rome.

La fermentation des camps de Ligurie aboutit d'abord à une requête solennelle adressée au patrice pour lui demander au nom de l'armée la concession du tiers des terres en Italie. On se flattait sans doute d'être très modéré dans la demande, quand les Visigoths et les Burgondes s'attribuaient en Gaule les deux tiers du territoire, et que d'autres Barbares prenaient tout. Oreste refusa courageusement. Au fond, il avait le cœur romain, et, flatté de la confiance que les Ita-

(1) « Ecce ille quietis nescius, et scelerum patrator inimicus, magna dolorum incrementa conglutinat. Discordiæ crimina clandestinus supplantator interserit, spe novarum rerum, perditorum animos inquietat. » Ennod., *Vit. Epiphan.*, p. 348.

liens lui témoignaient, il eût rougi d'attacher son nom à une si sauvage spoliation. Son refus, nettement exprimé, excita parmi les auxiliaires, comme on devait le prévoir, une tempête violente; de la mutinerie ils passèrent à la révolte. Au premier rang des mécontens se distinguait un homme qu'à sa haute taille, à la hardiesse de ses discours, à l'entraînement qu'il exerçait sur ses grossiers compagnons, on reconnaissait tout d'abord pour l'ancien soldat d'Oreste, le Ruge Odoacre, arrivé dans le corps des domestiques à quelque grade encore subalterne. Il promit à ses camarades de les mettre en possession de ce qu'ils demandaient, s'ils l'agréaient pour chef, et ceux-ci le nommèrent sans hésiter. La guerre dès lors commença. Odoacre, placé au pied des Alpes, en communication facile et prompte avec les peuples du Danube, appela à lui tout ce qui voulut s'enrôler parmi les Ruges, les Alains, les Turcilinges et les Scyres. Ces Barbares vinrent en grand nombre rejoindre leurs frères en Ligurie, et formèrent avec eux une armée redoutable. Il paraîtrait même, à la manière dont quelques historiens s'expriment, qu'Odoacre en personne alla présider à ces levées, et que lorsqu'il reparut en Italie par le passage des Alpes tridentines, il ressemblait beaucoup plus à un envahisseur barbare qu'à un officier de l'empire romain.

Pendant ce temps-là, Oreste, résolu à ne point céder, concentrait dans Ravenne tout ce qui restait à l'Italie de troupes fidèles, et quoiqu'elles fussent clair-semées et travaillées elles-mêmes par des fermens de discorde, il prit l'offensive contre Odoacre. La première rencontre eut lieu dans la plaine de Lodi, appelée alors *Laus Pompeia*. Affaibli par la désertion d'une partie des siens, le patrice dut se réfugier derrière le Lambro, afin de couvrir du moins les approches de Pavie, qu'on regardait dès ce temps comme la plus forte des villes liguriennes. Suivant une tradition en vigueur au moyen âge et recueillie par les écrivains italiens, il se retrancha dans une position avantageuse, près des collines qui portent aujourd'hui le nom de San-Columbano; mais Odoacre, par une manœuvre hardie, remonta le Lambro, qu'il franchit à gué vers son cours supérieur, et revint lui-même, par la rive droite, couper à son ennemi le chemin de Pavie. A quelques milles du camp impérial, il s'arrêta, offrit la bataille pour le lendemain, et fit les préparatifs d'usage. Ses bataillons serrés et sa nombreuse cavalerie, nous dit la tradition, débordaient au loin de la plaine sur la montagne. Oreste désespéra de la victoire, et, décampant silencieusement au milieu de la nuit, il se dirigea vers Pavie. Ses retranchemens tombèrent au pouvoir d'Odoacre, qui les occupa. On voyait encore dans ce lieu, au xve siècle, les vestiges d'ouvrages romains indiquant le

passage d'une grande armée, et le lieu lui-même se nommait *le Camp ruiné*.

Cependant Augustule se fortifiait dans Ravenne, ou, pour mieux dire, Paulus, son oncle, à qui Oreste avait confié la garde d'une si chère tête, disposait tout pour empêcher l'accès de la ville. Les troupes italiennes en retraite sur Pavie avaient été reçues avec une faveur marquée par Épiphane et son clergé, et de ce côté aussi on se préparait à une défense vigoureuse. Pavie, encore appelée Ticinum, commençait à cette époque le rôle de métropole militaire de la Haute-Italie, qu'elle joua si brillamment sous les monarchies lombarde et franke. Le petit bourg qui du temps de Néron possédait à peine une enceinte était devenu successivement, par l'effet de son heureuse situation, une ville municipale et une forteresse très renommée. Située sur le Tessin, à trois milles de son embouchure dans le Pô, et au lieu où ce fleuve était régulièrement navigable, cette place commandait les deux routes importantes de Milan à Rome et de Ravenne aux Alpes gauloises. Deux formidables barrières, le Tessin et le Pô, en protégeaient les approches à l'ouest et au midi, mais rien ne la couvrait à l'est et au nord; or c'était précisément par là que devait l'attaquer une armée qui venait des bords du Lambro. Odoacre en effet, si l'on en croit la tradition, établit son camp en face de la porte septentrionale, et ouvrit aussitôt les travaux d'un siége qui dura, dit-on, quarante jours.

L'armée d'Oreste, si bien traitée par l'évêque et le peuple de Pavie et contenue d'ailleurs par son chef, se conduisit d'abord vaillamment et honnêtement pour les assiégés; mais à mesure que le siége se prolongea et que l'ennemi gagna du terrain, le découragement vint, et la cupidité rentra dans le cœur de ces hommes féroces. Ils payèrent le bon accueil de la ville par un sac en règle : ses défenseurs voulurent lui donner un avant-goût de ce que l'ennemi lui réservait. Un jour donc, sans provocation d'aucune sorte, les rues se remplirent d'une multitude armée de glaives et de torches, et folle de fureur. « Ce n'était partout que deuil, nous dit par une réminiscence classique un témoin oculaire de ce premier pillage fait par des amis; ce n'était partout qu'épouvante et spectacles de mort. » Tout habitant qui connaissait un soldat, qui l'avait logé sous son toit, qui lui avait fait du bien, le voyait accourir vers lui l'injure à la bouche et le fer au poing; l'hôte enfonçait la porte de son hôte ou la brûlait et menaçait le maître de le tuer, s'il ne lui livrait son argent. Un second sac succéda au premier, quand la place eut été enlevée d'assaut, et les soldats d'Odoacre ravirent ce qu'avaient épargné ceux d'Oreste. C'est alors que fut pillée la maison d'Épiphane : tout y fut pris ou brisé; on alla jusqu'à fouiller le

sol pour y trouver les immenses richesses que faisaient supposer aux Barbares les prodiges de sa charité. « Ces hommes grossiers, dit le contemporain que nous aimons à citer, cherchaient dans la terre les trésors du saint évêque, celui-ci les avait déposés dans le ciel. » Le feu prit aux deux églises, et la ville entière ressembla à un brasier ardent.

La perte des biens ne fut que le moindre des maux pour cette population infortunée. Chassée des maisons par l'incendie, errante de rue en rue, mais traquée à tous les carrefours, elle n'échappait au tranchant du glaive que pour tomber en captivité, et pourtant au milieu de tant d'inquiétudes et de souffrances on n'entendait retentir qu'un seul mot : « Où est l'évêque? — Qu'est devenu Épiphane? vit-il encore? » se demandaient en fuyant ces malheureux tremblant pour leur vie, tant le salut de leur pasteur leur semblait préférable à tout le reste! Épiphane n'avait point songé à fuir; tandis qu'on saccageait sa maison, il courait à ce qu'il regardait comme le plus pressé, à la protection des enfans et des femmes qui ne pouvaient se défendre. Les Barbares effectivement faisaient main basse sur tout ce qu'il y avait à Pavie de jeunes filles riches et nobles pour les échanger ensuite contre de fortes rançons : ils les emmenaient dans leur camp, où elles étaient gardées à vue. Dans le nombre se trouvèrent la sœur cadette d'Épiphane, Honorata, qui sur ses conseils avait embrassé la vie religieuse, et une autre vierge consacrée, Luminosa, leur commune amie, femme distinguée par le savoir aussi bien que par la naissance. Autour d'elles se groupaient en nombre considérable des mères, des épouses, des filles, séparées de tout ce qu'elles aimaient, troupe gémissante dont les larmes servaient de risée aux vainqueurs. La nuit approchait. Épiphane craignit qu'une soldatesque ivre de sang et de vin ne se portât contre elles aux derniers outrages : il se rendit au camp, et par ses ardentes prières, par l'éloquence de ses discours, par l'autorité de son caractère, il obtint d'Odoacre la liberté des captives.

Fait prisonnier dès les premiers momens du sac, et livré peut-être par les siens, Oreste fut mis dans un des bateaux en station sur le Tessin, et conduit par le Pò à Plaisance. Le malheureux patrice ne trouva point grâce devant son protégé et son ancien soldat devenu son maître. L'intérêt barbare parlait plus haut en ce moment que la reconnaissance ou la pitié. Il fut bientôt mis à mort. Par un raffinement de cruauté, on choisit pour son supplice le 28 d'août, jour anniversaire de son entrée à Ravenne l'année précédente. Ainsi finit cet aventurier, dont le cœur valait mieux que la fortune. Grandi au milieu des Barbares et par leur moyen, le ministre d'Attila parut les avoir trahis dès qu'il cessa de les servir.

L'homme qui était venu, une bourse au cou, demander à Théodose II, de la part du roi des Huns, la tête du grand eunuque Chrysaphius, perdit la sienne pour avoir voulu redevenir Romain.

Le choix d'un pareil anniversaire pour le supplice d'Oreste disait assez haut que c'était là la revanche d'une espérance déçue. Avant de quitter Pavie, et sur ses ruines baignées de sang, les auxiliaires avaient proclamé Odoacre roi, titre d'une nouveauté étrange de la part d'une armée de l'empire, mais qui annonçait au fond la reconstitution de cette armée en peuple barbare et une sorte de mainmise sur le pays. Tandis que ces choses se passaient sur les bords du Pô, le jeune Romulus Augustus se tenait renfermé à Ravenne, que son oncle Paulus se préparait à bien défendre malgré leur fortune désespérée. Une petite troupe de soldats dévoués, probablement enfans de l'Italie, résolue aussi à mourir pour une cause qui se liait à la nationalité italienne, formait, sous le commandement du frère d'Oreste, l'armée du dernier des empereurs. Odoacre, parti de Plaisance, arriva le 4 septembre devant Ravenne.

Cette ville immense se divisait alors en cinq grands quartiers qui formaient comme autant de villes distinctes, séparées par des canaux : d'où lui venait le surnom de *Pentapole*, ou de quintuple ville. La principale de ces cinq villes accolées dans une même enceinte était Ravenne proprement dite, la vieille cité grecque et étrusque, restée le quartier de la classe opulente. Ensuite venaient *Cæsarea*, séjour des empereurs et des hauts fonctionnaires attachés à la cour; *Palatiolum*, quartier des jardins, où les césars possédaient une maison de plaisance sur le bord d'un petit lac; *Tauresium*, et enfin *Classe*, quartier du port maritime, des artisans et du négoce. Une dérivation du Pô, des rivières et de profonds marais traversés par la longue et étroite chaussée percée d'arches qu'on appelait le pont Candidien, défendaient la Pentapole à l'ouest et au nord; une forêt de pins, dont les restes sont encore debout, et qui s'étendait au loin sur les dunes de l'Adriatique, la couvrait du côté de la terre ferme, au sud-ouest et au sud. Paulus, après avoir intercepté le pont Candidien de manière à rendre Ravenne inabordable sur ce point, avait pris position du côté de la terre ferme, à trois milles environ de la ville, dans le bois de pins, où il s'était fortement retranché. Odoacre l'y vint attaquer, le défit et le tua. Nous ne savons rien de plus sur la bataille, et l'expression dont se sert le principal historien de cette guerre nous ferait douter que Paulus eût péri les armes à la main : Odoacre lui réserva sans doute, après sa défaite, le même traitement qu'à son frère.

C'est donc de ce côté qu'Odoacre entra dans Ravenne, interceptant par sa marche toute communication entre le quartier impérial

et celui du port. Augustule attendait avec une mortelle anxiété le résultat de la journée; en apprenant que la ville était prise, il détacha précipitamment son manteau de pourpre, le rejeta loin de lui, et essaya de se cacher (1). Des soldats ruges le découvrirent dans la retraite où il s'était blotti. Amené devant son vainqueur, le pauvre enfant tremblait et pleurait. Odoacre eut pitié de son âge; il eut aussi pitié de sa beauté (2), disent les historiens; il lui répugnait de verser le sang de ce jeune homme, dont il acclamait naguère, comme tant d'autres, les grâces enfantines sous le costume des césars. Non-seulement il ne lui fit aucun mal, mais il lui assigna une pension annuelle de six mille écus d'or pour aller vivre librement, avec ce qui restait de sa famille, dans le château de Lucullane, en Campanie. Le prêtre Pirménius, son gouverneur, s'échappa sous quelque déguisement, gagna le Norique, et se retira près de saint Séverin.

Ce château de Lucullanum, lieu d'exil d'Augustule, était situé sur les pentes du cap Misène, en face du golfe de Baïa, dont il dominait au loin la mer et les îles verdoyantes. Cette villa des plus riches Romains avait subi, depuis sa fondation, d'assez bizarres destinées, dont Augustule n'arrêta point le cours. Modestement bâtie par Marius et confisquée par Sylla, elle passa des mains des proscripteurs dans celles de Lucullus, qui épuisa pour l'embellir le produit des pillages de l'Asie. Elle devint, grâce à lui, le plus insolent exemple de ces défis jetés par l'opulence romaine à la nature pour la dompter et la transformer. Des palais de marbre, des temples, des statues, des thermes couronnés de frais ombrages et entourés d'eaux jaillissantes, s'étendirent de terrasse en terrasse le long de la montagne jusqu'à la mer. L'histoire nous entretient surtout des vastes piscines creusées sous le roc pour servir d'abri au poisson contre les ardeurs de la canicule, et qui faisaient dire orgueilleusement au maître de ces domaines : « Je n'ai rien à envier au dieu Neptune! » Après la mort de Lucullus, les dépouilles d'autres provinces vinrent, sous d'autres possesseurs, entretenir la magnificence de ce beau lieu. Des maisons se groupèrent autour; un village se forma, et dans la suite des temps, un château fut bâti pour défendre le village contre les incursions des pirates vandales. Telle fut la retraite assignée par Odoacre au jeune fils d'Oreste. Des trois empereurs d'Occident dépossédés et encore vivans, l'un évêque, l'autre prince de Dalmatie, le troisième banni dans les jardins de Lucullus, celui-ci fut le plus résigné et le plus heureux. S'il remit le pied une fois encore sur la scène des révolutions politiques,

(1) « Metu perterritus, sponte miserabilis, purpuram abjiciens... » *Hist. Miscell.*, xv.

(2) « Cujus infantiæ misertus, concessit ei sanguinem, et quia pulcher erat. » Anonym. Vales., p. 716.

ce fut pour déclarer au monde qu'il avait renoncé volontairement à ce trône des césars qui n'apparaissait plus dans ses rêves que flanqué des têtes de son père et de son oncle, et demander que de si fatales aventures finissent avec lui.

Qu'on ne croie pas au reste que cette chute de l'empire romain d'Occident fit chez les contemporains autant de fracas qu'elle en a fait depuis dans l'histoire. C'était un événement préparé par un siècle de revers constans, annoncé par la politique, prédit par la religion, et attendu, pour ainsi dire, à jour fixe.

Une inexplicable fatalité plana sur Rome dès son berceau. La ville de Romulus, on ne peut le nier, connut presque en naissant ses futures destinées : elle sut qu'elle dominerait le monde, et que sa puissance s'éteindrait au bout de douze siècles. La légende des douze vautours apparus à son fondateur dans l'augure du mont Palatin fut l'expression de cette croyance instinctive fortifiée de toute l'autorité de la science augurale. Les aruspices toscans avaient en effet déclaré que les douze vautours de Romulus signifiaient douze siècles de puissance, après lesquels le sort de Rome serait consommé. Cette foi politique, déjà en vigueur aux plus beaux temps de l'époque républicaine, se transmit de génération en génération, avec orgueil tant qu'on fut loin du terme, avec crainte quand on le vit approcher, et comme on ne s'accordait point sur l'époque historique de la fondation de la ville, comme on différait également sur la durée du siècle tel que le comprenaient les aruspices toscans, chacun supputait à sa guise, mais tous attendaient.

D'après la chronologie la plus généralement reçue, Rome avait dépassé le milieu de son XIe siècle lorsqu'Alaric la prit et la saccagea. On put croire alors l'augure accompli, en négligeant une différence de quelques années (1). Après le départ des Goths, on se remit à espérer et à calculer encore. Lors du second sac de Rome par Genséric, en l'année douze cent septième depuis sa fondation, quatre cent cinquante-cinquième depuis Jésus-Christ, on déclara l'heure fatale définitivement arrivée. « Le douzième vautour vient d'achever son vol; ô Rome, tu sais ton destin (2) ! » s'écriait Sidoine Apollinaire, chrétien convaincu, mais imbu comme tout sujet romain des traditions superstitieuses de la ville aux sept collines. Dès lors en effet commença la vraie agonie de l'empire, soumis à des maîtres

(1) Tunc reputant annos, interceptoque volatu
Vulturis, incidunt properatis sæcula metis.
(Claudianus, p. 130, v. 65, *De Bello Getico.*)

(2) Jam propè fata tui bissenas vulturis alas
Complebant, scis namque tuos, scis, Roma, labores!
(Sidon. Apollin., *Carm.*, VII, v. 337.)

barbares, et passant des mains de Ricimer à celles de Gondebaud, puis de Gondebaud à Oreste et à Odoacre, toujours plus faible, plus méprisé, plus abattu. Et lorsqu'on vit des noms depuis longtemps étrangers à la nomenclature des césars, les noms de Jules et d'Auguste, sortir des tombeaux de l'histoire comme autant de spectres annonçant le dernier jour, et celui de Romulus expirer sur la tête d'un enfant, la frayeur publique n'eut plus de bornes. Ces rapprochemens fortuits présentaient dans leur bizarrerie je ne sais quoi de surnaturel qui justifiait la crédulité, et troublait jusqu'aux plus fermes esprits; on baissa la tête et on se tut.

Les funérailles de Rome s'accomplirent donc au milieu d'un morne silence. Nous ne trouvons dans les écrivains contemporains ni accens de regrets ou de joie, ni déclamations en prose ou en vers; quelques dates et une sèche mention du fait, voilà tout. On dirait qu'il ne s'était rien passé d'important en l'année 476. Le seul Jornandès, un peu plus tard, embouche sa trompette barbare sur le tombeau de l'empire, mais c'est pour chanter l'avénement des Goths.

II.

Odoacre ne resta dans Ravenne que le temps nécessaire pour établir une ombre de gouvernement, puis il alla prendre possession de l'Italie. Ses troupes, avides de pillage, se répandirent de tous côtés comme en pays conquis; ce fut la même conduite, le même spectacle lamentable : des campagnes ravagées, des villes sans défense incendiées et pillées, d'autres essayant de résister et payées de leur courage par la ruine. L'histoire atteste qu'en plusieurs lieux les soldats ne laissèrent pas une âme vivante, pas une maison debout. Précédé par ces exemples, Odoacre entra dans Rome épouvantée, et s'y fit confirmer sans obstacles, comme on peut le croire, l'autorité souveraine qu'une révolution venait de placer dans ses mains. Il garda le titre de roi, sans y attacher une dénomination de territoire ou de peuple, et sans prendre ni le manteau de pourpre des césars, ni les insignes des rois germains. De là résulte la grande variété de dénominations sous lesquelles les contemporains le désignent, les uns l'appelant *roi des Hérules*, les autres *roi des Ruges, des Turcilinges et des Scyres*, d'autres enfin *roi des nations*, ce qui indiquait mieux le vrai caractère de cette royauté décernée par des soldats de peuples divers; mais nul ne le qualifie de roi d'Italie, et lui-même ne s'attribua jamais un pareil titre. Sous son habit militaire, qu'il ne quitta que beaucoup plus tard, il se présentait devant le sénat et le peuple de Rome comme un dictateur barbare, chef d'une armée auxiliaire en révolte. Il y fit décréter,

selon toute apparence, dans la forme légale, la confiscation du tiers des terres de l'Italie au profit de ses soldats, en accomplissement de sa promesse. Les mêmes formes furent employées pour la distribution générale, qui s'opéra d'après les procédés administratifs usités dans l'empire. On consulta les registres du cadastre, servant de base à la répartition de l'impôt foncier et de la capitation; ils furent dépouillés région par région, canton par canton, puis des arpenteurs publics allèrent délimiter, dans chaque propriété particulière, ce qui fut désigné en langage officiel par les mots de *tiers barbare* ou de *tierce portion*.

C'est ici le lieu d'exposer aussi brièvement qu'il sera possible la constitution administrative de l'Italie ainsi que l'état de son agriculture et de sa population au moment où elle entrait dans cette nouvelle phase de son histoire.

Il y avait déjà près de deux siècles que l'Italie avait cessé d'être une reine vis-à-vis des autres parties de l'empire. Descendue au niveau de ses sujettes, elle n'était plus qu'une simple province soumise aux taxes publiques et aux obligations du recrutement militaire, dont les premiers empereurs l'avaient affranchie. Dioclétien fit peser sur elle cette loi d'égalité qui, abolissant le dernier privilége des conquérans, effaça du monde romain la dernière empreinte de l'épée.

Un préfet du prétoire, chef suprême de l'administration civile et de la justice, et au-dessous de lui des gouverneurs provinciaux portant les noms de *consulaires*, *correcteurs*, *présidens* ou *juridiques*, administrèrent dès lors l'Italie à l'instar du reste de l'empire. Chaque gouverneur avait à ses côtés un conseil provincial chargé de donner son avis sur les besoins et les intérêts de sa province, de veiller sur l'administration du gouverneur et de porter ses plaintes, s'il en était besoin, au préfet du prétoire, et dans certains cas au prince lui-même. Le diocèse italique eut aussi sa représentation, composée de délégués des conseils provinciaux et surveillante-née du préfet du prétoire. Quoique les attributions de ces conseils fussent essentiellement spéciales et bornées aux intérêts de leurs circonscriptions, l'empereur les consultait quelquefois sur des questions générales intéressant tout l'empire. C'est ainsi que Népos avait soumis à l'assemblée des cités liguriennes la question de paix ou de guerre, et qu'après un mûr examen celle-ci conseilla la paix.

Venaient ensuite les municipalités, cette base de tout édifice politique, ce premier et ce dernier de tous les pouvoirs, celui qui les précède tous et leur survit. L'organisation municipale fit la force et la gloire de l'administration romaine aux époques prospères de l'empire. L'Italie en avait donné le type, qui s'était modifié, étendu,

régularisé sous la main des jurisconsultes, et avait fini par être appliqué uniformément aux provinces. Un conseil municipal ou curie, deux magistrats principaux chargés de l'administration sous le nom de *duumvirs*, un *édile* chargé de la police et un *curateur* comptable des deniers de la ville et gérant du patrimoine commun, formaient le corps administratif d'une cité. Valentinien Ier ajouta aux anciennes magistratures municipales celle de *défenseur*, sur laquelle nous nous arrêterons quelques instans, parce que son importance grandit rapidement, et qu'à la fin du Ve siècle elle était devenue, par suite du malheur des temps, le pouvoir prépondérant dans la municipalité.

La loi romaine, par cette création du *défenseur*, avait voulu constituer, dans un temps où des nécessités déjà très fortes pesaient sur la société romaine, un protectorat de l'individu contre les abus de l'autorité, de quelque côté qu'ils vinssent, du pouvoir central ou de la ville elle-même. Les duumvirs et la curie, les gouverneurs et leurs officiaux eurent dès lors un surveillant attentif, et afin que son action ne fût ni embarrassée par des liens de corporation, ni affaiblie par des ménagemens de confraternité, la loi le voulut étranger à la curie. Le peuple, les notables, les curiales et l'évêque le nommèrent directement. Les fonctions du défenseur duraient cinq ans, pendant lesquels il ne pouvait se démettre sans l'agrément du prince, sous peine de trente livres d'or. Armé d'une juridiction directe, il remplissait, en dehors de sa compétence de juge, l'office de magistrat instructeur. Dans les cas de rapt, d'adultère, de violation de domicile, il faisait saisir le prévenu et le livrait au tribunal après une information sommaire. Chaque jour, à chaque heure, il avait libre accès près des fonctionnaires de tout ordre pour l'accomplissement de sa charge.

« La protection de ce peuple t'est confiée, afin que tu sois pour lui un vrai père, écrivaient au défenseur d'une des cités de l'empire les augustes Gratien, Valentinien II et Théodose. Tu ne souffriras donc point que les habitans de la ville, non plus que ceux de la campagne, soient injustement taxés; tu t'opposeras aux excès des gouverneurs, sauf le respect dû à leur dignité. Leur porte te sera ouverte à toute réquisition, et tu veilleras à ce que l'insolence de leurs officiaux soit réprimée. Tu écarteras avec soin de ceux que ton devoir est de défendre comme des fils toute exaction ou rapine que des agens infidèles tenteraient d'exercer... » Un pouvoir si indéterminé, confié en quelque sorte à la conscience du magistrat, dut s'accroître, on le comprend aisément, soit par l'impuissance des autres, soit par leurs excès, et dégénérer en une dictature municipale.

Le peuple, ainsi qu'on vient de le dire, n'était pas exclu de toute

participation au gouvernement de la ville. Outre l'élection du défenseur à laquelle il avait une grande part, il concourait à celles des duumvirs, de l'évêque, des agens salariés de la commune, avocats et médecins publics; il délibérait sur les aliénations de biens communaux, enfin sur les recours à former devant le prince. Les élections municipales et épiscopales, où parfois l'ancienne licence se donnait carrière, souvent troublées par les brigues, la corruption ou la violence, présentaient encore une lointaine image de ces comices jadis si tumultueux de Rome républicaine.

Les curies, dont la constitution énergique et féconde avait fait pendant les trois premiers siècles de l'empire la prospérité du monde romain, tombèrent ensuite dans un déplorable état de faiblesse, de misère et de tyrannie. La commune étant la base sur laquelle sont assises ces superpositions artificielles qu'on appelle gouvernemens politiques, elle souffre la première de leurs malheurs ou de leurs fautes. Or, lorsqu'un gouvernement menacé par une conquête étrangère a pour mission (et ce fut celle du gouvernement romain), non-seulement de défendre sa forme politique, mais de protéger une grande société en péril et la civilisation elle-même; quand ce gouvernement se trouve assailli sur tous les points à la fois, au nord, au midi, à l'est et jusque sur la mer par des ennemis sans cesse renaissans, et que cette guerre du monde barbare contre le monde civilisé, faite sous son drapeau, se prolonge sans interruption pendant deux siècles, alors les ressorts administratifs, usés lentement, ont perdu toute vigueur, et la société s'affaisse sur elle-même.

Si l'énergie des institutions municipales avait fait dans les temps prospères la grandeur de la société romaine, par une conséquence logique, elle précipita sa ruine dans les temps malheureux. Cette même force, cette même violence d'action qui servait d'abord à féconder, aida plus tard à détruire. Le dévouement au municipe, la subordination complète de l'intérêt individuel à l'intérêt communal, et de l'individu à la cité, furent des principes empruntés à l'ancienne république, et qui se retranchèrent dans ces petites démocraties quand la grande cessa d'exister. La maxime appliquée aux organisations communales : *salvam esse rempublicam oportet,* produisit l'obligation des fonctions curiales et celles des magistratures : on fut membre du corps de sa cité, magistrat, avocat, médecin public, comme on était tributaire et soldat de l'empire; on dut à la patrie locale son temps, ses talens, son crédit, l'éclat de son nom et de sa fortune, comme à l'état son argent et son sang. Ce ne fut pas tout : une responsabilité réelle et personnelle pesa sur des magistrats qui pouvaient l'être malgré eux; leurs personnes et leurs

biens répondirent de leur administration, et l'on ne put se soustraire à ces fonctions obligées sans des peines graves, car c'était une désertion : le curial déserteur était ramené à sa municipalité comme le soldat réfractaire à son drapeau.

De même que l'individu était obligé envers la cité, la cité le fut envers l'état. Chargée par la loi du recouvrement des contributions publiques, elle dut en garantir le produit, et fut soumise aux règles de responsabilité des agens financiers. Il y avait assurément dans cette intervention de la commune entre le contribuable et l'état quelque chose de bon, de paternel, pour ainsi dire, car l'autorité municipale, en rapport direct avec chacun, connaissant ses ressources et ses intentions, et sachant tenir compte des circonstances, était un receveur plus indulgent, plus équitable, que le représentant inflexible du pouvoir central. Mais aux époques de detresse, quand l'état aux abois ne put plus admettre de non-valeurs dans l'impôt, il pressura les municipalités pour obtenir tout ce que l'impôt devait rendre, leur laissant un recours contre les individus, et celles-ci se récupérèrent par tous les moyens violens. Alors cette intervention paternelle du pouvoir communal entre le contribuable et le gouvernement se transforma en une véritable oppression. « Autant de curiales, autant de tyrans! » s'écriait un moraliste du ve siècle. Ce rôle était peu séduisant pour des hommes de cœur. On chercha à s'y soustraire en changeant d'état, en entrant dans l'armée, dans le clergé, en s'expatriant, en dénaturant la propriété qui vous faisait curiale; mais la loi veillait, terrible, impitoyable, et venait river le fugitif aux honneurs de sa cité comme à la plus dure des servitudes.

Entre les exactions fiscales et les ravages incessans des Barbares, quel pouvait être l'état de l'agriculture? On ne saurait l'imaginer plus déplorable. La Ligurie, l'Émilie, le versant méridional des Alpes, restaient en partie incultes; la Toscane, le Samnium, la Campanie, éloignés cependant du théâtre ordinaire des invasions, n'en avaient pas moins leurs solitudes et leurs friches; mais la dépopulation de l'Italie tenait à des causes anciennes et profondes, dont les misères de la guerre ne firent qu'accélérer les effets. La grande propriété, suivant le mot bien connu de Pline, avait déjà perdu ce pays à l'époque de la plus grande puissance romaine. Cette métropole du monde, domicile obligé des sénateurs et demeure favorite des riches provinciaux, s'était transformée en un immense jardin parsemé de palais et de villas construits avec les dépouilles de l'univers. La culture des champs y fit place aux prairies et aux bois, le travail des hommes libres au travail des esclaves, et le produit de la terre devint presque nul sous des bras serviles. On crut trouver

un remède à ce mal par l'institution du colonat; mais le colonat ne rendit pas le territoire italien au travail fécondant des bras libres, il ne fit que substituer un travail à moitié libre au labeur improductif des esclaves. La guerre pesa d'un triple poids sur cette race infortunée des colons, attachés à leurs champs et serfs de la terre. Les ravages des Barbares, les exactions du fisc, le recrutement militaire se réunirent pour les accabler, et par suite de leur dépérissement, des régions entières restèrent désertes.

Si Odoacre s'était borné à distribuer ces campagnes sans culture et sans maître, en faisant de ses soldats des laboureurs, il eût rendu service à l'Italie; mais ce n'était point là ce qu'entendait l'armée des *nations :* il lui fallait, comme aux vétérans de Sylla, aux compagnons de César, à ceux d'Auguste et d'Antoine, les meilleurs champs, du bétail et des bras romains pour la nourrir. Les Visigoths, les Burgondes, les Ostrogoths, établis dans leurs cantonnemens en corps de nation, avec l'attirail complet des peuples nomades, bétail, chariots, instrumens de labour, cultivaient tant bien que mal par les bras de leurs familles les terres qui leur étaient assignées : les Barbares d'Odoacre n'avaient ni familles, ni bétail, ni organisation de travail; c'étaient des soldats qui n'apportaient que leur épée.

Lorsqu'on cherche dans le passé de l'histoire romaine quelque fait comparable à la spoliation exercée par Odoacre au profit de son armée, il faut remonter jusqu'aux dictatures de Sylla et de César et au triumvirat d'Auguste. Sylla assigna des terres en Italie aux soldats de quarante-sept légions, César y fonda treize colonies militaires, les triumvirs dix-huit, Auguste à lui seul trente-deux; mais tous ces établissemens, fruits d'occupations tyranniques, furent inféconds pour l'agriculture. « Étrangers à l'usage de se marier et d'élever des enfans, dit à ce sujet un historien romain, les soldats se dispersaient bientôt; ils désertaient leur champ après l'avoir épuisé, et ne laissaient aucune postérité dans leurs maisons abandonnées. » Dès le temps de Cicéron, les terres distribuées par Sylla avaient presque toutes passé des vétérans à d'autres possesseurs, et les vétérans eux-mêmes mouraient de faim. La colonisation d'Odoacre ne réussit pas mieux : quelques années après, une grande partie de ce *tiers* barbare était rentrée dans des mains romaines.

Une révolution survenue dans l'empire d'Orient permit à Odoacre d'accomplir son usurpation sans être inquiété par la cour de Constantinople. Zénon avait été chassé du trône, puis ramené par son parti, qui était aussi celui du vieil empereur Léon, protecteur et oncle de Népos. Qu'allait faire Zénon dans les circonstances où se trouvait l'Italie? Voilà ce qu'on se demandait à Rome, et Odoacre

n'était pas sans inquiétude. En effet, le neveu de Léon, moins philosophe qu'Augustule et poursuivi de regrets cuisans, s'était hâté d'envoyer à Zénon un de ses affidés pour le féliciter de son retour et traiter aussi du sien. « Nous avons offert l'un et l'autre, lui faisait-il dire, un exemple pareil de la mobilité des choses humaines, tous deux victimes des inconstances de la fortune et de la perversité des hommes. Tends-moi donc la main, toi qui as obtenu justice du sort, et fais que ton bonheur ne soit pas perdu pour moi. » Chaudement appuyé par l'impératrice Vérine, veuve de Léon, il demandait de l'argent, des soldats, l'envoi d'une nouvelle flotte en Occident : l'affaire fut accueillie favorablement dans le conseil impérial de Byzance, où l'on croyait l'honneur romain engagé à la réintégration de Népos. Celui-ci d'ailleurs ne doutait pas du succès. Odoacre fut naturellement l'objet de beaucoup de conjectures : quel était cet homme? que voulait-il? que ferait-il? On regarda comme une circonstance heureuse qu'il n'eût pas nommé d'empereur en remplacement d'Augustule, et l'on compta sur lui pour agir près du sénat. Népos, afin de l'attirer tout d'abord dans ses intérêts, imagina de lui envoyer le titre de patrice avec force louanges et promesses de toute sorte. Le roi des Ostrogoths, Théodoric, qui eut vent de ces négociations, offrit de réinstaller à ses risques et périls, avec ses seuls Ostrogoths, l'empereur déchu sur le trône de Rome : Zénon n'accepta point, soit qu'il se défiât de services si désintéressés, soit qu'il rougît d'imposer par de tels moyens un empereur à l'Italie.

Odoacre contre-mina ces projets avec une astuce de Barbare qui valait bien la fourberie proverbiale des Grecs. Il voulut avant tout se couvrir de l'autorité du sénat de Rome, en le faisant intervenir entre Zénon et lui; mais comme la vénérable assemblée était aussi par trop sous sa main, et qu'on n'eût pas manqué de crier à la violence s'il avait lui-même provoqué cette intervention, il mit en avant son pensionnaire Augustule. Des trois empereurs vivans qui s'étaient assis quelques jours sur le trône occidental, un seul pouvait adresser au sénat des conseils, sinon des ordres : c'était Romulus Augustus, qui n'avait point été expulsé comme les autres, qu'aucune révolution civile n'avait condamné, et qui était censé avoir déposé volontairement la pourpre. Sur les instances d'Odoacre, il écrivit au sénat une lettre, dans laquelle il exposait son avis sur la circonstance présente avec un choix de termes et un ton général qui sentaient encore le commandement. Cet avis était que « l'Occident n'avait plus besoin d'un empereur particulier pour se gouverner, et que les choses, telles qu'elles existaient, se trouvaient arrangées pour le meilleur profit de l'Italie. Voilà ce que le sénat de Rome devait déclarer avec fermeté à l'empereur d'Orient. »

Dans cette missive inattendue, le sénat reconnut aisément la main d'Odoacre. Peu soucieux de s'attirer la colère du roi des nations, en résistant à son désir, il ne l'était guère plus de voir Népos réintégré, assouvissant ses rancunes contre les sénateurs, et leur faisant payer un à un tous ses déboires passés. Il obéit donc à la sommation d'Augustule. Une députation fut prise dans le sénat pour aller porter à Zénon le prétendu vœu de l'Italie, et lui en développer verbalement les raisons. Le message disait, comme l'avait voulu le fils d'Oreste, « qu'un empereur particulier suffisait seul à l'administration et à la défense des deux parties de l'empire, que le sénat de Rome avait désigné, pour veiller à la sûreté de l'Occident, Odoacre, homme non moins distingué dans la science du gouvernement que dans celle des armes, enfin que l'assemblée priait Zénon de conférer à ce roi la dignité de patrice, ainsi que l'administration de l'Italie. » Tout ayant été réglé de cette façon, Odoacre écrivit lui-même à l'empereur pour lui demander le titre de patrice, comme s'il ne l'avait pas déjà reçu de Népos; et comme si encore la question du rétablissement de l'empire, qui devait se discuter à Constantinople, eût été déjà résolue négativement par le fait, il joignit à sa lettre un paquet contenant les ornemens impériaux (1), dont il faisait remise à l'empereur d'Orient, désormais seul et unique empereur. L'officier chargé de la lettre et du paquet se mit en route en même temps que les députés du sénat. Odoacre avait fait ramasser, soit à Ravenne, soit à Rome, tout ce qui restait de manteaux de pourpre et de diadèmes ayant appartenu aux césars, et la défroque d'Auguste, de Trajan, de Théodose, réunie à celle d'Augustule, alla décorer quelque cabinet de curiosités dans le palais de Constantinople.

Les deux ambassades arrivèrent ensemble auprès de Zénon, où elles trouvèrent un envoyé de Népos déjà installé et chargé probablement d'observer leurs démarches. Zénon les reçut en audiences séparées, avec un accueil fort différent, caressant et affectueux pour le messager d'Odoacre, dur jusqu'à l'excès pour les sénateurs. A ceux-ci, il reprocha amèrement l'antagonisme du sénat de Rome, son opposition à tous les désirs de l'Orient : il rappela Anthémius et Népos. « L'Orient, disait-il, vous avait donné deux empereurs; vous avez tué l'un et chassé l'autre. Si maintenant vous me demandez ce que vous avez à faire, la chose est claire, et n'exige pas de longues explications; votre empereur Népos est vivant, recevez-le comme vous le devez. » A l'envoyé d'Odoacre, il fit de grands éloges du roi. « Népos avait bien fait, disait-il, de lui envoyer la dignité de patrice, qu'il méritait si bien, et lui, Zénon, la lui offrirait volon-

(1) « Omnia ornamenta palatii, Odoacrus Constantinopolim transmisit. » — Anonym. Vales., *ap. Amm.*, p. 431. — Vales., *R. Franc.*, p. 231. — Tillem., *Hist. des Emp.*, VI, p. 440.

tiers, si Népos ne l'avait pas prévenu. » — « Je le loue, ajouta-t-il, de ce qu'il prend enfin des manières et un costume qui conviennent à un Romain. J'ai confiance que l'empereur, qui l'a honoré du plus illustre des titres, sera pour lui le bienvenu. Ses intentions étant toutes pour le bien de l'Italie, Odoacre n'a rien de mieux à faire que de réintégrer Népos. » En répondant à la lettre que lui avait écrite le roi des *nations*, il le qualifia de patrice, et lui renouvela avec chaleur ses recommandations en faveur de son protégé. Il mit dans toute cette affaire plus de sentimens affectueux qu'il n'en mettait d'ordinaire dans sa politique, la similitude frappante de sa propre destinée avec celle de Népos ayant pour quelques instans attendri son cœur. L'envoyé du prince dalmate n'eut donc ni préventions à détruire, ni hésitations à combattre; il put rapporter à son maître la nouvelle d'une réintégration prochaine en Italie.

Elle était prochaine assurément dans les désirs de Zénon; mais cet empereur, trop confiant dans l'effet de ses paroles, soit aux sénateurs de Rome, soit à l'envoyé d'Odoacre, et désireux d'ailleurs d'arriver au résultat sans effusion de sang, attendit apparemment que la chose s'accomplît d'elle-même. Il ne fit aucun armement, ne prit aucune mesure décisive, et bientôt d'autres affaires plus directes vinrent à la traverse et le détournèrent de celle-ci. Odoacre profita avec son habileté ordinaire du répit que la fortune lui laissait. Il agit comme si la déclaration du sénat de Rome avait été admise par l'empereur d'Orient, comme si celui-ci avait accepté le gouvernement des deux empires, comme si enfin Népos n'existait pas. Il prit le titre de patrice en vertu de l'institution de Zénon, dont il se déclara le lieutenant en Italie. Zénon fut proclamé solennellement le protecteur du sénat et du peuple de Rome. Des statues lui furent dressées dans tous les quartiers de la ville. Le sénat se taisait et laissait faire, irrité de l'arrogance de Zénon, et préférant au protégé de cet empereur le Barbare que le sort avait donné pour maître à l'Italie. Odoacre eut donc le champ libre pour se consolider par tous les moyens en son pouvoir. Ce n'est pas qu'il n'eût besoin de vigilance et de décision. Népos n'était point sans amis, même dans l'armée, même dans le palais de Ravenne. Odoacre fit enlever de cette ville et mettre à mort, le 11 juillet 477, un certain comte Bracila, officier goth qui conspirait pour Népos. Il le fit, nous dit Jornandès, afin d'imposer aux Romains par la terreur. Hors de l'Italie, le parti de l'ancien empereur s'agitait avec non moins de force et d'activité. Les cités gauloises d'Arles, de Marseille et d'Aix n'avaient voulu reconnaître ni Oreste ni Odoacre, et continuaient de gouverner au nom de Népos. L'assemblée provinciale de la Narbonnaise demanda même solennellement à Zénon que ce prince fût rétabli en Occident.

Népos voyait donc se dessiner pour lui des chances de retour, lorsqu'une trahison domestique y coupa court pour jamais. A l'époque où il était rentré en Dalmatie, fuyant les troupes d'Oreste, il y avait retrouvé son prédécesseur Glycerius, que lui-même avait fait ordonner évêque de Salone. En choisissant ce siége à son rival vaincu, Népos croyait s'assurer un prisonnier; il se préparait un bourreau. Glycerius l'accueillit dans son malheur avec une joie féroce, qu'il ne chercha point à cacher, jouissant publiquement de ses regrets, et lui rendant toutes les tortures qu'il avait lui-même ressenties. Il s'entendit enfin avec deux de ses officiers, les comtes Ovida et Viator, pour lui tendre un guet-apens et l'assassiner.

Népos une fois mort, Zénon ne songea plus à l'Occident que de loin en loin, sans beaucoup de suite ni d'ardeur; on dut même croire qu'il avait agréé le gouvernement d'Odoacre, quoiqu'il ne fît que le tolérer. Celui-ci ne négligeait aucun moyen de s'affermir, employant tour à tour la ruse et l'audace, écrasant les résistances au dedans, faisant des alliances au dehors, tout cela à l'insu de son empereur nominal, qui lui tenait lieu d'épouvantail pour écarter des rivaux, ou de prétexte pour colorer ses volontés. La Gaule narbonnaise cependant persistait à lui refuser obéissance, et adressait à l'empereur Zénon appel sur appel; il la livra aux Visigoths de Toulouse en vertu d'un traité d'alliance qu'il fit avec Euric, de sorte que les Romains ne possédèrent plus un pouce de terre à l'ouest des Alpes. Antérieurement à ce traité, Odoacre en avait passé un autre avec le vieux roi des Vandales, Genséric, qui, plus avare et moins belliqueux à mesure qu'il avançait en âge, rendit la Sicile aux Italiens pour un tribut annuel en argent, sauf la conservation de quelques châteaux forts. Ce fut le dernier acte politique de ce Barbare fameux, qui mourut au mois de janvier 477. Après s'être assuré par ces moyens l'amitié des grandes royautés barbares voisines de l'Italie, Odoacre s'occupa du petit état dalmate, dont le comte Ovida, meurtrier de Népos, s'était fait proclamer roi. La Dalmatie, rendue indépendante par Marcellinus, n'avait point cessé d'être depuis lors un nid de Romains mécontens et un instrument de division sous la main des empereurs orientaux. Odoacre voulut la rattacher définitivement à l'Italie. Il conduisit cette entreprise en personne, battit le comte Ovida, le tua, et Salone, gouvernée par un officier italien, ne fut plus pour Ravenne une menace permanente.

En même temps les plaies de la guerre civile se cicatrisaient en Italie. De toutes les cités victimes de la dernière lutte, Pavie, saccagée par deux armées successives, présentait le spectacle le plus lamentable. A la place d'une ville, on n'apercevait plus que des monceaux de décombres noircis par le feu, sur lesquels campait l'évêque avec son troupeau décimé. Sans argent et entouré d'un

peuple qui n'avait plus rien que ses bras, Épiphane entreprit de relever sa métropole avec des aumônes quêtées dans les villes voisines. Il allait disant à ceux qui possédaient encore quelque chose : « Ayez l'âme riche, et vous trouverez; c'est quand le cœur mendie que la pauvreté arrive. » Avec ce qu'il put ramasser et ce qui lui restait de patrimoine, il se mit à l'ouvrage, et Pavie sortit de ses ruines. Animés par son exemple, hommes, femmes, enfans travaillaient à qui mieux mieux. On déblayait les décombres, on courait abattre des bois dans les forêts environnantes; on creusait les champs pour en extraire la pierre, et quand les bras des Pavésans étaient las, les voisins prêtaient les leurs. Épiphane dirigeait les travaux, surveillant tout, pourvoyant à tout, comme un architecte qui commande à des ateliers de constructeurs, ou plutôt comme le fondateur d'une colonie assise dans quelque solitude désolée. Le service de Dieu, comme il convenait, passa le premier. Les deux églises que contenait la ville avaient été dévorées par la flamme : on mit tant de hâte à les reconstruire, qu'elles semblèrent s'élever comme par prodige; mais on paya la peine de cette pieuse précipitation. La grande église, appelée la Majeure, était achevée jusqu'au comble, et la Mineure venait de recevoir le signe symbolique de la dédicace, lorsque la voûte de la première s'affaissa par suite de l'écartement des colonnes : ouvriers et échafauds roulèrent pêle-mêle sur le pavé, et pourtant aucun de ces hommes ne fut blessé mortellement, ce qui sembla miraculeux. Néanmoins les habitans restaient frappés de crainte : « Dieu nous abandonne, disaient-ils. — Non, répondait Épiphane avec un calme qui ne se démentit jamais, Dieu veut nous éprouver; montrons-lui que nous sommes des fils résignés et confians. » On se remit au travail, et les deux églises se terminèrent.

On passa ensuite aux maisons des particuliers; grâce au concours de tant d'hommes, et l'un aidant l'autre, elles furent promptement rétablies. L'évêque ne prit de repos que quand il vit sa ville ressuscitée. Elle revivait, mais mendiante et misérable; loin de pouvoir acquitter les taxes publiques, elle avait besoin de tout le monde pour subsister. Épiphane alla donc trouver Odoacre, afin d'obtenir de lui, en faveur des habitans de Pavie, l'exemption des contributions de l'état pendant cinq ans. Sa présence et le nom de Pavie pouvaient réveiller dans l'âme du roi des *nations* plus d'un souvenir irritant, car c'est là qu'il avait trouvé ses ennemis les plus opiniâtres, et l'évêque s'était montré le dernier défenseur d'Oreste. Toutefois il n'en fit rien paraître. Non-seulement il accorda la remise d'impôts demandée, mais il prodigua au négociateur les marques d'une considération respectueuse. Quoiqu'il fût arien, il entretint par la suite de cordiales relations avec le saint évêque. Chaque fois

que la Ligurie se trouvait frappée de quelque fléau de la nature ou des hommes, l'évêque accourait près du roi-patrice, et ne revenait jamais les mains vides de grâces ou d'argent. « Odoacre honora tellement ce grand homme, nous dit le disciple d'Épiphane, Ennodius, qu'il dépassa en bons procédés pour lui tout ce qu'avaient fait ses prédécesseurs. » Les ménagemens d'Odoacre pour le clergé italien ne l'empêchèrent pourtant pas de maintenir soigneusement vis-à-vis de lui les prérogatives de la souveraineté, et de les revendiquer au besoin quand il les trouvait lésées. Il en donna la preuve, en 483, dans ses rapports avec l'église de Rome.

Cet homme extraordinaire, devenu maître absolu de l'Italie, fit succéder aux violences de son début une administration habile et modérée. Obéissant au conseil de Zénon, il se rapprocha des habitudes romaines; il prit l'habit de patrice en même temps qu'il en porta le titre. Patrice vis-à-vis de l'Italie, il restait roi vis-à-vis des Barbares, qui lui avaient décerné le commandement suprême. En retour de l'appui que lui avait prêté le sénat pour déjouer les espérances de Népos, il respecta son autorité; l'action de la vénérable assemblée sembla même grandir en l'absence d'un empereur. Les rouages administratifs continuèrent à fonctionner, les lois restèrent debout, les habitudes séculaires ne furent point froissées; enfin le vieil attirail des césars environna le roi-patrice sous les lambris du palais de Ravenne. Odoacre eut un préfet du prétoire, un maître des milices, des comtes des largesses et du domaine, un questeur pour préparer ses lois ou les rapporter au sénat, un conseil privé pour les discuter, un corps des domestiques pour sa garde personnelle. Des recteurs administrèrent, comme ses lieutenans, les provinces italiques; des ducs militaires, les cantonnemens des troupes; des consuls tantôt agréés par l'empereur d'Orient, tantôt particuliers à l'Occident, donnèrent leur nom à l'année. L'aristocratie italienne, acceptant la fiction sur laquelle Odoacre fondait son pouvoir, ne dédaigna point de le servir. On vit figurer sur les listes consulaires les noms de Symmaque, de Boëce, d'Anicius Faustus, d'un autre membre de la famille Anicia, Probinus, et de Basilius, un des personnages les plus honorés de ce temps. Cassiodore, père de celui qui fut ministre de Théodoric, remplit près d'Odoacre les charges de comte du domaine et de comte des largesses; Basilius, devenu patrice, fut préfet du prétoire et lieutenant du roi dans la ville de Rome; le comte Pierius, commandant de ses gardes. Tous ces hommes étaient illustres et considérés; mais Odoacre leur adjoignit parfois des collègues qui durent les faire rougir. L'improbité des magistrats fut le grand vice de cette administration, sortie d'une guerre civile. Un certain Pélagius, quelque temps préfet du prétoire, et à ce titre chargé de la per-

ception des impôts, trouvait moyen, dit-on, de les doubler à son profit. Odoacre, avare et prodigue à la fois, fermait les yeux sur ces pillages, dont il s'attribuait une part. Cette cupidité, jointe à sa cruauté naturelle, tourna plus tard contre lui, et précipita sa ruine.

La tombe des empires est comme leur berceau : les légendes voltigent alentour, et la vérité historique y prend parfois l'allure poétique des fables. Ainsi le pauvre moine que nous avons vu lié par sa prescience merveilleuse à l'avénement d'Odoacre se rattache encore à son déclin. Le porte-lance de la garde des césars, pendant sa vie obscure de soldat, avait eu constamment présens à la mémoire la prophétie et le prophète; guettant l'occasion au milieu des troubles de l'Italie, il l'avait saisie lorsqu'elle s'était présentée comme on saisit un bien qu'on attend, et que Dieu lui-même vous a promis. A peine installé au palais de Ravenne, il écrivit à Séverin, lui rappelant en quelques lignes d'une tendresse respectueuse sa visite à l'ermitage du Kalenberg, sa pauvreté d'alors et la prédiction qui venait de s'accomplir. La lettre se terminait par ces mots : « Si ton cœur forme quelque vœu, ô père vénéré, confie-le-moi, et il sera satisfait. » Le saint demanda au nouveau maître de l'Italie de lever une condamnation d'exil qui pesait sur un Italien nommé Ambroise : il ne voulut rien de plus. A ce propos pourtant, il annonça la courte durée de cette puissance qui semblait alors si solide, et lui-même prit à la chute d'Odoacre une part involontaire et fatale.

Séverin voyait son propre royaume déchoir sous la pression de dix peuples barbares, qui, se poussant l'un l'autre comme les vagues de l'Océan, envahissaient le Norique pied à pied. Ses villes succombaient aux attaques, ou étaient désertées par leurs habitans; ses moines périssaient à la tâche, et lui, infirme et vieux, couvrait la retraite de son peuple, d'une contrée à l'autre, jusqu'aux limites orientales du Norique. Après sa mort, Odoacre transplanta en Italie ces populations restées sans maître, et avec elles le cercueil du moine qui les avait protégées et gouvernées pendant vingt ans; mais dans cette visite des bords du Danube, faite à la tête d'une armée italienne, le Ruge eut à combattre ses propres compatriotes, qu'il détruisit presque entièrement, et dont il emmena le roi prisonnier. La guerre des Ruges le mit en contact avec les Ostrogoths, et suscita Théodoric, son rival et son vainqueur.

Odoacre comme personnage historique fut un homme de transition, et son règne le point de partage entre l'époque romaine et l'époque barbare. A son gouvernement, qui était une tyrannie militaire fondée par des Barbares soldats de Rome, succéda une conquête véritable opérée par des Barbares étrangers. Théodoric, roi ostrogoth d'Italie, remplaça le roi Odoacre, patrice romain d'Occident.

AMÉDÉE THIERRY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 juin 1859.

Le grand mouvement offensif de l'armée française, qu'il nous était seulement permis de pressentir il y a quinze jours, a glorieusement réussi. Il était évident que si ce mouvement de notre droite sur notre gauche, qui nous faisait passer le Tessin au-dessus et à la hauteur de Novare, s'accomplissait heureusement, l'armée autrichienne serait obligée d'évacuer non-seulement le territoire piémontais, mais Milan et toute la partie de la Lombardie comprise entre le Tessin et l'Adda. C'est ce qui est arrivé. La difficulté de l'opération stratégique hardiment tentée par les armées alliées a été résolue en notre faveur par la victoire de Magenta. Nous sommes à Milan. Les Autrichiens ont évacué Pavie, Lodi, Plaisance, et une partie de notre armée a déjà franchi l'Adda. Les événemens militaires ont ainsi commencé à marquer par d'importans résultats le caractère et les tendances politiques de la guerre d'Italie. On ne trouvera donc pas étrange qu'avant d'aborder les appréciations politiques auxquelles la situation présente peut donner lieu, nous nous arrêtions un instant à l'opération militaire qui vient d'être si heureusement conduite. Ce brillant début de campagne forme un épisode complet en soi. L'on ne saurait sans doute avoir la prétention d'en écrire dès à présent l'histoire militaire : les documens suffisans font défaut, et à plus forte raison ce contrôle de la discussion et de la critique, qui est nécessaire à l'élucidation des grands actes de la guerre; mais sans avoir l'ambition d'écrire une page d'histoire militaire, et même en nous exposant à commettre d'inévitables erreurs, nous croyons qu'il est possible et qu'il est intéressant de se rendre compte approximativement des combinaisons que la bravoure des armées alliées a fait triompher. Des notes écrites avec exactitude et sagacité, et qui nous parviennent du théâtre même de la guerre, nous aideront du moins à expliquer des faits qui, arrivant à la connaissance du public au jour le jour, ont besoin, pour être bien compris, d'être saisis dans leur enchaînement et dans leur ensemble.

L'armée alliée, qui est demeurée immobile devant l'armée autrichienne jusqu'au 28 mai, était venue, depuis le commencement des hostilités, se

former en dehors de l'angle saillant que dessine le Pô entre Pavie, Valence et Frassinetto (près de Casale). L'armée française s'organisait entre Voghera, Tortone, Alexandrie et Plaisance. Les Sardes couvraient le Montferrat entre Valence, Frassinetto, Casale, jusqu'à la Dora Baltea. Quant à l'armée autrichienne, sur sa gauche, depuis Plaisance jusqu'à Valence, elle n'était séparée que par le Pô des avant-postes français; son centre, depuis Valence jusqu'à Frassinetto, gardait la rive gauche du Pô en face des Piémontais, dont le quartier-général était à San-Salvatore; sa droite en l'air occupait la plaine depuis la Sesia, près de Palestro, jusqu'à Novare. Le 28 mai au matin, avant que le mouvement ne fût commencé, les alliés occupaient les cantonnemens suivans : le 3e zouaves (5e corps), formant l'extrême droite, était à Bobbio, près de la frontière de Parme, le 1er corps à Voghera, le 2e corps à Tortone, le 3e corps et la garde impériale à Alexandrie, le 4e corps à Valence. L'armée sarde avait une division à San-Salvatore, une autre à Casale, deux divisions au-delà du Pô, sur la rive droite de la Sesia, et une division de réserve un peu en arrière.

Le samedi 28 mai, dans la matinée, deux compagnies du 3e régiment du génie français jetaient à la hâte, et au grand étonnement du public, deux ponts sur le Tanaro, entre Bassignano et Sale, sur la route de Tortone à Valence. Aussitôt, comme si une étincelle électrique eût couru sur toute la ligne, l'armée alliée s'ébranla. Le 4e corps quitta Valence et marcha sur Casale, où se dirigeaient en même temps par le chemin de fer le 3e corps et la garde impériale. Le 2e corps partit de Tortone, et par Bassignano et le pont du Tanaro se porta sur Valence. Le 1er corps demeura cantonné entre Voghera et Tortone, soit pour couvrir Alexandrie, qui restait dégarnie de troupes, soit pour des opérations ultérieures. Ainsi, par un mouvement rapide, l'armée française se portait de la gauche au front de l'armée ennemie, et l'armée sarde, qui venait de lui abandonner ces positions, débouchait par Casale sur la plaine de la Sesia, et allait attaquer l'extrême droite des Autrichiens depuis Palestro jusqu'à Casalino, s'efforçant de la prendre à revers et de lui couper la retraite sur Vigevano.

Ce qui surprend, c'est l'inaction des Autrichiens pendant que le mouvement général de l'armée franco-sarde commençait à s'exécuter. Après l'affaire de Montebello, il était évident que l'armée autrichienne renonçait à prendre l'offensive, et ne songeait qu'à disputer à l'armée alliée l'entrée de la Lombardie. Dans ce système défensif, le général Giulay devait avant tout exercer une active surveillance sur les mouvemens de l'armée alliée, et appuyer cette surveillance de ces intuitions divinatrices qui sont l'inspiration de la guerre. Le général autrichien pouvait être attaqué par nous sur sa gauche, entre Pavie et Plaisance, sur son centre, ou sur sa droite, demeurée en l'air du côté de Novare. L'attaque du centre était la moins probable, car on n'attaque là une armée ennemie que lorsqu'elle s'est affaiblie elle-même sur ce point par ses propres fautes; l'attaque sur la gauche, entre Pavie et Plaisance, était pour l'armée alliée, ainsi que l'a expliqué le rapport publié par *le Moniteur* sur la bataille de Magenta, d'une extrême difficulté. L'on abordait là l'ennemi entre deux places fortes, et l'une de ces places, Plaisance, étant de notre côté du Pô, nous aurions été forcés d'en faire le siége avant de tenter le passage d'un fleuve large de près d'un kilo-

mètre. C'était le point fort de l'armée autrichienne; le point faible au contraire était la droite : là, les Autrichiens n'étaient appuyés à rien. Si nous passions le Tessin aux environs de Novare, nous étions à quelques lieues de Milan, nous tournions l'armée autrichienne, nous rendions inutiles entre ses mains Pavie, Plaisance et la forte position du Pô, et nous l'obligions à rétrograder au moins jusqu'à l'Adda. Il est naturel que l'on désire être attaqué par son ennemi là où l'on se sent fort, mais il est naturel aussi que cet ennemi ne cherche à vous attaquer qu'au point où vous êtes le plus faible, et où en même temps le succès doit entraîner les conséquences politiques et militaires les plus considérables. Le général Giulay semble avoir répugné à entrer dans les considérations qui devaient décider l'armée alliée; il s'est obstiné à croire uniquement, jusqu'à ce que les événemens aient rendu une plus longue illusion impossible, à ce qu'il désirait. Il se disait sans doute qu'un mouvement tournant de l'armée française était une opération hardie jusqu'à la témérité, car si l'armée française était coupée dans sa marche de flanc, elle se serait trouvée dans une position cruelle; mais cette considération, au lieu de l'endormir, eût dû exciter sa vigilance, car c'était par la vigilance et la promptitude qu'il pouvait tirer profit de notre témérité. Or, à partir du 28 mai, notre mouvement, pour peu qu'il fût surveillé, n'était pas difficile à deviner. Placés vis-à-vis de Valence, ayant des vedettes au clocher de Frascarolo, les Autrichiens étaient pour cela en bonne position. « Les troupes du général Mac-Mahon, nous écrit-on, étaient entrées dans Valence musique en tête, et l'officier qui commandait le détachement autrichien sur l'autre rive du Pô, et que je voyais moi-même braquer sa longue-vue sur la ville, aurait pu compter sans la moindre difficulté le nombre des régimens et des pièces qui ont passé par Valence dans l'espace de deux jours. » La franchise est quelquefois la meilleure des ruses, et c'est peut-être la publicité donnée au mouvement des corps français qui acheva de tromper les Autrichiens, car, le jour même où s'exécutaient ces mouvemens, la *Gazette de Milan* publiait un rapport du quartier-général autrichien où il était dit que le général en chef comprenait tous les avantages de sa position, et qu'il savait que l'ennemi le menaçait, soit, à sa gauche, d'une attaque du côté de Bobbio, soit d'un passage du Pô en aval de Valence, entre la gauche et le centre. Le rapport disait que l'armée autrichienne était prête à nous recevoir dans ses positions, et qu'elle ne se laisserait pas tromper par de feintes attaques du côté de Palestro et de Novare. Si en parlant ainsi les Autrichiens étaient de bonne foi, et des correspondances envoyées de leur quartier-général à des journaux étrangers nous autorisent à le penser, l'on comprendra sans peine le désordre qu'a dû répandre parmi eux la nouvelle d'une puissante attaque sur leur extrême droite, où, après avoir repoussé la reconnaissance du général Cialdini sur Borgo-Vercelli, ils croyaient n'avoir devant eux que de faibles détachemens.

Cette confiance erronée et persistante des Autrichiens nous a évidemment porté bonheur. L'attaque de l'armée sarde sur Palestro masquait en effet le mouvement tournant de l'armée française vers Novare et le Tessin. Si la position de Palestro eût été défendue par cinquante mille hommes, l'armée française, au lieu de défiler vers le Tessin, eût été forcée de venir attaquer elle-même les Autrichiens à Palestro, et n'aurait pu les en déloger qu'en

faisant d'énormes sacrifices. Les combats de Palestro ont donc eu une influence considérable sur le sort de la grande opération qui nous a conduits au cœur de la Lombardie; ils mériteraient à ce point de vue seul d'être considérés avec attention. Un autre motif nous engage à nous y arrêter : c'est l'armée sarde qui a eu l'honneur d'ouvrir, par l'attaque de Palestro, les opérations offensives, et il y a plus que de la courtoisie envers des alliés, il y a un véritable intérêt politique à bien établir la portée du service que des troupes sardes, des troupes italiennes, ont rendu ainsi non-seulement à notre armée, mais à la cause de l'indépendance de l'Italie.

Il faut d'abord avoir une idée nette, au point de vue stratégique, de la position de Palestro. Cette position et les positions analogues de Robbio, Candia, Confienza et Casalino ont toujours été disputées entre les armées qui défendaient le Piémont et celles qui l'attaquaient du côté de la Lombardie. Le Pô, avant de recevoir les eaux de la Sesia, décrit une courbe très prononcée, à l'abri de laquelle les armées sardes peuvent avec avantage repousser l'ennemi. C'est vers Frassinetto, au point où finit cette courbe, que la Sesia se jette dans le Pô. La Sesia descend des Alpes et coule du nord au midi. Le Pô, qui, avant d'avoir reçu la Sesia, coule de l'ouest à l'est, tourne ensuite brusquement vers le sud, si bien qu'il semble suivre le cours de cette rivière plutôt que le sien propre. La ligne de la Sesia, prolongée ainsi vers le sud par le Pô depuis Frassinetto jusqu'à Valencé, forme par conséquent une ligne parallèle au Tessin. C'est le front naturel d'une armée qui envahit le Piémont en venant de Lombardie; seulement, le volume d'eau de la Sesia n'étant que rarement considérable, les armées ennemies se rencontrent au-dessus du Pô, tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre des deux rives. De là, dans l'histoire du Piémont, la renommée militaire qui appartient aux villages riverains. Palestro est un de ces villages sur la rive gauche de la Sesia. Dans cet endroit, la rivière coule au milieu d'une plaine qu'elle inonde quelquefois, et où elle creuse sans cesse de nouveaux bras qu'elle quitte et reprend tour à tour. Ce n'est qu'à quelques centaines de mètres plus loin que ce vaste lit de la rivière est bordé d'une ligne de collines sur laquelle se trouve le village de Palestro. Deux routes se croisent dans ce village, celle qui de Vercelli et Borgo-Vercelli va à Robbio et Mortara, et celle qui de Frassinetto et Candia va à Novare. C'est par conséquent un point stratégique important, surtout pour une armée qui occupe la Lomelline et qui est attaquée du côté du Piémont. Un canal de près de deux mètres de profondeur, appelé *Roggia-Camara* (1), passe au milieu du bourg dans la direction du nord au sud, en sort après en avoir contourné la partie méridionale du côté de la Lomelline, et se dirige ensuite vers le sud, à peu de distance de la grande route de Palestro à Robbio. Un second canal, appelé *Cavo-Scotti-Camara* (2), coule devant le front, au pied du talus sur lequel s'élève Palestro, du côté de la Sesia, et comme il se dirige vers l'est après avoir dépassé le village, il va se croiser avec la *Roggia-Camara*, à un kilomètre plus bas. Ainsi d'abord un petit canal, un *cavo;* derrière le *cavo,* un talus très raide; après le talus, un canal plus large et plus profond, une *roggia,* bordant le talus et traversant comme

(1) *Roggia* signifie un canal d'irrigation secondaire tiré d'un canal principal, *naviglio.*
(2) *Cavo* signifie un canal d'irrigation de troisième ordre, tiré d'une *roggia.*

un S le village, voilà la fortification naturelle que rencontrent à Palestro des assaillans venant de Vercelli et de la Sesia. Les Autrichiens y avaient ajouté des travaux afin de couvrir leur extrême droite. Heureusement pour nous, leurs généraux, toujours obstinés à se croire menacés sur leur gauche, du côté de Voghera et Stradella, avaient leur droite massée autour de Robbio, et dans la matinée du 30 mai Palestro n'était défendu que par le régiment d'infanterie baron Wimpffen, par un détachement de hussards et deux pièces d'artillerie. Ce ne fut qu'après l'attaque des divisions sardes que le régiment archiduc Sigismond, qui venait relever le régiment Wimpffen aux avant-postes, entra en ligne pour le soutenir. D'autres positions voisines, celles de Vinzaglio, Casalino et Confienza, n'avaient par rapport à Palestro qu'une importance secondaire. Dans les deux premiers de ces villages, les Autrichiens n'avaient laissé que des avant-postes pour surveiller l'armée sarde, qui s'était établie dans la journée du 29 mai au Torrione et à Borgo-Vercelli, entre la Sesia et ces deux villages. Casalino, placé sur le Roggione-Busca, était plus fortement occupé par un millier d'hommes et un peu de cavalerie, mais sans artillerie. On n'avait évidemment gardé ce poste que pour mettre en communication le petit corps qui occupait Novare avec le gros de l'armée autrichienne, cantonnée en Lomelline.

L'armée sarde engagea quatre divisions dans l'attaque de ces diverses positions. Après avoir passé la Sesia sur le pont établi entre Vercelli et Borgo-Vercelli, ces divisions descendirent la rive gauche sur la grande route de Palestro, pendant trois kilomètres. Arrivées au Torrione, la division du général Cialdini (9e, 10e, 15e, 16e régimens d'infanterie, 7e bataillon de *bersaglieri*) poursuivit sa route sur Palestro, tandis que la division Fanti, formant l'extrême gauche, allait attaquer Casalino, poste avancé de Confienza, et que la division Durando, formant le centre, marchait sur Vinzaglio. La première division, général Castelborgo, formée des brigades Grenadiers et Savoie, se tenait en réserve sur la route de Palestro, mais un peu en arrière à la hauteur de Vinzaglio.

Le général Durando n'eut pas de peine à chasser de Vinzaglio l'ennemi, qui, quoique barricadé et sur une position dominante, n'était pas en force pour tenir tête à une division. La division Fanti, à l'extrême droite des Autrichiens, après avoir emporté la position de Casalino, s'était dirigée sur Confienza, où elle trouva plus de résistance. Les Autrichiens, au lieu de déployer leur ligne devant le village, s'étaient barricadés dans l'intérieur de manière que les têtes de colonnes purent pénétrer du premier coup jusque sur la place de l'église, qui est à l'entrée de la grande rue; mais à peine arrivées là, un feu terrible, partant de toutes les maisons, les accueillit à l'improviste, et il fallut se replier un instant. En même temps les chasseurs autrichiens cachés dans les blés, qui sont très élevés aux alentours du village, commencèrent un feu épouvantable, qui était dirigé, suivant leur habitude, de préférence contre les officiers, ce qui rendit un moment le commandement incertain. Cette hésitation ne fut pas de longue durée. Le général Fanti, qui venait d'arriver sur les lieux, donna le signal de la charge, et les *bersaglieri,* avec leur élan ordinaire, suivis bientôt de l'infanterie, pénétrèrent dans le village, tandis que quelques charges de chevau-légers obligeaient les tirailleurs autrichiens à quitter leurs postes.

Le combat se poursuivit pendant l'espace d'une heure dans le village et aux alentours, l'avantage restant aux Piémontais, qui perdirent une centaine d'hommes, et firent autant de prisonniers.

Pendant que ces combats secondaires avaient lieu sur l'extrême droite des Autrichiens, la division Cialdini marchait à l'attaque de Palestro. Le 7e bataillon des *bersaglieri* et un bataillon du 9e régiment ouvraient le feu vers neuf heures du matin, et, se jetant sans hésiter dans le Cavo-Scotti-Camara, qui coule en bas du talus, s'élancèrent courageusement à l'attaque en tâchant de grimper sur les hauteurs, un peu sur la droite, tandis que le reste de la brigade se déployait de front; mais, arrivés aux avenues du village, ils les trouvèrent barricadées et garnies de palissades, qu'ils ne réussirent pas à enlever, tant à cause de leur solidité qu'à cause de la supériorité numérique de leurs adversaires. Forcés de se retirer, ces deux bataillons se reformèrent en bas, et, revenant à l'attaque, ils ne réussirent pas encore à pénétrer dans le village, mais se maintinrent aux abords, et donnèrent ainsi le temps au 16e régiment d'infanterie de les appuyer. Ce régiment, qui en 1848 avait beaucoup souffert au combat de Santa-Lucia, près de Vérone, ne manqua pas l'occasion de prendre une revanche. Sans s'arrêter aux obstacles naturels, sans hésiter un instant sous le feu meurtrier de l'ennemi, il marcha droit sur le village, et, fondant ensuite à la baïonnette sur les Autrichiens, il les chargea avec tant de vigueur, qu'il leur enleva deux pièces d'artillerie. Alors commença la seconde lutte dans l'intérieur du village. Le régiment archiduc Sigismond, qui, comme nous l'avons dit, était en marche pour relever celui de Wimpffen, ayant entendu le feu, était arrivé à temps pour prendre sa part de ce second combat. Les Autrichiens étaient, par suite de ce renfort, au nombre de huit mille au moins. Les Sardes, en nombre à peu près égal, leur enlevèrent une à une toutes leurs positions, et vers cinq heures du soir, après une lutte commencée le matin à dix heures, ils eurent la satisfaction de les voir en pleine retraite sur Robbio.

Pendant la journée du 30 et pendant la nuit du 30 au 31, le général Giulay avait pu se convaincre enfin que le mouvement de l'armée alliée sur son extrême droite n'était pas une attaque simulée, mais bien un mouvement général de toute l'armée franco-sarde. Il comprit sans doute alors, quoique un peu tard, que le mouvement de l'armée sarde servait peut-être à cacher un second mouvement de toute l'armée française, et c'est en effet ce qui arrivait. Tandis que les quatre divisions sardes attaquaient l'extrême droite autrichienne en avant de Vercelli, la garde, les 2r, 3e et 4e corps de l'armée française défilaient derrière elles, et par la route de Borgo-Vercelli s'avançaient sur Novare. Il y aurait de l'injustice à méconnaître le mérite des dispositions que prit alors le général Giulay. Lisant enfin dans la manœuvre de l'armée française, il en comprit aussitôt le côté faible, et agit en conséquence. Il tenta dans la journée du 31 de reprendre Palestro. Seulement il n'employa pas dans cette opération des forces assez considérables pour contraindre l'armée française à s'engager, ou du moins il n'obtint pas de ses troupes l'énergie qui eût été nécessaire. Les soldats autrichiens se sont sans doute battus dans ces diverses rencontres avec beaucoup de fermeté; ils n'ont cédé en général qu'au moment d'être abordés à la baïonnette. Ce qui leur

manque évidemment, c'est cet esprit, cette inspiration et ce sentiment tout personnel de la solidarité de la gloire nationale dont notre histoire et par-dessus tout notre grande révolution démocratique ont animé les masses populaires qui fournissent à la France ses merveilleux soldats. Un général qui aurait eu des troupes comme les nôtres eût pu nous faire payer cher notre marche de flanc sur Novare.

A la nouvelle de l'attaque de Palestro et du mouvement de l'armée franco-sarde vers Novare, le général Giulay avait à choisir entre trois partis. 1° Il pouvait se porter avec son centre et sa droite sur Palestro, écraser avec toutes ces forces réunies les divisions sardes, s'abattre ensuite sur le flanc de l'armée française qui défilait de Vercelli sur Novare, exécutant en ce moment une marche de flanc, — manœuvre toujours dangereuse lorsqu'elle s'opère à peu de distance de l'ennemi. C'était là le plan indiqué par la science; mais il fallait pouvoir compter sur la retraite par Pavie, et être sûr de toute la rive gauche du Pô depuis Pavie jusqu'à l'embouchure de la Sesia. Il est certain que si l'armée autrichienne était assez nombreuse et assez solide pour exécuter cette manœuvre, l'armée alliée, attaquée sur le flanc, coupée dans sa base d'opération, aurait pu se trouver dans une position très critique. 2° Le général Giulay pouvait se retirer à la hâte par Vigevano à Binasco et Melegnano, au-delà du Tessin, choisir une forte position, couvrant en même temps Lodi et Pavie, et y attendre l'ennemi de pied ferme. 3° Enfin il pouvait opérer sa retraite en bon ordre derrière le Tessin, et tâcher d'arrêter un jour ou deux l'ennemi sur la Sesia par une attaque vigoureuse sur Palestro. Ce dernier plan fut préféré par le général autrichien. Il présentait, il est vrai, quelques avantages; mais il avait l'inconvénient d'exiger le sacrifice d'un corps considérable, sacrifice inutile du moment où l'on pouvait effectuer la retraite par Vigevano, et aussi d'être pratiqué contre l'armée franco-sarde, laquelle a dans la supériorité de ses soldats un élément sur lequel ses généraux peuvent compter pour réparer quelques négligences stratégiques, et même transformer des fautes en victoires. L'on a vu en effet que l'attaque de Palestro n'a retardé en rien la marche de l'armée française, et n'a abouti qu'à une inutile boucherie, sans autre résultat que d'ajouter quelque chose au moral des troupes sardes et d'enlever quelque chose au moral des troupes autrichiennes.

Cependant l'on doit reconnaître que le point de Palestro avait assez d'importance pour justifier l'attaque autrichienne du 31 mai, et il faut ajouter que si le plan de l'ennemi n'eût été déconcerté par un accident imprévu, la journée eût pu être funeste aux alliés. Voici le récit qu'on nous en fait. — A la nouvelle de l'occupation de Palestro par les troupes sardes, le général Giulay donna l'ordre de reprendre ce village au général Zobel, commandant la droite de l'armée autrichienne et ayant son quartier-général à Robbio, à deux lieues de là. Les brigades Lillia et Jellachich, avec deux batteries d'artillerie et quelques escadrons de cavalerie, s'avancèrent en conséquence vers Palestro dans la matinée du 31. Le régiment archiduc Sigismond, le même qui avait donné la veille, suivait en réserve avec six pièces d'artillerie et le 7e bataillon de chasseurs. Tout cela formait un effectif d'environ vingt-cinq mille hommes. Le roi de Sardaigne, qui commandait en per-

sonne, n'avait à opposer aux corps autrichiens que deux divisions assez affaiblies par le combat de la veille, et qui pouvaient compter un effectif de seize mille combattans en tout.

La position de Palestro, si facile à défendre contre une attaque du côté de la Sesia, à cause de l'abaissement du terrain vers la rivière, n'est plus aussi formidable du côté opposé, où le village donne sur la plaine. D'autre part, les Sardes n'avaient eu ni l'intention ni le temps de s'y fortifier, de manière que lorsque les têtes de colonnes autrichiennes débouchèrent devant cette position, le village n'aurait pu présenter d'autre avantage pour la défense qu'un abri peu sûr dans l'intérieur des habitations. Mais il n'est pas dans les habitudes du roi de Sardaigne d'attendre l'ennemi derrière des palissades. Dès que la brigade Lillia eut débouché sur la route de Palestro, en-deçà du *Cavetto di San-Pietro,* tandis que la seconde brigade prenait position le long du petit canal, le 10e régiment sarde et les *bersaglieri* s'avancèrent contre l'ennemi et essayèrent une charge. En trop petit nombre pour pouvoir tenir bien longtemps, ils furent ramenés entre la Roggia-Camara et le cimetière aux abords du village. Là une lutte acharnée s'engagea entre la brigade de la Reine et les Autrichiens. Les Piémontais, établis dans la partie méridionale de Palestro et couverts par la *roggia,* prenaient en flanc les colonnes d'attaque qui s'avançaient entre le village et le cimetière, où le roi payait de sa personne avec un brillant courage. Les Autrichiens, développant alors toutes leurs forces, s'étendirent sur leur droite, afin de tourner le cimetière et de déborder la gauche des Piémontais. C'était là le côté faible de la position, car en arrière du cimetière les maisons clair-semées sont difficiles à défendre, et ne sont plus couvertes par le canal. L'ennemi, une fois maître de cette partie du village, domine le talus qui donne sur la vallée de la Sesia, empêche l'arrivée des secours et coupe la retraite du village vers la Sesia. Ce fut par conséquent sur ce point que se portèrent les efforts des Autrichiens. qui combattirent en cette circonstance avec une incontestable bravoure. Ils furent d'abord reçus par un régiment de la brigade Savone, qui, ramené plusieurs fois dans ses attaques, tint cependant assez pour donner aux réserves le temps d'entrer en ligne. Ce fut là que le roi exposa sa personne aux plus grands dangers, prenant part, loin de son escorte, au combat à l'arme blanche.

Le général Zobel, qui commandait l'attaque en personne, crut alors le moment venu d'essayer un dernier effort. Le régiment archiduc Sigismond, le 7e bataillon des chasseurs et une batterie d'artillerie qu'il avait laissés en réserve sur le Cavetto di San-Pietro, reçurent l'ordre de franchir la passerelle de la Roggia-Camara, et d'avancer sur l'étroite langue de terrain comprise entre cette *roggia* et le Cavo-Camara-Scotti. En suivant cette bande de terrain, ce régiment devait aborder la partie méridionale du village sans avoir à franchir la *roggia* sur le front de Palestro, comme il arrive à ceux qui veulent y entrer par la grande route de Robbio. Le régiment, précédé du bataillon de chasseurs, entra sans défiance dans ce dangereux défilé. Comme le combat venait de se porter vers le nord, où les Autrichiens s'efforçaient de tourner la gauche des Sardes, l'on ne comptait avoir affaire à l'ennemi qu'aux environs de Palestro. Les chasseurs autrichiens entrèrent

donc dans le défilé l'arme au repos, le sac sur le dos, suivis un peu en arrière par le régiment. Heureusement pour les Sardes, le 3e régiment des zouaves, qui venait d'arriver de Vercelli, avait fait halte dans la plaine au-delà du Cavo-Camara-Scotti, et attendait le moment d'entrer en lutte. Les zouaves, couchés dans les blés, faisaient leur sieste à un demi-kilomètre du combat, avec l'insouciant laisser-aller que leur donne le sentiment de leur esprit militaire et de leur valeur. « Tout à coup, nous écrit-on, un zouave lève le nez, puis un autre, un troisième... On se regarde,... on fait un signe d'intelligence,... on donne un coup d'œil à la baïonnette. Bientôt tout le monde est en éveil. Qu'est-ce? demandent ceux qui font encore la planche sur l'onde verdoyante du blé. C'est un chasseur autrichien, deux chasseurs, trois, dix chasseurs, une compagnie, un bataillon de chasseurs! — On se lève, et on regarde. Derrière le bataillon de chasseurs, on aperçoit toute une rangée de tuniques blanches; mais un soldat autrichien avait aperçu les larges pantalons rouges des zouaves, et dans sa surprise il avait fait feu.

« A ce coup qui donne l'alerte aux Autrichiens, le premier mouvement des chasseurs est de se retirer, celui des zouaves est de courir sus à la baïonnette. Je renonce à vous parler de l'effroyable carnage qui s'ensuivit. Les zouaves sautent le *caro,* qui par bonheur est moins large et moins profond que la *roggia,* et tombent à l'arme blanche sur les chasseurs autrichiens. Ceux-ci, surpris par cette brusque attaque, resserrés dans l'étroit espace qu'enferment le petit canal et le grand canal, n'ayant d'autre issue que la passerelle par laquelle ils sont arrivés, s'y entassent... Ne pouvant passer tous à la fois, ils se jettent dans la *roggia*. Deux cents hommes lourdement chargés, ne pouvant par conséquent se tenir à fleur d'eau, s'engouffraient dans la *roggia*. Les zouaves, s'ouvrant à coups de baïonnette un passage à travers les fuyards, arrivent à la passerelle, sautent de l'autre côté, et tandis qu'un certain nombre d'entre eux se jettent sur les canons de la réserve avant qu'on ait eu le temps de les enlever, les autres reçoivent à la pointe de la baïonnette les débris du bataillon de chasseurs qui ont réussi à traverser la *roggia*. Peu à peu cependant la générosité reprend le dessus. Les zouaves tendent les mains aux chasseurs qui se noient, et se contentent de les faire prisonniers. Cinq pièces d'artillerie tombent entre les mains des vainqueurs, ainsi qu'une centaine de tirailleurs. Le régiment archiduc Sigismond, qui n'était pas encore engagé dans le défilé, avait eu le temps de se retirer en laissant morts ou prisonniers une centaine d'hommes. Il venait de prendre position sur la route de Robbio pour couvrir la retraite, que le général Zobel, prévenu de la funeste issue de cette diversion, venait d'ordonner. »

Le combat ne finit point là. Les Piémontais débouchant du village rencontrèrent les zouaves, et la poursuite de l'ennemi devint entre les soldats des armées alliées l'objet d'une joute prodigieuse : zouaves et *bersaglieri* voulaient être les premiers sur les talons de l'ennemi et les derniers à cesser la lutte. Au milieu d'eux était le roi Victor-Emmanuel, toujours s'exposant au premier feu. « J'ai parlé moi-même, nous écrit l'auteur de ces notes, au zouave qui prit son cheval par le mors pour l'empêcher de s'exposer davantage. » Un officier de *bersaglieri,* le lieutenant Ropolo, s'acharna à cette

chasse héroïque. Il chargea sept fois à la tête de sa compagnie; à la septième charge, il n'était plus suivi que de douze hommes : il tomba frappé mortellement d'une balle à la tête.

Pour apprécier à leur valeur ces deux combats de Palestro, le premier enlevant à l'ennemi une position de la plus haute importance, et le second lui interdisant l'espoir de la recouvrer, il faut en voir les résultats immédiats dans les mouvemens des deux armées. Après leur dernière tentative, les Autrichiens commencèrent à la hâte leur retraite sur le Tessin. Le centre de l'armée autrichienne passait le Tessin derrière Vigevano, et se portait entre Rosate et Abbiate-Grasso, à huit kilomètres de Magenta; la gauche, par Bereguardo et Pavie, filait vers Binasco et Rosate; la droite, commandée par le général Zobel, quittait Robbio, et, couvrant la retraite, suivait la même route que le centre. Ainsi l'issue des combats de Palestro contraignait les Autrichiens à évacuer les états sardes. Nous ne sommes pas surpris que les Piémontais soient fiers de ce beau fait d'armes, qu'ils nous soient reconnaissans de les avoir laissés en première ligne dans notre mouvement offensif, et de leur avoir permis de recueillir ainsi l'honneur de la première victoire. L'armée française, de son côté, avait profité de la fermeté de ses alliés, qui lui servaient de rideau, pour exécuter sa marche rapide vers la rive gauche du Tessin. Le 4e corps, commandé par le général Niel, était seul chargé de couvrir les communications des deux armées entre l'Agogna et le Tessin, au sud de Novare, d'où il pouvait en même temps menacer Vigevano et la retraite de l'arrière-garde autrichienne. La garde, suivie des 2e et 3e corps, prenait la route de Milan. Ce fut alors que le général Giulay, sans se laisser décourager par l'insuccès de ses précédentes attaques, essaya son grand mouvement sur le flanc de l'armée française, dont il arrêta pendant quelques heures, par une lutte sanglante, les têtes de colonnes à Boffalora et à Magenta.

Nous aurions voulu que des documens assez complets et assez précis nous eussent permis de raconter les glorieux et terribles épisodes de la lutte qui a suivi, et d'expliquer l'ensemble de la bataille de Magenta. L'instruction d'une aussi grande affaire dépasse nos moyens d'information, et nous espérons que l'honneur d'exposer les combinaisons et les chances du combat gigantesque qui nous a livré la Lombardie tentera bientôt quelque plume militaire. Quant à nous, pour le moment, nous ne pouvons que joindre nos applaudissemens à ceux dont la France entière a salué l'héroïsme de notre armée dans cette journée, que gémir sur les pertes cruelles que nous y avons faites et qu'enregistrer les résultats militaires et politiques si apparens qui ont couronné notre victoire. Déjà, dans la presse étrangère surtout, et malgré l'insuffisance des renseignemens positifs, l'on ne s'est pas fait faute d'épiloguer sur le caractère d'une victoire où l'on n'a pris à l'ennemi que trois canons et un drapeau. Sept mille prisonniers valent cependant bien des drapeaux et des canons, sans parler même du nombre contesté d'ennemis tués ou blessés. Mais c'est aux conséquences militaires et politiques, et non aux trophées, que se mesure la valeur des victoires. Sans doute la destruction, la dispersion d'une armée ennemie est l'une des conséquences de cette nature les plus importantes que puisse avoir le gain d'une bataille. Il eût été très heureux pour nous que Magenta eût eu ce résultat : nous ne l'avons point

obtenu; nous n'avons pas détruit l'armée autrichienne, puisqu'elle a campé à deux lieues du champ de bataille, et qu'elle a pu le lendemain faire un simulacre d'attaque pour protéger sa retraite. La victoire de Magenta nous a néanmoins permis de tirer tout le profit que nous devions attendre de la manœuvre stratégique qui a porté notre armée sur l'extrême droite des Autrichiens et sur la route de Milan. Les Autrichiens ont voulu à Magenta couper notre armée en l'attaquant par le flanc, et ils n'y ont pas réussi. Ils ont voulu tout au moins nous refouler en-deçà du Tessin, et ils ont échoué. Bien plus, impuissans à conserver le champ de bataille et à recommencer sérieusement le combat le lendemain ou les jours suivans, ils ont été forcés de songer à la retraite et de nous laisser faire ce que nous nous étions proposé en passant le Tessin à Turbigo et à Boffalora. Or une bataille qui vous est livrée pour déconcerter une manœuvre, et qui vous laisse maître des fruits prévus de cette manœuvre, est toujours une très grande victoire, bien qu'elle ne soit point accompagnée de l'anéantissement de l'ennemi : telle est pour nous l'incontestable valeur de la bataille de Magenta.

Grâce à cette victoire, qui confirme le succès d'une opération militaire regardée par quelques-uns comme téméraire avant que l'événement ne l'eût justifiée, les Autrichiens sont obligés de changer leur système de guerre en Italie. C'était pour prendre l'offensive militaire qu'ils avaient commis la grande faute politique de rompre la paix les premiers, et de soustraire la question italienne à l'arbitrage diplomatique de l'Europe; c'est l'impatience de la cour militaire de l'empereur d'Autriche qui l'avait poussé à cette extrémité, et parmi les influences qui ont entraîné ce souverain, on peut évidemment compter celle de son aide-de-camp favori, le comte Grünne, et du général Giulay lui-même. Or l'Autriche a subi tous les mauvais effets politiques de l'initiative de la guerre, et n'a su en recueillir aucun des avantages militaires. En même temps que deux systèmes politiques, deux systèmes militaires étaient, dit-on, en lutte dans les conseils de l'empereur François-Joseph. L'un, celui des impatiens, voulait porter la guerre dans le Piémont; l'autre conseillait une puissante défensive au cœur des forteresses qui gardent les lignes du Mincio et de l'Adige. Le système défensif avait pour lui, assure-t-on, le premier stratégiste de l'armée autrichienne, le chef d'état-major du maréchal Radetzky pendant les campagnes de 1848 et 1849, le général Hess. C'est à ce système que l'empereur d'Autriche est obligé de se rallier aujourd'hui. L'armée autrichienne ne défendra ni l'Adda, ni l'Oglio; toutes les forces de l'empire se concentrent, et nous attendent derrière le Mincio, où nous ne tarderons pas à les joindre. Cette défensive est redoutable, nous ne nous le dissimulons pas, bien que nous soyons sûrs que l'énergie de notre armée en viendra à bout; mais l'Autriche s'y résigne après avoir donné à l'Europe le spectacle de son infériorité militaire avérée vis-à-vis de la France, après avoir affaibli et fatigué son armée, après avoir moralement abdiqué sa domination sur la Lombardie.

C'est en effet un acte politique dont les conséquences sont bien vastes que cette occupation de la Lombardie par les armées alliées, qui permet aux populations lombardes de manifester avec une évidence irrésistible leur antipathie pour la domination étrangère et la volonté unanime d'être indépendantes et libres. L'on chercherait vainement à rendre ces manifestations

suspectes en objectant la présence à Milan des armées alliées. Si la guerre conduisait nos armées dans d'autres parties de l'Europe, est-il possible de supposer qu'elles recevraient nulle part un accueil semblable à celui qu'elles ont trouvé à Milan? S'imagine-t-on que des populations russes, allemandes, anglaises, recevraient ainsi les vainqueurs de leurs gouvernemens? Provoquerions-nous de tels témoignages dans les autres provinces de l'empire autrichien? Partout ailleurs de semblables manifestations seraient regardées comme une trahison honteuse et lâche, comme une oblitération monstrueuse du sens moral et du sentiment patriotique, et le vainqueur lui-même s'en détournerait avec dégoût. Lorsqu'un phénomène si étrange se produit chez un peuple, ce n'est point le peuple qu'il accuse, c'est le gouvernement déchu qu'il condamne devant la conscience de l'humanité. Certes, avant la guerre, bien des esprits généreux en Europe pouvaient hésiter devant un acte aussi grave que la violation des traités invoquée en faveur de la libération d'un peuple; mais, puisque la guerre a tranché les liens du droit public, qu'il faut respecter même lorsqu'on en souffre, ces esprits sont affranchis d'un douloureux scrupule, et ne doivent plus former qu'un vœu : c'est que l'Italie ne soit plus replacée sous un joug qu'elle déteste, et qu'elle soit laissée maîtresse de ses destinées. Ce sentiment a fait déjà par exemple de grands progrès en Angleterre; les proclamations des souverains entrés à Milan répondent à cette tendance des esprits : l'une, celle de l'empereur, en déclarant que la France ne vient point en Italie avec un système préconçu pour déposséder les souverains et imposer sa volonté; l'autre, celle du roi Victor-Emmanuel, en promettant l'union fondée sur des institutions libres, car ces mots, quoiqu'ils soient omis dans les traductions publiées par quelques journaux français, sont dans le texte de la proclamation du roi de Sardaigne. Il s'élève là une barrière morale qui rend impossible, dans l'état de l'Europe, le rétablissement de la domination autrichienne sur la Lombardie.

Les manifestations italiennes, qui dépassent maintenant les limites lombardes, qui éclatent dans toutes les villes qu'occupaient les Autrichiens et qu'ils évacuent, à Ferrare, à Bologne, à Ancône, sont à nos yeux le résultat le plus important de nos succès militaires, précisément à cause de la force qu'elles donnent à la cause de l'indépendance italienne auprès de tous les esprits éclairés et modérés de l'Europe. Nous ne sommes plus au temps où les peuples étaient faits pour les gouvernemens; nous sommes à une époque où la conscience de l'humanité veut que les gouvernemens soient faits pour les peuples. Or qui oserait, en présence du mouvement qui se produit en Italie, vouloir restaurer par la force, en brisant tous les vœux des populations, l'ordre de choses qui s'écroule dans la péninsule? Le spectacle de ce mouvement produit, comme nous venons de le dire, en Angleterre une profonde impression : on en trouve une marque significative dans le discours que lord John Russell vient de prononcer à la chambre des communes. Nous serions surpris que l'Allemagne, qui possède à un si haut degré le sentiment de la nationalité, demeurât aveugle devant cette explosion d'une nationalité qui croit toucher à sa délivrance, et que les intérêts légitimes de l'Italie, si éloquemment plaidés par les Italiens eux-mêmes, n'eussent pas la puissance de calmer ses passions anti-françaises. La France dans un tel mouvement d'opinion recule en effet au second plan, à la seule place qu'elle veuille

remplir, celle d'une alliée généreuse et non d'une dominatrice envahissante. Nous aimerions que ce sentiment de justice eût plus d'influence encore sur l'Allemagne que les conseils que la Russie vient de lui adresser dans la circulaire du prince Gortchakof. Le bon vouloir de la Russie pour l'entreprise qui s'accomplit en Italie était aussi peu douteux que sa rancune contre l'Autriche. Ce qui nous rassure plus encore que la circulaire du prince Gortchakof, c'est qu'il paraît que la Russie a fait des efforts sérieux pour décourager toute tentative intempestive d'insurrection de la part des populations chrétiennes de l'empire ottoman. La Russie, nous devons donc le croire, cherche, elle aussi, à localiser la guerre, et à empêcher que la question italienne ne soit compromise par des complications en Orient; mais nous trouvons une garantie bien plus forte de la tranquillité de l'Orient dans les explications données par un ministre grec, M. Rangabé, au parlement hellénique. « La France, a dit M. Rangabé, a été plus explicite encore que la Russie, car elle ne nous a pas caché que, si le moindre trouble avait lieu en Orient, elle serait obligée, vu sa position actuelle, d'y intervenir avec l'Angleterre, afin de réprimer tout mouvement. » Cette persistance de la France dans une politique générale de coopération avec l'Angleterre en Orient est plus sage qu'un système de coquetteries avec la Russie; c'est la façon la plus sûre de maintenir dans la guerre actuelle la neutralité anglaise.

Ainsi les faits militaires, les manifestations de l'Italie, la volonté déterminée de la France de prévenir, autant qu'il dépendra d'elle, toute complication inopportune, et l'attitude diplomatique de deux grandes puissances nous donnent aujourd'hui plus que jamais l'espoir que la guerre sera localisée en Italie. On veut voir, dans la crise ministérielle qui, en Angleterre, fait passer en ce moment le pouvoir des mains de lord Derby à celles de lord Palmerston, une nouvelle condition de succès pour la politique qui s'efforce de restreindre la guerre, et d'affranchir entièrement l'Italie de la domination autrichienne avec l'assentiment de l'Europe. Il y a peut-être dans cette opinion un peu d'injustice à l'égard de lord Derby. Le cabinet de lord Derby était sincère à coup sûr dans sa politique de neutralité. Il avait donné des gages de sa sincérité en faisant parvenir aux cours allemandes des conseils si sages, que le prince Gortchakof en a lui-même invoqué l'autorité. Le cabinet de lord Derby était d'ailleurs un ministère faible; il n'avait pas la majorité; il ne pouvait pas se permettre de faire à l'opinion publique la moindre violence : il était au contraire obligé d'en étudier les tendances et d'en ménager les vœux. Suspect d'avoir des prédilections pour l'Autriche, il était contenu par ces défiances toujours en éveil, qu'entretenait encore l'opposition. Sa faiblesse était donc une garantie contre les velléités allemandes qu'on lui prêtait, à tort suivant nous. Cette réserve faite, nous reconnaissons que le ministère libéral est bien plus favorable que le cabinet tory à la politique suivie par la France en Italie. Nous croyons en effet, et le discours prononcé par lord John Russell, qui va sans doute prendre les affaires étrangères, dans la discussion de l'adresse l'annonce suffisamment, que les membres du nouveau ministère veulent l'indépendance de l'Italie. Nous trouverons donc chez eux un précieux concours moral non-seulement pour calmer les agitations de l'Allemagne, mais pour obtenir la résignation de l'Autriche à l'arrêt que prononcera la fortune des armes.

La discussion qui dès l'ouverture du nouveau parlement a mis en question l'existence du ministère de lord Derby n'a point présenté l'intérêt oratoire qui s'attache ordinairement aux grandes luttes des partis dans la chambre des communes. La question agitée n'était point en effet un de ces intérêts élevés de réforme ou de conservation autour desquels l'Angleterre accomplit, en se contenant, sa marche progressive. Le débat était tout personnel. Lord Derby avait dissous la chambre des communes sans engager la lutte électorale sur une question de principe. Il avait simplement invité le pays à élire une majorité assez unie pour qu'un ministère expression de cette majorité pût gouverner à l'intérieur et conduire au dehors les affaires du pays avec une autorité suffisante. Pour recommander son parti à la faveur du pays, il s'était contenté de présenter les conservateurs comme formant la section la plus nombreuse et la plus disciplinée parmi les fractions diverses entre lesquelles se partageait la chambre des communes. C'était ainsi une question de confiance qu'il avait posée aux électeurs du royaume-uni. Il était naturel que le premier acte de la nouvelle chambre élue dans de telles conditions fût de répondre à cette question au nom du pays. C'est ce qui a déterminé l'opposition à poser la question de confiance dans la discussion même de l'adresse, contrairement à l'usage qui est de ne consacrer à ce débat qu'une simple séance. Une telle lutte se réduisait à des plaidoyers personnels et à des actes d'accusation contradictoires. Dans l'état de division des partis, il s'agissait de savoir lequel d'entre eux pouvait se présenter au pays en réunissant les élémens et les moyens de gouvernement les plus sérieux. La thèse de l'opposition était donc de prouver que les ministres, dans leur politique intérieure, n'étaient point en harmonie avec les tendances réformatrices du pays, et avaient été au moins inhabiles dans leur politique extérieure. C'est surtout les fautes ou les accidens de leur politique étrangère que leur reprochait l'opposition. On ne leur pardonnait pas de n'avoir point su prévenir la guerre, on les blâmait d'avoir pris une attitude hostile vis-à-vis de l'Italie, on les accusait surtout de laisser les relations de l'Angleterre avec la France s'altérer par un refroidissement graduel. De leur côté, les ministres et leurs amis, s'ils avaient tort sur le fond des choses, avaient plus beau jeu que leurs adversaires dans le côté satirique et personnel de la lutte. L'opposition ne pouvait attaquer l'existence du ministère sans s'être concertée d'avance sur la composition du futur cabinet, car le bon sens et le patriotisme anglais n'admettent pas qu'un parti politique renverse un gouvernement sans être prêt à prendre lui-même la responsabilité du pouvoir. Or l'opposition, pour organiser d'abord une majorité hostile au parti conservateur, ensuite pour composer un cabinet qui fût l'expression de cette majorité, était obligée de réunir dans une même association des partis et des hommes politiques qui s'étaient souvent et avec éclat divisés et combattus. Il fallait par exemple que lord John Russell et lord Palmerston se missent d'accord entre eux, que sir James Graham et M. Sidney Herbert se réconciliassent avec lord John Russell et lord Palmerston, que les radicaux voulussent pardonner à lord Palmerston ses tendances anti-réformistes et sa dédaigneuse ironie. Ces hommes politiques et leurs partis s'étaient tour à tour et mutuellement renversés du pouvoir, et le souvenir de leurs luttes,

des reproches et des critiques qu'ils s'étaient autrefois mutuellement adressés, était vivant dans la mémoire des contemporains et dans le recueil des débats parlementaires de Hansard. Les orateurs ministériels n'ont eu qu'à puiser dans cet arsenal pour exhiber des diatribes prononcées par les adversaires d'hier contre ceux qui seraient demain leurs collègues; mais, nous le répétons, ces luttes de personnalités n'offrent qu'un triste intérêt. Il y avait au fond du débat un sous-entendu qui en a décidé l'issue : lord Derby était usé par la situation étrangère; cette situation entrait évidemment dans une phase nouvelle, et des ministres nouveaux pouvaient seuls l'aborder avec une liberté d'esprit et d'engagemens convenable. Tel a été l'avis de la chambre des communes.

L'Espagne est occupée aujourd'hui de deux choses d'une nature très diverse et d'une importance inégale : nous ne parlons pas de la clôture de la session des chambres, ni même de l'inauguration d'un nouveau chemin de fer de Madrid à Guadalajara. L'Espagne est occupée de deux autres choses, du jugement d'un ancien ministre accusé de malversation, et de ce qui excite l'attention universelle, des affaires d'Italie, de la guerre soutenue en ce moment par la France et le Piémont contre l'Autriche. Depuis longemps, on le sait, les accusations d'immoralité, de vénalité, de concussion, couraient dans l'air au-delà des Pyrénées. Le soupçon était entré assez avant dans les esprits pour que le mot de moralité devînt en quelque sorte un programme de gouvernement et même un prétexte de révolution. Jusqu'ici, à vrai dire, ces accusations n'étaient qu'une arme de parti, une de ces assertions vagues que les passions exploitent merveilleusement; elles ont fini cependant par prendre dans ces derniers temps une forme plus précise, et l'orage a éclaté tout à coup sur la tête d'un seul homme, M. Esteban Collantes, qui a été ministre des travaux publics dans le cabinet présidé par le comte de San-Luis avant la révolution de 1854. Il s'agit de quelque fourniture de pierres pour la construction du canal qui conduit les eaux à Madrid. L'initiative de l'accusation est partie du congrès, et M. Esteban Collantes a été traduit devant le sénat, transformé en cour de justice. C'est là que se déroule aujourd'hui ce pénible débat. Judiciairement l'affaire suit donc son cours régulier devant le haut tribunal institué pour ces sortes de questions. Qu'elle se termine d'ailleurs par une condamnation ou par un acquittement, elle n'a pas moins au point de vue politique un rapport très réel avec l'état des partis. Cette triste résurrection de vieux griefs, de vieilles accusations, n'aura d'autre effet assurément que d'envenimer la scission qui existe déjà entre l'ancien parti conservateur et le ministère actuel. Le cabinet n'a rien fait directement, il est vrai, pour soulever cette question; mais il n'a rien fait aussi pour la tempérer, et si cette accusation garde un caractère tout personnel, si elle n'affecte en rien l'intégrité du parti modéré dans son ensemble, ce dernier parti n'a point laissé de s'émouvoir en présence de ce système de représailles rétrospectives dirigées contre les anciennes administrations conservatrices. De là des recrudescences d'antipathie que le dénoûment de l'affaire, quel qu'il soit, ne peut qu'aggraver. Le cabinet du général O'Donnell est resté sans doute maître du terrain dans la dernière session; mais la lutte continue, et plus d'une fois l'expérience a prouvé que ce n'est pas seulement avec l'appui des chambres que les ministères vivent à Madrid.

Il y a aujourd'hui au-delà des Pyrénées un fait plus curieux et d'un intérêt plus général, parce qu'il se lie à la situation de l'Europe : c'est l'attitude même de l'Espagne en présence des événemens qui s'accomplissent en Italie. L'Espagne est neutre dans la crise actuelle. La neutralité a été discutée et approuvée dans les deux chambres; elle a été proclamée par le gouvernement, qui s'est borné à demander au parlement quelques ressources nouvelles pour munir l'armée du matériel nécessaire à tout événement. Jusque-là rien n'est plus simple : la neutralité est évidemment la seule politique de l'Espagne. Aussi n'est-ce point là ce qu'il y a de particulier dans la situation de la Péninsule. Ce qu'il y a de curieux en dehors de la politique officielle, c'est le mouvement même des opinions autour de cette grande question qui s'agite. Pour tout dire, on peut remarquer un fait assez surprenant au premier abord : c'est la visible préférence du parti modéré pour la cause de l'Autriche. Est-ce en haine des progressistes qui se sont montrés favorables à l'indépendance italienne? Est-ce dans l'espoir de surprendre en défaut le ministère, qui pourtant paraît tenir lui-même à rester neutre et très neutre? Toujours est-il que les journaux conservateurs de Madrid ne sont nullement dans notre camp par leurs sympathies. Ils excellent à diminuer nos succès, à débrouiller les obscurités du télégraphe au profit de l'Autriche, à grossir les complications européennes qui peuvent venir en aide à la cour de Vienne. Ils pratiquent avec un grand zèle le système de neutralité qui consiste à mal parler de la France et du Piémont, et à parler avec beaucoup de respect de l'Autriche. Nous ne savons vraiment jusqu'à quel point il est de l'intérêt du parti modéré espagnol de laisser croire que les idées de conservation telles qu'il les comprend trouvent leur expression la plus haute dans la politique autrichienne et dans la permanence de la domination impériale en Italie. Lorsque la question s'est élevée dans les chambres, un homme éminent qui a été ministre des affaires étrangères, M. Pacheco, en exprimant les plus vives sympathies pour l'indépendance de l'Italie, se montrait en même temps préoccupé et soucieux des résultats généraux d'une guerre qui tendrait à trop affaiblir l'Autriche au centre de l'Europe. C'était parler en politique sensé et montrer le péril qui pouvait aussi mettre en jeu les intérêts de l'Espagne. La prévoyance, une prévoyance attentive et indépendante, n'est pas ce qui nous étonnerait; ce qui semble étrange, c'est l'hostilité trop peu déguisée des journaux conservateurs de Madrid contre l'indépendance de l'Italie. A vrai dire, nous doutons que ces inclinations autrichiennes trop prononcées soient pour les modérés espagnols le meilleur moyen de refaire leur situation et de reconquérir dans les affaires un ascendant affaibli par les divisions intérieures.

Plus d'un peuple en Europe suit avec une sympathique et ardente curiosité cette lutte dont le prix est la résurrection constitutionnelle de la nation italienne, et le Danemark est de ce nombre. Le Danemark désire fort rester en paix, et l'opinion en général n'est pas moins prononcée en faveur de l'Italie. Ce petit pays est d'ailleurs dans une situation singulière : par ses vœux et ses sympathies, il est sans nul doute du côté de la France et du Piémont, et, comme membre de la confédération germanique pour le Holstein, il a dû s'associer aux mesures de préparation militaire adoptées par la diète de Francfort, en mettant les contingens des duchés en état de pren-

dre les armes au premier signal. C'est ce qui fait que plus que tout autre pays le Danemark désire que la guerre reste ce qu'elle est, c'est-à-dire une lutte entre les alliés et l'Autriche en Italie, au lieu de s'étendre et de prendre des proportions plus générales, de telle sorte que les contingens allemands du Danemark se trouveraient exposés à marcher pour une cause qui répugnerait évidemment au peuple danois.

C'est dans ces circonstances que le cabinet de Copenhague a subi récemment une modification qui, sans se lier aux affaires générales de l'Europe, ne peut cependant passer inaperçue. Le président du conseil, M. Hall, reste définitivement ministre des affaires étrangères dans le cabinet reconstitué. M. Monrad est ministre du culte; M. Unsgaard, abandonnant le ministère de l'intérieur du royaume, a gardé provisoirement le ministère du Holstein. M. Krieger est passé des finances à l'intérieur, et M. Tenger a été nommé ministre des finances. Les autres membres du cabinet, MM. Michelsen, Lundby, Simoni et Volfhagen, ont gardé respectivement leur poste. Les personnages essentiels du nouveau ministère sont MM. Hall, Krieger, Monrad et Tenger. Deux des nouveaux ministres passent pour des hommes de capacité. M. Tenger est médecin du grand hôpital de Copenhague, chef de l'école supérieure d'agriculture; c'est un statisticien érudit, membre de l'assemblée représentative, où il a été pendant plusieurs années rapporteur du budget. M. Monrad a été déjà ministre du culte en 1848, puis évêque, ensuite directeur de l'enseignement primaire, et depuis dix ans il compte parmi les membres les plus influens du *Rigsdag*. On ne sait encore quelle sera la politique du ministère. Cette modification n'est point cependant sans importance dans les conjonctures actuelles. Tout porte à croire que le ministère danois fortifié, loin de se tenir pour battu par l'opposition réactionnaire et séparatiste du Holstein, se propose d'agir fermement, espérant mener à bonne fin toutes les difficultés de l'organisation du pays, sans se départir des principes constitutionnels qui lui ont servi de guide jusqu'ici. C'est là, selon toute apparence, la politique qu'il veut suivre, et il a aujourd'hui à la pratiquer au milieu de circonstances qui ne rendent peut-être pas le problème plus facile à résoudre.

EUGÈNE FORCADE.

REVUE MUSICALE.

LES CONCERTS DE LA SAISON.

Au milieu des préoccupations vives et diverses que suscitent les grands événemens qui se passent en Italie, on nous permettra de donner un souvenir aux fêtes musicales, aux chants, aux bruits et aux concerts de toute nature qui ont amusé Paris pendant l'hiver de l'année 1859. Des artistes de premier ordre comme M. Vieuxtemps, des virtuoses distingués tels que M. Hans de Bulow, des violonistes, des pianistes surtout, des chanteurs émérites de tous les pays sont accourus dans la capitale de la France, qui n'a pas cessé, quoi qu'on en ait, d'être la capitale de l'Europe et du monde civilisé. Ne laissons donc pas périmer ce titre d'honneur, qui n'a point été

acquis en un jour, et n'oublions pas le sens attaché à cette belle devise féodale : *noblesse oblige*.

C'est par les concerts du Conservatoire qu'il nous faut nécessairement commencer. Ils ont inauguré la trente-deuxième année de leur existence, le 9 janvier, par la symphonie en *ré* de Beethoven. On y a vivement applaudi un chœur agréable de l'*Armide* de Lulli :

Voici la charmante retraite
De la félicité parfaite,

que le public a fait recommencer, et qui ne perdrait rien de sa grâce naïve à être entendu à côté de celui de Gluck. Cette comparaison, que la Société des Concerts a le tort de ne point chercher à établir, ferait ressortir le génie créateur de Lulli sans nuire au chantre vigoureux qui est venu, cent ans après, refaire son œuvre. Après la symphonie en *ut* de Mozart, la séance s'est terminée par les chœurs d'*Une Nuit de Sabbat* de Mendelssohn, morceau chaleureux, d'une couleur vraiment fantastique. Le second concert n'a eu de remarquable que la symphonie en *la* de Beethoven, qui a été exécutée avec une perfection qui devient rare, et par un chœur du *Paulus* de Mendelssohn, d'un caractère simple et religieux ; mais le troisième concert, qu'on a entendu le 6 février, a été rempli tout entier par *la Création du Monde* d'Haydn. Je crois que cette grande composition n'avait pas été exécutée à Paris dans son intégrité depuis le fameux concert donné à l'Opéra le 24 décembre 1800, soirée mémorable par le complot de la machine infernale qui faillit tuer le premier consul Bonaparte. On sait dans quelles circonstances Haydn a écrit cette œuvre qui fait époque dans l'histoire de l'art. Lors de son premier voyage à Londres en 1791, le violoniste Salomon communiqua à Haydn les paroles d'une espèce de cantate sur la création du monde qui étaient d'un poète anglais, Lydlei. Haydn emporta ces paroles à Vienne, où elles furent traduites en allemand par le baron Van Swieten, bibliothécaire de l'empereur, homme instruit qui aimait et connaissait la musique. Van Swieten ajouta des airs, des duos et d'autres morceaux d'ensemble, et fournit ainsi au grand musicien un sujet qui convenait à son âme pieuse et sereine. Haydn se mit à l'ouvrage dès l'année 1793, et ne termina son œuvre qu'en 1798, répondant à ceux qui l'excitaient à aller plus vite : « J'y mets le temps, parce que je veux que cela dure. » *La Création* fut exécutée pour la première fois au palais du prince Schwarzenberg dans le courant de l'année 1799. Haydn conduisait lui-même l'orchestre. L'effet produit fut immense et se répandit promptement dans toute l'Europe. *La Création* est divisée en trois grandes parties. Les deux premières ont pour sujet les différens épisodes de la création tels à peu près que les rapporte la Bible, et ce thème un peu trop métaphysique a donné lieu à un développement excessif du style descriptif, qui était alors une grande innovation dans l'art musical. La troisième partie a pour sujet l'apparition de l'homme sur la terre, l'expression de ses premières joies et de ses premières douleurs. Aussi cette troisième partie nous a-t-elle paru supérieure aux deux autres, qui renferment, sans contredit, de grandes beautés, mais dont le coloris a été surpassé par les admirables poèmes symphoniques de Beethoven. D'ailleurs la mélodie de Haydn, pleine de grâce et de naturel, a un peu

vieilli; elle n'a ni l'accent pathétique de celle de Gluck, ni l'exquise délicatesse de celle de Mozart. Il faut ajouter encore que, depuis soixante ans, tout le monde a puisé à cette source féconde, et qu'il n'est pas étonnant que beaucoup d'effets si souvent imités nous paraissent aujourd'hui un peu trop familiers. L'exécution de *la Création* a laissé grandement à désirer. Ni l'orchestre, ni les chœurs n'ont été à la hauteur de la belle conception de Haydn, et excepté M. Stockhausen, qui est un grand artiste et qui a chanté dans la perfection la partie de notre premier père Adam, excepté une toute jeune personne, Mlle Dorus, qui s'est fort bien acquittée du rôle très difficile de l'ange Gabriel, la Société des Concerts a montré dans cette circonstance plus de bonne volonté que de savoir. Le public a trouvé la séance un peu longue, et nous avons partagé son avis. Dans le programme du quatrième concert, nous n'avons remarqué que le trio des *songes* de l'opéra de *Dardanus* de Rameau, morceau curieux qui n'est pas indigne de l'attention de la critique, et les fragmens de la musique d'*Egmont* de Beethoven, dont nous nous dispenserons de faire l'éloge. Au cinquième concert, on a exécuté la symphonie en *si bémol* de Beethoven, les fragmens des *Ruines d'Athènes,* et la séance s'est terminée brillamment par *le Songe d'une nuit d'été* de Mendelssohn. M. Bonnehée, dont la belle voix de baryton n'est plus qu'un organe forcé et criard, a chanté à ce concert un air d'*Anacréon* de Grétry : « Laisse en paix le Dieu des combats, » avec tant d'exagération et de mauvais goût, que le public lui a témoigné son mécontentement d'une manière peu équivoque. M. Girard, le chef d'orchestre, en a paru blessé; le public était dans son droit néanmoins, et il est à regretter qu'il n'en use pas plus souvent. Le septième concert, qui a été fort brillant, a commencé par la symphonie en *ut mineur* de Beethoven, dont l'exécution a été remarquable par l'ensemble et le fini des détails. Le duo des *Nozze di Figaro* de Mozart a été chanté ensuite avec grâce et distinction par deux élèves de M. Duprez, Mlles Marie Battu et Marimon, du Théâtre-Lyrique. La séance a fini par la symphonie en *sol* d'Haydn, ce génie inépuisable qui a tout tiré du néant.

Le neuvième concert, qui s'est donné le 17 avril, a été un événement. Rossini assistait pour la première fois à une séance du Conservatoire depuis son retour à Paris. Le public, averti de la présence du grand maître, s'est levé spontanément après l'*Inflammatus,* chanté avec plus de force que de sentiment par Mme Gueymard, et s'est mis à applaudir avec enthousiasme le plus grand compositeur dramatique des temps modernes. Après le finale du troisième acte de *Moïse,* indignement rendu, surtout par les chanteurs, la séance est restée suspendue pendant un quart d'heure. Les loges, le parterre, l'orchestre et les chanteurs, tout le monde acclamait l'auteur incomparable de tant de chefs-d'œuvre merveilleux, qui pleurait de bonheur. Je n'ai jamais assisté à un pareil spectacle. A la fin du concert, Rossini, donnant le bras à M. Auber, fut accompagné et salué de nouveau par une foule enthousiaste, qui ce jour-là exprimait certainement les sentimens de la postérité.

Ne craignons pas de le redire chaque année, la Société des Concerts a grand besoin de sortir de l'immobilité où elle se complaît, de secouer la torpeur qui accable les membres de son comité. Ses programmes sont toujours

composés des mêmes morceaux et des mêmes noms. Elle n'ose rien entreprendre de hardi, elle est inhospitalière pour les artistes distingués qui traversent Paris, et semble rechercher de préférence les chanteurs médiocres pour faire mieux ressortir la partie instrumentale de son exécution. Pendant que l'Allemagne et l'Angleterre font des excursions dans les œuvres des grands maîtres, la Société des Concerts condamne le public parisien à entendre toujours le même psaume de Marcello, les mêmes morceaux de Haendel, qui a fait vingt et quelques oratorios, les mêmes puérilités historiques, comme l'*O Filii* de Leisring, tandis qu'on ne chante rien de Palestrina, d'Orlando di Lasso, et surtout de Sébastien Bach, dont les cantates religieuses sont des chefs-d'œuvre dont on pourrait tirer un si grand parti. La Société des Concerts est comme le Conservatoire, où elle tient ses séances, une vieille machine dont les ressorts ont besoin d'être renouvelés.

La Société des Jeunes Artistes, dirigée par M. Pasdeloup, qui ordinairement marche d'un pas si léger sur les traces de la Société des Concerts, n'a pas fourni cette année une carrière très brillante. Ses programmes ont manqué de nouveauté et d'intérêt, et l'exécution des œuvres déjà connues a laissé beaucoup à désirer, même en faisant la part de l'inexpérience de ces jeunes conscrits. Au premier concert, qui a été donné le 16 janvier, nous avons entendu avec plaisir le concerto pour violon et grand orchestre de Mendelssohn, exécuté avec talent et bon goût par M. Sainton, violoniste de l'école française établi à Londres depuis quelques années. La seconde séance a été surtout remarquable par le concerto en *ut majeur* pour piano et grand orchestre de Beethoven, qui a été rendu avec une précision et une grâce infinie par M. Rosenhain, artiste d'un mérite supérieur, dont nous avons bien souvent cité le nom. Compositeur distingué, virtuose sérieux, M. Rosenhain n'a pas toute la réputation qu'il mérite, parce qu'il dédaigne trop ce que d'autres recherchent avec effronterie, les suffrages d'un public digne de son talent. Les séances de musique de chambre, que MM. Alard et Franchomme donnent depuis douze ans dans la salle Pleyel, ont toujours le privilége d'attirer une foule empressée d'amateurs gourmets. C'est une petite succursale de la société du Conservatoire. A la troisième matinée, j'y ai entendu avec plaisir le trio en *ré mineur* pour piano, violon et violoncelle, de Mendelssohn, dont le *scherzo* surtout est ravissant. La partie de piano a été rendue avec infiniment d'élégance et de netteté par M. Francis Planté, dont le talent classique grandit chaque année. Au dernier concert, le 27 mars, on a exécuté avec une perfection rare le quatuor en *sol mineur* pour piano, violon, alto et violoncelle, de Mozart. Je ne dis rien du talent de MM. Alard et Franchomme, dont la réputation, solidement assise, ne rencontre pas de contradicteurs.

Un intérêt particulier s'attache aux séances de MM. Maurin et Chevillard pour l'exécution des quatuors de Beethoven, qui, dans l'œuvre du maître puissant, forment une œuvre à part. A la première matinée, qui a été donnée le 13 janvier, on a débuté par le quatuor en *ut dièze mineur*, le quatorzième, qui n'est pas un problème pour nous, et qui ne vaut pas toute la peine qu'on se donne pour le comprendre. C'est obscur, rempli de puérilités prétentieuses qui ne sont pas rachetées par quelques élans sublimes qu'on y rencontre, tandis que le quatuor en *mi bémol* qu'on a exécuté après est

admirable d'un bout à l'autre, aussi piquant par les détails que par l'idée générale, qui est belle et parfaitement claire. Les artistes ont rendu cette composition avec un ensemble et une perfection de nuances qu'ils n'avaient pas encore atteints. M. Maurin surtout nous semble avoir acquis une meilleure qualité de son, un son plus pur et plus nourri tout à la fois. Une pianiste allemande, Mlle Falk, a exécuté à cette même séance la sonate *appassionnata* en *fa mineur* de Beethoven avec une grande vigueur et un beau style. Toutes les séances de MM. Maurin et Chevillard ont été suivies par un public chaleureux et sympathique qui s'accroît chaque année. C'est à ces belles matinées musicales de MM. Maurin et Chevillard que nous avions le plaisir de rencontrer souvent Ary Scheffer, grand *dilettante*, dont le sentiment pieux et touchant révèle le goût passionné qu'il avait pour la belle musique.

Les séances de quatuors instituées il y a quatre ans par MM. Armingaud et Léon Jacquard soutiennent la bonne renommée qu'elles se sont acquise dès l'origine. Le programme, généralement assez varié, nous a présenté à la seconde séance un quatuor pour instrumens à cordes de Robert Schumann, qui ne nous a pas encore réconcilié avec le style pénible et entortillé de ce maître, que l'Allemagne voudrait bien imposer à notre admiration. Il y a pourtant dans ce quatuor quelques parties remarquables, entre autres l'*adagio*, qui nous a paru ne pas manquer d'un certain sentiment; mais l'ensemble est d'une grande pauvreté d'idées et d'une harmonie parfois féroce. A la troisième séance, on a exécuté un trio pour piano, violon et violoncelle, de Marschner, qui n'est pas dépourvu d'intérêt, et le beau quatuor en *la majeur* de Beethoven, que les artistes ont rendu avec chaleur et beaucoup d'ensemble. La quatrième séance a été surtout remarquable par l'exécution d'un quatuor de Schubert en *sol majeur*, qui n'est pas un chef-d'œuvre, mais d'où il s'exhale quelques accens mélodiques d'un charme tout particulier. En général, les séances de MM. Armingaud et Léon Jacquard, où brille le talent vigoureux du pianiste, M. Lubeck, méritent que la critique ne les perde pas de vue. M. Charles Lebouc, un violoncelliste agréable, aidé de M. Paulin, un chanteur de beaucoup de goût, a donné aussi trois séances de musique classique qu'il serait injuste de passer sous silence. A la seconde soirée, j'y ai entendu un quatuor de Fesca, plein de grâce et de mélodie, qui a été fort bien exécuté, surtout par M. Hermann, qui tenait la partie du premier violon. C'est Mme Mattmann, une artiste d'un talent sérieux et bien connu, qui exécutait la partie de piano aux séances de M. Lebouc. La Société des concerts du Conservatoire, celle des Jeunes Artistes, les séances de quatuors de MM. Alard et Franchomme, Maurin et Chevillard, Armingaud et Jacquard, celles de M. Lebouc et d'autres encore qui se tiennent dans des salons particuliers, prouvent surabondamment que le public parisien n'est pas aussi indifférent à la bonne et grande musique que voudraient le faire croire les compositeurs dédaignés dont il repousse les divagations. Oui, on comprend à Paris et l'on y apprécie les chefs-d'œuvre de Haendel, Haydn, Mozart, Beethoven, Weber, Gluck, Rossini, Palestrina; mais on n'y admet pas encore la musique de l'avenir, qui n'aura cours en Europe que lorsque le goût syncrétique de la grande cité l'aura admise dans son panthéon. Que l'Allemagne se le tienne pour dit.

M. Vieuxtemps a passé l'hiver à Paris. Il a donné quatre séances de quatuors dans la salle Beethoven, passage de l'Opéra, qui ont été suivies par les artistes et les amateurs les plus distingués. On connaît le talent de M. Vieuxtemps; comme violoniste, il est de premier ordre. Il a la puissance du son, un admirable coup d'archet, un beau style toujours soutenu, une justesse irréprochable et une bravoure qu'aucune difficulté n'arrête. Ses compositions ne sont pas des arrangemens de virtuose, ce sont des œuvres méditées et bien écrites qui survivent à la fête du jour, et qui méritent l'estime des connaisseurs. Dans le quatuor, qui exige avant tout de l'égalité et de la soumission, M. Vieuxtemps nous a paru un peu trop prépondérant, ne s'occupant pas assez de ses partenaires, qui, à la vérité, lui étaient trop inférieurs. Il en est résulté que souvent le premier violon dominait plus que de raison, qu'il absorbait tout l'intérêt du morceau, et que l'harmonie des quatre parties disparaissait sous la sonorité et la bravoure du principal exécutant. C'est un défaut qui a été généralement remarqué, et que M. Vieuxtemps a dû s'entendre reprocher. Néanmoins le succès de l'artiste a été grand dans ces belles séances de quatuors, surtout dans l'exécution de la *Chaconne* de Bach, morceau piquant, où il faut autant de délicatesse dans la main gauche que de force et d'égalité dans les mouvemens de l'archet. Après les séances de quatuors, M. Vieuxtemps a donné aussi quatre grands concerts avec orchestre dans la salle Herz, qui ont été bien plus intéressans. A la première soirée, qui a eu lieu le 2 février, M. Vieuxtemps a exécuté son grand concerto en *ré mineur,* qui est une composition remarquable par l'élévation du style et par la manière dont l'artiste a traité la partie instrumentale. L'*andante religioso,* d'un sentiment profond, est suivi d'un *scherzo* très original, et le tout est couronné par une marche finale d'un beau caractère. M. Vieuxtemps a exécuté ce concerto avec une puissance de sonorité, une netteté et une assurance remarquables. Son succès a été immense et mérité dans les quatre concerts, tant comme virtuose que comme compositeur, et M. Vieuxtemps a pu, ainsi que M. Rubinstein les années précédentes, dédaigner le silence qu'ont gardé à son égard des écrivains jaloux qui ont perdu toute autorité sur l'opinion publique.

Après M. Vieuxtemps, l'artiste le plus distingué qui se soit fait entendre à Paris cette année, c'est M. Hans de Bulow, gendre de M. Liszt et fils d'un écrivain connu qui a figuré avec honneur dans la seconde école romantique venue après Herder, Schiller et Goethe. M. de Bulow est jeune, intrépide, très éclairé et fort confiant dans la musique de l'avenir. Il a reçu des conseils, je crois bien, de M. Richard Wagner, l'auteur fameux du *Lohengrin* et du *Tannhaüser,* ce qui n'empêche pas M. Hans de Bulow d'être un pianiste de talent, dont la réputation nous a paru justement acquise. Il a donné deux concerts dans la salle Pleyel, qui ont été suivis par un public d'élite dont Meyerbeer faisait partie. Au premier concert, M. de Bulow a exécuté d'une manière remarquable un concerto dans le style italien de Bach, qui nous a émerveillé. Cette musique, dont les principaux effets consistent dans le rhythme et dans l'harmonie, convient admirablement au talent sévère de M. de Bulow, qui a plus de force et de précision que de sentiment. C'est pourquoi il a été moins heureux dans quelques morceaux de Chopin, dont il n'a pas très bien compris le style ondoyant et divers, comme dit Mon-

taigne. Au second concert, M. de Bulow a joué successivement et avec un grand succès la sonate pour piano, opéra 101, de Beethoven, un prélude et une fugue de Bach, transcrits pour le piano par M. Liszt. L'artiste a été moins bien inspiré, ce nous semble, dans l'*andante-menuet et gigue* de Mozart, mais il a retrouvé tous ses avantages dans la *Promessa* de Rossini, fort bien arrangée pour le piano par M. Liszt. En somme, M. de Bulow n'a qu'à se féliciter de l'accueil qu'il a reçu du public parisien, qui a su apprécier un talent plein de vigueur, d'éclat et d'une singulière netteté d'accent.

M. Émile Prudent, qui, tous les deux ou trois ans, revient sur la brèche avec beaucoup d'intrépidité, a donné deux concerts dans la salle de M. Herz, où il a fait entendre plusieurs de ses agréables compositions, qu'il intitule des noms les plus pittoresques : *la Prairie, les Bois, le Printemps, le Chant du Ruisseau,* etc. C'est le pianiste élégant, quoique peu original, de la riche bourgeoisie française, qui se pique d'aimer la musique, mais qui n'est pas encore assez avancée pour comprendre la bonne. M. Prudent a été fort applaudi et fort choyé par son public ordinaire, dont il possède toutes les sympathies. M. Louis Lacombe, un autre pianiste français d'un talent réel, a donné aussi un concert dans la salle de M. Herz, où il a exécuté plusieurs de ses compositions, qui ne se distinguent pas précisément par la variété. Que manque-t-il à M. Lacombe pour atteindre le but où tendent ses efforts et ses travaux divers? Il lui manque l'étincelle, il n'a pas le rayon qui éclaire et vivifie l'artiste. Un pianiste français supérieur aux deux précédens, et qui n'a pas toute la réputation qu'il mérite, c'est M. George Mathias. Son exécution est admirable de délicatesse, de fini, de *brio,* et de précision sans efforts. Au concert qu'il a donné le 17 avril, M. Mathias a exécuté plusieurs morceaux de Chopin avec une grâce et une élégance dignes de la musique de ce maître exquis. M. Mathias, qui a fait de bonnes études sous la direction de M. Barbereau, un théoricien consommé, compose également des œuvres étendues et distinguées, qu'on voudrait plus originales. Si M. George Mathias se répandait davantage, il ne tarderait pas à être placé au premier rang des pianistes français. Que M. Mathias se garde d'imiter la sauvagerie dédaigneuse de M. Alkan aîné, ce maître des maîtres dans l'art du piano, dont il connaît tous les secrets, et qui cache sous une modestie exagérée un grand savoir.

Parmi les femmes artistes qui jouent excellemment du piano à Paris, nous devons citer d'abord Mme Szarvady (Wilhelmine Clauss). Elle a donné trois soirées musicales dans la salle Pleyel, où cette virtuose remarquable a fait briller les qualités de son beau talent, qui semble dédaigner la grâce pour la force, la poésie qui distinguait son jeu pour viser à la profondeur. Quel dommage de gâter ce que la nature avait si bien fait! Mlle Joséphine Martin, au contraire, est une pianiste française dans la bonne acception du terme. Son jeu brillant, facile, alerte, plein d'étincelles et d'esprit, ne s'en fait pas accroire, comme on dit, et va droit au but. Au concert qu'elle a donné cette année dans la salle Herz, Mlle Joséphine Martin a exécuté avec éclat le concerto de Beethoven en *mi bémol,* et plusieurs morceaux de sa composition, dont une *Danse syriaque,* avec orchestre, qui est une fantaisie piquante. Mlle Joséphine Martin possède ce qui est si rare : le diable au corps. Après le jeune Ketterer, cet enfant bien né dont nous avons déjà parlé, et qui joue

aussi du piano avec une précision étonnante, la série des concerts publics s'est terminée par celui qu'a donné M. Alexandre Boucher, le vétéran des violonistes et des prestidigitateurs. M. Alexandre Boucher est né dans la bonne ville de Paris en l'an 1770! Il a parcouru le monde, a vécu longtemps en Espagne, où il a connu le doux et admirable Boccherini, qui lui a donné des conseils. M. Boucher a été, sous l'empire et pendant la restauration, un violoniste éminemment fantaisiste, et à l'âge de *quatre-vingt-dix ans* il a conservé presque toute sa verve et son humour. Il a joué d'une manière encore étonnante un fragment d'un concerto de Viotti et surtout une sonate de Hummel pour piano et violon. On ne peut pas mieux finir une longue et brillante carrière.

Nous aurions bien d'autres concerts à citer encore, celui de M. Bessems, un artiste sérieux et honorable, celui de M. Hammer, qui s'essaie avec succès au rôle de chef d'orchestre; mais, comme dit le maître, il faut savoir se borner. Cependant il existe dans le monde des personnes modestes, des talens véritables, qui, craignant le grand jour et le bruit de la publicité, se contentent de l'approbation discrète d'un petit nombre d'amateurs d'élite : telle est par exemple Mlle Beaumetz, pianiste distinguée par la sobriété du goût et la délicatesse du sentiment. C'est aussi dans un salon du faubourg Saint-Germain que nous avons eu l'occasion d'entendre un opéra-comique en deux actes, *les Deux Princesses,* dont la musique fraîche, élégante et de bonne humeur, est de M. le comte d'Indy, un *dilettante* qui a des idées et du savoir. J'y ai particulièrement remarqué un charmant quatuor qui ferait honneur à un maître.

Un événement qui, sous tous les rapports, mérite d'être consigné dans ces annales des dernières fêtes musicales de Paris, c'est le grand festival qui a été donné au Palais de l'Industrie le 18 et le 20 mars par toutes les sociétés chorales de France. *Six mille* choristes, assure-t-on, appartenant la plupart aux classes ouvrières, se sont réunis sous la présidence d'un artiste infatigable, M. Eugène Delaporte, qui, depuis vingt ans, consacre tous ses efforts à cette propagande de la musique chorale. Je ne veux pas exagérer les résultats obtenus, car je ne me suis jamais fait beaucoup d'illusion sur la puissance de sonorité d'une masse d'instrumens ou de voix qui dépasse certaines limites; mais ce qu'il faut surtout voir et louer dans cette grande réunion d'hommes acçourus de tous les points de la France, c'est la discipline morale qu'elle suppose, un signe de bon augure pour le rapprochement des différentes classes qui composent la société française. L'exécution pourtant de ces six mille voix, bien dirigées par M. Delaporte, n'a pas été indigne du public nombreux qui remplissait le vaste édifice des Champs-Élysées. Le septuor des *Huguenots* est le morceau qui a produit l'effet le plus saisissant, et les deux séances ont répondu suffisamment à l'attente de l'opinion publique. Il serait à désirer que l'autorité supérieure accordât plus que sa bienveillance à cette institution utile des sociétés orphéoniques, et qu'elle ne laissât pas sans récompense l'artiste plein de zèle et de courage qui en est l'organisateur, M. Eugène Delaporte.

La saison des concerts a été close d'une manière très brillante par la séance de musique vocale donnée par M. Duprez au bénéfice de la caisse de secours des anciens élèves de l'école de Choron. M. Duprez, qui est certai-

nement l'élève le plus remarquable sorti de l'école de musique classique fondée en 1816 par Choron, après avoir parcouru avec tant d'éclat la carrière de chanteur dramatique, M. Duprez a fondé à son tour une école spéciale de chant, où il propage avec ardeur les principes de la belle et grande méthode qui a fait sa réputation. Il a groupé autour de lui, rue Rochechouart, un nombre considérable de disciples et de charmantes voix de femmes surtout, qui, par la bonne tenue et le zèle qui les anime, m'ont rappelé les beaux jours de l'école de Choron, qui *ne m'a pas vu naître, mais où j'ai reçu la vie,* comme dit une vieille chanson. Secondé par Mme Duprez, qui donne à tout ce monde le ton de bonne compagnie qui la distingue, l'artiste éminent se livre à toute sa passion pour l'art qui a fait sa renommée, et dont il s'efforce de restaurer les grandes traditions. On peut sans doute reprocher quelquefois à M. Duprez de trop exiger de l'organe vocal, si fragile de sa nature, et de ne prétendre former que des maréchaux de France, en dédaignant ces détails de pur mécanisme qui soutiennent les faibles, contiennent les superbes et ramènent les égarés, selon la belle parole du psalmiste. M. Duprez ressemble un peu à ces grands capitaines qui aspirent à un but glorieux, sans s'inquiéter de tout ce qu'il en coûtera pour l'atteindre. Quoi qu'il en soit de ces critiques, dont nous nous faisons ici le rapporteur scrupuleux, les élèves de M. Duprez se distinguent de tous les autres par une qualité rare, qui est le style, par une articulation nette, hardie, et par une belle manière de phraser et d'accentuer la parole.

La séance que M. Duprez a donnée dans la salle de M. Herz, et à laquelle ont pris part cent dix élèves, était divisée en deux parties. Dans la première, nous avons entendu un psaume de Marcello, l'air attribué à Stradella, chanté avec sentiment par le fils de M. Duprez, à qui nous reprocherons pourtant de trop *remuer le menton,* au lieu de lier les sons au fond de la gorge; le charmant duo de Clari, qui a été rendu avec grâce et beaucoup d'élégance par Mlles Monrose et Marie Battu. M. Duprez a dit lui-même un cantique : *Grâce! grâce!* que Choron a composé pour lui en 1822, et dans ce morceau plein d'onction, l'artiste a su trouver de beaux accens. Dans la seconde partie, on a particulièrement applaudi l'air des *Diamans de la Couronne* de M. Auber, chanté par Mlle Marimon avec une bravoure remarquable; la cavatine de *Sémiramis : Bel raggio lusinghiero,* que Mlle Battu a dite avec éclat et d'une voix souple et mordante qui a produit un bel effet. La séance s'est terminée par l'*Inflammatus* du *Stabat* de Rossini, chanté par six voix de femme avec plus de sonorité et de puissance que de sentiment. Nous sommes peu curieux de pareils tours de force, qui n'ont qu'un mérite purement scolaire. Le public nombreux et choisi qui remplissait la salle a témoigné à M. Duprez la plus vive sympathie pour ses nobles et courageux efforts. L'année, comme on vient de le voir, a été bonne pour la musique classique, qui se répand et pénètre de plus en plus dans l'éducation des classes éclairées, et le public parisien, qui se compose après tout de l'élite de la société française, devient chaque jour plus digne du rôle qu'il remplit en Europe, celui de juge suprême dans les choses de l'art. P. SCUDO.

Souvenirs d'un Officier du 2e de Zouaves, 1 vol. in-18, chez Michel Levy, 1859.

Ce petit livre, d'un esprit tout militaire, est l'œuvre d'un soldat. Il est très simple d'accent et de forme, dénué de toute prétention, et cependant il vient au monde avec je ne sais quelle teinte de mélancolie héroïque et funèbre qu'il tient du moment même où il voit le jour, d'une douloureuse coïncidence. Le nom de l'auteur n'est point inscrit sur ces pages ; hier encore c'était le nom d'un chef d'élite plein de vie et de force, aujourd'hui c'est le nom d'un mort. Ce zouave qui raconte ses souvenirs était, il n'y a que quelques jours, un des plus jeunes capitaines de notre armée, un homme formé et élevé au feu des dernières guerres d'Afrique et d'Orient : c'était le général Cler, tué l'un des premiers, presque au début de la guerre d'Italie, dans cette décisive et sanglante action qui a ouvert la Lombardie et les portes de Milan aux armées alliées. Le général Cler avait sans doute bien autre chose à faire depuis un mois qu'à s'occuper de littérature, même de littérature militaire. Ce petit livre, écrit dans un intervalle de repos, avant la nouvelle campagne, apparaît aujourd'hui comme une sorte de testament. On y voit un soldat actif, intrépide, plein d'ardeur pour son métier, élevé au grade de général pour actions de guerre à trente-huit ans et subitement frappé à mort dans toute sa virilité, à quarante-deux ans, au moment où il conduit ses bataillons. C'est la carrière de tant d'officiers dont la vie fut remplie d'actes d'une entraînante résolution, et qui se sont trouvés arrêtés tout à coup en face de l'avenir qui s'ouvrait devant eux. Le général Cler, lui aussi, était sorti des zouaves comme beaucoup de ces généraux qui sont aujourd'hui à la tête de nos divisons. Il avait été successivement lieutenant-colonel et colonel du 2e régiment de zouaves, et nul assurément n'avait plus de titres pour raconter l'histoire domestique de ce corps, qu'il avait conduit dans les plus chaudes mêlées de la guerre d'Orient.

Le mérite de ce petit livre n'est point de raconter de nouveau des scènes connues, ou d'être uniquement l'expression des souvenirs personnels d'un brillant soldat. C'est le journal du régiment depuis sa formation à travers tous les épisodes dont il fut l'acteur et souvent le héros, et ce journal, déjà marqué du sceau d'une douloureuse coïncidence, a de plus une opportunité singulière et émouvante en paraissant au moment même où de nouveaux combats viennent remettre en lumière tout ce qu'il y a d'énergie et de ressources dans ces soldats qui en un jour de gaieté se sont donné à eux-mêmes le surnom peu rassurant de *chacals*. Cette vaillante troupe des zouaves a une place à part dans notre organisation militaire. Elle n'est point précisément l'œuvre d'un décret administratif ajoutant un numéro de plus à notre armée; comme tout ce qui est vigoureux et destiné à devenir une force, elle est née en quelque sorte spontanément, sans qu'on y songeât, de toutes les nécessités de la guerre d'Afrique. Primitivement formée un peu au hasard, l'institution s'est développée d'elle-même. On pourrait dire que ces zouaves sont à quelques égards l'image de notre conquête africaine. Au premier moment, on ne savait trop encore ce qu'on ferait : on voulait tout au plus occuper le littoral; puis insensiblement nous avons eu un empire définitivement annexé à la France sur l'autre bord de la Méditerranée. Les

zouaves ont une histoire qui n'est pas très différente. Ils ne formaient d'abord qu'une troupe aventureuse toute locale, avec un notable mélange d'élémens indigènes. Peu à peu le corps a grandi, l'élément indigène a été rejeté : il n'est plus resté qu'une troupe toute française durcie à tous les périls et à toutes les fatigues; puis le jour est venu où l'unique régiment qui a existé pendant longtemps n'a plus suffi : avec le noyau primitif, on a formé trois régimens liés entre eux par les souvenirs, par le nom, par le costume, et gardant toujours cette physionomie originale et distincte dans les masses épaisses de l'infanterie française. Ces trois régimens, dont la création remonte à peine à quelques années, ont été depuis sept ans partout où il y a eu un combat, et chacun d'eux a déjà son histoire. Ils ont été décimés par le feu et par les maladies, ou plutôt ils ont été presque entièrement renouvelés; c'est toujours le même esprit, cet esprit traditionnel qui fait d'un régiment une sorte de famille guerrière groupée autour du drapeau.

Telle est l'histoire que raconte pour sa part l'auteur des *Souvenirs d'un Officier du 2e de Zouaves*. Ce que ces soldats sont capables de faire, on n'a qu'à le relire dans les récits du général Cler sur la campagne de Crimée. Ils n'ont pas du tout l'héroïsme sombre, comme on sait; ils se consolent par un mot de bien des fatigues et de bien des peines, toujours prêts à recommencer. Qu'on se souvienne surtout de cette terrible nuit du 23 au 24 février 1855, où deux bataillons de zouaves se précipitèrent sur les ouvrages russes pour les bouleverser, et dans l'obscurité la plus profonde livrèrent le plus effroyable combat. Le colonel Cler fut sur le point d'y rester; il se sauva presque miraculeusement, et en regagnant les tranchées françaises il se heurta contre des zouaves qui revenaient à la *charge,* quoique la retraite fût sonnée. « Où allez-vous? leur cria le colonel. — Ah! c'est vous, mon colonel, lui dirent ces braves gens; on nous avait dit que vous étiez pris, nous allions vous chercher, fût-ce au milieu de Sébastopol. » A la fin de la campagne, il ne restait plus que quelques détachemens de cette valeureuse troupe. Le général Cler raconte plus d'un épisode intéressant de ces scènes; il fait revivre en un mot ce régiment dont il fut le chef, avec son esprit, sa manière d'être, ses joviales façons et son héroïsme. Ces souvenirs s'effacent aujourd'hui devant des luttes nouvelles. Un fait curieux à remarquer dans ces actions de guerre qui se multiplient aussi bien que dans les récits du général Cler, c'est le caractère nouveau de notre armée, ce caractère qui peut se montrer d'une façon plus originale chez les zouaves, mais qui se retrouve partout, l'intelligence individuelle du soldat. Autrefois les armées étaient des masses mises en mouvement par des têtes intelligentes chargées de les conduire; aujourd'hui nos soldats marchent en quelque sorte d'eux-mêmes : ils concourent de leur esprit à l'action; ils pénètrent quelquefois le secret des mouvemens qu'on leur ordonne, et cette sorte d'intelligence critique vient en aide à l'entrain indomptable du courage au lieu de l'affaiblir. Le général Cler, dans ses récits, laisse bien voir ce caractère nouveau de notre armée, et dans cette bataille même où il a succombé, ses soldats ont montré une fois de plus ce que peut cette alliance de l'intelligence et de l'intrépidité chez des hommes conduits par des chefs vigoureux.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT ET UNIÈME VOLUME.

SECONDE PÉRIODE. — XXIXe ANNÉE.

MAI — JUIN 1859.

Livraison du 1er Mai.

ARMAND CARREL ET LES CONTROVERSES POLITIQUES AVANT ET APRÈS 1848, par M. ALBERT DE BROGLIE..... 5

LA CICOULANE, SCÈNES DE LA VIE DES LANDES, par M. EUGÈNE DUCOM..... 45

LA POÉSIE ET LES POÈTES CONTEMPORAINS EN ITALIE. — LES FORMISTES, LES COLORISTES, LA NOUVELLE ÉCOLE, par M. P. BRISSET..... 83

ÉPISODES DE LA VIE ANGLO-INDIENNE PENDANT LA DERNIÈRE GUERRE. — I. — LES CAMPAGNES DU MAJOR HODSON, par M. E.-D. FORGUES..... 116

LITTÉRATURE ANGLAISE. — UN ROMAN DE LA VIE MONDAINE, *Guy Livingstone*, par M. ÉMILE MONTÉGUT..... 149

L'ÉCHELLE MOBILE ET LE COMMERCE DES CÉRÉALES, par M. MICHEL CHEVALIER, de l'Institut..... 175

DE L'ART ET DE LA CRITIQUE D'ART A PROPOS DE QUELQUES LIVRES RÉCENS, par M. HENRI DELABORDE..... 208

REVUE MUSICALE. — *Le Pardon de Ploërmel*, de M. G. Meyerbeer, par M. P. SCUDO..... 222

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE..... 233

ESSAIS ET NOTICES. — DE L'ABOLITION DU SERVAGE ET DE LA CULTURE EN RUSSIE, par M. L. DE LAVERGNE, de l'Institut..... 245

Livraison du 15 Mai.

POLITIQUE COLONIALE DE LA FRANCE. — L'ALGÉRIE. — II. — L'IMMIGRATION ET LA COLONIE EN 1859, par M. JULES DUVAL..... 257

PICHICHIA, SCÈNES ET SOUVENIRS DE LA VIE TOSCANE, par M. A. DE METZ-NOBLAT. 301

LES PREMIERS AGES DE NOTRE PLANÈTE. — I. — LE NOYAU TERRESTRE, SA FORMATION SELON LA SCIENCE MODERNE, par M. ALFRED MAURY, de l'Institut..... 329

Des Principes de l'Éducation populaire dans la société américaine, par M. Auguste LAUGEL..... 349
Les Lapidaires de Septmoncel, une Tribu industrielle dans le Jura, par M. Armand AUDIGANNE..... 375
Écrivains et Publicistes modernes de la France. — Alexis de Tocqueville, par M. Louis de LOMÉNIE..... 402
Rachel, Histoire Lombarde de 1848, première partie, par Mme la princesse Christine Trivulce de BELGIOJOSO..... 429
Mme Elliott et ses Souvenirs sur la révolution, par M. le comte de JARNAC. 475
Chronique de la quinzaine, Histoire Politique et Littéraire..... 465
Essais et Notices. — *Les Aryas*, de M. Pictet, par M. Th. PAVIE..... 485
Revue Dramatique. — *La Seconde Jeunesse*, de M. Uchard etc., par M. LATAYE. 492

Livraison du 1er Juin.

L'Art Français au Salon de 1859, par M. Henri DELABORDE..... 497
Épisodes de la Vie Anglo-Indienne pendant la dernière guerre. — II. — La Fuite et les Aventures du juge Edwards, par M. E.-D. FORGUES..... 533
La Société d'Agriculture de Paris, son Histoire et ses Travaux, par M. Léonce de LAVERGNE, de l'Institut..... 573
Poètes modernes de l'Allemagne. — Henri de Kleist, sa Vie et ses Œuvres, par M. Saint-René TAILLANDIER..... 604
Rachel, Histoire Lombarde de 1848, dernière partie, par Mme la princesse Christine Trivulce de BELGIOJOSO..... 641
Une Page de l'Histoire du Piémont. — Le Premier Roi de Sardaigne et la Politique de la maison de Savoie depuis 1713, par M. Charles de MAZADE. 689
La Guerre et les Intérêts Européens dans la Question Italienne, par M. Ch. de MAZADE..... 714
Chronique de la quinzaine, Histoire Politique et Littéraire..... 734
Revue Musicale. — *Abou-Hassan* de Weber, *l'Enlèvement du Sérail* de Mozart, etc., par M. P. SCUDO..... 744
Académie Française. — Réception de M. Jules Sandeau, par M. E. LATAYE.. 749

Livraison du 15 Juin.

Scènes historiques. — La Fronde a Bordeaux, première partie, par M. Victor COUSIN, de l'Académie Française..... 753
L'Oncle César, première partie, par Mme Charles REYBAUD..... 789
Les Héros de la Grèce moderne. — II. — Marc Botzaris, par M. YEMENIZ, consul de Grèce..... 833
Le Roman réaliste en Angleterre, *Adam Bede*, par M. Émile MONTÉGUT... 867
Les Premiers Ages de notre Planète. — II. — L'Apparition de la Vie sur le Globe, par M. Alfred MAURY, de l'Institut..... 898
Études d'Économie Forestière. — Les Forêts et l'Agriculture, par M. J. CLAVÉ..... 923
Le Roi Odoacre, Patrice d'Italie, par M. Amédée THIERRY, de l'Institut.... 948
Chronique de la quinzaine, Histoire Politique et Littéraire..... 980
Revue Musicale. — Les Concerts de la Saison, par M. P. SCUDO..... 996

Paris. — Imprimerie de J. CLAYE, rue Saint-Benoît, 7.

AP
20
R5
per.2
t.21

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY